TUFTS COLLEGE LIBRARY

Purchased

Bound August 1920

78695

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIXe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME LI. — 1er MAI 1919.

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIXe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE ET UNIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1919

78695

MARCELINE

OU

LA PUNITION FANTASTIQUE

Vous comprendriez l'histoire que je vais vous raconter, si vous eussiez vu quel regard de colère et de mépris me lança ma femme, à travers son face à main, quand, m'adressant à M. Barlotti, je lui demandai le prix auquel il consentirait à me céder son théâtre de marionnettes avec les accessoires, les décors et les personnages qui en faisaient le plus délicieux, mais le plus saugrenu des bibelots.

Depuis trois jours, le désir de posséder ce théâtre de « burattini » me poursuivait sans relâche et je ne cessais de penser au plaisir que j'éprouverais à rapporter en France ce baroque et charmant souvenir d'un voyage dont toutes les heures, cependant, n'avaient pas été heureuses, du fait, je dois bien le dire, de ma femme Marceline. Sa maussaderie et sa mauvaise humeur n'avaient manqué, en effet, de se manifester à chaque occasion et à tout propos, et devant ces récriminations continuelles de mon irascible compagne, j'étais bien forcé de reconnaître que j'avais eu tort de tenter un essai qui avait tourné à l'encontre de mes espérances. Le mieux était donc, vu l'échec de cette expérience, de rentrer chez nous au plus vite. Sur ce point, ma résolution était prise, mais, sur un autre aussi, elle ne l'était pas moins et j'étais bien décidé à ne pas repasser la frontière sans emmener avec moi les séduisants petits bonshommes de bois et de carton pour lesquels Marceline montrait si peu de sympathie et envers qui la mienne s'était déclarée dès que j'avais fait leur connaissance par l'entremise de l'excellent M. Barlotti. De plus, j'avais comme un obscur pres-

sentiment qu'ils joueraient un rôle dans ma vie et c'était ce projet d'achat qui m'avait conduit de nouveau au palais Pastinati.

Ce palais Pastinati, situé dans un des quartiers les moins fréquentés de Venise, avait été jadis une opulente demeure. Bien qu'assez délabré, il présentait encore un fort bel échantillon de l'architecture vénitienne au XVIIe siècle. Il mirait dans un étroit rio sa façade somptueuse et décrépite et conservait vraiment grand air avec sa haute porte marine aux vantaux moisis, surmontée d'une tête de guerrier casqué et barbu.

Cette porte franchie, on pénétrait dans une vaste salle au dallage humide, mais d'une noble proportion, sous un plafond à caissons sculptés où était figuré le blason des anciens maîtres du lieu. Ce vestibule seigneurial offrait aux regards une antique chaise à porteurs, près de laquelle une statue de bois peint représentait un petit laquais tendant aux visiteurs un plateau. Dans ce plateau étaient des cartes imprimées où se lisaient ces mots :

CARLO BARLOTTI
Antichità

Ce palais Pastinati était, en effet, la propriété de M. Barlotti, marchand de curiosités. M. Barlotti en avait fait une dépendance de son magasin de la place Saint-Marc et y tenait en réserve un grand nombre d'objets. Cette destination faisait du palais Pastinati l'endroit le plus hétéroclite du monde. Cependant, tout en obéissant aux exigences de son métier, M. Barlotti ne manquait pas de goût. Plusieurs salles du palais ayant conservé leur décoration originale en stucs coloriés, M. Barlotti en avait restitué le mobilier contemporain. Dans une de ces pièces, il avait même placé trois ou quatre mannequins de grandeur naturelle et revêtus de costumes du temps. Mais malgré cet effort pour rendre la vie au palais Pastinati, M. Barlotti n'était pas parvenu à lui enlever un certain aspect de désuétude fantastique. On y respirait une étrange odeur de moisissure et d'humidité. Les pas y retentissaient singulièrement sur les dallages sonores et faisaient craquer bizarrement les parquets vermoulus. Avec ses salles trop vides ou trop encombrées, ses escaliers, ses portes, ses recoins biscornus, le palais Pastinati avait des airs de maison hantée.

Cette impression s'augmentait encore par la présence de

M. Barlotti. L'antiquaire était, en effet, ce qu'on appelle un drôle de corps. Son visage semblait couvert d'un masque de parchemin. Très grand, très maigre, il se dressait sur de longues jambes en pilotis. M. Barlotti portait un lorgnon à chaînette de cuivre et fumait continuellement de minces « virginia. » Il faisait songer à ces personnages d'Hoffmann ou de Gozzi qui sont en butte aux persécutions des esprits et à leurs malicieuses tracasseries. Cette ressemblance, d'ailleurs, était trompeuse. Avec son air de revenant, M. Barlotti n'était revenu de rien. Il laissait entendre qu'il ne dédaignait ni le lit, ni la table, aimait à plaisanter et riait volontiers, bien que d'un rire caverneux, en accompagnant les visiteurs à travers sa « galerie d'art, » ainsi nommait-il le palais Pastinati. Et c'était justement au cours de l'une de ces visites que j'avais pénétré dans cette chambre où se dressait le théâtre de marionnettes devant lequel je me retrouvais aujourd'hui et que, sous l'œil désapprobateur de Marceline, je contemplais avec une ardente convoitise.

Car, dès que je l'avais vu, ce petit théâtre, je m'étais senti une envie désordonnée de l'acquérir. Sur-le-champ, j'avais compris que je ne quitterais pas Venise sans satisfaire ce caprice inoffensif et sans commettre cette innocente folie. Quel que dût être le prix que me demandât M. Barlotti de ses poupées, j'étais bien résolu à en passer par où il voudrait; aussi fut-ce en lorgnant d'un air amoureux l'objet de mon désir que j'adressai à l'antiquaire la question qu'il attendait de moi.

A peine la lui eus-je posée que M. Barlotti retira d'entre ses lèvres son « virginia » éteint et éclata de son rire profond et maléfique.

— Ah! ah! vous voulez que je vous vende mon petit théâtre... Ma foi, mon cher monsieur, je n'attendais pas moins de votre bon goût. Savez-vous que vous avez mis le doigt sur la pièce la plus rare de toute ma galerie, une pièce unique, monsieur, dont je n'ai pas vu la pareille de toute ma carrière d'antiquaire? Oui, regardez la finesse et l'expression des figures. Ne les dirait-on pas vivants, ces « burattini? » Oui, vivants, monsieur, une merveille, une véritable merveille digne d'un musée! Mais permettez que je consulte mon carnet.

M. Barlotti avait tiré de sa poche un calepin crasseux qu'il feuilletait de son doigt maigre. Pendant ce temps, je regardais

l'objet délicieux, sans prendre garde aux signes répétés que m'adressait Marceline. Je n'avais d'yeux que pour mon cher petit théâtre et pour son cartouche qui portait inscrits en lettres d'or ces mots magiques : *Casa di Arlechino*. Dressé dans un coin de la pièce, il me fascinait. Entre ses portants, encadrée d'une délicate moulure dédorée, la scène ouvrait sa minuscule profondeur sur un décor de toile peinte représentant la place Saint-Marc. On y distinguait la Basilique, le Campanile, l'angle de la Libreria et des Procuraties. Dans ce décor, suspendus à des fils, se tenaient une douzaine de personnages qui, ainsi que me l'avait fait remarquer M. Barlotti, avaient vraiment l'air d'être vivants. Et ces personnages étaient ceux de la Comédie italienne, de la vieille Commedia dell' Arte, ceux que l'on appelle les Masques et qui ont charmé l'Italie et l'Europe de leurs lazzis, de leurs gambades, de leurs intrigues, de leurs amours, de leur extravagante et éternelle fantaisie, ceux qui ont animé de leur poétique et visible présence les parades du vieux Ruzzante et les canevas de Goldoni et de Gozzi. Et je ne me lassais pas de les regarder, ces princes de la farce et du fantasque, groupés en leur accoutrement traditionnel.

Oh! l'amusante troupe qu'ils formaient, les « burattini » de M. Barlotti, en leur assemblage bariolé! Il y avait là Pantalon avec son pourpoint de drap rouge et sa grande robe de drap noir, Pantalon, avec son masque bistre sous son bonnet de laine, Pantalon aux pantoufles jaunes; et, auprès de Pantalon, Brighella et Tartaglia : Brighella tout habillé de blanc et chamarré de passementeries vertes, avec son masque à moustaches, son escarcelle et son poignard; Tartaglia en drap vert rayé de jaune et portant sur le nez de grosses lunettes bleues. Il y avait là le noir Scaramouche à la figure enfarinée, à la moustache et aux sourcils peints, et le blanc Pulcinello, masqué de noir sous son chapeau de feutre gris, et Rosaura et Giacometta, et Coralline au casaquin et à la jupe de soie verdâtre, rayés de vert d'eau, et l'élégant Lélio tout emplumé, tout galonné, tout pailleté, tout tuyauté, et Mezzetin avec Colombine, et Arlequin, Arlequin dont la veste et le pantalon jaune clair s'ornaient de triangles d'étoffe jaune et verte, Arlequin avec son masque, son serre-tête et sa mentonnière noire et qui arborait au chapeau une queue de lièvre et qui saluait grave-

ment de la batte trois personnages du Carnaval de Venise, en manteau et baüta, masqués de blanc et le tricorne en tête, tandis qu'au milieu d'eux un Centaure cambrait fièrement son torse d'homme barbu sur un corps de cheval aux sabots de corne, oui, un Centaure, et qui avait, en plus de celle de se trouver sur la Piazzetta, la singularité d'être pie! Et c'était tout ce petit monde charmant auquel s'ajoutait la présence inexplicable d'un monstre mythologique dont j'allais, pour quelques misérables pièces d'or, devenir le possesseur, quand le bon M. Barlotti lèverait le nez de dessus son calepin et me dirait le chiffre de la somme dont j'aurais à payer l'acquisition de ce jouet, inutile certes, mais si attrayant, quoi qu'en pensât la sévère et réprobatrice Marceline.

Certes, je savais bien qu'il serait exagéré, ce chiffre, mais l'impudence de M. Barlotti dépassa tout de même mes prévisions les plus dispendieuses. Bigre, M. Barlotti ne me ménageait pas! Il abusait et se moquait de moi. La sagesse eût été, évidemment, de répondre à ses prétentions par un haussement d'épaules ou une pirouette, mais Arlequin me regardait si gentiment et Coralline me lançait une œillade si persuasive! Et puis, comment résister au sourire de Rosaura et à la grimace de Pulcinello, sans compter que Brighella et Tartaglia s'en mêlaient, que Pantalon faisait des signes à Scaramouche et que le Centaure lui-même se tirait la barbe en roulant des yeux encourageants! Comment infliger cette déception aux trois masques vénitiens qui me considéraient sous leurs visages carnavalesques de satin blanc? Aussi fut-ce d'une voix tranquille et comme s'il se fût agi de l'achat de n'importe quelle babiole que je répondis à M. Barlotti :

— Eh bien! Monsieur Barlotti, c'est entendu. Nous quittons Venise dans trois jours. Que tout soit emballé pour le moment de notre départ.

M. Barlotti acquiesça.

— Allons, messer Arlechin, saluez votre nouveau maître.

M. Barlotti, du bout de son « virginia, » avait touché le fil du pantin qui exécuta une gambade joyeuse. Je m'étais retourné vers Marceline.

— N'est-ce pas, Marceline, c'est bien dans trois jours que nous partons?

Mais Marceline avait disparu. Je jetai un dernier coup

d'œil à mes chères marionnettes, comme pour implorer d'elles secours et protection, contre le mécontentement que ma femme ne manquerait pas de me témoigner pour ce qu'elle appellerait, je n'en pouvais douter, « encore une folie », et, précédé de M. Barlotti qui avait rallumé son « virginia, » je me mis en devoir d'aller rejoindre, à travers les salles dallées du palais Pastinati, la gondole qui nous y avait amenés. Marceline y était déjà installée. Elle me fit place sur les coussins et, sans presque répondre aux saluts de l'honnête M. Barlotti, d'une voix plus que revêche, elle ordonna au gondolier de nous reconduire à l'hôtel. Durant tout le trajet, elle ne m'adressa pas la parole. Décidément, elle était fâchée et son air exaspéré m'annonçait qu'elle ne me pardonnerait pas ma « frasque » et que, cette fois, la « mesure était comble. » De tous les fils de mes pantins, pouvais-je cependant supposer le lacet que Marceline en ferait un jour et auquel, après m'y avoir fait trébucher, elle viendrait se prendre elle-même?

*
* *

Je n'ai jamais été une forte tête et j'ai toujours manqué de cette solide volonté par laquelle on se dirige dans la vie selon les règles du bon sens et en vue de certains de ces résultats pratiques où s'applique sérieusement le commun des hommes; aussi mon existence fut-elle assez désordonnée sous son apparence de monotonie et de régularité.

N'allez pas pourtant en induire que j'aie commis d'hypocrites extravagances ou d'obscurs méfaits. Non! je ne suis d'une nature ni violente, ni perverse, et mes seuls écarts vinrent de ce que je me suis toujours senti incapable de m'intéresser à ce qui préoccupe la majorité des humains. C'est pourquoi je ne saurais prétendre à passer pour un homme raisonnable. L'est-on, en effet, quand on se laisse aller à la fâcheuse inclination de ne voir en toute chose que ce qu'elle peut comporter de plaisir et de beauté sans se soucier autrement de l'utilité qu'elle peut avoir? Si ce point de vue est adopté, je dois donc reconnaître que j'ai toujours vécu dans la plus parfaite déraison, puisque je n'ai jamais pu me régler sur mon intérêt et que je l'ai toujours subordonné à ma fantaisie.

Cette disposition à ne goûter et à n'apprécier que ce que la plupart des gens considèrent comme foncièrement vain et

indéniablement inutile s'est manifestée chez moi de bonne heure, et je lui dois l'impossibilité où je me trouvai, le moment venu, de faire choix d'une carrière. De tout temps, l'idée de me consacrer quotidiennement à quelque but pratique et de me mettre au service de quelque occupation régulière me fut odieuse. Le temps que nous avons à passer sur terre n'est pas assez long pour que nous l'employions à autre chose qu'à nous-mêmes. Il y avait, sur ceci, chez moi, un parti pris dont rien ne me put jamais détourner. La seule pensée du contraire me causait une sorte d'hilarité intérieure. Me voyez-vous, en effet, médecin, avocat, fonctionnaire, industriel, commerçant, employant mes journées à tâter le pouls, à compulser des dossiers, à faire des écritures, à passer des marchés ? Pour s'astreindre à ces besognes, il eût fallu avoir de la vie une autre conception que celle que je m'en étais formée, attribuer à la réalité une valeur qu'elle n'a pas, qu'elle n'aura jamais pour moi. Il aurait fallu posséder une autre cervelle que la mienne, toute bourdonnante de chimères, tout ennuagée de rêveries !

Car je suis, je l'avoue sans honte, un rêveur et un chimérique. L'imaginaire a plus de place dans mon esprit que le réel. C'est le défaut des gens de ma sorte et ils s'en trouvent, pour ainsi dire, mis en dehors de l'existence. La vérité est, en effet, que je n'ai jamais pu m'y mêler sérieusement. Il en résulte que je suis une manière de vagabond et de nomade. Je m'évade de ce qui m'entoure en des distractions qui m'ont valu une réputation bien établie d'original et de songe-creux. D'ailleurs, elle ne m'offense nullement et je l'accepte avec une souriante résignation.

Peut-être y eût-il eu, dans ma jeunesse, des moyens de lutter contre ce tour d'esprit qui, sans le faire disparaître entièrement, en eussent enrayé l'excès. Sur ce point, j'en suis réduit aux hypothèses, car mes parents, tout en s'apercevant de ce penchant et en le déplorant peut-être, ne firent rien pour le contrecarrer efficacement. Certes, je suis loin de leur reprocher leur négligence à cet égard. Les soins qu'ils devaient prendre d'eux-mêmes ne leur permettaient pas envers moi toute l'attention qu'il eût fallu. Mon père et ma mère, de santé fort délicate, passaient la plus grande partie de leur temps à surveiller réciproquement les minutieuses pratiques d'hygiène qu'ils s'imposaient l'un à l'autre avec une touchante sollicitude. Mes

parents s'aimaient tendrement et ne me ménageaient pas leur affection. Avec celui qu'ils prenaient d'eux-mêmes, leur principal souci était de me rendre heureux, et, comme je semblais trouver mon bonheur dans les divagations où je me plaisais, ils ne s'y opposaient guère et m'en laissaient suivre la pente. Ainsi vécus-je jusqu'à l'âge de quinze ans, sans qu'aucune influence sérieuse contrariât cette facilité à la rêverie, cette aptitude à la chimère qui me tenaient tout entier. Ajoutez à ces circonstances que l'existence que nous menions était des plus solitaires et qu'il ne s'y mêlait pour moi aucune ingérence du dehors. Notre maison, qui portait le nom assez singulier de la Troublerie, était située à une certaine distance de la ville et assez isolée dans la campagne. C'était une charmante demeure, bâtie au milieu du XVIIIe siècle, entourée d'un vaste jardin, mi-français, mi-potager, et à laquelle conduisait une belle allée d'arbres. Spacieuse et commode, sans nulle prétention à jouer les châteaux, elle avait conservé son mobilier du temps, auquel mes parents avaient ajouté quelques jolis meubles de la même époque. Malgré son agrément, sa proximité relative de la ville, le charme exquis de ma mère, l'amabilité de mon père, les visiteurs étaient rares à la Troublerie, non qu'on ne les y reçût pas avec une parfaite courtoisie, mais parce qu'ils s'y sentaient en quelque sorte superflus, tant mon père et ma mère se suffisaient à eux-mêmes. Cette impression qu'ils donnaient avait étendu autour d'eux une solitude à laquelle je participais naturellement et qui ne me déplaisait pas. Aussi quand arriva l'époque de pourvoir à mon éducation, fut-ce avec joie que j'acceptai la décision de mes parents. Ne pouvant se résoudre à se séparer de moi pour m'envoyer au collège, il fut convenu qu'un professeur de la ville viendrait plusieurs fois par semaine à la Troublerie pour me donner les leçons nécessaires.

Ce fut pendant une de ces leçons, auxquelles je ne prêtais le plus souvent qu'une attention assez médiocre, que l'on vint m'avertir du fatal accident survenu à ma chère maman. Elle était morte subitement dans le fauteuil qu'elle ne quittait plus depuis quelques jours à la suite d'une indisposition qu'elle-même croyait assez légère et qui, par une complication imprévue et soudaine, l'emportait brusquement. Ma douleur fut violente et celle de mon pauvre père affreuse, tellement que sa

santé, qui avait toujours été délicate, acheva de s'altérer irrémédiablement. A partir de ce moment, il ne cessa de décliner à vue d'œil. Bientôt il s'alita. De jour en jour son état empira et, quelques mois après, j'étais orphelin. Cet événement eût pu amener un changement complet dans mon existence si mon oncle Antoine Brion, que ces tristes circonstances me donnaient comme tuteur, n'eût assumé cette charge qu'à la condition de ne modifier en rien sa propre manière de vivre. Cet oncle Antoine était un frère de ma mère. Il habitait à la ville une maison située sur l'ancien rempart et où il avait réuni une importante bibliothèque, célèbre dans toute la contrée. Cette bibliothèque était sa principale occupation ; aussi entendait-il bien que je n'en devinsse pas une autre qui s'y ajoutât. Pas un instant donc il ne songea à me prendre auprès de lui. Ma présence eût dérangé ses habitudes de célibataire endurci et de collectionneur maniaque. D'autre part, lui ayant témoigné ma répugnance à aller achever mon éducation dans un collège et à quitter la Troublerie, il consentit à ce que j'y demeurasse. Mon professeur, M. Alain Lefougeret, qui n'avait ni femme ni enfant et peu d'ambitions universitaires, viendrait s'y installer auprès de moi et me continuerait ses soins éclairés, tandis que la vieille Ernestine, au service de mes parents depuis trente ans, tiendrait notre ménage scolaire et assurerait la conduite de la maison.

Ces dispositions prises, l'existence s'organisa à la Troublerie avec une régularité exemplaire. M. Alain Lefougeret était un homme excellent, plein de science et de sagesse, mais incapable de rechercher et d'acquérir aucune influence sur son élève, car il se bornait strictement à l'exercice de ses devoirs professoraux et me laissait libre de prendre à son enseignement ce qu'il me convenait d'y recueillir. Sa tâche remplie, il se désintéressait entièrement de moi et s'adonnait exclusivement à un goût immodéré pour la pêche à la ligne. La rivière qui passe au bas du jardin de la Troublerie est poissonneuse, et deux étangs qui dépendent de la propriété fournissaient à M. Lefougeret l'occasion de déployer son admirable patience et sa merveilleuse astuce de pêcheur modèle. M. Lefougeret n'était arrivé à cette sagesse de faire consister le plaisir de la vie dans l'observation intelligente d'un bouchon de liège qu'après des déboires de carrière qui l'avaient amené à échan-

ger sa chaire du collège de la ville pour la sorte de retraite qu'il avait prise à la Troublerie.

M. Lefougeret se déclarait un méconnu, mais il avait renoncé philosophiquement à lutter contre l'injustice humaine. Il en acceptait les arrêts et ne se laissait plus prendre aux hameçons empoisonnés de l'ambition. M. Lefougeret était un sage et ne mordait plus aux appâts; il y faisait mordre le peuple écailleux des eaux. Ces talents avaient mis M. Lefougeret en grande considération auprès d'Ernestine. Sans partager tout à fait l'estime qu'elle faisait de lui, j'appréciais fort en M. Lefougeret une occupation qui assurait ma liberté. En effet, en dehors des heures de leçons, M. Lefougeret était tout à ses lignes et à ses appâts, et je pouvais disposer à ma guise du temps que ne réclamait pas la confection de mes devoirs. Ces loisirs me permettaient de m'adonner à mon penchant favori auquel se prêtait la solitude où je vivais. Elle n'était guère interrompue que par notre visite hebdomadaire à l'oncle Antoine.

Ce jour-là, M. Lefougeret abandonnait ses lignes et remplaçait son accoutrement de pêcheur par une sévère redingote professorale qu'ornait à la boutonnière le ruban violet des palmes académiques. Je faisais aussi un brin de toilette et Ernestine veillait à ce que ma cravate fût bien mise et mes bretelles tendues à bonne hauteur. Ces formalités accomplies, nous nous acheminions vers la ville, M. Lefougeret et moi, et nous y flânions par les rues en attendant l'heure du déjeuner. Nous nous arrêtions aux devantures des boutiques. Certaines nous retenaient particulièrement. M. Lefougeret aimait à considérer derrière la vitre de l'empailleur certains poissons exotiques qui en faisaient l'ornement et ne manquait guère de donner un coup d'œil, chez le chapelier, à la planchette de velours sur laquelle étaient fixés les rubans et les rosettes de divers ordres honorifiques. Pour ma part, mes préférences allaient à l'étalage du libraire, M. Tournemain, et à celui du père Bricard, l'antiquaire, car je me sentais une sympathique curiosité pour les vieilleries qui remplissaient son magasin et débordaient jusque sur le trottoir, et j'éprouvais un vif attrait pour les volumes qui garnissaient les rayons où M. Tournemain, ses lunettes relevées sur le front, les inspectait avec une amicale bienveillance.

Dès cette époque, en effet, j'avais du goût pour la lecture, et un éducateur plus attentif eût pu trouver là un moyen de modérer en moi le penchant qui m'entraînait de plus en plus dans le vaporeux royaume de la chimère, mais personne ne songeait à diriger mes lectures pas plus qu'à les alimenter. M. Lefougeret, aussi bien que mon oncle Antoine, m'ignorait, comme tant d'autres, à ce point de vue. L'idée de demander un conseil à M. Lefougeret ne me serait pas plus venue à l'esprit que d'emprunter un livre à mon oncle. J'avais compris instinctivement que sa bibliothèque, objet de sa seule passion et seul orgueil de sa vie, formait quelque chose d'inaccessible, d'indissoluble et de sacré. D'ailleurs, mon oncle avait pris soin de m'éclairer sur ses intentions à cet égard. Lui mort, sa bibliothèque serait léguée à la ville, avec la maison qui la contenait. Le public y aurait accès, mais l'oncle Antoine avait élaboré avec un soin tout particulier le règlement qui y serait appliqué. Ce règlement, que mon oncle ne cessait de perfectionner, était un chef-d'œuvre incomparable. Par ses restrictions sournoises et par ses précautions hypocrites, par ses prescriptions retorses et par ses obstacles astucieux, il opposait aux travailleurs et aux curieux une barrière à peu près infranchissable. Cette trame était ourdie avec une ingéniosité véritablement diabolique. Quant au futur conservateur de ce trésor, il était ligoté, lui aussi, par une série d'obligations qui faisaient de son existence le plus raffiné des supplices. Bien malin celui qui, attiré par la plaque de marbre qui porterait ces mots : *Fondation Antoine Brion*, parviendrait à obtenir communication de la moindre brochure! Et, à cette pensée, l'oncle Antoine se frottait les mains en se relisant une fois de plus, à travers ses besicles de corne, les paragraphes draconiens de son fameux règlement.

L'incurie de M. Lefougeret et la manie de mon oncle Antoine avaient donc fait de moi l'humble client de M. Tournemain, et c'était chez lui que je me fournissais des ouvrages que je désirais connaître. Personne n'en dirigeant le choix, je n'apportais aucun ordre à mes lectures, et je n'obéissais pour m'y guider qu'à mon seul caprice. S'orientant sur la foi du titre, elles étaient fort disparates et plutôt aventureuses. Je ne leur demandais que de fournir un aliment à mes rêveries et j'ajoutais ainsi aux miennes celles des esprits les plus divers. A mes commandes

les plus saugrenues, M. Tournemain accédait en souriant.

Non loin du magasin de livres de M. Tournemain s'ouvrait, comme je l'ai dit, la boutique d'antiquailles du père Bricard. Ce père Bricard était un vieil homme barbu, pourvu d'un nez en trompette et de mains énormes avec lesquelles il maniait aussi bien les plus lourds objets que les vieilleries les plus délicates. Le poids ne semblait pas exister pour elles non plus que le savon, car elles portaient des couches de crasse superposées et eussent constitué à elles seules un objet de curiosité. Le père Bricard en était fier : elles lui avaient servi à accumuler dans sa resserre un formidable fouillis de choses diverses. On trouvait chez le père Bricard des cartons de gravures, de la dentelle, des bouts de tapisserie et des morceaux d'étoffe, des faïences, des bronzes, des meubles, de la ferraille, des bois sculptés, des clés de montres, des débris, des fragments et des miettes de passé. Cet amalgame étrange, sans que je susse trop pourquoi, exerçait sur moi un certain attrait mélancolique qui me portait parfois à acquérir quelques-unes de ces babioles que je rapportais à la Troublerie avec une secrète émotion.

L'oncle Antoine n'ignorait pas mes visites chez M. Tournemain et mes stations chez le père Bricard. Il ne les désapprouvait point. Il était « pour la liberté » et entendait que je vécusse à ma guise. Ce souci, qui avait été le principal de sa vie, lui paraissait naturel chez autrui. Il trouvait fort bon que chacun gardât son indépendance et c'était pour préserver la sienne qu'il avait évité de se marier. L'idée d'introduire qui que ce fût dans sa précieuse bibliothèque lui avait toujours paru inadmissible, mais célibataire pour son compte, il ne prétendait imposer à personne sa manière de voir. Vis-à-vis de moi, il s'en tenait à cette règle et réduisait au minimum la pression de sa tutelle. Ayant pourvu au nécessaire par l'adjonction à la vieille Ernestine de M. Lefougeret, il ne poussait pas plus loin sa surveillance. Je vivais à la Troublerie en parfaite tranquillité et rien ne s'opposait à ce que s'y développassent en moi les dispositions dont j'ai déjà plus d'une fois parlé et que ne contrariait aucune nécessité à m'occuper des obligations matérielles de l'existence.

L'oncle Antoine, en effet, veillait à l'administration de mes biens qui étaient proportionnés à mes besoins.

Cette dernière circonstance me dispensait donc du choix

d'un métier ou d'une carrière. Mon goût, d'ailleurs, ne m'inclinait vers aucune et j'envisageais l'avenir comme une continuation indéfinie du présent. Je savais bien qu'un jour les leçons de M. Lefougeret prendraient fin, mais je n'en concluais pas pour cela à l'éloignement du digne M. Lefougeret. Rien n'empêcherait que, mon éducation achevée, il ne continuât à la Troublerie ses exploits de pêcheur à la ligne, tandis que, de mon côté, je continuerais aussi à me livrer librement à l'esprit de fantaisie et de chimères qui était en moi.

Plusieurs années s'écoulèrent ainsi selon mes prévisions, sans aucun événement notable et j'atteignis l'âge de ma majorité. A cette occasion, l'oncle Antoine me convia à une cérémonie importante : la reddition de ses comptes de tutelle. Le notaire parti, mon bon oncle se départissant pour une fois de son indifférence habituelle, m'adressa un petit discours et m'interrogea sur mes intentions futures. « Je les approuve, mon neveu, me dit-il quand je les lui eus exposées, et je ne saurais que te louer de tes projets. Tes parents eussent été heureux de penser que tu n'abandonnerais pas la Troublerie pour courir le monde et que tu y vivrais comme ils y ont vécu. J'aime aussi que tu ne te sépares pas de l'excellent M. Lefougeret. Cela prouve que tu as le cœur bien placé et capable de reconnaissance. Je ne doute pas que tu ne sois heureux, mon garçon. Ne vaut-il pas cent fois mieux rester chez soi à ne rien faire que de perdre son temps à s'occuper des affaires d'autrui ! Il y a assez de gens pour s'en mêler à tort et à travers ainsi que de celles du pays. A quoi bon grossir le nombre des fonctionnaires qui vivent des deniers de l'État ou hasarder les siens en des opérations plus ou moins aventureuses ? Et puis, qu'aurais-tu fait de tes dix doigts et à quoi, diable, eusses-tu bien pu t'employer ? Je ne te vois aucun talent particulier pour quoi que ce soit. Tu n'as ni la rigueur d'esprit qui fait les juges, ni le bavardage qui convient aux avocats, ni l'instinct de combinaison des commerçants et des industriels. Quant à être un artiste, tu as en toi trop de l'huluberlu et du songe-creux. Les artistes que j'ai connus étaient tous des gaillards infiniment pratiques, ce qui ne les a pas empêchés, d'ailleurs, de mourir plus ou moins de faim. Reste donc à la Troublerie, mon bon ami, c'est, en effet, ce que tu auras de mieux à faire et ce que tu feras de mieux. Et puis, si un jour tu t'y

ennuies, il te restera toujours la ressource de te marier. »

Et l'oncle Antoine ajouta : « Je m'étais toujours réservé cette dernière distraction, mais je n'ai jamais eu le temps de la prendre et je crois bien que je finirai mes jours sans en avoir eu besoin. »

Pauvre oncle Antoine, il ne croyait pas dire si vrai. Quelques mois après cet entretien, comme la vieille Ernestine était en train de me faire admirer un panier de poissons tirés de l'étang par l'hameçon diligent de M. Lefougeret, on vint m'avertir qu'un grave accident était arrivé à mon oncle, M. Antoine Brion. Étant monté sur son échelle portative pour examiner un rayon élevé de sa bibliothèque, il était tombé si malencontreusement que sa tête avait heurté l'angle d'une table et qu'il s'était fendu le crâne dans cette chute. On l'avait trouvé étendu sur le plancher, dans une mare de sang et il n'avait pas repris connaissance. Le médecin accouru déclarait son état désespéré. Je devais me hâter si je voulais donner un dernier adieu au moribond.

Lorsque j'arrivai à la maison, mon pauvre oncle avait rendu le dernier soupir et je ne pus que saluer sa dépouille. Quand j'eus accompli ce devoir, je me rendis à la place de l'accident. L'échelle fatale, du haut de laquelle mon oncle était tombé, était encore dressée. Au bas, gisait le volume que le pauvre homme était allé chercher sur le rayon. C'était un vieux petit livre intitulé : *Histoire des Masques de la Comédie italienne*. Je le feuilletai. Les figures y représentaient les personnages traditionnels du tréteau comique. Je mis ce volume dans ma poche : je voulais garder ce souvenir de mon bon oncle, car je savais d'avance, par ses dispositions testamentaires, qu'aucun des volumes rassemblés par ses soins ne m'appartiendrait jamais. Cela fait, je m'approchai de la table à laquelle la tête de mon oncle s'était heurtée. Du sang s'y voyait encore dont quelques gouttes avaient rejailli sur les papiers qui la couvraient. Je me penchai. Il y avait là des catalogues de libraires et de ventes, des fiches et une copie nouvelle du fameux règlement que mon oncle avait si souvent remanié avant de l'amener à sa perfection définitive. J'en parcourus quelques articles avec une sincère admiration, mais je remarquai que le nom du conservateur avait été laissé en blanc. Sur cette grave question, mon pauvre oncle avait hésité, et j'éprou-

vai une certaine mélancolie à penser qu'il ne la résoudrait pas lui-même.

J'ai souvent songé depuis que si mon oncle avait indiqué ce nom et avait eu le temps de combler cette lacune bien des choses qui arrivèrent par la suite ne se fussent peut-être pas produites. En effet, quand le legs que mon oncle faisait à la ville de sa bibliothèque eut été accepté par la municipalité et qu'il s'agit de nommer le bibliothécaire, le choix se porta sur M. Lefougeret.

A cette nouvelle, M. Lefougeret témoigna quelque surprise et manifesta une affectueuse répugnance à me quitter, si bien que je dus le presser pour qu'il acceptât un poste si honorable auquel la voix publique l'appelait. Il ne pouvait se dérober à cette si flatteuse marque d'estime que lui donnaient les pouvoirs municipaux. Après une résistance convenable, M. Lefougeret se rendit à mes raisons. Il fut entendu qu'aux jours de loisir et de vacances M. Lefougeret reviendrait à la Troublerie où il retrouverait ses lignes et ses hameçons.

Sur cette bonne promesse, j'accompagnai M. Lefougeret à la ville, je voulais assister à son entrée en fonctions et à sa prise de possession du logement qui lui était assigné dans la maison de feu mon oncle. Ce fut quand je l'y eus laissé en tête-à-tête avec le fameux règlement que, m'étant arrêté dans la boutique du libraire Tournemain, j'appris que ce poste de bibliothécaire, M. Lefougeret l'avait sournoisement et âprement sollicité. Oui, M. Lefougeret, durant ses séances de pêche à la ligne, roulait dans sa cervelle de secrètes ambitions. Certes, ce n'était pas la recherche de l'argent qui avait poussé M. Lefougeret à ces démarches occultes. Non, il visait un but plus noble : la perspective de voir se changer, un jour peut-être, le modeste ruban violet qui ornait sa boutonnière, en un éclatant ruban rouge. Ainsi, comme tous les Français, le bon M. Lefougeret ne pouvait résister à l'attrait des distinctions honorifiques et leur espoir lui faisait abandonner le tranquille divertissement de la pêche à la ligne pour la charge de faire observer, dans toute son impitoyable rigueur, le fameux règlement de l'oncle Antoine et de torturer les malheureux qui se hasarderaient à solliciter l'accès de la *Fondation Brion*.

Bien que j'eusse pu me formaliser du procédé de M. Lefougeret à mon égard, il me fut impossible d'en vouloir réelle-

ment à l'excellent homme de ces cachotteries et je sentais qu'il serait, malgré tout, le bienvenu à la Troublerie quand il lui plairait d'y revenir exercer son adresse aux dépens des carpes et brochets de l'étang. Pauvre M. Lefougeret, il avait mordu à l'hameçon! Hélas! ne devais-je pas moi aussi me laisser prendre à de fallacieux appâts!

*
* *

Ce fut dans la boutique du père Bricard que je rencontrai pour la première fois Marceline. Cet événement eut lieu environ deux années après la mort de mon oncle Antoine. J'étais venu à la ville rendre visite à M. Lefougeret, à qui, comme je l'ai dit, je n'avais pas gardé rancune de ses ambitieuses aspirations. Elles ne s'étaient, d'ailleurs, pas encore réalisées et il ressentait amèrement ce qu'il commençait à considérer comme un déni de justice. Il s'en consolait en appliquant avec une rigueur féroce le règlement qui faisait des salles de la *Fondation Antoine Brion* un désert où nul ne songeait plus à s'aventurer. Sur ce point, M. Lefougeret se répandait en doléances contre l'incurie intellectuelle de la province, doléances que je n'écoutais qu'à demi, car, je dois l'avouer, je n'avais pas fait de progrès dans l'attention que je portais à la vie réelle. En effet, je m'étais laissé aller de plus en plus à mon penchant, et ma nature de chimérique s'était de plus en plus accentuée. Mon détachement des réalités était vraiment complet et cet état me rendait parfaitement heureux. Le spectacle des déceptions de M. Lefougeret m'eût été, au besoin, un salutaire exemple et, chaque fois qu'il m'en faisait le récit, je me félicitais de ne ressentir aucune espèce d'ambition pour quoi que ce fût. Mes désirs n'allaient pas plus loin que posséder les vagues bouquins que me fournissait M. Tournemain et des vagues objets que j'acquérais chez le père Bricard.

Je me trouvais donc dans la boutique de ce dernier, en train de feuilleter un carton de gravures, quand se produisit l'événement dont j'ai à parler. C'était par une belle matinée d'été : j'étais venu à pied de la Troublerie, en flânant, et en suivant le cours toujours capricieux de mes pensées. Après m'être arrêté chez M. Tournemain, je m'attardais chez le père Bricard en attendant l'heure d'aller déjeuner avec M. Lefougeret, lorsque soudain la porte de l'antiquaire s'ouvrit et le tintement

fêlé de la sonnette annonça la venue d'un visiteur. D'ordinaire, je faisais assez peu attention à ces entrées. Les clients du père Bricard consistaient en quelques collectionneurs du cru ou en quelques étrangers de passage qui, le plus souvent, sortaient sans rien acheter. Mais, cette fois, le tintement de la sonnette me fit tressaillir et instinctivement je levai le nez d'entre les feuilles de mon carton à gravures que je faillis laisser tomber de surprise et de saisissement.

Cette fois, le visiteur n'était pas un vieil amateur ou un passant insignifiant. La personne qui venait d'ouvrir la porte de la boutique du père Bricard illuminait toute la pièce d'un rayonnement printanier. Cette personne était la plus délicieuse jeune fille que j'eusse jamais vue. Elle pouvait avoir dix-huit ans, mais son âge importait peu. Elle était la jeunesse elle-même. Pas très grande, elle le paraissait, tant elle était justement proportionnée. Vêtue avec une élégance discrète, elle portait une robe exquise et un chapeau charmant, et, sous ce chapeau, elle montrait le plus joli visage qu'eussent jamais coiffé de la paille, des rubans et des roses. Elle était blonde, avec des yeux d'un bleu profond, un nez fin, une bouche infiniment agréable et le teint le plus éblouissant du monde. Toute sa manière d'être donnait une idée de mesure, de décence et de raison.

On ne pouvait rien imaginer de plus gracieux que cette riante apparition. Mes regards ne pouvaient se détacher d'elle et, dans mon étonnement ravi, je me demandais ce que venait faire cette merveille lumineuse dans la sombre boutique du père Bricard parmi tant de poussiéreuses vieilleries ? Je le sus bientôt, car la nouvelle venue, après un bonjour, exposa gentiment le motif de sa visite.

Elle ne venait pas pour acheter, elle venait pour vendre. M. Bricard voudrait-il acquérir ce qu'elle avait à lui proposer? En parlant ainsi, elle tirait l'objet en question d'un petit sac qu'elle portait à la main. C'était une montre, une montre ancienne avec un double boîtier en or guilloché de plusieurs couleurs. On désirait s'en défaire. La montre fonctionnait mal et l'horloger ne pouvait en garantir la marche régulière. En disant cela, la jolie vendeuse fronçait légèrement les sourcils. Or, elle aimait à savoir l'heure exactement. Aussi, avec l'argent qu'elle retirerait de cette antiquaille, elle achèterait un chro-

nomètre de marine dont elle avait envie. Mais elle ne voulait céder la montre qu'à un prix raisonnable; sinon, elle renoncerait à son caprice et préférerait se passer du chronomètre. On a beau être une femme, on n'en a pas moins du bon sens. D'ailleurs, on lui avait vanté l'honnêteté de M. Bricard.

Tout cela, elle le débitait d'une voix ferme et nette, en personne assurée et qui sait ce qu'elle veut. Elle parlait en souriant, sans se hâter et avec précision. Je l'écoutais avec ravissement, car je ne cessais de la regarder, sans me rendre compte alors du caractère que révélaient ces paroles. Mais à ce moment, j'étais incapable de tout jugement. La vendeuse était si jolie, si blonde, si fraîche et elle s'exprimait avec tant de persuasion... D'ailleurs, M. Bricard pouvait acheter en toute confiance. La montre n'était pas un objet volé. Elle la tenait de sa grand'-mère. C'était un souvenir de famille. Mais tant pis. Il faut être de son temps et marcher avec son siècle. Du reste, elle n'était pas une aventurière. Elle habitait Grande-Rue, chez ses tantes Mlles de Pierrebrune et elle s'appelait Marceline Fontefroide.

Pendant ce petit discours, le père Bricard examinait la montre. Il ouvrait les boîtiers, faisait jouer les aiguilles, étudiait à la loupe les guillochures. Ce manège m'indignait. Ce père Bricard avec ses énormes mains crasseuses et son nez en trompette m'exaspérait. Que signifiaient ces hésitations injurieuses et comment ne se précipitait-il pas sur son tiroir pour en offrir à genoux le contenu à Mlle Marceline Fontefroide? Et d'ailleurs, un objet présenté par d'aussi jolies mains n'était-il pas sans prix?

Celui que proposa le père Bricard me parut dérisoire. Ce fut également l'avis de Mlle Marceline Fontefroide. Elle le dit au père Bricard avec le plus aimable sourire et la discussion commença. Elle fut longue. Mlle Marceline tenait bon et finit par avoir gain de cause. L'affaire conclue, elle compta soigneusement les billets et les pièces, les glissa dans son petit sac, salua le marchand avec une aimable dignité, et sortit. J'eus grand'peine à ne pas me précipiter à sa suite, tandis que le père Bricard marmonnait : « Pas facile à rouler, la petite bourgeoise, une fine mouche, et qui a de la défense... » Pauvre père Bricard, quel coup d'œil de colère je lui lançai! Comment avait-il osé dépouiller ainsi cette charmante personne d'un souvenir de famille auquel elle tenait plus peut-être qu'elle ne

le disait? Ah! si j'avais pu lui offrir tous les chronomètres de la terre! Mais Mlle Marceline Fontefroide ne me connaissait pas et elle n'eût pas accepté mon présent. Moi, je savais son nom, où elle habitait.

Durant tout le repas, ma distraction fut complète, mais heureusement M. Lefougeret ne s'en aperçut pas. Je revoyais, comme dans un rêve, la boutique du père Bricard, l'entrée éblouissante de Marceline. Je réentendais le tintement de la sonnette. Pendant ce temps, M. Lefougeret parlait et il parlait avec amertume. La liste des décorations du *15* Juillet avait paru et son nom n'y figurait pas. L'injustice devenait de la persécution. M. Lefougeret menaçait de donner sa démission. Qu'on trouvât pour le remplacer quelqu'un d'aussi ferme dans l'application du fameux règlement! Il quitterait le pays, il se marierait!

A ces mots, je tressaillis. L'image de Marceline se précisa devant mes yeux hallucinés, et ce fut d'une voix étranglée par l'émotion que je demandai à M. Lefougeret :

— A propos, qui est donc cette jeune fille, Mlle Fontefroide, qui demeure Grande-Rue chez ses vieilles parentes, Mlles de Pierrebrune?...

*
* *

Les premiers temps de mon mariage furent parfaitement et pleinement heureux. Mlle Fontefroide avait accepté ma main sans hésitation. Elle était d'ailleurs tout à fait libre de disposer de sa personne. Orpheline comme je l'étais moi-même, elle n'avait guère d'autre parenté que les vieilles demoiselles de Pierrebrune qui accueillirent avec faveur ma demande et virent avec plaisir cette union. J'étais, en effet, ce que l'on appelle un parti sortable. Sans être vraiment riche, je possédais une notable aisance et la Troublerie était une agréable résidence. Ces considérations déterminèrent Marceline, car je n'avais pas la vanité de croire que mon physique fût pour beaucoup dans sa décision. Peut-être, pourtant, la promptitude avec laquelle je me déclarai la toucha-t-elle et mon empressement eut-il quelque chose qui la flatta? Le fait est que le lendemain de la rencontre dans la boutique du père Bricard, je mis en campagne M. Lefougeret ahuri, mais obéissant. Il se trouvait heureusement qu'il connaissait d'assez longue date les demoi-

selles de Pierrebrune. Ce qu'il eut ordre de leur aller dire était extrêmement simple. A première vue, par coup de foudre, j'étais devenu éperdument amoureux de Mlle Fontefroide et j'avais conçu pour elle une passion irrésistible, la première, d'ailleurs, que j'eusse jamais éprouvée.

Car, je dois l'avouer, les femmes n'avaient jamais tenu jusque-là aucune place dans mon existence. La vie isolée que je menais à la Troublerie, le peu de relations que j'avais à la ville, le manque d'occasions, avaient engourdi, à ce point de vue, ma sensibilité et m'avaient maintenu à cet égard dans une complète indifférence. Certes, la pensée de l'amour se mêlait bien parfois à mes rêveries et les colorait parfois de nuances romanesques, mais cette pensée s'y dissipait aisément, faute d'objet sur quoi se fixer. Elle demeurait errante et vague et n'avait jamais pris aucune forme précise. Dans le monde chimérique où je vivais, l'amour existait, mais il ne s'était incarné pour moi dans aucun visage et dans aucun corps vivant. Aussi la rencontre de Marceline me fut-elle une révélation totale. Je compris soudain ce que c'était qu'aimer, et aimer, au sens le plus complet, car j'éprouvais pour Marceline un désir d'autant plus fort et plus aigu qu'il était mêlé de la curiosité qu'y ajoutait mon inexpérience. J'étais amoureux d'elle physiquement et la pensée de baiser seulement sa main m'agitait d'une frémissante extase. Je voulais Marceline et, pour l'obtenir, j'eusse surmonté tous les obstacles.

Or, il se trouvait justement que ces obstacles manquaient, et que je n'eus pas à mettre à l'épreuve l'énergie amoureuse que je ressentais soudain. Rien ne me séparait de Marceline. Orpheline, comme je l'ai dit, elle était toute disposée à un mariage raisonnable. Les avantages que je lui représentais matériellement étaient justement ceux que s'était assignés sa précoce sagesse De plus, je ne lui déplaisais pas. Ce que M. Lefougeret avait pu lui dire de mon caractère était plutôt satisfaisant. J'étais doux, pacifique, distrait et ces dispositions lui assuraient sur moi une facile influence. Aussi les ouvertures que je lui fis faire furent-elles aisément agréées. Après une visite à la Troublerie, nos fiançailles furent décidées. Nous convînmes que notre mariage serait célébré dans le plus bref délai possible. Dans quelques semaines Marceline serait à moi.

Cette idée me remplissait de joie et m'empêchait de voir

plus loin. Ce que je considérais surtout dans ce mariage, c'était la possession quotidienne, permanente, exclusive de Marceline. Du reste, je ne me souciais guère. Je me préoccupais fort peu que nos caractères se convinssent et que nos humeurs s'accordassent. L'âme de Marceline m'était indifférente. Ce qui importait, c'était que son corps délicat m'appartînt, que je convoitais furieusement avec toutes les ardeurs de la jeunesse, de la chasteté et de la solitude, et c'était cela que m'allait donner le « oui » sacramentel prononcé par cette jolie bouche...

L'amour est contagieux, et je me demande encore si celui que j'éprouvais pour Marceline ne me valut pas tout d'abord quelque retour de son affection. Marceline semblait s'accommoder à ma flamme et se prêtait à ma passion avec une aimable et souriante complaisance. Je lui en donnais des marques répétées et rien ne pouvait me laisser prévoir que je m'en rassasiasse jamais. Détaché, comme je l'étais, des autres réalités de l'existence, celle que me représentait Marceline occupait toute ma pensée. L'amour de Marceline avait pris en moi la place de toutes les chimères dont je me nourrissais auparavant et il fallut assez longtemps pour qu'elles revinssent jouer de nouveau leur rôle dans mon esprit.

Cependant, un moment arriva où mes anciennes préoccupations reparurent. Elles étaient trop profondément enracinées en moi pour qu'il en fût fait d'elles à jamais. D'abord, leur présence se manifesta faiblement, puis avec plus de fréquence. Certes, j'aimais tout autant Marceline, mais d'une manière en quelque sorte intermittente. Par ces interstices, mes anciennes rêveries s'infiltrèrent et, peu à peu, elles se remirent à battre de l'aile dans ma cervelle. Je les accueillis sans méfiance et même avec un certain plaisir. Je recommençai à lire, à feuilleter mes cartons de gravures, à examiner mes bibelots. Je laissais parfois ma pensée retourner vers le passé. Je redevins familier du magasin de M. Tournemain et retrouvai le chemin de la boutique du père Bricard. Quand je revenais en retard de la ville, Marceline me le faisait remarquer en sortant de son sac le chronomètre de précision qu'elle avait acquis au prix de sa montre ancienne.

Ces visites urbaines furent la cause de la première discussion qui s'éleva entre Marceline et moi. Un jour, elle se prit à

blâmer, avec une certaine ironie que je ne lui connaissais pas, les acquisitions, d'ailleurs modestes, que je rapportais à la Troublerie. Elle ajouta à ce blâme quelques considérations désobligeantes sur la vie que je menais et sur ce qu'elle appelait ma parfaite inutilité. Sans que j'y attachasse d'autre importance, cette petite scène me fit faire des réflexions. J'en vins assez vite à me rendre compte que j'avais eu tort d'agir avec Marceline comme je l'avais fait et d'avoir bâti l'harmonie de notre ménage sur l'attrait physique que j'avais éprouvé follement et que j'éprouvais encore profondément pour sa personne.

Il y avait là, de ma part, une imprudence, en somme, réparable. J'avais compté avec Marceline sur une réciprocité amoureuse qui n'était pas ce que je l'avais crue. C'était là une déception pour mon amour-propre, mais il ne fallait pas me l'exagérer à moi-même, et mieux valait être reconnaissant à Marceline du bonheur qu'elle m'avait donné que de lui reprocher de n'en avoir pas pris de moi autant que j'en avais reçu d'elle. Ce qui importait maintenant, c'était d'adopter une autre ligne de conduite plus conforme au point de la vie où nous étions parvenus et à la connaissance qui m'était révélée de son caractère. Ce caractère, d'ailleurs, n'avait rien encore de si marqué que je ne pusse me faire illusion sur sa véritable nature. Le meilleur parti à prendre avec Marceline me parut donc de chercher à la convertir à mes goûts. Cela ne me semblait pas si difficile. Je lui proposerais des lectures, je l'entretiendrais de mes pensées familières, je l'initierais à mes rêveries, à mes imaginations et à mes chimères.

Mais, hélas! dans ce beau projet une nouvelle surprise m'attendait. Dès mes premières tentatives, je m'aperçus que Marceline, au lieu de me suivre dans la voie que je lui indiquais, refusait de s'y engager et même s'en écartait résolument. Je sentis d'abord en elle une secrète et sournoise résistance, puis cette résistance s'accentua jusqu'à une sorte de répugnance. D'indifférente à mes goûts, Marceline leur devint hostile. Au lieu, sinon de les adopter, au moins de les discuter, elle se mit à les persifler et à les railler, tantôt avec dédain, tantôt avec aigreur. Par un effet assez imprévu et sur lequel je ne tablais guère, les côtés pratiques de son caractère se heur-

taient aux parties chimériques du mien. L'opposition latente qui existait entre nous se faisait soudain visible et, de sourde qu'elle était, atteignit soudain un point si aigu qu'il m'était impossible que je me dissimulasse mon échec. Tout ce que j'aimais paraissait à Marceline dénué de toute espèce d'intérêt et elle s'obstinait à y demeurer délibérément étrangère. Elle était réfractaire à toutes mes aspirations. Le chimérique n'avait pas de prise sur Marceline. Le caprice et la fantaisie d'esprit lui paraissaient indignes d'une personne sérieuse, ce qu'elle avait la prétention d'être, au rebours du songe-creux auquel un hasard malencontreux avait lié sa destinée. Bientôt, et à mesure que se creusait entre nous une séparation qui s'approfondissait de plus en plus, Marceline, de dédaigneuse qu'elle s'était montrée tout d'abord, mêlait à son dédain des reproches qui me semblaient pour le moins inattendus. Elle me blâmait aigrement du peu de cas que je faisais des réalités de la vie. Elle me considérait comme un oisif et un inutile. Elle eût voulu me voir une carrière, un métier. Elle allait jusqu'à me donner en exemple le bon M. Lefougeret. L'existence que je menais « n'était pas une existence. » Je ne savais même pas m'occuper de mes intérêts matériels. J'étais incapable même de faire rendre aux domaines de la Troublerie ce qu'ils eussent dû rapporter. Je n'étais ni conseiller municipal, ni maire! J'étais un amateur de billevesées, un rêvasseur, un bon à rien. De jour en jour, Marceline devenait plus hardie dans cette sorte d'animosité qui se manifestait en elle contre mes goûts les plus chers, ces goûts que j'aurais tant voulu lui faire partager, mais qu'elle méprisait de plus en plus, à mesure qu'elle montrait mieux sa nature véritable. De cette opposition entre nous j'éprouvais, à la voir ainsi s'accroître, un véritable chagrin. Je ne pouvais me résigner à ce dissentiment et je cherchais un moyen d'y remédier. Ce n'était point aisé, car je découvrais, chaque jour, en Marceline, un entêtement que je n'y soupçonnais point. J'y découvrais aussi, hélas! un ensemble d'idées, pratiques avec médiocreté, terre à terre avec suffisance, raisonnables avec vanité, qui me désolaient par leur révélation inattendue.

Et cependant, certains indices n'eussent-ils pas dû m'avertir de la véritable Marceline, quand ce n'eût été, dans la boutique du père Bricard, que cet échange d'une montre ancienne

pour un affreux chronomètre moderne! Mais à ce moment, j'étais tout désir et passion et je ne voyais en Marceline qu'une délicieuse fleur de jeunesse et de volupté! Néanmoins, comment se résoudre à admettre que Marceline fût bien vraiment et irrémédiablement ce qu'elle se montrait à présent? Fallait-il renoncer à jamais au désir de l'associer à la vie de mon esprit, l'abandonner ainsi au pire d'elle-même? Cette pensée me mortifiait cruellement et je me creusais la cervelle pour trouver un moyen de conjurer en elle ce que j'appelais, en soupirant, le « démon de la médiocrité! »

Un jour qu'après une aigre discussion avec Marceline sur notre sujet habituel je m'étais retiré dans la pièce qui me servait de bureau et de bibliothèque, mes regards tombèrent sur le petit volume intitulé : *Histoire des Masques de la Comédie italienne* que j'avais pris chez mon oncle Antoine, le jour de l'accident et que j'avais conservé en souvenir de lui. Soudain une idée me traversa l'esprit, et je poussai un cri de joie. Je l'avais enfin trouvé ce « moyen, » le moyen certain, le moyen irrésistible! J'emmènerais Marceline en Italie! L'Italie, n'est-ce pas la terre merveilleuse de la rêverie? Là, Marceline vivrait au milieu d'influences favorables qui dissoudraient en elle ce qu'il y avait de médiocre et de desséché. Elle ne résisterait pas à la poésie éparse sous le beau ciel d'Italie. Rome, Florence, Naples et la divine Venise auraient raison de son terre à terre, et, après cette expérience à laquelle j'aurais dû songer plus tôt, je ramènerais à la Troublerie une Marceline régénérée, convertie, une Marceline exorcisée de ses préjugés de bourgeoise et ensorcelée par le magique prestige de l'art, du songe et de la beauté!

*
* *

J'avais compté, comme je viens de le dire, que ce voyage d'Italie produirait en Marceline le changement que j'espérais, mais, hélas! je dus bientôt reconnaître que je m'étais cruellement trompé. Dès les premiers jours de ce déplacement malencontreux, la différence entre nos natures respectives se manifesta plus vivement encore que dans la vie quotidienne.

Tout d'abord je m'aperçus que le plaisir que j'éprouvais à voir les villes et les lieux célèbres dans l'art et dans l'histoire ne trouvait pas d'échos en Marceline. Ni la beauté des paysages, ni

la grandeur des monuments, ni les merveilles de toutes sortes dont la vue me remplissait d'admiration ne l'émouvaient d'aucune façon. Elle ne ressentait à ces spectacles ni agrément, ni exaltation. Elle se promenait dans les rues de Rome, de Florence et de Naples, du même pas mesuré et précis dont elle foulait le trottoir de notre petite ville provinciale. Elle ne comprenait ni ma curiosité, ni mon enthousiasme et haussait les épaules quand je tentais de les lui faire partager. Je lui en apparaissais de plus en plus un personnage extravagant et, disons le mot, une espèce de fou ridicule. A mes admirations, Marceline opposait tantôt l'ironie, tantôt la simple mauvaise humeur. Décidément, mon expérience échouait piteusement, Marceline était irréductible. Le sortilège que j'avais tenté de lui appliquer n'opérait pas; au contraire, il mettait à découvert certains ressorts de son caractère qui ne me montraient que mieux à quelle distance nous nous trouvions l'un de l'autre et le peu de chances qui nous restaient de rencontrer jamais un point d'entente où nous pussions nous appuyer.

Parmi les choses qui, durant ce voyage, exaspéraient le plus Marceline, la plus continuelle était la dépense qu'on y faisait. Elle ne comprenait pas que l'on donnât de l'argent pour être transporté en des lieux où l'on n'a que faire, où l'on ne connaît personne et qui sont dénués de tout intérêt. Elle ne cessait de comparer ce que l'on payait à ce que l'on obtenait en échange, et ces comparaisons lui suggéraient d'amères remarques. Jamais le confort des hôtels n'était en juste rapport avec la note à solder. Il y avait là un désaccord qu'elle ne cessait de constater aigrement et de me reprocher, comme si j'en eusse été responsable. Certaines dépenses l'irritaient plus particulièrement : l'achat que je faisais de photographies et les taxes prélevées sur les visiteurs des musées. Elle blâmait mes modestes acquisitions de cartes postales et s'irritait que je m'encombrasse de ces cartons, n'ayant personne à qui les envoyer. Toutes ces récriminations avaient, d'ailleurs, un autre désagrément que leur puérilité, elles me révélaient chez Marceline un amour de l'argent et une avarice que je n'eusse pas soupçonnés, et j'en venais à me demander tristement si, en m'épousant, Marceline n'avait pas seulement voulu se procurer une existence plus aisée et plus large que celle qu'elle menait, chez ses vieilles parentes, les demoiselles de Pierrebrune. Avantage social

qu'elle avait trouvé juste de payer de l'offrande matrimoniale de son corps charmant.

Ces réflexions m'eussent, certes, été plus pénibles, si je les avais faites en d'autres circonstances, mais elles se perdaient quelque peu dans l'enchantement où je vivais. A me mouvoir dans cette atmosphère à la fois brillante et subtile, on pense à quel point mon esprit jouissait de la merveilleuse élasticité que donne, aux imaginations les plus pesantes, l'air d'Italie! Aussi m'abandonnais-je à ces délices, malgré les soucis qui me harcelaient. Marceline refusait avec obstination de s'associer à mon plaisir, était-il juste que j'y renonçasse à cause d'elle? Ne valait-il pas mieux rapporter de ce voyage les beaux souvenirs dont je me nourrirais au retour? Marceline me considérait définitivement comme un songe-creux. Que mes songes fussent au moins de beaux songes, pleins d'images consolantes, amusantes et pittoresques, tant pis pour Marceline et sa grincherie! Ne lui avais-je pas fourni l'occasion de sortir du cercle étroit de ses mesquines préoccupations? Libre à elle de ne pas profiter de l'occasion!

Cependant je voulais lui laisser une dernière chance et j'avais réservé, comme une dernière étape à notre itinéraire, un assez long séjour à Venise. Peut-être Marceline ne résisterait-elle pas complètement au charme de la ville incomparable? Peut-être y ressentirait-elle un peu de cette émotion que j'éprouvais en songeant au moment où j'apercevrais, au-dessus de la lagune, les dômes et les campaniles de la cité marine? Je ne lui demandais pas beaucoup à ma pauvre Marceline, car j'avais renoncé à en faire jamais une compagne de mes rêves et à l'entraîner dans les régions vers lesquelles je me sentais de plus en plus attiré et où je désespérais de la faire pénétrer; ma seule ambition était de fléchir en elle l'hostilité qu'elle leur témoignait en ma personne. Peut-être que Venise l'inclinerait à quelque indulgence pour mes chimériques et inoffensives rêveries et qu'elle ne resterait pas tout à fait insensible à son miraculeux prestige dont la merveilleuse réalité la rapprocherait peut-être un instant du monde imaginaire où se plaisaient les jeux de mon esprit. Cette dernière expérience, j'étais bien résolu à la tenter et Marceline consentit, d'assez mauvaise grâce d'ailleurs, à pousser notre voyage jusqu'à Venise.

Nous y arrivâmes par un admirable clair de lune, mais je

ne veux pas vous raconter en détail cette dernière déception. Je ne veux pas gâter les beaux souvenirs que j'ai gardés de cette quinzaine vénitienne. Néanmoins, je suis bien obligé de reconnaître que Marceline s'y montra plus Marceline que jamais. Rien de ce qui m'y ravissait ne trouva grâce à ses yeux. La structure même de Venise lui paraissait une véritable stupidité. Qu'était-ce que cette ville absurde qui s'était venue planter juste au milieu des eaux, cette ville sans voitures, sans tramways, pleine de cloches et de pigeons, véritable défi au bon sens et au progrès? Tout cela n'avait pas le sens commun. Et les gondoles qu'y avait-il de plus ridicule que leur rameur penché en équilibre sur la poupe en une perpétuelle acrobatie? Sur tout ce que nous voyions Marceline était impitoyable. Quand nous parcourions les canaux, son visage exprimait un véritable dégoût, et sa bouche se fronçait d'une moue désapprobatrice. Et pourtant, elle était charmante, Marceline, et j'éprouvais un regret mélancolique que tout m'éloignât d'elle ainsi. Au lieu de nous rapprocher, ce malencontreux voyage d'Italie nous séparait irrémédiablement.

Ce fut donc dans une divergence croissante que s'acheva notre séjour et l'achat du petit théâtre de marionnettes de M. Barlotti en marqua le point le plus aigu, car, lorsque nous eûmes quitté le palais Pastinati et que nous fûmes rentrés à l'hôtel, Marceline éclata en reproches violents contre ma « folie » et, sur son charmant visage convulsé, je vis apparaître pour la première fois, non plus cette expression de dédain que j'y lisais trop souvent, mais une véritable colère et presque, le dirai-je? un éclair de haine.

L'impression que me laissa cette querelle ne contribua pas peu à rendre notre retour assez mélancolique. Cependant, à mesure que nous approchions de la Troublerie, Marceline parut se rasséréner. Elle semblait avoir trouvé le calme de quelqu'un qui a « pris son parti » et qui s'est « fait une raison. » A diverses reprises, elle fut même presque aimable avec moi. J'en conclus que les fatigues du voyage, ses petits désagréments inévitables avaient peut-être bien été pour beaucoup dans la mauvaise humeur et la nervosité exaspérée de Marceline, mais malgré cette excuse, il n'en demeurait pas moins que la tentative que j'avais faite avait échoué.

Je le constatai plus à loisir encore quand nous fûmes réins-

tallés à la Troublerie. J'avais tout le temps de réfléchir, car je voyais peu Marceline. Elle avait été prise, en revenant chez nous, d'une véritable crise de nettoyage. Du matin au soir, elle lavait, époussetait, frottait. Le plumeau et le balai me poursuivaient de pièce en pièce, mais je me prêtais de bonne grâce à cette manie. Puisque Marceline s'était trouvée une occupation digne de son « bon sens » et de ce « sens pratique » qu'elle prisait avant tout et qu'elle opposait à mes « balivernes » et à mes « bourdes, » il était juste qu'elle s'y livrât en toute liberté. Chacun n'a-t-il pas en ce monde le choix de son divertissement et le droit de s'employer soi-même à sa guise? Pour moi, je vivais réfugié en mes chères rêveries; je regardais les photographies rapportées d'Italie et, je puis bien le dire, j'attendais avec impatience l'arrivée de mes chères marionnettes. Je me réjouissais de revoir bientôt Arlequin, Pantalon, Brighella, Tartaglia, Scaramouche et le bon Centaure pie et barbu... Quels charmants compagnons ils me seraient dans ma solitude! Comme nous pourrions bien parler ensemble de notre chère Italie! Je me réjouissais en pensée de ces colloques et j'appelais de tous mes vœux la venue de ces futurs confidents de mes chimères et de mes songes.

Cependant, quand leur arrivée fut signalée, je ne laissai pas de concevoir quelque inquiétude. Qu'allait dire Marceline? Depuis notre retour d'Italie, elle s'était abstenue de toute allusion à cet achat qu'elle avait si vivement réprouvé. Sans doute préférait-elle ne pas toucher à ce sujet brûlant, car, lorsque le voiturier apporta les caisses qui contenaient les personnages et les décors du petit théâtre, elle ne fit aucune observation. Elle se contenta de me demander d'un air narquois où je comptais loger tout ce beau monde. Je manifestai l'intention d'installer mes nouveaux amis dans une petite pièce qui attenait à mon bureau et qui servait de débarras. On n'y entrait presque jamais. Ainsi ils ne gêneraient personne. Marceline n'objecta rien à ce projet et se contenta de pincer les lèvres, puis, pirouettant sur ses talons, elle me laissa seul. Elle était habillée pour sortir et allait partir pour la ville. Je remarquai qu'elle s'y rendait assez souvent depuis que nous étions rentrés à la Troublerie, mais je me gardai bien de l'interroger sur les motifs de ces allées et venues. Décidément nos vies se séparaient de plus en plus. Nous reprenions chacun peu à peu notre liberté.

*
* *

Quelque détaché que je fusse des agissements de Marceline et retiré dans mes songeries habituelles, je ne pouvais pas cependant ne point m'apercevoir qu'il se passait en ma femme quelque chose d'insolite. De jour en jour, son caractère prenait plus de décision et de fermeté, pour ne pas dire davantage. Certes, je n'avais jamais été très jaloux de mes prérogatives de maître de maison ; mais il était évident que Marceline en arrivait à me traiter comme une quantité négligeable. Sous divers prétextes, elle avait mis la main sur l'administration domestique. Plusieurs baux de nos fermes ayant eu à être renouvelés, Marceline s'était occupée de cette question et l'avait résolue sans me consulter en rien. Peu à peu elle s'affranchissait de toute sujétion envers moi. Elle assumait la direction générale de mes affaires et m'excluait de toute participation à leur règlement. Elle semblait me considérer comme incapable d'y pourvoir et ne me tenir pour bon à rien de plus qu'à ressasser des fariboles et à m'amuser avec des pantins. Elle avait tiré de l'achat du petit théâtre de marionnettes des conclusions qui n'étaient pas à mon avantage.

Je m'en aperçus bien, un jour qu'étant allé voir M. Lefougeret, il m'en parla d'un air embarrassé et vaguement réprobateur. Je devinai que Marceline avait passé par là et elle n'avait pas dû s'y tenir. Elle avait dû raconter la chose à ses tantes, et, colportée par elle, cette histoire avait dû devenir la fable de la ville. J'avoue que je ne m'inquiétais guère de ces clabauderies. Les bonnes langues pouvaient aller leur train sans que j'en voulusse le moins du monde à mes chers pantins du parti que l'on tirait d'eux contre moi. Ils n'avaient d'ailleurs été pour moi que la fantaisie d'un moment. Quand je les eus sortis de leurs caisses et replacés sur leur théâtre, je cessai bientôt de m'intéresser à eux. Rarement j'ouvrais la porte de la pièce où je leur avais donné asile, ou, si j'y entrais par hasard, je leur jetais un coup d'œil distrait, malgré les mines qu'ils me faisaient du bout de leurs fils et malgré les gros yeux dont me fixait le Centaure barbu. Ma rêverie n'avait pas besoin d'expédients et d'interlocuteurs et se suffisait à elle-même. Quelquefois cependant une pensée importune m'en distrayait. Je comprenais mal où Marceline voulait en venir en cherchant à me

ridiculiser. Aussi quelques personnes de la ville étant venues rendre visite à Marceline et m'ayant demandé, d'un air goguenard, de leur montrer mon « fameux petit théâtre, » je les avais reçues assez fraîchement, ce dont Marceline n'avait paru nullement mécontente, comme si ma mauvaise humeur, manifestée devant témoins, lui eût été plutôt agréable. Car Marceline, qui, jusque-là, avait vécu assez retirée à la Troublerie, s'était mise à y attirer du monde. Elle avait même pris un jour de réception. Comme ces visites m'ennuyaient, je m'abstenais généralement de paraître au salon. Néanmoins, y étant venu une fois, fus-je assez étonné d'y trouver Marceline en tête-à-tête avec le docteur Thibaut.

Ce docteur Thibaut jouissait d'une assez mauvaise réputation dans le pays. Il y dirigeait, aux environs de la ville, une espèce de maison de santé dont on ne disait pas grand bien et sur laquelle couraient même certaines histoires qui la rendaient peu recommandable. J'avais su par M. Lefougeret qu'on parlait à mots couverts de malades retenus en traitement plus longtemps qu'à leur gré par le docteur Thibaut, qui se prêtait ainsi à certaines convenances peu avouables des familles. On mettait également sur son compte des accouchements clandestins, des substitutions d'enfants et d'autres manigances plus ou moins suspectes. D'ailleurs, ce docteur Thibaut avait une mine qui ne présageait rien de bon. Très grand, très maigre, avec de longs cheveux plats qui lui couvraient les oreilles et que la teinture rendait d'un noir imperturbable, il avait un air à la fois funèbre, brutal et sournois qui ne prévenait pas en sa faveur. Un lorgnon d'écaille à vastes verres teintés de jaune protégeait ses yeux qui semblaient chargés d'une bile transparente. Avec cela, en même temps obséquieux et cauteleux. Que venait faire chez Marceline ce personnage équivoque, qui, d'ailleurs, dès mon entrée au salon, se mit à m'examiner avec une attention déplacée et à me poser des questions saugrenues, tout en échangeant à la dérobée, avec Marceline, des regards d'intelligence?

Ces simagrées m'agacèrent un peu et je fus sur le point, quand le docteur Thibaut eut pris congé, d'en faire la remarque à Marceline, mais je m'abstins pour cette fois, résolu d'attendre une autre occasion. Je remis donc mes observations au cas où le docteur Thibaut renouvellerait sa visite. Il ne reparut pas la

semaine suivante, et il ne fut pas question du personnage entre Marceline et moi, mais je m'aperçus bientôt d'un nouveau changement dans l'attitude de Marceline à mon égard. J'ai dit qu'à la période d'aigres récriminations qui avait marqué le temps de notre voyage d'Italie en avait succédé une autre où Marceline semblait avoir pris le parti de m'envelopper d'une méprisante indifférence. Elle paraissait ignorer mon existence et donner toute son attention aux affaires ménagères et domestiques. Et voilà que, maintenant, elle adoptait une autre méthode. A présent elle affectait envers moi un air de muette et profonde commisération. A tout ce que je disais ou faisais, elle levait les yeux au ciel avec une expression de pitié exaspérante. Elle m'entourait de la plus agaçante et de la plus inutile sollicitude. Si je quittais mon fauteuil, elle faisait mine de s'élancer vers moi pour me soutenir comme si elle eût craint que je ne tombasse. A table, elle surveillait chacune de mes bouchées, toujours prête à me porter secours si je m'étranglais. Elle guettait tous mes mouvements, comme si le plus naturel d'entre eux risquait de produire quelque catastrophe. Si je voulais sortir, elle me considérait avec une inquiétude qu'elle ne cherchait pas à dissimuler; si je tardais à rentrer, je la trouvais sur le seuil de la maison, et ma venue semblait lui enlever un souci secret. Enfin, elle avait pour moi les muettes attentions que l'on a pour un malade à qui l'on ne veut point révéler sa maladie. Plusieurs fois elle se releva la nuit pour épier mon sommeil. Elle exerçait sur moi une surveillance détournée dont je ne parvenais pas à découvrir la raison. Que signifiaient ces façons? Je me le demandais en vain, mais ce qui est certain, c'est qu'elles m'agaçaient considérablement et que j'en étais excédé, mais je n'étais pas au bout des menées de Marceline et j'en devais voir de bien autres échantillons.

Un beau jour donc, je vis débarquer à la Troublerie un grand gaillard à mine patibulaire qui eut avec Marceline une longue conférence. D'où pouvait bien venir cet escogriffe, et à quoi rimait ce conciliabule interminable? J'en eus l'explication quand, à l'heure du dîner, je trouvai l'escogriffe debout derrière ma chaise et passant les assiettes, et lorsque le lendemain je le retrouvai dans le corridor, un balai à la main. C'était un domestique qu'avait gagé Marceline. Bientôt je m'aperçus que ce prétendu serviteur avait des allures singulières. Je semblais

l'intéresser vivement et il m'observait avec une étrange insistance. Je le rencontrais à chaque pas. Il était continuellement sur mon chemin, occupé à de feintes besognes, tandis que la vraie me paraissait bien celle de m'espionner. Je remarquai entre Marceline et ce drôle les mêmes signes d'intelligence que j'avais déjà observés entre elle et le docteur Thibaut. J'acquis ainsi la conviction qu'Hilaire (c'était le nom du sire) était, sous le masque d'un domestique, une sorte d'infirmier que Marceline avait ainsi placé auprès de moi, en prévision de je ne savais quelle éventualité.

Cette découverte, je dois le dire, m'impressionna assez désagréablement. Cet homme avait une mine qui ne me revenait pas. Son visage que j'ai qualifié justement de patibulaire était secondé par une musculature herculéenne. Au bout de ses bras pendaient des poings énormes, et son corps pesant et souple reposait sur d'immenses pieds chaussés de brodequins à semelles de liège. Il ne faisait aucun bruit en marchant. Lui aussi, comme Marceline, semblait me considérer avec une certaine compassion, bien rare chez les serviteurs et qui, parfois, me faisait réfléchir. Étais-je donc malade à mon insu? Marceline avait-elle discerné en moi l'indice de quelque grave affection? J'avais beau me tâter : je ne trouvais en moi rien d'anormal, mais néanmoins j'étais intrigué par la vigilance dont je me sentais entouré.

Cette idée de maladie s'implanta peu à peu dans mon cerveau, d'abord avec intermittence, ensuite avec assez de fréquence pour devenir une véritable préoccupation. Je m'arrêtais, en passant devant les glaces, pour y inspecter mon aspect. Je me tirais la langue, je me tâtais le pouls vingt fois par jour. Je m'écoutais respirer. Je surveillais mes moindres impressions de bien-être ou de malaise. Marceline considérait du coin de l'œil les manèges auxquels je me livrais, et Hilaire les observait également. Chaque matin, à mon réveil, il me demandait de mes nouvelles d'un ton singulier comme s'il se fût attendu à ce que je lui révélasse quelque soudain désordre de ma santé. Tout cela finit par me causer une sourde angoisse dont je me résolus d'avoir le cœur net et, un beau jour, je me rendis à la ville pour y consulter le docteur Bonin.

Le docteur Bonin était un vieux médecin qui avait soigné mes parents et réputé pour la justesse de son diagnostic, un

médecin à la vieille mode plein de prudence et de bon sens. J'allai donc le trouver et, sans lui expliquer le détail de ma situation, je le priai de m'examiner à fond. Le docteur Bonin le fit avec une scrupuleuse attention. Quand il eut achevé son examen, le docteur Bonin me dit : « Ma foi, mon cher enfant, je ne découvre rien en vous d'inquiétant. Vos organes sont en bon état et aucun ne donne d'indication défavorable. Tout ce que je constate en vous, c'est un peu de déséquilibre nerveux. Vous menez une vie trop solitaire auprès d'une trop charmante femme. Vous auriez besoin d'un peu de grand air et d'altitude. Oh! je ne vous conseille pas d'aller vous enfermer dans une maison de santé, je ne suis pas partisan de ces endroits-là, et ne suis pas de l'école de notre fameux docteur Thibaut qui isole si bien ses malades que, les trois quarts du temps, on ne les revoit plus. Non, ce que je vous conseille, ce n'est pas une cure, c'est un voyage d'agrément. Vous allez partir pour la Suisse, vous installer dans un bon hôtel, manger, dormir, vous promener, cueillir les fleurs de la montagne, boire l'eau du torrent, respirer à pleins poumons et ne penser à rien. Et tenez, j'ai justement fait la même ordonnance à votre ami M. Lefougeret. Il faut qu'il sorte un peu de ses livres et de son règlement. Il n'est que temps. Pourquoi ne vous arrangeriez-vous pas pour passer ensemble votre mois en Suisse? Vous en reviendrez d'autant mieux guéri que vous n'êtes pas malade et vous retrouverez avec encore plus de plaisir, après cette absence, votre charmante femme. Ah! mon gaillard, il faut être sage, même dans le mariage. » Sur ces mots, l'excellent docteur Bonin me congédia avec une claque amicale sur l'épaule et je me dirigeai vers la maison de M. Lefougeret. Quand j'en sortis, notre voyage était décidé, et quelques jours après, ayant bouclé mes valises et dit adieu à Marceline qui n'avait manifesté aucune intention de me suivre en ce déplacement hygiénique, je partais pour la Suisse en compagnie de M. Lefougeret.

*
* *

L'excellent docteur Bonin avait grandement raison; de M. Lefougeret et de moi, le vrai malade était le pauvre Lefougeret. Dès notre arrivée au grand hôtel du Mont-Haut, je m'aperçus qu'il était dans un parfait état d'hypocondrie dont je craignais bien que rien ne le pût guérir. La cause de son mal

résidait dans cette maudite histoire de décoration. Chaque année, en janvier et en juillet, il redoublait. A ne pas lire son nom sur les listes, le malheureux éprouvait une véritable crise de désespoir. Il perdait le boire, le manger et le dormir et sortait de là verdâtre et décharné. A la dernière promotion, sa déception avait été d'autant plus grande et son amertume plus profonde que, malgré des promesses formelles, la croix était allée se suspendre à la poitrine obscure du docteur Thibaut. Il voyait dans ce déni de justice une véritable persécution. Pourquoi s'obstinait-on, en haut lieu, à lui refuser une distinction à laquelle ceux qui en étaient l'objet n'avaient pas plus de droits que lui? De ce traitement, M. Lefougeret en souffrait dans sa vanité et dans son honneur. Il en pesait sur lui, à ses propres yeux, une sorte de déconsidération. Soit durant nos repas, soit pendant nos promenades, M. Lefougeret ne cessait de m'entretenir de ses déboires.

Je les écoutais, je l'avoue, d'une oreille quelque peu distraite, car j'avais grand appétit. L'air vif que l'on respirait au Mont-Haut m'avait donné ce que l'on appelle un « coup de fouet. » L'hôtel était confortable, fréquenté surtout par des Anglais et des Italiens et on y jouissait d'une liberté absolue. J'y avais emmené avec moi mes chimères habituelles et rien ne me distrayait de leur compagnie. A l'air des montagnes, elles ouvraient leurs ailes vigoureuses et diaprées et m'emportaient dans leur vol bienfaisant. De nouveau j'étais heureux, soulagé de n'avoir plus devant les yeux la mine désapprobatrice de Marceline ou ses regards de fausse compassion. J'en éprouvais un repos délicieux que les lettres de Marceline ne troublaient guère. Elles étaient rares. Marceline s'y disait « accablée d'occupations. »

Quelles pouvaient bien être ces occupations si absorbantes auxquelles ma femme faisait ainsi allusion? J'avoue que je m'en souciais assez peu, fort occupé moi-même à des pensées où elle n'entrait guère. A quoi diable avais-je songé en essayant un moment d'associer Marceline à mes fantasmagories? Quelle folie saugrenue m'avait alors passé par l'esprit? Nous étions si peu, Marceline et moi, des êtres de la même espèce! Ne valait-il pas mieux que je me fusse aperçu de cette dissemblance irrémédiable? Désormais, je ne tenterais plus ce que j'avais eu le tort d'essayer. D'ailleurs, quelle imprudence

n'avais-je pas commise en agissant ainsi? Pourquoi vouloir mêler Marceline à mes plus intimes pensées et aux jeux les plus secrets de ma cervelle? Pourquoi avoir voulu mettre en ses mains les clés de mon imagination? N'était-ce pas un domaine où personne ne devait pénétrer et qui devait demeurer interdit à tous? Pourquoi y avoir invité Marceline? Elle n'en avait compris ni l'ordonnance bizarre, ni les perspectives vaporeuses. Les fantaisies de mon esprit dont le sens lui échappait lui avaient causé une sorte d'irritation d'autant plus vive. Cette vie imaginative à laquelle elle ne participait point l'avait agacée jusqu'à l'exaspération. C'était là la raison de la sorte de divorce qui s'était opéré entre nous. Évidemment, je regrettais qu'il en fût ainsi ; j'avais passionnément aimé Marceline et j'avais souffert de la voir s'éloigner de moi avec un dédain qu'elle ne m'avait pas dissimulé. Mais, pour l'instant, j'avais mis mes regrets de côté. J'étais délivré de cette espèce de commisération inexplicable que me témoignait si ostensiblement Marceline; j'étais affranchi de l'espionnage de l'odieux Hilaire. C'était l'essentiel et je jouissais délicieusement de ma liberté helvétique.

Je songeais vaguement à ces choses en parcourant les belles routes de la montagne. A cet exercice je reprenais une mine excellente à laquelle, au retour, Marceline n'aurait plus de prétexte à compatir. Qu'eût-elle dit, en revanche, du pauvre M. Lefougeret? Il ne suivait guère mon exemple. Il demeurait jaune et bilieux. Son hypocondrie ne se dissipait pas et je voyais que je le ramènerais au brave docteur Bonin à peu près dans le même état qu'à son départ. Car l'époque de notre retour approchait; il y avait déjà plus d'un mois et demi que nous étions au Mont-Haut et il fallait que M. Lefougeret vînt reprendre la fonction qui avait fait le malheur de sa vie. Et dire qu'il avait intrigué comme un beau diable pour quitter la Troublerie et se faire nommer à ce poste de bibliothécaire! Ah! folie misérable des ambitions humaines! Cependant, il fallait partir. J'envisageais d'ailleurs cette éventualité sans trop de déplaisir. J'aurais bien à subir au retour les regards de pitié de Marceline, à moins qu'elle n'eût remplacé ce manège par quelque nouvelle lubie. Mais, en tout cas, je rapportais de Suisse la certitude que je n'étais nullement malade comme avait essayé Marceline de me le persuader par ses manigances dont je ne parvenais toujours pas à deviner le but.

J'ajoute que la perspective de revoir la Troublerie me causait également un certain plaisir. J'aimais ma vieille maison avec son vieux jardin, moitié jardin d'agrément, moitié jardin de commodité, avec ses charmilles, ses plates-bandes, ses espaliers, ses buis, ses arbres fruitiers en pyramides. J'aimais ma maison et ses vieux meubles d'autrefois, telle que l'avaient arrangée mes parents et comme je l'avais disposée moi-même; je l'aimais pour les menus bibelots que j'y avais réunis, pour tous les rêves que j'y avais rêvés, et tout cela, j'allais le revoir bientôt; j'allais revoir ma chambre et sa tenture d'ancienne toile de Jouy, mon bureau avec ses grandes bibliothèques grillagées et, à côté, je reverrais, si la fantaisie m'en prenait, mon gentil théâtre de marionnettes, où m'attendait, entre Arlequin et Brighella, le bon Centaure barbu. J'allais revoir aussi Marceline...

Cette idée, je l'avoue, fut celle qui se présenta à mon esprit la dernière. En m'y arrêtant, je m'aperçus qu'elle ne m'était pas désagréable. Je n'en voulais pas autrement à Marceline de ses diverses conduites à mon égard. Durant ces deux mois d'absence, elle m'était devenue à peu près indifférente et je comptais bien persévérer dans ce sentiment. Une seule chose m'ennuyait : retrouver à la Troublerie cet Hilaire dont ma femme m'avait affublé et qui me déplaisait souverainement. Et tout en refaisant mes valises, je revoyais la mine patibulaire du gaillard, ses énormes poings et ses immenses pieds munis de chaussures à semelles de liège qui lui donnaient une marche étouffée et silencieuse de cambrioleur. Ajoutez à cela que ce peu rassurant personnage sentait à plein nez la sueur et l'acide phénique et vous comprendrez pourquoi je me promettais bien de chercher une occasion de le flanquer à la porte.

*
* *

Après avoir ramené chez lui le pauvre M. Lefougeret et lui avoir donné maints bons conseils dont celui de prendre son parti, une bonne fois, des injustices ministérielles dont il était périodiquement victime, je pris le chemin de la Troublerie. J'avais laissé mon bagage à la gare et je marchais d'un pas alerte dont j'avais acquis l'habitude dans mes promenades montagnardes. C'était la fin d'une belle journée; quelques nuages harmonieux se groupaient dans le ciel et je distinguais en eux

des figures chimériques avec lesquelles je dialoguais mentalement. J'ai toujours aimé ces colloques avec les nuées et j'y ai toujours trouvé de grands plaisirs. Néanmoins, je hâtai le pas, désireux d'arriver chez moi avant la nuit. J'avais marché assez longtemps déjà, repris par mes rêvasseries et j'aurais dû déjà apercevoir les arbres de l'avenue qui, de la grande route, conduisait à la Troublerie. Sans doute l'avais-je dépassée. Je m'arrêtai pour m'orienter et je poussai une exclamation de surprise. J'étais juste au point de la route où l'avenue se détache dans la direction de la Troublerie. L'avenue était bien là, mais les arbres manquaient. La double rangée de peupliers qui la bordaient naguère avait disparu sans laisser de traces. Quelle cause avait pu produire cette disparition soudaine, car deux mois auparavant les arbres existaient et j'avais passé sous leur ombrage en quittant la Troublerie? Tout à coup je me frappai le front. Quelque violent cyclone avait dû causer ce désastre, à moins qu'il ne fût dû à quelque violent incendie. Mais comment Marceline ne m'en avait-elle averti dans aucune de ses lettres? Et puis, certains arbres avaient dû être épargnés par le fléau. Pourquoi Marceline, sans me consulter, avait-elle fait abattre les survivants? C'étaient donc là ces « absorbantes occupations » auxquelles elle faisait allusion! Ah! elle avait fait là de la belle besogne! J'étais furieux.

Mais je ne devais pas en demeurer là de mes surprises. Quand je fus arrivé en courant au bout de l'avenue dénudée et que la Troublerie m'apparût, je restai cloué sur place. Je n'en pouvais croire mes yeux. Ma maison, ma chère maison que j'avais laissée deux mois auparavant si charmante en sa demi-vétusté, ma maison était méconnaissable. Les vieilles pierres moussues, d'une si douce couleur grise, avaient été enduites d'un hideux badigeon jaunâtre sur lequel se détachaient d'affreuses persiennes marron. Sur le toit, deux girouettes monstrueuses, en fer découpé, offraient à la vue un zouave fumant sa pipe et une cantinière portant en bandoulière sur la hanche son tonnelet d'eau-de-vie. De plus, la porte d'entrée était surmontée d'une marquise en zinc festonné et flanquée de deux chiens en faïence brune. Quant à la vigne vierge qui enguirlandait la fenêtre de ma chambre, elle avait été arrachée.

A ce spectacle, une colère douloureuse me gagna et une crainte nouvelle me perça le cœur. Qu'avait bien pu faire Mar-

celine de l'intérieur de la maison? A peine y eus-je pénétré, je compris que les ravages n'y étaient pas moindres. Du vestibule ripoliné en vert d'eau avec des rechampis rouges, je me précipitai dans le salon. Les beaux vieux meubles qui l'ornaient ne s'y trouvaient plus. A leur place s'étalait un prodigieux mobilier de modern style munichois que je ne vous décrirai pas. Dans mon bureau, à mes belles bibliothèques anciennes avaient succédé de prétentieuses vitrines. La petite pièce à côté était vide. Le théâtre des marionnettes en avait été enlevé. La Troublerie, ma chère Troublerie était maintenant un lieu dépouillé, déshonoré où toute rêverie serait désormais impossible. Ah! je comprenais maintenant le sourire narquois dont le père Bricard m'avait salué quand j'avais passé devant sa boutique. Marceline avait dû lui vendre toutes mes belles vieilles choses pour les remplacer par ces abominations. Mais pourquoi avait-elle fait cela? Quelle méchanceté lui avait poussé au cœur, quelle folie lui avait passé par la cervelle? Et devant ce vandalisme stupide ou pervers, devant ma maison défigurée, dévastée de tous ses chers souvenirs, je me mis à pleurer comme un enfant.

Mais ces larmes, au lieu de l'éteindre, rallumèrent ma colère et soudain, saisissant une forte canne ferrée que j'avais rapportée de Suisse, je me mis à frapper autour de moi comme un furieux. A mes coups, la camelote de Marceline volait en éclats. Lorsque j'eus tout brisé dans mon bureau, je me précipitai vers le salon. Ma fureur augmentait à mesure que je l'assouvissais. Sur ces objets hideux je vengeais mes chères vieilleries disparues. Je ne me lassais pas de frapper; j'aurais ainsi frappé indéfiniment, pris d'une sorte de frénésie farouche. Je venais d'éventrer un fauteuil quand Marceline parut.

Elle venait du jardin, d'où elle me guettait, probablement attirée par le fracas, et portait un panier plein d'escargots. A la vue des débris de toutes sortes qui m'entouraient, une expression de joie triomphante se peignit sur son visage. D'un bond je m'étais élancé sur elle et je l'avais saisie au poignet. Elle lâcha le panier d'escargots qui s'écrasa à terre avec un bruit de coquilles brisées, mais, au même moment, une lourde main s'abattit sur ma nuque. Je poussai un cri de douleur et de rage. Le visage patibulaire d'Hilaire était penché sur le mien. Le misérable me maintenait avec une force irrésistible, tout

en me ligotant solidement au moyen d'une longue corde. En vain me débattais-je avec fureur, les muscles du gaillard étaient plus vigoureux que les miens. En un instant, il me lia, me bâillonna et me déposa sur le parquet, ficelé comme un saucisson devant Marceline qui me considérait à travers son face à main, tandis qu'Hilaire lui disait :

— Voilà qui est fait, madame Marceline. La crise est caractérisée. Il n'y a plus maintenant qu'à prévenir le docteur Thibaut.

A ces mots, je compris et mon bâillon étouffa mon cri de rage. Soudain je voyais clair dans les tortueux et implacables manèges de Marceline, je comprenais le sinistre dessein qui s'était formé dans son esprit ; je comprenais le piège dans lequel j'étais tombé. La présence de l'infâme Hilaire me devenait maintenant explicable de même que celle de l'infâme docteur Thibaut. C'étaient eux qui avaient aidé Marceline à réaliser son perfide projet. En m'exaspérant par son dédain, sa fausse sollicitude, par l'outrage qu'elle avait fait subir à ma chère maison, en provoquant la crise de colère à laquelle je m'étais laissé aller, Marceline voulait me faire passer pour fou. Ah ! tout avait été bien combiné et n'avais-je pas fourni moi-même les preuves de ma folie ? Les débris du mobilier brisé qui m'entouraient en témoignaient. Je m'étais conduit en énergumène et sans doute j'avais dépassé les exigences de mes bourreaux. Grâce à la connivence du docteur Thibaut, j'allais être privé de ma liberté, enfermé dans une cellule, réduit à une condition à jamais misérable. Et ce complot était l'œuvre diabolique de Marceline. Non seulement, elle n'avait jamais rien compris au rêveur qui l'avait aimé ; non seulement elle avait refusé de s'associer à mes songes ; non seulement, elle avait été une épouse indifférente et dédaigneuse, mais elle était devenue une ennemie. Comment ne m'en étais-je pas aperçu ? Cette animosité ne devait-elle pas fatalement se produire ? Ne représentions-nous pas deux principes opposés et inconciliables ? Elle, le bon sens, le terre à terre, la sagesse ; moi, la chimère, la billevesée, la folie. Une fois de plus, le rêve était vaincu par la réalité ; l'amour avait été impuissant à désarmer ces vieux rivaux. Ah ! Marceline, Marceline, me serais-je écrié si mon bâillon n'avait pas été si serré, Marceline ! Mes yeux se remplirent de larmes et je sentis que je m'évanouissais.

***

Lorsque je me réveillai de mon évanouissement, j'étais environné d'une profonde obscurité. Ma tête était douloureuse et mes poignets me faisaient mal. Mes liens avaient été un peu desserrés mais me retenaient encore assez étroitement. J'étais étendu sur un matelas, et au moindre mouvement, je sentais l'entrave de la corde qui me ligotait. Dans l'état de faiblesse extrême où je me trouvais, je ne pouvais songer à rompre mes liens. Toutes les précautions avaient été prises pour s'assurer de ma personne; cependant, on m'avait débarrassé de mon bâillon. J'eus l'idée d'appeler au secours, mais à quoi eût servi cet appel? L'infâme Hilaire devait faire bonne garde autour de moi. Chercher à m'enfuir, je n'en avais ni la force ni les moyens. Parlementer avec Marceline? Peine perdue d'avance. On ne dresse pas un pareil traquenard sans un plan bien arrêté. Il ne me restait donc pas d'autre ressource que d'attendre sur mon grabat de prisonnier la venue du docteur Thibaut. J'étais bien résolu à défendre ma liberté et à ne pas me laisser enfermer sans résistance. On ne séquestre pas ainsi quelqu'un, en France, impunément, en plein XXe siècle. Au dernier moment, ce misérable Thibaut hésiterait devant la responsabilité d'un acte aussi arbitraire. Je lui en démontrerais les graves conséquences. Il ne savait de moi que ce que lui en avait dit Marceline et elle avait dû en parler selon ses vues. Mais, pour vaincre dans le combat que j'allais avoir à livrer, il me fallait retrouver des forces. Malheureusement, je sentais qu'il me serait impossible de dormir. La pensée de Marceline me tourmentait cruellement. La haine se glissait sournoisement dans mon cœur et je la ruminais en silence. Aucun bruit ne troublait l'épaisse obscurité qui m'entourait. La maison semblait endormie. Je restai ainsi assez longtemps, absorbé dans mes réflexions, quand il me sembla percevoir un chuchotement. Il venait du dehors et montait probablement du jardin. Soudain je reconnus la voix de Marceline sans pouvoir distinguer ses paroles, mais j'entendis distinctement la réponse que lui faisait l'affreux Hilaire :

— Comme cela, monsieur sera coffré demain matin...

Puis les voix se turent; les pas s'éloignèrent et tout redevint silencieux.

J'avais fermé les yeux et je demeurais immobile, toujours

étendu sur le dos. Mon corps endolori évitait tout mouvement, mais ma pensée s'agitait. Si je ne parvenais pas à convaincre le docteur Thibaut, il faudrait avoir recours à l'évasion pour retrouver ma liberté, car j'étais résolu à la reconquérir à tout prix... Évidemment je serais surveillé de très près, mais il n'est pas d'exemple qu'un prisonnier, bien déterminé à s'enfuir, ne soit parvenu à déjouer les précautions de ses geôliers. Cette constatation me donna quelque espérance, mais je lui eusse préféré de confondre Marceline et d'en finir tout de suite avec le sort que cette perfide m'avait préparé. En pensant au traquenard où elle m'avait pris, ma colère renaissait en moi. Un brusque mouvement me rappela cruellement ma triste position. La corde qui me liait me faisait souffrir. Je rouvris les yeux. Une pâle lueur me fit tourner légèrement la tête.

La lune qui venait de se lever éclairait faiblement le lieu de ma détention et je me rendis compte de la partie de la maison où je me trouvais. C'était au grenier que Marceline et Hilaire m'avaient transporté. Il était vaste et prenait jour par deux lucarnes qui suffisaient à laisser passer la vague clarté lunaire. L'obscurité dissipée, mes yeux s'habituaient peu à peu à distinguer certains objets, quand un rayon plus vif pénétra par la lucarne placée au-dessus de ma tête. Instinctivement, mon regard suivit ce rayon et je poussai une exclamation de surprise : dans un coin du galetas, se dressait mon théâtre de marionnettes !

A cette vue, une émotion soudaine me saisit. Je me rappelais mon voyage d'Italie et Venise et le palais Pastinati et M. Barlotti, l'antiquaire... Comme Marceline les avait tout de suite détestés, ces petits personnages de la Comédie ! Avec quel mépris, elle les avait toisés à travers son face à main et quel regard indigné elle m'avait lancé quand j'avais conclu avec M. Barlotti le marché qui me rendait maître de leur troupe bariolée ! C'étaient eux dont l'achat avait déterminé en elle l'éloignement qu'elle éprouvait sourdement pour ma façon de vivre. Qui sait si les affreux projets qu'elle avait formés contre moi et qui aboutissaient aujourd'hui ne dataient pas de notre visite au palais Pastinati ? Pauvres marionnettes, vous aviez partagé la haine que j'inspirais à Marceline et je vous retrouvais reléguées comme moi au fond de ce grenier ! Vous étiez tous là, mes inoffensifs pantins, suspendus au bout de vos fils, comme

je vous voyais quand j'allais vous contempler et vous imaginer des aventures ou vous confier mes rêveries. Vous étiez tous là : Pantalon avec votre pourpoint de drap rouge et votre grande robe de drap noir, votre masque bistre et vos pantoufles jaunes; Brighella avec votre veste blanche à passementeries vertes, votre masque moustachu, votre escarcelle et votre poignard; Tartaglia et vos grosses lunettes bleues; et vous, tout blanc et noir, Scaramouche; et toi, Pulcinello, au feutre gris, et vous, Rosaura et Giacometta, et vous, Coralline, près de Lélio tout emplumé, tout tuyauté, tout pailleté, tout galonné; et vous aussi, Mezzetin, et vous, Colombine, et toi, Arlequin multicolore qui portes le masque, le serre-tête, la mentonnière noire, qui arbores la queue de lièvre au chapeau et brandis la batte, et les trois seigneurs vénitiens en costumes de carnaval et le Centaure, le Centaure pie et barbu. Oui, mais, hélas! que pouviez-vous pour ma détresse, si petits, si lointains dans la clarté de la lune qui, maintenant, emplissait tout le grenier de sa douce lumière argentée?

J'en étais à ces amères réflexions et je me répétais les circonstances de mon infortune, quand, soudain, j'éprouvai une bizarre impression. Si mes mains avaient été libres, je me fusse certainement frotté les yeux. Je me contentai de les ouvrir avec un étonnement que vous comprendrez. Était-ce une illusion de la fièvre causée par les meurtrissures que j'avais reçues au cours de ma lutte avec le brutal Hilaire, était-ce une hallucination provoquée par l'excessive tension de mes nerfs, ou l'effet de quelque jeu de lumière? mais il me semblait que les trois personnages vénitiens, debout sur le devant du théâtre, venaient de bouger. L'un d'eux s'était avancé vers le Centaure barbu qui, lui aussi, avait changé de position. Il avait relevé une de ses jambes et, la tête tournée, m'apparaissait à présent de profil. Au même moment, Arlequin fit un mouvement avec sa batte. Marceline avait-elle donc raison et étais-je véritablement atteint de folie?

J'avais fermé les yeux et je les avais rouverts de nouveau. Cette fois, je ne me trompais pas. Le Centaure venait de s'ébrouer, en même temps qu'Arlequin esquissait une gambade et que Pantalon et Brighella se poussaient du coude. Non, je ne me trompais pas : je n'étais ni fou, ni en proie à la berlue. Mezzetin se penchait vers Colombine, Rosaura et Coralline se

tapotaient le nez avec une houppe à poudre. Tartaglia frappait sur l'épaule de Scaramouche. Lélio donna une chiquenaude à Giacometta. Le Centaure remua sa queue de crin et se passa la main dans la barbe. L'une après l'autre, toutes les marionnettes s'agitaient, au bout de leur fil, dans la clarté lunaire où elles étaient parfaitement distinctes.

Ma disposition naturelle au chimérique et la situation ou je me trouvais m'inclinaient à l'acceptation de toutes les fantasmagories; néanmoins, celle-là dépassait la crédulité dont j'étais capable. Il se tramait là quelque chose de surnaturel dont j'étais prêt à convenir, mais qui demandait tout de même confirmation. J'attendrais donc quelque nouvelle manifestation de la vie bizarre dont faisaient preuve les petites burattini du théâtre de M. Barlotti. Cette manifestation ne tarda pas. Au bout de quelques instants, en effet, une vive discussion sembla s'engager entre les personnages en scène. Ils allaient, venaient, gesticulaient. Je voyais à leurs gestes que j'étais le sujet de leur agitation, et je n'eus plus de doute sur le sens de ces colloques, quand Pantalon, s'approchant de la rampe, me désigna, de son doigt tendu, à Arlequin.

Ce spectacle déconcertant m'avait causé une telle surprise que j'en avais oublié mes misères. Une vive curiosité m'envahissait. Qu'allait-il advenir de tout cela? Je m'adressais mentalement cette question, quand un bruit de sabots retentit brusquement sur le plancher du grenier. Le Centaure barbu avait, d'un bond, franchi la rampe et sauté à bas de la scène. Avec précaution, il s'avançait vers l'endroit où j'étais étendu et, par un phénomène étrange, à mesure qu'il s'approchait, je le voyais grandir. Auparavant minuscule, quand il fut près de moi, il avait atteint la double taille naturelle d'un cheval et d'un homme. A ce nouveau prodige, j'étais littéralement cloué de stupeur sur mon matelas. Le Centaure, penché sur moi, me considéra assez longtemps. Je distinguais les moindres détails de son visage et de son corps. Je sentais son souffle sur mes mains. Soudain il se détourna, fit volte-face et se dirigea vers le théâtre dont il escalada, d'un saut, la scène sur laquelle il retomba des quatre pieds.

A présent, il rendait compte de sa mission. Autour de lui les pantins groupés se démenaient avec une extrême animation. Dans la clarté de la lune, je distinguais leur mimique. Le Cen-

taure barbu répondait à leurs questions. Je m'aperçus aussi, avec une nouvelle surprise, qu'il avait repris une dimension proportionnée à celle des autres personnages. Cependant, j'observai bientôt que tout ce petit monde semblait s'être mis d'accord après un discours de Pantalon qui provoqua une salve de muets applaudissements, car tous se précipitèrent en tumulte vers la rampe. Arlequin, le premier, la franchit prestement, suivi de Pantalon qui s'embarrassa dans sa longue robe et faillit tomber. Puis Brighella, Tartaglia, Pulcinello se laissèrent glisser à leur tour, tandis que le galant Lélio aidait à descendre Giacometta et Rosaura qui tendit la main à Coralline et que Mezzetin enlevait Colombine dans ses bras. Scaramouche vint le dernier, accompagné des trois masques vénitiens et du Centaure barbu qui prit la tête de la troupe...

A mesure qu'ils s'avançaient vers mon grabat, le phénomène que j'avais déjà observé pour le Centaure se reproduisait pour chacun d'eux. Ils grandissaient à vue d'œil et atteignaient leur taille naturelle. Je les considérais avec stupéfaction. Arrivés près du matelas où je gisais ligoté, ils firent la haie et m'examinèrent curieusement. J'aurais voulu leur tendre les bras et implorer leur secours, mais la corde dont m'avait lié l'infâme Hilaire était solide et m'interdisait tout geste. Tout à coup, Arlequin, saisissant le poignard qui pendait à la ceinture de Brighella, se mit à couper mes liens. Peu à peu, je sentais se desserrer leur étreinte et je retrouvais la liberté de mes mouvements. Bientôt je pus me mettre sur mon séant. A cette vue, la troupe bigarrée applaudit. Leurs mains de bois faisaient en applaudissant un bruit qui retentissait fortement dans la sonorité du grenier et dans le silence de la nuit. Le Centaure caracolait et frappait du sabot. Arlequin le fit taire, la batte haute, puis, dans une révérence multicolore, il m'adressa la parole ou, du moins, je crus entendre ces mots :

— Aimable seigneur, Arlequin et sa troupe comique vous présentent leurs hommages et veulent que vous sachiez que nous sommes tous à votre service. Quand, du palais Pastinati, vous nous avez emmenés avec vous, nous avions compris que nous vous serions utiles un jour. Nous connaissions assez l'humanité pour savoir qu'elle est l'ennemie de la fantaisie et de la chimère et nous avions deviné que dame Marceline et vous n'étiez pas de la même famille d'esprits. Nous avons assisté au

complot qu'elle a ourdi contre vous, et nous venons vous délivrer de ses méchantes entreprises. Oh! bon seigneur, laissez ce monde pour lequel vous n'êtes pas fait, ce monde réel auquel vous n'avez jamais entendu rien. Venez dans le nôtre, c'est celui qui vous convient. Laissez là Marceline et ses séides. Venez avec nous. Acceptez l'invitation de ce beau rayon de lune qui glisse par la lucarne. Son chemin argenté vous conduira vers notre Venise bienheureuse. Vous y prendrez le manteau et la baüta, comme ces trois seigneurs que vous voyez là et, qu'ainsi que vous nous avons délivrés des servitudes du réel, et vous appliquerez sur votre visage le blanc masque de carton à travers lequel on voit la vie sous les mille couleurs de la fantaisie et du rêve dont je porte, aux pièces de mon habit, la livrée changeante et mobile. »

Un nouvel applaudissement salua les paroles d'Arlequin. Au bruit des mains de bois heurtées, se mêlèrent des trépignements de gaîté auxquels se répondirent les piaffements du Centaure barbu. La folle troupe emplissait le grenier lunaire d'un vacarme étourdissant.

Ce fut à ce moment que la porte s'ouvrit et que Marceline parut, une lampe à la main. Elle avait dû être réveillée par le bruit, car elle était en toilette de nuit. Les cheveux tirés et roulés en bigoudis, elle avait les pieds nus dans des pantoufles et tenait son face à main. Sa figure exprimait une méchanceté satisfaite et on sentait qu'elle pensait, en me voyant entouré des marionnettes gesticulantes : Vous ne prétendrez pas maintenant que vous n'êtes pas fou! Mais elle n'eut pas le temps d'exprimer sa pensée, et soudain elle poussa un cri d'épouvante. Le Centaure barbu s'était dressé devant elle et lui avait plaqué sur chaque joue un gros baiser, si rudement qu'elle en laissa choir la lampe et tomba elle-même à la renverse. Puis, avec calme, saisissant à pleins bras Marceline évanouie, il se dirigea sur le petit théâtre. Je ne me rendais pas compte de ce qu'il faisait, tout d'abord, mais lorsqu'il eut, d'un bond, sauté de la scène sur le plancher, je compris. Marceline était suspendue à un fil, la tête en bas et s'y balançait mollement; puis le balancement s'arrêta et elle demeura immobile.

Arlequin me poussa du coude :

— Venez, bon seigneur.

Avant d'avoir eu le temps de répondre, je m'étais senti

enlevé du sol par une poigne amicale et musculeuse, et le Centaure barbu, qui m'avait chargé sur son dos, montait vers la lucarne par le chemin du beau rayon argenté qui en descendait. Derrière lui venait toute la séquelle rieuse. Arlequin agitait sa batte, Pantalon essuyait les verres de ses lunettes, Brighella et Tartaglia, bras dessus, bras dessous, précédaient Lelio accompagné de Giacometta, de Rosaura, de Coralline. Mezzetin escortait Colombine, suivis de Scaramouche, et Pulcinello fermait la marche et adressait un pied de nez à la pauvre Marceline qui, minuscule, réduite à la taille d'une poupée, oscillait au bout de son fil, dans le beau clair de lune, cher aux rêveurs, aux poètes, aux lunatiques, dans le beau clair de lune silencieux.

. . . . . .

— Vraiment, vous pouvez vous vanter, mon cher Jacques, d'avoir été insupportable hier soir! Je ne sais pas quelle mouche vous avait piqué, mais vous preniez tout à contresens et vous vous êtes montré odieux. Je crois que vous aviez bu, à dîner, trop de chianti et absorbé, dans la soirée, trop de petits verres de grappa, mais ce n'était pas une raison pour nous gâter, comme vous l'avez fait, cette magnifique nuit de clair de lune. La place Saint-Marc était si belle, sous cette lumière d'argent, et la lagune!... Et au lieu de jouir de tant de beauté, de ce calme divin du ciel et des eaux, vous vous êtes stupidement querellé avec Marceline, au sujet de cet achat de marionnettes. Au fond, elle a raison, votre femme, que ferez-vous de ce fatras encombrant que vous ne regarderez plus quand vous l'aurez? Cela fait très bien au palais Pastinati, mais, chez vous, à la Troublerie... Croyez-en votre vieux Lefougeret. Et maintenant, levez-vous. Il est plus de midi. Je pense que vous assez ruminé vos méfaits. Quant à Marceline, qui vous en veut un peu, mais pas trop, elle m'a chargé de vous dire qu'elle déjeunait à l'*Anticho Cavalletto*, avec le docteur Thibaut, votre bête noire. Oui, je sais qu'il vous est antipathique, mais c'est un excellent homme. Qu'il ne comprenne pas grand'chose à Venise et qu'il vous agace, je l'admets, mais il part dans deux jours. Supportez-le, comme vous supportez votre vieux professeur Alain Lefougeret que vous avez eu la bizarre idée d'emmener en ce voyage vénitien. Allons! levez-vous, nous déjeunerons en *Vapore* et nous irons ensuite au palais Pastinati dire à Barlotti

que vous renoncez à acheter ses marionnettes. Après quoi, nous rejoindrons Marceline au jardin de la Giudecca et vous serez gentil avec elle. C'est promis. »

M. Lefougeret s'était assis au pied de mon lit et me considérait avec sa bonne figure souriante, tandis que je me frottais les yeux et que je remettais de l'ordre dans ma chevelure ébouriffée, tout en regardant mes habits jetés au hasard sur le parquet de ma chambre où glissait un chaud rayon de soleil et où pénétraient, par la fenêtre ouverte, avec l'odeur marine de Venise, les bruits du « rio » et de la « calle » : battements de rames, chocs de talons sur les dalles, tout ce qui, à Venise, rend encore plus vaste le vaste silence qui l'entoure. Puis soudain je partis d'un grand éclat de rire en songeant que le bon Lefougeret ne saurait jamais de quel personnage l'avaient affublé mes fantasmagories nocturnes, de même que le pauvre docteur Thibaut ignorerait toujours quel rôle odieux il y avait joué avec son fidèle domestique Hilaire. Et Marceline, ma chère, jolie et raisonnable Marceline, se douterait-elle jamais que je l'eusse transformée en une poupée malfaisante qu'un Centaure pie et barbu, aux applaudissements de Pantalon, de Brighella, de Tartaglia, de Scaramouche, d'Arlequin, et de *tutti quanti*, avait pendue, la tête en bas, au bout d'un fil, sur la scène enchantée du théâtre des Marionnettes de M. Barlotti ! Tout cela me parut si drôle et si comique que je rejetai ma couverture et que je bondis à travers la chambre en gambadant autour de M. Lefougeret qui, étonné de mon hilarité et de mes gesticulations, répétait avec indulgence :

— Mon pauvre Jacques ! mon pauvre Jacques ! je crois que vous avez encore bien du chianti et de la grappa dans la cervelle. Allons, habillez-vous et venez manger un « fritto misto, » accompagné d'une sage bouteille d'eau de Nocera. J'ai dit.

Et M. Lefougeret, d'un geste noble, me tendit mon pyjama jaune que les jeux du soleil, réverbérés au plafond peint de ma chambre, arlequinaient de reflets changeants.

HENRI DE RÉGNIER.

L'EFFORT FRANÇAIS

NOTRE INFANTERIE

II[1]

DEUXIÈME PHASE : DE VERDUN A LA SOMME

Verdun, bataille d'écrasement, — d'écrasement mutuel. En ce mot se résument tous les récits techniques des journaux de marche, et aussi tant de récits ardents, douloureux, que chacun peut recueillir dans les régiments et qui brillent entre nos mains comme de beaux joyaux sombres. Et ce que ce mot veut dire, le voici.

Les Allemands s'en sont pris à la région la plus paisible de notre front, à la plus redoutable en apparence, à la plus vulnérable en fait, car le renom de puissance de notre grande forteresse avait protégé jusqu'alors ce secteur, semblait devoir le protéger toujours, et c'est pourquoi nous l'avions moins fortement organisé que les autres. Et tandis qu'avertis déjà de leur intention de l'attaquer, nous escomptions pourtant un délai de quelques jours avant leur attaque, car ils n'avaient pas encore entrepris dans leurs lignes les travaux préparatoires, établissement de places d'armes et de parallèles de départ, qui semblaient nécessaires, voici que leur tactique consiste précisément à supprimer de tels préparatifs : sans parallèles de départ,

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

d'une longue distance de 800 à 1000 mètres et plus, ils lancent, le 21 février 1916, leur infanterie à l'abordage, et, par ce procédé inusité, ils obtiennent la surprise, — du même coup, la rupture. Ils ont emporté nos lignes sur dix kilomètres, les ont dépassées : ils marchent librement sur Verdun, quand, au cinquième jour, de nouvelles forces françaises, hâtivement appelées, leur barrent le chemin. En rase campagne, hors de toutes tranchées, les deux infanteries se heurtent, et désormais se heurteront sans fin, tout en travaillant l'une et l'autre à organiser le terrain, soumises l'une et l'autre à un même régime de feu, qui fut chose terrible.

La méthode consiste à concentrer à la fois le tir de pièces de tous les calibres non pas sur une ligne, mais sur une zone ; non pas seulement sur la position que l'on veut emporter, mais aussi loin que possible en arrière sur tout ce qui peut l'étayer. L'image expressive du système n'est plus celle du bélier qui frappe contre une muraille, mais celle du pilon qui tombe d'aplomb et qui martèle la zone encerclée. La zone encerclée, c'est le coin de terre où les vieux territoriaux qui camouflent un chemin aux arrière-lignes courent presque autant de périls qu'en d'autres batailles les hommes d'une vague d'assaut; où, tant que le pilon tombe et retombe, pas une corvée de vivres ou de munitions ne peut franchir trois cents mètres sans être anéantie; où les blessés, dans les postes de secours effondrés, délirent, faute d'air, pris de frénésie collective; où souvent un quart rempli d'eau, c'est la vie d'un homme. Et la zone encerclée a pour limite une étroite bande de terrain que les deux artilleries essayent d'épargner parce que les deux infanteries y luttent emmêlées, à la grenade, à la mitrailleuse, au lance-flammes, et s'y disputent l'avance au mètre carré.

Devant Verdun, un jour, le chef d'une troupe fraîche demande à l'officier de chasseurs qu'il vient relever : « Par où passe notre ligne? — Allez : là où vous trouverez par terre mes chasseurs tués, bien rangés côte à côte, par là passe notre ligne. »

Devant Verdun, un jour, un chef de bataillon, privé de tout autre moyen de liaison, envoie tour à tour au poste de commandement du colonel vingt coureurs : ils doivent suivre une certaine piste pour aller, une autre pour revenir. Pas un ne revient; le lendemain, il les retrouve tous les vingt, dix tombés sur la piste d'aller, dix sur la piste de retour.

Devant Verdun, un jour, un régiment de zouaves vient pour la seconde fois occuper un secteur où, trois semaines plus tôt, il s'est battu : c'est un de ces beaux régiments qui se sont créé l'aristocratique privilège, versant plus de leur sang que d'autres, de remuer moins de terre ; dans l'intervalle, un régiment d'infanterie moins réputé a tenu la position. Les deux colonels visitent ensemble les lignes : « Qu'avez-vous fait en ces trois semaines? » demande le colonel de zouaves. — « Voyez, répond l'autre, mes hommes ont établi sous le feu cette ligne téléphonique et aussi cette double piste en planches. — Ah ! puisqu'ils ont fait cela, monsieur, c'est donc qu'ils sont plus poilus que mes poilus ! »

Devant Verdun, un jour, à la nuit tombante, un chef de bataillon monte vers la première ligne pour y visiter ses hommes et les réconforter. La première ligne, c'est un cordeau, tendu au sol, qui court entre des trous d'obus : dans les trous d'obus, un par un, les hommes sont tapis. Il se penche sur l'une de ces cuves pleines de ténèbres, car la nuit est venue, toute noire, et, à voix très basse, car l'Allemand est là, il demande : « Ça va? » Rien ne bouge, mais une voix, assourdie comme pour dire un secret, répond : « Ça va, mon commandant ; ils ne passeront pas. » Il marche plus loin, poursuit sa ronde : « Ça va? » et de chaque trou ténébreux monte le même secret...

Où était-ce? Au Mort-Homme ou à Froideterre ? A la ferme de Haudromont ou à la chapelle Sainte-Fine? Qu'importe? C'était « devant Verdun, un jour, » un jour quelconque de cette bataille où tant de jours furent pareils, et ces récits sans nombre, si beaux que pas un poète n'aurait su en inventer un seul, ces récits, dont chacun est sans prix, se ressemblent tous (1), comme se ressemblèrent les combats sans nombre de cette « bataille d'écrasement. »

Les Allemands avaient-ils vraiment inventé ce type de bataille, ou n'ont-ils fait que retourner contre nous notre méthode du 25 septembre 1915, en la portant seulement à un plus haut degré d'outrance, et comme en l'exaspérant? Quoi qu'il en soit et supposé qu'on doive leur laisser ici le mérite d'avoir innové, il restera du moins que nous avons su presque aussitôt

(1) Les quatre qui sont donnés ici me viennent d'un seul officier, le commandant Éon, du 93e d'infanterie. J'en pourrais rapporter plus de cent autres, recueillis dans les six régiments d'infanterie de la 21e et de la 36e division.

faire nôtre l'innovation, rétablir l'équilibre entre les deux artilleries, répondre à l'écrasement par l'écrasement. Schématiquement résumée, la bataille de Verdun apparaît comme la lutte de deux volontés également armées, également obstinées : obstination du commandement allemand qui, « sans plus compter ses sacrifices, » pousse vers la forteresse ; obstination du commandement français, — Joffre, Pétain, Nivelle, — qui, tout en la défendant, ménage ses ressources en vue d'une autre bataille qu'il sait, offensive celle-là, qu'il prétend livrer un jour, ailleurs, au jour, au lieu que, dès le 18 février 1916, d'accord avec nos alliés britanniques, il a fixés. Pour l'heure, le souci du général Joffre et de ses lieutenants est de garder à notre effort devant Verdun son caractère purement défensif, de contenir l'adversaire sans nous épuiser nous-mêmes. « C'est le rail et la route, dit-on alors, qui mènent la bataille, » et notre part d'invention à Verdun réside en effet dans la promptitude du commandement français à reconnaître ce principe nouveau et à lui faire porter toutes ses conséquences ; elle réside dans l'ordre et le sang-froid qu'il déploie à organiser et à exploiter le réseau ferré et le réseau routier, à surveiller le système des relèves, à régler le mouvement de chaîne sans fin, la *noria* géante qui doit sans répit déverser devant Verdun et remporter les divisions après les divisions.

Ce furent là de grandes nouveautés ; elles ne concernent guère l'infanterie. Devant Verdun, l'infanterie française et l'infanterie allemande ont combattu tout comme en 1915, avec le même armement, selon la même tactique, et l'on ne peut guère noter que quelques innovations secondaires. Pour l'armement, du côté allemand, c'est l'emploi plus fréquent de l'atroce lance-flammes (1) ; du côté français, afin de riposter à la redoutable grenade à manche de l'ennemi, c'est la mise en service de types de grenades très variés, trop variés peut-être. Pour la tactique, rien que de connu déjà, sauf que le fantassin français, faisant de nécessité vertu, inventa spontanément dans ces combats l'art d'utiliser les trous d'obus comme abris, puis comme nids de mitrailleuses et centres de résistance : procédés de fortune d'où Ludendorff saura bientôt tirer tout un système

(1) Le « Flammenwerfer » était apparu dès octobre 1914 : voir *Les violations des lois de la guerre par l'Allemagne*, publication faite par les soins du ministère des Affaires étrangères, Paris, 1915, p. 170.

de défensive active. Notons encore que des combats devant Verdun sortirent certaines règles d'emploi de l'artillerie dans la défensive, qui constituaient un sérieux progrès; les procédés qui furent alors pratiqués contenaient en puissance l'idée du barrage roulant.

Somme toute, cette bataille fut pauvre en nouveautés techniques. Elle comptera entre toutes pourtant dans l'histoire de notre infanterie au cours de cette guerre : non pas seulement parce qu'elle fut si sanglante, mais parce que, devant Verdun particulièrement, le sang des purs fut semence de plus hautes vertus. Voici, semble-t-il, comment et pourquoi.

Nos fantassins, venant à Verdun, savaient dejà, pour y avoir tant souffert, ce qu'était leur régiment. Déjà ils avaient appris, comme il arrive dans toute bonne infanterie, que la compagnie est plus brave que tous les soldats qui la composent, le bataillon plus brave que la compagnie, le régiment plus brave que le bataillon. Déjà ils avaient éprouvé qu'en de certaines heures où les plus vaillants d'entre eux avaient sué Dieu sait quelle sueur, un surcroît de forces leur était venu de leur compagnie, de leur bataillon, de leur régiment, et ils s'étaient donc habitués à vénérer en leur régiment la plus haute personne morale qu'ils connussent : la plus haute, car leur expérience s'arrêtait à lui pour l'ordinaire et s'étendait à peine jusqu'aux autres régiments de la division et jusqu'aux rares régiments d'autres divisions que les hasards d'une bataille avaient pu pour quelques jours mener dans leur voisinage. Devant Verdun, il en alla autrement.

Par Sainte-Menehould ou par la grand'route de Bar-le-Duc, la Voie Sacrée, comme on l'appelait, où presque tous les régiments de France passèrent tour à tour, chaque régiment montait en direction de Verdun, comme vers son calvaire; il entrait dans la bataille sous la bénédiction de ses aumôniers, la plupart des soldats confessés et absous ainsi que les croisés de jadis : et aussitôt la bataille se révélait à leurs regards si horrible en effet que les plus hardis commençaient par douter de lui : si beau qu'il fût, pourrait-il tenir? Pourtant, ils le savaient, d'autres régiments avant lui, aux mêmes lieux, avaient tenu; pourtant, ils le voyaient, d'autres régiments, à leur gauche, à leur droite, tenaient sur des lignes non moins intenables, et d'autres encore là-bas dans ces secteurs qu'ils regardaient au

loin s'embraser ou s'éteindre ; et quand revenus de Verdun, — le devoir fait, — ils se reformaient à l'arrière, voici que dans leurs lointains cantonnements de repos les communiqués quotidiens, leur répétant durant des semaines les mêmes noms, leur apprenaient qu'aux mêmes lieux où ils avaient tenu, d'autres régiments, et d'autres encore, tenaient toujours.

Par là tous les fantassins jusqu'au dernier apprirent, non plus comme une vérité d'ouï-dire, mais comme une vivante vérité d'expérience personnelle, ce que seul jusque-là le Haut Commandement avait su : que la plupart des régiments de France étaient beaux de la même beauté. La bataille de Verdun avait *découvert* à l'infanterie française l'infanterie française. Et ce qu'elle avait révélé au Haut Commandement, c'est que la limite d'endurance du fantassin devait être cherchée bien plus loin qu'il avait cru jusqu'alors.

Mais vers qui doit en remonter la louange, sinon de préférence vers ces quelques régiments du 1er corps et du 20e corps, qui, débarqués devant Verdun dans la nuit du 24 au 25 février, lancés par les champs couverts de neige à la rencontre de l'ennemi, combattirent en des conditions qui semblaient désespérées et imposèrent à ceux qui devaient venir après eux la leçon de leur exemple? Si ces premiers régiments avaient cédé, ils n'auraient pas failli aux lois de l'honneur militaire; tout autre régiment venu après eux, s'il avait cédé, aurait cru y faillir : les combattants des premiers combats avaient reculé les bornes de ces lois sublimes.

C'est donc plus consciente d'elle-même que l'infanterie française, à peine retirée de Verdun, provoquera l'ennemi à une autre bataille.

Ce fut pour lui la pire surprise quand il vit sur la Somme, le 1er juillet 1916, c'est-à-dire au jour depuis quatre mois arrêté par nous, nos divisions se déployer sur un large front en liaison avec les divisions anglaises.

Comment était-ce possible, au lendemain de la saignée de Verdun, ou plutôt au fort même de cette saignée? Car les Allemands poursuivaient devant la forteresse leur entreprise d'usure; et n'avaient-ils pas, la semaine d'avant encore, le 23 juin, lancé sur Thiaumont, Froideterre et Souville les attaques les plus forcenées? Et ne devaient-ils pas à bon droit nous croire plus épuisés qu'eux-mêmes, puisqu'ils avaient en

ces quatre mois identifié sur le front de Verdun un nombre de divisions françaises presque double du nombre des divisions qu'eux-mêmes avaient engagées? Leur calcul se trouva faux pourtant. Les pertes totales pouvaient s'équivaloir de part et d'autre, mais notre Commandement avait constamment veillé à établir un système de relèves très rapide, très souple, et, si l'on peut dire, très humain, afin de répartir le fardeau de l'épreuve commune sur le plus grand nombre possible d'unités, donc sur le plus grand nombre possible de nos provinces. Et cette méthode, plus équitable au point de vue national, fut aussi militairement la plus fière, celle qui avait accordé au soldat le plus large crédit de confiance : pour les Allemands, un soldat retiré, même après peu de jours, de l' « enfer » de Verdun devait n'être plus qu'une loque humaine, impropre pour des mois à tout nouvel effort ; autant valait donc y maintenir les divisions en ligne jusqu'à ce qu'elles fussent saignées à blanc; pour nous, au contraire, un soldat réchappé de Verdun devait être devenu un meilleur soldat.

*
* *

De plus, au fur et à mesure que nous retirions de Verdun nos unités et que nous les ramenions dans les camps, nous les munissions, en vue de la prochaine bataille, d'un armement meilleur : car depuis longtemps nos arsenaux travaillaient en secret soit à pourvoir nos troupes d'un nombre plus grand de mitrailleuses, soit à inventer et à essayer des armes et des engins jusqu'alors inconnus.

Pour les mitrailleuses, on s'était enfin arrêté au meilleur mode de leur groupement : en 1915, au lieu des deux mitrailleuses par bataillon du début de la guerre, nous avions mis en ligne une compagnie de mitrailleuses par régiment; puis, dans chaque brigade, une compagnie de mitrailleuses de brigade en plus des compagnies régimentaires; désormais, à partir de juin 1916, chaque bataillon sera doté d'une compagnie de mitrailleuses, à huit pièces (1).

Quant aux grenades, elles avaient abondé à Verdun : pour progresser pied à pied dans les boyaux, pour nettoyer les tranchées ou les abris, pour soutenir par petits groupes dans les

(1) A partir d'août 1917, le nombre des pièces sera porté de 8 à 12 par compagnie de mitrailleuses : soit 36 pièces par régiment, au lieu de 6 en 1914.

champs d'entonnoirs la lutte sauvage, nos soldats avaient manié, outre les grenades fusantes, d'autres grenades encore, suffocantes et lacrymogènes, et d'autres, incendiaires et fumigènes. Progressivement, on apprit à choisir entre les modèles trop nombreux, pour ne garder que les meilleurs; et surtout on dota nos troupes, — à partir de juin 1916, — de la grenade VB (Viven-Bessière), grenade fusante, sans tige, dont le corps, cylindrique, en fonte, se tire avec la cartouche à balle au moyen d'un tromblon fixé au canon du fusil; engin propre à fournir de redoutables tirs de barrage ou d'usure.

Une autre arme fut mise en service dans le même temps, le fusil-mitrailleur, plus puissant que le fusil, plus léger que la mitrailleuse, que le soldat peut tirer soit couché, soit tout en marchant à l'allure de la troupe d'assaut. Le fusil-mitrailleur dispose d'un approvisionnement normal de dix chargeurs, contenant chacun vingt cartouches; il peut tirer soit coup par coup, soit par rafales de cinq à six cartouches, soit sans interruption en cas de crise, et atteindre alors le débit de cent quarante coups à la minute.

Dans le même temps encore, notre infanterie commençait à être dotée d'un canon propre à l'accompagner dans toutes les circonstances du combat, le canon de 37, facile à régler, précis, rapide, et dont la portée utile est de 1 500 mètres. Son obus produit des effets comparables à ceux d'une grenade, mais d'une grenade qui pourrait traverser, avant d'éclater, soit deux ou trois rangées de sacs à terre, soit un blindage de bois, soit une plaque d'acier.

A l'exemple des Anglais, on venait de créer, pour exercer la troupe au maniement de ces engins, des écoles. Bientôt elles fourniront en nombre les grenadiers d'élite, ceux qui sont capables de lancer dix grenades par minute à 30 ou 40 mètres, avec un écart de 2 ou 3 mètres au plus; et les grenadiers-voltigeurs qui peuvent former devant eux, à une distance de 80 à 150 mètres, un fort barrage de grenades VB, etc. Malheureusement, trop peu de nos soldats avaient pu encore fréquenter ces écoles, quand s'ouvrit la bataille de la Somme.

Car enfin, c'est encore presque la même misère qu'en 1915 : nos soldats ne peuvent guère s'instruire que dans la tranchée ou au combat, par des procédés d'un tragique empirisme. Nos troupes n'ont plus, à vrai dire, 850 kilomètres de front à défendre :

les Anglais les ont généreusement relevées sur près de cent cinquante kilomètres. Il en reste aux Français *plus de sept cents* à tenir. Or, tenir sans fléchir cette immense ligne saignante, c'est là le problème qui domine durant des années toute la politique de guerre de la France, — tandis que par surcroît elle combat aux Dardanelles, au Maroc, à Salonique. Notre exposé court, parce que la clarté l'exige, d'une grande date à une autre, d'une grande bataille à une autre; mais, ce qu'il devrait bien plutôt représenter, ce sont les obscurs engagements de chaque jour, les alertes sans cesse renaissantes, la continuité de la pression ennemie. Au chemin de la croix de notre infanterie, comme sur l'autre Chemin de la croix, les stations illustres ne sont pas seules vénérables. Chaque pas l'est au même titre : ce qui est vénérable, c'est le cheminement lui-même, la longueur du temps, la persistance de l'effort. Comment la France a-t-elle suffi à une telle tâche?

Le secret est simple : sa population masculine s'élevant tout au plus à dix-neuf millions d'hommes, y compris les vieillards, les enfants, les infirmes, elle a appelé sous les drapeaux, de 1914 à 1918, *huit millions trois cent mille hommes* (1). De ces 8 300 000 hommes, plusieurs millions, je ne sais combien, ont été blessés; 1 315 000 ont été tués (2). Sur ces 1 315 000 soldats tombés à l'ennemi, combien de fantassins, — et des plus jeunes, et des plus vaillants (3)?

*
* *

Donc, aux champs de la Somme, le 1er juillet 1916, les Français, sur un front de quarante kilomètres, attaquent en

(1) Au 1er décembre 1917, le nombre des hommes ayant été mobilisés était de 8 059 000, nombre qui se décompose ainsi : contingent européen de la métropole et de l'Afrique du Nord, 7 575 000 hommes ; recrutement créole, 30 000 ; indigènes de l'Afrique du Nord, 205 000 hommes; indigènes coloniaux, 249 000 hommes. En outre, la classe 1919 a été levée au commencement de 1918.

(2) Rappelons les chiffres qui ont été portés à la tribune de la Chambre des députés, le 27 décembre 1918, par M. Abrami, sous-secrétaire d'État à la Guerre. Décédés : 31 300 officiers, 1 040 000 hommes de troupes; disparus : 3 000 officiers, 311 000 hommes de troupes. On sait que la distinction entre décédés et disparus ne représente guère, hélas ! qu'une précaution de l'Etat civil.

(3) Qu'il soit permis à un vieux normalien d'extraire de la statistique des élèves de l'École normale supérieure morts pour la patrie les chiffres suivants : Les promotions de 1908 à 1914 ont fourni 320 soldats, dont environ 300 combattants, — presque tous sous-lieutenants ou lieutenants d'infanterie. De ces 300, 140 sont morts, 85 ont été blessés.

direction générale de Péronne; les Anglais, sur un front de vingt kilomètres, en direction générale de Bapaume. Ils soutiendront leur effort près de trois mois, jusqu'au 27 septembre.

C'est à cette phase de la guerre et plus particulièrement à cette bataille que s'applique le mieux la formule célèbre : « L'artillerie conquiert, l'infanterie occupe, » — c'est-à-dire l'infanterie avance seulement après que le feu a détruit devant elle tous les obstacles matériels. A cette époque, après tant d'expériences sanglantes, chacun a pu constater que le rôle des armes portatives, fusil, baïonnette, sabre, est allé toujours se réduisant et qu'il suffit d'une petite équipe d'hommes énergiques et bien abrités qui servent une mitrailleuse pour arrêter la poussée d'une troupe d'infanterie décuple, centuple, si disciplinée soit-elle et quelque formation qu'elle puisse prendre. A cette époque, chacun a pu reconnaître le fait fondamental de la guerre qui se déroule : elle a révélé la puissance défensive de l'armement. C'est qu'elle est aux guerres napoléoniennes et à la guerre de 1870 ce que l'usine d'aujourd'hui est à l'atelier de jadis. Comme la Machine domine le système social de notre temps, la Machine domine aussi le champ de bataille. Sur le champ de bataille moderne, son œuvre, c'est le feu, lequel, comme toute action mécanique, est chose précise, régulière, implacable, et qui n'a pas de nerfs. Sur le champ de bataille moderne, le feu est tout. Là où il a passé, le mouvement de l'infanterie est possible; non pas là où il n'a point passé, non pas là où il n'a agi qu'incomplètement. Tout doit donc se ramener à obtenir la supériorité du feu : et puisque seule la mitrailleuse peut triompher du fusil et que seul le canon peut triompher de la mitrailleuse, la supériorité en artillerie devient l'élément essentiel de la bataille. L'action d'artillerie n'est pas une phase de la bataille : c'en est la trame elle-même.

Pour appliquer cette doctrine, nous disposions sur la Somme d'une artillerie nombreuse, magnifiquement approvisionnée, bien réglée par une belle flotte aérienne : et l'infanterie ne fut guère engagée que là où le canon lui avait au préalable ouvert le chemin. De plus nous avions appris à suivre la méthode que, dès le lendemain de la bataille de Champagne, en septembre 1915, l'un de nos tacticiens avait préconisée et su mettre au point : *celle qui subordonne d'une façon absolue*

pendant l'assaut l'artillerie d'accompagnement à l'infanterie. En réalité, dans le combat, chaque régiment mène, après le départ de l'assaut, une attaque séparée. Son chef est responsable du succès ou de l'insuccès; il voit sur place les difficultés; il doit avoir en mains les moyens de les vaincre. L'artillerie qui travaille sur son front constitue le plus puissant de ces moyens : elle doit donc être à son entière disposition; à lui de définir ses objectifs, à lui de prescrire ses changements de positions.

Grâce à ces perfectionnements, au lieu qu'on professait encore quelques mois plus tôt, presque officiellement, que « la série des épouvantables défenses ennemies, la troupe d'assaut doit l'avaler d'un seul coup, d'une seule résolution (1), » sur la Somme, au contraire, la troupe d'assaut put atteindre ses objectifs sans avoir dépensé trop de sang et de force nerveuse, et par suite il fut possible de la maintenir en ligne pour un second, pour un troisième effort, analogues au premier, qu'on lui demandait après des pauses de quelques jours, lorsque l'artillerie avait achevé devant elle un second, un troisième travail de destruction.

Telles furent, à la bataille de la Somme, la doctrine et la méthode. On en sait les splendides résultats. « Verdun dégagé, vingt-cinq villages reconquis, 35000 Allemands faits prisonniers, 150 canons pris, les lignes successives de l'ennemi enfoncées sur dix kilomètres de profondeur (2), » ces avantages s'ajoutaient à des avantages anglais presque équivalents; — et surtout, l'armée allemande et la nation allemande furent violemment ébranlées par la longueur et la dureté de la bataille. L'ennemi, inquiété dans le même temps sur son front oriental, faillit, à la fin des opérations sur la Somme, demander la paix.

S'il se reprit pourtant, c'est qu'il avait réussi, par les mesures de recrutement les plus énergiques, à renforcer soudainement ses armées de plus de cinq cent mille hommes; c'est aussi qu'il avait su découvrir et mettre au point, au cours même de la bataille, une nouvelle méthode défensive, propre à le garer.

(1) *Étude sur l'attaque dans la période actuelle de la guerre*, par André Laffargue (travail composé au lendemain de la bataille d'Artois en mai-juin 1915, et communiqué aux armées par ordre du général en chef en octobre 1915).

(2) Ordre du jour du général Joffre, du 29 septembre 1916.

Il l'avait découverte à la faveur des longs intervalles qui séparaient nos attaques. Ces pauses de plusieurs jours, voire de plusieurs semaines, étaient de l'essence même de notre méthode. Puisque c'est « l'artillerie qui conquiert » et par voie de « destruction totale, » « l'infanterie n'occupe » que ce que l'artillerie a pu détruire et conquérir, à savoir une zone peu profonde de terre bouleversée jusqu'au chaos, où l'assaillant a peine à s'installer. Si l'artillerie veut « conquérir » à nouveau et l'infanterie « occuper » à nouveau, il faut au préalable refaire les routes, organiser des positions de batteries nouvelles, etc.; une armée de travailleurs y serait nécessaire; et les jours passent, que le défenseur met à profit : tandis que l'assaillant remonte à nouveau sa machine à démolir, lui il appelle ses réserves, échelonne en profondeur des moyens nouveaux de résistance, prépare des retours offensifs.

Bien mieux : tandis que, en vertu de notre méthode, l'artillerie s'applique à écraser toutes les tranchées, tous les abris, tous les observatoires, etc., l'ennemi n'attend pas bénévolement dans ses tranchées, dans ses abris, dans ses observatoires, etc., que nous les ayons tous écrasés. Nous n'écrasons souvent que des organisations vides : l'ennemi s'en est évadé pour occuper d'autres positions. Il les trouve, et c'est ici l'innovation ingénieuse, *en avant* de la ligne fortifiée que nous bombardons. En avant de cette ligne s'étend toujours un vaste champ criblé de milliers de trous d'obus : il s'installe dans un certain nombre de ces trous, y répartit des mitrailleuses en échiquier, les relie entre eux, en forme de petits fortins invisibles (comment nos avions pourraient-ils les repérer, nos canons les prendre à partie?). Quand enfin nous lançons l'infanterie à l'attaque, nos vagues d'assaut se heurtent à ces îlots de résistance; elles arrivent désunies à la ligne principale, d'où part une contre-attaque, qui les rejette parfois.

Sans doute notre infanterie, armée de ses grenades VB, de ses fusils-mitrailleurs, de ses canons de 37, etc., aurait pu, dès la bataille de la Somme, réduire par ses propres moyens ces îlots de résistance. Elle l'aurait pu, en théorie; mais pour que la vérité théorique devînt la vérité du champ de bataille, il avait manqué à nos fantassins le loisir de s'entraîner au maniement de ces armes, trop nouvelles encore pour eux.

***

Ils s'y entraînèrent les mois qui suivirent, et l'année 1916 ne s'acheva pas sans que le nouvel armement de notre infanterie eût fait ses preuves.

Ce fut au cours de belles opérations menées devant Verdun. Les Allemands n'avaient pas cessé tout à fait de menacer la place forte (attaques vers Souville les 11 juillet, 1er août, 3 septembre). Le 24 octobre et le 2 novembre 1916, l'armée française les chassa des forts de Douaumont et de Vaux et les repoussa le 16 décembre à peu près jusqu'aux lignes d'où ils s'étaient élancés dix mois plus tôt : de ce jour la France put vraiment dénommer « victoire de Verdun » la longue bataille.

Ce qui fit l'originalité et la beauté de cette triple opération devant Verdun, c'est qu'on y essaya et qu'on y mit au point une réplique à la méthode de défensive inaugurée par les Allemands sur la Somme.

Puisqu'ils avaient imaginé de se défendre dans des organisations que l'artillerie ne pût repérer et détruire avant l'assaut, le problème était de prolonger l'action de l'artillerie pendant l'assaut; et, comme il est impossible de régler la liaison de l'artillerie et de l'infanterie tandis que le combat se déroule, on imagina de l'organiser d'avance dans le temps, par une sorte d'*a priori*, en établissant un horaire que suivraient pareillement les artilleurs et les fantassins : c'est le principe du « barrage roulant. »

Cette invention, toute française, consiste à abattre, à l'instant de l'assaut, à 200 mètres en avant de la troupe d'infanterie qui attaque, un barrage aussi dense que possible d'obus d'artillerie de campagne. Ce rideau de feu, chronométré à l'avance, se met en marche à la même seconde que la vague d'assaut; il progresse à l'allure qu'a convenu de prendre l'infanterie; l'infanterie le suit au plus près (1).

(1) Les premiers tirs de barrage roulant progressif furent exécutés dès juillet 1916 devant Verdun, mais c'est seulement à partir d'octobre que le procédé fut généralisé et appliqué sur de larges fronts. — Nous n'indiquons ici que le principe du système. Dans la pratique, comme il arrive qu'à l'insu de l'artillerie quelque incident de combat arrête la marche de l'infanterie tandis que le tir de barrage poursuit la sienne, il faut convenir à l'avance qu'on s'arrêtera à telle

Le résultat est que la vague d'assaut ne risque plus d'être arrêtée par les îlots de résistance que l'ennemi a pu semer dans le champ des entonnoirs : elle les dépasse, parce que leurs garnisons demeurent impuissantes aussi longtemps que les obus du barrage s'abattent sur elles. Sans doute, une fois que le barrage et la vague ont passé, ces garnisons se reprennent et veulent agir : mais alors elles ont affaire à des équipes spéciales, qui n'ont d'autre tâche que de les réduire et qui sont armées en conséquence : grenadiers VB, grenadiers qui manœuvrent les lance-flammes Schilt ou les appareils Z (gaz asphyxiants). Cependant les vagues d'assaut continuent leur marche.

C'est donc vainement que les Allemands ont imaginé sur la Somme leur système d'organisations invisibles, trous d'obus reliés par des puits à des abris souterrains, tunnels qui recèlent des troupes de contre-attaque, mitrailleuses établies en plein champ : déjà nous avons trouvé la parade et la riposte.

TROISIÈME PHASE : PENDANT L'ANNÉE 1917

Quand s'ouvre l'année 1917, le puissant outil de guerre qu'est l'infanterie française semble atteindre le plus haut point de sa perfection technique. C'est que, depuis plusieurs mois, nous avons enfin réussi à mieux organiser l'instruction des fantassins. Grâce aux Anglais, qui ont progressivement raccourci notre ligne de bataille, nous ne sommes plus forcés, comme en 1915, de maintenir sans fin tous nos hommes au contact de l'ennemi, misérablement tassés sous les obus dans des tranchées précaires; et les excès mêmes de la lutte de mines et de la lutte par les gaz nous ont conduits peu à peu, ainsi que les Allemands d'ailleurs, à abriter nos garnisons avancées au fond de sapes et de casemates : d'où une forte économie d'effectifs. Ces centres d'instruction que depuis plus d'un an nous avions créés, mais sans guère réussir à les peupler, voici qu'enfin il nous est devenu possible d'y envoyer régulièrement nos fantassins, de les y faire tous passer à tour de rôle. Au début de 1917,

minute, sur telle ligne; après l'arrêt, le barrage reprend sa progression, soit à une heure convenue elle aussi à l'avance, soit sur une demande faite par l'infanterie pendant l'arrêt, etc.

l'activité de ces institutions bat son plein : c'est le moment de regarder aux grands services qu'elles rendent.

On avait établi à Senlis une école pour le recrutement des officiers d'état-major ; et dans chaque armée, après les écoles pour officiers subalternes, une école de chefs de bataillon. Chaque armée possède en outre des centres d'instruction pour hommes de troupe : écoles de mitrailleurs, de fusiliers-mitrailleurs, de grenadiers, d'agents de liaison. Le combat n'est plus la mécanique rudimentaire de 1914 ; une compagnie d'infanterie est devenue un assemblage complexe d'équipes de spécialistes, où le voltigeur, « l'homme-baïonnette, » ne compte plus guère. Il faut veiller à ce que ces spécialistes ne s'isolent pas dans leur spécialité, à les entraîner tous solidairement. De là un grand appel à leur intelligence ; de là, dans de vastes camps, des exercices d'ensemble multipliés, manœuvres de compagnie, de bataillon, de régiment, de division. D'une spécialité à une autre, et, de proche en proche, d'un régiment à un autre, l'esprit d'émulation fait son œuvre. A mesure que chacun comprend mieux sa tâche propre et la tâche d'autrui, chacun se fait plus fier de l'arme qu'il manie et du régiment où il sert ; un noble particularisme se développe, qui oppose les chasseurs aux zouaves, les tirailleurs aux coloniaux, les régiments à fourragère aux autres : demain on verra le 34e d'infanterie enlever le Plateau de Californie au cri de *La Fourragère!* De plus en plus, parce qu'ils sont plus instruits, nos soldats comprennent l'effort de la patrie pour ménager leur sang : ils savent que, s'il leur faut mourir, ils mourront puissamment (1).

C'est là l'ouvrage et le bienfait des écoles du front. Rien de plus sujet à variation que les enseignements que l'on y donne. A la base de ces enseignements, il y a le labeur au jour le jour de techniciens sans nombre, sans cesse appliqués, dans les laboratoires ou sur les champs de bataille, à observer et à expérimenter. Le meilleur de leurs observations et de leurs expériences est périodiquement recueilli en des Instructions que le commandant en chef rédige et qui déterminent la doctrine des écoles. Quand on lit une de de ces Instructions, si ordonnées et si précises, il semble qu'elle soit un code

(1) On attribue au général de Castelnau cette formule, bien digne d'une âme si forte.

immuable, où sont promulguées les lois à jamais acquises d'une science à jamais fixée. Et il faut bien qu'il en soit ainsi, et qu'à chaque moment de la guerre, tous les rouages de l'immense machine, tous les organes de l'immense organisme qu'est une armée, jouent à la fois et sans heurt ; qu'il y ait entre eux tous accord, cohésion, harmonie : que de tant de techniques se compose une seule technique, de tant de doctrines une seule doctrine. Et pourtant, à chaque moment de la guerre, le grand chef qui impose à l'armée entière l'unité nécessaire de sa pensée et de son vouloir, qui impose à la guerre elle-même comme l'unité d'un *style*, et pareillement ceux-là qui enseignent sa doctrine dans les centres d'instruction, et pareillement ceux-là qui la pratiquent au combat, tous savent que les règles dont elle est faite sont pour la plupart provisoires et éphémères, puisqu'il suffira d'un engin nouveau, d'un procédé tactique nouveau, imaginé le lendemain par l'ennemi ou par nous-mêmes, pour que croule soudain tout un pan du système... Et sans cesse il faudra que la France inventive invente à nouveau, retrempe son glaive.

L'ennemi est habile à observer ce travail d'invention, et à l'exploiter. Et la réciproque est vraie. Par les interrogatoires de prisonniers, par les papiers capturés, par la photographie aérienne, surtout par les révélations des combats eux-mêmes, les armées adverses se pénètrent intellectuellement, se tiennent au courant, presque au jour le jour, de leurs progrès respectifs. De là, dans ces progrès, un parallélisme, parfois un synchronisme, singuliers. Quand on lit, par exemple, un beau document tombé entre nos mains, les *Enseignements tirés de la bataille de la Somme par la 2e armée allemande*, que rédigea le général Fritz von Below, on y reconnaît souvent (1) les soucis qui étaient les nôtres à la même date, on y trouve la discussion des mêmes problèmes que nous discutions alors, l'acheminement vers des solutions semblables. Des deux armées, laquelle a le plus inventé? Laquelle a le plus imité? Quoi qu'il en soit, la France aura toujours su répondre à l'idée par l'idée, à la découverte par la découverte, et c'est pourquoi la plupart de ses alliés prirent peu à peu l'habitude de lui demander des techniciens, des instructeurs. Par là, l'armée française n'aura

(1) Voir notamment les paragraphes 94 à 98, le paragraphe 153.

pas été seulement la couverture des forces de l'Entente, mais aussi leur armature, — du moins l'une des pièces maîtresses de leur armature.

Ce fier privilège d'être devenue pour une grande part l'inspiratice et l'éducatrice des nations alliées, la France l'aura chèrement acheté. Le grand travail de pensée, de critique de soi-même, de renouvellement de soi-même qu'elle a dû accomplir, il serait bien faux de croire qu'elle l'a poursuivi dans une atmosphère d'imperturbable sérénité. Ce qu'il convient bien plutôt de se représenter, c'est le heurt des méthodes, des théories, des tendances rivales; c'est, dans l'intelligence et dans le cœur de ses meilleurs fils, la succession tragique des espoirs et des déceptions, des tentatives manquées et des recommencements; et parfois des impatiences contraires s'opposaient violemment.

« Quoi! disaient les uns, nous faut-il accepter le dogme étrange de l'inviolabilité des fronts? Quand en aurons-nous assez de renforcer sans trêve le matériel de notre artillerie, de compliquer sans trêve l'armement de notre infanterie? Pour tenter seulement un chétif coup de main, qui nous vaudra peut-être la capture de trois ou quatre soldats ennemis, nous en voici venus à dépenser des milliers d'obus de calibres variés, à raison de 1 400 kilogrammes de ferraille pour chaque mètre de tranchée à démolir. Et voici que nos fantassins, puissamment armés sans doute, mais empêtrés dans l'écrasant attirail de leurs fusils-mitrailleurs et de leurs mitrailleuses, de leurs obusiers et de leurs Stokes et de leurs Brandt, ne s'aventurent plus qu'à l'abri d'un bouclier de feux sans cesse épaissi, et jamais ils n'en ont fini de réclamer toujours davantage des artilleurs. Pour mener enfin à son terme l'odieuse guerre de siège, que nous manque-t-il donc? La supériorité du nombre? Non pas. Mais peut-être l'esprit manœuvrier, le goût du risque, l'audace. »

Et les autres disaient, au contraire : « Esprit manœuvrier, goût du risque, audace, mots dangereusement repris au vocabulaire napoléonien! Rupture, percée, termes surannés, qui n'ont que trop couru déjà dans l'armée et dans la nation, et que trop nui! Renforçons notre armement, encore et toujours : c'est la loi d'airain, qu'il faut savoir accepter. La guerre de mouvement ne pourra reprendre qu'au jour où, par un accroissement soudain et prodigieux de ses forces en artillerie, l'un

des deux adversaires rompra brutalement l'équilibre à son profit. »

Ne croyons pas diminuer nos soldats aujourd'hui victorieux, si nous rappelons ainsi leurs doutes contraires, leurs discussions. Les peindre comme des impassibles, ce ne serait vrai que de certains d'entre eux; j'en ai connu de douloureux, et qui peut être ne furent pas les moins utiles. Dans la *Chanson de Roland*, les troupes accourues pour venger les morts de Roncevaux se couchent, harassées, dans un pré, au soir d'un succès, à la veille d'un autre succès, et l'angoisse les travaille, et le poète, pour dire cette angoisse, trouve ce grand vers : *Moult a apris qui bien connust ahan.* Voilà qui est humain, voilà qui est vrai. Pour un savant, le méritoire n'est pas tant de découvrir que de chercher; pareillement, nos soldats peuvent avouer à leur honneur les tâtonnements, les alarmes, les erreurs même de leur route. Leurs inquiétudes, leurs tourments sont partie intégrante de leur victoire. La dureté de l'effort, la souffrance n'est pas toujours une condition de la victoire; mais c'en est toujours la plus noble parure, c'en est la seule dignité, c'en est la justification.

*
* *

Cependant, dès le mois de novembre 1916, il avait été convenu dans les conseils des Alliés que les Britanniques, les Français, les Italiens, les Russes, tenteraient au printemps de 1917 plusieurs actions de grande envergure, simultanées et solidaires. Les Français, pour leur part, devaient attaquer et tourner par les deux côtés les positions fortifiées de l'Aisne, saisir comme dans une tenaille le « saillant » de Noyon.

Il apparut bientôt que les Italiens ne pourraient pas, que les Russes ne voudraient pas participer à ce plan d'ensemble. Déjà, dans les tranchées désormais illusoires du front oriental, les policiers allemands déguisés en soldats avaient entrepris de convertir à l'anarchie les incultes soldats de l'inculte Russie; elles avaient commencé ces « fraternisations » qui devaient coûter la vie à tant des nôtres, et c'est le 14 mars 1917 que le « Conseil des ouvriers et soldats » de Petrograde avait promulgué l'illustre « prikase n° 1, » qui, supprimant dans les corps de troupe le salut et les honneurs, supprimait donc l'institution militaire elle-même. D'autre part, sur le front de

l'Ouest, les Allemands sentant la menace franco-britannique, alarmés de ce qu'ils pressentaient de notre plan, refusèrent la bataille. Après avoir ravagé notre terre et scié nos arbres fruitiers, ils évacuèrent le saillant de Noyon pour se replier au loin sur un autre système de positions puissamment organisées, la ligne Hindenburg.

Néanmoins, le 16 avril, l'armée française, assistée dans un autre secteur par l'armée britannique, les attaqua sur un large front, de Soissons à Auberive. Le 17 avril et les jours suivants, nos troupes reprirent avec leur ardeur coutumière des opérations destinées à poursuivre la conquête du Massif de Moronvilliers et du Chemin des Dames. Elles y réussirent partiellement, puis en restèrent là.

En présence des faits de politique interalliée, très emmêlés et très obscurs, qui précédèrent et accompagnèrent ces actions, et constatant que l'on pourrait compter sur les doigts d'une seule main les Français qui sont à l'heure présente assez informés de ces événements pour les démêler et pour en juger, nous dirons seulement de la bataille du 16 avril le peu que nous en savons, et c'est ce qu'en disent d'une même voix les cinq cent mille soldats qui en furent les acteurs ou les témoins : à savoir que notre plan d'action, pour autant que les exécutants l'ont connu, avait envisagé comme possible la rupture du front allemand et une large exploitation de cette rupture; que jamais nos troupes ne s'étaient présentées à l'ennemi plus fièrement ni soulevées par plus d'espoir; que jamais elles ne combattirent avec plus de bravoure; qu'à tort ou à raison les résultats obtenus les déçurent; et que, dès le 17 avril, cette déception fut générale et très profonde.

Des espions, des traîtres, tous les briseurs d'énergie saisirent l'instant. Ils soulevèrent dans plusieurs de nos corps de troupe des mouvements d'indiscipline, et la crise eût entraîné peut-être les pires malheurs, si le général Pétain n'avait déployé à l'encontre toute sa fermeté, et, mieux encore, toute son humanité, « les vertus qui furent celles du maréchal Fabert. » Nos Règlements récents, ceux qui furent rédigés au cours de cette guerre, s'ouvrent tous par quelques pages très belles, intitulées : *Conseils à un jeune officier.* On y lit : « La troupe est le reflet de son chef... Commander, c'est s'appliquer à connaître à tout instant les sentiments de ses hommes; c'est les aimer,

exercer son autorité avec justice; commander, c'est être fier de sa troupe. » Ces préceptes n'avaient fait que traduire la réalité quotidienne, l'esprit vivant de notre armée. Je sais une très ancienne parole française, celle-ci : « J'obéis d'amitié, » et c'est la plus pure définition qui soit de la discipline librement consentie. Vieille devise vendéenne et féodale, mais qui se trouvait toujours correspondre, et plus riche encore de sens que jadis, au sentiment vrai de nos soldats, précisément parce qu'ils sont les soldats d'une république libre, et parce que des siècles de culture morale les ont façonnés à la pratique de la liberté, donc de la discipline. Le pacte d'amitié entre officiers et soldats, le commandant en chef eut vite fait de le raffermir.

Il y parvint par une méthode en apparence audacieuse, mais bien digne du génie rationaliste de la France, car elle consista à recourir moins au principe d'autorité qu'à son contraire, l'esprit de critique libre et confiante. D'où procédait, en sa source la plus profonde, le malaise qu'il s'agissait de dissiper? Du fait qu'en cette guerre, où la moindre opération exigeait le concours des bonnes volontés et des compétences les plus diverses, il arrivait souvent que certains exécutants, placés d'ordinaire à des degrés peu élevés de la hiérarchie, se trouvaient seuls à même de bien apprécier les difficultés d'un ordre venu de haut; et, par exemple, de constater que la préparation de telle attaque ne pourrait pas atteindre, au jour dit, le degré d'avancement requis. Averti par eux, le commandement n'eût pas hésité à compléter son ordre ou à le différer; mais les exécutants se taisaient, de peur d'être tenus par leurs chefs pour des esprits timorés; ils gardaient par devers eux leurs inquiétudes, ils se bornaient à obéir avec un stoïcisme taciturne, quitte à dire leur rancœur autour d'eux en cas d'échec, parfois à des incompétents. Là résidait le mal, dans l'abstention craintive où ils s'étaient trop souvent renfermés. A partir du 17 mai 1917, par une série de notes et de mesures appropriées, le commandement s'ingénie à les mieux persuader qu'ils peuvent, au contraire, et qu'ils doivent dire à leurs chefs leurs doutes, et qu'à tout échelon leurs chefs doivent leur savoir gré de les dire; que « l'attitude bienveillante du chef en de tels cas est conforme aux traditions les plus nobles de l'armée française; » que « le confident professionnel de l'officier, c'est son chef; » que « le chef doit justifier cette confiance, qui repose

sur l'estime réciproque et le commun dévouement au pays. » La hardiesse de l'esprit à se contrôler soi-même, à s'offrir de soi-même à toute critique loyale, n'est-ce pas le ferment à la fois de toute découverte scientifique et de tout progrès moral? Notre commandement y insista, et c'est pour l'avoir su faire qu'il chassa l'étrange cauchemar.

Il y parut presque aussitôt, à la façon dont nos troupes se comportèrent, toutes les fois qu'elles furent, les mois suivants, engagées à nouveau.

D'autres offensives françaises suivirent en effet, durant l'été et l'automne, toutes victorieuses : prise du Plateau de Californie, en juillet; — prise de la Cote 304 et du Mort-Homme, en juillet-août; — prise de Bixshoote, par une armée française mise sous les ordres du maréchal Haig, à la fin de juillet; — prise de la Malmaison et du Chemin des Dames, le 23 octobre : — sans compter de puissants coups de main très fréquents.

Le caractère propre de ces actions, par comparaison à la bataille du 16 avril, c'en fut la moindre envergure. Une grande offensive à objectifs éloignés, celle du 16 avril, qui déçoit; puis, quatre offensives à objectifs limités, qui réussissent : ainsi peut-on résumer, si l'on s'en tient au contour extérieur des faits, la campagne de 1917.

C'est que la Russie était désormais défaillante : ses troupes refusaient de se battre. Les armées des Empires du Centre engagées sur le front oriental devenaient disponibles pour renforcer leurs armées de l'Ouest. A la fin de 1917, les forces des deux partis sur le front de France se faisaient équilibre; mais cet équilibre pouvait, au premier signe des Centraux, se rompre à leur avantage.

Était-ce le moment pour l'Entente de risquer un suprême effort, alors que l'Amérique venait seulement de se décider en notre faveur, alors que notre artillerie était en plein progrès comme nombre et comme qualité; comme nombre, par la création prévue de quarante nouveaux régiments; comme qualité, par un accroissement de sa mobilité, que l'on obtiendrait en substituant la traction automobile à la traction hippomobile?

Dans le même temps, l'emploi par les Allemands des obus à l'ypérite commençait à produire de tels ravages dans nos rangs qu'il nous fallait différer la reprise des grandes opérations jusqu'à ce que nous eussions découvert une formule

équivalente. En outre, on s'était décidé, sur les instances du Haut Commandement, à hâter la construction de ces chars légers dont l'influence se fera sentir dans les opérations offensives de 1918.

En résumé, le Commandement français est d'avis de retarder la bataille décisive jusqu'au moment où la soudure se fera avec les Américains, où les progrès de notre artillerie seront accomplis, où notre infanterie sera pourvue de ses chars d'accompagnement. Jusque-là, il convient de se borner à des actions de petite envergure, dans lesquelles l'artillerie jouera le rôle principal, afin de ménager l'infanterie et de lui procurer des succès faciles, pour qu'elle reprenne une confiance en elle-même que nos attaques du printemps ont ébranlée.

***

Nous attendrons donc, il le faut. Mais, dès le lendemain du 16 avril, et grâce à l'expérience, si incomplète qu'elle ait été, du 16 avril, les grands chefs savent déjà ce secret que, malgré les apparences, les jours de la guerre de position sont désormais comptés; que la formule de la bataille de rupture est d'ores et déjà trouvée ; que toutes choses sont presque au point, du moins dans l'ordre de la doctrine et de la technique, pour que la grande transformation puisse s'accomplir; et chacune des opérations nouvelles qui se succèdent en 1917 confirme davantage cette prévision. Voyons comment.

On n'en est plus, comme au temps de la bataille de la Somme, à considérer comme nécessaire dans une opération offensive la destruction totale, ou presque totale, par l'artillerie, des organisations défensives de l'ennemi. Si le principe demeure acquis que l'action d'artillerie est la trame même de la bataille, on ne dit plus en 1917 que « l'artillerie conquiert le terrain ; » on dit seulement qu'elle « ouvre la voie » à l'infanterie, et la formule qui se lit dans toutes les Instructions nouvelles est celle-ci : « L'infanterie conquiert le terrain, le nettoie, l'occupe, l'organise et le conserve. » La doctrine est désormais qu'elle doit rompre les organisations défensives de l'ennemi, *puis progresser au delà.*

C'est qu'elle est devenue de plus en plus capable de cette double tâche, depuis qu'on a pris l'habitude, avant chaque opération, d'entraîner la troupe, surtout les unités spéciales de

nettoyage, par des exercices figuratifs de l'assaut. Maintes fois, — et cela déjà aux derniers mois de 1916, — on a reproduit à l'arrière, sur des terrains spécialement aménagés, la position à enlever : le fort de Vaux, ou le système des tranchées allemandes devant Juvincourt, ou l'entrée de la *creute* de Fruty : chaque groupe de combat, chaque soldat, a répété plusieurs fois son rôle, et, le jour de l'attaque, l'a joué avec précision. Dès lors, la technique du combat d'infanterie s'est à peu près fixée : une première vague d'assaut, déployée en tirailleurs, marchant au plus près du barrage roulant, passe presque impunément à travers les mailles des organisations adverses, suivie par des vagues de renfort, lesquelles progressent en petites colonnes, prêtes à déborder les résistances et à refouler les contre-attaques; derrière chacune de ces vagues, les équipes de nettoyage opèrent contre les îlots défensifs qui ont pu subsister. Ainsi conduite, une attaque bien préparée doit toujours parvenir et, en fait, est toujours parvenue en 1917 à emporter la première ligne de résistance ennemie.

Mais la nouveauté que l'on enseigne en 1917 est que l'infanterie peut en outre dépasser cette zone, parce qu'une artillerie plus nombreuse, et plus mobile, peut l'accompagner plus loin.

L'infanterie est désormais capable de pousser vers des objectifs lointains pour d'autres raisons encore : parce qu'elle dispose de l' « avion d'infanterie, » volant à faible altitude, qui assure ses liaisons et repère les troupes ennemies; — et encore parce qu'on sait mieux organiser la rapide poussée en avant des unités de travailleurs chargés de refaire les routes et les pistes en pleine bataille et de ravitailler les fantassins sur la ligne de feu ; — et enfin, parce qu'un procédé de combat nouveau, le passage des lignes, permet de faire doubler, au cours d'une attaque, une troupe par une autre : manœuvre essayée par nous depuis des mois, mais réputée si difficile que la plupart des tacticiens avaient cru qu'elle ne réussirait jamais que sur des polygones; — pourtant, elle fut excellemment exécutée dans les combats, et pour la première fois, le 20 août 1917, devant Verdun.

Tous ces nouveaux moyens d'action ont joué ensemble dans nos opérations offensives de 1917, qui, si limitées fussent-elles, apparaissent donc en quelque mesure comme des épreuves avant la lettre, de plus en plus nettes, de nos opérations offen-

sives de 1918. Tous ces moyens ont conspiré, le 23 octobre, à notre victoire de la Malmaison, si complète, si mesurée, si harmonieusement réglée et contenue en ses justes bornes par la raison.

Ainsi, dès 1917, le problème de la bataille de rupture est virtuellement résolu. Il l'est par les divers perfectionnements tactiques ci-dessus énumérés, mais bien plus encore par la certitude où nous sommes que bientôt entreront en jeu d'autres forces, à savoir : nos chars blindés, nos obus toxiques, notre artillerie automobile, — et, dans un délai plus ou moins lointain, en nombre plus ou moins grand, nos alliés américains.

Nos chefs le savent donc, que la guerre de mouvement va reprendre. Bientôt, dès que l'un des deux partis se sentira plus capable que l'autre d'étendre ses fronts d'attaque et de persévérer dans l'offensive, bientôt, par delà le système longtemps inviolé des tranchées et des blockhaus, des sapes et des casemates, bientôt l'une des deux infanteries s'élancera en terrain libre à la recherche de sa rivale, et la lutte en rase campagne déroulera ses alternatives, ses amples mouvements de flux et de reflux. Nos chefs le savent. Mais ce qu'ils savent, Hindenburg et Ludendorff le savent aussi, et c'est ce qui fait le pathétique de ces jours. Lequel des deux adversaires commencera ?

JOSEPH BÉDIER.

(A suivre.)

LE GUET-APENS PRUSSIEN
EN BELGIQUE[1]

> Entre civilisés et barbares, la lutte n'est pas égale. Les nations civilisées appliquent les neuf dixièmes de leurs forces à la paix et au travail : les barbares appliquent à la guerre tous leurs bras et toute leur âme.
>
> FUSTEL DE COULANGES.
>
> *L'Invasion germanique*, p. 327.

LE TÉMOIGNAGE DE GODEFROID KURTH

Il y a quelques années, à l'occasion du jubilé de l'historien belge Godefroid Kurth, nous présentions aux lecteurs de la *Revue* cette grande personnalité de savant et de lutteur (2). Kurth, dans toute son œuvre historique, unissait à des scrupules d'érudition minutieuse un don permanent d'éloquente synthèse ; on trouvait en lui ces deux qualités qui sont rarement réunies chez un même homme : la perspicacité pointilleuse du chercheur, et le souffle du généralisateur. Son *Clovis*, sa *Sainte Clotilde*, son *Histoire poétique des Mérovingiens*, ses *Origines de la civilisation moderne*, son *Église aux tournants de l'histoire*, nous montrent en lui une méthode de « chartiste » mise au service d'une âme d'orateur, et comment de la dissection même des « documents » il fait jaillir la vie. Ce fondateur d'un laboratoire historique était, tout en même temps, un homme d'action : il se mêlait intimement, non point à la vie parlementaire du parti catholique belge, mais à cette vie plus profonde, plus remuante, qui fermentait quotidiennement dans les associations démocratiques, dans les groupements ouvriers, et qui préparait à longue échéance les futures campagnes politiques : cet intellectuel aimait le contact des masses, tantôt pour ausculter l'âme nationale et tantôt pour l'entraîner.

Et c'était avec tout lui-même, avec sa connaissance approfondie de

(1) Les pages qu'on va lire sont les dernières qu'ait écrites le célèbre historien belge, Godefroid Kurth. L'autorité d'un nom universellement respecté donne toute sa valeur à ce témoignage accablant contre l'Allemagne.

(2) Voyez la *Revue* du 15 janvier 1907.

toutes les initiatives sociales du moyen âge chrétien, avec sa compréhension, toujours éveillée, des besoins populaires actuels, que Godefroid Kurth, dressant parmi les catholiques belges sa haute stature de tribun, leur apparaissait comme un docteur de générosité sociale.

La Grande Guerre surprit Godefroid Kurth en Belgique : il arrivait de Rome, où il était directeur de l'Institut historique belge ; sous ses regards étonnés, accablés, la ruée allemande déferla. Ayant toujours voulu, d'une volonté très stricte, une Belgique impartiale entre la France et l'Allemagne, il avait toujours compté que cette Belgique serait respectée. Le crime germanique fut pour lui la plus affreuse déception. On ne pouvait l'accuser, certes, de malveillance préconçue pour ses mauvais voisins de l'Est. Il avait toujours revendiqué l'autonomie linguistique pour les divers groupes de populations qui formaient l'unité belge, et non point seulement pour les Flamands, mais aussi pour certains Belges de langue allemande, voisins des provinces rhénanes. Ses relations scientifiques avec un certain nombre de professeurs des universités allemandes lui étaient très chères ; et l'un de ses meilleurs disciples, M. Karl Hanquet, saluait en Godefroid Kurth, au moment de son jubilé, le maître qui, en « gardant avec une fidélité jalouse la méthode française d'exposition, » avait « introduit dans les universités belges la méthode d'investigation allemande. »

Tel était l'ouvrier d'histoire dont nous allons publier les *ultima verba*. Avec le peu de documents dont il disposait, mais avec toute l'acuité de sa vision et avec toute l'acuité de sa conscience, il fit pour une dernière fois œuvre d'historien, en racontant le guet-apens dont sa patrie était victime. Sous le joug allemand, son éloquence était devenue muette ; mais dans le secret de son cabinet de savant, sa plume restait libre, et les pages qui suivent nous montrent l'usage qu'il fit de cette dernière liberté, jusqu'à son dernier souffle. Il commença ce travail « au fond d'un village brabançon, sans chemin de fer, sans poste, sans journaux, loin de toute bibliothèque, et ne pouvant communiquer avec Bruxelles qu'au prix de démarches et de passeports ; » il n'eut d'abord à sa disposition, pour cette besogne, que « les journaux allemands abandonnés par les troupes de passage. » C'était dur, sous ce régime allemand, de rassembler des documents : lire des journaux, les colporter, les garder, pouvait entraîner la mort. Godefroid Kurth, quand même, ne voulait pas attendre pour écrire ; il tenait à « parler tôt pour empêcher les légendes de la calomnie de prendre racine dans les esprits, » et puis peut-être pressentait-il qu'il fallait parler tôt parce que la mort allait venir tôt... Et dans les chapitres successifs qu'il jeta sur le papier, on le vit appliquer aux perfides arguments de l'Allemagne ses méthodes sévères de critique historique, et poursuivre la thèse

du Hohenzollern, et celle de Bethmann, et celle de Jagow, avec le même souci d'examen scientifique que s'il se fût agi de quelque fraude commise dans un lointain passé. C'est au nom même de ses procédés d'historien qu'il demandait des comptes aux bourreaux. Et cédant à sa naturelle éloquence, il montrait ensuite, en un grand tableau d'histoire, ce qu'avait été l'âme belge vis-à-vis du guet-apens.

Une fois achevé ce manuscrit, Godefroid Kurth ne le conserva pas : son ami M. Bacha l'emporta, pieusement, à la bibliothèque royale de Bruxelles, et l'y mit à l'abri des regards ennemis. La veuve de Godefroid Kurth a bien voulu nous en donner communication. Le ministre Beernaert déclarait naguère que le *Manuel d'histoire de Belgique* de Kurth était un « merveilleux abrégé » d'histoire nationale : l'héroïsme belge, tel que l'a décrit et commenté Kurth, ajoute à ce « merveilleux abrégé » une page plus merveilleuse encore.

GEORGES GOYAU.

DÉCLARATION DE L'AUTEUR

La Belgique était jusqu'au 3 août 1914 le jardin de la civilisation européenne : elle n'en est plus aujourd'hui que le cimetière. Pourquoi ces villes détruites, ces villages brûlés, ces bibliothèques anéanties ? Parce qu'elle a été fidèle au devoir. Elle avait assumé devant l'Europe l'obligation de garder sa neutralité. Un jour, un des cinq protecteurs de cette neutralité lui a proposé un marché déshonorant : trahir la foi jurée en lui ouvrant une porte qu'elle s'était engagée à tenir fermée. Elle a refusé : il l'en a châtiée.

S'il s'était borné au massacre, à la destruction et à l'incendie, cela ne serait rien. Nous y sommes habitués. Pendant quatre siècles nous avons été les souffre-douleur de l'Europe. Les champs des batailles internationales sont chez nous. Les nations ont vidé leurs querelles sur notre sol ; et les quatre-vingt-trois années de paix que nous avons goûtées de 1831 à 1914 n'ont été qu'un intermède heureux dans une longue chaîne d'infortunes imméritées.

Mais il n'a pas suffi à l'ennemi de nous accabler au point de ne nous laisser, selon la formule prussienne, que les yeux pour pleurer. Nous avions tout sacrifié pour sauver notre honneur : c'est notre honneur qu'il a entendu nous enlever, semblable au bourreau antique qui violait sa victime avant de l'égorger. Pendant qu'il nous bâillonnait pour empêcher le cri

de notre douleur de retentir, il racontait à l'Europe nos prétendus crimes et s'employait à lui démontrer que nous ne méritions pas le nom de nation civilisée, mais qu'on devait nous abattre comme des bêtes fauves. Le gaz empoisonné qu'il a appelé à son secours sur les bords de l'Yser n'est rien auprès du gaz fétide de la calomnie dont il a accumulé les nuages sur notre malheureuse patrie.

Il n'a rien épargné : ni notre gouvernement, ni notre clergé, ni notre paisible population civile; il n'a pas même su s'arrêter devant la douleur de nos femmes, il a poussé l'atrocité jusqu'à présenter comme des monstres de cruauté nos jeunes filles, des enfants de quatorze et de dix ans. Si le monde devait ajouter foi à de telles accusations, le peuple belge serait l'opprobre de l'humanité. C'en est trop, et, pour le coup, l'univers entendra la voix de la victime jusqu'aujourd'hui muette. Je l'élève, cette voix, au nom de ma patrie mutilée et sanglante.

Je cite l'Allemagne devant le tribunal de la conscience humaine : qu'elle essaie de répondre à mon acte d'accusation! Elle ne trouvera ici que des faits qu'elle avoue; je parle d'après ses journaux et ses revues! lorsque je cite des témoignages belges, ils ont été soigneusement contrôlés. J'ai enseigné et pratiqué pendant quarante ans la critique historique, et j'en ai appliqué la méthode ici, avec d'autant plus de rigueur que je sens toute la responsabilité que j'assume.

Est-il nécessaire de dire que ceci n'est pas une œuvre de haine, ni de vengeance? Ceux qui chercheront dans ces pages des hymnes à la civilisation latine ou des imprécations contre la barbarie tudesque feront bien de ne pas les parcourir : elles ne les satisferont pas. Étranger aux misérables querelles de races qui sont l'opprobre de la civilisation contemporaine, je n'avais pas de rêve plus ancien que celui de réconcilier, sur le sol de la libre Belgique, le génie des deux grands peuples faits pour se comprendre et pour s'aimer. J'avais consacré ma vie à cette tâche. Je dirai plus : l'Allemagne n'avait pas en Belgique de meilleur ami que moi. Il me plaît de le déclarer hautement, à l'heure où un pareil aveu peut constituer, en Belgique et ailleurs, un titre à l'impopularité (1) : il sera, en attendant, le

(1) Certains Belges en profitent pour me représenter en France comme un pangermaniste et un gallophobe; je ne leur fais l'honneur, ni de leur répondre, ni de prononcer leurs noms

gage de toute l'impartialité que le lecteur a le droit de demander à un Belge racontant les douleurs de sa patrie. On verra que je me suis efforcé d'arriver à la plus stricte objectivité possible. J'ai dit à mon cœur de ne pas battre et à ma plume de ne pas trembler pendant que je traçais ces tristes pages. Si, à mon insu, j'avais été désobéi çà et là, le lecteur ne s'en étonnerait pas, et j'espère qu'il me pardonnerait. Qui pourrait exiger une impassibilité absolue du fils qui voit frapper sa mère, et qui ne peut venir à son secours?

Ces pages n'auraient jamais vu le jour si la main qui les a écrites était encore capable de tenir un fusil, et la carrière de l'auteur se serait achevée dans les tranchées de l'Yser. Mais puisque la mort, comme la fortune, méprise les vieillards, on ne s'étonnera pas que n'ayant pu faire à la patrie l'offrande de mon sang, je lui apporte l'humble tribut de mon témoignage.

I. — LA NEUTRALITÉ BELGE

La Belgique était, de par la volonté de l'Europe, un État neutre. Les grandes Puissances qui avaient reconnu son droit à la vie et qui lui avaient garanti la jouissance de son indépendance nationale lui avaient fait de la neutralité une condition d'existence *sine qua non*. Et c'était, si les historiens allemands Hildebrand et Treitschke disent vrai, le représentant de la Prusse, Bülow, qui avait eu le premier l'idée de proposer que la Belgique serait neutre et que sa neutralité serait placée sous la garantie des Puissances (1).

La Belgique n'a cessé de respecter les engagements qu'elle avait pris en 1831 et 1839 vis-à-vis des cinq Puissances garantes de sa neutralité. Elle a toujours considéré les traités de 1831 comme la charte constitutive de son indépendance. Elle

(1) Cela est loin d'être établi. On voit au contraire par une lettre que le représentant de la Russie à la conférence de Londres, Matucziewicz, adressait à son gouvernement sous la date du 15 novembre 1830, que la chose, sans le nom, est mise en avant dès lors par ce diplomate, et le 17 janvier suivant, Talleyrand proposait la chose avec le nom dans un projet d'ailleurs trop manifestement inspiré des intérêts français pour être accepté. Comme on pouvait s'y attendre, une fois l'idée réalisée, Talleyrand se vante d'en avoir eu la paternité (*Mémoires*, t. IV, pp. 16 et suivantes). Quoi qu'il en soit, le rôle du représentant de la Prusse n'aura eu, dans aucun cas, l'ampleur que lui attribuent les historiens allemands, il se sera borné à donner une forme concrète à une idée qui était dans l'air.

n'ignorait pas que la protection des Puissances garantes ne la dispensait pas du devoir de veiller la première à la défense de sa neutralité dans la mesure de ses forces. Sous l'influence de ses rois, qui ont toujours vu dans les dépenses militaires la plus impérieuse nécessité, elle a successivement majoré le chiffre du contingent, créé le réduit national d'Anvers (1859), construit les fortifications de la Meuse (1888), complété celles d'Anvers (1905-1906), décrété le service personnel (1909), puis le service général (1912). Aucun de ses deux puissants voisins n'aurait pu l'accuser d'opposer une barrière trop faible à l'invasion de l'autre, si celui-ci était tenté de voir dans notre pays le chemin le plus facile pour pénétrer chez l'ennemi. C'est ce que Léopold II rappelait en 1870 avec une autorité sans pareille.

La Belgique, disait-il, dans la position que le droit international lui fait, ne méconnaîtra ni ce qu'elle doit aux autres États, ni ce qu'elle se doit à elle-même. Conformément aux vœux des belligérants eux-mêmes, elle se tiendra prête à se défendre avec toute l'ardeur de son patriotisme et toutes les ressources qu'une nation puise dans l'énergie de sa volonté.

Cette stricte et rigoureuse observation de notre devoir international n'allait pas sans difficultés. Quand l'un ou l'autre de nos deux voisins était en délicatesse avec l'autre, alors tout, de notre part, devenait matière à suspicion. Il serait long et oiseux de reproduire ici toutes les récriminations allemandes contre les prédilections françaises de la Belgique, contre la prépondérance de la culture française dans ce pays! Il sera plus instructif pour le lecteur d'apprendre que des observations en sens opposé ne nous ont pas été épargnées en France, et qu'à diverses reprises on y a dénoncé je ne sais quelle mystérieuse entente de la Belgique avec l'Allemagne. Ces récriminations ont pris une particulière acrimonie lors de la construction des forts de la Meuse, en 1888, et pendant les années suivantes. Tandis que le comte de Moltke disait au colonel belge Lahure : « Une partie au moins de vos fortifications de la Meuse semble tournée contre nous, » on se persuadait sans doute à Paris que l'autre partie était tournée contre la France, et on ne s'apercevait pas que ces soupçons en sens opposé se détruisaient mutuellement. Il y eut à Paris une véritable levée de boucliers;

la *Nouvelle Revue*, de 1888 à 1891, dénonça un traité secret entre la Belgique et l'Allemagne. Un publiciste, qui signait tour à tour Foucault de Mondion, Charles de Maurel et comte Paul Vasili, synthétisa les révélations de la *Nouvelle Revue* dans un volume qui portait ce titre sensationnel : *La Belgique livrée à l'Allemagne*. Il fut entendu, pour quantité de Français, qu'un traité secret avait été conclu par Léopold II à l'insu de son gouvernement avec celui de Berlin, pour l'invasion de la France. Un autre publiciste, qui signait Nicolas Notovitch, croyait même, en 1893, pouvoir « rétablir » le texte de notre prétendue convention militaire avec l'Allemagne (1) ! Que reste-t-il aujourd'hui de toute cette littérature?

L'Allemagne, assurément, n'avait reçu de la Belgique que des témoignages de confiance et d'amitié. Confiance un peu naïve, il est vrai, et que la création du camp d'Elsenborn à deux pas de notre frontière orientale aurait bien dû ébranler. Mais non : nous ouvrions toutes larges les portes de notre pays à la pénétration germanique, et on en profitait outre Rhin. Il y avait des Allemands partout. Notre industrie, notre commerce faisaient dans une large mesure appel au concours allemand; une partie de notre matériel de guerre, de tous nos canons nous était fournie par la maison Krupp.

L'optimisme qui depuis 1870 est la note dominante de l'opinion belge sur les relations extérieures ne se laissait pas déconcerter par les avertissements discrets que lui donnaient des patriotes clairvoyants. « *On s'est trop habitué en Belgique*, écrivait en 1886 Émile Banning, *à ne voir de péril pour notre nationalité que du côté du midi.* » Et, envisageant l'éventualité d'un conflit entre l'Allemagne et la France, il ajoutait ces paroles prophétiques : « *Il est aisé de le deviner, l'Allemagne au moment de l'ouverture des hostilités aura l'avance de la concentration de ses forces; elle a un puissant intérêt à passer par la vallée de la Meuse. Si les Français lui fournissent un motif, elle entrera sur le champ en Belgique comme garante de notre neutralité; si tout prétexte lui fait défaut, elle invoquera d'impérieuses nécessités militaires.* »

Anvers, notre métropole commerciale, était comme au temps des Fugger, quasi une ville allemande; le haut commerce

(1) *L'empereur Alexandre III et son entourage*, (Paris, 1893).

y était dans les mains tudesques, et, par une faute que l'esprit de parti explique sans l'excuser, il s'était trouvé un gouvernement qui, pour renforcer le chiffre de ses électeurs, avait accordé en bloc la naturalisation belge à toute cette légion étrangère. Nos plages étaient visitées tous les ans par plus de 20 000 Allemands, qui s'y considéraient comme chez eux. Placés au confluent de deux civilisations et partagés par moitiés à peu près égales entre deux races, nous faisions au génie germanique une large place dans notre vie intellectuelle. Nous appelions les savants allemands dans nos universités. Nos jeunes docteurs allaient passer une année à Paris, l'autre à Berlin ou à Leipzig. Quantité d'enfants belges fréquentaient les écoles que la colonie allemande avait ouvertes à Bruxelles et à Anvers. Nous prenions volontiers les leçons de l'Allemagne; nos congrès de Malines étaient nés sous ses auspices et l'influence allemande était visible dans nos congrès des œuvres sociales. Nous avions un *Deutscher Verein* à Arlon et un *Schiller Verein* à Liége; l'Académie royale de Belgique décidait que l'allemand était une des quatre langues admises dans ses publications. La Commission royale d'histoire imprimait des dissertations écrites en allemand qui lui étaient envoyées d'Outre-Rhin.

Nos voisins de l'Est n'avaient donc pas à se plaindre de nous. Nous tenions la balance égale entre eux et la France. Et si, dans les parties wallonnes du pays, des sympathies pour la France trouvaient parfois une expression peu en rapport avec les devoirs que nous imposait notre situation internationale, en revanche l'Allemagne rencontrait dans nos régions flamandes parmi les éléments exaltés du parti dit *flamingant*, des parti, sans bien autrement sérieux que les Wallons ne l'étaient de la France. Sans doute, il s'était rencontré quelques Belges qui avaient fêté bruyamment le centenaire de la bataille de Jemmapes, moins d'ailleurs par amour de la France qu'en haine de notre gouvernement catholique. Mais il paraissait à Bruxelles, depuis 1898, une revue intitulée *Germania*, qui était à proprement parler un organe pangermanique, et auquel collaboraient, sans trop apercevoir la portée de leur action, des Flamands éminents. En un mot, tout ce qu'il pouvait y avoir d'excessif dans les sympathies françaises de certains Wallons trouvait un contrepoids dans l'amitié tudesque professée par

certains flamingants. Le peuple belge n'était pas engagé par des exercices plutôt littéraires; tous les esprits généreux en Belgique appréciaient les deux cultures et voulaient pour leur patrie les bienfaits de chacune ; ils tendaient cordialement une main à l'Allemagne et l'autre à la France, et ils se réjouissaient de leur amitié à toutes les deux.

Un mot du général Eenens exprime avec une parfaite netteté le sentiment qui était sous ce rapport celui de la Belgique entière. Il avait, comme inspecteur général de l'artillerie, guidé en 1867 le général français Lahure, envoyé de Napoléon III, dans sa visite du camp de Brasschoet; et, au banquet qui suivit cette visite, il lui demandait ce qu'il pensait de l'artillerie belge, Lahure répondit qu'il ne pouvait former qu'un désir, c'est qu'en cas de guerre franco-allemande, l'armée belge formât l'aile gauche de l'armée française. A quoi le général Eenens répondit qu'elle n'y manquerait pas, à moins, dit-il, qu'elle ne soit obligée de devenir l'aile droite de l'armée allemande, pour repousser l'invasion française si celle-ci se produisait. La même idée était exprimée sous une autre forme par l'auteur de ces lignes l'année qui précéda le guet-apens. Après avoir raconté les tentatives faites au XIVe siècle par la France pour prendre pied dans les Pays Bas par voie de pénétration pacifique, il montrait les Brabançons résistant avec non moins de fermeté aux exigences de l'empereur Sigismond, qui leur reprochait avec colère de vouloir devenir Français. Et il terminait son étude par ces mots : « Les pages qui précèdent montrent suffisammeni que les Brabançons ne voulaient pas devenir Français, mais ils n'entendaient pas sacrifier leur indépendance une fois acquise, et depuis cinq siècles, entre la France et l'Allemagne, la Belgique reste fidèle à cette attitude (1). »

En somme, le rêve des esprits généreux en Belgique, rêve exprimé un jour par Léopold II, était de voir leur patrie devenir une espèce de terre amphictyonique, une espèce d'Olympie où tous les peuples de la grande famille européenne se seraient trouvés chez eux sous la protection de l'hospitalité belge.

Au moment où nous sommes plus loin de ce but que jamais, il sera permis à un Belge de se retourner avec de la colère vers les heures où ce bel idéal semblait promettre sa réalisation.

(1) Kurth, *Festschrift der Görresgesellschaft für Georg v. Hertling*, p. 288.

II. — PAROLES RASSURANTES DE L'ALLEMAGNE

Telle était la sérénité de l'atmosphère publique en Belgique lorsque soudain éclata, le 23 juillet 1914, l'*ultimatum* signifié par l'Autriche à la Serbie. L'ultimatum avait pour corollaire fatal l'entrée en scène de la Russie. Et dès lors, en vertu même de leurs alliances, l'Allemagne et la France devaient à leur tour descendre sur le terrain, et la guerre devenait européenne.

Le devoir de la Belgique était tout tracé. Conformément à ses obligations internationales, elle avait à observer entre les belligérants une neutralité absolue, leur fermer ses frontières à tous et, si celles-ci étaient violées, les défendre à main armée. Elle avait, dans ce cas, le droit d'espérer que les Puissances garantes de son indépendance viendraient à son secours.

Le gouvernement belge n'attendit pas l'ouverture des hostilités pour prendre les précautions requises par les circonstances. En même temps qu'il se préparait à la mobilisation générale pour parer à toutes les éventualités, il chargeait ses représentants auprès des Puissances garantes de ne leur laisser aucun doute sur le caractère de ces mesures : « Elles n'ont d'autre but, leur écrivait-il, que de mettre la Belgique en situation de remplir ses obligations internationales; elles ne sont et n'ont pu être inspirées, cela va de soi, ni par le dessein de prendre part à une lutte armée des Puissances, ni par un sentiment de défiance envers aucune d'elles. »

Après la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie (28 juillet), il fallut faire un pas de plus : la mobilisation fut décrétée le 31 juillet. Et bien qu'à cette date personne en Belgique ne s'attendît au guet-apens prussien, le gouvernement, par un arrêté royal publié dans le *Moniteur* du 2 août, ne négligea pas de rappeler quelles graves pénalités un citoyen belge encourrait si, par ses actes, il exposait l'État à des hostilités de la part d'une Puissance étrangère. En même temps, le ministre de l'Intérieur, M. Paul Berryer, lançait aux gouverneurs des provinces une circulaire interdisant tout rassemblement qui pourrait avoir pour objet de manifester des antipathies à l'égard de l'un ou de l'autre pays. C'était l'accomplissement pur et simple de notre devoir de neutre.

La situation de la Belgique ne paraissait pas alarmante.

M. Klobukowski, ministre de France, affirmait à M. Davignon les intentions pacifiques de son gouvernement.

On croyait avoir tout lieu d'être également tranquille du côté de l'Allemagne. On se rappelait l'énergie particulière avec laquelle, en 1905, le représentant de la Prusse, M. von Waltwitz, avait affirmé les sentiments de sa patrie à notre égard. « C'est, avait-il dit à Anvers dans son toast du 28 juillet, une Belgique forte que nous désirons, tant au point de vue politique qu'au point de vue commercial. En passant, je puis dire que pour nous, Allemands, le maintien du traité de garantie conclu à la naissance de la Belgique actuelle est une espèce d'axiome politique, auquel nul ne saurait toucher sans commettre la plus grave des fautes. » Il empruntait l'expression à Gladstone.

La convention de la Haye du 18 octobre 1907, à laquelle le plénipotentiaire de l'Allemagne avait apposé sa signature, s'exprimait comme suit :

Art. 1. — Le territoire des Puissances neutres est inviolable.

Art. 3. — Il est interdit aux belligérants de faire passer à travers le territoire d'une Puissance neutre des troupes ou des convois, soit de munitions, soit d'approvisionnements.

En 1911, lorsque le projet hollandais de fortifier Flessingue suscita des alarmes dans une partie de l'opinion et que des journaux exprimèrent la crainte que, dans le cas d'une guerre avec la France, l'Allemagne ne respectât pas la neutralité belge, le chancelier de l'Empire, M. von Bethmann-Hollweg, avait cru devoir rassurer la Belgique : « L'Allemagne, disait-il, n'a aucune intention de violer la neutralité belge ; seulement, ajouta-t-il, avec une réserve dont l'avenir devait nous dévoiler la portée, elle ne peut pas le déclarer publiquement sans affaiblir sa position militaire vis-à-vis de la France, qui, déchargée de toute inquiétude pour sa frontière septentrionale, pourrait concentrer toutes ses forces dans la région de l'Est. »

La Prusse, même, affectait des scrupules à l'endroit de notre neutralité, comme les vieilles duègnes chargées de surveiller la vertu fragile de quelque jeune beauté. En 1900, elle n'avait pas voulu que nous eussions une garde belge en Chine contre les Boxers : « c'était contraire à notre neutralité. » En 1911, M. von Kiderlen se plaignait au baron Beyens de ce qu'à

la suite de l'incident d'Agadir, la Belgique eût mis ses places fortes en état de défense. « Rien ne motive, lui disait-il, la crainte que l'Allemagne viole votre territoire! »

Les visites que le roi et la reine des Belges et l'empereur Guillaume II avaient échangées en 1910 semblaient avoir resserré les liens d'amitié entre les deux pays. Nous étions reconnaissants à l'Empereur des vœux amicaux apportés à notre Roi dans son toast et je crois, hélas! que ses appels à notre confiance nous avaient particulièrement conquis. Aux grandes manœuvres de l'armée allemande qui suivirent de près sa visite à Bruxelles, il répétait au général Heimburger, notre envoyé militaire : « La Belgique a bien raison d'avoir confiance en moi. »

Beaucoup plus récemment, le 29 août 1913, alors que la situation générale de l'Europe apparaissait déjà plus inquiétante, M. von Jagow, le secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, avait dit au *Reichstag*, en réponse à une question posée par un membre du parti socialiste : « La neutralité de la Belgique est fixée par des conventions internationales que l'Allemagne est décidée à respecter. » Le général von Heeringen, ministre de la Guerre, faisait une déclaration non moins rassurante. En juin de la même année, Guillaume II avait fait siennes ces paroles de ses ministres. Le 31 juillet 1914, le ministre d'Allemagne à Bruxelles, M. von Below, les renouvelait encore dans un entretien avec M. le chevalier van der Elst, secrétaire général de notre département des Affaires étrangères. Le lendemain, il rencontrait le ministre des Affaires étrangères lui-même, et le rassurait : « Jusqu'à présent, je n'ai pas été chargé de faire une communication officielle, mais vous connaissez mon opinion sur la sécurité avec laquelle la Belgique a le droit de considérer ses voisins de l'Est. » Enfin, en réponse à un journaliste qui lui demandait s'il était vrai que son gouvernement l'eût chargé d'assurer le nôtre que l'Allemagne respecterait le territoire de la Belgique en cas de guerre, il prononçait ces paroles : « Je n'ai pas fait cette déclaration et personnellement j'estime que je n'avais pas à la faire, parce qu'elle était inutile. L'idée a toujours prévalu chez nous que la neutralité de la Belgique ne serait pas violée. Si le ministre de France a fait cette déclaration, c'est que sans doute il a voulu ajouter à la constatation de faits évidents quelques paroles rassurantes. Les troupes allemandes ne traverseront

pas le territoire belge. Des événements graves vont se dérouler. Peut-être verrez-vous brûler le toit de votre voisin, mais l'incendie épargnera votre demeure. »

Ce n'est pas que tout le monde en Belgique eût confiance. Les militaires craignaient une entrée allemande en Belgique. Banning avait écrit des paroles prophétiques, que j'ai reproduites plus haut. Le roi de Roumanie, enfin, nous avertissait...

Déjà cependant, à l'heure où le représentant de l'Allemagne rassurait M. van der Elst, des nuages apparaissaient à l'horizon de la Belgique. L'Angleterre ayant, ce même jour (31 juillet), interrogé le gouvernement français et allemand sur l'attitude qu'ils comptaient prendre vis-à-vis de la neutralité belge, la France répondait dès le lendemain, 1er août, par une déclaration des plus rassurantes, tandis que M. von Jagow, le sous-secrétaire d'État allemand pour les Affaires étrangères, se réfugiait derrière des formules vagues et des réticences embarrassées. Il n'avait pas d'instructions; il devait en référer à l'Empereur et au chancelier; il laissait entendre qu'il ne pouvait répondre sans dévoiler le plan de campagne éventuel; enfin, il se plaignait de ce que la Belgique avait déjà pris des mesures hostiles à l'Allemagne, et il en citait un exemple : « La douane belge avait arrêté le 31 juillet un convoi de grains à destination de l'Allemagne! » Le fait était vrai, mais il est étrange qu'il ait retenu l'attention d'un ministre prussien, car il s'agissait d'un simple malentendu. Le convoi en question avait été mis sous embargo en vertu d'un arrêté royal du 31 juillet interdisant, en prévision de la guerre, l'exportation des grains. Le ministre d'Allemagne à Bruxelles ayant fait remarquer qu'il ne s'agissait pas d'une exportation, mais d'un transit, et, l'observation ayant été trouvée fondée, l'embargo fut levé dès le 1er août. Tel était l'incident minuscule dont faisait état la diplomatie de Berlin en quête d'un grief contre la Belgique : était-ce, oui ou non, une querelle d'Allemand?

Le lendemain du jour où la douane belge s'empressait de réparer sa légère erreur administrative, de fâcheuses nouvelles arrivaient à Bruxelles : on disait que les troupes allemandes avaient violé la neutralité du grand-duché de Luxembourg et qu'elles occupaient la capitale de ce petit pays. La nouvelle était vraie, mais l'Allemagne trouvait sans doute que la diffusion en était prématurée, car M. von Below tint à rassurer une fois de

plus les Belges : « Nous tenons la nouvelle pour aussi fausse que les précédentes, déclara-t-il, et répandue par des gens qui ont intérêt, sans doute, à égarer l'opinion belge et à l'exciter contre l'Allemagne. »

Quelques heures après ces rassurantes paroles, disons le dimanche 2 août à sept heures du soir, le même M. von Below remettait au gouvernement belge l'*ultimatum* de l'empereur d'Allemagne.

III. — LA RÉPONSE A L'ULTIMATUM

Jamais langage aussi ignominieux n'avait été parlé au peuple belge depuis deux mille ans d'histoire. A l'offre cynique de violer sa foi s'ajoutait la menace de le punir s'il l'observait. Des intentions attribuées arbitrairement à un autre État y devenaient des nouvelles sûres : la complicité s'y appelait « neutralité bienveillante » et une nation libre et fière était invitée à ne pas regarder la violation de son territoire comme un acte d'hostilité. L'*ultimatum* ne reproduisait pas le grief articulé le 31 juillet par M. von Jagow; la nuit avait porté conseil et l'on croyait avoir trouvé mieux à Berlin. Par malheur pour la chancellerie allemande, l'historiette des Français marchant ou se proposant de marcher par Givet et Namur contre l'Allemagne se produisait au lendemain du jour où la France venait de déclarer de la manière la plus formelle son intention de respecter la neutralité de la Belgique. Si on l'avait su en temps utile à Berlin, on y aurait sans doute imaginé une troisième justification de l'attentat. Mais il est à noter qu'au lieu de nous demander si nous étions prêts à repousser l'invasion et de nous offrir un concours, on nous annonçait qu'on nous envahirait!

Présenté à sept heures du soir, l'*ultimatum* nous laissait un délai de douze heures pour faire connaitre notre décision. Nous devions délibérer en hâte, la nuit, sans avoir le temps de réfléchir. Tout était calculé pour nous énerver.

Si l'Allemagne avait compté sur notre lâcheté, cette illusion ne dura pas plus de douze heures. La réponse de la Belgique fut telle que la voulaient son devoir et le respect d'elle-même : elle déclara qu'en acceptant les propositions allemandes, elle sacrifierait son honneur et trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe.

Dans les drames de Shakspeare, il y a souvent une action latérale, qui reproduit, en des proportions réduites, les lignes et l'allure de l'action principale et se déroule parallèlement à elle. La tragédie que l'Allemagne venait jouer en Belgique présente le même caractère; elle est flanquée d'une tragédie en miniature qui, pour avoir moins frappé l'attention du monde, n'en est pas moins digne d'intérêt. La neutralité du grand-duché de Luxembourg a été violée en même temps que celle de la Belgique; elle l'a été de la même manière odieuse, elle l'a été sous le même prétexte. La neutralité du grand-duché de Luxembourg était, comme celle de la Belgique, garantie par un acte de droit international : le traité de Londres du 11 mai 1867, auquel la Belgique est intervenue.

Ironie de l'histoire! C'était le plénipotentiaire prussien, M. von Bernstorff, qui avait demandé pour cette neutralité une garantie internationale, semblable à celle dont jouissait la Belgique. » Sur quoi le prince de la Tour d'Auvergne, plénipotentiaire de France, avait fait remarquer que, bien qu'en fait l'engagement pris par les Puissances de respecter la neutralité du Luxembourg eût, selon lui, une valeur presque égale à la garantie formelle, il ne pouvait nier que M. l'ambassadeur de Prusse ne fût fondé dans ses observations. Il fut donc tenu compte des nobles scrupules de la Prusse, la garantie fut solennellement inscrite dans les actes; et les Luxembourgeois durent se dire que parmi les cinq Puissances, celle sur laquelle ils pouvaient le plus compter était la Prusse.

Voici comment la Prusse entendait la garantie : le dimanche 2 août 1914, à huit heures du matin, un train blindé débarquait à Luxembourg deux cents soldats prussiens, qui prirent possession de la gare, et, quelque temps après, l'armée allemande entrait en ville. En même temps, un télégramme adressé par M. von Jagow au gouvernement grand-ducal lui mandait ceci : « Nos mesures militaires, à notre grand regret, sont devenues indispensables, par suite du fait, que nous connaissons de source digne de foi, que des forces françaises sont en marche sur Luxembourg. Nous devons prendre les mesures nécessitées par la défense de notre armée et par la sécurité de nos voies ferrées. »

Comme on voit, la garantie que la Prusse avait réclamée en 1867 était bien, comme le disait son plénipotentiaire, le comte

de Bernstorff, la « même que celle dont jouissait la Belgique. »

Ce n'est pas tout. L'avant-garde prussienne était accompagnée d'un officier chargé de distribuer dans le Grand-Duché une proclamation du général Tulff imprimée à Coblence, et apprenant aux Luxembourgeois, stupéfaits, que le samedi précédent (1er août) six cents cyclistes militaires français étaient arrivés dans leur ville, que leur neutralité avait été violée par la France et que l'Allemagne avait par conséquent le droit d'en faire autant! « Tous les prudents efforts de Sa Majesté notre Empereur et Roi pour conserver la paix ont échoué, ajoutait le général allemand. L'ennemi a obligé l'Allemagne à tirer l'épée. Après que la France, au mépris de la neutralité luxembourgeoise, a commencé les hostilités contre l'Allemagne en territoire grand-ducal, — chose qui est établie sans contestation possible, — Sa Majesté Impériale s'est trouvée dans la pénible nécessité d'ordonner aux premières divisions de l'armée allemande d'occuper le Luxembourg. »

« L'information sur laquelle repose cette proclamation, écrit M. Émile Prüm, est inexacte : le peuple luxembourgeois tout entier en est témoin. » Le chef du gouvernement grand-ducal, M. Paul Eyschen, est encore plus explicite. « Il n'y a pas un mot de vrai là dedans, déclare-t-il à la Chambre luxembourgeoise. Au contraire, dès samedi soir, les Français s'étaient eux-mêmes coupé toute voie de communication avec le Luxembourg en détruisant le chemin de fer de Mont-Saint-Martin. Cela ne peut laisser aucun doute sur leurs intentions. Je l'ai immédiatement télégraphié à Berlin. Nous avons donc le droit d'espérer que, puisque les faits qui, d'après des ministres et un général allemand, ont déterminé l'invasion, sont prouvés faux, l'occupation ne sera que passagère. »

Il ne déplaira pas au lecteur d'apprendre, par les révélations de M. Eyschen à la Chambre luxembourgeoise, que la proclamation Tulff avait été imprimée à Coblence avant le 1er août, qu'un officier en était porteur, et qu'elle devait être distribuée à Luxembourg, mais qu'il fut ensuite décidé qu'elle ne serait pas répandue. « Par malheur, ajoute M. Eyschen, le chauffeur de l'officier en perdit quelques exemplaires, et c'est ainsi que le public en eut connaissance. »

Il serait intéressant de savoir si c'est un scrupule d'honnêteté ou un ordre venu d'en haut qui a décidé le général prus-

sien à ne pas lancer sa proclamation, mais, quoi qu'il en soit, elle reste acquise à l'histoire et elle aide à caractériser le procédé du gouvernement de Berlin.

La Prusse a fait à Luxembourg comme à Bruxelles; elle ignore le droit, ou elle ne le constate que pour le violer. Mais ne faut-il pas admirer l'indigence intellectuelle des metteurs en scène dont on vient de raconter les exploits? Avec une audace qui confond, mais avec une gaucherie qui fait sourire, ils servent des deux côtés à la fois la plaisante histoire de je ne sais quels Français fantômes, visibles aux yeux des seuls Prussiens, qui auraient à la fois paru à Luxembourg et en Belgique, et qui auraient forcé l'Allemagne à passer les frontières des deux pays. Ils ne s'aperçoivent même pas de la choquante contradiction que la hâte fiévreuse de l'invention laisse subsister dans les légendes qu'ils servent aux Belges et aux Luxembourgeois. Quand ils s'adressent aux Belges, ils leur disent (le 2 août) que la France a l'intention d'entrer en Belgique. Quand ils parlent aux Luxembourgeois, ils leur disent, le même jour, que les Français marchent sur le Luxembourg. Puis, dans la proclamation qu'ils ont imprimée un ou deux jours auparavant à Coblence, ils affirment que les cyclistes militaires français occupent déjà le Luxembourg. Ainsi, par un phénomène de régression dont les fastes militaires du genre humain n'offrent pas d'exemple, une armée commence par envahir un pays le 30 ou le 31 juillet, puis se met en marche pour l'envahir le lendemain, et enfin, le surlendemain, n'a plus que l'intention de l'envahir! En vérité, il y aurait lieu de renouveler le personnel de la chancellerie berlinoise, trop manifestement inférieur à l'œuvre de fraude et de mensonge qu'il est chargé d'accréditer auprès des populations. La Belgique a le droit de prendre acte devant le monde des contradictions prussiennes, elles sont caractérisées par ce mot de l'Écriture sainte : *Mentita est iniquitas sibi.*

En réalité, la Prusse a toujours envisagé avec mauvaise humeur nos mesures pour nous fortifier. « Vos fortifications semblent dirigées contre nous, » avait dit M. von Zedlitz au baron Beyens. Elle avait son plan, et chacune de ces mesures la gênait.

IV. — UN TISSU DE MENSONGES

Tandis que l'ultimatum du 2 août menaçait la Belgique, si elle ne livrait passage aux forces allemandes, de voir « le règlement ultérieur des rapports des deux États laissé à la décision des armes, » le message du 4 août au matin, adressé par M. von Jagow au cabinet britannique, lui donnait « bien positivement l'assurance formelle que, même en cas de conflit à main armée avec la Belgique, l'Allemagne ne voudrait, sous aucun prétexte, annexer le territoire belge. » La contradiction est manifeste, et elle s'explique. Il s'agissait d'obtenir à tout prix la neutralité de l'Angleterre, et dès lors il n'en coûtait rien de lui écrire, à deux jours de distance, tout juste le contraire de ce qu'on avait dit à la Belgique.

Ce n'est pas tout. Après avoir laissé dire, par leur maître, que la France avait l'intention de nous envahir et que c'était pour cette raison que l'Allemagne entrait chez nous, les diplomates berlinois infligaient à Guillaume II un démenti implicite en oubliant totalement, dans leur justification de l'attentat, la raison alléguée par l'Empereur.

Entre la thèse de l'Empereur et les propos tenus le 8 août par M. von Jagow à sir Goeschen, même contradiction flagrante. Selon l'Empereur, l'Allemagne est obligée d'envahir la Belgique pour repousser l'invasion française. Selon M. von Jagow, il n'y a pas d'invasion, et l'Allemagne se borne à exécuter un plan stratégique. Il est bien permis de penser que Guillaume II dut être médiocrement satisfait de son secrétaire d'État pour les Affaires étrangères ; à la vérité, il dut l'être tout aussi peu de son chancelier. Celui-ci ne se mettait pas en peine, lui non plus, de colorer l'attentat en invoquant quelque légendaire offensive française. Il se gênait encore moins que M. von Jagow pour démentir implicitement son auguste maître. Il avouait crûment la violation du droit, la lacération du « chiffon de papier. »

De même, au *Reichstag*, le 4 août, il n'invoquait plus que des nécessités stratégiques. Mais n'était-il pas déplorable que ce jurisconsulte, ce gardien du droit, cet homme d'État qui devrait être la seconde conscience de son souverain ne trouvât pour excuser le crime que la banale raison du chien qui porte le dîner de son maître? Il disait : *Not kennt kein Gebot*, la nécessité

ne connaît pas de loi. Il proclamait par là même la ruine du droit. Car si le droit n'était pas supérieur à tout intérêt quelconque, national ou collectif, il ne serait plus rien. Ce qui constitue essentiellement le droit, c'est qu'il n'y a pas de nécessité contre lui. C'est lui seul qui est nécessaire à l'humanité. Et si les intérêts de la Prusse sont vraiment en opposition avec lui, alors la conscience du genre humain n'a plus qu'à dire : *Fiat justitia et pereat Prussia!*

En attendant, il reste établi que si l'Allemagne a envahi la Belgique, c'est parce que l'état-major prussien a trouvé que notre pays était le chemin le plus avantageux pour entrer en France. Et comme, en Prusse, la diplomatie est à la remorque de la stratégie, on a fait ce qu'exigeaient les généraux. Il y a longtemps qu'on le prédisait en Belgique et en France, mais il n'est pas indifférent que l'aveu en soit fait par le chancelier de l'Empire allemand.

Chose remarquable! Cette vérité que le chancelier de l'Empire a eu le mérite de reconnaître en parlant aux législateurs de son pays, le gouvernement allemand semble l'ignorer totalement dans sa déclaration de guerre à la France, qui est du 3 août; il revient au thème de l'*ultimatum*, et ce sont de prétendues violations de notre neutralité par la France qui, à ce qu'il prétend, lui donnent le droit d'ouvrir les hostilités contre ce pays. Mais, tandis que l'*ultimatum* ne faisait état que des « intentions » de la France, la déclaration de guerre lui reprochait des actes. Et quels actes! « Un aéroplane français qui *doit avoir* survolé le territoire belge, a été descendu dès hier pendant qu'il essayait de détruire la voie ferrée près de Wesel. Plusieurs autres aéroplanes français ont été reconnus hier, sans contestation possible, au-dessus de l'Eifel; ceux-là aussi *doivent avoir* survolé le territoire belge. »

Voilà donc, pour justifier un acte d'une portée incalculable quant à ses conséquences prochaines et éloignées, trois versions officielles qui se contredisent mutuellement : l'une, la vraie, on se la communique entre augures; les deux autres sont à l'usage du grand public et des soldats. Il va sans dire que ceux-ci ne sauraient trouver leur compte dans les aveux de M. von Bethmann-Hollweg. Ils obéissent au mot d'ordre donné par leur impérial maître; ils ont besoin de se persuader que l'Allemagne a été traîtreusement attaquée, et que, s'ils ont

franchi notre frontière, c'est que l'ennemi l'avait fait avant eux. C'est le thème que leurs chefs vont développer en lui donnant une ampleur légendaire. D'emblée, dans la proclamation du général von Emmich, les « *intentions françaises* » sont transformées en actes.

Le général von Bülow n'est guère plus sérieux que son collègue von Emmich : « Nous combattons l'armée belge, écrit-il dans sa proclamation du 8 août, uniquement pour forcer le passage vers la France, que votre gouvernement nous a refusé à tort, quoiqu'il eût toléré la reconnaissance militaire des Français, fait que vos journaux vous ont laissé ignorer. »

Mais la palme revient incontestablement au quartier-maître de l'armée allemande, M. von Stein. Je m'en voudrais de priver le lecteur de la découverte qu'a faite cet éminent personnage : « C'est à mon plus grand regret, dit le général, s'adressant au peuple belge, que les troupes allemandes se voient forcées de franchir la frontière de la Belgique. Elles agissent sous la contrainte d'une nécessité inéluctable, la neutralité de la Belgique ayant été violée par des officiers français, qui, sous un déguisement, ont traversé le territoire belge en automobile pour pénétrer en Allemagne. »

On a bien lu : des gens déguisés qui traversent un pays en automobile ont violé par là même sa neutralité et autorisé l'armée allemande à l'envahir ! Le gouvernement allemand ne paraît pas avoir fait sienne la découverte du général von Emmich : le fait qu'il la lui laisse pour compte nous dispense de discuter une allégation aussi peu en rapport avec le sérieux de l'affaire et avec la gravité de l'histoire.

Aussi M. von Stein, quartier-maître général de l'armée allemande, croit-il devoir y aller de son explication à lui. Nous avons été informés, dit-il, qu'avant l'ouverture de la guerre, des officiers français et peut-être aussi quelques troupes avaient été envoyées à Liége pour initier les soldats belges au service des fortifications. A cela il n'y avait rien à redire avant l'ouverture des hostilités. Au contraire, du moment que la guerre éclatait, c'était une violation de la neutralité de la part de la Belgique et de la France. »

Si ces déclarations ont un sens quelconque, elles signifient évidemment que la guerre a éclaté au moment où des officiers français se trouvaient à Liége pour enseigner le service des

forteresses aux soldats belges, et que cet événement imprévu a subitement transformé en violation de neutralité un incident auquel, sans cela, il n'y aurait eu rien à redire. En d'autres termes, l'attentat allemand commis contre la Belgique a, par un effet rétroactif assez bizarre, communiqué son caractère criminel à une action française qui autrement eût été inoffensive. De pareilles choses ne se réfutent pas, il suffit de les souligner; elles attestent le désarroi moral des plus hautes autorités militaires de l'Allemagne.

Pendant que, dans des proclamations destinées aux Belges et lues par l'étranger, les généraux prussiens se bornaient à ces généralités vagues et obscures, leurs subordonnés se gênaient moins avec la vérité et racontaient tout bonnement aux soldats des contes à dormir debout. Voici ce qu'on lit dans une histoire de la conquête de la Belgique écrite par le major Victor von Strants. Il fait parler un Allemand qui reproduit le témoignage d'un de ses compatriotes :

« Le matin du 3 août, c'est-à-dire avant l'expiration du délai fixé par l'ultimatum allemand, des gens de sa connaissance lui racontèrent qu'ils venaient de voir à la gare du Midi, à Bruxelles, des soldats français. Comme ceci semblait invraisemblable à mon bailleur de renseignements, il se rendit lui-même, à 3 heures de l'après-midi, à l'endroit indiqué et vit que deux régiments français étaient campés sur la place devant la station. La même constatation a été faite sur un tout autre point de la Belgique par une jeune gouvernante qui était en service dans une villa entre Rouillon et Paliseul, c'est-a-dire dans le voisinage de la frontière française. Elle aussi bien que la bonne d'enfants qui l'accompagnait et qui était Allemande comme elle, virent le 3 août, à 7 heures du matin, un cavalier français qui s'enquérait au sujet du plus proche village. Et effectivement, deux heures plus tard, le garçon laitier qui venait du village en question raconta dans la villa que les Français venaient d'y entrer. Je suis autorisé par ces deux témoins à faire connaître leurs noms et leurs adresses. »

L'Allemagnea vait à Bruxelles jusqu'au 2 août un ministre et un attaché militaire et elle se faisait renseigner par des bonnes d'enfants et par des garçons laitiers!

Mais la surenchère des insanités continue. Écoutons le lieutenant von Trotha :

« Une nouvelle qui se répandit avec la rapidité de l'éclair vint

subitement illuminer la situation dans tout son ensemble. Des officiers français, déguisés en lieutenants allemands, avaient franchi la frontière belgo-allemande à l'Ouest de la Gueldre et voulaient pénétrer dans la province rhénane. Ils furent arrêtés et jetés en prison et ainsi échoua l'entreprise si bien imaginée.

« On sait aujourd'hui que la Belgique avait tout préparé pour une invasion en Allemagne et ce petit livre n'a pas à en parler longuement. Nous nous contenterons de constater les faits, nous savons que l'écusson de l'Allemagne est resté sans tache et qu'on ne peut lui imputer la responsabilité de la guerre qui s'est livrée en Belgique! »

Erzberger parle d'une bataille du *Landsturm* d'Aix-la-Chapelle en territoire allemand contre les Belges et les Français le 2 août.

Le général Bernhardi, lui, croit à un plan d'enveloppement des forces allemandes par l'armée franco-anglaise. Dans ce plan, un rôle était réservé à la Belgique. Et sur la base de cette double supposition, il conclut que la Belgique n'était plus un État neutre, et, en conséquence de cette constatation, il déclare que l'Allemagne avait non le droit mais le devoir d'envahir la Belgique.

C'est avec cette simplicité que dans les cabinets de l'état-major prussien, on résout les questions de droit international !

La découverte du général von Bernhardi a rendu jaloux un officier néerlandais qui s'appelle le général Prins. Celui-ci, après avoir, sur l'invitation du gouvernement allemand, visité le front allemand en France et en Belgique, croit devoir payer son écot à ses hôtes en leur servant le morceau suivant :

« L'invasion de la Belgique était pour les Allemands une nécessité. Depuis des années, le traité garantissant la neutralité de la Belgique n'était plus qu'un *chiffon de papier*. Depuis 1870, toutes les personnes compétentes savaient que, dans le cas d'une guerre entre l'Allemagne et la France, c'en serait fait de la neutralité belge. La Belgique elle-même considérait le traité comme un *chiffon de papier*, puisqu'elle avait mis des millions dans les forts de la Meuse et dans ceux d'Anvers. D'ailleurs, le traité devait son origine au besoin de protéger non la Belgique contre l'Allemagne, mais l'Europe contre la France. La situation ayant changé, le traité s'était survécu à lui-même, et le chancelier de l'Empire avait parfaitement raison quand il l'appelait un *chiffon de papier*. »

Chiffon de papier! Chiffon de papier! Chiffon de papier! Le bon général Prins le dit trois fois avec une visible volupté : M. von Bethmann doit être content de lui.

En réalité, toutefois, on a fini par se rendre compte à Berlin que toutes ces apologies, — et j'en passe, — ne servaient qu'à aggraver le cas de l'Allemagne.

Leur grand défaut était de s'appuyer sur une base dont le caractère mensonger crevait les yeux. Loin d'avoir envahi la Belgique avant le 2 août, la France ne s'était pas même trouvée en mesure de venir au secours du peuple belge en temps utile, et seule notre énergique résistance à l'envahisseur allemand avait donné aux Français le temps de s'organiser pour faire face à une agression injuste et inattendue. Persister, dans ces conditions, à accuser la France, c'était s'exposer à se faire siffler par tout l'univers.

C'est alors qu'on s'est mis en quête de quelque chose de plus sérieux. Et comme, en travaillant séparément, les diplomates et les militaires n'étaient parvenus qu'à mettre au jour des légendes qui se détruisaient mutuellement, ils imaginèrent cette fois de combiner leurs facultés inventives, et de cette collaboration du sabre et de la plume est née une nouvelle version, — la quatrième, — qui représente le maximum de l'effort germanique pour rassurer la conscience nationale et pour former l'opinion du monde civilisé.

Abandonnant donc le thème jusqu'alors développé par l'Empereur et par ses ministres et qui consistait à accuser la France, on imagina de mettre en cause la *perfide Albion*, et de nous associer à son crime. La neutralité de notre pays avait été violée par la Belgique elle-même, d'accord avec l'Angleterre!...

En pillant les archives du département de la guerre belge, les Allemands mirent la main sur un rapport adressé au ministre, sous la date du 10 avril 1906, par le chef de l'état-major belge, général Ducarne, sur des entretiens qu'il avait eus avec l'attaché militaire anglais, le lieutenant-colonel Barnardiston. Dans ces conversations, l'officier anglais avait entretenu son interlocuteur belge d'une intervention anglaise en Belgique qui pourrait se produire dans le cas où la neutralité belge serait violée par l'Allemagne. Les deux interlocuteurs discutaient, en techniciens, un thème stratégique; la preuve que le général belge n'avait aucune mission pour recevoir les

confidences de son collègue anglais, c'est qu'il se croyait obligé de lui faire remarquer que « cette question d'intervention relève aussi du pouvoir politique » et que, dès lors, il était tenu d'en entretenir le ministre de la Guerre. Quant à l'Anglais, il « insistait sur le fait que la conversation était absolument confidentielle et qu'elle ne pouvait lier son gouvernement. »

Les deux interlocuteurs n'étaient pas même d'accord sur le point capital, puisque, selon l'Anglais, son pays pouvait protéger notre neutralité malgré nous, tandis que, selon le Belge, des forces anglaises ne pouvaient débarquer en Belgique qu'avec notre consentement.

Des recherches ultérieures dans nos archives firent découvrir un autre document plus inoffensif encore, à savoir le résumé d'une conversation qui avait eu lieu entre l'attaché militaire anglais lieutenant-colonel Bridges et le général Jungbluth, qui avait succédé dans l'intervalle au général Ducarne comme chef de notre état-major.

Le général Jungbluth affirma que nous étions parfaitement à même d'empêcher les Allemands de passer, et l'entretien en resta là. Le gouvernement belge, — est-il nécessaire de le dire? — laissa sans suite aucune les rapports Ducarne et Jungbluth. Ceux-ci allèrent grossir les archives du ministère de la Guerre et tout fut dit. Ils n'ont aujourd'hui d'autre intérêt que de prouver avec quelle perspicacité, depuis huit ans, l'Angleterre avait pénétré les projets allemands.

Le croirait-on? ces documents, qui avaient tout juste pour le gouvernement belge l'intérêt d'informations comme les agents de tout pays civilisé en adressent tous les jours à leurs supérieurs, les Allemands leur ont trouvé une importance telle qu'ils se sont empressés de les communiquer aux États neutres, de les publier par voie d'affiches dans toutes les communes du pays, comme « une preuve documentaire de la connivence belge avec les puissances de l'Entente, fait connu des services compétents allemands dès avant la guerre. »

Nous prenons le gouvernement allemand en flagrant délit; le gouvernement allemand avait au préalable falsifié le document. La traduction allemande du rapport du général Ducarne commettait un contresens des plus graves et impardonnable dans la reproduction d'une pièce à laquelle le gouvernement de Berlin attache une importance capitale : à l'endroit où le

général Ducarne écrit : « mon interlocuteur insista sur le fait que notre conversation était absolument confidentielle, » la traduction remplace le mot conversation par celui de convention et parvient ainsi à présenter un simple échange de vues entre deux officiers supérieurs comme un traité en règle entre leurs deux États.

Quant à contester aux généraux belges le droit de recevoir les ouvertures de généraux étrangers au sujet de certaines éventualités militaires qui les intéressent et d'en faire rapport à leur supérieur hiérarchique, la prétention est trop plaisante pour qu'on s'arrête à la discuter sérieusement.

Fait instructif, la révélation du « gouvernement allemand *en Belgique* » a été accueillie outre-Rhin par un immense soupir de soulagement. Jusque-là, la conscience de l'Allemagne n'était pas tranquille ; elle se rendait compte qu'elle avait à sa charge un attentat contre le droit des gens. Désormais, elle se voyait débarrassée de ces honorables scrupules. Il restait établi, à vrai dire, que la neutralité de la Belgique avait été violée, mais c'était... par la Belgique elle-même, et le gouvernement belge était seul responsable de toutes les souffrances que les Allemands avaient dû infliger, malgré eux, à ce malheureux pays. Les 93, dès lors, ne craignent pas d'écrire : « Il n'est pas vrai que nous avons commis un attentat criminel contre la neutralité belge. Il est établi que la France et l'Angleterre étaient décidées à la violer. Il est établi que la Belgique était d'accord avec elles. Ç'aurait été nous suicider que de ne pas prendre les devants. »

L'Allemagne, c'est convenu, est une « nation de penseurs. » Comment donc se fait-il que pas un de ces « penseurs » ne se soit avisé d'une réflexion qui vient d'emblée à l'esprit du premier homme venu en possession d'un peu de bon sens? En quoi des chiffons de papier découverts en octobre peuvent-ils changer la nature de l'attentat perpétré le 3 août et avoué le lendemain par le chancelier allemand? Ils prouveront tout au plus, dans l'hypothèse la moins défavorable à nos ennemis, qu'il y a eu deux coupables : l'Allemagne et la Belgique. Ils ne sauraient faire que la foi jurée n'ait été trahie par les Allemands.

Au Reichstag, le 8 décembre 1914, M. von Bethmann insinua qu'il avait connu dès le mois d'août 1914 des indices des

combinaisons agressives de notre gouvernement : voilà qui est d'un bon comique. Comment ! vous saviez cela le 4 août, et, au lieu de le proclamer, vous disiez que la protestation de la Belgique était légitime et qu'elle aurait une réparation. Mais alors vous trahissiez votre patrie en la présentant comme coupable et la Belgique comme innocente ! J'aime mieux croire que vous étiez sincère alors, et que vous aviez, en décembre, cessé de l'être.

Quant au sarcasme avec lequel, dans ce même discours de décembre, le gouvernement prussien accueillait la parole d'honneur d'hommes exilés depuis un an pour avoir été fidèles à la foi jurée, et refusait de les croire lorsqu'ils niaient, entre la Belgique et l'Angleterre, toute convention diplomatique, il montrait que l'Allemagne ignore ce qu'est pour les Belges la parole d'honneur : ils ont prouvé cependant qu'ils souffrent tout plutôt que d'être infidèles à l'honneur.

Mais le gouvernement belge, dit-on à Berlin, aurait dû prévenir l'Allemagne? Cela est douteux, mais admettons-le. Eh ! bien, il l'a fait, et vous avez sous ce rapport une déclaration que personne, même en Allemagne, je pense, ne s'avisera de contester : c'est celle du roi Albert lui-même. Dans une entrevue accordée au représentant du grand journal *New York Sun*, le roi Albert déclare ceci : « Je tenais tellement à éviter jusqu'à l'apparence d'un manquement à la neutralité, que j'avais fait informer l'attaché militaire allemand de l'incident dont on fait aujourd'hui tant de bruit. Quand les Allemands ont fouillé nos archives, ils savaient exactement ce qu'ils y trouveraient : leur surprise et leur indignation sont feintes. »

Cette parole de héros tomba comme un coup de foudre sur le misérable échafaudage de mensonges et de sophismes par lequel les Prussiens ont cherché à déshonorer la Belgique. Toutes les insanités que les avocats de l'Allemagne ont alléguées sont en définitive la vengeance de la Belgique. Oui, nous aurions le droit, nous les vaincus écrasés sous le talon prussien, de contempler avec un sentiment de pitié hautaine la détresse morale de nos maîtres en face de leur iniquité !

Le cardinal Gasparri, parlant à M. van den Heuvel des documents par lesquels l'Allemagne essayait d'établir que la neutralité belge n'existait plus au moment de l'invasion, lui déclara : « Il n'appartient pas au Saint-Père de trancher cette

question historique, et pareil jugement n'est pas nécessaire à son but. Même si on admettait le point de vue allemand, encore resterait-il toujours vrai de dire que l'Allemagne, de l'aveu du chancelier, pénétra sur le territoire belge *avec la conscience d'en violer la neutralité* et par conséquent de commettre une injustice. Cela suffit pour que cet acte doive être considéré comme directement compris dans les termes de l'allocution pontificale du 22 janvier 1915, qui réprouve toute injustice. » *Roma locuta est.*

V. — LA BELGIQUE INDÉPENDANTE

Le géant était aux portes; la France et l'Angleterre étaient loin, surprises comme nous par l'agression criminelle. Nous allions devoir combattre un contre vingt.

Que faire?

Il n'y eut pas un instant d'hésitation, pas plus dans le peuple que dans le gouvernement. Ils furent dignes l'un de l'autre; et dignes, l'un et l'autre, de la majesté de l'heure. Le gant qui venait de lui être jeté, la Belgique le releva sans forfanterie et sans peur.

La prise de Liége ne décourage pas le peuple belge, comme l'ennemi s'y attendait. Repoussant avec un tranquille mépris ses offres insidieuses, il lui dispute pied à pied le sol de la Belgique dans une série d'engagements où la victoire fut du côté du vaincu. L'ennemi comptait, du moins, en s'emparant d'Anvers, notre réduit national, mettre la main sur notre roi, sur son gouvernement et sur son armée : toutes les forces de notre résistance transportées en Allemagne, c'était la fin de la Belgique.

Mais la Belgique n'était plus à Anvers! Abandonnant la place devenue indéfendable, le roi Albert avait fait, à la tête de son armée, une retraite superbe que l'histoire enregistrera à l'égal d'une grande victoire. Franchissant en vingt-quatre heures 90 kilomètres, protégés par leur cavalerie et par des troupes de flanc chargées de ralentir la poursuite de l'ennemi, les Belges s'étaient retirés dans les marécages de la Flandre occidentale, et lorsque les Allemands s'aperçurent de la faute qu'ils avaient commise en ne prévoyant pas cette retraite, il était trop tard pour l'empêcher; les vaincus les avaient gagnés de vitesse et

avaient mis l'infranchissable ligne de l'Yser entre eux et leurs ennemis; ils devenaient l'aile gauche de l'armée franco-anglaise.

Et l'Yser nous a consolés d'Anvers!

Nul n'aurait cru que ce canal de 20 mètres de largeur maxima serait pour la patrie belge le refuge inexpugnable que le génie de Brialmont et les millions de notre trésor n'avaient pu faire d'Anvers. L'Yser sera désormais, dans l'histoire de la Belgique, ce que les Thermopyles ont été dans celle de la Grèce et l'Argonne dans celle de la France; le nom prestigieux autour duquel se donnent rendez-vous les plus glorieux souvenirs de la patrie. Grâce à l'Yser, le roi Albert n'a jamais quitté le sol de son pays : le royaume de Belgique, bien que ramené aux frontières les plus exiguës, existait toujours et donnait un éclatant démenti à l'audacieuse affirmation de la *Kœlnische Zeitung*, qui, dès le 18 octobre, avait imprimé en vedette : « Toute la Belgique est évacuée par les Alliés. »

Cette « plus petite Belgique, » sur laquelle ont été fixés pendant de longs mois les yeux de tout l'univers, a le droit de revendiquer dans l'histoire du monde une place hors de toute proportion avec son étendue.

Deux petits cours d'eau naissent dans la plaine flamande à une médiocre distance l'un de l'autre ; l'un venant de l'Ouest et l'autre du Sud ; ce sont des jumeaux ayant même patrie, même étendue, mêmes destinées et presque le même nom. L'un s'appelle l'Yser et l'autre l'Yper; ils se jettent l'un dans l'autre près des ruines de l'ancien fort de Knocke, célèbres dans les annales de notre XVIIIe siècle, puis ils cheminent confondus dans la direction du Nord, confondus jusqu'à la mer, qu'ils atteignent après 50 kilomètres de parcours commun.

C'est l'*Yper* qui jusqu'au confluent forme la ligne de défense, confiée aux forces anglaises, l'*Yser* étant réservé à l'armée belge. Cette ligne est d'un intérêt majeur; on y rencontrait trois nobles villes dont il ne reste plus aujourd'hui que des ruines : Ypres, la grande fourmilière industrielle du moyen âge, dont les halles étaient une des plus fières manifestations de l'esprit communal; Dixmude, la gracieuse, étendue au milieu des plus opulents pâturages de la Belgique, et offrant au voyageur les plus beaux de nos paysages urbains après ceux de Bruges et de Malines; Nieuport enfin, qui racontait aux flots de la mer du Nord l'épopée de nos guerres et de nos douleurs

d'autrefois. Derrière le ruban d'eau qui reliait entre elles ces trois villes sœurs, resserrées entre lui et les dunes, s'étendait sur un petit nombre de kilomètres carrés le royaume de Belgique tel que l'avait fait l'invasion.

Et pourtant, qu'il eût été beau encore, sans le voile de deuil qui dissimulait ses charmes aux yeux des héros chargés de sa défense! C'est cette riche et grasse terre de Flandre, verte comme l'Irlande et féconde comme la Lombardie, dont on ne saurait dire au juste si elle est la mère ou la fille du peuple qui l'habite, tant la main de l'homme s'est associée à celle de la nature pour en faire le séjour digne d'un peuple libre et heureux. Tout y évoque l'idée de l'activité humaine : les ruisseaux qui flânent paresseusement dans les campagnes ont conscience de servir à fertiliser le sol; les canaux bordés de saules filent en ligne droite vers quelque rendez-vous du travail; les clochers piquent le ciel, parfois inclinés sur un sol qui affecte de vouloir se dérober à la tyrannie de l'homme; les toits rouges des fermes s'enlèvent vivement sur le fond vert des prairies; d'innombrables vaches pâturent au loin dans les campagnes, ou, couchées dans les herbages, contemplent « de leurs yeux languissants et superbes » ces paysages bucoliques, dignes de tenter la lyre de quelque nouveau Virgile. Et par-dessus le tout, dans une atmosphère éternellement humide que visite l'haleine saline de l'Océan, flotte une lumière de rêve qui se réfracte à chaque instant en auréoles magiques et produit les jeux les plus inattendus et les plus variés de la couleur. La race qui peuple ce pays de l'idylle, c'est, par un étrange contraste, la race tragique et farouche des Kevels du XIVe siècle, que les chevaliers français crurent à plusieurs reprises avoir exterminée sur les champs de bataille, mais qui, semblables aux héros de l'épopée islandaise, renaissaient sans cesse pour reprendre sans relâche les mêmes combats. Furnes, sa capitale, a un trésor de souvenirs où les luttes ardentes du moyen âge s'évoquent parmi les travaux pacifiques de la Belgique moderne. C'est Furnes qui la première a souhaité la bienvenue à Léopold Ier sur la terre de Belgique, lorsque, débarqué à Calais, il entra chez nous par le chemin du rivage pour prendre possession de son royaume aux acclamations délirantes d'un peuple ivre de joie. Combien de fois ce souvenir aura visité la pensée de son royal petit-fils, lorsque, le visage fouetté par le

vent du large et salué par le vol des obus, il montait avec ses soldats la garde au seuil de ce dernier morceau de Belgique indépendante !

Mais le roi des Belges n'a pas eu le temps d'évoquer les souvenirs historiques ; c'est l'heure présente, c'est la lutte de tous les instants qui réclame toutes les forces de son intelligence et de sa volonté. Car c'est là, sur la frontière de ce qui lui reste de royaume, que vont se livrer les combats les plus acharnés et les plus meurtriers de la guerre. Du 23 au 30 novembre 1914, le pays de l'Yser est témoin d'un drame comme le ciel et la terre n'en ont pas encore vu depuis le commencement de l'histoire. Pendant cette semaine tragique, toutes les forces de l'homme et de la nature sont employées aux œuvres de la mort ; des luttes désespérées se livrent pour quelques mètres carrés ; chaque motte de terre est trempée de sang ; les obus traversent le ciel en nuages compacts comme des vols de sauterelles ; à la grosse artillerie allemande répond celle de la flotte anglaise, dont les rauquements font trembler l'air dans les environs de Bruxelles. Plusieurs fois, en sacrifiant des milliers d'hommes, les Allemands parviennent à franchir l'Yser, chaque fois ils sont rejetés sur l'autre rive par notre vaillante armée, qui fait là des prodiges d'endurance et de courage. Mais elle est décimée par la mort, — le septième régiment de ligne, à lui seul, a perdu six cents hommes en quatre jours ; ne va-t-elle pas à la fin succomber sous l'immense supériorité numérique d'un ennemi qui, lui aussi, est digne de ce combat de géants ?

Il n'en sera pas ainsi. Le 30 octobre 1914 se produit l'événement extraordinaire, inattendu, qui arrête l'immense effort germanique et qui dit à l'envahisseur : « Tu n'iras pas plus loin ! »

Les Belges, protégés par le remblai du chemin de fer qui opposait une barrière à l'inondation du côté de l'Ouest, furent désormais inexpugnables.

Voilà comment, après quatre mois de guerre, il y avait toujours une Belgique indépendante, que le pied du conquérant ne foulait pas. C'était une bien petite Belgique ayant tout au plus 500 kilomètres carrés, et que notre armée aurait pu arpenter tout entière en un seul jour, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Elle se réduisait à deux villes : Furnes et

Poperinghe, et à un certain nombre de villages parmi lesquels tous les Belges connaissent les riantes stations maritimes qui s'appellent Oostduinkerk, Coxide, la Panne, noms évocateurs de souvenirs de journées ensoleillées et heureuses au bord d'une mer souriante. Furnes, où le roi avait établi son quartier général, était devenue la capitale provisoire de la Belgique entière, comme Memel le fut de la Prusse aux jours sombres qui suivirent la bataille d'Iéna. Et comme alors la reine Louise, ainsi de nos jours, on vit la jeune reine des Belges, âme vaillante dans un corps frêle, s'associer aux épreuves et aux luttes de son époux, et communiquer à la nation entière sa confiance dans l'indéfectible avenir de la patrie.

Et lui, notre roi, comment parler de lui en termes dignes de son grand cœur et de sa superbe endurance? La Belgique le connaissait à peine avant cette guerre qui l'a mis à sa vraie place, dans l'auréole des héros. Elle respectait en lui le gardien fidèle de sa constitution; elle l'aimait pour la conscience avec laquelle il s'acquittait de son rôle de roi, pour les beaux exemples que sa vie publique et privée donnait à la nation. Mais sous ses dehors modestes et réservés, voire timides, qui aurait deviné le héros? Elle sait maintenant ce que c'est à l'heure du danger qu'un roi. Elle l'a vu, infatigable, tranquille sous la pluie des balles descendre dans les tranchées, partager le pain noir des troupiers, les encourager par son exemple et par sa parole, apparaissant au milieu d'eux, dans sa froide et souriante intrépidité, comme un demi-dieu devant lequel ils tombaient à genoux, les yeux rouges de larmes, la gorge pleine d'acclamations délirantes, fous d'enthousiasme, de dévouement et d'orgueil patriotiques. De pareils souvenirs ne s'effacent pas de la mémoire d'un peuple, et la dynastie s'en apercevra. Le roi a cru ne travailler que pour la patrie; il a, par surcroît, travaillé pour les siens, car il a jeté dans notre vieux sol les racines d'une popularité prodigieuse qui, pareille à un chêne superbe, ombragera pendant des générations tous ceux qui descendront de lui.

Non, la Belgique n'oubliera pas les jours de Furnes; elle les comptera précieusement comme un avare compte ses trésors; elle les inscrira au tableau d'honneur de ses annales, elle les redira avec orgueil aux générations à venir. Nous n'avons pas été témoins de cette épopée, nous qui, prisonniers de l'ennemi,

exilés dans notre propre patrie, avons porté le poids des heures mornes et lourdes, et ce sont les vaillants revenus des batailles patriotiques qui nous rediront les jours de l'Yser. Il en est un toutefois, particulièrement mémorable, dont la connaissance est arrivée jusqu'à nous à travers les épaisses rangées des troupes allemandes : c'est la veillée des armes du jeune duc de Brabant, faisant son apprentissage de souverain dans les tranchées à l'âge de quatorze ans. Ce jeune preux fut présenté par son père au 12e régiment de ligne, dans lequel il allait gagner ses grades. « On ne saurait trop tôt, dit le Roi, mettre les jeunes princes à l'école du devoir, et il n'y en a pas de meilleure que notre armée. Je lui amène mon fils. J'ai voulu, ajoute-t-il, honorer publiquement le 12e pour la vaillante conduite qu'il n'a cessé de tenir pendant la campagne, depuis sa défense du pont de Visé le 4 août jusqu'à la brillante défense de Dixmude, où il a repoussé quinze attaques allemandes et perdu le tiers de son effectif. Honneur à lui et à son colonel Jacques, qui, blessé à deux reprises, le 20 et le 21 septembre, est resté chaque fois à la tête de ses troupes ! »

Voilà comment la Belgique d'aujourd'hui, représentée par le roi Albert, enseignait la Belgique de demain, incarnée dans le duc de Brabant. Et sous un ciel où rougeoyaient les feux de l'artillerie, le chant du Lion de Flandre sortant du fond des tranchées allait apprendre aux Allemands que cette petite nation, après un an de guerre, était encore debout en face d'eux, frémissante d'orgueil et de courage. Non, ils le disent eux-mêmes dans un chant patriotique dont les paroles semblent faites pour nous, « non, ce n'est pas le nombre des chevaux, des hommes et des armes qui affermit le trône des rois, c'est le patriotisme, c'est le dévouement des hommes libres qui leur donne une base aussi inébranlable qu'un rocher dans la mer. »

De l'armée belge il suffit de dire qu'elle a été digne de son roi. Elle a fait admirablement son devoir. Aucune autre dans la guerre actuelle, qu'il soit permis de le constater sans diminuer la gloire de personne, n'a eu à soutenir une lutte plus rude, une campagne plus épuisante. Son courage, son endurance, sa foi dans la patrie ont été superbes, et rien n'est touchant comme le culte qu'elle a voué au jeune héros couronné qui la conduit à la gloire et à la mort. Les volontaires ont afflué sous les drapeaux dès le premier jour ; il y en avait 40 000 la

première semaine; il y en a eu plus de 100 000 ensuite. Parmi eux, les porteurs des plus beaux noms nobiliaires du pays fraternisaient avec les enfants du peuple qui avaient quitté la charrue ou l'outil pour la carabine. Huit fils de ministres ou d'anciens ministres apportèrent les prémices de leur jeunesse. Trois d'entre eux, Paul Renkin, Louis et Delbede sont tombés au champ d'honneur: deux autres, de Broqueville et Jean Renkin, y ont gagné les épaulettes de sous-lieutenant; quatre autres, Berryer, de Lantheere, Nyssens, Poulet, ont fait le coup de feu à l'âge de 16 ou de 17 ans. C'étaient des volontaires encore, on peut le dire, ces jeunes gens des classes 1914 et 1915 qui, à l'appel d'un gouvernement exilé, bravant les interdictions et les menaces de l'ennemi, passaient les frontières hérissées de sentinelles et de fils de fer, souvent après des aventures où l'héroïque folie du patriotisme réalisait les plus audacieuses fictions de la légende. Ah! les pathétiques odyssées, et quels beaux sujets d'histoire à raconter plus tard dans les veillées auprès des foyers belges!

En vain, M. von Bissing menaçait-il les familles des réfractaires ou frappait-il d'amendes énormes les communes qu'ils habitaient; en vain, ses soldats fusillaient-ils, comme à Ternath, les jeunes miliciens qui se présentaient à l'appel des Allemands en exhibant un portrait du roi Albert au bout d'un bâton, rien n'arrêta l'élan patriotique de la jeunesse belge, et l'on a calculé que dans les régions limitrophes de la frontière, 80 p. 100 des classes de 1914 et 1915 étaient déjà de l'autre côté de l'Yser, ce petit fleuve patriotique qui ne se laisse franchir que par des Belges.

Mais la Belgique militante n'était pas seule à soutenir l'honneur du drapeau : il y avait une Belgique souffrante. Prisonnière et vinculée, accablée de menaces, d'interdictions, d'amendes, elle tenait bon, et elle n'humiliait pas devant l'arrogance de l'ennemi la fierté du pavillon national. Son gouvernement n'était plus là, mais ses magistrats communaux restaient pour l'encourager, pour la soutenir, et l'histoire aura une mention spéciale pour le nom du premier magistrat de la capitale, M. Adolphe Max : « Aussi longtemps que je serai en vie et en liberté, avait-il dit, je protégerai de toutes mes forces le droit et la dignité de mes concitoyens. » M. Max a tenu cette belle promesse, et l'ennemi l'a constaté lui-même en se débarras-

sant de lui dès le 26 septembre pour l'interner en Allemagne.

Et puis notre épiscopat à parlé, et sa voix est devenue celle de la patrie elle-même, qui fait retentir à travers toute la Belgique un *Sursum Corda*. Avec quelle stupeur l'ennemi a écouté le mandement de Noël de Mgr Mercier, cardinal-archevêque de Malines, pendant que tous les cœurs belges tressaillaient de fierté à ces accents qui vengeaient l'honneur de la patrie calomniée et dénonçaient sans crainte les crimes de nos oppresseurs! M. von Bissing n'a eu que la ressource d'interdire au clergé la lecture de ce mandement, en faisant croire mensongèrement qu'il avait pour cela le consentement du cardinal. Ce grossier stratagème a été déjoué aussitôt; le cardinal a insisté, et le gouvernement allemand en Belgique a eu l'humiliation de se voir formellement désobéi par l'immense majorité du clergé du diocèse de Malines. Les courageux évêques de Liége et de Namur ont parlé le même langage ferme et fier à leurs ouailles, et si celui de Tournai ne les a pas imités, c'est qu'il a succombé en partie aux mauvais traitements que les soldats allemands n'ont pas craint d'infliger à ce saint vieillard. Fidèles aux exhortations réitérées des évêques, le clergé belge n'a cessé de soutenir le moral de la nation : du haut des chaires de vérité, il a laissé tomber les paroles qui vengent l'innocence persécutée et flétrissent l'injustice victorieuse; le drapeau national, interdit dans les rues, a flotté librement dans nos églises, et les accents de *la Brabançonne* retentissaient à l'issue de nos grand'messes au milieu des larmes d'émotion et de joie.

La nation belge tout entière a gardé cette attitude d'irréprochable correction et de courageuse dignité : elle s'est interdit les violences et les manifestations tapageuses, mais elle accueillit avec mépris les avances de nos maîtres et elle fit le vide autour d'eux. Ils voulaient laisser croire à l'étranger que la situation était redevenue normale en Belgique, et l'abstentionisme obstiné du public belge donnait un éclatant démenti à cette mensongère allégation. La vérité, c'est que tacitement, spontanément, sans accord préalable, la nation organisait autour d'eux la grève sacrée. Les rares journaux qui paraissaient encore depuis leur entrée cessèrent de paraître pour ne pas supporter leur censure; les Universités, qu'ils auraient voulu rouvrir, restèrent fermées; les Académies, qu'ils ont in-

vitées à reprendre leurs séances, ne se réunirent que pour décider de s'ajourner *sine die ;* les ouvriers de Malines et d'ailleurs, qu'ils tentaient d'embaucher en leur offrant de forts salaires, leur tournèrent le dos, refusant de travailler pour le roi de Prusse. Ils essayaient d'allécher le public bruxellois en organisant des concerts où devaient être entendus les chefs-d'œuvre de la musique allemande exécutés par les meilleurs artistes d'outre-Rhin ; mais ils restèrent seuls à les entendre, et l'Université de Bruxelles exclut de son sein un professeur qui avait eu la mauvaise idée d'y assister. Ils interdirent toute manifestation pour le 21 juillet 1915 qui est l'anniversaire de la proclamation de notre indépendance nationale, et le 21 juillet, ils étaient témoins, à Bruxelles, à Anvers, à Gand, à Liége, dans toutes nos villes et même dans nos villages, d'une grandiose et émouvante manifestation de foi nationale : les magasins fermés comme le dimanche, les églises bondées pour le *Te Deum ;* toute la population endimanchée circulant dans les rues, portant à la boutonnière ou au corsage, à la place des couleurs nationales prohibées, la feuille de lierre qui est l'emblème de notre fidélité à notre Roi et à notre patrie. Ainsi nous réalisions dans les chaînes la belle parole que M. de Broqueville prononçait le 4 août dans la séance de nos Chambres : « La Belgique peut être vaincue, elle ne sera jamais soumise. »

C'est ce que toutes les semaines, avec autant de courage que d'à-propos, rappelait au « gouvernement allemand en Belgique » le seul journal belge qui parût sans se soumettre à sa censure. Il s'appelait *la Libre Belgique* et il circulait à travers tout le pays depuis le mois de février 1915, distribué de proche en proche par des mains de confiance. Von Bissing fit des efforts désespérés pour découvrir l'officine de ce journal ou pour mettre la main sur ses rédacteurs, mais les joyeux conspirateurs belges avaient plus d'esprit que les détectives de la police allemande et *la Libre Belgique* continuait d'entretenir pour ses lecteurs l'espérance et la flamme du patriotisme.

La Belgique a donc le droit d'être contente de tous ses enfants. Mais l'Europe, de son côté, doit être contente de la Belgique. En nous défendant nous-mêmes, c'est sa liberté à elle que nous avons sauvée.

« L'atout de l'Allemagne, c'est la rapidité, » disait M. von Jagow. Ce plan, la résistance belge l'a faussé dès le premier

jour. En faisant perdre à l'envahisseur une semaine devant les forts de Liége, nous avons donné à la France et à l'Angleterre le temps de s'organiser et de se concentrer pour une lutte dans laquelle une heure de gagnée pouvait être décisive pour la destinée du monde.

Nous n'avons tiré l'épée que pour la défense de nos biens les plus sacrés : notre honneur national, notre liberté, nos foyers. Nos mains sont restées pures ; nous n'avons pas versé le sang innocent ; nous n'avons pas porté la mort et la dévastation chez les autres peuples ; aucune larme n'aura coulé à cause de nous. Et l'incorruptible jugement de la postérité, qui remettra toutes choses en leur place, dira que la Belgique s'est acquis, à l'une des heures les plus calamiteuses de son histoire, de nouveaux titres au respect de l'humanité.

VI. — L'ALLEMAGNE EMPOISONNÉE PAR LA PRUSSE

Après avoir raconté la lugubre histoire de ma patrie pendant des mois d'indicibles souffrances, je me recueille et je me demande comment il est possible qu'une des nations les plus civilisées du monde, et qui avait d'ailleurs vis-à-vis de nous des obligations sacrées, ait consenti à martyriser avec cette cruauté un peuple inoffensif et ami. Il y a là, après tous les progrès que semblait avoir réalisés le droit international, après les conventions de la Haye, après les déclarations pacifiques de tous les grands États, une espèce d'énigme devant laquelle l'esprit s'arrête avec stupeur.

En réalité, l'énigme n'existe pas pour qui connaît les choses d'outre-Rhin. Le génie allemand a été empoisonné par l'esprit prussien, et c'est dans l'esprit prussien que se trouve l'explication claire et lumineuse des phénomènes qui paraissent à première vue inexplicables.

Les nations, comme les individus, subissent la fatalité du péché originel. Née d'une apostasie qui a profané l'idéal religieux et militaire des chevaliers teutoniques, la Prusse n'a jamais démenti ses origines frauduleuses et larrones. D'Albert de Brandebourg à Frédéric II, de Frédéric II à Bismarck, de Bismarck à l'attentat du 2 août 1914, c'est toujours par la violation des droits les plus sacrés, par le parjure et par l'iniquité qu'elle est arrivée à ses fins. C'est ainsi qu'a été sécularisée la

Prusse propre, qu'a été conquise la Silésie, qu'a été envahie, puis dépecée la Saxe, qu'a été partagée la Pologne, qu'a été annexé le Scleswig, qu'a été falsifiée la dépêche d'Ems, qu'a été envahie la Belgique. La Prusse sourit des protestations de la justice et du droit outragé, elle rit des traités qu'on invoque, elle sait que le droit n'est qu'un mot et les traités qu'un *chiffon de papier*, et elle passe outre, avec un tranquille mépris, aux protestations de la conscience humaine. Elle ne croit qu'à la force. La force ne prime pas le droit; la force, c'est le droit. Telle est, depuis Hegel, la doctrine des maîtres; mais Hegel lui-même n'a fait que formuler en termes philosophiques les axiomes qui sont à la base de la politique prussienne depuis l'origine de la Prusse.

Il s'agit donc avant tout de devenir un État fort; les petits États sont ridicules. Mais tout État sera faible vis-à-vis d'un plus grand : il faut donc se rendre non seulement fort, mais le plus fort; alors, on aura seul le droit d'exister. Tout ce qui tend à rendre l'État fort est bon et moral; la morale chrétienne est individuelle, elle ne s'applique pas aux États. La moralité des actes, pour ceux-ci, c'est l'utilité. « L'égoïsme, a dit encore Bismarck, est la seule politique digne d'un grand État. »

Mais quelle est, dans cette conception militaire, le meilleur instrument de force? C'est l'armée.

Pour être l'État le plus fort, il faut avoir la meilleure armée. La Prusse a établi le principe du service universel, devenu loi à partir de 1815. Toute l'Europe s'est vue contrainte successivement de la suivre dans cette voie; c'est le cadeau de joyeuse entrée que le royaume de Prusse a fait à la famille des États européens en y venant prendre place.

L'armée est ainsi devenue l'État incarné. La Prusse est le seul pays du monde où elle dispose pour ainsi dire légalement des destinées de la nation. Partout ailleurs, elle est au service du public, elle obéit, elle est la *grande muette*. En Prusse, c'est elle qui commande, qui a la préséance, qui dirige les événements. On s'est souvent étonné des fautes de la diplomatie prussienne; à cela rien d'étonnant : elle est au service des vues militaires, elle n'est en Prusse qu'un accessoire de la stratégie.

L'armée, naturellement, a un idéal : c'est la guerre. Dans tous les pays civilisés, ces aspirations sont tenues en bride par

l'intérêt supérieur de la civilisation, la guerre n'est qu'un moyen et non un but. En Prusse, la guerre est son but à elle-même ; elle est civilisatrice, et l'armée, loin d'être tenue en bride, donne l'impulsion à la nation.

L'esprit prussien a empoisonné le génie allemand; l'Allemagne, assise au milieu de l'Europe civilisée, semblait appelée à être la gardienne des principes de justice et de moralité politique qui sont le patrimoine de la civilisation. Après le mouvement de 1813 par lequel elle reconquit sa liberté, on eût pu l'espérer. Pour son malheur, ce fut la Prusse qui présida à son unification. L'unité allemande passa aux mains du chancelier de fer, qui ne connaissait que la force brutale. La force prime le droit. Il lui a dit : « Je vous ferai la première nation militaire du monde ; vous aurez une armée invincible avec laquelle vous pourrez faire ce que vous voudrez ; que vous importent désormais la justice et l'honneur, *des mots*, et qu'avez-vous besoin de respecter les traités, *des chiffons de papier?* » Et l'Allemagne enivrée s'est laissé entraîner. Elle n'a plus cru qu'à la force, elle qui avait dit tant de belles choses sur l'éternelle majesté du droit. Elle a connu le rêve napoléonien de dominer le monde, oubliant qu'elle n'avait pas de Napoléon, et que les Napoléon finissent à Sainte-Hélène. Aujourd'hui, vaincue, mutilée, humiliée, trouvera-t-elle dans sa droiture naturelle la claire vue des causes de son malheur? C'est le secret de l'avenir.

GODEFROID KURTH.

LÉONARD DE VINCI

SA VIE ET SA PENSÉE

A PROPOS DE SON QUATRIÈME CENTENAIRE

II [1]

LE ROMAN DE MONA LISA

Plus on connaît et plus on aime.
MONA LISA.

III. — LA JOCONDE ET LE MYSTÈRE DE L'ÉTERNEL-FÉMININ

Les seize années que Léonard passa en Lombardie (1480-1496) à la cour de Ludovic le More, furent les plus heureuses et les plus fécondes de sa vie. Le Vinci était un génie universel et cosmopolite dans le sens le plus large, étranger à tout patriotisme local et même national, mais saturé de l'amour ardent du Beau et du Vrai, avec un sens profond d'humanité.

L'école de peinture qu'il fonda à Milan, et qui lui survécut ne représente qu'un petit compartiment de sa fiévreuse activité Grâce à la protection de Ludovic le More, le magicien toscan avait pu déployer le brillant éventail de ses facultés merveilleuses et faire jouer en tous sens sa baguette enchantée. L'idée lui souriait d'embellir un des plus beaux pays du monde par le concours somptueux des sciences et des arts rassemblés. Il avait

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

pu à la fois préparer un plan d'irrigation pour la plaine lombarde, poursuivre ses études sur l'aviation, la géologie et la lumière, travailler aux cathédrales de Milan et de Pavie, élever devant le castel du prince, en un modèle de terre, le colosse équestre de François Sforza. peindre l'incomparable fresque de Sainte-Marie des Grâces, caresser savamment maints tableaux à l'huile, madones, portraits de princes et de grandes dames. Avec cela Mammon, le prince subtil de ce monde, auquel le chercheur infatigable s'était non pas vendu, mais lié d'un pacte temporaire, lui avait permis de réaliser quelques-uns de ses rêves dans la mouvante fantasmagorie de la vie. Car c'était lui, Léonard, l'ordonnateur des fêtes rutilantes, où la mythologie grecque ressuscitait dans les jardins du castel en cortèges carnavalesques, au son des flûtes et des cithares. Les Visconti, fondateurs du duché de Milan, avaient pris pour écusson un soleil qui darde des flèches et des vipères à travers des nuées d'or et de roses. Leurs successeurs, les Sforza, adoptèrent cette devise qui symbolise exactement l'esprit des condottieri de la Renaissance : la gloire faisant rayonner la volupté à travers la force et la ruse. Léonard avait réussi pendant quelques années à faire rayonner le soleil de la science et de la beauté à travers ce blason splendide et cruel. Mais l'expérience était dangereuse et le miracle ne pouvait durer.

Si Ludovic le More était un Mécène intelligent, c'était un caractère faible et un médiocre politique. Placé entre le pape, la République de Venise et le roi de France, qui convoitaient son royaume, il crut pouvoir se sauver en les trompant tous les trois. Après lui avoir extorqué séparément son or, ses ennemis finirent par s'allier contre lui. En 1496, Ludovic le More appela Charles VIII en Italie en lui payant une forte somme. Abandonné par lui, il s'allia à Maximilien, empereur d'Allemagne, sur quoi Louis XII lui déclara la guerre. En 1499, les Français conduits par Trivulzio, l'ennemi personnel de Ludovic, envahirent la Lombardie.

Le duc de Milan s'enfuit au Tyrol, espérant de là reconquérir son royaume avec l'aide de Maximilien. Mais les mercenaires suisses le livrèrent au roi de France, et le plus riche, le plus brillant des princes d'Italie, mourut misérablement au château de Loches, après dix ans de captivité.

Un contemporain, Paul Jove, le juge ainsi : « Homme d'une

grande intelligence, mais d'une ambition sans borne, né pour le malheur de l'histoire. » Verdict trop sévère.

On peut lui reprocher sa légèreté de caractère, son ambition insatiable et sa duplicité. Mais l'histoire ne peut lui refuser le mérite d'avoir été, avant François Ier, le seul prince qui ait compris et protégé le Vinci. Sur la couverture d'un cahier de Léonard, on a trouvé ces mots tracés de sa main : « Le duc a perdu l'État, ses biens, la liberté et rien de ce qu'il a entrepris ne s'est achevé pour lui. » En constatant, par cette note laconique, le désastre de son protecteur, Léonard marquait avec son stoïcisme habituel l'effondrement de son propre rêve.

A partir de ce moment, sa vie ne sera plus, au point de vue matériel et pratique, qu'une vaine recherche, un tissu de déceptions et d'aventures hasardeuses. Toujours harcelé par le souci du lendemain, toujours obsédé par le problème philosophique qui demeura sa grande hantise, il ne trouvera plus dans l'art que des consolations passagères. Il créera encore de merveilleux chefs d'œuvre mais n'en jouira plus. Son éternelle errance le conduira d'échec en échec jusqu'à l'exil final et à la mort loin de sa patrie. Nous le voyons d'abord au service de César Borgia, pour lequel il fait des plans de tranchées et de forteresses.

L'auteur de *la Cène* de Sainte-Marie des Grâces, devenu l'ingénieur du plus raffiné, mais aussi du plus féroce scélérat de l'histoire, quelle humiliation pour le génie humain et quel symptôme du temps! Peut-être Léonard assista-t-il au fameux guet-apens de Sinigaglia, où l'on vit trois condottieri pris au filet, égorgés comme des lapins par le généralissime de l'armée pontificale. Ce chef-d'œuvre de perfidie, qui enthousiasma Machiavel au point de vue de la politique expéditive, révolta Léonard. Il se détourna du monstre.

Le génie du Mal, qu'il avait étudié dans le duc de Valentinois, était plus sinistre avec son regard d'acier et son sourire triomphant de démon heureux que la tête de la Méduse agonisante avec toutes ses vipères. Quelque temps après, nous trouvons Léonard à la cour de Léon X, essayant de gagner la faveur du plus intelligent Mécène de la Renaissance. Mais le savant et délicat pontife, qui sut si bien comprendre Raphaël, se défia de l'énigmatique magicien.

Le Vinci revint alors à Florence, devenu un guêpier d'intrigues politiques et de coteries d'art. Il s'y heurta à l'implacable

jalousie de Michel-Ange, son rival et son antipode en tout, qui était là chez lui et maître du terrain. On connaît l'histoire de la célèbre fresque de *la bataille d'Anghiari* et du stupéfiant carton, qui, après avoir été « l'école de l'Italie, » fut brûlé, dit on, par les disciples de Buonarroti. Le vieil adage, qui veut que nul ne soit prophète en son pays se vérifia une fois de plus pour Léonard.

Le destin lui ménageait une compensation. C'est au milieu de cette Florence hérissée d'ennemis et pleine de pièges que Léonard rencontra la femme qui devait être une véritable révélation pour son âme et laisser dans son art une trace ineffaçable. Sa mission particulière était de donner, par des images vivantes, une nouvelle interprétation de quelques-uns des grands mystères de la vie. Au seuil de sa carrière, au printemps fleuri de sa jeunesse, le mystère du Mal lui était apparu sous la figure de la Méduse. A l'apogée de sa gloire, le mystère du Divin l'avait percé d'un rayon mélancolique sous la figure du Christ de la Cène. Avant le déclin, au solstice de l'âge mûr, le mystère de l'Éternel-Féminin se dressa devant lui en la personne de Mona Lisa. Aussi troublante qu'éblouissante fut la lumière qui jaillit pour lui de ce miroir magique. Car il parut, aux yeux de l'homme et de l'artiste, que ce mystère contenait les deux autres et les contre-balançait dans son équilibre instable. La Joconde devint ainsi le nœud gordien de sa vie intérieure et de ses plus hautes conceptions.

*
* *

Le nom de la Joconde, on le sait, est venu à Mona Lisa de son mari Giocondo, obscur Florentin, qui possédait un vaste domaine dans les Maremmes et qui l'exploitait en y élevant de grands troupeaux de taureaux et de bœufs. Cette industrie lucrative forçait le riche entrepreneur à de fréquentes et longues absences. Il est évident que sa femme jouissait d'une grande liberté, puisque Léonard se complut pendant quatre ans à faire son portrait, au milieu de beaucoup d'autres travaux, sans pouvoir se satisfaire et qu'elle lui en laissa l'unique exemplaire. De la femme merveilleuse nous ne savons rien, si ce n'est qu'elle était Napolitaine et de grande famille. Mona Lisa était fille d'Antonio Maria di Noldo Gherardini et la troisième femme de Zenoli del Giocondo, qui l'avait épousée en 1495. Nous ne

savons pas davantage quels furent les rapports intimes de Léonard avec la noble dame, qui accorda au maître d'innombrables séances. Car ni Léonard, ni aucun de ses biographes n'en ont jamais soufflé mot. Vasari, qui décrit minutieusement et amoureusement le portrait, dit avec raison qu'il n'y en a pas au monde de plus vivant et que « les fossettes au coin des lèvres sont à faire trembler tous les artistes de la terre. » Il ajoute que Léonard faisait venir fréquemment dans son atelier des baladins et des chanteurs pour éviter que le visage de son adorable modèle ne se figeât dans une expression morose. Mais c'est tout. Que se passa-t-il pendant ces quatre années entre ces deux êtres exceptionnels et uniques, chacun dans son genre? Nul ne l'a dit, et pourtant ce roman parle avec une éloquence irrésistible par les yeux et la bouche du célèbre portrait. Enfin, les peintures postérieures du maître, dont la plupart sont empreintes du *sourire léonardesque*, en fournissent un commentaire singulièrement persuasif. Elles prouvent à quel point le peintre fut hanté jusqu'à la fin de ses jours par le sourire de la Joconde. Ce ne fut pas un roman passionnel dans le sens ordinaire du mot, mais plutôt un drame spirituel, une sorte de gageure et de lutte entre deux grandes âmes, qui essayent de se pénétrer et de se vaincre sans y réussir. En dépit d'une correspondance parfaite, d'une profonde harmonie de sentiments et de pensées, cette lutte se poursuivit avec des phases diverses jusqu'à la séparation finale. Dans ce duel entre deux âmes également fortes, entre deux volontés aussi indomptables l'une que l'autre, les paroles jouèrent sans doute un moindre rôle que la projection des pensées et des vibrations magnétiques.

Écoutons donc religieusement la mystérieuse et tragique histoire que raconte ce portrait.

***

On se figure aisément ce qu'éprouva Léonard à sa première rencontre avec Mona Lisa. Ce fut sans doute une surprise violente, accompagnée d'un profond émerveillement et d'une dilatation subite de son être. Il avait étudié bien des types féminins, il avait connu et portraicturé les femmes les plus distinguées de l'époque, celles que les poètes contemporains appelaient *les héroïnes* du siècle, comme l'altière et fine

Béatrice d'Este et sa sœur Isabelle, duchesse de Ferrare, modèle de grâce, d'intelligence et de vertu parfaite. Il avait rencontré de somptueuses courtisanes d'une perversité séduisante et raffinée, il avait effleuré des vierges candides et suaves, dignes de servir de modèles à ses madones. Mais jamais il n'avait rencontré de femme pareille à celle-ci, capable de produire par sa simple présence une commotion aussi forte. A vrai dire, cette femme semblait résumer toutes les autres. Car le sexe tout entier, avec sa gamme de nuances chatoyantes, foncées et claires, se transfigurait chez elle en un exemplaire accompli, où les extrêmes se fondaient dans une harmonie supérieure. Son regard à la fois trouble et lumineux filtrait entre les cils soyeux de ces yeux étranges. La plus subtile ironie s'y mêlait à une passion intense. Une haute sagesse résidait dans ce front magnifique dont les tempes palpitaient sous une pensée ardente. Mais n'était-ce pas le serpent du paradis qui avait dessiné le contour de ces lèvres onduleuses? Sa morsure ne se cachait-elle pas sous le charme d'un sourire incomparable? L'ovale parfait du visage indiquait la force et la finesse, la puissance et la douceur d'une individualité renfermée en elle-même comme dans une forteresse. Cette femme consciente de son pouvoir devait posséder la science dangereuse du Bien et du Mal. En elle Léonard contempla avec étonnement les deux pôles de la nature et de l'âme, que jusque-là il n'avait vus que séparés et opposés l'un à l'autre. Équilibre merveilleux, fusion incroyable, Mona Lisa contenait à la fois la Méduse et la Madone!... Elles sommeillaient là, toutes les deux, sous ce front bombé, dans cette poitrine puissante comme en la profondeur d'une eau dormante. Et Léonard dut se dire : Cela est-il possible? Déchiffrerai-je cette énigme? Il faut que je la déchiffre... fût-ce au prix de mon génie!

De son côté, Mona Lisa dut éprouver une surprise non moins grande, mais d'un autre genre. Elle connaissait le monde, elle avait étudié sa faune singulière, elle avait provoqué des passions sans les partager. Les hommes de son entourage, y compris son époux, lui semblaient des marionnettes mues par des fils grossiers, qui ne méritaient en aucune façon la confidence de son être intime. Elle était pareille à un lac enseveli entre de hautes montagnes, à l'abri des tempêtes, mais qui réfléchit un ciel orageux. Elle ressemblait encore à un instru

ment rare, sur lequel des mains maladroites avaient vainement essayé de jouer. Elle dut frémir en la présence de Léonard, comme la harpe dont toutes les cordes vibrent à la fois au premier toucher de la main d'un maître. Mais en même temps une foule de questions surgirent en elle dans un tumulte violent. Saurait-il la comprendre comme il avait su la faire vibrer? L'aimerait-elle, elle qui n'avait jamais aimé? Et lui, le grand magicien de la science et de l'art, que pensait-il d'elle? Pourrait-il, voudrait-il l'aimer? L'Etna en éruption saura t-il deviner que le Vésuve couvert de cendres est aussi un volcan? A quoi pouvait mener cette aventure?

Depuis son adolescence, la fille de Gherardini avait une singulière habitude. Chaque fois qu'un doute s'élevait dans son âme, à propos d'un personnage de marque ou d'un événement extraordinaire, elle se retirait dans une chambre obscure éclairée seulement par un vitrail peint représentant un Éros pensif à la torche renversée. Dans ce demi-jour, elle regardait quelque temps le génie mélancolique dont le rayon d'or tombait sur elle d'un fond viole . Alors une voix intérieure s'élevait dans son cœur, et cette voix était presque toujours infaillible. Cette fois-ci, son cœur battait fortement quand elle entra dans le réduit et son sein se souleva à grandes ondes quand la voix, plus grave qu'à l'ordinaire, prononça : « Plusieurs hommes ont perdu la raison, parce qu'ils t'ont aimée et que tu n'as pas pu ou pas voulu répondre à leur amour. A ton tour de trembler! Léonard ne t'aimera pas. Ne lui livre pas le secret de ton âme, si tu ne veux pas perdre ta vie. » Une sueur froide courut sur la nuque de la Joconde, mais une révulsion subite se fit dans son cœur. Perdant toute prudence, elle se rebella contre l'ordre sévère et s'écria : « Il m'aimera quand même, car je le dompterai par l'Amour, fût-ce au prix de ma vie! »

Le Vinci n'avait donc pas eu de peine à obtenir de la noble dame de Naples de faire son portrait. Mona Lisa avait dit à l'artiste d'un air enjoué que jusqu'à ce jour aucun peintre n'avait réussi à reproduire son visage à cause de la mobilité de ses traits et de son impatience à subir le supplice de la pose. Léonard avait répondu modestement qu'il emploierait toutes ses ressources pour accomplir cette œuvre rare. Il lui promit de la distraire et assura qu'en tout cas l'honneur d'avoir tenté une tâche si haute lui suffirait comme récompense. Défi de

grande dame et jeu d'artiste, sous lesquels se cachait la double gageure d'une âme ardente et d'un esprit puissant, également inassouvis dans leur désir effréné d'aimer et de connaître.

Le peintre sut aménager un atelier propre aux entrevues discrètes, une retraite digne de ce grand œuvre d'amoureuse magie. Le gonfalonier Soderini avait mis à sa disposition une grande salle, au fond d'un palais sombre, dans une petite rue voisine de l'Arno. Le demi-jour n'y tombait que d'en haut savamment tamisé par des voiles de diverses couleurs. Sous un rayon cramoisi, un épisode de la bataille d'Anghiari flamboyait sur un chevalet. C'était celui où des cavaliers aux prises, sur leurs montures cabrées et enchevêtrées les unes dans les autres, se disputent âprement l'étendard de la victoire. Une nymphe de marbre, debout dans une niche, versait d'un geste pudique un filet d'eau claire dans un bassin en forme de coquille. Des roses et des iris posés dans des vases de cristal s'épanouissaient sur des bahuts de chêne. Un seul hôte vivant égayait cet asile de rêve et de travail, quand Mona Lisa venait s'y glisser pour s'asseoir en face du maître. C'était une petite gazelle qui se promenait familièrement sur le tapis moelleux. Quelquefois la bête gracieuse des oasis d'Afrique venait poser son tendre museau sur les genoux de la reine de céans, qui la nourrissait de pain blanc et de sucreries. Aux premières séances, le maître fit entendre à son modèle des citharistes et des chanteurs de Florence et fit exécuter devant elle une tarentelle par des danseurs napolitains. Mais bientôt Mona Lisa déclara qu'elle n'avait pas besoin de ces divertissements frivoles et que la conversation du maître lui suffisait. A la longue, celui-ci étala devant sa compagne attentive tous les trésors de son expérience et de sa pensée. Sans le vouloir, il se laissa entraîner à lui parler de ses déceptions sans nombre, des persécutions de ses rivaux, des humiliations cruelles infligées à l'artiste par les princes qu'il avait servis, de l'ingratitude de plusieurs de ses disciples, du martyre secret de son âme devant l'âpre recherche de la vérité. Il fut étonné de la compréhension immédiate de cette femme, de sa souplesse incroyable, de ses divinations miraculeuses. Elle le suivait, l'accompagnait, le devançait dans toutes ses idées avec une audace ingénue et savante. Par ses visions inattendues sur les hommes et les choses, sur l'art e sur la vie, elle lui inspirait des idées et des sujets nouveaux. Par ses

regards insinuants comme par sa voix mélodieuse, par ses gestes discrets comme par sa présence enchanteresse, cette femme était devenue la musique de sa pensée.

Pourtant, s'il s'ouvrait devant elle, elle lui demeurait fermée comme un coffret d'ébène, à triple serrure. Car elle ne lui disait rien de sa propre vie et lui cachait soigneusement son passé. Malgré tous ses efforts, il lui fut impossible d'y pénétrer. Au bout de quelques mois, l'observateur aigu, l'habile dompteur d'âmes dut s'avouer qu'à ce jeu il perdait son latin, son grec et son hébreu. Il reconnut sa défaite absolue. Indéchiffrable dans son fond, Mona Lisa restait pareille à un miroir qui réfléchit tous les êtres, à une harpe éolienne qui vibre à tous les souffles de l'air. L'Éternel-Féminin respirait en elle comme l'âme du monde respire dans la nature, âme diverse et infinie. Cette âme sans doute avait son sanctuaire, mais il demeurait inaccessible comme une forteresse aux rares pertuis. A chaque assaut, elle se hérissait de nouveaux créneaux et creusait autour d'elle des fossés plus profonds.

Phénomène plus inquiétant encore, à mesure qu'il essayait de suivre cette femme dans ses multiples métamorphoses et de transporter sur la toile les nuances les plus fugitives de son visage, le peintre se sentit comme envoûté dans son tableau. Elle se laissait peindre et posséder comme une chair astrale sous les caresses du pinceau. Et cependant, il ne connaissait, il ne possédait pas son âme. Elle lui échappait toujours et s'épanouissait, triomphante, en des formes nouvelles, tandis que le maître vaincu se sentait chaque jour plus captif et plus possédé. La magicienne buvait-elle l'âme du magicien pour l'emprisonner dans son tableau? Cesserait-il d'être le maître souverain pendant qu'elle devenait la radieuse Joconde? Plus d'une fois il en trembla d'effroi, lui le Fort et l'Invincible, et voulut s'interrompre. Mais un charme tout-puissant le forçait à continuer. Il lui semblait que, lorsqu'il aurait atteint la ressemblance parfaite de Mona Lisa sur sa toile, il aurait deviné l'énigme de la Sphinge. Pareil à la toile de Pénélope, le portrait cent fois terminé et cent fois repris était recommencé sans cesse. Et l'emprise torturante et délicieuse de ces deux êtres se renouvelait en un duel silencieux, implacable et acharné.

Lutte décevante, pleine d'ivresses secrètes et de craintes

étouffées, qui n'eut d'autres témoins que les murs noircis d'un vieux palais de Florence et les crépuscules pourpres ou cuivrés de l'Arno. Elle se poursuivit, malgré de longues interruptions, en dépit des fréquentes absences de Mona Lisa, de ses voyages mystérieux et des soucis multiples, des travaux accablants de l'artiste. Sous un calme apparent, Léonard était inquiet et agité. Quant à Lisa, toujours diverse et toujours la même, elle ne montrait ni impatience, ni lassitude. Elle jouissait de son empire incontesté. Ne possédait-elle pas le maître d'autant mieux qu'elle n'était pas sa maîtresse? N'était-elle pas sûre qu'un jour ou l'autre il tomberait à ses pieds, foudroyé par le dieu inconnu, et qu'alors confondus et transfigurés ils entreraient dans un nouveau monde? O félicité sans borne, dans un anéantissement et une résurrection à deux! Elle attendait la crise sans vouloir la provoquer. Deux événements extérieurs la précipitèrent. Messer Giocondo, embarrassé dans ses affaires et pris d'un soupçon subit, rappela sa femme dans son castel des Maremmes par une lettre menaçante. D'autre part, le cardinal d'Amboise, auquel Léonard avait écrit pour entrer au service du roi de France, priait Léonard de se rendre auprès de lui à Milan. L'heure du destin avait sonné. Le passé, ce tyran de l'avenir, ressaisissait la femme. Le travail, ce tyran du génie, rejetait son carcan sur son esclave. Après des jours ineffables, il fallait se séparer et retomber des paradis d'un rêve inouï dans les chemins sinistres de la réalité.

Ce fut sans doute une heure solennelle, celle où le maître pensif et l'impassible Mona Lisa, prise d'un tremblement subit, s'avouèrent cette double nouvelle. Léonard venait justement de terminer le portrait et d'ajouter quelques retouches aux cils frémissants à peine visibles, à la commissure des lèvres sinueuses, à la gaze du front et à l'ombre à peine perceptible qui marque la naissance de la gorge sous la moire sombre de la robe. Il regarda le paysage fantastique qu'il avait évoqué derrière Mona Lisa, ces rochers rougeâtres et pointus de forme volcanique, pareils aux dolomites du Frioul, entre lesquels circulent des rivières serpentines. La destinée qui les guettait l'un et l'autre lui paraissait maintenant aussi sombre que ce paysage qui l'avait charmé jadis. Embrassant d'un seul coup d'œil la tête qu'il avait baignée d'une atmosphère violâtre pour en exprimer toute la magie, il fut frappé de son triple

caractère de suavité, de puissance et de mystère. Alors une douleur presque intolérable le saisit à la pensée qu'il allait perdre pour toujours cette source de vie. Du moins voulut-il avoir le dernier mot de ce mystère avant l'adieu suprême. Rompant la contrainte sévère qu'il s'était imposée jusque-là, il s'écria donc : « O Mona Lisa, Femme qui contiens toutes les femmes, toi que j'ai peinte et que je ne connais pas, magicienne qui défies les mages, toi si douce en apparence et si redoutable au fond, si limpide quand tu réfléchis le ciel et si trouble quand ton âme se convulse sous la tempête, transparente et impénétrable, sublime et perverse..., comment se fait-il qu'au fond de ton cœur je vois trôner à la fois la Méduse avec la Madone? Qui donc es-tu? Je n'ai pas deviné ton énigme, mais, — puisqu'il faut nous quitter, — dis-moi ton secret. »

Le sourire subtil qui courait d'habitude sur la bouche onduleuse de Lisa se contracta en un pli amer lorsqu'elle lui répondit : « O grand Léonard, roi des peintres, seigneur de l'Art, magicien très puissant, toi qui sondes la terre et le ciel, les métaux et les âmes, la nature et l'homme, toi qui devines et comprends tout, tu n'as pas deviné, non, tu n'as pas compris que je t'aime avec la même frénésie que tu aimes ta science implacable. Je t'aime, parce que je te comprends, toi et ton désir. Je sais ton pouvoir et ta force, mais je sais aussi ce qui te manque : l'enthousiasme sans mesure, la foi audacieuse qui crée un nouveau monde!... Oui, tu as raison, je porte en moi la Madone et la Méduse. Tu veux mon secret? Il est dans ma devise : *Tout le Bien avec l'Amour, tout le Mal sans Lui.* Aucune profondeur de l'enfer où je ne saurais me précipiter si l'amour d'un puissant comme toi me faisait défaut. Aucune hauteur du ciel que je ne pourrais atteindre avec lui. Ne me laisse donc pas retomber dans le gouffre après m'avoir élevée à ton sommet... Partons, fuyons ensemble... Chacun de nous deux porte en lui-même un monde incomplet; confondons-les pour les épanouir. Seuls, nous sommes faibles; à deux, nous serons invincibles. Tu feras parler celle que tu as souvent appelée la Muse du Silence. Ma vie la plus ardente viendra colorer tes visions et mon cœur palpitant te dira leur secret ineffable! »

Jamais Léonard n'avait connu pareille tentation, jamais il n'avait hésité entre deux routes contraires comme à cette voix

musicale, qui l'enveloppait comme un sanglot profond de la mer. Quel choix cruel dans ce dilemme! D'une part, la Science austère, la gloire mondaine, le pouvoir reconnu, avec leurs horizons limités, leurs satisfactions certaines; de l'autre, l'Amour, la passion, l'extase, ciels inconnus, espaces infinis, gouffres et vertiges. Le voyageur qui a gravi l'Apennin jusqu'aux sapinières de la Vallombrosa et qui, par les temps clairs, voit miroiter, dans les brumes de l'horizon, d'un côté la mer Adriatique et de l'autre la mer Tyrrhénienne, éprouve une sensation analogue. Comme l'oiseau migrateur qui plane dans ces régions, Léonard pouvait s'élancer dans l'horizon de feu avec cette femme-lyre que la destinée lui présentait. Il pouvait tenter une vie nouvelle d'amour, de rêve et de création. Mais que d'obstacles et que de risques! Dans cette aventure, ne laisserait-il pas sa force et son génie? Il eut peur du gouffre, peur de l'inconnu. Comme jadis, dans l'excursion alpestre, il avait reculé devant la caverne, il recula devant la Femme.

Après avoir baisé les mains de Mona Lisa, ces mains de princesse, aux longs doigts fuselés qui avaient la douceur des ailes de cygne, il allégua sa parole donnée au cardinal d'Amboise, son serment à la Science, l'austérité de sa vie... Il refusa, avec la mort dans l'âme, — mais il refusa.

Quand il releva son front incliné, le visage de son modèle avait pris une teinte olivâtre, et l'artiste effrayé aperçut un instant le fauve éclair de la Méduse dans l'œil de la Joconde. L'assurant de sa reconnaissance infinie, il la supplia de ne pas rompre entièrement leurs relations, de lui conserver sa suave amitié et de lui écrire quelquefois pour qu'il puisse la suivre et veiller sur elle à distance comme un père. Mais elle refusa à son tour et fut inflexible. « Pas de fade liqueur, dit-elle, après la coupe enchantée que nos lèvres ont effleurée sans la boire. Mon cœur gèlerait sous le clair de lune de l'amitié, après le soleil du grand amour qui a lui sur nous. J'ai voulu le Ciel ou l'Enfer tout entiers; je prends l'Enfer, puisque tu ne veux pas de mon ciel. Tu ne sauras plus rien, *plus rien* de ma vie future. Et si jamais tu me rencontres dans l'autre, tu trembleras peut-être devant la démone que je puis devenir!

— Laissez-moi du moins, dit Léonard, le souvenir de cet amour qui ne ressemble à aucun autre, votre portrait, notre enfant, *notre œuvre* commune. Il sera mon génie protecteur!

Il se fit un grand silence, pendant lequel l'œil fixe de la femme, dardé sur le maître, continua à le transpercer comme un glaive. Enfin, son regard se radoucit, et la Méduse redevint la Joconde. Sa bouche reprit son sourire habituel, mélange indicible de tendresse et d'ironie, et elle dit d'une voix basse et comme voilée : « J'y consens. Quant à moi, je n'ai pas besoin de ton portrait. J'ai conçu de toi une image plus belle que celle que tu pourrais retracer toi-même, quoique tu sois le premier des peintres. Je te connais à fond, mais tu me connais à peine. Si grand que tu sois, tu ignores encore bien des choses. Quelque jour peut-être découvriras-tu le grand secret. Tu as pris pour devise : *Plus on connaît et plus on aime;* mais tu ne connais pas l'envers de cette vérité : *Plus on aime et plus on connaît.* Puisses-tu trouver une autre patrie que mon âme dans le désert affreux du monde, et puisse ton génie te consoler de ton irrémédiable solitude! Tu ne l'apprendras qu'à ta dernière heure : le sacrifice est le secret magique de l'Amour, et l'Amour est le cœur du Génie. »

Ainsi se connurent et se séparèrent le magicien de la peinture et cette femme, merveille de son sexe, en qui l'âme du monde, qui est l'Éternel-Féminin, parut se contempler avec ses deux pôles, comme en un miroir d'élection. Ils étaient faits pour se comprendre et se compléter. Cependant ils s'attirèrent et s'aimèrent sans pouvoir se fondre. Un sort contraire les arracha l'un à l'autre dans un siècle violent, où les grandes passions, la science, l'amour et l'ambition, se soulevèrent à leur comble, comme des vagues irritées qui se heurtent de leurs crêtes écumantes sans pouvoir se renverser.

IV. — LE DÉCLIN ET LA MORT DE LÉONARD.
LA LÉDA, LE PRÉCURSEUR ET LE MYSTÈRE DE L'ANDROGYNE

Plus de dix ans se passèrent pour l'artiste errant en vaines tentatives, en longs ennuis. En 1515, il atteignit l'âge de soixante-trois ans. A ce moment, la brusque descente de François Ier en Lombardie décida Léonard à quitter Rome, où il avait vainement brigué la faveur de Léon X, pour chercher fortune auprès du roi de France. Il alla le rejoindre à Pavie dès son arrivée et le suivit à Bologne. Ce fut entre eux une entente parfaite. Le jeune vainqueur de Marignan était dans

tout l'éclat de sa gloire naissante et de sa folle jeunesse. Ce roi chevaleresque et libertin, qui semblait sortir du poème de l'Arioste, se montrait aussi variable dans ses amours que dans sa politique. Léger en tout, il prenait l'art au sérieux. Il fut le premier souverain de France et peut-être le premier des Français qui comprit la beauté merveilleuse et l'incomparable supériorité de l'art italien. Son désir le plus ardent était de le faire passer en France, en attirant chez lui les premiers artistes d'Italie. Dès sa première entrevue avec Léonard, il l'appela « mon père. » Le geste de Charles-Quint ramassant le pinceau du Titien est certes fort gracieux, mais ce nom de « père » donné par François Ier à Léonard témoigne d'un sentiment plus intime. Il prouve la reconnaissance filiale du jeune souverain envers le vieux maître, qui lui ouvrait les secrets du Beau, et son désir de se mettre humblement à son école.

La faveur royale fut illimitée. Voulant fixer définitivement l'artiste dans son royaume et l'attacher indissolublement à sa personne, François Ier l'emmena en France et lui donna le château de Cloux, près d'Amboise, sa propre demeure habituelle. En 1517, nous trouvons Léonard installé dans cette jolie résidence, entre la Touraine et la Sologne. Il a pour seuls compagnons un gentilhomme milanais, Francesco Melzi, son disciple inséparable, et un serviteur fidèle. Mais il jouit de sa liberté entière. Le Roi lui avait constitué une pension de 700 écus. Il lui fit les honneurs de ses séjours de choix. Il lui montra le château de Blois, où une statue équestre du roi de France armé en chevalier et toute dorée resplendit sur la porte d'entrée. Il l'hébergea au château d'Amboise, qui mire orgueilleusement ses tours à poivrière dans la Loire. Il le promena dans l'immense château de Chambord, flanqué de ses quatre donjons au milieu d'une vaste forêt, où le roi se proposait de faire construire un escalier tournant à balustrade ajourée représentant une joyeuse escalade de nymphes et de satyres. Et, pendant les molles chevauchées le long des méandres de la Loire, le monarque exubérant avait dit à l'artiste rêveur : « Tout ce que tu viens de voir n'est rien auprès de ce que tu peux faire. Te voilà libre de travailler à ta guise. Palais, statues, tableaux, je trouverai beau tout ce qui sortira de ton cerveau. J'ouvre un crédit illimité à ton génie. Imagine, invente, crée ; je réaliserai tes songes. Dispose du marbre, du bronze

et des couleurs; je veux peupler mon royaume de tes œuvres. »

Rentré au manoir de Cloux, Léonard s'était mis au travail. Ingénieur, il fit d'abord un plan d'irrigation pour le bassin de la Loire. Architecte, il dressa le modèle d'un nouveau château que François Ier voulait bâtir à Amboise. Se souvenant enfin qu'il était peintre, il reprit dans ses cartons ses innombrables esquisses de sujets religieux et profanes. Pourquoi donc lui semblaient-elles si ternes? Pourquoi aucune d'elles ne voulait-elle prendre couleur et vie? Hélas! cruelle ironie du destin, au moment où il venait de trouver un roi selon son cœur qui lui offrait de réaliser ses plus audacieux projets, le grand artiste se sentait terrassé par l'âge, accablé de fatigue et frappé d'une langueur physique et morale, qui contrastait avec sa bouillonnante jeunesse et l'inlassable ardeur de son âge mûr. A l'époque triomphale de sa faveur auprès de Ludovic le More, il avait fait le plan d'un pavillon pour la duchesse Béatrice, qu'il comptait illustrer de peintures sur la légende de Bacchus, en infusant dans le mythe grec les pensées profondes que lui avait inspirées l'étude de la nature et de ses règnes. Souvent aussi, en se promenant sous le scintillement multicolore des verrières, dans la sombre cathédrale de Milan, il avait rêvé d'illustrer l'histoire du Christ par une série de fresques pareilles à celle de Sainte-Marie des Grâces. Dans ces œuvres, il eût éclairé la tradition divine par sa connaissance des âmes et de leur hiérarchie, pareille à celle des anges qui montent et descendent l'échelle de Jacob. Les Madones et les Saintes Familles de Léonard n'étaient que les ébauches partielles de ces conceptions grandioses, qu'il eût voulu exécuter avec une minutie scrupuleuse, à cause de son besoin de perfection. Qu'avait-il fait de tout cela? Rien ou presque rien. Des épisodes épars surnageaient tristement. L'ensemble avait sombré avec l'idée-mère dans le naufrage de son existence. Il avait laissé passer l'heure sublime de l'inspiration, où les visions fulgurent devant les yeux comme des êtres vivants, où il faut les fixer au risque de les perdre à jamais. Maintenant il était trop tard! Déjà Léonard sentait sa pensée se voiler et la paralysie étreindre lentement son bras droit. N'avait-il pas eu tort de sacrifier l'Art à la Science? Cette Science hautaine, qui lui promettait le secret des choses, l'avait leurré. Elle pouvait sans

doute atteindre les causes secondes, mais les causes premières lui échappaient. En revanche, en peignant ses chefs-d'œuvre, Léonard avait senti frémir en lui l'étincelle divine. Le seul moyen, pour l'homme, de connaître Dieu, n'est-il pas d'aviver en lui cette étincelle? La voie unique pour se rapprocher de lui, n'est-elle pas la prière ou l'enthousiasme, l'extase ou la création?

Ce retour sur ce passé amena Léonard à une autre constatation non moins amère. Faute de s'être donné tout entier à l'art et à son inspiration, non seulement il n'avait pas accompli son œuvre, mais il n'avait pas davantage résolu le problème qu'il s'était posé dans ses recherches scientifiques. Il n'avait pas deviné l'énigme du Sphinx-Nature. Et pourtant, le voile épais qui recouvre le mystère universel avait paru se déchirer deux fois, lorsqu'il avait peint la tête de la Méduse et lorsqu'il avait esquissé celle du Christ, lumière perçante et courte comme l'éclair. Deux fois le voile s'était refermé et l'avait laissé dans les ténèbres. Maintenant, à la fin de sa vie, sous l'étreinte menaçante de la vieillesse, dans le naufrage presque total de son œuvre, le mystère du Mal et le mystère du Divin se redressaient devant lui comme deux météores inquiétants. Elle remontait de l'abîme, la sinistre tête coupée avec son regard meurtrier et son casque de vipères. Elle redescendait aussi du ciel, la tête de Jésus, au doux sourire d'infinie pitié. Mais il n'osait plus les interroger, car elles lui disaient l'une et l'autre : « Dieux ennemis, nous régnons éternellement sur la nature et sur l'homme. Mais on ne peut pas nous servir tous les deux. Toi qui oses nous évoquer ensemble, essaye donc de nous concilier. Nous t'en défions! »

Ainsi, la vie du grand magicien de la peinture, qui rechercha si sincèrement la vérité profonde du réel et l'ineffable beauté de l'idéal, semblait finir dans le désespoir du doute et de l'impuissance.

De cette sombre humeur, de ce pessimisme caché, il nous reste un document irréfragable. C'est l'image inoubliable que Léonard traça de lui-même dans un dessin à la sanguine qui se trouve au musée de Turin (1). Ce ne sont que quelques coups de crayon d'une extrême finesse, mais le portrait,

(1) Il est reproduit en tête du beau livre de M. Gabriel Séailles, *Léonard de Vinci, l'artiste et le savant*, 1892 (Paris).

d'un réalisme saisissant, est criant de vérité. Jamais mélancolie de vieillard n'a été burinée avec cette énergie incisive. Le masque puissant ressort en plein relief d'une chevelure et d'une barbe blanches aux grandes ondes. L'immense front chauve est sillonné de rides transversales, qui indiquent l'intensité de la pensée. De dessous la broussaille épaisse de leurs sourcils, les yeux lancent un regard perçant sur le monde hostile. La lèvre inférieure avance d'une moue dédaigneuse. Quelle confession tragique dans ce regard aigu, dans cette bouche amère! Cet homme a tout vu, tout jugé, tout souffert. Il n'attend plus rien de personne. Et pourtant, je ne sais quelle lumière, qui erre encore sur ce front dévasté, rappelle que jadis il fut touché du rayon divin. C'est la tête d'un lion vaincu par la vieillesse, mais d'un lion.

*
* *

Depuis le jour lointain où Léonard s'était séparé de Mona Lisa, il avait refoulé son image dans l'arrière-fond de sa mémoire. Mais elle y siégeait comme une divinité cachée dans le sanctuaire des dieux Lares. Leur dernière entrevue, leur adieu poignant, les paroles solennelles et menaçantes de la Joconde, lui avaient laissé une flèche au cœur. A chaque tête de femme qu'il peignait, le sourire de la Joconde se glissait involontairement sous son pinceau. Chose étrange, il puisait sa vie meilleure dans l'image de cette femme dont il avait repoussé l'amour. Quand Léonard avait montré le portrait miraculeux à François Ier, celui-ci s'était écrié : « Cette femme est plus belle que toutes les autres, car elle les renferme toutes, et comme je ne puis pas avoir le modèle, je tiens au moins à posséder le portrait. » A ce mot, Léonard pâlit. Il sentit de nouveau le dard invisible lui lanciner le cœur. Il se reprocha d'avoir trahi une seconde fois Lisa en révélant à son protecteur profane cette image sacrée. Mais il dut céder: qu'aurait-il pu refuser au roi généreux à qui il devait tout (1)? Le sacrifice accompli, le regret du peintre devint plus vif. Il lui parut qu'il s'était dépouillé du bon génie qui le gardait. N'avait-il pas commis un de ces crimes subtils qui échappent à la justice humaine, mais que les dieux punissent d'autant plus sévèrement? Il s'était

(1) Léonard vendit le portrait de Mona Lisa pour 4 000 écus au roi.

séparé de ce qu'il avait de plus cher... il avait vendu la fille adorable d'un amour immortel! Alors commencèrent pour lui des jours terribles. La déesse, dont il avait livré l'idole, sortit plus impérieuse de son arcane, armée d'un nouveau grief et d'un nouveau pouvoir. Dégagée des champs élyséens du souvenir, plus présente, plus vivante que jamais, l'ombre de Mona Lisa l'obsédait sous deux formes diverses. Tantôt séduisante, enjouée, elle se glissait sur les genoux du vieillard solitaire, l'enlaçait de ses bras et lui murmurait à l'oreille : « Si tu m'avais aimée comme je t'aimais, nous aurions conquis notre ciel ensemble, mais maintenant il est trop tard, — trop tard! » Tantôt elle se dressait devant lui, vêtue de noir comme une prêtresse funèbre, un flambeau à la main. Et de sa bouche partaient les paroles fatidiques du jour de l'adieu : *Tout le Bien avec l'Amour et tout le Mal sans lui!* En prononçant ces mots, elle renversait la torche et l'éteignait contre terre.

A ce souvenir redoutable, à cette menace de l'ombre chérie transformée en Némésis, Léonard frissonnait. Un amas confus d'hypothèses étranges, d'inquiétudes effarantes l'assaillit. Qu'était devenue la Joconde dans son château des Maremmes? Avait-elle subi la vengeance sournoise de l'époux? A quels excès s'était-elle portée? Vivait-elle encore, ou avait-elle mis fin à sa triste existence par un suicide héroïque? — Vaines questions, énigme insoluble des belles âmes dans le vortex de l'univers. Entre Elle et Lui, régnait désormais un abîme infranchissable, un silence éternel. — Et le froid serpent du remords s'enroulait autour du cœur glacé du vieux magicien, frappé d'impuissance.

Mais une fois encore le vieux lion blessé voulut rebondir. Une fois encore, l'artiste se ramassa et tenta de vaincre l'insupportable douleur de l'homme. Il se souvint que, peu avant leur séparation, Mona Lisa lui avait suggéré de peindre une Léda très différente de celle que les autres peintres de la Renaissance avaient l'habitude de représenter, une Léda pensive et spiritualisée. « Au lieu de presser l'oiseau divin, au plumage de neige, sur son sein gonflé de volupté, disait Mona Lisa, la Léda que j'ai vue en rêve se tenait debout près du cygne dans une attitude songeuse. La bête ailée tendait vers la Femme son corps frémissant et son bec ouvert. Mais Elle, en caressant son col, lui infusait le rythme de son corps et l'harmonie de son

visage incliné vers lui. » Avec quelle émotion Léonard se rappelait maintenant cette vision radieuse, contée par l'amie en des temps plus heureux; avec quelle force elle resurgissait dans sa mémoire sous la nuit tombante de la vieillesse ! Il l'avait esquissée jadis, puis oubliée, alors qu'il tenait le bonheur dans sa main sans le comprendre. Sous le coup d'un regret tardif et d'un désir inextinguible, il voulut donner la vie et la couleur à ce rêve splendide, dont maintenant seulement il pressentait le sens merveilleux. Il reprit donc son pinceau et se remit à l'œuvre d'une main affaiblie, mais redevenue subitement impétueuse.

Dans ce tableau, on voyait Léda debout au bord d'un étang noir. D'une blancheur éclatante comme un lis d'eau, son corps sinueux dessine au premier plan ses formes opulentes et sveltes. Image suprême de séduction, nudité à la fois voluptueuse et chaste. Dans l'ovale penché du visage aux cheveux crêpelés, dans la mélancolie des grands yeux, dans la douceur infinie de la bouche, le sourire de la Joconde s'épanouit avec une intensité surnaturelle. Et, derrière elle, le sombre marécage s'étend à l'infini. Mais par-dessus le crépuscule, le ciel flamboie du pourpre à l'orange et de l'orange au violet. On dirait que la femme et le cygne se marient dans un chant de cristal, dont l'écho fait vibrer le prisme de l'atmosphère d'une ardente symphonie. Le chant du cygne palpite en lumière, et la lumière palpite en mélodie (1).

En peignant ce tableau, Léonard éprouva un sentiment nouveau. Il lui sembla qu'une sorte de communion se rétablissait entre lui et la femme qui l'avait fasciné jadis. Chose singulière, à l'époque où il la voyait si souvent en faisant son portrait, où il l'étudiait avec une attention inlassable et une curiosité toujours nouvelle, jamais cette communion n'avait été si intime et si profonde. Une illumination subite se fit alors dans son esprit. A travers cette femme, l'Éternel-Féminin, cette puissance éparse dans tout l'univers, se révélait comme au centre éblouissant d'un miroir concave. La Femme complète et consciente se trouvait être le point d'intersection des forces extrêmes et opposées de la nature. Jadis, avec *la Méduse*, il en

(1) Ce tableau a été perdu comme tant d'autres du maître, mais une esquisse de sa main s'en trouve au musée de Windsor. Elle est reproduite dans le livre d'Eugène Müntz.

avait saisi la manifestation infernale comme force du Mal. Maintenant, avec le tableau de la *Léda*, suggéré par l'amie perdue, il en comprenait la manifestation divine, comme force du Bien. Ce n'était plus le pouvoir destructeur et monstrueux de la femme livrée aux bas instincts, mais l'effluve inspirateur, la force régénératrice de l'amour vrai, du sacrifice créateur. Lien universel, harmonie des contraires. De ce point brûlant, quels rayons jaillissaient à gauche, à droite, en bas et en haut, en tous sens, vers les régions lointaines du monde! Ainsi Léonard avait reçu de sa Joconde ce que la science seule n'eût jamais pu lui donner.

D'une sphère inconnue, elle lui parlait encore à travers ce tableau. Grâce à elle, il tenait enfin la clef du grand mystère du Mal et du Bien et de leur lutte nécessaire dans le monde. Par elle et avec elle s'accomplissait en lui la rayonnante victoire du Bien sur le Mal. Et le peintre pouvait se dire que, par l'ensemble de son œuvre incomplète et suggestive, il transmettait cette clef précieuse à ceux qui sauraient la comprendre et s'en servir.

Quand Léonard déposa son pinceau sur le chevalet de la Léda terminée, un grand apaisement se fit en lui dans une mélancolie plus sereine. N'avait-il pas accompli le désir de la Joconde? — Vivante ou morte, sans doute qu'à cette heure elle lui avait pardonné.

En achevant cette œuvre, le Vinci s'était dit : « Voilà mon *chant du cygne*. »

Passons maintenant au dernier tableau de Léonard, qui, avec la *Léda* et le *Bacchus*, représente le testament de l'artiste et du penseur, précieux héritage que la France a l'honneur de posséder au Louvre. Le *Jean-Baptiste*, qui fascine et ensorcelle tout le monde, a déconcerté la critique, parce qu'il est à la fois païen et chrétien. Certes, il ne rappelle guère le prophète vêtu de poil de chameau qui prêchait la pénitence sur les bords du Jourdain et qui annonçait la venue du Messie, mais il mérite le nom de *Précurseur* en ce qu'il présage un Christ nouveau, manifesté à travers un homme régénéré. Peut-être aurons-nous quelque peu défini sa nature en disant qu'en lui l'Éternel-Masculin et l'Éternel-Féminin réalisent leur compénétration et leur fusion parfaite. Spirituellement parlant, c'est vraiment l'Androgyne! Mais quel travail pour le devenir! Il a

fallu que les deux monstres de l'abîme, la Méduse et le Dragon, fussent vaincus. Il a fallu que la Luxure, cet orgueil de la chair, et l'Orgueil, cette luxure de l'esprit, fussent foulés aux pieds. Il les a terrassés le jeune et fluide athlète. Et c'est pour cela qu'il a pu se muer en cet être ingénu, vif et léger comme le feu, dont la chair délicate semble tissée dans l'éther transparent. Son type rappelle le *Bacchus*, mais quelle différence d'attitude et d'expression, quelle métamorphose d'âme! Le *Bacchus* est trempé de soleil, immergé en pleine sève terrestre. Ce nouveau Dionysos ressort en plein relief des ténèbres de son clair-obscur comme l'apparition d'un autre monde. Il en reflète la lumière qui caresse ses flancs et sa poitrine, en même temps qu'elle éclaire du dedans son visage. Ce monde de l'au-delà, ce royaume spirituel qu'il voit, mais qu'on ne saurait décrire, son bras arrondi le désigne d'un geste charmant et familier et son doigt levé le montre avec certitude. Sa tête inclinée sourit d'une céleste ivresse. Dans ce sourire et dans ce visage, qui ne reconnaîtrait pas le sourire ineffable de la Joconde transfigurée?

*
* *

Après un brusque refroidissement et une courte maladie, Léonard de Vinci expirait brusquement le 22 mai 1519, au château de Cloux. Par son testament, il venait de léguer à son fidèle disciple, Francesco Melzi, ses dessins et ses nombreux carnets renfermant ses pensées philosophiques et les notes minutieuses de ses recherches scientifiques. Le corps de l'illustre artiste fut inhumé dans la chapelle du château d'Amboise. Malgré toutes les recherches, il a été impossible de retrouver sa dalle. D'autre part, personne n'a jamais rien su de la destinée de Mona Lisa, après sa séparation d'avec le grand peintre. Le corps de l'un et la vie de l'autre ont disparu sans trace. Mais les tableaux, dans lesquels ces deux êtres ont si intensément mélangé leurs quintessences et accompli en quelque sorte leur mariage mystique, luisent toujours sur l'obscur mystère du drame humain comme des flambeaux incandescents de l'âme ou comme des soleils lointains dont la lumière intermittente se cherche à travers les espaces.

Au cours de ses explorations dans les Alpes, Léonard avait fait jadis l'ascension périlleuse du Mont Rose, de cette cime

immaculée, qui, d'un trône de glaciers, domine le massif du Mont Cervin et toute la Lombardie. Son regard avait plongé dans ces vallées qui, de cette altitude, ne sont plus que d'étroites fissures ou des chaudières de nuages. Il avait embrassé d'un coup d'œil cet âpre paysage, où l'on ne voit plus que le roc, le nuage et le ciel. Il avait observé que l'azur devient plus foncé et presque noir à mesure qu'on s'élève dans l'atmosphère et que l'air se raréfie. Il avait trouvé là l'ivresse des grands créateurs, qui boivent à même l'âme solaire de la Vérité, mais se sentent alors si loin des hommes ! — On dirait que cette solitude des cimes il l'emporta avec lui au milieu des foules, des cours princières, parmi ses élèves et auprès des femmes. Partout elle maintenait autour de lui un rempart invisible, mais infranchissable. Ses meilleurs disciples ne purent pénétrer sa pensée intime et sa fin ressemble presque à un effondrement. Une auréole de mélancolie plane sur son œuvre.

Plaignons-le, mais envions-le aussi. L'artiste peut-il demander à Dieu une plus belle récompense que la joie de créer ? Toute grande vie est une apothéose sur un naufrage et pourrait avoir pour devise l'héroïque parole de Shelley : « Persévère... jusqu'à ce que l'espérance crée de son propre naufrage la chose contemplée. »

ÉDOUARD SCHURÉ.

PERDUE

DANS LA

RÉVOLUTION RUSSE...

(1917-1918)

II[1]

LENDEMAINS DE RÉVOLUTION

I. — LES FUNÉRAILLES DES VICTIMES

Dès le lendemain de la Révolution, je recevais de l'ouvroir un coup de téléphone : j'étais mandée d'urgence. Je savais qu'on renvoyait les curatrices et les sœurs appartenant à l'aristocratie. Maintenant que la liberté était proclamée, on ne voulait plus de créatures de l'ancien régime : on se dépêchait de le leur signifier, comme si l'on craignait de se contaminer à leur contact. Beaucoup partaient de leur plein gré, leur situation étant devenue extrêmement délicate et pénible. Aussi n'étais-je pas sans appréhension, en repassant le seuil de ce refuge de mutilés.

Mes malades m'ont fait le même accueil que toujours. Tous m'ont priée de rester à la tête de l'ouvroir et de continuer à m'en occuper. Cette réception si cordiale m'a réchauffé le cœur. Le soir devait avoir lieu une conférence de mutilés à la Douma municipale. Ils désiraient y assister, mais avec mon assentiment. C'est pour me le demander qu'ils m'avaient fait

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril.

venir. De la façon la plus respectueuse, un de leurs délégués m'a exposé la nécessité de leur procurer un moyen de transport : les tramways ne fonctionnaient plus et ils ne pouvaient aller si loin à pied. Des événements pas un mot. Seulement, quand je partis, ils me dirent : « Si jamais, Sestriza, vous ou vos enfants, vous êtes en danger, venez vous réfugier parmi nous. Nous trouverons toujours moyen de vous protéger. »

Cette heure passée parmi ces braves gens m'avait complètement réconfortée. Ainsi la reconnaissance existe encore en ce monde et on la trouve chez les humbles! Par malheur, ce qui était vrai de l'ouvroir ne l'était pas du lazaret. Celui-ci était méconnaissable. Au lieu des visages avenants que nous étions accoutumés d'y voir, le contraste était frappant de l'expression farouche et sournoise avec laquelle les blessés vous regardaient. Les sœurs, quoique d'extraction modeste, étaient tenues en suspicion. Du jour au lendemain, les malades ne voulurent plus se soumettre à aucun règlement.

. . . . . .

C'est le jeudi 23 mars qu'eurent lieu les funérailles des victimes de la Révolution. J'aurai peine à traduire la pénible impression que j'en ai rapportée. On remettait continuellement cette cérémonie pour diverses causes. On avait voulu d'abord enterrer tous ces morts sur la Place du Palais au pied de la colonne Alexandre, puis on se décida pour le Champ de Mars. Le Soviet des ouvriers et des soldats avait pris sur lui la direction générale et l'élaboration du cérémonial. Des médecins devaient être de service en permanence. A toutes les portes on avait reçu l'ordre de placer des baquets d'eau potable. Les tramways étaient arrêtés, la circulation interdite sur le parcours du cortège. Il régnait partout une grande surexcitation : on redoutait des troubles.

Le lieu de rassemblement se trouvait à l'hôpital municipal de Pierre et Paul, non loin de chez nous. C'est là que se massèrent à 9 heures les manifestants. Par le Bolchoi prospekt et le pont de la Cour, ils se rendirent au Champ de Mars. De nos fenêtres nous ne pouvions pas les voir, mais en rentrant ils passèrent devant notre maison. Les députations qui escortaient les dépouilles mortuaires ne stationnaient par sur le lieu de

(1) Jeudi 23 mars.

l'enterrement; elles défilaient devant les sépultures, puis rebroussaient chemin en conservant leurs formations. De loin on entendait *la Marseillaïse* entonnée par des milliers de voix. Des orchestres séparaient les députations et jouaient des marches funèbres. Chaque groupe portait des bannières brodées et peintes, avec diverses devises : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » — « Vive le Soviet des ouvriers et des soldats! » — « Vive l'Internationale! »

Les ouvriers, hommes et femmes, avaient arboré leurs habits de fête. Chaque groupe était dirigé par un maître de cérémonie ceint d'une écharpe rouge. Pour maintenir la discipline dans les rangs, deux chaînes humaines bordaient le cortège. Aucun désordre : les prolétaires voulaient montrer aux bourgeois qu'ils étaient capables de maintenir l'ordre quand ils le voulaient. Quelque chose d'étrange et de mystérieux, où l'on devinait une hostilité sourde, émanait de ces masses silencieuses et ordonnées : cette affectation de calme était en quelque manière, plus effrayante que le désordre des manifestations tumultueuses. Ainsi, déployant le drapeau de la Révolution, s'avançaient d'un pas cadencé les ouvriers fiers de leur victoires : désormais, ils se sentaient les maîtres.

De la forteresse, des coups de canon saluaient les morts, chaque fois qu'on descendait leurs dépouilles dans la grande tombe.

Quant au public, rien ne saurait dépeindre sa consternation. Il assistait à ce spectacle avec une stupeur inexplicable pour un observateur superficiel, compréhensible seulement à qui connaît le peuple russe. Sauf peut-être dans la classe ouvrière, imbue d'idées nouvelles, le peuple russe est profondément religieux. Bien entendu, les questions de dogme le dépassent; mais il ne s'en inquiète guère. Hier encore, il reconnaissait l'existence de deux choses sacrées : le Tsar et l'Église. Le Tsar parti, il ne restait que l'Église. Sous les voûtes pieuses des églises, les misérables échappent à la laideur qui les environne. Dans ce décor doré ils rêvent du paradis, qu'ils se représentent comme un endroit où on se repose de toutes les fatigues. Aucun paysan, fût-ce le plus pauvre, ne franchira ce seuil sacré sans mettre un cierge devant l'*Ecce homo* pour les âmes envolées de cette planète. Évidemment, avec ce dernier sou qu'il possède, il pourrait prendre un verre de vodka, mais il faut penser à l'expiation des fautes. Comme il prie aujourd'hui pour les

disparus, d'autres plus tard prieront pour lui, quand il sera couché dans la terre humide. Encore, le moujik a-t-il pour se distraire le cabaret, mais la femme du peuple, en Russie, trouve dans l'église le refuge unique, l'unique poésie de sa morne existence. Sous ses nefs profondes aux icônes vermeilles, elle s'anéantit dans des visions de lumière. Les voix harmonieuses des chantres modulent des mélodies célestes. Les lampes des tabernacles éclairent les faces sombres des saints qui lui sourient doucement. L'encens répand une odeur suave. Dans ce lieu de délassement et d'espoir, elle oublie ses maux domestiques, son mari brutal, ses enfants malades. A travers les psalmodies du prêtre, elle laisse vaguer son imagination. Elle se voit déjà errant comme une princesse de légende au milieu des jardins paradisiaques. Des fleurs précieuses, comme elle n'en a jamais rencontré, embaument les sentiers sous ses pas. Elle est vêtue de robes tissées d'or et d'argent, pareilles aux habits sacerdotaux. Elle trouvera pour l'accueillir un ange aux ailes blanches comme un col de cygne. Le prêtre n'a-t-il pas répété les paroles du Seigneur : « Venez à moi, vous qui souffrez et vous serez soulagés ? » Et n'a-t-elle pas versé chaque jour assez de larmes amères ? Une heure arrivera où elle sera heureuse et choyée. Pour cela, il suffit de prier, et, parfois, de placer un cierge devant l'autel de la Mère de Dieu. A l'église, elle se sent réconfortée. Elle y puise la patience dont elle a tant besoin en attendant le moment où elle s'endormira pour toujours.

Résignation, espoir, c'est le fond même de l'âme de nos paysans. Le saint ciboire leur apporte la réponse au problème de la vie future, une consolation pour les misères de cette vie. Ils ne tâchent pas de comprendre : d'ailleurs, à quoi bon ? La réalité d'ici-bas est assez triste : l'inconnu de l'au-delà ne peut que valoir mieux. Cela explique leur passivité devant les pires chagrins. Je sais une femme du peuple à qui on annonçait la mort de son enfant ; elle fit le signe de la croix et dit : « Que la volonté du Seigneur soit faite, il y aura un malheureux de moins sur la terre ! »

Qu'on imagine maintenant l'effet qu'a pu produire sur de telles gens un enterrement civil collectif et public ! Il a dû paraître à ces humbles cerveaux une œuvre satanique (1). Ces

(1) Beaucoup de familles d'ouvriers réclamèrent les corps des leurs pour les enterrer religieusement.

cercueils rouges descendus dans un caveau au milieu de la ville, sans prêtres, sans cérémonie religieuse quelconque, sans prières, sans bénédictions, quel sacrilège !

Pétrifiée, la foule regardait et se taisait. Les vieux hochaient la tête et marmottaient tout bas : « C'est bien la fin du monde, la construction de la tour de Babel ! A-t-on jamais vu des chrétiens ensevelis dans la rue, quand il y a des cimetières ? On les enterre comme des chiens. Personne ne prie pour l'âme des défunts ! » Au lieu des coutumières oraisons funèbres, ce sont des discours politiques, qui se succèdent sur les cendres des morts. Ils chantent les louanges de la Révolution et célèbrent l'héroïsme de ceux qui sont morts pour elle.

La nuit commençait à tomber et il restait encore beaucoup de cercueils à descendre. Pour éclairer le travail des fossoyeurs, on alluma des torches qui projetaient au loin de sinistres lueurs. Le ciel avait, ce soir-là, un reflet de pourpre : les torches, les cercueils, les gens semblaient enveloppés dans un linceul sanglant. On se serait cru transporté en plein paganisme, à l'époque des cirques de Rome et des fêtes de Néron.

Les gens simples passaient en se signant devant ce grand tombeau et murmuraient entre les lèvres :

« Seigneur, préservez-nous de l'Antéchrist, car son règne approche ! »

II. — LE CONSEIL DE MILICE DE LA PETROGRADSKAÏA STORONA

Comme propriétaire d'immeuble, ma mère reçut en mars une notification du comité de milice du quartier. On la conviait à une séance au lycée ; j'y allai à sa place.

Jamais cette salle n'avait abrité entre ses murs une réunion aussi disparate. A la place d'honneur on voyait encore les portraits peints à l'huile des souverains, et ceux des divers dignitaires avec le cordon de Saint-André. Ces images muettes évoquaient l'histoire de la Russie autocratique qui avait étonné l'Europe par sa pompe. De quels spectacles étaient-elles aujourd'hui les témoins silencieux et désolés ! Par quels termes, par quelles épithètes la Révolution avait-elle remplacé les titres anciens et la courtoisie d'antan ! C'était une cohue énorme, bourgeois et ouvriers confondus, ceux-ci en majorité. Sur une estrade un individu qui marquait mal, oh ! combien !

faisait office de président. Il nous annonça que, sur les douze membres dont se composait le Comité, deux étaient à remplacer. Nous étions convoqués pour élire leurs successeurs.

— Citoyens, veuillez désigner vos candidats !

Chacun cria un nom différent. Les uns timidement, d'autres avec arrogance. Les ouvriers considéraient les bourgeois avec des yeux de haine. Un homme en bourgeron monta à la tribune. Farouche et menaçant, il promena sur l'auditoire un regard circulaire, et, tout à coup :

— Je propose la candidature de la camarade Narischkine, cria-t-il.

Un coup de foudre eût produit sur moi moins d'effet que cette motion extraordinaire. J'en fus tellement saisie que la force même de refuser me manqua. Je me tus et restai bouche bée : je me consolais à l'idée que ma candidature n'avait aucune chance de succès. La liste close, une voix s'éleva :

— Il ne suffit pas de savoir les noms des candidats. Nous voulons être renseignés sur leur carrière publique. Avant de voter pour eux, il faut connaître leurs titres.

L'un avait passé dix ans en prison pour opinions politiques : il avait été mêlé à des organisations révolutionnaires. Un autre, un ingénieur, avait dû fuir à l'étranger pendant son stage universitaire : il avait pris part à des manifestations anti-gouvernementales. Un troisième avait subi de nombreuses condamnations pour faits de propagande, gracié en 1905... En somme, leurs états de service étaient tous à peu près les mêmes. Cela me rassurait. La camarade Narischkine avait travaillé depuis le début de la guerre à l'Union des Villes. Ce n'était pas un titre politique et ne répondait en rien aux exigences de cette assemblée.

Nouvelle fantaisie :

— Il faut que chacun des candidats expose en personne son programme politique !

A ces mots, la peur, une peur horrible, s'empara de tout mon être. Trop tard pour retirer ma candidature, il ne me restait aucun moyen de me dérober. Il fallait suivre l'exemple des autres et parler. Or, je ne savais même pas le nom des divers partis. Plongée dans mes pensées, j'écoutais distraitement les discours emphatiques des orateurs. Tous se prétendaient plus gauches que les gauches. La plupart critiquaient violem-

ment l'ancien régime. Les mêmes qui avaient été des monarchistes ardents avant le 27 février, voulaient maintenant se rattraper. Parfois montaient des clameurs furibondes :

— Plus haut, citoyen. On ne vous entend pas. On ne comprend rien à ce que vous dites.

Le malheureux candidat, terrifié, faisait des efforts désespérés ; mais son organe oratoire refusait de se soumettre à sa volonté. Plus morte que vive, je me répétais : « Que va-t-il m'arriver? Je ne sais pas parler. Qu'est-ce que je vais bien pouvoir dire? Que suis-je venue faire ici? » Mes réflexions devenaient de plus en plus sombres, je perdais le fil de mes idées. La chaleur accablante, le bruit des interruptions se confondaient dans mon cerveau fatigué. Je ne voyais plus rien qu'un point lumineux qui tournait, tournait sans cesse. Il grandissait, puis de nouveau se rapetissait; je ne saisissais d'ailleurs pas la cause de ce phénomène qui absorbait toute mon attention.

— Camarade Narischkine !

Mon nom ! Glacée d'épouvante, je me lève n'ayant qu'une idée : en finir. Et j'entends ma voix, une voix étrangère à moi-même, articulant très nettement : « Je ne fais partie d'aucun groupe politique ; je me suis toujours tenue à l'écart de la politique. Depuis la guerre, je travaille à l'Union des Villes, pour les mutilés. Je vous remercie de la confiance que vous me témoignez. Si vous me nommez, je ferai tout mon possible pour me rendre utile. »

Je me rassieds. Un tonnerre d'applaudissements accueille mes paroles. Elles ont plu. Pendant le scrutin, un homme, plus agité que tous ces agités et secouant une crinière abondante, s'approche de moi.

— Vous avez une majorité écrasante, camarade.

Le président annonce les résultats : sont élus le citoyen Nejdanoff et la citoyenne Narischkine. Nous nous suivons à une voix. Les autres n'ont recueilli que quelques suffrages. Le citoyen chevelu m'apprend que tous les ouvriers ont voté pour moi. Quelle pouvait être la cause d'une sympathie si imméritée? Comme je m'informais, j'obtins cette réponse : « Un camarade ouvrier menchévik, membre du Soviet des ouvriers et des soldats, a proposé votre candidature. » En mon âme, je le maudissais : je dus pourtant m'approcher de lui et le remercier.

Sa figure morose ne se dérida point. Brisée de fatigue, je sortis de cette séance comme on sort d'un cauchemar.

. . . . . .

Séance plénière au lycée. Autour d'une immense table siègent les vingt-sept représentants de la milice de la Petrogradskaïa Storona : douze bourgeois et quinze ouvriers. Ces derniers envoyés par toutes les usines des différentes parties de la ville forment un bloc séparé. Le courant bolchevik prédomine déjà dans les usines de notre quartier, pays d'élection de cette doctrine. Le leader de la délégation ouvrière est une femme, ancienne étudiante, la camarade Tarakanova, grande, figure pâle, traits frustes, yeux incolores à l'expression dure et mauvaise. Elle est vêtue d'une robe de velours noir, avec col de guipure : un chapeau Rembrandt à plumes, repose sur ses cheveux blond filasse coiffés en bandeau. Ce qui frappe chez les ouvriers, c'est leur mine hargneuse et ce regard en dessous, si différent du regard bonasse et enfantin qu'ont les soldats. Ils parlent peu, griffonnent des notes à la Tarakanova qui interpelle le président à leur place. Elle lui transmet sans cesse les demandes d'explications de ses camarades, ouvriers. Alors, ce président, le bourgeois Sheiman, se multiplie; lui et l'éloquence ne font qu'un. Il n'y a plus trace de l'apathie avec laquelle il préside nos séances locales. Il se frappe la poitrine pour flétrir les ennemis du peuple et exalter les ouvriers. « Les camarades ouvriers, voilà les véritables piliers de la démocratie » Mon cœur bat à l'unisson avec eux ! » En l'écoutant, on se demande quels intérêts il est chargé de défendre, ceux de son quartier ou ceux des ouvriers. C'est leur cause qu'il plaide, non la nôtre, ce sont eux qu'il soutient de son vote.

La Tarakanova parle très bien, de manière nette et martelée. On voit qu'elle a l'habitude de la tribune. Elle dit :

— Nous autres camarades ouvriers succombons sous le poids du labeur qui nous est échu, de par la veulerie des bourgeois. Non seulement nous travaillons à la sueur de notre front dans les usines, mais encore c'est nous qui devons monter la garde pour maintenir l'ordre dans la capitale.

Quelqu'un s'avise de la prendre au mot. Que les ouvriers cèdent aux bourgeois leurs fonctions de policiers : les bourgeois seront trop heureux de se charger de cette corvée et d'en débarrasser les ouvriers. Alors la Tarakanova bondit :

— Jamais! s'écrie-t-elle avec emphase, jamais nous ne rendrons les armes que nous portons! Jamais, nous, les ouvriers, nous n'abandonnerons notre poste. Nous n'avons pas confiance dans la bourgeoisie. Le jour où les conquêtes de la Révolution seront en danger, nous, les camarades ouvriers, nous nous lèverons comme un seul homme pour défendre la liberté conquise au prix de notre sang.

Tout dans l'attitude de la Tarakanova dénote une âpre haine de classe. Elle creuse sans cesse, par des mots blessants, l'abîme entre les ouvriers et les intellectuels. Sa parole distille le fiel et sème la discorde. D'ailleurs, elle est la seule dont la personnalité ressorte dans ce cadre si terne : c'est elle qui donne le ton et dirige réellement les débats. Quant aux ouvriers, ils sont parfaitement disciplinés : ils se soumettent entièrement à leur leader et votent toujours à l'unanimité. Au contraire, du côté des bourgeois, ce ne sont que disputes et divisions. Le président écoute, ennuyé. Quand l'avantage semble se dessiner dans un sens qui n'est pas celui des ouvriers, aussitôt il brusque les choses et passe à la question suivante. Au surplus, même avec une autre tactique, le résultat eût été pareil : les quinze voix d'ouvriers l'auraient toujours emporté sur les douze voix bourgeoises, même si les bourgeois avaient été d'accord. Ce défaut d'union entre les intellectuels produisait une impression navrante. Quel sourire moqueur la Tarakanova lançait quand s'élevaient les querelles entre bourgeois! Dans les séances privées, ils ne manquaient pas de protester contre la prépondérance des ouvriers ; ils cherchaient un moyen de se délivrer de leur tutelle. Mais, aux séances plénières, complet changement de ton. A de rares exceptions près, tous craignaient de déplaire aux ouvriers, et, comme toujours en pareil cas, ils exagéraient. Ils leur brûlaient trop d'encens. Cela même mettait les ouvriers en garde : ils ne pouvaient croire à la sincérité de toutes ces paroles flatteuses qu'on leur prodiguait.

Le seul moyen pour nous de contre-balancer cette majorité acquise contre nous, était de faire entrer dans l'assemblée un tiers parti qui nous appuierait. Le hasard nous servit à souhait. Au cours d'une interpellation sur le nombre de postes de milice, quelqu'un fit remarquer que les soldats n'étaient pas représentés parmi nous. D'une voix tonnante un enseigne militaire reprit la question à son compte, et dit de rudes vérités au

sujet de la prédominance des ouvriers. Le conflit s'envenimait. La Tarakanova, très pâle, abondait en paroles conciliantes : « C'est un oubli impardonnable de notre part. Nous, les camarades ouvriers, nous désirons de toutes nos forces l'étroite union avec nos camarades les soldats. » L'émoi que traduisait ce langage nous fut une révélation. Nous résolûmes de battre le fer pendant qu'il était chaud. Une réunion eut lieu chez moi. Je proposai d'envoyer une députation aux casernes, afin d'expliquer aux soldats l'amitié que nous leur portions et de leur proposer une alliance. Le principe était de faire siéger à la séance plénière autant de soldats qu'il y avait d'ouvriers. Si les soldats posaient la candidature d'un de leurs officiers aux fonctions de commissaire, nous nous engagions à la soutenir. Mon plan fut entièrement approuvé; mais personne ne voulait se charger de le mettre à exécution. Enfin, il se trouva deux braves, l'ingénieur Nejdanoff et un maître d'école letton, pour accepter d'être nos porte-parole. Ils furent très bien reçus par les soldats, qui parurent enchantés.

En quittant la caserne, ils croisèrent la Tarakanova, venue évidemment pour une négociation analogue.

A la séance suivante, la Tarakanova jetait de notre côté des regards furibonds. Il y avait de l'électricité dans l'air. On devait élire un commissaire général pour tout le quartier. Tout à coup, la porte s'ouvrit, livrant passage à quinze soldats, délégués par leurs régiments. La Tarakanova blémit, mais n'osa rien dire. Après de longues discussions, on procéda à l'élection du commissaire. La candidature de l'officier, présentée par les soldats et soutenue par notre groupe, l'emporta sur celle de l'ouvrier : le résultat était tel que nous l'avions escompté. Devant ce premier échec, la Tarakanova ne perd pas la tête : elle s'accroche à un détail, prétend que l'élection n'est pas valable et se lève avec fracas. Les ouvriers la suivent et quittent la salle. Une confusion terrible s'ensuit. Dans les couloirs, de petits groupes discutent. La Tarakanova parle avec volubilité. Quant à Sheiman, il me toise avec dédain et dit très haut :

— Il y a ici des membres de l'extrême droite, qui essaient de semer la discorde entre les ouvriers et les soldats.

Notre victoire ne fut pas de longue durée. L'officier, hésitant devant les complications que soulevait sa candidature, la retira : finalement, le protégé de la Tarakanova fut nommé

commissaire. C'était un ouvrier bolchevik, sachant à peine lire et écrire, une vraie mine de brute. On lui donna comme adjoint sa douce amie, et nous autres, les 350 000 habitants de ce côté de la ville, nous fûmes soumis à la volonté de cet homme illettré et de cette ancienne étudiante. D'argent, ils en avaient tant qu'ils voulaient.

Voyant le train dont allaient les choses et l'impossibilité absolue d'y remédier, beaucoup de membres se désintéressèrent petit à petit de ces séances. Bientôt d'ailleurs les nouvelles mairies centralisèrent toutes les fonctions municipales. Ce conseil de milice, qui paraissait devoir jouer un rôle important, disparut comme une poussière qui s'envole. Il rentra dans son néant.

III. — GRANDEUR ET DÉCADENCE D'UN OUVROIR

(Avril-Octobre).

Avril. — Malgré la tourmente que nous traversons, l'ouvroir de Lesnoï a pu être inauguré à la date fixée.

Charme indescriptible de cette petite maison. Toute blanche, enfouie dans la verdure, des jardinières vertes aux fenêtres remplies de géraniums vermeils, elle paraissait souhaiter à tous la bienvenue et leur ouvrir les bras. Ses chambres étaient celles d'un sanatorium bien aménagé plutôt que d'un ouvroir de mutilés. Les murs peints au ripolin, comme la blancheur des rideaux de mousseline donnaient une impression de propreté minutieuse. De chaque côté de la terrasse descendait un double escalier. Au milieu de la pelouse un grand vase en pierre avec de grosses pâquerettes égayait la vue. Des lilas touffus penchaient leurs branches alourdies par les fleurs qui mettaient dans l'air la griserie de leur parfum. Des pommiers s'alignaient comme une rangée de soldats avec leurs pétales blancs légèrement rosés. Des poules picoraient dans les allées sablées. De temps à autre le grand coq érigeant sa crête d'un rouge carmin faisait sa ronde d'inspection. Un bon vieux chien sommeillait dans sa niche, levant la tête quand le bruit des pas le réveillait. On eût dit un décor de *Chantecler*.

Maison simple et recueillie, maison douce à l'humaine souffrance ! Ceux qui avaient travaillé à la création de ce nid

pour les malheureux y avaient apporté le meilleur de leur cœur et de leur âme.

Ils avaient voulu en faire un ouvroir type, destiné à servir de modèle du genre pour la Russie. Tous les appareils de mécanothérapie les plus perfectionnés y avaient été réunis. Chaque homme allait être soigné, éduqué, rééduqué, selon ses capacités mentales et physiques. Les spécialistes les plus réputés avaient offert gratuitement leurs services et mis à notre disposition leurs talents. Cet asile de Lesnoi était vraiment le rêve réalisé des savants et des humanitaires... Les invalides s'en rendaient compte ; ils paraissaient heureux ; ils avaient revêtu pour l'inauguration leurs habits de fête : l'avenir s'annonçait sous des couleurs favorables.

La direction est confiée à une sœur qui vient du front : elle comprendra les maux des mutilés et compatira à leurs souffrances. Les autres membres du personnel, des étudiants et des étudiantes, ont le zèle de la jeunesse : le feu sacré du dévouement brûle en eux. Sur notre demande, les invalides se font représenter par deux d'entre eux dans notre comité de gestion. Une vie de labeur, une atmosphère où ils ne sentiront que de la sympathie, enfin notre préoccupation de leur bien-être les empêcheront de se démoraliser.

. . . . . .

On m'a priée d'héberger un petit volontaire : c'est un pauvre garçon rachitique et dégénéré, qui a grand besoin de prendre des forces. Il ne sera pas encombrant. Timide, effacé, il passe inaperçu, sans bruit : on ne le voit, on ne l'entend pas. Pauvre enfant ! Puisse-t-il se rétablir dans ce coin de verdure où il trouvera paix et sympathie.

. . . . . .

Octobre. — L'automne fait pleuvoir les feuilles. Un soleil sans chaleur ne dore plus de ses rayons ce jardin qu'hier encore il faisait si gai. Les arbres ont dépouillé leur robe verte pour des parures plus sombres, brunes et rouges. Les coqs et les poules n'animent plus les allées de leur présence. La niche a perdu son hôte. Les géraniums aux fenêtres penchent leurs têtes fanées. Les feuilles tombent.

La tristesse du jardin a pénétré dans la maison. L'enchantement des premières semaines a disparu. Maintenant, ce sont contre le personnel d'incessantes réclamations : les salaires ne

satisfont plus les invalides. Moi seule je réussis encore à calmer cette mauvaise humeur. Combien de bonnes heures ai-je connues, assise dans le jardin à l'ombre d'un grand tilleul, occupée à chapitrer les mécontents. Je tâchais de leur tracer un engageant tableau de leur avenir, de leur vie ennoblie par le travail. Ils m'écoutaient avec docilité comme on écoute un conte, mais au fond ils se méfiaient. Mes promesses leur semblaient trop belles. Pourtant, elles n'étaient pas mensongères : avec un peu de bonne volonté, ils les eussent réalisées. Mais à peine avais-je le dos tourné, l'effervescence reprenait. Et quels étaient les instigateurs des troubles? C'était ce petit volontaire dont j'ai dit un mot tout à l'heure; c'était lui, le timide et l'effacé, lui si modeste au début, et un autre soldat pareillement recueilli chez nous par pitié. Ils couraient les meetings, toute la journée, et revenaient, la nuit, haranguer leurs compagnons. Ceux-ci n'approuvaient pas tous cette propagande révolutionnaire; mais ils n'osaient protester, de peur de passer pour amis des bourgeois... Ainsi la discorde et la suspicion se glissèrent parmi les invalides. Des scandales éclataient. Les beaux jours étaient à jamais écoulés.

Nous décidâmes de recourir à une mesure qui, à vrai dire, s'imposait : le renvoi des deux coupables. Mais alors le petit volontaire s'informa dans les milieux révolutionnaires, si nous avions le droit de le chasser. On lui répondit que non. Désormais sûr de lui, ce gamin morbide n'eut plus aucune retenue : il s'en donna à cœur joie d'attiser la haine chez les mécontents et d'imposer silence aux modérés. Ces derniers n'osèrent pas se séparer de leurs camarades. Ce fut à nous de partir. Bientôt il ne nous resta qu'à quitter, le cœur gros et pour toujours, ce coin que nous chérissions. Ainsi un petit drôle avait réussi à imposer son influence néfaste à un groupe d'hommes dont chacun, par son âge, pouvait être son père.

Adieu, petite maisonnette où, pendant six mois, s'est encadrée notre vie de labeur et de dévouement, adieu! Ceux qui t'ont créée, maintenant sont dispersés. Reverront-ils jamais ce foyer d'invalides, ses murs blancs et son jardin de lilas? D'autres y prendront notre place; mais personne ne l'aimera comme nous, qui y avons laissé une parcelle de notre âme.

Très peu de temps après notre démission, le petit volontaire,

auteur de toutes ces misères, s'est empoisonné. La cause de son suicide est restée inconnue.

IV. — UN MEETING D'INVALIDES

30 mai.

Je m'étais bien promis de ne plus rien organiser désormais ; on risque toujours de tomber dans un piège : les gens de l'ancien régime sont partout entourés de méfiance.

Cependant, voici deux officiers qui désirent me parler. Le premier, un grand, à la barbe noire, des yeux de myope, le regard fuyant sous le lorgnon, se présente à moi, sous le nom d'Oréolovitch. Il a servi dans la Croix-Rouge, puis dans le Comité industriel et se dit très protégé par Goutchkof (1) qui le connaît depuis la guerre japonaise. Son compagnon, un Kirghiz invalide, est un certain Lapine décoré de la médaille de Saint-Georges. Il dirige, avec Oréolovitch pour adjoint, une formation de volontaires invalides levée depuis peu.

D'abord les deux hommes ne m'avaient guère inspiré confiance. Mais cette première impression se dissipe, quand j'apprends le but de leur visite. Il s'agit d'envoyer au front des détachements de volontaires, recrutés parmi des soldats mutilés ou blessés pendant la campagne. Leur exemple réveillera le courage de ceux qui ne veulent plus se battre et se laissent gagner par la propagande bolchevique. Mais les invalides ne possèdent aucunes ressources. : pour s'en procurer, ils veulent organiser un meeting monstre avec le concours des orateurs les plus célèbres. Ils viennent me prier d'en prendre sur moi l'initiative et l'organisation.

J'essaie de me récuser. Je proteste que je n'ai aucune des qualités requises pour cette tâche. Mais comment résister à leurs prières? Leur idée est belle et touchante : elle peut donner des résultats sérieux. Car quel geste pourrait mieux faire éclater au grand jour l'amour de la Patrie, que celui de ces hommes mutilés, déjà victimes de la guerre et qui, loin d'aspirer au repos, n'ont d'autre désir que de se sacrifier à nouveau et d'offrir une seconde fois en holocauste au pays leur chair ravagée et leur sang? Très émue, je promets de prendre l'œuvre en main et de faire mon possible.

(1) Président de la 2e Douma et du Comité de guerre, ministre de la Guerre au sein du gouvernement provisoire au début de la Révolution.

Avant toute chose, je me rends au siège de leur comité : pour toute installation, ils ont dans une misérable chambre une table entre quatre murs. Ce comité n'était riche qu'en disputes. Pas un point sur lequel ils fussent d'accord. D'ailleurs, aucun d'eux ne savait écrire correctement, sauf Oréolovitch, à qui on décernait ici le grade de colonel. Je leur expose qu'il faut d'abord instituer un comité d'honneur choisi parmi les chefs les plus influents de tous les partis politiques acquis à l'idée de la défense nationale. Le meeting n'a de raison d'être que s'il devient l'occasion d'une grande manifestation groupant autour de l'idée de patrie tous ceux qui, malgré la divergence de leurs opinions politiques, communient dans le même culte patriotique. A la tête il faut une personnalité représentative, populaire dans les milieux russes, symbolique pour l'étranger.

Comme toujours dans les réunions de ce genre, les soldats crient d'une seule voix : « Pravilno (1). » Puis, après des palabres sans fin sur les mérites respectifs de Kerensky (2) et de Rodzianko, la candidature du président de la Douma l'emporte. Je suis chargé d'aller le solliciter.

Cette première séance m'a confirmé dans l'opinion où j'étais déjà qu'une telle entreprise est au-dessus de mes forces. Ces malheureux ne se doutent de rien : ils ajoutent beaucoup plus d'importance au détail de leur futur uniforme et à la couleur de leurs galons qu'aux questions essentielles. Mais ils sont tellement persuadés de la réussite de leur projet, la désillusion qu'ils éprouveraient à la suite d'un échec serait telle, qu'il faut à tout prix essayer de leur venir en aide et de lever avec eux l'étendard moral de la victoire.

2 juin.

Sur le front, les armées russes vont passer à l'offensive. Il s'agit donc de secouer la torpeur où s'est engourdie l'âme russe : c'est, en un pareil moment, le devoir de tous. Il n'est pas de jour où, dans quelque cérémonie publique, aux représentations théâtrales, un ministre prend la parole. On commence

(1) Juste.

(2) Kerensky, chef du groupe des « travailleurs » à la Douma et des socialistes révolutionnaires au début de la Révolution, ministre de la Justice, ministre de la Guerre dans le cabinet du prince Lvoff. Président du Conseil en juillet, il fut renversé le 25 octobre par le coup d'État.

à se réveiller. L'exemple de ces invalides vient à son heure pour concourir à l'exaltation des cœurs. Le vent de leur héroïsme va chasser au loin les miasmes mauvais épars dans la ville.

Puisqu'on ne rêve maintenant que démocratie, où trouver une organisation plus démocratique que celle des mutilés? Aussi nos mutilés ne doutent-ils pas d'être bien accueillis par Kerensky. Comment croire qu'une députation d'invalides, tous chevaliers de Saint-Georges, ait besoin de recommandation auprès du jeune socialiste, ministre de la Guerre, adulé par le peuple et par l'armée? Pour ces braves, leurs blessures et leurs croix peuvent sans doute tenir lieu de lettres d'introduction..

Kerensky ne les reçoit pas!

Ce premier échec décourage tellement mes compagnons qu'ils me prient d'aller seule chez Rodzianko. Par l'intermédiaire de Maklakoff, j'obtiens une audience pour le lendemain : il faut être éloquente et brève, chose difficile! On m'introduit dans un petit bureau : dans l'exiguïté de ce cabinet de travail, la haute taille de l'homme d'État et sa voix de stentor me frappent encore plus. Très aimable, mais aussi très distant, il ne semble nullement enclin à accepter la corvée de président d'honneur. Je me représente le chagrin que causerait ce refus aux pauvres soldats. Avec toute l'éloquence dont je suis capable, je le supplie de ne pas se dérober et lui explique l'espoir que fondent les invalides sur son appui et sur sa grande influence. Peu à peu il se dégèle, il vient à nous, et j'emporte son acceptation.

Le concours des membres du parti Cadet et celui du corps diplomatique sont désormais assurés. Mais l'adhésion des milieux socialistes m'inspire les plus graves appréhensions. Ici, le nom de mon père, qui m'ouvre tant de portes, ne peut que me nuire. A toute force, il me faut arriver jusqu'à Kerensky. Je me mets en quête de recommandations.

12 juin.

C'est avec une certaine émotion que je franchis le seuil du ministère des Finances, où j'ai vécu toute mon enfance et toute ma jeunesse. Le suisse qui m'ouvre la porte est le même, les huissiers qui m'introduisent sont les mêmes. Mais comme ils ont vieilli! Presque tous ont maintenant les cheveux blancs. Dans la même salle d'attente aux meubles de damas vert, les mêmes portraits des ministres de l'Empire me sourient dans

leurs cadres vermeils comme à une ancienne connaissance. Celui-ci en perruque poudrée du XVIIIe siècle, aux beaux habits brodés d'argent, comme il ravissait mon imagination d'enfant! Voici Bunge, figure sévère de professeur; et encore voici celui qui occupait ce poste avant mon père, Vchnegradsky, une bonne tête de vieillard joufflu à lunettes d'or. Tout semble pareil, — et tout a tellement changé!

Mais je n'ai pas le temps de me laisser aller à la rêverie; la porte du cabinet du ministre s'ouvre : devant le bureau où j'avais coutume de voir mon père, se tient assis Chingareff. Dès qu'il m'aperçoit, il se lève et vient à ma rencontre avec la plus engageante cordialité. C'est la première fois que je me rencontre avec lui : il me fait grande impression. Ce qui attire en lui, c'est le regard. Voilé par moment d'un nuage de tristesse, ce regard reflète une bonté infinie et illumine tout le visage. De l'ensemble de la personne se dégage un charme pénétrant. On sent que, derrière ce masque d'homme froid et correct, se cache une âme si belle, si pitoyable à la souffrance d'autrui, à la misère des humbles, qu'on a le courage de tout lui dire, de tout lui demander. L'âme de Chingareff doit avoir des affinités secrètes avec celle de Tchekhoff (1). Non seulement il promet de prendre part au meeting, mais il se réjouit de contribuer au triomphe d'une idée si noble. Je le prie d'en parler à Kerensky, mais il craint que son intervention ne soit plutôt nuisible : leurs rapports sont assez tendus. Il compte agir par Terechtenko, très lié avec le ministre de la Guerre. Tant de sincérité, de simplicité et en même temps de force, émane de ses paroles que j'en reste tout émue. J'ignore ce que vaut le politicien, l'homme est généreux, fermement attaché à un idéal. Je le quitte avec la sensation de l'avoir connu toute ma vie.

Le lendemain, fidèle à sa promesse, il me téléphone qu'il a annoncé ma visite à Terechtenko. Donc, après déjeuner, je m'achemine vers le ministère des Affaires étrangères. On m'introduit dans le cabinet du ministre : au bout de quelques minutes, entre un homme jeune, svelte et mince, très élégant, dans des vêtements venus directement de Londres, parlant à la perfection l'anglais et le français. Au lieu de la chaleur

(1) Grand écrivain russe (1855-1904), remarquable surtout dans ses courtes nouvelles et dans son théâtre, offrant un singulier mélange d'idéalisme et de réalisme objectif.

intérieure de Chingareff, la politesse exquise et aussi la froideur glaciale de l'homme du monde. Derrière les phrases aimables et les éloges décernés aux invalides, je sens de la prudence et de l'hésitation. Il me promet d'obtenir l'appui de Kerensky et aussi d'Avksentieff. Malgré ces bonnes paroles, je me rends compte que je n'ai pas réussi à gagner le jeune et élégant ministre des Affaires étrangères...

Comme je l'avais pressenti, Terechtenko ne donne pas signe de vie. Mais Mme Lebedew, fille de Kropotkine, se prodigue pour notre cause. C'est elle qui obtient de Kerensky la promesse de recevoir une députation des invalides et de prêter son concours éventuel, s'il se trouve à Petrograd; en tout cas, il nous autorise à mettre son nom sur le programme. Elle en a aussi parlé à Avksentieff, à Skobeleff et à Tzereteli : les deux premiers ont donné leur consentement, le troisième a refusé.

Finalement; la fête doit avoir lieu à la Maison du Peuple, le jour de la remise de l'étendard au 1er détachement. Déjà tous les billets sont placés, tout est réglé jusque dans les moindres détails... Soudain, comme un coup de foudre dans un ciel serein, éclate la nouvelle que Rodzianko est parti pour la campagne. On craint des troubles bolcheviks : dans de pareilles circonstances, il n'admet pas une réunion du genre de la nôtre. Il a fallu nous résigner : le meeting n'aura pas lieu !

Les invalides sont consternés : c'est l'effondrement de tous leurs rêves. Sans subsides, leur départ pour le front devient des plus aléatoires. Tout se recule pour eux dans un vague lointain.

15 juin.

Malgré ce lamentable échec, je n'ai pas perdu tout espoir d'organiser un nouveau meeting pour les mutilés. L'enthousiasme de la foule, lors de la bénédiction de leur étendard leur a rendu courage. Mes visites aux hommes influents recommencent.

Roditcheff (1) qui s'était absenté de la ville, vient de rentrer. Je suis allée le trouver dans son appartement de la Basseinaïa. Notre entretien, malgré sa grande cordialité, m'a laissé une

(1) Membre influent du parti cadet, député à la Douma, orateur éloquent.

impression de désenchantement. Au lieu de l'enthousiasme auquel je m'attendais!

— Ne trouvez-vous pas, me dit-il, qu'il y a quelque chose de ridicule dans le fait qu'une poignée de manchots et d'estropiés veulent marcher à l'ennemi?

Chingareff, lui, avait immédiatement senti combien la chose était grande et belle et point du tout ridicule.

... Nous avons la promesse définitive des orateurs. Encore une fois, tout est prêt : un seul point reste en suspens, le choix du président. C'est en son nom que doivent être faites les invitations au corps diplomatique. Rodzianko continue à refuser son concours.

Je me retourne vers Chingareff. Bon et complaisant comme toujours, il me conseille de solliciter, une dernière fois, le président de la Douma, et, à son défaut, de m'adresser à Kropotkine : il a l'estime de tous les partis. Enfin, après de nouveaux pourparlers, Rodzianko me rend visite : il m'expose combien il est hasardeux d'organiser une réunion publique quand des troubles peuvent surgir à chaque moment. Je lui mets sous les yeux la liste des orateurs inscrits; il en prend connaissance ; il paraît qu'elle lui fait bonne impression, car il finit par me promettre son concours, m'affirme qu'à moins d'événements imprévus, il présidera notre meeting, et ajoute :

— Vous le voyez : je tiens toujours mes promesses!

18 juin.

La Maison du Peuple, où va se tenir le meeting des invalides, est, toute la matinée, en pleine ébullition. Vers midi, la pluie qui tombait à torrents cesse et le ciel s'éclaircit soudain comme par enchantement.

Rodzianko arrive à deux heures précises : dans la cohue générale, il a passé inaperçu. C'est par hasard que je l'ai découvert dans le couloir. Il est maussade. Il me répète que, comme il m'en a prévenue l'autre jour, il ouvrira le meeting mais qu'il sera obligé de partir avant la fin.

Les loges réservées au corps diplomatique se remplissent peu à peu. Voici l'ambassadeur d'Italie, type d'homme du Nord, la barbe rousse, qui cause avec son petit collègue japonais. Le vieux ministre serbe, Spalaikovitch, coudoie un attaché français. Deux individus, dans le couloir, demandent le chemin

de la scène. L'un, un petit vieillard, au visage pointu, les cheveux blancs comme neige, les yeux brillants; l'autre, un gros blond à lorgnon, qui porte, l'uniforme français; mais son type dément absolument cette nationalité. Ce sont Deutch et Koslovsky envoyés par l'*Elinstvo* (1) à la place d'Alexinsky. Dans une petite pièce attenant au plateau se trouvent déjà plusieurs officiers étrangers, ainsi que Maklakoff, Roditcheff et Mme Lebedew. Le leader du Labour Party, M. Henderson fait son entrée : il est de tournure élégante : ses idées n'ont pas déteint sur son extérieur. Chez nous, un socialiste doit être échevelé, débraillé, et non pas habillé, mais tout juste vêtu.

Maintenant Rodzianko, métamorphosé, sourit cordialement à tous. Le doute qui jusque-là le tenaillait sur la réussite du meeting a dû se dissiper. De nouveaux venus s'inscrivent continuellement sur la liste des orateurs; l'étroite pièce bourdonne comme une ruche. L'hémicycle houleux regorge de monde. Les rubans et les croix de Saint-Georges, mêlés aux guirlandes de verdure font au théâtre une décoration pittoresque et des plus agréables à voir. Des draperies, aux couleurs nationales de tous les pays alliés, retombent en plis souples des loges où se trouvent les représentants de ces nations amies... Cela repose du drapeau rouge, qui flotte partout depuis le 27 février.

Sur le fond de l'estrade se détache une reproduction de l'étendard des invalides avec leur devise : « La victoire est le gage de la liberté. » Tous les volontaires mutilés sont en uniforme khaki aux épaulettes bordées d'un galon aux couleurs nationales : sur leurs poitrines brillent des décorations. Beaucoup n'ont qu'une jambe : ils se redressent avec une allure martiale de vieux braves. Leurs figures rayonnent. Autour d'une grande table recouverte d'un tapis, siègent quelques-uns des hommes qui ont joué les premiers rôles dans l'histoire de la Révolution.

Au milieu d'un profond silence, le président déclare la séance ouverte. En quelques mots vibrants, il explique l'objet de la réunion. Il propose de saluer les ambassadeurs alliés présents et puis d'acclamer les détachements qui partent pour le front. Un tonnerre d'applaudissements accueille ces paroles; l'auditoire tout entier réclame les hymnes nationaux. A deux reprises, retentissent les accents de *la Marseillaise*. Une vague

(1) *L'Unité*, journal socialiste.

de patriotisme, qui roule de gradins en gradins, submerge la salle. Rodzianko parle maintenant d'une voix tonnante au milieu d'un enthousiasme indescriptible.

Quand le calme se rétablit, le président donne la parole à Henderson. Malheureusement, son discours ne nous arrive qu'à travers la traduction d'un interprète, ce qui lui fait perdre beaucoup de son action. Le ministre anglais exhorte les ouvriers russes à renoncer provisoirement à tout ce qui est grèves et discussions sur les heures de travail. Ils doivent songer uniquement à la défense nationale : de la quantité de munitions qu'ils fabriqueront dépendra le sort du pays, avec celui de plusieurs millions de combattants. Chaque heure de travail en plus représente autant de vies épargnées. Les camarades britanniques le savent bien, des docks de Londres aux mines du pays de Galles, eux qui font la guerre non pas au peuple allemand, mais à son militarisme. Sur ces entrefaites, arrive Chingareff, sortant d'une séance du gouvernement provisoire. Le sénateur américain Root prononce quelques mots. Harangue brève, mais qu'importe? L'orateur américain est là, il soutient la cause : c'est l'essentiel. L'émotion a déjà pris racine et s'épanouit en applaudissements dont la Patti aurait pu être fière à l'époque de ses grands triomphes.

Voici maintenant Maklakoff à la tribune. Sa taille voûtée, ses mouvements anguleux, son extérieur négligé, ses cheveux rejetés en arrière, tout cela disparaît quand on l'écoute : ses yeux noirs où brille tant d'intelligence, tant d'esprit, ont un regard si expressif, qu'il en paraît presque beau. Il commence, d'une voix faible, avec un accent légèrement grasseyant : déjà le public est suspendu à ses lèvres. Pourtant, son langage est sévère : il brûle beaucoup moins d'encens que les autres à toutes les libertés maintenant promulguées. Il souligne, — constatation pénible, mais combien vraie! — la crise que traversent l'armée et le pays. Il fait entendre l'appel de la patrie en danger. Alors sa voix devient forte, elle s'amplifie, elle vibre. On ne résiste pas à cette parole entraînante. Le cadre, l'orateur disparaissent : on ne voit plus que le danger de la patrie, on n'entend que l'objurgation de la patrie qui a besoin de vous. Il semble que la cloche d'alarme fasse l'accompagnement à ce discours : ses tintements se prolongent en échos lointains jusqu'au fond de l'âme. Le poète se retrouve dans le tribun :

s'il en est qui sont restés indifférents jusqu'ici, ils sont emportés par le mouvement et communient dans la ferveur générale.

A Maklakoff succède le major Thornhill. Dans un russe très pur, d'une voix claire et forte, il salue le détachement au nom de l'armée anglaise. De plus en plus, les figures des invalides s'illuminent : ils ont un air d'enfants heureux et fiers.

Un soldat revenu d'Allemagne, qui ne possède pas le moindre talent oratoire, mais qui parle avec un accent de sincérité indiscutable, empoigne tout de suite son public. Son langage, d'une rude franchise, brutal même par moments, frappe l'imagination de la foule, plus voisin d'elle et plus compréhensible que celui des autres orateurs. « Courez au front remplir votre devoir ! » s'écrie-t-il. Les soldats de la garnison assis dans les galeries se mettent à applaudir. Bourru, il leur répond : « N'applaudissez pas, vous autres : vous feriez mieux d'aller vous battre, plutôt que de rester ici à grignoter des graines de tournesol et à flâner par les rues ! »

Et puis c'est le tour d'un petit vieillard à lunettes, au regard bon et spirituel. Dans son expression naïve passe parfois une ombre de malice. C'est Kropotkine. Tout le monde le traite avec déférence : lui est la modestie même. Quand il apparaît sur l'estrade, on l'accueille avec frénésie. Il semble tout à fait étonné de cette explosion de sympathie à son égard. C'est son gendre qui lit le discours, à sa place : « L'homme qui a sa chaumière à l'écart a-t-il le droit de rester insensible au malheur qui s'abat sur celle de son prochain ? Non. » Sur ce thème sont brodés des développements pleins de noblesse. Kropotkine adjure chacun de secouer son apathie, de courir à la défense de la patrie, incendiée comme la chaumière du voisin. Il répète qu'il faut combattre avec les Alliés pour la grande cause commune. Il se hausse au-dessus des partis : il n'a qu'un amour au cœur, celui de pays : il souffre d'assister à sa ruine...

Après lui, se lève Roditcheff. Celui-là, c'est le mouvement fait homme. L'amphithéâtre frémit sous cette fanfare de vie intense. Sa voix tonnante, où s'étouffe par moments un sanglot, éclate en un torrent d'imprécations. On dirait les notes rudes et vibrantes d'une musique militaire qui accompagne les troupes partant pour la guerre. Elles stimulent les courages, elles donnent envie d'aller en avant, toujours en avant, vous faire

tuer s'il le faut pour la patrie et la liberté. J'imagine ainsi l'effet que davait produire *la Marseillaise* chantée par Rouget de l'Isle. Ses paroles cinglent comme des coups de fouet : la foule saisie n'ose plus remuer.

Chingareff ne possède ni la grâce de Maklakoff, ni la fougue de Roditcheff. Pourtant, de son allocution se dégage une force d'émotion que les autres n'ont pas; elle paraît plus belle : c'est que son âme y transparaît, son âme pure comme une rosée d'avril. Les paroles d'André Ivanovitch Chingareff sont simples comme une chanson russe, pleines de mélancolie, mais, aussi d'espérance.

Je ne puis citer tous les orateurs, qui se succèdent sans lasser la patience du public. Malgré l'heure avancée, personne ne songe à partir. Enfin, à huit heures, Rodzianko, — qui décidément n'est pas parti avant la fin, — clôture la réunion. On lui jette des fleurs, on agite des mouchoirs. Les invalides poussent des hourras retentissants auxquels se joignent ceux de l'assistance. Lui, salue à droite et à gauche, visiblement ému. Cette ovation lui est doublement agréable, venant d'un public qui représente des milliers de personnes de tous les groupes et de tous les partis. Il sait que l'étoile de sa popularité, hier si brillante, est en train de pâlir à l'horizon devant l'astre nouveau de Kerensky. Le portrait avec la signature de ce dernier, vendu aux enchères, monte à plusieurs milliers de roubles; ceux de Rodzianko et de Kropotkine ne rapportent qu'une somme relativement minime.

L'atmosphère qui règne dans la salle se communique à toutes les parties de la Maison du Peuple. L'argent coule à flots. Chacun donne tout ce qu'il peut pour les invalides. Dans le jardin, des soldats revenus du front, tout pleins des idées qu'ils viennent d'entendre si éloquemment développées, haranguent la foule qui les acclame. Le kiosque de l'emprunt de la Liberté est assailli par les souscripteurs qui s'inscrivent pour 500,000 roubles; chiffre énorme, car ce ne sont pour la plupart que de petites gens. 35,000 personnes ont défilé au tourniquet. Devant l'attitude du public, les bolcheviks, venus pourtant en grand nombre pour faire du scandale, ont jugé prudent de se tenir tranquilles. L'enthousiasme a débordé, spontané, irrésistible comme une source longtemps contenue qui jaillit du sol.

Heures inoubliables, d'où furent bannis tout esprit de parti,

tout intérêt personnel, où communièrent ceux dont le rêve ailé domina la masse inerte et grise et l'enleva jusqu'à lui! Là où le symbole est la Patrie, son honneur et sa gloire, il n'y a pas de droite ni de gauche, il n'y a que des Russes et la Russie.

Là-bas, sur le champ de bataille, pour lequel le premier détachement part demain, les soldats présents à cette fête du patriotime se souviendront de ces instants sublimes. Ici, ils furent les héros de la foule qui les acclama pour leur noble geste. Là-bas, ils vont être ceux de la Patrie à qui une seconde fois ils apportent leur vie en offrande.

Les forts vont racheter les fautes des faibles.

V. — LA REMISE DU DRAPEAU AU IIe DÉTACHEMENT

Le second détachement s'était couvert de gloire pendant l'émeute bolchevique. Il allait prochainement partir pour la ligne de feu après la remise de son drapeau. Le général Vasilkovsky devait le passer en revue. L'ambassadeur d'Amérique et les attachés militaires des Puissances alliées assistèrent à la cérémonie qui se déroula sur la place Isaac. On attendait aussi le ministre de la Guerre, Kerensky.

Je vis tout à coup déboucher une ancienne calèche de la cour avec de magnifiques chevaux pommelés qui avaient appartenu aux attelages de l'Impératrice. Dans ce somptueux équipage, un mouchoir blanc noué autour de la tête, une vieille femme était assise, ayant auprès d'elle un tout jeune officier. C'était la Brechko Brechkovskaïa, la grand'mère de la Révolution russe, accompagnée de son aide de camp. Jamais souveraine n'a eu allures plus hautaines.

Dès qu'elle parut, les soldats l'acclamèrent avec frénésie. Comme elle jouissait d'une immense popularité, l'argent pour diverses organisations affluait chez elle. Les invalides me chargèrent de lui en demander pour le soutien de leurs familles : ils espéraient en outre qu'elle entrerait dans leur comité. Je m'approchai d'elle sur le parvis de la Cathédrale et lui exprimai leur prière. Mais elle n'avait pas le temps de m'entendre.

— Venez chez moi, me dit-elle, vous m'exposerez l'affaire à loisir.

— Où habitez-vous?

— Je reçois les mardis au Palais d'Hiver.

— L'entrée est par la porte Saltikoff, ajouta respectueusement l'aide de camp.

En vérité, cette vieille femme était plus arrogante que les têtes couronnées : elle n'avait ni les manières affables, ni la bonté d'une véritable souveraine.

La revue commença sans le ministre de la Guerre qu'on avait vainement attendu. Les mutilés défilèrent devant le général avec une belle allure martiale; ceux mêmes qui portaient un appareil tâchaient de boiter en mesure et se raidissaient pour avoir meilleure prestance. Quand le drapeau leur fut remis, la Brechko Brechkovskaïa descendit parmi eux et prononça une longue harangue, qui parut les enchanter. Puis elle leur donna son mouchoir qu'ils se partagèrent en guise de souvenir. Et s'étant rassise au fond de son carrosse, elle partit au milieu des hourras.

Pour moi, quel que fût mon désir d'obliger les invalides, je ne pus vaincre ma répulsion ; je n'allai pas au Palais d'hiver pour y être reçue en audience par la grand'mère de la Révolution russe. Elle portait un fichu au lieu d'un chapeau, mais cela ne l'empêchait pas de prendre des airs de reine en tournée officielle. Cette parodie m'écœurait.

VI. — LA CÉRÉMONIE EN L'HONNEUR DES COSAQUES

Les journées des 3 et 5 juillet furent marquées par de graves désordres bolcheviks. Toutes les troupes sur lesquelles le gouvernement comptait se tenaient prêtes. Les premières qui sortirent dans la rue furent les Cosaques. Au Liteiny prospekt et sur le pont conduisant à la Viborskaïa storona, une vingtaine d'entre eux furent tués, d'autres blessés. Grâce à leur intervention, l'ordre put être rétabli. Ces braves étaient morts pour nous, habitants de la capitale : le clergé et les intellectuels décidèrent d'assister à leurs funérailles : elles prirent les proportions d'une grandiose manifestation patriotique.

La veille au soir, les dépouilles mortuaires avaient été transportées de l'hôpital à la cathédrale Isaac, où devait avoir lieu la cérémonie funèbre. Dès le matin, les cloches, de leur voix grave, appelèrent les fidèles à la prière. Les rues étaient noires de monde. Les immenses nefs de l'église aux colonnes de porphyre et de lapis-lazuli ne pouvaient contenir la foule

accourue pour honorer les défenseurs de l'ordre. Tout le gouvernement était là, Kerensky en tête. Le métropolitain et le clergé au grand complet officièrent. Après un éloquent adieu aux morts, le cortège se mit en marche. Des députations sans nombre accompagnaient le convoi. Rodzianko et beaucoup de membres de la Douma étaient venus : Roditchefl portait une grande couronne. Des brassées de fleurs recouvraient les cercueils de leur moisson odorante. Des fleurs, des fleurs à perte de vue : elles veillaient les chers disparus. Dans un profond recueillement, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants marchaient derrière les chars. Une vague de ferveur religieuse passait sur tout ce monde intellectuel, généralement sceptique ou indifférent. Une atmosphère de mysticisme et d'espoir, pour que le sacrifice de ces enfants du Don et du Kouban ne fût pas inutile, enveloppait la terre, tandis qu'un radieux soleil brillait au ciel. Devant les principales églises, le murmure des prières se mêlait au carillon des cloches. Des passants se joignaient sans cesse au cortège. Quand il arriva au couvent Alexandre Nevsky, il s'était transformé en une véritable mer humaine. On avait creusé là un vaste caveau où devait plus tard s'ériger une chapelle ardente. Et des fleurs, toujours des fleurs. Les cercueils y furent descendus, la panikhida commença. Le silence n'était coupé que par le bruit des sanglots. Quand les chantres entonnèrent, de leurs voix profondes et harmonieuses, le *Vetschnaia Pamiat*, « Mémoire éternelle, » tous les assistants tombèrent à genoux. Et, prosternés, ils redisaient les mêmes paroles. L'écho répéta ce dernier adieu de la terre, et dans l'air vibra comme une litanie éternelle : *Vetschnaia Pamiat! Vetschnaia Pamiat! Vetschnaia Pamiat!* Une croix provisoire fut plantée dans le sol, avec une lampe de tabernacle qui brûlait doucement. La brise était saturée du parfum des roses et des jasmins qui tapissaient cette dernière retraite. Par la lourde journée d'été, ce souffle embaumé caressait avec tendresse les fronts brûlants et les yeux des mères et des épouses que les larmes avaient ravagés.

La foule s'écoula en silence. Mais, longtemps après, à toutes les heures du jour, des prières furent dites sur cette tombe des Cosaques. Au loin, dans les stanitsa natales, en évoquant le courage et les prouesses des morts, les vieux Cosaques et

leurs enfants faisaient le signe de la croix et répétaient aussi : *Vetschnaia Pamiat!*

VII. — UNE VISITE A KROPOTKINE

Mme Lebedew, la fille de Kropotkine, m'a téléphoné que je ferais plaisir à son père en venant prendre une tasse de thé chez lui. Je décidai de profiter de cette invitation pour le remercier de la sympathie qu'il avait témoignée aux invalides. Je me rendis aux îles, dans la villa Van der Palz.

Tout au fond d'un vaste jardin aux arbres touffus s'élevait une maison en bois avec une véranda vitrée. Sous l'ombrage d'un tilleul aux larges branches, je trouvai Mme Lebedew, habillée d'une robe de mousseline blanche qui faisait ressortir son teint éclatant de brune. Son père, en conférence avec Milioukoff, me priait d'attendre. La conversation roula sur l'ouvroir. Je me plaignis de la paresse des mutilés qui me désespérait. Elle me pria de répéter ce fait à ses parents qui refusaient d'y croire.

Quelques instants après apparut au fond de l'allée Kropotkine avec sa femme. Tel était l'agrément de ses manières qu'on était tout de suite sous le charme. On reconnaissait l'homme du monde d'une autre époque, courtois et brillant. Plein d'entrain, il s'intéressait à tout comme un jeune homme. Il me fit l'accueil le plus empressé et me promit de visiter mes invalides.

Comme je lui disais leur horreur du travail, son regard limpide prit une expression de profond étonnement.

— Est-ce possible? me dit-il; les paresseux dont vous vous plaignez sont sûrement des exceptions.

Il jugeait les individus en théoricien qui, du fond de son cabinet de travail, a rêvé, durant un long exil, à son pays natal et aux souffrances de ses compatriotes. Il regardait les gens avec une âme d'idéaliste, les imaginant tels qu'il les voulait et non tels qu'ils étaient réellement. Ce savant universel mettait sur les visages qu'il contemplait un reflet de sa propre candeur.

Je proposai à Mme Lebedew d'entrer dans notre comité. Elle s'excusa sur le manque de temps; elle cherchait un emploi qui lui rapportât quelque argent: ils n'étaient pas riches, et la vie coûtait cher. Pourtant, au début de la Révolution,

l'existence de Kropotkine eut des allures d'apothéose. Petrograd réservait une réception enthousiaste à ce vieillard, retour d'exil. Du matin au soir, sa maison ne désemplissait pas. Des hommes politiques de tous les partis, des savants, des étrangers sollicitaient de lui un entretien, lui demandaient conseil, recueillaient pieusement ses paroles. Il représentait l'idéalisme incarné.

Qu'il doit souffrir maintenant, en assistant à l'écroulement de son rêve! Témoin vivant de l'application par un peuple inculte des doctrines auxquelles il a sacrifié sa vie, le grand humanitaire doit avoir le cœur brisé. Une personne de son intimité m'a dit qu'il pleurait comme un malheureux dans le petit appartement où il s'était réfugié à Moscou.

Je n'ai plus revu Piotr Alexeevitch Kropotkine après cette journée aux îles où chantaient les oiseaux, où les feuilles des bouleaux à l'écorce argentée bruissaient sous la caresse éthérée de la brise. Mais je n'oublierai pas ses yeux lumineux qui reflétaient son âme, grande à embrasser le monde, douce et simple comme l'âme d'un enfant...

VIII. — L'HÔTEL DE LA KCHESINSKAYA

C'est en janvier 1918 que j'ai franchi pour la première fois le seuil de la Kchesinskaya. J'étais venue remercier la célèbre danseuse, pour avoir paru dans une représentation au bénéfice des invalides.

Un maître d'hôtel français m'ouvrit la porte et m'introduisit au salon. Dans une chambre tendue de soie claire, aux meubles anglais, se tenait la maîtresse de céans. Des fleurs rares aux couleurs chatoyantes embaumaient la pièce remplie de bibelots de prix. Sur un guéridon, des roses jaune tango dans une potiche chinoise courbaient leur tête trop lourde pour leur fragilité. Elles exhalaient un parfum suave et pénétrant. Précieuse et menue, l'artiste faisait penser à quelque danseuse d'Angko. Un ruban cerise encerclait ses cheveux noirs comme du jais. Des yeux pétillants d'esprit, dans un visage irrégulier, la faisaient paraître plus jolie qu'elle n'était en réalité. En causant avec elle on comprenait son succès de femme, aussi modeste et simple dans l'intimité que l'artiste était brillante et pleine de fougue sur la scène. Le boudoir ensoleillé donnait sur un jardin d'hiver; des colombes voltigeaient autour des plantes

exotiques; le roucoulement de ces oiseaux blancs se mêlait au murmure cristallin de la petite fontaine dans sa vasque d'albâtre. Et puis, à travers les floraisons luxuriantes et les fougères tropicales, l'œil apercevait, au dehors, le parc, ses allées et ses massifs recouverts d'un linceul de neige. Et c'était tout le Nord, avec la dentelle de ses arbres et son âme de brume et d'exil.

L'arrangement intérieur, très somptueux, complétait l'impression. Quoique j'adore la patine que seuls les siècles écoulés confèrent aux choses, j'avoue que l'image de cette femme frêle s'harmonisait mieux avec un cadre ultra-moderne : c'était l'écrin qu'il fallait pour enfermer un bijou de Lalique.

C'est cette demeure qu'à cause de sa situation exceptionnelle, — le belvédère domine trois quartiers, — Lenine choisit pour s'y installer avec son état-major. L'imagination populaire, qui magnifie tout ce qui lui est inconnu, a qualifié de « Palais de la Kchesinskaya, » ce qui n'est qu'une jolie habitation de dimensions moyennes. Maison ou palais, par quelles vicissitudes elle allait passer! Tout d'abord, l'imprimerie de la Pravda y fut transférée. Mais, en juillet, après un violent assaut, les invalides du second détachement s'emparèrent de cette citadelle du bolchévisme : pour leur récompense, ils obtinrent d'y établir leur comité central. Cependant une compagnie de cyclistes, profitant du temps que durèrent les pourparlers engagés à cet effet, l'occupa et ne voulut plus la quitter. Une lutte acharnée s'engagea : la victoire resta aux invalides qui prirent triomphalement possession de l'hôtel.

Très peu de temps après, j'eus l'occasion de m'y rendre. A la place du domestique français, en livrée impeccable, un invalide débraillé, à moitié endormi, m'ouvrit la porte. A voir l'aspect du vestibule, on hésitait entre la grange et le corps de garde. L'odeur des fleurs avait été mise en fuite par les fumées épaisses d'un âcre tabac. Le salon et les pièces voisines avaient été transformés en dortoirs pour les soldats. Sur les murs salis et dégradés, pendaient encore quelques haillons d'étoffe, échappés au vandalisme des nouveaux occupants : témoins misérables, ils laissaient deviner la défunte richesse de ce qui fut des tentures de soie. Les cheminées, jadis de marbre blanc et rose, n'offraient au regard qu'une large brèche, un trou béant. Des morceaux de papier collés remplaçaient les vitres

brisées. Le piano, à moitié démoli, avait été relégué dans un coin. Parfois un soldat désœuvré appuyait sa main lourde sur le clavier d'ivoire : alors un son grêle s'exhalait comme une plainte sous ce toucher brutal.

Le jardin d'hiver aux colombes blanches avait subi les mêmes outrages que les salons. Tout avait disparu, jusqu'aux derniers vestiges des plantes rares. Rien n'existait plus. Il semblait qu'une invasion des Huns eût tout balayé. Çà et là des débris d'objets, épaves rejetées par la tempête, achevaient de mourir. A mon cœur ils parlaient de jadis, comme ces fleurs fanées d'un bouquet que l'on retrouve, après des années d'absence, dans une maison abandonnée. Les pétales sont flétris et desséchés, mais leur mort se souvient de leur existence parfumée d'autrefois.

Dehors, des groupes de soldats sont couchés sur l'herbe, jadis si soigneusement passée à la tondeuse... Tout d'un coup, l'air fut déchiré par un bruit strident : c'était l'annonce du dîner. Aussitôt des centaines d'hommes se ruèrent comme des bêtes affamées, dans ce paradis désaffecté où maintenant se cuisinait la popote du soldat. A l'haleine embaumée des fleurs succédait une odeur de soupe et de choux.

Ce bruit, cette scène triviale, déshonorant les ruines d'une splendeur abolie, me firent détourner la tête. Je ne voulais plus rien voir de ce qui était sous mes yeux. Je m'enfuis ; et, dans ma fuite, j'étais poursuivie par une vision d'antan : sous les arceaux de la pergola, restée par miracle intacte, la silhouette mince et gracieuse de la jolie danseuse m'apparaissait, rêvant à ses succès et à sa gloire d'artiste sous la garde jalouse des roses jaune tango.

IX. — UNE VISITE A SMOLNY

Mai-juin.

Ma mère et mes enfants sont en Finlande depuis avril. Tranquille sur leur compte, je suis restée à Petrograd, afin d'organiser dans notre propre maison un lazaret pour les grands blessés. En dépit du malheur des temps, je ne me considère pas comme relevée de mes fonctions. Les changements politiques sont sans influence sur le devoir d'une sœur. Sous tous les régimes, un blessé demeure toujours pour elle un

blessé. Elle a beau n'avoir aucune idée commune avec lui, elle doit rester fidèle à son poste jusqu'à la dernière extrémité.

Dans cette ambulance modèle aux lits de fer et aux murs passés au ripolin, qui eût reconnu notre demeure? Moi seule je revoyais en pensée la haute silhouette de mon père dans la pièce qui fut son bureau. Alors, sur les tentures rouges ressortaient les portraits de ses aïeux dans leur cadre uniforme en bois doré. A côté de sa table à écrire se dressait un grand buste en bronze de l'empereur Alexandre III dont il vénérait la mémoire. Tout cela maintenant n'était plus. Le salon blanc de ma mère, toujours rempli de plantes tropicales, avait été transformé en dortoir. Au lieu de femmes élégantes babillant dans leurs fauteuils autour d'une table à thé, des sœurs attendaient la venue de nouveaux hôtes au lazaret 205...

Ainsi les douces images, du passé cédaient la place à de tristes ou cruelles réalités présentes. Voici en ce genre encore une impression que je rappellerai : ce fut peut-être la plus saisissante.

Pour aller en Finlande, il fallait aller chercher une autorisation à Smolny, où l'on devait se présenter en personne. A l'entrée de la citadelle bolchevique, on exigeait un laisser-passer spécial ; je l'obtins grâce à un matelot du lazaret, et je me rendis à Smolny.

Avait-il jamais existé, l'institut de jeunes filles nobles fondé dans cet édifice sur le modèle de Saint-Cyr par la grande Catherine? La chapelle avait éteint la lueur de ses lampes. Les couloirs où avaient glissé des pas silencieux tremblaient sous les lourdes bottes des Lettons. Parfois un matelot laissait choir son fusil et l'écho de la chute brutale se répercutait de salle en salle. Les recoins obscurs où les âmes s'étaient blotties dans un recueillement parfumé subissaient, comme un viol, la ronde profane des sentinelles. Quel feu de joie sacrilège, allumé par la populace, avait dévoré les tapis, les consoles en bois sculpté, les châsses? Au bas du royal escalier, une femme dépeignée vendait des journaux et des brochures de propagande. Des boîtes de conserves, des haillons traînaient sur les parquets. Le tapotement des machines à écrire et les voix discordantes des hommes se croisaient parmi des relents de cuisine.

Cette salle aux colonnes blanches où siégeaient, dans la fumée des cigarettes, les ouvriers et les soldats au milieu de la

rouge clameur de la Révolution sociale, des élèves aux robes à paniers, des demoiselles aux profils de camée y avaient dansé le menuet aux sons grêles du clavecin. Le jeune et séduisant empereur Alexandre Ier et la blonde souveraine Élisabeth avaient souri doucement entre ces murs dorés, maintenant tout frémissants des discours incendiaires de Trotzky.

A travers les allées majestueuses du parc, sous les chênes où les courtisans s'étaient promenés dans leurs habits brodés, les gardes rouges proféraient aujourd'hui leurs jurons grossiers. Où étaient-ils, ces fantômes gracieux d'un autre âge, qu'était devenue la somptuosité des fêtes galantes du Nord? Les silhouettes des vieux princes frivoles, appuyés sur leurs cannes à pommeau d'ivoire ne peuplaient plus les sentiers piétinés et boueux. Des automobiles blindés, des camions et des mitrailleuses avaient envahi les ombrages et les pelouses. Le drame avait vaincu l'idylle.

La Nelidova reconnaîtrait-elle maintenant son cher Institut, où le tsar Paul l'avait courtisée et chérie? Tout un monde défunt d'art, d'élégance et de mondanité religieuse dormait dans cette enceinte, et les nouveaux venus en avaient dispersé la cendre. Ce n'était pas seulement Smolny, l'ancien Smolny, le Smolny impérial qui avait irrémédiablement disparu sous leurs coups : c'était la vieille Russie, sa puissance traditionnelle, ses siècles de faste et de gloire.

A l'aube, Lenine, dans la chambre 67, doit sans doute s'accouder à la fenêtre pour voir les brumes d'automne se disperser sur la Néva ; et, debout face à l'Orient, il salue peut-être dans le soleil le spectre rouge du communisme en marche vers le monde. A la même croisée, la dame de classe s'est penchée jadis vers l'aurore, et pâle encore d'avoir passé sa nuit sur le dernier livre de Pouchkine, elle imaginait quelque aventure merveilleuse, quelque Doubrovsky de légende, et elle célébrait à travers l'espace de mystiques et secrètes fiançailles.

Dans la pénombre grise, en quittant Smolny, on se hâte au milieu des flaques de boue; mais l'immense bâtiment, éclairé à chaque fenêtre, éblouit parmi les ténèbres. Il semble préparer quelque fête suprême, et le rêveur solitaire, égaré dans la Révolution, se surprend à épier au loin le bruit étouffé d'un carrosse et à chercher au clair de lune des formes frêles qui exécutent un menuet précieux, suranné, — et si triste!...

X. — LA MORT DU SOLDAT RUSSE?

L'armée russe n'est plus qu'un souvenir : le bolchevisme l'a tuée. Qu'on accuse le gouvernement, les leaders des divers partis qui entraînaient derrière eux les masses; qu'on accuse le manque de culture du peuple russe, mais qu'on ne rende pas responsable de tout et indistinctement le soldat! Des hommes qui savent mourir et souffrir comme l'a fait au début de cette guerre le soldat russe, ne peuvent être des lâches... Ce sont de grands enfants primitifs et incultes dont on a voulu faire des civilisés malgré eux. On les imaginait capables de discipline morale, librement consentie. Ces hommes qui, jusque-là, étaient habitués à obéir sans discuter, furent tout à coup assaillis par une propagande effrénée. Les uns les excitaient contre leurs officiers, les autres leur brûlaient de l'encens en flattant leurs plus mauvais instincts. On a farci leurs cerveaux de doctrines politiques innombrables et diverses : chaque parti tâchait de les rallier à sa cause. Comment s'y seraient-ils reconnus?

Bientôt ramenés à l'état de hordes sans cohésion, discutant sans les comprendre le *Contrat social* et les *Droits de l'Homme*, incapables de se débrouiller par eux-mêmes dans ce chaos, sans discipline, sans foi dans leurs chefs, que pouvaient-ils faire? Quelle sauvegarde avaient-ils contre leurs instincts? Aucune. Pauvre soldat! Ne l'avait-on pas méconnu d'abord? Les âmes ont-elles vibré d'orgueil, les cœurs battu plus fort devant son héroïsme silencieux, quand il se faisait tuer sans une ombre de regret pour sa jeunesse que la mort fauchait dans sa fleur? Blessé, il souffrait le martyre sans jamais demander pourquoi, sans qu'une plainte ou un reproche lui échappât. Alors, on a passé devant lui sans le regarder, sans essayer de le comprendre. Maintenant on le regrette, on se repent : il est trop tard! Le jour viendra où on retrouvera le soldat russe. Il n'est pas mort, il n'est qu'endormi dans le sanctuaire des cœurs fidèles. Il sortira de son long sommeil, et avec lui s'éveillera la Russie : car l'âme d'un grand peuple est impérissable et elle renaîtra de ses cendres.

VERA NARISCHKINE-WITTE.

LA
PASSION DE JEANNE D'ARC

Voici Jeanne d'Arc sur les autels. Dans le cœur de tout Français digne de ce nom, déjà, son culte avait sa place : il était pratiqué naturellement. Mais ce dimanche de la Passion de l'an mil neuf cent dix-neuf, qui fut choisi pour en préparer l'annonce à l'univers, vient d'achever précieusement la consécration de sa mémoire. Une qualité suréminente, devant qui peuvent s'incliner tous les hommes, lui est attribuée désormais, réparatrice et symbolique. Un exemple d'humanité supérieure, en elle, est reconnu et déclaré, comme s'étant manifesté dans des conditions uniques au monde. C'est une Française qui en possède l'honneur. Saluons avec émotion le geste auguste qui lui offre cette parure exaltante.

Le dimanche de la Passion. Coïncidence expressive. Quelle journée, quel titre aurait pu mieux convenir pour affirmer la sainteté de Jeanne d'Arc? Passion, calvaire, sacrifice. C'est la Trinité de sa vie. Sa passion débute avec l'appel initial qui l'accable. Son œuvre lui fait gravir un calvaire. Sa mort met seule un terme à son état constant de sacrifice.

Le premier coup de glaive, son cœur d'enfant le sentit passer en lui, ce jour d'été, vers l'heure de midi, dans le jardin de son père, quand la Lumière et la Voix la transpercent de leurs signes. Le dernier, le septième, à Compiègne, la met vivante au tombeau. Mais les autres, ceux qui l'ensanglantent sur la route, à chaque obstacle où elle se déchire, à chaque lutte qui l'épuise, à chaque trahison qui la frappe, se doute-t-on de leurs blessures? Peut-être ne connut-elle, à dire vrai, que deux

instants de détente, vite écoulés dans la tourmente qui l'entraîne, Orléans, comme une halte, Reims, comme une croix portée qu'on peut enfin poser à terre et qu'on ne connaîtra plus.

La vie de Jeanne d'Arc a été racontée dans des œuvres magistrales (1). Le cadre où s'est déroulée sa carrière a été retracé avec des soins minutieux. Son procès et son martyre ont été éloquemment exposés. Mais le chemin de sa Passion, pendant le drame intérieur qui transfigure sa jeunesse (2), pendant la carrière insigne qu'elle semble parcourir triomphante, à vrai dire avec tant de larmes, n'est-il pas également à scruter et à suivre, sur la trace de ses pas? N'est-ce pas un hommage qu'en un pareil instant nous avons en quelque sorte le devoir de lui rendre?

Nous voudrions ici tenter de le faire, en mettant à profit les plus récents travaux consacrés à la Vierge Sainte (3), en serrant de près quelques textes, et en déduisant de leurs données ou de leur rapprochement les conséquences les plus plausibles. On pourra restituer ainsi quelques versets du psaume d'angoisse de Jeanne d'Arc.

LE JARDIN DE DOMREMY

C'était un petit clos tranquille, entre la maison paysanne et l'église. Le clocher le dominait de sa hauteur. Il touchait au mur bas du cimetière, dont les tombes entouraient le temple. Par les fenêtres de la tour, le son des cloches, s'échappant en ondes harmonieuses, aux heures fixées par les rites,

(1) Ce n'est pas aux lecteurs de cette *Revue* que nous avons à rappeler les savants et pénétrants articles de M. Gabriel Hanotaux, où la formation, la mission, l'abandon et la condamnation de Jeanne d'Arc ont été retracés avec autant de sûreté d'information que de hauteur de vues, et où la dissection des événements politiques que Jeanne eut à traverser a été fait une fois pour toutes avec une si particulière autorité.

(2) « Jeanne était une enfant qui souffrait, » dit avec force M. Maurice Barrès (*Autour de Jeanne d'Arc*).

(3) Les textes recueillis par Quicherat (*Procès de condamnation et de réhabilitation de Jeanne d'Arc*) ont pu être appelés justement le « Mémorial » de la Pucelle. — Anatole France, *Vie de Jeanne d'Arc*. Siméon Luce, *Jeanne d'Arc à Domremy*. Chan. Ph.-H. Dunaud, *Histoire complète de Jeanne d'Arc*. Francis Lowell, *Joan of Arc*. Andrew Lang, *The maid of France*. R. P. Ayroles, *la Vraie Jeanne d'Arc*. *Chronique de Parceval de Cagny*, éd. Moranvillé. *Chronique d'Antonio Morosini*, avec traduction de M. Léon Dorez.

le remplissait tout entier. On se le figure, ce jardin, comme plus d'un jardin pareil. Des carrés longs de terreau noir, plantés de choses rustiques et nourricières. Des sentiers entre les planches de culture. Des arbres çà et là. Peut-être, au milieu, un passage plus large, avec des fleurs en touffes. Au cours de l'été, montant droits du sol, pouvaient y paraître des lis, blanches corolles sur de hautes tiges, gorgées de poussière d'or. Ailleurs, sans doute, charge brillante des rameaux, le fruit régional faisait plier les branches, étayées par des fourches, sous les grains nombreux et pesants des mirabelles. Quand le soleil, du haut de sa courbe, chauffait la terre entre les murs, la fleur et le fruit se respiraient à distance.

La fille de Jacques d'Arc est dans le jardin de son père, cultivateur à Domremy, notable du village (1).

Elle peut avoir treize ans. C'est une enfant de bonne race, brune aux franches couleurs. Elle accomplit sans doute quelque besogne coutumière, une de ces humbles tâches que viennent ramener les heures. On est en été. Midi s'approche ou passe. Elle doit tourner les épaules au soleil, qui brille au Sud, par-dessus la maison, et qui frappe devant elle, un peu vers sa droite, sur le flanc de l'église et la tour du clocher.

Il est midi, peut-être moins, peut-être plus. Une volée de cloches a pu passer. Le bruissement se prolonge-t-il encore? La fille de Jacques d'Arc est dans le jardin que décore la saison. Tout à coup, dans le plein jour, lumière sur lumière, à sa droite, lui apparaît une clarté. Une voix se fait entendre, une effigie se dessine, une figure merveilleuse, et qui parle, est auprès d'elle. C'est un prince céleste, prince combattant, victorieux dans les batailles du Bien contre le Mal. C'est monseigneur saint Michel. Mais cela, elle ne le connaît pas encore. A cet instant, pour elle, ce n'est qu'une voix qui parle, « une digne voix, » dira-t-elle, en son simple et beau langage.

L'enfant pieuse et charmante a grand'peur. Elle l'a dit sans le cacher. Elle est tremblante et secouée. Entre elle et l'apparition, un dialogue s'est établi, grave et limpide. Il n'est encore question que du salut de son âme. Elle prononce un vœu : elle consacre au ciel sa pureté, tant qu'il plairait à Dieu. La voix se tait. La clarté rentre dans la couleur du jour.

(1) Ce qui précède et suit est tiré de l'examen des lieux et des textes du *Procès*.

L'enfant bouleversée se ressaisit peu à peu. Quand elle regagne la maison, rien ne paraît sur son visage. Pourtant, elle est marquée pour l'œuvre ; en elle le sacrifice et le martyre déjà sont en germe. Et d'elle, à ce retour du jardin, après ce dialogue éblouissant, ne peut-on pas dire, en transposant le nom de l'archange : *Sumens illud Ave — Michaëlis ore.*

Bientôt, en des lieux que rien cette fois ne signale plus, les visions et les voix ont pris force et fréquence. L'enfant réalise maintenant que l'être surnaturel dont elle saisit les paroles, et qu'elle voit matériellement de ses yeux, est monseigneur saint Michel, archange et prince, celui qui patronne le duché de Bar dont la frontière coupe en deux le village même de Domremy, celui qu'on vénère aussi, bien loin des marches de Lorraine, dans une île périlleuse que le flot de la mer permet au pèlerin de gagner à pied sec par les sables. Il lui annonce qu'elle entendra bientôt deux autres voix, deux voix de femmes sanctifiées, sainte Catherine et sainte Marguerite. Et c'est alors qu'il commence à parler de l'œuvre qui l'attend, pour quoi elle est élue et choisie, la Rédemption du pays de France.

Tout cet effroyable secret, une enfant grandissante le porte en elle. Il l'opprime et l'obsède. Elle le garde néanmoins jalousement, pour elle, pour elle seule. La plus délicate et la plus fière sensibilité la gouverne. Elle commettrait une trahison, si elle divulguait à qui que ce soit ces entretiens merveilleux qui l'exaltent. Elle continue sa vie de tous les jours, dans son cadre simple et doux. Le silence est un devoir qui l'écrase. Il accable sa jeunesse. Mais son honneur est en cause. Et c'est dans le cœur des jeunes qu'habite la conception la plus aiguë de l'honneur.

LA CÔTE DE GRACE

Sur la colline qui borde la Meuse, au-dessus du village et de l'église, Jeanne affectionnait deux groupes de sites (1).

Un chemin montait de Domremy, en pente douce et tirant vers le Sud, qui menait à un bois de chênes, à une chapelle solitaire, à des sources et à un bel arbre, célèbre dans la

(1) Ce qui suit est tiré des textes du *Procès* et de l'examen des lieux, comparés avec les précieux renseignements contenus dans l'*Histoire abrégée de Jeanne d'Arc*, de Prosper Jollois (in-folio, 1821).

contrée. Le bois de chênes, — le Bois Chesnu, — par analogie purement verbale et accidentelle avec le Bois Chenu, — le bois antique, — nommé dans une prophétie attribuée à l'enchanteur Merlin, et qui fut alors longuement commentée, eut cette fortune singulière de servir à propager avec prestige la foi dans la mission de la Pucelle, à peine arrivait-elle à Chinon. La petite chapelle offrait son porche à la halte ou bien au signe de croix du passant. Les fontaines s'épanchaient libres dans leurs creux naturels. Il semble y en avoir eu deux. L'une s'appelait la Fontaine des Fièvres, car les visiteurs étaient sûrs de la vertu de ses eaux. L'autre portait un vieux nom de terroir : c'était la Fontaine aux Rains : elle s'encadrait de buissons bas, chargés de fleurs verdâtres ou de petites baies noires, cette sorte d'arbuste à défense épineuse que le langage vulgaire connaît ailleurs sous le vocable de nerprun et qui baptise sous d'autres cieux une porte tragique de Tolède. Mais la plus belle chose de la côte était l'arbre, orgueil du paysage. Il montait droit comme lis, dit un témoignage évocateur. Les branches, de leur première couronne, retombaient jusqu'à terre, lui donnant l'apparence d'une immense cloche verte appuyée sur le sol. C'était un hêtre isolé, gigantesque et merveilleux. On le nommait l'Arbre aux Fées, et même l'Arbre aux Dames, parce que les Fées, qui venaient jadis errer sous la protection de ses ramures, étaient de hautes puissances dont il ne convenait pas de parler sans respect.

Une autre voie gravissait les côtes de Meuse, en sens inverse, vers le Nord, par une montée biaise pareille à celle du bel arbre et celle du bois de chênes. Il fallait, pour la prendre, pousser d'abord jusqu'à Greux, bourgade jumelle de Domremy sur la même rive occidentale du fleuve. L'église et les dernières maisons dépassées, le chemin s'élevait peu à peu sur la pente où se découpaient les bois. Là encore se montrait une chapelle et jaillissait une source. Notre-Dame de Belmont, — Notre-Dame de Bermont, selon le dialecte indigène, — et la Fontaine de Saint-Thiébaud, voisines et engageantes, composaient un lieu de pèlerinage que la tradition consacrait.

Dans tout ce canton, par les champs, les sentiers, les prairies et les bois, Jeanne, dans ses premières années, libres et sans contrainte, avec les compagnes de son âge, avait conduit ses pas insouciants et ses jeux. En belle saison, on dansait et

chantait autour du bel arbre. A ses branches retombantes on attachait des fleurs. Un jour surtout, trois dimanches avant Pâques, d'après un usage qui devait remonter aux précurseurs des Celtes, les enfants du village allaient saluer les sources, des chansons aux lèvres, leurs petits paniers au bras. Les rondes et le goûter occupaient l'après-midi. Ils allaient, disaient-ils, « faire leurs Fontaines », touchants continuateurs de croyances millénaires évoluées. Puis ils redescendaient heureux vers les maisons de leurs mères, d'où montaient vers la côte les premières fumées du soir.

Maintenant, elle y trouvait ses Voix, visibles et présentes. Sainte Catherine et sainte Marguerite étaient venues, annoncées par saint Michel. Les trois bienheureuses puissances administrent tout son être. Elle les nomme intérieurement : son conseil. Dans la campagne, sous les bois, peut-être encore dans le jardin de son père, les voix lui parlent, de plus en plus troublantes. Elle-même comprend mieux beaucoup de choses : les Anglais, les Bourguignons, le désastre de Verneuil, pire que la journée d'Azincourt, le roi Charles, qui n'est encore que dauphin, puisqu'il n'a pas reçu le sacrement baptismal de Reims, le prince lointain et embrumé qu'on nomme le roi de Bourges. L'archange lui racontait « la pitié qui était au royaume de France. » Elle se la traduit en images, elle s'en imprégne : on peut dire qu'elle se l'incarne.

Rien n'est modifié dans le cadre de sa vie coutumière. Toujours même droiture et même simplicité. Mais toujours même réserve à l'égard de son secret. De quel poids néanmoins doit-il peser sur elle ! Lorsque le samedi, selon l'usage, elle monte à Bermont par le chemin qui pénètre les bois, quand elle porte à la chapelle ses offrandes fleuries et l'hommage plus précieux de son cœur, si par hasard, sur le chemin de la côte ou dans quelqu'une de ses haltes, une apparition s'impose et l'arrête, quels regards jetés vers les branches où brille la clarté mystérieuse, où germe le murmure des voix, quelle angoisse et quelles affres! Et, de retour à la maison, sans confidence possible, quelle solitude, près de ceux qui l'aiment!

Ainsi passent deux étés de plus, suivis de leurs automnes. Elle atteignait seize ans, se taisant toujours, murée dans le silence.

LA GRANDE PITIÉ DU VILLAGE

Cependant, par le royaume de France, toutes choses s'aggravent. La détresse trouve moyen d'empirer. A cette extrémité de la terre du roi Charles qui touche à l'Argonne et à la Meuse, de nouveaux désastres s'apprêtent (1).

Domremy ne demeure français, depuis des années déjà, que par le soutien de Vaucouleurs. La petite place forte est à cinq lieues de distance, gardant la Meuse en aval. Avec Passavant en Argonne, et Beaumont et Mouzon plus bas sur le fleuve, elle compose vers l'Est le dernier groupe de bastions que l'ennemi n'a pas réduit (2).

Or, au printemps de l'année 1428, Anglais et Bourguignons, gouvernement de Dijon et gouvernement de Paris, ont organisé un effort méthodique contre ces forteresses obstinées. En quelques semaines, la campagne a réussi. Les quatre villes ont traité. Une seule, par le jeu des clauses de sa capitulation, conclue à terme selon les usages du temps, n'admet pas de suite l'ennemi dans ses murs, subordonnant l'ouverture de ses portes à quelque condition de temps ou de fait qui demeure inconnue jusqu'ici. C'est Vaucouleurs, où veille un commandant vigoureux. Un dernier rameau français abrite encore ce point suprême du val de Meuse, mais pour un délai provisoire et fatal dont l'échéance est annoncée.

A cette occasion, la guerre passe à Domremy.

Les habitants du village, à maintes reprises, ont déjà connu les alertes. Ils ont cherché refuge, plus d'une fois, à l'intérieur des défenses du logis seigneurial, la maison forte située dans une île de la Meuse, qui suffit à les garantir, eux et leurs biens, contre une razzia passagère de coureurs et de pillards. Trois ans plus tôt, une alarme plus forte les a secoués : une bande bourguignonne leur a enlevé tout leur bétail, entraîné meuglant par les chemins jusqu'au delà de Joinville, à près de quinze lieues de distance, et qu'ils parviennent à récupérer

(1) Le rattachement de la fraction du village où se trouvait la demeure de Jacques d'Arc au bailliage royal et français de Chaumont-en-Bassigny a été définitivement démontré par les savantes études de M. l'abbé Misset.

(2) Sur ces événements de la région, à Domremy et aux alentours, voyez Siméon Luce, *Jeanne d'Arc à Domremy*.

d'ailleurs. Mais cette fois le péril est plus grave. Au cours de ce tragique été, devant une force ennemie qui s'approche en armes et en nombre, les gens de Domremy, comme évidemment aussi les gens de Greux et d'autres populations d'alentour, abandonnent en masse leur territoire envahi, leurs maisons menacées, et se jettent sur la route qui mène à l'abri le plus proche, la frontière du tranquille duché de Lorraine. Avec ses compatriotes et ses parents, Jeanne fait l'expérience de ce genre sinistre d'exode qui se nomme l'évacuation.

Elle marche, avec eux, sur la route de Neufchâteau. La navrante colonne s'allonge. Elle remonte la vallée de la Meuse et traverse Coussey. Les gens, les bêtes, les charrettes se succèdent. Les chevaux de labour sont attelés. Sur les chars se heurtent de lamentables épaves, chargées en hâte, coffres, sacs de grains, provisions, hardes et ballots, infirmes et vieilles gens, étalés sur la paille, et durement cahotés. Des troupeaux s'intercalent, moutons serrés en nappe, bandes de vaches, chèvres et pourceaux. A pied, les fugitifs se mêlent aux animaux et aux voitures. Ils portent à la main leurs plus précieux objets, tristes choses disparates qui leur sont demeurées chères. Çà et là, plus lourdement, la taille déformée, une femme ralentit le pas. L'osier d'une cage rustique où s'entrevoit un oiseau du pays se balance à la main d'un enfant. Et sur les pauvres visages, les traits tirés, les yeux secs, sous le soleil qui brûle ou la pluie qui bat, sont modelés par un dur ébauchoir, comme dans l'argile terreuse, le désespoir et l'épuisement.

La grande pitié qui était au royaume de France, celle que lui racontaient ses voix, Jeanne la contemplait de ses yeux, dans la vallée de la Meuse. Et son cœur saignait de navrance et de peine.

A Neufchâteau, sur la terre du duc de Lorraine, Jacques d'Arc et les siens, réfugiés de Domremy, passent une quinzaine environ. Ils étaient installés dans une auberge que tenait la femme de Jean Waldaire, dite la Rousse, honnête et de bon renom. Le troupeau sauvé paissait au dehors. Jeanne le surveillait comme il convenait en cas pareil : d'autre part, elle aidait l'hôtesse aux besognes nécessaires. Les conditions de ce séjour, étrangement transformées, devaient servir plus tard, dans le parti de Bourgogne surtout, à présenter la Pucelle venue des Marches de Lorraine comme ayant fait le métier de servante dans un

gîte à ribaudes. Ainsi courent de bouche en bouche les échos et les bruits (1).

Lorsque, l'ennemi disparu du pays, les gens de Domremy reprirent la route du retour, ils aperçurent, en approchant du village, à la place de mainte maison, des poutres noires et des décombres. L'incendie avait passé là. L'église, endommagée ou profanée, se refusait même au culte. C'est au sanctuaire de Greux que Jeanne, entre autres fidèles, doit alors aller porter sa prière. Du haut de la Côte de Grâce, les toits calcinés faisaient une tache affreuse dans ce qui restait des vergers (2).

Octobre survient. Le siège d'Orléans commence. De Vaucouleurs, où l'on est renseigné de temps à autre, la nouvelle s'en répand. Les voix deviennent plus pressantes. Deux ou trois fois par semaine, à présent, elles se font entendre, elles insistent. Même elles se mettent à formuler des précisions redoutables. Fille de Dieu, le siège d'Orléans, c'est elle qui doit le faire lever. Le Roi, qui n'est pas encore vrai roi, c'est elle qui doit le conduire à Reims. Tout le royaume, c'est elle qui doit le délivrer. C'est pour ces besognes-là qu'elle doit aller en France, aller en France, aller en France. Et, pour accomplir le voyage, pour se faire donner une escorte, il faut qu'elle se rende à Vaucouleurs, qu'elle parle au commandant. A Vaucouleurs, elle saura le convaincre. Mais, pour Dieu, qu'elle soit d'abord à Vaucouleurs!

« Je ne pouvais plus tenir où j'étais, » dira-t-elle, suppliciée par l'ordre qui l'appelle et le geste à faire pour assurer son départ. Pourtant, elle s'arrache de Domremy. Elle se déracine de tout ce qu'elle aime, de tout ce qui l'a aimée jusque-là. Ses parents quittés, elle aperçoit une dernière fois, de la route qu'elle prend, le clocher, le bois de chênes, le beau hêtre, et puis le sentier qui monte à la chapelle de Bermont. D'un suprême embrassement des yeux, elle dit adieu, pour toujours, à la Côte de Grâce.

LA MAISON DE BUREY-EN-VAUX

Elle partait, sans avoir osé se confier à son père ou à sa mère. Tourment affreux de sa conscience et de son cœur. Pour

(1) Voir notamment la si curieuse chronique, le *Livre des Trahisons de France envers la noble maison de Bourgogne*. Cf. *Procès*, articles d'accusation, art. VIII.

(2) Tiré et déduit des textes du *Procès*.

avouer ou se taire, ses voix s'en remettaient à elle. Ses projets avaient dû filtrer néanmoins (1).

Sinon près de ses proches, et de manière directe, au moins près d'autres gens du pays, par voie détournée. Dès la veille de la Saint-Jean, elle avait dit à Michel Lebuin, jeune homme de son âge : « Entre Vaucouleurs et Coussey, il est une jeune fille, l'an prochain, qui fera sacrer le roi de France. » Elle disait pareillement à Jean Watrin, de la même génération, qu'elle « relèverait le sang royal. » Et à Gérardin d'Épinal, le seul habitant du village qui fût attaché au parti de Bourgogne : « Compère, si vous n'étiez bourguignon, je vous confierais quelque chose. » Ses parents, probablement, ripostaient par allusions, plus ou moins transparentes et maladroites. Ainsi peuvent seulement s'expliquer les propos de son père, du moins tels qu'ils sont rapportés, racontant, pour que la chose lui fût redite à elle, qu'il avait vu en rêve sa fille s'en aller avec des hommes d'armes, et assurant qu'il la préférerait morte de ses mains que courant telle aventure. Quoi qu'il en soit, elle partait, gardant pour elle, cela semble avéré, son étouffant secret. Elle a formulé la chose en trois mots. « Dieu le commandait : il le convenait faire. »

Deux personnes, toutefois, étaient dans la confidence totale, un homme simple et droit, une femme compatissante. Leur cœur comprit ce cœur, et leur pitié cette angoisse. Ils se portèrent à son secours et la soulagèrent de sa croix.

On doit immensément à Jeanne Le Vauseul, cousine germaine de Jeanne d'Arc, — leurs mères étaient sœurs, — et à Durand Lassois son mari (2). Ils ont appuyé, soutenu, réconforté Jeanne en ses heures les plus délicates. Son œuvre est leur œuvre. Il faut s'en souvenir et le marquer.

Ils habitaient Burey-en-Vaux, alors appelé Burey-le-Petit, village du val de Meuse, entre Domremy et Vaucouleurs, à quatre lieues et demie de la maison de Jacques d'Arc, à une lieue de la place forte. Durand Lassois, cultivateur, a dépassé la trentaine. Sa femme va être mère. Tous trois arrangent ainsi les choses. Les Lassois demanderont à prendre Jeanne chez eux, pour quelque temps, afin qu'elle aide sa cousine aux soins de la

(1) Pour ce qui suit, textes du *Procès*, et déductions tirées d'eux.
(2) Pour cette parenté. Enquêtes et Recherches de MM. de Bouteiller et de Braux sur la Famille de Jeanne d'Arc.

maison. Le mari viendra la chercher lui-même à Domremy : tous deux s'en iront ensemble. Ainsi, dénouant une situation qui devenait insoutenable, partira-t-elle sans drame. De Burey à Vaucouleurs, la distance est négligeable. Elle pourra se rendre auprès du commandant, lui parler et le convaincre. Le Seigneur Dieu fera le reste.

Ainsi Jeanne, muette pour tous, sauf pour deux êtres éprouvés, entra-t-elle à Burey-en-Vaux, dans la maison de ses cousins, pour ne pas réduire au désespoir sa mère et son père. A Domremy comme à Greux, elle dit adieu, sur le pas des portes, aux gens étonnés qui la regardaient partir. Plus d'un, vingt-sept ans après, se rappelait encore le timbre de sa voix. La plus pure des filles quittait son village, pour la plus merveilleuse des œuvres, comme si elle allait abriter chez des amis pitoyables le fruit dangereux de son sein.

A Burey-en-Vaux, Jeanne demeure six semaines. Six semaines haletantes, s'il en fut. Alors elle parle, pour la première fois semble-t-il, d'une prédiction dont elle a connaissance et qu'elle rapporte à son propre fait. « Le royaume de France, perdu par une femme, sera sauvé par une vierge. » La femme qui perd la France, c'est la reine Isabeau, la Bavaroise, qui a pris parti pour le léopard anglais contre les fleurs de lis. La vierge qui le sauvera, n'est-ce pas elle-même, Jeanne, fille de Dieu, que ses voix appellent au sacrifice? Alors elle ose aborder le commandant de Vaucouleurs, et se voit plaisantée et raillée. Et comment pouvait-il en être différemment? Alors aussi, tandis qu'elle prolonge à Burey son séjour, attendant quelque meilleure fortune, lui faut-il enfin faire connaître le vrai but de son absence à ceux qui se désolent loin d'elle. De là ou d'ailleurs, elle leur écrivit en son nom : le sillage de sa gloire, alors, emporta leur grief.

Car elle ne quitta pas deux fois Domremy pour Vaucouleurs, à six mois d'intervalle. Elle ne fit qu'un voyage. C'est ce qu'il faut comprendre. Par là tout s'éclaire et devient net, plus digne, en un mot, de Jeanne d'Arc (1).

A Burey-en-Vaux, dans la maison des Lassois, en décembre et janvier, sous la cotte rouge qu'elle portait (2), Jeanne fit une

(1) La démonstration de ce fait, dont l'importance ne peut être dissimulée, dépasserait sensiblement le présent cadre.

(2) Pour ce vêtement, déposition de deux témoins au *Procès* de réhabilitation.

cruelle station de son calvaire, atténuée par tout ce que la confiance et la douceur de l'accueil peuvent offrir de soulagement. Il est affligeant de penser que nul indice conservé ne permet de reconnaître la survivance de cette demeure, qui fait songer à Béthanie.

LA VICTOIRE ANXIEUSE

Un matin de février, par la porte de France, sept cavaliers sont sortis de Vaucouleurs. L'un d'eux pouvait avoir une apparence plus frêle. Mais il chevauchait pourtant du même trot que les autres. Sa monture portait Jeanne la Pucelle, en route pour Chinon, pour Reims, et pour Rouen.

Onze jours plus tard, le premier dimanche de mars, ils ont vu se profiler, se prolongeant l'une l'autre, les trois forteresses successives qui composent le château de Chinon. Un soir, aux flambeaux, dans la Grande Salle, Jeanne la Pucelle a marché vers le Roi. Elle a donné son signe et déclaré sa mission : délivrance d'Orléans, sacre de Reims, reconquête du royaume. Dans la chambre du prince, ensuite, seule à seul, elle a révélé un secret, plus impressionnant encore. Jeanne la Pucelle est à présent consacrée par les enquêtes et les contrôles. La pauvre fille de Burey converse avec le souverain, des chefs de guerre et des évêques. Elle est classée, reconnue, officielle.

Depuis le départ de Vaucouleurs, elle vit comme dans un rêve. Les Voix sont toujours auprès d'elle. Une armée se prépare, dont les capitaines tiendront conseil avec elle. Toutefois il n'y a pas une semaine à perdre. Elle devait atteindre le Roi dans le milieu du carême : le cas s'est réalisé pleinement. Il faut maintenant qu'elle ait achevé sa tâche à la Saint-Jean. Elle sait d'ailleurs qu'elle n'a qu'un an devant elle, et ne doit pas durer plus. Mais cette année-là est de celles où doivent de toute nécessité survenir de rares événements. Car son Vendredi Saint tombe le jour de l'Annonciation. Et la rencontre du Lis et de la Croix présage toujours de grandes choses.

Les jours d'Orléans furent de beaux jours, et le huitième de mai le plus radieux de tous. Mais il ne représente, pour elle, qu'un premier fait. Son anxiété grandissante, à présent, c'est le Sacre.

Elle soulève l'enthousiasme, elle possède le cœur et l'esprit

du combattant. Mais, d'autre part, elle a senti bien vite qu'elle se heurte à un barrage sournois. Elle a contre elle, et contre les projets dont elle se déclare l'instrument, tout un groupe d'influences et d'intérêts dont la place est grosse et le poids considérable dans les conseils du Roi.

C'est le groupe qui pourrait s'intituler le « groupe de Bourges. » Il rassemble fatalement tous ceux que la victoire dérange, astreint à des conceptions nouvelles, forcerait à s'engager à fond contre le parti de Bourgogne, oblige à envisager un royaume agrandi qui va retrouver ses limites de jadis et ne plus garder la Loire pour frontière, avec le Berri pour Ile-de-France. Il était si commode de demeurer sans programme offensif devant le Bourguignon et l'Anglais! On s'habituait si bien à se passer de Paris, de la Champagne, des Picards et des Normands! Depuis cinq ans, depuis le naufrage de Verneuil, quelle politique s'imposait? Se maintenir en s'effaçant, et surtout ne rien entreprendre. On vivait ainsi, au jour le jour. Les Anglais avaient tout gâté par leur siège d'Orléans. Cette jeune Pucelle était venue à point, des Marches de Lorraine, pour écarter ce péril imprévu. L'alarme avait été chaude. Il convenait aujourd'hui de se tenir tranquilles et satisfaits. Une campagne de Reims! Une offensive outre Loire! Une entrée en Champagne! Divagation, sottise, aventure et folie!

Le premier personnage du royaume, le chancelier, est le chef avoué de ce parti. C'est un fidèle des mauvais jours, mais englué dans l'illusion de la paix diplomatique. Archevêque de Reims, il n'avait pas revu, depuis onze ans, sa ville ducale ni son diocèse. Il semblait avoir horreur d'y rentrer. Toujours il traversa les desseins de la Pucelle. Il essaye d'empêcher le départ pour le Sacre, réclame ouvertement, dès Troyes, la retraite immédiate : il arrange devant Paris l'armistice fatal. La lettre où il parle avec soulagement de la capture de Jeanne à Compiègne est affligeante et noire.

Un autre personnage, plus près encore de la personne du prince, partage ces points de vue. C'est l'homme des accointances bourguignonnes, l'homme habile qui sait trouver de l'argent, l'homme qui possède à toute heure ses entrées chez le Roi. Le grand chambellan, Georges de la Trémoïlle, familier du souverain, subtil en ressources, indispensable et nécessaire, ne voit de salut que dans quelque arrangement à conclure avec

le parti de Bourgogne. Toute solution par les armes contrecarre ses préférences et ses plans.

Dix jours à peine après le grand jour d'Orléans, Jeanne s'est rencontrée avec cette opposition captieuse. Ce fut la scène de Loches. Dunois, le loyal Dunois, l'a racontée. Jeanne supplie qu'on se mette en route pour Reims, qu'on profite du coup d'enthousiasme qui transporte les Français. Elle se jette à genoux. Elle est tragique à voir.

Elle obtient l'organisation de la campagne de nettoyage de la Loire, avec pour objectif la prise des places où se maintiennent les Anglais, sans être inquiétés, depuis leur retraite d'Orléans. La bataille de Patay, qui s'engage alors par hasard, en compose un incident fortuit, gros de conséquences, glorieux, personnel et superbe.

C'est là que, la première, parlant des ennemis d'alors, sous le ciel de Beauce où le vent balaye les nuages, elle dit le mot fameux : « Nous les aurons. »

Mais après Patay (1), après le tardif nettoyage de la Loire, se pose avec plus d'insistance encore la question du sacre. Le souverain se tient alors à mi-chemin d'Orléans à Gien, au château de Sully, récemment recouvré sur l'ennemi, sans destruction ni dommage, chez son favori le grand chambellan. Jeanne se dépense à faire presser le départ pour Reims, moins inquiète des dangers de la route que de la volonté royale à fixer. Alors se passe la scène de Saint-Benoît-sur-Loire (2). A cette explosion d'angoisse au lendemain de Patay, on peut mesurer le supplice secret qu'elle endure. Le tableau pourrait s'intituler : *Les Larmes devant le Roi.*

Saint-Benoît-sur-Loire est un lieu qu'une antique abbaye rend célèbre, entre Jargeau et Sully. Jeanne y rejoint le prince. Elle sent le succès certain, si l'armée seulement se met en marche de Gien sur Auxerre. Encore faut-il obtenir l'ordre. Le roi la voit, fébrile, s'épuisant à la peine. Et pour encouragement, quand elle ne rêve que d'agir, de lui faire passer dans le cœur un peu de ce qui fait déborder le sien, il lui conseille le repos. Le repos, dans le moment qu'il faudrait se trouver aux

(1) Comment Jeanne d'Arc a dit : « Nous les aurons. » (*Journal des Débats*, 13 juillet 1916.)

(2) Pour ce qui suit, déposition de Simon Charles, président de la Chambre des Comptes, au *Procès* de réhabilitation.

portes de Reims, pour ce terme de la Saint-Jean, qui lui est assigné de par Dieu. Prendre du repos, c'est tout ce que le Roi trouve à lui dire. Cette fois, elle éclate. Elle fond en larmes. Elle objurgue le prince. Elle lui promet le sacre et la victoire. Mais qu'il parte, au nom du ciel, qu'il fasse œuvre de roi.

Ainsi parlait-elle au milieu de ses pleurs, perles sacrées qui roulaient sur ses joues.

Reims, enfin, se laisse atteindre (1). Le troisième samedi de juillet, arrivant de Châlons, l'armée aperçoit de loin la masse écrasante de la cathédrale. Jeanne était devant la Jérusalem de France.

Elle avait connu, depuis Gien, de mortels instants. L'obstacle d'Auxerre a été tourné plus que franchi. Combinaison plutôt piteuse, la ville s'est rendue et a fourni des vivres, sans se laisser occuper. Mais devant Troyes, la pause avait été poignante. La place tient bon : la présence royale, la fascination qu'exerce ailleurs la Pucelle demeurent là sans effet. Va-t-il falloir un siège, le conduire au hasard, sans matériel d'attaque, avec une armée qui s'énerve? La moitié d'une semaine se passe. Dans le conseil du Roi, le groupe de Bourges a levé la tête et montre sa force : il exige l'abandon de l'aventure et la retraite. Renoncer au sacre de Reims! Jeanne en mesure l'horreur. Dans une séance dramatique, elle présente et parlante, elle obtient un suprême délai de trois jours. Ainsi Colomb devant son équipage, sur le pont de la caravelle. Qu'on imagine les heures qui suivent. Elle sait qu'on travaille pour elle, à l'intérieur des murailles. Un moine éloquent, gagné à la cause de France, remue et oriente les esprits. Enfin, le lendemain, la ville cède, capitule et ouvre ses portes. Toute l'armée la traverse. Sur le chemin de Reims, cette angoisse avait été la dernière. Maintenant, au seuil de la cathédrale du sacre, haute comme une colline de pierre, fleurie de sculptures, assourdissante de cloches, toute douleur et toute peine ne comptaient plus pour rien.

Le jour du Sacre, le dimanche 17 juillet, tenant son étendard illustre aux côtés du Roi, son père, venu de Domremy, l'ayant serrée dans ses bras, elle connut, dans la nef prodi-

(1) Voir Henri Jadart, *Jeanne d'Arc à Reims*.

gieuse, la plénitude éphémère d'un bonheur innombrable. Elle était à Reims. La chose était faite, n'était plus à faire. La jeune fille qui disait, au bord d'un champ du val de Meuse, voici treize mois à peine, qu'elle ferait sacrer le dauphin Charles, dans l'année qui venait, avait conduit le prince jusqu'au temple, et le prince y devenait roi, et cela sauvait le pays de France. Pendant les heures interminables où se succèdent les rites, de l'heure de none jusqu'à l'heure de vêpres, de neuf heures du matin jusqu'à deux heures après midi, son cœur accablé put enfin goûter l'oasis et la fraîcheur de l'eau.

Mais avant la fin du jour, l'ambassade bourguignonne entrait dans la ville. Les négociateurs arrivaient. Avec eux, tout allait se pourrir et se perdre.

LES ARMES QUI TOMBENT

On devait, le lendemain, se remettre en marche, en direction de Paris. En fonction de l'arrivée des Bourguignons, le départ est reculé de trois jours. Une conférence s'organise. Dans un beau corps victorieux, le poison vient de pénétrer. Ses ravages vont apparaître.

A Reims, Jeanne d'Arc est déjà acquise à la légende. Une curieuse série d'échos relatifs aux bruits plus ou moins fabuleux courant sur elle nous a été conservée. On peut en extraire le suivant, qui présente un caractère de grâce touchante. La seule version qui en subsiste est une version allemande contemporaine, qui figure dans un manuscrit strasbourgeois. Traduite en français, elle eût à peu près reçu la forme suivante (1).

Il s'agit du passage de Jeanne et de l'armée aux environs de Reims, à travers le vignoble saccagé par la cavalerie, mais produisant à nouveau fleurs et fruits, de façon merveilleuse, par le fait de la Pucelle.

« Item, quand le roi fut sacré à Reims, lors se trouva très forte gent autour de la cité, dehors parmi les vignes, et gâtèrent tout le vignoble avec leurs chevaux et autrement. Et quand le roi s'en partit et tira outre, peu après se relevèrent derechef toutes les vignes, et fleurirent toutes d'une autre pousse, et portèrent plus de raisins qu'avant. »

(1) *Les Sources allemandes de l'Histoire de Jeanne d'Arc.*

Ne semble-t-il pas entrevoir ici, dans la campagne française, un paysage de Judée, près de Cana, et quelque épisode évangélique?

Jusqu'à Soissons, tout va bien encore. On a passé le pont de Berry-au-Bac. Jeanne et le roi ont poussé jusqu'à Corbeny, sous la montagne de Craonne, jusqu'à l'abbaye de Saint-Marcoul, lieu fixé par l'usage, où les rois touchent les écrouelles, dans les jours qui suivent leur sacre. Jeanne d'Arc a franchi le ruisseau de la Miette, longé le bois de la Ville-au-Bois, foulé le terroir de Juvincourt. Son ombre, parfois, revient-elle en ces parages, sur la terre aujourd'hui saturée de ce sang de France qu'elle ne pouvait voir répandre sans trembler? Puis toute l'armée a pris la vallée de l'Aisne, par Pontavert et Vailly. On entre à Soissons. Laon s'est donné. Compiègne s'offre. Les villes de Picardie n'attendent qu'un signe. Tout semble se disposer à souhait.

Alors, à Soissons, ville fatale, survient la catastrophe. Quand l'armée sort de la ville, ce n'est pas vers Compiègne qu'elle marche, Compiègne qui promet Paris, c'est vers le Sud, vers la Loire. Un armistice est conclu (1). Il ne concerne que le duc de Bourgogne et n'est valable que pour quinze jours. Mais il suspend les hostilités. Le duc doit s'entremettre pour faire rendre Paris au roi. Moyennant quoi l'armée de Reims fera volte-face et se disloquera. Le leurre est dérisoire. Mais le groupe de Bourges triomphe. Le sacre a eu lieu, c'est un fait. Contre toute logique, contre toute convenance, l'aventure a bien tourné. Mais à présent, place à d'autres combinaisons. Arrière, cette armée qui fait des conquêtes et brouille les choses. La parole passe aux négociateurs. Ils vont traiter à l'aise, loin des villes qui capitulent à la vue de cette Pucelle ou qui se proposent à distance. Et le Roi, prisonnier de son conseil, s'enfuit devant la victoire.

Dans le cœur de Jeanne, quel coup de couteau! Pourtant, les villes du parcours se rendent encore au passage : Château-Thierry, Montmirail, Provins. Mais qu'en faire, Dieu du Ciel, puisqu'on tourne le dos à l'espérance?

Mais voici que tout est remis en question. Le pont de Seine que doit passer l'armée en retraite, au midi de Provins, vient

(1) Sur les négociations qui suivent, voyez le Commentaire de la *Chronique d'Antonio Morosini*.

d'être surpris par les Anglais, qui ne sont pas compris en forme dans l'armistice. Les tractations bourguignonnes destinées à prolonger la trêve ne subissent-elles pas elles-mêmes, en ce moment, un temps d'arrêt quelconque? Peut-être bien aussi. Toujours est-il que l'armée se retourne et reprend la direction délaissée. Elle repasse à Château-Thierry et se retrouve à portée de la vallée de l'Aisne, vers son débouché dans l'Oise. Elle est à Compiègne, trois jours après la mi-août, en ayant mis près de vingt-cinq, — et vingt-cinq de quel prix! — pour s'y rendre de Soissons qui n'en est pas à dix lieues.

Les négociateurs n'ont pas disparu. La démonstration sur Paris s'organise pendant qu'ils discutent et sont près d'aboutir. Quand Jeanne, plus anxieuse que jamais au bord suprême de son œuvre, arrive par Senlis s'installer à Saint-Denis, avec le duc d'Alençon, fidèle et généreux compagnon de ses peines, décidé avec elle à l'action, le traité se précise et s'achève. Il vicie d'avance, à sa base, tout effort sur l'objectif essentiel, sur Paris nécessaire.

Cet armistice de Compiègne, continuant ou ressuscitant la suspension d'armes dont la conclusion a motivé la retraite de Soissons, en tout cas la développant et l'aggravant avec méthode au désavantage d'un des contractants, mettait savamment sur pied la plus tortueuse des comédies. Conclu pour quatre mois, jusqu'à Noël, et renouvelable, il ne valait qu'entre le roi et le duc de Bourgogne (1) : les Anglais y avaient libre accès, mais leur signature ne s'y lisait pas; elle ne devait jamais y figurer. Le roi de France s'interdisait toute agression contre les possessions bourguignonnes, et spécialement contre les villes de Picardie, prêtes à se donner comme viennent de le faire Senlis et Beauvais. Mais, en ce qui concerne Paris, Paris possession anglaise, le duc se réserve le droit d'y combattre à côté de ses alliés, de les soutenir et de les renforcer. Pitoyable transaction française. Le roi se laisse arracher les armes, partout où la fortune s'offre à lui; il ne conserve le droit de s'en servir que sur le point le mieux défendu contre lui. Le Bourguignon, garanti sur sa ligne faible, garde pouvoir de faire masse de ses forces sur la position décisive. Pacte de dupe, de démence ou de trahison.

(1) Le portrait de Philippe le Bon, entre autres, a été tracé par M. Gabriel Hanotaux avec un relief sans précédent.

Qu'on se figure Jeanne d'Arc, au camp de La Chapelle, la veille de l'assaut de Paris. Le roi, venu de Compiègne à Senlis, puis de Senlis à Saint-Denis, contre l'avis du groupe de Bourges, et sans rien faire qui satisfasse le parti de l'action, se tient à l'abbaye, soupçonneux, mécontent et aigri de son rôle. Le camp se dresse aux abords du village, à portée du grand chemin qui mène au pied de la muraille parisienne. Là se groupait une bourgade rustique, aujourd'hui quartier haut bâti de la grande ville, où la route campagnarde est maintenant rue passagère et artérielle. Son église, remaniée, mais survivante, a vu Jeanne à genoux s'abîmant dans sa prière (1). Il subsiste là dans cet humble sanctuaire des colonnes auxquelles elle a pu s'appuyer suppliante. Paris devrait mieux les connaître et les vénérer comme des reliques.

C'est à La Chapelle qu'elle est ramenée, le soir de l'attaque infructueuse, le huit septembre, vers minuit peut-être, blessée, fiévreuse, mais ne voulant pas renoncer encore. Devant la porte Saint-Honoré, au pied de la butte qui domine alors ce secteur du rempart, elle s'est tenue tout le jour, activant le combat et s'exposant à tous les coups, boulets et vols de flèches. Au coucher du soleil, elle a reçu le carreau d'arbalète qui s'est fiché dans son corps. A la nuit close, seulement, on a pu la décider à quitter le bord du fossé. Qui voudrait essayer, dans le Paris de nos jours, de reconnaître en pleine ville ce lieu de sa Passion, doit s'isoler en pensée, dans le fracas et le tapage, entre la rue qui conserve le nom de la porte et les abords de la place que longe le palais moderne, en un point où les transformations et les voies neuves ont effacé les alignements et les repères que nos aïeux purent y apercevoir encore (2).

Lorsque le lendemain, s'obstinant à vouloir espérer contre l'espérance, on la ramena de force de La Chapelle à Saint-Denis, lorsque, le jour d'après, fut démonté par ordre le pont de bateaux qu'elle avait fait jeter sur la Seine pour essayer de réitérer contre Paris par l'autre rive l'attaque manquée sur le côté droit du fleuve, lorsque, trois jours plus tard, elle reprit la route avec toute l'armée, pour refaire sans volte-face les étapes qui reconduisaient à la Loire, de quels mots peindre sa

(1) Adrienne Cambry, *Jeanne d'Arc à Paris : l'église où elle pria.* (Le *Correspondant* du 10 mai 1910.)

(2) Études et plans de M. Émile Eude.

douleur et son déchirement? Avant de partir, elle avait offert à monseigneur saint Denis son armure et une épée. L'épée demeurait dans une chapelle du sanctuaire, ex-voto consacré. Avec elle, pourtant, sur le chemin de la retraite, elle en emportait une autre, non pas battante à son flanc, mais plantée dans sa poitrine.

LE BORD DE L'OISE A COMPIÈGNE

L'automne s'est achevé. L'hiver a passé. Jeanne s'est usée à des besognes secondaires dont elle a obtenu la direction. L'une a été brillante, la prise de Saint-Pierre-le-Moutier, à la lisière du Bourbonnais, l'autre désastreuse, l'échec devant la Charité-sur-Loire. On la trouve, au retour du printemps, installée au château de Sully, en compagnie du Roi qui séjourne chez le grand chambellan son favori. L'armistice bourguignon, prolongé de trois mois encore, jusqu'en mars, n'a pas été renouvelé à l'échéance : la comédie était achevée. Mais l'entourage royal ne semble avoir aucune entreprise en vue. Il paraît excédé de la campagne précédente et ne rien envisager pour l'heure qu'un programme d'inertie.

Jeanne d'Arc s'échappe de Sully, comme un prisonnier qui n'a pas donné sa parole et peut opter pour l'évasion. Elle sort, un jour, pour aller « en aucun ébat » dans la campagne, et ne reparaît pas. Qu'espère-t-elle encore? Se dévouer. Agir et se dévouer jusqu'à la mort. Le temps n'est plus d'une armée qui marchait avec elle, attentive à ses intentions. Aux villes qu'elle vient secourir, elle n'apporte plus que son renom, et quelques compagnies qui la suivent on ne sait guère à quel titre. Mais l'esprit de sacrifice est en elle, irrésistible, jusqu'à la fin.

Une tâche semble s'offrir. Elle est urgente et noble. Il s'agit de sauver Compiègne, la conquête de l'an dernier, maintenant menacé comme Orléans naguère, Compiègne dont la chute ferait perdre tout le pays d'Outre-Seine si précieusement recouvré l'an passé. Voilà pourquoi, vers la mi-mai, elle arrive aux bords de l'Oise. Elle n'a plus qu'une semaine à vivre. Car elle ne compte plus ici-bas, dès qu'elle tombe captive sur la prairie funeste.

Jeanne d'Arc ne fut pas trahie, à Compiègne, par Guillaume de Flavy, capitaine de la cité, le jour amer de la sortie néfaste,

comme beaucoup persistent encore à le croire (1). Il y eut un fait de traîtrise, la chose n'est que trop certaine, dans ce dernier acte de son œuvre, mais un fait qui se déclare tout différent quant aux personnes, à la date et au lieu. C'est à Soissons que la vilenie se commet, quand le commandant de la place vend la ville à l'ennemi, barrant ainsi le passage aux forces groupées autour de Jeanne, qui essayent de traverser l'Aisne, par une dernière manœuvre à longue distance, pour aller prendre à revers la position bourguignonne de Choisy-au-Bac et rompre en ce point l'encerclement de Compiègne. Guichard Bournel était son nom : il agit pour de l'argent : on sait le chiffre de sa quittance (2). Guillaume de Flavy, lui, ne fit pas rabaisser le pont-levis pour sauver Jeanne : l'affaire est entendue. Mais, s'il l'abandonna, ce fut pour sauver la ville. Sans lui, plus tard, Compiègne serait tombée, et que de choses avec Compiègne ! C'était un brave qui n'avait rien d'impur. S'il périt affreusement dans une tragédie domestique, dans son château de Nesle en Tardenois, assassiné par sa femme, l'amant de sa femme et son barbier, sa mort n'a rien à voir avec un châtiment céleste.

C'est à six heures du soir, le vingt-trois mai, que Jeanne d'Arc, venant de la ville, a franchi le pont de l'Oise, traversé la bastille qui lui sert d'ouvrage avancé sur l'autre berge, et débouché dans la prairie qui borde la rivière, par l'amorce de la route qui court vers Montdidier. La sortie a pour but de bousculer les assiégeants répartis dans les villages d'alentour : elle est dans l'ordre des choses. Le pont d'alors se trouve jeté un peu en aval de celui d'aujourd'hui. D'où les conclusions nécessaires à tout essai de compréhension rétrospective de ces lieux émouvants.

Le désastre s'est prononcé assez vite. On avait affaire à plus forte partie qu'on ne pensait. Il s'achève par le retour en désordre vers la bastille, devant laquelle à présent la retraite est menacée. Dans la prairie que ravine la canal béant du fossé, Jeanne connaît son sort, et se comprend perdue, devant ce pont-levis immobile qui ne redescend pas pour elle.

Le vit-elle se relever, sous le jeu progressif des contrepoids

(1) Son rôle a été déterminé dans l'excellent ouvrage de M. Pierre Champion. *Guillaume de Flavy, capitaine de Compiègne.*

(2) Félix Brun : *Jeanne d'Arc et le capitaine de Soissons : le Fait de Soissons.*

et des câbles, au milieu des cris, des appels, des blasphèmes enragés qui partent du dehors? Quand le tablier décolla du sol, si elle dut suivre des yeux la coupure grandissante qui le séparait peu à peu du glacis, quelle lassitude lui brisa les membres, et quel fiel emplit sa bouche!

On peut la tenir pour morte, le jour de sa capture dans la prairie de Compiègne. Le pont-levis qui ne redescend pas l'emmure comme une dalle de sépulcre. Elle n'avait qu'un an à durer, disait-elle. Elle ne prédisait que trop juste. Le mois de mai, devant Orléans, avait marqué le début de ses merveilles. Le moi de mai suivant la voyait rayée par avance du nombre des vivants.

Du jour de son départ de Vaucouleurs, elle savait son destin. De l'heure de son exil volontaire à Burey, elle se sent vouée. Dès la minute effrayante où la Voix lui avait parlé, dans le jardin de son père, à la clarté de midi, elle a saisi qu'elle ne s'appartenait plus.

A cet instant-là, son immolation commence. La fin de son enfance, sa pure jeunesse, ne sont plus qu'une tragédie muette, une lutte héroïque et silencieuse. Ce qu'on peut appeler sa carrière triomphale se révèle comme une route accablante coupée de rares ombrages, avec, au firmament, la nuit, l'étoile du sacrifice pour guide.

Quelle autre a mérité mieux qu'elle ces mots de l'Écriture : « A qui dirai-je que vous ressemblez, ô fille de Jérusalem? Où trouverai-je quelque chose d'égal à vos peines? Et comment vous consolerai-je, ô Vierge fille de Sion? Votre douleur est sans fond comme la mer. »

GERMAIN LEFÈVRE-PONTALIS.

A LA
CONFÉRENCE DE LA PAIX
PHYSIONOMIE DE SÉANCES

I. — LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

L'acte de naissance de la Société des Nations date du vendredi, 14 février 1919. Ce jour-là, les plénipotentiaires des puissances représentées à la Conférence de la Paix se sont réunis en séance plénière, sous la présidence de M. Clemenceau, premier plénipotentiaire de France. On sait que la Conférence de la Paix a pris peu à peu des habitudes académiques. C'est-à-dire qu'elle a inscrit au programme de ses travaux, non seulement des comités secrets, rigoureusement fermés aux regards des profanes, mais aussi un certain nombre d'assemblées générales, où l'on admet un auditoire de choix.

Le secrétariat général de la Conférence avait choisi, pour cette scène historique, un superbe décor. Le Salon de l'Horloge, au palais des Affaires étrangères, est remarquable par le luxe de son plafond doré, non moins que par les festons et les astragales qui ornent ses riches lambris. Sur les murs, on voit des motifs de peinture décorative, à la mode pompéienne, qu'encadrent des rectangles de baguettes moulées ou de bandeaux cannelés. Au fond, une vaste cheminée de marbre blanc dresse ses chambranles ouvragés, offrant les profondeurs de son âtre à une paire de landiers artistement ciselés, assez solides pour supporter, si c'était nécessaire, un de ces feux de

grosses bûches et de troncs d'arbre, dont nos pères aimaient la braise étincelante et les tisons ardents. Une grande statue allégorique, représentant la Vérité ou la Justice, armée d'une torche, domine ce Salon de l'Horloge où va sonner une heure importante dans l'histoire de l'humanité.

Visiblement ému, le président des États-Unis prend place à la droite de M. Clemenceau. Son fauteuil, plus élevé que le siège des autres plénipotentiaires, a un dossier surmonté d'une sorte de couronnement en bois doré : privilège apparemment réservé aux chefs d'État par un protocole strictement respectueux des règles de la hiérarchie. A côté de lui, est assis son secrétaire d'État, M. Robert Lansing, celui-là même qui naguère flétrit, on sait de quelle plume énergique et vengeresse, au nom des lois qui s'imposent à la conscience des nations civilisées, les naufrageurs du *Lusitania*. Conseiller légiste et secrétaire d'État, M. Lansing est, avant tout, le jurisconsulte de la délégation où son voisin, M. Henry White, représente l'ancienneté et l'éclat d'une carrière consacrée tout entière au service public et au développement de l'amitié franco-américaine. Le colonel House siège également à la table de la Conférence, auprès du général Bliss. Figure fine et douce, volontiers effacée, un peu mystérieuse, le colonel House, qu'on a surnommé « le Sphinx du Texas, » est uni au président de la République américaine par les liens de la plus étroite amitié.

Soutenu par la chaude sympathie de ses compatriotes à laquelle s'ajoute l'unanime déférence de toute l'assemblée, le président Wilson lit d'une voix bien posée le texte de son rapport dactylographié sur les feuillets de papier, qu'il tient d'une main que l'émotion fait un peu tremblante. C'est au nom de quatorze nations, que tous les termes de ce rapport ont été choisis et pesés. Les mots détachés par une diction nette, un peu lente, très simple, tombent gravement dans le silence respectueux de la salle. Pas de gestes inutiles. Un ton de professeur de faculté, plutôt que de tribun du peuple. On dirait parfois un cours d'enseignement supérieur, ou quelque soutenance de thèse dans une Sorbonne idéale. Il y a, dans l'attitude, dans les paroles, dans les silences de cet orateur religieusement écouté, beaucoup de sagesse académique, et aussi, par instants, une sorte d'onction évangélique, presque sacerdotale, qui ne saurait nous étonner de la part du fils d'un des plus respec-

tables pasteurs de la Géorgie. La gravité naturelle de son visage studieux se détend quelquefois, comme s'il souriait à une vision intérieure. Un de ses gestes habituels, c'est d'étendre les deux doigts de la main droite, comme pour bénir l'avènement de la concorde universelle qui mettra d'accord tous les peuples du monde, *peoples in the World.* A mesure que l'orateur avance dans cette lecture du rapport sur la Société des Nations, le débit s'échauffe, le geste se précise, la tête se redresse au-dessus du buste droit et immobile. Sa main se lève, comme pour construire la cité future en linéaments visibles et palpables. Rien de plus touchant que cet enthousiasme d'un homme d'État qui est en même temps un homme d'étude.

C'est l'usage, à la Conférence de la Paix, que les discours anglais soient traduits, séance tenante, en français, de même que les discours français sont traduits en anglais. Un jeune universitaire, très distingué, M. Mantoux, agrégé des langues vivantes, ancien élève de l'École normale supérieure, mobilisé comme lieutenant-interprète, est chargé de ce double travail, qui exige une rare présence d'esprit et suppose une culture très étendue. Pour s'adapter, en effet, si vite, à la pensée d'hommes qui ont à traiter des questions d'une si haute gravité, il ne suffit pas de connaître les mots usuels de deux langues, ni de transposer deux vocabulaires coutumiers. Le langage adopté pour les débats d'une conférence internationale aussi extraordinaire est nécessairement exceptionnel, encyclopédique. Il faut, pour le comprendre, avoir fait des études auxquelles les simples traducteurs n'ont pas coutume de s'adonner. La traduction, dans ce cas, n'est plus une version mécaniquement littérale, c'est, au sens exact du mot, une interprétation, non seulement fidèle, mais vivante, émouvante comme le texte original. C'est ainsi que l'ingénieux et rapide travail de M. Mantoux nous permet de mieux sentir la beauté du discours du président des États-Unis.

Flétrissant l'Allemagne et ses complices, soulignant d'un geste significatif l'expression d'une indignation émue, M. Wilson a dit formellement : *Cette guerre, qui a eu des résultats terribles, en a eu aussi de très grands et de très beaux. Le crime a été vaincu ; les peuples ont été une fois de plus persuadés, plus que jamais, de la majesté, de la puissance du droit.* Il a dénoncé les forfaits des « nations sans conscience, » pour qui les peuples

faibles ne sont qu'une proie et qu'un gibier. Il a montré « un des derniers et des plus tristes exemples » de ces déprédations et de ces carnages dans les actes récents de l'Allemagne, « aujourd'hui heureusement vaincue. » Il a constaté que le système de l'Allemagne n'est autre qu'une méthodique « extermination des populations, » comme au temps où Tacite résumait d'un mot la rapacité des envahisseurs d'outre-Rhin : *Germanos ad prædam...* Il nous a fait voir, en termes saisissants, l'Allemagne cherchant à s'emparer du territoire des peuples de l'Europe « pour y établir des colonies européennes, » comme elle a fondé ses colonies africaines par le massacre et par la dévastation. M. Wilson a conclu énergiquement : « Ce système doit finir ! »

En l'absence de M. Lloyd George, qui, dans la séance du 25 janvier, a insisté d'une façon particulièrement pathétique sur la nécessité de poursuivre les auteurs responsables de la guerre et de punir leur « sauvagerie organisée, » lord Robert Cecil recommande à l'assemblée l'observance des règles qui garantissent la souveraineté intérieure ainsi que la sécurité extérieure de chaque nation. « Nous n'avons pas cherché, dit-il, à faire un édifice complet et parfait... Nous avons voulu poser des fondations solides, sur lesquelles on puisse bâtir. » M. Orlando se lève, afin de défendre d'avance contre « les attaques des sceptiques » le « document de liberté et de vie » auquel il a eu l'honneur de collaborer. Très prévoyant, du reste, le ministre italien ne se dissimule pas les difficultés que suppose la conciliation de la souveraineté des États, — « superlatif qui ne supporte aucune comparaison ni relation, » — avec « la nécessité d'une limite supérieure imposée à la conduite de ces mêmes États. » Il voit la solution de cette antinomie dans la « coercition spontanée, » que les Anglais appellent *self-contraint* et dans le contrôle d'une opinion publique incessamment tenue en éveil par une diplomatie franche et loyale. M. Léon Bourgeois, se félicitant de l'unanimité qui s'est faite, dans la commission et en séance plénière, sur les principes de la future Société des Nations, observe pourtant « qu'il va de soi que nous gardons notre liberté entière d'appréciation, d'amendement au besoin sur les points qui nous paraîtraient, lors de la discussion définitive, devoir être soumis de nouveau à un examen. » Le délégué français se

préoccupe de préciser un des points les plus importants du projet : « Lorsqu'un des membres de la Société des Nations si petit, si lointain qu'il soit, se trouve attaqué par une violence injuste, jugée telle, c'est la Société des Nations tout entière qui se considère comme attaquée : dès lors, l'État auteur de cette violence doit se considérer désormais en état de guerre non plus contre l'État vers qui est dirigée l'agression, mais en état de guerre contre le monde... » En attendant des éventualités qui ne peuvent pas toutes être prévues, le désarmement de la « barbarie scientifique » est une des plus urgentes nécessités de l'heure actuelle... « Une agression subite ne doit pouvoir se produire sur les points dangereux du monde, sans que la répression immédiate soit assurée. » La Société des Nations ne sera viable que si elle obtient la garantie nécessaire pour « prévoir et préparer les moyens militaires destinés à assurer l'exécution des obligations que la Convention impose aux États, et pour en assurer l'efficacité immédiate dans tous les cas d'urgence... »

M. Barnes, délégué anglais, s'inquiète, lui aussi, des moyens à employer pour assurer l'exécution des sentences de la Société des Nations. Il craint « qu'une nation agressive n'essaie de passer au travers de la barrière avant qu'elle soit bien fermée. » Il demande comme addition au texte proposé, « l'indication de la création d'un noyau de forces internationales, toujours prêtes à intervenir lorsqu'un pareil danger se présenterait. »

Ce même souci des précautions à prendre, des garanties à obtenir, des sécurités à garder, se manifeste dans une brève et très utile intervention de M. Venizelos. Le président du Conseil des ministres de Grèce veut qu'avant tout la dette de la civilisation soit acquittée envers ceux qui, par le sacrifice de leur sang, nous ont sauvés d'une « tentative de domination universelle » et « ont ainsi assuré la liberté du monde. » Il rend hommage aux soldats qui furent les humbles travailleurs de la bataille et les magnifiques ouvriers de la victoire.

M. Wellington Koo, représentant de la Chine, apporte l'adhésion de ses compatriotes à la charte internationale du monde nouveau.

L'article 19 de cette charte prévoit des « mandats » que la Société des Nations confierait à certaines puissances pour assurer le bien-être et le développement des peuples naguère

soumis à la domination des Turcs. M. Roustem Haïdar, délégué des Arabes du Hedjaz, compatriote et ami de l'émir Faïçal, demande que l'on s'explique sur ce système des « mandats. » Il revendique en tout cas, expressément, pour les peuples en question, la liberté de « choisir la puissance à laquelle ils demanderont appui et conseil. »

En réponse à une question de M. Hughes, délégué de l'Australie, demandant si ce débat comporte des conclusions définitives, M. Clemenceau déclare que « le rapport présenté et commenté par le président Wilson est déposé sur le bureau de la Conférence en vue d'un examen ultérieur, pour être étudié et discuté par toutes les puissances ici représentées, » c'est-à-dire par vingt-quatre gouvernements. La séance est levée.

Ainsi finit cette journée mémorable, où le *Projet pour rendre la paix perpétuelle*, imprimé en 1712 par le bon abbé de Saint-Pierre, vient de trouver une imposante consécration.

II. — LA QUESTION SOCIALE

La séance plénière du 11 avril 1919 a lieu dans une autre salle, moins surchargée d'ornements et de fioritures, plus harmonieuse et peut-être mieux adaptée à l'ordre du jour d'une solennité quasi académique. La presse est installée plus commodément. La plupart des invités sont assis. Quelques-uns même peuvent disposer d'une table qui sépare l'auditoire de l'assemblée, mais où l'on trouve à souhait tout ce qu'il faut pour écrire. Afin que chacun puisse facilement suivre les différentes phases de la séance et en comprendre l'objet, le secrétariat général de la Conférence a fait distribuer une Note où l'on voit qu'il s'agit aujourd'hui d'un « projet de convention, créant un organisme permanent pour la réglementation internationale du travail. »

Tandis que les plénipotentiaires, avant de prendre place autour du tapis vert, échangent des poignées de main, des saluts, quelques mots de bienvenue, on a le loisir de lire un copieux préambule, où il est dit, en premier lieu, que « la Société des Nations a pour but d'établir la paix universelle, et que cette paix ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale, » et que, par conséquent, « les Hautes Parties Contractantes, mues par des sentiments de justice et d'humanité, aussi

bien que par le désir d'assurer une paix mondiale durable, ont convenu ce qui suit. »

Ce qui suit, c'est une série de quatre chapitres et de quarante et un articles, concernant d'abord « l'injustice, la misère et les privations, ce qui engendre un tel mécontentement que la paix et l'harmonie universelles sont mises en danger, » réglant subséquemment la fixation de la durée maxima de la journée et de la semaine de travail, le recrutement de la main-d'œuvre, la lutte contre le chômage, l'affirmation du principe de la liberté syndicale, l'organisation de l'enseignement professionnel et technique « et autres mesures analogues. »

De tels sujets ne sauraient manquer d'éveiller toutes sortes de réflexions et de remarques dans l'esprit et sur les lèvres des honnêtes gens. En attendant l'ouverture de la séance, j'échange quelques propos avec mon voisin de droite, auquel je demande, à cause de son accent :

— Vous êtes sans doute Espagnol?

— Non, dit-il, Péruvien.

Mon voisin de gauche est Japonais. Il lit consciencieusement la même note, traduite en anglais, et se pénètre des quarante et un articles de la convention créant un organisme permanent pour la réglementation internationale du travail, sans oublier le protocole additionnel et le projet de neuf articles supplémentaires à insérer dans les préliminaires de la paix future.

Cependant, les délégations continuent d'entrer dans la salle. On aperçoit, en passant, un buffet discrètement servi dans un salon voisin du lieu de l'assemblée générale de la Conférence. Chaque délégué amenant avec lui une assez nombreuse suite de conseillers techniques, de secrétaires ou d'attachés, il faut trouver, en séance plénière, des chaises pour tout le monde. C'est à quoi s'emploient les jeunes fonctionnaires du cabinet des Affaires Étrangères, avec cette politesse qui est une des meilleures traditions de la maison, trouvant un mot aimable pour chacun, et sachant, à l'occasion, selon le précepte et l'exemple du prince de Talleyrand, ajuster leur parole et leur geste aux qualités respectives de leurs interlocuteurs. On parle à mi-voix, comme c'est l'usage dans la bonne compagnie. Le bruit des pas est assourdi par l'épaisseur veloutée des tapis. Les serviteurs du ministère, en habit noir et cravate blanche,

quelques-uns avec une chaîne d'argent au cou, vont et viennent, disposant pour le mieux les sièges et les tables, remuant sans fracas les chaises dorées, les fauteuils aux pieds ciselés.

Tout ce personnel, admirablement stylé, manœuvre avec une irréprochable correction, sous les ordres d'un état-major de jeunes diplomates fort élégants, encore mobilisés, et dont les vareuses bleu horizon ou khaki ont traversé, avant l'armistice, des épreuves attestées par la couleur des fourragères, par les palmes et les étoiles des Croix de guerre ou par l'insigne distinctif des blessés. Si l'on n'était ramené à la méditation des terribles réalités d'hier et d'aujourd'hui par la vue de toutes ces marques de l'honneur militaire, de la gloire et de la douleur, on serait presque tenté d'oublier, dans l'atmosphère tranquille de cette séance, les péripéties de l'épouvantable drame qui a motivé la réunion de tous ces hommes d'État, appartenant aux pays les plus différents, aux races les plus diverses. Si le monde entier se résume, pour ainsi dire, dans l'espace des quelques mètres carrés que mesure cette salle, c'est qu'une catastrophe universelle vient d'affliger le genre humain. C'est aussi que, selon le mot d'un de nos plus grands poètes,

Une immense espérance a traversé la terre.

On se souvient des jours terribles de la guerre toute récente. On songe aux quinze cent mille croix de bois qui désignent, sur notre territoire dévasté, les tombes françaises. La vision de nos villages ravagés, de nos cités martyres, de nos populations décimées par la déportation en masse, par les massacres, par les maladies, évoque tout à coup un spectacle tragique dans le paisible et somptueux décor de cette salle richement décorée, délicatement ornée, où la jolie lumière d'un jour de printemps, entrant par les larges vitres de trois hautes fenêtres, fait miroiter les glaces encadrées d'or, luire doucement les boiseries blanches, filetées d'or, rire les couleurs fraîches des tympans et des trumeaux rehaussés d'azur, et scintiller comme des diamants à facettes, les pendeloques des lustres de cristal... Si cette salle contient aujourd'hui l'élite politique et diplomatique de toutes les nations civilisées ou qui aspirent aux bienfaits de notre culture; si ces hommes graves, tous illustres chez leurs concitoyens, tous respectés, amicalement accueillis chez les Français, se sont réunis là, venus des points les plus

reculés de l'Europe, de l'Amérique, de l'Asie, de l'Afrique et même de l'Océanie, c'est afin de mettre un terme, d'une façon définitive et complète, aux menaces de violence et de mort que faisait peser sur l'humanité tout entière l'agressive fureur de la barbarie germanique. Il s'agit d'obtenir que l'attaque brusquée de 1914, dont la Belgique et la France ont particulièrement souffert, ne puisse pas se reproduire.

Il faut par conséquent désarmer l'Allemagne et ses complices, les mettre hors d'état de nuire à leurs voisins et de prétendre à la domination de l'univers. Il est indispensable que la réparation intégrale des dommages causés par cette guerre affreuse soit supportée par ceux qui en ont encouru les responsabilités individuelles ou collectives. La justice exige la restitution de tous les biens que l'agresseur s'est appropriés par une entreprise de brigandage organisé et de pillage en bande, aux dépens des personnes attaquées et des peuples envahis. La sécurité des générations à venir veut désormais que, par de sérieuses garanties, par une barrière de frontières naturelles et solides, nos foyers, nos tombeaux, nos autels soient mis pour toujours à l'abri des carnages, des incendies, des profanations, des attentats de toutes sortes qu'ont multipliés, durant cette guerre, les destructeurs de Louvain, d'Ypres et d'Arras, les massacreurs de Dinant-sur-Meuse et de Thamines, de Nomény et de Gerbéviller, les bombardeurs de Reims.

Réparations, restitutions, garanties, telles sont évidemment les trois clauses très simples, très claires, auxquelles pense le maréchal Foch, assis là-bas, à sa place habituelle, entre M. Orlando et M. Jules Cambon. Silencieux, méditatif, singulièrement juvénile et alerte dans sa souple vareuse bleu horizon, que serre un baudrier de cuir fauve, et où brillent les sept étoiles du maréchalat, le commandant en chef des armées alliées réfléchit, se recueille en caressant d'une main un peu nerveuse sa fine moustache, tandis que les sociologues de l'assemblée se préparent à disserter, en anglais et en français, sur le lieu et la date des réunions prochaines d'un bureau international du travail, ainsi que sur les attributions futures du secrétaire général de la Société des Nations.

M. Clemenceau, assis au fond de la salle, préside, ayant à sa droite M. Wilson, à sa gauche M. Lloyd George. Auprès du président des États-Unis sont groupés MM. Robert Lansing,

White, le colonel House, le général Bliss; auprès du premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, MM. Balfour, Bonar Law, Barnes. Les deux tables perpendiculaires à la table présidentielle sont occupées par les autres délégués, assis face à face. Devant chacun d'eux, il y a de beaux encriers, de bonnes plumes, du papier pour écrire des lettres, et des enveloppes pour les mettre à la poste.

M. Clemenceau dit :

— La parole est à M. Barnes.

Dans l'atmosphère un peu somnolente de cette salle où l'après-midi d'une journée d'avril tiède et pluvieuse entretient des effluves apaisants, l'honorable ministre travailliste parle d'un ton doux, d'une voix de tête, très claire, très distincte, bien qu'il desserre très peu les lèvres, et qu'on voie à peine remuer sa moustache blanche. Apôtre convaincu des revendications ouvrières, M. Barnes ressemble moins à un tribun débitant une harangue, qu'à un professeur faisant son cours. Les personnes qui comprennent l'anglais vont goûter un véritable plaisir à entendre jusqu'au bout la leçon de ce savant docteur ès sciences sociales. Mon voisin, l'aimable Japonais, prend des notes avec un vif empressement et une rare agilité. Mon autre voisin, le Péruvien, a disparu, cédant galamment sa place à une dame. Un photographe, autorisé à exercer son art dans cette salle habituellement close aux curiosités du reportage parisien, a dressé son appareil sur trois pieds et braque l'objectif sur M. Barnes, lequel poursuit son discours avec un flegme imperturbable, tenant d'une main quelques feuillets, scandant de l'autre main, par un geste mesuré, sobre, volontiers discret, l'exposé de la doctrine travailliste. C'est un *speaker* exempt d'emphase, et chez qui tout dénote une louable simplicité.

A un certain moment, on le voit tirer sa montre de son gousset et regarder l'heure qu'il est. Sarcey faisait ainsi, aux conférences de l'Odéon, et s'en trouvait bien. Le public sait toujours gré à un orateur d'abréger les délais des conclusions attendues. Celles de M. Barnes ne sauraient tarder. Pour les lire, il met un binocle, et souligne d'un doigt levé cette lecture écoutée avec déférence par tous les assistants. Un dessinateur, dont la chevelure noire et drue, le teint cuivré, les yeux bruns et les sourcils épais indiquent des origines sud-américaines, profite de cet instant pour saisir en deux ou trois

coups de crayon la figure de l'orateur, sa cravate noire et son col rabattu, son expression pensive et cordiale. Après avoir lu son texte, M. Barnes se détache de son papier, ôte son lorgnon, improvise, fort aisément, une main dans sa poche, la péroraison bien sentie dont les discours du genre délibératif ne sauraient se passer, et il se rassied, au milieu des marques évidentes de la sympathie générale qu'ont méritée ses bonnes intentions.

M. Barnes ayant proposé, dans l'article 39 de son rapport, que la réunion de la première conférence internationale du Travail ait lieu à Washington, au mois d'octobre prochain, M. Wilson s'empresse de répondre qu'il approuve entièrement cette initiative, et que le meilleur accueil sera réservé aux délégués des nations représentées à cette conférence.

On applaudit. Il est donc entendu que les délégués du Travail international se réuniront à Washington, au cours de l'automne de cette année. Le gouvernement des États-Unis sera prié de convoquer la Conférence dans sa capitale fédérale. Le Comité international d'organisation sera composé de sept personnes : un Américain, un Anglais, un Français, un Italien, un Japonais, un Belge, un Suisse, désignés respectivement par les gouvernements des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Belgique et de la Confédération helvétique. Le protocole additionnel ajoute expressément ceci : « *Le Comité pourra, s'il le juge nécessaire, inviter d'autres États à se faire représenter dans son sein.* » Qu'est-ce à dire? Serait-ce déjà une porte ouverte pour préparer, dès le mois d'octobre prochain, la rentrée des Boches au bercail pacifiste où, dans les années qui ont précédé la guerre, ils furent accueillis (le mot est de M. Clemenceau) par des « bêlements » ingénus? On voudrait être fixé, un peu plus nettement, sur cette question essentielle. Il y a des silences devant lesquels (c'est incontestable) l'opinion française s'inquiète et s'attriste, tandis que, visiblement, l'Allemagne semble oublier sa défaite et reprendre des allures d'insolence, sinon de provocation. Et puis toutes ces organisations d'internationalisme, précédant l'exposé pur et simple des conditions imposées à l'Allemagne, ont le grave défaut de retarder cruellement, pour nous Français, qui avons tant souffert de cette guerre atrocement menée contre notre nationalité, les conclusions nationales de la paix.

Quoi qu'il en soit, les textes sont là, saisis et fixés par les sténo-dactylographes, pour le procès-verbal de la séance, livrés à la presse par les imprimeurs, traduits, séance tenante, afin que nul n'en ignore, par le lieutenant-interprète Mantoux.

M. Barnes, qui représente à la Conférence de la Paix le parti travailliste anglais, nous a dit que « les ouvriers aujourd'hui se souviennent des conditions du travail telles qu'ils les ont connues avant la guerre, » et qu'« ils sont résolus à n'y pas revenir. » Ils ont le sentiment « que le travail, au lieu d'être un bienfait, est souvent une charge et une peine. Ils ont le sentiment que ce travail même, ils ne peuvent pas toujours le trouver quand ils en ont besoin pour vivre. Il y a là un facteur démoralisant pour l'individu et dangereux pour la société. » L'honorable délégué travailliste a bien voulu ajouter qu'il n'a pas l'intention de « jeter la pierre à aucune classe. » Les pauvres « bourgeois, » souvent lapidés, lui sauront gré de cette modération, comme aussi de son généreux dessein de modifier les conditions matérielles du travail « dans une atmosphère meilleure. » Mais, pour l'améliorer, cette atmosphère, suffira-t-il d'envoyer à Washington ou ailleurs, pour une session dont la durée sera indéterminée, un groupe plus ou moins nombreux de délégués et de conseillers techniques, dont les frais de voyage et de séjour, apparemment considérables, seront payés, aux termes de l'article 13 de la convention, par chacune des Hautes Parties Contractantes? Toutes les difficultés de la situation actuelle seront-elles réglées par cette nouvelle dépense, inscrite au budget particulier des États, sans compter le budget général de la Société des Nations?

Après une communication de M. Colliard, la parole est donnée à M. Vandervelde. Le *leader* du parti socialiste belge a la réputation d'un tribun populaire. Ici, dans ce cadre officiel et paisible, son aspect, son allure, les traits de toute sa personne font plutôt songer à un professeur d'économie sociale, exposant sa doctrine devant une société savante.

Il tient à la main un papier. Sa voix est agréable. Sa phrase a plus de clarté que de chaleur. Même lorsqu'il parle, non sans redites, de la « classe ouvrière, » de l' « État capitaliste, » de l' « absolutisme du patronat » et de la « souveraineté du travail, » qui sera, dit-il, le « régime de demain, » il prend un ton plein d'aménité diplomatique pour introduire en un milieu

réfractaire à ce genre d'éloquence, certaines formules qui, en réunion publique, ne manquent jamais leur effet. Parlant de la prochaine conférence de Washington, qui aura lieu dans quelques mois, l'orateur socialiste y remarque d'ores et déjà « un certain nombre de sièges vides. » Or, M. Vandervelde propose que « tous les prolétariats soient représentés » bientôt à cette conférence internationale où, l'automne prochain, « il n'y aura vraisemblablement pas encore de représentants des puissances, qui sont encore des puissances ennemies. » En ce qui concerne ces « puissances ennemies, » la commission prévoit leur « incorporation aussi rapide que possible » à l'organisme projeté... Achevant sa harangue par des considérations plus personnelles, M. Vandervelde ajoute : « Je suis convaincu, pour ma part, que ce sont les nécessités de la protection du travail, de la législation industrielle, des problèmes qui vont surgir devant nous, qui seront un des facteurs les plus puissants de cette réconciliation complète des peuples, à laquelle j'aspire de toutes les forces de mon âme et de mon cœur. » Et il y aurait beaucoup à dire, si c'en était ici le lieu, sur ce programme et sur l'avenir qu'il nous promet.

Le lieutenant Mantoux traduit ce discours en anglais. Ensuite, MM. Barzilaï, lord Sinah, le maharajah de Bikanir, représentant « des princes régnants en dehors de l'Inde britannique, » M. de Bustamante, délégué de Cuba, les représentants de la Bolivie, de l'Équateur, de Panama nous entretiennent, tour à tour, de la question sociale.

Finalement, sir Robert Borden, premier ministre du Canada, demande avec raison que « la convention aujourd'hui présentée se conforme au pacte de la Société des Nations. » L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée. Et les délégués des puissances, grandes ou petites, ayant ainsi travaillé à la paix perpétuelle, s'empressent de rejoindre, dans la cour du palais, leurs autos militaires.

GASTON DESCHAMPS.

RÉCEPTION DE MGR BAUDRILLART

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

On a tant répété à Mgr Baudrillart, depuis quelque temps, qu'il est petit-fils de Sylvestre de Sacy et académisable de naissance; on a si souvent évoqué les ombres de treize de ses parents qui étaient académiciens quand il était enfant, et suspendu ses premiers pas aux basques d'un habit vert, que c'est une originalité de dire simplement qu'il est l'un des membres éminents du clergé de France. Il a composé sur Philippe V un ouvrage magistral, qui est demeuré classique. Il a dirigé avec fermeté l'Institut catholique de Paris dans des circonstances difficiles et assuré contre une conjuration de dangers ce foyer de hautes études. Pendant cette guerre, enfin, où une longue campagne de calomnies avait détourné de la France les partis qui se piquaient d'avoir de la vertu dans les opinions, il a été le porte-parole des catholiques de France, leur missionnaire en Espagne et leur représentant en Amérique. Quand, le 10 mars, Mgr Baudrillart a été reçu à l'Académie, l'Église à son tour est venue participer à cette cérémonie. Dans l'amphithéâtre, comble comme à l'ordinaire, on distinguait cette fois la somptueuse tache rouge d'un manteau cardinalice. Mgr Amette était là, entouré de trois évêques. Ils ont été salués de longs applaudissements.

Mgr Baudrillart prend place entre le comte d'Haussonville et M. René Bazin. Ses traits marqués par l'étude de froncements concentrés, sont éclairés par le front droit et haut. On se rappelle le grand air d'aristocrate désabusé qu'avait Mgr d'Hulst. Son successeur à l'Institut catholique, Mgr Péchenard, taillé en pleine roche de l'Ardenne, avait des sourcils de gouvernement : il avait régenté le clergé de Reims avec une houlette en nœuds de chêne; pendant la guerre, cette énergie est devenue de l'héroïsme, et l'évêque de Sois-

sons, sous le feu qui ravageait sa cité, a maintenu devant les nouveaux barbares la tradition des grands évêques des Gaules. Chez Mgr Baudrillart, la pensée et l'action s'allient. Il me souvient d'un discours de rentrée qu'il fit à l'Institut catholique et où il avait pris pour texte la parole du Christ, venu pour augmenter la vie sur la terre. Il montra aux étudiants que le christianisme devait féconder l'intelligence. Mgr d'Hulst était un apologiste. Il aimait la métaphysique, « cette vieille muse, dit-il un jour, dont je suis un des derniers amants. » Ce langage voluptueux fut puni par le ciel, et les typographes imprimèrent : « cette vieille mule. » Mgr Baudrillart est un historien, accoutumé à vivre dans le plan de cette terre. Dans les conseils de l'Institut catholique, je l'ai vu interroger, recueillir les avis, écouter. La lucidité de l'esprit, l'art de mener la discussion au but, étaient admirables. Dans son cours d'histoire, la même clarté et cette possession du sujet qui permet de l'ordonner étaient pour les étudiants un exemple autant qu'un enseignement. Il réfléchit, mais je ne crois pas qu'il soit sujet à hésiter. A la manière de ceux qui ont accoutumé de faire des enquêtes parmi les textes, il s'instruit soigneusement, impartialement, et il va à la vérité. Il lui est arrivé de changer d'avis cap pour cap. Il le raconte au début de son volume sur *Quatre cents ans de Concordat.* Quand il commença l'étude de ce sujet, il était partisan de la séparation ; quand il l'acheva, il était partisan des Concordats. Tout le livre est un modèle de discussion claire, serrée intelligente. Il part des faits comme base : il les classe, les examine, et si l'un d'eux lui semble une pierre pourrie, il le rejette : « Je passe, » écrit-il, et il s'en va en éprouver un autre. Il construit ainsi un édifice robuste et logique.

Je le revois, dans son cabinet de travail de l'Institut catholique, assis près de la cheminée. Il croise les jambes, il rabat sa soutane, il réfléchit. Les plis de la bouche sont ceux de l'orateur ; mais sous la chair, la mâchoire solide trahit la volonté. Il lève tout à coup les yeux sur vous et vous êtes surpris de ce regard droit et lumineux. Il voit terriblement clair. Au moment des « cultuelles, » il reconnut presque seul que Rome ne les approuverait pas. Presque tout ce qu'il y avait d'intelligent dans le monde catholique, dont vingt-trois académiciens, les « cardinaux verts, » était d'avis de les fonder. Je ne sais si Mgr Baudrillart lui-même en était partisan, mais il vit nettement qu'elles seraient interdites par le Saint-Siège.

Je ne crois pas que Mgr Baudrillart ait beaucoup d'illusions sur les hommes, mais il parle d'eux avec une netteté allègre, qui n'est

pas toujours sans ironie. Il les pèse, il les trouve de faible poids, et, sans paraître étonné, il continue son travail. Mgr d'Hulst, à la fin de sa vie, était attristé de la méchanceté humaine, et enclin à la mélancolie. Quels que soient ses sentiments secrets, son successeur paraît d'une autre trempe. M. Marcel Prévost fera tout à l'heure allusion à l'article généreux et imprudent par lequel Mgr d'Hulst, vulgarisant ce qui n'était pas susceptible de l'être, résuma pour le grand public les idées de M. Loisy et déchaîna les tempêtes. Il est peu vraisemblable que Mgr Baudrillart cède à de semblables entraînements. Il paraît exempt de rêverie et je ne crois pas qu'il aime beaucoup les rêveurs. La prudence chez lui précède la décision. Dans des circonstances très difficiles, il a manœuvré avec beaucoup de diplomatie. Il a dû parfois sacrifier les hommes. Il a lutté, il a sauvé son œuvre, et il a, en gouvernant fortement, mais selon les circonstances et selon les gens, mené à une grande prospérité cet Institut catholique qui a compté parmi ses professeurs des Lapparent, des Branly, des Rousselot, et qu'il a lui-même illustré autant que personne.

Le voici à la place du récipiendaire. Il se tient debout dans une immobilité austère. Le manteau violet couvre aux épaules la soutane noire. Mgr Baudrillart lit d'une voix forte et timbrée. Il ne fait pas un geste. En chaire, il n'en a qu'un, un mouvement vertical de l'avant-bras. Il a fait juste le discours qu'il devait faire : une étude forte et nourrie sur Albert de Mun. Dans l'auditoire, ceux-là même qui étaient les moins enclins à ces études, étaient captivés et chuchotaient : « C'est très intéressant. » Après le tableau charmant de la jeunesse, il a montré avec soin, par les textes et par les faits, comment la vocation du comte de Mun s'était formée : il a dit les rencontres décisives, la marche des pensées, les résultats atteints. Il a fait paraître, avec beaucoup de force et de clarté, le rôle de ce précurseur. Par moments une large période, chaleureuse et vraiment digne du sujet, arrachait les applaudissements. Il en est venu enfin aux derniers mois, à ces articles qui tous les jours, jusqu'au 5 octobre 1914, ont soutenu des milliers de Français et coûté la vie à celui qui les écrivait. Il a été ainsi amené à rappeler dans un tableau émouvant les premières semaines de la guerre, et la Marne. A ces mots, l'assemblée a, une fois de plus, salué le vainqueur de ces grands jours, qui était là en petit uniforme et dont la figure est déjà populaire sous la coupole. Et il faut assurément que cette bataille de la Marne soit un événement qui grandit encore à mesure qu'on s'en éloigne, puisqu'il domine pour ainsi dire tout notre horizon, et qu'on

ne peut tracer une biographie sans que ce souvenir s'y lève.

M. Marcel Prévost a répondu avec beaucoup de finesse et d'agrément, non sans un retour à la vieille tradition qui mêle sous les fleurs, dans la corbeille offerte au récipiendaire, la figue et le raisin. Il s'est égayé sur l'étendue du *Philippe V*, en se réjouissant d'avoir été amené à le lire, et en assurant qu'il lui avait fallu trois mois pour en venir à bout. Il nous a dit comment la destinée de la France était une œuvre continue, et comment la royauté avait été nécessaire à son heure. Il a montré comment dans cette guerre tous les Français s'étaient retrouvés frères. Il a fait des vœux pour un avenir de liberté. La pente de son discours l'a ramené plus près des romanciers, quand il a fait allusion, avec une indignation éloquente, à la fausse et funeste idée qu'on se faisait à l'étranger de la famille française. Enfin il a parsemé son discours de traits et d'anecdotes qui ont eu beaucoup de succès. Il a montré le cardinal Perraud collaborant au mot *chic*. Il a compté les oratoriens qui avaient fait partie de l'Académie et évoqué parmi eux le bon La Fontaine. Je crois que les oratoriens ont accoutumé d'entendre cette arithmétique, comme les clercs du diocèse de Soissons avaient coutume d'entendre ranger Racine parmi eux. M. Marcel Prévost a fait encore deux beaux tableaux d'histoire, l'un de la fondation de la liberté dans l'enseignement supérieur, l'autre de la séparation de l'Église et de l'État en 1906. Enfin, il a terminé par un apologue cette charmante histoire du curé gascon qui réconcilie deux paysans ennemis en les engageant à penser non au mal qu'ils ont reçu, mais à celui qu'ils ont fait : ils en sont égayés et deviennent bienveillants. M. Marcel Prévost a engagé l'Église et la Démocratie à se réconcilier par de semblables retours. Ce n'est pas très orthodoxe, mais c'est agréablement humain.

Que de sages pensées nous avons entendues à l'Académie depuis quatre mois que les réceptions s'y succèdent ! Comme tous ces conducteurs de l'opinion parlaient avec une intelligence généreuse et un patriotisme plein de discernement ! Et comme il faut souhaiter qu'il en passe quelque chose dans l'opinion elle-même !

HENRY BIDOU.

REVUE LITTÉRAIRE

LES TRIBULATIONS D'UNE DOCTRINE : LA CRISE DARWINIENNE (1).

Un bel épisode et pathétique, dans l'histoire de l'humanité, c'est l'invention d'une idée. Mais une aventure le plus souvent lamentable, c'est le chemin que fait une idée dans le monde. Parfois, elle ne va pas loin ; et elle meurt : on l'a tuée, ou bien on l'a laissée mourir faute de soins et d'accueillante amitié. Parfois, elle a plus de chance, ou paraît avoir plus de chance : elle galope, elle visite l'univers entier. Seulement, regardez-la au bout de quelques temps. Vous ne la reconnaissez pas : elle a changé, elle n'a point embelli, elle a (pour ainsi dire) mal tourné. Vous croyez vous rappeler une jeune fille : et vous retrouvez une vieille coureuse. Les grand'routes et le hasard des rencontres ne sont pas ce qu'il faut à une idée. Et les philosophes qui veulent que l'histoire de l'humanité soit l'histoire des idées s'aperçoivent que les idées n'ont d'influence, presque jamais, qu'à l'état de contre-sens ou d'absurdité. Les idées ont une étonnante facilité à se dévergonder. Elles ne sont bien sages qu'avant d'être sorties de chez leur père ; et, d'habitude, elles ne sont plus sages, quand on célèbre leur beauté : leurs amoureux les ont bientôt compromises.

L'auteur de l'*Origine des espèces* et de la *Descendance de l'homme*, Charles Darwin, un jour, s'effraya de ce que le darwinisme devenait.

(1) *Le « dogme » transformiste*, par le professeur Grasset (la Renaissance du livre). Cf. du même auteur, *La science et la philosophie* (même éditeur), *la Biologie humaine* (librairie Flammarion) et *Les limites de la biologie* (Alcan). Voir aussi *Les théories de l'évolution*, par Yves Delage et M. Goldsmith (Flammarion).

Il y a, dans son journal intime, publié par son fils vers 1890, une page, que je n'ai malheureusement pas sous les yeux, mais où il se plaint du tour que prend malgré lui sa doctrine. Il déclare qu'il n'est pas un philosophe et qu'on a tort de chercher une philosophie dans son œuvre. Il n'a prétendu formuler qu'une « hypothèse d'histoire naturelle. » Vous entendez : une hypothèse ! Il n'en garantit pas du tout la justesse ; et il supplie qu'on ne l'étende pas hors du domaine où il avait sa compétence, l'histoire naturelle. Avec une bonne foi charmante, un peu alarmée, il examine ses talents, tâche de les évaluer et considère en fin de compte que, s'il n'est pas un philosophe, il n'est pas non plus un admirable savant ; pour en être un, que lui manque-t-il ? Le « don de généraliser, » dit-il. Et tout ce qu'il accorde à lui-même, c'est la patience, la méthode et l'attention d'un observateur.

On ne saurait se méconnaître davantage. La plupart des observations que Charles Darwin a faites, et qu'il a décrites avec un art délicieux, sont extrêmement sujettes à caution. M. Gaston Bonnier jadis en a relevé quelques-unes. Par exemple, Charles Darwin se promène dans l'île de San Lorenzo. A une altitude de vingt-cinq mètres au-dessus du niveau de la mer, il découvre des coquillages pareils aux coquillages qu'on voit sur le bord de la mer. Il remarque aussi, parmi ces coquillages, des fils de coton, des morceaux de tissus, des fragments de roseau et un épi de maïs. Conclusion, sans retard : depuis l'apparition de l'homme en cette île de San Lorenzo, il s'est produit un soulèvement de plus de quatre-vingt-cinq pieds. Ce vif raisonnement de Charles Darwin, M. Gaston Bonnier le compare à celui-ci, qu'il imagine et qui, plus gai, n'est pas plus audacieux : « Autour des hôtels de Saint-Martin de Vésubie, dans la vallée du Var, de nombreux touristes déjeunent sur l'herbe. Ils ont mangé des mollusques marins. Ils ont laissé les coquilles, mêlées à des fragments de serviettes oubliées, à des débris de claies en roseau, à des noyaux d'olives. Que conclura-t-on, en retrouvant ces débris de repas? C'est qu'à une époque récente la Méditerranée baignait cette localité située maintenant à plus de mille mètres d'altitude ! » Charles Darwin a consacré tout un volume aux plantes « carnivores » et trois cents pages de ce volume au drosera. Le drosera pousse dans les prairies marécageuses, a de bonnes racines et des feuilles qui absorbent, comme les feuilles de toutes les plantes, le gaz carbonique de l'air. Mais Darwin veut que cette plante soit carnivore. Il affirme qu'elle digère, à l'état naturel, des insectes et qu'on peut la nourrir

avec des morceaux de viande. Le naturaliste Roth, au XVIIIe siècle, avait signalé les mouvements qui se manifestent sur une feuille de drosera quand on y place un petit objet. Soit une fourmi : les poils de la feuille se courbent, la feuille se replie sur elle-même ; la fourmi est retenue par le liquide visqueux des poils et elle meurt. Cela ne prouve pas que la fourmi soit digérée. Mais Darwin institue, à ce propos, une expérience. Aux deux extrémités d'une feuille de drosera, il place un morceau de viande à demi rôtie et un morceau de gélatine. « La feuille, dit Darwin, se nourrit spontanément. Au bout de onze jours, je retrouvai une trace de la viande : la surface de la feuille était noircie à l'endroit où la viande avait reposé. La gélatine avait complètement disparu. » Darwin n'en resta pas là. Au lieu d'un morceau de gélatine ou de viande, il posa sur la feuille un petit morceau de fromage. Et, onze jours après, le fromage était toujours là : il n'avait pas marqué de trace sur la feuille. Bref, le drosera aime assez la viande rôtie, adore la gélatine et déteste le fromage!.. M. Gaston Bonnier vous prie de faire la même expérience, non pas sur une feuille de drosera, mais tout simplement sur une table. Au bout de onze jours, que verrez-vous? La gélatine aura disparu; la viande rôtie aura diminué, marquant sur le bois une trace: le fromage sera toujours là et n'aura point marqué de trace. N'allez-vous pas conclure de cette observation qu'une table de bois digère à merveille la gélatine, et digère assez bien la viande rôtie, et refuse obstinément le fromage ? Mais oui ! Ou plutôt, ne concluez pas.

Les expériences et les observations de Charles Darwin, dont il était si fier et, croyait-il, fier avec tant de modestie, — car il sacrifiait à ce très humble mérite la renommée de philosophe qu'on lui offrait et qu'on le suppliait d'accepter, — ces observations et expériences composent un roman de la nature aussi hardi que celui que l'on raille si volontiers chez notre Bernardin de Saint-Pierre.

Mais qu'importe? Le naturaliste Charles Darwin compte peu, en dépit de ses réclamations. Ce qui compte, ce qui est immense et qui a modifié la pensée contemporaine, c'est la philosophie de Charles Darwin, en dépit de ses protestations : plus encore, c'est la philosophie dérivée de lui, et c'est la série prodigieuse des contresens que l'on a faits sur l' « hypothèse d'histoire naturelle » qu'il avait proposée. Aucune doctrine n'a eu, de nos jours, une telle fortune. La doctrine de l'évolution s'est répandue avec tant de puissance qu'elle a pénétré partout, jusqu'aux endroits où elle n'avait rien à faire. Les philosophes l'ont adoptée d'abord : ou certains phi-

losophes; et beaucoup d'historiens, contents de n'être plus de pauvres chercheurs de vérités et jaloux de s'établir un peu philosophes à leur manière; et les sociologues, et les praticiens de la sociologie, et leurs camarades les politiciens. Elle est, cette doctrine, dans les livres et dans les discours, plus ou moins nette, plus ou moins dénaturée. Elle est dans les imaginations des penseurs et des ignorants.

Certes, il y a loin de l'hypothèse darwinienne aux conséquences que les néo-darwiniens et les pseudo-darwiniens en ont tirées. Mais enfin, s'il est admis que tout évolue et que la loi de ce monde est l'évolution, si les sociétés humaines évoluent, les amis du changement perpétuel trouvent là, beaucoup mieux que leur excuse, leur encouragement : un encouragement dont ils n'ont guère besoin. N'essayez pas de les calmer : ils travaillent avec la nature, vous diront-ils, et favorisent le bel entrain de la nature. Ils méprisent tout le passé; ils méprisent, dans le passé, ce qui serait peut-être utile à conserver. Ils méprisent aussi le présent, qui est déjà du passé. Ils n'aiment que l'avenir : et ils l'inventent à leur gré. Le plus souvent, d'ailleurs, ce qu'ils appellent l'avenir n'est que du passé qu'ils se figurent qui ne s'est pas réalisé encore. Et leurs rêves sont tout pleins de vieille barbarie méconnue. Où vont-ils? mais, au bolchevisme, par exemple : car ils croient que le bolchevisme est tout neuf.

Où vont les ignorants, animés par la doctrine de l'évolution? mais à toute folie, lorsque voici où vont les savants. Le Dantec avait adopté la doctrine évolutioniste et la menait à ses dernières conséquences. Il n'admettait de vérité que biologique; et, les phénomènes biologiques, il les plaçait, parmi les phénomènes naturels, « entre les phénomènes particulaires des colloïdes et les phénomènes chimiques d'équilibre moléculaire. » Que faisait-il de la morale? L'homme étant de même sorte que les divers êtres vivants, animaux ou végétaux, et de même sorte que les corps bruts de l'univers, il n'y a point de liberté, point de responsabilité; la notion même du devoir est anéantie. Peut-on seulement compter sur l'établissement d'une morale scientifique, ou réduite aux vérités de la science? « La science, répondait Le Dantec, ne nous dicte pas de morale pratique. » Il y a le bien et le mal, le juste et l'injuste? Ce sont, répondait Le Dantec, des opinions humaines : ce ne sont pas des vérités scientifiques. Il ajoutait : « Des esprits généreux ont souhaité l'avènement du règne de la science parce qu'ils y ont vu l'avènement du règne de la justice! Il faut en rabattre : le règne de la science, s'il est possible, si une humanité

logique est capable de vivre, ne sera pas le règne de la justice, car la justice n'est pas une vérité scientifique. » L'homme n'est pas libre : qui le dit? la biologie. N'étant pas libre, l'homme n'est pas responsable : « Et celui qui prétendrait récompenser ou punir un homme au nom d'un principe métaphysique supérieur ne serait qu'un visionnaire, sympathique sans doute, mais dépourvu de toute raison. Donc, au point de vue du mérite, égalité absolue entre tous les hommes considérés comme individus, mais égalité dans la nullité. Tous ont le même mérite, qui est nul. » Ah! quel désastre! Et vous vous lamentez. Le Dantec vous envoie promener, disant qu'il n'y peut rien : « Il y a des vérités scientifiques établies aujourd'hui d'une manière indiscutable et qui servent à démontrer, sans d'ailleurs les remplacer par rien, que les principes sur lesquels repose la conduite ordinaire des hommes sont tous faux. » Que voulez-vous? Ce n'est pas la faute à Le Dantec. Ce n'est pas sa faute, s'il ne distingue, hélas! que deux espèces d'hommes, les uns qu'il appelle « les poires » et, les autres, « les effrontés. » La biologie fournit une loi, que l'on résume sous le nom de la loi dite du plus fort; et voilà tout ce que donne la biologie : et, en dehors de ce que donne la biologie, il n'y a rien, mais rien du tout. « Ce qui est regrettable, ce n'est pas que je l'aie dit. Il est fâcheux surtout que ce soit vrai : je n'y puis rien! » Le Dantec a-t-il au moins du chagrin de ce qu'il a dit, l'ayant vu? Le plus souvent, ce travail de démolition forcenée paraît le divertir assez bien. Pourtant, il a écrit : « L'on s'aperçoit, un jour, qu'on est seul, dans les régions où la raison, dépourvue de tout appui, risque de sombrer... » Mais, tout ce qui lui manque, il l'a démoli. Et les vieilles doctrines qu'il a détruites, il les regrette : « Nous qui les combattons, nous éprouvons un grand trouble de ce qu'elles se sont évanouies trop complètement, plus complètement que nous ne l'avions prévu ou souhaité. Notre victoire nous effraye. » Allons, c'est un peu de fatigue ou l'ennui de rester sans ouvrage désormais!...

Le darwinisme, après avoir passé par Hæckel, aboutit à Le Dantec. Et l'on ne refusera pas à Le Dantec la qualité d'un intrépide logicien. Il est allé, sans timidité aucune et sans scrupule, avec un zèle ardent, jusqu'à l'extrémité des corollaires imaginables. Ses conclusions mettent en ruines et en décombres tout ce qui semblait le privilège ou l'honneur de l'humanité, en ruines et en décombres tout ce qui était la sauvegarde à peu près sûre de la société humaine et l'ensemble des sentiments, coutumes et croyances qu'on réunit sous le nom de civilisation. Si le savant n'évite pas cet inconvénient d'une dialectique

très hardiment rigoureuse, on devine où seront menés les ignorants et, dans l'État, d'autres gaillards avec lesquels il faut compter, les entrepreneurs de méfaits et coquins de toutes sortes.

Tant pis! répliquent le savant et ses fidèles; ce n'est pas notre affaire, de savoir si la vérité vous est agréable ou non : et, si vous avez besoin de mensonges, pour établir solidement la société qu'il vous plaît de sauver, adressez-vous ailleurs!...

Cette réplique n'est pas mauvaïse; et l'on n'a point à refuser la vérité pour ses conséquences fâcheuses. Mais, d'autre part, voilà toute une dialectique formidable et qui s'appuie sur quoi? sur « l'hypothèse d'histoire naturelle » que l'inventeur de cette hypothèse voulait qu'on n'étendît pas hors du domaine où il avait sa compétence. Les expériences et les observations de Darwin sont à présent contestées : les expériences et les observations sur lesquelles il avait fondé son hypothèse. Alors, peut être n'est-il pas indispensable de procéder à ces vives destructions que les corollaires de l'hypothèse autorisaient ou commandaient. « Notre victoire nous effraye! » disait Le Dantec. Si le darwinisme était une immense erreur, les néo-darwiniens avoueraient-ils leur joie d'être enfin rassurés par la défaite?

Il se produit, depuis quelques années, une réaction très importante contre la philosophie néo-darwinienne; et l'on vient de publier un volume, hélas! inachevé, du professeur Grasset, *Le « dogme » transformiste*, où les meilleurs arguments sont présentés sous la forme souvent la plus saisissante. Le professeur Grasset travaillait à cet ouvrage et n'avait plus que deux chapitres à écrire, lorsqu'il est mort le 7 juillet de l'an passé.

Le « dogme » transformiste? Ce mot surprend. Le transformisme n'est pas un dogme!... Ou bien alors, les néo-darwiniens se moquent de nous. Ils démolissent tous les dogmes; et, sous le nom de dogmes, ils démolissent toutes les croyances, tous les principes et les conventions sur lesquels reposent les sociétés humaines. Ils démolissent tous ces dogmes avec un instrument qu'ils appellent la vérité scientifique. Leur instrument, c'est le transformisme : et il faut donc que le transformisme soit, le contraire d'un dogme, une vérité scientifique.

Ou bien est-ce le professeur Grasset qui se moque des néo-darwiniens en appelant « dogme » leur transformisme? Pas du tout. Un chapitre de Le Dantec est par Le Dantec intitulé : *Le dogme transformiste*. Et voici le début de ce chapitre : « De ce que les documents paléontologiques sont très imparfaits, de ce que certains savants

hardis ont eu le tort de tirer de ces documents imparfaits des arbres généalogiques dans lesquels il est aisé de découvrir des erreurs, des philosophes timorés ont cru pouvoir conclure à la faillite du transformisme... » Dame ! si les documents paléontologiques ne vous permettent pas de prouver ce que vous nous sommez de considérer comme l'indiscutable vérité scientifique, et si vous avouez que les préludes de votre vérité scientifique sont tout pleins d'erreurs, oui, nous sommes touchés de quelque doute... Le Dantec se fâche : « Toutes les généalogies proposées pourront s'effondrer sans que le dogme transformiste en soit atteint. Et le dogme a une valeur religieuse incontestable. » Il faut l'avouer, c'est comique !

C'est comique, parce que les néo-darwiniens sont, après cela, trop commodément et confortablement à l'abri de toute objection. Vous aurez beau leur dire que le drosera n'est pas plus carnivore qu'une table de bois, que leur importe? et que les expériences darwiniennes ne suffisent pas à démontrer ce qu'ils racontent, que leur importe? Vous leur demandez une démonstration, des preuves : ils ne vous en donneront pas. Pour qui les prenez-vous?... Mais pour des savants !

Pour des savants?... Lisez le bonhomme Hæckel, père du monisme darwinien, grand pontife de la biologie intégrale. Le bonhomme Hæckel écrit, aux premières pages de son *Anthropogénie :* « Dans cette guerre intellectuelle qui agite tout ce qui pense et qui prépare pour l'avenir une société vraiment humaine, on voit d'un côté, sous l'éclatante bannière de la science, l'affranchissement de l'esprit et la vérité, la raison et la civilisation, le développement et le progrès; dans l'autre camp se rangent, sous l'étendard de la hiérarchie, la servitude intellectuelle et l'erreur, l'illogisme et la rudesse des mœurs, la superstition et la décadence. » Le professeur Grasset note que ce langage n'est pas d'une excellente qualité scientifique : et c'est le moins qu'on en veuille dire. Mais le bonhomme Hæckel tient à son idée. L'erreur, assure-t-il, a duré jusqu'au jour trois fois heureux où ledit bonhomme, abusant de l'hypothèse darwinienne, a résolument affirmé l'origine animale du genre humain. Mais prouvez-la, cette origine? Le bonhomme vous avertit que vous l'ennuyez, avec tant d'incertitude : si vous êtes intelligent, vous l'approuvez tout de go; si vous le chicanez, vous êtes un imbécile, un arriéré, le reste lamentable des âges abolis. Il écrit : « Pour apprécier le degré de développement intellectuel de l'homme, il n'est pas de meilleur étalon que l'aptitude à adopter la théorie évolutive et la philosophie monistique qui en est la conséquence. » Le professeur

Grasset note que jamais une religion n'a promulgué son évangile avec tant d'arrogance et d'insolence.

Ces passages de Le Dantec et de son maître Hæckel, cités par le professeur Grasset, caractérisent assez bien le néo-darwinisme. Il y aurait d'autres témoignages à citer. En 1909, MM. Yves Delage et Goldsmith ont publié *Les théories de l'évolution*. Lisez la très étonnante préface de ce volume. L'idée de l'évolution, que les auteurs appellent « notre *credo* scientifique, » — et la réunion de ces deux mots est remarquable, n'est-ce pas ? — cette idée s'étend à l'infini : « elle dépasse de beaucoup les limites des sciences au sein desquelles elle a surgi et embrasse tout l'ensemble des conceptions humaines, jusqu'aux problèmes philosophiques les plus obscurs et les plus difficiles. » Les auteurs ne sont-ils pas un peu inquiets de voir une idée sortir ainsi des sciences qui l'ont vue naître et gagner d'autres sciences, d'autres études qui ne sont pas les siennes, s'engager dans des chemins qui ne sont pas les siens? Pas du tout! L'idée de l'évolution, c'est, à les entendre, l'univers entier ramené à la notion de causalité. Or, la notion de causalité les enchante, « parce qu'elle élimine de la pensée humaine toute idée de merveilleux et de surnaturel et l'habitue à chercher des explications dans lesquelles seuls les phénomènes naturels interviennent. » Si la causalité rassure MM. Delage et Goldsmith, on n'y peut rien.

Mais enfin, ces deux savants nous promettent une explication de l'univers tirée des seuls phénomènes naturels : donc, ils nous donneront des faits? N'y comptez pas! Car ils écrivent : « L'idée de l'évolution devient l'idée de la *descendance* de toutes les formes organiques les unes des autres, les plus compliquées se développant des plus simples, et ainsi à travers toute l'histoire du monde organique, jusqu'à l'origine même de la vie. C'est l'idée transformiste, la seule qui nous apparaisse maintenant comme capable de fournir une réponse satisfaisante à la question de l'origine des êtres vivants qui peuplent la terre. Que les espèces soient nées les unes des autres, ce n'est pas là seulement une déduction qui s'appuie sur des faits, — *car les faits peuvent être contestés et surtout interprétés d'une façon différente*, — mais une notion qui s'impose à notre esprit comme la seule acceptable, dès le moment que nous avons abandonné la théorie de la création surnaturelle. » Ainsi, les faits peuvent être contestés ou interprétés d'une façon différente; ainsi, les faits ne sont pas grand' chose, et ne sont pas le principal, et ne suffiraient pas à établir le néo-darwinisme, le monisme et la biologie intégrale. Mais, à la base de

cette philosophie et, plus dangereusement, à la base de cette science, il y a un acte de foi, un credo, un dogme. Et alors qu'est-ce que cette « vérité scientifique » dont vous êtes si fiers et que vous opposez si rudement aux principes ou aux croyances métaphysiques ou religieuses?... Le néo-darwinisme serait-il une science indépendante des faits, supérieure à eux et qui se passe de leur secours et même de leur assentiment?

Et qu'est-ce qu'une telle science? On avait accoutumé d'appeler « vérité scientifique » une formule qui résume un certain nombre de faits dûment contrôlés: et tant valent les faits, tant vaut la formule; et, si les faits ne valent rien, la formule aussi ne vaut rien. Mais, la prétendue vérité darwinienne, les néo-darwiniens la dégagent des faits si bien que, les faits démentis, contestés ou interprétés d'une autre manière, elle subsiste, elle n'a pas souffert, elle n'a pas bougé. M. l'abbé Eugène Aglon, dans une thèse de philosophie péripatéticienne intitulée *L'âme raisonnable est-elle l'unique forme substantielle du corps humain?* cite à ce propos un document très singulier. En 1903, à la Société de Philosophie de Vienne, on discuta le darwinisme; un darwinien, M. Kassowitz, ne craignit pas d'avouer que la chère doctrine avait, au bout du compte, des points faibles. Il ne craignit pas de l'avouer; ou, du moins, il annonça qu'il ne le craignait plus. Et la *Revue philosophique* du 1er juin résuma comme suit son discours : « Tant que le darwinisme constituait une machine de guerre contre les croyances surannées et le dogmatisme religieux, on n'avait pas le temps et on n'osait pas y toucher : on s'interdisait toute analyse, toute critique, toute vérification... » C'est charmant!... « Mais aujourd'hui que l'éducation scientifique de la majorité de ceux qui pensent et réfléchissent peut être considérée comme terminée... » Terminée, oui, par ces grands maîtres de science qui imposent à leurs élèves une vérité frelatée!... « et qu'un fossé profond, infranchissable, sépare le domaine de la science de celui de la religion, — la première ayant définitivement conquis le droit d'éliminer de ses considérations toute intervention de forces surnaturelles, — on ne s'expose plus, en attaquant ou en critiquant le darwinisme, à compromettre les principes scientifiques inscrits sur sa bannière et au nom desquels il combattait. Chacun se trouve dégagé de la réserve qui lui était imposée jusqu'ici et récupère sa pleine liberté, le droit de critiquer et d'apprécier, au risque même de voir tout l'édifice du darwinisme crouler et disparaître. » Quel aveu! Et voilà le néo-darwinisme, doctrine de savants ou de gens qui se réclament de la science positive; doctrine qui

d'abord était une hypothèse d'histoire naturelle et qui a tout envahi, les autres sciences, la philosophie, la sociologie et le reste. Elle n'était qu'une hypothèse : et, comme hypothèse, elle avait tout juste la valeur des faits qui paraissaient la motiver. Il fallait examiner avec beaucoup de soin les faits et voir s'ils confirmaient ou s'ils démentaient l'hypothèse. Au lieu de quoi, les savants ont mené ailleurs, ont mené partout, l'hypothèse et l'ont présentée comme une incontestable certitude. Est-ce qu'ils n'avaient aucun doute ? Ils cachaient leur doute : il y a là de l'étourderie et, quelquefois, de la supercherie. Un Kassowitz, qui reconnaît qu'il n'aurait pas lancé contre le darwinisme une petite objection tandis que le darwinisme servait de machine de guerre, était un polémiste et n'était point un savant. Les autres ? Les autres, qui déclarent que les faits n'importent pas beaucoup et que, les faits réduits à rien, la doctrine subsisterait, qu'est-ce que c'est que leur méthode scientifique ? Darwin, imprudent déjà, les avertissait pourtant, les conjurait de rester dans l'histoire naturelle et de craindre la philosophie. Mais il n'a pu les retenir. Ils sont partis pour la conquête universelle, apôtres forcenés, malins, retors et, souvent, apôtres farceurs. Ils étaient animés d'une ferveur étrange et surtout d'une haine étrange. Ils aimaient leur évangile imparfait, leur évangile bâclé ; surtout, ils détestaient furieusement les évangiles antérieurs. On les a pris pour des bâtisseurs pleins d'entrain : surtout, ils ont été de frivoles démolisseurs.

MM. Delage et Goldsmith, après avoir montré comment le darwinisme est sorti de son « domaine propre, » célèbrent « la portée immense de l'idée de l'évolution » et ajoutent : « C'est aux sciences naturelles que la pensée humaine en est redevable ; jamais en effet la philosophie transcendante ni même les sciences exactes n'auraient pu donner naissance à cette idée et lui assurer le triomphe ! » Assurément. Reste à savoir si le triomphe du darwinisme, sorti de son domaine propre et qui envahit toute la pensée humaine, est légitime. Et c'est la question que pose le professeur Grasset. Pour que cette hypothèse d'histoire naturelle devienne la philosophie générale, dit-il, cette hypothèse a plusieurs conditions à remplir. Elle doit montrer que, formulée relativement à quelques espèces d'un ordre inférieur, elle s'applique à toutes espèces de l'ordre le plus élevé, même à l'espèce humaine. Elle doit expliquer le passage d'une espèce à une autre. Elle le fait, — et admettons qu'elle le fasse le mieux du monde, — quand il s'agit, par exemple, de deux espèces végétales très voisines. Mais a-t-elle expliqué le passage de l'animalité à l'humanité, la

création de ce qui est la pensée? A-t-elle expliqué le passage d'une espèce végétale à une espèce animale? Et a-t-elle expliqué le passage du minéral au végétal? Eût-elle expliqué tout cela, il lui faudrait encore expliquer la naissance de la première cellule. Cette besogne terminée, l'hypothèse darwinienne aurait véritablement le droit de régner sur sa conquête universelle. Autrement non.

Cette immense besogne n'est pas terminée : en quelque sorte, elle n'est pas commencée. Certes, on a beaucoup travaillé; mais en vain.

Pour devenir philosophie générale, le darwinisme doit aboutir au monisme. Or, le monisme a besoin de la génération spontanée, sans quoi la première cellule demeure un mystère absolu, un mystère qui se répand jusqu'aux dernières extrémités de la doctrine : « il est impossible de concevoir l'évolution générale comme loi de l'univers sans la génération spontanée. » Mais, dans l'état actuel de la science, est-il possible d'admettre la génération spontanée? La science nie la génération spontanée : peut-être y a-t-il peu de problèmes où la science contemporaine soit aussi nettement affirmative, depuis Pasteur qu'on n'a point démenti. Alors, que faire? « Dire que la science nie la génération spontanée, c'est dire que la science répudie toute la théorie évolutioniste, transformiste et moniste. » Consultons les néo-darwiniens et monistes. Hæckel avoue que « jusqu'à présent » aucune génération spontanée n'a été vue. C'est ennuyeux. Mais on n'a pas démontré, dit Hæckel, que ce phénomène fût impossible. « Voilà un raisonnement peu scientifique, » répond le professeur Grasset. Spencer avoue que l'idée de spontanéité est incompatible avec l'idée d'évolution. Alors? Il nie « le commencement absolu de la vie organique sur le globe. » Le professeur Grasset répond : « L'affirmation de l'évolution universelle entraîne nécessairement, autrefois et aujourd'hui, le passage de l'inorganique au vivant. Dans la série, il y a donc bien un commencement du vivant Or, scientifiquement, il est impossible de concevoir ce passage. Donc, à ce point de vue, non seulement l'évolutionisme n'est pas démontré par la science, mais encore il est démenti et déclaré impossible par elle. » Le Dantec, lui, consent que le néo-darwinisme a besoin de la génération spontanée. Alors? Il admet la génération spontanée. Contre la science? Mais oui, contre la science actuelle, qui n'a pas encore su montrer un seul fait de génération spontanée. Le Dantec se fie à la science future, qui prouvera la spontanéité. Qui la prouvera? Mais oui! puisque le néo-darwinisme a besoin de la spontanéité, le néo-darwinisme qui est la vérité!...

De tels raisonnements vous mènent au gré de votre fantaisie. Mais de tels raisonnements, qui flattent vos désirs, ne changent rien du tout à la réalité, qui se moque de vos désirs. Le néo-darwinisme n'explique pas la naissance de la première cellule. Le néo-darwinisme n'explique pas le passage du monde inorganique au monde vivant : « avec de la matière inerte on n'a jamais pu faire la moindre particule de protoplasma vivant. » Le néo-darwinisme n'explique pas le passage de la vie à la pensée. Le néo-darwinisme n'a aucunement démontré que l'homme ne fût pas une « espèce fixée » depuis des siècles ou depuis toujours. Entre le néant et la première cellule, entre le monde inorganique et le monde vivant, la vie et la pensée, le reste de l'univers et l'homme, le néo-darwinisme laisse de grands espaces vides et laisse une solution de continuité qui est la négation même de la doctrine.

Le néo-darwinisme ne procède pas scientifiquement : toutes les bonnes règles de la méthode, il les néglige. Et il arrange son roman biologique avec une liberté ridicule, avec une liberté scandaleuse, étant donné qu'il se présente comme la science parfaite en lutte contre l'imagination philosophique ou religieuse. Le triomphe du néo-darwinisme et l'invasion néo-darwinienne seront, dans l'histoire de la pensée contemporaine, l'une des aventures les plus regrettables et qui auront fait le plus grand tort à la recherche sérieuse et attentive de la vérité. Cette aventure paraît toucher à sa fin. Mais il faudra longtemps pour supprimer les idées fausses, pour retrouver les idées justes et, généralement, pour réparer les dégâts d'une campagne qui a été conduite avec audace et violence, avec habileté, sans nul retardement de scrupules scientifiques ou de bonne foi.

André Beaunier,

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *Sœurs d'Amour*, pièce en 4 actes, par M. Henry Bataille. — Nouveau Théatre libre : *La Faux*, pièce en 3 actes, par MM. André Birabeau et Pierre Vellones. — Odéon : *M. Césarin, écrivain public*, 3 actes en vers, par M. Miguel Zamacoïs. — Vaudeville : *Le mari, la femme, l'amant*, comédie en 3 actes, par M. Sacha Guitry.

Ce théâtre nouveau, où se reflétera la transformation apportée par la guerre dans nos idées et dans nos sentiments et qui sera l'image d'une société profondément modifiée, nous l'aurons, n'en doutons pas. Il n'y a aucune espèce de raison pour que, dans l'universel changement, la littérature dramatique reste seule immuable. Elle seule n'aurait rien vu, rien entendu et rien compris! Pourquoi? Un art, que des cloisons étanches séparent de la vie, est un art condamné et bien près de disparaître. Or, quelles que soient les difficultés avec lesquelles le théâtre est aux prises aujourd'hui, nul ne doute qu'il n'arrive à en triompher et qu'il n'ait devant lui un bel avenir. Seulement, on ne saurait trop le répéter aux gens pressés, il faut nous armer de patience. La patience est la première vertu que nous a enseignée la guerre. Pour que la littérature dramatique s'imprègne d'un esprit nouveau, il faudra du temps. Jusque-là, résignons-nous à voir se continuer le théâtre d'avant-guerre : les mêmes auteurs écriront les mêmes pièces, suivant les mêmes procédés dont ils s'étaient fait une spécialité, quitte à ce que, dans une atmosphère différente, l'effet ne soit plus tout à fait le même. C'est l'histoire des paroles gelées : quand elles fondent, la rigueur de l'hiver étant passée, elles détonnent un peu. Et c'est le cas de la pièce de M. Bataille, *Sœurs d'Amour*, que vient de jouer la Comédie-Française et qui pourrait être datée de 1914.

On a souvent montré ce qu'il y a de morbide dans l'art de

M. Bataille. Je lui reproche, pour le moins autant, d'être factice et d'être faux. Nous tous, pour avoir regardé autour de nous et réfléchi, nous nous sommes fait une certaine conception de la vie et de l'humanité. Pour peu qu'un auteur se place au rebours de tout ce que nous a appris notre expérience, confirmée par celle des autres, nous avons l'impression qu'il nous lance en plein arbitraire et nous refusons de le suivre. C'est un monde qui n'est pas celui que nous connaissons ; il est tel qu'il lui a plu de le fabriquer ; les choses qui s'y passent obéissent à son caprice, non à la logique : ce sont, comme on dit, choses de l'autre monde. Nous qui, pour le moindre grain de vérité, donnerions toutes les complications sentimentales et tous les coups de théâtre, nous sommes à la torture.

Exemple. Vous apprenez qu'un monsieur, compromis dans des affaires louches et prêt à passer la frontière avec une femme, vient d'être sauvé de la culbute par une autre femme qui lui a trouvé dans les quarante-huit heures les trois cent mille francs nécessaires. Vous n'hésitez pas et vous dites : « Cette femme était sa maîtresse; elle a voulu l'enlever à une autre, le rattraper; elle y a mis le prix; cela n'est pas très beau, mais n'est pas non plus très extraordinaire : une femme qui aime n'y regarde pas de si près, et la passion s'embarrasse rarement des convenances. Le monsieur est du type de ceux qui reçoivent de l'argent des femmes : ils recueillent en général peu d'estime; mais incontestablement le type existe. Une pièce bâtie sur cette donnée a des chances d'être une pièce raide et nous promet des peintures osées : elle peut être une pièce vraie... » Or, ce n'est pas cela du tout. La généreuse donatrice des trois cent mille francs n'est pas la maîtresse de celui qui accepte ce don parfaitement désintéressé. C'est une très honnête femme, fermement attachée à ses devoirs. D'elle à lui, il n'y a que pur amour et innocente spiritualité. Et leur histoire à tous deux est un douloureux poème d'amour, noble et touchant. Ainsi en a décidé l'auteur.

L'auteur en a décidé ainsi, mais il ne nous a pas convaincus. Faute de pouvoir renoncer à tout ce que nous savons du train du monde, ce défi jeté au bon sens nous met mal à l'aise, nous énerve et nous irrite. Nous nous refusons à faire ce saut dans l'absurde.

Le premier acte des *Sœurs d'Amour* s'encadre dans la propriété de campagne des Ulric. Vagues propos, allées et venues de comparses. Mme Frédérique Ulric, qui peut avoir une quarantaine d'années, aime Julien Bocquet, architecte, de dix ans moins âgé qu'elle. Elle l'aime, on ne sait trop pourquoi, car il n'est guère séduisant; mais le cœur

a ses raisons. Elle l'aime peut-être seulement parce qu'elle en est passionnément aimée et pour un obscur attrait qu'elle trouve en lui. Elle lui permet de l'aimer et même elle le lui demande et le souhaite de toutes ses forces; mais elle lui répète une fois de plus qu'elle ne sera pas sa maîtresse, comme une fois de plus il vient de l'en supplier, ce sujet étant le thème habituel de leurs conversations. Mariée, elle ne faillira pas à ses devoirs d'épouse. Mère de famille, elle se consacre à ses enfants. Croyante, elle suit les préceptes de la religion. Enfin, et d'un mot qui dit tout, elle ne sera pas sa maîtresse parce qu'elle est une honnête femme.

Une honnête femme, la femme qui prend avec cette aisance ces arrangements extra-conjugaux? Jamais de la vie! Et ce serait trop commode. Alors, à son mari, à ses enfants, à sa religion elle donnera strictement leur dû, et puis tout le reste, le meilleur d'elle-même, l'intimité de son cœur et de sa pensée, elle le gardera pour Julien! Elle le verra aussi souvent, aussi secrètement qu'il voudra et qu'ils pourront! Ce seront de longs apartés, des colloques passionnés où elle connaîtra l'ardente volupté d'être sollicitée et de se refuser! Sûre d'elle-même, et pourtant avide d'être troublée, elle côtoiera l'abîme et se donnera la sensation du danger! Non, la qualité d'honnête femme n'est pas à si bas prix. Non, l'honnêteté n'est pas compatible avec ces complaisances et ces compromis. L'amour coupable ne l'est pas seulement à l'instant de la faute et par elle. Au surplus, cet art de donner de soi tout ce qui n'est pas le don suprême et d'éveiller toutes les ardeurs de la passion en s'arrêtant seulement à l'instant de les satisfaire, c'est un manège que la littérature a déjà décrit et sans prétendre qu'il soit le plus méritoire effort de la vertu. Frédérique est à une honnête femme ce qu'est une demi-vierge à une jeune fille. Son pur amour est une variété de l'adultère, quintessenciée et équivoque, l'adultère blanc.

Aussi lorsque la mère de Julien vient reprocher à Frédérique le rôle néfaste qu'elle joue dans la vie de celui-ci, sommes-nous entièrement de son avis. Julien ne travaille plus; il est triste; il est nerveux: qu'est venue faire cette matrone dans l'existence de ce jeune homme? A quoi peut aboutir cette intrigue sans issue? Mme Bocquet est tout le contraire d'une esthète. Simple employée de commerce, petite bourgeoise tout près du peuple, elle est l'interprète du bon sens bourgeois, elle parle au nom de la raison populaire. Nous ne lui faisons qu'un reproche, c'est de ne pas exprimer ces choses excellentes avec plus de rudesse, voire de brutalité. Nous eussions aimé

à trouver en elle la verdeur de langage d'une Mme Jourdain ou d'une Mme Guichard. Mais il eût fallu pour cela que l'auteur fût d'accord avec nous pour lui donner pleinement raison. Or, il semble plutôt d'avis que Mme Bocquet représente l'opinion reçue ou même le préjugé vulgaire en face des délicatesses suréminentes d'une sensibilité distinguée.

Cependant Frédérique s'essaie, quoique mollement, à raisonner Julien. Celui-ci se montre de plus en plus sombre, amer et violent. Il faut qu'il y ait une cause à cette exaspération grandissante. Il y en a une et si imprévue, si extraordinaire, si effarante qu'au moment de la révéler à Frédérique, Julien en est lui-même épouvanté. Cette nouvelle, qui éclate en coup de foudre, c'est celle de son prochain mariage! Oui, par dépit, par lassitude, il s'est laissé fiancer : il va épouser une jeune fille quelconque, une certaine Éveline, que ses parents sont allés chercher pour lui jusqu'aux Antilles, je crois. De tout notre cœur nous plaignons la future Mme Bocquet jeune : elle ne sera pas heureuse. Et nous ne plaignons pas du tout Frédérique, bien qu'elle donne les signes de la plus folle douleur. Mais quoi! avait-elle donc condamné à un éternel célibat le jeune homme auquel elle était décidée à se refuser éternellement? Voulait-elle que Julien entrât dans son amour comme on entre au couvent? Lui dénier tout ce dont elle est elle-même entourée, un foyer, des enfants, n'est-ce pas de sa part un monstrueux égoïsme? Les exemples ne sont pas rares de femmes qui ont mis toute leur sollicitude à marier et bien marier leur amant : c'était le cas ou jamais, dans cette sorte d'union éthérée et mystique dont rêve Frédérique. Saint-Évremond parle de ces précieuses qui, trouvant auprès de leurs maris de solides satisfactions, en étaient plus libres pour consacrer leurs pensées les plus sublimées à l'élu de leur cœur. La force des choses voudrait que Frédérique fît choix pour Julien d'une petite oie blanche, quitte à s'instituer l'Égérie du jeune ménage, comme elle essaiera tout à l'heure de le devenir, ce qui prouve bien que telle était la logique de la situation. Mais elle n'est pas encore résignée; elle se désespère : elle en fera une maladie.

C'est sur le second acte que M. Henry Bataille a fait porter son plus grand effort. Cet acte est de toute la pièce le mieux construit et il a produit un réel effet. Quatre ans se sont passés. Frédérique n'a plus revu Julien. Un beau matin, elle reçoit un coup de téléphone de M. Bocquet père, implorant quelques instants d'entretien confidentiel. Elle consent. Aussi quand les parents de Julien arrivent au rendez-vous, sont-ils assez surpris d'y trouver, non Frédérique, mais sa mère.

La vieille dame prétend leur barrer le passage. Il paraît que toute la famille est dans la confidence; c'est donc qu'il en est dans les mariages mystiques comme dans les autres : les beaux-parents ont entre eux des rapports, et qui ne sont pas toujours des plus cordiaux. Mais voici Frédérique elle-même. Que se passe-t-il et en quoi ce qui se passe dans la vie de Julien peut-il la toucher? Il n'est que de voir l'air navré de Mme Bocquet mère, bien revenue de sa mauvaise humeur agressive du premier acte, et l'embarras de M. Bocquet père, fort gêné de son rôle, pour comprendre que l'approche d'une catastrophe a seule pu décider ces pauvres gens à une démarche aussi insolite. C'est plus que la vie, c'est l'honneur que Julien est à la veille de perdre. Il a fait la connaissance d'une aventurière, une Mme Teissier, qui le gruge et l'entraîne aux abîmes. Pour subvenir aux dépenses de ce bourreau d'argent, il a emprunté des sommes qu'il ne peut rembourser. A l'heure qu'il est, il se prépare à fuir à l'étranger. Ce serait la pire des lâchetés, la dernière des hontes. Une seule personne peut le rappeler à lui-même, le sauver, et c'est Frédérique.

Ainsi sollicitée, Frédérique consent à voler au secours de celui qu'en dépit de tout elle n'a pas cessé d'aimer. Elle adresse un pressant appel à Julien qui s'y rend aussitôt. Ils se revoient, et à l'émotion muette qui les étreint dès la première minute, il est facile de deviner que leur passion, dans l'absence et dans la souffrance, n'a pas diminué. De cette pathétique entrevue, sort un pacte nouveau. Pour aller au plus pressé, et Julien ayant besoin de trois cent mille francs, Frédérique se fait fort de les lui trouver. Prêt ou cadeau, d'une femme à un homme, un service d'argent est généralement mal vu; mais une passion aussi résolument épurée purifie tout. Puis, à l'avenir, au lieu de se tenir à distance, comme elle l'a fait ces quatre malheureuses années, Frédérique se rapprochera de Julien, deviendra, en tout bien tout honneur, son guide et sa conseillère. Elle gagnera et elle méritera l'amitié d'Éveline; elle veillera sur leur intérieur; elle sera leur ange gardien...

Cet acte a tenu notre curiosité en haleine : il n'a pas augmenté notre estime à l'endroit de Julien. Pour une fois qu'on nous conte une belle histoire d'amour, nous déplorons que l'un des deux héros soit un personnage si dépourvu de la plus élémentaire délicatesse. Il nous semble d'ailleurs que, sur la pente où glisse ce malheureux, le souvenir d'un pur amour, même accompagné d'une somme rondelette, ne suffirait pas à l'arrêter. Et vraiment ces tripotages d'argent, cette liaison infâme, voilà de bien vilaines affaires pour y mêler

cette honnête femme. Vraiment, ce n'est pas la place d'une mère de famille.

Le troisième acte appartient à Éveline, dont il n'a guère été parlé jusqu'ici. On nous a dit qu'elle ignore tout du drame qui a bouleversé la vie de Julien, et nous avons bien deviné que l'auteur, en faisant si profonde l'ignorance de cette malheureuse et sa quiétude si parfaite, a voulu lui préparer un plus tragique réveil. Quelques années encore se sont passées; Julien a relevé sa situation; il est en train de devenir riche et célèbre. Pour répudier tout le mauvais de son passé, il lui reste à chasser définitivement de sa vie Mme Teissier, avec laquelle il n'a pas encore eu le courage de rompre. Enfin c'est chose faite, — depuis cinq minutes, — et Julien respire plus librement. Preuve qu'il est un grand naïf et un plus grand maladroit. Car les dames du genre de Mme Teissier ne se laissent pas lâcher avec cette aimable désinvolture; elles se cramponnent; elles se défendent, et elles ont coutume d'être bien armées. A l'instant précis où Julien s'applaudit de cette suprême liquidation, Éveline reçoit en pleine poitrine un paquet de lettres dénonciatrices. Ces lettres abominables démasquent les platoniques ardeurs de Frédérique, aussi bien qu'elles font jaillir toute la boue de la liaison avec Mme Teissier. On comprend l'atroce douleur et la révolte de l'épouse outragée. Son cœur se soulève et son indignation ne distingue pas entre les diverses formes de la trahison. Frédérique et Mme Teissier, l'ange gardien et la gueuse, elle les englobe dans le même mépris : elle n'en est pas à observer les nuances. Sur l'une et sur l'autre elle déverse le flot torrentiel de sa colère; après quoi, et pour en finir tout de suite, elle se jette sur le téléphone et appelle M. Ulric, le mari... Elle a raison : nous sommes avec elle et pour elle; seule, dans toute cette histoire, elle mérite d'être plainte : à elle seule va toute notre sympathie. Tout ce qu'elle dit est profondément senti. Pourquoi faut-il qu'elle le dise en un pareil langage? Pourquoi ce qui du cœur lui monte aux lèvres, est-ce des termes qui déshonorent sa légitime douleur? Seule, dans toute la pièce, elle mérite vraiment le nom d'honnête femme : pourquoi faut-il qu'elle nous apparaisse sous les espèces d'une furie qui parlerait comme une poissarde?

Bourré d'incidents, de revirements, de rebondissements et de coups de théâtre, tout cet acte est précipité, haletant, trépidant. Les personnages gesticulent, se jettent les uns sur les autres, crient, tempêtent, s'arrachent la parole et le téléphone. On dirait des marionnettes, agitées par le coup de vent d'un cyclone.

Maintenant la pièce est terminée. Nous avons assisté au désastre qu'entraînent toujours un sentiment faux et une situation fausse : peu nous importe comment la vie se chargera de rapprocher les morceaux de ces bonheurs brisés. C'est une idée malencontreuse qu'a eue M. Henry Bataille de nous mettre sous les yeux une sorte d'épilogue, en un quatrième acte forcément un peu vide, et où notre attention n'est pas assez occupée par le drame pour que nous laissions passer, sans les remarquer, quelques détails où ce drame coudoie la comédie. Frédérique a consenti à suivre Julien. Ils arrivent, le soir, dans un coin de Bretagne, où la famille Bocquet possède une masure délabrée. Il y a un lit sur la scène, car Frédérique s'est enfin promise. Julien attend, en jouant du piano, dans la pièce voisine... A cet instant, reparaît le père de Julien ; j'allais dire : le père Duval, car le bonhomme est proche parent du père noble de la *Dame aux Camélias*. Frédérique a mandé en secret le bon vieillard, ayant besoin de lui pour le dénouement qu'elle prépare depuis plusieurs jours. Si, en effet, elle a suivi Julien et fait semblant d'accéder à ses désirs, au fond d'elle-même elle était bien résolue à se dérober au dernier moment. Ce dernier moment est venu : elle va partir, rejoindre son mari et ses enfants, rentrer au bercail. Ainsi, jusqu'au bout, elle sera restée fidèle à son caractère : elle n'aura pas commis la faute. A la place où Julien espérait l'étreindre, il ne trouvera qu'un bouquet de roses rouges, qu'elle y dépose en manière d'adieu : c'est gentil, mais ce n'est pas la même chose. M. Bocquet père est chargé de le consoler, de lui parler, de lui répéter les dernières paroles, de lui expliquer l'immuable volonté de Frédérique...

Le principal défaut de cette pièce, c'est qu'elle est toute en surface. Ni psychologie, ni étude de milieu. Les personnages nous restent inconnus et nous ne savons à quels mobiles ils obéissent. On a évoqué le souvenir du *Lys dans la vallée :* à quoi bon écraser une œuvre d'aujourd'hui par la comparaison avec un roman célèbre ? d'autant que l'analogie est des plus lointaines. Pour que Frédérique soit une Mme de Mortsauf, il manque l'atmosphère de Clochegourde et l'hypocondrie de M. de Mortsauf et Mme de Mortsauf elle-même. Dans *Le Lys dans la vallée* Balzac a voulu faire une étude d'âme, peindre l' « amour des anges, » et personnifier, en un type qui ne laisse pas d'être larmoyant, l'idéal de maternité amoureuse, alors fort à la mode. *Les Sœurs d'amour* est une pièce compliquée, où il y a plus de mélodrame que de drame, plus d'agitation que d'action et qui énerve plus qu'elle n'émeut. Personnages, sentiments, situations,

tout y est en dehors de la vie. On y assiste comme à un jeu difficile et laborieux dont l'auteur aurait multiplié, à plaisir et pour le plaisir, les vaines combinaisons.

Les rôles de *Les Sœurs d'amour* ne sont pas de ceux qui portent leurs interprètes. Mlle Cerny joue aussi bien que possible le rôle de Frédérique, la précieuse exaspérée et néfaste. Mlle Piérat met une vulgarité voulue et fâcheuse dans la scène d'emportement d'Éveline. Et que vouliez-vous que fît M. Alexandre du triste personnage de Julien?

Un nouveau Théâtre-Libre vient de se fonder. Ce que nous lui demanderons, avant toute chose, c'est de ne pas ressembler à l'ancien. Non certes que de l'impasse de l'Élysée-des-Beaux-Arts aux hauteurs de Montparnasse et de Montparnasse au boulevard de Strasbourg, le théâtre fondé naguère par M. Antoine n'ait eu une brillante carrière. Même il s'est honoré en jouant certaines pièces, telles que celles de M. de Curel. Il a fait du bruit. Il a eu de l'influence. Mais cette influence a été déplorable. L'atmosphère qui y régnait était celle du naturalisme le plus brutal. La vie y était représentée sous ses aspects les plus désolants; l'humanité y apparaissait dans ses types les plus repoussants; le langage était à l'avenant et l'argot des barrières en faisait le meilleur ornement. Pour atteindre plus sûrement quelques conventions en train de mourir de leur belle mort, on déclarait la guerre à toutes les traditions sur lesquelles reposent le métier de l'auteur dramatique et celui de l'acteur. On affirmait, le plus sérieusement du monde, qu'une pièce n'a pas besoin d'être bien faite et même qu'elle gagne à être bâclée. Les acteurs étaient des artistes de rencontre, qui non seulement n'avaient rien appris, mais ne se doutaient même pas qu'ils eussent rien à apprendre. Il fallait entendre comme ils disaient les vers! Sur tous ces points, hélas! le Théâtre-Libre a été vraiment un théâtre d'avant-garde : les principales nouveautés auxquelles il avait initié le public se sont réellement répandues sur les autres scènes. Il a une large part de responsabilité dans l'abaissement de l'art dramatique à la fin du XIXe siècle. Il a été une tentative, qui n'a que trop réussi, pour livrer la littérature dramatique aux illettrés.

Le nouveau Théâtre-Libre ne s'annonce pas comme devant avoir d'aussi violents partis pris. Son directeur, M. Pierre Veber, ne songe aucunement à révolutionner le théâtre : il ne veut que rendre service aux jeunes auteurs et ne leur demandera que d'avoir du talent.

Et cela est fort bien. Toutefois, trop d'éclectisme nuit. On ne groupe le public qu'autour d'un programme, on n'emporte le succès qu'en créant un courant. Le tort de M. Antoine n'etait pas d'avoir une idée, mais de l'avoir mauvaise. Il y aurait beaucoup à faire aujourd'hui pour un théâtre, auquel nous demanderions moins encore d'être libre que d'être nouveau.

La pièce qui nous a été offerte pour entrée de jeu, *La Faux*, n'est certes pas sans mérite. Elle atteste chez ses auteurs, MM. André Birabeau et Pierre Vellones, un réel sens du théâtre, des qualités de dialogue très distinguées. Mais quel sujet ils ont choisi! Un jeune homme apprend qu'il est miné par un mal impitoyable, et qu'il lui reste tout juste quelques mois à vivre. Il se dépêche de jouir de ce reste de vie en faisant une noce à tout casser. Finalement, plutôt que d'accepter le sacrifice d'une jeune fille prête à se dévouer pour lui, il se tue. Ce jeune homme est un peu simple. Il n'avait qu'à voir un autre médecin qui aurait eu un autre diagnostic et qui l'aurait rassuré. Et puis nous venons d'en voir tant mourir de beaux jeunes hommes, sains et forts, et qui avaient devant eux un magnifique avenir! Nous avons dépensé pour eux toute notre émotion et toutes nos larmes : nous n'en avons plus pour ce petit frère de Rolla. Et encore, la maladie, le désenchantement, l'amour et la mort, la débauche et le suicide, il y a du romantisme là dedans, il y en a trop pour notre goût... Quoi qu'il en soit, nous retiendrons les noms de MM. Birabeau et Vellones : c'est déjà un succès pour eux et pour le théâtre qui leur a permis de se produire en public.

L'Odéon vient de représenter avec succès une très aimable comédie en vers de M. Miguel Zamacoïs : *Monsieur Césarin, écrivain public*. Nous sommes aux jours heureux de la Restauration, à moins que ce ne soit sous la patriarcale monarchie de Juillet. Il y avait encore en ce temps-là des écrivains publics, et les romans de Balzac en font foi. Il y en a eu bien plus tard que cela, et je me souviens que leurs boutiques n'avaient pas toutes disparu du Paris de mon enfance. Mais ce n'étaient qu'humbles échoppes et qui ne rappelaient que de fort loin le somptueux bureau d'esprit auquel préside M. Césarin. Sa clientèle est faite de tous ceux qui ne savent pas l'orthographe : c'est une belle et nombreuse clientèle. On se rappelle le mot de Mme Cardinal à l'une de ses filles : « Tu vois où ça mène de savoir l'orthographe : à être ta femme de chambre! » Dans la brillante compagnie qui se retrouve chez M. Césarin, le jeune poète Mar-

celin rencontre la comédienne Rosereine dont il devient amoureux, et la petite modiste Isabelle qui s'éprend de lui. Un écrivain public est un confesseur; en possession du secret d'Isabelle, M. Césarin prend cette charmante fille sous sa protection. Comment il arrive à ramener Marcelin de la comédienne à la modiste, ce serait un peu long à raconter, et j'aime mieux vous engager à y aller voir. Ce qui fait surtout le mérite de cette pièce en vers, c'est la qualité des vers: et c'est, je pense, ce qu'on demande surtout à une pièce en vers. Le vers de M. Zamacoïs est un excellent vers de théâtre, facile, spirituel et gai, plein de trouvailles vraiment comiques et qui ont réjoui le public.

La distribution est très satisfaisante. Un nouveau venu, M. Bernard, a joué avec tout l'élan de la jeunesse le rôle de Marcelin. M. Lamy, Mme Grumbach ont montré de la fantaisie dans les plaisantes silhouettes du couple Césarin. Mlle Corciade et M. Grétillat sont excellents sous les traits de la comédienne Rosereine et du cabotin Eugénio. Et Mlle Guéreau joue le rôle de la timide Isabelle avec beaucoup de sincérité.

Au Vaudeville, une pièce de M. Sacha Guitry succède à une pièce de M. Sacha Guitry. A *Pasteur* succède *Le Mari, la Femme, l'Amant* : ce n'est pas la même note. Cette pièce est moins une pièce qu'une pochade, une succession de dialogues de la *Vie parisienne*. Le premier acte était vif, alerte, amusant. Le mari fait une scène à l'amant parce qu'il a regardé sa femme d'une certaine manière qui ne lui convient pas, et il le met à la porte. A la fin de l'acte, l'amant, rappelé par la femme, achève paisiblement sa tasse de café en causant de bonne amitié avec le mari. Mais à partir du second acte, la pièce dévie, tombe dans la bouffonnerie et dans la grossièreté. C'est dommage que M. Sacha Guitry, qui a de la verve et un incontestable don du théâtre, gâche toutes ses qualités dans l'improvisation de pièces bâclées. Il est lui-même le meilleur acteur de sa troupe. A ses côtés, M. Baron fils, M. Périer, Mlle Yvonne Printemps se font applaudir.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le ministère des Affaires étrangères, au quai d'Orsay, est toujours le point de l'espace vers lequel le monde entier tend ses regards avec une impatience de plus en plus anxieuse, une faim de nouvelles que n'ont pas rassasiée des indications, des indiscrétions plutôt, aussi rares qu'incertaines. Nous-même, dont c'est la tâche ici de suivre les événements au jour le jour et de les ramasser périodiquement en un tableau qui n'en devrait oublier aucun de quelque importance, combien n'en avons-nous pas dû négliger ou rejeter, au cours de ces derniers mois, pour répondre à la préoccupation générale, à notre propre souci, et concentrer toute l'attention sur la grande affaire! Des choses, qui en un autre temps, en des circonstances ordinaires, eussent été capitales, des changements ou des chutes de gouvernement, des crises, des révolutions même, tant de manifestations de trouble ou de travail profond dans la vie politique et sociale de tel ou tel peuple, seront absentes de ces chroniques dont le premier mérite devrait être la fidélité; et peut-on être fidèle si l'on n'est pas complet? Mais pouvait-on être complet, et être exact, dire toutes choses et laisser à chacune sa proportion? L'esprit, qui serait surchargé, élimine; et la mémoire filtre, absorbe, retient peu. Pour cette dernière quinzaine, en dehors de tout ce qui gravite autour de la guerre et de la paix, si l'on ne reprend pas les journaux et si l'on ne les relit pas dans le détail, on n'aperçoit guère que la crise espagnole, — puisque le mot se dit aussi des « crises ministérielles, » — la démission de M. le comte de Romanonès et le retour de M. Maura : simple incident, en comparaison des vrais événements : encore n'est-il pas très sûr qu'il n'ait aucun point de contact avec la guerre d'hier ou la paix de demain. Mais la guerre et la paix, voilà bien la grande, la plus grande, la seule et unique affaire. A ce point de l'espace, à ces deux points, le ministère du quai d'Orsay

jusqu'au 25 avril, et le palais de Versailles après le 28 avril, quand les délégués allemands seront arrivés, s'attache l'équilibre, et de là partira ou repartira le mouvement du monde. Là s'élaborent, par la bonne volonté des hommes, qui n'a jamais été exempte d'erreurs, les destinées de l'humanité, qui n'ont jamais été exemptes de douleurs. Il y a du tragique dans cette grave affaire : c'est le moins qu'on en parle sérieusement, et d'abord qu'on n'en parle qu'en parfaite connaissance de cause.

Quittons donc le mode ironique si, par aventure, il nous a un instant tenté, et ne cherchons ni à deviner ni à devancer les résolutions de la Conférence. Nous les commenterons, nous les discuterons peut-être, quand elles seront définitives et quand nous en aurons des textes qui feront foi. Nous ne les avons pas encore. M. Stéphen Pichon, interpellé à la Chambre des Députés, et M. Lloyd George, interrogé à la Chambre des Communes, ont répondu le même jour, dans le même sentiment, qu'à cette heure, ils ne pouvaient répondre. Chacun selon la pente de son tempérament, mais tous les deux en concert manifeste, M. Pichon a gardé un silence et M. Lloyd George déroulé une éloquence, également vides d'informations précises. Tout ce que nous savons, ou tout ce que nous croyons savoir, c'est ce qu'on nous a fait ou plus exactement ce qu'on nous a laissé dire. Il semble que le Conseil des Quatre ait examiné et réglé la question du bassin houiller de la Sarre, celle de l'occupation militaire de la rive gauche du Rhin, et celle des réparations ou des indemnités : trois questions qui nous intéressent, nous Français, et nous touchent au plus haut chef.

La manière dont se sont formées, affermies, et paraissent s'être arrêtées, les décisions relatives au bassin de la Sarre, est instructive et vaut la peine d'être analysée : dans l'espèce, l'ordre chronologique dévoilera la politique et éclairera la psychologie. *Le Temps* du mardi 8 avril avait publié, à la meilleure place, en tête de ses « Dernières Nouvelles, » une note assez énigmatique pour qu'elle invitât à en pénétrer l'origine, le mobile, l'objet, et qui était ainsi conçue : « Contrairement à certaines allégations qui ont été répandues par la presse allemande et reprises par d'autres journaux étrangers, nous croyons que le gouvernement français n'émet aucune prétention annexionniste, ni déclarée, ni dissimulée, à l'égard d'aucun territoire habité par une population allemande. Cette remarque s'applique en particulier aux régions comprises entre la frontière de 1871 et la frontière de 1814. Nous la faisons d'autant plus volontiers que *le*

Temps, dans la ligne politique qu'il a suivie, s'est constamment appliqué à n'encourager aucune visée annexionniste. » Il y a, dans cette note, un mélange si intime du gouvernement et de la rédaction du journal qu'il suffit d'être tant soit peu au courant de leur personnel pour en soupçonner aisément l'inspirateur et sans doute l'auteur. Dès lors, s'esquissait l'orientation de la Conférence, dans la question du bassin de la Sarre. Le surlendemain, le même organe annonçait : « Le Conseil des Quatre continuera cet après-midi à examiner la formule préparée pour le bassin de la Sarre par le Comité composé de MM. André Tardieu, Headlam Morley et Haskins. Cette formule, que les trois membres du Comité proposent d'un commun accord, donne, croyons-nous, toute garantie à la France en ce qui concerne l'exploitation des houillères, sans prêter d'ailleurs à aucune équivoque. » Puis, après l'esquisse, le dessin 11 avril : « Les deux conférences tenues hier par les quatre chefs de gouvernement ont permis, semble-t-il, de se rapprocher de l'accord sur le statut du bassin de la Sarre. On sait que l'exploitation économique du bassin houiller a été reconnue à la France : d'abord, comme une compensation à la destruction de nos mines du Nord et du Pas-de-Calais ; ensuite, comme gage des paiements que l'Allemagne aura à effectuer à titre de réparations ou d'indemnités. Il a été admis en principe, hier, que la France, outre le droit d'exploiter les puits, posséderait sur cette région certains pouvoirs administratifs. Le bassin de la Sarre constituerait une sorte d'État neutre, comme le Luxembourg, sans lien politique avec l'Allemagne, et sur lequel la France aurait un droit de regard. » Venait enfin, comme *Nota bene :* « Cette solution a été chaleureusement appuyée par M. Lloyd George. »

Dans ce même moment, alors que les Quatre commençaient à s'entretenir du bassin de la Sarre, avec l'intention d'aboutir à résoudre une question qui ne laissait pas que d'être épineuse par l'apparente contradiction des faits les mieux établis et de quelques-uns des principes magistralement énoncés, éclatait une grève où il serait naïf de ne pas reconnaître la main de l'Allemagne. Heureusement qu'à cette main allemande s'opposa tout de suite une main française. Le général Andlauer, commandant le corps d'occupation de Sarrebrück, fit aussitôt afficher une proclamation militarisant tout le personnel des mines, déclarant le chômage acte de rébellion, et ordonnant la reprise du travail immédiat, sous menace, pour les réfractaires, d'être traduits devant un conseil de guerre. Il fit plus : comme un cinquième seulement des ouvriers des mines de la Sarre

s'était présenté au travail, un certain nombre d'arrestations furent opérées. Vingt et un ouvriers arrêtés furent cités devant le tribunal militaire pour refus d'obéissance aux autorités d'occupation, et condamnés à des peines variant de deux à cinq années de prison. Les autres grévistes arrêtés furent expulsés du territoire rhénan. La presse berlinoise, tout en dramatisant et en niant, avoua : « A Sarrebrück, les Français ont arrêté *les membres du comité directeur du parti nationaliste allemand, qu'ils accusaient en partie de menées nationales et en partie de relations avec les bolchevistes.* » Et elle ajoutait avec innocence : « Ces deux accusations ne sont évidemment pas fondées. » La grève du bassin de la Sarre était donc une grève d'un caractère spécial, mi-bolcheviste, mi-nationaliste ; ainsi contenue et réprimée dès son début, elle avorta. Mais reprenons la suite des délibérations du Conseil des Quatre, sur lesquelles, principalement ou subsidiairement, l'Allemagne avait voulu peser, croyant qu'un pareil mouvement accuserait parmi eux les divergences de vues possibles et encouragerait les résistances escomptées.

Outre que l'artifice était visible des antipodes, et que la coïncidence même dénonçait la manœuvre, cette manœuvre venait trop tard. Il était déjà entendu « que la région de la Sarre recevrait un statut autonome sous l'égide de la Société des Nations. » Et déjà le Comité de rédaction, — c'était le même que le Comité du commissaire et des experts, le Comité des Trois : MM. André Tardieu, Headlam Morley et Haskins, — se réunissait « pour mettre au point certains détails du projet. » Cependant les Quatre ne chômaient pas : selon leur coutume, ils tenaient leurs deux séances quotidiennes qui, ce samedi 12 avril, leur permettaient « de faire sensiblement progresser vers une solution » l'étude de deux problèmes, dont le premier était celui du bassin houiller de la Sarre. Dans la note communiquée, autorisée ou tolérée, le progrès n'est pas si sensible. On nous répète que « le droit d'exploitation des mines serait transféré à l'État français, en compensation de la destruction de nos mines du Nord et du Pas-de-Calais. Durant quinze années, — voilà la seule précision nouvelle, — durant quinze années, la France exercera sur la région de la Sarre un droit de contrôle administratif. » Quel sera ce droit de contrôle et dans quelles conditions la France l'exercera-t-elle ? Nous ne l'avons su que le 15, mais depuis le 15, nous pouvons penser que nous le savons, puisqu'il n'y a pas eu de démenti : « Tout d'abord, il a été décidé que la France aura la propriété des mines de la totalité du bassin houiller. Pendant une période de quinze ans, le pays de la Sarre, constitué en

État indépendant de l'Allemagne, sera administré, avec des forces de police françaises et sous le régime des lois françaises, par la Société des Nations. Celle-ci déléguera ses pouvoirs à un conseil de cinq membres: un désigné par la population locale, un par la France, et trois par la Société des Nations. Durant cette période de quinze années, les habitants du nouvel État de la Sarre ne seront assujettis à aucun service militaire et ne payeront d'impôts que pour leur administration locale. A l'expiration des quinze ans, le pays de la Sarre décidera de son sort par un plébiscite. Si le résultat de la consultation était favorable au rattachement à l'Allemagne, celle-ci, pourrait racheter les mines, en versant à la France l'équivalent de leur valeur en or. »

Telle serait, d'après les notes publiées, la solution à laquelle le Conseil des Quatre en serait pas à pas venu sur la question du bassin de la Sarre. Les Allemands n'ont guère tardé à l'apprendre : ou plutôt ils l'ont appris en même temps que nous, et par le même moyen. Leur réponse, — une première réponse, qui n'est probablement qu'un avant-propos à de grosses chicanes, —ne s'est point fait attendre. Le comte de Brockdorff-Rantzau a feint la stupéfaction : « Je ne peux pas croire que la note Havas sur le règlement de la question de la Sarre et de l'occupation militaire du pays rhénan soit autre chose qu'un ballon d'essai destiné à établir quelles exigences l'opinion publique allemande peut supporter. Les clauses concernant le bassin de la Sarre ne sont pas autre chose qu'une annexion maladroitement voilée Je ne signerai jamais un traité de paix contenant ces dispositions, et je sais aussi que, même si les délégués étaient disposés à le signer, l'Assemblée nationale allemande rejetterait le traité de paix. » Contrairement aux règles ordinaires de la rhétorique, le ministre des Affaires étrangères de l'État allemand fait ses exordes par indignation et ses péroraisons par insinuation. En voici une belle, et qui, elle, n'est pas « maladroitement voilée! » Elle ne l'est pas du tout. « La France, murmure-t-il avec toute la douceur que permet sa langue maternelle, la France a naturellement droit à des dommages-intérêts pour ses mines détruites, et l'Allemagne est disposée à reconnaître ces dommages et capable de les supporter. Si, au lieu d'hommes politiques, des hommes d'affaires expérimentés s'occupaient de régler cette question, ils trouveraient une voie qui offrirait certainement à la France une réparation suffisante et conduirait à la conciliation, au lieu d'une hostilité durable des deux peuples. Nous sommes prêts à faire aux délégués français des propositions correspondantes. »

Une affirmation est à retenir, non pour une autre solution de cette affaire des mines de la Sarre, mais pour la solution d'autres affaires litigieuses : c'est que l'Allemagne est « capable de supporter » la réparation des dommages qu'elle a causés. On en reparlera. Mais voyons ce qu'est le bassin houiller de la Sarre, et si, comme le répète le gouvernement d'Empire, — c'est-à-dire toujours le comte de Brockdorff-Rantzau, — maintenant énergiquement sa volonté « de ne se laisser entraîner au cours des pourparlers de paix dans aucune discussion sur le statut politique de ce bassin, » — il n'existe vraiment « aucune raison historique ou autre » d'en contester à l'Allemagne la possession ou la souveraineté. Il suffit de jeter les yeux sur la carte pour constater que le bassin houiller de la Sarre est bien loin de couvrir tout le bassin géographique de la Sarre. Il n'en représente qu'une assez faible partie. Sommairement, la région où se trouvent les puits de mine, dans ce qui est maintenant la Prusse rhénane et le Palatinat, a la forme d'un triangle, dont la base est parallèle à la Sarre, entre Sarrebrück et Sarrelouis, et dont le sommet se trouve à Frankenholz, à 9 kilomètres au Nord-Ouest de Hombourg, avec prolongement au Sud-Ouest dans la Lorraine ci-devant annexée, et au Nord-Est dans le Palatinat bavarois. « Toutefois, remarque M. L. Gallois, professeur à la Sorbonne, qui a fait de la question une étude spéciale, par bassin de Sarrebrück, il faut entendre non seulement la région des houillères, mais encore celle d'où proviennent les ouvriers qui y travaillent... Pour être maître des charbonnages, des usines qui en dépendent et des villages qui fournissent la main-d'œuvre indispensable à ces industries, voici, à peu près, où il faudrait tracer la frontière. Elle partirait, à l'Ouest, de la vallée de la Sarre au-dessous de Mettlach et engloberait le cercle de Merzig en suivant la bordure orientale de la région montagneuse et forestière du Schwarzwald, qui sépare nettement les pays regardant vers Trèves et la Moselle de ceux ayant toutes leurs relations avec Sarrelouis et Sarrebrück. Elle entaillerait légèrement au Sud la principauté de Birkenfeld, dépendance de l'Oldenbourg, et couperait le cercle de Saint-Wendel dans l'étranglement compris entre la frontière de la principauté de Birkenfeld et celle du Palatinat. Elle pénétrerait dans le Palatinat entre Hombourg, au Sud, et Landstuhl, au Nord, engloberait à peu près le cercle de Hombourg et viendrait rejoindre la frontière de 1815 en se tenant à l'Est de la Bliess. »

Quant aux titres que la France pourrait invoquer sur la Sarre, sans remonter même au traité des Pyrénées et au traité de Nimègue, sans

rappeler la fondation, en 1680, de Sarrelouis, dont le nom demeure le témoin de sa royale origine, et, d'autre part, sans oublier ce que le traité de Ryswick nous fit perdre; sans nous embarrasser dans les conventions multiples, passées, dans la fin du XVIIIe siècle, avec les multiples princes et seigneurs, électeur de Trèves, comte de la Leyen, duc de Deux-Ponts, et nous mêler de l'histoire controversée du Bas-Office du bailliage de Schaumbourg ou canton de Tholey; sans relier, par la Révolution, l'Empire à la Monarchie (et pourtant, c'est une chaîne continue), nous nous contenterons de faire observer que la majeure partie des mines du bassin houiller de Sarrebrück, — neuf sur seize, — sont situées en deçà de notre frontière de 1814. Les motifs pour lesquels elles nous ont été prises et qui sont exposés tout au long dans des mémoires prussiens du temps sont justement ceux mêmes pour lesquels nous devons les reprendre. Que nous en ayons de supplémentaires, comme la dévastation systématique de nos régions houillères du Nord, cela n'est point niable et cela n'est point nié, même par M. le comte de Brockdorff-Rantzau; mais, outre les raisons d'ordre économique, il est une autre considération qui n'a pas moins de force. « En 1814, dit M. Gallois, les Alliés nous avaient laissé une ligne de défense : la Sarre, qui, de Sarreguemines à Merzig, sert de fossé à la Lorraine. C'est, dans tout le pays compris entre la Moselle et le Rhin, un des rares obstacles qui aient quelque valeur. La Prusse, installée en 1815 sur cette frontière, y ouvrit une large brèche; elle exigea qu'on lui remît la forteresse française de Sarrelouis. La vieille place de guerre a perdu au cours du XIXe siècle toute valeur militaire. Elle a été déclassée en 1889 et son enceinte a été complètement détruite. Mais les hauteurs de Berus et de Felsberg qui la dominent au Sud, celles du Siersberg, près du confluent de la Sarre et de la Nied, conservent toute leur valeur de défense. Elles s'élèvent à 150 mètres et 200 mètres au-dessus de la vallée et commandent au loin la rive droite beaucoup plus basse. Même si l'Allemagne devait retirer ses garnisons de la rive gauche du Rhin, n'aurions-nous pas le droit de demander qu'on ferme la brèche e qu'on nous rende le fossé de la Sarre ? » En revenant là, nous rentrons chez nous. Nous recouvrons un bien qui nous fut volé en 1815; — volé comme l'Alsace-Lorraine nous fut volée en 1871. — Cinquante six ans de plus ne font pas que le vol ne soit plus un vol.

Mais, de même que la Sarre est le fossé de la Lorraine, le Rhin est le fossé de l'Alsace, de la France entière, et de tout l'Occident. La France peut avoir, à l'Est une autre frontière politique, qui vaudra

ce qu'elle vaudra; mais la France, la Belgique, l'Angleterre, et, à travers l'Océan, l'Amérique elle-même n'ont, à l'Est, qu'une bonne frontière militaire, le Rhin. Il faut que la question soit nettement posée, et que deux questions ne se confondent pas en une. L'occupation militaire des pays de la rive gauche du Rhin, jusqu'à ce que l'Allemagne ait exécuté ses obligations, compensé ses dommages, remboursé ses exactions, payé et expié ses crimes, l'occupation pendant une période déterminée est une chose : la frontière militaire permanente, envisagée non contre une réparationdu passé, mais comme une précaution pour l'avenir, en est une autre, toute diffférente. Elle est donnée, du fond des temps et jusqu'au fond des temps, par la nature et par l'histoire. Les contingences passent sur elle sans y rien changer, et, au regard de la nécessité perpétuelle qui la commande, ne sont que des accidents éphémères, insignifiants et négligeables. La main de l'homme n'efface pas par quelques lignes écrites sur une feuille de papier ce que la main du Créateur a écrit sur la face et dans les entrailles mêmes de la terre. Il faut que le Rhin soit pour nous la frontière militaire, parce que l'Allemagne est l'Allemagne et parce que la France est où est la France. Jamais, lorsqu'il ne l'a pas été, nous n'avons eu de sécurité ni de tranquillité. Jamais nous n'en aurons tant qu'il ne le sera pas. A cette garantie qui ne peut nous venir que de lui seul, aucune garantie antérieure ne suppléera : il peut y en avoir d'accessoires et de complémentaires; il n'y en a point d'équivalentes; il en est qui peuvent s'y adjoindre : il n'en est pas qui puissent en dispenser.

Que dit l'histoire? La frontière de 1815 nous a livrés à l'ennemi, qui savait bien ce qu'il faisait en nous l'imposant. « Au point de vue exclusivement militaire, remarque un technicien réputé, le tracé de cette frontière était très désavantageux pour la France, particulièrement pour la partie orientale, de l'embouchure de la Lauter à la Moselle, où elle touchait au Luxembourg. L'armée allemande principale, maîtresse des têtes de pont de la Sarre, pouvait déboucher en Lorraine en marquant les places de Metz et de Thionville, ce qui faisait tomber d'un seul coup la ligne du Rhin et celle des Vosges. L'armée secondaire, destinée à opérer en Basse-Alsace, avait sa liberté de manœuvre depuis la perte de Landau. La liaison avec l'armée de Lorraine était assurée par la route de Pirmasens à Sarrebrück, tout entière en Allemagne, et par celle de Wissembourg à Sarreguemines par Hornbach, qui n'est pas défendue; elle pouvait ensuite s'ouvrir à travers les Vosges certaines routes imparfaitement

défendues, situées plus au Sud, en particulier celle de Haguenau à Sarre-Union, qui n'était barrée que par la mauvaise forteresse de la Petite-Pierre. » La frontière de 1814, un peu meilleure, n'était déjà pas excellente ; mais les dangers qu'elle présentait avaient été considérablement accrus par les « rectifications, » — disons par les « amputations » de 1815 : par l'abandon de Landau et de la Queich, celui de la ligne de la Sarre et aussi, plus à l'Ouest, celui de Philippeville, de Marienbourg et du pays de Chimay.

Un tracé de frontières correspondant au *statu quo ante bellum* serait donc désastreux pour la France; par bonheur, cette hypothèse n'est à envisager en aucun cas, pas même pour l'écarter. C'est l'impossible absolu, et personne au monde n'y a une minute songé. La simple restitution à la France de l'Alsace-Lorraine de 1870, dans ses frontières fixées par le traité du 20 novembre 1815, serait tout à fait insuffisante comme garantie militaire, si elle n'était proprement un leurre, puisque c'est pour s'ouvrir et se tenir ouvertes les portes de notre pays que ce traité nous a enlevé, entre autres points, la ligne de la Sarre avec Sarrelouis et Sarrebrück et la ligne de la basse Queich avec Landau. Une frontière politique partant de l'embouchure de la Queich dans le Rhin, remontant ensuite cette rivière jusqu'à son entrée dans la région montagneuse, puis gagnant et suivant la ligne de faîte entre les affluents de la Bliess et de la Sarre et ceux de la Nahe, pour venir atteindre la Moselle, et la côtoyer, analogue en somme, avec quelques corrections, à la frontière de 1814, eût offert des avantages certains. Elle nous eût assuré le commandement de passages, de routes, de nœuds de chemins de fer, de voies de pénétration et de liaisons transversales, la maîtrise d'une position qui a joué un rôle important dans les guerres antérieures. « Mais, même dans ces conditions améliorées, l'Allemagne conserverait toujours une place d'armes menaçante entre le Rhin, la Moselle et la frontière française, dans laquelle, maîtresse des débouchés du Rhin, elle peut concentrer une partie tout au moins de ses armées. Cette place d'armes fait tomber par sa seule existence notre ligne de défense du Rhin, de la Queich à Bâle, et toute la chaîne des Vosges et du Hardt. » D'où la conclusion invariable, inéluctable : La seule frontière militaire qui assure à la France une paix durable est la frontière du Rhin. »

Entendons-nous : qu'il n'y ait pas ici d'équivoque, et, pour qu'il n'y en ait pas, mettons avec soin les points sur les *i*. Nous abandonnons, — à regret, — mais enfin nous abandonnons comme ne s'ac-

cordant pas avec les principes de M. le Président Wilson, avec les vérités subitement révélées à l'humanité du xxe siècle et les idées ou les phobies qui dominent dans certains milieux, les frontières *politiques* dont on aurait pu imaginer tel ou tel tracé meilleur. Mais qui dit « frontière politique » ne dit pas nécessairement du même coup et dans la même mesure « frontière militaire. » L'équation n'est pas mathématique ; l'identité n'est pas forcée, et l'on peut très bien concevoir une frontière militaire distincte de la frontière politique. La preuve qu'on en peut concevoir la pensée, c'est qu'en fait, on en a connu. Si notre frontière militaire, comme nous le demandons, comme nous l'espérons, était portée et maintenue au Rhin, en avant de notre frontière politique, l'Allemagne ne serait pas fondée à s'en plaindre, parce qu'elle-même a donné l'exemple. De 1815 à 1867, la place de Luxembourg a été occupée par une garnison prussienne au nom de la Confédération germanique, le pays de Luxembourg étant rattaché politiquement au royaume des Pays-Bas ; et, après la constitution du Luxembourg en grand-duché neutre, la mainmise de l'Allemagne sur les chemins de fer « avait à peu près la même signification, ou des avantages stratégiques évidents. »

Par quoi se marquerait cette frontière militaire projetée pour ainsi dire en avant de la frontière politique, boulevard et défense non de la France, mais de l'Occident, en territoire demeuré allemand D'abord par la formation, entre les frontières politiques de la Belgique et de la France et le Rhin, d'une sorte de Marche nous séparant de l'Allemagne ; marche placée autant que possible sous un régime politique spécial, mais de toute façon organisée de telle sorte que les forces militaires allemandes en soient entièrement exclues, sans forteresses et sans garnisons, sans camp d'instruction ou de concentration, totalement démilitarisée, totalement « amilitarisée. » Ensuite, à la limite orientale de cette marche, le Rhin redevenu, au moins au point de vue militaire, ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : une frontière. La seule efficace, à elle seule nécessaire et suffisante : « Par sa direction Sud-Nord perpendiculaire aux grandes lignes d'invasion, par le volume de ses eaux et la rapidité de son cours, ainsi que par la largeur de son lit, le Rhin est une des barrières naturelles les plus difficiles à franchir, même pour des armées modernes. » En bordure de cette limite, « les trois places fortes qui ont été conservées par l'Allemagne depuis 1871, Mayence, Coblentz et Cologne, avaient un rôle tout particulièrement offensif et formaient, toutes les trois, grande tête de pont sur la rive gauche. Les

trois villes sont du reste sur la rive gauche. Dans l'hypothèse d'une neutralisation de la rive gauche du Rhin, ces places fortes devraient être tout au moins évacuées, sinon démantelées. » Mais il y aurait mieux à en faire. On assurerait une force extraordinaire à la barrière du Rhin, si l'on pouvait faire de ces trois places des places fédérales, — disons interalliées, au sens des alliances annoncées ; — trois places occupées par les troupes de l'Entente, comme l'a été Luxembourg pour la Confédération germanique avant 1867. Dans ce cas, le Rhin formerait pour la France une barrière défensive de tout premier ordre.

La puissance offensive de l'Empire allemand serait entièrement annihilée, et toute l'Europe occidentale assurée de la paix ; surtout si le système était complété par la possession ou le commandement des trois têtes de pont, sur la rive droite, de Castel, d'Ehrenbreitstein et de Deutz. La conclusion est toujours la même : la même pour la paix de l'Occident, et par conséquent pour la paix universelle, et pour la simple sécurité de la France. Non seulement le Rhin, frontière militaire, serait la plus forte garantie de la paix ; mais il en est la même condition *sine quâ non*. Entre une frontière inviolable et une alliance indispensable, la question ne saurait être posée sous la forme d'une alternative ; il n'y a pas de choix à faire, il n'y a qu'à se retrancher derrière l'une et à se fortifier mutuellement par l'autre. Quelqu'un l'a justement noté : ce n'est pas une bonne frontière *ou* des alliances qu'il faut dire ; c'est une bonne frontière *et* des alliances. Deux précautions valent mieux qu'une, et contre l'éternelle Allemagne, les deux ne seront pas de trop.

Resterait la question des réparations et des indemnités. Mais elle est encore pleine d'incertitudes. Les comptes sont encore à arrêter, et les mêmes mots à définir. Nous attendrons, pour en traiter un peu plus à fond, d'en connaître un peu plus long. Attendre ? Que faisons-nous d'autre, depuis cinq mois ? Nous tous, les gouvernements, les parlements, les peuples ; et nous pouvons bien, selon nos penchants et les heures, nous recueillir pour nous apaiser ou nous agiter pour nous étourdir ; mais nous respirons mal, nous respirons court, et nous avons au cœur une secrète angoisse. Dieu veuille que ce ne soit que l'angoisse de ne pas savoir, et qu'elle soit dissipée dès que nous aurons su !

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

LE
PRINTEMPS TOURMENTÉ

SOUVENIRS LITTÉRAIRES
1881-1896

Un scrupule...

Comment, trente ans plus tard, faire revivre le passé dans sa fraîcheur, si je ne lui restitue pas son mirage, si je le ne dépeins pas tel qu'il m'apparut, et non tel que je le juge à présent? Êtres et choses ont changé; bien des sentiments délicieux sont devenus amers; des affections m'ont trahi, d'autres sont mortes.

Pourtant ce qui fut, comment pourrais-je l'anéantir? Un poète a dit :

> Ces reliques du cœur ont aussi leur poussière,
> Sur leurs restes sacrés ne portons pas les mains.

Ma jeunesse avec ses illusions est fixée là, papillon lumineux. Je me garderai de toucher à ses ailes, de peur de la voir tomber en poussière.

I. — LA BARQUE ENCHANTÉE

Expéditionnaire, au Ministère de l'Instruction publique.

S'il est vrai que la vie ne s'apprenne qu'en vivant, mon dépaysement me révèle des types insoupçonnés. Le bureaucrate,

figé dans la demi-torpeur des pièces trop chauffées l'hiver et pas assez aérées l'été, constituait, il y a trente-cinq ans, une humanité à part. Le côte à côte crée une familiarité sans attaches, bornée, comme au lycée, par les minuties de la faction. Différents et appariés, les employés ne mettent guère en commun que les médiocrités du terre à terre : petits espoirs, petites rancunes, petits cancans... Cartons verts, actes serviles; le dos qui se courbe, la plume qui grignotte : l'heure de la sortie finira-t-elle jamais par piquer de son aiguille le cadran des montres, toutes d'accord pour avancer l'heure sur la cheminée?

Me voici dans un local meublé de quatre tables noires très scolaires; on m'assigne la plus éloignée de la fenêtre, la place du nouveau. Cela sent le tabac et la poussière. J'hérite du matériel d'un malade en congé, de son pupitre tailladé, de son grattoir sans fil et de sa gomme salie... Le sous-chef m'a présenté et installé : je copie...

Est-ce que je m'étais imaginé qu'on me donnerait des rapports d'État à rédiger, avec de l'émotion et du style? Il faut en rabattre. Je remplis le blanc d'imprimés, des mandats de paiement : le nom, la somme, la date. Le garçon de bureau en ferait bien autant, et sans doute avec plus de soin, puisque, distrait, je me trompe et que la feuille me revient déchirée : à refaire! Mais quoi! Alexandre Dumas père, empoyé chez le Duc d'Orléans, n'a-t-il pas commencé par découper aux ciseaux des enveloppes, sur lesquelles il apposait des cachets dans la cire bouillante? Ça ne l'a pas empêché de faire son chemin. Ne devrais-je pas bénir les dieux de me laisser tant de liberté d'esprit pour travailler, ensuite, à ce qui me plaît?

Sécurité, besognes menues, retraite pour la vieillesse, que me faut-il de plus? J'aurais tort de me plaindre. N'ai-je pas choisi mon lot? Qu'est-ce qui me forçait à me contenter de cet idéal médiocre? Le plat de lentilles d'Ésaü. Je n'avais, trimant dur, qu'à choisir une profession plus méritoire... Copiste! si Mme de Mortsauf ou Mme de Rénal me voyait!...

Enfin l'aiguille fatidique atteint cinq heures. Et déjà dans les escaliers désignés de lettres majuscules, A, B, C, des portes battent, des ombres furtives dégringolent. Dehors, la triste rue de Grenelle et son courant d'air aigre; la rue de Bellechasse où plusieurs points de repère me sont déjà familiers.

D'abord la maison où habite Alphonse Daudet : seuil fascinant, mais d'où je ne vois jamais sortir le maître. Se peut-il? Daudet demeure là, simple mortel, dans un appartement, comme vous et moi : Daudet, le magicien du Midi, le sensitif, le frémissant conteur qui vivifie tout ce qu'il touche, Daudet dont j'ai déjà lu tous les romans, mais dont je ne connais, comme portrait, qu'une photographie grandeur nature, rue de Rivoli, où, jeune, il exhibe une chevelure embroussaillée de prophète et dirige sur vous ce noir, ce doux, ce nostalgique regard qu'avive jusqu'à l'aigu le monocle! Comment fait-il pour que ce petit carreau tienne si bien? Moi, je n'ai jamais pu.

— Si tu allais voir M. Daudet, si tu lui écrivais, m'a suggéré ma mère, peut-être te recevrait-il?...

Ah! bien, oui! Je l'admire trop pour oser le déranger. Qu'est-ce que je lui dirais que de pauvre, de gauche, d'indiscret?... Plus tard, oui, si j'ai du talent. Mais d'ici là, je me contente de saluer au passage, avec tendresse, avec amour, le cadre de pierre et les vantaux de bois que surmonte le chiffre 31, sur une plaque bleue...

Ce n'est pas cette année que je dérangerai Alphonse Daudet. Dans la foule qui se presse autour de l'avenue d'Eylau pour souhaiter à Victor Hugo sa fête, je me sens bien le plus perdu, le plus chétif des passants anonymes : comme ce soir où le magasin du *Printemps* brûle, détachant sur un formidable feu de Bengale pourpre le cadre de ses fenêtres vides et de sa façade noircie avant l'écroulement final.

Puisque nous habitons près du Théâtre-Français, j'en use et j'en abuse. La curieuse silhouette de Mlle Feyghine traverse la *Barberine* de Musset. On se demande qui a posé pour le Bellac du *Monde où l'on s'ennuie*. Worms donne un âpre accent à Nourvady étalant, pour tenter la princesse de Bagdad, le coffret où s'entasse un million en or vierge. Mais combien aux modernes, aux classiques, aux romantiques même, je préfère le délicieux clair de lune de Shakspeare, ce prisme fugace de fantaisie, d'émotion chatoyante qu'est le théâtre de Musset! Et cette fois, les héroïnes m'en émeuvent moins, la blonde Jacqueline poudrée, l'altière Camille, Marianne au visage de rose, que les amoureux qui parlent si bien de leurs souffrances ou de leurs joies : Octave rieur sous son masque, le pâle Celio en noir, Perdican, Fortunio et ces divins grotesques, ces

marionnettes falotes ou tragiques, Claudio, le Baron, maître André. Théâtre unique qui en quatre-vingts ans n'a pas vieilli d'une ligne, d'un mot, qui garde fièrement la jeunesse immortelle du cœur et dont la sensibilité fine a l'éclat des dents qui sourient et la grâce mouillée du regard où point une larme.

Avec un bel amour au cœur, ne devions-nous pas, mon frère ou moi, créer un « Théâtre de Valvins? » Ces vacances-là en virent s'épanouir les fastes. Il posséda une salle, notre atelier sur la berge; sa scène, un plancher que le menuisier du coin éleva sur des tréteaux; son rideau, deux draps blancs; sa rampe, des rangées de bougies; ses costumes, satinettes taillées par une couturière à la maison, défroques achetées au Temple; ses décors, de grands paravents feuillagés de vert, qui, tour à tour, par l'indication d'un écriteau, figuraient la salle du château ou le parc enchanté.

Pour artistes, notre étoile fut notre cousine Mlle Geneviève Mallarmé, la Nérine de Banville, la Guillemette de la *Farce de Pathelin*, la Colombine de *Pierrot héritier* et du beau *Léandre;* pour souffleur et metteur en scène, nous eûmes, faveur insigne, Stéphane Mallarmé lui-même; pour public, la famille, les amis de passage et le peuple, les paysans des villages environnants, qui, apportant des chaises ou des bancs, venaient s'entasser dans la large pièce trop étroite. Un jeune voisin faisait de son violon l'orchestre, au besoin complétait la troupe. Mon frère et moi, nous nous partagions les grands rôles.

Ce nombre exigu limitant le choix des pièces, nous n'admettions que celles où les costumes bariolés évoluent sur la scène en jolis papillons de couleur, et où la rime fait tinter son jeu de grelots d'or. Farces du moyen âge, comédies burlesques de poètes, timides et déplorables essais de ma part en prose, plus heureux en pantomime : que de chaudes, palpitantes et fiévreuses soirées nous eûmes là!

Un rêve, dira-t-on? Oui, rien qu'un rêve, mais qu'il fut beau, soulevé à plein élan par le lyrisme de notre jeunesse, de notre foi dans l'art, de notre ferveur poétique! Cette communion avec des spectateurs naïfs, prompts au rire et à l'enthousiasme, avec la foule instinctive, nous donnait une ivresse prodigieuse et une confiance sans bornes.

D'une voix riche et suave, Victor, tour à tour Scapin, Léandre, Cassandre, Guillaume, exultait à pleins gestes sa jeu-

nesse lyrique. Pour moi, je fus Orgon, Pathelin, Pierrot bavard ou muet.

Là, prit corps, en effet, pour la première fois, cette incarnation de l'homme blanc qui me créa, pendant les années, un dédoublement de personnalité et une vocation irrésistible : le fantôme lunaire de Pierrot. Il naquit de l'impression vive produite par une nouvelle de Henri Rivière; on y voit Pierrot, mari jaloux, décapiter pour de bon, avec un énorme rasoir, Arlequin, son rival. Cette hantise, et deux vers du *Pierrot posthume* de Gautier :

> L'histoire du mari que chatouilla sa femme
> Et lui fit de la sorte, en riant, rendre l'âme,

suscitèrent en mon cerveau cette pantomime macabre : *Pierrot assassin de sa femme*, à laquelle la vivante partition de Paul Vidal, plus tard, et quelques représentations, dont une chez Daudet et une autre au Théâtre-Antoine, valurent un certain retentissement.

En voici le thème. Pierrot, accompagné d'un croque-mort, tous deux ivres, rentre de l'enterrement de Colombine, sa femme, dont le portrait au mur, dont le grand lit fixent le souvenir amoureux avec l'obsession du crime. Seul, Pierrot évoque et revit le meurtre. Il a tué sa femme, l'ayant ligotée, en lui chatouillant la plante des pieds jusqu'à ce que, après des hoquets de rire et des sanglots d'angoisse, elle rende le souffle. Il mime la scène sacrilège, imitant l'assassin dont les doigts grattent, titillent, caressent, griffent, exaspèrent le spasme. Mais bientôt, dans la quiétude de sa sécurité criminelle, le remords, sous forme d'un chatouillement semblable, le tord dans le même rire convulsif et la même horreur d'agonie que sa victime. Pour y échapper, il boit; dans son ivresse, il incendie le lit, et, devant le portrait spectral de Colombine, repris de l'affreux et obsédant chatouillement, il se renverse en une dernière saccade d'épilepsie, foudroyé.

Telle quelle, sans musique, et traduite par des gestes inexperts, cette œuvrette frappa fort Stéphane Mallarmé. Il décerna à mon masque de plâtre, à mes attitudes, une émotion tragique et burlesque : je pourrais, certifia-t-il, risquer sous cet avatar d'intermittentes apparitions, et, pour le plaisir de quelques

délicats, être « le monsieur en habit noir qui, à l'improviste, tire du fourreau ce glaive blanc. »

L'emprise exercée sur moi par cette révélation d'art, tint à ce que dégagent de troublant ces péripéties sans voix, ce rythme des émotions traduites dans un perpétuel silence : angoisse expressive d'êtres qui ne peuvent parler, qui, en se faisant comprendre, ne peuvent tout exprimer, et qu'une inlassable fatalité par cela même poursuit : de là, le pathétique de ce masque où se réfugie la puissance d'une âme convulsée; de là, l'éloquence de ces mouvements qui, même dans la farce, empruntent au drame on ne sait quoi de saisissant, comme si l'on voyait s'agiter, inanes et véhéments, des somnambules en crise ou des morts ressuscités.

Ces vacances prestigieuses ne virent pas seulement Pierrot tuer sa femme ; elles le virent aussi, meurtrier d'un papillon et harcelé par une armée de papillons vengeurs, les apaiser, violon aux doigts, d'un *Requiem* expiatoire à l'honneur du disparu. Mallarmé admira ce *Requiem* d'être, selon les lois de la pantomime, silencieux; si bien que, par une transposition des sens, on en pouvait voir les ondes sonores, tour à tour légères ou graves, caressantes ou funèbres, frémir comme en un miroir sur les traits de Pierrot.

Ce fut le début de nombreuses pantomimes. Notre public les accueillait avec ferveur; un frisson courait dans les rangs, dès que Pierrot glissait sur les planches, blanc dans son ample sarreau, rien de noir que le serre-tête et la courbe des sourcils.

Ce succès, qui n'allait pas moins aux vers alertes des pièces imitées de Molière ou de bouffonneries italiennes, justifiait bien ce que devait me dire un jour Banville, qu'il n'est pour intelligent et vivace public que deux sortes de spectateurs : les poètes et le peuple. Mallarmé aussi le prétendait. Un de ses vœux, en ces causeries qui succédaient aux répétitions et où ses aperçus ingénieux résumaient tant d'idées, était que le poète, en des salles immenses, devant des foules attentives, prononçât les phrases lapidaires de l'enseignement esthétique, d'où tout découlait. Seul, le poète sachant, affirmait-il, révéler la beauté, source de vertu parfaite, aux masses.

A notre prière, il écrivait de délicats prologues : tel ce sonnet qui inaugura le théâtre de Valvins, après quelques coups d'archet raclés par notre jeune voisin :

Par un soir tout couleur de topaze et d'orange,
Leurs espoirs reflétés dans le riche tableau,
De gais comédiens, suivant le fil de l'eau,
Ont débarqué la joie au seuil de votre grange,

Aucun toit si grossier ne leur paraît étrange;
Ils le peuvent changer vite en Eldorado,
Pour peu qu'au pli naïf qui tombe du rideau
La rampe tout en feu mêle l'or d'une frange.

Ainsi le doux concert qui cessa quand je vins
N'était pas, croyez-m'en, ô peuple de Valvins,
Le désespoir d'un veau pleurant hors de la salle.

Mais avec ses cinq doigts, par la gamme obéis,
La chanson que du creux d'un violon exhale
Un jeune homme de bien, natif de ces pays.

La venue d'un ami servait de prétexte à des triolets d'ouverture, que l'actrice venait, en pinçant sa jupe rouge à losanges, prononcer, sur une révérence; tels :

Quiconque passe sur la berge,
Si l'on veut rire, c'est ici.
Mieux qu'un vin, notre joie héberge
Quiconque passe sur la berge.

Sans payer nous tenons auberge
Pour ceux de Chine et d'Héricy.
Quiconque passe sur la berge,
Si l'on veut vivre, c'est ici.

Ou encore :

Notre violon n'attend plus
Qu'un signe de Monsieur le maire.
Cet orchestre que j'énumère,
Notre violon, n'attend plus.
Déjà sur les prés chevelus
La lune verse sa chimère.
Notre violon n'attend plus
Qu'un signe de Monsieur le maire.

Septembre s'achevait : on plia les rideaux, les paravents la dernière affiche collée au pont se décollait sous la pluie. Dans une malle la souquenille de Pathelin, la casaque rayée

de Scapin, le maillot rose de Léandre, l'épée de Ruy Blas, le violon du *Requiem*. Adieu, chandelles ! Les araignées joueront seules sur la scène. Et la poussière de velours pendant des mois tombera. Les lauriers sont coupés, les vendanges sont faites.

***

A en croire Stéphane Mallarmé, je devais demander des conseils au dernier des grands mimes, à Paul Legrand.

Ce roi des Pierrots sans royauté, vieilli, oublié, venait justement de surgir, tel un revenant, au cours d'une Revue des Variétés, le temps d'apparaître et de s'évanouir dans la coulisse. Il personnifiait mélancoliquement les Funambules expropriés, emportant dans un chariot, auquel il s'attelait, les derniers figurants de la foule : Cassandre et son catarrhe, Arlequin avec sa batte, Colombine en jupe pailletée.

Oserais-je aborder ce glorieux vétéran d'un art presqu aboli? Comment jugerait-il ma tentative? Et daignerait-il m'enseigner sa langue mystérieuse, surtout ces signes conventionnels qui symbolisent, dans le raccourci et le zigzag d'un geste, tel sens concret, telle idée abstraite? Car je n'échappais pas à cette difficulté. Exprimer une douleur, une ivresse, la gamme des sensations, figurer par l'imitation des objets ou des êtres, me demeurait relativement facile ; mais comment se conjuguaient les verbes de ce perpétuel présent qu'est la pantomime, et leurs nuances? Comment s'exprimaient ces mots suprêmes : la mort, la vie, l'amour?

Paul Legrand, d'une écriture enfantine et tremblée, avait consenti à un rendez-vous. Dans un petit appartement de la rue Saint-Lazare, au milieu des couronnes sèches où la gloire des grands succès se résolvait en cendre derrière leurs cadres vitrés, très correct, en redingote, le vieil acteur m'écouta.

Il avait un large visage, un nez proéminent, des yeux vifs, une voix gutturale et rauque, la voix d'un muet qui parlerait quelquefois. Un jeu perpétuel de rides plissait et déplissait sa face de vieux gamin du peuple. Beaucoup de malice et de bonté pétillait dans ce regard d'émerillon, encapuchonné de paupières en cloques.

Il parla du temps que la pantomime se survivait, traquée de théâtre en théâtre ; il évoqua des fantômes d'artistes et des ombres de pièces. A quoi me serviraient des leçons? Il n'espé-

rait pas de lendemain pour la pantomime. A peine subsistait-elle encore à Marseille, à Bordeaux; Rouff, Hacks, Séverin, Mouret, se débattaient contre l'envahissement des ineptes chansons de café-concert, jouaient entre des jongleurs de music-hall et des divas retroussées pour le chahut ou la gigue. Il revenait, de façon intéressante, par bribes, sur Deburau fils, son ancien rival, et sur l'ancêtre, le grand Deburau, cher à Théophile Gautier et à Jules Janin. Il racontait des tournées ; et les misères et les joies du roman comique défilaient avec le charme d'un passé falot. Ce vieillard désabusé avait eu une belle foi : elle ennoblissait l'oubli dans lequel le public ingrat laissait traîner sa fin de vie digne et pauvre.

Il consentit à me voir jouer une scène en costume, se montra indulgent : pour un amateur, ce n'était pas trop mal! Il rectifia des mouvements, indiqua quelques signes consacrés par le dictionnaire mimique et qui donnaient un aspect bouffe aux situations les plus tragiques. Ainsi l'idée de la mort se traduisait par l'expulsion d'un être avec un coup de pied au derrière, ou par le geste brusque dont on décharge une malle sur le pavé. Le macabre, le terrible, Paul Legrand ne le tolérait qu'accidentel, emporté vite par la fantaisie et le rêve. Et mon Pierrot satanique l'étonna. Il tenait pour le blanc gavroche dont il avait illustré, pendant tant d'années, le type sympathique.

Le costume aussi avait sa tradition ; le nombre des boutons, les plis de la casaque, le serre-tête blanc coiffé d'un serre-tête noir, en velours, et dont la pointe fait « cul de poule, » les souliers de daim à boucle d'acier ; le maquillage enfin, un art de se plâtrer avec du suif ou du blanc gras auquel adhère du blanc de zinc en poudre, plaqué à coups d'un tampon fait de mèches de lampe.

Nous nous quitâmes très bons amis. Il décrocha du mur un petit crayon encadré le représentant : Pierrot qui bée, sourcils relevés et bouche en o, à la vue d'un papillon. Avec une gentillesse touchante, il me força à l'emporter.

*
* *

La vogue du monologue commençait, Coquelin Cadet n'avait qu'à se montrer pour voir la salle éclater de rire. Pourquoi le *monomime* n'aurait-il pas sa place ? De loin en

loin, en des bénéfices obscurs de banlieue, Paul Legrand jouait un certain *Rêve de Pierrot* d'une naïveté d'image d'Épinal : « Endormi au coin du feu, après une lecture d'un journal, il passait par un cauchemar obsédé de faits-divers : tempête, naufrages, suicide, réveil rassurant. » N'avais-je pas, moi, mon *Requiem du Papillon ?* Et ce n'était pas tout. J'avais imaginé, en souvenir du feuilleton de Gautier, « Shakspeare aux funambules, » un monomime du *Rétameur*. Ce rétameur remplaçait le chand d'habits classique. Son cri modulé exaspérait Pierrot, mimant le guet-apens, l'approche, la courte lutte, l'étranglement de l'homme et de son cri. Mais, prodige ! Le cadavre jeté à l'eau, disparu, le cri renaissait de lui-même, s'enflait, tonnait; et Pierrot constatait que c'était lui, hanté, possédé, hagard, qui, délivré de son séculaire mutisme, proférait à jamais, avec une torsion de lèvre farouche, d'une voix éclatante et sinistre : *V'la le Rrétammeurr !*

Je les jouai, ces petits drames, chez mon cousin A. H... lié avec le directeur du *Gil-Blas*. Le secrétaire de la rédaction, Guérin, qui avait déclaré, « enfantin » le manuscrit d'un conte de moi, jugea la pantomime plus intéressante : Ce pouvait être un lancement curieux, mais il fallait d'abord que je visse Banville, suzerain incontesté de ce fief d'art.

— S'il vous approuve, allez-y ! Sinon, faites-vous soldat ! dit rondement Guérin.

Banville me reçut dans la salle du journal, un entresol que ma tête touchait presque. Il se montra fort sceptique. La pantomime qu'il goûtait remontait plus haut encore qu'à celle de Paul Legrand, lorsque, fantasque, décousue et lyrique, elle obéissait au caprice des fées, transformait d'un coup de baguette les décors sommaires des Funambules, rebondissait de péripéties en cascades. Il glorifia la finesse de Deburau père, inimitable.

— Certes, je ne prétendais pas...

Mais Banville poursuivait avec fougue :

— Ainsi, dans *Pierrot en Afrique*, des jeux de scène, quand Deburau laisse tomber son fusil !...

Et, pour m'en donner une idée, Banville me marcha sur les pieds et me bouscula, en me faisant bien remarquer comme Deburau, en fantassin loustic, était agile !

Au fait, il se moquait de moi, fidèle à son rôle d'ironiste, et

peut-être n eut-il pas tort. Mais j'en ressentis un peu de peine, car je vénérais en lui le poète rare et le délicieux conteur en prose. Ses préférences allaient trop à la pantomine d'antan pour se complaire à autre chose : l'idée d'un Pierrot tragique choquait son sens de la mesure, et son respect des traditions, comme un manque de goût envers un type absolu, éternel.

— Si Pierrot est tragique, devait-il m'écrire plus tard, quel avantage a-t-il sur Thyeste ?

Il fut question pourtant, de manière vague, d'une représentation chez lui : elle n'eut jamais lieu, à cause des tapis dont Mme de Banville, avec un soin jaloux, entendait préserver l'intégrité, et que mon blanc eût pu salir.

Je me persuadai toutefois que quelqu'un, qui aurait les moyens d'argent et d'action, pourrait galvaniser cet art méconnu ; et je me sentais en ce cas l'interprète sincère et qualifié de cette résurrection. Je ne me trompais pas; le vent allait souffler de ce côté. Mes timides essais, qui précédèrent ou accompagnèrent les arlequinades de Raoul de Najac, les tentatives de Jean Richepin, les dessins de Willette, *Pierrot sceptique*, pantomime si curieusement écrite d'Hennique et d'Huysmans, faisaient de moi le précurseur modeste du mouvement où allait refleurir, avec une grâce et une vigueur inespérées, la pantomine. Les grands succès de *l'Enfant Prodigue* avec Félicia Mallet, du *Marchand d'Habits*, adapté par Catulle Mendès et joué par Séverin, sans parler d'innombrables comédies et saynètes mimées, l'ont prouvé, quelques années plus tard.

*
* *

Pierrot assassin de sa femme, gesticulant sa passion, dérouta, émut mes deux amis et spectateurs bénévoles, Fernand Beissier et J.-M. Mestrallet. Ce dernier se sentit dévoré d'émulation et, engagé dans la troupe de Valvins, se trouva, les vacances venues, un des chefs d'emploi, tour à tour don Carlos épique, avec des bottes cousues dans de la peau d'argenterie et un collier de marrons dorés ; ou grimaçant Scaramouche, ou encore gendarme phénoménal. Il avait le sens de la déformation comique à un degré rare. Son concours prêta, aux pantomimes que nous improvisions, une fantaisie exhilarante.

Cette saison fut extrêmement brillante ; *l'Auberge du Soleil d'Or*, *La Farce de la Femme Muette* et celle de *Pathelin* ravirent,

de leur saveur matoise et vieillote, le public. Mon frère fut un Louis XI épique, et moi un Gringoire maigre à souhait. Notre étoile, Mlle Geneviève Mallarmé scintillait des plus séduisants reflets : Loÿse de *Gringoire*, Sylvia du *Passant*, et surtout Doña Sol. Serré dans un pourpoint et une trousse taillés dans le velours vert d'un fauteuil, gaîné d'un maillot rosâtre de jeune Hercule forain, mon frère en Hernani rugissait :

Qui veut gagner ici mille carolus d'or!

A quoi Mallarmé répondit une fois tout bas, mélancolique :
— Mais toi et moi, moi et toi, mon pauvre Victor!

Chose curieuse : les auditeurs qui, d'un religieux silence, accueillaient la cruauté sadique de Pierrot ou le désespoir du vieux mari dans le *Jean-Marie* de Theuriet, crurent qu'*Hernani* était une farce. La grandiloquence des vers, l'exagération des sentiments, l'emphase de certaines scènes leur inspirèrent une gaieté irrésistible. Ils virent la comédie là où régnait le drame : l'éternel imbroglio, le vieux tuteur jaloux, Bartholo-Gomez, le jeune amoureux dégourdi, la jeune personne entraînée, comme il sied, vers la beauté et l'amour. La majesté de don Carlos, qu'ils semblaient prendre pour le roi de carreau, ajoutait à l'hilarité de cette bouffonnerie énorme.

Le succès fut à rebours de l'effet souhaité. Et parbleu, c'est de l'insuffisance des acteurs que ces bons paysans se moquaient? Mais non, ils ne se moquaient point, ils s'amusaient fort, et trouvaient que nous dépensions un talent admirable pour les faire se tordre : l'ovation sincère de leurs bravos en témoigna. Un personnage des tableaux d'ancêtres resta même légendaire :

Cristobal prit la plume et donna le cheval.

On s'étouffa de rire longtemps, dans les villages voisins, de ce « Triste-balle » absurde, qui faisait volontairement un troc aussi peu rémunérateur.

Nous ne pouvions moins faire que de donner une seconde représentation, ne fût-ce que pour ramener nos hôtes au sentiment du sérieux. Cette fois, il y eut bagarre. Un trop plein de foule s'étant porté au théâtre, il fallut, sous peine d'asphyxie, fermer la porte. Ceux qu'on évinçait voulurent l'enfoncer. On les refoula en bas de l'escalier, hors de la grange dont on

barra l'entrée : ils entonnèrent sous les fenêtres *la Marseillaise*. Certains même parlèrent de jeter des allumettes enflammées, qui eussent fait flamber les amas de paille et griller acteurs et public comme cochons de lait. Mallarmé menaça les braillards de quelques potées d'eau froide. Tout se calma, parce que les pires révolutions finissent. Mais la discorde, de ce jour, régna au village : des femmes s'invectivèrent, des hommes se menacèrent du poing, et notre prestige fut compromis.

A l'avenir, nous ne jouâmes que devant un public trié; mais notre passion n'en fut pas moins vive ni nos répétitions moins amusantes.

Les soirs de représentation, je ne vivais pas. A dépouiller, l'heure venue, mes vêtements quotidiens, mon enveloppe banale; à enfiler le maillot de Gringoire ou de Pathelin, à endosser la casaque de Pierrot, je ressentais un plaisir d'une acuité extrême, comme si, en changeant de peau, je changeais d'âme, comme si la baguette d'une fée m'eût transformé soudain en un être plus libre, plus beau, tout neuf.

Avec quel soin je faisais, sous le fard et les rides des crayons bleus ou bistre, sous le rose des joues ou le masque de plâtre, un visage autre que le mien, un visage que je ne reconnaissais plus moi-même et qui cependant m'appartenait. La perruque blonde du moyen âge, ou le crâne chauve d'Orgon, ou le serre-tête de velours noir achevaient la transformation. De quelle attente peureuse et hardie attendais-je de frapper les trois coups et de paraître sur les planches, où la crainte, l'ivresse, l'effort nous composaient une âme dédoublée, complexe, intense! De quelle lucidité singulière étais-je alors investi! On parle du haschich pour élargir le sentiment de la personnalité; mais le jeu théâtral me donnait au centuple cette volupté. A chaque seconde, l'action, les répliques m'emportaient comme dans un délicieux songe au galop, trop rapide, et que j'eusse voulu ralentir. Une singulière lucidité me montrait le moutonnement des têtes des spectateurs dans l'ombre, dardait par toutes mes fibres les courants magnétiques qu'exhalent l'attention, l'émotion de la foule, en même temps qu'attentif à mon rôle et à celui de mes partenaires, je les soufflais au besoin. Le travail littéraire lui-même, aux heures les plus pleines, les plus conscientes, ne devait pas me donner cet enivrement; et si

une vocation se reconnaît à l'amour qu'elle inspire, j'eusse dû faire, les circonstances aidant, un acteur raffolant de sa profession.

Cela eût-il duré? Non. En ce métier, il faut exceller. Comédien de haute valeur et de valeur reconnue, pouvant imposer son tempérament : passe! Sinon, on s'expose aux pires servitudes; s'y montrer tout soi y est impossible, puisqu'on dépend de l'intonation, de l'attitude, de la barbe même et du maquillage qu'on vous inflige : il n'est pas d'abdication plus grande. Puis l'impossibilité de jouer ce que l'on aime, à moins de diriger un théâtre, d'être un Irving ou un Antoine; et encore le goût public, souvent faussé, laisse-t-il le grand acteur entièrement libre? Enfin les heurts et les froissements d'une vie factice, pleine de jalousies et de rivalités, d'une vie où se perd vite la conscience du réel, où la sincérité des sentiments s'altère à de perpétuelles simulations imaginaires, d'une vie qui fait de tant d'acteurs, de tant d'actrices, des marionnettes inconscientes, des automates sans conviction.

Mais ces dégoûts, que je n'eusse pu éviter dans la réalité, se transmuaient, sur notre petit théâtre, en joies franches : n'étions-nous pas nos maîtres, ne réalisions-nous pas la plus exaltante des fantaisies?...

Je me souviens d'une nuit si douce et si argentée dans le clair de la lune bleuâtre, que, la représentation finie, nous ne résistâmes pas à l'envie de nous embarquer dans une vieille barque radoubée et goudronnée, tels quels dans nos costumes de théâtre. Le délicieux départ pour la vie!

Dans la splendeur nocturne, les cheveux de Colombine poudrés à blanc, scintillaient, et son visage pâle se détachait au-dessus de la forme obscure de son corps; à l'arrière du bateau, Arlequin et Scaramouche râlaient; Pierrot étendu à l'avant regardait l'eau noire se fendre en plis soyeux et se déchirer sans bruit. Aux rames, pendaient des perles liquides qui retombaient en gouttelettes d'argent; d'argent aussi était le sillage.

Nous ne parlions pas; qu'eussions-nous dit? La beauté de cette heure et la force confuse de nos espoirs nous oppressaient. Les arches du pont, se mirant en voûtes d'ébène dans le fleuve, formaient une suite d'anneaux parfaits; le rideau des arbres de la forêt se doublait d'ombre dans le courant; çà et là, près

des berges, des lances de joncs pointaient, lumineuses, des feuilles de nénuphars semblaient des émaux d'or pâle. Le silence était divin, et nos cœurs battaient d'un ravissement dont l'intensité pour moi allait jusqu'à l'angoisse.

La barque enchantée descendait au fil de l'eau. Où allions-nous? Reviendrions-nous jamais? Étions-nous nous-mêmes? A quelles rives d'Éden allions-nous aborder?

Depuis m'est revenu souvent, au souvenir de cette prestigieuse soirée, le mélancolique couplet de Célio, dans *les Caprices de Marianne.*

« Malheur à celui qui se livre à une douce rêverie, sans savoir où sa chimère le mène, et s'il peut être payé de retour! Mollement couché dans une barque, il s'éloigne peu à peu de la rive; il aperçoit au loin des plaines enchantées, de vertes prairies, et le mirage léger de son Eldorado. Les flots l'entraînent en silence, et, quand la réalité le réveille, il est aussi loin du but où il aspire, que du rivage qu'il a quitté. Il ne peut plus, ni poursuivre sa route, ni revenir sur ses pas. »

Combien de fois n'avions-nous pas ramé ainsi en barque entre Thomery et le pont, le long du château de la Rivière où, d'après une légende, abondaient les vipères; près de la berge des Plâtreries jusqu'au barrage de Samois; jours de soleil brûlant que réverbère le grand poisson d'écailles du fleuve; matins de brume ouatée qui éteignent tous les bruits; crépuscules où la Seine n'est qu'un feu rouge et orange! Aucune promenade n'égala celle-ci, qui dans notre souvenir demeura, toute parfumée de sève et de jeunesse, inoubliable...

L'automne venu, il fallut plier bagages. Le théâtre de Valvins avait jeté toute sa flamme; il n'en allait plus rester bientôt que les cendres. La dernière représentation vit s'avancer Colombine près de la rampe et réciter ces triolets de Mallarmé:

Avec le soleil nous partons
Pour revenir au temps des roses.
Sans or, ô Gilles et Martons,
Avec le soleil nous partons.
Mais il reste dans nos cartons
De quoi charmer les jours moroses.
Avec le soleil nous partons
Pour revenir au temps des roses.

Hélas! c'était la clôture. Le théâtre de Valvins ne rouvrit pas.

Nous aurons mon frère et moi, plus tard, d'autres tréteaux : à Samois où fut joué le *Riquet à la Houppe* de Banville; à Vétheuil, qui vit *les Caprices de Marianne;* à Marlotte, où les pièces de notre jeunesse revécurent. Ces jours-là, des spectateurs de marque remplaceront les obscurs villageois d'antan, et notre troupe figurera dans les grands magazines illustrés. Mais ce ne sera plus cela. Car rien ne fut comparable à cette aube radieuse qui illumina, dans la grange embaumée, les tréteaux de notre jeunesse en fleur : l'humble petit théâtre, sur la berge du fleuve.

II. — L APPRENTISSAGE

Je ne me résignais pas à mon existence d'employé sans avenir. La littérature ne m'offrait aucun débouché, et je n'avais donné encore aucune preuve de mérite. Mais au théâtre, fascinant chaque soir de ses trente-six mille chandelles, de ses tremplins où la comédie et le drame se déroulaient en tirades sonores, tout espoir de réussir comme acteur, voire à l'occasion comme mine, m'était-il interdit?

Il fallait que mon ambition fût bien forte, car j'osai écrire à Worms pour solliciter une audition. Je revois encore le célèbre sociétaire m'introduisant dans son cabinet de travail. Soigneusement rasé, élégant en une robe de chambre noire de coupe sévère, Worms ressemblait plutôt à un clergyman qu'à un comédien.

Après le récit du Cid qu'il eut la patience d'écouter, il constata que ma voix neutre, sans variations de tonalité, et mon jeu contraint, — je fus détestable! — ne valaient rien pour la tragédie : le métier théâtral réservait trop de déboires pour qu'on pût y encourager ceux qui n'y témoignaient pas de dispositions exceptionnelles. Après cela, peut-être que dans la comédie... Je pouvais voir son camarade Delaunay...

Sensible à sa courtoisie, j'emportai cette seule certitude de savoir que je ressemblais, paraît-il, à un acteur anglais qu'il avait connu.

J'abordai Delaunay, avec une vive curiosité de voir à la ville cet homme de cinquante ans passés qui jouait les blondins de

Molière et le Fortunio de Musset avec un entrain juvénile. En l'honneur des *Caprices de Marianne*, où il excellait, je le régalai de la mélancolique tirade de Célio :

« Malheur à celui qui se livre à une douce rêverie, etc... »

Grisonnant, le visage couperosé, les yeux clairs et le sourire fin, Delaunay me laissa aller jusqu'au bout et redit à son tour la phrase en m'en faisant spirituellement l'application et en détachant chaque mot avec une délicatesse de nuances qui contenait le plus décourageant des exemples. Les objections de Worms furent les siennes. Mon nom, ajouta-t-il, qui m'ordonnait de réussir, compliquait les risques de cette profession où le mieux était d'être pris jeune, enfant de la balle, rompu par l'exercice et l'habitude. Ce qui me portait, remarqua-t-il spirituellement, vers le théâtre, c'étaient des goûts littéraires et non des aptitudes de métier. Le contraire eût été préférable. Il parla avec autorité des déchéances d'une vie qui n'a guère de milieu entre le très haut et le très bas, et sut me témoigner assez d'intérêt pour me consoler un peu de la ruine de mes espoirs.

« Et cependant, protestais-je au fond de moi en redescendant l'escalier, pourquoi, à force de travail, ne deviendrais-je pas quelqu'un ? » Il me semblait que sentir une pièce, comprendre un rôle, c'était pouvoir l'exprimer. Ne citait-on pas des acteurs qui avaient triomphé d'un physique ingrat, et dont les défauts de diction s'étaient imposés au public ?

Je n'acceptai pas sur l'heure que l'arrêt de ces deux maîtres fût définitif ; j'eus même l'enfantin désir de les faire changer d'opinion, un jour. Mais comment ? Le Conservatoire m'était fermé. J'avais vingt-deux ans, et tout à apprendre. Delaunay avait évoqué l'exode tâtonnant, les débuts de misère dans d'obcurs théâtres de banlieue : le bureau, avait-il affirmé, valait beaucoup mieux.

Une dernière tentative auprès de Silvain ne fut pas plus heureuse. Silvain avait été élève de La Flèche, « brution, » mon ancien : n'était-ce pas une excuse à le déranger dans son cottage d'Asnières ? Ayant ouï une tirade d'Émile Augier, il concéda que j'y mettais la ponctuation, et, cordial, me demanda si je ne voulais pas m'asseoir à sa table, — c'était l'heure du déjeuner, — pour me fermer, j'imagine, la bouche.

Ce serait mal connaître la puissance des rêves qui m'agi-

taient que de penser que je fus guéri de ma passion. J'oscillais, tenace, entre mon idéal de comédien polymorphe et de Pierrot aux lèvres closes. Que de fois j'ai erré autour de bouis-bouis hasardeux et de music-hall fétides, avec l'envie irrésistible d'entrer et de m'offrir. Passionné des foires, à la fois attiré et repoussé par leur cacophonie bruyante, leur grésillement de friture, leurs saltimbanques en maillot, que de fois j'ai songé à figurer sur des planches mal jointes, en une baraque de toile! combien j'ai envié la roulotte errante, chariot de Thespis des humbles! Je m'obstinais à ma chimère. Il est étrange que je me sois révélé plus tard romancier, et non dramaturge, avec un tel amour du théâtre. J'y suis resté fidèle toute ma vie et, après Valvins, nos tréteaux de campagne successifs attestèrent, pour moi bien plus que pour mon frère, la persistance d'un goût dominateur.

***

Mon début dans les lettres fut donc *Pierrot assassin de sa femme*, brochurette dont la première édition est aujourd'hui introuvable. Fernand Beissier en avait écrit la préface, et un bon hasard voulut qu'elle fût éditée par l'excellent Paul Schmidt, vieil imprimeur alsacien, rude et bonne figure d'ouvrier patron; moustaches grises et calotte noire. Son minuscule cabinet de travail donnait sur l'atelier où les typos en blouse piochaient dans la casse. Il aimait son métier, et tout ce qu'il publiait était très soigné : ses elzévirs avaient une grâce nette toute particulière.

C'est une grande fierté que de voir imprimer sa première œuvre : tout y est ivresse, le choix des caractères, du papier, la correction inhabile des épreuves « à la brosse. » Paul Schmidt m'apprit à faire les *deleatur* et me montra les signes conventionnels. Quelle bonne odeur d'encre grasse a le premier exemplaire, avec sa couverture vierge; quelle émotion à plonger le coupe-papier dans ces pages encore humides! Et puis, par là, mon Pierrot irrévélé vivait, sinon en chair et en os, du moins en essence et pensée; et, s'il n'avait pas le brillant habit colorié par Chéret, dans la pantomime d'Hennique et d'Huysmans, du moins pouvait-on le voir, l'imaginer, suivre geste à geste son long soliloque tragique. Sous une forme, sinon plastique, du moins graphique, s'incarnait le type conçu

par moi : un Pierrot élégant dans le cynisme, railleur dans la cruauté, à la fois sadique et fantasque, fanfaron et lâche, délibérément pervers, se plaisant au mal pour sa beauté esthétique, artiste et néronien dans l'invention et la perpétration de ses crimes.

Cette plaquette, cela va de soi, resta presque inconnue : je l'envoyai cependant à quelques écrivains. Elle précisa, dès 1882, ce que j'espérais tirer de cet art moribond, à un moment, où, si quelques-uns l'espéraient, personne ne pensait qu'il pût vraiment ressusciter.

Par bonheur, le démon noir qui jaillit de l'encrier ne me possède pas moins que son rival. Écrire... savoir écrire! Et j'ébauche mon premier livre, en le plaçant sous l'invocation de celui à qui je dois tout; ce sera *Mon Père*. Je l'écris, ce livre, avec les souvenirs de ma mère, les lettres, si simples et si belles, de notre père, les documents dûs à la Biographie que le général Philibert consacra à la mémoire de ce grand compagnon d'armes, son ami. J'écris avec une intime émotion les dernières pages de ce livre un peu jeunet, malhabile et sincère, que l'imprimeur Paul Schmidt édita en un joli volume, avec, pour vignette, un semeur lançant le grain, et la devise, devise que je prends pour mienne et à laquelle je ne crois pas avoir jamais manqué : *Labore, non astutia.*

Mon premier article, je le dus à Jules Claretie, dans le *Temps*. Villiers de l'Isle-Adam, à qui j'avais adressé sans le connaître, à titre d'admirateur, *Mon Père*, me fit la surprise d'une belle page au *Figaro*. Son romantisme terminait par une audacieuse image : les lions rugissant dans l'ombre aux portes d'Alger; autant dire les tigres de la jungle à l'octroi de Neuilly. *Mon Père*, grâce à ces deux parrains inespérés, fut remarqué, puisque, à ma joie vive, le bon Paul Schmidt m'annonça qu'il allait tirer une seconde édition.

Tandis que je rends à mon père cet hommage filial, en y associant dans ma pensée les dix-sept ans de mon frère, voici que, sur l'initiative de la commune de Fresne-en-Woëvre, dans la Meuse, stimulée par le commandant Rogier, une souscription s'est ouverte pour l'érection d'une statue dans ce village, proche de Manheulles où naquit notre père.

Nous pouvions craindre que le nom du héros de Sedan demeurât oublié : l'Empire avait sombré si bas; tant de faits

nouveaux, tant d'hommes, tant d'idées étaient sortis de terre! Mais si le monde officiel, si la société républicaine, obéissant à d'autres directions, semblaient indifférents à cette haute figure du passé, chez les Arabes et dans l'armée on se souvenait. L'élan de la souscription en témoigna : le patriotisme des uns, la reconnaissance des autres assurèrent, des plus petites sommes aux plus généreuses, le général de Galliffet en tête, la réalisation du monument : un groupe du sculpteur Lefeuvre sur piédestal de l'architecte Lucien Leblanc.

En juin 1884, ma mère, mon frère et moi assistions à cette apothéose. Nous avions pris, de Paris à Étain, les secondes, — cette dépense en était une pour nous, — et l'on nous attendait, nous le vîmes, à la descente des premières.

Nous recevons, un peu perdus et dépaysés, l'affectueuse hospitalité du maire, M. Cahart; depuis tant d'années, nous vivions éloignés du monde officiel! Qu'était-il resté à notre mère de tous ceux qui entouraient son bonheur et qui respectaient, avec une délicatesse excessive, la solitude de son deuil?

Dans cet entourage d'honneur, préfet, général, chefs arabes, sénateurs, députés, nous cherchons, pour nous gratifier d'un regard ami, les figures familières de l'ancien officier d'ordonnance, Révérony, de l'ancien aide de camp, Handerson. Eux seuls et un vieux chef arabe que notre père appréciait, et que les jeunes caïds de grande tente et de sang noble tiennent à l'écart pour sa roture, eux seuls nous unissent au passé que commémorent discours et fanfares, devant le groupe de bronze où notre père blessé, soutenu par un chasseur d'Afrique, se redresse, l'épée au poing, lançant la charge.

J'entends la voix sonore du général Février, les paroles émues de Révérony, la harangue éclatante de Paul Déroulède. Le 6e chasseurs, amené spontanément par son colonel, défila par quatre, et, à hauteur de la statue, toutes les têtes se tournent vers elle, pour le salut du regard.

Impressions confuses d'une grande journée, à laquelle j'assiste, à la fois heureux, timide et ému, depuis la messe solennelle jusqu'au banquet suivi de toasts et d'un feu d'artifice. Je revois la figure spirituelle du colonel Lichtenstein, représentant le Président de la République; l'affabilité sereine du sénateur Henry Didier, à qui notre mère devra, parce qu'il s'offre à réparer le long oubli du gouvernement et du pays, le

seul secours honorable accordé à sa situation de veuve sans fortune : un très modeste bureau de tabac.

De retour à Paris, j'ajoute un chapitre à la réédition de *Mon Père*, pour fixer ce souvenir, et je ne pense plus qu'à ce que j'écrirai ensuite. Sans doute, ce petit livre est peu de chose; mais j'ai découvert, à travers ce début imparfait, l'ivresse de traduire ma pensée au long du magique fil d'encre qui se dévide et qui tient au cerveau et à la rétine, fait voir, fait toucher, fait vivre les paysages et les êtres. En écrivant *Mon Père*, j'ai réalisé, fût-ce peu et mal, mon effort : c'est comme une initiation; je me crois, je me sens, je me dis un écrivain. Et ce métier où j'entre et qui désormais sera le mien m'apparaît déjà, m'apparaît encore, après trente-cinq ans, le plus noble, le plus beau, le plus fier qui soit.

Que de fois j'ai contemplé avec émotion le petit bout de bois emmanché d'une lancette fendue, le porte-plume qui me sert et, aussi, selon le vers de Mallarmé

... le vierge papier que sa blancheur défend.

Quoi, cela et quelques gouttes noires suffisent : Balzac dresse sa *Comédie humaine*, Victor Hugo sa forêt sonore et chantante, Pascal griffonne ses *Pensées*, La Rochefoucauld burine ses *Maximes!*

Et moi, ah! moi, que je me sens peu de chose!... Qu'importe : à défaut de talent, j'ai la foi! J'appartiens désormais à l'univers des fictions observées et vues, à ce singulier dédoublement de l'artiste qui crée avec du réel et de l'imaginaire, opère, par une alchimie d'indosables éléments, l'illusion plus ou moins parfaite dans l'âme du lecteur. Je serai, à certaines heures, le voyant éveillé d'un songe, et même lorsque je vivrai mes plus médiocres actes quotidiens, un travail inconscient ou mi-conscient persistera en moi. Ma vraie vie est là.

*
* *

J'ai travaillé, j'ai écrit mon premier roman : *Tous Quatre*. Un premier roman : que de choses on veut y mettre! On a tout à dire : les idées se pressent comme les moutons à la porte de la bergerie! Ce gros bouquin, mal composé, écrit d'abondance, fut, je crois bien, le plus révélateur de mon tempérament. Aucun souci de plaire, de réussir ne l'a pomponné, lustré

châtré. C'est plutôt bien le désir inverse, un besoin de s'affirmer en choquant les idées reçues, qui lui donne cette franchise d'accent, ce verbe brutal. Je n'ai pas lu pour rien Zola, que j'admire depuis *l'Assommoir*, bien que mes véritables maîtres d'esprit soient les Goncourt et Alphonse Daudet.

C'est toute mon enfance algérienne, mes années de bagne à La Flèche, mes ambitions de début que j'ai versées là, en vrac. *Tous Quatre* est pour moi ce que *David Copperfield* est à Dickens. Sous la part de fiction obligatoire, c'est ma sensibilité personnelle qui anime ces pages ; ce que j'ai vu, observé, senti, aimé, ce dont j'ai souffert, ce dont j'ai joui ; mes élans passionnés, mes déceptions, mon rêve de gloire, mes goûts, mes amitiés. Aucun de mes livres n'est autant moi. L'art y manque, mais la vie et son trop-plein s'y reflètent, malgré les défauts qui crèvent les yeux : le réalisme grossier qui faisait alors la mode, une fausse perversité qui était bien la marque d'un écrivain jeunet, la pléthore d'un cerveau qui a beaucoup emmagasiné, mais à qui manquent l'équilibre et l'ordre, tout étant jeté là, frémissant, vif et cru, sur le papier.

Sous la lampe d'huile et dans son rond de lumière douce, je pouvais, à travers les mystérieux petits hiéroglyphes de l'écriture, voir se lever d'innombrables images de tristesse, de beauté, de désirs, de regrets. Des êtres réels et fictifs, dédoublés ou recomposés, vivaient leur vie fantômale ; des événements s'enchaînaient selon la trame logique des effets ou des causes, brisée net par le caprice du hasard ou le coup de foudre de l'accident. Quelle volupté j'éprouvais à pénétrer dans la nuit de plus en plus silencieuse ; les rumeurs du quartier, les bruits de la maison s'étaient éteints depuis longtemps : les ténèbres de la ville m'enveloppaient de leur velours sombre ; la solitude me révélait son âme de mystère ; j'étais, dans mon cercle de clarté limpide, comme le gardien du phare dans un ciel sans limites. Je sentais peu à peu, avec la petite fièvre lucide du travail, s'alléger la pesanteur de mes membres, je n'étais plus que nerfs, pensée vibrante, esprit désincarné. Ce sont là les ivresses du premier livre : je vivrais mille ans sans les oublier...

J'ai le bonheur d'écrire, dans une revue à couverture jaune qu'un fonctionnaire du Ministère édite pour des familles et des abonnés de province, quelques lignes sur *le Crépuscule des Dieux*, d'Élémir Bourges, que m'a signalé Sainte-Croix. Et

voilà le point de départ de ma plus fidèle amitié : trente-deux ans déjà ! Car Élémir Bourges prend la peine de venir me remercier, et son remerciement, où il s'ingénie à me faire plaisir, est royal : il procure à *Tous Quatre* un éditeur, le sien, Albert Savine, sous le prête-nom de Giraud. J'ai la rare, l'immense chance de me voir publié, et même payé : deux cent cinquante francs. Comme cet argent prit pour moi une autre couleur, une autre beauté que celui de mes appointements mensuels ! Car je l'avais vraiment gagné, avec un labeur noble ; je pouvais en être fier et je l'étais !

Ma gratitude envers Élémir Bourges se doublait de mon admiration pour lui. *Le Crépuscule des Dieux*, cette tragique histoire d'amour, de gloire et de sang, contée dans un style admirable de force et d'éclat, m'avait émerveillé. La personne de Bourges, son élégance morale, son érudition raffinée, le charme et la sûreté de son commerce furent pour moi le plus grand des bienfaits. J'avais soif de vénération, et rien ne devait ni ne pouvait décevoir le culte tendre que je vouais dès lors à cette âme héroïque. Je me rappelle les conseils qu'il me donna, après avoir lu ce gros manuscrit dont le réalisme cru devait l'offusquer : et si je n'ai su les suivre tous, du moins leur influence m'a-t-elle été salutaire.

Quelques écrivains trouvaient alors, au Ministère de l'Instruction publique, un havre de grâce, et tous assurément furent meilleurs fonctionnaires que moi : Jules Case, qui publiait de sincères et pénétrants romans de vie moderne, Antony Blondel, l'auteur de *Camus d'Arras* et du *Bonheur d'aimer ;* Maupassant, Paul Ginisty avaient touché barre aux bureaux de la rue de Grenelle ; le pur poète Léon Dierx y gagnait dignement sa vie.

Un bonheur m'arriva. Mes cartons, mes paperasses et moi déménageâmes au rez-de-chaussée, dans un recoin qui me donnait l'illusion du chez moi et me soustrayait à mes collègues maniaques. Camille de Sainte-Croix voisinait table à table. Que de causeries ! Des visites lui venaient : Alfred Vallette qui allait publier le *Mercure de France*, Félix Fénéon, son regard fin et sa barbiche yankee. Camille de Sainte-Croix avait écrit deux savoureux récits romanesques : *La Mauvaise Aventure* et plus tard *Contempler*. Il rêvait aussi de lancer un journal, il y parvint : ce ne devait pas être le dernier. Ce journal s'appela *le*

Croquis, il était à plusieurs pages, et illustré. Sainte-Croix, batailleur, y publia une série à l'emporte-pièce intitulée : *Nos Farceurs*, très dure aux contemporains et à leurs succès.

En ce temps-là, les glaces des devantures me renvoient la silhouette funambulesque du romantique que je reste. Si j'ai coupé mes longs cheveux, trop voyants, je plagie la mise d'Élémir Bourges; et des gilets de velours bouton d'or, gris-argent ou violet-évêque, agrafés dans le dos, me cuirassent somptueusement. Les boutons qui leur manquent ponctuent, au contraire, comme des grains de réglisse, mon veston à col droit, à la fois liturgique et séculier. L'effet discuté que je produis m'inspire, tout ensemble, de la confusion et de la vanité : se singulariser est, pour les jeunes gens, une telle ivresse !

III. — MES MAÎTRES

Entré dans le monde des Lettres au hasard des rencontres, j'y trouve des sympathies précieuses, entre autres celle d'Édouard Rod qui, par sa compréhension, son talent sobre et sa loyauté, m'inspira par la suite une amitié profonde. Il dirige alors avec Adrien Remâcle la *Revue contemporaine* et me publie une nouvelle, *L'Abdication*, d'un romantisme déconcertant après *Tous Quatre* et d'un sadisme puéril auquel je ne puis penser sans rire.

J'eus, à la *Revue Contemporaine*, une inoubliable vision de Paul Verlaine, avec son crâne bossué, sa face de satyre et ce regard où une candeur d'enfant se mêlait à une trouble lueur animale. Trapu, sourcilleux, drapé d'un mac-farlane usé, il tenait d'une main un large feutre et de l'autre un gourdin, vraie arme de vagabond des routes. Était-ce bien là le doux poète, l'angélique pécheur, l'ex-ami de Raimbaud, le paria, l'homme qui, après Baudelaire, avait trouvé les vers les plus déchirants, les aveux d'âme les plus meurtris?

Moréas, aussi, m'apparut une seule fois, au cours d'un déjeuner au quartier latin, dans une taverne grecque où nous bûmes du mastic et dégustâmes des petits morceaux de mouton grillé en brochette. Moréas, effilant d'un air supérieur ses longues moustaches, laisse tomber avec autorité sur toutes choses des mots définitifs.

Si différente qu'elle semble de ma manière, cette médiocre nouvelle, *L'Abdication* répond au goût d'aventure qui m'a fait écrire depuis, à la surprise de quelques-uns, trois grands romans d'action, *La Princesse Noire*, *Le Spectre d'Or*, *La Cité des Fauves*. J'ai toujours pensé qu'il serait tentant de relever de sa médiocrité le roman-feuilleton, en lui insufflant plus de vérité, en le faisant servir à des idées utiles, conformes à sa mission populaire. Mais il faudrait pour cela que l'écrivain pût jouir d'une liberté que les goûts actuels de la masse lui refusent. Ce genre de récits est plus méprisé que méprisable : Eugène Sue, Féval, Dumas père, Hugo même n'y excellaient-ils pas? La variété des péripéties, les rebondissements de l'intérêt élargissent ces fictions jusqu'au drame multiforme, si bien qu'on a pu dire qu'un grand romancier d'aventures est le Shakspeare des pauvres.

Je joignis à *L'Abdication* une autre nouvelle qui donna son titre au volume : *La Confession posthume*. Un homme y raconte par quel enchaînement d'impulsions il tue sa femme, surprise en flagrant délit. Alphonse Daudet, plus tard, rappela que j'avais traité ce sujet avant que parût en France l'étonnante *Sonate à Kreutzer*, de Tolstoï. Et je n'en tire, certes, aucune vanité ridicule, les rencontres d'idées étant aussi fortuites qu'inévitables. Je ne cite ce mot de Daudet que pour rendre hommage au sentiment de justice et à la générosité qui l'animaient, tel que je le connus, à la fin de sa vie, miné par une maladie incurable et subissant des tortures sans nom avec un stoïcisme digne de tous les respects.

Trois grands noms m'éblouissent à cette époque, se font chair et verbe dans l'accueil de la poignée de main, la grâce du sourire et la bonté du regard. Je suis reçu le dimanche au Grenier de Goncourt et j'y vois Alphonse Daudet. Je vois aussi quotidiennement Léon Cladel; car notre mère a loué une maison à Sèvres et nous y donne l'hospitalité. Les jardins de nos deux maisons se touchent.

Originale demeure de Cladel! Le grand forgeron de lettres avec sa chevelure et sa barbe incultes, son nez d'aigle, ses perçants yeux fauves, rustique comme Jean-Jacques, et accompagné de ses vieux chiens Paf et Famine, avait une allure épique. Sous sa rudesse apparente, c'était le maître le plus bienveillant.

La villa de ma mère était à flanc de coteau, plantée dans le haut en verger, avec force prunes et abricots, et dans le bas en jardin : le tout dévalait en pente raide jusqu'à une terrasse sur la route, après laquelle venait une grande plaine, disparue aujourd'hui sous les bâtisses. Des fenêtres du premier étage, Paris au loin se dessinait sur la toile d'horizon du ciel, entre les deux larges portants de ce majestueux décor; à droite, le petit château de Brimborion; à gauche, le parc de Saint-Cloud.

Plus d'une fois, Léon Cladel nous y emmena promener, mon frère et moi; il ne dédaignait pas de s'arrêter devant les ébats des joueurs de boules, discoboles modernes. Ses causeries étaient pleines de curieux souvenirs : il évoquait Baudelaire, Banville, Barbey d'Aurevilly, parlait de Rollinat, que j'eusse pu rencontrer chez lui, et de son étonnante musique impressive : il sautait de là à sa propre enfance, ses années de lutte, avec une verve ardente : il racontait son âpre labeur littéraire, ce mal éloquent du style qui le torturait.

D'autres fois, il conversait chez lui, assis l'hiver au coin de sa cheminée; l'été, sur la terrasse de son jardin. Des poules venaient picorer entre ses jambes, une chèvre se haussait jusqu'aux branches pendantes; et de gracieuses adolescentes et un fils robuste entouraient, comme une nichée heureuse, le grand écrivain et sa noble compagne.

C'est chez eux que je vis pour la première fois Catulle Mendès. Il était beau encore, d'un blond métallique; sa grâce séduisante de lettré passionné, jointe à sa conversation vive, répondait bien à son œuvre d'alors, d'un déluré de soubrette libertine.

Mon frère avait pour amis deux des fils de l'illustre Berthelot, qui devinrent aussi les miens : Daniel et Philippe, le très grand savant et le remarquable diplomate. L'intelligence qui rayonnait de leurs visages, leur supériorité avaient quelque chose de particulièrement attachant. Dans le jeune groupe que formaient ces deux frères, le mien, Camille de Sainte-Croix, le poète Germain-Nouveau, Louis le Cardonnel, quelques autres, Philippe et Daniel Berthelot annonçaient déjà, dans toutes leurs façons d'être, la belle destinée qu'ils devaient remplir, par droit de naissance et de conquête.

*
* *

La mort de Victor Hugo m'atterra : que le vieillard sublime, que le « Père, » que le Titan de l'Ile dût cesser d'être, ce sont choses que la raison subit, mais contre lesquels le sentiment se révolte. Seule, la disparition de Flaubert, cinq ans auparavant, m'avait presque autant bouleversé : il m'avait semblé alors que Mme Arnoux et Mme Bovary mouraient définitivement, que la reine de Saba s'en retournait en pleurant au désert, que Bouvard et Pécuchet prenaient une retraite sans retour. Avec Hugo je sentais s'évanouir, malgré leur survie dans l'art immortel, Hernani, Ruy Blas, Didier, Triboulet, toutes ces figures d'opéra lyrique avec leur costume flamboyant. Un océan harmonieux et véhément, traversé d'écumes blanches et d'ailes d'oiseaux fous, zébré d'éclairs et de tonnerres, cesserait de faire entendre ses gémissements ou ses plaintes. L'univers me semblait vide d'une voix infinie. Volontiers eussé-je dit : « Le grand Pan n'est plus! »

Ce que Flaubert, en des romans précis comme la vie ou évocateurs comme le songe, avait exprimé, la vérité des êtres et des choses, Hugo, lui, l'avait traduit en poésie large et fluide, en symboles magnifiques, en rythmes peints comme par Rembrandt et sculptés comme par Rodin.

L'admiration était et est restée chez moi très puissante : elle me soutient quand je doute de moi, c'est-à-dire presque tous les jours. Que de force j'ai emprunté aux maîtres de la pensée! Hugo tenait dans mon culte une place à part : celle d'un Dieu! Et voilà qu'il mourait comme un homme! Pendant deux jours, je vécus dans l'idée fixe de cette fin, étonné que la nature ne prît pas le deuil, et de ne pas voir sur le visage de tous les passants le reflet de ma tristesse. De mon humble amour, j'assistai avec une dévotion affligée aux pompeuses obsèques que la France et Paris faisaient au plus grand des poètes. J'assistai, dans les Champs-Élysées, au défilé des innombrables corporations; je précédai le char funèbre au coin de la rue Soufflot et du boulevard Saint-Michel; une angoisse exaltée m'envahit quand je le vis déboucher, dans sa lente majesté, au milieu d'une escorte de cuirassiers. Je crus que mon cœur, à cette minute, éclaterait.

L'inoubliable ruée du peuple! Un *aura* mystique soufflait

sur les rangs houleux d'hommes et de femmes. On eût dit Paris submergé par une invasion : toutes les castes se pressaient dans un même enthousiasme. Là où je ne voulus voir que la pitié française, tout se confondait : la joie d'une journée de repos et d'amusement pour les yeux. Ce fut un autre 14 juillet : on y but, on y fit ripaille. Qu'importe cette écume emportée dans un tel flux de vie souveraine? On avait acclamé Victor Hugo; et que beaucoup l'ignorassent, que pour ceux-ci il fût seulement l'ennemi de Napoléon III, pour ceux-là l'auteur des *Misérables*, et pour d'autres le sublime porteur de lyre, le dernier Orphée, l'essentiel était que cette foule immense eût communié, du plus haut au plus bas, par la raison, par le sentiment, par l'instinct même, dans cette gloire sans égale...

Il fallait au paroxysme de mes regrets un dérivatif. Le « Grenier » des Goncourt me l'offrit. Le grand survivant l'avait ouvert en février 1885. Les journaux avaient annoncé cet évènement littéraire, en publiant, selon leur habitude d'inexactitude et de sans-gêne, les informations les moins contrôlées.

Edmond de Goncourt avait bien voulu, à propos de *Tous Quatre*, m'écrire une lettre bienveillante. J'avais lu et relu cent fois la fine écriture comme burinée. Aller sonner à la porte du petit hôtel de l'avenue Montmorency (je le connaissais bien, pour avoir rôdé dévotieusement autour), quelle tentation! Mais une pudeur, la honte de mon insuffisance me retenaient. Je dus au comte Primoli, rencontré chez Élémir Bourges, la joie craintive de cette visite où il se fit mon introducteur. Je devais par la suite lui savoir gré de deux autres présentations, aussi intéressantes pour mes souvenirs de famille que pour ma curiosité de romancier : l'une chez l'impératrice Eugénie, au Cap Martin, l'autre rue de Berri, chez la princesse Mathilde.

Me voici donc dans le Grenier, myope, balbutiant, craignant de mal entendre et de répliquer de travers. Edmond de Goncourt répondit, dès la première minute, à ce que j'imaginais de lui. Il avait la haute mine d'un Maréchal des Lettres (et je crois bien avoir été le premier à le qualifier ainsi) avec sa chevelure blanche ondée, sa moustache et sa mouche blanches, son beau nez droit, sa figure large et pâle, ses splendides yeux noirs à pupille dilatée.

Ni le portrait de Nittis, ni même le si beau tableau de Carrière ne m'en ont donné depuis l'idée absolument exacte :

c'est à l'eau-forte de Braquemont que mon souvenir se réfère le plus volontiers, et aussi à une photographie de Paul Nadar, où le Goncourt des derniers mois, assis, vous regarde, de quel intense regard !

Sa haute grâce un peu distante me le fit aimer du premier contact. Qu'ils l'ont mal connu, ceux qui l'ont dit dédaigneux et acerbe ! Qu'ils ont peu compris sa sensibilité souffrante et son légitime orgueil d'isolé, de méconnu, d'écrivain journellelement attaqué et calomnié !

Y avait-il d'autres visiteurs que le comte Primoli et moi ? Je ne sais pas ! Était-ce même un dimanche, jour de Grenier ? Je ne sais pas. Je n'aurais pu voir personne d'autre qu'Edmond de Goncourt. Enfin, me disais-je, en voici « Un. » Un des grands, un de ceux que j'admirais dans l'ombre, un de ceux qui avaient enchanté ma jeunesse en m'enfonçant leurs visions dans l'âme comme des flèches de lumière. N'avoir pu approcher d'Hugo, avoir ignoré ce tumultueux et gigantesque Balzac, n'avoir pu contempler Gautier ni entendre la voix retentissante, le « gueuloir » de ce Flaubert que j'aimais d'une tendresse passionnée parce qu'il avait créé Frédéric et Mme Arnoux ! Au moins, à défaut de ces ombres glorieuses, leur pair, leur successeur ou leur émule se dressait là devant moi, en pied, dans son altière vieillesse.

— Oui, me répétais-je, en voici Un !

Cette nuit-là, j'eus la fièvre : constamment devant moi surgissait ce visage attentif aux yeux scruteurs ; j'entendais les paroles de bienvenue, l'invite à revenir. Avec la foi, le respect, la dulie que l'on portait autrefois aux maîtres des Lettres, que nos anciens se témoignèrent entre eux, je me disais, en proie au sourd bonheur du néophyte qui se consacre : « J'ai unMaître ! »

Ainsi encouragé, j'osai revenir : cette fois, je crois, bien avec Élémir Bourges et Robert de Bonnières qui l'accompagnait. Encore me fallut-il du courage : j'avais peur de déplaire, et de ma timidité ombrageuse ; elle me causait en présence de ceux que j'admirais, la plus cuisante contrainte. Il me semblait tomber dans des gouffres de silence et de solitude. Je m'imaginais que je n'oserais jamais me lever, prendre congé et gagner la porte. Cependant la discrétion m'engageait à ne pas m'imposer trop longtemps. Et cela me rendait très heureux et très malheureux à la fois.

Qu'était-ce quand Alphonse Daudet arrivait de son pas vacillant, appuyé sur sa canne à bout de caoutchouc, vêtu à l'artiste, — ainsi m'en faisais-je l'idée, — dans un veston velours taupe, cravaté à la Lavallière ! Penchant, aussitôt affalé sur le divan près de la cheminée, sa délicate tête de Christ grisonnant et émacié, il avait toujours un instant de lassitude accablée. Cher visage douloureux : la souffrance y passait en plis frémissants, une infinie tristesse montait dans ses yeux d'encre, noire, si noire ! Mais cet affaissement durait peu; une flamme l'animait bientôt, et vive, et agile, sa pensée bruissait comme une abeille.

Plus que Goncourt, malgré l'intérêt qu'il voulut bien me témoigner, il m'inquiéta, m'effraya même. Les railleurs m'ont toujours mis mal à l'aise. Et n'avait-il pas une réputation de malice terrible ? Quand il ajustait son monocle, ce regard sous la vitre semblait vous percer à fond. Je répondais avec une froideur maladroite, dont je me faisais reproche à moi-même et grief à nous deux. Il me fallut du temps pour briser cet influx nerveux. Daudet détestait les silencieux, et je sentais que mon silence devait me nuire dans son esprit.

Mais par la suite !... Je n'oublierai jamais cette pénétration, cette indulgence affectueuse : sinon rassuré, en tout cas moins sur le qui-vive, je pus aimer sans réserves cet esprit si riche de vie, d'images, d'idées et d'observation. Entendre parler Daudet était un délice. Inimitable conteur, il faisait vivre, comme un magicien de sa baguette, tout ce qu'il touchait. L'expérience des hommes qui aurait pu l'écœurer, la féroce douleur physique qui aurait pu l'aigrir, avaient au contraire développé en lui la bonté, la bonté qui s'allie à la clairvoyance et qui sourit de tout; cette bonté qui faisait de lui le donateur discret de plus d'un ingrat, et laissait approcher de son fauteuil de misère tous les quémandeurs. Car Daudet savait dire ce qui console, et ce n'est pas en vain qu'il se plaisait à répéter : « J'aurais pu me faire marchand de bonheur. » Que vendait-il donc ? Les illusions, l'espoir, tout ce qui n'a pas de prix, et qu'il répandait en paroles d'or.

*
* *

Quand je repense à mon existence d'alors, elle se déroule bien terne et désenchantée. Ainsi, c'était à ce vague et morne

au jour le jour qu'aboutissaient les rêves exaltés de mon enfance et les immenses désirs de mon adolescence! Les triomphantes amours, les conquêtes de la fortune et de l'ambition, c'était cela? Rien que cela!

Combien pesaient alors sur moi les soucis de la pauvreté, la charge d'une famille, l'inquiétude du lendemain qu'allégeait autant qu'elle le pouvait la sollicitude de ma mère! Si encore j'avais su me créer, à côté, une carrière d'avenir; mais laquelle, puisque je n'étais bon à rien qu'à mettre du noir sur du blanc? Dans mon ignorance de la réalité, les professions ne me représentaient que leurs difficultés, et aucune ne m'eût séduit. Ce pis aller, la copie machinale du bureau, était encore ce qui me convenait le mieux.

Et c'est là qu'Edmond de Goncourt me donna une grande preuve d'amitié. Il me questionna sur mon existence et quand il en sut les conditions précaires, il déclara à Alphonse Daudet qu'il fallait « faire quelque chose » pour moi. Cela se traduisit par l'assurance donnée par Daudet à l'éditeur Georges Decaux que j'aurais un jour du talent.

Georges Decaux était un novateur, un des esprits les plus actifs de la Librairie. Il eut foi en cette caution et consentit généreusement à me garantir des mensualités modestes, mais suffisantes avec le peu que je gagnais au bureau, pour assurer mon sort. En ce temps-là, en dehors des gros tirages de Zola et de Daudet, la littérature ne rapportait que faiblement. Edmond de Goncourt et Alphonse Daudet en me procurant, par le bon vouloir de Georges Decaux, la possibilité de travailler sans trop de tourment, me gratifièrent d'un bienfait dont je leur resterai toujours reconnaissant.

Mes seuls plaisirs étaient mes visites du dimanche au Grenier d'Auteuil, — encore les espaçais-je par timidité et discrétion, — ou de loin en loin une invitation chez Daudet. Je ne puis me rappeler tous ceux que je rencontrai alors chez Edmond de Goncourt : ceux que je revois le mieux sont Octave Mirbeau, Léon Hennique, Paul Hervieu, Gustave Geffroy, Lucien Descaves, J.-H. Rosny aîné, J.-H. Rosny jeune. Je n'y rencontrai Zola qu'une fois; préoccupé et contraint, il tracassait, d'un tic familier, les tirants de ses bottines en racontant une histoire de scatologie rurale. Cette impression un peu déplaisante contribua à me rendre très injuste à son égard, à un mo-

ment où, m'étant repris de son influence, les crudités de ses romans m'offusquaient.

Avais-je renoncé à la pantomime? Non, bien au contraire, car je voyais ce genre, dont j'avais été l'annonciateur, soudain sortir de sa léthargie. Mon idée, jadis prématurée, prenait corps et, d'autres l'utilisaient. Arlequin, Colombine, Pierrot, Polichinelle allaient triompher dans les salons, les ateliers et au théâtre.

Jusqu'à présent, le soutien de la musique avait manqué à *Pierrot assassin de sa femme*. La musique est indispensable à la pantomime : outre qu'elle s'y marie excellemment, elle en nuance les émotions, elle en souligne l'expression, elle lui crée une atmosphère mystérieuse et plastique. D'une note, d'une phrase, elle sculpte, elle dessine : la musique est à la pantomime un vêtement collant et fluide, qui se reflète même sur le décor et atteint, par des prolongements invisibles, les plus ténus états d'âme du spectateur auditeur. J'eus la rare bonne fortune de trouver dans le compositeur Paul Vidal le plus compréhensif des collaborateurs, en même temps qu'un musicien du plus grand talent. La partition qu'il écrivit pour *Pierrot assassin de sa femme* est un bijou de précision rythmique et de sensitivité nerveuse : tout y est, le rêve, le bouffon, le saccadé, le tragique, le funèbre. Je revois nos répétitions, dans son cinquième de la rue des Martyrs. Il fallait secouer sa paresse ensommeillée, car il se couchait tard, et le faire lever. Enfin habillé, geste à geste et note à note, au piano, il cherchait, je mimais; nous tâtonnions jusqu'à ce que la phrase musicale collât à la peau du rôle.

Le salon d'Alphonse Daudet eut la primeur de *Pierrot assassin de sa femme* sous cette forme définitive; le peintre Montégut avait peint un décor. Cette soirée, en février 1887, eut un succès qu'Edmond de Goncourt, assistant à une répétition, prévit dans son *Journal*. De chez Daudet, notre petit drame se promène chez le peintre Garnier, chez Paul Eudel, chez Roger Ballu. Une page de *l'Illustration* a fixé ces visages successifs du Pierrot narquois, fourbe, cruel, ivrogne et meurtrier que j'incarnais avec une joie d'art intense et obsédée, si convaincu que, pour agrandir mon front sous le serre-tête, je me faisais échancrer au rasoir les cheveux sur le front et les tempes; ce qui rendait fort laide la repousse et intriguait à bon droit ceux qui ne savaient pas la cause de cette défiguration.

***

Un voyage en Algérie interrompit ces exploits. Mon frère s'était engagé aux spahis, ma mère et moi allions le revoir dans le pays où le nom de notre père vivait encore, ce pays où tenait toute mon enfance et dont le mirage me poursuivait d'un regret depuis que, en 1871, je l'avais quitté pour le Prytanée de La Flèche.

Après la statue de Fresnes-en-Woëvre, élevée au Meusien, une statue à Kouba, où notre père avait vécu enfant et étudié à l'école, allait commémorer l'Africain colonisateur, le soldat du désert. Les mêmes artistes coopérèrent à cette statue : MM. Albert Lefeuvre et Lucien Leblanc. Elle était plus simple, mais aussi expressive : notre père s'y dressait seul sur le socle. La chute du voile fut émouvante : je vis des officiers pleurer. Des chasseurs d'Afrique, du 1er régiment, celui que notre père avait commandé comme colonel, formaient un des côtés du carré sur leurs petits chevaux blancs et gris. J'entends le « Garde à vous » trompetté dans l'air clair, avant les discours de notre parent et ami M. Tirman, Gouverneur de l'Algérie. Je ressens, immobile derrière notre mère, un étouffement dans la nombreuse assistance d'honneur tassée sur ce petit espace, et l'appui que m'offraient, contre la poussée, les robustes épaules de ces vieux amis du passé, dans leurs nobles vêtements arabes, parfumés d'ambre et de tabac blond, Si Slimen ben Siam et son beau-fils Mohammed ben Siam. Au banquet qui suivit, Jean Aicard récita des vers.

Il me sembla que, malgré cet incurable sentiment de timidité et de gaucherie qui me dépaysait, aussitôt sorti de ma vie intérieure, je participais mieux à cette cérémonie qu'à celle de Fresnes. En effet, ce pays, où mon père avait laissé un nom légendaire, était celui de mon enfance : les visages, les arbres et jusqu'à la couleur de la mer et du ciel, tout m'y était familier.

Que de souvenirs ressuscités pour moi, dans ce décor merveilleux ! Je ne pus revoir sans émotion le champ de manœuvres et sa terre rouge, la plage de Mustapha, la Pointe-Pescade où le flot bat les roches semblables à d'énormes éponges pétrifiées, le jardin d'Essai avec ses allées de bambous et de dattiers enlacés de roses, avec le cri aigre des paons, et le petit café maure toujours somnolent sous un vieil arbre. Je

retrouvais à la poussière le même goût d'épices et d'aromates; aujourd'hui comme alors, on voyait aux portes d'Alger des Arabes accroupis devant des petits tas d'oranges et, dans les rues marchandes, l'odeur de l'absinthe se mêlait à celle des cuirs et des tapis. Je visitai la Kasbah, ses ruelles moucharabiées, ses culs-de-sac, ses recoins voûtés, ses escaliers en dédale. Chose singulière, je ne pouvais dire de cette Algérie tant aimée, comme le Perdican de ce Musset que j'aimais tant : « J'avais laissé ici des océans et des forêts, je retrouve un brin d'herbe et une goutte d'eau. » Rien n'avait changé de ma vision d'enfant : elle demeurait adéquate au réel.

Rentrer en France, dans ma morne existence, après ce flamboiement de lumière me déchira. Nul paradis n'était plus selon mon cœur que ce sol aphrodisiaque où l'âme et les sens s'exaltent à la splendeur de vivre dans un perpétuel printemps ou un torride été. Mais le joug que je m'étais imposé et que la nécessité bouclait sur moi, me tirait, par delà la mer, vers ma geôle. Il fallut quitter le royaume d'Éden et retourner à mon double labeur de scribe et d'écrivain.

A cette époque remonte mon entrée à la *Revue des Deux Mondes*, sous les auspices du général de Galliffet, avec qui nous étions restés en relations espacées. Encore dans sa verdeur d'héroïque cavalier, Parisien très répandu, il me témoigna de l'intérêt :

— Je ne puis, déclara-t-il, vous présenter chez M. et Mme Buloz comme littérateur : vous n'êtes pas encore assez connu. Mais les valseurs manquent cet hiver dans leur salon, je vous amènerai comme valseur !

J'eus beau objecter que je ne dansais pas, que j'avais ce sport en horreur, qu'il valait mieux attendre que j'eusse acquis un peu plus de notoriété, Galliffet n'en voulut pas démordre. « Le tout, affirma-t-il, était d'entrer dans la place; une fois là, je me débrouillerais ! » Et le lendemain, il vint me prendre, carillonna à toutes les portes sans que je l'entendisse, cassa des sonnettes, fit un vacarme de tous les diables et repartit en coup de vent. Quand, informé par le concierge, je me précipitai, morfondu et désolé, rue de l'Université, le général, sans même entendre d'explications, me poussa dans le salon au feu des lustres, comme un conscrit, et me désignant à la maîtresse de maison, de sa plus belle voix de commandement :

— Madame, je vous présente monsieur Paul Margueritte, un danseur !

Je m'anéantis dans un plongeon de confusion, confusion qui s'accrut quand Galliffet, quelques minutes après, me colloqua à Albert Delpit.

— Ce garçon-là veut faire de la littérature ; Delpit, donnez-lui des conseils !

Mon visage trahit-il un involontaire désarroi ? Delpit s'écria, plaintif :

— Oh non ! non ! je vois bien qu'il n'a pas confiance en moi !

Il eut pourtant la galanterie de m'inviter une fois ou deux à déjeuner ; j'eus le plaisir d'y connaître Marcel Prévost, déjà remarqué pour son roman *Le Scorpion ;* et j'entendis avec admiration Heredia réciter les sonnets d'Antoine et de Cléopâtre. Delpit, à la fin, sauta au cou du poète et, les larmes aux yeux, s'écria :

— N... de D... ! que c'est beau, les beaux vers !

Quant à la *Revue des Deux Mondes*, qui devait me faire l'honneur d'une longue hospitalité, je n'y entrai que sensiblement plus tard, comme romancier cette fois : et Mme Buloz voulut bien ne pas me tenir rigueur d'avoir, sous la contrainte du général de Galliffet, surpris sa religion. Danseur, plût à Dieu ! Que de places brillantes eussé-je obtenues, si Beaumarchais a dit vrai ! Danseur !... Je me suis souvent répété ce mot avec une plaisante amertume : mais quoi, l'intention de Galliffet avait été excellente, et sa protection chevaleresque devait, en d'autres occasions, se montrer plus appropriée et plus efficace.

***

J'allais m'éloigner du chef du naturalisme, chef sans élèves, car Maupassant, Léon Hennique, Henry Céard, Joris-Karl Huysmans, attestaient des talents trop différents pour être considérés autrement que comme des disciples d'affection et non d'école. Émile Zola publiait alors *La Terre*, roman épique, d'une crudité flamande, où les incongruités sonores du paysan Jésus-Christ faisaient scandale. Sans avoir, comme on devait me le faire judicieusement remarquer, le droit d'être prude, je ressentais un sincère éloignement pour

cet art; et c'est pourquoi je pris part au manifeste des *Cinq* que publia le *Figaro* et que signèrent Paul Bonnetain, J.-H. Rosny, Lucien Descaves, Gustave Guiches et moi.

J'en avais eu, pour en avoir ouï la lecture, une impression hâtive; si j'avais eu le temps de réfléchir, peut-être eussé-je demandé à ce qu'on discutât certains termes de l'article, trop direct, trop violent, pas assez respectueux de l'immense effort d'un homme qui remplissait alors le monde de son nom et de ses livres, dont chacun était une bataille d'idées, et joignait au succès d'argent une victoire littéraire... Pressé par les circonstances, j'adhérai sans calculer la portée de mon acte. J'en eus conscience le lendemain, en lisant l'article, — car ce qui est écrit a un autre caractère que ce qu'on entend, — et en jugeant de l'effet produit. Il fut comparable à l'explosion d'une poudrière. Tous les journaux, et de tous les partis, tombèrent avec raison sur nous, nous reprochant une défection blâmable, si nous étions les élèves de Zola, ridicule si, comme il l'affirma dans sa réponse, il nous ignorait. D'autre part, on se réjouissait de ce « lâchage » du naturalisme comme d'un signe de réaction propice et de dégoût tardif, mais justifié. « Quand le bateau sombre, écrivit avec une méchanceté drôle un journaliste, les rats déménagent! »

Léon Cladel ne me cacha pas qu'il désapprouvait les allusions blessantes et le tour général du manifeste; Daudet et Goncourt, qu'on suspectait à tort de complicité, et qui n'avaient rien su d'un secret bien gardé, jugèrent, le journal de Goncourt en fait foi, notre article « mal fait, et s'attaquant trop outrageusement à la personne physique de l'auteur. »

Si, dans l'ardeur de ma foi littéraire et l'enivrement d'une lutte où nous étions justement éreintés, je ne perçus pas d'abord combien s'était engagée imprudemment ma responsabilité morale d'écrivain, je dois dire que j'ai, chaque jour davantage, — car je ne parle ici que pour moi, — regretté profondément une attaque qu'aujourd'hui je déclare à nouveau coupable et fâcheuse. Ma conscience en a porté longtemps le remords; je n'ai pu m'en décharger auprès d'Émile Zola que des années plus tard, lorsque, dans *La Débâcle*, il dépeignit les charges héroïques de notre père. Je lui écrivis alors, avec mes remerciements, des excuses auxquelles il répondit avec une mâle simplicité qui l'honore grandement.

Au lendemain du manifeste des *Cinq*, je dînai chez Paul Bonnetain, que j'avais rencontré déjà, mais à qui je n'avais, je crois, jamais parlé. Et comme tout s'oublie, il ne fut bientôt plus question de notre méfait, quand les journaux de province, puis ceux de l'étranger eurent apporté les derniers échos de ce grand tapage. Émile Zola ne s'en porta pas plus mal, et l'eau coula sous les ponts.

***

Cependant je subissais une grande dépression. La lassitude de mon métier au Ministère atteignait son paroxysme. Ayant obtenu, par la bienveillance d'Henry Roujon, un congé d'un an pour soigner ma santé très menacée, j'allai passer l'hiver à Alger. Il me semblait que sur cette terre chaleureuse, fuyant les neiges, le gel, la boue noire et ma propre tristesse, je reprendrais force et courage comme Antée.

Cet hiver d'Alger... quel enivrement, après les sept années de geôle administrative, geôle douce, mais geôle tout de même ! Quelle volupté de sentir couler en moi la flamme du soleil comme un vin généreux, quel plaisir à retrouver mes plus belles sensations d'enfance !

Sans doute allai-je, en pieux pèlerinage, revoir la maison blanche et le jardin paradisiaque de mes rêves de petit garçon ? Sans doute revis-je avec attendrissement l'arbre aux nèfles, le pavillon du grand-père, la noria craquetante ? Eh bien ! non, une gêne m'en empêcha : la crainte d'y éprouver, sinon une désillusion, du moins un regret trop vif. C'était le passé : quelque chose de radieux et d'évanoui. Je visitai du moins, sur la colline rouge, le cimetière où notre père reposait, sous un humble monument : et je compris mieux, devant les cyprès grandis et la pierre usée, quel espace d'années, quelles transformations de la vie me séparaient du jour où, garçonnet en deuil, j'avais suivi son cercueil.

J'occupais deux minuscules chambres meublées dans une maison mi-bourgeoise, mi-ouvrière, à l'Agha. Des balcons de bois couraient le long de la cour intérieure, les linges pauvres y séchaient, des chattes en folie s'y livraient des combats de clowns ; et les jours de pluie une terrible odeur de vidange s'élevait des tuyaux engorgés. N'importe, là et dans un petit cabaret d'étudiants où je prenais mes repas, je savourais toute

ma liberté. Vivre, lire, penser à ma guise, quelle délivrance!

D'un café maure voisin, le caouëdji, d'une langueur pâle et un œillet à l'oreille, m'apportait de minuscules tasses en forme d'œuf remplies d'un café clair à la surface et boueux dans le fond. Tout l'arome algérien tenait dans cette eau noire et filtrait des vêtements du Maure fumant son éternelle cigarette. Rien qu'en fermant les yeux, j'imagine respirer encore l'odeur des grandes claies où, à même la rue, le tabac doré sèche, et la senteur du café torréfié, au seuil des échoppes de Mzabites, avec une fragrance d'épices, d'orange, de musc : et encore les parfums musqués des faux poivriers et le relent âcre de la poussière blanche des routes.

Ce sont aussi des galopades à cheval avec mon confrère Jules Hoche, l'auteur du *Vice sentimental*, au long des sables de la mer ou vers les rochers de la Pointe-Pescade. Dans l'écurie du mercanti qui nous louait ces chevaux, aux barreaux d'une cage pour oiseau, un ouistiti grimaçait ; sa tête n'était guère plus grosse qu'une petite mandarine, son corps eût tenu dans ma poche. Rien de troublant comme cette bestiole, qui tenait de *l'homunculus* de Faust : je n'ai jamais oublié ce regard méfiant, ce rictus aigre d'enfant épileptique, ces gestes où se démenait, en un raccourci d'instincts passionnés, la parodie de l'animalité humaine.

Je me rappelle, avec le curieux de la vie qu'était Jules Hoche, des explorations dans la Kasbah et son dédale de ruelles en coupe-gorge, à la recherche de quelque Fatma voilée; la Kasbah, avec ses Ouled-Naïl drapées d'oripeaux vifs, semblables, sous leurs pièces d'or en collier et en bandeau, à des idoles barbares; la Kasbah avec ses Maures ques dont l'ombre, au seuil d'un caveau éclairé à ras par une bougie, se découpe fantastique sur le mur.

Je revois encore des Aïssaouas convulsionnaires multipliant leurs prosternements agenouillés, leurs balancements de bête, jusqu'à ce que, l'extase obtenue, ils puissent sans souffrir mâcher du verre, avaler des scorpions et se percer les bras avec des tiges de fer.

Je fis à Alger la connaissance de Jules Tellier, dont les proses cadencées, les vers âpres et doux devaient prendre une si funèbre beauté, dans le livre posthume que la piété de ses amis publia. Le poète Raymond de la Tailhède l'accompagnait.

Jules Tellier portait déjà, sous ses paupières creuses, le signe avertisseur. Ses conversations, ses idées se tournaient fréquemment vers la mort, qui lui inspira un de ses plus beaux poèmes, et à laquelle il comptait consacrer son prochain livre. Il parlait avec une éloquence prenante, et semblait hanté d'un songe intérieur. De retour à Paris, j'appris avec peine sa mort. Il s'était éteint obscurément, dans un hôpital à Toulon.

*
* *

Ma mère n'habitait plus Sèvres, mais une petite maison du Bas-Samois, proche la Seine, à la lisière de la forêt de Fontainebleau. Je logeais avec les miens dans une auberge, au haut du village. Ce retour à la forêt qui avait été la complice de mes grands rêves d'adolescence, ce retour à la rivière où s'était mirée notre barque de comédiens-enfants, était pour moi quelque chose d'émouvant. Les forêts plus que la mer et la montagne, me fascinent; je suis en communion immédiate avec leur mystère touffu, et leur sortilège puissant. Cette forêt, entre toutes, pour moi, était Fée. Que j'en suivisse les allées vertes ou les plaines de bruyères roses, que j'en foulasse les clairières ramifiées de fougères ou les tapis roux étoilés de girolles et de ces ceps vénéneux qui se décomposent comme le masque de Méduse dès qu'on les touche, elle m'envoûtait de son charme auguste et de son silence pesant, de ses oiseaux muets et de la lente fuite, au loin, d'une biche sous la feuillée.

La Forêt! Moi aussi, elle me pénétrait de son philtre : je retrouvais en elle l'attrait puissant dont elle avait bercé ma jeunesse. Que de promenades au pas rythmé de mon cheval, que de galops de chasse dans les allées de sable! N'était-ce pas vraiment la forêt enchantée? Elle n'a point d'oiseaux, ni d'autre eau que quelques mares; elle est faite de silence et de solitude. On peut y errer des heures à travers les clairières, les sous-bois roux, les landes de bruyères, les chaos, les déserts, les hautes futaies, sans rencontrer âme qui vive. Elle est variée, infinie, pleine de mystère. Je lui ai dû de grandes consolations...

Elle dressait devant moi, en fûts de cathédrale, ses chênes, ses hêtres robustes, comme une leçon de force et de sérénité. Elle compatissait de son calme reposant à mes angoisses intimes. Elle s'accordait avec le cœur sauvage que fait parfois,

au plus civilisé, la vie mal faite. Mon brave Irlandais *Red*, infatigable, était alors plus qu'une bête docile : un camarade, un ami. Tantôt nous suivions le large miroir de la Seine, au bas-Samois; tantôt nous escaladions le dédale des rochers Cassepot. Les écriteaux d'allées et de carrefours évoquaient des noms d'oiseaux, de bêtes à plumes ou à poil, des termes de vénerie, des souvenirs mythologiques : route de la Girolle, route des Nymphes, carrefour de l'Arquebuse. Le sabot de mon cheval faisait fuir dans l'herbe une vipère, et j'apercevais, de loin en loin, des biches. Quand je m'étais bien perdu au cœur de la Forêt, sa magie m'enveloppait; je ne souhaitais plus sortir de son cercle ensorcelant. Fidèle à mon moi d'enfant et d'adolescent, je retouvais l'ivresse panthéiste où avait flotté ma chimère, dans le jardin féerique de Mustapha, et plus tard sur la berge du petit théâtre de Valvins.

Mon imagination tisse toujours de grands rêves; mais à vivre j'ai appris qu'ils sont irréalisables; ils alimentent mon labeur assidu et mon existence neutre. Comme autrefois, je fuis le monde. Lire, méditer est toujours ma prédilection. On ne me voit pas dans les salons, et ce m'est un tel malaise de pénétrer dans une antichambre de journal que j'ai toujours envoyé mes articles par la poste. Nul n'a moins cherché les rapports utiles. Tout visage étranger m'inquiète : sentira-t-on, pensera-t-on comme moi? Je me le demande chaque fois, comme Henri Beyle. Peu d'écrivains, par la logique de leur caractère et le jeu des circonstances, se sont trouvés réaliser autant que moi le vœu que formait Michelet à vingt ans : « Une certaine notoriété du nom avec une complète obscurité de la personne » Orgueil? Modestie? Les deux.

PAUL MARGUERITTE.

L'EFFORT FRANÇAIS

NOTRE INFANTERIE

III[1]

TROISIÈME PÉRIODE

VERS LA VICTOIRE (1918)

Lequel des deux adversaires tentera le premier la bataille de rupture? Pour le deviner, au début de 1918, il n'y a guère, hélas! qu'à comparer les effectifs en présence, et la comparaison est facile à tout venant.

Puisque, par la force de leur penchant naturel, les Russes sont retournés spontanément à l'esclavage, et que, nous trahissant, ils ont signé, le 20 décembre 1917, l'armistice, et, le 9 février 1918, la paix, voici que de l'Orient asservi les Allemands ramènent à grand fracas leurs troupes et leurs canons, — et la balance des forces incline en leur faveur démesurément. Tandis que, quelques mois plus tôt, au 21 novembre 1917, lors de l'attaque britannique en direction de Cambrai, ils n'avaient pu opposer que 144 divisions aux 160 divisions des Alliés (108 divisions françaises, 52 britanniques), maintenant, à la fin de février 1918, contre les 160 divisions des Alliés, c'est 204 divisions (dont 2 autrichiennes) qu'ils tiennent massées en France. Et bientôt, pour alimenter la bataille, ils

(1) Voyez la *Revue* du 15 avril et du 1er mai.

pourront engager en outre leurs 450 000 recrues de la classe 1919.

Sans doute, par delà les mers, ce grand peuple ardent des États-Unis s'arme comme pour une croisade. Les journaux qui viennent de là-bas disent l'enthousiasme des levées tumultuaires et produisent des statistiques prestigieuses : les bataillons de l'armée qui se forme y sont comptés par milliers ; ses avions, ses camions, ses canons par dizaines de milliers. Mais quand sera-t-elle formée ? Ce n'est que depuis dix mois, depuis le 6 avril 1917, que les États-Unis ont renoncé à leur neutralité, et les Allemands, qui ne sont pas sans savoir ce que c'est que mettre sur pied une armée, calculent avec une joie ironique combien de mois devront couler encore, et combien de saisons, avant que les recrues du Nouveau Monde, équipées, armées, encadrées, instruites, entraînées, finissent par fournir quelques unités combattantes, et qui osent les affronter. Depuis novembre 1917, des contingents américains ont débarqué en France, mais qui restent dans les camps d'instruction. La menace américaine, les Allemands s'en croient bien sûrs, est à très longue échéance ; pour l'heure, il est constant qu'ils peuvent la tenir pour négligeable.

Alors, par toutes les voix de leurs agences de presse, ils annoncent *urbi et orbi* que bientôt ils attaqueront, dès la première venue du printemps ; et que ce sera la ruée et la curée ; et que c'en est fait de l'Entente ; et que « la France va descendre dans la tombe qu'elle-même a voulu creuser de ses propres mains. »

Il est écrit, pourtant : « Que nul ne se glorifie de la victoire, tant qu'il n'aura pas dénoué les courroies de sa cuirasse. »

*
* *

Les Français savent que, sous peine d'usure irrémédiable, il leur faut garder encore l'attitude de l'attente. Mais, durant les mois de l'hiver de 1917 à 1918, le commandant en chef oriente nos armées en vue de la bataille défensive que chacun pressent. Il définit les principes de leur orientation et règle l'application de ces principes dans une Directive et des Instructions annexes qui se succèdent du 22 décembre 1917 à la fin de février 1918.

L'idée de ces textes mémorables est qu'il s'agit moins, présentement, pour les commandants de groupes d'armées et

d'armée, d'établir de nouveaux dossiers relatifs à la défense du front qui leur est confié que de se préparer à conduire la future bataille *sur des zones profondes ;* qu'il leur faut, en prévision d'une entreprise allemande de grande envergure, se pénétrer du danger que présentent, en face d'un adversaire manœuvrier, des renforcements automatiques exécutés indépendamment de tout plan de bataille et sans souci de l'échelonnement en profondeur. Tandis que pendant trois ans, en toute rencontre, notre effort a tendu à maintenir partout l'intégrité de nos premières lignes, à l'avenir on ne consacrera initialement à leur défense que les moyens nécessaires pour assurer un bon rendement des organisations faites et, en tout cas, pour garantir la mise en place des gros sur les deuxièmes positions et sur les positions en bretelle. L'élément essentiel du champ de bataille, ce sera désormais *la position de résistance.*

La position de résistance sera choisie de telle sorte que l'ennemi ne puisse l'attaquer qu'après une série de combats qui auront eu pour résultat de dissocier le dispositif d'assaut de son infanterie et le système initial de son artillerie. Les divisions qui, au moment de l'attaque ennemie, se trouveront en secteur, échelonnées dans la zone avancée, n'auront essentiellement d'autre mission que de garantir au commandement le temps nécessaire pour mettre en place ses renforts : la zone qui s'étend entre le front ennemi et la position de résistance ne constitue que la marge de sécurité dont il dispose pour amener ses forces à la bataille. Il compte employer ses disponibilités, non seulement au jeu des contre-attaques dans la zone de pénétration ennemie, mais aussi à des contre-offensives dirigées soit sur les flancs de l'adversaire, soit sur une partie du front voisine de la zone attaquée.

En conséquence, pendant tout l'hiver de 1918, d'un bout à l'autre du front français, à une distance moyenne de huit à dix kilomètres des premières lignes, une abondante main-d'œuvre, principalement italienne, travailla à organiser partout la position de résistance, — et à l'organiser offensivement, en vue d'assurer à notre défense un caractère nettement agressif.

Ces prescriptions et ces mesures, qui apparaissent aujourd'hui comme la préfiguration de tant de grands événements des mois suivants, représentent tout autre chose, semble-t-il,

qu'un élargissement de la tactique défensive déjà plusieurs fois appliquée par les Allemands, quand il leur avait fallu remédier, par des dispositifs appropriés, aux accidents locaux de l'immobile guerre de siège. Elles ne ressemblent en rien non plus au système pratiqué naguère par Ludendorff, quand il avait évacué devant Noyon une ligne fortifiée pour se replier sur une autre ligne fortifiée et y transporter à nouveau l'immobile guerre de siège. Si nous l'entendons bien, la nouveauté réside ici dans l'idée d'adapter aux conditions encore subsistantes de la guerre de siège, qui va finir, les principes et les pratiques de la guerre de mouvement, qui va reprendre.

En effet, on peut dire que, depuis trois ans, l'armée française se tenait au long de ses tranchées tout entière « rangée en bataille, » — ce qui est une situation de fin de combat, contradictoire à l'idée même de guerre de mouvement. Tout au rebours, au début de 1918, en vertu des prescriptions nouvelles, l'armée française, sachant que les fronts ont cessé d'être inviolables, prévoyant qu'elle sera attaquée, mais ignorant encore en quelle direction elle le sera, « stationne » dans ses cantonnements, à une ou plusieurs étapes en arrière des tranchées, couverte par une couverture générale, — ce qui est l'idée même et le dispositif essentiel de la guerre de mouvement. Sa couverture générale, ce sont les divisions en secteur, lesquelles, ainsi qu'il convient à des troupes d'avant-garde et comme elles feraient en guerre de mouvement, ne soutiendront, s'il le faut, dans la zone avancée, que des combats en retraite. Toutes conditions qui sont en quelque mesure comparables à celles des premiers jours des hostilités, alors que des troupes de couverture abritaient aux frontières les mouvements de concentration de nos armées.

En arrière de la zone avancée, la répartition des réserves est telle, en principe, que l'on trouve toujours : 1° à moins d'une forte étape du front, les divisions et les régiments d'artillerie lourde nécessaires pour exécuter les renforcements qui auraient un caractère d'urgence impérieux; 2° à une journée au plus de transport automobile, les états-majors, les grandes unités, les régiments d'artillerie lourde destinés à « tenir le champ de bataille » (occupation des positions de résistance, organisation du commandement, établissement en profondeur du dispositif d'artillerie); — 3° à une distance plus ou moins

grande du front, suivant les exigences du moment (périodes d'instruction, travaux, repos, etc.), le reste des grandes unités et des régiments d'artillerie lourde qui forme la réserve des groupes d'armées ou du général en chef.

Notre bataille défensive se déroulera un jour telle qu'elle est ici pressentie et construite; et peut-être eût-elle pris d'emblée, dès les premières semaines du printemps, la tournure qu'on lui verra prendre seulement au début de l'été, si l'ennemi avait attaqué d'abord les lignes françaises. Mais ce furent nos alliés britanniques qu'il attaqua, nous proposant par là un surcroît de difficultés : et des mois s'écouleront, pleins de lourds événements de guerre, avant que se retrouvent pour l'armée française des conditions de lutte qui soient propices à la mise en pratique de la doctrine déterminée à la fin de décembre 1917.

*
* *

Pendant les premières semaines de mars, l'ennemi avait inquiété, menacé tour à tour plusieurs secteurs du front français; à la faveur de ces feintes d'attaque, il amenait mystérieusement, par des marches d'approche nocturnes (1), ses divisions vers les lignes britanniques. Le 21 mars, sur un front de quatre-vingts kilomètres, — entre l'Oise (région de La Fère) et la Sensée (région de Croisilles), — il donne enfin la bataille.

A 4 heures 40 du matin, avec une brutalité sans précédent, il submerge tout à coup les positions de batteries des Anglais sous les gaz des obus toxiques; à 7 heures, ce sont leurs tranchées de première ligne qu'il écrase par un bombardement de *Minenwerfer;* au bout de quatre heures, les défenseurs de la première position ont péri ou sont réduits à l'impuissance. Alors, à 9 heures, traversant le *no man's land* à la faveur d'un épais brouillard, l'infanterie allemande fonce. La cuirasse fortifiée de l'armée britannique se disloque. Que peuvent, si vaillantes soient-elles, ses 14 divisions en ligne contre

(1) Ainsi la 113e division allemande a fait quatre marches de nuit, de Wassigny à Bellicourt; la 13e s'est portée en quatre nuits de Valenciennes à Clary; la 19e est venue de Stenay en huit marches de nuit consécutives; la 27e, débarquée près de Cambrai, a fait une marche de trente-deux kilomètres dans la nuit du 20 mars pour entrer en ligne le 21 au point du jour.

les 30 divisions de l'armée von Hutier et les 10 divisions de l'armée von der Marwitz? Un demi-million d'Allemands se ruent en rase campagne vers Bapaume, vers Péronne, vers Nesle, vers Chauny. L'effort de l'assaillant a porté surtout au point de jonction des lignes britanniques et des lignes françaises : il espère, le front une fois rompu, séparer les deux armées, rejeter les Anglais sur leurs bases, vers le Nord, et se rabattre en direction de l'Ile-de-France, — *nach Paris*.

Aux mois précédents, il avait été convenu entre nos Alliés et nous que, si l'offensive allemande portait contre eux, des forces françaises, à leur appel, interviendraient en zone britannique. Le commandement français avait considéré plusieurs hypothèses et calculé jusqu'en leur détail, selon ces hypothèses diverses, les modes et moyens d'une telle intervention. Mais les états-majors britanniques avaient estimé qu'elle ne deviendrait vraisemblablement pas nécessaire avant le douzième ou le quinzième jour de la bataille, et l'accord finalement arrêté fixait au sixième jour au plus tôt l'entrée en action des renforts français.

Pourtant, constatant le 21 mars la violence du choc, le Commandement français prend l'initiative d'intervenir aussitôt.

De la région d'Estrées-Saint-Denis, les premiers régiments français s'ébranlent, le 22 mars, à la rescousse. Non loin de Noyon, sous le froid soleil printanier, par la grand'route droite, les lourds camions montent, bondés de nos fantassins, et j'entends encore, j'entendrai toujours l'obsédant roulement des convois, et toujours je reverrai, à travers les nuages de poussière, les mille et mille flammes des jeunes regards calmes, si clairs. Sur cette route, des paroles très belles me revinrent à la pensée, que m'avait dites naguère, dans une sape du secteur de Tahure, le commandant R..., du 18e régiment d'infanterie : « Nos hommes vaincront, disait-il; ils sont ceux entre lesquels on n'a jamais été obligé de trier de quoi former des *Stosstruppen* et des *Sturmbataillone*... Et puis, disait-il encore, il y a ce à quoi il faut toujours revenir: ils sont ceux qui tuent et qui meurent pour que meure la guerre; au combat, leur âme est toute pure. » Dans la lumière, dans la poussière, les camions montent sans fin.

Dès la nuit du 21 au 22 mars, en effet, après entente avec le maréchal sir Douglas Haig, le général Pétain avait prescrit

au général Pellé, dont le corps d'armée (1re division de cavalerie, 9e et 10e divisions d'infanterie) cantonnnait près de Compiègne, de porter aussitôt ses forces en zone britannique, dans la région Noyon-Saint-Simon; il leur avait adjoint presque aussitôt une quatrième division, la 125e. Dès le 22 mars, il décide que le général Humbert, commandant de la IIIe armée, alors à Clermont-sur-Oise, prendra le lendemain sous ses ordres le corps Pellé, et plusieurs autres divisions qui viendront en renfort. Le 23, il commence à alerter les forces qui, confiées au général Debeney, iront assister les Anglais, de Montdidier à Amiens. Le 23 au soir, il désigne le général Fayolle pour prendre, depuis Chauny jusqu'à Péronne, la conduite de toute la bataille. Ainsi, « au bout de quelques heures, on vit apparaître sur la ligne de bataille les casques bleus de France; au bout de quelques jours, vingt divisions françaises auront relevé sur un front considérable, de Noyon au Sud d'Amiens, nos alliés épuisés (1). »

Ici comme ailleurs, ne pouvant songer à décrire les combinaisons stratégiques des chefs et les mouvements d'ensemble des armées, mais cherchant seulement à représenter par un exemple unique et limité l'effort de tant de corps de troupes, nous suivrons l'une de ces quatre divisions du groupement Pellé qui, les premières investies en ces jours de la redoutable « mission de sacrifice, » se montrèrent pareillement dignes d'une telle investiture; et ce sera de préférence la 9e division qui nous fournira l'exemple requis, parce que nous avons eu nos raisons peut-être, durant quarante-deux mois, de regarder vers elle avec une angoisse particulière et un orgueil particulier.

Aux ordres du général Gamelin, la 9e division a reçu son ordre d'alerte près d'Estrées-Saint-Denis, le 22 mars, à quatorze heures. Elle a acheminé aussitôt vers Guiscard ses trois régiments d'infanterie, le 4e, le 82e et le 329e. Ils y débarquent dans la soirée, sans artillerie : l'artillerie divisionnaire (30e régiment d'artillerie de campagne, 5e groupe du 105e régiment d'artillerie lourde) ne pourra rejoindre que dans la nuit du

(1) Voir dans la *Revue* du 15 juillet 1918, p. 254 à 266, sous la signature X, l'importante étude intitulée *La bataille entre Somme et Oise, 21 mars-6 avril*. On y trouvera, sur le mécanisme de l'intervention française, d'abondants et précieux renseignements, que nous n'avons pu résumer ci-dessus que très imparfaitement.

lendemain. Au lever du jour, les fantassins, rien qu'avec leur fusil et leurs 120 cartouches, les mitrailleurs, traînant sur des kilomètres leurs mitrailleuses à la bricole, s'avancent, incertains, comme à l'aventure, par les plaines muettes et mystérieuses, cherchant le contact. Où est l'ennemi? Déjà les Anglais ont été forcés d'abandonner les passages du canal Crozat, le canal de la Somme jusqu'à l'Oise, toute la ceinture d'eau qui couvre la région. Encadrés par la 10e division à leur gauche, par la 125e à leur droite, assistés seulement par quelques éléments isolés d'infanterie et d'artillerie britanniques, les trois régiments de la 9e s'établissent sur le front Flavy-le-Meldeux, Collezy, Bois de Genlis, pour défendre la route de Ham à Noyon. Tout le jour ils combattent sur cette ligne. Le lendemain, soutenus désormais par leur artillerie, mais déployés, « égaillés, » et pour ainsi dire distendus sur un immense front en arc de cercle de seize kilomètres, ils se maintiennent au Nord de Guiscard; ils y font tête à six divisions de l'armée von Hutier (1). Au soir, menacée d'encerclement, la 9e division se dérobe et profite de la nuit pour reconstituer plus au Sud une ligne de bataille qui puisse quelques heures encore couvrir Noyon. Toute la journée du 25, sur le front Beaugies-Guiscard, puis le 26 aux abords de Noyon, elle lutte de même, mélangée à la 1re division. De même les jours suivants, tâchant de gagner du temps, de résister sur place aussi longtemps que possible, puis manœuvrant en retraite.

En quelles conditions redoutables! Pour le fantassin qui, trois ans et plus, s'est accoutumé au coude à coude de la tranchée et au rituel terrible, mais minutieusement réglé, de la guerre de siège, c'est la brusque rupture de tous ses réflexes de combat. Plus de tranchées, ni de sacs à terre, ni d'abris. Pour les liaisons, plus de panneaux ni d'artifices éclairants, rien que des coureurs et de rares fils téléphoniques. Comme armement, plus de canons d'accompagnement, ni d'obusiers, presque plus de grenades, rien que le fusil, le fusil-mitrailleur, la mitrailleuse. Au lieu de la cuirasse épaisse des barrages d'artillerie, rien que des tirs qui se dispersent sur des zones non repérées. Au lieu du resserrement des bataillons sur un front de 300 à 400 mètres, leur éparpillement en chapelet sur

(1) C'étaient la 45e division de réserve, la 5e division de la Garde, la 36e division, la 10e, la 1re division bavaroise et une partie de la 34e division.

des espaces indéfinis, où se disséminent des groupes de combat trop distants les uns des autres pour s'aider mutuellement; et chacun de ces groupes sent le vide autour de lui et le vide derrière lui, car nos faibles effectifs de soutien se dépensent vite en renforcements. Or, contre notre ligne discontinue et frêle, les troupes de choc allemandes, grisées par la rapidité de leur avance, poussent puissamment, le plus souvent à découvert, en formations massives, comme à Charleroi. Quand elles se heurtent à l'un de nos groupes de combat, elles l'attaquent de front; mais en même temps elles détachent de petits éléments, qui oscillent avec souplesse des zones battues par nos feux aux zones où nos feux sont plus rares; ces petits éléments, formés en colonnes et munis de mitrailleuses légères, discernent les cheminements propices, s'y glissent, s'infiltrent par les vallons, se rassemblent dans les angles morts, ruissellent le plus loin qu'ils peuvent, débordent le groupe de combat français. Et nos soldats, surpris d'entendre tout à coup crépiter les mitrailleuses sur leurs flancs ou derrière eux, se replient, du moins dans les premiers jours, comme si ce procédé de l'infiltration, qui n'est pourtant que la manœuvre classique de toute infanterie au cours d'une progression, tenait de la sorcellerie.

Pourtant, ils résistent au delà de tout espoir, les soldats de la 9e division et ceux des divisions voisines : c'est « le cœur de la France, » ils le savent, qu'ils protègent. Grâce à leur dévouement, au sens romain du mot, les renforts ont le temps d'affluer, et, dès le 26 mars, sixième jour de la bataille, le général Humbert peut employer onze divisions. Du 27 au 30, notre ligne de résistance s'affermit sur la montagne de Porquericourt et sur le Mont Renaud, au Sud de Noyon. Les Allemands se brisent contre elle.

Partout ailleurs, aux mêmes derniers jours de mars et aux premiers jours d'avril, vers Lassigny, vers Montdidier, partout où s'est ouverte la brèche, elle se referme, et le rempart français se dresse : « Humbert a barré la route de Paris, Debeney celle d'Amiens (1). »

Ce fut sans doute parce que l'ennemi s'affaiblissait à mesure qu'il avançait. Mais peut-être fut-ce principalement parce que

(1) Voir l'article déjà cité de la *Revue*, notamment page 300.

ces premières rencontres de 1918 furent surtout des combats d'infanterie.

Jadis, aux premiers mois de la lutte, lors de la Course à la Mer, presque aux mêmes lieux, le fantassin français avait affronté le fantassin allemand en rase campagne, et l'avait arrêté; en 1918, plus fortement armé et plus confiant en la puissance meurtrière de ses armes, il recommençait, en même temps que son adversaire et dans les mêmes conditions de soudaineté, l'apprentissage de la guerre de mouvement : il trouva plus vite que lui, semble-t-il, dans les qualités héréditaires du tempérament national, de quoi y satisfaire : l'esprit de décision rapide, la souplesse, le sens individuel du combat. Mieux que son adversaire, il sut lutter par petits groupes isolés, où toujours, à l'instant voulu, se révélait un vrai chef, se défendre au besoin dans un fossé, sous un buisson, derrière une roche, se garder, s'éclairer, se relier, en un mot manœuvrer. Maintes fois en ces jours, l'esprit d'initiative d'une petite unité, d'un petit état-major, la spontanéité d'une improvisation locale aura redressé une situation d'ensemble compromise, et la défense du massif du Plémont par la 77e division (général d'Ambly) en offre un exemple déjà souvent célébré et qui restera classique, au jour surtout, 30 mars 1918, où deux colonels réglèrent sur le terrain même, pour la reprise du parc de Plessis-de-Roye, une manœuvre presque instantanée, qui semble pourtant préparée à loisir comme pour un jeu de *Kriegspiel*.

Du 21 mars au 6 avril, l'Allemagne, sacrifiant 300000 soldats, aura engagé sur ce front de 80 à 90 kilomètres, et engouffré dans la « poche » creusée, des forces au moins quadruples des forces franco-britanniques, jusqu'à 89 divisions, — soit un million d'hommes. L'Allemagne l'a cherchée, la longue bataille qui doit se prolonger durant deux mois encore, la bataille en rase campagne, la bataille d'infanterie. Elle l'a voulue, elle l'a; elle la perdra.

*
* *

Elle la perdra, malgré les deux diversions, très redoutables, qu'elle tente : le 9 avril, dans les Flandres; le 27 mai, dans le Soissonnais. Le 9 avril, c'est la bataille pour Armentières, c'est Bailleul enlevé, Béthune débordé, Ypres menacé : à nouveau, aux Monts des Flandres, les Français ferment la brèche. Le

27 mai, parce que les Alliés ont rassemblé la majeure partie de leurs forces dans la région d'Amiens, qu'il leur faut couvrir à tout prix, l'ennemi, déçu dans son espoir d'atteindre Amiens et de prendre sous son canon la vallée de la Somme jusqu'à la mer, change brusquement ses plans et renouvelle, cette fois contre les Français, son attaque brusquée du 21 mars. Par les mêmes procédés qu'au 21 mars, — emploi en masse des obus toxiques sur nos positions de batteries, bombardement intense de notre première ligne par les *Minenwerfer*, — il emporte en quelques heures le Chemin des Dames et Berry-au-Bac ; en quelques jours, il franchit l'Aisne, la Vesle, l'Ourcq ; il prend Soissons, il pousse jusqu'aux lisières de la forêt de Villers-Cotterets : à nouveau, il menace Paris.

L'Allemagne la perdra pourtant, la bataille qu'elle a voulue, la longue bataille d'infanterie. Elle la perdra parce que Clemenceau « fait la guerre, » et toute la nation française avec lui. Elle la perdra, parce que la Grande-Bretagne, appelant ses réserves insulaires, réussit à recompléter très vite, sur la base de l'ordre de bataille antérieur au 21 mars, ses unités éprouvées, et parce que la France, rivalisant d'énergie avec son alliée, s'est engagée envers elle à ne dissoudre aucune de ses divisions, ses divisions fussent-elles en lambeaux. Et l'Allemagne perdra la bataille parce que le général Foch, chargé depuis le 27 mars de coordonner l'action des armées alliés, les commande toutes depuis le 3 juin, et que le vainqueur de Fère-Champenoise et de l'Yser sait le grand art mystérieux de forcer la victoire.

Mais, puisqu'on ne s'applique en ces pages qu'à décrire l'effort de notre infanterie, c'est une autre raison encore de la défaite allemande, entre tant de raisons, qu'il convient de mettre en un relief plus particulier : celle-ci. Tandis que se déroule l'interminable bataille et à la faveur des longues pauses qui, d'avril à juin, séparèrent les offensives allemandes, un travail multiple se poursuit obscurément, ici, puis là, tantôt dans les petits états-majors et tantôt dans les grands, aux degrés les plus différents de la hiérarchie militaire, un travail d'abord épars et dispersé, puis plus cohérent, de réflexion, d'accoutumance, de critique de soi-même, qui, peu à peu, amènera tous les exécutants à comprendre en sa signification intime et à appliquer en son esprit comme en sa lettre la doctrine tac-

tique qui leur avait été prescrite à la fin de décembre 1917.

Ils n'y vinrent pas tous sans tâtonnements et sans à-coups : aux premières semaines, comme il était inévitable, puisque pendant trois ans la défense s'était toujours portée sur la première ligne, les habitudes de la guerre de siège avaient persisté. En maintes rencontres, nos troupes avaient instinctivement cherché à reformer devant l'ennemi la tranchée continue, à lui opposer à nouveau la muraille linéaire, muraille de feux d'artillerie, muraille de poitrines. Mais comme elles n'y parvenaient pas, vu notre infériorité numérique, peu à peu le principe nouveau prit son ascendant, celui qui voulait que notre bataille défensive fût soutenue « sur des zones profondes. »

Tout un art se développa de dissimuler à l'adversaire cette tactique. A son insu, nous ne laissons dans notre première ligne que de rares pièces d'artillerie, mais qui se déplacent sans cesse et sans cesse le harcèlent; nous n'y laissons que de faibles avant-postes d'infanterie, mais qui, à force de mobilité et d'activité, mouvements de patrouilles, alertes, coups de main, lui font faussement croire que la position est tenue en force et que nous sommes résolus à la conserver. Cependant, c'est à des kilomètres en arrière, sur la position de résistance, considérée désormais comme « l'élément essentiel du champ de bataille », que nous l'attendons et que nous le recevrons.

Un exemple, celui de la 36e division d'infanterie aux mois de mai et de juin, peut servir, entre plusieurs autres, à illustrer la tendance nouvelle.

La 36e division, aux ordres du général Mittelhauser, garde au Sud de Montdidier l'un des secteurs de la IIIe armée (armée Humbert), le secteur de Tricot, sur un front d'environ cinq kilomètres. Elle l'occupe depuis le 6 avril, et, comme elle ne subit d'attaque ni en avril ni en juin, elle a pu l'organiser à loisir. Elle a établi : 1° une première ligne (parallèles de résistance, de doublement, de soutien), jalonnée par le village de Vaux, le bois de Vaux, la cote 110; — 2° à un kilomètre en arrière, une parallèle intermédiaire, appuyée sur les villages du Frétoy et de Tronquoy; — 3° une bretelle Tronquoy-Courcelles; — 4° à cinq kilomètres en arrière de la première ligne, une deuxième position sur la crête Tricot-Méry, couverte, en avant de ces deux villages, par une parallèle intermédiaire.

C'est là un fort système défensif, mais établi à titre de simple

précaution, pour se garder contre tous risques ; on ne considère pas comme probable qu'il ait à jouer un rôle réel. Car toute l'armée Humbert est orientée en avril et en mai vers la préparation d'une grande action de contre-offensive qu'elle compte tenter en direction de Boulogne-la-Grasse. Or, voici qu'au contraire, vers les derniers jours de mai, elle s'aperçoit, à divers signes, que c'est elle-même qui va subir une attaque. Aussitôt, elle tend toutes ses énergies vers la défensive, et dans les divers secteurs dont elle a la garde chacun s'applique à se mieux pénétrer de la doctrine prescrite.

C'est pourquoi la 36e division s'emploie, dans les tout premiers jours de juin, à renforcer encore sa position de résistance : en grand secret, en grande hâte, par des travaux de nuit, les troupes établissent une ligne dite des Réduits, que l'ennemi n'aura pas le temps de repérer, et qui passe par les villages de Ployron et de Courcelles. Le 4 juin, comme les menaces d'une offensive allemande se précisent, les exécutants sont tous avertis que « la défense du secteur confié à la 36e division *sera reportée le plus en arrière possible* ; » que « l'ennemi pourra emporter d'un premier élan la parallèle principale et la parallèle de soutien » et qu' « il appartiendra aux troupes de la ligne intermédiaire et de la ligne des Réduits d'arrêter sa progression. » Le 8 juin, l'attaque allemande apparaissant comme imminente, l'ordre est donné de « réduire au minimum la densité des compagnies sur les points d'appui de la première ligne. » Il est spécifié que « la défense se portera sur la position Ployron-Courcelles » et que « sur cette position le dispositif des divers éléments de résistance en avant de la parallèle des Réduits sera celui *d'un quinconce de groupes de combat de densité croissante de l'avant vers l'arrière.* »

Les Allemands attaquent le 9 juin, de Montdidier à Noyon, sur tout le front de l'armée Humbert : ils comptent atteindre Compiègne le soir même. Au secteur de Tricot, ils auront affaire à la troupe magnifique qu'une citation à l'ordre de l'armée a dénommée un an plus tôt « la division ardente et brave, » parce que, commandée alors par le général Paquette, elle s'est couverte de gloire au Plateau de Californie. Au Plateau de Californie les soldats de la 36e avaient montré qu'ils pouvaient tenir sans reculer d'un pas sous les obus, sous la mitraille, sous les gaz, sous n'importe quoi ; aux jours de juin 1918

leur consigne n'est plus de résister sur place, mais d'attirer l'ennemi en deçà de la première position. Attaqués, nos avant-postes se replient; plus en arrière, des centres de résistance sont occupés par des garnisons d'infanterie assez fortes pour résister chacune par ses propres moyens; ces garnisons qui, par définition, n'ont pas besoin d'artillerie, canalisent l'infiltration ennemie dans les couloirs qui les séparent; et toute la masse de notre artillerie s'emploie à la seule défense de ces couloirs. Deux jours durant, cette tactique se développa dans une lutte violente à la fois et savante. Au soir du 10 juin, la division « ardente et brave » avait perdu 2551 hommes; mais sur le front tenu par ses trois régiments d'infanterie, le 18e, le 34e et le 49e, huit régiments d'infanterie allemande avaient passé, qui s'étaient fait massacrer sur la position de résistance. La ligne des Réduits avait bien rempli son office, et le village de Courcelles résisté victorieusement.

Même tactique et dispositifs analogues en plusieurs autres secteurs de la 3e armée. Ainsi la 72e division (général Ferradini) n'avait laissé au Nord de la Divette que de faibles éléments de couverture, qui devaient s'y maintenir seulement durant le temps nécessaire à l'installation du gros des troupes sur la seconde position. Au point du jour, ces petites garnisons sont attaquées. Trois heures plus tard, à 9 heures, on les avertit toutes, téléphoniquement, que leur mission est remplie, que les régiments sont en place, et qu'elles peuvent se replier. Mais de chaque centre de résistance vient la même réponse : on demande la permission de ne se replier qu'un peu plus tard. Une heure passe, puis une autre : les fantassins de la zone avancée ne reviennent pas; là-bas ils combattent encore. Enfin, par petits groupes sanglants et farouches, vers midi, ils se rabattent vers l'arrière. A leur venue, nos régiments, qui attendent, l'arme au pied, les acclament. Comme ils ont tardé! Mais eux, surpris de l'accueil : « Bah! disent-ils, pendant qu'on y était! » La belle parole, pleine de bonhomie et de grandeur! Et ne peut-on pas dire qu'elle résume la manière de tous les soldats de France? Comme de bons ouvriers qui aiment le bon ouvrage, ils auront bien fait leur tâche, qui était de délivrer le sol natal; mais « pendant qu'ils y étaient, » ils auront fait aussi un peu plus que leur tâche; ils auront délivré par surcroît des Sclesvigois et des Esthoniens, des Arméniens et tant d'autres peuples dont

c'est à peine s'ils savaient seulement les noms, — « pendant qu'ils y étaient. »

C'est ainsi que, le 9 et le 10 juin, en plusieurs secteurs de la 3e armée, notre tactique de combat sur des zones profondes fit ses preuves. Les Allemands réussirent à atteindre et à franchir l'Aronde; mais ils n'y parvinrent qu'épuisés. Aussitôt, comme complément de notre action défensive, une action offensive les prit de flanc. Le 10 juin, à dix heures trente, le général Fayolle, alertant dans leurs cantonnements de repos cinq divisions, les constituait en un groupement Mangin, aux ordres du général Humbert, et leur donnait pour mission d'attaquer sur le front Mortemer-Saint-Maur, en direction générale de l'Est. L'ordre portait que l'attaque serait exécutée le lendemain même, c'est-à-dire qu'il fallut en quelques heures organiser les ravitaillements, affréter et acheminer les convois, pousser en avant, — et l'on ne disposait à cet effet que d'un seul pont, près de Montgérain, — cent quarante chars blindés, amener les troupes à pied-d'œuvre, les disposer face à leurs objectifs. Pourtant, quand la courte nuit de juin s'acheva, tout était prêt. A 11 heures, le général Mangin lança les vagues d'assaut, et l'ennemi fut rejeté en désordre sur le Matz.

En ces actions tour à tour défensives et offensives du 9 au 13 juin 1918, un grand avertissement venait d'être donné à l'Allemagne : ne le comprit-elle pas ?

*
* *

Comme si elle n'avait pas compris, elle recommença aussitôt à combiner et selon les mêmes procédés qu'au 21 mars, qu'au 27 mai, qu'au 9 juin, une autre entreprise de rupture et de percée. Ce qu'elle se propose, c'est d'attaquer de Reims à Massiges, sur tout le front de la 4e armée Gouraud, et de prendre à revers, par la gauche et par la droite, la Montagne de Reims; Châlons tombera; l'armée française, coupée de l'Argonne et de Verdun, devra capituler devant Paris. Ce sera la bataille suprême, l'offensive pour la paix, le *Friedensturm*.

Pendant tout le mois de juin, l'ennemi prépare cette grandiose bataille; à son insu, la 4e armée observe son travail. Nous connaissons désormais sa méthode du 21 mars, du 27 mai, du 9 juin : la surprise, c'est lui, cette fois, qui la subira. Cette fois, nous ne consentirons pas que ses *Minenwerfer*

et ses obus toxiques écrasent ou paralysent nos troupes sur la première position, et nous irons jusqu'au fond et jusqu'au bout de notre doctrine de la bataille soutenue sur des zones profondes.

Le 7 juillet, le général Gouraud adresse à ses soldats l'ordre du jour que voici : « Nous pouvons être attaqués d'un moment à l'autre. Vous sentez tous que jamais bataille défensive n'aura été livrée en des circonstances plus favorables. Nous sommes prévenus et nous sommes sur nos gardes. Nous sommes puissamment renforcés en infanterie et en artillerie. Vous combattrez sur un terrain que vous avez transformé par votre travail opiniâtre en une forteresse redoutable, forteresse invincible, si tous les passages sont bien gardés. Le bombardement sera terrible : vous le supporterez sans faiblir. L'assaut sera rude, dans un nuage de poussière, de fumée et de gaz, mais votre position et votre armement sont formidables. Dans vos poitrines battent des cœurs braves et forts d'hommes libres. Personne ne regardera en arrière, personne ne reculera d'un pas. Chacun n'aura qu'une pensée : en tuer beaucoup, jusqu'à ce qu'ils en aient assez. Et c'est pourquoi votre général vous dit : Cet assaut, vous le briserez, et ce sera un beau jour. »

Briser cet assaut, ce sera arrêter l'adversaire, non pas nécessairement sur la première position, mais là où nous voudrons livrer la bataille : et délibérément, systématiquement, quoi qu'il puisse lui en coûter, la 4e armée consentira par avance à abandonner une part de sa zone avancée, et même s'il le faut, cette région des Monts de Moronvilliers qu'elle était si fière d'avoir l'année d'avant très glorieusement conquise.

Les signes précurseurs se sont multipliés. D'une nuit à l'autre, la 4e armée attend le choc. Le 14 juillet, un fort coup de main lui procure des prisonniers : ils révèlent que ce sera pour cette nuit même.

Cette nuit-là, comme il avait souvent fait, l'Empereur allemand monta à un observatoire : il avait promis à ses soldats qu'il daignerait regarder leurs exploits. Il ne peut le savoir, mais c'est la dernière bataille que contempleront ses yeux cruels.

L'heure marquée pour l'attaque, et que les prisonniers allemands ont dite, approche. Avant qu'elle ait sonné, tout à coup, par un singulier renversement des rites, un travail de

contre-préparation française devance la préparation allemande. Notre immense artillerie se dévoile toute et déchaîne un bombardement si formidable qu'il réconforte là-bas nos fantassins laissés comme des enfants perdus aux avant-postes, les excite, les remplit d'une frénésie de confiance : beaucoup, — l'un d'eux me l'a rapporté, — se dressaient debout sur les parapets et lançaient à l'ennemi des injures dans la nuit. Jusqu'aux arrière lignes des Allemands nos pièces à longue portée frappent aux points sensibles de leur énorme machine d'assaut, avant même qu'elle se mette en marche. Elle se met en marche pourtant. Mais, aussitôt que commence le bombardement ennemi, les fantassins de nos premières tranchées se retirent hors de la portée des *Minenwerfer*, se replient sur la ligne intermédiaire, à deux kilomètres environ plus au Sud, pour y former des groupes de combat, qui, se flanquant les uns les autres, opposeront à l'adversaire une résistance d'autant plus solide qu'il pénétrera plus avant dans nos lignes. Et quand enfin l'infanterie allemande partit à l'assaut, nos tirs de barrage s'abattirent d'abord en avant de notre première position, puis sur cette première position, déjà évacuée par nous, puis plus en arrière, à mesure que les signaux lancés par nos avant-postes, qui se repliaient, jalonnaient l'avance de l'assaillant. Jamais tant de sang allemand n'avait coulé en si peu d'heures. Pourtant, l'artillerie ennemie persistait à allonger indéfiniment ses tirs de barrage, selon l'horaire prescrit, comme si les vagues d'infanterie continuaient de progresser derrière eux à l'allure prévue : mais déjà, par bataillons, par régiments, par divisions, l'infanterie allemande gisait dans les plaines... Le jour s'était levé, et ce fut « le beau jour » que le général avait promis.

Tandis que les soldats de la 4e armée brisaient ainsi à l'Est de Reims l'effort de quinze divisions appuyées par dix autres, à l'Ouest de Reims au contraire de grandes forces ennemies progressaient en direction d'Épernay. Alors, ayant gagné, le 15 juillet, sa dernière bataille défensive, la France engagea, le 18 juillet, sa première bataille offensive, et ces deux batailles n'en sont qu'une.

C'est très témérairement que les Allemands précipitaient leurs troupes vers Dormans et Épernay. Si on les attaquait sur les deux flancs du saillant de l'Aisne à la Marne, là où le

saillant commençait à se dessiner, de façon à menacer Bazoches, nœud vital de leurs communications, leur péril serait grave. Le général Foch guettait le moment. Par son ordre, sur le flanc Ouest du saillant, l'armée Mangin, prolongée à droite par l'armée Degoutte, s'apprêtait. A la faveur des nuits, et sous le couvert des bois, de puissantes réserves d'infanterie accoururent. Une nombreuse artillerie de renforcement se massa en secret, et, sans exécuter des réglages, attendit. Et depuis des mois, quelque part, dans le parc d'un château mystérieux, enveloppé de forêts, nous avions préparé en grand secret l'organe français de la surprise, ces chars blindés légers dont les Allemands avaient éprouvé déjà en quelques rencontres, le 11 juin par exemple, le pouvoir de rupture et d'écrasement. Cette fois, c'est par groupes et par régiments qu'ils allaient évoluer en avant de nos vagues d'infanterie et remplir l'office des *Sturmbataillone*. Le 18 juillet, le coup prodigieux fut asséné : douze divisions ennemies culbutées, et, pour notre butin, 20 000 prisonniers, 400 canons. L'armée allemande aventurée au Sud de la Marne reflua vers la Vesle.

Deux ans plus tôt, devant Verdun, aux mois de mai et de juin 1916, nous avions enduré de l'ennemi les pires assauts, sans réagir, — par impuissance, semblait-il. De même aux mois de mai et de juin 1918; et qui ne voit l'analogie des deux situations? Mais en 1916 préparant notre riposte de la Somme, en 1918 préparant notre riposte de la Marne, nous avions pareillement ménagé, épargné nos forces, et voici qu'aujourd'hui comme en 1916, victorieux dans la défensive et victorieux dans la contre-offensive, nous venions de retourner à notre profit les conditions de la lutte, — ou tout au moins de rétablir l'équilibre. L'effort que l'Allemagne a déployé pendant quatre mois, — au prix de quelle usure! — quand le renouvellera-t-elle? Pourra-t-elle jamais reprendre l'initiative des opérations et retrouver « le fier privilège de l'offensive? »

***

La supériorité du nombre, elle vient de la perdre, car, à sa grande stupeur, depuis plusieurs semaines, les Américains sont entrés dans la bataille. Quand, le 28 mars 1918, en un moment très sombre, les généraux Pershing et Bliss, accourus vers les chefs des armées alliées, leur avaient généreusement

offert l'assistance immédiate de troupes américaines, ils n'avaient guère pu mettre à leur disposition que 250 000 hommes, et qui ne s'étaient acheminés que peu à peu vers la ligne de feu, pour tenir d'abord, dans les Vosges, les secteurs les plus calmes du front (1). Mais à la seconde bataille de la Marne, c'est par grandes unités constituées que les soldats américains ont été engagés, et au plus fort des mêlées : à Belleau et à Bouresches, l'ennemi vient d'éprouver leur vaillance, et à Fère et à Sergy (2). Depuis le mois de mars, les contingents des États-Unis débarqués en France ont quadruplé : au début de juillet, ils atteignent déjà l'effectif de 930 000 hommes, dont près de 600 000 combattants (3). Or, d'autres contingents débarquent sans cesse, à raison de 200 000 hommes, de 300 000 hommes par mois, et il en débarquera ainsi durant des mois encore et, s'il le faut, durant des années (4).

Pourtant, même après sa défaite du 18 juillet 1918, l'armée allemande demeure très puissante, et ses effectifs égalent au moins les effectifs des Alliés. Elle peut raccourcir encore son front de bataille, se rétablir dans la ligne Hindenburg, ou plus en arrière, au besoin, sur une ligne plus courte, prolonger indéfiniment la lutte. Devons-nous attendre, jusqu'en 1919 par exemple, jusqu'au jour où les États-Unis pourront donner le plein de leur effort? Foch n'attendit pas.

*
* *

Il va entreprendre, et sur l'heure, son *Friedensturm* à lui, la bataille dernière, celle qui ne portera pas, comme les batailles du passé, le nom d'une bourgade, d'une ville ou d'un fleuve, mais qui, se déployant de la Woëvre aux Flandres à travers

(1) Au 23 mars 1918, le tableau des effectifs américains est celui-ci : Combattants, 165 540 ; services américains, 91 293 hommes ; services français, 6 090 hommes ; services anglais, 5 146 hommes ; total, 268 069 hommes.

(2) En outre, à la seconde bataille de la Marne, les deux divisions italiennes du corps Albricci ont glorieusement aidé les Français, les Anglais et les Américains.

(3) Au 6 juillet 1918, les chiffres exacts sont les suivants : Combattants, 648 754 ; services américains, 211 404 hommes ; services français, 20 242 hommes, services anglais, 9 652 hommes ; total, 890 052 hommes. — Les pertes américaines, en tués et en disparus, s'élèvent déjà à cette date à 7 580 hommes.

(4) Au 26 octobre 1918, peu de jours avant l'armistice, l'armée américaine en France se composera des effectifs que voici : Combattants, 1 356 562 ; services américains, 446 554 hommes ; services français, 22 063 hommes ; services anglais, 9 651 hommes ; total, 1 834 831 hommes.

tant de provinces, s'appellera la Bataille de France, celle que peut-être une humanité plus heureuse, mais non nécessairement plus noble, vénérera à travers les âges comme la bataille libératrice, qui aura mis fin aux guerres.

Ce sera, dès le 20 juillet, l'offensive de l'armée de Mitry, de Dormans à Mareuil-le-Port ; — du 20 juillet au 2 août, l'offensive de l'armée Berthelot poussant vers la Vesle ; — et le 8 août, entre la Somme et l'Avre, l'offensive franco-britannique des armées Rawlinson et Debeney ; — et le 12 août, ce sera l'offensive de l'armée Humbert, de Montdidier jusqu'à l'Oise ; — et ce sera, dans la seconde quinzaine d'août, l'offensive de l'armée Mangin entre l'Aisne et l'Ailette ; — et encore l'offensive de l'armée Byng et de l'armée Horn vers Bapaume ; et ce sera, au début de septembre, l'élargissement de l'offensive des armées Byng et Horn en avant d'Arras ; — et à la mi-septembre, ce sera l'offensive des armées Degoutte et Berthelot au Sud, puis au Nord de la Vesle ; — et encore l'offensive de l'armée Pershing vers Saint-Mihiel ; — et le 26 septembre, ce sera l'offensive de l'armée Pershing et de l'armée Gouraud vers Buzancy et vers Vouziers ; — et le 27, l'offensive britannique vers Cambrai ; — et le 29, l'offensive belge vers la forêt d'Houthulst ; et, aux premiers jours d'octobre, la prise de Saint-Quentin, puis de Roulers, puis de Lille...

Il est facile à tout venant de dénombrer ces coups. Il serait plus malaisé, et hors de notre pouvoir, d'analyser l'art qui les dirige, les redouble, les multiplie, en précipite le rythme et la cadence. Nous qui n'avons jamais considéré en ces pages la conduite générale des opérations que dans la mesure où il était nécessaire pour expliquer l'action de l'infanterie, tenons-nous-en à représenter par l'exemple, pris presque au hasard, d'une seule division, quelles énergies durent déployer nos fantassins en ces dures opérations offensives.

La 165e division d'infanterie, aux ordres du général Caron, a pris part, du 10 au 17 août, à l'action offensive de la 3e armée ; retirée de la ligne de feu le 18, elle y est renvoyée après sept jours seulement de repos. Du 26 au 28, ses trois régiments d'infanterie, — le 154e, le 155e, le 287e, — s'installent dans le secteur de Canny-sur-Matz ; mais à peine y sont-ils entrés, ils sont lancés en avant, le 28 août, car l'ennemi, se repliant sur tout le front de la 3e armée, a décampé dans la nuit, couvert seule-

ment par de faibles arrière-gardes. Les trois régiments marchent à sa recherche, en formations très largement articulées, sur un front de trois kilomètres : ils reprennent le contact à huit kilomètres de leur point de départ : l'ennemi attend aux lisières de Catigny et au long du canal du Nord ; il tient en force les têtes de pont de Catigny et de Béhancourt. Sur cette ligne de résistance, solidement organisée, le combat s'engage le 29 août, et bientôt les deux infanteries s'emmêlent inextricablement, en sorte qu'il nous est impossible soit de bombarder la première ligne allemande, soit de ramener aussitôt en arrière les fantassins, que les mitrailleuses ennemies prendraient trop facilement sous leurs feux. Il faut attendre la nuit pour ordonner leur repli et le lendemain pour les envoyer de nouveau, cette fois abrités par un barrage roulant, à l'assaut de Catigny.

Ils emportent le village, après un combat de rues, forcent les passages du canal du Nord, prennent Chevilly. Au soir de cette rude journée du 30 août, ils sont arrêtés aux lisières du bois du Chapitre, que garnissent des réseaux de fil de fer et des nids de mitrailleuses. D'ailleurs, la 165e division a progressé plus rapidement que les divisions voisines, lesquelles n'ont pu encore franchir le canal du Nord ; trop en flèche et violemment contre-attaquée, elle évacue Chevilly dans la nuit. Elle le reprend le lendemain 31, par une vraie bataille rangée, qui se prolonge très avant dans la nuit. Il faut employer les deux jours suivants à regrouper nos unités et à préparer une seconde attaque sur le bois du Chapitre : la division s'en empare le 3 septembre.

La nuit venue, l'ennemi, qui a beaucoup souffert, se dérobe. Couverts par des patrouilles de cavalerie, nos fantassins se remettent en marche, le 4, atteignent et dépassent Guiscard. En fin de journée, leurs avant-gardes se heurtent à nouveau à une position normalement organisée en secteur défensif : les Allemands tiennent sous leurs feux la ligne des crêtes au Nord et à l'Est de Guiscard, et c'est seulement le 6 septembre, après deux jours d'âpres combats, que la division, ayant pris Buchoire et Berlancourt, pourra avancer jusqu'à la Neuville-en-Beine, à 3 kilomètres plus loin. Le lendemain, 7 septembre, elle recommencera la poursuite, pour atteindre, en une étape de 9 kilomètres, ce canal Crozat que cinq mois plus tôt l'infan-

terie allemande, en route pour Paris, croyait-elle, avait triomphalement franchi.

Là, pour la troisième fois, l'ennemi résistera : car il manœuvre en retraite par repli systématique, nous attirant chaque fois sur une position d'arrêt choisie à une distance telle de la position d'arrêt précédente qu'il nous faille chaque fois procéder au déplacement général de notre artillerie. Au bout de deux jours, nos régiments forcent pourtant le canal Crozat, et c'est à 10 kilomètres au delà qu'une troupe fraîche vient relever enfin, le 11 septembre, l'énergique division qui, en ces quinze jours, a livré vingt combats, conquis un riche butin et refoulé l'ennemi sur une profondeur de 40 kilomètres.

Quelle émotion de regarder sur la carte le long sillon qu'elle a tracé et les sillons parallèles, de longueur inégale, mais non moins inflexibles, qu'à sa droite, à sa gauche, ont tracés tant d'autres divisions! Chaque division est un soc qui, d'un mouvement lent et fort, laboure la terre sacrée. A quel prix! Décimés par les deux organes de la défense ennemie, la mitrailleuse légère et l'ypérite, nos régiments s'épuisent. La bataille n'est plus, comme en guerre de siège, une crise horrible, mais brève; c'est l'ahan continu des marches et des contre-marches, des nuits sans sommeil et des jours sans abri, sous l'ardent soleil de l'été. Mais c'est l'été glorieux : l'ennemi ne combat plus qu'à reculons sur cette terre qu'il a souillée et que nos soldats délivrent et purifient. Pour eux, la misère est de tous les jours, mais la victoire aussi est de tous les jours. Chacune de leurs étapes est une victoire, faite de tous leurs labeurs de ces quatre années, de toutes leurs expériences, de tous leurs progrès, de toutes leurs souffrances, non pas des leurs seulement, mais des souffrances magnanimes de leurs compagnons qui sont morts et dont ils accomplissent enfin la volonté. Leurs compagnons qui sont morts sont près d'eux en ces jours, — *et oculis insipientium visi sunt mori :* ils les assistent, ils les soutiennent en leurs derniers travaux. « Vive labeur! » c'était le mot d'ordre de Jeanne.

* * *

Sous les coups savants à la fois et forcenés que frappent les Alliés, l'Allemagne chancelle. Ses armées formidables, ses 204 divisions du 21 mars, que sont-elles devenues?

Au 21 mars, 124 de ces divisions suffisaient à tenir le front, les 80 autres restaient disponibles, et c'était un immense réservoir de forces. Au 11 juillet, la situation restait à peu près la même, — 126 divisions en ligne, 78 disponibles, — parce que l'Allemagne, jetant dans la fournaise au fur et à mesure de ses besoins les 450 000 soldats de sa plus jeune classe de recrutement, avait réussi, ou à peu près, à compenser ses pertes. Mais voici qu'à partir du mois d'août un phénomène, surprenant à première vue, se manifeste : la ligne de bataille, par suite du repli allemand, va toujours se raccourcissant, et pourtant, à mesure qu'elle se raccourcit, le nombre des divisions qui la tiennent va toujours en augmentant : nous en identifions 156 en ligne au 1er septembre, puis 162 au 10 octobre, puis 167 au 16 octobre.

C'est que d'Ypres à l'Aisne et de l'Aisne à la Woëvre, le bélier de Foch frappe et refrappe ici, puis là, souvent à l'improviste. Au lieu des 80 divisions que l'Allemagne au 21 mars gardait orgueilleusement en réserve, elle n'en a plus que 48 disponibles le 1er septembre (1), 26 le 10 octobre, 20 le 16 octobre (2).

Or, si l'on additionne, à des dates quelconques, les divisions en secteur et les divisions disponibles, on ne retrouve plus, à partir de la fin d'août, le total de 204 : l'ennemi a été forcé d'en disloquer ou d'en dissoudre plusieurs (3). De plus, dans celles qui subsistent, le nombre des combattants décroît, et leur qualité. Les adolescents de la classe 1919, engagés depuis avril, se sont épuisés très vite : à la fin de septembre, cette classe est consommée presque toute (4). Pour combler

(1) Les 204 divisions allemandes se répartissaient ainsi au 1er septembre : groupe d'armées du prince royal de Bavière, 29 divisions ; groupe d'armées von Bohn, 69 ; groupe d'armées du Kronprinz, 28 ; en Lorraine et en Alsace, 30, total : 156 divisions en ligne (ou en soutien immédiat), et 48 à l'arrière.

(2) Six seulement de ces vingt divisions peuvent être dites des « divisions fraîches, » car les autres ont été retirées des combats depuis moins de quinze jours.

(3) Au 1er septembre, huit divisions ont déjà été dissoutes (les 6e, 46e, 47e, 78e divisions de réserve, la 10e division de Landwehr, la 9e division de réserve bavaroise, la 10e division bavaroise, la 101e division). Au 15 septembre, trois de plus (la 33e division de réserve, la 211e division, la 235e division). Au 1er octobre, quatre autres encore (les 302e, 109e, 225e divisions et la 43e division de réserve). Dix autres au moins ont été dissoutes en octobre.

(4) En août, la proportion des hommes de la classe 1919 parmi les prisonniers est de 15 p. 100 à 20 p. 100.

les vides, une commission, composée d'officiers d'État-major que n'assiste aucun médecin, et que les soldats allemands nomment la *Mord Kommission*, la commission d'assassinat, visite les services des étapes, les pressure, y recrute, vaille que vaille, des combattants (1). Elle s'évertue en vain : dès le 30 juillet, il a fallu commencer à réduire des bataillons à trois compagnies; et le procédé s'est vite généralisé. Ces unités exsangues, il faut pourtant les engager sans cesse. Des vingt-quatre divisions qui, du 26 septembre au 15 octobre, soutinrent la pression de l'armée Gouraud, et qui furent toutes décimées, huit furent à peu près anéanties. La 42e, qui avait laissé entre nos mains aux deux premiers jours de la bataille 2000 prisonniers, reparaît en Argonne le 15 octobre : son effectif n'est plus guère que de 500 hommes. La 202e, maintenue en ligne pendant toute la bataille, s'y use entièrement : le 9 octobre, elle perd 500 hommes, qui formaient presque tout son effectif en combattants. Une division d'élite, la 200e, composée de chasseurs, reste au combat jusqu'au 5 octobre : à cette date, ses trois régiments ne comptent plus respectivement que 110, 120 et 150 hommes.

De calculs dignes de foi il résulte que les batailles de juillet ont coûté à l'Allemagne 87 000 hommes, les batailles d'août 123 000, les batailles de septembre 223 000, les batailles d'octobre 169 000 ; au total, en quatre mois, 602 000 hommes, — c'est-à-dire beaucoup plus que le contingent d'une classe de recrutement. Faudra-t-il donc envoyer au feu les enfants de la classe 1920 ? L'Empereur, dit-on, le voulait, et le Kronprinz, et Ludendorff... En ces mêmes quatre mois, l'armée allemande avait abandonné sur les champs de bataille 5 000 canons, le quart de toute son artillerie.

De quel nom nommer tous ces faits, si ce n'est du nom de défaite ou de désastre, et comment nos ennemis osent-ils aujourd'hui prétendre parfois, sans en rien croire, qu'ils n'ont pas été vaincus militairement ?

*
* *

Certes, jusqu'à la fin leurs généraux conduiront la retraite avec énergie et habileté, et jusqu'à la fin les arrière-gardes

(1) Cette commission fut instituée par un ordre du Grand Quartier général allemand en date du 9 juillet 1918.

allemandes, composées de corps d'élite et de volontaires, se battront avec un morne courage. Mais dans les dernières semaines, à l'arrière de la ligne de feu, c'est le désarroi des troupes d'étapes qui se débandent, c'est la capitulation, c'est la décomposition morale de la nation presque entière. Là-bas, à Berlin, la prison de Moabit est bondée de déserteurs en prévention de conseil de guerre, que, de temps à autre, avant tout jugement, la gendarmerie expédie en masse au front, pour qu'ils fassent place dans les cellules à d'autres prisonniers; peu à peu les déserteurs errent impunément, par milliers, dans les rues. Peu à peu, dans maints corps de troupes, les fils de la vieille nation disciplinée, prenant modèle sur les moujiks, se forment en « Comités d'ouvriers et de soldats » et, déployant des oripeaux rouges, passent de la barbarie impérialiste à la barbarie anarchiste. Alors, tremblant à leur tour pour leurs foyers, ils précipitent leur retraite vers le Rhin, les pillards qui n'osent plus piller, les incendiaires qui n'osent plus incendier; ils fuient, — *Not kennt kein Gebot!* — les rois, les princes, les *Sozialdemokraten* et les *Junkers*; ils fuient, — c'est la guerre! — les bourreaux des *Kommandanturs*, et les pédantesques théoriciens de la Force que crée le Droit; ils fuient, — c'est la guerre fraîche et joyeuse! — devant les hommes libres.

Jusqu'aux dernières semaines et jusqu'au dernier jour notre infanterie aura durement besogné. Une dernière fois, comme nous avons fait si souvent, nous tâcherons de représenter ses mérites par un exemple. Nous reviendrons vers cette 9e division d'infanterie qui, aux jours tragiques de mars, avait soutenu, on s'en souvient, de si pénibles combats en retraite et s'était fait hacher sous Noyon.

Depuis, elle s'est reconstituée en Alsace. En juillet, transportée d'Alsace en Champagne, à l'Ouest de Damery, elle est engagée le 18 juillet, et depuis elle combattra presque sans trêve, d'abord au Sud de la Marne, puis entre la Marne et la Vesle, puis au Nord de la Vesle, puis entre l'Aisne et le camp de Sissonne : de juillet à la fin d'octobre elle défait l'ennemi en quatre larges combats, à Belval, à Montigny, à Berry-au-Bac, sur la *Hunding-Stellung*. Le 4 novembre, elle est transportée dans un autre secteur, devant Recouvrance. De là elle mènera la poursuite vers la Meuse. Les chars blindés roulent devant les fantassins, une pièce d'artillerie accompagne chaque bataillon

d'avant-garde. Le 4 novembre, la division prend Recouvrance et Caudion; le 6, elle prend Remancourt, Adon, Givron; le 7, Rogiville, la Besace; le 8, elle prend Librecy; le 9, elle prend Ham, Cliron, Charoué, Tournes, et découvre au loin la Meuse et Château-Regnault, en Ardenne : non loin de ces lieux, voilà quatre cents ans, le Chevalier sans peur et sans reproche, en souvenir d'une antique légende de l'Ardenne, avait envoyé dire aux reîtres et aux lansquenets, puis leur avait prouvé qu'« un bayard de France ne craint pas un roussin d'Allemagne. » Le 10, la division, qui, depuis le 18 juillet, est restée soixante-dix-huit jours au contact de l'ennemi et qui vient de le poursuivre sur 130 kilomètres, entre dans Château-Regnault, et le lendemain ses avant-gardes poussent au loin sur l'autre rive de la Meuse. Elles ont repris le contact : les fantassins se déploient, les artilleurs mettent en batterie. Une nouvelle court : c'est l'armistice.

CONCLUSION

Conclusion : la victoire. « O patrie ! ô concorde entre les citoyens ! » — Louange à tous nos alliés, et à chacun d'eux selon la durée de son effort et selon l'ampleur de ses sacrifices ! Mais louange aussi, pour la part qui lui est due, à la douce France, à la forte France !

JOSEPH BÉDIER.

QUELQUES
GRANDES MINUTES AMÉRICAINES

I. — EN MER

On ne fait pas à l'Amérique sa part. Lorsque ce prestigieux pays vous tient, il ne vous lâche plus. J'ai fourni deux campagnes transatlantiques consécutives, en deux ans : à peine rentré de la seconde, voici que mes amis d'outre-mer me sollicitent d'en entreprendre, sans plus tarder, une troisième.

— Nous vous garantissons, m'affirment-ils, que ce sera la bonne.

Peut-être. Le voyage, en attendant, ne s'annonce pas précisément sous de favorables auspices. Nous sommes à la fin de janvier 1917. L'Allemagne, pour reconnaître à sa manière la patience angélique du président Wilson, vient, paraît-il, de décréter la guerre sous-marine sans restriction. Il subsistait dans son code de meurtre une suprême concession à l'humanité, cette politesse du dernier quart d'heure envers les victimes, qui s'appelait l'avertissement préalable : elle la biffe. Si nous sommes attaqués, nous n'aurons même plus droit au salut de la torpille avant de la recevoir. Bien que ce droit n'ait guère été qu'illusoire dans la pratique, la perspective est plutôt macabre et ne laisse pas de projeter quelque ombre sur le départ.

On ne s'en installe pas moins comme si l'on ne devait plus être dérangé jusqu'à New-York. Chacun se dit sans doute que, les amarres larguées, il n'est que de se confier aveuglément au destin.

Le soir tombe. Pendant la descente en eau calme, au fil de la Gironde, nous regardons la France s'effacer, fondre derrière nous aux deux berges du fleuve, dans le crépuscule hivernal, sous la pluie. Les feux jumeaux de la Coubre et de Cordouan nous suivent un instant sur les vagues. Puis c'est la plongée dans la grande ténèbre sans phares et sans étoiles. Nous voguons, toutes lumières éteintes ou masquées. Nous sommes de la nuit qui flotte dans de la nuit.

Horrifiées par le noir de leurs cabines, des femmes sont remontées sur le pont et s'y sont couchées à l'air libre, le corps roulé en momie dans leurs couvertures, la nuque appuyée à leur ceinture de sauvetage. Elles gisent là, formes rigides et muettes, presque sépulcrales dans cette atmosphère funèbre de vaisseau fantôme. Mais sous leurs paupières fermées tout leur être veille. Elles savent qu'autour de nous, dans les invisibles replis des masses mouvantes et bruissantes du dehors, les requins d'acier rôdent.

A la marée qui a précédé la nôtre, un cargo bordelais, l'*Amiral-Troude*, a été coulé dans les parages que nous traversons. Avant de sombrer, il a lancé par télégraphie sans fil un message qui nous a touchés. Rien ne nous eût été plus facile que de nous porter à son secours : nous sommes demeurés cois, comme si nous n'avions pas entendu son appel. La consigne, dorénavant, n'est plus d'assister le voisin en détresse : elle est d'éviter son sort. A l'antique solidarité maritime, les Allemands nous ont contraints de substituer la pratique du chacun pour soi; ils ont déshonoré la mer en y introduisant la loi de la jungle; c'est peut-être ce que les gens du métier leur pardonnent le moins. Un Breton de l'équipage, un « pays » à moi, me déclarait ce tantôt, avec son rude accent de Pleumeur-Bodou, sans même s'apercevoir du méchant jeu de mots par lequel s'exprimait son indignation :

— Que voulez-vous, monsieur? Ça n'est pas des marins, ces lascars-là : ça n'est que des sous-marins.

Nous sommes censés avoir franchi la zone dangereuse. Le bateau cesse de décrire les zigzags auxquels il s'est astreint, par mesure de prudence, trois jours durant, et pique droit devant lui, dans la direction accoutumée, tout ragaillardi, semble-t-il, d'avoir réintégré sa route. Les esprits aussi se sont rassérénés. Passagers et passagères ne s'hypnotisent plus à

scruter anxieusement les lointains : ils se reposent désormais de ce soin sur les deux matelots de guet, perchés à mi-mât, dans le « nid de pie. » Et lorsqu'ils se groupent au fumoir ou dans le salon, ce n'est plus à seule fin de débattre si la rumeur est fondée qui voudrait qu'une immunité spéciale couvrît la ligne française de l'Océan, parce que l'Allemagne l'aurait élue pour le transport de sa correspondance et de ses espions. Les conversations s'élargissent et s'aèrent, en quelque sorte : on parle moins de la guerre sous-marine, davantage de la guerre tout court. Nous avons parmi nous des permissionnaires qui, établis en Amérique, vont, pour la première fois depuis le commencement des hostilités, retrouver leurs familles. Ils nous racontent dans quelles conditions ils s'embarquèrent, en août-septembre 1914, et nous retracent incidemment certains épisodes de la mobilisation à New-York.

— Jamais, disent-ils, nous ne nous fussions imaginé qu'il y eût tant de Français aux États-Unis.

Il en surgissait de toutes parts. On les voyait déboucher des gares en processions, brandissant un drapeau tricolore, fabriqué vaille que vaille. Les uns traînaient de lourdes valises, les autres balançaient à la pointe d'un bâton ferré un maigre baluchon noué dans un mouchoir : tous chantaient *la Marseillaise*. Sur le parcours, les New-Yorkais enthousiasmés leur emboîtaient le pas en criant : « France! France! la belle France! » Une bande de bûcherons canadiens, descendus des vastes forêts septentrionales de la province de Winnipeg, défila sur la Cinquième Avenue aux sons d'une cornemuse primitive, un jeune curé de paroisse marchant à sa tête. La plupart étaient sans doute frais émigrés de Bretagne. La foule leur fit une longue ovation, les larmes aux yeux. Elle les sentait animés, après huit siècles, de la même foi qui ébranla leurs ancêtres vers les croisades.

A la porte du consulat, près de Battery Place, il y avait queue du matin au soir. Et quel singulier rendez-vous de tous les spécimens d'humanité! Les plus étranges étaient les cow-boys, les bergers centaures des plaines de l'Arizona, reconnaissables à leurs sombreros penchés sur l'oreille et à leurs foulards de soie écarlate, négligemment attachés autour du cou. Pour tromper l'attente, ces échappés du grand Ouest se narraient tout haut leur histoire. Beaucoup étaient d'anciens déserteurs à qui ne souriait qu'à demi l'idée de se présenter devant

les autorités françaises. Qu'est-ce donc qui les poussait à se livrer d'eux-mêmes entre leurs mains? Un d'eux expliquait ainsi son cas :

— J'étais bien tranquille dans la prairie. Voilà que, la semaine derrière, le maître du ranch m'arrive pour inspecter le troupeau. L'opération terminée, on cause un peu : « A propos, Frenchie, me dit-il à brûle-pourpoint, vous savez qu'ils ont la guerre chez vous. » Il me montre le journal. J'y jette un coup d'œil et je réponds : « Qu'ils se débrouillent! Moi, ils m'ont rayé de leur liste : je ne bouge pas. » N'empêche que, le lendemain, à la pique de l'aube, j'enfourchais mon meilleur mustang, je galopais d'une traite jusqu'au ranch, je priais le patron de me régler mon compte, et je sautais dans le train. Cette sacrée France! Du diable si je pensais encore à elle! Mais, quand on l'a dans le sang, il faut croire que c'est pour jamais... Seulement, que le consul ne s'avise pas de me chercher de vieilles puces! Je suis ici pour être expédié au feu, non pour être bouclé en prison. »

Espérons que la « sacrée » France n'aura pas refusé à ces enfants prodigues le droit de se réhabiliter en se faisant tuer pour elle.

Au nombre des permissionnaires que nous ramenons dans leurs foyers figurent plusieurs volontaires américains qui se sont engagés dès la première heure au service de notre pays. Je me suis lié en cours de route avec l'un d'entre eux, issu par ses pères d'un vieux clan écossais, comme l'indique son nom de Campbell. C'est à la prédominance de l'élément celtique dans sa population, — qu'il soit venu d'Écosse, d'Irlande ou de Galles, — que l'Amérique est redevable du caractère foncièrement idéaliste de son génie. Le jeune Campbell a pu vivre des années au contact direct des brasseurs d'argent de Wall Street, sans rien abdiquer de sa noblesse native. Il travaillait dans une banque lorsque la guerre éclata. Comprenant d'instinct que, dans ce conflit, c'était la civilisation morale du monde entier qui était en jeu, il n'eut pas une seconde d'hésitation. Son gouvernement lui enjoignait de rester neutre, mais sa conscience, nourrie de la pure tradition américaine, lui faisait un devoir de se prononcer. Il résilia son contrat, rassembla ses économies et postula pour une place de conducteur dans le corps des ambulances automobiles qui s'organisait à ce moment-

là par les soins et sous la surveillance d'un autre Américain de la grande espèce, le professeur Piatt Andrew, de Harvard. Un mois plus tard il était en France.

La France! Je n'avais pas été sans entendre le fervent : au revoir! qu'il lui avait adressé, comme elle achevait de se dissoudre dans les grisailles de l'horizon, le soir du départ. Depuis, il ne s'est pas écoulé de jour où il ne m'ait recherché, malgré sa réserve, pour parler d'elle. S'il ne l'a pas dans le sang, lui, en revanche, il l'a dans l'âme, et à quelle profondeur! Je lui ai demandé, cet après-midi, quand et comment elle était si despotiquement entrée en lui. Il m'a répondu :

— Songez que je suis né à la Nouvelle-Orléans où vous n'ignorez pas qu'elle est encore partout vivante. Je l'y ai respirée dans l'air avec mon premier souffle. A fréquenter, tout enfant, les vieilles rues du quartier français, j'appris, sans qu'il m'en coûtât aucun effort, les rudiments de votre langue et de votre histoire. Les noms de vos grands conquistadors mississipiens, les La Salle, les Iberville, les Bienville, ont longtemps sonné plus familièrement à mon oreille et chanté plus clair à mon imagination que ceux des Washington et des Lincoln. Lorsque les affaires de mes parents les obligèrent à monter vers le Nord et que je dus m'adapter à un milieu exclusivement américain, j'en éprouvai d'abord une sorte de déracinement moral. Quelque chose de vital me manquait, qui n'était ni la tiédeur des brises du Sud, ni la verdure éternelle des lataniers de marais, ni l'arome des magnolias en fleur. Quoi donc? Je ne le découvris qu'à des années de là, quand, un beau jour, un jour inoubliable, je retrouvai soudain la France, sous le toit d'un de mes compagnons de travail, en la personne de sa mère, Mme Chênes, une veuve âgée, infirme, presque aveugle. Oh! l'admirable femme! Émigrée aux États-Unis après 1870, elle y avait connu tous les déboires, tous les chagrins. Ni l'adversité, ni la vieillesse n'avaient altéré son humeur : à plus de quatre-vingts ans, elle était restée aimable, spirituelle, enjouée, charmante; en un mot, elle était restée Française. D'être admis dans son intimité me fut comme un rapatriement. Elle me rendait ce que j'avais eu de plus cher dans mon passé et dont la nostalgie me hantait à mon insu : le parfum de votre civilisation, de votre culture. Son humble cottage de Grantwood, dans le New Jersey, devint pour moi un sanctuaire où

je communiais avec elle dans la dévotion à la France... La guerre, loin de terrasser son âme, l'exalta : elle se plaignit seulement de n'être ni jeune, ni riche, de n'avoir plus rien qu'elle pût offrir à son pays, excepté les derniers battements de son cœur. Encore s'ingénia-t-elle à la servir à sa façon : elle est morte en tricotant pour vos soldats de petites serviettes éponges que j'ai eu, à mainte reprise, la satisfaction de leur distribuer dans les boues de l'Yser et dans les tranchées de la Somme.

Là-dessus, il m'a tendu la main :

— Retenez, de grâce, le nom de Mme Chênes : ce fut celui d'une grande Française.

Et il s'en est allé, par crainte de me laisser voir son émotion.

Le premier jour de février s'est levé pour nous sur les approches du Nouveau Monde. Un soleil énorme brûle sans flamme dans les hauteurs glaciales d'un ciel démesuré. Du fond de l'Occident une côte émerge, voilée, mystérieuse. Quelle Amérique allons-nous découvrir, cette fois? Nous sommes plusieurs qui nous le demandons avec angoisse, cependant que, les passes de l'Hudson franchies, les permissionnaires saluent de leurs vivats la Liberté colossale, qui semble marcher à notre rencontre sur les eaux, — symbole de celle dont ils ont trois courtes semaines à jouir. Campbell ne s'associe point à leur allégresse. Debout à l'écart, il contemple en silence la nuée roussâtre où commencent à s'inscrire les façades géométriques des bâtiments de New-York, pareilles à de gigantesques rangées de dominos d'inégales dimensions. Comme nous l'abordons, ma femme et moi, pour lui faire nos adieux, il nous révèle de lui-même le secret de sa mélancolie :

— Je devrais être content d'arriver, n'est ce pas? Eh bien! non. Je tremble à la pensée de retrouver mes compatriotes tels que je les ai quittés. Qu'avons-nous encore de commun? Que comprendrai-je à leurs préoccupations? Que comprendront-ils aux miennes? J'essaie en vain de me persuader que je suis un Américain qui rentre en Amérique : je reste un homme du front qui débarque chez des neutres.

Nous longeons, sur notre gauche, les bassins de Hoboken où sont internés les paquebots hambourgeois, avec le monstrueux *Vaterland* les dominant tous de sa puissante architec-

ture cyclopéenne. Au gris sale de leurs flancs déteints des chapelets de moules se sont incrustés. Et le spectacle est dramatique de ces léviathans captifs, contraints d'assister, immobiles, au déroulement majestueux de notre sillage.

— Nous leur infligeons le supplice de Tantale, remarque le commandant qui nous a rejoints.

— Aussi ai-je pitié d'eux, dit Campbell. Mon vœu le plus ardent est qu'ils reprennent bientôt la mer... chargés de troupes américaines.

II. — LA RUPTURE

Ce matin, ç'a été le réveil en plein maëlstrom de New-York. Il fait un froid polaire, mais un temps magnifique, un temps « glorieux, » pour parler comme notre garçon d'hôtel. La ville baigne dans un halo d'or. Je suis sorti pour câbler à nos enfants. L'employé de la Western Union, après avoir parcouru le texte de ma dépêche libellée en français, me sourit d'un air affable et, tout de suite, entame la conversation, comme si nous étions dans quelque bureau de France où le télégraphiste aurait du loisir :

— Alors, vous n'avez pas été ennuyé par les sous-marins? J'en suis bien aise... L'Allemagne est stupide avec ses sous-marins. Comment ne voit-elle pas que c'est elle surtout qu'ils sont en train de couler? Je l'entendais confesser récemment à un commandant de la ligne Hambourg-Amérique... C'est un ami de longue date, qui n'a rien de caché pour moi... Et, tenez! J'ai été, grâce à lui, le premier Américain, je pense, à savoir que la guerre était sur le point d'éclater... Oui : un des derniers jours de juillet 1914, il se présente là où vous êtes et me prend à part : « Ed, lisez cela. » C'était un sans-fil. Je lis : *William has appendicitis.* Je me figure naturellement qu'il s'agit de quelqu'un des siens et me dispose à lui exprimer ma sympathie. Il m'interrompt en me chuchotant à l'oreille : « Dans nos instructions secrètes la phrase signifie que nous sommes en guerre. »

Et l'employé loquace d'ajouter avec conviction :

— Avant peu, j'espère, nous vous aurons aidés à opérer William de son appendicite.

On dit le président Wilson très affecté par la nouvelle note

allemande. Lorsque M. Lansing, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, la lui a communiquée, avant-hier, il a d'abord refusé d'en croire ses yeux. Quoi! l'Allemagne qui, après le coulage du *Sussex*, s'était solennellement engagée envers les États-Unis à ne plus torpiller de navire sans avertissement, leur appliquerait aujourd'hui la doctrine du « chiffon de papier, » comme à une quelconque Belgique?

— C'est impossible! s'est-il écrié.

Et il a emporté le document dans son cabinet où il s'est enfermé, selon son habitude, pour en délibérer avec lui-même, en attendant son autre moi, le colonel House, qu'il a fait mander. Ses adversaires politiques lui reprochent amèrement cette réclusion dans laquelle il se confine aux heures graves, alors que les circonstances exigeraient, au contraire, qu'il s'entourât de toutes les lumières, de tous les conseils. A quoi ses partisans ripostent qu'il ne s'isole que pour mieux écouter, dans le silence du recueillement, non le cri de telle fraction américaine du Nord, de l'Est, de l'Ouest ou du Sud, mais la voix, la grande voix du peuple américain tout entier, dont il se considère à juste titre comme l'interprète responsable. Quel langage lui tient-elle en ce moment? Aucun écho n'en a transpiré.

Mais, si, à Washington, le Président reste muet, en revanche un de ses anciens ministres prend, ce soir, la parole à New-York. Les journaux annoncent une conférence publique de William Jennings Bryan dans une salle de Madison Square. Un ami s'offre à m'y conduire, et j'accepte d'autant plus volontiers que je ne connais pas encore de vue l'orateur, — réputé ici pour le plus éloquent tribun de son temps; quelque chose comme un Gambetta des États-Unis, mais un Gambetta de la paix à outrance. Chemin faisant, nous devisons de sa carrière qui n'a guère été que l'histoire d'un long échec retentissant. Chef du parti démocrate, à une époque où le parti n'avait pas d'avenir, il l'a, d'élection en élection, consciencieusement, opiniâtrément mené à la défaite. Pendant un tiers de sa vie, la situation de Bryan a été celle d'un candidat perpétuellement malheureux à la Présidence. Un jour, enfin, la chance tourne pour ses troupes. A la faveur du schisme républicain, provoqué par la rivalité de Taft et de Roosevelt, elles sont appelées à s'emparer du pouvoir. Il semble que leur général n'a plus qu'à mettre la main sur les dépouilles opimes, tant convoitées,

que les portes de la Maison Blanche vont s'ouvrir d'elles-mêmes devant ses pas. Hélas! il ne touche son rêve que pour le voir s'évanouir. Dans l'intervalle, un homme nouveau a surgi, d'une intelligence politique plus riche, plus souple et plus profonde, qui a mûri dans l'étude pour l'action, qui joint au noble goût des idées le sens aigu des réalités, qui croit à la mission de son pays comme à la sienne propre, et dont l'ambition réfléchie, ardemment couvée sous un académisme de surface, est d'être, non plus un simple manieur de foules, mais un authentique pasteur de peuples. Démocrate, il ne l'est pas d'opinion seulement : il l'est d'instinct, de tempérament, de tradition. Ses ancêtres scoto-irlandais lui ont légué la passion celtique de l'égalité, qui, jadis, donna naissance au mythe de la Table Ronde. A peine investi d'une autorité, il s'est imposé à l'attention de ses concitoyens comme un irréductible champion du droit des petits contre les prérogatives des grands. On sait le reste : lorsqu'il s'agit de désigner le candidat à la Présidence, celui que les démocrates élevèrent sur le pavois, ce ne fut point le vétéran William Bryan, mais le conscrit Woodrow Wilson. *Sic vos non vobis.* Le perdant se montra beau joueur : non content de s'effacer à la dernière minute, il pria les votants qui lui étaient demeurés fidèles de reporter leurs suffrages sur son concurrent. Wilson, après cela, ne pouvait moins faire que de lui réserver une place dans son administration. Il eût été de la dignité de Bryan de décliner un poste de sous-ordre là où il avait compté briller au premier plan. Il n'eut pas cette sagesse. La guerre le trouva aux Affaires étrangères. Il prétendit en résoudre les vastes problèmes avec son optique étroite de pacifiste halluciné. Le Président le laissa s'empêtrer à plaisir, jusqu'à ce qu'il n'eût plus d'autre ressource que de se démettre. Comme dit irrévérencieusement mon ami :

— Lâchez assez de corde à un veau, il s'étranglera de lui-même.

Voici plus d'un an que Bryan a débarrassé le gouvernement de sa gênante collaboration, et c'est parmi les masses qu'il promène désormais son évangile de la paix à tout prix. On s'empresse, d'ailleurs, pour l'entendre. Quand nous atteignons Madison Square, la salle est archi-comble. Nous nous casons tant bien que mal dans un pêle-mêle d'humanités hétéroclites où se coudoient des Juifs, des Slaves, des Hindous, des

Chinois, des Allemands, — beaucoup d'Allemands, — et même des Américains. Sur l'estrade Bryan gesticule. La face, rose et pleine, encadrée de longs cheveux noirs, est d'un ecclésiastique ou d'un acteur : d'après mon compagnon, il y aurait en lui des deux. Au moment où nous sommes entrés, il criait de toute la puissance de ses poumons :

— Pourquoi avez-vous abandonné derrière vous la terre de la patrie? Pourquoi avez-vous affronté, dans les conditions de voyage les plus précaires, les périls d'un immense Océan? Qu'est-ce donc qui vous attirait sur ces bords? Que veniez-vous chercher ici?

J'ai cru un instant que c'était moi qu'il apostrophait; je n'ai été rassuré que lorsque l'auditoire, en une formidable clameur, a répliqué d'une seule voix :

— La paix! Oui, la paix!

— Nombreux sont pourtant, a repris Bryan d'un ton tragique, — nombreux sont les mauvais citoyens qui rêvent de lancer ce pays de la paix dans une guerre exotique, déchaînée à trois mille milles de lui, sur laquelle on ne l'a pas consulté et où il n'a, par conséquent, rien à voir. Ils nous disent: Si vous n'allez pas à elle, c'est elle qui viendra à vous. A cela je réponds : Qu'elle vienne! Ce que je veux, si nous devons nous armer, c'est avoir une guerre qui soit notre guerre, une guerre que nous fassions pour nous, et non pour d'autres, une guerre que nous puissions conduire à notre manière et terminer quand bon nous semble. Celle où l'on parle de nous entraîner est la guerre de n'importe qui, la guerre de tout le monde *(everybody's war)*. Les gens d'Europe l'ont entreprise sans nous, qu'ils la liquident sans nous! Si nous nous y fourvoyons avec eux, force nous sera d'y demeurer jusqu'à ce qu'ils en sortent et de nous battre pour les mêmes objets médiocres qu'ils poursuivent.

Puis, les paumes des mains dressées en un geste d'exorcisme :

— Dieu garde la jeune Amérique de s'immiscer dans les querelles du vieux continent!

Tempête d'applaudissements, coups de sifflet d'approbation frénétique, hourras, vociférations sauvages dans toutes les langues de Babel. Nous nous évadons écœurés.

— C'est le Sermon dans les Bas-fonds, déclare mon ami que

cet appel fanatique au plus sordide égoïsme national a blessé dans sa conscience de pur Américain.

Dehors, les petits vendeurs de journaux nous tendent en courant des « extras. » Nous en déployons un, à la clarté d'un réverbère, dans la bise. La manchette porte : « Le Président des États-Unis n'a pas encore fait connaître sa décision. »

Samedi, 3 février.

Elle circule enfin à ciel ouvert, cette décision, et c'est la rupture.

Le Président a passé la plus grande partie de la nuit en méditation, s'est levé matin, a conféré avec M. Lansing, et, à deux heures moins un quart, s'est présenté devant le Congrès. Son message est là, sous mes yeux. Une phrase s'en détache, nette, coupante : « Toutes relations diplomatiques sont rompues entre les États-Unis et l'Empire allemand. » Je me la répète à voix haute pour être bien sûr qu'elle a été écrite, qu'elle a été prononcée. Et ma pensée retourne à quelques mois en arrière, vers les temps douloureux où je ne pouvais traverser les avenues de Washington sans croiser Bernstorff qui, nonchalamment renversé dans les coussins de sa limousine armoriée, y paradait en maître; où le délégué du Kaiser, recherché, choyé, adulé par la société élégante de la capitale, traitait le Président de la République américaine comme un chef indigène, un *native ruler*, et la République américaine elle-même comme une colonie impériale dont il eût été le vice-roi ; où l'ambassade d'Allemagne, devenue le nombril du Nouveau-Monde, bourdonnait d'animation et de vie, tandis que, dans les ambassades des nations alliées, le mot d'ordre était : « Chut! pas de bruit! » si bien que, pour un peu, l'on y eût marché, comme dans une chambre de malade, sur le bout des pieds... Ah! la sinistre impression!

Aujourd'hui, quelle revanche! C'est à l'ambassade d'Allemagne que l'on ferme. A une heure cinquante-sept minutes précises de l'après-midi, avant même que Wilson eût terminé la lecture de son message au Congrès, le comte von Bernstorff a reçu ses passeports. Les cartes de condoléances ont immédiatement commencé de pleuvoir : Washington pleure son « lion. » Lui, cependant, fait le crâne et l'ironique. Aux reporters qui l'interrogent sur la façon dont il compte rentrer en Allemagne il répond :

— Avec tant de navires allemands internés en Amérique, il ne sera pas difficile, je suppose, d'en mobiliser un pour me ramener sûrement chez moi.

Il les remercie des complaisances qu'ils n'ont cessé d'avoir pour lui, leur serre la main à tous, avec effusion, et, comme d'aucuns poussent la flatterie jusqu'à lui crier dans sa langue : « Auf wiedersehn! » il rit d'un rire désinvolte :

— Qui sait?

Aussi bien le dernier mot n'est pas encore dit : rien ne prouve que tout soit fini entre ce singulier ambassadeur et le grand pays trop confiant dont il s'est cyniquement attaché, pendant des années, à miner l'âme. Le message présidentiel prend soin de réserver l'avenir : « Nous sommes les amis sincères du peuple allemand, et nous avons l'ardent désir de continuer à vivre en bons termes avec le gouvernement qui le représente. Nous ne croirons pas à son hostilité tant qu'il ne nous aura pas réduits à la nécessité d'y croire... Nous visons uniquement la juste revendication de nos droits... Ce sont là des principes de paix, non de guerre. » La rupture, comme on voit, laisse la porte large ouverte à la réconciliation.

Mais c'est tout de même la rupture. Guerre ou pas guerre, l'Amérique de ce soir n'est manifestement plus celle d'hier. Si l'air ne sent pas la poudre, du moins y respire-t-on comme un tonique nouveau. Malgré l'âpreté du vent, tout New-York est dans la rue. Les figures sont excitées, les talons heurtent presque martialement le trottoir. Sur Broadway, un joueur d'orgue de Barbarie est cerné par les passants :

— *Marseillaise! Marseillaise!* réclament-ils en chœur.

Et l'homme de moudre avec énergie cette exaltante musique de France à qui l'univers prête désormais la vertu d'une incantation vengeresse contre tout ce qui est allemand. Dans Wall Street, avant de clore la Bourse, agents de change et coulissiers ont entonné l'hymne national américain, l'invocation à la bannière étoilée, puis le plus vénérable des anciens de la corporation a invité ses confrères à louer avec lui l'Éternel d'avoir fait l'Amérique opulente, afin qu'au jour des sacrifices indispensables elle pût donner sans compter. Les pacifistes ont mauvaise presse. « Le pays, leur signifie-t-on, ne va plus être d'humeur pour quelque temps à tolérer des divagations de fous. » Et l'on suggère qu'ils soient tous enfermés dans les grottes du

Mammouth, en Kentucky, dont les échos souterrains seraient dès lors seuls à répercuter leurs discours. Quant à Bryan, le palabreur incurable, l'apôtre des pourparlers à perpétuité, on voudrait l'embarquer sur le premier navire qui bravera le blocus allemand pour voir s'il réussirait « à magnétiser un sous-marin ou à négocier avec une mine. » Rencontrant un New-Yorkais de ma connaissance, je lui demande, selon l'usage, comment il se porte :

— Superbement, me répond-il, comme l'Amérique entière, maintenant que nous avons éliminé Bernstorff de notre substance.

III. — EN VIEILLE FRANCE AMÉRICAINE

Il s'est écoulé toute une quinzaine pendant laquelle j'ai couru l'étape, au hasard de mes engagements de conférencier. Nous roulons maintenant vers le Sud. La neige boréale qui, ce matin encore, coiffait notre pullmann s'est fondue à des haleines plus clémentes. Le nègre vient de soulever les doubles vitres : une brise entre, tiède et embaumée; on dirait d'un souffle méditerranéen. Des deux côtés de la voie, sous le ciel exquisement lumineux, s'étend à perte de vue une savane plate, couleur de rouille, sans un arbre, avec, par places, de larges déchirures d'eau bleue où des sarcelles nagent, le cou redressé, pareilles à de minuscules caravelles vivantes. Puis, au foisonnement moiré des grandes herbes, jaunes ou brunes, succède le marais, la « prairie tremblante, » vrai bouillon de culture végétale et animale, aux épaisseurs visqueuses, riches de tous les ferments. Et voici paraître des arbres étranges, clairsemés d'abord, bientôt rassemblés en forêt. Cramponnés aux vases profondes par leurs racines à demi déchaussées, ils s'effilent dans l'azur en balançant, suspendues à leurs branches, de longues mousses grisâtres que l'on prendrait pour de vieux scalps indiens et que les naturels désignent sous le nom de barbes espagnoles : nous sommes dans la cyprière louisianaise, nourrie des ondes prochaines du Meschacébé.

Il y a deux cent dix-huit ans, jour pour jour, le lundi gras 1699, une poignée de Français aventureux, péniblement remontés par le fleuve, bivouaquaient à la tombée du crépuscule dans ce même paysage aquatique et luxuriant dont les

traits n'ont guère changé depuis. Pendant qu'ils allumaient les feux du campement et commençaient les apprêts du souper, Iberville, leur chef, couché parmi les roseaux de la berge, regardait les étoiles poindre au-dessus de sa tête et, soulignant le contraste de sa soirée solitaire en ces lieux perdus avec les folies carnavalesques auxquelles se livraient en cet instant ses amis parisiens, il goûtait, nous dit-il, une allègre fierté à songer que c'était « un métier bien gaillard » de découvrir des rivages inconnus avec des chaloupes qui ne calaient pas assez pour tenir la mer sous voiles et calaient trop pour atterrir à une côte basse. Le lendemain, il prenait solennellement possession de la contrée, où il n'avait été devancé que par La Salle, et, moins de vingt ans plus tard, dans l'automne de 1717, son jeune frère, Jean-Baptiste Le Moyne de Bienville, y fondait la Nouvelle-Orléans.

Or, nous sommes en 1917, l'année du bi-centenaire de cette fondation. L'occasion est belle pour l'Amérique et pour la France de resserrer leurs liens d'âme en commémorant de concert une de leurs plus anciennes parentés historiques. Le comité constitué à Paris, à cet effet, m'a prié d'être son émissaire à la Nouvelle-Orléans. Par une coïncidence où je ne suis pour rien, nous y arrivons à la même date et presque à la même heure où Iberville abordait, jadis, sur le site de son futur emplacement : c'est dire que nous trouvons une population en liesse. La filleule du Régent, jusque sous le régime américain, est demeurée fidèle à ses folâtres origines. Les puritains du Nord lui reprochent son ardeur au plaisir, mais sont les premiers à venir s'enivrer de ses charmes. Le carnaval de la Nouvelle-Orléans est encore plus fameux ici que, chez nous, celui de Nice. C'est par centaines de mille que les visiteurs y affluent de toutes les régions des États-Unis. Lorsque nous débouchons dans la rue du Canal, le spectacle est d'une splendeur d'apothéose. De part et d'autre de la spacieuse artère, des cascades de lumières électriques multicolores s'épandent en nappes ininterrompues du haut des toits; des chars étincelants, où trônent en des costumes d'une somptuosité de conte de fées des personnages empruntés à toutes les mythologies, voguent au milieu des acclamations dans les remous d'une mer humaine. Et sur la ville délirante palpite la merveilleuse nuit de velours saphir... Que nous sommes donc loin de la guerre!

Elle n'est pourtant pas absente des pensées. Les hôtes qui nous accueillent éprouvent le besoin de s'excuser du déploiement de pompes profanes à travers lesquelles ils nous promènent.

— Voyez vous, nous jouissons de notre reste. C'est parce que nous avons conscience des tâches sérieuses qui nous attendent que nous vidons à longs traits les délices de la fête qui va finir.

La matinée du Mardi Gras nous vaut d'être les témoins d'une scène émouvante qui n'était nullement comprise dans le programme de la journée. Comme nous assistons du haut du balcon d'un club à l'entrée triomphale du Roi et de la Reine qu'une galère paralienne a déposés sur le quai du Mississipi, nous percevons soudain, échappées de quelque rue voisine, les vives cadences d'un pas militaire joué par des bugles. La foule aussi a entendu, car elle s'arrête court, hésite un moment, puis, sans plus se soucier du cortège, s'engouffre dans la direction de la sonnerie, en criant :

— Nos soldats! Nos soldats!

— Gageons, me dit M. W..., que ce sont les milices louisianaises, rappelées de la frontière mexicaine.

Et nous nous précipitons nous-mêmes pour les aller voir. Adieu les royautés de Carnaval dans leur parure magnifique, sur leurs chevaux caparaçonnés de pourpre et d'or! On n'a plus d'yeux que pour un défilé d'hommes en khaki, pas du tout brillants à contempler, mais dont les faces cuites par les flammes du désert n'en rejettent pas moins dans l'ombre tout le clinquant des faux héros de mascarade. M. W... m'a saisi le bras et, d'une voix légèrement altérée :

— N'est-ce pas qu'ils ne feront pas trop piètre figure auprès de vos poilus?

Il ajoute aussi vite :

— D'ailleurs, la plupart sont de sang français.

Le curé de la cathédrale, lui, est bel et bien un Français de France — et même de Bretagne. Je me rends chez lui, en compagnie du Président de la Société historique de la Louisiane, M. Cussachs, pour lui demander de prêter son concours à la célébration du bi-centenaire. Derrière le Cabildo, jadis la résidence des gouverneurs espagnols, nous enfilons une venelle étroite, flanquée, à gauche, d'une église sans caractère, à droite, d'un monumental hôtel dans le style du dix-huitième siècle,

un peu délabré. L'église, c'est Saint-Louis, l'hôtel, c'est la cure. Une vieille servante trotte-menu nous ouvre le lourd portail et nous introduit dans le « parloir. » Un prêtre d'une cinquantaine d'années vient à nous, la main tendue. M. Cussachs me présente au « Père » Racine, — un Racine émigré, il y a quelque vingt ans, non de la Ferté-Milon, mais de Combourg.

Oui, dans ce quartier des bords du fleuve, hanté par les poétiques fantômes de René et de Céluta, j'ai la satisfaction plutôt imprévue de retrouver un compatriote de l'auteur des *Natchez*. Nous évoquons naturellement le « pays de douce souvenance. » M. Racine me raconte comment il l'a quitté à la sollicitation de l'évêque de la Nouvelle-Orléans, un Français lui-même, un Lyonnais, Mgr Laval.

— Je ne serais pas Breton si je n'avais de temps à autre mes petits accès de nostalgie, nous confesse-t-il. Mais, outre qu'un prêtre est dans son élément spirituel partout où l'appelle son ministère, quel séjour pourrait, mieux que cette ville, me donner le sentiment de la patrie? Il n'y a pas jusqu'au grand nom de Chateaubriand qui ne plane sur elle, comme vous dites, presque aussi majestueusement que, là-bas, sur mon berceau natal. Puis, sous la mince couche d'américanisme qui la recouvre à la surface, elle est restée si française, — oh! si française! Une de ses romancières les plus distinguées, miss Grace King, veut même qu'elle soit une Parisienne d'antan qui aurait fait voiles vers les rives du Mississipi, moitié par curiosité du Nouveau Monde, moitié par ennui de l'ancien. On serait tenté de le croire à la frénésie avec laquelle elle se rue aux divertissements frivoles, durant cette période des Gras. Mais, dans le train ordinaire de l'existence, tout en savourant comme un bienfait de Dieu la joie de vivre que lui verse si abondamment son beau ciel, elle se comporte, en réalité, comme une provinciale très sage, très digne, très respectable. Vous connaissez, je suppose, les salons de sa haute société créole : ils ont une noblesse, une harmonie tout à fait vieille France, si je peux m'exprimer ainsi. Et quelle finesse de culture, quel aristocratisme de manières chez les gens! Ils sont fiers de se proclamer citoyens de la libre Amérique, malgré les cicatrices, encore douloureuses après plus d'un demi-siècle, qu'a laissées au cœur de beaucoup d'entre eux la guerre de Sécession; mais la chose dont ils se font gloire par-dessus tout,

dans l'intimité, c'est d'avoir de l'autre côté de l'Océan, à l'ombre de nos clochers de l'Ouest ou du Sud-Ouest, des tombes d'ancêtres authentiques sur lesquelles s'aller agenouiller, chaque fois qu'il leur arrive de passer la mer.

J'insinue que, dans le peuple, l'empreinte française originelle résiste sans doute moins victorieusement à l'américanisation.

— Pas toujours, reprend-il. Je pourrais vous citer, à cet égard, des exemples touchants. Tenez, la semaine dernière, un de mes vicaires, que j'ai amené des environs de Combourg, est mandé au chevet d'une malade de nom dûment américain. Il croit devoir l'interroger en anglais : il n'obtient d'elle que des *yes* et des *no* qui ont l'air de sortir péniblement. Alors, il a recours au français. Métamorphose subite dans l'attitude de la patiente; ses yeux rayonnent, son visage s'illumine : « Ah! s'écrie-t-elle, j'avais peur que vous ne fussiez Irlandais ou Germain. Quel bonheur de vous parler avec ma vraie âme, dans ma vraie langue! » Cependant, il faut avouer que les jeunes générations se défrancisent de jour en jour, et cela pour quantité de motifs dont je vous épargne l'énumération. Je ne connais que trop de fils, hélas! qui n'entendent plus un mot à l'idiome paternel... Espérons que les événements qui semblent se préparer vont leur faire incessamment une obligation de le rapprendre, — et à sa source même, en France, dans notre héroïque France, que je vous charge de saluer pour moi.

Nous nous levons. Le Père Racine nous assure avec chaleur qu'il est tout acquis à notre œuvre et promet d'y intéresser l'évêque.

— Je n'oserai pas en dire autant de l'archevêque, qui est, comme vous savez, dans un état de santé fort précaire.

La phrase éveille un sourire discret sur les lèvres de M. Cussachs. Dehors, il m'explique que l'archevêque en question est un Allemand, qu'il ne s'est pas fait faute de favoriser par tous les moyens dont il disposait les louches intrigues du consul d'Allemagne à la Nouvelle-Orléans, — le succédané peut-être le plus dangereux de Bernstorff, — et que si, à eux deux, ils n'ont pas réussi à transformer la Louisiane en une sous-Germanie américaine, ce n'est pas faute d'y avoir travaillé.

— Rien d'étonnant à ce qu'il soit mal en point : la rupture

lui a porté un coup fatal. Quant à son compère, vous devinez de quel cœur nous lui avons souhaité bon voyage.

Quatre heures de l'après-midi. Sous l'ardent soleil oblique, les grandes Dionysiaques du Sud battent leur plein. Je me réfugie contre la bacchanale des sons et l'orgie des couleurs dans la plus hospitalière oasis de silence et de pénombre qui se puisse rêver. La *Howard memorial Library* présente à l'extérieur l'aspect d'une forteresse moyenâgeuse, en granit rouge, dont aucun bruit ne saurait percer les murs massifs; à l'intérieur, c'est un sanctuaire des livres, où règne un jour mystique, distribué pieusement par de douces et calmes verrières. Là officie l'homme du monde qui, avec le vicomte de Villiers du Terrage, possède le mieux l'histoire de la colonisation française aux bouches du Mississipi. D'ailleurs, sur quoi ou sur qui M. William Beer n'est-il pas renseigné? Ce Celte de la Cornouaille anglaise a mené longtemps une vie toute celtique, c'est-à-dire un peu errante et, en apparence, décousue. Jeune, il a eu soif de l'univers, et il n'y a pas une route du globe où il ne se soit hasardé, pas une, non plus, où il n'ait, en dépit du proverbe, ramassé quelque mousse : ses connaissances sont sans limites, comme sa serviabilité. Devenu sédentaire en vieillissant, il s'est retiré dans une bibliothèque à son goût, dont il est le volume le plus rare, le plus attachant et, si je ne m'abuse, le plus consulté.

Ce fut sous les auspices de l'abbé Prévost que nous nous liâmes, il y a une dizaine d'années, lors de ma première visite à la Nouvelle-Orléans. J'avais désiré relire sur place la mort de la divine Manon, et l'on m'avait adressé à la *Howard memorial Library*. M. Beer eut la gracieuseté de m'apporter lui-même le roman. Une conversation s'engagea où je me bornai très tôt à jouer passionnément le rôle d'écouteur. Lorsqu'elle prit fin, je savais ce que j'avais toujours ignoré jusque-là : que « le chevalier des Grieux » n'était pas un personnage de pure fiction; qu'il avait réellement existé en chair et en os; qu'il était officier de la marine du Roi; qu'il commandait, en 1719, un des navires de la flottille sur laquelle Bienville alla mettre le siège devant Pensacola; qu'il avait donc droit d'être honoré comme un des patrons de la Louisiane, et que ses restes, sans doute, y reposaient. Prévost l'avait-il rencontré? Tenait-il directement de lui la poignante aventure d'amour d'une des cent ou deux

cents filles de joie qu'il avait, au cours de sa carrière, débarquées à la Nouvelle-Orléans? L'érudition de M. Beer laissait ce point dans l'obscurité.

— Et Manon? demandai-je tout haletant.

— Manon a eu le destin des belles créations du génie; Manon a passé du roman dans la légende qui est psychologiquement plus vraie que l'histoire; Manon, comme une autre Madeleine repentie, a été promue par la croyance louisianaise à la dignité d'une sainte locale, ayant souffert, ayant expié pour de bon sur la terre que le récit de ses derniers jours a consacrée. Êtes-vous de loisir demain? Je vous conduirai, si vous voulez, à sa maison et à sa tombe.

Le lendemain, nous faisions ensemble le pèlerinage. A l'orée de la ville, sur la berge du « bayou » Saint-Jean, M. Beer m'arrêta devant la petite maison à la Rousseau, blanche avec des volets verts, qui se dissimule, si pudique, derrière un grillage en bois, au fond d'un jardinet lépreux. Un écriteau l'annonçait « à vendre : » elle était déserte et close, comme si les amants qui sont censés y avoir abrité leur exil l'eussent abandonnée de la veille. On se rappelle que, pour fuir la colère du gouverneur, ils marchèrent « environ deux lieues. » Ces deux lieues, nous les parcourûmes à notre tour, sur leurs traces imaginaires. Le chemin, pavé de fragments de coquilles d'huîtres, étincelait comme un ruban de nacre entre le bayou, d'une part, et, de l'autre, le marécage, voilé d'une frondaison luisante de lataniers nains où bâillaient de jeunes caïmans. Autour de nous, c'était bien « la vaste plaine » dont parle le roman, sans un arbre où se « mettre à couvert. » Et, dans le ciel torride, le soleil flambait... Pauvre Manon! Quel courage il dut lui falloir! Je commençais moi-même à traîner le pas quand mon guide me dit :

— Voici où, accablée de lassitude, elle s'affaissa.

Nous venions d'aboutir à une plage de sable fin, d'un brun foncé, pailleté de grains brillants. En face de nous s'étendait, aussi loin que le regard pouvait atteindre, une eau immense que je pris d'abord pour la mer. C'était le lac Pontchartrain.

— Il n'est pas question de lac dans l'abbé Prévost, continua M. Beer, mais la « campagne de sable » qu'il mentionne est nécessairement celle-ci, attendu qu'il n'y en a pas d'autre dans les parages de la Nouvelle-Orléans. Et c'est donc en ce lieu que

Des Grieux creusa de ses mains la fosse de sa maîtresse, c'est ici qu'il ensevelit « pour toujours, dans le sein de la terre, ce qu'elle avait porté de plus parfait et de plus aimable. »

Nous nous découvrîmes religieusement...

Comme je devise avec le savant bibliothécaire de l'impérissable souvenir que j'ai conservé de cette promenade, il réfléchit un instant, puis :

— Il en est une, — moins longue, — qui serait de circonstance aujourd'hui plus que jamais. Si, pendant que les vivants s'amusent, nous rendions visite aux mânes des morts obscurs qui ont pétri ce coin d'Amérique du meilleur de l'âme française ? »

Nous partons à travers la ville, par des rues détournées. Sur une avenue solitaire, un vieux mur de brique, blanchi à la chaux : c'est le cimetière Saint-Louis. Un gardien moustachu, à mine de grognard du Premier Empire, pousse devant nous la grille. Nous nous engageons dans les petites allées sinueuses de l'étrange campo-santo. Pas de tombes, — le sol est trop spongieux, — mais des *ovens*, des « fours » superposés en étages, véritables compartiments funèbres où les cercueils sont nichés, à la lettre, comme dans un columbarium. Une profusion de vigne vierge, déjà feuillue, tapisse ces vétustes maçonneries dont beaucoup menacent ruine, et leur pourtour est décoré d'une double, d'une triple rangée de coquillages marins, peut-être symboliques. Presque tous ceux, presque toutes celles qui dorment dans ce suprême asile furent, en effet, des pèlerins et des pèlerines de la mer. Leurs épitaphes spécifient soigneusement, parfois avec une naïve grandiloquence, en quelles « paroisses » d'outre-Océan ils « virent le jour. » A déchiffrer ces inscriptions plus ou moins effacées, il semble que l'on compulse un dictionnaire topographique de la France. Il n'est pas une de nos provinces qui ne soit représentée dans cet enclos. Je vénère au passage ma Bretagne en la personne de « François Louis Marrec, né à Morlaix, département du Finistère, le 27 novembre 1797. » Les Dauphinois, les Gascons, les Basques dominent. Nombre de familles, avant de s'installer sur le continent, stationnèrent d'abord aux « Iles, » comme on s'exprimait alors, et particulièrement à Saint-Domingue. Celles-là, c'est le plus souvent en vers que leurs membres sont pleurés, et l'on respire je ne sais quelle fleur de chevalerie et de romance

jusque dans les prénoms délicieusement surannés de leurs femmes ou de leurs filles : Phélonise Roy, Lodoïska Maupassan, Galatée Mahé des Portes, Phormosante Brilliat...

Nous marchons dans une atmosphère imprégnée, saturée de France, — de la France d'autrefois, de la France de toujours. Il faut l'avertissement du gardien pour nous en arracher. Pendant que nous regagnons la sortie, sous la descente violette du crépuscule louisianais, je pense à Campbell et aux propos qu'il me tenait, il y a trois semaines, sur le bateau. Né dans le voisinage de ces morts, pénétré de leur influence, ce jeune Américain s'est dressé à leur premier appel pour défendre l'idéal supérieur de civilisation qu'ils implantèrent en son pays. Mais c'est vers l'Amérique entière que j'entends monter, ce soir, leur grand cri silencieux. Y répondra-t-elle avant qu'il soit trop tard ?

La grille s'est refermée derrière nous, et nous sommes replongés dans la folle rumeur de la ville en fête.

IV. — UNE VEILLE D'ARMES

Mars. — Nous avons retrouvé l'Est, avec son froid, ses brumes, ses alternatives de trombes de neige et de ciels semi printaniers, encore que le Maryland, où nous sommes destinés à séjourner quelque temps, soit considéré comme un territoire méridional, parce que situé en deçà de la ligne fictive, dite de Mason et de Dixon, qui, à l'époque de la Guerre civile, servait à marquer la séparation entre les Fédéraux du Nord et les Confédérés du Sud.

Annapolis, la capitale administrative de l'État, est une ville unique dans son genre. Conçoit-on une agglomération américaine qui n'ait pas son chemin de fer ? Eh bien ! Annapolis n'est reliée au monde extérieur que par un tramway. A quoi elle est redevable d'une autre originalité, qui est d'avoir pu vieillir en paix, sans presque changer. C'est une douceur qu'en ces contrées neuves la plupart des centres humains ignorent : à peine constitués, ils sont travaillés d'une fièvre de croissance qui, sans cesse, les démolit pour les reconstruire, et réciproquement. Annapolis, après deux siècles et demi d'existence, est restée, ou peu s'en faut, semblable à elle-même. Sa marraine, la reine Anne, — non de Bretagne, mais d'Angleterre, — ne s'y

sentirait pas, j'en suis sûr, trop dépaysée, tant elle a gardé sa physionomie primitive, son air discret et charmant de petite ville anglaise, bref, son aspect européen. Vous y appréciez cette chose si rare en Amérique et qui nous est si nécessaire, à nous, gens d'Europe : un passé. Ses gracieuses maisons de briques, d'un rose fané, n'ont pas seulement une architecture : elles ont une histoire, une abondante histoire qu'elles vous content sans hâte, au long des rues proprettes, du milieu de leurs pelouses soigneusement entretenues, qu'ombragent des ormes, des chênes et des érables plus que centenaires. Dans ces récits domestiques, l'odyssée maritime s'entrelace à l'épopée terrienne.

Car Annapolis est amphibie. Très enfoncée à l'intérieur, on jurerait, quand on l'aborde de Washington, une ville agreste : une campagne onduleuse et boisée l'enveloppe, la cerne; en été, elle y disparaît quasiment, noyée dans l'épaisseur des feuillages. Et, néanmoins, elle est en communication avec l'Océan par un de ces bras, un de ces multiples tentacules que la Baie Chesapeake, — assez analogue, dans de plus vastes proportions, à notre Golfe du Morbihan, — insinue au cœur de l'arrière-pays marylandais. De la sorte, si éloignée qu'Annapolis soit du large, le large vient cependant jusqu'à elle. Oh! sous sa forme la plus modérée, la plus assagie, certes. Le flot montant n'a pas plus tôt atteint l'estuaire de la Severn, sur lequel est bâtie la ville, qu'il s'y endort, comme lassé de sa course, en un lac tranquille que des barrages naturels protègent de toutes parts et que les tempêtes atlantiques ne bouleversent jamais. Les vagues, lorsqu'il y en a, se contentent d'expirer mollement, avec un frisselis atténué, sur des ourlets de sable mélangé d'humus. C'est dire que, malgré son estacade où sont amarrés une dizaine de barques de pêche et autant de canots de plaisance, Annapolis ne correspond pas précisément à ce que l'on a coutume d'appeler un port de mer.

Non. Mais quel nid tout fait, en revanche, pour les marins en expectative comme pour les marins en retraite, pour les jeunes goélands qui n'ont pas encore essayé leurs ailes, comme pour les vieux pétrels qui ont replié les leurs! Tels sont aussi bien les deux éléments essentiels de la population d'Annapolis : des amiraux et des commodores qui en ont fini avec la mer, des *midshipmen* qui s'apprêtent à la prendre. C'est, en effet, dans cette petite ville vieillotte, solitairement assise au bord

d'une crique écartée, que l'Amérique a établi son École ou, pour employer le terme consacré, son « Académie » navale. On s'explique un pareil choix, quand on connaît le mode de recrutement des élèves. Comme ils sont désignés soit par le Président, soit par le Sénat et par la Chambre, ils proviennent un peu de tous les États, et une bonne moitié d'entre eux se sont voués à la mer, sans l'avoir jamais vue ailleurs que dans leurs songes. Annapolis est l'endroit indiqué pour leur permettre de se familiariser avec elle et de s'initier par degrés au dur apprentissage qu'elle exige. Ils s'y amarinent progressivement, sûrement. Joignez qu'ils n'ont pas à craindre les tentations du dehors. Autour d'eux, c'est le calme absolu. Ils ont, il est vrai, leurs jours de liberté où la vénérable cité assoupie se réveille le plus aimablement du monde pour faire accueil à ses enfants de prédilection, à ses « benjamins; » mais, dans chaque foyer, ils sont le plus souvent reçus par quelque « ancien, » dont les discours féconds en souvenirs, loin de les distraire des graves préoccupations de leur métier, les y confirment. Le reste du temps, ils vivent derrière les murs de leur École, comme dans un magnifique couvent.

Entendez un couvent américain, c'est-à-dire dont les portes sont ouvertes à tous. Son parc est un chef-d'œuvre d'espace, de lumière, de beauté. C'était naguère un de mes enchantements d'y flâner dans la solennité du soir et de regarder, à travers la broderie en noir des grandes ramures, les longues pourpres du couchant agoniser sur les eaux. Ma première pensée, sitôt de retour à Annapolis, a été de le revoir; mais, quand j'ai voulu franchir l'entrée, un des plantons du corps de garde m'a barré la route, en touchant du revers de la main la visière de sa casquette :

— Monsieur, on ne passe pas.

— Ah! pourquoi?

— C'est la consigne. Mesure de guerre.

Mes oreilles ne m'ont pas trompé : il a bien dit « de guerre. » Et c'est donc que l'on se risque, même dans les instructions officielles, à le prononcer tout haut, ce vocable tabou! Mieux encore : on commence à rompre avec les traditions de l'âge pacifique, on inaugure des méthodes défensives, on se précautionne, on se verrouille. Quel signe des temps nouveaux dans le simple geste de ce planton m'arrêtant au seuil de l'Aca-

démie navale! Là où chacun était autorisé, sinon convié, à pénétrer, à déambuler, à jouir des gazons et des arbres comme dans son propre jardin, on ne passe plus. Bravo! J'aurais volontiers embrassé l'excellent homme qui m'interdisait si catégoriquement l'accès de mon lieu favori. Du moins lui ai-je adressé un remerciement à la chaleur duquel il n'a dû rien comprendre. Jamais promeneur éconduit ne lui a sans doute montré un visage aussi reconnaissant.

Le contre-amiral Éberlé, « superintendant » de l'École, est de nos amis. De stature moyenne, les traits fins, sa barbe grisonnante taillée en pointe, cet officier supérieur de la marine américaine pourrait, par ses manières comme par son physique, appartenir à la nôtre. Il s'est empressé, selon l'usage de son pays, de nous apporter ses souhaits de bienvenue, dès qu'il a su notre arrivée. En Amérique, on n'attend pas votre visite, on la devance. Je relate au commandant mon aventure des jours précédents et lui avoue la joie spéciale que j'en ai ressentie.

— En ce cas, me répond-il, je vais peut-être vous en causer une autre en vous annonçant que nous licencions dans une quinzaine, pour la mettre à la disposition de la Flotte, la classe de nos « middies » qui, normalement, ne devait sortir qu'en juin. La cérémonie de la distribution des diplômes est fixée au jeudi 19 de ce mois. Elle n'aura pas son éclat habituel, mais son caractère n'en sera que plus profond. J'aimerais que vous y assistiez. Ce sera quelque chose comme une veille des armes. Vous lirez, croyez-moi, dans les yeux de nos jeunes paladins de la mer une conscience de leurs responsabilités prochaines, qui vous fera plaisir. Eux, ils seront heureux et flattés d'avoir comme témoin de leur départ pour l'inconnu un Français...

Et il ajoute à mi-voix, en me secouant la main :

— Un allié!

Nous avons été exacts au rendez-vous. D'ordinaire, cette remise des diplômes à la promotion sortante revêt l'ampleur d'un événement sensationnel qui ne passionne pas seulement le Maryland, mais toute l'Amérique. La semaine de juin où elle prend place est réputée comme une véritable « saison » annapolitaine. Les familles des sept ou huit cents élèves, l'essaim de leurs fiancées ou de leurs « douces » s'ébranlent vers la petite ville soudain affairée, — et ravie. Ses deux routes carrossables se couvrent d'automobiles, le service des tramways

est décuplé. On se loge où l'on peut, comme on peut, à l'hôtel, chez l'habitant; des lits sont dressés jusque sous les vérandas. De midi à minuit, ce ne sont que réceptions, dîners, bals. Le « yard » académique s'emplit du mouvement et du bruit d'une foire mondaine.

Ce matin, quand nous le traversons, il est presque désert. Nous errons quelques moments par ses belles allées macadamisées, nettes et luisantes comme un pont de navire. L'air est vif, mais pur. Les premiers « robins » sautillent, cuirassés de rouge feu, dans l'herbe rajeunie des pelouses. Je fais mes dévotions accoutumées aux vieux canons de France, braqués devant la bibliothèque, en caressant leurs nobles contours de bronze vert où sont sculptés le flamboyant soleil de Louis XIV et sa devise : *nec pluribus impar*. A combien de générations de *midshipmen* leurs gueules en trou d'ombre n'ont-elles pas crié depuis la guerre de l'Indépendance :

— Nous avons tonné pour affranchir vos pères!

Je porte ensuite mes hommages à Té-cum-seh, le plus brave et le plus loyal des Sachems de l'Ouest, au dire des Américains, qu'il combattit jusqu'à sa mort, le seul de sa race proscrite dont ils donnent parfois le nom à leurs fils. Son buste géant s'érige, couronné de ses plumes de guerre, au centre du terre-plein par lequel on accède au bâtiment principal, après avoir, jadis, fendu l'espace à la proue d'une des frégates de l'Union, dans les âges désormais préhistoriques de la marine en bois. Il est devenu le fétiche de l'École. Durant les périodes d'examens, les candidats l'invoquent comme leur divinité tutélaire. Les épreuves terminées, ils déposent en guise d'offrande sur son piédestal des « coppers, » de menus sous de cuivre américains, — généralement marqués d'une effigie indienne, — et mènent autour de son image une sarabande plus indienne encore, accompagnée d'une série de hurlements rituels dont les rah! rah! rah! ne doivent pas être sans lui remémorer les plus sauvages accents de sa tribu.

L'horloge de l'Académie pique les quarts, comme à bord. Quatre coups de cloche nous apprennent qu'il est dix heures : au quatrième, une sonnerie de bugles retentit : c'est le signal. Nous nous rallions au groupe peu nombreux des invités, — des membres du clan maritime, pour la plupart, — et nous nous acheminons avec eux vers l'Arsenal, un des monuments dont

s'enorgueillit l'Amérique. Dix mille personnes tiendraient à l'aise dans cet immense préau. Parqueté de chêne lisse, il fournit aux élèves un confortable champ de manœuvres, les jours d'intempérie, et aussi et surtout une incomparable salle de bal pour leur grand « hop » de fin d'année, auquel des légions de jeunes filles, dispersées dans les quarante-huit États, rêvent six mois d'avance et dont elles cultivent amoureusement le souvenir pendant les six autres mois. C'est la femme d'un commodore, ma voisine de chaise, qui, en attendant l'ouverture de la séance, m'instruit de ces détails. Elle me décrit le « hop » de juin dernier, un des plus brillants qu'elle ait vus :

— Les « middies » s'étaient surpassés. Jamais le hall n'avait été décoré avec autant de luxe ni de goût. Imaginez une débauche de lumière, de drapeaux, de verdures, de fleurs et, là dedans, le tourbillonnement des couples, les jeunes filles en toilettes chatoyantes, les jeunes hommes dans leur clair uniforme d'été... C'était féerique!

A cet instant, par l'énorme baie du porche, les aspirants-officiers font leur entrée, sanglés dans leur pourpoint bleu sombre et gantés de blanc : escouade après escouade, ils se rangent en deux haies immobiles de chaque côté de la nef. Et la dame de reprendre, sur un ton de mélancolie, cette fois, et d'apitoiement :

— Pauvres « boys! » Où seront-ils demain? J'ai peur qu'ils n'aient plus l'esprit aux « hops » d'ici longtemps, qu'en pensez-vous?

Ce que j'en pense?... Je pense aux marins de mon pays, à ceux de France, à ceux de Bretagne qui, sur terre aussi bien que sur mer, se font tuer ou couler depuis deux ans; je pense aux plus obscurs comme aux plus glorieux; je pense à vous, mon cher grand Vesco, descendu dans les abîmes méditerranéens avec la *Provence*; je pense à toi, mon pauvre petit Pierric Callec, englouti, nul ne sait où, avec le *Suffren*... Et je réplique un peu nerveusement :

— Si leurs navires joignent les nôtres, il est probable qu'ils danseront, en effet, d'autres danses.

Une fanfare joue, tout le monde se lève. Ce sont les autorités. Elles gravissent une estrade drapée aux couleurs nationales. A leur tête, encadré par le « superintendant » de l'École et par l'amiral Benson, chef des forces navales américaines,

marche un « civil » courtaud et guilleret, à figure de marguillier jovial, la bouche fendue en un large sourire.

— Josephus Daniels, me chuchote ma voisine avec une moue.

La cérémonie est d'habitude présidée par le Président des États-Unis lui-même. Mais l'horizon politique est actuellement si chargé que M. Wilson n'a pas osé s'absenter de Washington, fût-ce pour quelques heures, et c'est le ministre de la Marine qui le supplée.

— Un journaliste de province que, pour plaire à Bryan, on est allé dénicher dans son trou de Raleigh, en Caroline septentrionale, commente dédaigneusement la femme du commodore.

Lui, toujours souriant, déclare la séance ouverte. Le chapelain récite la prière d'usage, dont l'assemblée murmure les répons. On se rassied. Les *midshipmen* de la classe à congédier se sont alignés au pied de l'estrade. Le « superintendant » leur adresse une brève allocution d'adieu : « Vous nous quittez, leur dit-il en substance, avant que le terme régulier de vos études soit échu. Mais je suis tranquille : vous en savez suffisamment pour accomplir comme il faut votre devoir, quel qu'il puisse être. Dans les annales de l'Académie vous serez la « promotion de Mars. » C'est un honneur unique : vous vous en montrerez dignes. Dieu vous garde! » Cela est articulé sans faste, avec la précision rapide et directe d'un commandement militaire, mais une émotion contenue tremble dans la voix. C'est, à présent, au tour du ministre. Et cet ancien « journaliste de province » s'en tire fort congrûment. S'il n'a rien d'un marin, du moins s'entend-il à esquisser un vivant portrait de l'officier de marine modèle, tel que le veut une démocratie. Il en trouve l'idéal réalisé dans l'amiral Dewey, le vainqueur des Philippines, qu'il propose en exemple aux *midshipmen*, parce qu'il fut, « non point un surhomme, doué d'un génie exceptionnel décourageant l'imitation, mais, au contraire, un homme tout court, qui, avec des qualités moyennes, fit de grandes choses. »

— Jeunes gens, conclut-il, il y a un Dewey possible en chacun de vous : je vous demande seulement d'en être convaincus.

Ils le sont. Lorsque le moment est venu de procéder à la

distribution des diplômes, c'est le visage embrasé d'une ferveur religieuse qu'ils s'avancent à l'appel de leur nom pour recevoir des mains du ministre le rouleau de parchemin noué d'un ruban rouge ou vert qui les sacre conducteurs d'hommes. Je les regarde défiler un à un. La diversité du type ethnique est saisissante. Mais le contre-amiral Eberlé disait vrai : que les yeux soient celtes, anglo-saxons, slaves, une même âme s'y reflète, et cette âme est intensément américaine, virile et jeune tout à la fois, prête à l'acceptation radieuse des responsabilités les plus austères. Ces futurs Deweys n'ignorent pas qu'à cette minute critique leur pays n'a proprement que sa marine sur qui compter, qu'ils sont, par conséquent, son premier, son plus immédiat espoir. La fierté qu'ils en éprouvent a des façons tour à tour ingénues et touchantes de se traduire. Dès qu'ils sont en possession de leurs diplômes, ils commencent par les brandir joyeusement, comme de grands enfants qu'ils sont, puis, rentrés à leur place, ils ne se cachent pas pour les baiser avec piété, comme de grands croyants qu'ils sont aussi : toute l'Amérique est dans ces deux gestes.

La veille des armes est close. Les « promus de Mars » se répandent par la ville avec leurs ordres de départ en poche sous pli cacheté. Au cours de la cérémonie, il n'a pas été fait d'allusion expresse à la guerre. Mais son haleine, en quelque sorte, est sur nous. Encore quatre jours, et des lèvres descellées du sphinx de la Maison Blanche jaillira le verbe fatidique qui doit la déchaîner. C'est lundi prochain, 2 avril, que le Congrès se réunit en session extraordinaire pour entendre le Président Wilson interpréter en anglais la parole célèbre de Tacite : *Dedimus profecto grande patientiæ documentum.*

A. Le Braz.

(A suivre.)

LE BUDGET DE LA TOILETTE DEPUIS SEPT SIÈCLES

I

ÉTOFFES ET VÊTEMENTS

En ces jours difficiles, où la rareté et la cherté de toutes choses imposent à chacun des restrictions volontaires, dans les dépenses du vêtement, du linge et des divers accessoires du costume, est-il inopportun de nous distraire du présent en rappelant notre abondance et notre prospérité d'hier en ce domaine, telles que les avait faites le progrès du XIXe siècle? Non, sans doute, puisque la gêne dont nous souffrons est anormale et passagère, et que nous comptons voir bientôt la production et, par suite, le bien-être revenir chez nous à leur niveau antérieur.

I

« En ma façon d'être vêtu et celle d'un paysan, disait Montaigne, je trouve bien plus de distance qu'il n'y a de sa façon à un homme qui n'est vêtu que de sa peau. » Cette distance, au XXe siècle, n'existe plus; ouvriers et bourgeois ont semblable costume; le pauvre même est « vêtu de pourpre et de lin, » comme le riche de l'Évangile, c'est-à-dire qu'il possède du linge et des habits de laine.

Dans cette uniformité nouvelle, la politique n'a joué aucun rôle. Aucune loi moderne ne l'a imposée à notre démocratie; pas plus qu'à l'aristocratie de jadis les lois somptuaires n'avaient garanti la démarcation des rangs; puisque, au contraire, réserver aux grands seigneurs l'usage des tissus d'or et d'argent et les interdire aux classes moyennes, c'était en développer le goût chez qui avait de quoi les payer. Ce luxe disparut vers la fin du règne de Louis XV, lorsque nulle autorité ne songeait à le proscrire. La mode s'en chargea; le sexe faible garda sa parure, tandis que les mœurs amenaient peu à peu la toilette masculine à un degré de laideur que sans doute elle n'avait pas encore atteint depuis les temps préhistoriques.

S'il est d'ailleurs nombre de domaines où le progrès tourne le dos à l'esthétique, où il n'opère pas en beauté, mais seulement en confort, il en est peu où il ait, pour la satisfaction à la fois morale et matérielle de la masse, créé depuis un siècle une pareille abondance et, par suite, un pareil bon marché, que dans le domaine de l'habillement. Nous avions, en 1913, huit fois plus de matières, et leur mise en œuvre coûtait cinq fois moins qu'en 1800. Chaque année nous tombaient du ciel, apportés de tous les coins du monde, quelque 900 millions de kilos de produits textiles, dont 270 millions de laine, 340 millions de coton, 100 millions de lin, 190 millions de chanvre et de jute.

La laine venait d'Australie, d'Argentine et du Cap; le coton, des États-Unis, d'Égypte et des Indes anglaises qui expédiaient aussi le jute; le lin et le chanvre venaient de Russie et des îles du Pacifique. Ces importations étaient de date assez récente : nulles sous l'ancien régime, insignifiantes encore au début de Louis-Philippe, — en 1831, nous ne recevions pas du dehors 4000 tonnes de laine, — elles s'étaient développées assez lentement jusqu'au milieu du second Empire et avaient pris dans les cinquante dernières années, de 1863 à 1913, un incroyable essor.

L'invasion de ces textiles étrangers réduisit, il est vrai, la production de leurs similaires indigènes. Le coton, nouveau venu en Europe, ne devait remplacer ni la laine, ni le lin; puisqu'il allait, au contraire, s'unir à eux dans les tissus et que, malgré sa concurrence, la France de 1913 employait *trois*

fois plus de lin et *six fois plus de laine* qu'il y a quatre-vingts ans. Mais l'élevage et la culture évoluèrent sur notre sol : ces moutons que nos pères appelaient des « bêtes à laine » aux XVIIe et XVIIIe siècles, où le kilo de laine brute se vendait 4 francs (1), — de notre monnaie de 1913, — et le mouton sur pied 18 francs, devinrent au contraire des *bêtes à viande* lorsque, par suite de la baisse de la laine et de la hausse de la viande, le produit de la laine cessa, aux environs de 1850, d'être supérieur au produit de la chair.

Le rapport s'est si bien retourné depuis, que, sur les 310 millions de francs que produisaient annuellement les 21 millions de moutons français, on calculait, au début de notre siècle, que 85 pour 100 de cette somme provenait de la viande et 15 pour 100 seulement de la laine. Le mouton n'était plus le même ; il avait augmenté non seulement *de prix*, mais *de poids;* on recherchait les espèces fortes et précoces. Quant à la laine brute qui valait 3 fr. 20 le kilo en 1820, — ce qui, en monnaie de 1913, équivaudrait à près du double, — elle était graduellement tombée à 2 fr. 60 en 1850, à 1 fr. 95 en 1862, à 1 fr. 40 en 1898. En France, où l'effectif de la race ovine a diminué avec les progrès de la culture intensive, il se recueillait, avant la guerre, 20 millions de kilos de laine de moins qu'il y a trente ans, et il s'en exportait 20 millions de plus; ce qui n'empêchait pas les Français d'avoir accru dans la même période de 60 millions leur consommation intérieure.

Ainsi en fut-il du lin, qui occupait 98000 hectares de notre

(1) Tous les chiffres *antérieurs à l'an 1800*, mentionnés dans cet article, sont des chiffres exprimés *en monnaie de 1913*, dernière année normale avant la guerre. Les monnaies d'autrefois ont été converties toujours en francs intrinsèques de 4 grammes et demi d'argent fin (à 2.2 francs le kilo), et *ces francs intrinsèques* ont été traduits *en francs de 1913*, d'après le pouvoir d'achat de l'argent d'il y a cinq ans.

Ainsi le chiffre de 4 francs, pour la moyenne des prix de la laine aux XVIIe et XVIIIe siècles, correspond à 1 fr. 60 de cette période où le pouvoir d'achat de l'argent, qui oscilla entre trois et deux fois le nôtre, fut *en moyenne* deux fois et demie plus grand qu'en 1913. Et cet 1 fr. 60 représente, *en poids de monnaie*, 1 livre ; parce que la livre tournois, qui valait 2 fr. 57 en 1600, 1 fr. 48 en 1700 et 0 fr. 95 en 1789, peut être estimée en moyenne, pour ces 190 années, à 1 fr. 60 en poids d'argent. De même, pour le mouton sur pied, 18 francs de 1913 signifient, en pouvoir d'achat, 7 fr. 30 des XVIIe et XVIIIe siècles; lesquels représentent 4 livres 11 sous. Le lecteur trouvera à la page 320 de notre livre, *Le Nivellement des jouissances* (Flammarion), un tableau des variations de la livre tournois, de 1200 à 1790, en poids et en pouvoir.

sol national en 1840 et seulement 24 000, reconnus les plus propres à cette culture, en 1913. Mais, à cette date, il nous venait de Russie *cent millions* de kilos au lieu de *cent mille* il y a soixante-dix ans. Cette profusion de nouvelles matières accessibles par leur prix aux classes les moins fortunées, leur fit abandonner l'usage de textiles plus grossiers dont elles avaient dû se contenter jusqu'alors : tel le chanvre que jadis chaque ménage rural, pour l'entretien de son linge, récoltait sur une surface de quelques ares, à proximité de sa demeure. Dans nombre de cantons, qui comptaient encore en 1820 plusieurs centaines de ces « chenevières, » il ne s'en cultive plus un pied aujourd'hui.

Pour la France entière, de 1840 à 1895, le sol consacré au chanvre s'est réduit des quatre cinquièmes : de 176 000 hectares à 34 000 ; mais, comme seules les terres les plus fertiles, capables de soutenir la concurrence de l'étranger, y demeurent affectées, le rendement n'a diminué que des deux tiers. Avec le chanvre, fût-il mélangé de lin, on obtenait des produits assez grossiers ; la bourgeoisie aisée s'en contentait. *De la même toile*, qu'elle a fait tisser à façon, une châtelaine du XVIIe, en Poitou, tisse des housses à meubles, une paillasse de lit et *six nappes pour sa table*.

Le chanvre, français ou exotique, — d'Italie et de Russie, — qui ne peut rivaliser avec le coton et le lin pour la lingerie fine, trouve dans la corderie, les sacs et autres emplois industriels pour lesquels il conservait le privilège de la solidité, des rivaux modernes qui tendent à l'évincer par leur prix inférieur : le jute des Indes, dont l'importation à l'état brut ou manufacturé, commencée en 1850, accrue d'année en année, montait en 1912 à 140 millions de kilos ; l'*abaca*, fibre du bananier textile des Philippines, dénommé à Londres « chanvre de Manille, » qui apparut chez nous lorsque déjà l'Angleterre et les États-Unis en faisaient un large usage et dont nous consommions 30 millions de kilos il y a six ans.

L'apport énorme de ces matières anciennes et nouvelles, déduction faite de celles qui servent à l'ameublement, — tapis, couvertures, matelas, tentures, — ou à d'autres industries, et des quantités réexportées sous forme de fils ou de tissus, mettait à la disposition de chaque Français, en 1913, pour les diverses pièces de son costume, y compris ses chaussures et son

chapeau, en feutre de laine, une masse de textiles dont son aïeul immédiat eût juré ne pas pouvoir trouver l'emploi. En 1825, la baisse de prix du fil de coton suscita une crise *attribuée à la surproduction;* or, il était mis en œuvre à cette date 28 millions de kilos, au lieu de 346 millions il y a six ans, et nul de nos concitoyens ne se plaignait hier qu'il y en eût trop.

Cependant, ce coton seul, ou du moins la portion utilisée en France, représentait 7 kilos par tête, c'est-à-dire, au poids moyen de 120 grammes par mètre carré, quelque 58 mètres de tissus, sans parler de ceux de laine et de lin également accrus. Ce ne sont pas les classes fortunées qui auraient pu absorber ces millions de kilomètres d'étoffes nouvelles. Ces classes sont peu nombreuses et leurs besoins, à cet égard, étaient déjà satisfaits.

II

Mais, pour que chez les plus humbles prolétaires les mêmes besoins pussent s'éveiller et se satisfaire, l'abondance de la *matière première* ne suffisait pas, il fallait une révolution de la *façon*. Même pour la soie, qui valait avant la guerre 30 francs le kilo, — *a fortiori* pour la laine et le coton, — il entre dans le prix du mètre d'étoffe beaucoup plus de main-d'œuvre que de substance. Le machinisme a réalisé ce paradoxe de payer l'ouvrier plus cher et la façon meilleur marché; de sorte qu'un peuple immense d'acheteurs a surgi, capables d'acquérir avec leurs salaires doublés des tissus offerts à moitié prix. Fileuses au fuseau et au rouet, tisserands battant le métier à bras, ces hommes de l'ancien monde travaillaient comme des machines; les machines du monde nouveau travaillent comme des hommes.

Car ces machines n'ont pas seulement soulagé l'humanité de produire, à la sueur de son front, la force simple et brutale; elles ont appris de leurs maîtres, — les inventeurs et constructeurs, — à se comporter avec l'adresse et la sagacité d'une créature vivante, qui se perfectionnerait sans relâche et qui, besognant de plus en plus vite, ferait de plus en plus d'ouvrage. Telle est en résumé l'histoire de ces mécaniques multiples et compliquées, dont les mains de fer transforment les gousses de

coton, les bottes de lin brut ou les toisons de brebis en fils, en tissus et en vêtements.

Pour le coton, la liste des manipulations tiendrait une page : égréneuse, brise-balle, ouvreuse pneumatique, loups-batteurs, diviseurs, secoueurs, cardeuses repasseuses, peigneuses, tambours à matelas dilatable, cannetière, meule voyageuse, etc. Plusieurs dynasties de métiers à filer se sont détrônées et remplacées dans les manufactures, depuis le « spinning-jenny » de Hargreave en 1767. Celui qui règne depuis vingt ans dans les deux hémisphères, — le « continu à bague, » — est le cinquième en date et l'outil auquel il a été préféré, — le « self-acting, » — avait été pendant plus de soixante ans l'objet d'un prodigieux labeur d'améliorations, par des milliers d'ingénieurs, tendant à des solutions de plus en plus simples.

A mesure que ces broches marchaient plus vite, — 2 400 tours en 1830, 3 500 en 1833, 6 000 en 1865, 7 500 en 1880, 9 000 depuis 1900; — à mesure qu'un ouvrier suffisait à un plus grand nombre de broches, 50, puis 500, puis 1 000, que, par suite, le rendement augmentait et que les frais diminuaient, l'humble rêve de 1810 qui consistait à réaliser une économie de moitié sur la filature à la main était largement dépassé : de 1825 à 1870 le prix de façon tomba de 2 fr. 45 à 0 fr. 90 centimes.

Plus lentement acceptées ou plus récemment imaginées, les mécaniques à tisser, à tricoter ou à coudre sont parvenues à leur tour à un quasi-automatisme, puisqu'un ouvrier soigne couramment à la fois 16 métiers Warthrop, lesquels exécutent tout seuls les opérations les plus laborieuses; tantôt « métiers-revolvers » dont les douze boîtes, porteuses de navettes, montent, tournent ou sautent, suivant des mouvements tous différents, presque humains; tantôt reliés à des « express-jacquard, » battant à grande vitesse, tout en déclenchant avec discernement les 2 600 crochets qu'exige un dessin « à fine réduction. »

Le traitement des matières textiles, qu'il s'agisse du peignage des laines ou du rouissage des lins, à qui l'on sait aujourd'hui doser le microbe fermentateur en vases clos; qu'il s'agisse de la teinture en colorants directs, sans mordants, ou des apprêts tels que ce « mercerisage, » — du nom de Mercer, l'inventeur du procédé, — donnant au coton « similisé » le

brillant de la soie, avec qui on le marie d'égal à égal ; le traitement des matières textiles a bénéficié, dans toutes ses phases, de découvertes analogues à celles qui ont révolutionné la filature et le tissage. La soie s'est transformée de même et sa consommation s'est multipliée.

III

Seules les étoffes d'or et d'argent ont disparu, réservées aujourd'hui aux ornements d'église. Elles constituaient le costume de gala des deux sexes, pour les personnages *riches et puissants*, — ce qui, en ce temps-là, revenait au même, — depuis le moyen âge jusqu'au milieu du règne de Louis XV, où les inventaires des gens de cour mentionnent encore nombre de vestes ou d'habits de drap d'argent et d'or, de broderies, de franges et de dentelles d'or. Après avoir fait fureur sous la Régence, la mode en passa et s'abolit peu à peu devant le goût anglais.

Bien qu'un chroniqueur mentionne, au temps de Henri IV, « une immense manufacture à Paris, rue de la Tixeranderie, pour la fabrication du fil d'or, façon de Milan, » on imagine aisément que le débit n'en pouvait être que restreint. Authentique, le « fil d'or de Milan » valait au XVIIe siècle, 560 francs le kilo et ce n'était pas le plus cher ; le kilo de fil d'or variait d'après le nombre de carats, c'est-à-dire le titre du métal employé, de 600 à 1600 francs et, de même, le kilo de passements, franges ou galons d'or oscillait de 500 francs à 6000. On trouvait, il est vrai, de « grands galons d'or faux » à 0 fr. 80 centimes le mètre ; mais la « fausseté » comportait bien des degrés, car des toiles qualifiées « d'or et d'argent faux » coûtaient 65 francs le mètre.

Quant aux tissus d'or fin, qu'ils fussent importés d'Orient, — tels ceux de Chypre ou de Damas au moyen âge, — ou originaires d'Italie, le mètre, suivant la pureté de la substance, descendait à 100 francs et montait à 2400, prix d'un drap d'or « frisé à triple frisure pour faire robe à la reine, » femme de François Ier, en 1530. Auprès de cette dernière étoffe, le drap d'or, à 415 francs le mètre, qui sert en 1670 à confectionner une robe de chambre de Louis XIV, paraît presque bon marché.

Celui-ci est d'ailleurs un prix moyen ; mais l'autre, bien

qu'exceptionnel, nous explique comment le duc de Nemours en 1645 pouvait devoir à son passementier 21 000 francs pour dentelles d'or et d'argent; comment en 1375 une robe de la duchesse de Bourgogne en drap d'or semé de paons, se payait 12 500 francs et comment l'« accoutrement en toile d'argent frangé d'or » que Louis de La Trémoïlle se fait faire en 1514 pour l'entrée du roi lui revenait à 25 000 francs, compris 1 100 francs pour deux chapeaux. Ici la toile d'argent coûta 660 francs le mètre, tandis qu'en général elle ne dépassait pas 200 et qu'il s'en voyait parfois à 35.

Seulement à ce prix-là on n'avait que du « simili, » lequel, en tous les genres, ne date pas d'hier comme on l'entend dire souvent; mais au contraire est aussi vieux que le goût des hommes pour obtenir à bon marché l'imitation ou l'apparence du luxe et du beau. A la solution de ce problème nos aïeux se sont efforcés autant que nous-mêmes. Ils y étaient seulement moins adroits que nous. Les tissus anciens que nous admirons sont les sortes de choix, à qui leur prix assurait la longévité; les qualités vulgaires ayant disparu, l'on est porté à croire que les étoffes d'autrefois étaient, dans leur ensemble, supérieures aux nôtres; or, il n'en est rien. Lorsque nous voyons les rubans de satin cotés 16 fr. le mètre à Saint-Étienne en 1790, tandis qu'il s'en trouve à Boulogne à 2 fr. 10 et que les rubans de cravate et d'épaule pour laquais de province se vendent 0 fr. 75 le mètre, nous pouvons supposer que la différence tient à la moindre largeur de ces rubans de livrée. De même lorsqu'il s'agit d'articles de mode, des rubans vendus par les bonnetiers, par l'illustre Perdrigeon au XVIIe siècle : « c'est Perdrigeon tout pur, » dit Madelon, d'un ruban bien choisi, dans les *Précieuses Ridicules*. Mais quand deux objets d'aspect identique diffèrent du simple au quadruple, nous augurons que l'échelle des qualités comportait jadis autant de degrés qu'aujourd'hui. Ainsi le « cordon bleu, » le grand ruban de l'ordre du Saint-Esprit, coûtait au duc de Penthièvre (1778) tantôt 14 francs le mètre et tantôt 3 fr. 50 suivant la finesse du tissu. Le ruban ponceau de la Toison d'or, qui se portait au cou « en sautoir, » était plus cher à 13 francs le mètre, puisque plus étroit.

Le bon marché des étoffes de soie est, on le sait, tout moderne : tel satin damassé offert, avant la guerre, à 4 fr. 25 se vendait 10 francs, il y a quarante ans; tel lamé pour robe,

offert à 12 fr. 50, ne s'obtenait pas à moins de 35 francs au milieu du XIXe siècle et, sur les 20 millions de francs de soieries vendues par tel de nos magasins de *nouveautés*, le mètre, il y a cinq ans, ressortait en moyenne à 3 fr. 50. Qu'en eussent dit les rédacteurs des ordonnances somptuaires de la fin du XVIe siècle par lesquelles « sont les habitants avertis de se contenir chacun en leur devoir et, considérant leurs qualités et familles, de s'abstenir le plus qu'il sera possible de l'usage de la soie? »

La soie était pourtant à cette date (1598) moins chère qu'au moyen âge où elle avait valu de 200 à 250 francs le kilo, brute, et de 400 à 1 000 francs teinte en fils, à tisser ou à coudre. Quant aux étoffes, si nous laissons de côté celles dont les noms oubliés ne nous révèlent pas l'« armure, » cendal ou samit aux temps féodaux, « tabis » de Tours ou « gros » de Naples sous l'ancien régime, pour nous attacher aux tissus de trame connue, nous remarquons une baisse sensible sous les derniers Valois. Le satin noir, par exemple, variait jusqu'à François Ier, selon sa qualité, de 133 francs à 33 francs le mètre et ces deux extrêmes se rencontrent *la même année* dans *la même ville*. A Anvers, en 1540, un riche satin cramoisi destiné à la reine de Hongrie se payait encore 112 francs; depuis cette époque jusqu'à 1800, nous n'en trouvons guère qui dépasse 60 francs et du satin blanc pour église descend jusqu'à 10 francs.

Les velours les plus riches se vendaient, au XIVe siècle, 400 francs le mètre et les meilleur marché 90 francs; à partir de la seconde moitié du XVIe siècle jusqu'à la Révolution, le maximum n'est plus que de 175 francs, prix de la peluche feuille morte d'un manteau de Louis XIII; les velours « de Gênes, » « de printemps » ou « à point d'Angleterre, » valaient de 50 à 80 francs et l'on trouvait pour une quarantaine de francs le velours et la panne commune où le duc de Savoie (1700) faisait tailler à Turin les justaucorps de ses suisses. De même le mètre de damas, qui avait coûté jadis de 200 à 50 francs, — prix payé en 1544 pour une cotte de héraut d'armes, — ne se paye plus en moyenne que 30 francs depuis le XVIIe siècle et les taffetas valent de 8 à 15 francs sous Louis XV au lieu de 25 à 75 francs à la fin de la guerre de Cent Ans.

Ceux-ci, taffetas « de Florence » ou « armoisins, » nous venaient comme toutes soies d'Italie ou d'Orient; aux dernières

années du xve siècle débuta en Provence et dans le Comtat-Venaissin la sériciculture, qui mit cent ans à se répandre dans le Haut-Languedoc. Le premier « bail à lever soie » date à Nîmes de 1610. Avec les plantations de mûriers blancs, sous lesquels on semait le blé dans les campagnes, ou dont on bordait les routes aux abords des villes, se créèrent les « moulins à soie » et, sous le nom de « manufactures, » les premiers ateliers.

Le gouvernement de Henri IV y poussait et chacun connaît les efforts personnels de Sully en ce sens. « Tout le monde, disait un fonctionnaire du temps, a abandonné le drap pour la soie, jusques aux marchands, simples bourgeois, gens de pratique, artisans et ouvriers...; » mais c'est là une de ces exagérations administratives auxquelles nul ne prenait garde parce que l'usage les autorisait. Il paraît qu'à *Lyon* les « artisanes, » — et ce mot alors signifiait une femme de petit industriel, — « s'habillaient de soie de diverses couleurs et, pour ce, s'appellent toutes *Mademoiselle* » (1630); mais c'était un fait local, particulier à ces centres de fabrication qu'étaient sous Louis XIII Lyon et Tours, dont les pannes s'exportaient en Espagne.

Exceptionnelle du reste était encore la vente au dehors des soieries françaises; l'importation était la règle et lorsqu'on songea à prohiber l'entrée des étoffes étrangères (1633), les « Merciers grossiers, » — c'est-à-dire les négociants, commissionnaires en marchandises, — protestèrent véhémentement en ces termes : « Nous avons une expérience sur la qualité des étoffes d'Italie, que nous avons tâché d'imiter. Le feu-roi fit venir les soies, les métiers et les ouvriers même d'Italie, *qui ne purent faire en France à beaucoup près de ce qu'ils manufacturaient dans leur pays* (?) Mais il faut considérer en cela la Providence de Dieu qui veut que tout le monde vive et que nous ne nous puissions passer les uns des autres. »

Étrangères ou françaises, les étoffes de soie étaient en vérité peu abondantes, puisqu'à cette même date on fait chercher, pour l'ameublement des galères, du damas rouge cramoisi chez tous les marchands de Paris, et « il ne s'en put trouver qui ne fut différent; » on songe à envoyer à Gênes pour en commander, ce qui demanderait trois mois. Mais on ne va pas aisément à Gênes; « il y a beaucoup de risques, » écrit le

général des galères; il cherche donc à Avignon et dans toutes les villes du pays tout ce qui se trouvera de bien semblable pour en faire au moins une partie.

Le luxe de la soie se développa quelque peu sous Colbert; au début du XVIIe siècle, les entrées, qui représentaient presque toute la consommation, étaient évaluées par un importateur compétent à 30 millions de francs pour la France entière; or, en 1680, Gautier, le grand marchand de soieries, en fournitures de corbeilles ou, comme on disait, de « carreaux » de mariages, aurait, au dire de Mme de Sévigné, touché à lui seul plus de trois millions et demi de francs, — « touché » est une manière de parler puisque, avec les clients princiers, la difficulté consistait surtout à être payé.

Le nombre des métiers à Lyon n'était alors (1685) que de 4000; il s'éleva à 8000 en 1739, à 15000 en 1789. Parallèlement, les prix de la graine de vers et du kilo de cocons, en Languedoc, Comtat et Bas-Dauphiné subirent, de 1600 à 1789, une baisse de moitié; signe du progrès constant de la production indigène, alors sans rivale. En 1913, les 7 à 800000 kilos de soie grège, issue des 268 fileries de cocons français, ne représentaient pas le dixième des soies introduites de l'étranger; la région lyonnaise à elle seule, sans parler de ses concurrents du Nord, disposait avec ses 90000 métiers, dont 30000 mécaniques, d'une capacité de fabrication *37 fois supérieure à celle de 1685* et, comme la matière est trois fois moins chère, les 380 millions de francs que valaient les tissus annuellement fabriqués avant la guerre équivaudraient peut-être, en soie pure, *à 25 fois plus de mètres qu'il y a deux siècles.*

IV

Soieries et lainages d'autrefois étaient sans mélange, sauf quelques satins fil et soie au XVIIIe siècle, la popeline, soie et laine, ou la futaine à trame de laine et chaîne de lin. Seul le lin se mariait au chanvre sur les métiers. Les croisements modernes avec le coton ont permis de démocratiser la soie, et d'aristocratiser les lainages vulgaires à l'image et ressemblance des draps de haut prix.

Ainsi ont disparu la « bure » d'aspect rugueux, en laine croisée de gros numéros, le « froc, » les « cadis, » « cordelats »

et « boucarans, » tous humbles tissus de 2 à 4 francs le mètre. Encore leur bon marché ne suffisait-il pas à les recommander et y avait-il économie à employer des qualités plus solides, puisque c'est de 5 à 10 francs le mètre que se payent du XIIIe au XVIIIe siècle, les draps pour cottes de servantes, sayons et hauts-de-chausses d'ouvriers, manteaux que les lépreux, « mis hors du monde, » recevaient lors de leur séquestration officielle, pour les robes de malades dans les hospices et autres draps d'aumônes, achetés « pour habiller les pauvres. » Combien médiocres étaient ceux-là même, on s'en rend compte en voyant qualifier de « communs » les draps qui coûtent plus du double : 11 à 24 francs.

Quant à l'« écarlate, » — écarlate au moyen âge ne désignait pas une *couleur*, mais une *espèce* de drap, la plus estimée de toutes, — elle valait 175 francs le mètre (1376). Scandalisé de pareils chiffres, un contemporain écrivait que cent ans avant, « du temps de saint Louis, rois et reines étaient vêtus de draps non de Malines ou de Bruxelles, mais de Gonesse. » Si le reproche de ce prôneur du temps passé s'adresse à Charles V, alors régnant, on peut lui opposer le « Livre des faits et bonnes mœurs du sage roi Charles » où Christine de Pisan nous garantit que ce prince « ne souffrait point que nul homme de sa cour, tant fût noble ou puissant, portât trop courts habits ni trop outrageuses poulaines, ni femmes cousues dans leurs robes trop étreintes ni trop grands collets... »

Pour saint Louis, j'avoue ne pas savoir où il achetait son drap; mais il était, en effet, moins fastueux que ses fils et petits-fils, si l'on en croit le bon Joinville, qui écrivait : « A l'occasion des cottes brodées *à armer* qu'on fait aujourd'hui, — c'est-à-dire vers 1308, sous Philippe le Bel, — cela me rappelle le père du Roi qui règne à présent (Philippe le Hardi) ; je lui disais que, en la vie d'outre-mer où j'étais, je ne vis cottes brodées au Roi (saint Louis) ni à d'autres, et il me dit qu'il avait tels atours brodés de ses armes qui lui avaient coûté 800 livres parisis (80 000 francs de 1913). Et je lui dis qu'il les eût mieux employées s'il les eût données pour Dieu et si eût fait ses atours de bon cendal enforcé de ses armes comme son père faisait. »

Les rois se suivent et ne se ressemblent pas; tous ne furent pas prodigues pour leur toilette; on voyait dans les registres

de la Chambre des Comptes, au xve siècle, une dépense de 20 sols, — 32 francs, — pour deux manches neuves à un vieux pourpoint de Louis XI et un article de 15 deniers pour une boîte de graisse à graisser ses bottes.

Si nous ne connaissons pas exactement le budget de toilette de saint Louis, nous possédons celui de son grand-père Philippe-Auguste dans un compte de l'année 1202. Ce Roi, ainsi que les princes de sa maison, changeait de vêtements trois fois par an, à la Saint-André, à Noël et à la Notre-Dame d'Août. Deux « capes de pluie » reviennent à 335 francs; ses tuniques « d'estamfort, » fourrées de cendal, — *fourré* signifiait aussi *doublé*, — coûtent 360 francs, sans compter les garnitures de panne; sa robe « de camelin fourrée de vair, » 800 francs; les fourrures ne sont autres que des peaux d'écureuils et de loups, payées 610 francs. Le total ne passe pas 5000 francs, auxquels il faut sans doute ajouter les journées d'ouvriers; car, suivant une ordonnance royale, le maître d'hôtel « achète tous les draps et toutes les fourrures pour le Roi et pour Madame, et garde la clef des armoires; il donne les draps aux tailleurs et compte avec eux pour la façon. » Pour la Reine, sa tunique avec *pallium*, — manteau, — et « supertunique » vaut 620 francs; sa meilleure robe avec cape monte à 2815 francs; deux robes pareilles, à ses dames, sont portées au compte pour 1800 francs.

Les chiffres du xive siècle pour les produits renommés de Londres, Rouen, Malines ou Bruxelles, — 130 à 160 francs le mètre, — ceux même de 100 à 140 francs pour les draps du « seau » ou « de Monsieur » sous Louis XIV, disparaissent au xviiie siècle où les plus luxueux ne dépassent pas 65 francs. Ils avaient donc baissé de plus de moitié. Pour comparer deux étoffes à plusieurs siècles d'intervalle, il faudrait certes les bien connaître, et depuis six cents ans le mot « drap » s'est appliqué à des lainages de toute qualité. Ni *les épithètes* de rayé, mêlé, gaufré, tanné, échiqueté, roset, sanguine, ni les noms des *localités d'origine* ne nous renseignent sur leur mérite relatif.

Si nous groupons les tissus de *même nom*, les prix ne sont pas moins disparates : il existe des « camelots » depuis 6 francs jusqu'à 64 francs, du « blanchet » de 61 francs pour une princesse à 4 fr. 50 pour un berger; de la serge les prix vont de 36 francs à 1 fr. 40, — celle-ci pour courtine d'hospice. — A la

même date (1540), la futaine se paie 4 francs ou 24 francs; entre la tiretaine à 54 francs en 1298 et la tiretaine à 3 fr. 50, en Languedoc, en 1783, la distance est telle qu'il est permis de supposer que l'étoffe a changé de nature à travers les âges, en gardant son nom. Classés *suivant leur usage*, — culottes ou bonnets, bannières ou manteaux, — les draps offriront encore beaucoup d'écarts selon leurs propriétaires. Lorsque la situation sociale de ces derniers nous est connue, les idées se précisent davantage.

V

« Un temps dont on n'a pas un échantillon de robe, disaient les Goncourt, on ne le voit pas vivre. » A défaut des tissus qui lui échappent, ce n'est pas un pur souci du pittoresque qui pousse l'historien à regarder passer, sur les estampes anciennes, les gens qu'il raconte, — Taine n'y manquait jamais, — mais le besoin de les mieux connaître en évoquant leur aspect. Par le dépouillement de leurs comptes de toilette nous pénétrons dans leur ambiance; ce for intérieur, ces dessous des sociétés anciennes que le crayon ou le pinceau ne révèle pas, les chiffres l'éclairent. Ils précisent les distances des classes et des gens, trahissent des efforts, des satisfactions d'amour-propre, ou des économies et des privations, par conséquent des joies et des peines de l'humanité d'hier.

Nos pères ont connu comme nous des modes tour à tour absurdes ou gracieuses et les plus fantastiques ne furent pas celles qui ont passé le plus vite; témoin ces couvre-chefs à forme de bourrelets, prolongés par derrière en une longue queue de velours plissé pendant jusques à terre, que les dames gardèrent cent trente ans sur leur tête, du milieu du xve siècle à l'avènement de Henri IV. Autant que notre contemporaine, la femme souffrait au moyen âge d'être réduite à porter une robe « dépiécée, truande et déroute; » elle requérait de son mari la belle toilette : « Monseigneur, je vous en prie, que j'en aie ! » Le héros du « jeu de Robin et de Marion » trouve que les bachelettes « n'ont pas besoin d'attifailles, » et les assoiffées d'élégance sont traitées, dans un autre fabliau, en coupables guettées par l'enfer : « Cette femme, dit le diable, avait dix paires de robes, tant longues que courtes et autant de cottes-hardies. La

moitié, le quart, pouvait suffire à une dame simple. Cinquante pauvres eussent été vêtus avec le prix d'une de ces robes. » Une châtelaine de Heudorf, si l'on en croit Janssen, vendit vers 1480, pour une modique somme, tout un village afin de pouvoir porter à un tournoi un manteau de velours bleu. Plus d'une bourgeoise de l'Allemagne du Sud avait alors pour 3000 florins de vêtements dans ses armoires; or un bœuf coûtait 3 florins.

Les costumes étaient donc des capitaux, dont on laissait en héritage, à l'un la propriété, à l'autre la jouissance. Un légataire reçoit par testament l'usage d'un manteau *pendant quelques années* à charge, au bout de ce temps, de le rendre à une autre personne (1464). Le contrat notarié où sont inventoriées et décrites les trois robes — la plus chère est estimée 235 francs, — le tablier de taffetas, l'*auberger*, les collerettes et autres effets d'une demoiselle de la Caza Bianca, épousant le « sergent-major, » — c'est-à-dire le commandant de place, — de Sisteron (Provence), se termine par cette clause : « Lesquels objets, le fiancé *promet de rendre au beau-père* dans le cas où sa femme mourrait sans enfants (1581). » Les vêtements et le linge sont choses assez précieuses pour constituer une dot, — la dot entière parmi le peuple, — une matière à transactions ou à indemnités : le plus clair des dommages-intérêts, adjugés en justice aux villageoises du XVIe siècle « séduites et desviollées, » est avec quelques setiers de blé, une robe de bureau, faite et fournie, une couverte et quelques *linceuls* (draps de lit).

« Friperie » n'est, dans notre langue actuelle, qu'une expression figurée depuis que les fripiers ont disparu. Ils louaient encore au XVIIIe siècle des manteaux et robes de deuil aux plus grands seigneurs ; des dames riches et de haut rang achetaient, même assez cher, aux « revendeuses à la toilette » des jupes et des camisoles en satin broché qui « avaient un peu servi. »

La durée des costumes épargnés à raison de leur prix comme des valeurs *permanentes*, l'absence de communications, en protégeant la diversité des types provinciaux, s'opposaient, semble-t-il, aux brusques fluctuations de la mode; de fait, le montagnard de l'Aveyron, vêtu au commencement du XIXe siècle, d'un pourpoint à larges manches et à basques boutonnées, avait l'air d'un personnage de tapisserie ; sa femme,

avec sa cape et son espèce de surcot, ressemblait fort à Jeanne d'Arc. Néanmoins, la double et contradictoire tendance des créatures humaines à *s'imiter* les unes les autres et à *se distinguer* les unes des autres, sur quoi est fondé l'empire de la mode et d'où proviennent aussi ses variations, a régné jadis comme de nos jours dans toutes les classes : il n'est pas surprenant que les Anglaises élégantes, pour imiter la princesse de Galles, en 1380, aient introduit alors en Bretagne les manches pendantes et les corsets fendus sur les hanches ; mais il est plus curieux qu'à la même époque le goût des houppelandes à queues longues d'une aune (1 m. 18) contre lesquelles un concile lança ses censures, ait gagné les femmes du peuple et les servantes même, dont les robes traînantes garnies de fourrure étaient, dit un contemporain, « crottées par derrière autant que la queue d'une brebis. »

Au XVIIIe siècle, l'effort vers l'égalité dans le costume faisait que tout le monde portait les deuils de cour, jusqu'aux brigands de profession : Cartouche, le jour où il fut pris, était habillé de noir à cause du deuil de la grande-duchesse de Toscane, morte depuis quinze jours (1721).

Tout le monde aussi, sous Louis XV, portait la queue de cheveux poudrée. Le soldat la conservait, malgré la défense du maréchal de Saxe, dans les camps et à la guerre ; le décrotteur, qui cirait les souliers au coin du Pont-Neuf, le paysan, qui conduisait une voiture pleine de fumier, avaient leur queue pendante sur le dos. C'était là un ornement auquel l'un et l'autre consacraient beaucoup de temps et de peine, et dans l'exhibition duquel ils trouvaient une pleine satisfaction.

Une satisfaction plus difficile à obtenir était du moins souhaitée un jour par semaine, pour les costumes : « Le dimanche dans la rue, dit en 1784 une étrangère de passage à Paris, nous reconnûmes au milieu de la foule notre laitier, vêtu d'un habit à la mode, d'un gilet brodé, de culottes de soie et de manchettes de dentelles. Le lendemain, il avait repris son vêtement ordinaire. » Ces soieries, fussent-elles du « satin sur fil, » comme le mantelet *à coqueluchon* que la grisette de 1750 affirme lui coûter 8 francs le mètre « et à bien marchander encore, » ces soieries témoignent du même souci d'uniformité que celui du XVe siècle où, si l'on en croit du Clercq, « il n'était

si petit compagnon de métier qui n'eût de son temps (1467) une longue robe de drap jusques au talon. »

Seulement, il y avait des robes pour toutes les bourses, à partir de 100 francs jusqu'à 250 pour les patrons, — « maîtres, » — charpentiers ou maçons, les employés civils ou militaires des châteaux et des villes, les petits propriétaires urbains ou ruraux; il y en avait depuis 300 jusqu'à 1 000 francs et au-dessus pour tous ceux qui, chevaliers ou docteurs, marchands ou princes, étaient *sans distinction de classes* assez riches ou assez luxueux pour les payer. Il existe en effet au moyen âge, dans le sein de chaque profession et de chaque catégorie sociale, de grandes disparités : entre ouvriers, de 12 francs pour une tunique de bouvier (1251), à 130 francs pour l'habit d'un flotteur de bois ; entre gens d'église, de 36 francs pour une robe de prêtre (1496), à 500 francs pour la robe d'été du doyen de Tours ; entre gens de guerre, de 60 francs pour la robe d'un artilleur, à 262 francs pour celle d'un trompette ; entre domestiques, de 31 francs pour la robe d'un portier de château (1346), à 214 francs pour un costume de serviteur du « valet de ville » à Orléans, — on sait que le « valet de ville » était le chef de la police municipale.

Et l'on pourrait relever, aux XVIIe et XVIIIe siècles, semblables écarts parmi les mêmes sortes de personnes : et par exemple entre le hoqueton à 460 francs des archers de la connétablie et l'habit d'un soldat garde-côtes à 28 francs, en Boulonais (1713), ou le sarrot des miliciens, en toile jaune avec parement et collet de toile bleu de roi, à 27 francs sous Louis XV. Ce dernier est exactement du même prix que le pourpoint d'arbalétrier en 1420 ; cependant l'habit du soldat, féodal ou monarchique, qu'il s'agît de la cotte-hardie d'un écuyer ou du hoqueton d'un franc-archer, revenait le plus souvent à une soixantaine de francs.

Le justaucorps, la veste et la culotte du fantassin de l'armée régulière, au XVIIIe siècle, absorbaient 4 mètres 50 de cadis gris-blanc, 2 mètres 10 de drap de Lodève et, pour la doublure, 6 mètres 60 de serge d'Aumale. Au cavalier l'État fournissait en nature l'étoffe du costume, ainsi que les armes et le cheval nu, et le capitaine, moyennant 90 francs par tête, devait pourvoir ses hommes de buffle, chapeau, bottes, selle et menu harnachement; ce qui lui coûtait en bloc plus du double de la somme allouée à cet effet.

Bien que les salaires aient été beaucoup plus élevés au moyen âge qu'aux temps modernes, les costumes des ouvriers et des paysans ne diffèrent, d'une époque à l'autre, ni d'étoffe ni de prix; leurs formes seules et leurs noms changèrent. Les bergers, vignerons, charretiers, menuisiers, serruriers ou tailleurs de pierre payaient, de 1600 à 1790, leurs pourpoints et hauts-de-chausses, leurs camisoles, vestes et culottes, le même prix moyen de 35 à 50 francs, que leurs devanciers, entre 1200 et 1600, avaient payé leurs jupons, tuniques, cottes-hardies ou chaperons. A noter, comme étiage, que l'habillement d'un prisonnier coûtait 103 francs et celui d'un pauvre d'hospice 28 francs. La casaque ou « quajacque » de travail, en toile d'étoupe bleue, du journalier rural, au XVIIIe siècle, revenait à 7 fr. 50.

C'était aussi le prix de la souquenille de Petit-Jean, laquais en province chez une « comtesse d'Escarbagnas » quelconque, laquelle paie 60 francs l'habit et manteau de son cocher, modestement chamarré de galon à 0 fr. 35 le mètre. Tandis qu'il fallait 284 francs, chez S. A. le duc de Penthièvre, pour le galon d'or, à 19 francs le mètre, de l'habit des gardes-généraux de ses bois. Leur costume, en fin drap de Sedan, revenait au total à 660 francs, compris la bandoulière écarlate à doubles armoiries brodées d'or. Aussi, bien que les simples gardes, tireurs et canardiers de ce prince, au nombre de 36 à Anet, 28 à Rambouillet, 22 à Armainvilliers, autant dans la forêt de la Brie, 16 à Vernon et 4 à Sceaux, fussent moins reluisants que leurs brigadiers, l'habillement du personnel de ses chasses lui coûtait annuellement, sous Louis XVI, une cinquantaine de mille francs.

Les gardes, les piqueurs étaient vêtus pour 100 ou 150 francs chez de simples particuliers; d'ailleurs les prix dépendaient autant de la nature des emplois que de la qualité des maîtres. La tenue d'un marmiton chez un duc ou, chez le Roi, celle d'un « garçon de chambre, » était moins chère que celle d'un cocher de bourgeois riche et vaniteux (1). On ne vit pas souvent d'arrêt, comme celui du Parlement de Toulouse (1620), condamnant un étudiant à 1 500 francs d'amende et à la saisie du

(1) Voyez, dans mon *Nivellement des jouissances*, le chapitre des *Domestiques*, p. 246.

costume, pour avoir habillé son laquais d'un pourpoint de satin amarante et d'une mantille de velours parsemée de chiffres en broderie; les édits « pour la réformation des habits » n'ont jamais été pris au sérieux, de leur temps, par personne; chacun étant vêtu, non « suivant sa condition, » mais suivant sa bourse.

Lorsque Saint-Simon prétend que le conseiller d'État Caumartin fut « le premier homme de robe qui ait hasardé le velours et la soie, » que « l'on s'en moqua extrêmement et ne fut imité de personne, » on ne sait trop ce qu'il veut dire. Le règlement de 1585 portait que les robes des conseillers seraient de velours violet-cramoisi « de haute couleur » en hiver et de satin pareil en été. Le violet disparut un siècle plus tard, et le règlement de 1673 obligea Messieurs du Conseil à n'entrer qu'en robe de soie noire. Mais quoique le noir leur fût réservé « à l'appartement, » c'est-à-dire chez le Roi, les plus huppés s'affranchissaient de cette robe, regardée, suivant la vieille tradition féodale, comme inférieure à l'épée.

Mme Saumaise, au temps de la Fronde, forçait son mari à prendre un buffle avec des chausses d'écarlate, afin qu'à la cour, où il allait, « il parût en homme de qualité et non pas en homme de lettres. » Pour d'Avaux, l'un des négociateurs des traités de Westphalie, c'était un vrai chagrin de porter la robe et le rabat au Conseil, avec le cordon bleu au cou comme les prélats, et non en écharpe comme les gens d'épée depuis Louis XIII. De bonne heure, les ministres de Louis XIV s'habillèrent en courtisans et gardèrent seulement un manteau de velours fendu jusqu'au bas sur la droite.

De pareils soucis d'amour-propre ne préoccupaient nullement la foule innombrable des gens de loi ou d'église, petits fonctionnaires royaux ou municipaux, chez qui la soutane, simarre ou robe « longue » ou « courte, » — cette dernière réduite aux proportions d'une redingote moderne, — alternaient avec la veste, le pourpoint, le « corset. » Car, dans la suite des âges, si des objets *pareils*, tels le haut-de-chausses, les grègues et la culotte, ont porté des noms *différents*, revanche les *mêmes noms* ont désigné des objets *très divers*.

Un « corset » pour le *père* (le confesseur) du roi, payé 50 francs au temps de saint Louis (1234), ressemblait sans doute fort peu au « corset » de velours qu'un prince en 1520 paie

1.020 francs avec sa bordure, sa frange et ses ornements; il ressemblait moins encore à celui qui est réclamé dans les *Petites Affiches* de 1761 par une note ainsi conçue : « Le 13 janvier, on a perdu entre 10 et 11 heures du soir, depuis l'aile neuve du château de Versailles, jusques chez le Sr Touchet, baigneur, un *corset* de grand habit, de carrelé couleur de rose, garni d'hermine, avec des manchettes de point. Récompense honnête à qui le rapportera à Mme la comtesse de Galiffet, rue Hillerin Bertin, près l'Abbaye de Panthemon. » Et tous ces corsets enfin n'ont guère rien de commun avec l'armature intime qui, sous couleur d'affiner, accuser ou déguiser la taille de nos contemporaines, tantôt monte suivant les caprices de la mode jusqu'aux aisselles, et tantôt descend jusqu'aux mollets.

Le « tabart » de camelot, qu'Albert Dürer se fait confectionner pour 367 francs à Anvers (1521), peut passer pour un mac-farlane; mais peut-on identifier à la robe d'avocat actuel une « robe de palais » qui coûte 127 francs à Paris et 23 francs à Boulogne-sur-Mer (1779), tandis qu'une robe d'huissier en drap bleu vaut 300 francs à Rouen (1786)? La soutane de notre clergé d'aujourd'hui est-elle plus près de celle d'un chapelain de Mézières, à 70 francs (1682), que de celle de l'archidiacre de Toul à 480 francs? La première sans doute se rapprochait de la moyenne, si l'on en juge par les humbles inventaires de nos curés de campagne d'autrefois, dont la garde-robe se composait le plus souvent d'une soutane de sargette avec sa soutanelle, une paire de souliers et une de chaussons, quatre ou cinq paires de bas de drap ou de laine, autant de chemises et de rabats, une veste et un chapeau.

Il est vrai que nombre de bourgeois et même de nobles ruraux, végétant sur quelques maigres fiefs, ne possédaient guère davantage. Le Seigneur du Bruel (Aveyron) laissait à sa mort (1785) un habit bleu doublé de molleton blanc, une capote, trois culottes gris-blanc, un bonnet de laine et trois chapeaux, dont *un avec ganse et bouton d'or*. Cette ganse d'or le tirait du commun; précaution qu'avait négligée peut-être ce gentilhomme breton dont Mme de Sévigné nous conte l'histoire; à Rennes, chez le duc de Chaulnes, gouverneur de Bretagne, elle accoste un inconnu qu'elle prend pour le maître d'hôtel : « Mon pauvre homme, lui dit-elle, faites-nous dîner, nous

mourons de faim. — Madame, lui fut-il répondu, je voudrais être assez heureux pour vous donner à dîner chez moi ; je me nomme Pécaudière et mon château est à deux lieues de Landerneau. — Ce que je devins, ajoute la marquise, n'est pas une chose qu'on puisse redire. »

On demeure surpris du peu de vêtements dont se contentent des gens de qualité lorsqu'ils vivent retirés sur leurs terres, je ne parle pas des excentriques, comme ce M. de Saint-Chamans qui n'avait sous Louis XIII qu'un pourpoint et un manteau de *couleur Minime*, c'est-à-dire de la nuance brune ou tannée des religieux de Saint-François-de-Paule, parce qu'il avait voué à cette couleur sa personne et tout son mobilier, lit, couvertures, chaises à bras, et même l'intérieur de son carrosse. Mais le comte de Ludres, sénéchal de Lorraine, chef d'une des grandes familles de la province, ne possédait, en 1686, dans son manoir qu'un justaucorps rouge, garni de boutons et galons d'or, avec la culotte, une veste de velours noir, un manteau d'écarlate et une robe de chambre d'indienne, tandis que sa panoplie était garnie de quatre paires de pistolets et de onze fusils, dont une canardière.

VI

Lorsque les deux sexes eurent cessé de porter, comme au moyen âge, le même costume, les maris eurent des vêtements différents de ceux de leurs femmes *quant à la forme*, mais de *pareilles substances et couleurs*. Un intendant de Guyenne, quelques années avant la Révolution, consigne en son livre de comptes l'achat de « 12 aunes de taffetas d'Italie puce, pour faire, dit-il, un déshabillé pour madame et un habit pour moi. » La toilette masculine demeura aussi coûteuse que celle des dames. Nous en avons la preuve dans les comptes des particuliers; pour les princes et princesses, cette dépense était un chapitre du budget officiel, dans lequel leur propre personne ne tient souvent qu'une modeste place.

Ainsi Blondel, ministre de France près de Victor-Amédée de Savoie, premier roi de Sardaigne (1725), dit ne lui avoir jamais vu pendant sept ans, hiver et été, qu'un habit de drap café, sans or ni argent, de gros souliers à deux semelles, des bas drapés l'hiver et de fil l'été. Il avait de plus, dans sa garde-robe, un

surtout de drap bleu, en forme de redingote, qu'il mettait les jours de pluie. Pourtant le crédit annuel, consacré à l'entretien de ce prince si économe, est de 62 000 francs, autant pour la reine, 27 000 pour la princesse; mais les livrées d'un nombreux personnel absorbent le plus clair de ces sommes.

Il en était de même à la cour de France, où 120 000 francs par an étaient prévus pour les trois sœurs de Louis XIII, tandis que la vicomtesse de Rohan et sa petite fille ne dépensaient que 11 000 francs. On ne saurait davantage faire état des folies d'un prodigue comme Cinq-Mars qui, dans la seule année 1640, trouva moyen de faire chez son tailleur, le sieur Tabouret, une note de 271 000 francs.

Cette « note », ou plutôt ce volume, car elle en a les dimensions, était peut-être, bien que minutieusement détaillée, assez artificieusement grossie; les « parties » de l'illustre Tabouret ayant ceci de commun avec celles des apothicaires de son temps qu'elles étaient sujettes à réduction. Lorsque Gourville, en 1671, régla les affaires du prince de Condé, il était dû à ce même tailleur Tabouret une somme de 975 000 francs, *intérêts compris*. Sur cette facture la « façon » seule d'un habit de M. le prince était comptée 1 950 francs. Gourville régla le tout pour moins de 300 000 francs.

Quelque raisonnable que soit un courtisan qui veut faire figure et tenir son rang, la « magnificence des habits est une charge inévitable, nous confie le maréchal de Croÿ, à qui deux habits de cérémonie coûtent 15 000 francs (1747). Pour les fêtes du mariage du Dauphin avec Marie-Antoinette, « les particuliers se surpassèrent, dit le même personnage; on n'a jamais vu de plus beaux costumes; nous eûmes entre nous trois, avec ma femme et mon fils, pour 22 000 livres (48 400 francs) d'habits, et mon gendre (le duc d'Havré), avec sa femme, pour presque autant. Cela, ajoute-t-il, n'était guère philosophe pour un siècle qui se vantait de l'être, » et ne l'empêche pas de se payer encore pour 23 000 francs d'habillements cinq ans après, lors du sacre de Louis XVI.

Ces chiffres n'ont rien de surprenant puisque, sur un habit de gala, la part du maître-brodeur est de 4 200 francs. C'était là, il est vrai, le plus gros chapitre : dans l'uniforme de chef d'escadre que M. de Balleroy paie 3 000 francs à Brest, en 1783, les broderies « au passé, » à 130 francs le mètre, absorbent

2 400 francs, le reste est pour le drap, les boutons et la doublure.

Le faste n'excluait point l'économie : le tailleur fournit au duc de Penthièvre des « dessous de bras » par douzaines; ce prince fait raccommoder ses chemises, refaire ses boutonnières (à 0 fr. 20 chaque) et même ses linges à barbe. On reprise ses serviettes de toilette et l'on remet un col neuf à son peignoir de toile. Il fait dégraisser ses habits de soie par un spécialiste, à raison de 4 fr. 50 la pièce. Cependant sa dépense de toilette, bon an mal an, n'est pas moindre de 30 000 francs qui, pour 1778, consistait en 9 000 fr. d'étoffes et de façon des costumes, 10 200 fr. d'achat et d'entretien de dentelles, 300 fr. de rubans, 3 400 fr. de broderies, 630 fr. de perruques, 1 400 fr. de bas, 1 000 fr. de parfumerie, etc.. Au XVIe siècle, le duc de la Rochefoucauld, l'auteur des *Maximes*, se réservait 15 600 francs par an pour ses habits et ses menus plaisirs; en 1788, le duc de la Trémoïlle consacrait au même chapitre 21 000 francs sur un budget de 560 000 francs.

Mais la toilette masculine n'était plus la même au moment de la Révolution et la France avait perdu, sur ce terrain, l'ascendant naguère possédé par elle à l'étranger. Le *Petit Maître* français, disait un Anglais *au milieu du* XVIIIe *siècle*, est considéré partout, sans excepter Londres où il s'habille à la mode de son pays, généralement admirée par nous. Nous ne suivons pas ces modes que nous admirons; entre les costumes des deux nations le contraste est saisissant; mais nous n'avons pas assez d'esprit pour persister dans notre propre mode sur le continent.

« Aussi, quand un Anglais arrive à Paris, il ne peut se montrer dans les rues avant d'avoir subi une complète métamorphose. Il fait appeler tailleur, perruquier, cordonnier. Il doit même changer ses boucles de souliers et la forme de ses manchettes et se conformer à la mode de la saison, fût-ce au péril de sa vie, le temps n'eût-il jamais été plus froid. Ni âge, ni infirmité ne l'excuseront de se vêtir chaudement avant le jour fixé par l'usage. Il doit avoir un vêtement de camelot galonné d'argent pour le printemps et l'automne, d'autres en soie pour l'été, d'autres en velours et porter une *perruque à la pigeon*, au lieu de sa perruque à nœuds Cette variété de costume est absolument indispensable à qui prétend au moindre

rang au-dessus des simples bourgeois. De retour à Londres, toute cette défroque lui devient inutile. Au point de vue du goût, les modes des deux pays sont également absurdes, mais nos marchands ont une évidente infériorité, car les poupées de leur façon ne passent pas à Paris ni dans aucun lieu de l'Europe. »

Seize ans plus tard (1765), le même voyageur notait avec satisfaction que « les Français *commencent à imiter les Anglais*. La dernière fois que je vins à Paris, une personne d'une certaine condition (homme ou femme) ne serait jamais sortie si ce n'est en grande toilette, quelle que fût l'heure de la matinée, et l'on ne portait pas encore de perruque ronde ; mais *à présent* il s'en voit grand nombre le matin dans les rues, ainsi que des redingotes. »

La mode britannique, dont cet Anglais saluait ainsi l'empire nouveau sur le continent, ne fut adoptée que par le sexe fort. Les femmes de tous les pays demeurèrent soumises aux caprices du goût parisien et, comme les articles de leur toilette sont beaucoup plus nombreux, il y a, dit ce même auteur, « de quoi rendre malade un mari de voir sa femme, à son arrivée en France, obligée de changer et rafraîchir tous ses fourreaux et négligés. Il lui faut de nouveaux chapeaux, de nouveaux rubans, de nouveaux souliers et ses cheveux coupés d'une autre manière. Elle doit avoir ses taffetas pour l'été, ses soieries à fleurs pour le printemps et l'automne, ses satins et damas pour l'hiver. »

Dans les petites cours allemandes, les dames faisaient venir de Paris des « poupées » pour leur faciliter la commande, à leur taille, des « corps » et garnitures de blonde, avec cornettes, fichus, « engageantes » ou autres ajustements. C'était une faveur recherchée des étrangères à Paris, au temps de Marie-Antoinette, que d'aller voir le matin la garde-robe de la Reine, les « grandes robes » surtout, « d'une richesse et d'une élégance inconcevables. » La Révolution n'ébranla pas notre suprématie, — en pleine Terreur, dit-on, et malgré la guerre entre les deux pays, la poupée française parvint régulièrement à Londres chaque semaine, — et l'on retrouvait sous le Consulat des cachemires à 10 000 francs et des jupons de dentelles à 12 500 francs; seulement, c'étaient alors les femmes de fournisseurs des armées qui payaient et portaient les objets de ce prix.

Cependant les plus riches toilettes du temps de Louis XVI, les robes de cérémonie à 3 000, 5 000 et 7 000 francs, en velours ciselé de fleurs naturelles d'où sortaient des fleurs d'or et d'argent, n'étaient pas plus coûteuses qu'au XVIe siècle, celles par exemple, à 3 500 francs *la pièce*, confectionnées en 1538 pour les vingt-deux demoiselles d'honneur de la Reine, ou qu'un « devant de cotte en satin cramoisi, enrichi d'or, de broderies et semé de perles, » à 8 500 francs. Nous avons vu plus haut, par le prix du mètre de tissu, que les étoffes de grand luxe avaient au contraire diminué, du moyen âge aux temps modernes. Que vaudraient-elles aujourd'hui ? L'on pouvait voir à Lyon, il y a quelques années, en cours de fabrication, un lampas fond blanc, orné de fleurs, d'oiseaux et de feuillages en relief. Il coûtait 600 francs le mètre et avait été commandé par une impératrice, qui se proposait d'abord d'en faire un costume et se décida plus tard à l'utiliser simplement en rideau.

Si de pareilles fantaisies sont rares, des articles exceptionnels, — pèlerines de zibeline, voiles en point d'Alençon, — arrivent de nos jours à grossir rapidement le total de notes qui se sont élevées, avant la guerre, chez nos grands couturiers actuels, à 200 000 et 300 000 francs, pour des coquettes richissimes, bien que laides parfois et sur qui les belles robes pleuraient.

Mais ces exceptions n'offrent pas d'intérêt social ; l'innovation de notre temps consiste en ce que la mise soignée, jadis inaccessible au commun peuple, est désormais à la portée de tous. Avec les 2000 livres par an, — c'est-à-dire 6 500 francs de 1913, — que Mme de Maintenon, alors veuve Scarron, avait pour vivre en 1662, elle « gouvernait si bien ses affaires, dit-elle, qu'elle était toujours honnêtement vêtue, quoique simplement, car ses habits n'étaient que d'étamine du Lude et, avec cette *grisette* (nom de l'étoffe), du linge uni, bien chaussée, de beaux jupons et après avoir payé sa pension (au couvent où elle vivait) et celle de sa femme de chambre, ainsi que les gages de celle-ci, elle avait encore de l'argent de reste. »

Il est fâcheux que la future épouse de Louis XIV ne nous donne pas le détail de ce budget; mais nous pouvons aisément le reconstituer d'après les prix analogues qui nous sont connus: la « pension, » — logement et nourriture, — de la maîtresse et de sa servante, dans un couvent parisien ne dépassait pas alors

2000 francs de notre monnaie; sa femme de chambre, en la supposant de bonne tournure, gagnait au plus 200 francs par an; le reste, — les deux tiers, — était consacré à la toilette et aux dépenses de poche. On avait alors une robe d'étamine pour 140 francs: Mme Scarron aurait pu mettre 260 à 300, prix des bourgeoises simples; elle aurait eu de la ratine avec cotillon de camelot, orné de bandes de velours; les souliers étaient très bon marché; le luxe des beaux jupons ne pouvait l'obérer. Mais de nos jours, avec ses 4000 francs, elle aurait pu se payer tout autre chose que du « linge uni » et de la grisette d'étamine. Seize ans plus tard, les robes dont la marquise, alors en place à la Cour, faisait présent à sa belle-sœur d'Aubigné, lui revenaient à 1 100 et 1 200 francs.

Pour les classes ouvrières et paysannes, l'entretien semblait d'autant plus lourd que les salaires étaient très bas, par rapport aux vêtements. Aux servantes de ferme à 70 francs par an, — c'était le prix courant sous Louis XVI, — il fallait des prodiges d'économie pour ne pas dépasser en habillement le montant de leurs gages. Depuis que la machine à coudre, après avoir débuté à 200 tours au temps de l'inventeur Thimonnier, atteint pratiquement la vitesse de 3500 tours par minute, au lieu des 23 points du travail à la main, le façonnage des étoffes s'est fortement abaissé, tandis que les salaires des deux sexes quintuplaient de 1800 à 1913. Ainsi s'est transformé, pour la moitié féminine du genre humain, le budget de sa toilette; il se rapproche du luxe. Si ce luxe, dit-on, devient « banal, » tant mieux; il n'y avait de banal autrefois que la misère.

GEORGES D'AVENEL.

COMMENT JEAN WOUTERS
COMPRIT LA GUERRE

I

Jean Wouters connaissait la guerre. Pas toute. Quand il considérait la petite place qu'il occupait dans la ligne infinie des tranchées, ou quand, au repos, il voyait passer ces immenses convois qui encombraient les routes, et quand il pensait aux Allemands, de l'autre côté ; et aux Alliés, et aux troupes venues de tous les coins du monde, alors il sentait bien qu'il était comme un grain de sable sur la grève. Mais il connaissait la guerre pour sa part. Il l'avait menée pendant cinquante-deux mois : c'était assez pour la connaître, je pense. Toujours au front, dans l'infanterie, à part le temps de l'hôpital. Deux blessures. Elle l'avait changé, la gueuse. Elle l'avait amaigri, elle l'avait desséché. Elle lui avait donné des gestes brusques et une voix autoritaire. Elle lui avait fait l'intelligence plus lourde et l'âme plus simple. Elle l'avait rendu plus dur d'apparence, et plus tendre au fond du cœur. Elle l'avait fatigué, vieilli, usé. Mais elle l'avait épargné tout de même. Il la connaissait bien.

Maintenant, c'était fini ; l'armistice était signé ; assez de misère. On n'entendrait plus le canon. On n'irait plus prendre sa place dans les tranchées à travers les boyaux gluants. On ne mettrait plus le masque contre les gaz. On serait libre ; on irait où l'on voudrait ; on serait heureux. Il n'y avait plus qu'à attendre la paix, tranquillement.

Il revenait chez lui, vers ce Nord embrumé que ses enfants aiment d'un amour plus tendre, parce qu'il est déshérité du

soleil. Il était heureux de se retrouver vivant, une fois la tourmente apaisée ; d'être lieutenant et d'avoir trois citations. Après les maigres jours de permission qu'on accorde à ceux des pays envahis, il rejoindrait son régiment ; sur le Rhin ; non plus en France. La guerre était finie.

Ce voyage était long. Parti de Paris le soir, il s'était réveillé à Boulogne. Boulogne seulement ? Des prisonniers allemands occupés à ne rien faire, regardaient le train et souriaient bêtement. Il fallait encore passer par Calais, Saint-Omer, Hazebrouck, où le plus difficile allait commencer. Ses camarades de wagon étaient des gars du Nord comme lui, allant tous vers leurs espoirs incertains. Il imaginait les scènes du retour : comment il allait retrouver sa sœur, et son vieil oncle, et Lille ; et dans le petit village natal, au bord de la route plantée d'arbres, sa mère qui l'attendait, qui l'attendait depuis quatre ans. A Calais, il acheta un journal anglais ; car il déchiffrait l'anglais depuis la guerre. A Saint-Omer, il se mit à la portière, pour revoir le paysage aimé.

Il ne le reconnut pas. Ce n'était pas le désert, si vous voulez ; on s'apercevait qu'il y avait eu là des terres cultivées, des arbres, des fermes, des villages ; de temps en temps, on rencontrait le squelette d'une ville. C'était une immense désolation ; c'était le triomphe sinistre des ruines. Les champs retournés, chaotiques, criblés de trous d'obus où croupissait l'eau. Les arbres déchiquetés. Les fermes écrasées. Les gares où l'on ralentissait étaient des amas de briques, de fer, de verre, de plâtras, sur des débris de quais. Détruit, Hazebrouck. Détruit, Steenwerk. Détruit, Bailleul. Détruit, Armentières, où Jean Wouters avait passé une partie de sa première enfance. Toits effondrés, murs branlants, poutres calcinées, madriers tordus : telle était la ville. Mais déjà l'on était dans l'ancienne tranchée ; et l'horreur augmentait. On traversait des réseaux de fil de fer, rouillés, sales, où pendaient par endroits des débris humains. On côtoyait des abris, à demi écroulés et difformes. Sur la voie nouvellement rétablie, le train s'avançait avec peine, comme s'il s'enlizait dans ces terres fangeuses où partout affleurait l'eau. Pas un être vivant ; pas un buisson. Les lignes, les boyaux, disparaissaient déjà dans l'uniformité de la plaine noirâtre. Çà et là, des cratères, un tas d'obus abandonnés, un canon démoli, la carcasse d'un aéroplane détruit. Rien où le

regard pût se consoler, ou se reposer seulement. Partout c'était la laideur et la mort.

Jean Wouters dit à son voisin : « Voyez-vous, là-bas, ce clocher sans toit et tout fendu au milieu d'un monceau de décombres ? C'est l'église où j'ai fait ma première communion. — Je la reconnais, dit l'autre; c'est Saint-Roch; j'avais ma maison tout auprès. » Puis ils se turent.

Il souffrait, mais sans étonnement. Il souffrait, parce que celui-là était le pire de tous les spectacles d'horreur qui eussent jamais frappé ses yeux ; le plus étendu, le plus morne, le plus rempli des larmes des choses. Il souffrait, parce que notre être ne cesse jamais de faire partie des lieux qui l'ont formé, et que leurs blessures retentissent au plus profond de notre chair. Mais il ne s'étonnait point, parce que c'était l'effet de la guerre ; et il la connaissait bien.

II

On descendit à Saint-André, vers deux heures de l'après-midi ; la gare de Lille n'était pas encore praticable. Au reste, la gare de Saint-André, démolie à moitié, était en plein désordre. Pour arriver à la sortie, il fallait franchir des rails tordus, des aiguilles brisées, des poteaux abattus, des tas de scories. « Qu'est-ce que font les prisonniers boches, grommela Jean Wouters, si on ne les emploie pas aux réparations ? » Dehors, des gamins, des femmes, quelques vieux, offraient aux voyageurs de porter les valises jusqu'à la ville. Jean Wouters refusa ; il ne voulait pas laisser les corvées aux plus faibles, pour de l'argent. Ce qui lui fit plaisir, c'est de reconnaître l'accent du Nord. Au moins on était chez soi.

Tous marchaient avec la même hâte fiévreuse, courbés sous le poids des paquets, glissant dans la boue. Tous, les soldats et les officiers et les rares civils qui revenaient, tous allaient vers le destin qui les attendait, tous étaient impatients de soulever ses voiles. Ils suivaient le faubourg aux petites maisons de briques, basses et miséreuses ; ils franchissaient les remparts, le vieux pont-levis ; ils traversaient les quartiers en ruine ; et ils se dispersaient à travers la ville.

Lorsque Jean Wouters arriva rue de Lens, et s'arrêta devant la maison de sa sœur, les volets étaient fermés. Per-

sonne. Personne? Il ne comprenait pas; il restait là, stupide, ayant peur de savoir. Une voisine compatissante et curieuse intervint. « Il était le frère de Mme Decottignies? Oui, Mme Decottignies avait souvent parlé de lui. Elle avait appris la mort de son mari en 1917; un si brave homme! Alors elle avait demandé à être rapatriée en France. Après l'avoir fait attendre pendant plus d'un an, les Allemands l'avaient admise au rapatriement au début de septembre : c'était comme cela, il n'y avait rien à faire; il fallait bien en passer par où ils voulaient. Elle était donc partie avec ses trois petits enfants, bien faible et bien souffrante. Et puis les Allemands l'avaient internée du côté d'Anvers, vu que les choses tournaient mal pour eux et qu'ils manquaient de transports. Elle était toujours là-bas; un de ses enfants avait eu la rougeole; on le savait par un monsieur qui avait pu revenir d'Anvers, en profitant d'un camion belge. On ne revenait pas facilement, il n'y avait rien d'organisé; il fallait revenir à pied, ceux qui en avaient la force; ou bien alors attendre le passage des camions, sur les routes, et implorer la bonne grâce des conducteurs. Avec trois petits enfants, c'était impossible. Naturellement, les Allemands avaient pillé de fond en comble la maison de Mme Decottignies dès son départ. S'il voulait entrer, il pouvait toujours entrer pour voir... »

Non. Il irait coucher chez son oncle, le professeur. Il laisserait là les jouets qu'il avait apportés pour les enfants. Il fit bon visage à la voisine, et se remit en route. Ce dont il souffrait surtout, c'était de ne pas comprendre. Il y avait là un tort personnel qu'on lui faisait, une injustice obscure dont il était la victime. Le règne du malheur n'était donc pas fini? Il continuait au delà du terme qu'on lui avait fixé, pendant des jours, pendant des semaines. Lille était délivrée depuis octobre; et les séparations duraient toujours. C'était toujours l'exil, la misère, les voix lançant dans la nuit des appels désespérés qui ne se rejoignaient pas.

Le souvenir qu'il avait gardé de Lille ne correspondait pas à la vision qu'il avait devant les yeux, maintenant. Il reconnaissait jusqu'aux maisons, mais elles lui paraissaient plus sombres, et comme humiliées. Ces soins incessants, qui seuls permettent aux demeures flamandes de lutter contre le climat qui les noircit et qui les ronge, avaient cessé depuis longtemps.

Plus de peintures flambant neuf. Où étaient les servantes qui lavaient à grande eau les murs et les trottoirs? Les façades étaient pleines de boue. Beaucoup de vitres étaient brisées, remplacées par des toiles et par des planches. Place Sébastopol, il fut choqué de voir un tas d'ordures qui s'étalait librement. A l'activité de fourmilière humaine qui remplissait jadis la grande ville, la solitude avait succédé. Ni tramways, ni voitures; peu de passants. Il respirait un air humide et moite; un malaise physique l'envahissait.

Heureusement, le vieil oncle l'attendait. C'était la même pièce, les mêmes livres aux murs, la même lampe avec le même rond de lumière sur la table; surtout, le même sourire de bonté profonde : et Jean Wouters eut, cette fois, l'impression du retour tel qu'il devait être, tel qu'il l'espérait. Le vieil oncle ne se plaignait pas; il ne parlait pas de lui-même; il s'inquiétait seulement de savoir ce que Jean avait fait loin de lui, si longtemps; et quand Jean parlait, il le regardait avec admiration. Tout lui était nouveau; les faits qui semblaient à Jean les plus connus, excitaient sa curiosité et son étonnement : si Jean employait un mot d'argot, l'oncle l'interrompait pour demander ce que le mot signifiait; « la langue française ne s'est pas embellie, » disait-il. Que lisait-on « en France? » Il parlait de la France comme d'un pays très lointain. Il projetait une étude sur les publications allemandes à Lille, pendant la guerre. Mais avant tout, il voulait changer d'air, secouer les visions de ces lourdes années; pour aller où? il ne savait pas encore; n'importe où; en France.

Sa physionomie avait un peu changé. « Pourquoi t'es-tu fait couper la barbe, oncle Pierre? — Parce qu'elle était devenue toute blanche, mon petit Jean! » Ses cheveux aussi avaient blanchi; ils étaient mal taillés, et trop longs. Mais le regard était toujours aussi vif derrière les lunettes, le geste aussi net, la parole aussi précise, la pensée aussi vigoureuse. A son tour, Jean l'interrogeait : les Allemands?... L'oncle répondait sans violence, sans emportement, en appréciations serrées, incisives; comme les sentences d'un justicier; avec plus de tristesse que de rancune. Peu à peu, Jean en venait à la question qui était pour lui la principale, et qu'il osait à peine aborder : son père? — Hélas! l'oncle avait peu de choses à ajouter à ce qu'il avait dit dans sa lettre, (Jean l'avait bien reçue?) — étant

donné que les Allemands lui avaient toujours refusé le laissez-passer nécessaire pour aller à Pont-en-Gohelle ; et qu'ainsi il n'avait pu assister ni à l'agonie, ni à l'enterrement. Le père de Jean était mort de tristesse et d'épuisement : d'avoir les Allemands chez lui ; de rester sans nouvelles ; d'attendre, l'espoir diminuant chaque jour. « S'il avait beaucoup souffert? — Beaucoup. »

Après qu'ils eurent mangé, le vieil oncle dit ;

— Tu dois être fatigué ; tu dois avoir envie de te coucher. Je vais te conduire dans ta chambre. Mais tu ne retrouveras plus mes beaux bougeoirs en cuivre : les Allemands les ont pris. Et tu devras te passer de matelas : car ils ont pris aussi la laine.

— Les matelas, oncle Pierre, c'est du luxe ; je n'ai plus besoin de cela pour dormir. Dis-moi : est-ce que les Allemands ont logé dans ma chambre ?

— Tout le temps. J'ai eu beau tenir les fenêtres ouvertes et faire laver le plancher : leur odeur n'est pas encore complètement partie.

Alors, laissé seul dans la chambre humide, ayant plié ses habits sur la chaise, pelotonné dans son lit comme un petit enfant, Jean Wouters voulut dormir, et ne dormit pas. Des idées confuses s'agitaient dans son esprit; il avait beau les chasser, elles ne lui obéissaient pas; il devait les subir. Il ne s'analysait pas, ainsi que font les gens qui ont l'habitude d'étudier dans les livres. Mais il y avait comme des thèmes qui revenaient toujours, qui s'emmêlaient, se dénouaient pour se mêler encore, sans trêve. Il y avait celui de la tristesse, le plus fort, qui couvrait tous les autres, qui ajoutait sa plainte continue à toutes les voix dolentes de son âme. Il y avait celui de l'irréparable : jamais plus, jamais les choses ne seraient pour lui ce qu'elles étaient autrefois. Sa sœur errante, il ne pouvait même pas dire où. La ville changée, toutes ses habitudes détruites. Le vieil oncle lui-même qui voulait quitter Lille. Il y avait le thème de la mort. Il y avait celui de la souillure. La maison du vieil oncle avait servi d'abri aux Allemands; et, quand ils revenaient des tranchées pour le repos, elle était devenue leur foyer, à eux. Pendant quatre ans. Pendant quatre ans, des Allemands avaient dormi dans cette chambre; et le dernier qui avait dormi dans ce lit où il était maintenant, c'était un Allemand; et si on parvenait à chasser leur odeur,

jamais on ne chasserait ce souvenir. Partout où il irait désormais, dans les églises, ou chez ses amis, ou dans les théâtres, ou dans les cafés, et demain chez lui, à Pont-en-Gohelle, partout, il retrouverait la même souillure. Il croyait voir, en une succession d'images fiévreuses et désordonnées, les soldats allemands qui enlevaient leurs bottes boueuses et qui se chauffaient près du feu; et son père étendu sur son lit de mort, tout pâle; et les Allemands sonnant les cloches pour leurs victoires; et tant de ruines; et les maisons de Lille, si noires et si tristes; et ses neveux, arrêtés au coin d'une route, grelottant de froid; et encore son père; et il l'entendait qui l'appelait par son nom. — Croire que tout était fini, parce qu'on avait signé l'armistice et qu'on allait signer la paix, quelle naïveté! Jean Wouters se prenait en pitié, pour avoir été si simple; et injuste maintenant envers cette vie qui renaissait dans l'angoisse, il enviait presque les morts.

III

Jean Wouters n'oubliera jamais le cabaret où il s'arrêta pour se reposer, sur la route de Pont-en-Gohelle.

A la sortie de Lille, il avait hélé les lourds camions anglais qui passaient, secouant les maisons et faisant gicler la boue; les conducteurs lui avaient souri aimablement, et avaient passé sans le prendre. Après plusieurs expériences de ce genre, il était parti à pied. Le pavé était gluant et glissant à la fois; les provisions qu'il voulait porter à sa mère, et dont il avait bourré trois musettes, en sautoir, étaient lourdes; et toujours cette chaleur humide de l'atmosphère, cette moiteur, qui rendaient tout effort pénible et faisaient ruisseler la sueur sur son front. La nuit était venue; il ne voyait plus à cent mètres devant lui, tant elle était opaque. Il n'allait pas vite; souvent il devait se garer pour laisser passer les autos, qui l'auraient aussi bien écrasé. Ce cabaret était sur la route; et il y entra pour se reposer.

Or, les errants, les misérables, — je veux dire tous ceux qui passaient, — distinguant à travers la fenêtre la lueur amie, quittaient le noir du chemin pour entrer, eux aussi. Sur le banc, près du comptoir, était assis un vieillard en haillons, l'air hébété, qui disait :

— Je viens de Bruxelles.

Et puis :

— Ma femme est morte.

Jean Wouters n'aimait pas lier conversation avec les gens; il haïssait les fâcheux et les bavards. Il demanda pourtant :

— Comment ça, de Bruxelles?

— Oui. J'étais à Lille. Les Boches m'ont enfermé à la citadelle avec les autres hommes; ils m'ont donné un pain, et m'ont emmené avec eux quand ils sont partis. Après quatre jours de marche, ils m'ont laissé aller. Et je suis revenu.

— A pied?

— A pied; comment voulez-vous qu'on aille autrement?

— Et où voulez-vous aller?

— A Orchies, retrouver mon gendre et ma fille.

— Il n'y a plus d'Orchies, dit l'homme du cabaret, intervenant. Il y a longtemps que les Boches ont brûlé le village. Tout le monde sait cela.

Le vieillard dit :

— Ma femme est morte.

Alors l'homme du cabaret raconta qu'en novembre 1914, il avait été emmené en Allemagne, comme interné civil; c'était chez les Saxons; on ne mangeait que des betteraves et de la marmelade; sans les colis que les Parisiens et les gens du Midi recevaient de chez eux, et qu'on partageait, on serait mort de faim, bien sûr. Jean Wouters demanda s'il avait de la bière; il dit que oui, quelques bouteilles, qui venaient de Rosendaël; mais c'était cher. Pendant qu'il descendait à la cave pour chercher cette bière précieuse, sa femme apparut; elle portait un enfant sur son bras. Elle raconta qu'elle avait eu, pendant quatre ans, des Allemands à loger chez elle. « Et un jour, en descendant à la cave, comme qui dirait mon mari, maintenant, qu'est-ce que je vois, dans l'ombre? Une paire d'yeux, tout brillants, qui me regardaient. Vous pensez si j'ai eu peur, monsieur. J'allais remonter pour crier au secours, quand j'ai entendu une voix qui disait : « N'ayez pas peur, madame, nous sommes des Anglais. » Et, en effet, c'était un Anglais, et deux autres derrière lui; comment ils étaient arrivés là, je ne l'ai jamais su. Je les ai nourris en cachette, pendant six semaines. Et puis, comme les Allemands cherchaient partout dans le pays, et qu'ils n'avaient qu'à descendre à la cave au charbon

pour tout découvrir, j'ai dit aux Anglais que j'étais mère de six enfants, et qu'ils devaient partir. Ils sont partis, la nuit; et en partant, ils m'ont dit : « Nous ne vous oublierons jamais; nous reviendrons. » Est-ce que vous connaissez des Anglais, monsieur? Est-ce qu'ils reviendront? »

— Les Anglais tiennent toujours parole, répondit Jean Wouters. Ils reviendront.

Le vieillard dit :

— Y a-t-il encore loin d'ici Orchies?

— Je vous dis qu'il n'y a plus d'Orchies, cria l'homme du cabaret, qui servait avec religion une bière pâle et trouble.

Alors entra un homme avec une casquette, qui portait sur son épaule un ballot enveloppé de lustrine; il avait été chercher de la marchandise à Lille pour la revendre chez lui, à Saint Amand. « Encore quarante kilomètres. » Il voulut payer sa bière avec un billet de cinq francs, que la cabaretière refusa, parce que ces billets-là avaient cours à Lille, mais pas ici. L'homme à la casquette n'en avait pas d'autres. Jean Wouters prit pour lui le billet. Plus tard, il s'aperçut qu'il était faux.

Alors entrèrent deux femmes avec une petite fille. La petite fille pleurait parce qu'elle avait mal au pied. On la gronda pour la faire taire. Puis on lui retira sa chaussure, et on vit qu'elle avait le pied tout en sang.

Alors entra un employé des chemins de fer, qui venait de Douai, où il était allé reconnaître les restes de sa maison. Celui-là riait : « Je n'ai même plus retrouvé la porte, » racontait-il en riant.

Le vieux était en haillons, et portait un chapeau melon tout cabossé. L'homme du cabaret avait des sabots et un gilet à manches : il y avait longtemps qu'il ne savait plus ce que c'étaient que des souliers, ou un veston. Tous étaient sales, boueux, exténués; ils étendaient leurs souliers éculés et leurs jambes lasses devant le poêle, que l'homme du cabaret attisait, bien qu'il fît déjà très chaud; et les vêtements fumaient. La chandelle plantée dans la bouteille sur le comptoir vacillait quand s'ouvrait la porte; et l'on voyait les enfants de la cabaretière qui écoutaient, tapis dans les coins d'ombre. Jean Wouters boutonna son manteau, reprit ses musettes, et partit. Il n'oubliera jamais ce cabaret.

IV

Bien que sa blessure à la jambe le fît cruellement souffrir, il hâtait le pas à mesure qu'il approchait du village. Ce soir même, tout à l'heure, dans un instant, il allait revoir sa mère, si bonne et si fine, si tendre pour lui, si insoucieuse d'elle-même, au clair bon sens, choisissant toujours d'instinct, même dans les questions difficiles qui la dépassaient, le parti le plus juste et le plus noble; celle dont il avait senti l'amour, vigilant et sauveur, le protéger comme un talisman à chaque assaut. Il allait la revoir; ses gestes menus et agiles, son trottinement dans la maison, sa mise proprette et coquette dans sa simplicité; ses yeux bleus, restés toujours jeunes dans le visage vieillissant. Il sonnerait, la bonne viendrait ouvrir; elle crierait : « Madame! c'est monsieur Jean! » — et sa mère arriverait, tout émue, du fond du couloir.

Mais non; la porte était grande ouverte; le petit salon était devenu le bureau des télégraphistes anglais; et sa mère restait là, au fond de la cuisine, toute petite, toute affaissée, toute recroquevillée, près du feu. Il s'élança, la prit dans ses bras, couvrit son front de baisers. Mais elle :

— Pourquoi viens-tu si tard? Tu m'as fait peur.

Elle avait toujours peur; avant de parler, elle regardait d'un air soupçonneux autour d'elle. Elle lui demanda :

— Pourquoi es-tu habillé en bleu?

Elle ne comprenait plus; il avait beau lui expliquer que c'était le nouvel uniforme, que tous les soldats français étaient ainsi vêtus maintenant : elle en avait tant vu, des soldats de toute espèce! Elle dit :

— Que vas-tu manger pour souper?

Telle est la demande de toutes les mères. Elles ont tant de fois, pendant tant de jours, tant de semaines et tant d'années, renouvelé les humbles gestes qui préparent à leurs fils leur nourriture, que c'est là leur première pensée. Mais elle ajouta, ce qu'elle n'eût point fait autrefois :

— Il n'y a rien; nous ne sommes pas ravitaillés.

« Nous ne sommes pas ravitaillés : » elle répétait cette phrase jusqu'à l'obsession. Elle, si dégagée jadis de toute préoccupation matérielle, était devenue avide. Elle se plaignait sans

cesse d'une voix traînante et lasse ; elle avait l'air de ne penser qu'à ses propres privations, qu'à ses propres souffrances. Comme une enfant. Elle portait une affreuse pèlerine de laine, d'un noir déteint, et des mitaines, et ses mèches blanches étaient en désordre sur son front. Elle était seule ; la bonne l'avait quittée pour retourner dans son pays, au début de la guerre, quand on circulait encore. Jean ne pouvait pas savoir, il ne saurait jamais ce qu'elle avait souffert. Elle préparerait un peu de riz, s'il le voulait, avec du saindoux : on n'était pas ravitaillé. Elle regardait les musettes du coin de l'œil, les voyant gonflées. Comme une enfant. Du compagnon de toute sa vie, de celui qu'elle avait aimé, servi, pendant quarante ans, elle parlait à peine. Elle disait à Jean : « Ton père... » comme s'il se fût agi d'une ombre lointaine, qu'elle aurait oubliée depuis longtemps. Sa maladie, sa mort, ne l'intéressaient pas ; elle en revenait toujours à elle-même : on ne savait pas, on ne pouvait pas savoir ce qu'elle avait souffert.

Le lendemain, Jean dut lui faire doucement violence pour entreprendre le pèlerinage des souvenirs ; elle ne voulait pas sortir, même avec lui ; elle avait peur. Les Allemands avaient défiguré la face du village ; partout des inscriptions, des flèches ; sur chaque maison, des numéros de dimensions colossales, « pour qu'on pût voir aussitôt d'où partait le coup, dans le cas d'un attentat contre une automobile allemande. » Sur le pont, à la sortie du village, des obus de 210, qu'ils n'avaient pas eu le temps de faire sauter en partant, gisaient dans la boue. En revanche, ils avaient fait sauter leur dépôt de dynamite : si bien que toutes les vitres des maisons étaient brisées, tous les vitraux de l'église, et tous les toits écornés. On écrasait en marchant des débris de tuiles et d'ardoises. Les façades étaient éraflées par les shrapnells. Vides, les magasins ; aux fenêtres de l'épicerie, sur la place, des cartes postales allemandes, représentant une colonne de prisonniers français traversant Lille.

Ils rencontrèrent le vieux facteur. « Tiens ! C'est vous Goubot ? Vous me reconnaissez encore ? — Mais oui, monsieur Jean, je vous reconnais. Vous avez joliment grossi et forci : on voit bien que vous n'avez pas souffert... — C'est vrai, dit Jean ; nous autres, les soldats, nous n'avons pas souffert... »

Ils suivirent l'allée qui conduit au cimetière ; les arbres avaient l'air de pleurer sous le ciel gris et bas. Et Jean Wou-

ters vit la tombe de son père : sans nom ; à peine une croix de bois; et les mauvaises herbes poussaient sur le tertre. De l'autre côté, chacune avec son monument, insolentes, toutes blanches, les tombes allemandes; et au milieu d'elles, une grosse pierre sculptée figurait la croix de fer.

Ils regagnèrent la grande rue du village. Ils rencontrèrent le pharmacien, qui avait donné à Jean tant de carrés de jujube autrefois. Il avait toujours son teint couperosé et son gros nez d'ivrogne, qui le rendait ridicule. Son gendre était mort à la guerre : il venait seulement d'en apprendre la nouvelle. Mais ce qui le désespérait surtout, c'est que l'explosion du dépôt de dynamite avait brisé ses bocaux et mélangé ses produits; et qu'il ne lui restait plus rien, disait-il, pas même de teinture d'iode.

Ils allèrent chez le curé. Ce n'était plus le petit curé replet, grassouillet, qui imitait l'accent parisien ; c'était un curé venu dans la paroisse peu avant la guerre, maigre, jaune, dégingandé, qui ne savait que faire de ses grands bras et de ses mains rouges, mal rasé. Brave homme, courageux, qui avait tenu tête aux Allemands; ayant son franc parler avec tout le monde; préférant les pauvres aux riches; pauvre lui-même, et voulant l'être. Jean Wouters l'interrogeait sur les derniers moments de son père; et puis sur les gens de la paroisse. Alors sa mère intervint, — elle jadis si bonne ! Elle se faisait accusatrice : la guerre n'avait pas nui à tout le monde ; elle avait enrichi des gens de rien, qui maintenant tenaient le haut du pavé, et ne vous saluaient même plus quand vous passiez dans la rue; le marchand de houblon, par exemple, qui était sur le point de faire faillite avant la guerre, et qui maintenant avait mis de côté des centaines de mille francs, oui, des centaines de mille francs ! On savait bien à quelles personnes il avait vendu son houblon... — Le curé essayait de l'arrêter ; il y avait beaucoup d'exagération; on manquait de preuves; pourquoi recueillir tous ces racontars que la méchanceté publique envenimait ? — — Mais elle s'échauffait; et celle-ci, qui avait dansé avec les Allemands, dans le cabaret au bout du village ? et cette autre, qui avait trompé son mari, son mari soldat? et la dame du château, qu'elle avait vu un soir la main dans la main avec le gros major de la Kommandantur? — Alors le curé, se tournant vers Jean Wouters : « La vérité, c'est que la population

dans son ensemble a admirablement rempli son devoir. Il n'y a pas un habitant sur cent qui ait quoi que ce soit à se reprocher. Mais il est vrai aussi que pour de pauvres créatures, les habitudes seules tiennent lieu de loi morale. La guerre a détruit d'un coup toutes les habitudes. La moralité s'en est ressentie; elle s'en ressentira longtemps... »

Près de rentrer, la voisine les attendait, la bonne mère Bonnel, si vieille, si cassée, qu'elle marchait la face vers la terre. Elle voulait dire bonjour à M. Jean; et surtout lui demander s'il n'avait pas de nouvelles de son garçon, qui était du quarante-troisième, et qu'on avait porté comme disparu depuis deux ans. « C'est vrai, monsieur Jean, qu'il y a des disparus qu'on a vus revenir après plusieurs années? — Oui, mère Bonnel, c'est vrai. Je viens d'avoir des nouvelles d'un de mes amis qui n'avait pas donné signe de vie depuis trente mois parce qu'il était dans un camp de représailles. — Alors, disparu, cela ne veut pas dire mort, n'est-ce pas? »

Disparu, cela veut dire déchiqueté par un obus ou par une mine, au point que vos voisins, ni vos amis, ne reconnaissent plus rien de vous; ou bien enseveli dans la terre oublieuse, si profond que le laboureur même ne retrouvera pas les ossements sous sa charrue; ou tué entre les deux tranchées, et oublié à la fin. Disparu, cela veut dire que tout est mort d'un homme, même son nom, même son souvenir... « Non, mère Bonnel, disparu, cela ne veut pas dire mort... »

Lorsqu'il eut fini de voir toutes ces pauvres maisons blessées, qui pleuraient leur misère, et dont pas une, pas une n'avait gardé son sourire d'autrefois; lorsqu'il eut vu les arbres coupés dans les jardins; lorsqu'il eut vu les faces vieillies, fatiguées, angoissées encore, des passants qui rasaient les murs et allaient en hâte, comme s'ils n'osaient pas se croire tout à fait chez eux; quand il eut entendu tant d'histoires dolentes, que chaque être affligé racontait tout au long, ayant besoin, pour moins souffrir, d'étaler les plaies tenues trop longtemps secrètes, Jean Wouters, rentré chez lui, ne chercha pas à communiquer à sa mère ce qu'il ressentait, puisque c'eût été inutile. Il était assis en face d'elle et ne parlait pas. Il regardait les ronds qui marquaient sur le mur la place ancienne des plats d'étain, et les clous où pendaient autrefois les cuivres étincelants. Il écoutait le tic tac de la pendule; les Allemands

n'avaient pas osé enlever les pendules, parce qu'on le leur avait trop reproché en 70. Ils avaient enlevé les candélabres seulement. Du dehors, on entendait les Anglais qui passaient sur le trottoir en sifflotant. Dans la cuisine silencieuse et morne, la vieille pendule semblait être seule à vivre.

Peu à peu, le crépuscule tombait. Elle ne se levait même pas pour allumer la lampe ; elle ne se levait pas pour raviver le feu. Autrefois, elle se mouvait, elle agissait sans cesse; et vaquant aux soins du ménage, elle bavardait; elle parlait pour ajouter, au lien de la présence et du regard, celui de la voix; elle racontait les menus faits de son existence paisible, pour ajouter, au bonheur d'avoir son fils présent, le bonheur de le faire rentrer jusque dans sa vie passée. Maintenant elle se taisait; elle demeurait immobile; et Jean Wouters distinguait, dans l'ombre envahissante, la blancheur de ses mains croisées sur sa pèlerine.

Il se secoua; il dit : « Maman, je vais partir... » Elle ne répondit pas: « Déjà!... » Il l'embrassa; il l'embrassa éperdument; et cette fois, c'est le passé qu'il embrassait en elle. Il lui demanda si elle n'avait besoin de rien; elle répondit que s'il lui envoyait du sucre, il lui ferait plaisir, parce qu'on n'était pas ravitaillé. Elle se rassit; et il s'en alla, loin de ce foyer éteint et de ce cœur brisé.

V

Jusqu'au départ de Lille, jusqu'au moment de prendre le train qui devait l'emmener loin de ce cauchemar, il était dit que Jean Wouters serait poursuivi et harcelé. Il était allé dormir chez l'oncle Pierre. Le matin, dès que les grisailles de l'aube eurent succédé aux ombres de la nuit, avant que personne fût éveillé dans la demeure, il s'était sauvé, descendant l'escalier à pas de loup, de peur de faire craquer les marches, fermant avec précaution la porte criarde. Il n'aimait pas les adieux, les yeux humides des larmes qu'on étouffe, les gestes que l'émotion inavouée rend maladroits, et ces paroles absurdes, les seules qui viennent à la surface, alors qu'on voudrait exprimer le fond de son cœur. Il aimait mieux partir seul, emportant sa douleur cachée.

Il marchait d'un pas rapide à travers les rues qui s'éveil-

laient à peine, en s'efforçant de ne pas penser. Comme il allait tourner le coin de la rue Nationale et de la Grand'Place, il lui sembla reconnaître, dans le matin blafard, une silhouette familière : ce vieillard qui s'avançait vers lui, serré dans sa redingote et sans manteau, n'était-ce pas le docteur, le père de ses amis d'enfance, Jacques et Jules : le premier plus âgé que lui d'un an, l'autre plus jeune ; tous deux beaux et vigoureux, comme leur père ; tous deux morts, l'un au Chemin des Dames, et l'autre à Verdun ? Il fut lâche : il refusa de préciser sa vision : il voulut croire qu'il s'était trompé ; il baissa les yeux, et passa.

Or, le docteur l'avait reconnu. Jean Wouters s'entendit appeler ; il dut se retourner, et s'arrêter. Le docteur se levait de bonne heure, parce qu'il avait perdu le sommeil, et que les nuits lui étaient devenues insupportables; mais son hôpital ne le réclamait pas encore, il était trop tôt ; si Jean permettait, il l'accompagnerait jusqu'à Saint-André.

Ils cheminaient de compagnie ; le docteur penchait sa haute taille pour mieux recueillir ce que répondait Jean : ses fils lui avaient-ils écrit souvent pendant la guerre ? Avait-il conservé des lettres d'eux, surtout des lettres où ils parlaient de leur père ? S'étaient-ils rencontrés ; et que s'étaient-ils dit ? Serait-il possible d'aller rechercher leurs tombes, s'ils en avaient une ? — Au son de cette voix anxieuse, le cœur de Jean s'amollissait ; il s'en voulait de son irritation d'un moment ; il répondait que Jacques lui avait écrit très souvent, et qu'il parlait chaque fois de son père ; qu'il avait rencontré Jules à Amiens, par hasard, et qu'ils avaient passé toute une soirée ensemble. Lorsqu'il entendit qu'ils avaient passé toute une soirée ensemble, le docteur dit à Jean : « Merci. » Jean sentit que l'émotion le serrait à la gorge ; et il se tut.

Ils arrivèrent à la gare en ruines. Déjà le train était formé. Jean Wouters choisit son wagon et son coin, jeta son manteau pour retenir la place ; puis ils se promenèrent le long de la voie, sur les scories, en attendant le départ. Le docteur était redevenu lui-même ; pour adoucir la douleur de Jean, il ne pensait plus à la sienne propre. Il lui parlait de son avenir ; il lui donnait des conseils ; il lui offrait sa bourse, s'il avait besoin d'argent ; et Jean avait l'illusion que son père même lui parlait par cette voix.

— Docteur, dit-il tout d'un coup ; — il parlait en mots hachés,

et l'on sentait toute une détresse dans sa question; — docteur, quand j'étais enfant, que je souffrais, et que je ne comprenais pas la cause de son mal, vous me l'expliquiez. Expliquez-moi maintenant. Je suis arrivé ici dans la joie de mon âme : or je n'ai trouvé que deuil, souffrance, misère; et non point pour aujourd'hui seulement. J'ai vu le mal irréparable, les armatures de la vie écroulées, les sources du bonheur taries, et le jaillissement de la douleur. Elle n'est donc pas finie, la guerre? Quand les plaies se fermeront-elles? Ou bien ne se fermeront-elles jamais?

— Elles se fermeront, mon petit Jean, elles se fermeront; mais pas si vite. Nous avons été les victimes d'une illusion singulière, non pas vous seulement, mais moi-même, et tous, tant que nous sommes, les jeunes et les vieux, ceux qui ne savent pas et ceux qui devraient savoir. Nous avons cru que la guerre, c'était seulement la bataille, les jours, les mois, les années passés à résister à l'ennemi. Et nous avons tout supporté, tous les assauts; nous, les Allemands dans nos demeures. Et quand nous avons eu la victoire, à la fin, nous avons cru à je ne sais quel miracle, qui devait nous rendre tout d'un coup, tout de suite, tous les bonheurs perdus, et davantage. Notre sensibilité exaltée exigeait impérieusement du réel plus qu'il ne peut donner; notre volonté épuisée ne nous soutenait plus. De là ce malaise étrange et imprévu; de là cette souffrance qui vous est révélée aujourd'hui, mon petit Jean, mais qui nous travaille tous obscurément. La guerre n'est pas finie dans ses conséquences, qui sont innombrables; les individus, comme les nations, cherchent péniblement, gauchement, leur équilibre détruit. Ils le retrouveront, mais à travers d'autres luttes, luttes économiques, luttes sociales, peut-être. Nous entrons dans un ordre nouveau, qu'il faut d'abord établir. Vous autres surtout, les combattants, vous espériez arriver enfin au repos, et goûter sans délai à la douceur de vivre. Mais non; vous ne dormirez dans vos maisons heureuses qu'après les avoir reconstruites de vos mains...

— A quoi servira, dit Jean Wouters, de passer sous l'Arc de l'Étoile, si la fin de la guerre n'est pas le commencement de la paix?

— Quand vous passerez sous l'Arc de Triomphe, dit le docteur, vous connaîtrez une joie telle, que jamais cœurs mortels n'en

auront éprouvé de plus grande, après un effort plus prodigieux. Vous marcherez dans une clameur d'apothéose ; la foule s'ouvrira devant vous comme une mer vivante ; il n'y aura pas assez de fleurs en France pour couvrir vos armes et vos fronts ; le souffle de la victoire enflera vos drapeaux. Et nous, qui vous regarderons passer (car j'irai vous voir ce jour-là, mon petit Jean) nous sentirons à côté de vous, prenant part comme vous à la marche triomphale, tous nos morts ; non pas dans la tristesse, mais dans la gloire ; et nous quitterons, pour ce jour-là, nos habits de deuil. Vous lirez la reconnaissance dans les yeux des vieillards; vous verrez des pleurs dans les yeux des femmes : mais ce sont les enfants que vous devrez regarder : puisque ce sont ceux-là que vous avez sauvés, et qui vous demanderont de les protéger encore. Lorsque, après cette marche épique, vous aurez déposé vos armes, une autre tâche commencera pour vous. Toutes les forces du mal qui voudront se relever de leur défaite, vous les affronterez avec le même courage, avec la même confiance, avec la même certitude de vaincre. Et vous vaincrez, pour la seconde fois. Donner à votre œuvre d'hier des fondements plus solides; assurer la sécurité du bonheur; sacrifier vos destinées individuelles à la grande œuvre de l'humanité, sans regret, sans faiblesse : tel sera votre nouveau devoir. Le voyant bien en face, le comprenant comme vous le comprenez maintenant, — vous le comprenez, n'est-ce pas, mon petit Jean? — vous l'accepterez virilement. Vous avez été les soldats de la grande guerre : il faut que vous soyez encore les soldats de la grande paix. Ma génération, à moi, est finie. La vôtre ne connaîtra pas tout le bonheur paisible qu'elle a mérité. Mais qu'importent les souffrances de quelques générations, si votre victoire assure, pour finir, le bien de toutes les autres ?

— Je crois que j'ai compris maintenant, dit Jean Wouters.

Un pâle rayon de soleil, traversant les nuages, mettait une douceur hésitante et inquiète sur ce paysage de ruines. Les employés fermaient bruyamment les portières; le docteur s'en alla sans se retourner. Et tassé dans son coin, les yeux clos, tout à sa pensée, Jean Wouters acceptait son sort, douloureux et beau.

PAUL DARMENTIÈRES.

POÉSIES

LE VOYAGE

Quand les jours sont pareils sur un même horizon,
Et que le paysage étend sa même fresque,
Je songe à vous, voyage! adieux à la maison,
Espoir de nouveaux ciels, de cinquième saison,
Projets dansants ainsi qu'une longue arabesque...
— Ah! que vous me plaisiez, suave déraison,
Chapeaux de Walter Scott, plumage romanesque,
Les livres de Musset pris au dernier moment,
Les manteaux à carreaux, l'odeur de la valise,
L'ombrelle et l'éventail, et l'emmitouflement,
Comme si le climat qui transit ou qui grise
Commençait dans les trains! Puis ce pressentiment
Vague, présomptueux, clandestin, créateur,
De trouver un loyal et rassurant bonheur
Au rendez-vous donné par la ville étrangère...

— Lorsque tu t'en allais pour quitter ton ennui,
Chère âme, à cette époque heureuse et mensongère
De la jeunesse, à qui nulle douleur ne nuit

Tant l'espoir est entier ! Quand tu partais, si grave
Que l'on plaignait ton sort, que tu te croyais brave,
Ah! tu n'ignorais pas en ton instinct puissant
Que la joie est toujours conseillère du sang
Pour la fortuite et sûre et perpétuelle ivresse !
Comme un pollen porté par le vent, ta détresse
Flottait sur tant d'espace ouvert et traversé !
Les cris des trains, pareils à des bras dispersés,
Ressemblaient à ton cœur; tes rêveuses prunelles
Contemplaient l'horizon, flagellé et chassé
Par le vent, qui, cherchant ton visage oppressé,
Faisait bondir sur toi ses fluides gazelles !
Et puis on arrivait. Fiers regards imprudents
Vers le puissant hasard, qui en tous lieux attend
La douleur qui se plaint, se démasque et se nomme :
Douleur, nom du désir et du rêve des hommes !
Commencement d'un neuf et consolant exploit.
O chemins inconnus! ô fontaines de Rome !
Fleuve du ciel gisant dans les canaux des toits,
Visages révélés, destin qui se propose...
— Mais j'accepte à présent de plus austères lois;
Je crains trop le plaisir auquel un cœur s'expose,
Partir, c'est espérer, c'est exiger, je n'ose
Souhaiter que ma vie ait cette force encor
De toujours provoquer le désir et la mort,
Et d'inviter sans fin la Nature infidèle
A vaincre un cœur plus fier et plus vivace qu'elle !

MATIN D'ÉTÉ

Le chaud velours de l'air offre à la rêverie
Un divan duveteux où mon esprit s'ébat,
La verte crudité de la jeune prairie
Est pour l'œil ébloui un exaltant repas,

L'ombrage et le soleil quadrillent la pelouse
Où le brûlant matin se repose, encagé;

Il semble qu'en volant une guêpe recouse
Le merveilleux éther par ses jeux dérangé.
Mon immobile rêve a l'ampleur d'un voyage;
J'entends le bruit mouvant et lointain de l'été,
Murmure énigmatique, où tout est volupté.
Le ciel, aride et pur, est comme un bleu dallage;
Mon cœur calme bénit les dieux aériens,
Et je croise les mains, n'ayant besoin de rien
Que de penser à toi dans un clair paysage...

APRÈS LA PLUIE

L'averse communique à l'air un goût marin,
Le vent frémit ainsi qu'une immense flottille,
La lune entr'ouvre aux cieux un aileron d'airain,
Une étoile endormie à peine brille et cille;
Et je respire avec une ample volupté
Cette verte, élastique et fraîche crudité
Du feuillage content, qui, comme un hymne, élance
La pure odeur de l'eau dans le puissant silence.

Tout repose, l'air est mouillé comme une fleur,
Chaque point de l'éther tranquillement s'égoutte,
Je suis là, faible humain, je contemple, j'écoute.
Le vent noir vient à moi, et dans mon souffle heureux
S'élance avec l'odeur des torrents et des cieux.
Et mon cœur se dilate, et l'infini pénètre
La tristesse attentive et sage de mon être.
Je songe aux morts, je goûte avec austérité
La vie, et ce puissant, régulier délire
Qui, depuis l'humble sol jusqu'aux astres sacrés,
Étend l'acte divin et fier de respirer;
Et les morts sont sans souffle, et dans leur sombre empire
Jamais plus ne descend ce grand ciel aéré
Qui m'accoste et m'imprègne.
O monde, je respire!

CONTEMPLATION

Je regarde la nuit, l'air est silencieux,
Nul bruit ne se perçoit, et cependant les cieux
Précipitent sans fin leurs univers sonores,
O grande nuit de Pythagore !
Immensité mouvante et qui pourtant consent
A sembler familière au rêve du passant;
Tu veux bien, sombre nuit, bleuâtre, échevelée
Par les feux épandus de ta force étoilée,
Ne paraître au regard anxieux des humains
Qu'un jardin violet où brillent des jasmins.
— O turbulente nuit, qu'importe que je meure,
C'est toi la spacieuse et fidèle demeure,
Tout ce qui se dissout est vers toi remonté,
Tu reprends les désirs, les bonheurs, les désastres,
Tu mêles les humains aux poussières des astres,
Par des siècles d'amour tes cieux sont habités,
De ton dôme infini nul souffle ne s'évade,
L'avenir cache en toi sa voix qui persuade;
— Tumultueux espace où rien n'est arrêté,
Tu n'es pas mon néant, mais mon éternité !

LE CHAPELET D'AMBRE

Mon esprit, libre oiseau toujours effarouché,
Est cependant pareil à ce chapelet d'ambre
(Mirabelles où dort un soleil de septembre)
Qui conserve l'odeur des mains qui l'ont touché.

Ainsi, selon ta gaie ou triste fantaisie,
Mon esprit est joyeux ou bien il est amer,
Console ce cœur plein de pleurs comme la mer,
Caresse, mon amour, ton chaud bijou d'Asie...

NOVEMBRE

Automne, je suis née en ta froide saison,
Quand ta pluie humble et résignée
Dissout dans les vergers les poires épargnées
Et ouate d'ombre l'horizon;
Je regarde en souffrant cette humide prison,
Est-ce le regret d'être née?
Ta paix appesantie, en accueillant mes jours
Fit de moi ton enfant ingrate,
Rien en mon cœur n'admet tes midis clairs et courts,
Ni tes feuilles aux tons de chamois et d'agate,
Je t'avais, en naissant, délaissé pour toujours!

— Je ne vous aime pas, saison mélancolique,
Froides routes où tinte, ainsi qu'un fin tocsin,
La châtaigne couleur d'acajou et d'oursin,
Ni vous, pleur de minuit, droite et triste colchique!

— Rendez-moi le bonheur et l'espoir printaniers,
Le jour qui lentement s'allonge avec paresse,
Qui s'attarde le soir, qu'aucun appel ne presse,
Qui peut tout obtenir et peut tout dédaigner,
Pareil au jeune amour, à la calme jeunesse.
— Que m'importe la pourpre ardeur que vous feignez,
Automne! et vos soleils, et vos tièdes caresses,
Puisque votre beauté n'est plus une promesse...

L'ORAGE

L'hirondelle en criant vole bas et halette,
Les carpes ont coulé leurs ombres violettes
Dans l'étang attristé où leur jeu se bloqua.
L'espace est somptueux, et pourtant délicat,

La nue est remuée, et calme la prairie;
L'orage étend au loin son roucoulant fracas
Empli de passion houleuse, endolorie,
Qui se perd dans les monts altiers, et leur transmet
Cette sombre, puissante et grave rêverie
Comme un baiser donné par l'espace aux sommets....

INTERROGATION

O monde, mon regard où l'âme se condense
Attache sur vos cieux azurés ou nocturnes
Cette immense prière ailée et taciturne
A qui vous ne rendez jamais que le silence.

Qu'importe ! Ai-je besoin, pour goûter l'avenir,
Que le sublime chant des astres argentés
Me livre le secret des vastes vérités ?
Je sais que tout sera, que rien ne peut finir.

Et je sens que l'espace avec mansuétude
Accueille mon regard que l'étendue obsède.
O monde, dont jamais mon cœur n'a l'habitude,
C'est par l'étonnement que l'homme vous possède !

DANS L'ADOLESCENCE

Je me souviens d'un jour de ma seizième année,
Où malade et pensant mourir
Je sentais s'installer sur mon âme étonnée
Le destin qui fait obéir.

Du fond de ma douleur physique et terrassante,
Qu'un médicament apaisait,
J'entendais soupirer ma mère pâlissante
Qui pleurait et qui se taisait.

Je regardais les cieux par la fenêtre ouverte;
Le cèdre bleu, d'un si haut jet,
Reposait sur le soir ses branchages inertes
Qui semblaient prier. Je songeais.

Des oiseaux aux longs cris allaient rafler dans l'ombre
Les derniers parfums engourdis,
Deux étoiles naissaient, humectant l'azur sombre,
Je me disais : « Le Paradis

C'est de suivre l'oiseau et de joindre l'étoile
Et d'appartenir à l'éther. »
Et mes forces cédaient comme on défait un voile,
Je me mélangeais avec l'air.

J'entendis un rateau faire au bord des pelouses,
Parmi les graviers murmurants,
Son bruit lisse et perlé. Je n'étais pas jalouse
De la vie, en mon cœur mourant!

J'étais astre, feuillage, aile, parfum, nuage,
Doux chants du monde ralenti,
Mon âme recouvrait son tendre parentage
En touchant les cieux arrondis.

— Puissé-je ainsi mourir, sans crainte et sans supplice,
Le soir calme d'un jour d'été,
Et retrouver, au bruit d'un jardin qu'on ratisse,
Cette païenne sainteté!...

Comtesse de Noailles.

LA "LIBRE BELGIQUE"

PENDANT L'OCCUPATION ALLEMANDE

PETITE HISTOIRE D'UN JOURNAL CLANDESTIN

> Ce journal-fantôme est un des chefs-d'œuvre de la mystification. Il mit pendant quatre ans la police allemande sur les dents. Les articles signés *Fidelis* sont de l'avocat van de Kerckhove.
>
> *Revue des Deux Mondes*, 1er janv. 1919.

Quand les troupes allemandes foulèrent pour la première fois, le 20 août 1914, les pavés de Bruxelles, inondant bientôt les rues, les boulevards, les places de la ville muette de douleur patriotique, les directeurs des grands quotidiens, réunis en assemblée solennelle, décidèrent, — c'est un titre de gloire pour la presse, — que, le soir même, les journaux ne paraîtraient plus. Le général von Armin essaya de faire revenir sur cette décision les hommes énergiques qu'il avait convoqués à l'hôtel de ville. Il y perdit son allemand.

Bientôt commencèrent à circuler, sous le manteau, des petits papiers tapés à la machine, hargneux, frondeurs, malicieux. Le public s'arrachait ces feuillets légers, les lisait avec joie, les commentait en famille, en faisait des copies nouvelles pour les répandre abondamment. Plus les pamphlets étaient violents, mieux on les savourait; certaines poésies, celles de Richepin notamment, très montées de ton, eurent un succès considérable, tant était grande la rage de la population.

Un jésuite, le Père Dubar, préfet du nouveau collège Saint-

Michel, lançait pour sa part dans le pays de nombreuses publications, malgré les termes menaçants d'un arrêté boche fulminant des peines sévères contre les auteurs, imprimeurs, distributeurs d'imprimés non censurés. Ce n'était pas pour l'effrayer, pas plus d'ailleurs que d'autres braves citoyens qui se livraient à la propagande des prohibés. Notre admirable Cardinal avait dès le début de l'occupation, publié sa première pastorale : *Endurance et Patriotisme* dont il faut tout admirer, et le zèle apostolique, et l'audace civique, et la magnifique tenue littéraire. L'autorité allemande, s'étant ruée avec rage sur un document de si haute portée, en avait interdit la lecture dans les églises. La presse clandestine se chargea d'imprimer cette lettre historique et nos amis la distribuèrent par milliers d'exemplaires pour le plus grand réconfort des âmes. Le Père Dubar s'en donnait à cœur joie et son imprimeur M. Allaer, un brave s'il en fut, ne chômait pas. Le religieux nourrissait l'idée de lancer une espèce de revue où il pourrait périodiquement réunir toutes les nouveautés subversives.

En ce temps-là, un vieux journaliste âgé de 74 ans, Victor Jourdain, directeur du *Patriote*, rêvait lui aussi de créer un journal. Il y était d'autant plus décidé que précisément, sur le fumier de la Kultur allemande largement arrosé par la Kommandantur, toute une végétation de feuilles empoisonnées avait poussé : le *Quotidien*, le *Bruxellois*, la *Belgique*, etc. qui distillaient sournoisement des idées de défaitisme, de soumission aux Boches et même d'admiration pour les vainqueurs.

Il fallait réagir.

Victor Jourdain n'hésita plus. Il avait sous la main son gendre, homme encore jeune, très actif, Eugène Van Doren, tout taillé pour la besogne matérielle. Il consulta un jésuite de ses amis, le Père Paquet, homme de bon conseil, d'esprit très fin, d'un patriotisme ardent. Après quelques minutes d'entretien, une décision était prise. Le journal s'appellerait la *Libre Belgique*. Titre parfait, puisqu'il était un défi et une espérance. Le journal parut, non sans peine. Le succès fut réel. En ville on ne parlait que de ce nouveau venu.

Le titre avait fait fortune ; quelques phrases, sonnant comme des appels de clairon, rappelaient la superbe attitude du roi Albert, du cardinal Mercier, du bourgmestre Max. Et puis, pour un public aimant la plaisanterie, — car rire est le propre de

l'homme en général et du Bruxellois en particulier, — il y avait des indications joyeuses qui déridaient les fronts les plus moroses : le bulletin s'annonçait comme devant être régulièrement irrégulier, installé dans une cave automobile, relié par fil à la Kommandantur, et sans prix, puisqu'il allait de zéro à l'infini, avec prière aux revendeurs de ne pas dépasser cette limite (1).

Victor Jourdain avait écrit l'article-programme. A dire vrai, il n'y avait rien dans ce morceau qui dût faire peur au gouvernement impérial. Pas un atome de picrate de potasse ne se cachait sous cette prose paisible, qui déclarait, — le mot y est, — que le nouveau journal n'aurait rien d'agressif. Si la *Libre Belgique* ne fut pas méchante au début, elle gagna par la suite un détestable caractère ; l'huile d'amandes douces se mua en vitriol, à la grande colère des Boches de tout poil. C'est à coups de lanière qu'on allait bientôt mener la discussion.

Cependant, telle quelle, la *Libre Belgique* réussissait au delà de toute espérance. Le tirage n'était au début que de deux mille exemplaires. Il alla jusqu'à quinze mille et atteignit même le chiffre coquet de vingt-cinq mille. C'était extraordinaire pour un prohibé qui avait tout contre lui.

Mais ce qui était remarquable, c'était le nombre de lecteurs. On peut sans exagération l'évaluer à trois cent mille. En effet, la petite feuille, qui n'était servie qu'à des privilégiés, prenait un large essor. Un numéro passait parfois dans plus de cinquante mains et revenait, après cette randonnée, chez son propriétaire, maculé, froissé, déchiré, collé et recollé, blessé comme un petit soldat. Un de mes amis conserve, comme une relique, certain exemplaire qui n'est plus qu'une dentelle, reposant aujourd'hui sous verre, dans un cadre d'honneur.

(1) La manchette du journal portait ces plaisantes indications :

BVLLETIN DE PROPAGANDE PATRIOTIQVE — RÉGVLIÈREMENT IRRÉGVLIER NE SE SOVMETTANT A AVCVNE CENSVRE

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQVE KOMMANDANTVR. BRUXELLES.	BVREAVX ET ADMINISTRATION Ne pouvant être un emplacement de tout repos, ils sont installés dans une cave automobile.	ANNONCES. Les affaires étant nulles sous la domination allemande, nous avons supprimé la page d'annonces, et conseillons à nos clients de réserver leur argent pour des temps meilleurs.

PRIX DV NVMÉRO : Elastique, de zéro à l'infini (prière aux revendeurs de ne pas dépasser cette limite).

Tout le monde voulait avoir, voir tout au moins et lire l'endiablée *Libre Belgique*. On copiait les articles qui plaisaient davantage; on en tirait de nouvelles copies pour la propagande. Des jeunes filles déclamaient avec âme, dans les réunions de famille, portes bien closes, les passages les plus violents, les plus émouvants.

On était loin de se douter pourtant des difficultés inouïes que rencontraient les audacieux citoyens qui risquaient leur liberté et même leur vie à la confection du pamphlet hebdomadaire. Voilà donc une publication qui vivait dans des conditions aussi défavorables que possible. Il n'y avait pas de directeur : il n'y en eut jamais. Pas davantage de rédacteur en chef. C'est tout juste si quelqu'un, — et on ne savait pas où il perchait, — centralisait la copie qui arrivait des quatre coins de la cité, en suivant au petit bonheur les sentiers d'un véritable labyrinthe. Quand un des hommes chargés de la besogne suprême tombait victime d'une trahison ou du hasard, un autre reprenait le fardeau jusqu'au jour où un successeur se dressait spontanément, au soir même d'une catastrophe. Ainsi les coureurs de Lucrèce se passaient le flambeau. Circonstance typique : en l'espèce, on ne se connaissait pas, et il arriva même qu'au lieu d'un centre il y en eut quelquefois deux, qui se fusionnaient bientôt, après des tâtonnements amusants. La *Libre*, comme on l'appelait communément, ne mourait pas pour si peu.

Quand les rédacteurs se soupçonnaient de ramer sur la même galère, ils se faisaient scrupule d'en rien laisser paraître. Un jour, par exemple, *Fidelis* se rend en tram au Palais de Justice où l'appellent les devoirs de sa profession. Sur la plate-forme s'installe *Ego*, qui est médecin. Ils se connaissent. L'avocat sait, lui, que le médecin est *Ego*. Le médecin a de vagues raisons de croire que l'avocat est de la rédaction. Il n'en sait pas plus long. Il cause de la *Libre* et vante les articles de *Fidelis* et aussi ceux d'*Ego*. *Fidelis* opine du bonnet. Le tram est à destination. Les amis se serrent la main, ils n'ont pas trahi leur cher secret.

C'était évidemment une vie de chien que menaient les collaborateurs. Toujours sur le qui-vive, ils sentaient autour d'eux le vol de l'aigle boche qui cherchait une proie, le bec ouvert en angle de 45°.

Si toutes ces conditions étaient défavorables pour la vie d'un journal, il en était d'autres bien plus désastreuses. Le papier manquait. C'était un tour de force d'arriver à constituer des réserves ; c'en était un autre de les cacher et de les utiliser. Tous les stocks, chez les détaillants et les marchands en gros, étaient inventoriés avec échantillons dûment établis par la police allemande. Même scrupuleuse surveillance chez les imprimeurs pour les caractères typographiques. Quand un numéro paraissait, des experts perdaient leur temps à identifier ceci et cela. On se tirait d'affaire malgré tout.

C'était plus difficile encore quand on devait utiliser le papier couché pour l'impression des clichés, mais alors on s'ingéniait, car on savourait à l'avance dans la « cave automobile » le plaisir qu'éprouverait le public à admirer la photographie du gouverneur Bissing lisant la *Libre*, ou celle de son successeur Falkenhausen avec un autographe priant la direction de traiter les animaux avec douceur (1). Il parlait *pro domo*. Naturellement les images étaient admirablement truquées.

La grosse, la très grosse difficulté était de trouver des imprimeurs. Dès le numéro 3, il y avait déjà une panne. Quand la « frousse » s'emparait du typo, il n'y avait plus rien à faire. Il fallait chercher ailleurs.

Eugène Van Doren eut les soucis de la première heure. Il avait la mission de porter la copie chez l'ouvrier. Pour éviter toute surprise, c'était dans une canne creuse qu'il roulait les manuscrits tapés à la machine sur papier pelure. Au quatrième numéro, le Père Dubar entra en scène en prêtant son imprimeur, le brave Allaer. Comme ce dernier était père de neuf enfants et qu'il jouait une partie dangereuse, le jésuite n'était pas tranquille. Il décida avec Van Doren qu'on achèterait, grâce à l'intervention pécuniaire de M. Victor Jourdain, des caractères neufs et que la composition du journal se ferait dans la

(1) La *Libre Belgique* réussit, en dépit des difficultés extrêmes du tirage, à imprimer quelques numéros illustrés : le portrait du Roi, le *Rêve* de Detaille, le *Kaiser aux enfers*, d'après le fameux tableau de Wiertz contre Napoléon. — Les deux images dont il est parlé ici, sont deux photographies truquées des gouverneurs allemands. L'une montrait Bissing avec un numéro de la *Libre Belgique* entre les mains, et cette inscription : *Son Excellence le baron von Bissing et son amie intime.* La seconde figurait Falkenhausen avec cette dédicace burlesque : « Très touché de vos sentiments, mais traitez donc les animaux avec douceur. » C'est la formule qui, à Bruxelles, correspond à notre *Soyez bons pour les animaux.*

chambre d'un immeuble abandonné, dans un quartier peu fréquenté, à l'avenue Verte. L'atelier s'établit dans la salle de bains. A cent mètres de là, du côté opposé de l'avenue, se trouvait un poste allemand, la défense contre avions. Tout le poste venait se faire accommoder chez le concierge de l'immeuble, coiffeur de son état. On composait la *Libre Belgique* sur la tête de ces cinquante Boches. La composition était enfermée dans de petites boîtes à compartiments qu'on transportait à l'imprimerie où l'on tirait en vitesse, la nuit ou le matin très tôt. Le danger n'était qu'à moitié conjuré. Déjà une alerte avait forcé les conspirateurs à mettre en sûreté les caractères et le matériel de composition. La lutte était âpre entre les agents de la Kommandantur et les audacieux lutteurs de la *Libre Belgique*.

Le Père Dubar et Van Doren cherchèrent un local pour y installer une presse clandestine. Van Doren offrit un coin de sa fabrique de cartonnage, un vrai coin, puisque la salle du premier étage entrait en angle dans une propriété voisine. Cette propriété appartenait à un Allemand : il y avait des Allemands partout. C'est dans cette encoignure, dissimulée et calfeutrée avec des soins infinis, que Van Doren et un brave garçon nommé Plancade (qui mourut prisonnier en Allemagne) installèrent une machine après des péripéties sans nombre. Ils bâtirent un mur pour fermer cette cachette. Ils matelassèrent l'intérieur pour étouffer tout bruit, accumulèrent cent meubles au dehors pour camoufler le mur. On pénétrait dans ce réduit par le grenier, en se laissant glisser par une petite trappe. C'est dans ce trou qu'on imprimait.

Le petit journal paraissait en moyenne une fois par semaine. Souvent, à la grande joie des lecteurs, deux numéros se succédaient à quelques jours d'intervalle, surtout quand on sentait dans l'air de la tristesse succédant à une offensive de gaz moralement asphyxiants. Avec son rire, son ironie, ses violentes sorties contre un maître qui s'enorgueillissait d'avances successives, le pamphlet ranimait les âmes fléchissantes. Il faisait croire aux prochaines revanches, au succès final avec une assurance si complète que le public ne doutait plus.

Quand le journal était imprimé, ce n'était pas une petite affaire de transporter les ballots sans être inquiété par la police ou les soldats armés qui circulaient toujours et partout.

On usait de mille trucs plus ingénieux les uns que les autres, et finalement, les propagandistes recevaient leurs paquets, tandis que la réserve allait dans les dépôts qu'on appelait des « poudrières, » tant l'endroit était dangereux. Hélas! plus d'une poudrière sauta durant les longues années d'occupation et fit des victimes, par exemple rue de l'Orge, rue Jourdan, rue de Hennin, ici et là, un peu partout.

Ceux et celles qui se dévouaient pour remettre chez leurs clients la *Libre*, attendue avec une impatience fébrile, se formaient en une petite armée ardente, enthousiaste, prudente aussi, et c'est merveille que le nombre (trop grand, hélas!) des arrestations n'ait pas été plus considérable. Il y avait parmi ces propagandistes des vieillards et des enfants mûrs comme des hommes, beaucoup de jeunes filles, des femmes, des prêtres, des religieux. Tous catholiques? non pas, et c'est ce qui fut très beau. Des libéraux notoires, des maçons très connus, — j'en connais un, magistrat consulaire, qui fut admirable pendant cette guerre cruelle! — des socialistes bon teint se dévouaient avec un beau zèle pour répandre le petit journal, ne se souciant que d'une chose : relever les courages!

Que tous soient remerciés ici, devant la France amie, pour leur inlassable dévouement!

Malgré la surveillance têtue à la frontière, les minutieuses précautions prises contre les personnes fouillées jusqu'à l'indécence, les feuilles subversives arrivaient cependant en Hollande et de là s'envolaient dans toutes les directions. On les lisait en Angleterre, en France, en Amérique, en Chine, même au Congo, surtout dans les tranchées où nos frères se battaient comme des lions, fiers de constater que, dans la Belgique occupée, les civils tenaient ferme comme de simples poilus.

***

Cependant les perquisitions succédaient aux perquisitions. Personne n'était à l'abri. La Kommandantur donnait partout, tête baissée; comme, dans l'arène, le taureau fonce haletant, l'œil injecté, sur les picadors.

La galerie avait souvent l'occasion de rire. Rue Royale, à la résidence des Jésuites, un matin, les Boches envahissent la maison tranquille et recueillie. Ils ont mis la main sur le Père Pirsoul qui « travaille » hardiment, vêtu en apache. Il est pris,

bien pris. En moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire, il s'évapore au nez et à la barbe des soldats ahuris. L'évasion de ce religieux est un chef-d'œuvre du genre.

Une autre fois, c'est au grand collège Saint-Michel que les troupes du gouverneur, — ils sont plus de deux cents soldats, — se rendent ridicules. Le magnifique établissement est plein de prohibés, mais les fins limiers se font rouler avec une naïveté de grand style. A coups de pics ils s'attaquent aux murs énormes de la chapelle, persuadés qu'ils vont découvrir derrière ce rempart la fameuse « cave automobile. » Rien, toujours rien! Tantôt, c'est un Boche fureteur qui passe à travers un lattis. Tantôt, c'est une compagnie qui se repose, sans s'en douter, à côté des cachettes, et quand les malins découvrent, dans un coin du grenier, une valise oubliée pleine de *Libre Belgique*, ils ont le triomphe court devant l'aplomb d'un jésuite qui leur répond : « Ça, c'est vous qui l'avez apporté! »

Il faut dire un mot de ceux qu'on traqua comme des fauves et qu'un hasard jeta dans le bras des hommes de la Kommandantur.

Philippe Baucq, un jeune architecte de talent, père de deux charmantes fillettes, est un des martyrs dont la *Libre Belgique* s'honore. Ce beau lutteur était de toutes les entreprises périlleuses : avec Miss Cavell il faisait de l'espionnage, avec nous il faisait de la propagande. On filait Mlle Thuliez. La courageuse Française vient un soir demander asile pour la nuit, rue Victor-Hugo, chez notre ami. Quelques instants plus tard, on prenait Philippe à la gorge. D'une pierre, les Allemands avaient fait deux coups. Hélas! Baucq paya de sa vie son admirable patriotisme...

Ils l'ont fusillé!

Ils l'ont fusillé sans doute parce qu'il avait magnifiquement servi, mais ils ne lui ont pas fait grâce, surtout et avant tout parce qu'il avait été un des soldats ardents de la *Libre Belgique*.

Après ce héros, disparut brusquement un des fondateurs du journal clandestin, Eugène Van Doren. Sur le point d'être pincé, il parvint à s'enfuir par le jardin, tandis qu'on sonnait à sa porte. De maison en maison, toujours poursuivi, il se cacha sur un toit et dépista les limiers attachés à ses pas. Après quoi, il se retira chez des amis et pendant deux ans et demi environ

il séjourna dans cette retraite, sans revoir sa femme ou ses enfants.

Le courageux Père Dubar, la cheville ouvrière de toute l'affaire, fut arrêté à son tour, tandis que sautait la « poudrière » de la rue de l'Orge. On le jugea à Charleroi et on le condamna à douze ans de travaux forcés. Il fut bientôt rejoint en Allemagne par son aimable confrère le Père Paquet dont la plume alerte avait éclaboussé de ses phrases ironiques et frémissantes de colère la trogne des barbares.

Dans le genre gai, Albert Leroux et sa femme mystifièrent les Boches et se tirèrent avec adresse de leurs pattes. Quant aux filles de la générale Vauthier, cœurs chauds, âmes généreuses, elles furent à leur tour arrêtées et condamnées, comme beaucoup d'autres dont les noms se pressent sous ma plume, mais qu'il faut bien omettre pour ne pas abuser.

*
* *

Dans la « cave automobile, » malgré la gravité de l'heure, on gardait le sourire.

A l'occasion du nouvel an, un loustic de la bande envoyait régulièrement le 31 décembre, au potentat de Berlin, un carton avec ces mots : « La *Libre Belgique* adresse au roi de Prusse l'expression des sentiments qu'il devine. Cette année encore, elle lui servira un abonnement régulier, mais gratuit, étant donné l'état précaire des finances de l'Empire. »

Le gouverneur Bissing, — nous l'appelions Double-Singe, — était l'objet de la même attention. Et il le recevait son journal, ah! oui, certes, comme le reçut jusqu'à la fin l'Excellence qui lui succéda, Falkenhausen, le vieux faucon. Une main mystérieuse réussissait, chaque fois qu'un numéro paraissait, à le déposer sur le bureau du gouverneur général qui ne décolérait pas!

Les coups d'audace n'étaient pas rares et Fidelis eut la joie acide de pouvoir, sept fois, aidé dans cette aventure par un charmant officier allié déguisé en Boche, pénétrer dans le cabinet du maître de la Belgique occupée, pour y enlever en quelques secondes des paperasses de quelque importance. Pour ces... vols-là, comme pour ceux de l'aviateur, on ne sait pas au juste où l'on va : on marche quand même. Ah! la belle vie et s'il le faut, la belle mort!

Les Allemands abusaient vraiment du droit d'être bêtes. Un jour, une dénonciation anonyme signale à Bissing l'endroit où habitent les directeurs de la *Libre Belgique*. Vite un officier range des soldats. Ils vont au pas de parade vers la place des Barricades, une petite place historique où Victor Hugo exilé trouva jadis une hospitalière demeure, en face d'une vieille statue dressée dans un jardinet grand comme une assiette. Le lieutenant cherche, pour l'arrêter, un certain André Vésale qui recèle les conjurés, et il le trouve enfin... juché sur son socle de pierre. — Arrêter un grand anatomiste belge mort au XVIe siècle, la belle aventure!

Nos gamins eux-mêmes se faisaient une fête, quand les trams étaient encombrés, d'attacher la *Libre Belgique* au pan du manteau gris d'un officier haut gradé. Le bonhomme s'en allait, traînant son sabre, sans se douter de la gaieté discrète qu'il faisait naître sur son passage.

Le succès du vaillant petit journal s'accentuait. Apre, violent, un peu canaille à l'occasion, criant toujours et quand même sa confiance indéfectible en la victoire finale, il était lu avec avidité. C'est lui vraiment qui menait la campagne de résistance acharnée. L'abbé van den Hout, professeur à l'institut Saint-Louis, avait assumé parallèlement avec les jésuites une part du fardeau formidable de l'administration du journal. Le clergé séculier et le clergé régulier luttant de désintéressement, s'oubliaient pour ne penser qu'à leur tâche patriotique.

Un des rédacteurs de la *Libre*, *Fidelis*, dont la tête avait été mise au prix de 100 000 marks, arrêté déjà pour d'autres motifs en 1917 et condamné à deux mois de prison et à 3 000 marks d'amende sans qu'on eût, cette fois-là, découvert son *incognito*, fut de nouveau, le 29 janvier 1918, appréhendé chez lui, tandis qu'à quelques jours de là, on amenait à la prison un autre collaborateur, *Ego*, et le Père Delehaye, bollandiste de grand renom, aussi modeste que distingué.

C'était une débâcle, mais non la défaite!

Fidelis trouva cependant le moyen d'écrire dans sa cellule des articles de plus en plus mordants contre l'oppresseur, de plus en plus confiants dans la victoire. Sa femme et sa fille, à peine sorties de prison elles-mêmes, parvinrent à le ravitailler. Au moyen d'une bouteille « Thermos » elles lui passaient des renseignements que le prisonnier utilisait pour donner de

l'actualité aux pages qui sortirent ainsi chaque semaine de la prison de Saint-Gilles.

Le jésuite et *Fidelis* échappèrent à la mort par miracle et furent condamnés à quinze ans de travaux forcés. A peine enfermé dans un camp de représailles de l'affreux bagne de Vilvorde, *Fidelis* cherche un truc pour continuer sa collaboration au cher petit journal. Cette fois le va-et-vient fut rétabli grâce à une vulgaire boîte de fraises dont les parois évidées reçurent de fines feuilles de papier couvertes de microscopiques écritures. C'était un lieutenant boche qui, sans le savoir, servait d'intermédiaire. Jusqu'au jour où les bolchevistes vinrent ouvrir les portes du bagne, le 11 novembre 1918, le condamné eut le bonheur de garder dans la *Libre Belgique* son poste de combat.

A Bruxelles, tandis que les révolutionnaires boches essayaient de déchaîner l'émeute, sans heureusement y parvenir, le Père Hébrant, toujours sur la brèche avec ses confrères les Pères Péters, Deharveng et d'autres, aidé par l'abbé van den Hout, préparait le sommaire du numéro de la *Victoire*. *Fidelis* avait écrit sur le coin d'une table, dans une maison amie, à Vilvorde, quelques instants après sa sortie du bagne, un dernier article pour le Roi.

Le jour où Albert Ier, à la tête de ses héroïques soldats et des troupes alliées, passa à travers un tonnerre ininterrompu d'acclamations pour se rendre au Parlement, le vaillant journal, tiré à 200000 exemplaires, fut en quelques minutes distribué...

Toutes les mains se tendaient vers ce pauvre petit papier qui avait toujours et quand même soutenu le moral d'un peuple opprimé.

Il avait été à la peine, il était à l'honneur.

Sa tâche patriotique était faite.

ALBERT VAN DE KERCKHOVE

(Fidelis)

LE RÈGNE D'ALEXANDRE III

MISSION LABOULAYE

1886-1891

NOTES ET SOUVENIRS

I

Au printemps de 1886, Alexandre III boudait la République Française. Le rappel du général Appert était, nous l'avons dit (1), la cause de cette bouderie, assez peu justifiée d'ailleurs, à ne la considérer que dans ses origines, un gouvernement ayant toujours le droit de disposer de son personnel diplomatique. Ce rappel ne constituait pas un manquement aux usages; mais, dans les circonstances où il s'était produit, il était singulièrement inopportun. Alexandre III s'en était offensé. Dans un accès de colère, il avait refusé de laisser accréditer un autre ambassadeur auprès de sa personne et déclaré que désormais un chargé d'affaires suffirait. Ordre donné au baron de Mohrenheim, son représentant en France, de quitter son poste et de sortir de France; défense faite à ses ministres de l'entretenir de cet incident, à moins d'une nécessité absolue, telles étaient les conséquences de l'événement, et le moins qu'on pût y voir était un fléchissement des bonnes relations qui avaient existé jusque-là entre Paris et Saint-Pétersbourg.

Naturellement, l'Allemagne cherchait à envenimer le conflit. Ses journaux annonçaient avec une satisfaction à peine dissimulée que désormais la République n'aurait plus d'ambassadeur

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1918.

en Russie et n'y serait représentée que par des agents de second ordre. Il est vrai que la presse russe infligeait à ces dires un démenti formel.

C'était prédire à coup sûr. Quelque entêté que fût l'Empereur dans ses résolutions, il n'était pas homme à persévérer dans celle qu'il venait de prendre lorsqu'il aurait acquis la conviction qu'elle ne lui serait pas moins nuisible qu'à la France. Son ministre des Affaires étrangères, Giers, s'attachait à l'en convaincre. Il n'avait pas approuvé la décision impériale en un moment où son souverain était impuissant à empêcher l'union des Rouméliotes et des Bulgares et où l'Allemagne et l'Autriche, rendant plus étroite leur alliance, menaçaient la Russie de l'isoler en Europe aussi complètement que l'était la France. Ces deux pays avaient donc intérêt à se rapprocher et non à se diviser. C'est l'argument que faisait valoir le ministre russe dans ses entretiens avec l'Empereur et dans les confidences qu'il échangeait avec le chargé d'affaires de France, M. Ternaux-Compans, auquel avait été confiée, après le départ du général Appert, la direction de l'ambassade (1). Giers ne pouvait marcher qu'avec une lenteur prudente dans la tâche qu'il avait entreprise. Il n'obtiendrait rien tant que durerait la mauvaise humeur du Tsar.

Elle s'aggrava tout à coup quand on apprit à Saint-Pétersbourg les mesures prises par le gouvernement de la République contre les princes d'Orléans. Ce n'est pas qu'Alexandre s'intéressât à leur sort. Avec plus d'injustice que d'équité, et bien qu'il n'en laissât rien paraître, il avait conservé à leur égard quelque chose de l'antipathie que son aïeul Nicolas Ier n'avait cessé de témoigner au roi Louis-Philippe.

On se rappelle par quels incidents elle se manifesta en 1830. Louis-Philippe n'était à ses yeux qu'un usurpateur contre lequel auraient dû se liguer les souverains signataires de la Sainte-Alliance de 1815, en refusant de le reconnaître comme roi des Français.

(1) Je dois rappeler ici que j'ai écrit en 1918 une *Histoire de l'alliance franco-russe* qui, depuis longtemps, n'existe plus en librairie. En vue de ce travail, j'avais reçu des communications confidentielles, voire certains documents destinés uniquement à me servir de guide et dont je m'étais engagé à ne rien publier. De là, dans mon ouvrage, des lacunes volontaires que, plus libre aujourd'hui, je puis combler en utilisant les papiers confiés alors à ma discrétion.

Mais ni l'Angleterre, ni l'Autriche, ni la Prusse ne voulurent le suivre dans cette voie, et il dut se résigner à les imiter lorsque les trois gouvernements eurent décidé de continuer avec la monarchie de juillet les mêmes relations qu'avec les Bourbons de la branche aînée. Il ne le fit que contraint et forcé, et cette disposition se révéla pendant dix-huit ans dans ses rapports avec la famille d'Orléans.

Sans pousser aussi loin que lui le ressentiment et la rancune, Alexandre III n'oubliait pas les griefs de Nicolas Ier, et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'en toute autre circonstance, l'expulsion des princes l'eût laissé indifférent.

Mais, dans la loi qui les frappait, il voyait une preuve des tendances révolutionnaires des gouvernants français et de leur désir, résultat de leur faiblesse, de s'assurer une majorité dans le Parlement en se soumettant aux injonctions du groupe le plus avancé du parti républicain. Ce sentiment se trouve nettement affirmé dans une lettre venue de Saint-Pétersbourg et qui fut communiquée à cette époque à l'auteur de ce récit. Nous en détachons le passage suivant :

« La question de l'expulsion des Princes et les débats auxquels elle donne lieu dans la presse française ont ici beaucoup de retentissement...

« L'opinion moyenne russe ferait assez bon marché de la forme gouvernementale en France, pourvu que cette forme assurât à celle-ci une stabilité intérieure et une force capable d'offrir à la Russie le point d'appui qui lui manque pour se dérober aux nécessités d'une alliance austro-allemande. De même que cette opinion se réjouit de tout événement qui paraît consolider en France l'autorité gouvernementale, de même, elle s'afflige et s'inquiète chaque fois que surgit une circonstance qui semble de nature à affaiblir le pouvoir et à le faire glisser entre les mains des radicaux. Chacun se rend compte de l'impression que cette mesure produira sur l'esprit de l'Empereur et redoute qu'elle n'accentue encore en lui son peu de goût pour le gouvernement de la République. »

Ces lignes ne reproduisent pas seulement les échos de la cour de Russie; elles expriment aussi la pensée de l'Empereur lui-même, pensée que le souci de la vérité oblige l'historien à serrer de plus près. Il est rigoureusement vrai que les aspirations nationales de la Russie, les obstacles que suscitaient

à leur réalisation ses deux voisins l'Allemagne et l'Autriche, devaient logiquement conduire un empereur aussi pénétré de sa mission que l'était Alexandre III, à rechercher une alliance française. Malheureusement, la conscience du souverain parlait plus haut que les intérêts de sa politique, et telle était sa haine du radicalisme qu'elle le rivait pour ainsi dire malgré lui à l'Allemagne. De là une situation faussée, compromettante pour l'œuvre qu'il poursuivait. Sous la pression d'un danger national, il aurait pu, malgré ses préventions, se rapprocher d'un gouvernement républicain modéré qui, avec une alliance d'occasion, lui offrirait les moyens de s'affranchir du joug allemand, et c'était là d'ailleurs la solution à laquelle il devait se rallier plus tard. Mais encore à cette heure, sous l'empire de sa foi monarchique et religieuse, il préférait affronter seul la lutte, le jour où il se révolterait contre la sujétion à la puissance allemande, que transiger avec sa conscience, en faisant un pacte avec une France gouvernée par un parti dont les doctrines étaient en opposition absolue avec tout ce qui était à ses yeux la base même d'une société organisée.

Le récent mariage de son beau-frère, le prince Waldemar de Danemark, avec la princesse Marie d'Orléans en l'alliant à la branche cadette des Bourbons, ne pouvait que le rendre plus sensible à l'expulsion des princes de cette maison.

Telle est la genèse de l'irritation que l'événement détermina en lui. Ainsi se grossissaient ses griefs contre le gouvernement de la République; un mauvais sort semblait avoir été jeté sur les relations des deux pays. Affaire Hartmann sous le règne d'Alexandre II; affaire Kropotkine sous celui d'Alexandre III, rappel du général Appert, expulsion des Princes d'Orléans, c'était vraiment jouer de malheur.

Le chargé d'affaires de France, M. Ternaux-Compans, n'ignorait pas les dispositions de l'Empereur; ses conversations avec Giers et les assistants de celui-ci, Vlangaly et Jomini, les lui avaient révélées, alors qu'il s'attachait avec un zèle patriotique à mettre un terme à une situation aussi anormale. Mais c'est seulement au mois de juillet qu'il connut l'impression produite sur l'Empereur par la décision du gouvernement français concernant les Princes. Elle lui fut révélée par Giers, quand celui-ci revint de Livadia. Durant son séjour auprès du Tsar, il s'était efforcé de le ramener au calme et il croyait

y être parvenu lorsque l'affaire d'Orléans rendit inutiles les efforts auxquels il s'était livré. Le devoir du chargé d'affaires de France l'obligeait à faire part à son gouvernement de ce qu'il voyait et de ce qui lui était dit.

Le premier mouvement de M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères, fut un mouvement de révolte qu'il est aisé de comprendre et que tout autre à sa place eût subi comme lui. Dans sa réponse, il rendait hommage aux efforts cordiaux de Giers et, sans méconnaître la sympathie manifestée par le ministre russe pour notre pays, il déclarait ne pouvoir accepter son point de vue. Les griefs allégués étaient des faits d'ordre purement intérieur ne concernant que le gouvernement français et ne pouvant donner à aucun cabinet étranger le droit de modifier son attitude vis-à-vis de nous. C'était la sagesse même ; mais par quel malentendu, par quelle interprétatation dépourvue de fondement, le ministre français en arriva-t-il à considérer le langage que lui tenait son subordonné comme la manifestation des sentiments de celui-ci et comme un témoignage du contentement involontaire qu'il éprouvait à se faire l'organe de l'opinion de l'Empereur? M. Ternaux-Compans ne méritait pas ce soupçon.

Pendant l'absence de Giers, dans ses conversations avec Vlangaly, il n'avait pas cessé d'essayer de leur faire comprendre le danger que créerait la prolongation de ces malheureux incidents et de soutenir que le rappel du général Appert, qui en était l'origine, n'avait été motivé que par des raisons dont un ministre des Affaires étrangères était et devait rester seul juge. Il avait invoqué de nombreux précédents, entre autres celui du prince Orloff qui, malgré les sympathies dont il était entouré à Paris, avait été subitement déplacé pour être envoyé à Berlin. Il avait enfin objecté à son interlocuteur que, si le Tsar maintenait sa décision, il se couperait pour ainsi dire toute retraite et que si l'avenir lui ouvrait les yeux, il lui serait bien difficile de changer d'attitude sans donner à la reprise des relations une importance qui fournirait à l'Allemagne l'occasion de s'alarmer. Il considérait donc comme impérieusement nécessaire d'en finir au plus vite, ne serait-ce que pour éviter une interpellation dans le Parlement français qui devait se réunir sous peu de jours. Vlangaly lui avait donné raison, mais avoué en même temps que les conseillers de l'Empereur ne pouvaient rien

contre son intransigeance. Telle avait été aussi l'opinion de Jomini, et ce qu'ils avaient dit, Giers, à son retour de Livadia, le confirmait. Il convenait donc de patienter et d'attendre que les circonstances devinssent plus favorables à un changement dans l'état d'âme du Tsar.

Il suffit d'évoquer ces souvenirs pour faire comprendre à travers quelles difficultés M. Ternaux-Compans eut alors à remplir sa mission. Il n'y trouvait que des motifs de déception et de découragement. Puisqu'il n'était pas parvenu à dissiper le mauvais effet des actes successifs qui avaient indisposé l'Empereur et à faire cesser l'isolement auquel la politique du gouvernement républicain condamnait la France (1), il ne voulut pas engager plus longtemps sa responsabilité ; il demanda à être relevé de ses fonctions, en déclarant toutefois qu'il entendait se retirer sans bruit pour ne pas ajouter aux embarras du moment.

La réponse qu'il reçut ne pouvait que lui prouver le peu de fondement de ses scrupules et de ses craintes, et qu'il était toujours en possession de la confiance de son ministre, lequel considérait ses services comme nécessaires. Non seulement on refusait de le rappeler, mais on lui laissait entendre que, s'il persistait dans son projet, il serait révoqué. C'était une mise en demeure à laquelle, quels que fussent ses regrets de quitter une carrière dans laquelle il servait depuis vingt ans, il répliqua en envoyant sa démission. Il emportait de Saint-Pétersbourg, outre l'estime de tous ceux qui l'avaient approché, voire l'amitié de quelques-uns d'entre eux, la certitude d'avoir rempli tout son devoir.

M. de Freycinet eut la main particulièrement heureuse en désignant pour le remplacer à Saint-Pétersbourg, comme chargé d'affaires, le comte d'Ormesson. Ce jeune diplomate, que sa naissance et ses mérites rendaient particulièrement digne de la mission qui lui était confiée, présentait le double avantage d'être sympathique aux chefs du parti républicain en souvenir de ses relations d'amitié avec Gambetta et de se recommander aux conservateurs par ses origines et ses alliances de famille. Nommé le 5 juillet, il partait aussitôt pour Saint-Pétersbourg

(1) Il n'était pas seul à en gémir. Le comte de Saint-Vallier, à Berlin, le baron de Courcel, son successeur, le général Chanzy à Saint-Pétersbourg expriment la même opinion.

sans avoir reçu d'autres instructions que celles-ci : « Vous connaissez la situation ; faites pour le mieux à l'effet d'y remédier. »

Quelques jours plus tard, ayant rejoint son poste, il y recevait du ministre une lettre qui les lui donnait sous une forme un peu plus précise.

« Nous n'avons pas cessé et nous ne cesserons pas de professer pour la Russie les sentiments de la plus vive amitié ; nous serons toujours prêts à rendre à nos rapports diplomatiques l'intimité qui leur convient et que désire, croyons-nous, la population des deux pays ; mais notre dignité nous interdit, M. de Giers sera le premier à le comprendre, de renouveler des démarches qui ont été jusqu'ici si peu couronnées de succès. Nous attendrons patiemment que le gouvernement russe mieux éclairé en revienne à une appréciation plus exacte des hommes et des choses de notre pays. Ce retour, que nous désirons, nous paraît inévitable, car il est commandé par la logique et la vérité en même temps que par l'intérêt des deux nations. »

Après avoir exposé en ces termes les sentiments de cordialité que la France nourrissait pour la Russie, M. de Freycinet traçait au jeune chargé d'affaires la conduite qu'il devait tenir dans le poste difficile qu'on lui confiait :

« Abstenez-vous avec M. de Giers et ses suppléants de toute démarche ou même de toute allusion relativement à la nomination de notre ambassadeur. Si M. de Giers aborde le sujet, vous suivrez votre interlocuteur dans la stricte mesure où il se tiendra lui-même. Invitez M. de Sermet (attaché militaire de l'ambassade) à s'abtenir également de toute allusion. Nous laisserons au temps le soin de changer des dispositions dans lesquelles nous n'avons aucune responsabilité. Conservez d'ailleurs à vos relations le caractère de cordialité et de courtoisie que permettent les circonstances. Pour le moment, votre tâche doit être de vous faire bien venir personnellement. »

La lettre d'où sont tirés ces extraits, datée du 16 juillet, était telle qu'on devait l'attendre d'un ministre qui avait pour premier devoir de diriger à distance les débuts d'un jeune diplomate qu'on pouvait croire dépourvu encore de l'expérience qui permet de résoudre une situation délicate et difficile. Lorsqu'il en prit connaissance, le comte d'Ormesson avait déjà vu par deux fois le ministre russe à qui M. Ternaux-Compans l'avait

présenté. Dans la première de ces entrevues, les deux interlocuteurs s'étaient bornés à un échange de compliments et de banalités sur la politique générale, mais, dans la seconde, le chargé d'affaires avait fait allusion à l'objet de sa mission, et la réponse qu'il avait reçue lui prouvait que, tout en s'enfermant dans les limites de ses instructions, il pourrait être conduit par les circonstances plus loin qu'on ne le lui ordonnait et à prendre l'initiative d'une démarche plus accentuée que celle qui lui était prescrite. Il ne craignait pas les responsabilités. Un peu plus tard, il ne regrettera pas de les avoir assumées lorsqu'il entendra dans la bouche de Giers ces paroles qui font prévoir le succès à une échéance plus ou moins lointaine : « Attendez, patientez; lorsqu'il sera temps, je vous ferai signe. »

En attendant mieux, M. d'Ormesson n'avait qu'à observer ce qui se passait autour de lui. Bientôt il était frappé par ce qu'il appelait la triple tendance du gouvernement impérial. En première ligne, c'était celle de l'Empereur, laquelle témoignait d'un mécontentement marqué, résultat de la tournure qu'avait prise la politique intérieure de la France. L'autre tendance était celle de ses conseillers, Giers entre autres. Ils souhaitajent l'apaisement et les bonnes relations avec la France aussi bien qu'avec l'Allemagne. Il y avait enfin celle d'une fraction considérable de la nation dont la presse, obligée à la soumission quant aux questions intérieures, mais beaucoup plus libre pour discuter la politique étrangère, se faisait l'interprète.

Dans ces milieux, l'arrivée du général Boulanger au ministère de la Guerre était considérée comme la preuve que la France songeait à une prochaine revanche et on le constatait avec une évidente satisfaction en multipliant des encouragements et des avances. Si les événements se compliquaient en Orient et si quelque incident surgissait du côté de la Bulgarie, suscitant de nouvelles difficultés avec l'Allemagne, la raison d'État l'emporterait dans les dispositions de l'Empereur : le besoin d'un rapprochement avec la France se ferait sentir et ce rapprochement se manifesterait par une reprise des relations diplomatiques nouvelles. Du reste, il n'était pas impossible qu'en dehors même de cette éventualité, les conseillers de l'Empereur l'amenassent doucement au même résultat; mais, pour le moment, toute invitation, toute ouverture serait prématurée,

sans chance de réussir, et préjudicable aux intérêts de la République.

Telles étaient, au commencement d'août, les prévisions du comte d'Ormesson; un mois plus tard, divers incidents venaient lui prouver qu'elles étaient fondées. Il apprenait à l'improviste que de Giers, appelé d'urgence à Péterhof, y avait été retenu par l'Empereur durant toute une journée. Étant lui-même à la veille de repartir pour aller assister à de grandes manœuvres dans les environs de Brest-Litowsk, le souverain avait donné l'ordre à son ministre de l'y rejoindre sans délai. Giers n'avait donc pu s'entretenir que durant quelques minutes avec le chargé d'affaires de France, mais en réponse à ses questions il avait témoigné de ses bonnes dispositions et avoué spontanément que le rétablissement des relations diplomatiques sur l'ancien pied ne se ferait plus longtemps attendre. Il avait même invité l'ambassadeur Mohrenheim, qui faisait alors une saison d'eaux en Allemagne, à venir conférer avec lui, sa cure terminée. Bientôt après, Mohrenheim arrivait à Saint-Pétersbourg, très désireux de rentrer à Paris et de mettre un terme à une situation personnelle peu régulière, et résolu par conséquent à seconder avec énergie les efforts de M. de Giers. Il était maintenant évident que le dénouement attendu ne se ferait plus longtemps attendre.

On sait qu'il ne tarda pas à se produire et qu'au mois d'octobre le comte d'Ormesson eut la satisfaction d'annoncer à son gouvernement que l'Empereur avait donné l'ordre à Mohrenheim de rentrer à Paris et consentait à laisser revenir auprès de lui un ambassadeur de France. Ce résultat n'était pas dû seulement à la persévérance de Giers et à son habileté inspirée par les sentiments qu'il professait pour la France et dont à plusieurs reprises la diplomatie française a recueilli le témoignage, mais aussi à l'influence exercée sur l'Empereur par les événements qui se déroulaient en Europe et qui lui laissaient voir se liguer contre lui, et notamment de la part de l'Allemagne et de l'Autriche, des inimitiés qui s'étaient déjà manifestées contre la Russie au Congrès de Berlin. Devant la gravité des circonstances, il s'était décidé à sacrifier ses précédents griefs contre la France aux intérêts de son empire.

C'est ici le cas de faire remarquer que Laboulaye, durant toute sa mission, trouva chez M. de Giers un entier bon

vouloir pour arriver aux fins qu'il s'était proposées. A Paris, Mohrenheim déploya le même zèle. Lorsqu'il avait pris possession de son poste, il venait de Copenhague où, durant plusieurs années, il avait représenté le gouvernement impérial; il passait alors pour souhaiter le maintien d'une politique russo-allemande et lui-même ne le cachait pas. Ce n'était, avouait-il, ni par conviction ni par préférence, mais uniquement parce que tel était l'ordre de son maître. Maintenant les dispositions de celui-ci étant changées, il s'y conformerait, considérant qu'un ambassadeur est toujours tenu d'obéir et se disant heureux qu'en cette circonstance les ordres qu'il recevait s'accordassent avec ses goûts personnels. Giers affectait peut-être plus d'indépendance, mais en fait il agissait dans le même esprit, ce qui a pu faire supposer qu'il avait été d'abord le partisan d'une politique allemande. Au moment où nous sommes arrivés de ce récit, ils prouvaient l'un et l'autre qu'ils étaient particulièrement heureux de servir une politique qui de plus en plus rapprochait la Russie de la France.

II

La crise se dénouait aussi heureusement qu'elle pouvait l'être. Comme l'avait sagement prévu le comte d'Ormesson, les événements de Bulgarie aggravés par la démission du prince Alexandre de Battenberg et par ce que l'Empereur appelait l'ingratitude des Bulgares, — événements sur lesquels il n'y a pas lieu de revenir (1), — lui avaient fait comprendre la nécessité de se rapprocher de la France. Ce n'était pas la première fois et ce ne serait pas la dernière que sa conduite devait révéler le combat qui se livrait en lui lorsque la politique du gouvernement français se trouvait en contradiction avec les principes qu'il considérait comme indispensables à la bonne marche des peuples.

Quoi qu'il en soit, la crise dénouée et les relations diplomatiques entre Paris et Saint-Pétersbourg devant être rétablies sur l'ancien pied, il n'y avait plus qu'à désigner le personnage qui viendrait représenter en Russie le Gouvernement français. Pour ce qui est de la représentation de la Russie en France, il

(1) Je les ai racontés ici et on les retrouve dans mon livre : *Ferdinand Ier Tsar des Bulgares*. Paris, Attinger frères, éditeurs.

était entendu que le baron de Mohrenheim rejoindrait le poste qu'il n'avait quitté qu'à regret et auquel il avait hâte de retourner. Lorsque le comte d'Ormesson eut à s'entretenir avec Giers de cette question, il lui demanda tout d'abord si l'Empereur tenait à ce que l'ambassadeur qui serait accrédité auprès de lui fût un militaire.

« Nullement, déclara Giers; les généraux Le Flô, Chanzy et Appert ont laissé ici de trop bons souvenirs, et Le Flô notamment, pour que Sa Majesté n'accueille pas en toute confiance un ambassadeur soldat. Je dois même vous dire que, si votre gouvernement était du même avis, l'Empereur serait heureux qu'on lui envoyât l'amiral Jauréguiberry. Sa Majesté s'intéresse passionnément aux choses de la marine, et il lui serait agréable d'avoir auprès d'elle un marin français. Mais, dans l'espèce, ce désir est conditionnel et ne constitue pas une préférence. Je vais même plus loin et, si nous avions à décider nous-mêmes, c'est sur un civil que se porterait notre choix. »

La déclaration était assez nette pour déterminer celui du Cabinet de Paris. Il fit choix de Paul de Laboulaye qui était alors ambassadeur de France à Madrid. Ce diplomate devait jouer à Saint-Pétersbourg un rôle si important qu'il est juste de dire qu'il a été l'artisan principal de l'alliance franco-russe, secondé d'ailleurs, il faut le reconnaître, par M. Flourens lorsque celui-ci fut devenu ministre des Affaires étrangères. Depuis cette époque, plusieurs de nos hommes d'État ont revendiqué le mérite d'avoir été les plus ardents à vouloir cette alliance. Le rôle du Président Carnot, celui de MM. de Freycinet et Ribot et enfin celui du marquis de Montebello qui remplaça à Saint-Pétersbourg Paul de Laboulaye ont été considérables. Mais ces hommes éminents furent les ouvriers de la deuxième heure, et c'est Laboulaye qui leur avait préparé le terrain où le succès les attendait.

Au moment où il était rappelé de Madrid et désigné pour aller occuper en Russie la place laissée vacante par le général Appert, personne à Paris parmi les hommes politiques n'envisageait l'éventualité d'une alliance ferme avec la Russie. En 1875, le maréchal de Mac Mahon, le duc Decazes, le duc de Broglie, le comte de Chaudordy, l'avaient considérée comme nécessaire à l'équilibre européen. Mais leurs successeurs étaient encore loin d'y croire, et c'est du côté de l'Angleterre que le

ministère Waddington avait cherché à en établir les bases, sans s'apercevoir, ainsi que cela résulte des décisions du Congrès de Berlin, qu'il faisait ainsi le jeu de l'Allemagne. Lorsque Gambetta, ayant pris le pouvoir au mois de décembre 1881, nomma le comte de Chaudordy ambassadeur en Russie, il lui dit : « Un rapprochement de la France et de la Russie est à souhaiter, mais ce sera pour plus tard ; c'est un capital en réserve. » Quant au Président Grévy, il ne croyait pas que l'Alliance pût devenir jamais une réalité. Laboulaye, à la veille de son départ, étant allé prendre congé de lui et lui ayant demandé s'il n'avait rien à faire dire à l'Empereur, s'attira cette réponse : « Absolument rien ; nous n'avons rien à en attendre. »

C'est l'opinion qu'il ne cessa d'exprimer jusqu'à la fin de sa présidence ; il la manifestait toutes les fois qu'on parlait devant lui de l'éventualité d'un rapprochement de la France avec le gouvernement impérial.

Entre temps, M. de Freycinet qui siégeait alors au quai d'Orsay, prévenu par le comte d'Ormesson des désirs de l'empereur Alexandre, avait dressé une liste de trois noms, afin de permettre au souverain de choisir lui-même ; mais il eut soin de mettre en tête celui de Laboulaye, qui fut tout naturellement agréé.

Le nouvel ambassadeur était assuré de recevoir en Russie le plus bienveillant accueil. Alors âgé de cinquante-trois ans, il avait fait dans la diplomatie une brillante carrière, au cours de laquelle, avant d'être nommé d'abord ministre en Portugal, puis ambassadeur à Madrid, il avait passé deux années à Saint-Pétersbourg comme premier secrétaire et à plusieurs reprises comme chargé d'affaires. Il était donc connu dans les sphères gouvernementales russes et y connaissait tout le monde. Je tiens de lui qu'en y revenant, il fut reçu comme un ami qu'on est heureux de retrouver.

Le 25 novembre, il était admis à présenter à l'Empereur ses lettres de créance. En réponse aux paroles de bienvenue par lesquelles il était accueilli, il rappela le séjour qu'il avait fait autrefois dans la capitale russe et exprima l'espoir qu'il y trouverait de nouveau la bienveillance dont il avait été alors honoré. « Dans ce cas, ajouta-t-il, et surtout si la confiance de Votre Majesté soutient mes efforts, le succès de ma mission est assuré et j'aurai la joie d'entretenir et de resserrer les bonnes

relations entre les deux pays. » — « Mon désir est égal au vôtre, s'écria vivement l'Empereur; je souhaite d'avoir les meilleurs rapports avec la France. Les temps sont durs, des épreuves se préparent peut-être et il serait bien nécessaire que dans le cours de ces épreuves, la Russie pût compter sur la France comme la France sur la Russie. Malheureusement, vous subissez vous-mêmes des crises qui vous empêchent d'avoir de l'esprit de suite dans votre politique et qui ne permettent guère de marcher d'accord avec vous. Cela est bien regrettable, car il nous faudrait une France forte, nous avons besoin de vous et vous avez besoin de nous. J'espère que la France le comprendra. »

Cette espèce de remontrance s'acheva sur un accent de brusquerie, de reproche et de regret. Elle témoignait tout au moins d'une vue très claire des intérêts de la Russie, mais en même temps d'une certaine défiance à l'égard de la République. Piqué au vif par les paroles qu'il venait d'entendre, auxquelles il ne s'était pas attendu, Laboulaye, s'inspirant des divers sentiments qui l'agitaient dans cette heure difficile où, de la réponse qu'il allait faire, dépendait peut-être le succès de sa mission, se laissa aller à une improvisation venue du cœur et qui, à la distance où nous sommes du jour où elle fut prononcée et à la lumière de tant d'événements survenus depuis, revêt une singulière éloquence.

« Sire, déclara-t-il, la France est une vieille nation; elle a à résoudre à l'intérieur des problèmes difficiles; elle le fait depuis bientôt seize ans, au milieu du plus grand ordre; mais ce travail de reconstitution, tout pénible qu'il ait paru à certains moments, ne change rien à l'âme française; elle est toujours la même, celle dont le souffle généreux a constamment animé depuis douze siècles le cours de l'histoire et qui, après ses malheurs, a toujours réagi. Il ne nous appartient pas de précipiter ses destins; c'est une tâche qu'il faut laisser à la Providence, mais Votre Majesté me permettra de lui dire que nulle nation étrangère ne rencontre à l'heure actuelle en France plus de sympathie que la Russie. »

Après cette sortie, il y eut un silence; le Tsar restait rêveur, puis, comme si dans ce discours une phrase l'avait particulièrement frappé, il murmura : « C'est vrai, vous vous êtes toujours relevés. »

Maintenant la glace était rompue; passant du ton solennel au ton familier, l'Empereur parla du général Le Flô dont il garderait toujours le meilleur souvenir. Le général Appert fut aussi l'objet de ses éloges, mais sans qu'il fût fait aucune allusion aux incidents qui avaient suivi son départ. Laboulaye écrivait alors à Paris qu'il emportait de ce premier entretien la conviction qu'il avait un noble but à poursuivre et de grandes chances d'y parvenir par une constante application à vaincre les préventions du Tsar. Constatons en passant que c'est à M. de Freycinet qu'avait été fait par l'ambassadeur le compte rendu de cette suggestive conversation, mais que, quelques semaines plus tard, M. de Freycinet quittait le pouvoir et que le député Goblet qui lui succéda confia à M. Flourens le portefeuille des Affaires étrangères.

Durant le séjour que va faire au quai d'Orsay M. Flourens, nouveau venu dans la carrière diplomatique, et n'ayant exercé jusque-là que des fonctions administratives, la question de l'alliance franco-russe marchera à pas de géant, sinon dans l'esprit de l'Empereur, du moins dans l'opinion publique. Cette alliance, Laboulaye en quittant Paris ne la prévoyait pas; ce fut seulement après la première audience que lui accorda l'Empereur qu'il en entrevit la possibilité. Mais, même à ce moment, il ne la croyait possible qu'à une échéance lointaine. Le peuple la voulait, mais l'Empereur n'y était pas encore préparé, bien qu'il fût visible que, de plus en plus, les circonstances tendaient à la lui imposer. Lorsque le nouvel ambassadeur de France débarquait à Saint-Pétersbourg, la politique impériale avait pour base une entente intime avec l'Allemagne et l'Autriche. A cette politique succédait maintenant celle des mains libres.

C'était au commencement de l'année 1887, à la veille du jour où l'alliance des trois Empereurs allait prendre fin et dès le mois de janvier la *Gazette de Moscou*, dirigée par Katkof, félicitait le gouvernement impérial d'y renoncer. « Les Français n'oublieront jamais 1870; les Russes se souviendront toujours du traité de Berlin qui leur fait monter le rouge au front. Aucun ennemi avoué n'a fait autant de mal à la Russie que l'amitié allemande. »

Mais il s'en fallait de beaucoup, nous l'avons dit, que les dispositions de l'Empereur répondissent à ce vœu. A cette

époque, elles peuvent se résumer comme suit : secouer le joug allemand, mais ne pas se lier par ailleurs et conserver son indépendance.

On a raconté que l'initiative de la rupture de l'alliance des trois empereurs avait été prise par l'Allemagne et contrairement au désir d'Alexandre. Cette version semble bien invraisemblable quand on se rappelle l'attitude du chancelier allemand et quand on le voit multiplier ses efforts pour retenir la Russie à ses côtés et la garder sous sa main. Il est évident qu'il veut ressaisir l'influence qu'il sent lui échapper. Il adresse au Cabinet de Saint-Pétersbourg ses sourires les plus engageants : « Je suis indifférent aux affaires d'Orient, insinuait-il. En Orient, en Bulgarie, faites ce que vous voudrez et laissez-moi libre en Occident. » Bientôt après, l'offre se précise. Le comte Pierre Schouvaloff, ancien ambassadeur de Russie à Londres, s'arrête à Berlin pour embrasser son frère qui s'y trouve en la même qualité auprès du gouvernement d'Allemagne. Il va voir Bismarck qui l'accueille par ces paroles : « Votre Empereur me croit donc fou qu'il suppose que je songe à me jeter sur la France ? » C'est à la mi-janvier qu'il le lui dit; mais le mois suivant le général Schweinitz, ambassadeur allemand à Saint-Pétersbourg, fait demander une audience à l'empereur Alexandre et lui annonce confidentiellement qu'il est chargé par son souverain d'interroger Sa Majesté sur le point de savoir « si Elle voudrait contribuer à la paix en s'engageant à rester neutre en cas de conflit entre l'Allemagne et la France. Elle pourrait alors faire en Orient tout ce qu'Elle voudrait et compter sur l'appui de Berlin pour résoudre la question bulgare. » La proposition ne trouble pas l'Empereur, bien qu'elle doive le surprendre. Il y répond par un refus bref et catégorique, soupçonnant peut-être que Guillaume Ier n'y est pour rien et qu'elle constitue simplement une manœuvre du chancelier, soupçon d'autant plus fondé qu'il n'ignore pas que l'Allemagne active ses préparatifs militaires, crée les cadres de nouveaux bataillons et les envoie en Alsace et en Lorraine comme pour provoquer la France.

D'ailleurs, à cette date, tout le monde comprenait que l'Europe entrait dans une phase nouvelle où la Russie pourrait jouer un rôle indépendant et la France reprendre ses droits de grande Puissance. Et comme l'édifice allemand avait reposé

jusque-là sur une France affaiblie et sur une Russie absolument disposée à seconder la politique bismarckienne, la transformation qui commençait était l'objet d'une attention soutenue de la part de tous les gouvernements. Ils s'en inquiétaient plus particulièrement en constatant qu'en Serbie, en Bulgarie, en Roumanie, des protectorats nouveaux se substituaient à l'influence russe avec les encouragements de l'Allemagne et de l'Autriche. Ils remarquaient non sans surprise que la Russie arrêtée en 1878 à San Stefano était plus respectueuse des clauses du traité de Berlin, ourdi contre elle, que les gouvernements qui le lui avaient imposé.

Il semble alors que Bismarck est pris au dépourvu et qu'il s'irrite de son impuissance à conjurer les événements qu'il redoute. Tandis qu'il prépare la guerre contre la France, il ne cesse de protester de ses intentions pacifiques; mais il n'empêche pas qu'un frémissement belliqueux agite toute l'Europe, convaincue qu'un conflit sur le Rhin serait le signal d'une conflagration générale. En Russie comme en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, on redoublait d'activité dans les armements, des concentrations de troupes s'opéraient, la Belgique se fortifiait sur la Meuse. Seule la France restait immobile, elle dissimulait ses craintes sous une impassibilité voulue et, redoutant de paraître provocatrice, elle laissait sa frontière à découvert, se réservant de prendre au besoin, par la voie diplomatique, l'Europe à témoin de la loyauté de sa conduite et de la fausseté des griefs qu'on lui imputait.

En de telles circonstances, Laboulaye, laissé sans instructions spéciales, s'attachait à deviner ce que ferait la Russie, si la France était attaquée. Bien qu'il fût tenu à beaucoup de réserve, il tirait des propos de de Giers cette conclusion rassurante qu'en ce cas l'Empereur « dirait son mot. » Quand il communiqua cette réponse à M. Flourens, celui-ci trouva dangereuse l'action de l'ambassadeur. Si le langage du ministre russe était connu à Berlin et si Bismarck apprenait qu'il était dû à une démarche de la France, ne verrait-il pas dans ce fait une provocation? Cette critique ne tint pas devant les explications de l'ambassadeur à qui M. Flourens, en prévision d'un péril qu'il voyait grandir, dicta lui-même une démarche nouvelle, plus pressante que la première et qu'il expliquait en disant dans son entourage intime : « Notre salut est dans les mains de Laboulaye. »

Mais l'incident prouve tout au moins que, quelque désir qu'il eût de seconder la tâche de son ambassadeur, M. Flourens ne marchait qu'avec prudence dans la voie où s'engageait le gouvernement français. On en trouve d'ailleurs la preuve dans les précautions qu'il ne cessa de prendre pour empêcher le général Boulanger, ministre de la Guerre, de provoquer l'Allemagne par des démarches imprudentes.

Peut-être se rappellera-t-on que le général avait écrit en son nom personnel à l'empereur de Russie pour lui démontrer la nécessité d'un accord qui intimiderait le gouvernement de Berlin. M. Flourens en fut averti et, grâce à son intervention, la lettre ne partit pas, ce qui d'ailleurs, on doit le supposer, n'était pas pour déplaire au tsar Alexandre. Lorsqu'un peu plus tard, Boulanger, n'étant plus ministre, alla à Saint-Pétersbourg et fit demander une audience confidentielle à l'Empereur, celui-ci refusa de le recevoir seul.

« Qu'il se fasse présenter par son ambassadeur, » dit-il.

Mais ce n'est pas ce que voulait Boulanger. Il quitta la Russie sans avoir pu donner suite à son projet, qui consistait, il l'a avoué plus tard à quelques intimes, à ouvrir les yeux du Tsar sur les périls que faisait courir à la Russie la politique de Bismarck. Projet qui témoigne de l'ignorance en laquelle il était de l'état d'âme d'Alexandre III à cette époque.

Plus silencieux que communicatif, en même temps que, de plus en plus, il se détachait de l'Allemagne au point de vue politique, il affectait de redoubler d'attentions et de prévenances envers le vieux Guillaume et affectait de se réjouir d'être payé de retour. Entre les deux familles, la correspondance reste affectueuse et la situation se caractérise par un échange incessant de bons procédés. Laboulaye le constate, mais il ne s'en inquiète pas parce que, dans ses entrevues avec Giers et lorsque plus rarement, il est reçu par l'Empereur, il acquiert la conviction que les rapports de la France avec la Russie ne peuvent que s'améliorer et porter d'heureux fruits.

III

Au cours de ces incidents, une tentative criminelle mit à l'improviste la police de Saint-Pétersbourg sur les traces d'un complot. Des avis venus de Paris, de Londres, de Berlin et de

Rome, le lui avaient fait soupçonner, mais elle avait été longue à en trouver la trace et elle était littéralement sur les dents lorsqu'une dénonciation formelle lui livra les conspirateurs, le 13 mars, au jour anniversaire de l'assassinat d'Alexandre II et un dimanche. L'Empereur devait assister aux offices religieux à l'église de la Forteresse. Sur la route qu'il devait parcourir on arrêta six jeunes gens porteurs d'engins de dynamite. A leur insu, ils étaient filés depuis quelques jours; la police les avait vus se promener portant leurs engins sous le bras. L'un de ces engins avait la forme d'un livre relié avec cette inscription sur sa couverture : *Code des lois*. On les avait vus aussi compter le nombre de pas qu'ils devraient faire au moment de lancer leurs projectiles. On avait conclu de ces imprudences qu'ils étaient des débutants dans le métier de conspirateurs et qu'assurément ils avaient des complices dans l'entourage de la cour, car, au jour et à l'heure qu'ils avaient choisis pour accomplir leur forfait, l'Empereur allait quitter le palais Anitchkof pour se rendre à la cathédrale.

Ils l'attendaient au passage en trois endroits différents, mais, avant qu'il ne passât, chacun d'eux était arrêté en des conditions qui rendaient impossible toute résistance. Si leur entreprise avait réussi, Alexandre III n'aurait pas été frappé seul, car il avait le grand-duc héritier Nicolas dans sa voiture. D'ailleurs, il ne connut la nouvelle qu'à son retour de l'église. L'Impératrice était restée à Gatchina et c'est par lui qu'elle fut avertie du péril que venaient de courir le père et le fils. Du procès qui suivit et où figuraient seize accusés, dont trois femmes, nous ne retiendrons que deux faits : le premier, sept condamnations à mort; le second, l'effroi et la douleur dont la famille impériale fut saisie et qui eurent pour effet de l'éloigner de nouveau de la capitale. C'est le moment où elle devient à peu près invisible pour les habitants de Saint-Pétersbourg et où elle est gardée à Gatchina par un cordon de factionnaires placés de deux cents mètres en deux cents mètres.

Pour conjurer le mauvais effet que l'éloignement des souverains produit sur l'opinion, les familiers de la cour rappellent les habitudes de l'Empereur; il aime à disparaître, à vivre parfois à l'écart des affaires, à parcourir sur son yacht les côtes de Finlande avec sa femme et ses enfants; en ces instants, tout est suspendu, les ministres ne sachant où le prendre et

enchantés de pouvoir se reposer. Mais en la circonstance actuelle, on ne tarde pas à savoir que son absence est due à une cause plus grave et, de nouveau, on s'inquiète de ce réveil du nihilisme. A cette occasion, le gouvernement impérial exprime sa reconnaissance au gouvernement de la République dont les avis ont contribué à la découverte de la conspiration. L'existence en avait été d'abord révélée en France où les nihilistes s'étaient réfugiés en assez grand nombre : « Nous prions votre gouvernement de ne pas les expulser, disait Giers à Laboulaye. A Paris, il est plus facile qu'ailleurs de les surveiller. »

Ainsi, une fois de plus, apparaissait l'impuissance du Gouvernement impérial à déjouer les effets de la propagande exercée contre l'Empereur et sa famille par le parti de destruction, dont les tentatives criminelles servaient dans la presse étrangère de prétexte à des appréciations exagérées et trop souvent malveillantes. Malheureusement, il y avait dans ses propos une part de vérité assez triste. C'était du moins le sentiment qu'inspiraient les arrestations constantes opérées en Russie en même temps que les précautions prises pour veiller à la sûreté de l'Empereur. Il venait de plus en plus rarement dans la capitale et la nuit de Pâques, après les cérémonies religieuses accomplies suivant la tradition au Palais d'Hiver, la Cour était repartie à cinq heures du matin pour retourner à Gatchina.

Au cours de ces événements, le président Grévy, dans des circonstances non encore oubliées, fut obligé de quitter le pouvoir et remplacé par Carnot. Chargé de communiquer à l'Empereur le changement qui venait de s'opérer dans le Gouvernement français, Laboulaye fut reçu par Alexandre avec une bienveillance qui ne pouvait que le flatter. Giers lui avait dit : « Je suis sûr que nous n'aurons qu'à nous féliciter du choix excellent fait par le Congrès de Versailles. » Il reçut de l'Empereur un compliment analogue, puis l'Empereur l'ayant fait asseoir en face de son bureau, la conversation s'engagea sur des faits d'ordre général.

L'ambassadeur rappela qu'au printemps dernier, lors de l'affaire Schnæbelé et quand l'Allemagne accumulait des troupes sur les frontières françaises, l'intervention personnelle de l'Empereur avait conjuré le péril qui menaçait la France. Elle ne perdrait pas le souvenir de ce service et considérait le souverain à qui elle le devait, comme l'arbitre et le gardien de la

paix de l'Europe. L'Empereur répondit qu'il était heureux des sentiments qui lui étaient exprimés :

« Je vois, déclara-t-il, dans la continuation des excellents rapports qui existent entre nous la meilleure garantie du maintien de la paix. Ils sont d'autant plus naturels que de réelles sympathies unissent les deux peuples. » Il ajouta que la Russie et la France étaient les seules Puissances qui fussent sincèrement attachées à la paix : « En dehors d'elles, il n'y a plus d'Europe. Mais le principe qui guide leur politique est le bon, puisqu'il repose sur le respect des traités. » L'accent de l'Empereur témoignait d'un désir de poursuivre l'entretien, et Laboulaye en profita pour toucher en passant à la seule question qui, à cette époque, divisât le gouvernement de la République et le gouvernement impérial : celle de la neutralisation du canal de Suez. La manière dont elle s'était réglée peu de temps avant dans une conférence internationale ne plaisait pas au souverain. Il estimait que la Russie avait été sacrifiée et il n'admettait pas que ce règlement fût définitif : « Nous avons le plus grand intérêt à ce que le canal reste ouvert à nos navires, il est actuellement le seul moyen de communication avec nos possessions d'Asie et vous n'avez pas assez tenu compte des observations que nous avions formulées à la conférence. »

Laboulaye s'efforça de justifier la décision prise et observa que, d'ailleurs, la porte restait ouverte à des arrangements ultérieurs. Le désaccord qui s'était élevé entre Saint-Pétersbourg et Paris ne présentait pas de gravité et offrait l'avantage de permettre un rapprochement très souhaitable entre la Russie et l'Angleterre, lequel ne pourrait que favoriser le rétablissement de l'équilibre européen.

La perspective de ce rapprochement ne parut pas plaire à l'Empereur, mais sa confiance dans ce qu'il appelait la bonne cause ne semblait pas ébranlée; il était résolu à ne céder ni aux séductions ni aux menaces. Il ne croyait pas, avoua-t-il, que l'Allemagne prît l'initiative d'une guerre aussi longtemps que vivrait Guillaume Ier; mais il était obligé de se mettre sur la défensive parce qu'il était moins certain que l'Autriche ne serait pas lancée contre lui. — « Nous sommes dans la même situation, répliqua Laboulaye, et si le prince de Bismarck n'est pas libre de nous attaquer directement, il peut très bien se servir d'une autre Puissance. » Alexandre garda le silence

comme s'il eût réfléchi à ce qui venait de lui être dit; puis, passant à un autre sujet, il demanda des renseignements sur la démission du président Grévy. Il trouvait fâcheux qu'un chef d'État, nommé pour un temps, eût été contraint de se retirer avant l'expiration de son mandat et une telle solution pouvait faire douter de la durée du régime en le montrant toujours plus ou moins soumis aux caprices des partis comme à la mobilité des Français.

« Sire, les Français ne sont pas des gens qu'il faut juger sur les apparences, observa l'ambassadeur. Il y a chez nous ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas. » — « Oui, je le sais, reprit l'Empereur. Il y a la nation qui travaille à côté de celle qui fait de la politique. Mais c'est égal, vous ferez bien de ne pas recommencer ce que vous venez de faire. A coup sûr, le départ de M. Grévy s'explique et le choix de M. Carnot ne laisse rien à désirer. Il n'y en a pas moins une brèche à votre Constitution. Si vous deviez faire de l'exception qui s'est produite une règle, ce serait un détestable principe. »

Nous avons insisté sur ces détails parce qu'ils démontrent la tendance persistante du souverain russe à se défier des institutions républicaines et que l'heure n'était pas encore venue où il reconnaîtrait que ces institutions, en admettant même qu'elles fussent fragiles, ne pouvaient empêcher un rapprochement solide et constant du gouvernement de la République avec le gouvernement impérial.

La vérité que peut-être il ne s'avouait pas encore, c'est que la Russie récoltait ce qu'elle avait semé en laissant en 1870 les mains libres à l'Allemagne. L'effet le plus grave de cette politique s'était manifesté en 1879 par l'alliance entre Berlin et Vienne. Victorieuse, l'Allemagne avait voulu se prémunir contre une entente possible de la France et de la Russie. Bismarck y avait songé dès 1872, ainsi que le prouve la première tentative à laquelle il se livra à cette époque pour conclure une entente séparée avec le cabinet autrichien. Il avait préparé à cet effet une entrevue entre Guillaume Ier et François-Joseph, mais Alexandre II, prévenu secrètement, empêcha le tête-à-tête en annonçant sa visite. Pour que l'auguste réunion eût l'air de donner un résultat, on formula des principes vagues, une sorte de copie de la Sainte-Alliance, à laquelle du reste Gortchakof refusa d'adhérer, et c'est ainsi que le projet du chance-

lier avorta. Il y revint après la fameuse crise de 1875, mais quand il voulut y rallier Guillaume Ier, il se heurta aux sentiments que celui-ci nourrissait pour son neveu. Il lui eût été difficile d'oublier le télégramme qu'il lui avait adressé au lendemain de ses victoires : « Après Dieu, c'est à vous que je les dois. » Mais, depuis, le Congrès de Berlin avait creusé un fossé assez large pour que ces souvenirs y fussent enterrés, et, en 1879, au lendemain du Congrès, la Russie fut convaincue que l'Allemagne était devenue son ennemie intime, comme elle était pour la France l'ennemie héréditaire. Les mensonges du chancelier ne pouvaient rien contre cette vérité, et ce fut l'origine de la rupture de la Triple-Alliance dont nous avons parlé plus haut.

Au mois de février 1888, ces sentiments reprirent une force nouvelle lorsque fut publié le traité austro-allemand qui parut simultanément à Vienne et à Berlin. Il était connu, quoiqu'on en ignorât le texte, et n'apprenait rien à personne; néanmoins, l'émotion fut vive à Saint-Pétersbourg; la fibre patriotique était blessée, et à un bal de cour qui suivit cette divulgation, l'ambassadeur allemand fut moins entouré que de coutume. Les Russes s'indignaient en constatant que le traité avait été conclu au moment où, dans les trois capitales du Nord, on célébrait l'entente des trois empereurs comme un gage de paix et où cette entente était caractérisée par les entrevues de Kiemsier et de Skierniewicz où les souverains se donnaient la main.

On nous permettra de rappeler ici qu'en évoquant les souvenirs d'un passé où chaque incident de la politique internationale peut être considéré comme une étape sur le chemin de la guerre de 1914, nous n'avons pas eu la prétention d'écrire une histoire du règne d'Alexandre III, mais seulement de mettre en lumière les circonstances révélatrices des desseins de l'Allemagne et les soupçons qu'ils inspiraient à l'avant-dernier des Romanoff. Ces soupçons, en effet, ont été les mobiles de ses décisions ultérieures et l'ont conduit d'abord à considérer la France comme la seule alliée sur laquelle il pût compter, et ensuite, à entrevoir la possibilité de faire de cette alliance l'armature d'une ligue défensive contre l'Allemagne. On n'attendra donc pas de nous que nous rappelions ici toutes les péripéties qui ont caractérisé l'année 1887 si féconde en

événements importants ainsi qu'en transformations qui produisent l'effet d'un coup de théâtre et qui se répercutent sur les années suivantes. Ces événements, Paul de Laboulaye les a vus se dérouler; il les a commentés, et lorsqu'on en examine aujourd'hui les conséquences, il faut reconnaître à sa louange qu'il s'est rarement trompé dans ses appréciations et ses commentaires.

Parmi ces événements, nous signalerons en passant la visite qu'Alexandre III, revenant de Copenhague pendant l'automne de 1887, fit à Postdam, et l'entrevue orageuse qu'il eut avec Bismarck qu'il accusa de jouer double jeu et de favoriser sous main les pires ennemis de la Russie, tandis qu'il protestait de son attachement pour elle. Comme celui-ci protestait, l'Empereur d'un geste de colère lui présenta une lettre signée de Ferdinand de Cobourg, adressée à la comtesse de Flandre, sœur du roi des Belges, dans laquelle le nouveau prince de Bulgarie se flattait de l'appui secret du chancelier d'Allemagne. Si la lettre était authentique, elle prouvait que celui-ci, tandis qu'il blâmait publiquement les intrigues et les prétentions du futur tsar des Bulgares, lui avait promis de le soutenir. Bismarck indigné s'écria que le document était apocryphe et promit d'en fournir la preuve. Il est juste de reconnaître que l'authenticité n'a pu en être établie et qu'Alexandre se laissa convaincre par les protestations de son interlocuteur. De cet épisode sensationnel dont il ne reste à l'heure actuelle qu'un souvenir à demi effacé, il n'y a lieu de retenir que l'agitation qu'il provoqua dans toutes les chancelleries. Il a toujours été admis que si le document était l'œuvre d'un faussaire, les dispositions qu'il attribuait au chancelier exprimaient la vérité. C'est seulement à ce point de vue qu'il méritait d'être rappelé ici. Il complète, faux ou vrai, le dossier des intrigues de Bismarck contre la Russie, telles qu'elles se sont révélées depuis.

L'attention publique se détourna bientôt de cet incident par suite d'un événement qui ne surprit personne, car il était attendu, mais qui livra l'Europe aux appréhensions les plus vives. Au mois de mars 1888, Guillaume Ier rendait l'âme, et son fils lui succédait sous le nom de Frédéric III. Ce prince n'était déjà qu'un moribond. Son règne ne devait être qu'un interrègne et, quelques semaines plus tard, la couronne

d'Allemagne allait passer sur la tête du jeune Guillaume qui devait être un jour l'artisan de la ruine de son empire. On prévoyait déjà que si, pour gouverner l'Allemagne, il ne s'inspirait que de lui-même, il attirerait sur elle des désastres; mais on espérait que Bismarck, qui se flattait de posséder sa confiance, lui servirait de frein, au moins pendant les premières années de son règne, et que, sous cette influence, il s'assagirait.

On voit à ce moment entrer en scène un autre personnage à qui l'avenir réservait, sous d'autres formes, un destin non moins tragique. C'était le futur Nicolas II. Il avait alors vingt ans et relégué jusqu'à ce jour dans l'ombre, sous l'uniforme de lieutenant dans la Garde par la volonté de ses parents, il apparaissait pour la première fois au grand jour sur la scène du monde. Son père l'avait envoyé à Berlin pour assister aux obsèques de l'Empereur défunt. Il s'y rencontra avec l'archiduc Rodolphe, héritier de la couronne d'Autriche, et qui devait lui aussi périr tragiquement. Les obscurités de l'avenir voilaient encore ces événements, et personne ne les prévoyait tels qu'ils se sont produits trente ans après. La présence du jeune Nicolas aux obsèques de l'Empereur défunt eut même pour effet de détendre les rapports difficultueux qui existaient entre Berlin et Saint-Pétersbourg; on considérait qu'en dehors du désir d'Alexandre III de rendre à la mémoire du monarque qui disparaissait l'hommage qui lui était dû, le voyage à Berlin de l'héritier du trône de Russie témoignait que les liens d'étroite amitié et de confiance mutuelle qui unissaient de longue date les deux maisons régnantes et auxquels l'empereur Guillaume était resté fidèle jusqu'au bout, se maintiendraient non moins fermes sous son successeur. On racontait qu'au moment d'expirer, il avait dit à son petit-fils : « Montre-toi prévenant à l'égard de l'empereur de Russie, cela ne peut que faire du bien. »

Au mois de juillet, l'empereur Guillaume II vint rendre visite à Alexandre III et le remercier d'avoir envoyé son fils à Berlin pour le représenter aux obsèques. Il n'y avait là du reste qu'un témoignage de cordialité, sans portée politique; Giers le reconnaissait, mais il ajoutait : « Nous devons y applaudir quand même, parce que l'empereur Alexandre dont les sympathies pour la France ne sont pas diminuées, serait mieux en mesure d'intervenir utilement si survenaient entre l'Allemagne

et la France de nouveaux incidents qui pourraient prendre de la gravité. » Les rapports entre les deux cours conservaient donc encore une physionomie rassurante et devaient la conserver longtemps encore. En septembre 1889, Alexandre III fournissait publiquement la preuve qu'il n'y voulait rien changer. Il arrivait à Postdam et y était reçu fraternellement, se prêtant avec un empressement évident à tous les témoignages affectueux que lui prodiguait son impérial cousin. C'est ainsi, par exemple, qu'un matin Guillaume II lui ayant proposé de lui servir d'aide de camp pendant son séjour en Allemagne, il accepta à la condition que lui-même remplirait le même rôle lorsque Guillaume viendrait en Russie et reçut de ses mains un chiffre ayant appartenu à Guillaume Ier, qu'il promit de porter toutes les fois qu'il revêtirait un uniforme allemand.

Quand on a pu pénétrer, à la clarté des événements postérieurs, dans les dessous de la politique allemande à cette époque et dans la mentalité des deux souverains, on ne peut se défendre de considérer ces échanges de politesse comme des traits de haute comédie et d'en sourire, surtout lorsqu'on recueille au passage des preuves du réel état d'esprit du Tsar. On lit dans une lettre écrite de Postdam, pendant qu'Alexandre y résidait :

« La Russie n'est pas satisfaite de l'état de choses actuel. Mais ses relations avec l'Allemagne, — relations politiques, s'entend, — ont pris une tournure plus mauvaise que ne le comportent les conditions matérielles de leur politique. On a le sentiment d'une humeur qui trouble, aigrit les questions et n'a pas sa racine dans la nature des choses. A cet égard un échange d'idées franc et loyal peut produire quelque apaisement et quelque adoucissement. Mais un souverain représente à un si haut point le peuple qui lui est soumis que les bonnes dispositions du Tsar ne peuvent faire oublier que l'empire et le peuple nourrissent une haine puissante contre tout ce qui est Allemand. »

A citer encore ce jugement que la visite d'Alexandre à Berlin inspirait à la presse moscovite. Elle rappelait les fautes commises par les Romanoff depuis plus d'un demi-siècle dans leurs rapports avec la Prusse, l'hommage sentimental rendu par Alexandre Ier au tombeau de Frédéric II, le pire ennemi de la Russie, la liberté laissée à Guillaume Ier de ruiner le Dane-

mark qui tenait les clefs de la Baltique, de vaincre l'Autriche et la France, rompant ainsi l'équilibre européen sans autre profit que d'entretenir quelques vaisseaux dans la Mer Noire. En favorisant la prédominance de la Prusse en Allemagne, les tsars avaient oublié le principe élémentaire de la politique qui consiste à empêcher les petits États qui vous entourent de devenir grands, et les grands de devenir encore plus grands.

Ces considérations n'étaient que trop fondées et les fautes qu'elles relèvent d'autant plus évidentes pour les Français que l'empereur Napoléon III en avait commis une non moins grave après Sadowa, en laissant la Prusse imposer à l'Autriche le traité de Prague. Alexandre III se rendait-il compte de celles de ses prédécesseurs et se proposait-il de les réparer? Il est difficile de ne pas le croire, car plus on regarde à sa politique et plus on est entraîné à se convaincre, malgré les hésitations et les contradictions qu'elle présente, que c'est contre l'Allemagne qu'elle est dirigée et que, lorsqu'il s'alliera à la France, c'est parce qu'il voit en elle la seule collaboratrice capable de lui donner la force de se défendre contre les ambitions qu'il redoute, de maintenir la paix aussi longtemps qu'il le pourra et, s'il est contraint d'y renoncer, de briser la puissance malfaisante qui la trouble.

Mais ce ne sont encore là que des péripéties en perspective, des visions lointaines qui ne se réaliseront peut-être jamais. On les prévoit sans désespérer de les conjurer. L'année 1890 s'ouvre sous des auspices de paix. Bismarck est en disgrâce et après sa chute paraissent s'arrêter les efforts de l'Allemagne pour mettre la France et la Russie en défiance l'une de l'autre. Guillaume II paraît ne s'inquiéter que des progrès du socialisme et ne se préoccuper que des moyens de les combattre. La paix est tellement en l'air que les inventeurs et propagateurs de nouvelles alarmantes n'osent plus exercer leur métier.

ERNEST DAUDET.

(A suivre.)

NOS ALLIÉS D'EXTRÊME-ORIENT

CHINE ET JAPON

1917-1919

J'ai montré dans de précédentes études (1) comment, parmi nos Alliés d'Extrême-Orient, le Japon s'était dès la première heure rangé à nos côtés contre l'ennemi commun et dans quelles circonstances la Chine avait, trois ans plus tard, à l'exemple et à l'appel des États-Unis de l'Amérique du Nord, rompu avec les Puissances germaniques pour s'enrôler à son tour et joindre son action à la nôtre.

Il me reste, en reprenant la suite des événements à la date du printemps et de l'été de 1917 où je les avais laissés, à marquer comment la révolution russe, les traités de Brest-Litovsk et les projets d'envahissement des Austro-Allemands dans l'ancien empire des Tsars firent du Japon et de la Chine, par leur situation géographique et la défense de leurs intérêts propres, la barrière et le boulevard des Alliés contre la nouvelle et dangereuse menace de la coalition pangermaniste.

Je devrai, pour mieux expliquer et illustrer cette participation plus active de nos Alliés d'Asie dans cette dernière phase de la guerre, rappeler et résumer les faits les plus saillants de la vie politique intérieure du Japon et de la Chine durant cette période de 1917-1918, au cours de laquelle un nouveau gouvernement a succédé à Tokyo au cabinet du maréchal Teraoutsi, tandis qu'à Pékin était élu un nouveau président de la République chinoise.

(1) Voir les articles publiés dans la *Revue* les 15 mai 1916, 1er juillet 1917, 15 février et 15 juillet 1918 : « l'Évolution de l'Asie orientale, » « l'Extrême-Orient pendant la guerre, » « les États-Unis et l'Extrême-Orient, » « le Front d'Asie et la tâche des Alliés. »

I

Au printemps de 1917, la Chine avait rompu toutes relations diplomatiques avec les deux Empires centraux ; les ministres d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie avaient reçu leurs passeports et quitté le territoire chinois, des mesures avaient été prises contre les navires allemands et austro-hongrois, contre les banques, les établissements et les œuvres de propagande des deux pays. Mais plusieurs mois encore devaient s'écouler, des dissentiments graves entre les divers partis de la République devaient être apaisés, une tentative insensée de restauration de la dynastie mandchoue devait être repoussée et vaincue avant que la rupture diplomatique du mois de mars 1917 aboutît à la déclaration de guerre contre les Empires germaniques.

C'est la sage fermeté et constance du général Touan, président du Conseil, et des républicains modérés groupés autour de lui, c'est aussi l'influence des gouvernements alliés, des États-Unis, du Japon, de la Grande-Bretagne et de la France qui, dans la crise périlleuse de mars à août 1917, détournèrent la Chine des perfides conseils et intrigues par lesquels les agents ou complices de la coalition ennemie essayaient de l'entraver ou de la corrompre. La politique si résolue et désintéressée du Président Wilson, l'attitude franchement amicale et persuasive du Japon, l'assistance opportune et éclairée des gouvernements français et anglais, en encourageant l'action énergique du général Touan, maintinrent le gouvernement chinois dans la voie où il s'était dès le principe engagé et le lièrent plus étroitement au faisceau des Alliés. Le lendemain même du jour où le coup d'État éphémère du général Tchang-hiun était annulé par la prompte résistance du général Touan et où le vice-président de la République, le général Fong-kouo-chang, s'installait au palais de la présidence, le 14 août 1917, la déclaration de guerre de la Chine à l'Allemagne fut officiellement proclamée et notifiée aux Puissances.

La Chine était désormais l'alliée des États-Unis et du Japon, comme des grandes Puissances de l'Entente. Le territoire chinois était interdit aux tentatives et entreprises du souverain au gantelet de fer qui avait, vingt ans auparavant, jeté à Kiao-tcheou, sur le bord oriental du Chan-tong, les premières fonda-

tions de ce qu'il croyait devoir être la grande colonie germanique de l'Extrême-Orient. La navigation, le commerce, l'industrie, l'expansion financière, les rêves de domination de l'Allemagne sur tout le continent de l'Asie orientale et dans le bassin du Pacifique, tout cet édifice si laborieusement construit s'écroulait d'un seul coup. Après avoir été, dès 1914, expulsée par les forces japonaises de la forteresse et du territoire de Kiao-tcheou, l'Allemagne recevait le coup de grâce de cette Chine dont elle avait espéré faire si facilement sa dupe et sa proie.

Le nouveau président Fong avait, entre autres avantages sur son prédécesseur, d'abord une autorité personnelle plus grande et une carrière antérieure plus brillante, mais aussi le privilège d'être moins antipathique et suspect aux divers partis qui s'étaient jusqu'ici disputé la possession du pouvoir. Quand il avait été élu vice-président le 30 octobre 1916 par les deux Chambres du Parlement que Yuan-che-kai avait dissous et que Li-yuan-hong avait rappelé et restauré, il avait réuni les voix, non seulement des partis modérés et du parti militaire, mais encore des républicains du Sud et du parti avancé, le Kouo-ming-tang. Il semblait donc que sa présidence dût soulever moins d'opposition et même faciliter un rapprochement entre les éléments séparés et hostiles. Mais, depuis cette date, le Parlement avait été une seconde fois dissous, le parti militaire et les généraux n'étaient pas favorables à une réconciliation avec le Sud, et le président lui-même n'avait pas grande sympathie ni confiance envers le premier ministre, le général Touan, qu'il n'avait conservé à la tête du cabinet qu'à cause du rôle décisif joué par Touan dans la lutte victorieuse contre le coup d'État de Tchang-hiun. Peu de temps après son investiture, le président Fong cherchait, par ses propres voies et moyens, et grâce au concours de certains généraux amis, à préparer un accord entre le Nord et le Sud. Avant la fin de l'année, il écartait du pouvoir le général Touan et appelait à la présidence du Conseil, au mois de décembre, Wang-che-tcheng, chef de l'État-major général de l'armée, qui réassumait en même temps le portefeuille de la guerre. Le cabinet, ainsi remanié, comprenait heureusement au ministère des Affaires étrangères Lou-tcheng-siang, ancien ministre à la Haye, et qui déjà avait occupé ce même poste à plusieurs reprises sous la présidence de Yuan-che-kai comme sous celle de Li-yuan-hong, et, à l'Intérieur,

Ts'ien-neng-hiun, dont les idées modérées et le caractère conciliant faisaient pour le président un précieux auxiliaire.

La grande difficulté restait, pour le président Fong, comme pour ses deux prédécesseurs, la discorde, l'état de guerre civile entre le Nord et le Sud, ou plutôt entre les partis qui, sous ces dénominations géographiques, continuaient à se combattre et à déchirer le pays. Chacun des partis, chacune même des fractions de parti avait, pour soutenir ses prétentions, des généraux qui, malgré l'intérêt de classe ou de caste, n'hésitaient pas à entrer en lutte les uns contre les autres. Le prolongement de la dissension entre les factions rivales du pays, bien que les rencontres entre les adversaires fussent rares et peu meurtrières, paralysait l'action et les forces vives de la République et surtout ne lui permettait pas une participation réelle à la guerre contre les Puissances germaniques à laquelle elle s'était depuis six mois promis de s'associer.

Les Alliés avaient cependant, de leur côté, facilité à la Chine, par des mesures et concessions opportunes, l'exécution de la résolution qu'elle avait prise. Les États-Unis et le Japon, comme la Grande-Bretagne et la France, lui avaient marqué leur désir de l'assister, par leur coopération politique et économique, dans l'accomplissement de sa tâche. Relèvement du tarif des douanes, suspension du paiement de l'indemnité des Boxers, prêts au gouvernement central soulagèrent le Trésor, qu'alimentaient d'autre part les revenus croissants de l'administration des douanes maritimes, de la gabelle du sel, les bénéfices considérables réalisés par la hausse des changes et du métal argent.

Le gouvernement japonais qui, dans l'automne de 1917, venait, par la mission extraordinaire du vicomte Ishii à Washington, de s'entendre avec les États-Unis sur la défense des intérêts communs des deux pays dans le bassin du Pacifique et en Asie orientale, ne négligeait non plus aucune occasion de manifester à la République chinoise ses sentiments de bon voisin et d'allié. Le maréchal Teraoutsi et le vicomte Motono témoignaient au gouvernement de Pékin les dispositions les plus cordiales. Ils avaient aidé le président Fong et le général Touan à triompher de la crise du dernier été et à accentuer leur politique de rapprochement avec les Alliés. Le langage tenu par les membres du cabinet Teraoutsi à Tokyo

comme par le vicomte Ishii à Washington, à New-York et à San-Francisco, ne laissait aucun doute sur l'esprit d'entente et d'amitié qui animait les relations des deux grands États d'Asie membres de l'Alliance.

Les événements qui maintenant allaient surgir en Russie et affaiblir, sinon ruiner, le front oriental des Alliés en Europe, auraient pour conséquence de donner au rôle des deux grands États d'Asie une importance singulièrement plus directe et active, et de faire d'eux notre armée de secours ou tout au moins notre avant-garde contre le nouveau péril que créait l'effondrement de l'ancien Empire des tsars et l'ouverture, par la brèche de Riga au Dniester, de toute la Moscovie, de la Sibérie, des immenses territoires de l'Asie.

II

La série de crises qui, à la fin de 1917, remirent aux mains des Bolcheviks, avec les villes de Petrograd et de Moscou, la domination de la Russie, les négociations de paix engagées par Lenine et Trotsky avec les Empires centraux, la Bulgarie et la Turquie, la signature, au mois de mars 1918, des traités de Brest-Litovsk, si elles étaient pour les Alliés une grave défaite et la menace d'une nouvelle et prochaine agression sur le front d'Occident, atteignaient de même et inquiétaient nos alliés d'Extrême-Orient. La Chine et le Japon qui, depuis les accords conclus de 1905 à 1912, avaient dans la Russie un bouclier contre l'Allemagne et les Puissances centrales de l'Europe, se trouvaient tout d'un coup découverts et exposés du côté d'où ils auraient pu le moins s'y attendre. Et le danger était d'autant plus à redouter que ce que la Russie et, derrière elle, l'Asie, offraient à l'Allemagne et à ses complices épuisés par le blocus, c'était ou ce semblait être le ravitaillement immédiat et illimité, l'abondance des vivres et des matières premières, la saisie facile de ressources et de réserves que la trahison ou la complaisance bolcheviste livrait sans défense à nos ennemis. L'Asie, que les accords du Japon avec la Grande-Bretagne, la France et la Russie, et l'accession de la Chine à ces accords, avaient convertie en une place forte de l'Entente, risquait maintenant d'être assiégée et envahie comme la Russie elle-même.

La Chine et le Japon, comme les Alliés d'Occident, virent

tout de suite le péril. Et, dès la première heure, ils songèrent à se garantir et, par là même, à sauvegarder la cause commune de toute l'Alliance. Le gouvernement chinois et le président Fong qui, depuis plus de six mois, se laissaient enlizer dans le conflit inextricable entre le Nord et le Sud, comprirent que le moment était venu de s'arracher à ces querelles. Le président Fong, dès le 24 mars, rappela au pouvoir, comme président du Conseil, le général Touan-ki-jouei, qui remplissait les fonctions de haut commissaire militaire dans le Nord. Touan, en reprenant son ancien poste, garda la plupart des membres du précédent cabinet, notamment Lou-tcheng-siang et Ts'ien-neng-hiun. Il avait pour lui les généraux du Nord. Il savait pouvoir compter en outre sur la sympathie et l'appui du gouvernement japonais.

A Tokyo, le maréchal Teraoutsi et le vicomte Motono avaient, dès le principe, reconnu et accepté le devoir que les circonstances leur imposaient. Sans rompre avec la Russie, dans laquelle ils persistaient à voir une alliée, ni même avec le gouvernement de fait issu de la tourmente révolutionnaire, et tout en laissant leur ambassadeur, le vicomte Uchida, libre de quitter provisoirement Petrograd, ils déclaraient au Parlement que le maintien de la sécurité en Extrême-Orient incombant entièrement au Japon, le gouvernement impérial ne devait pas hésiter à prendre, à n'importe quel moment, les mesures nécessaires et ne devait reculer devant aucun sacrifice pour préserver cette sécurité et assurer une paix durable dans l'avenir.

Le Japon et la Chine étant pleinement d'accord à ce sujet et les deux gouvernements, surtout depuis le retour du général Touan au pouvoir, étant résolus à agir de concert, des pourparlers s'établirent aussitôt entre les deux cabinets pour déterminer les conditions et les modalités de ce concert. Les négociations, engagées à la fin de mars, devaient se prolonger jusqu'à la mi-mai, bien qu'il fût clair, dès le début, qu'elles aboutiraient au résultat désiré. Les 16 et 19 mai, deux conventions, l'une militaire, l'autre navale, étaient signées, entre les représentants des deux pays, et les notes publiées au lendemain de cette signature tant à Pékin qu'à Tokyo témoignaient nettement que les deux gouvernements s'étaient entendus de tout point sur les mesures à adopter pour la défense de leurs communs intérêts et pour la préservation de l'intégrité et de la paix de l'Asie orientale.

Si le Japon et la Chine étaient unis dans une parfaite harmonie d'action et de dessein, si le maréchal Teraoutsi et le général Touan avaient pleine confiance l'un dans l'autre, si, de même, les Alliés d'Europe, notamment la Grande-Bretagne et la France, considéraient comme opportunes et avisées les résolutions prises par les deux grands États d'Asie, le gouvernement japonais désirait s'assurer d'autre part l'entière adhésion de son grand allié du Pacifique, des États-Unis, avec lesquels il avait encore tout récemment, au mois de novembre 1917, par l'échange de lettres entre le vicomte Ishii et M. Lansing, précisé les lignes essentielles de son entente. — Non pas que le cabinet de Washington ne fût, lui aussi, très convaincu de la nécessité d'opposer une digue aux projets d'empiétement et d'absorption des Puissances centrales; mais le président Wilson avait en même temps le scrupule et le souci de ne laisser entreprendre en Asie, et particulièrement sur les territoires appartenant à la Russie, aucune action qui risquât de n'avoir point l'assentiment de la Russie elle-même. La difficulté était, dans l'état d'anarchie de l'ancien Empire russe, et dans les connivences que les traités de Brest-Litowsk créaient en fait entre les Bolchéviks et l'Allemagne, de rechercher et d'obtenir cet assentiment que la vraie et saine Russie n'eût pas manqué de donner, mais auquel le gouvernement maximaliste des Soviets ne paraissait nullement disposé à se prêter.

Dans ces circonstances, le gouvernement japonais et l'opinion nippone, par déférence pour le scrupule des États-Unis, et désireux de voir l'unanimité s'établir tant au Japon même qu'au dehors, se firent une loi d'attendre que l'unanimité souhaitée sortît de l'évidence même, sinon du péril, de la situation. — Cette évidence, d'ailleurs, et ce péril ne devaient pas tarder à éclater. L'opinion, non seulement en Europe, mais aux États-Unis, se prononçait de plus en plus pour une intervention des Alliés en Asie et pour la reconstitution d'un front d'Orient qui, si éloigné qu'il fût dans l'espace, pouvait peu à peu se rapprocher et tenir lieu de l'ancien front russe effondré. La tentative hardie des Tchéco-Slovaques en Sibérie et des Alliés sur la côte mourmane fut au dernier moment comme un stimulant pour vaincre les hésitations et rallier les dissidences.

C'est le 4 août 1918 que les cabinets de Washington et de Tokyo firent connaître, par des déclarations concertées, l'accord

dont les termes avaient été arrêtés entre eux sur le caractère et les limites du concours allié qui devait seconder en Sibérie l'action déjà entamée et susciter de proche en proche le réveil de résistance et le relèvement de la Russie elle-même. Les deux gouvernements, dans ces déclarations, avaient surtout pour objet de manifester, en même temps que leur accord, leur ferme propos de ne rien entreprendre contre la souveraineté de la Russie, de ne pas intervenir dans le règlement de ses affaires intérieures, mais, au contraire, de lui fournir l'occasion et le moyen de rétablir son autorité et son contrôle sur l'administration de son propre territoire et la direction de ses destinées. « Les États-Unis et le Japon, était-il dit dans la note de la Secrétairerie d'État de Washington, sont les deux seules Puissances qui soient aujourd'hui en position d'agir en Sibérie pour accomplir la tâche ici tracée. » — « Le gouvernement japonais, était-il dit d'autre part dans la note du cabinet de Tokyo, empressé d'accéder aux désirs des États-Unis, et d'agir en harmonie avec les Alliés, a décidé de procéder dès maintenant à l'expédition des forces suffisantes. En adoptant cette décision, le gouvernement impérial demeure inébranlable dans son constant désir de cultiver des relations de durable amitié avec la Russie et le peuple russe, comme dans sa ferme résolution de respecter l'intégrité territoriale de la Russie et de s'abstenir de toute immixtion dans ses affaires intérieures. Dès que les objets que les Alliés se proposent seront atteints, toutes les troupes japonaises seront immédiatement retirées du territoire russe, la souveraineté de la Russie demeurant intacte dans toutes les phases politiques ou militaires de l'expédition. »

L'accord s'était fait non seulement entre les États-Unis et le Japon, mais entre les divers partis du Japon, y compris la grande majorité de la presse. Les mesures militaires, déjà conçues et préparées dès le printemps et dès la signature des conventions spéciales avec la Chine, purent être exécutées sans retard. Les troupes, soit de Mandchourie, soit de Corée, soit de la division de Kokura, dans l'île de Kiu shu, étaient toutes à proximité et prêtes. Deux bâtiments de guerre japonais avec des équipages de débarquement étaient depuis quelques mois déjà dans le port de Vladivostok. Des contingents français, anglais, américains, allaient à bref délai se joindre aux forces japonaises et prêter prompte assistance aux Tchéco-Slovaques et

aux Cosaques qui tenaient la campagne dans la Sibérie septentrionale et la région de l'Oussouri contre les Austro-Allemands associés aux Bolchéviks, et l'efficacité de l'intervention ne devait pas tarder à se manifester. Mais, au moment même où prenait corps et figure le projet longtemps différé de l'action commune des Alliés sur le front d'Extrême-Orient, des changements importants se produisaient tant à Pékin qu'à Tokyo dans la composition et le personnel des gouvernements chinois et japonais. C'était aussi l'heure où, sur le front d'Occident, l'offensive vigoureuse et géniale du maréchal Foch allait imprimer à la guerre un caractère et une allure dont l'effet se ferait sentir à l'autre extrémité du théâtre de l'universel conflit.

III

Le général Fong-kouo-chang, lorsqu'il devint, au mois d'août 1917, président de la République chinoise, et même six mois plus tard, lorsqu'il se crut affranchi de la tutelle gênante de son premier ministre Touan, n'avait pas osé rappeler à la vie l'ancien Parlement dissous deux fois, d'abord par Yuan-che-kai, puis par Li-yuan-hong. Il comprenait cependant que la République ne pouvait se maintenir sans l'apparence tout au moins d'un organisme parlementaire. Il avait donc, conformément à la faculté que lui conférait l'article 17 de la Constitution provisoire de 1914 (1), fait voter par le Sénat non élu (Ts'an-yi-yuan) qui tenait lieu des Chambres électives, trois lois relatives à la réforme du mode d'élection des deux Chambres et à l'organisation du Congrès chargé d'élire le Président de la République. Ces trois lois avaient été ratifiées et promulguées par décret présidentiel du 17 février 1918, et bien qu'émanant d'une origine non populaire, non reconnue par une partie considérable de la nation, elles étaient les seuls textes législatifs substitués à l'ancienne Constitution virtuellement abolie. C'est en tout cas en vertu de ces lois qu'ont eu lieu, au mois de juillet 1918, les élections des deux Chambres et, le 12 août suivant, la réunion du Parlement ainsi constitué.

Les influences alors dominantes à Pékin n'étaient plus celle

(1) Le texte de cette Constitution, traduit par M. A. Vissière, ministre plénipotentiaire, professeur à l'École des Langues orientales vivantes, a été publié dans le Bulletin de l'*Association amicale franco-chinoise de 1916* (p. 203-210).

du président Fong, ou celle de l'ancien Parlement et des partis avancés, ni celle des généraux politiciens sur qui le président Fong avait cherché à s'appuyer, mais celle du président du Conseil Touan rétabli au mois de mars par le président Fong, qui avait dû s'incliner devant un pouvoir supérieur au sien et, d'autre part, celle d'un petit groupe, d'une élite, souhaitant et reconnaissant pour chef l'homme d'État qui, depuis la mort du vice-roi Li-hong-tchang, représentait le mieux, et par les qualités les plus hautes, l'ancien mandarinat chinois, je veux dire Siu-che-tch'ang qui avait été sous l'Empire vice-roi, ministre membre du Grand Conseil, tuteur de l'héritier du Trône, et qui, sous la République, avait été président du Conseil et grand chancelier du président Yuan-che-kai. — Avant la date fixée pour l'élection, le général Touan, qui secondait la candidature de Siu-che-tch'ang, avait annoncé sa résolution d'abandonner la présidence du Conseil. L'attente quasi unanime de l'opinion et des partis était, d'autre part, que Siu-che-tch'ang, s'il était élu, s'appliquerait tout d'abord et de tout son effort à réaliser la réconciliation entre le Nord et le Sud et à pacifier le pays.

Le 4 septembre, Siu-che-tch'ang fut élu président par 425 voix sur 436 votants. Il était réellement porté par le vœu unanime du Parlement et de la nation.

Le président Siu-che-tch'ang, par sa carrière passée, par son caractère, par l'élévation et la culture de son esprit, comme par les intentions qui lui étaient attribuées, devait inspirer confiance à la nation chinoise. — Il appartenait à la catégorie des hauts fonctionnaires et des lettrés sur lesquels avait jusqu'en 1911 reposé le gouvernement de la Chine. Il était membre de cette académie des Hanlin qui, fondée au VIIe siècle de notre ère, et bien qu'abolie par un décret présidentiel du 2 juin 1912, était pour les Chinois le séminaire, non seulement de la haute culture intellectuelle, mais de l'administration et du gouvernement du Céleste Empire. Par une coïncidence qui sans doute n'était pas un hasard, mais plutôt un signe des temps, les deux présidents du Sénat et de la Chambre qui venaient d'élever Siu-che-tch'ang à la présidence de la République, Leang-che-yi et Wang-yi-tang, étaient également membres de l'académie des Hanlin. Le gouvernement et la représentation nationale de la Chine revenaient donc, comme dans l'ancienne tradition, et sous le régime nouveau de la

République, à l'élite intellectuelle, au mandarinat lettré.

Le président Siu-che-tch'ang, loyal et dévoué au nouveau régime dont les destinées lui étaient confiées, n'avait à aucun moment soutenu ou servi les partis extrêmes, ni les sudistes dans leurs tentatives révolutionnaires, ni Yuan-che-Kai dans son rêve de restauration monarchique, ni le général Tchang-hiun dans son coup d'État de rétablissement de la dynastie mandchoue. Il n'avait fait d'opposition ni à Li-yuan-hong, ni à Fong-kouo-tchang, ses prédécesseurs. Quant au général Touan et à sa politique générale, notamment en ce qui concerne la déclaration de guerre contre l'Allemagne et l'accord avec le Japon et les États-Unis pour la défense commune de l'équilibre et de la paix de l'Asie orientale, Siu-che-tch'ang n'avait cessé d'en approuver les grandes lignes. Mais le général Touan avait résolu, avant même l'élection du nouveau président, de quitter le pouvoir pour se consacrer entièrement à ses devoirs militaires. Pour le remplacer, Siu-che-tch'ang fit appel à l'un des membres de l'ancien cabinet, à Ts'ien-neng-hiun, ministre de l'Intérieur, qui, le 10 octobre, c'est-à-dire à la date où le nouveau président prenait officiellement possession de sa haute magistrature, assuma la présidence du Conseil. Ts'ien-neng-hiun est, lui aussi, comme le président Siu et comme les présidents du Sénat et de la Chambre, membre de l'académie des Hanlin. Nouveau témoignage de l'harmonie d'origine et d'inspiration qui unit les hommes d'État appelés à gouverner ou à représenter la Chine dans cette période si décisive de son histoire.

IV

Trois semaines après l'élection de Siu-che-tch'ang comme président de la République chinoise, et avant même qu'il fût installé au palais de Pékin, une crise ministérielle prévue depuis plusieurs mois substituait à Tokyo au cabinet conservateur et bureaucratique présidé par le maréchal comte Teraoutsi un ministère libéral et parlementaire ayant pour chef M. Takashi Hara, président du parti constitutionnel (Seiyukai), fondé en 1900 par le prince Ito.

Le cabinet Teraoutsi, malgré des succès incontestables dans sa politique extérieure et malgré les services éminents rendus au Japon et aux Alliés tant par son chef que par son ministre

des Affaires étrangères, le vicomte Motono, avait eu une vie difficile et mouvementée. — Formé le 9 octobre 1916 et comprenant des hommes de grand talent, il avait été combattu dès le principe à cause du vice originel que lui reprochait l'opposition, c'est-à-dire parce qu'il n'avait ni base parlementaire, ni programme satisfaisant aux exigences des partis constitutionnels. Quoique, par les élections générales qui eurent lieu le 20 avril 1917, il eût obtenu, grâce il est vrai à l'appui du parti Seiyukai, une majorité de 200 voix, il eut, dès la session extraordinaire des Chambres aux mois de juin et de juillet, et plus encore dans la session ordinaire de janvier à mars 1918, à subir des attaques violentes, d'abord sur sa politique intérieure et financière, mais aussi sur sa politique extérieure que cependant le vicomte Motono dirigeait d'une main singulièrement expérimentée et ferme. Le maréchal Teraoutsi avait dû, devant l'insistance agressive du Parlement, remanier de fond en comble le budget qu'il avait soumis aux Chambres. Au lendemain de la session ordinaire de 1918, et à la suite des critiques formulées contre la politique du gouvernement à l'égard de la Chine et contre les projets d'intervention en Sibérie, le vicomte Motono, d'ailleurs épuisé par la maladie à laquelle il allait succomber trois mois plus tard, s'était retiré du cabinet et avait cédé la place à l'un de ses collègues, le baron Goto, ministre de l'intérieur, qui, tout en n'abandonnant pas la ligne jusqu'alors adoptée, s'efforça cependant d'apaiser l'hostilité de ses adversaires et surtout du vicomte Kato, chef du parti Kenseikai, qui avait été le ministre des Affaires étrangères du cabinet Okuma.

La situation déjà affaiblie et précaire du maréchal Teraoutsi se trouva aggravée dans l'été de 1918 par les troubles survenus dans la vie économique du pays, par le renchérissement des prix et par la crise du riz dont la cherté et l'insuffisance devenaient une calamité publique. L'opinion et la presse se montraient sévères pour le Gouvernement. Tous les partis, la Chambre des Pairs elle-même, exprimaient leurs doléances et leurs plaintes au Président du Conseil et aux ministres accusés d'imprévoyance. Les voix se faisaient chaque jour plus nombreuses et plus impératives pour réclamer la démission du cabinet, attendue de la majorité du pays comme le premier et indispensable soulagement à la détresse du peuple.

Le maréchal Teraoutsi ne restait pas sourd à ces cris significatifs et il ne s'obstinait pas à garder le pouvoir. Mais il désirait, après avoir assuré le maintien de l'ordre et après avoir achevé la mobilisation des troupes expédiées en Sibérie au secours des troupes tchéco-slovaques, préparer, conformément aux traditions et méthodes japonaises, la transmission du gouvernement dans les conditions les plus propres à ménager et garantir la sécurité de l'avenir. Depuis quelques semaines déjà il était en négociations à cet effet avec le prince Yamagata, président du collège des « genro » et chef du parti conservateur, ainsi qu'avec le marquis Saionji et M. Hara, chefs du parti constitutionnel (Seiyukai). — Peut-être le maréchal Teraoutsi et le collège des « genro » eussent-ils préféré désigner au choix de l'Empereur comme chef du futur gouvernement le marquis Saionji, qui avait été deux fois déjà président du Conseil, qui avait laissé le souvenir d'un esprit vraiment libéral en même temps que fidèle aux idéaux de la culture et de la conscience japonaises. Mais le marquis, devenu depuis sa retraite à la fin de 1912 une manière de « genro, » et peu ambitieux lui-même du pouvoir, ne paraissait nullement impatient de se charger à nouveau du fardeau des affaires. Et, d'autre part, le Parlement, les hommes politiques, l'opinion et une notable partie de la presse semblaient s'accorder à penser que l'heure était venue de tenter l'expérience d'un cabinet entièrement parlementaire et homogène, uniquement composé de membres des Chambres et présidé par celui qui, depuis 1913, était le chef du parti constitutionnel. M. Hara, qui siégeait à la Chambre basse depuis de longues années et qui, dès 1900, avait été l'un des lieutenants du prince Ito lors de la fondation du Seiyukai, était, par l'ancienneté des services et la disparition de ses aînés, le représentant le plus adéquat des principes et des tendances au nom desquels avait été mené le combat contre la bureaucratie et les clans.

Le 26 septembre, il était chargé de former le cabinet. Il n'appela à en faire partie que des membres du Parlement et de son propre parti, à l'exception des ministres de la Guerre et de la Marine, le général Tanaka et l'amiral Kato, qui, en raison des événements militaires et de l'expédition de Sibérie, furent maintenus à leurs postes. Le baron Takahashi, ministre des Finances, M. Tokonami, ministre de l'Intérieur, M. Noda,

ministre des Communications, M. Nakahashi, ministre de l'Éducation, M. Yamamoto, ministre de l'Agriculture et du Commerce, étaient membres du Seiyukai et la plupart d'entre eux avaient appartenu aux précédents cabinets du marquis Saionji. Le vicomte Uchida, nommé ministre des Affaires étrangères, avait déjà occupé ce portefeuille dans le second cabinet Saionji, il était entièrement dévoué au parti libéral. Sa carrière professionnelle de diplomate avait été particulièrement brillante. Ministre à Pékin, ambassadeur à Vienne, à Washington, à Petrograd, il avait partout réussi avec éclat. Durant sa dernière mission en Russie, il avait su, sans rompre avec les Bolchéviks, ne rien répudier ni compromettre des liens existant depuis 1907 entre l'ancien empire des Tsars et le Japon. Il était, d'autre part, plus versé qu'aucun autre fonctionnaire japonais dans la connaissance des affaires de Chine et des États-Unis. Nul n'était mieux fait que lui pour adoucir et atténuer la grande perte qu'avait été pour le Japon et les Alliés la mort du vicomte Motono.

M. Hara, pour inaugurer son entrée en fonctions et pour souligner le caractère nouveau du ministère qu'il allait présider, crut devoir accomplir une sorte de cérémonie rituelle, sur le modèle de celles par lesquelles la cour impériale de Tokyo faisait notifier aux divins ancêtres, au temple d'Ise, les événements importants de la vie nationale. Il se rendit avec les membres du cabinet et les chefs du parti Seiyukai sur la tombe du prince Ito, à Omori, pour annoncer solennellement au fondateur du parti qu'un ministère entièrement homogène et parlementaire venait de prendre le pouvoir. — Il saisit ensuite les premières occasions que lui offraient la réunion des membres de la presse japonaise et étrangère et la session de la Chambre de Commerce de Tokyo pour confirmer que le cabinet Seiyukai appliquerait au pouvoir le programme et les principes qu'il avait toujours soutenus sur la consolidation de la défense nationale, sur la réforme de l'Instruction publique, sur le développement des industries, sur l'amélioration du régime des chemins de fer et des ports.

Le vicomte Uchida, de son côté, fit une déclaration catégorique sur la ferme résolution du Japon de poursuivre loyalement avec ses Alliés la politique de guerre et d'après-guerre. Il affirma l'entière harmonie et communauté de cette politique

avec celle des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de tout l'Occident. Il s'exprima enfin de la manière la plus nette sur le sincère désir du gouvernement impérial de marcher d'accord avec la Chine et d'aider de toutes ses forces au relèvement de la Russie. « Nous sommes tous unis par un devoir commun, par notre résolution d'empêcher que ce grand pays ne soit dépouillé au moment où il est réduit à l'impuissance. »

La Grande-Bretagne et le Japon avaient récemment témoigné par la mission du prince Arthur de Connaught à Tokyo et du prince Higashi-Fushimi à Londres, par la remise au roi George V et à l'empereur Yoshi-hito des bâtons de maréchaux des armées japonaise et britannique, la solidarité et l'unité des deux pays et des deux armées. Cette même solidarité se marquait à l'heure la plus critique et la plus sombre à l'égard de la Russie temporairement affaiblie, mais que les Alliés faisaient vœu de ne point abandonner.

V

L'heureux accord intervenu entre le Japon, les États-Unis et la Chine permettait une action immédiate et rapide, à travers la Mandchourie, dans les bassins de l'Oussouri et de l'Amour où les Tchéco-Slovaques, aidés de quelques détachements cosaques, luttaient avec peine contre les prisonniers austro-allemands mêlés aux Bolchéviks.

Le contingent japonais était le plus nombreux, étant à proximité, et put être mobilisé et transporté en quelques jours. Dès le 18 août, il débarquait à Vladivostok sous le commandement du général Kikuzo Otani, l'ancien commandant de la garnison de Kiao-tchéou, qui fut unanimement accepté comme chef de tous les corps alliés, français, anglais, américain, italien et chinois. Un plan habilement conçu et exécuté avait pour objet et eut promptement pour résultat de repousser les Austro-Allemands et Bolchéviks, d'une part, de la région septentrionale entre Vladivostok et Blagovestchensk, d'autre part, à l'Ouest, entre Kharbine, Manchuria et Chita. Les troupes chinoises avaient, avec un détachement japonais, gardé la frontière mandchourienne de l'Ouest que les Cosaques de Semenof n'étaient pas assez en nombre et en force pour fermer aux assaillants. La cavalerie et l'artillerie japonaises, assistées des

éléments français et britanniques, nettoyèrent en quelques semaines toute la contrée comprise entre l'Oussouri, le Soungari et la rive droite de l'Amour, où les Tchéco-Slovaques étaient dangereusement menacés. — Dans la première moitié d'octobre, les Japonais, maîtres de ces immenses espaces et appuyés sur l'Amour comme sur la ligne du Transsibérien, parvenaient au lac Baïkal et s'emparaient d'Irkoutsk où ils établissaient leur quartier d'hiver. — A l'extrême Ouest et au Sud jusqu'au Volga, les Tchéco-Slovaques, qui d'abord avaient occupé des positions importantes telles que Pensa et Samara, étaient pour un temps débordés par les gardes-rouges que Trotsky avait recrutés parmi les anciens soldats de l'armée régulière que tentait l'attrait des hautes soldes et du ravitaillement abondant.

Sur les confins entre l'Europe et l'Asie, l'action de nos Alliés d'Extrême-Orient avait accompli sa tâche et barré la route aux Austro-Allemands que leurs revers ininterrompus et croissants sur le front d'Occident, dans les Balkans et dans l'Empire musulman, du Bosphore au golfe Persique, allaient réduire à la capitulation.

Dans cette dernière phase de la guerre, comme dans la première période de 1914, l'effort japonais, secondé par le concours chinois, a prouvé sa résolution et son efficacité. Le cabinet Hara a continué, à cet égard, la tradition de ses prédécesseurs avec cette nuance peut-être que le cours des événements donnait à l'action japonaise une portée plus directe et plus coordonnée avec l'action générale des Alliés. Le Japon et la Chine sentaient en même temps le contre-coup des prodigieux progrès que faisait en Occident l'offensive franco-anglaise et italienne. Le vaste et infini théâtre de la guerre obéissait à la même impulsion, à la même volonté de vaincre, à la même certitude du triomphe final.

L'avènement en Chine du nouveau Président de la République se traduisit par un changement manifeste dans la coopération aux efforts unanimes des Alliés et aussi dans les décisions plus strictes, plus rigoureuses envers les ennemis. Le président Siu-che-tch'ang prenait à l'égard des sujets austro-allemands restés en Chine, de leurs établissements, de leurs entreprises et de leurs tentatives persistantes d'obstruction ou de propagande, des mesures que la longanimité des présidents

Li et Fong avait fâcheusement différées. Les sujets ennemis étaient expulsés du territoire de la République ou internés. Ceux d'entre eux qui avaient été indûment conservés dans les administrations internationales de la douane maritime, de la gabelle, des postes, des contrôles financiers, étaient définitivement congédiés. Les bâtiments de commerce autrichiens et allemands étaient ajoutés au tonnage allié. Par un acte opportun et avisé, le même président Siu réclamait le rappel du ministre des Pays-Bas à Pékin qui, chargé de la représentation des intérêts allemands, avait avec un zèle intempestif interprété et accompli sa mission comme si elle exigeait de lui une protection aveugle des audaces et initiatives germaniques les plus contraires à la sécurité de la Chine même et des Alliés.

Le Président Siu enfin, comme son élection l'avait laissé espérer, s'efforçait, dès les débuts de sa magistrature, de préparer et de hâter l'apaisement, la réconciliation qu'il avait toujours considérés comme nécessaires entre les partis et surtout entre les deux grandes fractions du pays, le Nord et le Sud, qui, depuis 1912, maintenaient la Chine en état de guerre civile. Il avait réussi à convaincre, à ramener à ses vues la plupart des chefs militaires du Nord et du Centre, y compris le général Touan-k'i-jouei jusqu'alors obstiné dans sa résistance. Il eut aussi, pour l'aider dans son œuvre, le concours du Japon et de tous les Alliés qui sentaient, comme lui, l'urgence de panser cette plaie par où s'écoulaient les forces et les ressources de la jeune République. — Le nouveau gouvernement japonais avait notamment facilité l'accomplissement de ce grand et généreux dessein, d'abord en chargeant de sa représentation à Pékin un nouveau ministre, M. Obata, qui ne fut pas comme le baron Hayashi, son prédécesseur, suspect, à tort ou à raison, de favoriser un parti au détriment de l'autre, puis en déclarant que, pour mieux témoigner sa résolution de demeurer impartial, il s'abstiendrait désormais de consentir soit au gouvernement central chinois, soit aux provinces, soit aux sociétés, des emprunts dont l'affectation pourrait paraître servir tel ou tel intérêt des partis en lutte. — Le 19 novembre, les voies étant ainsi préparées, le Président Siu pouvait, par un décret en règle, prescrire la cessation des hostilités entre les armées des deux partis. — Les Alliés secondaient cet effort en faisant faire, par leurs ministres à

Pékin et par leurs consuls à Canton, une démarche simultanée auprès du gouvernement régulier comme auprès des révolutionnaires du Sud, et en spécifiant nettement que cette démarche n'était pas un acte de reconnaissance du gouvernement sudiste, pour recommander aux deux adversaires l'oubli de leurs querelles et leur dévouement au bien commun et à la prospérité de la République. Le représentant des sudistes à Canton, Wou-ting-fang, ancien ministre de Chine à Washington, et ancien ministre des Affaires étrangères à Pékin sous la présidence de Li-yuan-hong, accueillit fort bien la démarche des Alliés et se déclara prêt, quant à lui, à faciliter le rapprochement désiré. Il y a donc lieu d'espérer que la Chine pourra recouvrer à bref délai la paix intérieure et l'unité et consacrer toute son activité, ses hautes et précieuses facultés, à l'œuvre commune que les Alliés auront à poursuivre après guerre avec la même énergie et la même harmonie qui les ont soutenus au cours de la lutte.

VI

La défaite des armées allemandes de la mer aux Vosges et la conclusion de l'armistice du 11 novembre furent célébrées à Pékin et à Tokyo comme la victoire, non seulement du droit et de la justice, mais de la civilisation supérieure dont les Alliés étaient les représentants.

Le Japon, en remplissant au mois d'août 1914 son devoir d'allié de la Grande-Bretagne, la Chine, en répondant aux mois de mars et d'août 1917 à la voix des États-Unis, avaient l'un et l'autre senti avec la sûre divination de l'avenir qu'ils se prononçaient pour la bonne cause, pour celle à laquelle la loi, le destin de l'humanité assuraient le dénouement espéré et voulu. Aucun des deux grands Empires asiatiques ne s'était trompé dans le passé, et dès qu'ils avaient été en contact avec l'Occident, sur le caractère des diverses nations de l'Ouest, sur le rôle qu'elles avaient joué, sur la contribution qu'elles avaient apportée à l'œuvre et au progrès du monde. Depuis le XVIIe siècle la Chine et le Japon, bien qu'enfermés encore dans leur isolement et peu disposés à frayer avec l'étranger, avaient eu la vision lointaine, l'écho déjà perceptible de la puissance britannique et de la grandeur française. Au siècle dernier,

l'Amérique s'était révélée à eux comme la terre de la liberté, de la richesse, des desseins infinis. Je ne cède, je crois, à aucune illusion flatteuse, à aucun prestige fictif en rappelant ici ce qui m'avait frappé dans mon expérience personnelle de l'Extrême-Orient, à savoir que, dans l'opinion des mandarins de Chine comme des esprits éclairés du Japon, les grands pays de l'Ouest, ceux qui avaient été les conducteurs et les guides de l'humanité étaient vraiment la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis.

L'Allemagne ne leur est apparue qu'il y a un demi-siècle, et si, à Pékin ou à Tokyo, elle a eu certains admirateurs de ses succès éphémères, de son organisation militaire, de son développement commercial, de son habileté à tirer des sciences les applications les plus fructueuses, elle n'avait pas atteint le rang que les Puissances plus anciennes par leur histoire et par leur influence continuaient à occuper. Il n'est que juste, au reste, de constater que, si la Grande-Bretagne, la France, les États-Unis, la Russie elle-même ont, en mainte circonstance, témoigné des sentiments d'amitié, de générosité envers la Chine et le Japon, si l'alliance d'aujourd'hui a été précédée de bonnes et cordiales relations, l'Allemagne n'a guère laissé, soit à la Chine, soit au Japon, que le souvenir d'actes de violence ou de perfides intrigues. Si l'histoire des vingt-cinq dernières années a vu la Chine s'unir avec la Russie et la France, le Japon contracter des alliances avec la Grande-Bretagne, et le Japon, puis la Chine, devenir les alliés de l'Entente dans la guerre qui s'achève, elle montre l'Allemagne avide, incertaine de ses voies, passant d'un dessein à l'autre, excitant les Puissances tour à tour les unes contre les autres, et ne cherchant qu'à pêcher et recueillir en eau trouble les avantages matériels, le butin qu'elle convoitait. C'est par de justes représailles, ou plutôt par un effet de l'immanente justice, que l'Allemagne, vaincue en Occident, était aujourd'hui expulsée des territoires qu'elle s'était traîtreusement annexés à la pointe extrême de l'Asie orientale, comme des îles de la Polynésie qui n'étaient sans doute que les points d'appui, les étapes de ses futures agressions.

Le Gouvernement japonais avait, dans l'ardeur même de la bataille, marqué son admiration et sa foi aux Alliés en décernant un sabre d'honneur à la ville de Verdun pour sa défense

héroïque de 1916 et en remettant au roi George V le bâton de maréchal. L'empereur Yoshi-Hito salua les dernières victoires de l'Alliance en termes dont nos armées ont droit d'être reconnaissantes et fières. A Pékin, pour consacrer et commémorer la conclusion de l'armistice, le président Siu-che-tchang passa en revue, dans les cours et jardins du palais, à la date du 28 novembre, les troupes chinoises et les garnisons alliées, le premier assurément des spectacles de ce genre dont ait été témoin le palais de l'ancienne dynastie mandchoue, devenu la résidence du président de la République chinoise.

En un quart de siècle, de 1894 à 1918, les deux grands Empires de l'Asie orientale, sortis de leur longue réclusion, étaient entrés en une liaison si intime et étroite avec les deux États les plus anciens et les plus avancés en civilisation de l'Europe occidentale, qu'ils s'étaient trouvés mêlés directement à la politique générale du monde, que l'un d'eux, le Japon, avait eu une part considérable à la formation de la Triple Entente de 1907, et que, dans la plus formidable crise de l'histoire, ils avaient tous deux, aux côtés des Alliés, concouru au triomphe de la liberté et du droit sur la barbarie germanique.

L'Asie orientale, après avoir joué ce rôle pendant la Grande Guerre, a eu à collaborer à l'œuvre de la paix et à déterminer avec les Alliés les mesures propres à assurer et garantir d'une façon durable le bénéfice de cette paix. Le Japon et la Chine ont montré d'ailleurs, dans le choix des délégués qui devaient les représenter à la Conférence de Paris, le prix qu'ils attachaient à leur coopération. Le Japon a pour délégués, outre ses ambassadeurs à Londres, à Paris et à Rome, le vicomte Chinda, M. Matsui et M. Ijuin, deux personnages de haute autorité; le marquis Saionji, qui fut deux fois président du Conseil, et le baron Makino, ancien ministre à Rome, ancien ambassadeur à Vienne, ancien ministre des Affaires étrangères. La Chine avait désigné comme délégués son présent ministre des Affaires étrangères Lou-tcheng-siang, et Chengting Thomas Wang, ancien ministre, ainsi que ses ministres à Washington, à Londres et à Bruxelles.

Le marquis Saionji, qui est venu achever ses études à Paris vers 1869, et qui y avait, à cette date, noué d'étroites relations d'amitié avec M. Georges Clemenceau, qu'il a été heureux de

retrouver, est, avec le feu prince Ito et le regretté comte Hayashi, l'homme d'État d'Extrême-Orient qui a le mieux connu et compris l'Europe et qui a, en toute circonstance, témoigné à la France la plus sincère et profonde sympathie. Lou-tcheng-siang, qui avait accompagné le vice-roi Li-hong-tchang dans son ambassade extraordinaire en Europe en 1896, et qui, après avoir représenté la Chine aux deux conférences de la Haye en 1899 et 1907, fut ministre de Chine à la Haye et à Pétrograde, a, lui aussi, une connaissance approfondie de l'Europe : il possède complètement notre langue et peut être considéré comme l'un des Orientaux les plus familiers avec nos idées et sentiments.

Au Japon et à la Chine appartenait, dans les fondations et les œuvres de la paix à conclure, un rôle essentiel. Par leur situation territoriale, ils constituent à la Russie, sur sa frontière orientale, la même sécurité et garantie que lui offrira, sur sa frontière de l'Ouest, la Pologne enfin rendue à sa mission historique et s'étendant des Carpathes à la mer. Dans tout le bassin du Pacifique, la Chine et le Japon concourent, avec les États-Unis et les grandes Puissances maritimes, à rendre efficace la police des mers et à prévenir toute tentative que pourrait faire le pangermanisme pour ressusciter son rêve de domination. La Chine et le Japon seront de même de puissants auxiliaires des Alliés dans l'application et le maintien de la politique économique destinée à préserver le monde contre le retour des méthodes et des pratiques exécrables par lesquelles l'Allemagne de Guillaume II avait cru accaparer et asservir tout le globe.

La Chine et le Japon enfin ont leur place dans la Société des Nations qui, préparée par les conférences de la Haye, est apparue au sortir de la dernière guerre comme la nécessaire et durable conquête de la civilisation contre la barbarie. — Leur antique et haute culture, les doctrines confucianistes qui ont fait l'éducation de leurs peuples, les liens qui depuis un quart de siècle les ont si loyalement et solidement unis aux grandes Puissances dont, à l'heure critique, ils sont devenus les fidèles alliés, leur assurent dans cette société d'honneur et de salut le rang auquel ils ont droit et qu'ils tiendront avec autant d'attachement à la cause commune que de foi dans l'avenir. Ainsi que le disait le regretté Édouard Chavannes dans la dernière conférence qu'il fit en Sorbonne au mois de juin 1917 :

« Les forces morales lentement élaborées au cours des siècles vont manifester encore leur puissance : elles agiront, comme elles ont toujours agi dans le monde, pour la loyauté, pour la justice, pour l'idée que l'homme se fait de sa dignité. » Sur ces hauteurs, sur cette chaîne de faîte des idéaux humains, la pensée de l'Extrême-Orient se confond avec celle de l'Occident.

La délégation japonaise avait proposé au contrat de la Société des Nations un amendement qui, dans sa pensée, devait figurer au préambule même du contrat, et dont le but était de reconnaître l'entière égalité des Nations contractantes. Cet amendement, bien qu'il eût recueilli à la commission préparatoire une majorité importante, n'avait pas été définitivement accepté. Le baron Makino, second délégué du Japon, l'a de nouveau présenté à la séance plénière tenue par la Conférence le 28 avril dernier. Il a exprimé son « poignant regret » de n'avoir pu obtenir l'unanimité nécessaire, mais il s'est, en termes d'une grande noblesse, confié à l'avenir du soin de voir consacrer par la Société un principe si parfaitement conforme à son esprit et à ses statuts.

Sur le territoire de Kiao-tcheou repris à l'Allemagne par l'expédition japonaise de septembre à novembre 1914, et qui avait fait l'objet de la convention intervenue le 25 mai 1915 entre la Chine et le Japon, ou plutôt sur la procédure de restitution de ce territoire à la Chine, une divergence s'était élevée entre les deux États de l'Asie Orientale. Le Conseil des Puissances, après examen attentif de la question, s'est rallié à la conclusion que l'Allemagne devait renoncer en faveur du Japon à la cession à bail et aux avantages qui lui avaient été consentis par la Convention de 1898. Quant à la restitution du territoire de Kiao-tcheou à la Chine, elle demeure réglée par la Convention sino-japonaise du 25 mai 1915 et, en ce qui concerne les chemins de fer du Chan-tong, par les accords complémentaires du mois de septembre 1918, sauf certains détails accessoires à déterminer ultérieurement, s'il y a lieu, entre les gouvernements chinois et japonais sur l'exploitation et la police des dits chemins de fer.

A. Gérard.

L'EMPRISE ALLEMANDE

EN PAYS NEUTRE[1]

Un pli timbré de Leipzig à mon adresse? Quoi donc? De la propagande encore? Quelque brochure justificative? ou bien le rapport, agrémenté de belles photographies, d'une Croix-Rouge supérieurement organisée?

Non... C'est le catalogue, portant la date de 1919, d'une « bibliothèque scolaire » française et anglaise. Comment donc! Leipzig nous offre à nous, habitants de Genève, des livres français, des livres anglais, au prix dérisoire de 50 ou 60 pfennigs, de 1 mark 20, 1 mark 60 pfennigs! Catalogue bien fait, bien imprimé et fort éclectique. Voyons ces livres... Ils sont munis d'une introduction signée par un professeur allemand, et beaucoup sont illustrés. Il y a des classiques et des modernes : Racine, Molière, Regnard, Montesquieu, Rousseau, Voltaire, Chateaubriand. Il y a Victor Hugo, Balzac et Taine. Voici Mérimée, Maupassant, Zola, Daudet. Et voici Sarcey... Et *la Terre qui meurt* de M. René Bazin, avec une introduction du professeur Hellwig, trois gravures et une carte, pour 1 mark 60 pfennigs. Des anthologies, intitulées *Conteurs modernes*, réunissent des nouvelles de M. Anatole France, de M. Paul Bourget, de M. Jacques des Gachons, de M. Frapié, de Charles-Louis Philippe, sans parler des auteurs suisses : Rod, Vallette,

(1) Nous accueillons volontiers ce vibrant appel adressé à la vigilance française par un écrivain suisse dont le dévouement à notre cause s'est maintes fois, au cours de cette guerre, affirmé avec éclat. Souhaitons qu'il réveille ceux qui seraient disposés à s'endormir dans une confiance trop commode pour n'être pas trompeuse, et qu'il fasse comprendre à tous la nécessité de parer à un danger qui n'a jamais été plus pressant. [N. D. L. R.]

Gladès, Du Bois Melly, Warnéry. Il y a des chants d'école et des livres pour les enfants, des poésies et des pièces de théâtre, Mme de Pressensé et Edmond Rostand.

Et, pour finir, une carte illustrée de Londres et un plan pittoresque de Paris.

Ainsi quand nous nous heurtons à tant de difficultés et tant de retards pour faire venir un livre de Paris, tandis qu'il est à peu près impossible de faire pénétrer en France des livres suisses, l'Allemagne, que nous nous représentons comme bouleversée, consternée, en détresse, s'occupe à guetter notre clientèle, et, saisissant l'occasion que lui offre cette reprise si lente des relations normales entre la France et la Suisse, elle nous propose de nous fournir de livres français et anglais! En Allemagne, tout le monde est déjà au travail. Et les produits allemands vont de nouveau inonder le marché! C'est effrayant... Allons-nous donc voir réapparaître, comme avant la guerre, leurs voyageurs de commerce qui faisaient le tour des laboratoires, offrant leurs préparations microscopiques, leurs collections, leurs instruments, objets qui arrivaient immédiatement, sitôt la commande faite, emballés avec soin?

Nous sommes, quant à nous, très désireux de donner la préférence aux produits français. Mais il faut encore que les maisons françaises s'y prêtent, et qu'elles consentent à envoyer, sinon des voyageurs, du moins des catalogues, et à prendre les commandes.

Nous ne sommes pas une clientèle négligeable, quoique notre territoire soit restreint. Nous sommes des gens qui achètent des livres. Les plus modestes employés, les paysans eux-mêmes possèdent tout un choix de volumes, qui sont la fierté de leur demeure, quelquefois leur seul luxe. Les villages ont leur bibliothèque communale. Les bourgades ont un budget de conférences, et elles font appel aux professeurs de Genève, de Lausanne, de Fribourg et de Neuchâtel.

L'Allemagne sait fort bien tout cela : elle s'est toujours intéressée à nous... de trop près.

Il s'agit là d'une question bien plus grave qu'une simple question commerciale, qui a son intérêt cependant. Ce n'est pas seulement notre clientèle que convoite l'Allemagne. Depuis des années déjà, elle cherchait à s'emparer de notre âme. Et les dures expériences de ces quatre années de guerre ont mon-

tré que l'emprise allemande, quoiqu'elle ne correspondît pas à la somme des efforts dépensés, était déjà suffisante pour constituer un danger réel.

Cette emprise est-elle donc encore à craindre? Cette pénétration allemande si méthodiquement conçue, si minutieusement réalisée, va-t-elle continuer à s'exercer? Après les liens commerciaux qu'elle s'efforce de recréer, en offrant aux commerçants et aux acheteurs suisses, des facilités qui leur sont refusées ailleurs, verrons-nous se renouer les liens intellectuels? Essaiera-t-elle de s'assurer une revanche en tâchant de s'emparer peu à peu des marchés et des esprits?

Le danger serait d'autant plus grand que l'épouvantail de l'impérialisme allemand, qui effarouchait les vieux démocrates suisses, n'existe plus. Et nous aurons bien plus de peine, désormais, à nous garder de l'emprise allemande.

*
* *

La Suisse est en effet le point de rencontre de deux cultures, de deux éducations qui s'affrontent sur son sol même; mais leur antagonisme est en quelque sorte adouci par le fait que ces deux civilisations ne sont plus représentées par des Français et des Allemands, mais par des Suisses qui les ont modifiées au passage et n'ont pris à ces deux cultures que les éléments compatibles avec leur propre esprit. Le lien qui attache ensemble les Suisses latins et les Suisses alémaniques est tout intérieur, et, pour ceux qui ne les connaissent guère, leur unité, très réelle, est invisible : cet indissoluble lien, c'est un commun attachement à leurs libertés et à leur droit; cette unité, c'est la conscience d'être, de par leur volonté, la plus vieille démocratie du monde. Ces deux certitudes les unissent, et ils se font mutuellement confiance. Dans cette Société des nations en miniature que représente la Suisse, les cantons n'ont pas le droit de se livrer à des accords particuliers avec des Puissances étrangères. Mais il est impossible qu'ils ne soient pas sollicités de côtés différents, par les affinités de langue et de culture qui les apparentent à tels ou tels de leurs voisins.

L'Allemagne avait depuis longtemps discerné tout le parti qu'elle pouvait tirer de la conformité de langage qui rapprochait d'elle la Suisse orientale. Elle n'a rien négligé pour mul-

tiplier les points de contact, organiser les relations et préparer une amitié. Largement, elle ouvrit aux professeurs et aux étudiants suisses ses universités, aux écrivains ses maisons d'édition et ses revues. Elle suivit de près le mouvement artistique et littéraire de la Suisse, accueillant et fêtant ses poètes, ses peintres et ses musiciens. Attentive à leurs travaux et à leurs initiatives, elle appelait les hommes de talent, et les mettait en mesure de développer leurs recherches. Les étudiants, les Romands comme les Alémaniques, allaient volontiers continuer dans une université allemande leurs études commencées en Suisse. Ils y trouvaient toutes les facilités d'ordre administratif, l'équivalence des « semestres, » et souvent une large hospitalité dans les familles des professeurs. Peut-on s'étonner s'ils gardaient de leur séjour de bons souvenirs et de fidèles amitiés?

Au début de la grande guerre, réveillés en sursaut, nous nous sommes aperçus qu'une partie de notre élite intellectuelle suisse alémanique, prêtres, pasteurs, professeurs, demeurés sous l'impression de leurs souvenirs de jeunesse, gardaient à l'Allemagne leur reconnaissance et leur affection. Ils l'écoutaient encore, partageant l'illusion de son peuple qui se croyait attaqué, trompés comme lui par les mensonges officiels. On sait qu'un certain nombre d'entre eux, plus clairvoyants, répudièrent leurs amitiés d'autrefois et firent entendre à leurs compatriotes de salutaires vérités. D'ailleurs, en dépit de la propagande allemande effrénée, d'autres, de mois en mois, se ressaisissaient, avertis par le danger que courait la Suisse, par le chantage que les Allemands tâchaient d'exercer sur elle, par les crimes qui se succédaient et dont l'Allemagne essayait de se disculper, au fur et à mesure qu'elle en perpétrait de nouveaux. L'incessant cortège de malheureux rapatriés français, la vue quotidienne de leur misère, l'injustice dont ils étaient victimes, éloignèrent définitivement de l'Allemagne le cœur du peuple alémanique.

Nous ne reviendrons pas sur ces faits. Nous y faisons allusion parce qu'ils permettent d'éclairer l'avenir. Nous nous sommes rendu compte à ce moment-là que toute une partie de la Suisse ne connaît pas suffisamment la France.

L'influence française, quel puissant antidote contre l'emprise allemande! Cette influence discrète, qui, loin d'aliéner nos esprits et d'entamer notre conscience de Suisses, nous

donné une plus claire conscience de ce que nous sommes et de ce que nous devons à la Suisse; cette amitié française qui ne cherche pas à nous détourner de notre patrie, mais nous demande, avant toute chose, de rester des Suisses. Un même amour de la liberté nous rapproche. Nous voyons dans la France la grande République qui a su réaliser, sur un vaste plan, une part de l'idéal qui nous est cher.

Nous sommes, tout près d'elle, un très petit pays, qui, en raison même de sa petitesse et de son morcellement, a réussi à faire une expérience plus longue de la liberté, dans ce cadre, plus définitif peut-être, de la fédération des cantons souverains. Nous la regardons avec l'entière confiance que, jamais, elle ne cherchera à annexer quoi que ce soit de nous-mêmes.

Cependant la France, tandis que l'Allemagne nous caressait pour nous exploiter, nous a trop souvent négligés. Il a fallu la guerre pour lui montrer, comme à nous-mêmes, le danger de laisser le champ libre à l'adversaire. Et il a fallu la guerre pour apporter la preuve que d'infimes difficultés d'ordre administratif empêchaient un rapprochement nécessaire, qui est pour nous, comme pour la France, une défense, puisqu'une partie de la Suisse représente un bastion avancé de la culture française.

Ainsi nous savions bien, — mais on ne s'en avisait point en France, — que, pour un étudiant suisse, il n'était pas aisé de poursuivre dans une université française des études commencées en Suisse. Cet étudiant devait, afin d'obtenir l'immatriculation et de se présenter aux examens, payer le montant de tous les cours qu'il n'avait pas suivis en France depuis le début de ses études. Pour beaucoup de jeunes hommes, cette exigence était un obstacle insurmontable : ainsi les universités françaises leur étaient comme fermées automatiquement.

Le système en vigueur chez nous, de même qu'en Allemagne et à l'Université de Strasbourg, la division du temps d'études en « semestres, » donne aux étudiants une grande liberté. Tel professeur célèbre les attire-t-il dans une autre université? Ils vont suivre ses cours pendant un ou deux semestres ou davantage. Et ces semestres leur sont comptés. Ils peuvent ainsi accumuler les bienfaits d'influences et d'enseignements divers.

Jusqu'à ce jour, il n'y avait donc que peu de contact entre les étudiants français et les étudiants suisses. On nous envoie,

il est vrai, de nombreux professeurs. Mais la réciprocité n'existe pas. Nous ne croyons pas qu'aucun professeur suisse enseigne dans une université française, tandis que, jusqu'en 1914, un grand nombre de chaires allemandes étaient occupées par des Suisses.

Lorsque les internés furent reçus dans nos universités, on s'avisa brusquement de toutes ces difficultés. Les rescapés des camps allemands avaient perdu trop de temps déjà. Les « semestres, » pendant lesquels ils allaient suivre l'enseignement des Facultés suisses, devaient à tout prix compter pour l'ensemble de leurs études. Il fallait organiser l'équivalence des étapes que l'étudiant doit parcourir. Les professeurs français et les professeurs suisses s'y appliquèrent en commun. Et ce faisant, ils voulurent faire participer à ces mesures nouvelles les étudiants suisses.

Cette dernière question, très complexe, n'est pas encore réglée. Mais elle touche à sa solution. La nécessité d'une pénétration réciproque de la jeunesse universitaire s'est imposée : il y aura désormais entre les universités françaises et les universités suisses des échanges, échanges de professeurs et d'étudiants, comme il y en aura sans doute avec l'Angleterre et l'Amérique. Un courant de vie plus intense les unira. Ils se connaîtront mieux et la compréhension mutuelle en sera augmentée.

Impressions de la vingtième année, enthousiasmes, amitiés ferventes, c'était à l'Allemagne que beaucoup de nos jeunes gens portaient jusqu'ici cette exubérance de leur jeunesse : impressions ineffaçables de cet âge où le jeune homme crée autour des êtres et des choses comme un halo splendide, où il les voit et les aime à travers son propre rêve, où il leur prête toute l'ardeur qui émane de lui-même. Nous aimerions voir désormais nos étudiants suisses alémaniques, en particulier, suivre les cours des universités françaises. Et nous aimerions aussi que l'Université de Paris ne fût pas seule à les attirer avec celle de Strasbourg, où ils se retrouvent tout naturellement comme en famille. Nous voudrions les voir aussi à Grenoble, à Nancy, à Montpellier, à Bordeaux, à Lille, apprenant à connaître et à aimer la France autrement que dans les livres et à travers la littérature. Liés à elle par de belles amitiés juvéniles et une admiration pour ses maîtres, partagée avec leurs camarades français, ils rapporteront dans leurs montagnes et au bord de

leurs lacs un souvenir qui ne s'effacera plus, une sympathie qui les aidera, eux, de langue étrangère, à comprendre la culture française, une tendresse qui les défendra pour toujours de l'emprise allemande.

Nous souhaitons aussi que les étudiants français apprennent à venir en Suisse. Ils apporteront à leurs camarades nouveaux leur subtilité d'esprit, leur vivacité, leur don de l'expression; et, tout en s'initiant à la vie de l'étudiant suisse, à ses jeux préférés, aux courses dans les montagnes, au patinage, aux skis, ils approcheront un peu de cette âme suisse qui leur demeure totalement inconnue et qui sera pour eux comme un trait d'union entre l'esprit français et l'esprit européen.

La Suisse, terre élue des congrès internationaux, et en particulier Genève, berceau de la Croix-Rouge, ont toujours été attentives à toutes les manifestations européennes de la pensée, à toutes les entreprises d'ordre universel. Leurs élites, éprises de voyages, de littératures étrangères, de science, de culture européenne, en un mot, formaient, déjà aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, des foyers de vie intellectuelle intense qui rayonnaient bien au delà de leurs étroites frontières, et attiraient de loin des visiteurs illustres. La culture européenne est de tradition chez les Suisses. Comment pourrait-il en être autrement? Leur pays est le point de rencontre de toutes les routes de l'Europe. Et ces routes ont amené en Suisse, de toutes les parties du monde, de grands artistes, des savants, des philosophes. Quelques-uns s'y sont fixés, faisant bénéficier leurs hôtes de multiples richesses spirituelles.

Les Suisses goûtent le risque et l'aventure. En raison même de la petitesse de leur pays, leur âme est d'humeur voyageuse. Les plus lointains sentiers du monde ont pour eux de l'attrait. Ils aiment à pénétrer le mystère des peuples exotiques. Ils sont curieux des autres nations. Ils considèrent une éducation comme incomplète, si le jeune homme et même la jeune fille n'ont pas fait un « tour d'Europe. » Les familles les plus modestes s'imposent, longtemps d'avance, de lourds sacrifices, afin d'accorder à leurs enfants ce séjour à l'étranger auquel on leur reconnaît un droit... Pour les Suisses, en effet, le voyage n'est pas seulement le luxe préféré : c'est encore un besoin de leur intelligence.

En particulier Genève... Singulière destinée que la destinée

de cette petite cité, de cette république quasi sans territoire qui pourrait revendiquer le mot de Pascal : « Je n'aurai pas davantage en possédant des terres... Par l'espace l'univers me comprend et m'engloutit comme un point... » La grandeur de Genève n'est pas dans l'ordre des choses visibles. Son histoire la montre se passionnant de siècle en siècle pour une idée : liberté de conscience, liberté sociale. Cité de refuge, elle ne demeura jamais étrangère aux souffrances des peuples. Et ce n'est point par hasard que la Croix-Rouge naquit sur son sol : Genève avait une si longue habitude de penser au delà de son propre bien-être et de ses propres frontières, et de rejoindre au-dessus de son idéal national le plus haut idéal humain ! Il était tout naturel que des institutions surgissent, incarnant cette préoccupation. Consacrer une part de sa vie et de ses biens à la cause de l'humanité, c'est une tradition chez tout ce petit peuple, pourtant si patriote et si jaloux de son intégrité morale et spirituelle !

A cette heure où nous voyons le monde prêt à se transformer, on songe à cet esprit nouveau que l'on appelle, d'une façon sans doute insuffisante, puisque l'Europe n'est pas seule en cause, l' « esprit européen. » Si désormais l'esprit européen doit prendre conscience de lui-même et se développer, c'est en Suisse, et à Genève, selon toute apparence, qu'il pourra se manifester le plus librement.

Or, dès le milieu du xve siècle, les Suisses faisaient stipuler dans leurs traités avec la France qu'ils auraient libre accès à l'Université de Paris. Au xxe siècle, leur vœu demeure le même : libre accès dans les universités de France, mais aussi libre accès de leurs camarades français dans nos universités suisses.

***

Dès 1915, la France se rendit compte qu'aucune quantité n'était négligeable, et que les « impondérables, » au cours de cette guerre inouïe, prenaient une extraordinaire importance. Elle se livra donc en Suisse à une propagande très active. Les livres de guerre, les documents accusateurs ont été largement répandus. Fort bien accueillis, ils ont leur place dans les bibliothèques suisses ; ils sont lus, cités, commentés. Une librairie française s'est ouverte à Zurich, une autre à Fribourg, répon-

dant d'une façon très heureuse à la vaste entreprise de librairie allemande installée à Olten.

Des conférenciers se sont succédé; on les accueillait avec enthousiasme, parce qu'ils venaient de France. Quelquefois, il aurait été désirable que certains d'entre eux, puisqu'ils s'adressaient à des Suisses, fussent mieux au courant de la vie suisse, des nécessités, des circonstances... On en revient toujours là : se mieux connaître!

Ceux qui sont allés auprès des Suisses alémaniques et qui ont su pénétrer leur naturelle réserve, ont senti le culte naïf et discret que l'âme populaire porte à la France. Tendresse qui ne sait pas toujours se traduire en paroles, mais que nous devinons dans les regards et les intonations... Amour secret qui conduisit à la Légion étrangère bon nombre de jeunes gens des cantons alémaniques, dont beaucoup ne savaient même pas le français... (Ils réclamaient des grammaires françaises qu'on leur envoyait dans les tranchées.) Pourquoi donc aimaient-ils, au point de lui offrir leurs jeunes vies, ce pays qu'ils ne connaissaient point? Sans doute la France incarnait pour eux la révolte du bon droit et la cause de la liberté. Mais ils avaient aussi quelques-unes de ces raisons intimes qui ne s'expriment pas : *parce que c'était elle, parce que c'était moi...* « Quand vous irez là-bas, faites nos amitiés à nos camarades de France, » écrivait un soldat zurichois qui n'avait jamais été « là-bas. » Une ouvrière bâloise envoyait pour les blessés français des blagues à tabac et des porte-cigarettes de cuir qu'elle avait confectionnés, après son travail de la journée. Sans doute, elle non plus n'avait jamais été « là-bas. »

Et si les Suisses alémaniques aiment tant Genève, s'ils nous disent parfois : « Genève, je l'aime comme si j'y étais né, » c'est peut-être qu'ils sentent sur elle comme un reflet de cette âme prestigieuse qui leur échappe et les attire, et qu'ils redoutent un peu aussi, parce qu'ils sont timides et qu'ils ne savent pas très bien la comprendre... Et nous savons aussi que c'est à nous de la leur rendre intelligible.

— La meilleure propagande, c'est la victoire! nous ont dit des amis français.

Pour nous, la meilleure propagande, ce fut la justice d'une cause et l'injustice de l'adversaire, ce fut le contact avec les victimes spoliées.

Désormais, la « propagande » doit changer de nom et de moyens. Elle s'appellera connaissance mutuelle, pénétration réciproque, sympathies manifestées par l'entr'aide. Cette « propagande »-là est plus nécessaire que jamais. Car l'Allemagne vaincue va tendre tout son effort du côté de ses voisins qui peuvent offrir un champ à son activité. Quelle revanche, si elle réussissait à établir définitivement son emprise sur tous les petits pays qu'elle n'a pas cessé d'envahir moralement !

Plus que jamais elle essaiera de se maintenir chez eux, chez nous. Nous avons toujours résisté. Nous continuerons. Mais il est indispensable que nous ne demeurions pas seuls dans cette lutte. Nous avons besoin de l'amitié française... Il est nécessaire que la France facilite les échanges intellectuels. Si d'invisibles barrières d'ordre administratif continuaient à se dresser entre elle et nous, soyons certains que l'Allemagne, aux aguets, profitera de toutes les fautes et de tous les oublis...

Nous demandons à la France seulement de nous comprendre, tels que nous sommes : un peuple en quatre peuples, un même esprit travaillé par la passion de la liberté qui se manifeste de façons différentes, et se traduit en français, en allemand, en italien, en romanche, quatre peuples qui tiennent ensemble par un lien à la fois souple et indissoluble, et sont fiers les uns des autres... Quatre peuples, férus d'indépendance, et qui se tournent avec affection, le cœur battant d'un généreux espoir, du côté où ils sentent que la liberté rayonne...

A cette heure décisive où les nations se concertent, où tous les peuples secouent leurs entraves et rejettent leurs oppresseurs, les Suisses, s'il ne leur est pas donné de contribuer directement à la grande œuvre entreprise, l'attendent et l'appellent de leurs vœux. Ils en suivent les étapes, et ils guettent avec une attention ardente le pas, pour eux familier, de la liberté en marche à travers le monde.

NOËLLE ROGER.

REVUE SCIENTIFIQUE

UNE CROISADE CONTRE LA MALADIE

LE CONGRÈS DE CANNES ET LE BUREAU D'HYGIÈNE MONDIAL

Le pacte de la future Société des Nations, qui a été voté à une des dernières séances plénières de la conférence de la paix avec une unanimité bien faite pour suggérer mille commentaires qui ne sont point ici mon affaire, ce pacte, dis-je, contient un certain article 25 qui a passé à peu près inaperçu et qui est pourtant bien intéressant.

Cet article 25, qui n'a eu l'honneur d'aucun commentaire fulminant ou admiratif dans la grande presse, est pourtant, sinon le plus riche d'efficacité future, — il ne faut décourager personne, — du moins un de ceux dont l'humanité pourra tirer le plus de bienfaits quand il sera appliqué et s'il est appliqué. Cet article est ainsi conçu :

« Les membres de la Société s'engagent à encourager et favoriser l'établissement et la coopération des organisations volontaires nationales de la Croix-Rouge, dûment autorisées, qui ont pour objet l'amélioration de la santé, la défense préventive contre la maladie, et l'adoucissement de la souffrance du monde. »

Il n'est pas douteux que cet article est l'écho, ou, si on aime mieux, le reflet de la conférence qui, pendant la première quinzaine du mois dernier, a réuni à Cannes, sous les auspices des Croix-Rouges alliées, les plus grands spécialistes, en matière d'hygiène et de médecine, des nations qui ont ensemble combattu et vaincu l'Allemagne.

C'est à cette conférence que je voudrais aujourd'hui consacrer ma chronique, aux raisons à la fois idéales et pratiques qui l'ont inspirée, et qui font qu'elle devait avoir lieu à ce moment, aux buts qu'elle poursuit et aux moyens de les réaliser, enfin aux bienfaits sans nombre que l'humanité peut et doit en retirer.

On remarquera que, dans la rédaction de l'article cité plus haut du pacte des nations, il est question de l'activité des Croix-Rouges dans la lutte contre la souffrance humaine. Autrement dit, il s'agit d'employer les Croix-Rouges non plus seulement dans le cadre relativement limité des champs de bataille et de leurs annexes hospitalières, mais d'une manière plus large dans tout ce qui touche à la maladie et à la souffrance évitable.

Il eût été assurément bien regrettable de laisser tomber en quenouille, de démobiliser, si j'ose dire, en même temps que les armées, toutes ces organisations volontaires qui, surtout grâce au dévouement et à la tendre abnégation des femmes, se sont prodiguées pendant plus de quatre ans au chevet des soldats blessés et malades.

C'est évidemment cette préoccupation de ne pas laisser sans emploi l'expérience ainsi accumulée et les dévouements exercés pendant la guerre qui a conduit le Comité international de la Croix-Rouge à convoquer une réunion des Croix-Rouges du monde entier qui devra se tenir à Genève trente jours après la signature de la paix.

Cette convocation a été faite à la demande des Sociétés de la Croix-Rouge des États-Unis, de France, d'Angleterre, d'Italie et du Japon, dont les représentants se sont constitués en un *Comité des Sociétés de la Croix-Rouge*, « en vue d'élaborer et proposer aux sociétés de la Croix-Rouge du monde un programme élargi des activités de la Croix-Rouge dans l'intérêt de l'humanité. »

Le président de ce Comité des sociétés de la Croix-Rouge est un Américain, M. Henry P. Davison, qui a dirigé toute l'activité de guerre de la Croix-Rouge américaine. Avec cet esprit à la fois pratique et noblement idéaliste qui caractérise si souvent les grands meneurs d'hommes et d'affaires des États-Unis, il a pensé que ce futur Congrès international des Croix-Rouges à Genève devait être logiquement précédé d'une réunion où, entre alliés initiateurs du mouvement, on discuterait scientifiquement, avec l'aide des spécialistes et des techniciens les plus éminents, un programme d'action ordonnée qui pourrait être soumis au Congrès de Genève. De là est née l'idée de la réunion de Cannes afin de préparer l'adaptation aux misères de la paix des organisations sanitaires que la guerre a si heureusement développées.

J'ai eu la bonne fortune d'assister à cette réunion de Cannes, aux discussions scientifiques, mais toujours dirigées vers un but pratique auxquelles elle a donné lieu. Dès le 1er avril, dans le décor élégant et confortable du Carlton qui a vu naguère tant de princes aujourd'hui périmés, d'autres princes à la redingote plus modeste, mais à la pensée infiniment plus luxueuse, les docteurs Roux, les sir Ronald Ross, les Golgi et tant d'autres princes de la science se trouvaient réunis pour mettre sur pied la nouvelle internationale, l'« Internationale de l'hygiène. » Son initiateur, M. Davison, a bien voulu m'en définir lui-même éloquemment les bases. Tout le monde en France le connaît, au moins de nom; sous son impulsion la Croix-Rouge américaine a rendu à notre pays meurtri des services qui lui donnent droit de cité dans le cœur de tous les Français. M. Davison est vraiment le Pierre l'Ermite de la nouvelle croisade qui se prépare contre la maladie, — plus grande faucheuse d'hommes que n'est la guerre elle-même. D'allure très jeune, grand, le visage rasé, les lèvres minces s'ouvrant à peine sur une parole brève et nette, l'œil gris énergique et brillant d'une ardeur volontairement domptée sous la visière des sourcils, M. Davison m'a défini avec la clarté généralisatrice et nette des business-men de là-bas l'œuvre qu'il entreprend :

« L'idée qui a présidé à cette réunion à Cannes des spécialistes les plus éminents des nations alliées et des représentants des Croix-Rouges est très simple. Le moment nous a semblé venu où, les armes faites pour tuer étant remises au fourreau, les armes qu'on a, dans cette guerre, forgées pour guérir et soulager doivent au contraire être utilisées et multipliées plus que jamais. La guerre a causé beaucoup plus de mal que de bien. Le peu de bien qu'elle a créé, nous voulons qu'il soit préservé et conservé. Nous le voulons d'autant plus que la grande leçon de cette guerre est une leçon de solidarité. Tous les efforts sont peu de chose, s'ils ne sont pas coordonnés; on l'a bien vu par la manière dont la victoire fut finalement obtenue.

« Cette leçon de coordination, cette coopération, nous voulons l'appliquer contre la maladie et la mort, nous voulons l'utiliser pour restreindre le champ trop vaste des souffrances humaines. Dans cette conférence, chacun des spécialistes alliés viendra apporter pour tous le fruit de la cruelle expérience que la guerre lui a donnée. Ainsi les progrès faits par chacun seront multipliés par leur mise en commun. Veut-on des exemples? L'armée américaine a fait, pour la prophylaxie des maladies vénériennes, l'expérience de certaines méthodes, —

d'ailleurs françaises, — expérience portant sur des centaines de milliers de cas et dont les résultats sont par conséquent hors de tout conteste. On nous apportera les résultats de cette expérience, et notre objet sera de les faire connaître à tous et de les étendre à toute l'humanité pour qui la recrudescence de ces maladies, pourtant évitable, constitue un grave danger. Pareillement, l'expérience acquise depuis quelques années dans la lutte contre le fléau de la malaria nous sera apportée pour être diffusée et généralisée utilement par tous. Dans tous les domaines de l'hygiène et de la prophylaxie il en sera de même, et l'objet de la conférence est précisément de rechercher par quelles méthodes la diffusion et l'application des mesures reconnues les meilleures seront le mieux obtenues.

On a déjà vu, — on voit même aujourd'hui, — ajouta en souriant M. Davison, des Congrès plus vastes que celui-ci par le nombre et la situation des délégués; on n'en a pas vu qui dépasse réellement celui-ci par l'importance du but, la facilité de l'atteindre et par la qualité des délégués. Pour ne citer que la France, ce sont des hommes comme les professeurs Roux, Calmette, Widal, Laveran, qui viennent à nous.

« Je crois fermement que de la conférence de Cannes un bien incalculable pourra sortir pour l'humanité meurtrie. »

Si j'osais résumer d'un mot la généreuse pensée qui a fait jaillir l'initiative de M. Davison, je crois qu'on pourrait rappeler la parole fameuse : « Bien taillé, mais maintenant il faut recoudre. »

Tel est l'état d'esprit dans lequel s'est ouverte la conférence interalliée des Croix-Rouges, en ce cadre exquis de la côte d'Azur où la mer est comme une turquoise sertie dans les fleurs et où les palmes et les branches d'oliviers, mêlant leurs verdures, semblent les vivants symboles de la paix par la victoire.

***

Il me reste maintenant à indiquer les résultats des séances de ce congrès qui est plus exactement une réunion des spécialistes alliés les plus éminents et les plus renommés en matière d'hygiène, destinée à formuler des suggestions et un programme de lutte mondiale contre la maladie, programme dont l'exécution sera ensuite confiée aux Croix-Rouges.

Je ne veux donner que deux chiffres (entre des milliers d'autres) pour indiquer tout ce qu'il y à faire dans cet ordre d'idées : 1° La grippe, l'épidémie fâcheuse et trop dédaignée qui vient de sévir un peu partout, a tué en six mois à peu près 6 millions d'hommes; aux États-

Unis, par exemple, elle en a tué 350 000, c'est-à-dire dix fois plus que la guerre; 2° D'après un rapport récent et fort bien documenté du Dr Leredde (Société de statistique, 20 novembre 1918), la tuberculose et la syphilis, MALADIES ÉVITABLES, causent chaque année, rien qu'en France, plus de 125 000 morts sur un total de 700 000.

Voilà le nouveau champ de bataille où le devoir est de combattre maintenant.

L'hygiène est aujourd'hui le premier, le plus urgent peut-être des devoirs qui s'imposent aux nations et particulièrement à la France. En veut-on un autre exemple : tandis que sur mille Français vivants au commencement de chaque année, il n'en reste que 980, sur mille Norvégiens, 987 sont encore vivants. Si la mortalité française était au taux de la Norvège (où le climat est bien moins favorable qu'en France), nous gagnerions chaque année 273 000 existences. Et il est clair que la mortalité en Norvège pourra être et sera certainement encore abaissée. Rien qu'au taux de mortalité de l'Angleterre, nous gagnerions chaque année plus de 200 000 existences de Français.

Mais je ne veux pas pour aujourd'hui, — car j'aurai l'occasion d'y revenir, — m'appesantir davantage sur le problème spécial de l'hygiène en France. Il n'est qu'un cas particulier, — et particulièrement angoissant, je le reconnais, — des questions d'hygiène générale et mondiale traitées à Cannes, et en traitant celles-ci je toucherai à celle-là implicitement.

La France, les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon, étaient représentés à Cannes par quelques-uns de leurs hommes les plus remarquables. Dans cette constellation de savants venus des quatre coins, — ou plutôt des cinq coins de la Terre (car ces cinq puissances sont bien les pierres angulaires du monde futur), — la délégation française brillait d'un éclat particulier; on l'a pu voir par les noms que j'ai cités. Parmi les représentants de l'Angleterre, il y avait notamment sir Ronald Ross, que ses travaux sur la malaria ont illustré justement; le grand hygiéniste sir Arthur Newsholme, le colonel Cummins, chef du Service bactériologique de l'armée britannique. L'Italie était représentée par des médecins universellement célèbres pour leurs découvertes comme les professeurs Marchiafava, Golgi, Maragliano, Castellani, Bastianelli, Gozio, Baduel, Valagussa; les États-Unis par le docteur Biggs, organisateur de l'hygiène publique de l'État de New-York et dont les méthodes ont sauvé des milliers de ses compatriotes; le professeur Welsh, célèbre pour ses travaux sur la dysenterie; le professeur Strong de Harvard, dont les

travaux sur les maladies tropicales sont classiques; le docteur Rose, du Rockefeller Institute. Un moment, la conférence des cinq ne fut, — à l'instar de Paris, — que la conférence des quatre, faute des délégués du Japon. Mais celui-ci finit quand même par avoir là un ambassadeur d'hygiène.

Et maintenant, pour donner une idée de l'œuvre réalisée ou plutôt ébauchée à Cannes et qui demain prendra forme tangible, je ne puis mieux faire que de passer rapidement en revue les exposés et les discussions qui se sont poursuivis dans les séances plénières de la conférence.

Dès le début de la conférence et dans les réunions privées qui se sont tenues, les délégués français ont tenu à faire savoir que leur participation n'impliquait nullement qu'ils fussent disposés à entrer en contact un jour ou l'autre, sur ce terrain, avec les savants ennemis, conformément à l'attitude prise par notre Académie des Sciences et notre Académie de Médecine. Cette déclaration ne pouvait que rencontrer l'assentiment; il est clair en effet que si on met sur pied une organisation d'hygiène internationale, ce bureau sera d'abord et avant tout interallié, qu'il sera en quelque sorte incorporé à la Ligue des Nations et que les Allemands n'y pourront entrer qu'après avoir acquis droit de cité dans celle-ci.

Dès la première séance, la Conférence a nommé président par acclamation le docteur Roux. Cet honneur était dû à l'illustre directeur de l'Institut Pasteur non seulement pour ses admirables découvertes et la noblesse de sa vie, non seulement parce que les congressistes étant les hôtes de la France, il convenait qu'ils missent à leur tête le plus grand des bactériologistes français vivants; mais aussi et surtout parce que, sans la France, l'hygiène, la prophylaxie des maladies n'existeraient pas. La lutte contre les maladies évitables, est, en effet, fondée tout entière sur la microbiologie, sur l'étude et la connaissance des microbes pathogènes. Or, la découverte et la connaissance des microbes, bases de l'hygiène, de l'antisepsie et de la prophylaxie, sont entièrement l'œuvre du Français Pasteur et de son école. Sans les découvertes françaises, il n'y aurait pas d'hygiène prophylactique... et pourtant parmi les grandes nations civilisées la France est celle où cette hygiène est la moins connue, la moins enseignée, la moins pratiquée! Nouvel et déplorable exemple de cette conformation étrange de notre esprit national, si bien symbolisé par la « Semeuse » de nos monnaies, et qui fait que les idées jetées au vent par le génie français trouvent généralement ailleurs

qu'en France le terrain le plus favorable à leur développement utilitaire.

Dès la première séance de la Conférence, le docteur Roux a montré éloquemment ce qu'on peut et doit attendre de cette croisade nouvelle dirigée par la science contre la maladie. Il a expliqué comment — tout en laissant aux organisations de chaque pays leur autonomie —, l'activité des Croix-Rouges, après avoir contribué à diminuer dans d'énormes proportions les misères de la guerre doit maintenant continuer son œuvre contre les fléaux morbides qui sont les misères de tous les temps. Dans cette terrible guerre elle-même, grâce aux progrès de l'hygiène, on n'a pour la première fois pas vu de grandes épidémies, pour la première fois la maladie a tué moins d'hommes que les projectiles. Ces progrès, la paix doit les mobiliser pour elle. C'est contre les maladies que la « bienfaisance guidée par la science, » suivant la belle expression du docteur Roux, doit maintenant diriger ses efforts, et « les nobles ambitions qui ont provoqué l'initiative de M. Davison sont trop grandes et trop hautes pour rester vaines. »

Au cours de la même séance où les délégations de divers pays ont apporté leur adhésion, le professeur Marchiafava, au nom de la délégation italienne, a fait remarquer que son pays était entré dans cette voie, puisque depuis vingt ans déjà, la Croix-Rouge italienne, en dehors de sa préparation aux œuvres de guerre, se consacre au soulagement des misères de la paix et notamment à la lutte contre la malaria. C'est un exemple que la Conférence se propose précisément de suivre et de développer, en faisant, suivant l'expression du professeur Welsh, profiter l'avenir des progrès du passé par la fondation de la ligue de la santé humaine, dont le but est plus élevé encore que celui de la ligue des Nations. Puis Sir Newsholme, chef de la délégation anglaise, a montré par des chiffres impressionnants que les « horreurs de la paix » ne sont pas moins terribles que celles de la guerre. Rien qu'en Angleterre, entre 1914 et 1918, pour deux hommes tués par la guerre, il en est mort cinq autres par d'autres causes, pour la plupart évitables. Les morts de la guerre étaient, il est vrai, presque tous jeunes ; mais parmi les deux millions de morts de l'Angleterre dans les cinq années, plus de 20 pour 100 étaient jeunes aussi, puisque c'étaient des enfants au-dessous de cinq ans. La mortalité infantile, a-t-il ajouté, doit être supprimée de la vie des peuples. Point n'est besoin pour cela de nouveaux progrès scientifiques; il suffit de répandre et d'appliquer ceux

qu'on connaît déjà, et ce sera un des buts les plus utiles que puisse se proposer la Conférence.

Les séances plénières suivantes de la Conférence ont été spécialement consacrées à la discussion de la meilleure organisation à réaliser pour développer partout l'hygiène prophylactique, pour la mettre, dans les pays où elle est informe, au niveau de ce qu'elle est dans les pays comme les États-Unis où elle a déjà, — les statistiques le prouvent, — sauvé des millions d'existence, pour la créer enfin dans les pays où elle est inexistante.

La première base de la discussion a été fournie par un remarquable projet élaboré par le professeur Strong de l'Université Harvard et qui constitue comme une sorte de charte de l'hygiène future du monde.

Ce projet suggère l'établissement d'un bureau international d'hygiène et de santé publiques dont les attributions principales seraient multiples. Il aurait d'abord pour but d'attirer l'attention sur les cas les plus urgents qui, sur n'importe quel point du monde, nécessiteraient une aide médicale ou sanitaire, et d'indiquer les méilleures méthodes à employer pour apporter cette aide. Si, par exemple, une épidémie de typhus éclate, comme on l'a vu naguère en Serbie, le bureau international centralisera et coordonnera les efforts et on ne verra plus, comme c'est arrivé, plusieurs pays apporter, chacun de son côté, des secours qui se contrarient et font double emploi. Le bureau international servira également à centraliser et à répartir rapidement tous les renseignements sur les méthodes et découvertes nouvelles employées efficacement dans tel ou tel pays, de façon à en faire profiter les autres. Au bureau international d'hygiène seront adjoints des laboratoires spéciaux destinés non pas tant à des recherches scientifiques, actuellement bien outillées dans la plupart des grands pays, qu'à l'éducation des hygiénistes professionnels que chaque pays y enverra, et à la formation et à l'outillage d'équipes mobiles que le bureau pourra envoyer immédiatement en tout point du globe où son secours sera nécessaire. Mais surtout et avant tout ce bureau international de la santé humaine se proposera de stimuler et d'éclairer partout les efforts hygiéniques. Pour cela il agira sur l'opinion publique par une active propagande, par l'envoi de « missionnaires d'hygiène » pourvus de moyens efficaces, par toutes les ressources de la publicité et de la presse, par des subventions et des conseils aux organismes nationaux et locaux. Ainsi, dans les pays où l'hygiène est rudimentaire, l'opinion publique, ce grand levier du

monde moderne, en arrivera à exiger elle-même que les gouvernements fassent quelque chose. — On reconnaît bien dans cette partie du programme du professeur Strong la mentalité américaine si judicieuse et si originale que nous avons vue déjà, — au cours d'une de nos récentes chroniques, — lutter victorieusement contre la tuberculose avec, comme arme principale, *la publicité*.

Enfin, le rôle du bureau international projeté devra être de faire connaître aux organisations sanitaires privées qui existent déjà, et dont les plus importantes sont les sociétés de Croix-Rouge, les méthodes efficaces dans chaque cas, contre tous les fléaux et maladies, de manière à orienter utilement ces organismes vers les tâches nouvelles que leur offre la paix. Au surplus, deux bureaux d'une importance particulière seront rattachés au bureau international : l'un destiné à l'étude et à la diffusion de l'hygiène industrielle; l'autre aux questions de puériculture. On oublie trop en effet, et j'ajouterai surtout en France, que la mortalité infantile est un fléau aussi grand, mais encore plus facilement évitable que la tuberculose.

Tel est le programme à la discussion duquel la Conférence a consacré la plus grande partie de ses séances ultérieures.

Le docteur Biggs, chef du département de santé publique de l'État de New-York et qui est peut-être l'hygiéniste le plus justement renommé des États-Unis, a insisté d'abord sur ce fait que, en matière de santé générale, il vaut infiniment mieux et il coûte infiniment moins de prévenir que de guérir. Si 10 pour 100 de l'argent dépensé par les gouvernements et les Croix-Rouges pour l'assistance pouvait être appliqué à la prévention des maladies et à l'éducation hygiénique du public, cela donnerait un résultat bien plus efficace pour une dépense bien moindre. Malheureusement, presque partout, on ne se préoccupe des maladies qu'après leur venue et nullement en vue de les prévenir. Comme le disait à ce propos sir Arthur Nadsholme, il sera toujours plus avantageux de mettre un garde-fou au bord d'un précipice que des voitures d'ambulance au bas de celui-ci. On a ensuite quelquefois discuté la question de savoir si les laboratoires annexés au Bureau d'hygiène mondiale devront être partiellement consacrés, en dehors de la formation d'hygiénistes exercés, à des recherches purement scientifiques. Sir Arthur Nadsholme a émis l'opinion qu'il faut diviser les maladies humaines en deux catégories. En premier lieu, il y a celles qui sont mal connues comme la poliomyélite et l'influenza. L'éminent savant anglais pense que l'épidémie récente de cette dernière, qui a peut-être été intensifiée par les

grands entassements et les grands déplacements humains de la guerre, n'aurait pas moins éclaté sans celle-ci. Il croit que les ressources actuelles de l'hygiène sont entièrement désarmées contre l'influenza, — aveu à retenir dans une bouche aussi magistralement qualifiée. Il importe donc que le Bureau d'hygiène mondiale puisse stimuler les recherches scientifiques qui conduiront à une connaissance plus complète de ces maladies et de leur prophylaxie.

Sir Arthur Nadholme considère au contraire d'autres maladies comme la tuberculose, la syphilis, la malaria comme parfaitement étudiées. Sur elles nos connaissances scientifiques sont complètes, nos moyens d'action parfaits. Si les méthodes prophylactiques reconnues tout à fait efficaces contre ces maladies étaient appliquées partout et toujours, il est certain qu'elles disparaîtraient bientôt de la terre. Ici le but du Bureau d'hygiène sera tout autre que dans le premier cas et il devra être surtout éducatif, afin de répandre, généraliser et imposer les moyens de défense aujourd'hui connus.

Le colonel Cummins de la délégation britannique a d'ailleurs fait remarquer qu'il existe déjà un office international d'hygiène publique, ouvert en 1908 à Paris, et dont le fonctionnement est assuré par les grandes puissances. Ce bureau a pour objet de renseigner les gouvernements sur les faits et documents d'un caractère général concernant les maladies infectieuses. Si cet organisme n'a pas donné jusqu'ici de grands résultats, c'est qu'il n'est destiné qu'aux gouvernements. Il ignore le public. Il est comme un état-major sans armée. Il s'agit maintenant, au contraire, de lui donner une armée, de faire un organisme qui renseigne, éduque, aide le public, les populations elles-mêmes. Ce sera la meilleure manière d'agir efficacement sur les gouvernements eux-mêmes. C'est l'opinion publique qui est le meilleur éperon pour eux, et il s'agit de la stimuler par l'éducation et surtout par des démonstrations pratiques.

A l'appui de cette manière de voir le docteur Wycliffe Rose, directeur du Bureau de santé publique de la fondation Rockefeller, a apporté à la conférence de Cannes un témoignage et un exemple concluants et qui ont vivement frappé les délégués.

Il y a quatre ans, l'État américain d'Arkansas demanda au Bureau que dirige le docteur Rose de lui venir en aide pour lutter contre la malaria qui décimait ce pays. Après une enquête locale sur l'étendue du mal, la fondation choisit un petit village où des hygiénistes envoyés par elle firent une démonstration pratique de ce que peut donner la

prophylaxie anti-malarienne. Celle-ci consiste surtout, comme on sait, à détruire par une technique spéciale les gîtes à moustiques, notamment en recouvrant de pétrole les surfaces d'eau croupissante. Les résultats furent si remarquables qu'au bout d'un an la commune décida de faire dorénavant elle-même les frais de cette technique prophylactique qui avaient été d'abord supportés par la fondation Rockefeller. On renouvela l'expérience avec le même résultat dans cinq autres communes. Le résultat matériellement constaté fut que la prophylaxie contre la malaria coûtait à ces communes huit fois moins que les soins médicaux et les médicaments en un an et que, en outre, la malaria avait diminué de 90 pour 100. L'hygiène était devenue une excellente affaire, si bien que le gouvernement de l'État d'Arkansas tout entier demanda que fût formé un personnel permanent pour cette lutte contre la malaria et vota avec enthousiasme les crédits nécessaires.

Cet exemple saisissant de ce que pourra et devra faire demain, et dans le monde entier, le Bureau d'hygiène mondial pour l'éducation prophylactique des peuples a vivement impressionné les membres de la conférence.

Il est évident que le meilleur instrument de cette éducation populaire devra être cherché dans les organisations sanitaires publiques et surtout privées déjà existantes, et dont les plus importantes sont les Croix-Rouges.

Tous les délégués, au nom de leurs pays respectifs, ont été d'ailleurs d'accord pour déclarer que l'activité du bureau projeté ne devra en rien tendre à diriger et à dominer celle des Croix-Rouges nationales. Il faudra au contraire laisser à chacune de celles-ci ses habitudes, modelées sur les mœurs locales, et son autonomie, et lui fournir seulement des renseignements, des démonstrations, des directives techniques.

Le colonel Cummins a fourni à cet égard un exemple frappant des résultats que peut, par la démonstration, obtenir l'initiative privée là où l'autorité supérieure a échoué. En 1915, l'armée anglaise se trouva dans de nouveaux secteurs belges occupés auparavant par les Allemands et où sévissait avec intensité la typhoïde parmi la population, qui répugnait à se soumettre aux mesures hygiéniques des Britanniques. Ceux-ci eurent alors recours à l'aide des dames de la Croix-Rouge belge qui, par des visites dans chaque maison, des conversations persuasives et des démonstrations pratiques, amenèrent bientôt la population à se faire vacciner contre la typhoïde, à admettre l'isolement des

malades contaminés dans des hôpitaux spéciaux, et à ne boire que les eaux stérilisées fournies par l'armée anglaise. Bientôt la typhoïde disparut du pays. C'est dans cette voie de liberté et de persuasion, et non par la coercition, que le Bureau d'hygiène mondiale devra s'efforcer d'agir.

Successivement chacune des délégations a apporté son adhésion solennelle à l'organisme projeté que le docteur Roux a défini heureusement « un organe d'information, de coordination et de stimulation internationale en matière d'hygiène. » Quand cette institution prendra-t-elle corps et sous quelle forme exactement? C'est le problème de demain, mais les discussions de Cannes ont fourni d'avance à ce problème tous les éléments d'une solution bienfaisante.

Pendant que s'achevaient ces échanges d'idées riches d'avenir, et chargées pour l'humanité de « potentiel » heureux, — si j'ose employer cette expression de physicien, — des sections spéciales consacrées à la tuberculose, à la malaria, aux maladies vénériennes, à la puériculture, etc., délibéraient dans un secret qui ne manquait pas d'une certaine allure diplomatique, sur les meilleures méthodes techniques à proposer au Congrès de Genève pour agir efficacement dans ces divers domaines. A l'heure où j'écris ces lignes, les discussions, les desiderata et les programmes de ces sections ne sont point encore complètement élaborés et sortis de la pénombre où se font les enfantements laborieux. J'en reparlerai.

CHARLES NORDMANN.

RÉCEPTION

DE

M. LE Vte FRANÇOIS DE CUREL

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

L'Académie nous a donné, le 8 mai, ce plaisir : un auteur dramatique a dessiné, d'un trait subtil et fort, le portrait d'un autre auteur, son devancier ; un métaphysicien a fait à son tour le portrait du dramaturge qui venait de parler. La scène française a eu tout l'honneur de cette journée ; et, s'il est vrai que notre théâtre est essentiellement la peinture des hommes, ces deux portraits, solides et vivants, étaient l'hommage le plus conforme à sa propre nature. M. de Curel et M. Boutroux, ainsi changés en critiques dramatiques, ont apporté à cette profession nouvelle les habitudes de leur esprit. C'est un renouvellement excellent de la critique elle-même. M. Boutroux a parlé en philosophe, et M. de Curel en auteur : c'est ce qui rend leurs discours si savoureux.

Quand deux heures eurent sonné, et que le roulement du tambour se fut fait entendre, M. Boutroux prit place au fauteuil du directeur entre M. Brieux et M. Masson. Et l'on vit à la place du récipiendiaire, entre M. Doumic et M. Henri de Régnier, un homme de taille moyenne, une forte tête lorraine, avec peu de cheveux et une barbe encore brune, hérissée, clairsemée, pareille à un taillis. Les tempes sont fortes, le nez socratique, le teint coloré. Mais l'œil est extraordinaire. On le voit briller tout à coup, petit, noir et vif. Il jette un regard de coin, un regard rapide et net. Puis les sourcils qui s'étaient levés s'abaissent, l'œil s'éteint, et la lecture continue d'une voix forte, égale, qui ne nuance pas les idées, mais qui les pousse en avant.

Le propre de l'auteur dramatique est de construire des person-

nages chez qui l'unité donne l'illusion de la vie. M. de Curel, par ses habitudes d'auteur, devait logiquement reconstruire un Paul Hervieu plus logique. Il devait en faire un portrait homogène et simple. C'est précisément ce qu'il a fait. « Paul Hervieu, a-t-il dit, était venu au monde à la lisière de ce bois de Boulogne où des saules transplantés pleurent la terre natale dans des lacs aux contours savants. Dès sa plus tendre enfance, parmi des arbres exotiques bien faits pour abriter un peuple de déracinés, au milieu de cette nature asservie, le petit Hervieu s'était habitué à voir s'étendre sur toute la création la loi de l'homme. Il montra plus tard qu'il ne s'y était pas résigné. » Le voici maintenant au collège, et déjà la vocation des lettres se manifeste : ses camarades l'appellent l'Hugolâtre. Le voici à l'École de droit : on pourrait penser qu'il y a pris ces sentiments d'implacable justice; seulement, inscrit à l'École, il n'y mettait jamais les pieds. Admettons donc que l'esprit d'équité était déjà en lui et n'a pas eu besoin, comme le dit un peu rudement M. de Curel, des leçons d'un professeur de chicane. Voici enfin Hervieu qui s'essaie à la diplomatie : il se perfectionne ainsi « dans l'art d'imposer à sa nature passionnée le joug des bonnes manières. » Il aborde la politique et s'en détourne : c'est qu'il est « trop maître de son imagination pour se plaire dans l'utopie, et trop loyal pour la cultiver sans l'aimer. »

Voyez-vous dans ces quelques lignes apparaître déjà tout le caractère d'Hervieu? Une nature passionnée, mais fortement surveillée, et dissimulée sous la correction des manières; une imagination tenue en bride; une grande loyauté d'esprit et un sentiment sévère de la justice; enfin un Parisien de Paris, qui s'intéressera peu à la nature et même à l'homme naturel, mais beaucoup à l'homme social. Le voilà qui est posé dès les premières lignes, j'allais dire dès les premières répliques, comme on fait au théâtre. C'est un excellent premier acte.

Le reste du discours sera pareillement distribué en actes. Le « deux » sera fait avec les écrits de jeunesse. M. de Curel se représente le jeune homme à ses débuts dans les lettres, et, par un procédé familier aux auteurs, il fait, sans le dire, un retour sur ses propres débuts. Il peint la folie de l'inspiration, la hardiesse naïve dont on reste plus tard effrayé, la lutte contre les voix décourageantes, et les premiers livres qu'on sème sur sa route, aussi oubliés que les cailloux du Petit Poucet. Ce sera là un excellent passage pour une biographie de M. de Curel. Il s'est identifié avec son personnage : c'est ainsi qu'on fait les bonnes pièces.

Mais cette identité ne peut pas beaucoup durer. Hervieu était

essentiellement Parisien. Il fonde *le Badaud de Paris* puis *le Monde Parisien*. Au *Gaulois*, il écrit *la Bêtise parisienne*. Le rude chasseur qu'est M. de Curel considère de loin ces écrits singuliers. Quand il lui arrive de les contrôler avec sa propre expérience, il s'étonne. Hervieu écrit, en vrai citadin, que dans notre pays les animaux les plus dangereux sont le rat d'égout, le dindon de basse-cour et le homard cru « Jugement, note M. de Curel, d'un homme qui n'a jamais pris ses jambes à son cou, ayant un gros sanglier à ses trousses. » Quand Hervieu parle des tortures secrètes des gens du monde, M. de Curel sent s'éveiller sa défiance lorraine. « Sur leurs visages, dit Hervieu, je lis l'angoisse secrète du jeune spartiate qu'une bête dévore sous sa robe et je t'assure que cette lecture est de celles qui attachent au sujet. » M. de Curel avoue qu'il reste sceptique. — Hervieu croit que l'armature solide de la société est l'argent. Quand les tempêtes la secouent, l'armature apparaît. Ici M. de Curel est nettement en opposition avec lui. Il le dit dans un passage magnifique : « J'ai vu se déchirer l'étoffe des sentiments... et au lieu de constater qu'une armature de métal était seule à empêcher les deux parties d'un ménage de se désunir, j'ai aperçu que des restes de scrupules, des lambeaux de principes et des ombres de souvenirs étaient le lien suprême des âmes orageuses. »

Ces premiers écrits d'Hervieu contiennent le principe des ouvrages qui vont suivre. Ce principe, c'est le goût qu'il a pour cette qualité de femme « dont le seul but, le seul rôle, la seule pensée est d'avoir à plaire et de vouloir incomparablement plaire. » Et M. de Curel enchaîne : cette créature de luxe n'a pas dans notre état social une indépendance comparable à celle de l'homme. La tendance du théâtre d'Hervieu va être d'arracher la « dame comme il faut » à la loi du plus fort, et d'établir entre les époux un régime équitable. Et M. de Curel redevient méfiant. Il s'aperçoit qu'Hervieu, maître des données de son théâtre, n'hésite pas à arranger les faits pour les contraindre à le servir, et avec lui le sexe dont il s'est constitué le vengeur. « Alors que ses personnages masculins sont odieux avec acharnement, il présente les femmes comme de charmantes épaves ballottées par l'indomptable flot des passions. » Tourmentées par l'instinct d'aimer, elles lui obéissent comme à un devoir. Car l'instinct est le premier et le dernier des dieux. Non seulement les femmes, en lui obéissant, ont le droit d'aimer malgré des maris contrariants, mais la mère, poussée aussi par l'instinct, est innocente de tuer sa propre mère pour sauver sa fille. Par cette vue simple et profonde, M. de Curel découvre la liaison entre *la Course du Flam-*

beau et les autres ouvrages d'Hervieu. Mais cette fois encore, l'auteur de *la Fille sauvage* ne saurait être de l'avis de son prédécesseur : « Est-ce à dire que les personnages d'Hervieu soient dans l'absolue vérité en acceptant la domination de l'instinct avec une passivité presque animale? Je ne le pense pas. Si la détresse d'une victime des fatalités de la chair est parfois admirable à contempler, je sais un spectacle encore plus sublime, celui de l'intelligence humaine essayant de s'affranchir des tares originelles et de substituer le choix volontaire au désir obligatoire. »

Toute l'opposition entre les deux écrivains est dans cette phrase. Elle achève le personnage d'Hervieu, composé par M. de Curel, et si l'on veut, la pièce de théâtre faite par M. de Curel, et dont Hervieu est le sujet. Le dénouement en est le triomphe de l'instinct. En vrai auteur dramatique, M. de Curel a laissé de côté ce qui contrariait son sujet : il n'a pas parlé des dernières pièces d'Hervieu, de *Bagatelle*, où le rôle tragique et funeste de cet instinct d'aimer est dénoncé, de *Le Destin est maître*, qui est un appel à l'indulgence, une condamnation des purs : mais cela eût fait un acte de trop.

M. Boutroux à son tour a tracé le portrait de M. de Curel, et il l'a fait en philosophe, je veux dire en discernant dans chaque œuvre la tragédie morale, le rapport du sujet aux sujets éternels : dans *l'Envers d'une Sainte*, la faillite de la pratique qui n'est pas soutenue par l'action intérieure; dans *la Figurante*, la faillite de l'habileté en face de l'amour ; dans *les Fossiles*, la faillite du passé qui veut subsister dans le présent ; dans *l'Invitée*, la faillite de l'indépendance; dans *le Repas du lion*, la faillite de la charité ; dans *la Nouvelle Idole*, l'héroïsme égal de la foi et de la science ; dans *la Fille sauvage*, l'épopée du genre humain ; dans *la Danse devant le miroir*, la comédie de l'amour, qui sincèrement feint et se compose pour plaire. Ainsi il a tiré de l'œuvre de M. de Curel un théâtre d'antinomies; après quoi, il a cherché une solution. C'est le travail que Kant faisait devant l'énigme de l'univers.

Ainsi M. de Curel et M. Boutroux, chacun à sa façon, ont élevé le divertissement d'une réunion académique jusqu'à une discussion d'idées. Il y avait longtemps que nous n'avions entendu ce langage plein. La phrase nombreuse, la pensée ferme, le souci du juste et du vrai, l'émotion devant la vie, la générosité sans rêverie, le goût de l'éternel, tout cela était de la meilleure tradition de notre pays; et ce jeudi-là, l'Académie représentait vraiment l'esprit français.

HENRY BIDOU.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le mercredi 7 mai restera comme date historique. C'est l'après-midi de ce jour-là qu'à Versailles, les préliminaires de paix ont été présentés aux plénipotentiaires allemands, qui déjà se disaient « las d'attendre. » Jusqu'à l'heure fatidique, M. de Brockdorff-Rantzau et ses collègues n'ont su du sort de l'Empire allemand que ce que le public en a su : en d'autres termes, presque rien. Ils en ont pu soupçonner quelque chose, que nous-mêmes avons appris par leurs journaux, mais, exactement, ils n'en ont rien su.

Jamais, en somme, secret diplomatique n'avait été aussi sévèrement gardé qu'il l'a été depuis qu'une des propositions du Président Wilson a aboli toute diplomatie secrète. Jamais non plus traité n'avait atteint ces proportions majestueuses. La conférence de Paris a vu grand : elle a fait énorme. Comme cette guerre a été la plus gigantesque qui ait dévasté la terre, cette paix, à son tour, allait être la plus complète. La moitié de l'humanité y étant plus ou moins directement engagée, et toute l'humanité indirectement, rien d'humain ne lui serait étranger. Ce ne serait plus un instrument de paix, mais un monument. Qu'est-ce que les 124 malheureux articles du traité de Münster, ou les 121 de l'acte général du Congrès de Vienne du 9 juin 1815, auprès des 400 ou 450 qu'on nous a finalement donnés, après nous en avoir promis 1 000 ou 1 200? Pourtant, eux aussi, le Congrès de Wesphalie et le Congrès de Vienne avaient cru bâtir pour l'éternité. Quelle leçon, que d'en relire aujourd'hui les préambules! Il a été, disait l'un, « consenti unanimement et arrêté qu'il y aura une Paix Chrétienne, universelle et perpétuelle, et une amitié vraie et sincère entre la Sacrée Majesté Impériale et la Sacrée Majesté Très-Chrétienne; comme aussi entre tous et un chacun des Alliés et adhérents de Ladite Majesté Impériale... et que cette Paix

et amitié s'observe et se cultive sincèrement, en sorte que les Parties procurent l'utilité, l'honneur et l'avantage l'une de l'autre : et qu'ainsi de tous côtés on voie renaître et refleurir les biens de cette Paix et de cette amitié par l'entretien sûr et réciproque d'un bon et fidèle voisinage de tout l'Empire Romain avec le Royaume de France, et du Royaume de France avec l'Empire Romain. » Et l'on écrivait de l'autre : « Le Congrès de Vienne a créé un *Nouveau droit public européen,* mélange de ce qui existait avant 1792, de quelques actes conclus pendant la révolution, et de dispositions absolument neuves. Ce nouveau droit public a été combiné avec une telle sagacité et prévoyance que, malgré quelques légères imperfections provenant d'obstacles insurmontables, l'Europe peut être considérée comme régulièrement constituée pour des siècles. » Un siècle à peine s'est écoulé, et nous recommençons. Quoi d'étonnant, qu'il y faille tout un volume?

Une paix comme celle-ci exige d'être examinée et jugée en elle-même, indépendamment des circonstances, joie des collectionneurs d'anecdotes, au milieu desquelles elle a été élaborée. Nous en entreprendrons une étude, sinon plus attentive, du moins plus minutieuse, quand nous pourrons le faire sur le texte. Pour l'instant, nous n'avons encore que le plus écourté des abrégés, qui a pour titre : *Résumé du traité avec l'Allemagne*; mais il suffit à un premier coup d'œil, ne remplissant pas moins de 58 pages grand in-4°. Le traité est divisé en quinze parties, dont la première, consacrée à la Société des nations, inaugure vraiment, ainsi que le traité de Vienne s'était vanté de le faire, un droit public nouveau. Ce qui était ou ce qui semblait constituer, en 1815, « un nouveau droit public européen, » c'était l'équilibre des puissances, et l'on donnait, de la nouvelle politique, cette définition : « Les parties de l'édifice continental, longtemps disjointes, sont aujourd'hui tellement liées et balancées par des contrepoids, qu'elles se soutiennent et se protègent mutuellement; de là une force conservatrice de l'ensemble. » En 1919, « le Pacte de la Société des Nations, destiné à développer la coopération entre les Nations et à leur garantir la paix et la sécurité, est établi sur les principes suivants : acceptation de certaines obligations de ne pas recourir à la guerre ; développement au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et sur l'honneur; observation rigoureuse des prescriptions du droit international, et respect scrupuleux des traités. » C'est là manifestement un sommaire ou un commentaire, mais on aperçoit bien l'idée : le droit public le plus

nouveau tend à se fonder non plus sur l'équilibre des forces, mais sur l'égalité des vertus ou des qualités, des mérites et de la culture entre les nations. Il leur suppose un commun niveau, une commune mesure, de communes intentions, un commun objet, ce n'est pas assez dire : un idéal commun. Fasse le ciel que ce ne soit pas rêverie et chimère, et que des survivances mauvaises, des vices héréditaires, de vieilles habitudes, d'incorrigibles penchants et des passions incoercibles n'étouffent pas ce germe de morale introduit dans les relations internationales ! Mais venons-en aux stipulations positives.

Elles sont rangées, ou nous les rangerons, sous deux titres principaux : Clauses territoriales ou Restitutions; Réparations et garanties. C'est d'elles, avant toutes autres, que les esprits sont le plus préoccupés, et ils le sont d'autant plus vivement qu'on a plus durement subi le contact de cet ennemi du genre humain que n'a cessé d'être l'Allemand à travers les siècles. Sorti des forêts de la Germanie, sorti des universités de Prusse, il a toujours été le même, incommode, hargneux, avide, rapace, querelleur et dangereux voisin : celui que la sécurité oblige à maintenir chez lui et contre lequel la prudence commande de s'enfermer chez soi. Vis-à-vis de l'Allemagne, tout traité vaudra en premier lieu ce que vaudront les précautions prises à cet effet ; et ces précautions elles-mêmes vaudront en premier lieu ce que vaudront les murs et les portes, ce que valent les barrières, les frontières. C'est donc par une sage distribution des matières qu'aussitôt après avoir ébauché le pacte de la Société des Nations, le traité, en sa partie deuxième, trace les frontières de l'Allemagne. Il les trace de tous les côtés, avec la Belgique, avec le Luxembourg, avec la France, avec la Suisse, avec l'Autriche, avec la Tchéco-Slovaquie, avec la Pologne, avec le Danemark.

Pour en avoir une vue claire, il convient de grouper en un seul chapitre tout ce qui concerne les frontières de l'Allemagne à l'Ouest. Cette frontière, avec la France, est « la frontière de juillet 1870, depuis le Luxembourg jusqu'à la Suisse ; » et si la forme de ce paragraphe, au moins dans le résumé, est déplaisante, le fond, quand il se découvre, en est dur. La frontière de juillet 1870, qu'est-ce à dire? C'est-à-dire la frontière de 1815 ; c'est-à-dire qu'on ne nous rend que la moitié du bien qui nous fut volé; c'est-à-dire que nous ne rentrons pas même dans nos limites de 1814; qu'on laisse béantes à notre flanc des ouvertures artificieusement ménagées, et, sur ces confins où rôdent les pillards, notre maison mal close. Nous n'avons pas Landau, nous n'avons pas la ligne de la Queich; nous ne tenons pas, chose

plus regrettable peut-être, la voie ferrée de Landau à Sarrebrück par Deux-Ponts et Saint-Ingbert; et nous n'avons pas Sarrelouis en pleine restitution territoriale, nous ne l'avons qu'en possession, en occupation précaire; ni Landau, ni Sarrelouis, si fidèlement français tant que ne leur fut pas interdit tout espoir de le redevenir ; Landau, Sarrelouis, aussi français que la plus française des villes d'Alsace et de Lorraine. Le sacrifice est douloureux; puisqu'il n'est pas possible que l'extrême effort n'ait pas été fait pour nous l'épargner, à quel préjugé, à quel parti pris nous sommes-nous heurtés ? Comment n'a-t-on pas compris que l'œuvre de 1815 était à défaire et à retourner; que, tandis qu'en 1815, l'Europe prenait ses sûretés contre une France qu'elle estimait agressive, c'est contre l'Allemagne, en 1919, qu'elle avait à en chercher; qu'en conséquence, une frontière qui donnait barre à l'Allemagne sur la France lui donnait barre sur l'Europe même, était une menace pour la paix, et que cette frontière, faible et truquée, appelait une rectification ? Nous n'avions pas d'ambitions excessives ; pas d'ambitions du tout; nous ne demandions pas d'annexions ; mais seulement une réincorporation. Ce n'était pas la politique « des limites naturelles; » notre sagesse, un peu timide, nous en retient bien loin : passant par la bouche des vivants, la voix de nos 1 500 000 morts n'a pas été assez forte. Si nous sommes trop discrets pour nous en plaindre, personne ne peut nous défendre de nous en affliger.

Toutefois, du paragraphe qui nous reporte à « la frontière de juillet 1870, » il est équitable de rapprocher la section III de la partie III qui regarde la rive gauche du Rhin, où l'Allemagne, est-il prescrit, ne maintiendra ni ne construira aucune fortification, ni sur la rive gauche, ni à moins de cinquante kilomètres à l'Est du Rhin. Dans la zone ainsi définie, l'Allemagne « n'entretiendra aucune force armée, ne fera aucune manœuvre militaire et ne conservera aucune facilité matérielle de mobilisation. » (Il est ajouté, dans la partie V, que les fortifications existantes seront désarmées et démantelées et les installations matérielles visées ci-dessus, démolies dans un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du traité). Il n'est que juste de rapprocher, en outre, la section VI, relative au bassin de la Sarre, et juste de reconnaître que, puisqu'on ne pouvait pas faire plus ou qu'on ne voulait pas courir certains risques, l'arrangement, en somme, est satisfaisant. Cette section, qui circonscrit le territoire auquel s'appliquent les stipulations du traité, « consacre la cession à la France de la propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes

dettes ou charges (avec droit exclusif d'exploitation), des mines de charbon du bassin de la Sarre, cela en compensation de la destruction des mines de charbon du Nord de la France et à valoir sur le montant de la réparation due par l'Allemagne. » Par suite, « le territoire de la Sarre comprend les cercles de Sarrelouis, Sarrebrück, Ottweiler, Saint-Ingbert, une partie des cercles de Merzig, de Saint-Wendel, de Hombourg et de Deux-Ponts (sans Deux-Ponts). Il est limité : *Au Sud et à l'Ouest*, par la nouvelle frontière de la France; *au Nord*, par les limites administratives des cercles ou cantons incorporés au dit territoire, suivant une ligne générale partant de la Sarre, à cinq kilomètres Nord de Mettlach, et rejoignant, au Sud-Est de Mettnich, la frontière méridionale de la principauté de Birkenfeld; *à l'Est*, par une ligne passant à environ quatre kilomètres Nord-Est de Saint-Wendel, laissant à l'extérieur du territoire de la Sarre Breitenbach et Waldmohr, englobant Hombourg, et, par la ligne des crêtes de la rive orientale de la Blies, rejoignant la frontière française au Sud de Hornbach. Sa superficie est de 161 000 hectares. Sa population est de 647 000 habitants. » C'est à peu près le tracé recommandé par les experts les plus autorisés; il enveloppe à peu près tout le bassin houiller et la région indispensable à son exploitation. Un tracé plus large eût donné 280 000 hectares et 750 000 habitants. Mais celui-ci assure l'essentiel, et la solution est parfaitement acceptable, pourvu que le régime sous lequel sera placé le territoire de la Sarre soit tolérable, favorable, et n'engendre pas trop de difficultés.

Quel sera ce régime, politiquement et administrativement ? « Le gouvernement du territoire de la Sarre est confié à une commission de cinq membres nommée par le Conseil de la Société des Nations et comprenant un membre français, un non français originaire et habitant du territoire de la Sarre, trois appartenant à des pays autres que la France et l'Allemagne. Le Président, choisi parmi ces cinq membres, par le Conseil de la Société des Nations, est l'agent exécutif de la Commission. Il est désigné pour un an. « Cette Commission aura tous les pouvoirs appartenant précédemment dans le territoire à l'Allemagne, à la Prusse et à la Bavière ; notamment nomination et révocation des fonctionnaires, administration et exploitation de tous les services publics, y compris chemins de fer et canaux, protection à l'étranger des intérêts des habitants, modification éventuelle des lois, organisation de la justice, qui sera rendue en son nom, levée des taxes et impôts ; décisions sur toutes questions pouvant résulter de l'interprétation du traité. »

Quant aux habitants, ils « conserveront leur nationalité; mais ceux qui désireront en acquérir une autre pourront le faire sans rien perdre de leurs droits. Ils voteront, sans distinction de sexe, pour les assemblées locales. Il n'y aura pas de service militaire, ni de fortifications. Une gendarmerie locale sera organisée. » Ce régime transitoire est prévu pour quinze ans. « Au bout de quinze ans, toute personne habitant le territoire à la date de la signature du traité votera sur le régime définitif. Trois alternatives : maintien du régime ci-dessus; union à la France; union à l'Allemagne. Le vote aura lieu par commune ou par district. La Société des Nations fixera le régime définitif en tenant compte du vote des habitants. » Le cas échéant de la préférence exprimée en faveur de l'Allemagne, l'Allemagne rachèterait en or les mines situées dans le district qui se réclamerait d'elle, et qui, dès à présent, on se le rappelle, sont cédées à la France, en « propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes dettes ou charges. » C'est un problème de savoir ce que donnera ce régime; les exemples antérieurs dont on pourrait tirer une analogie ne sont pas fort encourageants; mais le *condominium*, ici, sera d'une espèce particulière, l'Allemagne en étant exclue : pas de commissaire allemand parmi les trois élus de la Société des Nations; le débat ne se posera qu'entre le Français et l'habitant de la Sarre, qu'il serait téméraire de supposer *a priori* plus allemand ni même aussi allemand qu'un Allemand. Du moment que le régime gouvernemental et administratif allemand, prussien ou bavarois, est écarté, « pendant quinze ans, » il n'y a de question, et, au bout de quinze ans, il est probable qu'il n'y aura de choix qu'entre la France et la Sarre. Mais cela dépend encore en partie des satisfactions que, pour ce qui est de nous, nous contribuerons à apporter au territoire dont nous acquérons les richesses minières. Il dépend de nous, de nos fonctionnaires et de nos industriels, de ne pas faire regretter les autres, et, au contraire, de nous faire désirer.

Francs et quittes aussi de toutes charges, en considération du fait que l'Allemagne, en 1871, a refusé, soit de supporter une partie de la Dette française, soit de payer les biens et propriétés de l'État français, les territoires » arrachés à la France en 1871 » lui font retour et « sont réintégrés dans la souveraineté française à dater du 11 novembre 1918. » Ils y rentrent avec tout leur outillage. « Les ponts sur le Rhin deviennent propriété française. Le port de Kehl et le port de Strasbourg seront constitués en un organisme unique, avec un directeur français, sous le contrôle de la commission centrale du Rhin,

pendant une période de sept ans qui pourra être prolongée de trois ans par ladite commission. Tous les droits et concessions de chemins de fer d'Empire (c'est-à-dire du réseau alsacien-lorrain) passent à la France, *sans payement.* » La partie V du traité est complétée sur ce point, sur plusieurs de ces différents points, par la partie XII; elle nous apprend notamment ce que sera cette commission centrale du Rhin, qui, en attendant une convention plus générale, reste régi par la convention de Mannheim de 1868. Elle comprendra désormais 19 membres : un président nommé par la France; 2 Hollandais; 2 Suisses; 4 Allemands; 4 Français; 2 Anglais; 2 Italiens; 2 Belges. Bien que nommé par la France, le président ne sera pas obligatoirement français, mais il pourra l'être; et, avec les quatre autres membres qui le seront obligatoirement, la France aura voix prépondérante. Sur le cours même du fleuve, « la France aura le droit de prélever l'eau du Rhin pour ses canaux, irrigations, etc., et d'exécuter les travaux nécessaires sur la rive allemande... La France possédera en outre le droit exclusif à l'utilisation de l'énergie hydraulique du Rhin dans la section du fleuve formant frontière franco-allemande. » Sur le Rhin, l'Allemagne cédera à la France « des remorqueurs et bateaux, ou des parts d'intérêts dans les sociétés allemandes de navigation; » et, hors de l'Empire allemand, « des établissements, docks, etc..., que les Allemands possèdent dans les ports de Rotterdam et leurs parts d'intérêts dans ces établissements (quotité à fixer par des arbitres que désigneront les États-Unis.) » On le voit, ce n'est point une terre nue qui nous revient, ce n'est point un glacis de forteresse; mais on nous la devait bien richement vêtue et parée, en compensation de tant de nos terres dépouillées, ravagées, ruinées peut-être pour toujours.

L'Alsace-Lorraine nous revient; mais la manière de la conserver? Et la manière de nous préserver? Et la manière de sauver la paix du monde? Ramenons nos regards à la partie V : *Clauses militaires, navales et aériennes.* Les deux lignes par lesquelles débute le chapitre, dans le résumé, sont du commentaire, mais nous avertissent que « la section I (clauses militaires) réduit l'armée allemande à une force permanente de police et enlève à l'Allemagne le droit et les moyens de reconstituer une grande armée nationale, » 100 000 hommes seulement, dont 4 000 officiers, les hommes engagés volontairement pour douze ans, les officiers pour vingt-cinq ans au moins; un armement et des fabrications de matériel de guerre restreints « aux besoins strictement déterminés par les Puissances; » plus de grand état-major; au total, dix divisions, avec deux états-majors de corps

d'armée au plus ; tout le matériel de guerre en excédent des quantités fixées livré aux Puissances alliées ou associées. Les clauses navales sont à l'avenant, et de même les clauses aériennes : la Baltique ouverte ; les fortifications qui en défendent l'accès démantelées ; pas de renforcement de la défense des côtes ni de modification de leur armement. Pas de terrain d'aviation ni de hangars à dirigeables à une distance de 150 kilomètres à l'Est du Rhin, et, en général, à moins de 150 kilomètres d'aucune frontière, Ouest, Est et Sud.

C'est ce qu'on pourrait appeler le chapitre « des garanties, » il est bientôt suivi du « chapitre des réparations ». Toutes les catégories de dommages sont longuement énumérées : ils vont des « dommages causés aux civils atteints dans leur personne par des actes de guerre » aux « dommages causés sous forme de prélèvements, amendes ou exactions de l'ennemi, » en passant par les « allocations données aux prisonniers de guerre, à leur famille ou aux personnes dont ils étaient le soutien. » Une Commission interalliée fera le compte avant le 1er mai 1921. Comme M. Clemenceau l'a annoncé aux plénipotentiaires allemands, en leur remettant le texte, le règlement en sera lourd : de la mise en vigueur du traité au 1er mai 1921, une première somme de 25 milliards de francs, sans intérêts, payable en or, en marchandises, en navires, en valeurs, ou autrement, suivant les décisions de la Commission des réparations ; une seconde somme de 50 milliards, avec intérêts à 2 1/2 p. 100, de 1921 à 1926 ; une troisième somme de 50 milliards encore, avec intérêts à 5 p. 100, à partir de 1926. En principe, la réparation s'étendra sur une période de trente années, « sauf extension ultérieure de cette période, au cas où elle ne suffirait pas pour permettre à l'Allemagne de s'acquitter intégralement de sa dette. » Cette dette, on lui dira, en 1921, à combien elle se monte ; on ne le sait pas, on rassemble les notes, et on ne lui parle ici que de provision et d'acomptes. A côté des dédommagements en argent, il y a les restitutions et compensations en nature, les fournitures en marchandises, animaux, machines, machines-outils, matières colorantes, produits chimiques, charbons et dérivés. L'Allemagne a beaucoup à réparer ; elle a de quoi beaucoup réparer ; elle doit réparer tout ce qu'elle peut, et peut réparer tout ce qu'elle doit. Question de temps, de bonne foi et de bonne volonté.

Pour l'exécution de ces engagements, il est prudent d'avoir des sûretés. Le droit d'occupation, à ce titre, est donc réglé comme suit : pendant quinze ans à dater de la signature du traité, la rive gauche du Rhin et les têtes de pont de la rive droite seront occupées par les

forces alliées ou associées. Si l'Allemagne s'exécute fidèlement, au bout de cinq ans la tête de pont de Cologne sera évacuée ; au bout de dix ans, la tête de pont de Coblence ; au bout de quinze ans, les têtes de pont de Mayence et de Kehl et le reste des territoires de la rive gauche. Mais si elle traînait ou se dérobait, l'évacuation pourrait être retardée ; les zones évacuées pourraient même être réoccupées.

Telle est, en ses lignes de charpente, la paix de Versailles, telle du point de vue le plus étroitement français, mais ce point de vue trop étroit serait faux, et notre paix particulière avec l'Allemagne ne se sépare pas de la paix générale en Europe. Il faudrait joindre aux dispositions qui nous touchent directement celles qui concernent la Belgique, le Luxembourg, l'Autriche, la Tchéco-Slovaquie, la Pologne, la Russie. Pour l'Autriche, par exemple, « l'Allemagne reconnaît et respectera pleinement l'indépendance de l'Autriche dans les frontières fixées par le présent Traité. Cette indépendance demeurera inaliénable, sauf décision approuvée par la Société des Nations. » Le sens de cet article est net, et sa portée certaine. Pour la Russie, « l'Allemagne reconnaît et respectera pleinement l'indépendance inaliénable de tous les territoires qui ont fait partie de l'ancien Empire russe. » Elle accepte définitivement « l'annulation du traité de Brest-Litovsk et de tous traités ou accords, de quelque nature qu'ils soient, conclus par l'Allemagne avec le gouvernement maximaliste. » Mais ce n'est pas tout. Il faudrait joindre, d'autre part, les stipulations qui suppriment les colonies allemandes ; pour nous, les dispositions spéciales au Maroc, celles qui abrogent les traités de 1911 et de 1912, le premier, au moins, de triste mémoire. Il faudrait reprendre, comparer, rapprocher, assembler, faire jouer en composition partie par partie, section par section, article par article. Il faudrait compléter le traité, proprement dit, de paix avec l'Allemagne par le Pacte de la Société des nations, et ce Pacte lui-même par la caution supplémentaire que, le matin du 7 mai, avant la séance, M. le Président Wilson et M. Lloyd George ont donnée ou promise à M. Clemenceau. « En plus des garanties fournies par le Traité de paix, le Président des États-Unis d'Amérique s'oblige à proposer au Sénat des États-Unis et le Premier ministre de la Grande-Bretagne s'oblige à proposer au Parlement de la Grande-Bretagne un engagement, soumis à l'approbation du Conseil de la Société des nations, aux termes duquel les États-Unis et la Grande-Bretagne viendront apporter immédiatement leur assistance à la France en cas d'une agression non provoquée dirigée contre elle par l'Allemagne. »

A la vérité, toute cette paix est en fonction de ce Pacte et de cette alliance.

Une question se pose sur toutes les lèvres et dans tous les esprits : Est-ce une bonne paix? On l'a dit tout de suite très finement; c'est une paix mal proportionnée, « une paix trop douce pour ce qu'elle a de dur. » C'est une paix forte, avec plusieurs points faibles. Point faible, au titre des restitutions : elle ne nous rend qu'une Alsace amputée, une Lorraine imparfaite, nos frontières de 1870, et non nos frontières de 1814. Point faible, au chapitre des réparations : ce qu'elle nous délègue du bassin houiller de la Sarre serait suffisant, si le régime politique et administratif auquel il va être soumis n'était une boîte à surprises et peut-être une couveuse à conflits, et si d'abord une distinction fondamentale avait été faite entre la partie de ce bassin qui était comprise dans les limites de 1814 et celle qui était au delà. Autre faiblesse : dans les évaluations de dommages, on n'a rien oublié, et l'on n'y est pas allé de main-morte. 125 milliards de provision ou d'acompte, c'est un chiffre, d'autant plus qu'il n'épuise pas la dette; mais sur quelles hypothèque provision, acompte et dette totale sont-ils gagés? Sur le travail de l'Allemagne? Mais, pour qu'elle travaille, il ne faut ni la surcharger, ni la surmener; il faut qu'elle puisse acheter des aliments, des matières premières, qui seront payés par privilège; et nous voici dans un cercle vicieux. Point faible enfin, au chapitre des garanties. L'armée allemande sera réduite à 100 000 hommes, 4 000 officiers compris, engagés à long terme. Mais il restera une armée de 96 000 sous-officiers. Qu'on ne nous dise pas qu'on supprime les cadres, on les crée : il n'est pas, dans toutes les armées alliées ou associées, un militaire qui puisse en juger autrement. Et il n'est pas, dans toutes ces armées, un militaire qui ne pense que les conditions d'occupation de la rive gauche du Rhin sont médiocres et manquent par avance leur but. Elles ne couvrent, dans le temps, que la moitié de leur objet, n'étant prévues que pour quinze ans, au maximum, avec décroissance, dans l'espace, de cinq ans en cinq ans, alors que l'exécution des engagements de l'Allemagne s'échelonne sur trente ans; et ce n'est ni la faculté de retarder l'évacuation, ni le droit de reprendre l'occupation, qui les améliore notablement. A tout le moins eût-il fallu que la durée de l'obligation et la durée de la garantie fussent égales; mais, à notre avis, c'eût été encore trop peu. Ç'eût été confondre « l'occupation militaire, » qui, de sa nature, est temporaire, en effet, avec « la frontière militaire, » qui, de sa nature, est perpétuelle. Une néces-

sité séculaire ne se prescrit pas par trente ans. Ne pouvant pas avoir le Rhin pour frontière politique, il nous fallait au moins l'avoir pour frontière stratégique. Il nous le fallait, il nous le faut; ou mieux, ce n'est pas à nous qu'il le faut, c'est à l'Europe, c'est à l'Occident, c'est au monde. Il le leur faut, s'il leur faut une paix qui dure.

Mais, principalement, le point faible est à l'endroit même où l'on nous invite à prendre notre appui; dans l'alliance défensive qui nous est offerte. Supposons cette alliance conclue, et, ce qui est tout un, étant donnée la loyauté de nos alliés, supposons-la observée et réalisée. Nous ne nions pas sa force d'intimidation, d'inhibition, de contrainte morale; mais quelle armée aura demain la Grande-Bretagne, et de combien de semaines aura besoin l'armée américaine pour arriver à notre aide? L'erreur des militaires eût été de ne compter que sur la frontière du Rhin : l'erreur des politiques a été de ne se confier qu'en l'alliance. Nous le répétons, la vraie formule n'était pas l'alliance *ou* la frontière militaire, mais l'alliance *et* la frontière militaire. Dieu merci, nous avons de grands amis qui sont de bons amis, et des amis sûrs qui sont de puissants amis. Nous aurons, éventuellement, le soutien de la fermeté anglo-saxonne. Nous nous en réjouissons, et nous y reposons comme de juste. Mais, tout en la mettant à son plus haut prix, comment oublierions-nous le vieil axiome de la sagesse latine, « qu'il vaut mieux fonder sa sécurité sur ce qui dépend de soi que sur ce qui dépend d'autrui? » La parfaite sagesse ordonnait même, dans la situation où nous laisse la guerre qui finit, en face et au contact d'une Allemagne en même temps désespérée et pleine de rancune, qui n'a plus qu'un tronçon d'épée, mais qui peut toujours en faire un couteau, de nous fonder à la fois sur ce qui dépend de nous et sur ce qui dépend d'autrui, en commençant par ce qui dépend de nous, et en nous y tenant inébranlablement.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

SOUVENIRS DE MON MINISTÈRE [1]

I

LA PREMIÈRE DOUMA

(1906)

Ma nomination au poste de ministre des Affaires étrangères eut lieu au mois de mai 1906 et coïncida avec l'ouverture de la première Douma. J'étais à cette époque ministre plénipotentiaire à Copenhague. Diplomate de carrière, je ne m'étais jusqu'alors occupé que de politique étrangère. Toutefois, au mois d'octobre de l'année précédente, des circonstances particulières m'avaient amené à prendre part aux événements qui se passaient à l'intérieur de mon pays, et ce fut une des raisons qui décidèrent l'empereur Nicolas à me confier la direction des affaires extérieures de la Russie.

La Russie traversait à cette époque une crise redoutable. Le mouvement révolutionnaire, qui avait suivi les revers de l'armée russe en Mandchourie, aboutissait à une grève générale, qui non seulement arrêtait tout moyen de communication, mais paralysait complètement la vie économique du pays; de violents désordres se produisaient dans les provinces, et l'agitation prenait partout dans l'Empire, mais surtout dans la capitale, un aspect menaçant. L'Impératrice douairière, qui se trouvait alors à Copenhague, se montrait extrêmement alarmée de cet état de choses, et, dans ses conversations avec moi, exprimait fréquemment ses appréhensions à ce sujet; je profitai de ces

(1) *Copyright by* M. A. Iswolsky, 1919.

conversations pour tâcher de lui démontrer et, par son intermédiaire, de démontrer à l'Empereur la nécessité de faire à temps des concessions au parti libéral modéré, dont les demandes étaient raisonnables, afin d'avoir le concours de ce parti pour résister aux exigences croissantes des radicaux et des révolutionnaires. Mes efforts en ce sens étaient énergiquement appuyés par le frère de l'Impératrice, le roi Frédéric VIII, homme de grand bon sens politique, qui venait de succéder à son père, le roi Christian IX, sur le trône de Danemark. L'Impératrice consentit à écrire à son fils pour l'engager à accorder spontanément à la Russie une charte constitutionnelle; il fut décidé en même temps que je partirais pour Saint-Pétersbourg, afin de remettre cette lettre à destination et de me faire auprès de l'Empereur l'interprète et l'avocat des conseils qu'elle renfermait. Mais le voyage à Saint-Pétersbourg était alors tout un problème : la voie de terre était rendue impraticable par la grève des chemins de fer, et il n'y avait pas de communications directes par mer entre le Danemark et la Russie. Sur la prière du roi Frédéric, la Compagnie danoise de l'Est Asiatique mit à ma disposition un de ses navires de commerce, le *Saint-Thomas*, qui venait de décharger sa cargaison dans le port de Copenhague; je pus ainsi m'embarquer directement pour Saint-Pétersbourg. Mon voyage fut rapide, sinon agréable, le *Saint-Thomas* étant délesté et la mer Baltique dans cette saison fort mauvaise.

Lorsque j'arrivai à Saint-Pétersbourg, la crise atteignait son point critique. L'Empereur s'était décidé à octroyer une Constitution à son peuple; en conséquence, le comte Witte était nommé président du premier Cabinet constitutionnel et s'appliquait à jeter les bases de la nouvelle organisation de l'Empire. Il commençait ce rude labeur en convoquant à Saint-Pétersbourg les principaux représentants des partis libéral et libéral modéré qui se trouvaient réunis à Moscou et sur le concours desquels il comptait pour l'aider dans l'accomplissement de sa tâche. Parmi ceux-ci se trouvaient les princes Lvoff (plus tard chef du premier gouvernement provisoire en 1917), Ouroussoff et Troubetzkoy, MM. Goutchkoff, Stakhovitch, Roditcheff, Kokoschkine (assassiné depuis dans sa prison par les bolcheviks en 1918), etc. Le but du comte Witte était d'élaborer avec eux un programme de gouvernement et de persuader quelques-uns d'entre eux de faire partie de son cabi-

net. Au cours de ces négociations, je me fis auprès de l'Empereur le chaleureux avocat de la formation d'un gouvernement homogène, composé d'hommes sincèrement désireux et capables de réaliser la réforme constitutionnelle promulguée par le manifeste, mais en même temps résolus à résister aux exigences croissantes des révolutionnaires. Ce plan, le seul dont la réalisation me parût pratique, devait malheureusement échouer. Aucun des personnages sollicités par le comte Witte ne consentit à collaborer avec lui : les passions politiques étaient trop vives, et la tyrannie des groupes trop absolue, pour leur permettre de prendre une décision plus sage. Je demeure persuadé que leur refus de soutenir le comte Witte fut une lourde faute politique et un grand malheur pour la Russie; car ce refus ne laissa d'autre alternative au comte Witte que de se rabattre, pour la formation de son cabinet, sur des éléments hétérogènes et strictement bureaucratiques, éléments essentiellement impopulaires dans le pays et ne pouvant lui donner aucune force vis-à-vis de la future Douma.

Au moment de rentrer à Copenhague, j'allai prendre congé du comte Witte : les propos qu'il me tint me frappèrent par leur pessimisme. « Le Manifeste du 30 octobre, me dit-il, a empêché une catastrophe immédiate, mais n'a pas apporté de remède radical à une situation qui reste pleine de périls. Tout ce que je puis espérer, c'est d'arriver sans trop de secousses jusqu'au jour de l'ouverture de la Douma; mais cela même n'est qu'un espoir, nullement une certitude : une nouvelle explosion révolutionnaire reste toujours possible. » Un pareil découragement chez un homme aussi énergique était fait pour me surprendre; je ne pus me l'expliquer que par la profonde déception que lui avaient causée les résultats immédiats du Manifeste, et surtout la défection du parti libéral modéré, à laquelle il ne s'était pas attendu et dont il me parla avec une grande amertume.

L'attitude que j'avais prise au cours des pourparlers avec les libéraux modérés m'avait désigné comme le candidat le plus probable au poste de ministre des Affaires étrangères dans un Cabinet qui serait formé avec leur concours. En me recevant en audience de congé, l'Empereur me prévint que le comte Lamsdorff, fonctionnaire typique de l'ancien régime, qui ne pouvait ni ne voulait s'adapter au nouvel ordre de choses, se retirerait

avant l'ouverture de la Douma, et qu'il m'avait en vue pour le remplacer.

A Copenhague, je continuai à me tenir minutieusement au courant de la marche des événements en Russie; j'acquis bientôt la conviction que ces événements prenaient de plus en plus une tournure critique : le comte Witte avait à lutter avec des difficultés formidables. Ce n'était un secret pour personne que l'Empereur, tout en rendant justice à ses extraordinaires capacités d'homme d'État, éprouvait pour lui une antipathie irrésistible; de son côté, le comte Witte, nature primesautière et violente, pouvait à peine déguiser son aversion pour le successeur d'Alexandre III dont il avait été le collaborateur intime et toujours écouté. Sa nomination avait été imposée à l'Empereur par les circonstances, à un moment où aucune autre combinaison ne paraissait viable et où les conseils des libéraux avaient momentanément prévalu à la Cour. Mais le parti réactionnaire commença bientôt à regagner son ascendant sur Nicolas II, et il ne lui fut pas difficile de réveiller dans l'esprit du souverain un sentiment d'extrême méfiance à l'égard du premier ministre; on cherchait à insinuer à l'Empereur que le comte Witte travaillait en dessous à renverser le trône, dans l'espoir de se faire proclamer Président de la République russe.

D'autre part, loin de mettre fin à la crise, l'acte du 30 octobre semblait devoir créer un nouvel état d'extrême agitation. En effet, les trois premiers mois qui suivirent l'octroi de la constitution furent marqués par une série d'événements sanglants qui débutèrent, en novembre, par la révolte de Cronstadt. Cette révolte fut le signal d'autres mutineries militaires et navales, à Sébastopol et ailleurs; la région de la Volga et d'autres provinces devinrent le théâtre de désordres agraires et de « pogroms » anti-juifs; les désordres furent particulièrement violents dans les provinces Baltiques où ils prirent le caractère d'une véritable « jacquerie. » Enfin, au mois de décembre, éclata l'insurrection armée de Moscou, qui ne put être réprimée qu'à l'aide de régiments de la garde envoyés de Saint-Pétersbourg, et avec force effusion de sang.

Malgré tous ces symptômes alarmants, la situation, au commencement du mois de mars, paraissait s'être un peu améliorée. Cédant aux instances du comte Witte, l'Empereur promulgua un nouveau manifeste, accompagné de deux ukazes, qui définissaient

la nouvelle organisation de l'Empire, conformément aux principes énoncés par le Manifeste du 30 octobre. Le pouvoir législatif était confié à deux Chambres : Conseil de l'Empire, ou Chambre Haute, composée par moitié de membres nommés et de membres élus; et Douma, ou Chambre Basse, dont tous les membres étaient élus.

Cette organisation dotait la Russie d'un système constitutionnel véritable, encore sujet à critique et défectueux sous plus d'un rapport, mais qui n'en constituait pas moins un pas décisif en avant ; elle était donc franchement acceptée par tous ceux, et j'étais du nombre, qui se réclamaient du parti libéral modéré. Ce parti, qui avait pris le nom de « parti octobriste, » continuait à faire opposition au comte Witte pour des raisons d'ordre personnel plutôt que politique; mais il se déclarait prêt à soutenir tout Cabinet sincèrement désireux de réaliser cette réforme. En revanche, le parti libéral plus avancé, nommé officiellement parti constitutionnel démocratique, ou par abréviation, parti K. D. (un jeu de mots transforma ce nom en celui de « parti des Cadets ») ne désarmait pas et considérait comme insuffisants les droits reconnus à la Douma, surtout en ce qui concernait le vote du budget et le droit d'interpellation. Les Cadets, puissamment organisés, se préparaient activement à la lutte électorale et inscrivaient en tête de leur programme l'extension des pouvoirs de la Douma ; l'ouverture de celle-ci était fixée au 10 mai, et, à mesure qu'on approchait de cette date, il devenait de plus en plus probable qu'elle serait le signal de la démission du comte Witte, abandonné par l'Empereur et combattu par tous les partis. On parlait, pour recueillir sa succession, de plusieurs personnages, tous appartenant à la bureaucratie, et l'on faisait circuler plusieurs listes ministérielles qui, presque toutes, contenaient mon nom pour le ministère des Affaires étrangères. Cela m'inquiétait beaucoup : j'étais prêt à entrer dans un Cabinet composé d'hommes dont j'aurais partagé les opinions politiques et avec lesquels j'aurais pu consolider le nouvel ordre de choses ; mais je reculais devant la perspective de me joindre à une équipe de bureaucrates qui, je n'en doutais pas, commenceraient par entrer en collision avec la Douma.

Les premiers résultats des élections pour la Douma montrèrent clairement que les Cadets allaient remporter une vic-

toire éclatante non seulement sur les réactionnaires, mais aussi sur les Octobristes; cette victoire était due avant tout à la supériorité de leur organisation; mais le Gouvernement, ou plutôt M. Dournovo, ministre de l'Intérieur, y avait certainement contribué par une politique de répression brutale et aveugle qui avait exaspéré les éléments les plus modérés. Cela me confirmait dans mes craintes à l'égard du cabinet en préparation et j'éprouvais d'autant plus de répugnance à en faire partie.

Sur ces entrefaites, l'Empereur m'invita à me rendre à Saint-Pétersbourg pour y recueillir la succession du comte Lamsdorff : en même temps, le tsar acceptait la démission du comte Witte et nommait M. Goremykine premier ministre. Je n'eus d'autre choix que d'obéir à l'appel du souverain. J'arrivai à Saint-Pétersbourg le jour même de l'ouverture de la Douma, juste à temps pour assister à cette mémorable cérémonie.

LA CÉRÉMONIE AU PALAIS D'HIVER

La question de savoir si la cérémonie aurait lieu au palais de Tauride, spécialement aménagé pour servir de local provisoire à la nouvelle Assemblée, ou bien dans une des salles du Palais d'Hiver, avait fait l'objet de vives discussions dans l'entourage de l'Empereur. Le parti réactionnaire s'opposait énergiquement à ce que le souverain se rendît à la Douma; les extrémistes conseillaient même à l'Empereur de ne pas paraître en personne devant les députés et de faire ouvrir la session en son nom par le premier ministre. Il fut finalement décidé que l'Empereur suivrait la procédure adoptée à Berlin pour l'ouverture du Reichstag, c'est-à-dire qu'il convoquerait les députés au Palais d'Hiver et inaugurerait la session en leur adressant un discours.

Arrivé dans la matinée, j'eus tout juste le temps de revêtir l'uniforme de cour et de me rendre au Palais. Ma nomination n'ayant pas encore paru à l'*Officiel*, je ne me joignis pas au groupe des ministres d'État dont la place était marquée dans la salle du Trône, réservée à l'inauguration; mais comme, indépendamment de mon rang de fonctionnaire civil, j'avais celui de chambellan de la cour impériale, je n'avais qu'à prendre ma place dans le cortège qui devait précéder l'Empereur, pour ne

rien perdre de la cérémonie que la nouveauté des circonstances rendait particulièrement intéressante.

En attendant la formation du cortège, je parcourus les différentes salles du Palais où se trouvaient réunis plusieurs milliers de généraux, d'officiers de tous grades et de fonctionnaires civils. Cette foule chatoyante de couleurs vives, étincelante de broderies d'or et d'argent, chamarrée de décorations, était rangée le long des salles, de manière à laisser libre un passage pour le cortège impérial.

Jusque-là, rien de changé à ce qu'on était habitué à voir au Palais d'Hiver les jours de grande cérémonie. Soudain, entre les deux haies d'uniformes bigarrés, commença à déferler le sombre flot des élus du peuple se rendant dans la salle du Trône pour y attendre l'Empereur; et, pour la première fois, dans cette demeure d'un élégant style rococo, bâtie pour l'impératrice Élisabeth par l'Italien Rastrelli, dans ce palais où, pendant cent cinquante ans, s'étaient déployées les pompes d'une des cours les plus somptueuses de l'Europe, on vit pénétrer une foule franchement démocratique. Dans cette foule on distinguait çà et là quelques fracs endossés pour la circonstance par des avocats ou des médecins de province, voire quelques uniformes; mais ce qui y dominait, ce n'était même pas le simple habit bourgeois, c'était le long « caftan » du paysan ou le veston de l'ouvrier de fabrique. Ce contraste faisait un spectacle nouveau et saisissant; mais ce qui était surtout poignant, c'était, à mesure qu'entre les deux rangs de militaires et de fonctionnaires les députés passaient en files serrées, d'observer, de part et d'autre, l'expression des visages. Tel vieux général, tel bureaucrate blanchi sous le harnais, cachait à peine la stupeur, — disons : l'indignation, — que lui causait l'envahissement de l'enceinte sacrée du Palais d'Hiver par ces intrus. Si l'on se tournait du côté des députés, on pouvait saisir au passage des regards illuminés par le triomphe, parfois des traits crispés par la haine. Spectacle symbolique et d'une intense émotion dramatique : la Russie d'hier se trouvait subitement face à face avec la Russie de demain. Qu'allait-il résulter de cette rencontre? Le vieux monde hiérarchisé du tsarisme se montrerait-il assez souple pour accueillir ces nouveaux venus et tâcher de collaborer avec eux à la régénération du pays? Ou bien se produirait-il un choc d'où naîtraient de nou-

velles luttes encore plus âpres, peut-être encore plus sanglantes?

Pour ma part, j'espérais fermement qu'une ère de grandeur et de prospérité allait s'ouvrir pour la Russie : je n'en éprouvais pas moins un sentiment d'angoisse à me trouver ainsi au seuil d'un changement radical dans les destinées de mon pays, changement qui revêtait, grâce au spectacle que j'avais devant moi, une forme pour ainsi dire vivante et tangible.

Le cortège impérial allait se former; j'y pris ma place et me trouvai bientôt dans la salle réservée à la cérémonie, à quelques pas de l'Empereur, qui se tenait debout devant le trône.

Je n'avais pas vu l'Empereur depuis les journées mouvementées de l'automne précédent : je lui trouvai l'air vieilli et fatigué. Il était d'ailleurs en proie à une visible émotion ; il parcourut du regard les députés, qui étaient massés d'un côté de la salle (de l'autre étaient rangés les membres du Conseil de l'Empire), et, dépliant un papier qu'il tenait à la main, il lut son discours d'une voix un peu sourde, mais bien assurée, articulant distinctement chaque mot et parfois soulignant un passage.

Le discours de l'Empereur fut écouté dans le plus grand silence : il produisit visiblement une bonne impression sur les députés. Dans la plupart des discours précédents de l'Empereur et des actes récemment promulgués par le gouvernement, toute allusion à une « Constitution » ou à une limitation quelconque des droits souverains avait été soigneusement évitée ; on pouvait craindre que l'Empereur ne profitât de cette occasion pour affirmer encore une fois le caractère autocratique de son pouvoir; les députés furent donc agréablement surpris par le passage suivant du discours impérial :

« Pour ma part, je protégerai d'une manière inébranlable les institutions que j'ai accordées, car je suis fermement convaincu que vous emploierez toutes vos forces à servir avec dévouement la patrie, pour donner satisfaction aux besoins des paysans si chers à mon cœur, à l'éducation du peuple et au développement de sa prospérité, en vous rappelant que, pour qu'un État prospère véritablement, il ne lui faut pas seulement la *liberté*, mais aussi l'ordre fondé sur les principes de la *Constitution*. »

Le discret avertissement contenu dans les derniers mots, particulièrement accentués par l'Empereur, n'empêcha pas les députés d'apprécier le fait que, pour la première fois, on entendait dans la bouche du souverain le mot de « Constitution. » En dépit de la bonne impression que produisit par ce discours, il ne fut suivi d'aucune acclamation ; mais cela pouvait à la rigueur s'expliquer par la gêne causée aux députés par une ambiance aussi inaccoutumée. Somme toute, l'avis général fut que la journée s'était très bien passée.

LES PREMIÈRES SÉANCES

Le même jour, les députés prenaient possession du palais de Tauride mis provisoirement à leur disposition par l'Empereur, en attendant qu'un édifice spécial fût bâti pour la Douma.

Le palais où se réunissait la première Assemblée représentative russe avait été construit par l'impératrice Catherine II, pour le célèbre Potemkine, « prince de la Tauride, » dans le style néo-classique introduit en Russie par l'architecte écossais Cameron, et qui a laissé son empreinte sur la plupart des grands édifices érigés à Saint-Pétersbourg à la fin du XVIIIe et au commencement du XIXe siècle. On sait à quel degré de puissance et de richesse la faveur de Catherine avait élevé Potemkine, surnommé, à l'instar de Laurent de Médicis, « le Magnifique. » Le Palais de Tauride, entouré de vastes jardins, avait été le théâtre des fêtes légendaires offertes par le fastueux favori à son impériale maîtresse ; plus tard, il servit pendant quelque temps de résidence à l'empereur Alexandre Ier ; mais, depuis plus d'un demi-siècle, il était presque complètement abandonné. Ses superbes salles, aux magnifiques rangées de colonnes, restaient vides ou étaient employées comme garde-meubles ; les communs du palais étaient habités par une foule de petits pensionnaires de la Cour, et les jardins, ouverts au public, servaient de lieu de promenade à la population du quartier. A l'époque de ma jeunesse, c'est-à-dire à la fin du règne de l'empereur Alexandre II et sous l'empereur Alexandre III, une partie de ces jardins était réservée en hiver à l'usage exclusif de la Cour ; on y installait, sur le lac congelé, une piste pour le patinage et des montagnes de glace, et, plusieurs fois par semaine, s'y réunissait une société composée des

membres de la famille impériale et de leurs invités. Ces réunions, dont je garde un souvenir plein de charme, étaient éclairées par la grâce rayonnante de la grande-duchesse Marie Feodorowna, d'abord femme de l'héritier du Trône, ensuite impératrice régnante, finalement impératrice-douairière, qui les présidait : elles étaient composées de la jeunesse la plus élégante de la capitale, et toute étiquette en était bannie.

C'est dans ce décor gardant l'empreinte de tant de souvenirs qu'allait tenir ses séances la première Douma russe. Les travaux d'adaptation qu'on avait dû y faire n'avaient que fort peu défiguré le palais de Potemkine ; quoique manquant de quelques aménagements spéciaux que l'on trouve dans les différents Parlements européens, ce palais offrait aux élus du peuple russe un cadre noble et somptueux.

La salle destinée aux séances de la Douma, et qui avait renfermé autrefois un jardin d'hiver, était de dimensions particulièrement vastes. L'installation en avait été copiée sur celle de la Chambre des députés française : la tribune exhaussée du Président dominait celle de l'orateur, et toutes deux faisaient face à l'hémicycle occupé par les bancs des députés. Cependant, le banc des ministres se trouvait non au premier rang de l'hémicycle comme en France, mais à la droite de la tribune présidentielle, en face des bancs des députés.

Je mentionne ces détails, parce qu'il m'a toujours semblé que la disposition de la salle des séances et la forme extérieure revêtue par les débats exercent une grande influence sur le cours des travaux parlementaires. Lorsqu'il élabora le règlement de la future Douma, le gouvernement eût agi sagement en introduisant dans cette assemblée les formes adoptées par les zemstvos (conseils généraux provinciaux) qui dataient de l'époque libérale de l'empereur Alexandre II et qui, dans la pensée de ce monarque, devaient, en se développant, servir de base à une représentation politique nationale. Dans ces assemblées, il n'y avait pas de tribune, et les orateurs parlaient de leurs places en se tournant non vers l'assistance, mais vers le Président, ainsi que cela se pratique à la Chambre des Communes : il en résultait que les orateurs étaient moins portés à rechercher des effets d'éloquence et que les débats prenaient un tour plus familier. Si cette tradition, déjà vieille de près d'un demi-siècle, avait été introduite à la Douma,

les nombreux membres des zemstvos qui en firent partie auraient peut-être su imposer à leurs collègues leurs habitudes de sobriété et de modération oratoires. On sait, d'autre part, combien la tribune incite l'orateur à des excès d'éloquence et à quel point ces excès agissent sur une jeune assemblée. Je crois ne pas me tromper en affirmant que l'usage de la tribune a puissamment servi à pousser au premier rang à la Douma de 1906 certaines personnalités aux tendances démagogiques, au détriment d'autres éléments plus sérieux et plus modérés.

Il est curieux de noter que c'est le gouvernement lui-même qui contribua à ce résultat. Avant l'ouverture de la Douma, il avait chargé un haut fonctionnaire, M. Trépoff (celui-là même qui, en 1917, fut, pendant quelques semaines, président du Conseil à la veille de la chute de la monarchie), de faire le tour des capitales européennes pour y étudier le fonctionnement des assemblées parlementaires. M. Trépoff rapporta de son voyage un projet tout prêt inspiré par ce qu'il avait observé à Paris et qui fut adopté en bloc par le gouvernement. L'idée si simple d'emprunter les formes en usage dans les zemstvos n'était pas venue aux bureaucrates russes; ou plutôt, elle avait été écartée à cause de l'antagonisme invétéré de ceux-ci contre ces assemblées soupçonnées de tendances révolutionnaires. A cette occasion, comme, hélas! bien souvent depuis, la bureaucratie russe a fait preuve d'une incompréhension absolue non seulement de la psychologie des assemblées représentatives, mais de l'esprit de la nation elle-même.

*
* *

Le choc entre le gouvernement bureaucratique et l'assemblée élue se produisit, — on le sait, — dès la première séance de la Douma et fut suivi d'une série de conflits qui aboutit, après trois mois de lutte, à la dissolution de celle-ci; mais, avant d'entreprendre le récit de ces vicissitudes, je voudrais fixer les traits des principaux adversaires qui se trouvaient, de part et d'autre, en présence.

J'essaierai, dans une autre partie de ce travail, de tracer, — tâche difficile entre toutes, — le portrait de l'empereur Nicolas II, figure centrale, mais dont les traits se présentaient sous des couleurs estompées. A côté de lui apparaissait au contraire, en pleine lumière, l'équipe des nouveaux ministres dont je

faisais partie, bien à contre-cœur : étrange assemblage de fonctionnaires dont la plupart n'étaient liés entre eux par aucune similitude de programme, mais seulement par une commune antipathie pour le nouvel ordre de choses et pour le principe même du régime représentatif.

A la tête du gouvernement se trouvait M. Goremykine, vieux bureaucrate qui comptait déjà à cette époque plus de cinquante ans de carrière au service de l'État. On se rappelle avec quel étonnement on le vit plus tard reprendre cette place peu de temps avant la grande guerre européenne ; surpris d'être appelé au pouvoir à une époque aussi critique, il se compara lui-même à une vieille pelisse que l'on sort du coffre au moment d'une intempérie inattendue. Hélas ! en 1906 comme en 1914, cette pelisse paraissait absolument usée et impropre à préserver la monarchie de l'ouragan qui la menaçait.

Ce qui frappait surtout, c'était le contraste entre le nouveau chef du gouvernement et le comte Witte qui venait de quitter le pouvoir. Autant ce dernier, malgré les déboires qu'il avait subis au cours des derniers mois, continuait à en imposer même à ses ennemis, par ses talents et par son énergie autant la figure de M. Goremykine paraissait pâle et effacée. On se demandait ce qui avait pu le désigner au choix de l'Empereur. L'explication la plus plausible était qu'il avait su se rendre personnellement agréable à l'Impératrice régnante comme membre de différents comités de bienfaisance présidés par la souveraine. M. Goremykine se piquait d'être fin courtisan et affectait volontiers les manières surannées des anciennes cours ; mais ce qui semblait surtout avoir séduit l'Impératrice, c'était l'étalage qu'il faisait de ses sentiments ultra-monarchistes.

Le représentant le plus marquant de l'ancienne bureaucratie dans le Cabinet était, sans contredit, le ministre des Finances, M. Kokovtzoff. (Il succéda plus tard comme Président du Conseil à M. Stolypine, après l'assassinat de celui-ci, et céda lui-même sa place à M. Goremykine). C'était un homme doué d'une remarquable capacité de travail et se distinguant par une probité universellement reconnue. Il avait parcouru tous les degrés de la hiérarchie officielle et acquis une vaste expérience non seulement en matière de finances, mais dans les branches les plus diverses de l'administration. Peu de temps auparavant, il avait été chargé de négocier à Paris le grand emprunt préparé

par le comte Witte et s'était acquitté avec succès de cette tâche délicate. A l'encontre de la majorité de ses collègues, il n'était animé d'aucune hostilité systématique à l'égard de la Douma et se montrait prêt à collaborer sincèrement avec elle; mais ses vieilles habitudes bureaucratiques et son manque d'expérience des assemblées parlementaires lui rendaient cette tâche difficile et furent souvent la cause de froissements qui auraient pu facilement être évités avec un peu plus de souplesse de sa part. C'est ainsi qu'un jour, voulant préciser que, d'après la charte de 1905, les ministres russes étaient responsables non devant les Chambres, mais seulement devant le souverain, au lieu de dire qu'en Russie il n'y avait pas de « Gouvernement parlementaire, » il souleva l'indignation unanime de la Douma en déclarant qu'en Russie il « n'y avait pas, grâce au ciel, de Parlement. » M. Kokovtzoff jouissait d'autre part de l'énorme avantage d'être doué d'une éloquence remarquable; les longs discours qu'il faisait à la Douma et où il se montrait non seulement ministre d'une haute compétence, mais orateur aussi impeccable, furent toujours attentivement écoutés et, le plus souvent, favorablement accueillis par les députés.

Que dire de la plupart des autres membres du Cabinet? A la Guerre, il y avait le général Rüdiger, vieux militaire qui avait fourni une carrière sans éclat dans les bureaux de l'administration militaire et dont le court passage au ministère ne laissa aucune trace. A la Marine, l'amiral Birileff, celui-là même que nous verrons apposer sa signature au bas du traité de Bjorkoe sans le lire et qu'une surdité avancée rendait incapable de prendre part aux débats du Conseil des Ministres ou de la Douma. D'autres postes, et non des moins importants, étaient tenus par des réactionnaires déclarés, tels que M. Stichinsky, ministre de l'Agriculture, et M. Scheglovitoff, ministre de la Justice, plus tard chef du parti de l'extrême droite du Conseil de l'Empire. Les fonctions si redoutées au temps du célèbre Pobiédonostzeff, de procureur général du Saint-Synode (ou ministre des Cultes), étaient remplies par le prince Schirinski-Schichmatoff, partisan fanatique du régime autocratique, adonné à la dévotion la plus étroite et convaincu que l'octroi de la Constitution avait été presque un sacrilège. Enfin, brochant sur le tout, nous subissions l'humiliante présence parmi

nous de M. Schwanbach, contrôleur de l'Empire (1). Ce bavard insupportable et plat représentait le type le plus accompli de ces fonctionnaires d'origine allemande, partis de bas, mais laborieux, et se guindant aux degrés supérieurs de la hiérarchie russe à force d'intrigues. M. Schwanbach s'était fait une spécialité de critiques violentes dirigées contre la gestion financière du comte Witte; il consignait ces critiques dans des factums qu'il faisait circuler sous le manteau dans les sphères de la cour, espérant par là se faire remarquer de l'Empereur. Il s'était acquis de cette manière le renom peu mérité d'habile financier et obtint d'être nommé à un poste pour lequel il n'était que fort peu qualifié. Prêt à toutes les besognes, et ne reculant pas devant les plus louches, M. Schwanbach s'était introduit dans l'intimité de l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, le baron d'Aerenthal, et lui servait d'informateur sur les affaires intérieures russes ; on verra plus loin l'influence que ces informations exercèrent sur la politique autrichienne à l'égard de la Russie et le tort qu'elles causèrent aux intérêts russes.

C'est à dessein que je n'ai pas encore mentionné le plus remarquable de tous les membres du Cabinet, M. Stolypine, ministre de l'Intérieur, qui devait bientôt remplacer M. Goremykine à la tête du gouvernement. Il mérite de fixer tout particulièrement l'attention. Je m'y arrêterai plus longuement : d'abord à cause du rôle important que ce ministre a joué dans la vie politique de son pays; et puis, parce que les relations étroites que j'ai entretenues avec lui jusqu'au jour où je dus m'en séparer me permettront de tracer de lui un portrait qui, je voudrais l'espérer, fera apparaître sous son vrai jour sa remarquable personnalité, souvent méconnue de son vivant, et calomniée depuis sa mort. Je m'empresse d'ajouter tout de suite que les raisons qui m'ont éloigné de lui furent d'un ordre purement politique et ne portèrent aucune atteinte ni à mes sentiments de grande admiration pour son caractère, ni à l'amitié personnelle qui subsista entre nous jusqu'au jour de sa mort.

Pierre Stolypine était issu d'une ancienne famille de gentilshommes russes et appartenait par sa naissance et par sa nombreuse parenté à la haute société de Saint-Pétersbourg : son

(1) Président de la Cour des Comptes, ayant en Russie rang de ministre.

père avait été revêtu d'une des grandes charges de la cour impériale, sa mère était la fille du général prince Gortchakof qui avait commandé en chef l'armée russe sous Sébastopol. J'étais, depuis ma jeunesse, en relations avec sa famille et je l'avais connu lui-même lorsque tous deux, étant à peu près du même âge, nous achevions nos études, lui à l'Université, et moi au Lycée impérial. Je me souvenais de lui comme d'un charmant compagnon, très aimé et apprécié de ses camarades, un peu gauche et timide, à cause peut-être d'une légère difformité : — il avait la main droite ankylosée à la suite d'un accident et s'en servait avec difficulté. Il s'était marié très jeune et d'une façon romanesque ; il avait épousé la fiancée de son frère aîné grièvement blessé en duel, et qui, sur son lit de mort, avait mis dans sa main celle de la jeune fille tendrement aimée. Au lieu d'entrer, comme c'était l'usage pour les jeunes gens de son milieu, au service militaire ou civil de l'État, il se retira dans ses propriétés situées dans une des provinces de l'Ouest de la Russie, et mena la vie d'un riche gentilhomme campagnard; quelque temps après, il accepta les fonctions de Maréchal de la Noblesse de son district. Ayant fait preuve de talent et d'énergie dans l'accomplissement de ces fonctions, M. Stolypine reçut l'offre du poste de Gouverneur de la province de Saratoff, très troublée à cette époque par le mouvement révolutionnaire, et se décida à l'accepter par sentiment de devoir envers son pays et son souverain, plutôt que par ambition. A ce poste, réputé particulièrement difficile, il se révéla non seulement comme un excellent administrateur, mais comme un homme doué d'un courage et d'un sang-froid remarquables. Ainsi que la plupart des gouverneurs de province à cette époque, il avait été l'objet d'un attentat de la part d'un révolutionnaire; ayant essuyé, sans être blessé, plusieurs coups de revolver, il empoigna l'assassin et il désarma sa main.

Voici un autre trait de sa présence d'esprit et de la domination qu'il savait exercer sur la foule. Une émeute avait éclaté dans un des quartiers de la ville, à l'instigation de certains meneurs révolutionnaires connus de la police; M. Stolypine savait que le principal de ces meneurs avait été soldat dans un des régiments de la garnison, où il tenait tout récemment encore l'emploi de brosseur. Avant de recourir à la force.

M. Stolypine résolut d'essayer de se rendre maître du mouvement par la persuasion. Arrivé sur le lieu des désordres et apercevant au premier rang de la foule le meneur en question, il marcha droit sur lui et, avant de haranguer les émeutiers, lui jeta d'un geste bref le manteau qui lui glissait des épaules en lui ordonnant de le tenir. L'ex-brosseur, habitué à une obéissance passive, exécuta machinalement cet ordre, perdant dès cet instant, et par le fait seul de cet acte servile, tout prestige aux yeux de la foule qui finit par se plier docilement aux injonctions de l'énergique gouverneur.

Ce fut cette réputation d'énergie qui désigna M. Stolypine au choix de l'Empereur pour le poste de ministre de l'Intérieur. Très dépaysé dans le monde bureaucratique de la capitale, ce gentilhomme campagnard à l'aspect un peu provincial, parut tout d'abord jouer un rôle effacé aux séances du Conseil des Ministres. Mais très vite sa personnalité robuste et originale s'imposa aux fonctionnaires routiniers qui composaient la majorité du Cabinet. Quant à moi, je fus tout de suite sous le charme, heureux de trouver, parmi les collègues que le hasard n'avait donnés, un homme vers qui je me sentais porté par une communauté de sentiments et de convictions politiques ; car, à cette époque, M. Stolypine m'apparaissait surtout comme un partisan sincère du nouvel ordre de choses, résolu à tenter de collaborer loyalement avec la Douma. A mesure que M. Goremykine, soutenu par les ministres réactionnaires, accentuait son attitude d'hostilité envers l'assemblée, je me rapprochai de plus en plus de M. Stolypine, avec lequel je formai, pour ainsi dire, l'aile gauche du Cabinet.

M. Stolypine était doué d'un esprit vigoureux et clair qui lui permettait de saisir avec une grande facilité l'ensemble des affaires soumises à ses décisions et de se rendre très vite maître de leurs moindres détails. Sa puissance de travail, sa force de résistance physique et morale étaient prodigieuses. Habitué d'abord au rôle de propriétaire faisant valoir lui-même de vastes terres, ensuite à l'activité, toute pratique, d'administrateur de province, il était tout à fait étranger à la routine bureaucratique et frappait par la simplicité et le bon sens avec lesquels il abordait les problèmes les plus ardus.

Ce qui manquait malheureusement à l'esprit de M. Stolypine, — il le reconnaissait lui-même, — c'était une véri-

table culture dans le sens européen du mot. Je ne veux pas dire par là qu'il fût dénué d'instruction : il avait fait de solides études universitaires et, d'une façon générale, avait de l'acquis et de la lecture; mais ses idées sur les grandes questions politiques et sociales dont il était appelé à s'occuper, n'avaient pas passé par le crible de la critique scientifique moderne. De plus, son esprit s'était formé sous l'influence de certains courants intellectuels qui dominaient en Russie, à l'époque de sa jeunesse, et qui se résument dans ce qu'on est convenu d'appeler, assez improprement d'ailleurs, « le Slavophilisme. »

La théorie slavophile, qui a eu une si grande influence sur la politique intérieure et extérieure de la Russie, condamnait en bloc la civilisation européenne comme étant « pourrie » par l'athéisme et par un excès d'individualisme, et attribuait à la nation russe la mission providentielle de créer une culture supérieure. Dans le domaine religieux, les slavophiles proclamaient que seule l'Église orthodoxe russe est restée fidèle aux préceptes du Christ; dans celui de la politique, ils reniaient les réformes de Pierre le Grand empruntées à l'Occident et prêchaient le retour aux formules « nationales » de la période moscovite. Une de leurs thèses principales consistait à voir dans la commune ou « mir » une création profondément originale du génie russe, et, dans la propriété communale, la base essentielle de l'organisation sociale et économique de la Russie. Pour moi, après avoir, comme presque tous les hommes de ma génération et de celle de M. Stolypine, subi l'empire des Slavophiles, je m'étais d'assez bonne heure affranchi de leurs nuageux enseignements. Mais M. Stolypine, sans professer à l'excès leurs théories, en était resté, sous beaucoup de rapports, le tributaire. On verra tout à l'heure que dans une des questions les plus vitales pour la Russie, — celle de l'organisation agraire, — il n'hésita pas à abandonner la néfaste théorie du mir, cause de tant de maux en Russie, et à adopter, en dépit de la plus vive opposition, le système de la petite propriété individuelle. D'autre part, il ne sut malheureusement jamais s'élever au-dessus de certaines conceptions particulièrement dangereuses des Slavophiles, et c'est ainsi que, malgré tous mes efforts pour l'en détourner, il versa dans un nationalisme étroit, et même parfois violent, qui eut les plus fâcheuses conséquences et qui devait plus tard être la cause de notre rupture.

Mais ce qui faisait la supériorité incontestable et incontestée de M. Stolypine, ce qui établit d'emblée son ascendant sur ses collègues, c'était un rare ensemble de qualités morales. J'ai déjà parlé de la réputation qu'il s'était acquise par un courage et un sang-froid dont il donna par la suite des exemples encore plus frappants. L'abordait-on pour la première fois, on était tout de suite attiré par une simplicité et une douceur qui donnaient à sa personne un charme irrésistible. A mesure qu'on le connaissait davantage, on découvrait en lui une élévation de sentiments, une fierté d'âme que l'exercice d'un pouvoir qui fut, à certaines heures, dictatorial, ne parvint jamais à altérer. La haute et chevaleresque conception qu'il avait de son devoir en faisait un serviteur de son souverain et de son pays dévoué jusqu'au martyre; mais en même temps, fier de son nom et jaloux de sa liberté, il garda toujours, vis-à-vis d'une cour et d'un monde bureaucratique qui le considéraient un peu comme un intrus et qui lui furent dès le début vaguement hostiles, une attitude réservée et indépendante à laquelle on était peu habitué dans ce milieu et qui, je regrette de le dire, ne fut jamais suffisamment appréciée par l'empereur Nicolas et par son entourage.

Le portrait que j'essaye de tracer ici de M. Stolypine serait incomplet, si j'omettais de mentionner le don merveilleux qu'il avait de la parole. Dès ses premiers discours à la Douma, il se révéla orateur hors de pair; — je dis : se révéla, car jusque-là on ignorait absolument, et il ignorait probablement lui-même son talent oratoire. Avant la réunion de la première Douma, il n'y avait à proprement parler en Russie aucune école à laquelle eussent pu se former des orateurs parlementaires : nous avons vu qu'aux assemblées des zemstvos les débats avaient un caractère pour ainsi dire familier et qui ne favorisait guère l'éclosion de facultés oratoires. Le Russe, on s'en est bien aperçu depuis, surtout dans la période qui a suivi la chute de la monarchie, n'a pas seulement un don naturel pour la parole; il n'est, hélas! que trop enclin à abuser de ce don au détriment de l'action. L'usage de la tribune a eu une influence fatale sur la direction prise par les débats de la Douma; mais pour M. Stolypine, ce fut un puissant instrument de gouvernement. Aux assemblées des zemstvos auxquelles il avait pris part avant de devenir ministre, il avait acquis l'habitude de parler sans

préparation : la plupart des discours les plus remarquables qu'il prononça à la Douma eurent le caractère d'improvisations. Le plus souvent il montait à la tribune sous le coup d'une impulsion soudaine, sans manuscrit et même sans notes, et tenait pendant plus d'une heure l'auditoire sous la domination de sa parole enflammée. Un léger défaut de prononciation, commun à presque toute la famille de sa mère, disparaissait alors complètement, et c'est d'une voix claire et vibrante qu'il lançait ces phrases « ailées » dont il avait si souvent l'inspiration et qui devenaient, après chacun de ses discours, comme une parole de ralliement pour une grande partie du public russe. Ce fut, à cette époque, un avantage inappréciable pour le Gouvernement de pouvoir opposer à ses adversaires des orateurs de la force de M. Stolypine et de la clarté de M. Kokovtzoff.

*
* *

Lorsque, après avoir pris contact avec les personnages qui formaient le Cabinet si hétérogène de M. Goremykine, je me tournai vers la Douma, le spectacle de l'étrange composition de cette assemblée me parut tout aussi déconcertant.

On se rappelle combien je fus frappé, à la cérémonie du Palais d'hiver, par le grand nombre de paysans qui figuraient parmi les députés. Aux termes de la loi électorale, la Douma devait compter 524 membres; mais au moment de sa réunion, les élections n'ayant pas encore été terminées dans certaines parties de l'Empire, ceux-ci ne dépassaient pas le chiffre de 500. Sur ce nombre, 200 appartenaient à la classe paysanne; après eux venaient les Cadets qui avaient remporté, pour les raisons que j'ai déjà expliquées, une victoire éclatante non seulement sur les conservateurs, mais encore sur les libéraux modérés ou octobristes. Le parti Cadet, à tendances nettement radicales, très compact et fortement organisé, comptait 161 membres; il était renforcé par deux groupes de nuance radicale moins accentuée, mais qui votaient invariablement avec les Cadets : le « parti des réformes démocratiques » et le « parti de l'ordre légal. » Ces deux groupes étaient numériquement restreints, mais il y avait dans leurs rangs des personnalités très marquantes. Le parti libéral modéré ou octobriste n'était représenté que par quelques députés et se confondait presque avec

les conservateurs : ensemble ils ne comptaient guère plus d'une trentaine de membres. Enfin il n'y avait à la Douma que 17 socialistes qui n'avaient d'ailleurs pas été élus comme tels, car les deux partis ouvertement révolutionnaires, — les « socialistes-révolutionnaires » et les « socialistes-démocrates, » — s'étaient abstenus de prendre part aux élections; ces deux partis exigeaient la réunion d'une Constituante et le suffrage universel intégral et avaient déclaré boycotter une Douma issue de la charte de 1905. Les groupes nationaux-autonomistes, — polonais, lithuanien, esthonien, lette, groupe des provinces de l'Ouest, — comptaient ensemble 70 membres; tous ces groupes avaient des tendances démocratiques, à l'exception du groupe polonais qui était plutôt conservateur, mais qui, pour des raisons nationales, se joignait aux autres pour faire opposition au Gouvernement. Enfin il y avait un certain nombre de députés « sans-parti » et d'indécis; mais presque tous vinrent par la suite renforcer les rangs de l'opposition.

Ce qui donnait donc son caractère à la première Douma, c'était avant tout un bloc d'opposition comprenant plus de la moitié de ses membres; ce bloc, composé de différents groupes, était entièrement dominé par les Cadets. Pour faire contrepoids à cette formidable opposition, il n'y avait dans la Douma aucun parti nettement conservateur, presque aucun groupe libéral modéré; mais on voyait s'y dresser une masse, à l'aspect confus et amorphe, composée de 200 paysans : cette masse n'était diversifiée çà et là que par quelques prêtres de village, qui tranchaient à peine par leur extérieur et leur mentalité sur leurs compagnons cultivateurs.

L'introduction dans la Douma de cette masse paysanne avait été l'idée maîtresse du Gouvernement. Les élections avaient été réglées par la loi électorale dont l'auteur responsable était un bureaucrate médiocre, M. Boulyguine, mais qui avait été retouchée et complétée par le gouvernement du comte Witte. Elle était prodigieusement compliquée et artificielle et ne poursuivait qu'un seul but : favoriser la classe paysanne au détriment de toutes les autres classes du pays. Le Gouvernement avait cru par là disposer à la Douma d'éléments réputés pour leur esprit conservateur, leurs sentiments de loyauté envers la personne du Tsar et leur docilité à la voix de l'autorité et de l'Église officielle. Jamais les bureaucrates qui dirigeaient les

destinées de la Russie ne commirent de faute plus grande, plus fatale à la cause même qu'ils défendaient. Les paysans entrèrent à la Douma entièrement dominés par l'idée fixe d'obtenir en faveur de leur classe le partage des terres. Profondément ignorants de toutes les autres questions qui allaient se débattre à la Douma, indifférents aux libertés politiques réclamées par les libéraux, ils étaient prêts à soutenir tout parti qui leur promettrait la réalisation intégrale de leurs aspirations agraires; or, on sait que les Cadets avaient inscrit en tête de leur programme non seulement la distribution aux paysans des terres appartenant à la couronne, aux apanages de la famille impériale et aux couvents, mais aussi l'expropriation forcée à leur profit des terres des grands et moyens propriétaires. Le parti radical pouvait dès lors entièrement compter sur l'appui de la grande majorité des députés paysans. Sous ses auspices et avec la participation des socialistes, se forma le parti « travailliste, » — le deuxième groupement de la Douma par ordre d'importance numérique, — composé surtout de paysans représentants du socialisme agraire et comptant une centaine de membres; les autres paysans, même ceux qui se réclamaient du parti conservateur, restèrent d'autant plus sous la dépendance absolue des Cadets, que la question agraire devint rapidement le pivot principal des débats de la Chambre.

M. Stolypine reconnut du premier coup d'œil, — et je partageai entièrement son opinion, — toute l'étendue de l'erreur fatale commise par le Gouvernement et des conséquences qui devaient en résulter. Que cette erreur eût pour auteurs des bureaucrates confinés dans l'atmosphère des ministères de Saint-Pétersbourg et totalement étrangers à la vie intense qui se manifestait à l'intérieur du pays, rien n'était plus compréhensible. A l'égard des paysans, on avait dans les sphères gouvernementales des idées et des illusions vieilles d'un demi-siècle: on s'y représentait encore le paysan comme le soutien naturel du Trône et de l'Autel et, chose incroyable, on n'y tenait aucun compte de ses appétits agraires et de ses tendances anarchistes qui s'étaient pourtant révélées avec tant de force dans le courant des années précédentes. Que de fonctionnaires de la trempe de M. Boulyguine eussent partagé ces illusions, je le répète, il n'y avait pas lieu de s'en étonner; mais ce que je ne suis pas jusqu'à ce jour parvenu à com-

prendre, c'est que le comte Witte, homme d'État perspicace et pratique, ait pu tomber dans la même erreur. C'est là, à mon sens, une des fautes qui pèsent le plus lourdement sur la mémoire du comte Witte, car c'est bien cette erreur qui a été la cause principale du naufrage de la première Douma et des difficultés qui en sont résultées.

Nous venons de voir combien était curieuse la composition de la première Douma; il était non moins curieux de constater que les deux principaux partis qui s'étaient disputé la victoire aux élections, — les « Cadets » et les « Octobristes, » — n'y étaient pas représentés par leurs chefs déclarés. Le parti Cadet, qui avait triomphé sur toute la ligne, n'avait cependant pas réussi à introduire dans l'enceinte de l'assemblée son leader, le professeur Milioukoff; celui-ci, élu à une grande majorité à Saint-Pétersbourg, avait été exclu par le gouvernement pour je ne sais plus quelle question de forme. Cette exclusion ne tourna du reste guère à l'avantage du Gouvernement, car M. Milioukoff n'en continua pas moins du dehors à diriger son parti et j'ai toujours pensé que sa présence eût été moins incommode pour le Cabinet dans la salle des séances, qu'elle ne le fut dans les couloirs de la Douma. Les Cadets comptaient d'autre part à la Douma un nombre considérable de personnalités marquantes, telles que le professeur Mouromtzoff (président de la première Douma), MM. Golovine (plus tard président de la deuxième Douma), Roditcheff, Nabokoff, Vinaver (les trois meilleurs orateurs du parti), le prince Schakhovskoy, MM. Petrounkiévitch, Kokoschkine, Hertzenstein, etc.

Les deux partis libéraux connexes, « parti des réformes démocratiques » et « parti de l'ordre légal, » quoique peu nombreux, — on a dit d'eux que c'étaient des états-majors sans troupes, — étaient aussi représentés par des hommes de grande valeur. Le premier, par son fondateur, le professeur M. Kovalevsky, mort aujourd'hui, qui comptait tant d'amis en France, et par le général Kouzmine-Karavaieff, un des meilleurs orateurs de la Douma; le second avait à sa tête le comte Heyden qui avait occupé une haute situation à la cour et dans la hiérarchie gouvernementale et dont l'autorité morale était universellement reconnue. Quant aux Octobristes, leurs deux chefs, MM. Goutchkoff et D. Schipoff, avaient été battus aux élections. Les conservateurs n'avaient envoyé à la Douma

aucun personnage marquant et se confondaient presque avec les Octobristes. Parmi les libéraux modérés, on remarquait MM. Stakhovitch et Lvoff (qu'il ne faut pas confondre avec le prince Lvoff). Le « Kolo » polonais avait à sa tête M. Dmovski, chef du parti polonais national-démocrate, qui joue encore aujourd'hui un rôle important dans la politique de son pays, et l'évêque de Vilna, baron Ropp, tous les deux orateurs de premier ordre. Enfin le parti travailliste était dirigé par M. Aladiine, orateur fougueux et se piquant d'une certaine élégance (il paraissait à la Douma avec une fleur rouge à la boutonnière) qui le distinguait de la masse grise des paysans qui formaient la grande majorité de son parti.

On sait que le Conseil de l'Empire, — qui sous l'ancien régime, constituait une espèce de Conseil d'État où s'élaboraient les projets de lois et où se discutaient les mesures de politique intérieure les plus importantes soumises ensuite à la décision de l'Empereur, — avait été transformé en Chambre Haute composée, en nombre égal, de membres nommés par l'Empereur et de membres élus ; les membres nommés, quoique devant être confirmés au commencement de chaque année par l'Empereur, siégeaient à vie. Ce groupe comprenait presque exclusivement des bureaucrates ayant occupé de hautes fonctions dans la hiérarchie civile et militaire : anciens ministres d'État, gouverneurs généraux, commandants de corps d'armée, ambassadeurs, juges suprêmes, etc. Les membres élus étaient désignés pour un terme de neuf ans par le haut clergé, les assemblées de la noblesse, l'Académie des sciences et les Universités, les comités de commerce, les comités de Bourses, l'industrie et enfin, — ceux-ci les plus nombreux, — par les zemstvos, dans les parties de l'Empire où existaient ces assemblées, et partout ailleurs (en Pologne, Lithuanie, dans les provinces de l'Ouest, Provinces Baltiques, etc.), par les propriétaires fonciers.

Par sa composition, le Conseil de l'Empire était donc une assemblée plus moderne que mainte Chambre Haute dans les pays constitutionnels européens, par exemple la Chambre des Lords ou le Sénat italien. Malgré mon peu de sympathie pour la bureaucratie russe, je dois reconnaître que parmi ses membres nommés il y avait un nombre considérable d'hommes d'une haute valeur et d'une grande compétence ; plusieurs de

ces hommes avaient appartenu aux cadres du Gouvernement sous le règne libéral de l'empereur Alexandre II. Au premier rang de ce groupe, on remarquait un oncle de ma femme, le comte Pahlen : à l'âge de trente ans, il avait été choisi par l'empereur Alexandre II pour introduire en Russie, en qualité de ministre de la Justice, la réforme judiciaire qui avait été un des grands actes de son règne. Le comte Pahlen était un beau vieillard aux grandes manières d'autrefois, chargé d'honneurs et choyé par la cour, mais connu pour avoir gardé une complète indépendance vis-à-vis du Gouvernement et universellement respecté pour son intégrité et la noblesse de son caractère. A côté de lui apparaissaient des hommes comme le comte Solsky, M. Goloubeff, les deux frères Sabouroff (dont l'un avait été ambassadeur à Berlin et avait dû quitter son poste à cause de l'antagonisme qu'il témoignait au prince de Bismarck), Gerhardt, Koni et autres, tous bureaucrates, mais doués de vues larges, de vastes connaissances et d'une grande expérience des affaires. Il y avait d'ailleurs, d'une façon générale, ceci de curieux que, plus un bureaucrate était âgé, plus il se distinguait par son esprit libéral, esprit qui avait été celui du règne de l'empereur Alexandre II, tandis que les fonctionnaires plus jeunes étaient presque tous imbus des idées réactionnaires du règne de l'empereur Alexandre III. Une place à part était occupée au Conseil de l'Empire par le comte Witte, qui venait de quitter le pouvoir et dont on se demandait quelle attitude il allait prendre envers le Gouvernement.

Au moment dont je parle, le Conseil de l'Empire ne se présentait nullement sous les traits qui le distinguèrent plus tard, d'une assemblée imbue d'idées réactionnaires ou prête à servir d'instrument docile entre les mains du Gouvernement. Sa transformation dans ce dernier sens ne s'opéra que peu à peu grâce au soin que l'on mit en haut lieu de n'y laisser pénétrer, à titre de membres nommés, que des personnes appartenant aux partis de droite. Au cours de sa première session, le Conseil de l'Empire fit non seulement preuve de beaucoup d'indépendance et d'un esprit large et éclairé, mais, comme nous allons le voir, il fit opposition au Cabinet incohérent de M. Goremykine et ne mérita donc nullement l'hostilité *a priori* que lui témoigna la Douma.

Moi-même, malgré le constant usage en vertu duquel les

ministres d'État, aussitôt après leur entrée en fonctions, étaient nommés membres du Conseil de l'Empire, je ne fis partie de cette assemblée que deux ans plus tard, car ma candidature était combattue auprès de l'Empereur par les réactionnaires et ne finit par triompher qu'à la suite d'une intervention énergique de M. Stolypine ; j'entrai au Conseil de l'Empire en même temps que mon frère, et tous deux nous y renforçâmes le parti du centre.

*
* *

Ainsi qu'il fallait s'y attendre, dès ses premières séances, la Douma, non contente d'adopter une attitude violemment hostile vis-à-vis du gouvernement, accusa nettement sa tendance à outrepasser le cadre des attributions qui lui étaient assignées par la charte de 1905. Cette tendance se manifesta de prime abord dans le projet de réponse au discours du Trône rédigé par une commission de trente-trois membres, tous appartenant à l'opposition. Dans ce projet se trouvait reproduit presque point par point le programme électoral du parti cadet : suppression du Conseil de l'Empire, responsabilité ministérielle devant la Douma, suffrage universel, abrogation de toute loi d'exception et de tout privilège de classe, liberté absolue de conscience, de réunion et de la presse, abolition de la peine de mort, etc. La question agraire y était traitée de la manière la plus radicale : distribution aux paysans de toutes les terres des domaines, des apanages, des couvents, expropriation forcée d'une partie des terres des propriétaires, etc. Enfin, le projet posait le principe d'une amnistie pleine et entière pour tous les crimes et délits politiques. La discussion de ce projet dura une semaine et se termina par une séance de nuit particulièrement mouvementée, au cours de laquelle les meilleurs orateurs du parti Cadet, comme MM. Petrounkevitch et Roditcheff, prononcèrent des discours enflammés reprochant au gouvernement la répression sanglante du mouvement révolutionnaire et exigeant l'élargissement immédiat de tous les prisonniers détenus du fait de ce mouvement. L'adresse fut votée à l'unanimité des membres présents; le petit groupe des Octobristes et des Conservateurs lui-même n'osa pas émettre un vote contraire.

Le vote de l'adresse constituait indubitablement de la part de la Douma une tentative de s'arroger les droits d'une Assem-

blée constituante et de reviser dans un sens ultra-radical la charte de 1905 : il produisit à la Cour et dans les rangs du Gouvernement une véritable consternation. Un premier conflit surgit entre les représentants de la nation et le pouvoir monarchique à propos de la procédure même de la remise de l'adresse au souverain : l'Empereur refusa de recevoir la délégation désignée à cet effet par la Douma et fit savoir au Président qu'il n'accepterait l'adresse que par l'intermédiaire du ministre de la Cour. Les députés ressentirent d'autant plus vivement cet affront qu'ils avaient mis le plus grand soin à revêtir leurs revendications d'un langage correct et même empreint de loyalisme envers la personne du souverain. Grâce au bon sens de quelques-uns des leaders cadets, ce conflit ne s'envenima pas; la Douma déclara que c'était la teneur de l'adresse, non le mode de sa présentation qui importait, et reconnaissant que le refus de l'Empereur, qui s'adressait d'ailleurs également au Conseil de l'Empire, n'impliquait aucun blâme à son égard, se soumit à ce qu'elle se plut à considérer comme une simple exigence du protocole de la cour impériale.

Mais bientôt l'antagonisme entre la Douma et le gouvernement s'accentua d'une manière plus aiguë, lorsque pour la première fois M. Goremykine monta à la tribune pour lire en réponse à l'adresse une déclaration ministérielle opposant aux revendications de l'assemblée un *Non possumus* absolu.

La déclaration ministérielle avait été l'objet d'une discussion prolongée au sein du conseil des ministres. Pour ma part, je m'y étais énergiquement prononcé non seulement contre les termes dans lesquels elle était conçue, mais contre l'opportunité même de donner de la part du Gouvernement une réponse à l'adresse de la Douma. Tirant mes arguments de la pratique des assemblées parlementaires de l'Occident, je m'étais efforcé de démontrer à mes collègues que le Cabinet n'avait pas à intervenir dans le dialogue entre le souverain et la représentation nationale et que le seul résultat d'une pareille intervention serait de provoquer un conflit à un moment où il était particulièrement stérile et dangereux. Je recommandai, d'autre part, de soumettre aussitôt à la Douma le plus grand nombre possible de projets de lois, afin de lui fournir matière à des débats et de couper court à ses tentatives d'élargir le cadre de ses attributions.

Mes objections, que M. Stolypine fut seul parmi mes collègues à appuyer, furent écartées, et le 26 mai M. Goremykine se rendit en grande pompe et accompagné de tous les membres du Cabinet à la Douma pour y lire sa déclaration.

Ce premier contact entre le Gouvernement et l'Assemblée fut à tous les points de vue déplorable. A part même le contenu de la déclaration qui souleva l'indignation de la grande majorité de l'assistance, l'attitude hautaine et le ton dédaigneux affectés pendant la lecture par M. Goremykine blessa jusqu'à ceux des députés, octobristes et même conservateurs, qui s'étaient refusés à voter l'adresse. Sous le coup de cette impression, la Douma, outrepassant encore une fois les attributions qui lui étaient assignées par la charte de 1905, s'empressa de voter séance tenante et à une majorité de voix écrasante, un ordre du jour infligeant un blâme au Gouvernement et exigeant la démission du Cabinet de M. Goremykine et son remplacement par un ministère jouissant de la confiance de l'Assemblée.

LE GOUVERNEMENT CONTRE LA DOUMA

A partir de cette séance, les relations entre la Douma et le Gouvernement s'envenimèrent chaque jour davantage. Cela était dans la nature des choses et répondait entièrement à mes prévisions ; mais ce qu'il y eut d'absolument inattendu et de surprenant, ce fut la forme que prit la lutte entre M. Goremykine et la représentation nationale. Deux voies semblaient s'ouvrir devant le Gouvernement : essayer loyalement, et malgré les froissements de la première heure, de trouver un terrain d'entente et de collaboration avec la Douma ; ou bien lui rompre résolument en visière et prononcer immédiatement sa dissolution pour procéder à de nouvelles élections. J'étais, pour ma part, favorable à la première méthode, tout en ne me dissimulant pas que, vu la composition de la Douma et celle du Cabinet, elle avait peu de chances de réussir. J'aurais à la rigueur compris que M. Goremykine, imitant l'exemple donné par Bismarck en 1862 et 1863, procédât à un coup de force et renvoyât dans leurs foyers des députés rebelles à sa volonté. Mais M. Goremykine ne suivit ni l'une ni l'autre de ces deux voies : il adopta une attitude qui n'a, je crois, de précédent dans l'histoire d'aucun autre pays : il résolut tout simplement

d'ignorer la Douma. Affectant de considérer cette assemblée comme une chambrée de bavards dont l'agitation était sans réelle importance, il déclarait hautement qu'il ne lui ferait même pas l'honneur de la combattre et se contenterait d'agir comme si elle n'existait pas : il n'assistait jamais à ses séances et engageait les autres ministres à l'imiter et à s'y faire représenter par des sous-ordres. Déjà le Cabinet précédent avait commis la faute de ne préparer pour l'ouverture de la Douma aucun, ou presque aucun projet de loi ; (la Douma en se réunissant n'avait trouvé devant elle que deux demandes de crédit : l'une pour l'ouverture d'une école, et l'autre pour la construction d'une buanderie à l'Université de Yourieff). Non seulement M. Goremykine ne répara pas cette faute, mais il trouva habile de l'aggraver en s'abstenant systématiquement de présenter à la Douma d'autres projets de lois.

Les résultats ne tardèrent pas à se faire sentir : exaspérée par les dédains du Gouvernement, privée de toute matière à laquelle aurait pu s'appliquer son activité pratique, la Douma se lança dans une agitation à outrance qui prit la forme d'une série ininterrompue d'interpellations adressées aux ministres sur les sujets les plus divers. Ces interpellations, dont le nombre dépassa trois cents, donnaient lieu à des séances des plus mouvementées, au cours desquelles les députés se livraient à des attaques furieuses contre le Gouvernement : on interpella sur les condamnations capitales, sur l'activité provocatrice des agents de la police secrète, surtout sur les « pogroms » anti-Juifs, organisés, affirmait-on, par le Gouvernement lui-même, etc... Seul parmi tous les ministres M. Stolypine payait de sa personne dans ces occasions et tenait tête au tumulte, finissant par impressionner la Douma par son courage, par son calme et par la sincérité manifeste de ses réponses ; les autres ministres ne répondaient pas, ou répondaient par la voix de sous-ordres, ce qui exaspérait encore plus l'Assemblée : à plusieurs reprises, les représentants du Gouvernement durent quitter précipitamment la salle des séances poursuivis par les huées de l'Assemblée.

Le Gouvernement ayant négligé de préparer des projets de lois sur les principales questions qui devaient attirer l'attention de la Douma, force fut à celle-ci d'en prendre elle même l'initiative : c'est ainsi que naquirent les projets les plus radicaux, en premier lieu ceux qui touchaient à la question agraire,

confluent de toutes les passions, de tous les appétits et de toutes les agitations. La question agraire domina bientôt toutes les autres et, après avoir fait l'objet de longues et violentes discussions, finit par provoquer une collision décisive entre la représentation nationale et le Gouvernement et par être la cause immédiate de la dissolution de la première Douma.

*
* *

Arrêtons-nous un peu plus longuement à cette importante question.

Les origines du problème agraire russe remontent au grand acte par lequel, environ cinquante ans auparavant, l'Empereur Alexandre II abolit en Russie le servage. Contrairement à ce qui avait eu lieu dans les contrées de l'Europe occidentale, les paysans russes non seulement reçurent la liberté individuelle, mais furent en même temps dotés de terres. Cette particularité de la réforme de 1861 aurait pu donner au régime agraire en Russie une base extraordinairement solide et assurer à la classe paysanne russe un avenir de grande prospérité si, par malheur, le Gouvernement n'avait commis à cette occasion une faute que j'ai déjà signalée, — la plus lourde des fautes, — celle de fonder ce régime non sur la propriété individuelle, mais sur le « mir, » ou propriété collective communale.

En attribuant la terre non aux paysans individuellement, mais aux collectivités communales, le législateur entendait maintenir en Russie un régime issu, croyait-on alors, des profondeurs de la conscience russe, et du même coup se conformer aux indications de la science la plus moderne. Ce régime devait exclure à tout jamais la formation en Russie d'un prolétariat agraire et rendre impossible une révolution contre la richesse individuelle, les revendications des révolutionnaires européens se trouvant déjà réalisées dans le « mir. » Toute la terre appartenant à la commune qui la redistribuait à ses membres au bout d'une certaine période, l'individu, déclarait-on, ne pouvait s'appauvrir, puisque, même au cas de l'appauvrissement du père, le fils conservait son droit, par suite d'un nouveau partage, à son lot de terre. Le régime du « mir » satisfaisait, en plus, les aspirations égalitaires très répandues de tout temps en Russie et particulièrement à la mode à l'époque où s'élaborait la loi agraire.

En réalité, loin de constituer un progrès au point de vue économique et social, le régime du « mir » maintenait et consacrait un état de choses qui n'était qu'un vestige des temps primitifs incompatible avec les exigences de la culture moderne, et rendait impossible tout développement de l'agriculture et toute amélioration du bien-être de la classe rurale.

Dès les premières années du xxe siècle, la situation économique des paysans, qui n'avait fait qu'empirer sous le régime du « mir, » donnait lieu à de fréquents troubles agraires et inspirait de graves préoccupations au Gouvernement. Celui-ci la faisait étudier tant par des comités locaux que par une grande commission présidée d'abord par le comte Witte, et ensuite par M. Goremykine. Mais c'est en 1905, sous l'influence de plusieurs mauvaises récoltes, des revers de la guerre russo-japonaise et de l'agitation révolutionnaire qui s'en était suivie, que le mouvement agraire éclata avec force et prit, dans certaines régions, le caractère et les dimensions d'une véritable jacquerie. Les revendications des paysans revêtaient naturellement une forme simpliste. Un demi-siècle auparavant, ils avaient reçu une partie des terres des grands propriétaires : s'ils souffraient aujourd'hui de la misère, c'est que ces terres n'étaient pas suffisantes, et pour y remédier il leur fallait le restant des propriétés de leurs anciens maîtres. C'était là un terrain particulièrement favorable à la propagande révolutionnaire qui ne trouvait les masses paysannes que trop disposées à s'approprier par la violence les terres convoitées. Le Gouvernement de son côté n'avait su que réprimer ce mouvement par la force et n'avait encore pris aucune mesure d'un ordre général pour résoudre la question. Il n'avait même pas songé à préparer pour le moment de l'ouverture de la Douma un projet de loi pouvant servir de base à la discussion qui devait s'y engager.

A défaut d'un projet de loi agraire émanant du Gouvernement, la Douma eut devant elle trois projets élaborés dans son propre milieu et renchérissant l'un sur l'autre par leurs tendances radicales; tous les trois posaient nettement le principe de l'expropriation forcée des terres appartenant aux propriétaires. Le plus sérieux de ces trois projets était celui du parti Cadet; il avait pour auteur M. Hertzenstein qui se trouvait par là même désigné pour être le rapporteur de la commission

agraire nommée par l'assemblée; ce projet, tout en proclamant le principe de l'expropriation forcée, admettait celui de la « juste indemnisation » des propriétaires et prévoyait la constitution d'un fonds de réserve de terres mis à la disposition de l'État. Un second projet, dit des 104, allait plus loin dans la voie radicale et comportait la nationalisation de toutes les terres de l'Empire dont l'administration devait être confiée à des comités locaux issus du suffrage universel intégral. Enfin l'extrême gauche de la Douma avait présenté un projet qui abolissait toute propriété privée du sol et déclarait toutes les terres propriété commune, la jouissance en étant reconnue à tout citoyen ou à toute citoyenne, dans la mesure où ceux-ci pouvaient y appliquer leur travail individuel.

Le Gouvernement, qui s'était déjà laissé enlever par la Douma l'initiative dans cette grave question, ne trouva tout d'abord à opposer à ces trois projets qu'un pâle discours prononcé par le Ministre de l'Agriculture, M. Stichinsky, connu pour son esprit ultra-réactionnaire; ce discours qui ne contenait que de vagues promesses d'extension des opérations de la banque des paysans et de développement de l'émigration vers la Sibérie, produisit le plus déplorable effet. Mais bientôt le Gouvernement mettait le comble à l'exaspération de la Douma: alarmé par la tournure que prenaient les débats et par l'agitation qu'ils créaient parmi les paysans, M. Goremykine, fidèle à son système d'ignorer la Douma, fit paraître dans le *Journal officiel* un long communiqué sur la question agraire déclarant nettement que le Gouvernement n'admettait pas le principe de l'expropriation forcée. En choisissant ce moyen pour faire connaître les vues du Gouvernement, c'est-à-dire en s'adressant au pays pour ainsi dire par-dessus la tête de la Douma, M. Goremykine marquait une fois de plus son mépris pour la représentation nationale : ce fut la forme de cette communication plus même que son contenu qui suscita la colère unanime des députés. La Douma résolut aussitôt de répondre « du tac au tac » et chargea la commission agraire de rédiger un projet d'appel direct à la population sous forme de réponse au communiqué du journal officiel. C'est cette résolution prise, *ab irato*, qui scella le sort de la Douma en donnant, comme on le verra plus loin, à M. Goremykine le prétexte de dénoncer à l'Empereur son appel au pays comme un acte ouvertement révolutionnaire.

Si les relations entre le Gouvernement et la Douma devenaient de jour en jour plus tendues, la concorde était loin de régner au sein même du Cabinet de M. Goremykine. J'ai déjà mentionné le caractère hétérogène de ce Cabinet ; à mesure que ses membres apprenaient davantage à se connaître, leurs divergences d'opinion ne faisaient que s'accentuer et empêchaient entre eux tout accord sur les questions qui leur étaient soumises.

M. Goremykine, qui avait affecté dès le début une espèce de calme olympien et qui se complaisait visiblement dans ce rôle, montrait un dédain absolu pour la Douma et traitait ses débats de vains bavardages dont il ne valait pas la peine de s'occuper. Mais d'ailleurs, c'est à peine s'il se cachait de faire aussi peu de cas du Conseil des Ministres, considérant cette institution comme une innovation inutile, et donnant à entendre à ses collègues qu'il ne les réunissait que pour la forme. On peut se figurer ce qu'étaient, dans ces conditions, les réunions du Conseil. M. Goremykine les présidait d'un air distrait et ennuyé, daignant à peine relever les contradictions qui se produisaient entre ses membres et mettant d'ordinaire fin aux discussions en déclarant qu'il se réservait de soumettre sa propre opinion à la décision de l'Empereur. Que si l'on attirait son attention sur l'état d'agitation de la Douma et sur la répercussion qu'il pouvait avoir dans le pays, il répondait que tout cela n'était « qu'enfantillages, » et citait les journaux ultra-conservateurs stipendiés par lui-même comme preuve que la population tout entière était dévouée au pouvoir monarchique et ne se laissait nullement influencer par ce qui se passait au palais de Tauride. Les Ministres ultra-réactionnaires, — le prince Schirinsky-Schihmatoff et M. Stichinsky, — prenaient des airs navrés et en exprimant leur opinion sur une affaire, n'omettaient jamais d'ajouter qu'aucune activité gouvernementale ne serait possible tant qu'on n'aurait pas restauré le pouvoir autocratique. M. Schwanbach se perdait dans des digressions interminables et dans des attaques contre le comte Witte et le Cabinet précédent; il ne manquait d'ailleurs jamais de se rendre, à l'issue de la séance, chez son ami le baron d'Aerenthal, ambassadeur d'Autriche, et, le lendemain, les détails de la discussion, arrangés et colorés par lui, étaient conusn à Vienne, et certainement aussi à Berlin. L'amiral Birileff, affligé

d'une surdité complète, n'essayait même pas de suivre les débats; le général Rudiger se renfermait dans un mutisme complet; seuls MM. Stolypine et Kokovtzoff s'efforçaient d'imprimer à la discussion un caractère digne et sérieux, exposant avec clarté et compétence les affaires de leurs départements, mais n'obtenant que peu d'attention de la part de leurs collègues. Quant à moi, je sentais que mes efforts pour créer un pont entre le Gouvernement et la Douma étaient voués à l'insuccès et me faisaient aux yeux de M. Goremykine et de ses amis la réputation d'être un libéral dangereux dont il fallait se défaire à tout prix et dans le plus bref délai possible.

L'étrange ligne politique adoptée par M. Goremykine : — ni collaborer avec la Douma, ni la combattre, mais, pour ainsi dire, la « boycotter, » — ne tarda pas à produire ses fruits. La moindre tentative de la part du Gouvernement pour collaborer loyalement avec la Douma aurait été accueillie avec sympathie et reconnaissance par les nombreux cercles libéraux modérés du pays; une politique contraire, allant jusqu'à la dissolution immédiate de la Douma, aurait du moins contenté les réactionnaires, et même peut-être les classes bourgeoises fatiguées de l'agitation révolutionnaire et toujours impressionnées par un déploiement d'énergie. Mais la « non résistance au mal » si chère à Tolstoï, pratiquée par M. Goremykine, fut accueillie comme une preuve de faiblesse et n'eut d'autre résultat que de discréditer irrémédiablement le Gouvernement aux yeux de la grande majorité du pays.

Vers la fin du mois de juin, un incident fit éclater le discrédit où était tombé le cabinet Goremykine dans tous les milieux russes. Le Gouvernement ayant besoin d'argent pour secourir la population éprouvée par la mauvaise récolte de l'année, s'était décidé pour la première fois à présenter à la Douma un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 50 millions de roubles : la Douma réduisit ce crédit à 15 millions de roubles accordés pour un mois. M. Goremykine comptait, pour rétablir le chiffre primitif, sur le conseil de l'Empire; mais celui-ci maintint la réduction, s'associant ainsi au vote de méfiance infligé au Gouvernement par la Douma. Ce vote fut pour M. Goremykine un échec des plus sensibles, qui enleva définitivement tout prestige à son Cabinet, même aux yeux du parti conservateur.

Me rendant compte de l'impasse où s'était engagé le Gouvernement, je profitai de mes relations personnelles avec quelques-uns des membres du parti libéral modéré, tant à la Douma qu'au Conseil de l'Empire, pour aviser avec eux aux moyens d'en sortir. Ces conversations, auxquelles s'était associé M. Stolypine, prenaient une tournure de plus en plus intéressante et me confirmaient dans la conviction qu'il était parfaitement possible d'établir une entente entre le pouvoir et la représentation nationale. Je me décidai finalement à tenter d'ouvrir les yeux de l'Empereur sur les dangers de la situation; l'entreprise était hasardeuse, car elle allait à l'encontre de toutes les habitudes bureaucratiques; l'Empereur pouvait arrêter dès le premier mot la tentative insolite du ministre des Affaires Étrangères pour s'immiscer dans une question qui n'était pas de son ressort; j'étais résolu dans ce cas à lui présenter séance tenante ma démission.

Je réunis chez moi très secrètement le petit groupe de mes amis politiques et nous élaborâmes en commun un mémoire que je m'engageai à placer sous les yeux de l'Empereur à la première audience que je devais avoir au palais de Peterhof. Le mémoire fut rédigé par un jeune député de beaucoup de talent appartenant au parti libéral modéré, M. Lvoff.

En voici le résumé :

« Un abîme, y était-il dit en substance, existe entre la Douma et le Gouvernement, creusé par leur méfiance et leur hostilité réciproques. Cette désunion provient de la composition du ministère, dont tout le personnel est pris dans les rangs de la bureaucratie. La Douma est ainsi poussée dans la voie de l'opposition, alors qu'elle est en majorité composée de partisans de réformes législatives pacifiques et d'ennemis de la Révolution. L'issue à une pareille situation ne saurait être trouvée que dans le rétablissement des liens entre le Gouvernement et la Douma. Il conviendrait, à cet effet, de remplacer le cabinet actuel par un nouveau ministère auquel participeraient des membres de la Douma. A la présidence du Conseil pourrait être appelé le président actuel de la Douma, M. Mouromtzoff. Le portefeuille de l'Intérieur serait attribué soit au titulaire actuel, M. Stolypine, soit à M. Mouromtzoff, auquel on adjoindrait M. Moukhanoff et le prince Lvoff. Il serait très important d'introduire dans le ministère M. Schipoff, représen-

tant d'un mouvement qui se manifeste avec force dans les cercles des Zemstvos, et M. Milioukoff, dont l'influence est très grande dans tout le pays, et qui deviendrait le défenseur le plus énergique du ministère contre l'Extrême-Gauche. »

Le 8 juillet, après avoir terminé le rapport verbal sur les affaires extérieures, que je faisais une fois par semaine à l'Empereur au palais de Peterhof, j'abordai résolument le sujet de la situation intérieure de la Russie. L'Empereur m'écouta avec beaucoup de bienveillance, ne fit aucune difficulté de recevoir de mes mains le mémoire que j'apportais dans mon portefeuille et me promit de l'étudier attentivement. C'était déjà un point de gagné et je retournai en ville plein de l'espoir que le remarquable exposé rédigé par le prince Lvoff produirait l'effet voulu sur l'esprit de l'Empereur qui m'avait paru, d'une manière générale, animé d'intentions relativement conciliantes à l'égard de la Douma.

Quelques jours après la remise du mémoire, je fus appelé chez l'Empereur qui me dit l'avoir lu avec beaucoup d'intérêt et avoir été frappé par la force et la justesse de quelques-unes des considérations qu'il contenait. Je saisis aussitôt cette occasion pour développer, avec toute l'éloquence dont j'étais capable, les principaux points du mémoire et pour tâcher de convaincre l'Empereur de l'urgence qu'il y avait à les mettre en pratique en remplaçant le Cabinet de M. Goremykine par un ministère de coalition dans lequel seraient largement représentés les membres de la Douma et du Conseil de l'Empire. Je suppliai l'Empereur de faire un effort pour sortir du cercle étroit dans lequel il s'était confiné jusque-là pour le choix de ses ministres; appartenant moi-même au milieu de la noblesse provinciale et des « Zemstvos, » je me portais garant de l'esprit de loyalisme dont il était animé, tandis que la bureaucratie mettait une barrière infranchissable entre le trône et le pays. « L'unique but, lui dis-je, que nous poursuivions, mes amis politiques et moi, est de raffermir le pouvoir dangereusement ébranlé par l'agitation révolutionnaire et par les erreurs commises par le Gouvernement. Ne craignez pas de nous témoigner votre confiance, même si nous vous paraissons imbus d'idées trop libérales; rien n'assagit comme le pouvoir et ses responsabilités; au cours de ma longue carrière diplomatique, j'ai vu dans les pays les plus divers et sous toutes les latitudes bien

des hommes politiques connus pour leurs tendances radicales, tant qu'ils étaient dans l'opposition, devenir les plus sûrs gardiens de l'ordre et de l'autorité ; n'a-t-on pas raison de dire que ce sont les contrebandiers dont on fait les meilleurs gendarmes? Est-il possible de croire que des hommes comme M. Mouromtzoff, M. Schipoff, le prince Lvoff, tous propriétaires fonciers considérables, donc forcément intéressés au maintien de la tranquillité et à la solution pacifique de la question agraire, soient moins sûrs et moins conservateurs que des bureaucrates de l'ordre de M. Schwanbach, qui ne sont pas attachés au sol et dont l'unique souci est de conserver les émoluments qu'ils touchent chaque vingtième du mois? »

Passant ensuite à une autre série d'arguments, j'attirai, en ma qualité de ministre des Affaires Étrangères, l'attention de l'Empereur sur l'impression produite par notre crise intérieure sur les Cabinets étrangers et sur l'opinion publique européenne. En dehors des frontières de la Russie, on était unanime à condamner les procédés du ministère de M. Goremykine et on ne comptait, pour le rétablissement chez nous d'un ordre normal, que sur un changement de personnel et de système. Cela paralysait d'avance toute activité de la Russie à l'extérieur, et, — le ministre des Finances pourrait en témoigner, — enlevait toute base solide à notre crédit financier.

A mesure que je parlais, j'avais la satisfaction de m'apercevoir que l'Empereur paraissait de plus en plus ébranlé. Il me fit cependant de nombreuses objections. A ses yeux, la Douma était tout entière dominée par un esprit des plus dangereux et ressemblait plus à un meeting révolutionnaire qu'à une assemblée parlementaire. Dans ces conditions, quelles chances y avait-il de la faire rentrer dans l'ordre par les moyens que je proposais? Et ne verrait-on pas dans une pareille concession une preuve de faiblesse de la part du pouvoir, lequel serait tout de même, au bout de très peu de temps, obligé de recourir à des moyens énergiques?...

Je répondis qu'à supposer même que mes amis politiques et moi nous fussions complètement dans l'erreur et que la Douma ne fût réellement pas viable, le pouvoir, en suivant nos conseils, ne risquait guère d'aggraver la situation. Car si la dissolution de la Douma devenait nécessaire, il y aurait tout avantage à n'y procéder qu'après avoir fait un essai loyal

d'entente avec elle : le pays tout entier en saurait gré au souverain, et, s'il était démontré que cet essai avait échoué par suite d'un parti pris révolutionnaire de la part de la Douma, les éléments sains de la nation suivraient plus volontiers le Gouvernement dans la voie de la répression. On comprendrait même qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, le souverain eût recours à l'établissement d'une dictature militaire : tout était préférable à la situation créée par l'impuissance d'un Gouvernement devenu la risée du pays ainsi que de l'étranger.

A l'issue de l'audience qui avait duré plus d'une heure, l'Empereur, sans prendre un engagement définitif, m'autorisa à entrer en pourparlers avec les personnages mentionnés dans le mémoire, ainsi qu'avec d'autres qui pourraient être désignés par les circonstances en vue de la formation d'un Cabinet de coalition : il fut entendu en même temps que je serais secondé dans cette tâche par M. Stolypine pour lequel l'Empereur me donna un mot écrit de sa main.

Aussitôt rentré à Saint-Pétersbourg, je m'empressai de me mettre à l'œuvre ; d'accord avec M. Stolypine, j'eus des entrevues secrètes avec les principaux personnages de la Douma, en commençant par son président, M. Mouromtzoff. Les pourparlers se poursuivaient, et nous étions à la veille de nous aboucher avec M. Milioukoff qui n'avait pas encore été pressenti par nous, lorsque les événements se précipitèrent brusquement.

COUP DE THÉATRE

C'est le 8 juillet que j'avais présenté le mémoire à l'Empereur; or, le 17, la Douma abordait la discussion du projet d'appel au pays qui, on se le rappelle, devait servir de réponse au communiqué du Gouvernement sur la question agraire. Ce fut l'occasion guettée par M. Goremykine pour livrer une bataille décisive. A trois jours de là, il réunit le Conseil des Ministres et lui déclara, sans même daigner prendre son avis, que la Douma ayant ouvertement adopté une attitude révolutionnaire, il avait décidé de proposer le lendemain à l'Empereur la dissolution immédiate de cette assemblée. Les membres du Conseil étaient prévenus en même temps qu'ils auraient à se réunir ce jour-là, c'est-à-dire le 21 juillet, chez M. Goremykine,

pour y attendre son retour de Péterhof d'où il devait rapporter l'oukase relatif à la dissolution, après l'avoir fait signer par l'Empereur.

Quelle fut la cause déterminante de la brusque décision de M. Goremykine? Avait-il eu vent des pourparlers engagés, dans le plus grand secret, avec la Douma et le Conseil de l'Empire? C'est plus que probable, mais je n'en ai jamais eu confirmation. Quoi qu'il en soit, je connaissais trop bien le caractère de l'Empereur pour douter un seul instant de l'accueil qui serait fait à la démarche du président du Conseil. Je voyais s'écrouler tous mes plans; il ne me resterait, l'oukase une fois signé, qu'à présenter à l'Empereur ma démission, ce que j'étais bien décidé à faire. M. Stolypine partageait entièrement mes sentiments et se préparait à me suivre dans la retraite.

Nous avions tous les deux, M. Stolypine et moi, à prendre certaines mesures en vue du grave événement qui se préparait. Lui, en sa qualité de ministre de l'Intérieur, devait veiller au maintien de l'ordre public qui pouvait facilement être troublé par l'effervescence qui ne manquerait pas de suivre la dissolution de la Douma; pour parer à cette éventualité, l'ordre avait été donné de faire revenir une partie des troupes de la Garde qui se trouvaient dans les camps d'exercice aux environs de la capitale. Quant à moi, il m'incombait de veiller à ce qu'aucune des ambassades ou légations étrangères n'eût à souffrir de cette effervescence; il fallait surtout s'attendre à des démonstrations hostiles contre l'ambassade d'Allemagne, car l'empereur Guillaume passait dans le public pour donner à l'empereur Nicolas des conseils réactionnaires. Mais comme on ne pouvait pas ostensiblement protéger cette seule ambassade, il fallait prendre une mesure générale applicable à tous les représentants étrangers.

Dès le lendemain matin, j'adressai à tous les ambassadeurs et chefs de missions étrangères une circulaire les prévenant que des grèves étaient attendues dans quelques usines de la capitale et qu'un mouvement populaire pouvant en résulter, des détachements de troupes seraient postés dans la nuit du 21 au 22 juillet à proximité de leurs demeures pour leur accorder, en cas de besoin, toute la protection nécessaire. J'ajoutais que les troupes avaient ordre de ne franchir le seuil des locaux diplo-

matiques que si elles y étaient directement invitées par le chef d'une ambassade ou d'une mission. Cette précaution prise, j'employai la journée à tout préparer au ministère des Affaires Étrangères pour pouvoir remettre dans le plus bref délai mes fonctions à mon remplaçant éventuel.

Le soir du 21 juillet, je dînais en très petit comité chez l'ambassadeur d'Angleterre, sir Arthur Nicolson (aujourd'hui lord Carnock). Au nombre des convives était sir Donald Mackenzie Wallace, qui avait fait une brillante carrière dans le journalisme comme correspondant du *Times* avant et pendant la guerre russo-turque et qui, à cette époque, était chargé de la politique étrangère dans le grand organe anglais. Connu personnellement de l'Empereur qui le tenait en grande estime, il lui avait parlé avec beaucoup de franchise, s'appliquant à soutenir la thèse des libéraux modérés. J'avais avec lui de fréquents entretiens, et comme nous étions en pleine communion d'idées et que je pouvais entièrement compter sur sa discrétion, je l'avais mis au courant de mes pourparlers pour la formation d'un nouveau ministère.

Après le dîner, causant avec moi sur le balcon de l'ambassade d'où on avait une vue superbe sur la Néva, sir D. M. Wallace s'aperçut de l'état d'abattement où m'avait plongé l'écroulement de mes projets. Comme il me pressait de questions, je ne lui cachai pas que les événements avaient pris une tournure défavorable, mais ne pus lui révéler le coup de théâtre qui se préparait pour le lendemain. A ce moment, nous fûmes rejoints par sir A. Nicolson qui me demanda ce que signifiait exactement la circulaire qu'il avait reçue de moi dans la journée. Je n'avais pas le droit de lui confier la vérité : je me contentai donc de répondre que le gouvernement avait des raisons pour s'attendre à de sérieux désordres pour le lendemain, mais qu'il n'y avait rien à craindre pour la sécurité de l'ambassade.

De l'ambassade d'Angleterre, je me rendis directement, à pied et en longeant les quais, à la résidence de M. Goremykine où les membres du Conseil des Ministres devaient attendre son retour de Péterhoff. Malgré l'heure tardive, la Néva, majestueuse dans son lit de granit, était encore éclairée par la lumière blafarde d'un soleil invisible, mais qui, à cette époque de l'année, ne quitte l'horizon de Saint-Pétersbourg que pour

quelques instants. En évoquant aujourd'hui, après douze années révolues, le souvenir de cette nuit, je ressens dans toute sa force le sentiment de profonde tristesse qui m'étreignait à ce moment où la Russie, déjà éprouvée par tant de souffrances et d'agitations, allait être engagée dans une voie au bout de laquelle je ne prévoyais que de nouvelles et plus cruelles épreuves. La mélancolie qui se dégageait du tableau que j'avais sous les yeux rendait ce sentiment encore plus poignant, et je me rappelle que, tout en marchant et songeant à tous les maux dont souffrait mon pays, je répétais machinalement les vers d'un de nos poètes qui fait dire à cette nuit livide et comme malade d'insomnie :

Poursuivant au-dessus de Vous ma course inlassable,
J'ai vu de mes yeux inquiets
Tant de souffrances, tant de larmes et tant de mal
Que moi-même je n'ai pu m'endormir...

Dans le cabinet de travail de M. Goremykine je trouvai réunis au grand complet tous les membres du Conseil des Ministres, à l'exception de M. Stolypine, qui était resté au Ministère de l'Intérieur pour y veiller pendant la nuit aux mesures de précaution rendues nécessaires par le coup de force qui se préparait pour le lendemain. En attendant le retour de M. Goremykine, le Conseil s'occupait de l'expédition de quelques affaires courantes. Enfin, vers minuit, nous entendîmes le timbre annonçant l'arrivée du Président du Conseil et nous vîmes aussitôt s'encadrer dans la porte sa figure de vieux bureaucrate : dès le seuil, affectant les grandes manières des anciennes cours, il nous adressa en français cette phrase que, de toute évidence, il avait soigneusement préparée le long de la route : « Eh bien! Messieurs, je vous dirai comme Mme de Sévigné apprenant à sa fille le mariage secret de Louis XIV : je vous le donne en mille, je vous le donne en cent, devinez ce qui se passe... »

J'eus à ces mots comme une lueur d'espoir que la proposition de dissolution avait été rejetée par l'Empereur; mais cet espoir ne fut que de courte durée. Après avoir joui un moment de nos mines ébaubies, M. Goremykine nous annonça qu'il rapportait dans son portefeuille l'oukase de dissolution signé

par l'Empereur, mais qu'en même temps Sa Majesté avait daigné le relever, lui, M. Goremykine, des fonctions de Président du Conseil et décidé d'appeler à ce poste M. Stolypine qui recevrait du souverain des indications ultérieures pour d'autres modifications à apporter à la composition du Cabinet.

***

Le lendemain matin, à la première heure, l'oukase de dissolution paraissait à l'*Officiel*. Lorsque les députés se présentèrent au palais de Tauride, ils trouvèrent celui-ci militairement occupé et ne purent en franchir le seuil. Quelques tentatives de démonstration dans les rues avoisinantes furent facilement réprimées par la police. En somme, l'ordre dans la capitale ne fut nulle part sérieusement troublé, et le succès de ce premier coup de force parut donner raison à ceux qui affirmaient que le Gouvernement n'avait qu'à se montrer énergique pour en imposer aux éléments révolutionnaires.

A. Iswolsky.

(A suivre.)

LE CAFÉ-CHANTANT[1]

I

Blidah était en fête. Les Arabes célébraient le dernier soir du Ramadan. Pendant que sept heures sonnaient aux horloges, une salve de canon partait d'une des collines environnantes, se déployait en roulements sourds dans l'azur enflammé, et venait mourir sur la ville basse, déjà baignée d'ombre. Les maisons blanches de la ville haute, plus proches, s'ébranlaient. De toutes parts, des you-you éclataient, des cris de réjouissance, des invocations à la gloire d'Allah. Dans les rues étroites, des bandes joyeuses d'enfants, en gandourahs de soie bleues et roses, en babouches vernies, lançaient des pétards, applaudissaient de leurs petites mains rougies de henné jusqu'aux poignets, et entonnaient à tue-tête des refrains populaires. De loin en loin, le battement assourdi d'un tambourin, la chanson aiguë et nasillarde d'une *raïta* annonçaient l'approche d'une procession de pélerins.

Entre les murs pleins des constructions menues, parmi les courettes badigeonnées à la chaux bleue, c'était une animation débordante. Les femmes, en costumes bariolés de satin et de dentelles, allaient et venaient, se hâtaient pour recevoir les Sidis au retour de la Mosquée, activaient la préparation du repas du soir, mettaient un dernier ornement à leur toilette, décoraient leurs têtes coiffées de foulards d'or avec des guirlandes de jasmin et de mimosa, et parfois s'interrompaient pour exhaler de leurs poitrines sonores un you-you de joie palpitante. Une odeur d'encens flottait depuis midi, mêlée aux parfums des

(1) *Copyright by* Elissa Rhaïs, 1919.

fleurs orientales, à la vapeur forte qui montait des marmites enfumées mijotant autour des vasques d'eau sur des feux de bois... Toutes les maisons mauresques, toutes les ruelles et les placettes, tout le quartier arabe, toute la campagne alentour étaient en liesse...

Seule, cependant, une habitation très ancienne, s'élevant un peu à l'écart et montrant au flanc du côteau de Sid-El-Kebir sa façade orgueilleuse, semble ne pas prendre part à l'universelle ivresse de tapage et de plaisir. C'est la demeure de Sid El Haloui, un caïd retraité, de noble souche. Les épaisses murailles blanches, décorées d'arabesques de plâtre et percées de lucarnes en ogives, demeurent immobiles, inébranlées... Tout autour, comme par un respect instinctif de la foule, il s'est fait un silence d'une mélancolie infinie. A l'intérieur, un calme auguste, une paix sereine tombe, du firmament haut et déjà sombre, sur la *tabia* (1) brillante de vieilles mosaïques jaunes, où frissonne un saule gigantesque. Autour d'un puits, le long d'une margelle bleue, une multitude de petits pots de basilic, de dimensions égales, alternent avec des vases d'œillets « joue de vierge. » Au milieu de la tabia, une table basse est dressée. Sur un plateau de cuivre, la lourde vaisselle de Gournah, à gros filets d'or, s'étale et miroite parmi les jasmins et les églantines.

Le maître de la maison est assis près de là, sur la *hidoura* (2) de fête, en peau de mérinos blanc. Vêtu d'une gandourah de soie, à pompons beiges, les pieds nus, ses sandales marocaines en cuir jaune déposées auprès de lui, il fume paisiblement un narguileh à l'eau de fleurs d'oranger. Il suit d'un œil distrait la fumée grise et odorante qui s'échappe de ses lèvres brunes, et monte en spirales dans l'air bleu du soir. Il écoute les pas furtifs de sa femme qui va et vient dans la cuisine d'en face, occupée à accommoder le souper...

Les grondements du canon de Ramadan ont cessé. La voix du *medfa* qui consacre la fin du long carême s'est tue tout à fait. Le calme retombe, plus absolu encore...

Soudain, dans ce silence, le hennissement d'un cheval à l'autre extrémité du jardin se fit entendre, et tira de sa rêverie le paisible fumeur. Le vieux caïd sourit.

(1) Sorte de cour entourée d'une palissade, sur le derrière de la maison.
(2) Petit tapis de peau.

— Saïd s'ennuie et s'énerve, pensa-t-il. Il y a deux jours que je ne l'ai fait sortir... Si j'allais faire un tour après souper? Je descendrais volontiers voir les rues bruyantes de ce soir de fête... Cela me divertirait un peu de ce silence des campagnes qui finit par m'oppresser...

Mais aussitôt, la vision de sa femme se présenta à son esprit. Il en éprouva quelque gêne, quelque honte peut-être...

— Elle restera seule! se dit-il. Elle qui est déjà si triste depuis une année, depuis que son cher Youssef est mort au pays des Roumis!...

Les traits de Sid El Haloui s'embrumèrent; un soupir s'échappa de sa large poitrine.

— Non, murmura-t-il, cela ne doit pas se faire... La laisser seule avec sa peine... Surtout ce soir... Car c'est aux jours de fête que la place du disparu semble plus vide encore et que le chagrin de son absence étreint l'âme...

A ce moment, un second hennissement de Saïd, plus fort que le premier, retentit dans le jardin. Le sang du vieux cavalier bouillonna dans ses veines saillantes. Son œil noir s'alluma.

— Sur Allah, cet impatient de Saïd veut sortir, ce soir... Son âme se serre aussi... Il ne supporte plus le repos et la solitude... Enfin... nous verrons... Peut-être... si Allah veut... après souper, je descendrai prendre un café en ville, et je remonterai aussitôt...

Une bonne odeur de *meqqetfa* (1) assaisonnée de piments se répandit dans la cour. La maîtresse de maison parut, soulevant entre ses mains une soupière minuscule de porcelaine rose à fleurettes dorées.

Ella Fathma était une femme d'un âge mûr. De taille moyenne, grasse, de teint pur, de traits fins et délicats, elle possédait un charme tout oriental. Son port était imposant, d'une élégance native. Son maintien était digne. De l'ensemble de sa personne se dégageait un air de mélancolie douce, de tristesse résignée. Elle était toute vêtue de blanc. Ses pieds nus, discrètement rougis, glissaient sur les mosaïques jaunes de la tabia, reluisante de propreté, malgré l'usure. A ses doigts effilés et pâles, révélant sa noble race, une teinte passée de henné,

(1) Soupe orientale aux dâtes, aux épices et aux herbes aromatiques.

se distinguait encore. Elle portait au front un étroit bandeau de tulle, signe d'un deuil austère. Ses paupières étaient gonflées et bleuies. Elle avait beaucoup pleuré en effet, dans l'après-midi, au cimetière de Sid-El-Kebir, sur la tombe du fils d'une vieille amie, à défaut de celle de son fils propre. Elle avait beaucoup pleuré, elle avait chanté, sur un air lugubre, des complaintes torturantes à l'âme de son Youssef, mort en héros, et elle se serait déchiré les joues, si ce n'eût été offense à Allah, ce dernier soir de Ramadan...

Les bras tendus en avant, les yeux fixés sur sa meqqetta rouge et fumante, Ella Fathma avança vers la table basse. Elle déposa avec précaution la petite soupière rose parmi les fleurs, puis, du même pas indolent de sultane triste, elle retourna à la cuisine, les mains vides.

Elle en ressortit presque aussitôt. Elle apportait cette fois une énorme pastèque, fendue par le milieu. Sous la peau verte et lisse, entre les lèvres blanches, le cœur du fruit, piqué de larges grains noirs, éclatait en chair rouge et appétissante.

— La pastèque de cette année est *sortie* bonne, ma sœur? demanda Sid El Haloui à sa femme.

— Regarde, seulement, ya sidi... Cette année sera heureuse et bénie... Allah fera terminer cette guerre, implora Ella Fathma en levant les yeux vers le ciel déjà fourmillant d'étoiles. Car tes enfants, ô mon Dieu, ont assez souffert, les uns dans la mort, les autres dans la vie!

Ella Fathma se tut. Elle plaça la pastèque dans une terrine d'argile rouge, où elle versa un demi-seau d'eau fraîche qu'elle venait de puiser. Puis elle prit place en face de son mari, et, après un *Bismi Allah* des deux époux, après la prière un peu longue des soirs de fête, le souper commença.

Il fut entrecoupé de rares paroles, mais dont la guerre ne cessa d'être le sujet. Questions et réponses étaient calmes et mesurées. Elles affirmaient la foi profonde, le fanatisme intérieur, la soumission sans plainte au Tout-Puissant Allah, de qui les volontés aux mobiles inconnus sont supérieures aux vaines agitations des hommes.

Le repas fut frugal et dura peu. La meqqetfa épicée, un peu de couscous au mouton, un plat de viande aux amandes, et l'on découpa la pastèque rafraîchie. Elle était douce et fondante. Le mari et la femme la savourèrent à l'aise, désaltérant leurs

bouches desséchées par la chaude et interminable journée.

Déjà Ella Fathma, après avoir remercié Dieu d'un *Hemdou Allah*, s'essuyait les lèvres et s'apprêtait à se lever de table pour vaquer à son ouvrage, quand, du fond de son hangar, Saïd poussa un troisième hennissement, plus prolongé, plus nerveux que les deux premiers, et fit retentir les échos des montagnes...

Ella Fathma demeura interdite, pétrifiée. Elle lança à son mari un regard d'inquiétude. Superstitieuse, comme toutes les femmes de sa race, elle savait que c'est un signe de mauvais augure quand un animal domestique ou bien imite le cri d'un autre animal, ou bien, comme c'était ici le cas, crie lui-même à des heures inaccoutumées. Elle avait entendu de la cuisine e premier hennissement de Saïd, puis le second. Elle avait voulu n'y point prendre garde. Mais au troisième, son cœur se serra brusquement. Ces hennissements répétés, par ce soir de fête, lui faisaient mal. Le dernier surtout résonna dans son âme endolorie comme un présage de malheur...

— Saïd a envie de gambader ce soir... Il a chaud dans sa litière.., risqua Sid El Haloui qui avait deviné les appréhensions de sa femme, connaissant son excessive crédulité.

Il n'était pas crédule du tout, ni superstitieux, lui, le vieux et rude guerrier ! Son métier ne lui avait guère laissé de loisir pour ces choses-là ! Il n'avait connu que l'ivresse des victoires remportées au Maroc, les joyeuses haltes guerrières, l'imprévu troublant des alertes, le crépitement de la poudre et le cliquetis des sabres. Sa vie tourmentée, toute d'action, ne lui avait point permis d'observer et d'approfondir certaines combinaisons du hasard, certaines coïncidences extraordinaires, que, dans sa race, on tenait pour des présages infaillibles. Il ignorait les dictons d'ancêtres, et il était entièrement dépouillé de tous les préjugés courants de l'Islam.

Ella Fathma était restée jusque-là sans desserrer les lèvres. Un pénible silence se faisait. Mais tout à coup, voici qu'un quatrième hennissement du cheval éclata.

— Qu'a-t-il, ce soir, Saïd? dit enfin Ella Fathma devenue blême. Il me taillade le cœur, avec cette façon de hennir, dans cette soirée où les anges ont abandonné les hommes... Allah! supplia-t-elle, conserve-nous ton appui et ta bénédiction!...

— Bah! s'écria Sid El Haloui, comme tu te tourmentes

pour peu de chose! Saïd est jeune. Il y a deux jours que je ne l'ai fait sortir. Avec cela, une abondante nourriture... Il est fatal que son sang s'échauffe!... Tiens, reprit-il après une seconde d'hésitation embarrassée, pour l'apaiser... j'ai envie de descendre jusqu'en ville et de remonter tout de suite... Cela lui brisera les jarrets, lui assouplira les nerfs...

Ella Fathma trouva toute naturelle cette idée de son mari. Au surplus, si Sid El Haloui avait lui-même le désir de faire un peu de cheval, elle ne tenterait point de l'engager à se départir d'une habitude qui avait été la passion de sa vie. Sid El Haloui sortait assez souvent à cheval, le soir, surtout pendant les limpides nuits d'été. « Péché le sommeil, disait-il, par ces moments où l'on respire dans le souffle de l'air l'odeur des béatitudes de la Djenna! » Et il sautait sur Saïd pour ne rentrer qu'au lever du soleil et venir conter à sa femme qu'il adorait les splendeurs nocturnes des campagnes endormies.

Ella Fathma approuva donc son dessein. Sidi El Haloui alors se leva, rentra pour endosser une paire de burnous en beau drap luisant, se coiffa de sa volumineuse chéchia entourée de cordes et d'un voile blanc, chaussa ses bottes de filali brodées d'argent, et descendit aussitôt habiller Saïd, qui frémit de joie et d'impatience en reconnaissant les pas de son maître. En un clin d'œil, le fringant cheval arabe, à robe blanche, longue queue, museau effilé, fut revêtu de sa selle de cuir grenat à hauts arçons relevés d'arabesques, d'un poitrail et d'un frontal portant une main d'or, ainsi que d'un vieux haïk marocain à rayures jaunes, rouges et bleues.

Cependant, la satisfaction de Sid El Haloui n'était pas sans mélange. Il n'était pas content du simple *Bqaï âla khir* qu'il avait jeté à sa femme en s'éloignant d'elle. Il s'en voulait de l'avoir ainsi abandonnée. Aussi, avant de monter Saïd, il ne résista pas au besoin de retourner sur ses pas; il fit zigzaguer de nouveau dans les allées obscures ses bottes neuves déjà garnies d'éperons d'argent.

Il trouva Ella Fathma qui avait lestement débarrassé la table et qui, ayant retroussé sur ses bras blancs les manches fines de son corsage de tulle, s'apprêtait à laver la vaisselle. Car depuis que la vieille négresse Dadda Merdjana était morte, Ella Fathma n'avait jamais voulu la remplacer, par fidélité à sa mémoire. Elle espérait aussi qu'en se donnant plus d'occupa-

tion, elle arriverait à oublier un peu la douleur de son fils chéri, qui dormait là-bas parmi les roumis, sans tombe ni visites pieuses.

Sid El Haloui s'approcha d'elle, l'attira tendrement à lui, et lui murmura :

— Ma petite mère, ne t'ennuie pas : je rentrerai bientôt...

— Va, mon ami, va te distraire un peu. Cela est nécessaire à l'homme. Moi, tu le sais bien, je ne m'ennuie jamais...

Encore qu'elle fût sincère en ces paroles, Ella Fathma ne put s'empêcher de penser au vieux dicton : *Le cœur de l'homme est étroit comme le cœur du rossignol...* (Il est étroit, en effet, le cœur de l'homme, et égoïste, et impatient de jouissances, comme l'oiseau qui, avide de liberté, ne parvenant pas à rompre les barreaux de sa cage, se donne la mort en s'étranglant de ses griffes...) *Tandis que le cœur de la femme est large, large comme le cœur de la vache qui donne son lait et son veau d'un œil paisible, car Allah versa la paix dans son âme...*

— Lâche seulement Sloughi et laisse la porte entr'ouverte, poursuivit Ella Fathma. Nous n'avons rien à craindre lorsque lui veille...

Sid El Haloui hésitait encore. C'était à regret qu'il quittait sa femme. Ella Fathma comprit ses scrupules.

— Allons, va, mon ami, lui dit-elle. Qu'Allah soit avec toi !

Et elle ajouta :

— J'ai encore à tourner longtemps dans la maison avant d'aller me reposer. Je n'aurai pas le temps de penser à ma solitude que tu seras de retour. Vois tout ce qui me reste à faire...

Ella Fathma compta sur ses dix doigts :

— A refaire mon levain pour le *metlô* (1), à finir de mijoter la confiture d'oranges, à cribler la semoule pour les *kîkat* (2), à préparer le linge pour la *ziara* (3) de demain à Sid-El Kebir...

Sid El Haloui sourit légèrement à cette énumération copieuse et naïve, qu'il savait surtout faite de grandeur d'âme. Il déposa sur le front de sa compagne un baiser affectueux, et lui dit :

— Qu'Allah t'aide, ô mon amie !

(1) Pain de semoule fait à la maison dans des sortes de plats de terre cuite.
(2) Galettes en couronnes.
(3) Pèlerinage.

— Allah te protège ! répondit Ella Fathma.

Et elle accompagna son mari jusqu'à la balustrade de pierre qui entourait la tabia. Elle le vit se diriger vers la niche de briques au milieu du jardin, détacher de ses chaînes leur énorme chien kabyle, puis rejoindre Saïd qui, au pied d'un cyprès, trépignait et ruait, en agitant frénétiquement son abondante crinière.

Et Sid El Haloui s'en alla, majestueux et superbe dans ses habits de fête, sur sa monture étincelante.

Ella Fathma écouta quelque temps le sabot de Saïd résonner dans le silence d'alentour. Les bruits de gaieté de la ville prochaine parvenaient confusément, comme en rêve... Ella Fathma sentit à nouveau une angoisse lui mordre la poitrine. L'écho du piétinement du cheval s'évanouissait dans la nuit calme, sur la route qu'elle savait déserte...

II

Cependant, par le chemin national, large et bordé de platanes, Sid El Haloui descendait vers la ville. Il sentait son coursier magnifique piaffer sous lui, se cambrer et frémir, comme pour une parade. La brise de la nuit, chaude, voluptueuse, frôlait le feuillage obscurci des grands arbres, promenait des senteurs de jasmins, d'orangers et de roses sous la calme féerie du ciel d'étoiles. A droite de la route, quelques villas européennes, avec leurs contrevents verts et leurs petites treilles de vigne, dormaient au clair de lune. A gauche, des rochers escarpés, aux découpures pittoresques, dévalaient vers le lit de l'Oued-El Kebir, et l'on entendait en bas, parmi des oliviers décharnés et des figuiers biscornus, le murmure étouffé du courant invisible. La nuit resplendissait.

Pourtant, Sid El Haloui ne goûtait pleinement ni la douceur embaumée de l'air, ni l'harmonie tranquille du paysage familier. Il était mécontent de lui-même. Il se reprochait d'avoir quitté sa chère compagne. Elle lui avait paru ce soir plus triste, plus fatiguée que les autres jours. Ses cheveux, qu'elle ne teignait plus depuis la mort de son enfant, — comme ses mains et ses pieds, — étaient tout blancs déjà, quoiqu'elle fût assez jeune encore, de beaucoup plus jeune que son époux. Et comme son front s'était ridé dans cette année de deuil !...

« O pauvre femme, soupira Sid El Haloui, elle qui ne méritait que récompense, Allah l'a éprouvée durement! Plus elle va, plus elle déteint. De sa personne la moitié a diminué. Elle est devenue vieille entre les vieilles... Devant moi, je sens qu'elle contient ses lamentations et ses larmes. Elle me dissimule sa douleur qui la brûle. Elle feint de parler de choses insignifiantes, elle fait effort peut-être pour s'y intéresser elle-même. Mais moi, je sais bien que sa raison n'est qu'avec son fils. Il y a dans son cœur un trou qui se creuse, se creuse, saigne sans cesse. Elle entre patiemment tous les jours sous la terre... On dirait même qu'elle aime sa souffrance, qu'elle s'y complaît, qu'elle éprouve comme une volupté à l'entretenir, à la prolonger... Elle était presque heureuse, tout à l'heure, que je m'éloigne d'elle... C'est mal à moi de l'avoir abandonnée à la solitude, qui est complice de la douleur. La malchanceuse va éteindre le feu par le feu!... Perdre un fils unique, en effet, un fils de vingt ans! Et comment le perdre? Sans l'avoir vu malade, sans l'avoir pu veiller une nuit ou une heure, sans lui avoir tendu une gorgée d'eau ! Tombé là-bas, nous ne savons ni où ni comment, et puis couché dans une terre inconnue, sans une pierre de sépulture, sans un marabout pour le protéger... Un fils unique, aimant et doux, qui me remplaça bien souvent auprès d'elle, qui combla le vide de mes longues absences, tandis que je devais voyager dans les douars lointains, que je faisais campagne dans les monts perdus du Maroc ou du Sud Tunisien... Un fils de vingt ans! Le perdre, au moment où elle croyait le marier! Elle lui avait choisi déjà sa femme parmi les plus dignes et les plus belles vierges musulmanes de Blidah. Elle avait déjà préparé jusqu'aux petits fagots de bois pour allumer les feux du repas de noces. La mort est venue le lui ravir, et c'est comme une fève grillée qui lui aurait sauté d'un *tadjinn* (1). A la vérité, si pareil malheur lui était apparu seulement en rêve, elle se serait éveillée épouvantée... Nous autres hommes, nous sommes bien moins à plaindre. Nous sommes bien plus faciles à consoler, surtout lorsque nous avons la pensée que ce membre de notre famille a succombé sur un champ de guerre. La noblesse de la cause qu'il a défendue avec son cœur, sa mort qui brille comme un diamant aux yeux d'Allah et des

(1) Sorte de plat rond de terre cuite, servant à griller les légumes secs, faire le pain de maison, etc.

hommes, cela suffit à apaiser notre regret... Mais une femme, une mère, peut-elle comprendre? Sa douleur est trop forte. La brûlure de son cœur n'a ni remède, ni médecin. Elle ne regrette que son enfant, elle ne voit que son enfant perdu! Ah! cette guerre! cette guerre! Allah maudisse ceux qui l'ont voulue!... »

Tout à ses tristes réflexions, Sid El Haloui avait lâché les brides de son cheval. Saïd, s'en donnant à cœur joie, gambadant, galopant tout à son aise, eut bientôt passé la route nationale. Et sans s'en rendre compte, Sid El Haloui se trouva devant les remparts de la ville. Il fut tiré de sa rêverie par une rumeur assourdissante, par des bruits de pétards, de tambourins et de castagnettes de cuivre. Il releva la tête, et fut tout surpris d'apercevoir déjà les lumières de Blidah.

A mesure qu'il approchait, le brouhaha grandissait à ses oreilles. Maintenant, il percevait nettement les acclamations, les appels, des phrases entières de souhaits de fête, et au-dessus du tumulte, la voix traînante et gutturale des petits Arabes qui criaient à qui mieux mieux :

— Venez, voilà les *qbibate!* (1)

— Venez, voilà les *meqrote!* (2)

— Venez, voilà le pain chaud!

— Venez, voilà les *khettaf!* (3)

— Venez, voilà le jasmin!...

Sid El Haloui se redressa, ramena sur ses épaules ses burnous qui lui avaient glissé jusqu'aux coudes, et, tendant les rênes de sa monture, il franchit lentement la Porte de Rahba.

Il traversa la place du Marché Indigène. Elle était encombrée de burnous et de gandourahs multicolores. Une odeur de chair humaine, de laine neuve, de tissu empesé flottait dans l'air chaud, alourdi par la fumée des narguilehs et des pipes de *chira*. Au fracas des tambourins et des castagnettes de cuivre, des groupes de nègres en furie exécutaient des danses barbares. La chaleur était intense, suffocante. Les petits yaouleds ambulants s'égosillaient à crier leurs *qbibate* rouges, vertes, bleues, mauves, roses, blanches, qu'ils promenaient et balan-

(1) Sortes de dômes (*qbibate*) en cire de couleur, entourés de multiples petites bougies, que l'on apporte en offrande aux marabouts pour les jours de fête.

(2) Gâteaux de semoule en forme de losanges (*meqrote*) fourrés de dattes et d'amandes et arrosés de miel.

(3) Gâteaux de vermicelle imprégné de beurre et de miel.

çaient dans la nuit comme des lucioles. Les corbeilles des vendeurs de jasmin envoyaient en passant des bouffées enivrantes. Des avalanches de ces fleurs en étoiles roulaient de mains en mains, et dans sa gandourah ou son burnous, pour deux ou trois sous, chacun en emportait une demi-douzaine de guirlandes, pendues à des branchettes de poivrier et artistement piquées de belles-de-nuit et de mimosas. Des négresses aussi, de plantureuses négresses du Sud, vendaient du pain chaud, des gâteaux aux amandes et aux anis. Mais elles offraient leur marchandise en silence... A tous les coins de la place, de petits étalages de pâtisseries au miel brillaient à la lueur de chandelles de suif sur des planchettes de bois...

Des parents, des amis se rencontraient, se jetaient dans les bras les uns des autres, et se baisaient aux mains ou aux épaules. Les cafés maures étaient bondés. Il se dégageait de ces boutiques flamboyantes une senteur âcre de cuivre, de thé, de cannelle, de girofle. Des enfants s'attroupaient à l'étalage d'un mozabite, qui faisait cuire des *zlabïa* (1) dans un four carrelé de faïences bleues. Le relent de l'huile d'olives, de la pâte flasque à la friture, prenait à la gorge.

Sid El Haloui étouffait. Il pressa les flancs de son cheval, se fraya un passage à travers toute cette foule, et gagna la place d'Armes, le cœur même de la ville.

Elle était presque déserte. Les quelques bâtisses européennes qui la bordent se montraient à peu près toutes closes et endormies. Personne autour du kiosque de musique central à la chinoise, où chaque année, pour le mois de juin, au tintamarre des trombones et des clarinettes, venaient s'ébattre, en des pitreries fameuses, les colons espagnols et les rastaquouères de toute essence accourus à grand charivari des quatre coins du département. Personne aussi sur les terrasses des cafés « modernes. » Quelques garçons sommeillaient contre le bord des tables nues. A peine, sur un banc isolé, apercevait-on un vieux militaire à la jambe de bois, qui paraissait conter, pour la centième fois, à un camarade tout aussi vieux et relativement distrait, quelque ancienne histoire de bataille, et qui grattait son gosier à chaque phrase...

Dans la rue d'Alger, contiguë à la placette, le vide et le

(1) Gâteaux au miel faits d'une pâte croustillante en forme de tuyaux incurvés

calme étaient déjà moindres. Devant les portes des maisons, des familles européennes étaient installées sur des chaises, prenant le frais, écoutant, là-haut, le bacchanal de la fête arabe... Sur d'autres seuils, assises à terre, des Juives à foulards de soie et cafetans de velours tenaient entre leurs genoux des tamis de paille et roulaient du *cahoua* (1), tandis qu'elles débitaient, de leur voie aiguë et chantante, quelque cancan du voisinage...

Sid El Haloui arriva ainsi au milieu de la rue du Bey. Ici, l'animation reprenait un peu, l'on se trouvait de nouveau en quartier oriental. Quelques cafés maures étaient remplis d'Arabes en burnous de soie blanche et chéchia de cordes. Sur les terrasses, d'une natte à l'autre, des conversations s'échangeaient, discrètes et pondérées. Les devantures fraîchement arrosées étaient égayées de jolies escabelles de buis, autour desquelles couraient des pots de basilic enlacés de jasmins. Dans les boutiques obscures, on entrevoyait des guirlandes de papier rouge et bleu, des vasques d'eau miroitantes de mosaïques, la forme mouvante et léchée de reflets rouges d'un *kaouadji* devant son four, et plus au fond, contre le soubassement d'un mur rose, la silhouette alanguie d'un vieux rêveur en extase...

Les cafés maures dépassés, la rue du Bey continuait en pente rapide, plongeant dans l'ombre et la solitude. Sid El Haloui ralentit le pas de son cheval. Doucement, il commença de longer les petites constructions blanches, aux abords moins bruyants, peu fréquentés. Il gagnerait la seconde extrémité de Blidah, sortirait par la porte Zaouïa, ferait le tour des remparts, et après un café chez Sid Slimann, il remonterait à sa demeure...

Cependant, comme il allait ainsi, paisible, dans la nuit étoilée, entre les maisons mauresques, il entendit à quelque distance les sons très doux d'un orchestre oriental... la plainte, étouffée parmi l'ombre, d'un violon peut-être... d'une guitare... avec accompagnement de la derbouka et du tambour de basque... D'où venaient ces sons?... Cette manière de mélopée le saisit aussitôt, lui attendrit le cœur, caressa ses vieilles oreilles endurcies au fracas des balles...

« De la musique!... De la musique!... Allah! Allah! mur-

(1) Pâtes à la mode juive, en forme de grains de café (*Cahoua*).

mura-t-il en un soupir d'extase. Que de jours se sont couchés depuis que je n'en ai entendu!... »

A mesure qu'il avançait, il distingua une voix de femme... Une voix de *maâllma* (1), sans aucun doute... Quelques bribes seulement lui en parvenaient, au hasard du vent et des variations de l'orchestre, qui par moments la couvraient tout entière... La voix était ample, puissante... Il reconnut qu'elle chantait le prélude de la Chanson de la Soirée (*El Achoue*). Et ses entrailles se fondirent, son épiderme se détendit, comme sous l'eau pure d'un bain de rivière par un soir d'été.

Il arrêta Saïd. Il écouta encore, anxieusement... Il scruta les alentours, essaya de saisir d'où montait cette harmonie...

Un Arabe vint à passer, solitaire :

— Que ta fête soit avec la santé, ô Sid El Haloui!

L'homme se courba, ramassa un pan du burnous du caïd, et le porta à son front, puis à ses lèvres.

Sid El Haloui répondit par la formule d'usage :

— Sur moi et sur toi!

Dans l'ombre, il ne distingua pas les traits du passant. Il ne le reconnut pas.

— Tu vas te réjouir un peu? reprit celui-ci.

— Non. Je me promène. Où est cette *n'bita?* Y a-t-il une noce par là?

— Je ne crois pas. Ce que nous entendons d'ici, c'est la musique du café Beggar... Il vient de rouvrir ce soir... Qu'Allah le fasse triompher! Il remue la ville!...

— Tu y vas, toi?

— *Hi-i-i-ik*, s'écria l'inconnu. Que me manque-t-il à moi qui louche? Une verrue sur ma paupière?... Tu te moques de moi, Sid El Haloui... Ne va chez Beggar, tu le sais bien, que le riche, le *chérif* ou le *ârif*. Moi, je ne suis qu'un fruitier pour mon sort... Que veux-tu que j'aille me déchirer les joues dans ces endroits?

Sid El Haloui sourit finement, du haut de son cheval. L'Arabe lui souhaita encore :

— Puisses-tu gagner, ô sidi!

Et il s'éloigna d'un pas régulier.

La symphonie des instruments à cordes, la voix de la *maâllma*

(1) Maîtresse chanteuse.

continuaient à monter par intervalles au milieu du silence, lentes, alanguies, enlaçantes, comme un concert de sources murmurantes dissimulées quelque part dans la nuit chaude... Une tentation à rendre foû un musulman...

— Par Allah! prononça tout à coup Sid El Haloui, mon âme est enterrée depuis cette guerre! Plus une fenêtre de joie, depuis que cette malédiction est venue jeter son *telliss* (1) sur notre ville de lumière! Sur ma destinée noire, il faut que j'aille demander un coin dans cette maison de bonheur, que ce soit la maison du Sultan ou du Chitan !...

Il n'y tint plus. Il piqua sa monture qui repartit au galop, atteignit en quelques instants le bas de la rue du Bey, puis, ayant pris à droite, il vint faire halte sur le devant d'un grand portail. Un portail ogival, bois de chêne et clous de cuivre, dont les abords se trouvaient encombrés par de nombreux Arabes en costumes de fête.

C'était l'entrée du célèbre café-chantant Sid Mohammed El Beggar.

Sid El Haloui sauta de cheval, lança les brides à l'un des innombrables yaouleds qui, appuyés contre la muraille, fumaient des petits bouts de cigarettes abandonnés sur le seuil par les riches mercantis, et tout en dégustant la saveur de la fumée bleue, s'enivraient gratuitement des lambeaux de musique et de chant qui pouvaient s'échapper des lourdes tentures de la salle du café.

Sid El Haloui n'avait jamais pénétré dans ces mystérieux concerts de nuit, où, dit-on, la raison s'égare, où naît l'oubli de Dieu et des devoirs sacrés. Mais il était vieux aujourd'hui ! Une belle danseuse ou une chanteuse, si passionnée qu'elle fût, ne risquait plus de le bouleverser dans son esprit et dans sa chair... Il ne pouvait qu'admirer la souplesse d'un corps étincelant, les modulations d'une voix harmonieuse... C'était tout.

Devant le grand portail, éclairé par un fanal enfumé à l'intérieur duquel vacillait une mèche à pétrole, le groupe des Arabes s'augmentait à chaque instant de nouveaux burnous blancs, surgis sans bruit des ruelles adjacentes. Tous venaient se presser sur le seuil, autour d'une table ronde recouverte d'une *fouta* bariolée. Derrière cette table, un jeune Kabyle était

(1) Sorte de manteau marocain, de couleur ordinairement sombre.

assis. Très propre, rasé de frais, il tenait entre ses mains une petite boîte de tôle verte qui lui servait de caisse. Chaque client passait, fouillait dans son *tesdam*, et avançait sans rien dire une pièce de cinquante centimes : lui, la ramassait prestement et l'enfouissait dans la petite boîte verte. Et aussitôt après, le portail entrouvert, un épais rideau de toile rouge s'écartait devant l'homme qui avait payé son droit d'entrée...

Sid El Haloui écoutait, de plus en plus émerveillé par la voix de femme qui lui parvenait moins distante, mais toujours en sourdine. Maintenant, les paroles chaudes lui poignaient l'âme. Il était à la fois secoué et brûlé par ces accents profonds, douloureux comme des sanglots. Malgré lui, une larme lui monta aux yeux...

— Qui chante ainsi? demanda-t-il au portier du café.

— Une femme! répondit l'autre négligemment, pressé qu'il était de rendre de la monnaie et d'en recevoir de la nouvelle.

— Une femme! Je le sais bien, mulet! Mais qui est cette femme? Quel est son nom?

— Eh! tu ne la connais pas encore, depuis le temps qu'elle travaille ici et qu'on parle d'elle? C'est Halima Fouad El Begri, originaire de Laghouat, bougonna le Kabyle dans un geste d'impatience.

Troublé par la curiosité de voir cette femme qui chantait avec tant de feu, Sid El Haloui risqua lui aussi sa pièce de cinquante centimes, et recommanda de nouveau Saïd à son yaouled ; ce à quoi plusieurs voix à la fois lui répondirent qu'il pouvait aller tranquille. Toutefois, au moment de franchir le grand portail, il se sentit rougir jusqu'aux tempes. Un flot de sang lui colorait le visage, comme une coulée de cochenille. Sa conscience grondait. Elle lui reprochait durement cette sorte d'impiété, après le long mois de carême austère. Ce n'était pas à lui, Sid El Haloui, le caïd vénéré, de lignée ancienne et vertueuse, d'aller chercher des distractions en ce lieu d'ivresse et de débauche...

Mais nul ne fait sa destinée soi-même, et Sid El Haloui, comme les autres Musulmans qui se trouvaient là, fut poussé irrésistiblement à l'appât du fruit défendu. Et il s'engouffra à son tour derrière l'épais rideau de toile rouge...

Le café-chantant se composait d'une originale construction blanche, en vieux style mauresque, entourée d'un vaste jardin

planté de fleurs arabes et de figuiers séculaires. Par une porte basse, on avait accès dans la construction, et alors l'œil était ébloui par les dorures, les soies, les glaces, les marbres, les enluminures artistiques. C'était une salle unique, très longue. Les murs peints en bleu d'azur étaient décorés de grands miroirs biseautés, de larges panneaux montrant en relief des pavots rouges et des oiseaux imaginaires aux ailes d'or. Le plafond, démesurément haut, formait un dôme allongé dont la concavité représentait un firmament criblé d'étoiles. Des tables nombreuses en marbre blanc, aux pieds massifs et ciselés, reposaient sur un parquet de mosaïques vertes et roses. Autour de ces tables, qu'encombraient des verres, des bouteilles multicolores, des bouquets d'œillets rouges, des Arabes étaient assis. Ils portaient des costumes de couleurs vives ou des burnous de laine fine. Ils étaient attentifs et silencieux. Une profusion de jasmins et de roses blanches, dans des corbeilles d'alfa, emplissait l'air d'une senteur qui montait à la tête. Çà et là, des vases de cristal offraient leurs globes ventrus au travers desquels se tordaient de gros poissons rouges...

Puis, tout au fond de la salle, sous un flot de lumière rose, une petite scène se dressait, dans un chatoiement d'or et de soieries tunisiennes, dans la splendeur fascinante d'une vision des *Mille et Une Nuits*. C'était le *madar*. Là, sur un fond de broché grenat, le long d'un matelas jaune miel, s'alignait le petit orchestre oriental. Au centre, le chef d'orchestre, un violoniste, tenant son instrument à la mode arabe, le bouton contre le genou; aux deux extrémités, les deux guitaristes, et dans un coin, le tambour de basque, tous quatre habillés en velours bleu brodé d'argent.

Enfin, accoudées à des coussins de soie, les chanteuses mauresques, au nombre de six, s'alanguissaient en des poses nonchalantes. Elles étaient comme ensevelies sous une orgie de satins, de rubans, de dentelles et de bijoux. Elles apparaissaient tour à tour toutes blanches sous les feux des diamants, d'un jaune pâle sous l'alignement moiré des perles fines; puis lorsque, sous la clarté des lampes japonaises, l'or des colliers, des bracelets et des diadèmes venait à éclater, alors on eût dit que ces femmes s'éclipsaient tout entières dans une fulguration aveuglante. Leurs costumes vaporeux, de mousseline à paillettes et rayures de soie tendre, laissaient transparaître en lueurs furtives

les chairs mates, les formes ondoyantes et somptueuses. Chacune avait devant elle un bocal de poissons de rivière et une gerbe de fleurs. Elles touchaient mollement, entre leurs doigts chargés de bagues, des derboukas à feuilles d'or. Et elles chantaient l'une après l'autre, d'une voix de complainte, en s'accompagnant de leurs tam-tam.

L'air était embaumé, lourd d'ivresse et de désirs. Pourtant, la foule se tenait encore immobile et recueillie, comme en une mosquée...

Au dehors, par les fenêtres ogivales largement ouvertes, on apercevait dans le jardin des groupes d'hommes, de grandes masses blanches parmi l'ombre. C'étaient des Arabes plutôt vieux, qui n'osaient pas pénétrer dans la salle, soit par scrupule de religion, soit par dignité d'âge, ou qui craignaient de faire la rencontre d'un fils, d'un jeune parent. Ils se tenaient le plus loin possible de la salle. Ils ne se mêlaient en aucune façon ni aux musiciens, ni aux chanteuses. Ils ne les voyaient même pas. Assis sur des nattes à l'ombre des figuiers, un narguileh auprès d'eux, ils venaient simplement goûter à distance quelques instants de poésie et de rêve...

Dans un angle du jardin, très à l'écart, on distinguait aussi, sous un bosquet d'orangers, un brasier qui rougeoyait parmi des étagères et des petites tasses dorées. C'était le café maure attenant au café-chantant. Là, des Arabes s'enivraient de confitures aux dattes et au haschisch, dégustaient du thé à la cochenille et au bois de santal, fumaient des narguilehs et des *bouris* (1) de kif pur. A travers les fumées meurtrières, dans le mirage de l'ivresse, les chants et la musique parviennent plus doux encore, plus harmonieux, entre les arbres sombres et les buissons parfumés...

Les nombreux serviteurs arabes, en chéchia rouge, pantalon blanc et gilet beige, sortaient d'un réduit invisible, soutenant dans leurs bras musclés des plateaux de cuivre rouge chargés de bouteilles et de verres de toutes formes. Ils glissaient nus pieds, dans tous les sens, vers le café maure, sous les figuiers, dans la salle. Et de toutes parts, sautaient les bouchons de bière, de limonade, de champagne. Les émanations entêtantes du café, du thé du Maroc, des boissons qui donnent le vertige,

(1) Narguilehs primitifs : deux tubes de roseau s'emmanchant en angle droit sur la boîte d'une noix de coco.

des jasmins et des roses montaient au-dessus des allées vers le grand ciel serein, qui recouvrait d'un manteau de velours à clous d'argent cette enceinte à l'écart des rumeurs de la ville. Et les voix des Mauresques continuaient leurs mélopées langoureuses, arrachant de toutes les poitrines de passionnés soupirs.

Sid El Haloui avait cherché du regard un coin dans la salle, tout près de l'orchestre, et s'y était blotti.

III

Cette saison, Halima Fouad El Begri était la première chanteuse du café Beggar. Depuis deux ans environ, elle était « l'œil » de Blidah. On ne parlait que d'elle dans tous les cafés maures de la ville, et en peu de temps, elle avait atteint une célébrité telle que, de la Tunisie et de l'Égypte, on voyait arriver pour l'entendre des Musulmans avides de ce pur chant arabe, devenu si rare dans tout l'Islam. Pourtant, Halima n'était pas une chanteuse de profession. Un beau matin, le tenancier du café, Sid El Beggar, avait vu arriver à lui une élégante Mauresque, dans un haïk couvert de boue et de poussière, qui lui dit s'appeler Halima bent Izza, et être venue à pied de Laghouat, d'où elle s'était enfuie nuitamment pour échapper aux tortures que lui faisait subir un mari jaloux jusqu'à l'obsession et férocement tyrannique. Et, ayant éprouvé sa voix superbe, on l'avait immédiatement engagée, aux appointements de cent douros par mois, sans compter les offrandes somptueuses des galants beaux et riches qui ne manqueraient pas d'affluer.

Son vrai nom était bien Halima bent Izza. Mais, pour l'ampleur et la puissance de son chant, on l'avait surnommée *Fouad El Begri* (Poumons de bœuf).

Ce fait d'attribuer un sobriquet aux artistes est une habitude invariable dans les cafés-chantants. Ces sobriquets sont toujours originaux, et quelques-uns méritent d'être révélés. Ils sont inspirés soit par la malice, soit par l'admiration des clients. C'est ainsi qu'on avait connu *Fathma Calyptus*, c'est-à-dire Fathma à la taille longue comme un eucalyptus; *Khira bent el Foul*, Khira la fille des Fèves, la chanteuse aux dents de devant si épaisses qu'elles ressemblaient à des fèves; *Doudja bent el Djenn*, Doudja la fille du Démon; *Fifi el Hadja*, Fifi la

Hadja, qui est allée en pèlerinage à La Mecque; *Doudja Degdeg*, Doudja qui tremble (pour avoir abusé de la boisson); *Henna el Quemmara*, Henna la Lunaire (belle comme la lune); *Mouny fetlet ledjmel*, Mouny au regard lent et oblique du chameau, etc...

Halima Fouad El Begri était une de ces splendides Orientales qui réalisent, par la richesse des formes et l'harmonie des traits, la grâce voluptueuse des houris de légende. Elle possédait un corps puissant, une ample poitrine aux deux pommes légèrement tombantes sous la *fremla*, ainsi que deux fruits trop lourds à la branche de l'arbre. Son teint était le teint de l'abricot mûri à l'ombre des treilles. Son visage avait l'éclat du bonheur, avec ses joues arrondies qui avaient la couleur de la rose épanouie au matin et la douceur de la lune dans son premier soir, sa bouche brillante comme un sultani, et, de part et d'autre, du nez fin, ses deux yeux longs qui pouvaient défier dans leur éclat noir, toutes les comparaisons des poètes de l'amour...

Elle était habillée, ce soir, parmi la profusion des colliers et des sautoirs, d'un lourd costume de soie mauve brodé d'or. Mauve aussi, le foulard lamé d'argent qui lui enveloppait les cheveux; mauves, ses escarpins sertis d'émeraudes, et ses bas ajourés le long de sa jambe fine, encerclée à la cheville par des *khelkhal* d'or massif.

Elle occupait la droite du madar.

Et lorsque ses compagnes, chacune à son tour, eurent fini de chanter, lorsque, l'une après l'autre, elles eurent porté graduellement l'auditoire jusqu'à un paroxysme d'exaltation haletante, alors, à l'accompagnement des guitares et des tam-tam, la tête renversée, les yeux clos, le sein frémissant, Halima entonna pour la troisième fois :

Quand la soirée jaunit (1),
J'ai le regret de mon douar...

Quand la soirée jaunit,
J'ai le regret de tout ce que j'aime...
Le sommeil est devenu péché pour moi,
O Maîtresse des Grâces,
Contre toi j'ai échangé tous les miens,
Et je suis devenu pour toi l'esclave,
Et de mes larmes ma coupe a débordé,

(1) *El Achoué*, la Chanson de la oir

Et je vis sans nourriture,
Et le regret s'appesantit sur moi,
Quand la soirée jaunit...

Je languis de voir l'aimée,
Et j'ai peur du tyran :
Toute la soirée je sens mon cœur fondre
A l'étreinte de l'angoisse...
O réunion de mes amis,
Je passe mes soirées solitaires,
L'on ne vient plus me visiter.
L'amour m'a trahi :
Il m'a jeté dans le désert...

Quand la soirée jaunit...

(A travers l'espace, l'aimée a répondu :)

Regarde la violette :
Solitaire, à l'écart, abandonnée...
Sur elle les feuilles vertes ont tissé un dôme.
Comment le tyran me découvrirait-il?
Et au-dessus de la violette, les fleurs de l'oranger,
Lorsqu'elles s'épanouissent, font courber encore leurs [branches.
Allons, verse-moi à boire de ce que j'aime,
Abreuve-moi de boissons de couleur...

Quand la soirée jaunit...

La chanson d'amour s'apaisa et se perdit, comme un écho dans le crépuscule des campagnes... La salle entière était soulevée d'une émotion frémissante. L'ivresse atteignait le délire. Déjà des bras s'agitaient, l'on se dressait pour exhaler son admiration...

Maintenant, l'orchestre se remettait en branle. Le violon, sur un ton grave, recommençait de ronfler, les guitares de gémir; les derboukas et le tambour de basque de nouveau bourdonnaient.

Et Halima, trônant au milieu de l'orchestre à la façon d'une sultane éplorée, les doigts crispés à son tam-tam, le corps tantôt ployant doucement, tantôt se cabrant sous la passion douloureuse, soupirait d'une voix lente, secouée de spasmes, la chanson célèbre de *la Séparation des Aimés :*

Ma patience agonise de la séparation de celle
Qui ensorcelle avec ses regards...

Lorsqu'il a serré avec force les flancs de son cheval entre ses genoux et qu'il s'est redressé pour alléger le poids de son corps : Je te conjure au nom d'Allah, ô conducteur de la caravane, dis-je. Emportez-*la* lentement : peut-être mon déchirement sera-il moins aigu...

Ma patience agonise de la séparation de celle
Qui ensorcelle avec ses regards...

Le guide m'a répondu : Je te conjure au nom d'Allah, pardonne-moi si je suis contraint de faire diligence.
Et ils se sont éloignés, et moi je suis resté abandonné parmi les champs.
Berçant ma peine, ma souffrance, l'étreinte de ma douleur.
Et le regret de cette colombe qui s'est envolée dans un coup d'aile.
Il y a en moi des boules de feu dont la brûlure consume ma poitrine.
Mon corps est lacéré par des lames tranchantes...

Le chant cessa un instant. La symphonie de l'orchestre se ralentit et se déroula. La complainte passionnée se détendit en une ritournelle berceuse, attendrissante. Au roulement affaibli des derboukas et du tambour de basque, les médiators des guitares en plumes de paon rendaient un son doux, fondu et mélancolique, comme un roucoulement lointain de colombe...

Halima Fouad El Begri s'était tue. Son sein haletait. Son visage ruisselait de larmes. Des soupirs, des sanglots s'élevaient de tous les coins de la salle, parvenaient aussi des jardins extérieurs. Les roses blanches, les jasmins, les mimosas pleuvaient sur la scène.

Et puis, presque aussitôt, l'orchestre se ranima, le grincement du violon, les vibrations des guitares et des derboukas rapidement s'accentuèrent.

Halima se redressa, accorda son tam-tam. Elle se recueillit un moment, parcourut la salle des yeux. Elle s'apprêtait à s'élancer de nouveau dans sa mélopée, quand, tout à coup, on la vit se raidir, devenir livide. Ses paupières se dilatèrent. On eût dit que son regard s'était subitement figé à un endroit de

la salle... tout près de l'orchestre... qu'elle fixait... là... quelque spectateur... d'une façon étrange. La voix lui manqua. Sa bouche s'était entr'ouverte, mais il n'en sortit aucun son.

— A boire! A boire! Donnez-lui à boire, réclamèrent des voix.

Une main tendue lui présenta un grand verre. Halima y trempa ses lèvres. Elle parut se ranimer un peu, revenir lentement d'un vertige à la réalité. Elle eut un faible sourire. Le sang lui remonta aux joues. Ses yeux se refermèrent, et dans le silence rétabli de la salle, sa voix de *meniar* repartit, faisant courir sur l'auditoire un immense frisson :

Dis-lui et redis-lui mon salut, ô guide, à cette lumière au milieu des mimosas!
Quand elle lève vers toi son regard, elle devient toute miel!
Son œil est un morceau d'ébène ouvragé parmi des signes.
Et sa flamme sous les sourcils bouleverse les raisons...

Ma patience agonise de la séparation de celle
Qui ensorcelle avec ses regards...

Il ne me reste plus, dans son amour, à entendre sa parole profonde.
A la voir fière dans son port et dans sa beauté et dans sa taille ondoyante.
Si elle a commencé à marcher, elle rappelle la branche trop lourde et qui ploie.

Ma patience agonise de la séparation de celle
Qui ensorcelle avec ses regards...

Allons, échanson, lève-toi! Verse-nous du *chmoulek* pur et fais déborder mon verre.
Apporte-moi la coupe pleine, et dis-moi quelque chanson...
Le rabab crie dans ses notes aiguës...
Je le suis jusqu'à me lever ivre...
Il est venu, il est venu... le jour du grand triomphe... de la rencontre de nos deux voiles...

L'orchestre mourut. La voix sanglotante de Halima s'éteignit. Mais elle avait chanté avec tant d'âme, elle avait animé ces paroles de complainte d'un accent de sincérité si profond et si poignant, qu'on eût dit que cette mélopée de la séparation était l'expression de ses sentiments propres, la mise à nu fré-

missante et désespérée de son propre cœur meurtri, et comme l'œuvre même de sa pensée d'artiste.

Aussi tous les cœurs des assistants furent remués comme par le feu, et tous pleurèrent *du tréfonds de leurs poumons*. Sous les burnous, des torrents de larmes s'essuyèrent, des sanglots terribles secouèrent les poitrines... Car la sensibilité est aiguisée de façon extraordinaire chez l'Arabe, en matière d'émotion musicale. Plus primitif que l'Européen, il vit beaucoup plus par le sentiment, par les passions, et la musique est entre ses passions la plus forte de toutes. D'autre part, il a une faculté singulièrement vive d'adapter les paroles de la mélopée orientale, déjà d'un relief si puissant, à l'état de ses sentiments personnels. Une complainte d'amour arabe fait couramment sangloter des vieillards, et cela, parce que ces derniers trouvent spontanément, dans ces strophes d'un adolescent à une amante, la profondeur du chagrin qu'il éprouve lui-même de la perte d'un enfant ou d'une femme...

Ce soir-là, jeunes et vieux pleuraient et sanglotaient à corps perdu. Tous, en effet, en dehors des calamités naturelles, tous avaient été plus ou moins atteints par la guerre fatale. Et la séparation des aimés, c'était surtout, pour l'un la mort tragique d'un fils au pays des Roumis, pour l'autre la mort d'un frère, d'un ami arraché violemment à une affection fidèle...

Cependant, les voix des assistants, qui s'étaient contenues jusque-là, bientôt se donnaient libre cours. C'était le repos. Des conversations s'engageaient, des appels se croisaient, des acclamations, des cris de toute sorte. On réclamait la chanteuse. Les instrumentistes et les femmes s'étaient levés l'un après l'autre, descendaient du madar, et se répandaient dans la salle. Mais chacun des assistants ne demandait que Halima, chacun ne désirait que Halima! Que Halima daigne leur couler un sourire, un regard, s'arrêter un instant à leur table, goûter avec eux un minuscule verre bleu de tisane aux épices, ou simplement, de sa tête fière, leur adresser en passant un petit geste amical...

Parmi les admirateurs les plus ardents de Halima, se distingue un jeune homme, d'une trentaine d'années environ, grand, mince, à l'élégance nerveuse, sous un habit flottant de drap rouge, chéchia de cordes, hautes bottes de filali brodées d'argent. C'est le caïd de D... Tandis que Halima chantait, il a

beaucoup bu, il s'est enivré, il a dévoré l'artiste de ses yeux de flamme; et maintenant il la désire, lui, il la réclame à pleine voix, des envies folles lui montent à la tête en bouffées avec les jasmins et les roses qui jonchent la salle. Il s'agite, il profère des exclamations échevelées. Il appelle un garçon.

— Abd-el-Kader, lui dit-il avec une autorité impétueuse, va mettre sur le madar, devant la place de Halima, une douzaine de bouteilles de champagne et cent guirlandes de jasmin !

C'est de cette façon que les galants témoignent leur admiration à la chanteuse, et aussi leur désir de la rejoindre chez elle, après la sortie du café. Les galants riches et généreux offrent ordinairement du champagne, auquel d'ailleurs la chanteuse touchera à peine, et qui, payé d'avance, reviendra presque entièrement, bouteilles intactes, bouchons cachetés, au tenancier de l'établissement. Les autres, plus modestes, offrent de la bière et de la limonade. La chanteuse fait savoir d'un mot, par le garçon, si elle accepte ou repousse les propositions...

Mais Halima, à la question glissée à son oreille par l'envoyé du caïd de D..., n'a même pas daigné répondre, n'a même pas détourné les yeux...

Alors le jeune homme, surexcité par ce tranquille dédain, sent sourdre en lui une colère sans bornes. Il se lève encore, il gesticule, il appelle Halima par son nom, tout haut. Son cœur brûle, dit-il. Il demande encore à boire. Il ordonne au garçon qui le sert d'aller lui chercher Halima sans retard.

— Je veux que Halima vienne à ma table prendre un gobelet de ma main !... Je veux l'avoir là, tout près de moi !...

Et ses grands yeux bleus, noyés d'ivresse, flamboient, jettent des menaces au garçon qui veut s'éloigner. Soudain, il le retient par le bras et lui glisse dans la main une pièce d'or.

— Tiens, lui dit-il en baissant la voix, voilà un « café » pour ta commission. Va me la chercher. Je la veux pour moi, à moi, tu m'entends ?...

Le garçon hésite toujours. La pièce d'or est bien tentante, mais il sait Halima très fière, et que jamais, dût-on lui verser aux pieds la fortune du monde, dût-on la menacer de la pendre par les cils, elle ne voudra de ce jeune fou ivre-mort pour galant. Néanmoins, sur l'insistance de l'amoureux, il finit par empocher la pièce, et s'esquive en promettant timidement de faire la commission...

Quant à Halima, descendue la dernière du madar, elle avance entre les tables. Elle paraît distraite, préoccupée. Parfois, elle frôle un assistant de son costume cliquetant d'or et de pierreries. La soie mauve de ses serouals crisse et frissonne en un froufrou délicat, comme une furtive caresse. Elle a l'air de ne rien entendre dans le brouhaha qui l'entoure. Les soupirs, les compliments la laissent indifférente. Silencieuse, elle passe, sans prendre la peine de lever son regard sur tout ce monde qui l'acclame et la désire.

— Mais qu'a cette femme? bougonnent quelques clients dépités. Ce n'est pas une chanteuse de café-chantant! Elle est orgueilleuse et prude comme une vierge de *Mohoub* (1)!...

Une autre voix :

— Regarde : tandis qu'elle marche, sa taille se bâlance ainsi qu'un jasmin au vent du soir...

— Elle n'a sa sœur que dans les harems des beys, dans les palais des sultans!

— Elle ensorcelle, et qui l'a vue une seule fois ne peut plus sans mourir renoncer à la voir!

— Ni renoncer à l'entendre!

— Ouf! Grâce à Allah!...

Halima glisse, glisse. Elle évite les groupes. A petits pas, elle longe les murs, puis, atteignant la porte basse de la salle, elle disparaît tout à coup dans le jardin...

Voyant que la chanteuse lui échappe, le jeune caïd de D..., pris de fureur, lève son verre à nouveau rempli, le vide d'un trait, et brutalement le repose au milieu de la table qui s'ébranle. Dans une rage de démon, il lève encore son verre; et d'un grand coup, il le brise en miettes. Une poussière aiguë et scintillante se répand sur le marbre, tandis qu'à l'entour, des éclats volent. Il s'est blessé la main. Son sang coule. Il ne s'en aperçoit pas. Il se dresse péniblement sur ses jambes qui flageolent, et, au milieu du désarroi général, il quitte sa place en titubant. Halima a disparu!... Halima est sortie dans le jardin!... Quelqu'un doit l'attendre... sûrement... ou la rejoindre... Et il est jaloux, lui, de cette jalousie du More, féroce, redoutable, inspiratrice du crime. Il veut voir l'heureux fils d'Adam qui a fixé le choix d'Halima, qui lui parle de près, qui respire

(1) Famille arabe au grand renom de richesse et de vertu.

son haleine musquée, l'air brûlant de son âme ardente!... Et l'homme s'enflamme, s'exalte lui-même...

Autour de lui, ses compagnons d'ivresse ont pris leur parti de Halima... Ils accaparent les autres chanteuses... Dépit ou admiration sincère, ils veulent leur prouver par mille fantaisies impossibles leur générosité et leur amour... Certains obtiennent de leurs favorites qu'elles se déchaussent, pendant qu'ils commandent des cuvettes d'argent et des douzaines de bouteilles de champagne. Ils veulent leur baigner les pieds au champagne!... Bientôt, les bas ajourés volent en l'air avec les escarpins, les mollets blancs apparaissent sous les serouals de soie, les orteils aux ongles rougis plongent sous les doigts des galants dans les flots de liqueur pétillante... D'autres ont sorti de leurs *tsadem* des billets de banque qu'ils roulent entre les paumes de leurs mains, puis enflamment du bout, pour allumer la cigarette aux lèvres des déesses... Et c'est ainsi, par toute la salle, des prodigalités invraisemblables pour captiver le cœur de ces femmes qui ont su tout à l'heure « déchirer les foies et faire jaillir le torrent des douleurs passées... »

Le caïd de D..., lui, se dérobe et s'élance dans le jardin.

Dès les premiers pas dehors, il aperçoit Halima, très loin, parmi les arbres... Ici encore, elle a évité les endroits fréquentés, — les groupes des fumeurs de narguilehs étendus sous les figuiers. Elle recherche les coins obscurs et déserts. Elle s'isole. On la voit aller, venir, entre les orangers et les lauriers-roses, sous la mystérieuse clarté du croissant de lune... On la devine inquiète, nerveuse. Elle sonde du regard les longues allées tranquilles, les épais bocages silencieux... Elle se penche, ondule, tourne la tête... Elle s'arrête, elle hésite et puis continue son investigation haletante.

Enfin, après de nombreux détours, voici que brusquement elle s'arrête encore. Elle se redresse. Elle paraît satisfaite et résolue. Elle traverse alors d'un pas assuré un petit sentier qui s'enfonce entre les aubépines, et tout droit gagne la partie extrême du jardin. Parvenue là, au pied du mur d'enceinte, elle fait halte pour une bonne fois, elle attend d'un pied ferme. Elle porte une main à son cœur. Pourquoi? Son cœur bat-il? Non... Puisqu'elle est sûre d'être aimée de celui, quel qu'il fût, qu'elle aimerait elle-même... Debout ainsi, près d'un oranger en fleurs, dans l'ombre bleue des plates-bandes aux parfums d'Orient,

toute illuminée des feux de l'or, des diamants et des satins qui composent sa parure, Halima est une *mlaïka* au milieu des jardins éternels...

De son côté, le caïd de D... avait marché jusqu'au milieu des figuiers. L'air de la nuit lui passa comme une caresse sur son cerveau enflammé par les fumées énervantes de la salle. Il se sentit peu à peu dégrisé, mais non calmé dans sa colère. Il se tenait droit, sans plus bouger d'un pas, suivait de loin Halima dans son anxiété amoureuse, et, sa jalousie s'exaspérant, il grondait des injures, lançait à un fantôme invisible des regards chargés de haine et de vengeance.

Quelques instants s'écoulèrent ainsi, dans une angoisse courroucée. Soudain, le jeune caïd vit surgir de la salle du café un individu de haute taille, magnifiquement vêtu, un caïd aussi, à n'en pas douter, par sa chéchia volumineuse, ses bottes de filali, ses burnous luxueux et très amples, qu'il relevait fièrement sur ses larges épaules. Mais ce caïd était vieux! Vieux... oui... certes... de beaucoup plus âgé que lui... mais plus décoré... plus gradé... peut-être plus riche surtout...

Ce dernier, sans hésiter, fendit la foule animée des fumeurs autour de la porte, et, en homme qui connaît son but, il prit la direction de l'extrémité du jardin, la même direction que, tout à l'heure, la chanteuse...

Cependant, comme, sans y prendre garde, le vieillard venait de passer devant le jeune amoureux, celui-ci, crispant tout son être, lâcha une sorte de plainte sauvage, de rugissement rauque : il venaît de reconnaître en ce vieillard... Sid El Haloui!

— Ah! ah! ricana le jaloux, et il tendit le poing vers son rival qui s'éloignait, ah! c'est toi!... Toujours toi, ô vieillard des ténèbres, que je rencontrerai sur mon chemin! Toujours toi!... Dans la vie de la paix, comme dans la vie de la guerre, toujours ton museau maudit sera donc en avant pour me barrer la route de la chance!... A l'armée, pendant que tu recevais les honneurs et les récompenses, vieux bouc, je recevais, moi, par ta faute, les réprimandes et les affronts de nos chefs qui m'arrêtaient le sang à la face, au milieu de nos compagnons roumis qui se jouaient de moi! Et toi, tu souriais sournoisement dans ta barbe pouilleuse... Et maintenant encore, chacal de malheur, voilà que tu me viens, tu m'enlèves celle que je désire avec ma vie, tu me l'arraches de ma

poitrine avec le même sang-froid de poison, sans détourner la tête !... Ah ! mais, ce poison de ton sang-froid, sois-en sûr, servira à te consumer ! Cette huile de ton cynisme, par Allah, servira à te griller ! J'en ai assez de subir tes humiliations. Tout ce que j'ai souffert, tout ce que je souffre par toi, il faut que je le refroidisse dans ta chair ! Tant pis pour toi ! Ce qui pourra t'arriver désormais, toi seul l'auras voulu !...

Pendant que l'ivrogne, sourdement, crachait sa rancune, Sid El Haloui, le front bas et plissé, les mains croisées derrière le dos contre ses burnous, marchait entre les orangers sur les pas de Halima.

Il était soucieux et intrigué. Que lui voulait cette femme, ce cyprès des jardins, cette étoile des nuits si splendide et si désirée ?...

Il avait été vivement surpris lorsque, dans la salle, un garçon, tout en lui débouchant une limonade glacée, lui avait communiqué, comme en un souffle, le désir de la première chanteuse de l'entretenir un instant... tout au fond du jardin... au bout d'une haie d'aubépines... la plus écartée... Il avait répondu : *Mâli!* Bien ! comme malgré lui, presque inconsciemment, tout ahuri d'une demande aussi inattendue...

Que lui voulait cette femme ?... Une femme qu'il ne connaissait pas, qu'il n'avait jamais vue, de qui il n'avait jamais entendu parler jusqu'à ce soir... Que pouvait-elle lui confier, à lui, un vieillard de soixante-dix ans ?... A coup sûr, il ne s'agissait pas de propos d'amour... Cette idée avait fait sourire le grand caïd. Pourtant, que signifiait ?... Sid El Haloui demeurait perplexe.

Le moment du repos arriva. Irait-il à cet étrange rendez-vous ? Devait-il n'y pas aller ?... Il en était encore à réfléchir, à balancer, sans pouvoir s'arrêter à une détermination. Mais en passant près de lui, Halima, furtivement, lui avait adressé un regard qui lui rappelait sa promesse, un regard à la fois tendre, impérieux et suppliant. Et Sid El Haloui, sous ce regard, s'était senti vaincu, dompté comme un enfant. Stimulé de plus par la curiosité, il s'était levé, souhaitant connaître enfin l'explication de ce mystère...

Lorsqu'il parvint à l'endroit indiqué, il trouva Halima qui l'attendait, immobile, dans l'ombre. Elle se tenait presque raidie, telle une idole, sous l'éclatante féerie de son costume.

Toutefois, en s'approchant d'elle, Sid El Haloui fut saisi de l'expression de douleur qui marquait à cet instant son visage pâli. Il resta frappé d'une beauté soudaine, singulière, comme d'un rayonnement qui enveloppait cette physionomie de prostituée d'une sorte de charme mélancolique et poignant. A travers l'obscurité, il distingua que ses yeux noirs, ses yeux de paon qui, tout à l'heure, avaient fasciné tant de raisons, bouleversé tant de cœurs, brillaient de larmes.

Le Musulman sentit sa vieille poitrine se gonfler de pitié. Et c'est avec une émotion lui serrant la gorge qu'il commença :

— Femme, fille d'Allah, que me veux-tu?

Elle parut mise à l'aise par ce ton de simplicité affectueuse. Elle répondit tendrement, humblement :

— Rien que du bonheur, ô sidi! Pardonne seulement à une profane malheureuse d'oser ouvrir les lèvres en face d'un *cheikh* tel que toi...

— Allah te pardonne, si tu dis la vérité!

Elle reprit :

— Tu ne me connais pas. Mais moi, un soir que je passais devant un café de la rue du Bey, je t'aperçus accoudé à une natte, un narguileh auprès de toi, et je te reconnus aussitôt, car Dieu avait mis sur ton visage des traits tellement semblables aux traits de ton fils... Sid Youssef! (Qu'Allah lui accorde son *rehma*!). Et plus tard, Sid Youssef me fixa dans la raison que c'était bien toi que j'avais vu...

— Tu as connu mon cher enfant, toi, créature d'Allah?

La chanteuse rougit, baissa la tête et ne répondit pas.

— Tout au moins, insista Sid El Haloui, as-tu quelque chose à me dire de lui, pour remuer la cendre sur le feu de mon cœur?

Elle hésita encore un moment, puis se décida :

— Ya sidi, cet après-midi, à l'occasion de la fin du Ramadan, je me suis rendue avec quelques compagnes au cimetière de Sid-El-Kebir. Et là, près de la tombe sur laquelle j'étais assise, j'entendis s'élever des lamentations, des lamentations si profondes, si amères, si noires qu'elles me tailladèrent au cœur. Je m'informai auprès d'une amie. Qui pouvait être cette femme? Elle tirait de sa douleur des chants plus sombres que l'appel des corbeaux, et plus harmonieux que la plainte des

meddahine (1) dans les soirs du désert... C'était ta femme la sainte, et je ne m'étonnai plus. Cependant, j'ai retenu ces mots : « O mon fils tendre à mon cœur, pourquoi es-tu couché là-bas, solitaire, unique, abandonné?... Allah ne me permet pas d'aller me pencher sur toi, de te demander chaque matin comment tu as dormi. Allah ne m'a même pas permis de recueillir sur ta lèvre le souffle dernier... Ah! que n'ai-je au moins la chemise que tu portais à ce moment pour la sentir, pour la respirer avec la force de mon cœur? Que n'ai-je ta chéchia pleine du parfum de ta chevelure, ou seulement l'amulette que tu avais au cou et dont je te fis présent quand tu étais petit, pour cesser de t'allaiter? »

La voix de Halima tremblait, se voilait, s'entrecoupait.

— Or, continua-t-elle, dans la vie qu'Allah m'a écrite sur le front... j'ai rencontré un homme... un seul... qui a conquis mon cœur... que j'ai aimé avec mon sang...

L'émotion l'étranglait. Les désespoirs ravivés, la pudeur d'avouer son amour à ce grand vieillard majestueux, lui comprimaient le souffle. Elle ajouta vivement, presque tout d'un trait :

— Mais tout finit, sur ce monde... Il ne reste d'intact que Celui qui nous créa... Un jour, donc, d'entre ces jours où nous étions associés pour le bonheur, il advint que je fus frappée à la tête par une violente douleur. Sid Youssef (Qu'Allah donne la paix à son âme et lui prodigue dans l'autre monde tout ce qu'il n'a pu obtenir dans celui-ci) Sid Youssef était auprès de moi. Mon mal empirait, ma douleur se faisait de plus en plus aiguë, me fendait la tête... Il tira de son sein un sachet de cuir rouge, une amulette bénie, me dit-il, par l'aïeul de Sid-El-Kebir, et qu'il portait sous son gilet depuis qu'il était enfant. Il me la passa au cou, en m'affirmant que, dans le temps d'une heure au plus, je serais soulagée, ce qui fut en effet... Cette amulette, je l'ai conservée. Sid Youssef négligea toujours de me la redemander. Il partit pour la guerre (départ sans retour!) et je ne la lui rendis pas... Je pensais que ce présent béni était devenu ma chose, que je pourrais le garder contre ma poitrine pendant la longueur de ma vie, et que personne n'aurait le droit de me le disputer jamais. Mais ce soir, Dieu m'a fait

(1) Aèdes arabes.

entendre ton épouse aux lamentations fortes et aux pleurs cruels. Et la raison m'est revenue. Cette amulette, sur laquelle a prié le Prophète, ne peut pas m'appartenir... Je ne possède ni la tête ni l'âme pour la conserver plus longtemps... Elle appartient à la mère, cette sainte qui pleure sept larmes à la fois de chacun de ses yeux et de qui le cœur est grillé par la privation de son agneau... Et la raison m'est revenue... Et je n'ai plus eu qu'un désir : faire parvenir à cette femme ce seul souvenir de son fils. Je ne croyais pas qu'Allah exaucerait mon vœu si promptement. Ce soir même, il était écrit que je te rencontrerais. Je t'ai aperçu tantôt dans la salle du café, et en te reconnaissant, ma surprise a été si grande que, tu l'as vu, mon visage est devenu tout à coup jaune comme l'acacia, et qu'au milieu de ma chanson, la voix m'a trahie.

« Eh bien! poursuivit-elle, la gorge secouée de sanglots et sortant de dessous sa fremla dorée la petite amulette de cuir rouge, tiens, rends à la mère ce qu'elle demandait aujourd'hui avec tant de ferveur au cimetière de Sid-El-Kebir. Dis-lui que Dieu l'a entendue, qu'il s'est adouci pour elle, et que, du haut du septième ciel, sa prière s'est accomplie!

Sid El Haloui, troublé, ému, en admiration devant tant de délicatesse chez une telle femme, ne disait rien. Sa main ne se tendait pas pour accepter l'amulette. Mais Halima insista :

— Prends cela, sidi, prends-le. Moi, je ne puis le garder plus longtemps chez moi, ce don d'Allah... Cet objet sur lequel a prié le Prophète, moi je ne puis le garder plus longtemps.

Là, elle n'y tint plus. Un sanglot emplit sa voix. Les pleurs trop contenus éclatèrent. Et Sid El Haloui se sentit tordu de compassion devant la douleur de cette beauté adorable, à laquelle eût convenu, hélas! mieux que les routes impures, l'ombre sacrée du harem, devant cette âme déchue, mais généreuse, et pour laquelle se séparer d'un objet cher, d'un vestige de bonheur, semblait un sacrifice qui, quoique volontaire, dépassait la mesure de ses forces...

A ce moment, vers l'autre extrémité du jardin, on entendit un bruit de violon. Dans la salle du café, l'archet du chef d'orchestre ronronnait pour rappeler à leurs places les musiciens éparpillés dans la campagne, les chanteuses assises ou errant à l'intérieur parmi les galants, parmi les rires, les propos amoureux et les compliments grossiers. L'intermède était fini.

Halima s'essuya hâtivement les yeux. Le père de Youssef avait accepté enfin la petite amulette, encore qu'avec gêne et d'une main tremblante, conscient qu'il recevait en holocauste de cette femme un lambeau de son cœur, tout son grand cœur lacéré. Mais Halima, pour le convaincre, pour lui ôter définitivement tous ses scrupules d'honnête homme qu'elle devinait bien :

— Va, lui dit-elle encore, emporte ce souvenir à ton épouse. Cela dégagera son cœur. Moi, je ne puis plus le garder. Chez moi, tu le sais, ce n'est ni une maison de *Cherfa* (1), ni une salle de mosquée. Je ne puis rien posséder de précieux. Regarde : sur moi, j'ai toute ma fortune. Je pourrais donc la perdre, cette amulette, l'égarer ou me la laisser dérober... Car qui nous voue une affection du fond du cœur ?... Ah ! acheva-t-elle en un soupir, nous sommes les oubliées, les maudites d'Allah !...

— Allah te saura gré un jour de la noblesse de ton cœur ! balbutia Sid El Haloui, les larmes aux yeux.

— Merci, sidi, merci ! Que le salut, que le bonheur plus grand soient sur toi et sur ton épouse, et le rehma d'Allah à l'âme de votre Sid Youssef !

L'archet du chef d'orchestre de nouveau ronronnait au loin, mais cette fois pour Halima spécialement, car sa place seule était vide. Il y avait un mouvement d'humeur et d'impatience dans la monotonie grave de ce violon implacable...

Halima s'enfuit donc à travers les allées qui commençaient à se faire désertes, laissant après elle, entre les figuiers et les buissons d'églantines, le froufrou de soie de son costume étincelant et le cliquetis doré de ses khelkhal...

IV

Sid El Haloui sortit du café-chantant. Il retrouva dehors son yaouled, accroupi devant le grand portail, dans l'attitude figée d'une borne. Saïd, retenu par les rênes, battait fièvreusement du sabot contre les cailloux. Sid El Haloui jeta une pièce de deux sous au petit Arabe, qui la ramassa lestement avec force salamalecs, puis, prenant sa monture par la bride, il s'en alla à pied. Il éprouvait le besoin de marcher.

(1) Famille descendant du prophète, célèbre pour l'austérité de ses mœurs.

Il descendit la rue de l'Orangerie, sombre, silencieuse, immobile. L'air était toujours calme et chaud. Le ciel demeurait pur, immense, comme au plus beau des nuits africaines. Une douceur montait des paisibles maisons blanches, dont les dômes minuscules ou les terrasses crénelées offraient, sous le croissant de lune, des taches disséminées de féerique lumière. Les orangers qui bordaient la route dégageaient de leurs touffes de fleurs blanches des parfums de rêve oriental... En quelques secondes, Sid El Haloui fut à la Porte Zaouïa. Il sortit de la ville. Puis, prenant à droite, il commença de longer extérieurement les remparts. Il remonterait ainsi droit à sa demeure.

Maintenant, la route se faisait de plus en plus noire, complètement déserte. Un grand silence planait sur les campagnes, interrompu de distance en distance par les hurlements lugubres de quelques chiens kabyles...

Saïd le suivant, Sid El Haloui allait devant lui, la tête baissée, le front pensif. Il réfléchissait profondément à son étrange aventure. Il se demandait surtout s'il en ferait part à sa femme. Serait-elle heureuse de recevoir ce souvenir de son fils? Heureuse... certes... mais de quel bonheur?... Du bonheur de mieux souffrir, de sentir plus cruellement encore le regret de son cher enfant... Ne devait-il pas plutôt lui taire tout à fait la chose, garder pour lui seul ce carré béni de cuir rouge qu'il avait glissé là, sous son burnous, et laisser le temps accomplir en toute liberté son œuvre d'effacement et d'oubli?...

Sid El Haloui en venait à songer à son pauvre Youssef. Il évoquait tristement cette figure aimée, chérie, image affinée encore et adoucie de la sienne, sa seule affection au monde avec sa malheureuse femme, son unique orgueil! Il l'imaginait au pays lointain et inconnu des Roumis : enthousiaste à la bataille, agile, alerte, débordant de vie, comme il l'était ici, pour les fêtes du Ramadan ou du Mouloud, dans les somptueuses fantasias, brave comme son père, comme tous ses aïeux, comme tous ses frères musulmans, s'élançant à la charge avec la fougue d'un lion du Zaccar, et tombant frappé d'une balle en plein front, pour la cause de la France, cette mère tant aimée...

Sid El Haloui songeait enfin à Halima Fouad El Begri. Cette physionomie imposante, ce corps superbe, cette âme large et

haute l'avait fortement impressionné. Il n'en voulait pas à cette femme d'avoir failli, il ne la méprisait nullement pour sa déchéance. En bon Oriental, il la plaignait au contraire, et s'en remettait au Destin. Elle était née certainement d'une mère digne et d'un père *musulman*, car son cœur était droit, généreux, et ses paroles étaient consistantes comme la pierre de taille. Elle avait dû faire goûter à son cher enfant quelques instants de pur bonheur, et Sid El Haloui, du fond de son être, lui en vouerait une tendre gratitude. Et cette voix !... Voix de charmeuse... Voix de rossignol parmi les jasmins dans les nuits de printemps... Sid El Haloui l'entendait encore résonner à son oreille ravie. Quelques-uns des vers qu'elle avait chantés lui remontèrent aux lèvres, harmonieux et poignants...

A mesure qu'il avançait, les bruits de la ville s'atténuaient, se mouraient. Onze heures sonnèrent nonchalamment à une horloge. Les lumières s'éteignaient. La fête arabe, grouillante et multicolore, était finie...

Sid El Haloui passa près du « Petit Drapeau, » une maigre taverne espagnole, à l'aspect louche, crapuleux, dont la porte vermoulue s'entr'ouvrait sous la lueur d'un falot brisé, au-dessus duquel flottait, en guise d'oriflamme, un informe lambeau de chiffon crasseux... Puis, ce fut un humble cimetière arabe, s'étageant sur le penchant d'un coteau... Les menues pierres blanches, éparpillées dans la mousse, prenaient, sous les rayons lunaires, les contours livides de petits spectres... Puis la campagne recommençait uniforme, l'étendue noire, l'ombre épaisse, et, dans les lointains, les hurlements lugubres des chiens kabyles...

Sid El Haloui toujours pensif, la bride de son cheval à la main, continuait de fredonner le refrain nostalgique de Halima Fouad El Begri. Il ne prenait pas garde à ces aboiements prolongés et terribles. Il n'entendait pas non plus, à intervalles, le cri saccadé du délicieux grillon des bois, ni la note fine, pareille à une vibration de cristal, des crapauds amoureux qui se répondaient au fond des ravins, ni même le sabot de Saïd, qui se mettait à sautiller, joyeux, flairant de ses naseaux longs l'odeur de la maison proche, de la bonne litière molle...

En effet, ils étaient presque arrivés. Ils atteignaient le haut du chemin national, et déjà s'apercevait la grande demeure d'ancêtres, avec ses hauts piliers, ses arabesques majestueuses,

sa terrasse blanchie qui s'étalait sous la lune, parmi les cyprès noirs. Ils doublaient bientôt le dernier détour de la côte, lorsque, tout à coup, Sid El Haloui se sentit violemment tiré en arrière par un pan de son burnous. Une main de fer lui étreignait la nuque... Une main invisible et brutale, comme la main d'Azraël... En même temps, la lame d'un poignard lui troua les poumons...

Le coup fut terrible. Sid El Haloui chancela aussitôt. Une main sur sa poitrine, lâchant de l'autre la bride de son cheval, il tourna un instant sur lui-même, tel un Aïssaoua brusquement abasourdi, et, de tout son long, comme une masse, il alla s'effondrer contre le bord de la route. Il n'avait eu le temps ni de pousser une plainte, ni de reconnaître son meurtrier.

Les grands platanes du chemin et Saïd furent seuls témoins de la scène tragique. Ils virent un jeune caïd, son stylet ensanglanté au poing, exhaler un rire féroce, rouler des yeux bleus flamboyants d'ivresse, et s'enfuir en titubant vers la ville basse...

Saïd se pencha sur son maître, le flaira des pieds jusqu'à la tête. Étendu inerte, au pied d'un platane, dans l'ampleur luisante de ses burnous comme dans la soie d'un drapeau, Sid El Haloui paraissait raidi et fier, pareil à un vieux guerrier que la mort avait terrassé d'un coup, et qui ne s'était pas encore rendu... Mais lorsque le museau du cheval rencontra la chair du visage, déjà glacée par le froid cadavérique, il recula, épouvanté. La bête fit entendre dans la nuit un hennissement long, sinistre, et puis, reprenant le chemin, tête basse, elle rentra seule à la maison...

ELISSA RHAÏS.

LA RECONSTRUCTION
DE
L'EUROPE DANUBIENNE

Hohenzollern et Habsbourg : abattus par les armées alliées, deux empires et deux empereurs jonchent le champ de bataille de l'Europe centrale. Par force et par politique, deux dynasties allemandes avaient édifié, au cours des siècles, des États très dissemblables ; un même crime, aujourd'hui puni par un commun désastre, les jette bas l'une et l'autre. Mais l'œuvre des Hohenzollern, dans la mesure où elle correspond aux aspirations nationales d'un peuple, peut survivre aux Hohenzollern et demeurer, tant que le même esprit d'orgueil et de domination pénètrera les masses allemandes, aussi dangereuse sous l'étiquette démocratique qu'elle l'était sous le manteau impérial. Au contraire, l'œuvre des Habsbourg s'écroule toute avec la dynastie ; rien n'en subsiste, à peine l'ombre d'un grand nom. Cet échafaudage historique, fruit de tant de conquêtes, de subtiles manœuvres diplomatiques, de savants mariages, de brillants traités, où triomphait l'art de la « politique des Cabinets, » s'est effondré ; sous ses ruines apparaissent enfin ces hautes réalités politiques que les bureaucrates de Vienne et de Budapest s'obstinaient à ignorer, les peuples qui, sous le couvert de la monarchie dualiste, se préparaient en silence pour le grand jour de la libération : ainsi sous la carapace de la chrysalide, l'insecte s'apprête à l'essor de la vie libre.

Il dépend des alliés vainqueurs et de la forme qu'ils donneront à l'Europe centrale que cet essor ne soit pas éphémère. Pour tenir, dans la mesure utile, le rôle historique que rem-

plissaient, dans le bassin du Danube, l'Autriche, son administration et sa dynastie, on trouvera des combinaisons nouvelles adaptées à une époque et à des besoins différents. Il nous suffira, pour le moment, d'étudier les données immédiates du problème et de montrer quelles sont, sur le vaste espace que couvraient naguère les domaines de l'empereur Habsbourg, les forces vivantes et agissantes prêtes à combler le grand vide et à créer une politique nouvelle, et quelles sont, au contraire, celles qui descendent vers la nuit de l'histoire.

Par la déroute des deux Empires qui ont fait, au cours de l'Histoire, œuvre de germanisateurs, l'Europe est arrivée au terme d'une longue période de son évolution ; le travail des siècles a été déchiré en quelques mois et, brusquement, se retrouvent au premier plan les mêmes peuples que les Allemands et les Magyars avaient si longtemps refoulés, anéantis, germanisés; ils sont aujourd'hui des nations organisées qui ont la volonté de constituer enfin des États indépendants. C'est vraiment ici, — pour employer à propos un mot dont on abuse, — un tournant de l'histoire, un rebroussement même, ce qui ne veut pas dire un recul. La victoire des Alliés, en libérant les peuples slaves, en ressuscitant une Pologne, une Bohème, une Yougo-Slavie, change brusquement l'histoire et la ramène à ses sources.

I

Deux États allemands ont été, à leur origine, des « Marches » de l'Empire en pays barbare, des avant-gardes en terre slave : la Prusse et l'Autriche. Les deux racines de la monarchie prussienne, le Brandebourg et la Prusse, ont été taillées, l'une par les Margraves, l'autre par les chevaliers teutoniques, en pleine chair slave et lithuanienne. Les peuples slaves, au temps de Charlemagne, s'avançaient vers l'Ouest jusqu'au delà du Weser et de la Fulda; ils étaient en lutte, dans la région de l'Elbe, avec les Saxons; à l'Est de l'Elbe, on était en plein pays des Slaves, et c'est au milieu d'eux que s'établirent les colonies militaires allemandes qui détruisirent ou assimilèrent les anciennes populations. Les Slaves furent non seulement soumis, mais dénationalisés. Aux Borusses, qui étaient Lithuaniens, les Prussiens (Borussiens) prirent jusqu'à leur nom. La langue slave

n'acheva de disparaître, entre Weser et Bas-Elbe, dans la région de Lunebourg, qu'au milieu du XVIIIe siècle. En dehors des Polonais, il ne subsiste dans toute l'Allemagne, en Lusace, à cheval sur le Brandebourg et la Saxe, qu'environ 150 000 Slaves qui parlent deux dialectes distincts, proches parents du tchèque; les Allemands les appellent Wendes et eux-mêmes se nomment Serbes; mais si l'on observe les types, si l'on cherche l'origine des noms géographiques et patronymiques, on constate que la plupart des familles allemandes et des villages, à l'Est de l'Elbe, sont d'origine slave, bien que le souvenir en ait disparu.

De même que le Brandebourg sur l'Elbe, l'Autriche sur le Danube fut d'abord la Marche de l'Est, « Ost-Reich, » qui s'enfonça, comme un coin, avec les premiers ducs d'Autriche de la dynastie des Babenberg, au milieu de la masse slave, séparant les Tchèques et les Slovaques des Slovènes et des Croates. Vienne était une citadelle avancée du germanisme au milieu des Slaves et en face des Magyars. L'arrivée de ces barbares au milieu des peuples slaves a été une catastrophe pour l'Europe danubienne où, sans eux, de puissants États slaves se seraient organisés et probablement unis, et auraient arrêté la poussée du germanisme. Ces Asiatiques s'implantèrent à coups de sabre, submergeant les populations plus anciennes qui, ont, çà et là, survécu, magyarisant les vaincus, rejetant les Slovaques dans les montagnes de la Tatra, les Roumains dans les Alpes transylvaines, les Yougo-Slaves au Sud du Danube et de la Drave.

C'est à la fin du XIIIe siècle que les Habsbourg, élevés à la dignité impériale, se taillent un domaine personnel dans le bassin supérieur et moyen du Danube. L'Empereur, dont les pouvoirs réels sont très limités, puise dans cette souveraineté directe les moyens matériels nécessaires pour mettre de l'ordre dans le terrible chaos de ses « Allemaignes. » Par politique plus encore que par force, il réussit à s'appuyer sur la Hongrie pour soumettre les Slaves. C'est surtout contre le puissant roi de Bohême qui, dès le temps de Charlemagne, régnait sur un État organisé et civilisé, que s'acharne la politique impériale. Le premier des Empereurs Habsbourg, Rodolphe, commence la lutte; en 1278, il triomphe, près de Vienne, sur les bords de la March (Morava), d'Ottokar-le-Grand. C'est la première phase d'un long duel qui, à travers des vicissitudes tragiques, nous conduit jusqu'aux événements d'aujourd'hui. Au XVe et au

XVIe siècle, la lutte atteint le paroxysme de la fureur. La guerre des Hussites, sous les apparences d'une guerre religieuse, est, en réalité, l'épisode culminant de la résistance des Tchèques à la germanisation, et c'est pourquoi Jean Huss est resté, pour la Bohême, un héros national. A mesure que la monarchie des Habsbourg devient plus ambitieuse à l'extérieur, elle se fait, dans ses États héréditaires, plus oppressive, plus centraliste, plus germanisatrice. La lutte nationale, entre Allemands et Tchèques, prend, au XVIIe siècle, pendant la première partie de la guerre de Trente ans, l'aspect de la révolte d'une province contre son souverain. Après la bataille de la Montagne-Blanche (près de Prague, 1620), où l'armée tchèque est écrasée par les Allemands, après les exécutions et les spoliations qui suivirent, la Bohême, décapitée de sa noblesse nationale, livrée aux Allemands, gît, pantelante et exsangue, aux pieds de l'Autriche : telle, dans le monument du grand patriote Palacky, l'a symbolisée le ciseau dramatique de Sucharda.

Cette date de 1620 est capitale dans l'histoire des Tchèques : elle forme antithèse avec 1918. L'une est la mort, l'autre la résurrection de la Bohême. La pensée tchèque n'a pas cessé de porter le deuil de la Montagne-Blanche, comme l'âme serbe celui du Champ-des-Merles. A partir de 1620, la Bohême, en fait, n'est plus un État autonome, mais une province de la Monarchie des Habsbourg; sa noblesse est allemande ou germanisée, et si l'Empereur va encore se faire couronner au Hradschani de Prague, ce n'est plus qu'une formalité dont Joseph II et François-Joseph se dispensèrent; l'administration est allemande, la langue allemande gagne sur le tchèque, qui n'est plus, au commencement du XIXe siècle, qu'un dialecte rural. S'il y a encore une Couronne de Bohême, il n'y a plus de nation tchèque. Napoléon ne paraît pas s'être douté qu'Austerlitz n'est pas en terre allemande; il ne connaissait que des « Autrichiens, » que ses soldats appelaient « Kaiserliks; » ce fut lui cependant qui, sans le savoir, apporta le ferment de résurrection, l'idée de nationalité, fille de la Révolution française. Après les guerres napoléoniennes, après les réactions nationales de 1813 à 1815, il devient de plus en plus difficile à l'absolutisme des rois de refouler l'esprit d'indépendance des peuples. La Sainte-Alliance n'y réussit qu'à grand'peine, et si, en 1848, le « système Metternich » l'emporte encore à coups

de mitraille, on sent que les temps sont proches où finira son règne.

C'est pendant cette période que s'opère la résurrection nationale des Tchèques.

L'historien Palacky fut, avec quelques hommes de sa génération, le thaumaturge qui ressuscita la Bohême en lui racontant, dans sa propre langue, sa glorieuse histoire; contemporain de Mickiewicz et de Michelet, il a été non seulement le héraut du patriotisme tchèque, mais l'organisateur, avec son gendre Rieger, de la vie sociale et politique de la nation. Leurs successeurs l'ont dotée de tous les organes nécessaires à la vie d'un État : écoles, banques, industries, commerce, agriculture perfectionnée, gouvernement intérieur avec le Conseil national élu, armée avec les sociétés de *sokols*, politique extérieure même avec le mouvement slave; si bien qu'aujourd'hui la République tchéco-slovaque peut entrer dans la Société des nations civilisées toute équipée pour la vie, toute armée pour la lutte. Nous ne pouvons faire ici l'histoire de ce magnifique *risorgimento* qui prouve, à l'encontre des savants allemands, la capacité des Slaves à l'organisation; mais il faut le signaler comme un fait capital pour l'équilibre et le développement de l'Europe d'après la paix; il place les Tchèques en avance sur les autres Slaves.

Cette renaissance merveilleuse, cette énergie créatrice dans tous les domaines, les Allemands ne l'ont jamais comprise; ils n'y ont vu qu'une usurpation sur leurs droits. En raison de son éducation allemande, François-Joseph ne comprit jamais la place que les Slaves du Nord et du Sud tenaient dans ses États et l'appui qu'il aurait pu trouver parmi eux. Par le système dualiste, sacrifiant les Slaves, manquant à la parole trois fois donnée aux Tchèques, oubliant qu'en 1849 il avait dû le salut de sa couronne aux Croates et aux Roumains, il s'abandonna aux conseils des Magyars qui l'entraînèrent dans l'alliance et la vassalité allemandes. Andrassy, qu'il avait failli faire pendre en 1849, devint, en 1871, son ministre des Affaires étrangères et fit, avec Bismarck, la Triple Alliance. Les résultats sont sous nos yeux : l'Empire s'est effondré, le dualisme s'est révélé incapable de survivre à la défaite de l'Allemagne, la dynastie est à terre, la Hongrie expie déjà, les Slaves sont affranchis, les Polonais de Galicie rejoignent leurs frères de

Russie et de Prusse dans la patrie restaurée, les Croates et les Slovènes fraternisent pour créer avec les Serbes la grande Yougo-Slavie, les Tchèques, avec les Slovaques, révèlent à l'Europe les progrès qu'ils avaient réalisés dans l'ombre d'une demi-servitude. Un cycle de l'histoire s'achève, dont nous avons dû aller chercher les origines jusqu'au temps des grandes migrations des peuples; une époque nouvelle s'ouvre pour l'Europe centrale : l'ère slave. Quand on cherche quelles sont, dans l'Europe danubienne, les forces de reconstitution et de progrès, c'est aux Tchèques d'abord qu'il faut aller. En face de Vienne, élégante et artiste, se dresse fièrement Prague, pathétique et superbe.

II

« Il est une petite nation, une bien remarquable nation qui se trouve en Bohême, une nation qui a été opprimée dans le passé, une nation où l'on vit tout le pouvoir aux mains des Allemands, où toutes les situations aussi étaient entre des mains allemandes; les professions libérales étaient prises par les Allemands; les magistrats étaient allemands, les capitalistes étaient allemands, les gérants d'entreprises commerciales ou industrielles étaient allemands. Le Tchéco-Slovaque, dans son propre pays, n'était qu'un haveur de charbon ou qu'un haveur de tourbe. La première chose que le peuple de cette nation résolut de faire, ce fut de s'éduquer. Il établit un système d'éducation nationale qui éleva la nation à une position où elle pouvait revendiquer l'égalité. Il ne revendiqua pas l'égalité avant d'être l'égal des Allemands. Ceci se passa il y a une génération. Il est maintenant un des peuples les mieux éduqués de l'Europe. Les professions libérales y sont exercées par des hommes de sa propre race; il est à même de faire concurrence aux Allemands, et maintenant, voici le couronnement : il demande son émancipation politique. »

Ainsi parlait M. Lloyd George, le 3 mars dernier, au « dîner des Gallois; » et on ne saurait mieux exprimer la volonté tenace, la méthode persévérante avec laquelle les Tchèques, qui n'étaient plus qu'un petit peuple soumis aux Allemands, se sont préparés à redevenir une grande nation indépendante. Leur travail de cohésion et d'organisation n'est pas encore

achevé; le sentiment national tchèque n'est pas seulement une force historique, c'est une force organique qui s'accroît en marchant. Pour le moment, la question capitale est la réunion en un seul État solidement constitué de tous les Tchèques et Slovaques et l'acquisition de bonnes frontières. Quand on regarde une carte ethnographique de l'Europe, la Bohême apparaît comme une presqu'île slave entourée de trois côtés par des populations allemandes, reliée seulement par un pédoncule étroit aux slaves de Pologne et de Russie. Dans cette situation hasardée, l'État tchèque doit être bien constitué, fort, et uniquement préoccupé du salut national; les expériences sociales et l'isolement politique lui sont interdits.

Historiquement, depuis l'Empereur Charles IV qui proclama solennellement l'indivisibilité de la couronne de Bohême, trois pays en dépendent : la Bohême, la Moravie, la Silésie. Les Tchèques n'ont jamais cessé de revendiquer ce qu'ils appellent « le droit d'État de la Bohême; » juridiquement, l'État tchèque n'a jamais cessé d'exister et d'être reconnu par les Habsbourg avec ces trois provinces : mais la Silésie, depuis les conquêtes de Frédéric II, est réduite à la partie dite « autrichienne. » Les Tchèques réclament aujourd'hui, pour constituer leur République, d'abord ces trois provinces. Mais, ici, quelques problèmes délicats se posent où il s'agit de concilier ce que le droit des États ou leurs besoins vitaux peuvent avoir de contradictoire avec le droit des peuples rigoureusement entendu : c'est d'abord et surtout la question des Allemands.

D'après les statistiques officielles autrichiennes de 1910, il y a, dans les trois pays de la Couronne de Saint-Wenceslas, 3 millions 512 000 Allemands, dont 2 467 700 pour la Bohême, 719 400 pour la Moravie, et 325 500 pour la Silésie.

Remarquons d'abord que ces chiffres doivent être réduits; dans les villes où dominent les Allemands, de nombreux Tchèques, employés, ouvriers, domestiques, intimidés par le fonctionnaire autrichien ou le patron allemand, se déclaraient de langue allemande; mais déjà, la liberté aidant, on voit certaines villes se « tchéquiser; » des essais de recensement municipaux ont été faits, et partout la proportion des Slaves a donné un chiffre supérieur aux statistiques anciennes. A Budweiss, par exemple, la statistique de 1910 donnait 40 pour 100 de Tchèques; ils se trouvent aujourd'hui 65 pour 100. Le

Comité national tchèque estime à environ 800000, pour la seule Bohême, le chiffre qu'il conviendrait de défalquer des statistiques officielles.

Comment sont répartis les éléments allemands? En Moravie, ils sont répandus sporadiquement, surtout dans les villes, et si étroitement mêlés à la majorité tchèque (1 869 000) que le gouvernement de Vienne avait renoncé à distinguer des circonscriptions électorales allemandes et tchèques; elles se superposaient, chaque électeur étant inscrit, selon sa nationalité, dans le collège tchèque ou le collège allemand; aucune division n'est donc possible. En Silésie, les Tchèques sont seulement 170000 contre 325 000 Allemands; mais ils réclament le pays tout entier, parce que, si les Allemands de Prusse s'emparaient de cette région des sources de l'Oder, leur territoire s'enfoncerait comme un coin entre Tchèques et Polonais qui ont besoin d'avoir une frontière commune aussi étendue que possible. D'ailleurs, cette région a été germanisée à une époque relativement récente. La partie orientale de la Silésie autrichienne, qui constituait autrefois le duché de Teschen, est en grande majorité polonaise (1), sauf le district occidental de Fridek. C'est là qu'ont eu lieu dernièrement, entre Tchèques et Polonais, les déplorables incidents qui ont mis une tache de sang entre deux peuples faits pour être frères et dont la bonne harmonie importe au plus haut point à la consolidation de la paix générale.

Reste la Bohême proprement dite. Il existe tout autour du quadrilatère, sauf dans la région où il se relie à la Moravie, des groupes importants d'Allemands; mais ils sont partout mêlés à des minorités tchèques, qui atteignent souvent 30 et 50 pour 100 dans les régions où les mines attirent des ouvriers slaves. Ces populations allemandes constituent trois groupes distincts, qui ne peuvent pas, administrativement, former une seule province autonome; les réunir à l'Allemagne serait paralyser le développement de l'État tchèque et mettre aux mains des Allemands le moyen de l'étouffer à la première occasion; la République tchéco-slovaque, isolée au milieu de populations allemandes, a besoin de s'appuyer à ses frontières naturelles pour résister à la pression du germanisme. Prague n'est qu'à 100 kilomètres

(1) Voyez notre article du 15 janvier 1919. — Il y a en Silésie autrichienne 235000 Polonais.

de la frontière saxonne. La Bohême est admirablement délimitée et protégée de trois côtés par ses montagnes; du quatrième, elle se continue par le plateau morave, qui appartient au domaine des populations tchèques: il est impossible d'introduire un État germanique dans la forteresse naturelle qui, depuis si longtemps, résiste aux assauts des Allemands. Suivre scrupuleusement la limite ethnographique serait les installer dans la plaine de l'Elbe à 60 kilomètres de Prague, c'est-à-dire à portée de canon.

Au point de vue économique, la Bohême est une et indivisible. Les Allemands avaient naturellement mis la main sur les régions minières les plus riches et les plaines les plus fertiles; mais, presque partout, la main-d'œuvre est tchèque. Les charbonnages sont indissolublement liés à la prospérité de la Bohême tout entière; elle leur doit son brillant essor industriel. Cette solidarité des diverses régions de la Bohême est si évidente que la plupart des Allemands de Bohême la reconnaissent eux-mêmes; toute mesure qui les séparerait de Prague et des Tchèques les ruinerait et les obligerait à émigrer; ils le disent et, à l'exception des pangermanistes, ils acceptent le maintien de l'unité de la Bohême. Le journal allemand *Montagsblatt* de Prague, qui s'était toujours montré très hostile aux Tchéco-Slovaques, écrivait le 4 novembre : « L'avenir de la Bohême allemande est uniquement dans le cadre de l'État tchéco-slovaque; l'union avec l'Empire allemand serait un désastre pour les industriels allemands de Bohême. Sans les céréales des Tchéco-Slovaques et leurs pommes de terre, la Bohême ne peut pas vivre. » Un meeting ouvrier, tenu le 3 novembre à Eger (Cheb), c'est-à-dire dans la région la plus allemande et la plus anti-slave de toute la Bohême, votait un ordre du jour dans le même sens. Les pangermanistes favorisent en Bohême la propagande bolcheviste; c'est un signe qu'ils savent leur cause perdue et qu'ils préfèrent la subversion générale à l'organisation pacifique d'une Bohême prospère; l'attentat contre le grand patriote Karel Kramar, président du Conseil, a été un premier résultat de leur activité; mais, parmi les Tchèques, le sentiment national est trop fort, la satisfaction de la liberté enfin conquise est trop vive, pour que le bolchevisme puisse s'implanter.

La République démocratique tchéco-slovaque est prête

d'ailleurs à accorder aux Allemands toutes garanties légitimes; la langue des minorités sera admise partout; la Bohême sera un État bilingue; les Allemands pourront avoir leurs écoles, leurs tribunaux : ils jouiront des mêmes droits que les Tchèques. Au moment de la révolution de novembre, les Tchèques ont déjà montré comment ils entendent la pratique et le respect des droits des autres nationalités et les journaux allemands l'ont reconnu. Pendant les trop longs mois qui se sont écoulés depuis l'armistice, l'occupation des régions allemandes par les troupes tchèques n'a pas été sans quelques violences ou vexations; la propagande allemande n'est pas restée inactive, si bien que les esprits s'échauffent et que les rancunes s'exaspèrent. Il est temps de donner à la Bohême un statut définitif, de rassurer à la fois les Tchèques sur l'intégrité de leur État et les Allemands sur les garanties auxquelles ils ont droit. L'intérêt fera le reste. Une partie des Allemands émigrera sans doute, tandis que les Tchèques, plus prolifiques, cesseront d'aller en Amérique, et la proportion des Slaves ne tardera pas à s'accroître même dans les districts aujourd'hui allemands.

La Bohême est un tout géographique et économique; elle formera un tout national avec la Moravie et la Slovaquie. Les Slovaques et les Tchèques ne sont qu'un seul et même peuple parlant deux dialectes d'une même langue, mais l'histoire et la politique les avaient depuis longtemps séparés. Depuis l'an 1025, les Slovaques sont enchaînés aux destinées des Magyars qui, à la fin du IXe siècle, les avaient rejetés dans les montagnes de la Tatra et des Carpathes. C'est là que la renaissance de la nationalité tchéco-slovaque, au XIXe siècle, les a trouvés. Leur domaine a, en gros, pour frontières la Morava, sur laquelle ils se mêlent aux Tchèques de Moravie, au Nord la crête des Carpathes, c'est-à-dire l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie; au Sud et au Sud-Est, la frontière est plus indécise; les Slovaques atteignent le Danube entre Presbourg et Comorn; d'une façon générale, ils occupent la montagne et les Magyars la plaine et les villes. A l'extrême Est le cours de l'Ung sépare les Slovaques du groupe des Ruthènes de Hongrie. Ni la persécution ni la propagande la plus acharnée par l'école et l'administration n'ont pu réussir à vaincre la résistance des montagnards. Même les îlots slovaques qui ont subsisté dans l'Alfœld, isolés en plaine au milieu des populations magyares, ont gardé

leur langue, leurs mœurs et leurs si pittoresques costumes; jusqu'aux portes de Pest, jusque sur la rive droite du Danube, on trouve de ces petits groupes. Dans l'ensemble, le Magyar est l'homme des grands plaines, le cavalier de la Puzta, tandis que le Slovaque est un montagnard; comme tous ses pareils, il descend, surtout pendant l'hiver, chercher du travail dans les villes, ou bien il émigre; nombreux sont les Slovaques qui, chaque année, allaient demander aux États-Unis la liberté et la fortune. D'après les statistiques hongroises, il y aurait en Hongrie un peu moins de 2 millions de Slovaques. Il n'est pas douteux, pour qui connaît les procédés de l'administration dans ce pays, qu'il ne faille majorer ces chiffres : on peut estimer à 2500000 le nombre des Slovaques vivant en groupe compact en Slovaquie, à 400000 le nombre de ceux qui sont répandus dans toute la Hongrie, notamment à Budapest où ils sont plus de 100000; à 700000 le nombre de ceux qui, en Amérique, ont gardé leur langue et le souvenir de leur petite patrie.

La résurrection du sentiment national s'est produite, chez les Slovaques, en même temps que chez les Tchèques; Palacky lui-même était Slovaque d'origine, ainsi d'ailleurs que le fameux patriote hongrois Louis Kossuth. Les noms des Slovaques Kollar et Saffarik sont étroitement associés à l'œuvre de la renaissance linguistique et nationale tchèque et slovaque. Mais, chez les Slovaques, le mouvement a été plus lent et n'a entraîné qu'une élite. La masse du peuple est restée très en retard sur les Tchèques, car les Hongrois s'appliquaient à lui refuser des écoles nationales et à la tenir éloignée de la vie politique. Une longue oppression sociale et politique a brisé les ressorts d'énergie et de volonté de ce peuple qui a toujours obéi à des maîtres étrangers : ceux-ci n'ont jamais cherché à développer ses aptitudes remarquables, son goût pour les arts et la finesse de son esprit. Au Parlement de Budapest, les Slovaques n'ont jamais eu qu'une représentation hors de proportion avec leur nombre : par d'incroyables moyens de pression et de fraude, sur lesquels les livres de M. Seaton Watson (Scotus viator) nous ont édifiés, les Magyars réussissaient à empêcher les candidats nationaux Slovaques d'être jamais élus. Comment les Magyars s'étonneraient-ils que les Slovaques aient cherché chez leurs frères Tchèques de Bohême et de Moravie l'appui moral

qui leur a toujours manqué en Hongrie et qu'ils aient souhaité et préparé leur union dans une patrie tchéco-slovaque que le traité de paix va réaliser? La Slovaquie deviendra, pour la nouvelle République, un réservoir de forces jeunes et de populations vigoureuses, pourvu que les Tchèques ne brusquent pas l'évolution de leurs frères moins avancés et respectent leurs coutumes et leur idiome populaire.

La question de la frontière méridionale de la Slovaquie est particulièrement délicate. Les Allemands et les Magyars ont, au cours des siècles, éloigné les Slaves des bords du Danube et, en général, des plaines et des villes. Presbourg, capitale historique du pays Slovaque, entourée de villages Slovaques, n'a elle-même que 15 pour 100 de Slovaques contre 40 pour 100 d'Allemands et 40 pour 100 de Magyars. Il est cependant indispensable que Presbourg suive le sort du pays qui l'environne et que la Tchéco-Slovaquie soit riveraine du Danube. En règle générale, quand il s'agit de déterminer la nationalité d'une région, ce sont les campagnes plutôt que les villes qu'il faut considérer, car le citadin passe et le paysan demeure. On devra étudier de près, de manière à éviter le plus possible de répartir les populations contre leur gré, cette région du Danube et des confins Slovaco-Magyars entre le Danube et la Tisza. On tiendra compte des groupes importants de Slovaques répandus çà et là à travers la Hongrie qui devront rester parmi les Magyars et constitueront pour eux une compensation aux îlots qu'ils devront abandonner en pays Slovaque.

La Conférence aura aussi à se prononcer sur l'avenir du groupe des Ruthènes (Petits-russes) qui, au nombre de 470 000, vivent au Sud de la crête des Carpathes dans la région des sources de la Tisza, et qui s'interposent entre les Slovaques et les Roumains de Transylvanie et de Bukovine. Les Tchéco-Slovaques leur offrent, comme à des frères trop faibles pour fonder un État indépendant, d'entrer dans leur République en y conservant leur langue et leur autonomie administrative. Par là les Tchéco-Slovaques seraient en contact immédiat avec les Roumains et ce serait, dans l'intérêt de l'équilibre pacifique de l'Europe, un fait dont l'importance n'a pas besoin d'être démontrée.

La nation tchéco-slovaque ainsi constituée, maîtresse de ses destinées, est appelée à un brillant essor, si elle reste laborieuse

et unie dans la victoire comme elle l'a été dans sa lutte contre le germanisme et dans son puissant effort d'organisation. Mais elle ne constitue encore qu'un État de dix millions d'hommes sur lesquels on compte à peine sept millions de Slaves, que sa forme étroite et allongée rend particulièrement vulnérable et qui, ne touchant pas à la mer, restera asservi au système de ses communications, même si le libre usage lui en est garanti par le traité de paix et la Société des nations. Il n'est donc pas assez fort, et il ne le sera pas de longtemps, pour rester isolé et dédaigner l'appui de ses voisins. « Bohemia fara da se » ne saurait être sa devise. Pour faire face au germanisme, il s'adosse à la Pologne ressuscitée qui est son alliée naturelle. Il regarde au loin vers sa grande amie russe, dont il déplore l'égarement, qu'il travaillera à reconstruire et à qui il donne l'exemple d'un État slave qui sait se discipliner et s'organiser lui-même. Vers l'Occident, il tend la main à la France, à la Belgique, à l'Angleterre et, par delà les Océans, à l'Amérique, foyers de patriotisme et de liberté, où son cœur s'est réchauffé, où son intelligence s'est nourrie, d'où lui est venu le salut par la victoire et d'où lui viendra toujours un concours amical, inspiré par le plus pur patriotisme et les plus nobles sentiments humains. Au Sud, il regarde vers l'Italie, dont le rôle historique paraît tout tracé et qui, après avoir contribué à renverser par les armes l'Empire des Habsbourg, peut devenir l'amie de tous les États nouveaux issus de sa dislocation. Dans l'intérieur même de l'ancienne monarchie ou dans son voisinage immédiat, les Tchéco-Slovaques sont étroitement solidaires du groupe des Slaves du Sud, frères de misère et de gloire qui, de l'autre côté du Danube, leur font vis-à-vis et apparaissent comme la seconde colonne d'un portique monumental qui ouvrirait l'accès du monde oriental (1). Plus loin, la Roumanie latine ne demande qu'à fraterniser avec les nouveaux États nés ou agrandis comme elle par la victoire des Alliés. L'avenir des petites et moyennes nations issues de la dislocation du grand corps historique de l'Empire des Habsbourg est dans leur union.

(1) Nous aurons l'occasion de revenir sur le groupe yougo-slave, qui est à la fois balkanique, danubien et adriatique

III

Du côté de la grande Allemagne, tout est péril pour la République tchéco-slovaque ; au Nord et à l'Ouest, l'Allemagne l'entoure et cherchera à la pénétrer ; elle saura faire patte de velours pour attirer vers ses ports le trafic de la Bohême et de la Moravie et pour nouer avec elles des relations d'affaires qui ne tarderaient pas à se transformer en une vassalité économique : l'engrenage est fatal. Et pourtant, c'est du côté de Vienne, d'où ne peut plus venir aucun péril pour l'indépendance de leur État, pourvu que les Allemands d'Autriche ne soient pas réunis à la grande Allemagne, que les Tchèques jettent des regards de défiance et d'hostilité : car la colère des peuples survit à la chute des rois. En Bohême, comme en Italie, le nom d'Autriche éveille des souvenirs si anciennement douloureux que la politique a quelque peine à se rendre compte que l'Autriche d'hier n'est plus qu'un fantôme, mais qu'il reste quelques millions d'Autrichiens de langue allemande dont le sort importe au plus haut point à la sécurité de la Tchéco-Slovaquie comme de l'Italie, et à la consolidation de la paix européenne. S'ils allaient se réunir à l'Empire (Reich) allemand, en qui ne sont pas mortes les passions dominatrices et pangermanistes, une même puissance serait établie à Berlin et à Vienne, tendrait la main aux Magyars, encerclerait de trois côtés la Bohême et dominerait, du haut des sommets tyroliens, les vallées italiennes. Le péril traditionnel, devenu illusoire, inquiète encore certains esprits et leur cache le péril réel d'aujourd'hui et de demain. N'a-t-on pas entendu, dans l'enivrement d'une indépendance nouvelle, des hommes sérieux, comme l'économiste M. C. Horacek, déclarer : « Nulle amitié avec Allemands et Magyars, pas de relations politiques et économiques, pas de conventions douanière, financière et ferroviaire. » Il est raisonnable en effet de n'avoir pas « d'amitié » pour de tels voisins, mais il est plus difficile de n'avoir pas de « relations » avec eux. Par la crainte chimérique de ressusciter l'Autriche, on rejetterait vers la grande Allemagne plus de six millions d'hommes qui parlent allemand, mais dont la grande majorité n'accepterait qu'en désespoir de cause de s'y voir englobés. Or l'Autriche, telle que les peuples la haïssaient, est morte et bien morte.

L'Autriche de François-Joseph était déjà une survivance d'un passé aboli (1); elle n'est plus aujourd'hui qu'un mauvais souvenir; c'en est fini à jamais de son absolutisme centralisateur et germanisateur, de cet étrange et mortel anachronisme d'une politique d'expansion qui ne s'appuyait pas sur une nation, mais sur une dynastie et un État. La disparition de l'Autriche n'est pas une éclipse, comme il en est advenu à tous les grands peuples historiques, c'est un point final mis à une période de l'histoire européenne. L'Autriche nouvelle, indépendante, qui naîtra de la Conférence, ne ressuscitera pas, même s'il lui en prenait envie, l'ancienne politique autrichienne. Qu'on ne cherche donc plus à agiter cet épouvantail.

Un État autrichien de langue allemande, constitué avec les provinces de l'ancienne Cisleithanie qui n'appartenaient ni à l'ancien royaume de Bohême ni au domaine yougo-slave, sera un petit état alpestre et danubien qui ne comptera guère plus de six millions d'âmes se répartissant ainsi :

Basse-Autriche	3.130.536
Haute-Autriche	840.604
Salzbourg.	208.009
Styrie (partie)	983.252
Carinthie (partie) . . .	304.287
Tyrol allemand. . . .	525.115
Vorarlberg	126.743
Total	6.118.546 (2)

Ces six millions d'hommes se décomposent en deux groupes presque égaux : la ville de Vienne d'une part, avec sa banlieue, qui comprend presque toute la Basse-Autriche et, de l'autre, une série de vallées alpestres, y compris celle du Danube, qui sont habitées par une population de langue allemande, mais très particulariste, et qui représente un germanisme fort éloigné du modèle prussianisé. La Haute-Autriche et Salzbourg, avec environ un million d'habitants, ont une population proche parente de celle de la Haute-Bavière. Les gens du Tyrol et du Vorarlberg sont des montagnards très anciennement germa-

(1) Voyez notre article *François-Joseph*, dans la *Revue* du 1er janvier 1917, ou notre brochure : *François-Joseph; essai d'histoire psychologique* (Perrin, 1917.)

(2) Chiffres de 1910. Voyez A. Chervin : *L'Autriche et la Hongrie de demain. Les différentes nationalités d'après les langues parlées* (Berger-Levrault, 1915.)

nisés, très attachés à leur foi catholique, à leur autonomie traditionnelle, qu'ils défendirent avec un héroïsme indomptable contre les soldats de Napoléon ; leur type moral les rapproche des Suisses catholiques. Ils regretteront la dynastie des Habsbourg, à laquelle ils étaient très attachés, plus que l'Empire pour lequel on les a si souvent fait tuer. Le Vorarlberg vient, par un vote significatif, de déclarer que, dans certaines circonstances et à certaines conditions, il accepterait de devenir un canton suisse. La partie du Tyrol qui est de langue et de culture allemande opposera la plus opiniâtre résistance à toute domination étrangère qui tenterait de l'englober malgré elle, en totalité ou en partie.

La culture allemande, à mesure qu'elle se rapproche de la Méditerranée, se modifie et s'altère au contact des Slaves et des Latins. Déjà le dialecte viennois est moins dur que l'allemand de l'Elbe ou du Rhin. Entre Vienne et l'Adriatique, les derniers rameaux des Alpes encadrent les sites charmants de la Styrie et de la Carinthie (1). Là vit une population d'origine celtique, comme les Ladins du Tyrol, qui fut autrefois latinisée et qui parle aujourd'hui un allemand plus riche en voyelles et plus harmonieux, qui répond mieux à la sensibilité de l'âme styrienne, à la douceur et à la pureté des mœurs des hautes vallées de la Mur, de la Drave et de la Save. Parmi ses troupeaux et ses grands sapins noirs la vie paraît au Styrien bonne et douce ; il la regarde sans pessimisme ; il jouit avec sérénité de la douceur de son ciel et de la beauté de ses vallées. Son catholicisme traditionnel se nuance de poésie et garde, au fond de ses montagnes, comme un reflet lointain des anciens cultes de la nature. Le Styrien ignore l'âpre ambition, les vastes pensées et les agitations de la civilisation industrielle ; il est heureux de vivre. Cet optimisme souriant va parfois jusqu'à une sorte d'apathie, d'impuissance à vouloir et à agir. Il y a quarante ans, chez nous, certains royalistes impatients ou déçus attribuaient à la « maladie styrienne » l'inaction du prince qu'ils auraient

(1) Les parties méridionales de ces deux provinces sont Slovènes :

Styrie : 70,49 pour 100 parle allemand.
29,37 pour 100 parle slovène.
Carinthie : 78,61 pour 100 parle allemand.
21,39 pour 100 parle slovène.

Depuis des siècles la poussée allemande fait, aux dépens des Slovènes, un travail d'érosion ethnique.

souhaité d'arracher au calme de Frohsdorf. Il serait paradoxal que ces Styriens fussent associés, dans une même République impériale et unitaire, avec des Prussiens ou des Saxons : Allemands, soit, mais non pas « Boches ! » Ces peuples, dont les soldats se sont battus énergiquement contre les Russes et les Italiens, ne veulent être ni conquis ni absorbés, fût-ce par des Allemands. Ils tiennent à rester eux-mêmes, avec leurs voisins du Tyrol et d'Autriche, et nous n'avons pas de raison de les en empêcher. Ce sont d'honnêtes et fortes populations qui ne peuvent inspirer que respect et sympathie.

Vienne et sa grande banlieue renferment presque autant d'habitants agglomérés que les provinces dont nous venons de parler en comptent de dispersés dans leurs vallées alpestres. La nouvelle Autriche aura donc une tête trop grosse pour son corps. Vienne était la Ville impériale, le grand creuset qui attirait pour les amalgamer toutes les populations de l'Empire. Il s'en faut que ses habitants soient de pur sang allemand ; ils sont un mélange de toutes les races de la monarchie. Comme ouvriers, gens de métier, domestiques, fonctionnaires, les Slaves, les Hongrois, les Roumains, les Italiens, les Juifs ont colonisé Vienne ; un grand nombre ont été assimilés, mais on compte environ 300 000 Tchéco-Slovaques qui ont conservé leur langue et leur sentiment national, quoique le Gouvernement Impérial ne leur ait jamais permis d'avoir des écoles spéciales. De ce mélange résulte un type particulier où je ne sais quoi de plus gracieux et de plus élégant chez les femmes, de plus dégagé et de plus fin chez les hommes, décèle l'hérédité slave et même italienne. Ainsi Vienne, citadelle historique et avant-garde du germanisme, est, par le sang, à moitié slave. Le germanisme de Vienne s'est adapté à des mœurs plus simples et plus douces, plus naturellement démocratiques. Les écrivains viennois manquent généralement de profondeur, mais ils ont le coup d'œil finement observateur, le trait plaisant, la note tendre, le tempérament jovial ; ils manient même non sans grâce la fantaisie et l'ironie, filles ailées du génie celtique et méditerranéen.

Vienne est admirablement située, au point même où le Danube, sortant du système alpestre, pénètre dans la grande plaine de l'Europe centrale, « entre une Suisse et une Beauce ; » avec son grand fleuve qui constitue une magnifique voie com-

merciale naturelle, elle aurait pu devenir et rester, si ses Empereurs avaient pratiqué une politique plus prévoyante et plus équitable pour tous leurs sujets, la capitale d'un grand Empire fédéral où l'élément allemand n'aurait eu que la part d'influence qui lui revient légitimement ; leur méconnaissance des conditions modernes de la vie des nations et des devoirs des souverains envers leurs sujets en a décidé autrement : la politique impériale a tué l'Empire. Avec lui ont disparu, en tant que facteurs politiques, la cour, l'aristocratie et la bureaucratie, c'est-à dire les trois éléments sociaux qui, à proprement parler, constituaient l'État autrichien ; mais il reste le vieux fonds de la population viennoise, c'est-à-dire une bourgeoisie industrieuse, commerçante, mais passive et sans énergie, et un prolétariat nombreux et organisé par un parti socialiste puissant, dont la guerre et les souffrances ont accru l'influence et qui n'a, du Viennois historique, ni la passivité, ni la bonhomie.

Les anciennes provinces autrichiennes de langue allemande, avec Vienne leur capitale, constituent un tout historique qui a sa personnalité, et qui se distingue nettement des pays de l'ancien Empire allemand. Ce n'est pas la langue, ni la race, ni la forme du crâne, qui font la nationalité, mais le vouloir commun d'une collectivité humaine de s'organiser pour vivre en société et constituer un État indépendant. L'Allemand autrichien est aussi, et peut-être plus, distinct de l'Allemand prussianisé que le Belge ou le Genevois l'est du Français, ou le Canadien de l'Américain des États-Unis. Pour qui a vu Berlin et Vienne, pour qui connaît l'âme des deux peuples et leur histoire, aucun doute ne peut subsister : les Allemands d'Autriche sont une nationalité qui a le droit, comme telle, d'être respectée et de se constituer en État indépendant, libre, et capable de vivre au même titre que les autres nationalités de l'ancien Empire des Habsbourg. C'est en ce moment tout ce qu'elle demande et tout ce qu'il est juste que les Alliés lui reconnaissent.

La grande majorité des habitants de l'Autriche allemande ne souhaitent pas d'être rattachés à l'Allemagne, qu'elle soit impériale ou démocratique, pourvu que l'Entente leur assure les moyens économiques, financiers et moraux de vivre indépendants. L'aristocratie autrichienne a toujours été antiprussienne, et, si elle est allemande de langue, elle a toujours

eu un goût particulier pour la culture française dont elle apprécie la finesse et la mesure; elle s'accommodera avec satisfaction d'un État autrichien indépendant auquel elle contribuera à donner un cachet particulier de civilisation et d'élégance. La bourgeoisie viennoise, les gens des métiers et des corporations, amis d'une vie douce et pacifique, ennemis du bureaucratisme comme du militarisme, clientèle du parti chrétien-social, désirent une solution qui conserve à Vienne son rôle de capitale, fût-ce d'un État réduit et sans prétentions impériales. Les paysans des vallées alpestres sont essentiellement particularistes, et par tempérament, conservateurs et démocrates. Restent les socialistes : les masses ouvrières suivent, souvent contre leur intérêt économique, l'impulsion donnée par leurs chefs politiques qui veulent les entraîner à la lutte des classes à la suite de la social-démocratie allemande avec laquelle ils font, depuis longtemps, cause commune. C'est avant tout un intérêt de parti qui fait des social-démocrates actuellement au pouvoir des partisans du rattachement à l'Allemagne. L'agitation communiste n'aurait aucune chance de réussir en Autriche, si la propagande et l'exemple de Moscou et surtout de Budapest et de Munich n'encourageaient les fauteurs de désordre et de pillage; ils échoueront dans leur œuvre de mort si l'Entente sait assurer à temps à la population autrichienne d'abord de quoi manger et se vêtir, ensuite les moyens de travailler et de prospérer, et surtout si elle se décide enfin, par acte d'énergie, à arrêter net, en l'étouffant à Budapest, les progrès de cette épidémie de destruction et de nivellement qui gardera dans l'histoire le nom de bolchevisme.

IV

Les Magyars eux aussi constituent une nationalité, et qui a le droit de vivre. Il est même juste de reconnaître qu'il en est peu qui aient montré autant de vitalité nationale et d'énergie patriotique. Malheureusement, ces qualités, les Magyars en ont usé pour opprimer les peuples non Magyars que les hasards de l'histoire, des mariages et des héritages dynastiques avaient rangés sous les lois de la Couronne de Saint-Etienne.

Quand ils se sont établis, au IXe siècle, au milieu des peuples slaves qu'ils ont séparés et morcelés, les Magyars

étaient, comme l'a dit leur poète Gaj, « comme une île dans un océan slave ; » ils assujettirent, assimilèrent ces tribus slaves ou les repoussèrent dans les montagnes. L'aristocratie magyare qui a toujours gouverné la Hongrie et même, surtout depuis 1867, l'Empire tout entier, avait à résoudre un problème difficile ; en minorité dans son propre royaume, elle n'a cru pouvoir se soutenir qu'en employant toutes les forces de l'État au service du Magyarisme et en pratiquant une politique de centralisation et de magyarisation sans merci. Elle a été un remarquable instrument de gouvernement ; elle s'est donné une mission qu'elle a remplie avec toute son énergie, celle de faire entrer, de gré ou de force, dans les cadres de l'État Magyar, les peuples sur lesquels régnait le roi de Hongrie ; avec les hobereaux prussiens, les magnats Magyars sont, dans l'histoire, l'un des types les mieux caractérisés d'une aristocratie gouvernante et conquérante. Ils ne pouvaient maintenir leur pouvoir qu'en l'étendant sur des peuples nouveaux. C'est ainsi que, tantôt avec l'aide des Habsbourg, tantôt contre eux et avec l'appui des Turcs, ils réussirent à soumettre à leur domination la Transylvanie, la Slovaquie, la Croatie. Ils furent les plus ardents, en ces dernières années, à réclamer l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine et la guerre contre la Serbie.

Mais l'art particulier des Hongrois fut de se présenter à l'Europe occidentale comme un peuple épris de progrès et de liberté. Ne les avait-on pas vus, en 1849, en révolte contre leur souverain ? N'ont-ils pas constitué un Gouvernement parlementaire avec deux chambres où la liberté du langage allait jusqu'aux pires violences ? Ils oubliaient de dire que l'égalité, en Hongrie, était le privilège des seuls Magyars ; la plainte des nationalités opprimées n'arrivait pas jusqu'à l'Europe occidentale. Un homme comme le comte Albert Apponyi avait, en France et en Angleterre, la réputation d'un « libéral ; » il était cependant l'auteur de la fameuse loi sur les nationalités qui est l'un des plus terribles instruments d'assimilation forcée qui ait jamais été forgé au profit d'une nationalité et aux dépens des autres. Vis-à-vis des nationalités, les procédés des Andrassy, des Weckerlé, des Kossuth ne différaient pas de ceux de MM. Koloman et Étienne Tisza (1) ; des hommes comme Deak

(1) Voyez, entre autres ouvrages récents, sur les procédés de gouvernement

et Eötvös avaient entrevu la nécessité d'accorder plus de liberté et plus de part dans le gouvernement aux peuples non Magyars : ils ne furent pas suivis. Mais le mouvement qui, dans toute l'Europe, rendait à toutes les nationalités conscience de leurs droits et de leurs forces, était trop puissant pour que la législation la plus restrictive réussit à l'étouffer. Les Magyars luttèrent désespérément ; ils savaient que le règne de la justice envers toutes les races marquerait la fin de la domination de leur race et de son grand rôle historique. Du côté de la Croatie surtout, le danger était pressant, car, derrière les Croates, grandissait l'État Serbe indépendant, et, d'une rive à l'autre de la Save, des mains se tendaient qui cherchaient à se rejoindre pour unir tous les Yougo-Slaves en un seul peuple. Il fallait donc, pour que la Hongrie pût continuer à tenir sous son joug les peuples non Magyars, en finir avec ce petit État; après les guerres balkaniques et les victoires serbes, le péril était imminent. Le comte Tisza, d'accord avec l'Allemagne, jugea l'heure venue de déchaîner la grande guerre.

C'était la suprême partie : la Hongrie l'a perdue; elle porte avec l'Allemagne le poids d'une terrible responsabilité. Elle a lutté jusqu'à la fin avec un aveuglement incoercible; c'est à elle qu'est dû l'échec des tentatives de l'empereur Charles et de quelques hommes d'État autrichiens pour fédéraliser l'Empire dualiste. Elle demande aujourd'hui qu'on ne confonde pas le peuple Magyar avec le Gouvernement qui l'a conduit aux abîmes; mais les peuples restent solidaires de leurs Gouvernements même déchus, et les Hongrois le sont d'autant plus qu'ils n'ont ni renversé, ni renié le leur avant la défaite, tardive sagesse, comparable à celle des Allemands, et dont il est impossible de savoir s'il faut l'attribuer au remords ou à la crainte de l'expiation. Si le mauvais coup avait réussi à l'Allemagne et à ses complices, on aurait vu les Hongrois opprimer allègrement les Serbes et les Roumains vaincus et acclamer les succès du comte Tisza. Est-ce que les Français, en 1870, n'ont pas cruellement payé les illusions de la politique, pourtant généreuse, de Napoléon III, quoiqu'ils aient renversé son trône avant que la partie fût définitivement perdue. Les Hongrois seront moins durement traités; ils ne

des Hongrois : Aurèle C. Popovici : *La question roumaine en Transylvanie et en Hongrie* (Payot, 1918, in-16); G. Beck, *Les responsabilités de la Hongrie* (Payot, 1917, in-16).

perdront pas leurs provinces peuplées de Magyars, si ce n'est dans la mesure strictement indispensable pour assurer l'affranchissement des nationalités qu'ils retenaient malgré elles sous le joug. L'État Hongrois aura sans doute beaucoup à souffrir de la paix. Est-ce la faute des Alliés s'il comptait, sur vingt et un millions d'habitants, moins de la moitié de Magyars (1)?

Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, au nom duquel nous avons conduit la guerre et nous faisons la paix, détruit l'édifice artificiel, fondé sur la force et l'oppression, qu'était l'État Hongrois et réduit l'influence des Magyars à la mesure de leur importance numérique. Le royaume de Hongrie était un grand État, la moitié de l'Empire dualiste d'Autriche-Hongrie; la République Magyare ne sera plus qu'un État secondaire; mais elle sera un État libre auquel les Magyars donneront la constitution qui leur conviendra; les fractions du peuple magyar qui s'en trouveront détachées par suite de l'enchevêtrement des populations dans les zones mixtes, jouiront, sous la sauvegarde de la Société des Nations, d'une liberté que ni les Slovaques, ni les Roumains, ni les Serbes, ni les Croates ne connurent avant la guerre libératrice.

L'accès à la mer sera garanti aux Hongrois par la voie fluviale du Danube et par des chemins de fer internationaux aboutissant à Fiume et à Salonique. La vie politique et économique du peuple Magyar sera donc assurée, et elle le sera indépendamment de l'Autriche. Nous avons assez longtemps entendu les revendications et les doléances du « Parti de l'Indépendance » pour être persuadés que la Hongrie estimera à son prix la rupture de liens qui lui semblaient si insupportables.

(1) Population du royaume de Hongrie en 1910.

Langues maternelles pariées.	Nombre absolu.	Proportion pour 100 habitants.
Magyars.	10 050.575	48.1
Allemands.	2.037.435	9.8
Slovaques.	1.967.970	9.4
Roumains.	2.949.032	14.1
Ruthènes	472.587	2.3
Croates	1.833.162	8.8
Serbes	1.106.471	5.3
Divers.	469 255	2.2
Total	20.886.487	

Les Israélites sont compris dans le chiffre des Magyars ou des Allemands. — Ces statistiques sont celles de l'Administration hongroise, donc peu suspectes de favoriser les nationalités.

Le mouvement bolchevique en Hongrie et la dictature du prolétariat sont encore une forme de la protestation nationale magyare contre le démembrement de l'ancien État hongrois. N'a-t-on pas vu le comte Karolyi, désespérant d'obtenir les concessions qu'il avait espérées de l'Entente, passer la main aux Communistes ? Mais une tactique si hasardeuse porte en elle-même son châtiment. L'armée et la police ayant disparu, tous les pouvoirs sont tombés aux mains d'une bande de jeunes gens, presque tous juifs, qui ont organisé, sur le modèle de Pétrograde, la destruction de la bourgeoisie et du capital, et travaillent avec ardeur à répandre dans les pays voisins leurs doctrines de nivellement social et de ruine économique. La malheureuse Hongrie expie. Pour son honneur et son intérêt, l'Entente ne peut pas laisser se développer plus longtemps pareille saturnale au centre de l'Europe. Avec l'aide des éléments sains du pays, elle sauvera la Hongrie d'elle-même.

Aussi bien la Hongrie sera-t-elle un État viable. Le Magyar est, par excellence, l'homme des plaines ; il gardera ses immenses champs de blé, de maïs et de betteraves et les étendues indéfinies de sa Puzta herbeuse où il exerce l'agilité de ses beaux chevaux. Avec ses deux grands fleuves, le Danube et la Tisza, qui lui ouvrent vers la Mer Noire au Sud-Est, vers l'Autriche et la Bohême au Nord-Ouest, des voies commerciales naturelles, avec ses chemins de fer, il est admirablement placé pour devenir le premier peuple producteur et exportateur de céréales, de bétail, de chevaux, de volailles, de sucre, de l'Europe Centrale. Tchéco-Slovaques, Yougo-Slaves, Polonais, Autrichiens, sont ses clients naturels ; il aura aussi, avec les États riverains du Bas-Danube, des relations nécessaires.

Ainsi l'économie nationale montre les voies à la politique et l'on peut entrevoir les grandes lignes de la solution d'un problème qui trouble l'Europe centrale depuis le IXe siècle et qui consiste à articuler pacifiquement l'État magyar parmi les peuples slaves, roumains et allemands, au milieu desquels il est tombé, comme un bolide, au temps d'Arpad. La difficulté sera vaincue par le respect de tous les droits légitimes. La nation magyare a sa place, mais rien que sa place, parmi les peuples de l'Europe centrale ; elle est brave, laborieuse, amie des arts et de la haute culture ; elle est capable de noblesse et de générosité quand elle ne se croit pas tenue aux duretés de l'égoïsme

national; elle a une place à prendre et un rôle à jouer parmi les nations moins avancées en civilisation. L'Occident, et particulièrement la France, sont disposés à l'y aider avec une sympathie que rien ne viendra plus troubler.

V

Dans l'ancienne Autriche-Hongrie, deux peuples gouvernaient et dominaient toutes les autres nationalités; dans l'Europe nouvelle, chaque nationalité constituée, détachée de l'ancien Empire des Habsbourg, aura le droit et les moyens de vivre indépendante et libre. Le problème consiste à organiser le droit à la vie qui n'est refusé à aucune d'elles. Si les premiers mois qui suivirent l'écroulement des Habsbourg, lien vivant de tous ces peuples d'origine et de langage divers, devaient fatalement être employés à la difficile liquidation de l'actif et du passif de l'ancienne communauté, les années qui suivront l'établissement définitif de la paix et des frontières amèneront la reprise de relations fondées sur l'intérêt et sur des affinités diverses. Les lois géographiques et les nécessités économiques reprendront alors leurs droits.

Toutes les nations issues des fragments de l'ancien Empire dualiste sont riveraines du Danube, à l'exception des Polonais qui appartiennent à une autre région. Le puissant fleuve est, pour toutes, l'artère vivifiante, la grande voie commerciale. Par les travaux d'amélioration qui ont régularisé son cours, par les canaux qui l'ont réuni au Rhin, l'importance économique du Danube s'est beaucoup accrue. Entre les riverains d'un tel fleuve, il existe un lien, une communauté d'intérêts qui doit nécessairement se traduire par une convention de commerce et de navigation. Les Allemands, par le traité de Bucarest de 1918, avaient tout combiné pour se servir du Danube comme d'un puissant instrument de germanisation; il devait être l'artère commerciale du Mittel-Europa (1). Les Alliés, au contraire, doivent en faire un instrument de libération; il deviendra un fleuve international dont la navigation libre sera réglementée par une convention spéciale.

La Bavière est, elle aussi, un État partiellement Danu-

(1) Voyez le fameux livre de Frédéric Naumann : *L'Europe centrale*. Traduction française; Payot, 1918, in-8°.

bien ; la majeure partie de son territoire est dans le domaine géographique du Danube, mais ses affluents alpestres sont des torrents impropres à la navigation, tandis que ceux de la rive gauche, doublés par des canaux, unissent la Bavière au système rhénan et la portent vers les plaines de l'Allemagne du Nord. A cheval sur les deux réseaux fluviaux, son histoire l'a inclinée tantôt vers le Rhin et Berlin, tantôt vers le Danube et Vienne. Il y a, en réalité, trois Allemagnes : celle des plaines du Nord, celle du Rhin moyen et du Haut Danube, et enfin l'Autriche de langue allemande. De 1848 à 1860, l'Allemagne du Sud répugnait à l'union avec la Prusse et entendait garder son indépendance; Maximilien II disait, en 1860, au prince Clovis de Hohenlohe : « Je ne me mettrai à la remorque ni de l'Autriche, ni de la Prusse. » Cette Allemagne de la Souabe, de la Franconie, des Alpes, du Rhin et du Haut Danube est, au point de vue ethnique, l'Allemagne vraie et pure, car le Prussien est un Slave germanisé et le Viennois un Germain mélangé de Slave, de Magyar, de Latin, et déjà un peu un Oriental. Lorsqu'en 1866 la force prussienne rattacha l'Allemagne du Sud à la Prusse, Bismarck voulut que l'Autriche en demeurât séparée. Chacune d'elles a, depuis lors, suivi sa destinée, la Bavière, le Wurtemberg et Bade se prussianisant, l'Autriche poursuivant vers l'Orient et les Balkans sa politique d'expansion territoriale et économique. Si les sentiments particularistes, qui ont des racines profondes dans le caractère national allemand, se développaient, sous l'action de la défaite et de la révolution, jusqu'à provoquer des sécessions, on pourrait concevoir la Bavière et ses voisines cherchant à s'unir à l'Autriche pour former une grande Allemagne du Sud. Dans l'état matériel et moral où sont actuellement la Bavière et l'Autriche, une union entre elles aurait plutôt pour conséquence d'entraîner l'Autriche vers Berlin et Weimar que l'Allemagne du Sud vers Vienne. Il y aurait, dans les deux cas, péril pour Prague, Presbourg, Zagreb (Agram) et Trieste.

L'intérêt de tous les Alliés est d'aider à vivre et à prospérer une Autriche indépendante qui pourrait être, au moins provisoirement, une Autriche neutre, une sorte de Suisse autrichienne, qui trouverait sa place définitive, comme État indépendant, quand le temps et l'expérience auront éprouvé la solidité du nouvel édifice européen et permis d'y apporter les

retouches reconnues indispensables. La paix sera nécessairement suivie d'une courte période de troubles et de l'explosion d'un mécontentement général ; car tous les peuples se croiront lésés ou insuffisamment favorisés. Ils auront quelques semaines pour maudire leurs juges ; mais les passions nationales s'apaiseront sous l'action du besoin impérieux de vivre, de travailler, d'échanger ; alors s'opéreront les rapprochements que les intérêts indiquent. L'éminent président de la République Tchéco-Slovaque M. Masaryk répondait, au commencement de février dernier, à un journaliste qui lui demandait son opinion sur l'éventualité d'une fédération danubienne : « Pour le moment, il ne peut s'agir que d'une confédération économique; l'histoire présente cependant des exemples de confédération économique transformée en confédération politique. Les conditions d'une confédération danubienne sont d'abord la liquidation juste de l'ancienne Autriche. On verra, pendant cette liquidation, quel fond on peut faire sur les différents groupes. Une solution juste des problèmes qu'implique la liquidation de l'ancienne Autriche constituerait une base concrète de pourparlers en vue d'une semblable fédération. » Quand se posera pratiquement le problème dont M. Masaryk discerne si justement les éléments, l'Italie, rassérénée par la paix, aura compris qu'il n'y a pour elle, comme pour toute l'Europe Centrale, qu'un seul péril, c'est, non pas l'impossible résurrection de l'Autriche ancienne, mais la constitution d'une grande Allemagne unifiée dont Berlin, Munich et Vienne seraient les capitales et qui, du haut des Alpes, tendrait d'un effort inlassable vers Trieste et l'Adriatique.

Il faut sérier les questions. L'effort de la France et de ses alliés vainqueurs doit aboutir d'abord à établir les quatre maîtres piliers de l'Europe Centrale : Tchéco-Slovaquie, Pologne, Yougo-Slavie, Roumanie, à les consolider, à les lier ensemble pour les rendre solidaires et accroître leur capacité de résistance. La nouvelle Autriche républicaine et la République Magyare viendront alors d'elles-mêmes chercher leur place dans l'édifice reconstitué sur de nouvelles assises.

RÉNÉ PINON.

LES "SALONS" DE 1919

ET

L'ART DE SE FAIRE PEINDRE

Comme un convalescent, jour par jour et à mesure que ses forces reviennent, s'essaie à refaire les gestes et à s'appliquer aux besognes d'avant la maladie, Paris reprend ses habitudes et sa vie d'avant la guerre. Il le fait, sans doute, avec des tâtonnements, des hésitations, des demi-mesures, où l'on sent cette défiance de ses propres forces qui suit une crise violente ou une longue torpeur, mais aussi avec le désir bien marqué de renouer, au point précis où il l'a quittée, la chaîne interrompue de ses devoirs et de ses plaisirs. Il ne change même rien à ses rites, parmi lesquels un des plus inéluctables et des plus solennels est assurément le *Salon*. De mémoire d'homme et même de plusieurs générations d'hommes, on n'imagine pas le printemps, à Paris, sans le *Salon*. On l'imagine très aisément sans soleil, sans feuilles, sans fleurs, — non sans peinture. La neige peut tomber, les fruits geler, la bourrasque faire rage : le *Salon* s'ouvre. Il y a cent ans, il s'ouvrait le 24 avril, comme aujourd'hui. Il a fallu l'inexplicable cataclysme et le stupéfiant hourvari d'une guerre mondiale pour interrompre, pendant quatre ans, une routine aussi vénérable. Cela ne s'était, même aux plus mauvais jours de la Terreur, jamais vu. Pareillement, toutes les idées sur l'Art ont pu changer, les dieux anciens être renversés, de nouvelles idoles promues, des écoles modernes

surgir parmi les enthousiasmes et péricliter sous les quolibets, des réactions imprévues ressusciter à une vie glorieuse des œuvres *quæ jam cecidere*, des Watteau et des Fragonard être successivement applaudis, puis bafoués, puis de nouveau divinisés, un Ingres parvenir au pinacle, puis servir de plastron aux brocarts de toute une génération, puis se retrouver subitetement réinstallé dans l'Olympe des maîtres. Tout ainsi a pu évoluer dans le sentiment de l'art et la religion du beau, tout a pu disparaître, — mais la coutume de défiler, au printemps, devant des tableaux, point. D'où l'on voit que l'humanité tient plus à ses rites qu'à ses dogmes.

Cette année, quoiqu'à demi ouvert seulement aux peintres et continuant à abriter des soldats, le Grand Palais est rendu à sa destination première. Les deux *Salons* dits « des Champs-Élysées » et « du Champ de Mars » y sont réunis sous ce vocable compliqué, formulé, semble-t-il, pour mettre en garde contre l'idée que la réconciliation pourrait être définitive : « Exposition au profit des œuvres de guerre de la Société des Artistes français et de la Société nationale des Beaux-Arts. » Ainsi, la scission jadis provoquée par les Puvis de Chavannes et les Meissonier continue : c'est l'armistice, ce n'est pas la paix. Le visiteur bénévole n'y met pas tant de malice : pour lui, c'est le *Salon* de 1919. Une section particulière, dans les salles de la Société nationale, signalée par des faisceaux de fusils et des drapeaux, groupe les œuvres des artistes mobilisés pendant la guerre. Çà et là, des nœuds de crêpe désignent celles des artistes tombés à l'ennemi. Combien plus nombreux qu'en 1870-1871 et, quoique moins illustres, aussi sincèrement pleurés! Les combattants ont parfois pu travailler dans la tranchée, envoyer quelques croquis, brosser, aux heures de permission, quelques études, mais rarement consacrer assez de temps et d'efforts à une œuvre de longue haleine. Aussi, sont-ils mal représentés, d'ordinaire. A la sculpture, le vide est plus sensible encore. Il est manifeste que le temps a manqué aux jeunes gens pour donner leur mesure. Tout cela prête aux *Salons*, cette année, un aspect un peu moins brillant et moins complet que d'habitude, mais n'en change point le caractère.

D'autant que les petits salons, d'à côté, les expositions privées et les rétrospectives s'ouvrent à point pour réveiller la curiosité endormie en 1914. Le *Cercle de l'Union artistique* a groupé

nombre de portraits de nos plus notoires contemporains par MM. Bonnat, Marcel Baschet, Chabas, Flameng, Cayron, Roll, Humbert, Denys Puech, Weerts et Wencker.

Le salon de *la Triennale*, installé sans doute par ironie à l'École des Beaux-Arts, nous montre exactement l'Art que cette École n'enseigne pas et a même pour mission de proscrire. Une foule de petites expositions particulières, comme celle des « types militaires » de toutes les nations de M. Eugène Burnand, au Luxembourg, succédant aux admirables « poilus » de M. Le Blant, ou encore les cathédrales de M. P.-G. Rigaud, à la Galerie Georges Petit, achèvent de nous édifier sur l'activité de nos artistes pendant la guerre. En face du *Salon*, comme pour corroborer son témoignage ou servir, sur plus d'un point, de contre-épreuve, le Petit Palais a hospitalisé deux rétrospectives, d'un ragoût tout à fait savoureux : *l'École espagnole moderne*, à laquelle on a très heureusement adjoint Goya, qui l'annonce, la soutient et la cautionne; puis *Venise dans l'art italien du* XVIIIe *siècle*, c'est-à-dire le décor des aventures de Casanova. Enfin, une exposition des artistes yougo-slaves, où l'on voit ce que sont devenues, entre les mains de leurs successeurs modernes, les semences déposées par les ancêtres aux murs de Zaoum, de Kalénitch ou de Nagoritcha. Comme un homme affamé par un long jeûne, la foule des amateurs se précipite sur tout ce qu'on lui offre, fût-ce les plus étranges nourritures. Tout regorge de tableaux. Le Parisien et l'Étranger, cette fois, s'y retrouvent : c'est bien la Paix et c'est le Printemps.

I

Ce l'est d'autant plus qu'il est tout à fait impossible d'apercevoir, dans l'image que l'art nous offre de la vie, la moindre trace d'un bouleversement mondial. Si quelque Nansen ou quelque Scott, retenu dans les banquises pendant cinq années, revenait visiter les *Salons* de 1919, il ne pourrait guère soupçonner que quelque événement considérable a, durant son absence, renouvelé l'âme humaine. L'intimité, la charité, la pitié, le goût des joies familiales et des paysages recueillis, les pélerinages aux sites romanesques et silencieux, les ferveurs de la méditation et du rêve : voilà, comme aux *Salons* de 1914,

ce qu'on éprouve, presque partout, à celui de 1919. Que l'on s'arrête, par exemple, dans une des salles de la *Société nationale*, celle où sont groupées les œuvres de M. Le Sidaner, de M. Montenard, de M. Braquaval, de M. Louis Picard et de M. Henri Duhem. Rien n'a troublé, depuis cinq ans, la quiétude parfaite de ces coins de France. Les *Troupeaux* de M. Duhem continuent à brouter paisiblement l'herbe des Flandres, au crépuscule, comme si rien, dans le ciel ni sur la terre, n'y menaçait l'être vivant, et c'est un rais de lune et non une fusée qui accroche à leur toison une lueur; le *Port de Saint-Valéry* de M. Braquaval ne craint évidemment ni bombardement aérien, ni sournoise attaque de sous-marin : l'artiste n'aurait pas eu le loisir d'en noter ainsi la fine atmosphère. Cette *Route* poudreuse et blanche que M. Montenard déroule en long ruban *aux environs de Toulon* est vide et nul n'imagine que des migrations de peuples entiers, de nègres ou d'Américains, montés sur de tonitruants fardiers, viennent d'y passer en rafale. Enfin, si la *Table de campagne* de M. Le Sidaner est vide, elle aussi, et si, dans la profonde paix et le silence pénétrant de la solitude, elle évoque le mystère de figures inconnues, rien ne suggère qu'elle a été désertée par des jeunes hommes au son du tocsin, ou qu'elle attend le combattant qui peut-être ne reviendra pas. Pareillement, la *Chambre de la Reine*, à Versailles, de Mlle d'Estienne, cette demeure endormie dans la torpeur du vieux palais, à peine éclairée par un double filet de jour filtrant entre les volets comme à travers des paupières, sans une silhouette vivante dans l'enfilade de ses portes, sans qu'aucun pas vienne émouvoir ses lustres et leurs grappes de cristal : — quelle plus saisissante image de la Paix!

D'un bout à l'autre des *Salons*, voilà l'impression qui domine, — et elle est étrange. Que nul de nos maîtres n'ait cherché à figurer la bataille dans son ensemble et dans sa splendeur, c'est ce dont je serai le dernier à m'ébahir, — ayant, ici même et il y a déjà près d'un quart de siècle, montré que les guerres à venir ne seraient plus de beaux thèmes à tableaux, et pourquoi (1). Mais que les nouveaux aspects du paysage déter-

(1) « Ce n'est donc plus à la sculpture, ni à la peinture, mais à la littérature et à cette variété de littérature qu'on appelle psychologique et sociale que le combattant ressortira désormais. » (*Revue* du 1er août 1895. *L'Esthétique des Batailles.*)

minés par la guerre, — tels, les éclairages voulus par les attaques et les défenses nocturnes, — et que les actes nouveaux et figuratifs du combat, — tel, le lancement de la grenade, — aient inspiré si peu de peintres : c'est, là, une surprise pour tous et un regret. C'est peut-être simplement parce que les témoins, le plus souvent étant des acteurs, ils n'ont pas encore eu le loisir de transposer, en des expressions d'art, leurs impressions de combat. En tout cas, jusqu'ici, le produit est nul. Les beaux gestes du grenadier en action, celui de la main gauche qui vise et celui de la main droite qui lance, avec toutes les attitudes successives déterminées par le mouvement giratoire de cette fronde humaine, autour de l'axe ainsi formé par les deux bras tendus, pouvaient donner au sculpteur l'équivalent du *Lutteur Borghèse* et du *Discobole*. Or, ils n'ont jusqu'ici inspiré qu'un essai, qui n'en est guère digne. De même, les effets de pyrotechnie multicolore, dans les bombardements de nuit ou au-dessus du *no man's land*, qui dépassent tout ce que Whistler a pu apercevoir dans ses feux d'artifice, n'ont rien dicté d'intéressant depuis les deux ou trois essais de M. Joseph Communal. Les projections au-dessus de Paris, durant les nuits tragiques, avec cette bataille de rayons qui semblaient des glaives lumineux, la pointe tournée vers la ville, n'ont dicté qu'un tableau, celui de M. Iwill. Les éclairages voilés des crépuscules de ces dernières années, générateurs d'effets si neufs et si subtils, ne sont étudiés que dans un pastel : *Paris voué au bleu*, de M. Émile Clavel. Les intérieurs de *cagnas*, où le peintre de guerre pourrait déployer toute sa science de clair-obscur et restituer au vrai le laboratoire du docteur Faust, sont encore à peu près inexplorés.

Seules, les physionomies si caractéristiques du « poilu » et du « tommy » ont trouvé leurs interprètes. Déjà, les croquis de M. Le Blant, de M. Bruyer, de l'héroïque Ricardo Florès nous en avaient révélé quelque chose. Voici deux œuvres, au *Salon des Artistes français*, qui les burinent d'un trait précis, sobre et sûr : les *Troupes écossaises revenant du combat, Somme, juillet 1916*, de M. Flameng et les *Vainqueurs*, de M. G. Paul Leroux. Elles offrent une singulière analogie. Dans les deux, c'est le même moment qui est choisi : le retour, et toutes les deux se développent en longueur, les figures se suivant une à une, ou deux à deux, de profil, comme des bas-reliefs sur la

frise d'un temple. Chez M. Flameng, une succession de troncs d'arbres, nus et lisses, coupés à mi-hauteur par le cadre, semblables à des fûts de colonnes, ajoutent à l'illusion. Et la brutale splendeur des épaules nues, la haute tige des cous, la dureté des profils, le faisceau puissant et souple des bras musclés, tout concourt à donner à ces joueurs de foot-ball ou de cricket, à ces boxeurs, devenus naturellement des soldats, l'aspect de guerriers antiques, — tout, jusqu'aux casques à bords plats, jetés sur leurs épaules, comme de minuscules boucliers. Assurément, une telle apparition n'est pas pour plaire aux vieux tenants de nos écoles réalistes. Un des dogmes du réalisme était que la vérité humaine et le caractère contemporain s'expriment uniquement par des tares, des bouffissures et des stigmates d'une vie anémiée. Mais les peuples anglo-saxons, sans aucun égard pour les dogmes du naturalisme, nous offrent tant d'exemples du contraire et ils occupent une telle place sur la planète, qu'il faut bien se résigner à voir réintégrer dans l'art quelques-uns des aspects de cette classique beauté qu'ils nous restituent dans la vie si magistralement.

Les « poilus » aussi, d'ailleurs, et c'est encore un aspect de force tranquille, d'assurance et de volonté que M. Leroux nous donne dans ses *Vainqueurs*, frise de silhouettes sombres sur un ciel orageux et lourd : vainqueurs fatigués, harassés par la lutte, pesant de tout leur poids sur la terre qu'ils viennent de défendre ou de reconquérir, mais debout, solides encore, dans la conscience de leur invincibilité. Ah! nous sommes loin des palmes agitées et des danses du *Retour de Salamine*, des drapeaux envolés et des gestes larges de salut, du *Fontenoy*, d'Horace Vernet, ou de l'*Austerlitz*, de Gérard! C'est, ici, le retour d'une lutte lente, dure, sanglante et qui recommencera demain. On lit, à livre ouvert, tout cela dans ces visages de paysans réfléchis, concentrés, stoïques, tout tendus dans le même sens, vers quelque chose qui est en dehors du tableau, hors de nous, qu'ils voient et que nous ne voyions pas: la victoire. Ce qui donne à toutes ces figures cette expression de volonté, commune et irréductible, c'est l'étrange parti qu'a pris M. Leroux, comme M. Flameng, de les acheminer toutes dans le même sens et de profil. Par là, aussi, s'accentuait le caractère individuel. C'est dans le profil que s'accuse la charpente du visage : l'angle frontal et facial, la profondeur de l'arcade sourcilière, l'indice

de la mâchoire. Un profil est par excellence une définition : une médaille est un profil. Je ne souhaiterais pas, aux monuments commémoratifs qu'on projette pour célébrer la victoire, d'autres bas-reliefs que ceux-là.

Ces monuments, jusqu'ici, n'apparaissent guère qu'à l'état de projets. Puissent-ils y rester longtemps et ne devenir des réalités irrémédiables qu'après avoir passé par l'épreuve de l'opinion publique ! Elle a quelque droit de se faire entendre dans un sujet qui la touche de si près et sur des œuvres qui joueront un si grand rôle dans l'aspect décoratif de nos villes. Quand on voit l'énorme effort qu'il faut, et sa longue inefficacité, pour nettoyer par exemple, la Cour d'honneur, à Versailles, des corps étrangers qui l'encombrent, sous couleur de « gloires nationales, » on frémit en pensant de quel poids pèsera sur l'avenir toute faute qu'on va commettre dans l'aménagement esthétique de nos « souvenirs. » — S'il faut du travail à nos sculpteurs, qu'on leur commande des bustes ! Les héros sont nombreux à commémorer ; la tâche du statuaire y est plus aisée, plus profitable pour lui et moins dangereuse pour la cité.

Autant qu'on en peut juger par les quelques projets exposés, nos sculpteurs, s'ils n'ont guère de génie, ont du moins échappé au périlleux paradoxe de l'égalité des costumes et des engins devant l'Art. Avec raison, ils suivent l'exemple de Rodin, qui haïssait le vêtement moderne. Ils nous font grâce des harnachements compliqués du « poilu, » de ses courroies, de ses mitrailleuses, de ses bidons et de ses musettes, choses infiniment pittoresques et bonnes pour le peintre, mais point plastiques et où tout le génie d'un Phidias eût échoué. M. Boucher dans *les Vainqueurs*, réédition guerrière du sportif *Au But!* n'a conservé de l'accoutrement militaire moderne que le casque, c'est-à-dire exactement ce qu'aurait conservé un Grec. D'autres ont délibérément repris la vieille tradition des symboles et des allégories. Partout, l'on voit des coqs, des aigles, des tigres luttant ou triomphant. Au premier coup d'œil, on se croit dans une exposition d'animaliers. Je le dis sans ironie, car mieux vaut une belle forme animale, pour symboliser une idée, comme le firent si longtemps les Égyptiens, qu'une silhouette étriquée par les modes actuelles et embarrassée des engins de la vie moderne. Ainsi, M. Perrault-Harry, voulant dédier un monument « aux aviateurs, » tombés pour la patrie,

ne s'est pas exténué à découvrir ce que la carapace du soldat pouvait avoir de sculptural, ni à copier les débris d'un fuselage. Il a tout bonnement fait un aigle mourant et il a bien fait. A la vérité, il faut un commentaire : *la Mort de l'aigle* peut aussi bien signifier la chute de l'Empire à Waterloo et c'est ainsi que l'avait compris Gérome. Cela peut même signifier, aujourd'hui, et surtout quand il est aux prises avec un coq ou un « tigre, » la fin de l'Empire allemand. Et nos sculpteurs n'y ont pas manqué. Mais tout symbole, en statuaire, a besoin d'une explication. Ce que nous devons lui demander avant tout, ce n'est pas la clarté : c'est la beauté.

Ces quelques œuvres, avec le *Mouvement de troupes* de M. Pierre, le *Pépère* et la *Cagna* de M. Morisset, la *Rencontre nocturne* de M. Hoffbauer, *Au Créneau* du capitaine Gaston Brun, les *Morts pour la patrie*, carton de tapisserie de M. Karbowski, le *Drapeau du Sacré-Cœur* de M. Desvallières, — curieux souvenir du *René de Chalon* de Ligier Richier, — et à la sculpture, la statue de *Miss Edith Cavell*, par M. Hippolyte Lefebvre : — voilà tout ce que la guerre a inspiré de vraiment saisissant. Il ne faut pas s'en étonner. Il y a cent ans, après la longue et splendide épopée de l'Empire, il en allait de même. Au *Salon* de 1819, où ont paru le *Naufrage de la Méduse*, de Géricault, l'*Odalisque* et l'*Andromède* d'Ingres, la *Mort du Trompette* et celle de *Poniatowski*, d'Horace Vernet, l'*Ambigu-Comique* de Boilly, on ne voyait guère qu'un tableau de bataille : encore était-il dû à un militaire, le général Lejeune, homme plein de goût et de feu, qui avait fait les guerres de l'Empire et se consolait de ne plus les faire en les racontant : *l'Attaque d'un convoi français par les guérillas du général Mina*. Après vingt ans de luttes et de victoires, c'est peu. Les critiques s'en étonnaient déjà. « Les annales de notre histoire, disait l'un des plus autorisés, Kératry, ne renferment-elles plus rien qui n'ait exercé le pinceau de nos artistes, rien qui puisse échauffer les âmes du saint amour de la patrie ! car celui-ci aussi est une religion... Est-ce que les pages de notre histoire récente ne parleraient plus au génie de nos artistes ! » Et il ajoutait, dominé déjà par cette idée que l'art est fonction de la vie : « Nous avons une École française ; ne serait-ce pas parce que nous sommes une *nation* ? Il est remarquable que les arts ont fleuri chez les peuples pré-

cisément à l'époque où l'esprit humain venait de recevoir de fortes commotions et où chacun trouvait soit dans ses alarmes, soit dans ses jouissances, de nouveaux motifs de s'attacher au sol héréditaire... » Et après avoir déploré que sous le Régent et sous Louis XV « la peinture n'ait pas brillé d'un plus grand éclat, » parce « qu'aucun sentiment généreux ne germant dans les cœurs, » la peinture n'avait « rien à reproduire, » le même critique s'étonne que les traits d'héroïsme observés sous la Révolution et l'Empire ne trouvent pas leurs mémorialistes dans l'Art. En effet, ce qui frappa au *Salon* de 1819, ce fut seulement l'abondance, sinon la valeur des tableaux religieux. Et quand on parcourt les livrets des expositions qui ont immédiatement suivi l'épopée impériale, on est surpris d'en trouver si peu de traces. C'est que l'Art, autrefois comme aujourd'hui, a sa vie propre ou son orthogénèse, qui se poursuit selon des lois mystérieuses et internes, qu'il n'est point si facile de déterminer Il n'est pas et n'a jamais été fonction des événements, mais des idées ou des sentiments sur ces événements, ce qui est tout autre chose. Il peut donc arriver, à de certains moments, qu'il soit moins une fonction de la vie qu'une revanche sur la vie. C'est le « désir, » et non le fait, qui est « le père de la pensée. »

Or ce désir est sans doute demeuré chez nous ce qu'il était avant la guerre : peut-être même s'est-il accru de ses lenteurs et de ses horreurs. C'est celui d'une vie paisible, animée par une fantaisie un peu irréelle, non exubérante, plutôt en retrait. C'est celle que MM. Aman Jean, René Ménard, Maurice Denis, Lucien Simon, Le Sidaner prêtent à leurs figures ou aux lieux que leurs figures ont hantés. Ah! qu'elle diffère de la vie brutale, conquérante, cyclopéenne, toute tendue vers la domination universelle et implacablement fataliste qu'exprimait, hier encore, avant la guerre, l'art des Stuck et des Klinger, tout l'Art allemand contemporain ! On ne peut imaginer plus complète antithèse. Le haut panneau, décoratif que M. Aman Jean intitule *Parade,* ressemble à ces rêves délicieux où des figures effacées venant peut-être du fond du passé, entr'ouvrant peut-être les voiles du devenir, se groupent sans aucune raison intelligible, font des gestes injustifiables, demeurent malgré nos appels et notre curiosité, obstinément silencieuses et s'évanouissent au moment où nous croyons les saisir... On se réveille confus et ravi : on voudrait retrouver ce décor

illogique et charmant, où des rideaux, des paons, des feuilles, des buissons, des draperies, des bras nus, s'élèvent et se recourbent en une cascade harmonieuse de lignes retombantes, et se rendormir pour les revoir. — Une autre vision bien réelle, celle-là, qui retient longtemps, comme un idéal de vie pastorale, aux bords les plus fortunés du monde antique, est celle que M. René Ménard appelle : *le Pin Parasol*. C'est l'éblouissement d'un beau soir chaud, lumineux et paisible, les rondeurs touffues et dures des pins, les torses violemment contractés des oliviers, le « long soupir de feuillage » qu'est le cyprès et la délicate ciselure des monts boisés à l'horizon, sous le jour frisant qui décline. On n'imagine pas une image plus parfaite d'une profonde, d'une féconde, d'une éternelle paix. Et ce n'est pas en regardant la fine et claire *Annonciation*, de M. Maurice Denis, où les apparences d'un ange et d'une vierge semblent des jeux de soleil sur une terrasse de Toscane ou d'Ombrie, qu'on s'éveillera de cette illusion.

Ainsi, les *Salons*, cette année, ne nous offrent aucune forte impression née de la guerre. Nous offrent-ils un effort nouveau dans l'ordre spécifique de la Peinture? Pas davantage. Pourtant, au grand scandale de quelques-uns, ils contiennent pour la première fois quelques œuvres dites des « fauves. » Cette innovation n'est pas, hélas! une renaissance. Pour renouveler l'Art, les « futuristes, » les « cubistes » ou les « fauves » ont toutes sortes de systèmes, qui peuvent se ramener à deux, d'ailleurs contradictoires : l'archaïsme et le scientifisme. L'archaïsme consiste à oublier tout ce qu'on a pu apprendre, en sculpture depuis les Primitifs de l'Orient ou depuis les Aztèques, en peinture depuis les Byzantins ; le scientifisme consiste à poursuivre la représentation de choses qui ne sont pas représentables, telles que le mouvement universel des objets les uns vers les autres, la succession des souvenirs ou des sensations, ou encore l'idée qu'on se fait d'un phénomène psychique. Dans l'un, l'Art exprime la Nature beaucoup moins qu'il le peut; dans l'autre, il cherche à exprimer ce qu'il ne peut pas. Des deux tendances, c'est la première, seule, qui a pénétré dans les *Salons* : l'autre ne se voit qu'aux *Indépendants* ou au *Salon d'Automne*. L'archaïsme est une suite de notre admiration pour les Primitifs : le désir de se retremper aux sources fraîches de l'observation ingénue et de s'interdire les virtuosités devenues trop

faciles et les blandices d'un métier fastueux. Et c'est justement le contraire du sentiment qui guidait les Primitifs. Les Primitifs étaient simples, mais ils ne simplifiaient pas; ils faisaient plus compliqué, plus savant, plus divers qu'on n'avait fait avant eux. Ils étaient ignorants, mais ils ne perdaient aucune occasion de s'instruire, ni de montrer leur savoir. Ils étaient gauches, mais cherchaient à développer au plus haut point et à montrer leur adresse; sobres, mais épris de richesses; immobiles, mais désireux de marcher. Ils tendaient vers le mouvement, la ressemblance, la vie, voire vers la virtuosité et le trompe-l'œil, de toutes leurs forces. S'ils n'y parvenaient pas, c'était la faute ou le privilège de leur jeunesse et de leur inexpérience, — non de leur volonté. Heureuse inexpérience, naïveté providentielle, tant qu'on voudra; comme sont heureux, gracieux et divins les gestes de l'Enfance, — mais irrécouvrables! L'enfance est un âge et non une méthode : quand elle est passée, elle est passée, et vouloir en reproduire les apparences, quand on n'en détient plus les promesses, est aussi lamentable en art que dans la vie. On le peut par la force de la volonté, mais alors, au lieu d'être le comble du naturel, c'est le comble de l'artifice. Tels, les archaïsants. On les voit s'efforcer d'oublier ce qu'ils savent. Quelques-uns y réussissent sans peine, car ils ne savent rien. Pour d'autres, c'est plus laborieux et la fin n'en vaut pas la peine. Cette autotomie, si héroïque soit-elle, ne les guérit pas du mal d'être nés après tous les grands maîtres, dans un monde rempli des splendeurs de la Renaissance et du XVIIIe siècle. Elle ne les fortifie, ni ne les rajeunit. Cela peut divertir, un instant, les dilettantes; cela peut même paraître nouveau, mais un temps seulement, et cela passe comme tout ce qui n'évolue pas dans le même sens que l'humanité.

Quant au « cubisme, » c'est un effort désespéré pour faire exprimer par la peinture ce qu'elle ne peut rendre, — comme si, par exemple, quelqu'un s'avisait de se représenter les choses telles qu'elles apparaîtraient dans une quatrième dimension. De ce que des jeunes gens de talent s'adonnent à ces recherches, il ne s'ensuit pas qu'elles soient heureuses, ni même utiles. Tout au plus peuvent-elles servir à prouver, par démonstration expérimentale, combien sont fausses, en art, les théories qui mettent le subjectivisme au-dessus de tout. On en a le résultat sous les yeux. Car il n'est pas de cubiste ou de « fauve » honni

par la critique actuelle qui ne se puisse défendre, le plus logiquement du monde, par les principes que cette critique elle-même a posés. Dès l'instant qu'il n'est point nécessaire à une œuvre d'art qu'on y reconnaisse un aspect de la nature, le tableau ou la sculpture cubistes sont des œuvres d'art. Ce sont des interprétations conventionnelles de phénomènes subjectifs, que l'auteur a le droit de nous imposer. « Je vois ainsi, peut-il dire, et si la foule ne voit pas comme moi, qu'elle apprenne à voir ! » Ce ne serait que la réédition du mot fameux prêté à Whistler, un jour qu'il passait avec un ami sur le pont de Battersea et que cet ami lui faisait observer l'analogie du paysage avec les effets de ses tableaux : « Oui, la nature commence à m'observer... » A la vérité, il nous est plus facile de reconnaître des Whistler dans la nature, ou la nature dans des Whistler, que chez les cubistes. Mais ceux-ci répondront victorieusement qu'on ne les y a pas toujours reconnus, que leur tour viendra et qu'il suffira de quelques années pour que leurs tentatives, honnies aujourd'hui à l'égal des tentatives impressionnistes de Monet ou de Renoir, soient juchées par l'avenir à la place glorieuse où Monet et Renoir sont parvenus.

Ces raisonnements par analogie, en logique pure, ne valent pas grand'chose et, en matière esthétique, où tout est affaire de tact, de nuances et de subtiles comparaisons, ne valent rien. Mais ils font encore quelques dupes. Telle est l'étrange déduction, qui consiste à fixer les chances qu'une œuvre d'art a de durer dans l'admiration des siècles d'après le prix qu'un amateur vient de la payer... Il faudrait, pour que l'argument fût de quelque poids et le syllogisme bien ordonné, qu'on en établît la « mineure, » — c'est-à-dire que la postérité ratifie toujours le verdict des acheteurs. Or, cela n'arrive guère. On parle souvent des hausses énormes qu'atteignent certaines œuvres jadis méprisées : les chutes sont bien plus fréquentes, seulement on n'en parle pas, les possesseurs n'ayant point coutume de s'en vanter. Au vrai, fort ou faible, jamais un prix n'a été un critère. Il n'y a aucune commune mesure entre la valeur esthétique d'une œuvre d'art et sa valeur marchande, — surtout momentanée. Ce sont deux choses incommensurables. Un haut prix ne suffit même pas à donner à un objet le caractère d' « œuvre d'art, » si le consentement général des gens qui aiment l'art le lui refuse. De ce que tel timbre-poste rarissime

et oblitéré par un millésime fameux atteint, dans une vente, cinquante mille francs par exemple, il ne s'ensuit pas que ce soit une « œuvre d'art, » ni qu'il donne à ceux qui le regardent les joies même esthétiques qu'un Léonard de Vinci ou qu'un Rembrandt. Cela prouve seulement que c'est une curiosité, et non pas même une curiosité pour tout le monde, ni pour beaucoup de gens, mais qu'il se trouve, sur le globe, quelques riches collectionneurs de timbres-poste émus à la pensée qu'un autre pourrait le posséder... Ainsi des tableaux « futuristes » ou « cubistes, » qui n'offrent aucun sens perceptible à la foule des modestes chercheurs d'émotions d'art, des naïfs contemplateurs de la nature, mais qui sont recherchés par quelques amateurs riches, paradoxaux et blasés.

II

Il n'y a guère que le Portrait qui échappe entièrement aux frénésies novatrices des peintres. C'est qu'il se prête moins aux expériences. Le sujet est trop sensible et les plus hardis n'osent pas opérer sur le vif. Leur prétention de « voir ainsi » admise assez bénévolement par le public tant qu'il s'agit de déformer un arbre ou un modèle d'atelier, de diffamer une montagne ou de déshonorer une allégorie se heurte à un *tolle* tel, s'il s'agit d'une personne présente, que le plus osé des théoriciens reste court. D'où, ce phénomène que, dans les écoles modernistes et selon les techniques impressionnistes ou néo-impressionnistes, il y ait si peu de portraits. Là, est la pierre de touche. Les excentricités picturales, qui se peuvent défendre par des arguments spécieux tant qu'il s'agit d'impressions lointaines et généralisées, décèlent tous leurs défauts et toutes leurs impuissances dans le thème limité, mais précis du portrait. Le même critique ou le même amateur qui les aura louées tant qu'il s'est agi de la tête des autres, deviendra beaucoup moins condescendant, s'il s'agit de sa propre tête. Le portrait est le garde-fou de l'Art. Aux pires époques, il reste bon. C'est qu'il n'est pas affecté par la mode artificielle qui régit la grande peinture, l'allégorie, l'histoire, même le paysage. Il l'est si peu que, souvent, on ne pourrait, d'après sa technique, reconnaître l'époque et le maître à qui on le doit : David, Ingres, Dürer, le Titien, Rubens, van Dyck, Raphaël, sont moins de leur

époque et de leur école dans leurs portraits que dans leurs autres œuvres. En se trouvant face à face avec le modèle, les réalistes se découvrent des dons de penseur, les idéalistes laissent leurs ailes au vestiaire, les truculents se calment, les agités cessent de gesticuler et, au contraire, les glacés, comme Ingres ou David s'animent, les luministes baissent leurs stores, les sombristes ouvrent leurs fenêtres. Tous se rejoignent dans l'effort de sincérité nécessaire pour reproduire une physionomie donnée. Parfois, il est vrai, c'est à contre-cœur que l'artiste y consacre ses forces. Il voit, là, un sacrifice, la tâche asservissante, le pain quotidien. Lawrence rêvait de peindre la Fable ou l'Histoire; van Dyck ne se consolait pas de ne point faire de l'art religieux; David eût toujours voulu faire battre des Grecs; Ingres se fâchait quand on l'appelait « peintre de portraits » et entendait être qualifié « peintre d'histoire. » Heureusement pour eux, cette corvée leur a été imposée par les circonstances et nous aimons leurs portraits mieux que toutes leurs autres œuvres : c'est l'enfant appliqué et peu brillant, et dont on n'est pas fier dans la famille, mais qui, lorsque tous les autres ont mal tourné, sauve l'honneur du nom.

Aujourd'hui, il en est encore de même. Les portraits, aux *Salons* de 1919, sont innombrables, produits des travaux accumulés pendant quatre années, sans issues exhibitoires, au fond des ateliers. Leur mérite, sans doute, n'égale pas leur profusion. Toutefois, ils sauvent toujours le renom de notre École. Le Français est né portraitiste comme il est né critique. Il donne sa mesure et demeure dans la mesure dès qu'il est aux prises directes avec la réalité.

Cette année, comme il fallait s'y attendre, il y a nombre de portraits militaires. Mais on est surpris de leur discrétion extrême et des places modestes qu'on leur a données : le portrait du *Général de Castelnau* par M. Jonas, du *Maréchal Foch* par M. Muenier, du *Général Mangin* par M. Bouchor, du *Maréchal Joffre* par M. Jacquier, de *S. M. le Roi des Belges*, en soldat, à cheval, accompagné de la Reine, par M. Albert Besnard; les bustes ou statues du *Maréchal Joffre* par Belloc, du *Général de Castelnau* par M. Maurice Fabre, et du *Maréchal Foch* par M. Michelet ont un intérêt historique et documentaire, mais peu de chose de plus.

Les portraits « civils, » faits plus à loisir depuis cinq ans,

offrent un intérêt esthétique plus grand. Au Cercle de l'Union artistique, on a vu ceux de *M. Paul Le Roux* par M. Ferdinand Humbert, du *Docteur Morestin* par M. Roll, et de *M. Richepin* par M. Bonnat; de même que le buste de *M. Jonnart* et une statuette représentant *M. Lhermitte* par M. Denys Puech, tous intéressants, à divers titres. Au *Salon*, nous voyons ceux du *Docteur Lucien Graux*, encore par M. Bonnat, dont l'activité ne se dément pas, de *Mme Lefebvre-Glaize* par M. Ferdinand Humbert, et de *Mme L... en costume turc*, de *M. J.-P. Laurens* par M. Pierre Laurens, deux portraits de femmes en grand apparat par M. Flameng, le portrait de *M. Joseph Hollman* par M. Grün, celui de *Mme la comtesse G...* par M. Dagnan, qui rappelle quelques-unes des belles effigies méditatives du maître. *Un artiste*, par M. Gumery, un très curieux portrait de jeune femme à la manière du XVe siècle italien par M. Louis Rivier, *Mgr Baudrillart* par Mlle Valentine Reyre, deux Anglais *Sir Arthur Standey* et *M. Philip C. Savell*, par M. Glazebrook, le *Président Baudouin* par M. Dawant, *C. Debussy* par M. Marcel Baschet, deux grands portraits par Gabriel Ferrier : le *Docteur C...* et *Mme P. B...*, qui peuvent compter parmi ses chefs-d'œuvre; enfin, un double portrait fort curieux et bien étudié, deux têtes de vieillards dans le même cadre, *M. et Mme O. G...*, par M. Déchenaud. A la sculpture, le buste de *M. Clemenceau* par M. Sicard, ceux de *MM. Deschanel* et *Jonnart* par M. Denys Puech, enfin de *P. Brindeau* par M. Pierre Roche. Toutes les modalités du portrait sont ainsi, à peu de chose près, représentées.

On peut les confronter avec ce que le passé ou l'étranger nous offrent, en ce moment, d'exemples significatifs. Au Petit Palais, les portraits de Goya, de Madrazo, de M. Zuloaga, de M. de Madrazo y Ochoa, de M. Ortiz Echagüe, de M. Benedito Vivès, de M. Alvarez de Sotomayor, de M. Zaragoza viennent à propos pour souligner les différences d'écoles. Les portraits espagnols sont, d'ordinaire, mouvementés et à grand spectacle. Celui du *Duc d'Albe* et aussi celui de *Mrs G...*, par M. Zuloaga sont dignes des belles époques de l'art chez nos voisins. Au Louvre, les pastels de La Tour, dits « de Saint-Quentin » nous remettent sous les yeux la vie et l'expression du visage telles qu'on les pratiquait au XVIIIe siècle. L'occasion est donc assez bonne de rechercher en quoi consiste cet art. On l'a souvent fait, mais en

le considérant toujours comme l'art du seul peintre : or, le modèle aussi y est pour quelque chose. Un portrait est une collaboration. Elle ne va pas toujours sans heurts, sans récriminations et se termine souvent par une brouille, ou, du moins, un réciproque désenchantement. C'est que le peintre et le modèle ont des intérêts différents, qui peuvent, à de certains moments, se confondre, mais qui les acheminent vers deux buts divergents : l'un, faire une belle œuvre, l'autre, se retrouver dans cette œuvre, et non pas tel précisément qu'il est, mais tel qu'il désirait être. Tous deux ont besoin l'un de l'autre pour parvenir à ces fins dissemblables, mais toute la diplomatie d'un congrès, ou d'une conférence, ne suffirait pas à pallier ce que leurs secrets desseins ont d'antithétique et parfois d'hostile. Comme il y a un art de peindre, il y a donc un « art de se faire peindre, » et c'est ce dont je voudrais parler aujourd'hui.

Avant de dire cet art de se faire peindre, il faudrait dire celui de ne se faire peindre point. Un portrait est une grande épreuve, non seulement pour l'artiste, mais pour le modèle. Bien des femmes, notamment, feraient mieux de s'abstenir. Je ne dis pas cela du tout pour les laides. C'est des belles que je veux parler. Ce sont celles qui risquent le plus. On faisait beaucoup d'expositions rétrospectives avant la guerre, à Bagatelle ou ailleurs. On y rassemblait, sous les prétextes les plus spécieux et les classifications les plus arbitraires, quelques belles de jadis. Une réunion infiniment plus piquante et plus instructive serait celle des portraits faits d'après des beautés incontestées et qui furent désavoués par leurs modèles, mis à la cave ou au grenier, après avoir suscité des polémiques sans fin. Si une telle exposition était possible, on trouverait, au catalogue, en même temps que les noms des femmes les plus idéalement belles, ceux des artistes les plus fameux. Sans remonter jusqu'à la Joconde, dont l'histoire est assez obscure, on pourrait mettre, là, tous les portraits d'Isabelle d'Este, de la Gallerani, et des autres beautés de la Renaissance dus aux plus grands artistes du monde et reniés par leurs clientes. Mais c'est chez nos belles contemporaines, surtout, qu'on trouverait des exemples ! Il n'en est peut-être pas une seule qui ne dissimule et ne désavoue quelque traduction de son charme, due pourtant à un maître, et où elle s'est jugée trahie. Quelques-unes ont couru toute l'Europe et essayé de

tous les peintres — comme ces malades qui s'en vont désespérément à la recherche de tous les spécialistes célèbres, — sans pouvoir parvenir à trouver celui qui les comprend.

Les laides, au contraire, n'ont qu'à gagner à un portrait. Elles ressemblent à ces textes obscurs, où un grand écrivain peut découvrir un sens admirable. L'air d'ineffable contentement où sont parvenues Mme Morel de Tangry et ses filles, chez David, par exemple, ou encore la reine Charlotte, chez Gainsborough, ou plus près de nous, au Petit Palais, la reine Maria Luisa, chez Goya, montre assez les félicités qui attendent les laideurs authentiques, lorsqu'elles trouvent un grand artiste pour se vouer à leur sauvetage. Quand tout est ingrat dans une physionomie, ou du moins médiocre, lorsque les amis, la famille. et l'intéressée même s'accordent là-dessus, ou se résignent, il n'y a plus aucun danger à appeler le peintre. L'opération la plus hasardeuse ne saurait rien compromettre : elle peut tout sauver. Et, lui-même, il se sent bien mieux à son aise. Tout ce qui ne sera pas déplorable, dans l'effigie obtenue, c'est lui qui sera censé l'avoir mis. Tout ce qui ne déshonorera pas son modèle lui sera tenu à honneur. Il peut donc tout se permettre et, notamment, la vie. Souvent, une expression fugitive et vive, qui risquerait de gâter la régularité d'une beauté impeccable, masque la dissymétrie d'une figure mal tournée, ou en sauve la vulgarité. Ainsi, plus une figure est disgracieuse au repos, plus le peintre a le loisir de l'animer : c'est, là, que Goya, dans son portrait de la Reine d'Espagne avec ses enfants, est incomparable. Le fragment copié par Fortuny, dans le grand tableau du Prado et exposé au Petit Palais, nous édifie abondamment sur ce point.

Pourtant, il est parfois arrivé qu'une femme belle ait inspiré un beau portrait. On ne saurait croire que tous les modèles de Reynolds, de Romney, de Hoppner, de Lawrence, fussent des laiderons. Et l'on sait que les peintres anglais ont parfois la dent dure. Une dame, un jour, qui posait pour Opie, lui exprimait le désir que son portrait fût très beau : « Alors, Madame, je suppose que vous ne tenez pas à la ressemblance, » dit le peintre. Il ne faut donc décourager personne de se faire peindre, pas même la plus jolie personne, mais il faut qu'elle y apporte quelque prudence et quelque attention.

D'abord, le choix du peintre. Et pour le déterminer, la

raison déterminante du portrait. On fait faire son portrait pour soi, ou bien pour quelques-uns, sa famille d'ordinaire, ou bien pour tout le monde. Si c'est pour tout le monde, tout l'intérêt profond et humain de l'entreprise disparaît. Certaines femmes choisissent un portraitiste, comme elles choisissent un chapeau, non pas du tout parce qu'il « fait bien, » mais parce qu'il est la mode, qu'il marquera dans la foule et sera discuté. C'est un point de vue : il n'a rien de commun avec l'art. La plupart, heureusement, veulent autre chose : un beau portrait. Mais comment le rêvent-elles? Regardez cette femme qui court les *Salons*, à la recherche de son idéal? Savez-vous ce qu'elle cherche : un portrait qui s'apparente à sa physionomie, et un peu lui ressemble? Point. Mais un portrait auquel elle a envie de ressembler. Comme ces richissimes et considérables mondaines de M. Guillaume, qui suivent, dans le double orbe de leur face à main, l'onduleuse démarche du mannequin chez le grand couturier, et se voient déjà telles, elle ne met pas en doute que le même artiste fera de deux femmes différentes le même portrait. Cela peut arriver, en effet, mais c'est qu'alors aucun des deux ne sera l'image du modèle.

Pour l'obtenir, il faut choisir son peintre d'après les analogies de sa couleur avec le teint, et de son dessin avec la silhouette du modèle, et non pas tant pour ce qu'il a déjà réalisé que pour ce qu'il promet. C'est là, surtout, que le jeune artiste, en possession de son art, mais non pas encore prisonnier d'une formule, est capable de réussir. Défiez-vous du maître qui donne à tous ses modèles la même attitude. Il y a des chances qu'il l'ait adoptée, non pas du tout parce qu'elle *leur* convient, mais parce qu'elle *lui* convient, — ce qui est tout autre chose. « La moitié de la ressemblance est dans le choix de la pose, » disait Herkomer, qui s'y connaissait. Il y a des airs de tête, des manières de s'accoter, de se redresser, d'écouter, de regarder, de joindre les mains ou de crocher un objet, qui ne sont qu'à vous. Si le peintre les a, déjà, choisis, une fois pour toutes, sans vous connaître, il ne se souciera pas de votre personnalité. S'il est bon coloriste, il pourra faire un bon tableau : ce ne sera pas un portrait.

Votre peintre une fois choisi, laissez-le peindre. Il peut avoir des défauts, mais vous ne l'en corrigerez pas : il est trop tard et ce n'est pas le moment de suspendre sa main, ni de

troubler ses nerfs, pendant l'opération, non plus que du chirurgien. Abstenez-vous de convoquer à cette épreuve les personnes trop sensibles; votre famille, vos amis, — l'ami surtout qui, dans les milieux mondains, tient l'emploi de dilettante, d'hypercritique et de dénicheur de raretés. Si le résultat, par bonheur, était satisfaisant pour tout le monde, il ne pourrait sauver la face qu'en le dénigrant. Tremblez qu'il ne décourage l'artiste. Tremblez encore s'il le loue ! Le rôle des amis en face du peintre, du modèle et du portrait, est si difficile ! On ne peut dire trop de bien du talent de l'interprète sans déprécier le sujet, ni trop de mal, sans faire injure à son goût et constater la faillite d'une aussi grave entreprise. Donner assez à l'un, sans frustrer l'autre, s'arrêter dans l'éloge au moment où il mettrait le peintre au premier plan et, dans la critique, au point précis où elle atteindrait le modèle, est un des plus périlleux exercices et des plus méritoires du pharisaïsme mondain. Épargnez-le à vos amis. En tout état de cause, s'ils forcent la porte de l'atelier et vous prodiguent, dans ces graves conjonctures, le trésor de leurs conseils et de leurs consolations, tenez-les pour fallacieux et nuisibles. Ne les écoutez pas.

Le principal objet de conflit entre le peintre et le modèle, c'est la ressemblance. Et il y a peu de chances qu'ils s'accordent car, en parlant de « ressemblance, « ils ne parlent pas de la même chose. » Le modèle demande que son portrait lui ressemble, mais en réalité il désire qu'il ressemble à l'idée qu'il se fait de lui-même, ce qui est tout différent. Et il arrive aussi, lorsqu'il est d'âge mûr, qu'il se revoie, de bonne foi, tel qu'il était bien des années auparavant et retrouve, en s'examinant dans la glace, des traces de jeunesse qu'un nouveau-venu est impuissant à découvrir. De même, nous apercevons, dans les dernières œuvres d'un peintre, que nous avons connu brillant, des restes de talent qu'un jeune critique n'y voit point, — peut-être, parce qu'ils ne persistent guère que dans notre souvenir...

Qu'est-ce donc que la « ressemblance? » Dessiner ou « désigner » une physionomie, qu'est-ce? C'est, proprement, rejeter de cette physionomie tout l'amas des traits qu'elle a en commun avec les autres et qui la confondent dans la foule, pour retenir seulement le trait ou les traits qu'elle a en particulier et qui l'en font sortir. Ainsi, dans un texte cryptographique,

dont on a la grille, apparaissent les seuls traits qui signifient quelque chose et dont la suite et la liaison donnent le sens cherché. Dans l'un comme dans l'autre, ce qui est le plus apparent et le plus considérable, c'est ce qui n'offre aucun intérêt. Pourtant, toute physionomie humaine diffère en quelque point de ses voisines. Quel est ce point? Quel est ce trait de dissemblance avec l'Espèce? Toute la tâche du peintre est de le découvrir. Une fois qu'il a déterminé le trait de dissemblance avec l'Espèce, c'est fait : il tient la ressemblance avec l'individu. Voilà pourquoi nous pouvons augurer, sans grande chance d'erreur, de la ressemblance d'un portrait dont nous ne connaissons pas l'original. Nous n'apercevons pas en quoi il ressemble à une figure que nous ignorons, mais en quoi il diffère de l'empreinte moyenne que les souvenirs de mille et mille figures aperçues ont déposée en nous. Voilà pourquoi, aussi, les photographies sont si rarement ressemblantes : elles enregistrent tout sans être impressionnées par un trait plutôt que par un autre; tout le texte humain, avec son fatras de mots inutiles, où sont perdus et dissimulés, çà et là, les deux ou trois caractères qui pourraient le révéler.

De plus, entre ces quelques caractères ou traits de dissemblance il y a, comme entre les mots révélateurs d'un texte cryptographique, une suite et une liaison. Un rapport étroit, bien que subtil et mal connu, unit les différentes caractéristiques d'un corps humain, dicte ses attitudes, détermine ses activités, — à tel point que, d'après l'épaule, par exemple, on peut préjuger non seulement du cou, des pectoraux, mais même des mouvements des jambes, des bras et des gestes de démonstration. Ce rapport qui fait un tout lié des diverses singularités individuelles, l'artiste, s'il veut arriver à déterminer parfaitement la ressemblance, doit aussi le saisir. On voit, par là, combien est inférieur à sa tâche le portraitiste à la mode, pressé d'aller à son club, qui dépêche en quelques séances une silhouette élégante et soyeuse, propre à enrager de jalousie des amies moins fortunées, mais impropre à révéler ce qu'a de singulier, en bien ou en mal, l'être humain.

Ce n'est pas que le seul travail, ici, suffise. La ressemblance est un « don. » Certains artistes l'ont naturellement parce que d'instinct, ils voient tout de suite le trait de dissemblance et ne voient que lui. D'autres doivent, au contraire, le dégager par une

succession d'opérations éliminatoires et d'essais approximatifs. Ce ne sont pas les moins intelligents, ni souvent les moins grands artistes; ce ne sont pas ceux qui donnent le moins de vie à une figure humaine, car le don de la vie et le don de la ressemblance sont choses fort différentes. Le don de la ressemblance est un peu comme la mémoire, qui ne préjuge rien pour ni contre le génie.

Si votre peintre l'attrape, tant mieux pour vos proches, vos amis, — vos ennemis peut-être. S'il la manque, mais réalise la vie et la beauté, tant mieux pour vos descendants. Si votre portrait ne vous paraît point réussi, ni à vos entours, ne vous en inquiétez pas. Il n'est presque jamais arrivé qu'un beau modèle fût content de son portrait. Les plus grands maîtres n'ont pas satisfait leurs clients. Votre aventure vous est commune avec presque tous les grands hommes. Le maréchal Prim ne pardonna jamais sa magnifique allure à Henri Regnault. M. Clemenceau ne s'est pas reconnu dans l'œuvre magistrale de Rodin. « Mais, se connaît-il ? » demandait timidement Rodin... Le pape Benoît XV non plus, d'ailleurs : il ne semble pas que l'ébauche esquissée par le maître l'ait, le moins du monde, ravi, et le don qu'il lui a fait de sa photographie, en le congédiant, apparaît plutôt comme une « faveur » que comme un éloge. Léon XIII, dont le profil était si beau, dans le sens « caractériste » du terme, accueillit fort mal l'œuvre vigoureuse et divinatrice de Lenbach : *una volpe*, disait-il plaisamment et un peu furieux. Une autre fois, désespéré d'avoir à se reconnaître dans l'effigie qu'un peintre italien avait tracée de lui et sollicité pourtant d'y mettre un mot de sa main, il ne put se retenir d'y adapter ce verset de l'Évangile, selon saint Mathieu, où il est raconté comment Jésus apparut à l'improviste à ses disciples pendant un orage : « *Ne vous étonnez pas : c'est moi !* »

Voilà justement ce qu'ont envie d'écrire la plupart des gens sous le portrait qu'un maître vient de leur peindre.

Et ne croyons pas que modèle ou critique raisonnent ainsi parce qu'ils manquent de goût et de sens vrai de l'Art, ou, s'ils en manquent, disons que c'est comme en manquent les artistes eux-mêmes. Car les artistes, dès qu'ils posent eux-mêmes pour leur portrait, raisonnent précisément de la même façon. La volte-face est complète et si peu attendue que le confrère, qui fait fonction de portraitiste, en est toujours dupe. Au premier

abord, l'idée de ne plus dépendre des préjugés étrangers à l'Art, d'une famille éplorée, en un mot du « bourgeois, » l'enchante : enfin, il est libre, il va pouvoir donner la mesure de ses facultés critiques d'une physionomie humaine, mettre l'accent sur les caractéristiques, les dissymétries, les tares mêmes : « Enfin, se dit-il, je n'ai plus affaire à un « client. » C'est un artiste : il n'a pas peur ! » Naïvement, il se met au travail. Mais à peine le travail est-il en train, qu'il déchante fortement. Ce même confrère, qui s'est si souvent gaussé avec lui des prétentions et de l'inintelligence « des gens du monde » se révèle subitement leur très proche parent, dès qu'il s'est assis sur la sellette du modèle. Il trouve admirable sans doute l'*Innocent X*, de Velazquez, ou l'homme à la trogne, de Ghirlandajo, mais il ne souhaite nullement se voir immortalisé de cette façon. Il proteste, ou s'il ne proteste pas, il s'étonne. On a vu des peintres se brouiller parce qu'ils s'étaient peints trop ressemblants. Tel portrait d'un grand artiste par Morot n'a jamais trouvé grâce devant son modèle. Les exemples chez Rodin sont célèbres. Ses admirables bustes de Dalou, de J.-Paul Laurens, de Puvis de Chavannes n'ont point entièrement réjoui leurs modèles. Dalou ne prit jamais possession du sien. J.-P. Laurens, sans le blâmer, il est vrai, et tout en l'admirant, lui reprochait amicalement, dit Rodin, de l'avoir représenté la bouche ouverte. Puvis de Chavannes se fâcha, se jugeant « caricaturé. » Whistler, lui-même, l'ironiste si abondant en sarcasmes contre le modèle, quand c'est un autre qui posait, était le plus mauvais modèle qu'on pût imaginer. Il s'endormait pendant les séances et quand il vit les effigies, pourtant admirables, que Boldini et M. Helleu, à l'huile ou à la pointe sèche, ont tracées de lui, il ne s'y reconnut pas. Sur le tableau de Boldini, il s'exprimait exactement comme s'exprime le bourgeois mécontent de son portraitiste : « On dit qu'il me ressemble, mais j'espère que je ne ressemble pas à cela ! »

Devant des exemples si fameux, où les seules alternatives qu'on puisse envisager sont l'échec d'un grand artiste ou bien l'incompréhension d'un autre grand artiste, on se sent tout rasséréné. Ils prouvent au moins l'une de ces deux choses : qu'un fort habile homme peut manquer votre portrait, ou que vous pouvez ne pas vous reconnaître dans un chef-d'œuvre,

sans pour cela manquer de toute compréhension artistique. Et ils prouvent peut-être toutes les deux.

Enfin, le témoignage le plus décisif nous est fourni par les portraits des artistes qui n'ont pas voulu confier leur tête à un autre, mais ont pris le parti, pour l'avoir à leur gré, de la peindre eux-mêmes. Il faut les voir, aux *Uffizi*, par exemple, où, depuis des siècles, ils sont accumulés. Or, ils ne sont pas meilleurs que les portraits habituels de ces maîtres : la plupart du temps, ils sont moins bons. Pas un, chez les modernes tout au moins, n'a souligné fortement le caractère de sa propre physionomie. On peut se demander s'il l'a bien vu...

Il convient donc d'être philosophe, de se dire qu'on ne se connaît pas soi-même, que le peintre même le plus génial ne peut en révéler qu'une très faible part, et que, de ce témoignage incomplet et hâtif porté sur nous par le portraitiste, nous ignorons si, dans l'avenir, il sera trouvé bon ou mauvais. Cela, simplement parce que nous ignorons quel sera le goût de nos descendants. Les attitudes et les mines sentimentales qui furent trouvées délicieuses jadis, nous les trouvons aujourd'hui ridicules. Quel verdict portera l'avenir sur bien des poses de la Gandara ou de Boldini? D'ailleurs, la science physionomique naît à peine : elle balbutie ses premières remarques. Peut-être un jour sera-t-elle constituée et lira-t-on une foule de choses intéressantes dans nos portraits. Mais sont-ce les choses que nous y lisons nous-mêmes? Tel est le point. A tous les égards, un portrait est une énigme, qu'il faut nous résigner à laisser résoudre à d'autres, quand nous ne serons plus là.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

QUELQUES
GRANDES MINUTES AMÉRICAINES

II[1]

V. — LE GRAND JOUR

Et la voici qui s'inscrit au calendrier, cette date du Deux Avril, destinée à marquer un tournant solennel, un tournant décisif, non seulement dans l'histoire des États-Unis, mais dans l'histoire du monde. Il y a un point de l'espace sur lequel va se concentrer aujourd'hui l'attention frémissante de l'univers, — et c'est Washington. J'ai vécu tous ces temps derniers avec la volonté exaspérée d'être là ! Comment nous y prendrons-nous pour nous procurer des cartes d'admission à la Chambre des Représentants, où s'assemble le Congrès, alors qu'à chacun des « congressmen » il n'en est attribué qu'une, que se disputent naturellement sa famille, ses amis, ses électeurs ? Nous ne savons. Mais nous sommes résolus à tenter la chance : en Amérique, cela réussit neuf fois sur dix. Au pis aller, s'il ne nous est pas donné de nous glisser parmi les privilégiés du dedans, il nous restera la ressource de nous mêler à la foule du dehors : à défaut de la chose elle-même, nous contemplerons le mur derrière lequel elle se passe. Ce sera une consolation.

Par un caprice aimable de ce climat fertile en contrastes, la matinée s'annonce riante, jolie, vraiment apriline. Un

(1) Voyez la *Revue* du 15 mai.

soleil jeune, riche déjà de santé cosmique, émerge des eaux de la Baie, comme un splendide adolescent qui sort du bain. Son apparition n'est, d'ailleurs, que de courte durée. Au moment de nous mettre en route, nous constatons qu'il s'est voilé d'argent; mais, si éphémère qu'ait été son éclat, il a suffi pour tiédir le ciel. Dans la brise qui nous évente on sent la chaude fermentation d'une nature en travail, sans rien de l'acidité des saisons neuves sur les rivages de notre occident européen. A peine dévêtue de ses fourrures de neige, la terre américaine est mûre pour l'œuvre de vie. Ses printemps ont la soudaineté d'une explosion. Tandis que nous roulons à travers les campagnes mollement ondulées du Maryland, où les cultures alternent avec les bois, les feuillages naissants ont l'air d'éclore et de se multiplier au fur et à mesure sous nos yeux, comme si des milliers de mains invisibles les suspendaient, en courant, d'un arbre à l'autre. Par intervalles, le long de la voie, de petites négrillonnes, assises sous l'auvent de leur maison de planches, regardent sagement filer notre « car. » Nous sommes toute l'animation du paysage. Nul autre bruit que des chants d'oiseaux; aucune activité humaine. On se croirait revenu à l'antique paix vierge du Nouveau Monde. Et cette Amérique printanière, uniquement absorbée, semblerait-il, dans le recueillement de la gestation, se tait, en réalité, dans l'attente anxieuse du cri de guerre que s'apprête à pousser son chef!

Nous sommes sortis des grandes solitudes végétales. Aux sentes sylvestres ont succédé des amorces de rues. Le sol écorché exhibe de vastes plaies d'ocre rouge. Nous débouchons dans le District de Colombie qui forme autour de la capitale de l'Union une espèce de zone neutre. Et, tout de suite, on a l'impression qu'il flotte de l'inaccoutumé dans l'air. Pas un logis qui n'arbore son étendard. Les tramways suburbains qui nous croisent en sont pavoisés. Il y en a aux automobiles, il y en a aux bicyclettes. C'est là, sans doute, un genre de démonstration qui n'a, pour l'ordinaire, qu'une valeur assez banale dans un pays où, selon la remarque d'une de nos compagnes de voyage, on tire aussi facilement son drapeau que son mouchoir de poche. Mais, à cette heure, il n'en va pas de même : cette profusion d'emblèmes nationaux est l'expression réfléchie, concertée, d'un puissant état d'âme national. A l'intérieur de la ville, on ne se contente pas de les déployer aux fenêtres, on

les promène sur les trottoirs, on les agite avec une ostentation agressive sous le nez de certains personnages, porteurs de brassards blancs, qui rôdent, la mine hargneuse, comme cherchant qui dévorer. Nous ne sommes pas plus tôt débarqués que nous tombons sur une de ces rencontres.

— Saluez la « Vieille Gloire (1) ! » commande l'homme au drapeau.

— Nous voulons la paix ! rétorque l'homme au brassard.

Un pacifiste, vous l'avez deviné. Ils sont encore, aux États-Unis, des millions, qui ne désarmeront qu'à la dernière extrémité. Et je dis bien « désarmer, » car ils sont farouchement belliqueux, ces irréductibles ennemis de la guerre. Conservent-ils quelque espoir d'influencer à la minute suprême l'ininfluençable Président? Toujours est-il qu'ils ont profité de la réouverture du Congrès pour opérer une descente en masse sur Washington. Nous nous heurtons à leurs groupes presque à chaque pas.

Mais c'est surtout aux abords du Capitole que se presse le gros de leurs forces. Ils ont littéralement investi le palais législatif. Lorsque nous y arrivons, la police est en train de leur faire évacuer les soixante ou quatre-vingts degrés du monumental perron de marbre qui conduit à la Chambre des Représentants. Il paraît qu'un de leurs jeunes énergumènes a brutalement assailli dans son bureau le sénateur républicain de Boston, M. Henry Cabot Lodge, qui lui a, d'ailleurs, administré une magistrale correction. Ce n'est pas qu'ils soient tous de mœurs aussi féroces. Ils comptent dans leurs rangs de très nobles esprits, des âmes ardemment convaincues, qui braveraient le martyre plutôt que de mettre leurs actes en désaccord avec leurs principes. Mais ce qu'ils appellent l'apostasie du président Wilson les a désorbités, pour la plupart, et l'idée que ce prophète de la paix, réélu sur un programme de paix, brûle aujourd'hui ce qu'il adorait hier, les a rendus pareils à des fous furieux. Puis, parmi ces moutons enragés, il y a les loups, les faux bergers du pacifisme qui n'en ont endossé la défroque que pour mieux faire sous ce déguisement le jeu de l'Allemagne. Ce sont eux, — est-il besoin de le dire? — ce sont les agents clandestins des Bernstorff, des Igel, des Rintelen

(1) *Old Glory*. C'est le nom par lequel les Américains désignent familièrement leur drapeau.

et autres, qui hurlent sur le mode le plus aigu et le plus obstiné :

— *Peace! Peace! We want peace!* (La paix ! La paix ! Nous voulons la paix !)

— Si vous commenciez par nous la flanquer, observe judicieusement un des policiers de service occupés à les contenir.

Après les vociférations dont nous venons d'avoir le tympan déchiré, le bourdonnement de ruche qui remplit les couloirs de la Chambre nous produit la sensation lénifiante d'un silence relatif. Nous sommes sous les voûtes du temple : reste à pénétrer dans le saint des saints. Nous implorons à tour de rôle un, deux, quatre, six « congressmen » de notre connaissance. La réponse est invariable :

— Désolés, navrés, mais, hélas! rien à faire.

Eux-mêmes, pour caser leurs proches, ont dû mendier les cartes de collègues moins encombrés. Et, par les portes entrebâillées des galeries, ils nous montrent les banquettes déjà combles. Nous n'avons plus qu'un recours, un seul ; c'est de déterrer quelque député de l'Ouest, du profond Ouest, qui, à cause de l'éloignement de sa circonscription, n'aurait eu ni parent, ni mandataire en humeur de le relancer jusqu'à Washington. Un tableau, appendu dans le vestibule, donne la liste des représentants, État par État. Nous le parcourons. Quand nous en sommes à l'Illinois, ma femme s'écrie :

— J'ai trouvé !

Et elle demande à l'huissier d'aller quérir M. Dennison. L'instant d'après, un magnifique descendant des vétérans de la « prairie, » un géant doux et courtois se penche bénévolement pour écouter notre supplique, en abaissant vers nous des prunelles veloutées, ombragées de longs cils, ces prunelles larges, un peu diffuses et comme noyées d'espace, que les fils des grandes plaines ont en commun avec les marins. Un ticket? Non. Il a, lui aussi, aliéné le sien. Mais il n'importe : un homme de l'Ouest n'a aucune superstition, pas même celle du règlement, et, puisqu'il s'agit d'un Français, cela tranche tout.

— Suivez-moi.

De ses épaules dominatrices il nous fraie un chemin, à travers la houle humaine qui s'écrase dans les couloirs, jusqu'à ce que nous ayons atteint l'entrée de la galerie habituellement réservée, nous apprend-il, aux femmes des « Congress-

men. » Un gardien blanchi sous le harnais en défend le seuil.

— Laissez passer madame et monsieur, lui dit M. Dennison, de l'accent le plus posé.

— Je n'en ai pas le droit, vous le savez bien.

— Prenez-le. Ce jour-ci n'est pas tous les jours, et des Français sont des Français.

Le cerbère, dompté, ne grommelle déjà plus : il objecte seulement que nous n'aurons que les marches de l'escalier d'accès où nous asseoir. Nous protestons que nous y serons à ravir. Et nous voilà dûment introduits dans la place ! Nous n'y sommes pas depuis cinq minutes que des personnes compatissantes se sont arrangées, en se serrant, pour nous ménager une installation plus confortable, à côté d'elles, sur les coussins autrement moelleux des banquettes. Il est alors deux heures et demie environ : comme la lecture du message présidentiel n'est prévue que pour la fin de la soirée, nous avons de la marge devant nous.

Examinons le décor où va se jouer la première péripétie, à jamais mémorable, d'un drame dont le dénouement sera si gros de conséquences pour l'avenir de l'humanité. A nos pieds se creuse une immense salle rectangulaire, éclairée d'en haut par une coupole vitrée, et tapissée d'un jaune vieil or, de teinte chaude, qui ensoleille, en quelque sorte, ses parois. Contre le mur du fond s'étage la tribune, en marbre blanc, surmontée d'un drapeau américain de six à huit mètres carrés, avec, à droite, un portrait de Washington auquel fait pendant, à gauche, un portrait de La Fayette. Ainsi l'Amérique légifère sous le regard d'un héros de France, devenu pour elle une sorte d'idole nationale, au même titre que le fondateur de ses libertés. En ce moment, la Chambre procède au renouvellement de son bureau. Chaque député, sans bouger de son fauteuil, vote, à l'appel de son nom, par « aye » (notre ancien oui français) ou par « no, » et cela au milieu d'un brouhaha de conversations que le président, le *speaker*, essaie d'interrompre mais ne réussit guère qu'à scander, en frappant de son maillet de bois le marbre de la tribune. Brusquement, une accalmie. Le « clerc » nomenclateur appelle :

— Miss Jeannette Rankin, du Montana.

Une voix féminine répond timidement :

— Aye.

Et un tonnerre d'applaudissements d'éclater. La Chambre entière s'est levée d'un bond pour rendre les honneurs à la première femme qui soit autorisée à exprimer un suffrage au Parlement américain. Miss Rankin arrive du sombre district des mineurs de cuivre : elle est l'élue d'une population composée pour une large part de cette catégorie récente d'anarchistes américains qui s'intitulent les « Travailleurs industriels du monde; » elle ne conçoit, en cette qualité, d'autre guerre que celle du prolétariat contre le capitalisme. Et c'est dire que les circonstances la servent étrangement mal pour ses débuts. Il y a de ces ironies des événements. Du moins le galant accueil de ses collègues masculins lui aura-t-il apporté une forme de compensation flatteuse.

L'intermède fini, la séance a repris son cours monotone. L'après-midi s'éternise; les aiguilles du cadran qui surmonte la tribune tournent lentes, lentes : j'ai la sensation que j'entends tomber les secondes dans le vide, avarement, goutte à goutte. La lumière tamisée des globes électriques a remplacé celle du jour: c'est donc que, dehors, il commence à faire soir. Autour de nous, des rumeurs décourageantes circulent: parce que deux ou trois femmes de « congressmen » ont quitté la salle sur un signe de leurs maris, on en conclut que le président Wilson, intimidé par les clameurs des pacifistes, a décidé de différer jusqu'à demain la lecture de son message. Quelqu'un affirme que, ce matin, il n'en avait pas encore complètement arrêté la rédaction. Tous ces bruits ne riment sans doute à rien, mais, en s'ajoutant à l'agacement de l'attente, ils achèvent de vous énerver. Heureusement que notre bon génie reparaît juste à point pour nous rassurer, — et pour nous alimenter, par surcroît. Supposant avec raison que nous ne serions pas fâchés d'avoir quelque chose à nous mettre sous la dent, M. Dennison est venu s'asseoir un instant auprès de nous, les mains pleines de sandwiches. Nous causons entre deux bouchées, et, chez cet homme « des Illinois, » comme disaient nos voyageurs du XVIIIe siècle, j'ai la surprise peu banale de découvrir un passionné de notre littérature, professant une particulière dévotion pour Loti. *Pêcheur d'Islande* est son bréviaire : il le lit, le relit, pourrait presque le réciter par cœur, dans la traduction anglaise. Et voici que nous ne sommes plus à Washington, mais à Paimpol; voici que nous avons oublié le

Congrès, le Président, le message : nous vivons dans le commerce idéal de Gaud Mével, de Sylvestre Moan, de Yann Gaos, — de Yann Gaos surtout, l'Islandais à la carrure épique, avec lequel je ne puis m'empêcher de songer que mon gigantesque interlocuteur a comme un air de famille...

Un retentissant coup de marteau nous arrache à ces poétiques rêveries. M. Dennison s'esquive en toute hâte, cependant que le *speaker*, dont l'organe sonore est bien en harmonie avec sa fonction, prévient en termes sacramentels l'assemblée que « le Sénat des États-Unis fait à la Chambre des Représentants la faveur de lui demander l'hospitalité. » En même temps que les quatre-vingt-seize sénateurs gagnent, par la travée médiane, les sièges qui leur ont été respectueusement cédés aux premiers rangs, une porte s'ouvre, à gauche de la tribune, sous le portrait de La Fayette, pour donner passage à des personnalités dont l'admission officielle dans l'enceinte du Congrès constitue une dérogation sans précédent à tous les usages. Ce sont d'abord les ambassadeurs des pays alliés et des pays neutres. Le nôtre, entre ses collègues d'Angleterre et de Russie, se distingue par l'exiguïté de sa taille. Mais comme il doit exulter à cette heure d'avoir mené à pareille fin sa grande, sa difficile tâche, ce petit Français impressionnable et vibrant, qui s'est imposé, au long de ces deux années de guerre, de comprimer d'autant plus étroitement sa nature que Bernstorff étalait plus insolemment la sienne! Les critiques ne lui ont pas manqué. Que de fois n'ai-je pas entendu nos compatriotes lui reprocher une attitude de discrétion outrée, sinon d'effacement total! Ils l'accusaient d'être à Washington comme en pénitence, de ne pas se montrer, de ne pas se remuer et, non content de se taire pour son propre compte, de vouloir que chacun se tût avec lui. A eux de mesurer aujourd'hui de quelle juste compréhension de la psychologie américaine témoignait ce silence systématique, où il n'y avait pas moins d'habileté que de dignité : M. Jusserand ne pouvait souhaiter une plus belle revanche. C'est plaisir de voir le mouvement de vive et chaude sympathie par lequel son apparition est saluée dans notre entourage. Comme Mme Jusserand s'assied au même moment dans la loge diplomatique, près de Mme Wilson et de Mme Mac Adoo, la femme d'un « congressman » ne résiste pas au besoin de s'écrier avec une spontanéité charmante :

— Ces Jusserand ! Tout le monde les adore.

Aux ambassadeurs font suite les membres du corps le plus auguste des États-Unis, les magistrats de la Cour suprême, au nombre de douze, comme les douze pairs d'Arthur ou de Charlemagne. Ils s'avancent sous la conduite du juge en chef, du juge des juges, M. White, jusqu'aux chaises curules qui ont été préparées pour eux, en avant des sénateurs, immédiatement au pied de la tribune. L'aréopage est maintenant au complet. Le cadran de la Chambre marque neuf heures moins le quart. Par une sorte de consensus général, le murmure des conversations a presque entièrement cessé. Dehors, les sabots d'une escorte de cavalerie résonnent précipitamment sur le pavé nocturne, et une clameur monte, attestant que les pacifistes n'ont pas déserté leur poste. Il s'écoule encore quelques minutes, — des siècles ! Soudain, dans le cadre de la même porte latérale par laquelle sont entrés les ambassadeurs ainsi que les magistrats, une silhouette se profile, haute, droite, correcte, un peu raide, impeccablement habillée de noir. Avec toute l'assistance, je suis secoué d'un frisson qui me parcourt les moelles, lorsque le *speaker*, debout, annonce :

— *The President of the United States of America.*

VI. — LE MESSAGE

C'est au milieu d'une ovation indescriptible que l'homme qui prend enfin sur lui de mettre au service du droit la plus grande force morale comme la plus grande force matérielle de notre époque, gravit, un rouleau de papier dans les doigts, les marches de la « plate-forme » destinée aux orateurs. Il commence par échanger, au-dessus de sa tête, un serrement de mains avec les présidents de la Chambre et du Sénat, qui ont pris place côte à côte au sommet de la tribune ; puis il fait face à la salle. L'éclairage d'en haut tombe à plein sur son masque oblong, accentuant la sereine ampleur du front qui est d'un méditatif et la lourdeur massive du menton qui est d'un réfractaire ; ses yeux, dont j'ai pu, en d'autres occasions, noter les reflets d'un gris bleuté, ses yeux lumineux, pareils aux mers couleur de nacre que décrivent les vieilles odyssées irlandaises, sont, pour l'instant, comme retirés derrière les verres isolateurs du lorgnon. Il semble calme extraordinairement.

Tout son maintien respire une possession absolue de soi. On dirait qu'il a dépouillé son humanité pour revêtir la rigidité abstraite d'un principe.

Au prix de quel travail véhément sur lui-même, je veux le consigner ici, dès à présent, bien que je ne l'aie appris que plus tard, à la faveur d'un entretien avec M. Sedgwick, de l'*Atlantic Monthly*. Après avoir, lui, le directeur d'une des plus importantes revues des États-Unis, vainement quémandé un billet pour la séance, M. Sedgwick s'était avisé d'un subterfuge tout à fait américain : il avait obtenu, grâce à la complicité d'un ami, de figurer parmi les détectives attachés aux pas du Président, ce qui lui valut de pénétrer à sa suite dans le salon où le protocole exige que le chef du pouvoir exécutif attende la délégation du Congrès, chargée de l'introduire dans l'enceinte législative.

— J'en profitai, me racontait-il, pour lui adresser quelques mots, mais ce fut à peine s'il put articuler une réponse : il était tellement bouleversé que sa mâchoire inférieure tremblait. Une glace était là : il se planta devant elle, et, pendant cinq ou six minutes, je le vis, comme un athlète olympique avant les jeux, se pétrir, se malaxer des deux mains les muscles du visage, contraignant la chair récalcitrante à subir l'impérieux modelage de la volonté. Quand, à l'arrivée de la délégation, il se retourna vers nous, ce n'était plus le même être.

Nul vestige, en effet, du plus léger ébranlement nerveux chez le Wilson que nous regardons, l'haleine suspendue, dérouler impassiblement les feuillets de son message. Ces feuillets mystérieux, je me suis laissé dire que, par crainte de l'indiscrétion d'un copiste, il a consacré la nuit dernière à les dactylographier lui-même, sous sa lampe, dans la solitude inviolable de la Maison Blanche endormie. Il n'y a que ses très rares confidents à savoir au juste ce qu'ils contiennent et sous quelle forme plus ou moins franche, plus ou moins irrévocable, ils engagent les États-Unis dans la rouge aventure d'outre-mer. Avouerai-je que, malgré moi, je garde au cœur une vague appréhension? Je n'ai pas impunément vécu, de janvier à juin 1915 et de novembre de la même année à mai 1916, les pires heures de la neutralité américaine. N'étant pas dans le secret de la pensée intime de Woodrow Wilson, — le Président aux trois *w* et aux innombrables doubles fonds, comme le dénommait alors une de ses spirituelles adminis-

trées, — je n'avais pour la juger que les actes et les discours par lesquels il daignait la révéler aux simples mortels de mon espèce. Or, ni les uns ni les autres n'étaient précisément de nature à dissiper mes angoisses de Français, accrues de toutes mes nostalgies d'exilé. Je ne trouvais aucun sel à des formules telles que « trop fiers pour nous battre » ou « la paix sans victoire, » et j'arrivais encore moins à m'enthousiasmer pour des gestes comme le refus de recevoir la députation belge, aggravé par l'envoi d'un télégramme de félicitations au Kaiser, le jour anniversaire de sa précieuse naissance. J'avais beau m'évertuer, je ne me rendais pas très bien compte comment des témoignages publics de ce calibre pouvaient déceler chez le Président un état d'esprit d'avance incliné vers la cause de l'Entente. « Tâchez seulement de patienter comme lui, m'objectaient à cela les exégètes de ses intentions cachées ; laissez à la grande pulsation morale, propagée de Washington à coups imperceptibles, mais incessants, le temps de parcourir tout le système artériel si complexe de cet énorme pays ; attendez que l'Amérique des fermiers soit aussi avertie que l'Amérique des intellectuels, et vous verrez !... » Je vais voir. Mais j'ai tant aspiré à ce moment, je l'ai tant appelé, tant désiré, et il a si désespérément tardé à venir, qu'un doute, une crainte, — je dirais volontiers : une terreur, — persiste en moi qu'il ne soit pas réellement venu.

Le maillet du *Speaker*, cependant, s'est abattu sur la tribune :

— La parole est au Président des États-Unis pour la lecture de son message.

Debout contre un haut pupitre recouvert de bure verte, où il appuie un de ses coudes, le Président des États-Unis prononce :

— Messieurs du Congrès...

Et, désormais, il n'y a plus de vivant dans la salle que sa voix.

Le corps immobile, les yeux rivés à son papier, il dit les raisons « sérieuses, très sérieuses, » pour lesquelles il a dû convoquer l'Assemblée, et brosse un large tableau de l'œuvre criminelle perpétrée par l'Allemagne sur les mers, plus spécialement depuis la rupture du 3 février. Les mers : ce fut à leur propos, remarque-t-il, que naquit chez les civilisés la pre-

mière conception de la nécessité d'une loi internationale. Ne fallait-il pas empêcher, si possible, ces « grandes routes libres du monde » d'être accaparées par un peuple à l'exclusion des autres peuples? Les quelques garanties dont on avait péniblement réussi à les entourer ne représentaient, hier encore, qu'un strict minimum. Ce minimum, le Gouvernement allemand l'a supprimé d'un trait de plume : il a ressuscité, plus effroyable que jamais, l'horreur sans nom des pirateries primitives, en instituant une guerre navale qui ne respecte rien, ni personne, pas même les voyageurs inoffensifs, pas même les femmes et les enfants dont les vies, « aux plus sombres périodes des temps modernes, » étaient tenues pour sacrées. « Le défi est jeté à l'humanité tout entière. » Chaque nation a le choix de la réponse qu'elle y fera. Celui de l'Amérique a le devoir d'être conforme à la modération de son tempérament. Elle écartera toute passion. Son mobile ne sera ni la soif de la vengeance, ni l'ambition d'affirmer victorieusement sa force : elle ne se préoccupera que de « défendre le droit, le droit de l'homme, » dont elle est, de par son idéal comme de par son histoire, un des éternels champions. Mais, entre les deux alternatives où elle est placée, il est un choix auquel elle ne consentira pas, auquel il n'est pas en son pouvoir de consentir...

Lequel? Chacun, dans l'assistance, se le demande, en proie à la même fièvre qui me consume, j'en suis sûr. Les cous, les yeux, les oreilles, les âmes sont inexprimablement tendus. Pas un murmure, pas un souffle. L'atmosphère est si chargée d'attente qu'elle en est, à la lettre, irrespirable. Soudain, une dilatation instantanée. On dirait que les épaisseurs comprimées de silence qui, depuis le début du message, sont allées s'accumulant et se condensant dans l'enceinte ont fait explosion. De sa voix sobre, égale, et dont l'impersonnalité voulue ajoute je ne sais quoi de plus de solennel à sa parole, le Président vient de déclarer :

— Nous ne choisirons pas le sentier de la soumission...

Ah! la grande, la belle, la fière, l'à jamais inoubliable minute! Sans laisser au Président le temps d'achever le reste de la phrase, un cri a éclaté, un cri unique, jailli d'un millier de bouches à la fois, le cri, le vaste cri de la conscience américaine libérée, entonnant l'hosanna de sa délivrance. Seuls, trois sénateurs sont demeurés assis, l'un d'eux étant le trop fameux

Robert Marion La Follette, Français de nom et d'hérédité, mais Allemand d'adoption, parce que représentant le Wisconsin, le plus germanisé des quarante-huit États. A part ce trio de protestataires, plus semblables, d'ailleurs, à des coupables qui se seraient cloués d'eux-mêmes à leurs fauteuils comme à des piloris, toute la salle, dressée en un magnifique sursaut d'allégresse, acclame, trépigne, bat des mains. Je me sens roulé, emporté dans le déferlement d'une vague d'enthousiasme analogue à ces lames de fond qui, sur nos côtes de Bretagne, projettent à l'improviste la mer dans le ciel. J'ai l'impression que la coupole de la Chambre, soulevée, plane à des hauteurs vertigineuses et que, par l'ouverture béante, s'échappe jusqu'aux étoiles la plus pathétique action de grâces à laquelle il m'ait été donné de participer. C'est en vain que j'essaie de refouler mes larmes. Béni soit l'exil qui, à trois reprises, m'a tenu pendant des mois éloigné de mon héroïque et douloureuse patrie, puisqu'il me gardait en réserve cet instant! Il y a des joies que l'on paierait de sa vie. Celle-ci en est une. Je ne me souviens plus des arrachements, des affres, des amertumes qu'elle m'a coûtés. A l'égard de l'homme à qui je la dois je n'ai plus dans le cœur que mansuétude, gratitude, admiration, regret aussi de l'avoir méconnu. J'ai eu tort de douter du Celte Wilson. De tout mon être retourné je lui fais amende honorable et, parmi l'ouragan déchaîné de l'applaudissement américain, j'exhale mentalement vers lui mon remerciement éperdu de Français. Lui, malgré l'émotion qui l'étreint, s'efforce de rester en apparence imperturbable. C'est sur un ton simple et digne, le ton presbytérien, en quelque sorte, dont il réciterait une page de la Bible, que, le tumulte apaisé, il profère les mots définitifs :

— Avec un sens profond du caractère grave et même tragique de la démarche que j'accomplis aussi bien que des lourdes responsabilités qu'elle implique, mais obéissant sans hésitation à ce que je considère comme mon devoir constitutionnel, je demande au Congrès de décréter : que la récente conduite du gouvernement impérial allemand n'est rien moins qu'un acte de guerre contre le gouvernement et le peuple des États-Unis; qu'il accepte formellement la condition de belligérant qui lui est ainsi imposée, et qu'il va prendre des mesures immédiates, non seulement pour mettre le pays dans un plus

parfait état de défense, mais pour utiliser toutes ses ressources en vue d'amener le gouvernement impérial allemand à résipiscence et de terminer la guerre.

A l'exception toujours des trois sénateurs récalcitrants, la salle est de nouveau sur pieds. Moins inattendue, moins délirante, la manifestation n'en est peut-être que plus grandiose : elle revêt les allures majestueuses d'un triomphe. Si Woodrow Wilson a souffert d'une critique injuste dans le passé, cette heure le venge. Satisfait d'avoir rempli l'espérance universelle, il semble qu'il n'ait plus qu'à descendre de la tribune. Mais non : là où nous estimons sa tâche close, elle vient, pour lui, de commencer. Il y a quelque chose qui est plus essentiel, à ses yeux, que l'entrée de l'Amérique dans la lice, et c'est l'esprit dans lequel elle y entre. Lui qui interrogeait, hier, les nations belligérantes, sur leurs buts de guerre, il entend que son pays, au moment de s'engager dans la mêlée, fasse clairement, péremptoirement, connaître les siens. Et le voici qui les expose, avec quelle souveraine élévation de pensée, avec quelle incomparable maîtrise d'accent! A sa voix, une Amérique surgit devant nous, en qui plus un trait ne subsiste de l'image caricaturale que tant d'observateurs de passage nous en ont peinte à la volée. Adieu l'Amérique superficielle des brasseurs d'argent et des prospecteurs d'or, hypnotisée dans la poursuite de l' « omnipotent dollar! » Salut à l'Amérique foncière, à l'Amérique authentique, à l'Amérique vraie, à celle qui, née du plus grand acte de foi des temps modernes, — la découverte de Colomb, — s'est conçue et affirmée, dès l'origine, comme une patrie des patries pour tous les croyants, pour tous les hommes de bonne volonté, à l'étroit dans les législations tracassières et les horizons bornés de la vieille Europe; à celle qui s'est battue contre l'Angleterre, avec George Washington, pour revendiquer son indépendance, et qui s'est battue contre elle-même, avec Abraham Lincoln, pour affranchir ses propres esclaves; à celle que Woodrow Wilson porte en lui, dont il est une des incarnations les plus hautes et les plus complètes, et au nom de laquelle il parle, à cette date culminante de son histoire, non plus au Congrès, mais au monde!

Cette Amérique-là ignore les antiques levains de haines nationales qui sont au fond du conflit européen. Elle n'a ni rancunes à assouvir, ni revanches à exercer. Elle est sans

colère comme sans convoitise. Tout ce qu'elle sait, tout ce qu'elle veut savoir, c'est qu'un Gouvernement de proie s'est rencontré, qui, excipant d'un droit divin où le Dieu de la chrétienté n'a rien à voir, émet la monstrueuse prétention d'assujettir le genre humain au joug anachronique sous lequel il maintient un peuple né vassal. Il ne s'agit pas seulement d'empêcher pour le présent que cela soit ; il s'agit de rendre inadmissible à jamais que cela puisse être. Les destinées idéales de l'humanité n'ont chance de se réaliser efficacement que dans la paix. Et la condition nécessaire de la paix, c'est la liberté. Cette condition ne sera établie de façon durable que le jour où le dernier gouvernement despotique se sera effondré, ensevelissant avec lui dans sa chute son instrument d'oppression, le militarisme. Fille aînée de la liberté, l'Amérique se lève pour aider les nations qui sont déjà en possession de ce bien vital à le défendre, et celles qui ne le possèdent pas encore, à le conquérir. Bercée tout enfant entre les bras blancs de la paix, grandie dans son culte, devenue féconde et prospère sous sa loi, c'est par amour de la paix qu'elle accepte la lutte ; elle ne déclare la guerre qu'à la guerre ; elle ne s'arme que pour hâter l'ère du désarmement ; elle ne recourt au canon que dans l'espoir de réduire une fois pour toutes le canon au silence ; elle n'en appelle à la force qu'afin d'abolir le règne de la force et de préparer les voies à l'avènement de la justice ; elle ne rompt avec sa politique traditionnelle d'abstention qu'afin de substituer à la ténébreuse alliance des autocraties, fondée sur des tractations équivoques, le clair concert des peuples libres, fondé sur une mutuelle probité. Son mot d'ordre est :

— Il faut que le monde soit mûr pour la démocratie.

Formule saisissante et neuve qui, demain, s'imposera sans doute comme le mot d'ordre universel. Elle est la première, elle est, si je ne me trompe, la seule qui donne au conflit contemporain toute sa signification, toute sa portée. Quels que soient les objets particuliers pour lesquels les nations de l'Entente versent leur sang, il en est un qui se trouve implicitement renfermé dans tous et qui les dépasse, à savoir : l'émancipation de l'humanité. Cette guerre est en soi une croisade démocratique. Il appartenait au chef de la démocratie type, il appartenait au plus fervent comme au plus réfléchi des démocrates, il appartenait à un Woodrow Wilson de le voir

avec cette pénétration et de le proclamer avec cette hardiesse. *Et nunc, reges, intelligite...* Ce n'est pas à la légère qu'une réminiscence de Bossuet me traverse ainsi le cerveau. A ce point de son discours, en effet, l'éloquence du Président relève plutôt de la chaire sacrée que de la tribune politique par le souffle intensément religieux qui l'anime. L'auteur du message a conscience qu'il apporte réellement au monde un message, qu'il est l'annonciateur attitré d'un verbe. Et, quand il arrive à la péroraison, nous ne sommes plus en présence d'un homme d'État invitant des Chambres américaines à voter une expédition d'outre-Océan, nous sommes en présence d'un missionnaire, disons mieux : d'un pape laïque, exhortant la communion des fidèles à prendre la croix, non pas seulement pour délivrer la Terre Sainte, mais pour convertir la terre entière en une terre libre :

— C'est une effrayante responsabilité que de lancer ce grand pays pacifique dans la guerre, dans la plus formidable et la plus meurtrière des guerres, où la civilisation même court risque de sombrer. Mais la justice est plus précieuse que la paix, et nous tirons l'épée pour les choses qui nous tiennent le plus au cœur, pour la démocratie, pour la liberté des nations, petites ou grandes, pour l'empire éternel du droit, pour l'affranchissement et la sécurité du monde. A une telle entreprise nous pouvons sans regret dédier nos vies, nos fortunes, tout ce que nous sommes, tout ce que nous avons. Soyons fiers que le jour ait lui pour l'Amérique de se dévouer corps et âme aux principes qui l'ont engendrée, en vue de ce bonheur, de cette paix qui lui ont, de tout temps, été si chers. Que Dieu nous soit en aide! Il sait que nous n'avons pas le choix d'un autre chemin.

Je m'attends à ce que l'assistance réponde d'une voix, comme au siècle de Pierre l'Ermite :

— Dieu le veut!

Mais n'est-ce pas aussi bien le sens du long, du frénétique hourra dont elle accompagne la sortie du Président? Il y a quelques secondes d'une exaltation si violente qu'auprès de nous des femmes sanglotent. Sénateurs et députés agitent au-dessus de leurs têtes de menus drapeaux américains; M. White, le chef de la Cour suprême, faute de drapeau, brandit son feutre mou; les gens des galeries secouent des mouchoirs. Je

note que, parmi les protestataires eux-mêmes, deux ont baissé la nuque en signe de contrition : seul, Robert Marion La Follette persiste jusqu'au bout dans son endurcissement, les bras noués sur la poitrine, la lèvre amère et sarcastique, mâchant de la gomme. Le *speaker*, cependant, assène sur la tribune trois vigoureux coups de maillet, comme pour y fixer dans le marbre la demi-heure historique dont nous sommes encore tout haletants. Le Congrès est dissous, la journée des journées a pris fin.

— Voilà nos fils les frères d'armes des vôtres, me dit une dame.

Fraternelles également sont les innombrables poignées de mains qu'échangent avec nous nos voisins, nos voisines, et l'on se sépare aux cris réciproques de « Vive la France ! Vive l'Amérique ! » Dans le couloir, nous nous attardons un instant devant l'une des hautes fenêtres qui donnent sur la place, au pied du Capitole. Dehors, le cortège présidentiel s'ébranle pour regagner la Maison Blanche. Nous regardons les automobiles gouvernementales s'éloigner dans l'éclat bleuâtre des lampadaires électriques. Des troupes de cavalerie, mandées, ce matin, de Fort Myer, les encadrent, sabres au clair. Et c'est la première fois, paraît-il, depuis des éternités, que le Président des États-Unis rend visite aux Chambres en cet appareil. Il importait de le mettre à l'abri d'une balle pacifiste, partie de quelque browning germanophile.

Mais les derviches hurleurs du pacifisme se sont évaporés, il faut croire, car, lorsque nous nous retrouvons en plein air, les avenues de Washington, aux nobles perspectives versaillaises, s'étendent larges et vides, retombées à la solitude, au silence. Après nos huit ou neuf heures de claustration dans une enceinte physiquement et moralement surchauffée, qu'il fait bon marcher à la fraîcheur nocturne, les narines ouvertes, le cœur battant, l'âme comble à déborder des sublimes émotions que nous venons de vivre ! Une forte brise d'Occident, levée sans doute avec le soir, a désagrégé la banquise des nuages et creusé dans ses flancs un golfe d'azur sombre où vogue une lune resplendissante, taillée en trirème d'argent. Au sommet d'un des principaux hôtels de la ville flotte un gigantesque étendard constellé qui, puissamment éclairé d'en dessous par un projecteur invisible, semble épandre vers l'Est, là-bas, dans la direction de l'Europe, une pluie d'astres.

VII. — PREMIERS ÉCHOS

Une semaine, — la Semaine Sainte, doublement sainte, — s'est écoulée depuis le message du 2 avril. Quels échos a-t-il durant cet intervalle éveillés dans le pays? Le premier témoignage que j'en recueille m'arrive d'une femme qui passe à juste titre pour une des plus représentatives de son sexe en Amérique. Alors que je n'avais qu'un bien faible espoir d'être admis à la session du Congrès, j'avais prié Mme Miller, dont la place y était marquée d'avance, de me communiquer ses impressions. Je viens de recevoir sa lettre. Après avoir esquissé l'attitude du Président et caractérisé « la dignité de sa parole, d'autant plus dramatique qu'elle excluait plus sévèrement tout artifice oratoire, » Mme Miller écrit, en ce qui la concerne :

« Pour moi, ce fut un grand, douloureux, terrible moment. Je me retraçais en imagination la brillante carrière parcourue par l'Amérique dans l'espace de ces dix ou quinze dernières années, je me peignais la prospérité de son peuple, sa vie facile, exempte de souci, et je songeais : C'en est fait de ces temps heureux! Devant nous, je ne voyais que brouillard, ténèbres, et la plongée dans l'inconnu. Je me demandais s'il était à ce point conforme aux véritables intérêts de l'humanité que nous épousions, nous aussi, la guerre comme une rançon nécessaire du droit, ou s'il n'eût pas été plus avantageux pour le monde qu'il demeurât du moins un asile intact au milieu de l'univers en feu. La question ne se pose plus. Aujourd'hui que nous nous sommes jetés à notre tour dans la fournaise, nous devons être convaincus que nous agissons pour le mieux. Mais ce n'est pas ainsi que l'on pacifiera le globe : il n'est pas au pouvoir de la force d'enfanter la paix. »

Ces lignes trahissent évidemment plus de tristesse que d'enthousiasme. Et, si tel est le sentiment d'une Américaine de l'Est, fine, distinguée, amie passionnée de la France, comme Mme Miller, on devine quel doit être celui d'une Américaine de l'Ouest, professant, avec les préjugés anti-européens, les idées sociales et politiques de miss Jeannette Rankin. A la séance de vendredi; où la Chambre a voté la guerre, la « Dame du Montana, » invitée à se prononcer par oui ou par non, a fondu en larmes, puis s'est écriée :

— Je me range avec ma patrie, mais je ne puis voter la guerre.

La presse a beaucoup raillé ces « treize mots, » mais combien de femmes à travers l'Amérique, qui, dans le secret de leur conscience, les ont approuvés! Voici, en revanche, une note qui rend un son quelque peu différent. Elle émane d'une mère que le message présidentiel est allé toucher sur l'autre versant des Montagnes Rocheuses, en Idaho. Parlant à un « meeting » de ses pareilles, pourvues comme elle de fils en âge de servir, Mme Erwin leur a tenu ce langage :

— Pendant près de cinquante ans, j'ai vécu en paix et en joie sous les plis du drapeau étoilé. J'ai construit un foyer, élevé une famille, et cela grâce aux ressources que m'offrait en abondance ce grand pays d'églises, d'écoles et de secourables institutions de toute sorte. Quel sacrifice a-t-il exigé de moi en échange de ces cinquante années de bienfaits? Pas un. Aujourd'hui il me demande mon enfant. Puis-je hésiter à le lui donner? Non : puisqu'il lui faut nos fils, qu'il les prenne. Envoyons-les-lui, en les couvrant de plus d'applaudissements que de pleurs. De cette façon, lorsqu'ils seront sur la rive européenne, en train de monter quelque garde solitaire, et que leur souvenir revolera vers la maison, nous serons heureuses de penser que chacun d'eux aura droit de se murmurer à lui-même : « Dieu! la brave maman que j'ai! Dire qu'elle avait le cœur de battre des mains à mon départ! C'est le moins que je me montre aussi vaillant qu'elle. »

Et maintenant, écoutons les hommes. Chez ce peuple de foi, les ministres des divers cultes sont réputés pour les porte-parole les plus incontestés de l'opinion. C'était hier dimanche de Pâques. Les feuilles de ce matin publient de nombreux extraits des sermons débités à cette occasion du haut des chaires protestantes. La plupart des orateurs ont emprunté leur thème à un rapprochement tout indiqué entre le grand drame religieux d'il y a dix-neuf cent dix-sept ans et celui qui bouleverse une fois de plus la terre pour en renouveler la face. Comme alors, les hommes de volonté droite sont conviés à ceindre leurs reins, afin de faire prévaloir la loi divine de paix et d'amour contre les puissances diaboliques de haine et de destruction. C'est ce que développe avec une particulière éloquence le Dr Manning, recteur de Trinity-Church à New-York. Et il conclut :

— Nous avons fêté plus d'un beau Jour de Pâques dans le passé, mais celui-ci les éclipse tous. Le message pascal revêt pour nous une splendeur inusitée et singulièrement plus pénétrante, à cette heure où l'Amérique se lève pour obéir à l'ordre précis de Dieu lui enjoignant de se vouer sans restriction à une grande tâche, d'accomplir, à n'importe quel prix, un grave et inexorable devoir. N'est-il pas étrangement significatif que sa détermination finale de revendiquer sa part dans le conflit universel ait été prise le Vendredi-Saint, c'est-à-dire le jour où le plus auguste sacrifice fut consommé pour le salut du monde? Le Président des États-Unis l'a proclamé : c'est dans cet esprit de sacrifice, c'est pour partager la commune souffrance et le commun fardeau, c'est pour aider au succès de la juste cause que nous avons embrassé la lutte. Jamais peuple ne partit en guerre avec une âme moins agressive ni plus désintéressée. Nous sommes les servants d'un idéal, et cette mission nous suffit. Si nous y mêlions des préoccupations égoïstes, j'ose affirmer que nous ne mériterions plus le nom d'Américains.

Du côté catholique, la seule voix qui, jusqu'à présent, se soit fait entendre est celle de l'archevêque de Boston, Mgr O'Connell. Dans une Lettre pastorale où éclate par moment la vieille fougue inapaisée de ses ancêtres, les rudes et belliqueux O'Connell d'Irlande, il adresse aux fidèles de son diocèse un appel tout vibrant de patriotisme, qui est presque autant d'un soldat que d'un prélat, comme on en jugera par cette page :

« Il n'y a plus aujourd'hui qu'un sentiment possible : le sentiment de l'union absolue. L'Amérique est en guerre : elle a, par conséquent, besoin de nous tous; elle a besoin que chaque homme, que chaque femme, que chaque enfant se serrent étroitement autour d'elle pour la fortifier, lui donner du cœur, jusqu'à ce que l'heure de son épreuve soit passée et que celle de son exaltation soit venue. Donc, après l'agenouillement de la Semaine sainte, debout! Le Calvaire nous a enseigné la beauté du sacrifice. En avant pour Dieu et pour la nation! Que ce soit là notre cri. Ni la rancune, ni la haine ne doivent ternir la pureté de nos armes. Loué soit l'amour de la liberté, de la féconde liberté, ce don de Dieu, que plus qu'aucune autre terre notre pays a chérie, pratiquée, défendue! Que sa généreuse vertu accélère notre pouls et fasse palpiter notre cœur d'une piété filiale encore plus ardente envers l'Amé-

rique! Nous sommes de toutes les races, mais nous n'en formons dorénavant qu'une : la libre race américaine. Tout ce qu'il est en notre pouvoir d'accomplir, au nom de l'honneur et de la justice, il faut que nous l'accomplissions jusqu'au bout, pour la confusion de nos ennemis et l'ennoblissement de notre drapeau. Le Christ est ressuscité. Il a triomphé de l'iniquité et de la tombe. Ayons les yeux fixés sur le ciel où il trône dans sa gloire et puisons à nouveau dans l'histoire de sa Passion et de son Triomphe la plus grande, la plus inspiratrice des leçons, à savoir : que le mal est infailliblement vaincu par le courage qui a sa source dans la foi, que la mort n'épouvante pas le vrai chrétien, et que les richesses passagères de ce monde ne sont rien en comparaison des choses qui durent à jamais. Là-dessus, assez parlé! Aux actes! Que Dieu garde l'Amérique et la bénisse! »

Il était difficile de lancer avec plus d'énergie le coup de clairon du ralliement. Mais je ne vois pas que l'intrépide exemple de l'archevêque de Boston ait provoqué des imitateurs. Ni le cardinal Gibbons, ni le cardinal Farley n'ont ouvert la bouche. A New-York, où vingt-cinq mille personnes se pressaient à l'office de Pâques, sous les voûtes aériennes de la cathédrale de Saint-Patrick, le prédicateur s'est renfermé dans des considérations doctrinales, sans se permettre une allusion aux événements capitaux dont Washington vient d'être le théâtre.

Il est manifeste que, dans l'ensemble, le haut clergé catholique se tient sur la réserve. Nul doute, d'ailleurs, qu'il ne se trouve dans une situation plutôt délicate. Son troupeau spirituel est, comme lui-même, composé, en presque totalité, soit de descendants d'Allemands, soit de descendants d'Irlandais. Comment persuader les premiers de se retourner du jour au lendemain contre le berceau de leurs pères? Et le problème est peut-être encore plus ardu pour ce qui regarde les seconds. Non que la guerre ait en soi rien qui leur répugne. Tant s'en faut. Des Irlandais ont beau s'américaniser, ils ne renoncent point pour cela aux instincts combatifs de leur race. Frais débarqués de leur île, ils commencent, dit-on, par s'enrôler dans la police afin d'avoir de temps à autre quelqu'un sur qui taper, et l'on cite cette réponse de l'un d'eux à qui l'on demandait sa conception de l'Enfer : « Une mêlée dont je serais

condamné à demeurer le spectateur éternel, sans avoir le droit d'y prendre part. » Des gens de cet acabit ne sont pas précisément du bois dont on fait les pacifistes, à moins que ce soient des pacifistes militants, au sens nullement figuré du terme. Joignez qu'il n'y a pas d'Américains plus patriotes. Tout n'est pas galéjade dans la prière que l'on prête à la vieille Irlandaise qui, chaque soir, remerciait Dieu d'avoir créé l'Amérique pour le compte des Irlandais. Ils savent ce qu'ils lui doivent, à cette Amérique rédemptrice, et n'aspirent qu'à le lui prouver. C'est le cœur en fête qu'ils courraient se battre pour elle, si seulement se battre pour elle ce n'était pas aussi se battre pour l'Angleterre.

Ah! l'Angleterre! Elle est, en vérité, leur bête noire, la malédiction de leurs jours et le cauchemar de leurs nuits. Ils la poursuivent d'une exécration historique, la plus inexpiable de toutes, parce qu'elle s'obstine à rendre les générations présentes responsables des crimes passés. Cette exécration, les politiciens de l'Irlande ne manquent naturellement pas de l'aiguiser et de l'exploiter. Dès 1914, Roger Casement traversait la mer pour démontrer à ses congénères transatlantiques que le salut de la verte Erin était indissolublement lié à la victoire de la sombre Allemagne. Puis, ç'a été la propagande enflammée des apôtres du Sinn Fein, d'autant plus dangereuse qu'elle avait pour elle l'auréole du martyre attachée aux victimes de la Pâque Sanglante. Le hasard veut que les États-Unis scellent leur pacte de solidarité avec les Puissances de l'Entente, — et donc avec l'Angleterre, — justement la même semaine où, l'an dernier, les fusils anglais tiraient sur les insurgés de Dublin. Les Irlando-Américains modérés se sont bornés à signaler la coïncidence; les autres en ont profité pour organiser à New-York, dans Carnegie Hall, une cérémonie commémorative de la révolte dublinoise, qui s'est terminée par l'envoi au Président Wilson d'une pétition ainsi conçue :

« En juillet 1775, le Congrès continental d'Amérique adoptait une adresse au peuple irlandais, dans laquelle il était dit : « Nous sommes vivement désireux de nous concilier la bonne opinion des citoyens qui font profession de vertu et d'humanité. Aussi tenons-nous à vous renseigner sincèrement sur les motifs auxquels nous obéissons, afin de vous mettre à même d'apprécier en pleine connaissance de cause et en toute impartia-

lité les raisons de notre querelle. » Or, aujourd'hui, date du premier anniversaire de la Rébellion de Pâques en Irlande, des citoyens américains de sang irlandais s'adressent au peuple américain, en s'appropriant à leur tour le langage jadis employé par le Congrès continental. Soucieux de réfuter la version anglaise et les faussetés qu'elle colporte au sujet de cette rébellion, nous vous plaçons sous les yeux les faits authentiques, afin qu'étant correctement informés, vous soyez à même d'apprécier en toute impartialité les motifs qui ont poussé les héros de la semaine pascale irlandaise à risquer, à perdre leur vie... En commémorant leur héroïsme, c'est à notre conscience d'Américains que nous obéissons, car les coups portés à la domination anglaise en Irlande ont tous été frappés au nom de la doctrine américaine du droit des hommes et de l'indépendance des peuples... Vous avez hautement annoncé, monsieur le Président, que l'Amérique entrait dans le conflit mondial pour travailler à l'affranchissement des petites non moins que des grandes nationalités. Il n'y a pas de petite nationalité qui ait plus longtemps souffert que l'Irlande, il n'y en a pas qui ait été plus impitoyablement traitée. Que l'Amérique s'arme donc pour la délivrance de l'Irlande! Telle est l'instante prière de tout Américain qui a dans les veines du chaud sang rouge de Celte irlandais. »

On ne saurait être plus explicite. Ce que réclame cette pétition, rédigée par un vénérable magistrat de la Cour d'appel de New-York, le juge Goff, et votée à l'unanimité par les membres du Clan-Na-Gaël (Clan des Gaëls) et du Cumann-na-Bann (Conseil des femmes d'Irlande) c'est la guerre, certes, mais la guerre contre les Anglais. Le Président s'attendait-il à cette interprétation pour le moins originale de son message?

Nous en devisons, ce soir, à table, avec le colonel Dunlap, dans un de ces jolis cottages de brique pourpre, enguirlandés de vigne vierge, que la libéralité du gouvernement américain fournit à ses officiers. Le colonel Dunlap commande un régiment de fantassins de marine, correspondant à nos « marsouins. » Il rentre de Porto-Rico, dont les habitants ont supplié les États-Unis de les prendre sous leur égide, et espère cingler sans tarder vers la France, où sa femme projette de se rendre de son côté pour se consacrer à la rééducation des aveugles.

— Oh! — fait-il avec un haussement d'épaules, — le Pré-

sident en a vu bien d'autres. Comme il a lui-même de ce sang rouge dont s'enorgueillit votre juge, il en connaît le fort et le faible, soyez tranquille. Ce n'est pas la première fois qu'il a maille à partir avec les hallucinés qui cultivent chez nous le Sinn Fein en amateurs. Il y a sept mois à peine, un de leurs chefs de bande, Jeremiah O'Leary, lui décochait, au cours de sa deuxième campagne présidentielle, un télégramme insultant où il lui signifiait que les Irlando-Américains, flétrissant sa politique pro-anglaise, le reniaient comme un faux frère. Woodrow Wilson riposta, si vous vous en souvenez, du tac au tac : « Je me sentirais mortifié de vous compter, vous ou quelqu'un de votre sorte, au nombre de mes électeurs. Puisque vous avez des relations avec tant d'Américains déloyaux, et que, moi, je n'en ai aucune, veuillez, s'il vous plaît, leur transmettre ma réponse. » Crânement envoyé, n'est-ce pas? Jérémiah O'Leary en fut pour sa jérémiade, et le Président fut réélu.

— Malgré les Irlandais ?

— Non, avec le concours de la plupart d'entre eux... Vous n'étiez pas ici, en mai 1914, lors de l'inauguration, à Washington, de la statue du commodore John Barry, un des émigrés d'Irlande qui ont le plus honoré la marine américaine, le hardi navigateur que hanta la découverte du Pôle Nord ? J'ai encore toute vive dans la mémoire la belle déclaration que fit, devant le monument, le président Wilson : « Cet homme, dit-il, n'était pas un Irlando-Américain : c'était un Irlandais qui était devenu un Américain. Je ne crains pas de me porter garant que, lorsqu'il avait à voter sur une question, il se déterminait d'après l'aspect qu'elle présentait pour cette rive-ci de l'Océan, non d'après celui qu'elle présentait pour la rive opposée. Là est à mes yeux la pierre de touche du vrai Américain : qu'il vote ou qu'il se batte, il n'a dans le cœur et dans la pensée qu'une image : celle des États-Unis. » Eh bien ! croyez-m'en : dans le fond, les Irlandais américanisés sont de cet aloi : c'est dans cet esprit qu'ils ont voté hier, c'est aussi dans cet esprit qu'ils se battront demain. Et, si d'aventure il s'en trouvait parmi eux qui voulussent continuer à braver la nation, je ne les plaindrais pas moins que les Américains de parents allemands qui persisteraient à comploter contre elle. J'entends de bonnes âmes qui s'effarent de ce que feront les Germano-

Américains ; moi, j'aurais plutôt peur de ce qu'on leur fera. Il en est sans doute qui plastronnent encore pour le moment. « Sachez qu'il y a vingt-cinq millions d'Allemands en Amérique ! » rappelait, l'autre jour, un Germano-Américain à un Américain sans trait d'union; mais vous avez lu la réplique de ce dernier : « Sachez qu'il y a en Amérique vingt-cinq millions de réverbères. » Ce ne sont pas là de vains mots : le geste suivrait vite. Nous avons la patience longue, en ce pays, — et, pour peu qu'on en abuse, la main prompte. On n'aura, d'ailleurs, pas lieu d'en arriver à ces extrémités.

« Quelques petites incartades sont peut-être inévitables au début ; mais l'Amérique n'aura pas plus tôt entonné sa chanson de marche que tout le monde sans exception lui emboîtera le pas. Pour en revenir aux Irlandais, vous avez pu constater que c'est un des leurs, M. Malone, regardé jusqu'ici comme un progermain avéré qui, en sa qualité de maître de port, a dû procéder, vendredi, à la saisie des navires allemands dans les bassins de Hoboken : si désagréable que fût pour lui la corvée, avouez qu'il s'en est acquitté à son honneur...

Oui, et la scène, à bord du *Vaterland*, fut même, paraît-il, assez impressionnante. Officiers et matelots s'étaient massés sur le pont supérieur du bateau monstre, en grande tenue, pour recevoir les autorités de la douane américaine. Le commandant Hans Ruser eut un sourire attristé, en voyant s'avancer vers lui M. Malone, son ami d'ancienne date ; les deux hommes se serrèrent vigoureusement la main en silence, puis le maître du port annonça :

— Nous avons ordre de prendre possession des navires internés, et nous allons le faire, pour ce qui est du vôtre, commandant Ruser, de manière à vous occasionner le moins de dérangement possible.

— Je vous remercie de la considération que vous voulez bien me témoigner, répondit le loup de mer hambourgeois. Nous sommes prêts, monsieur. Agissez selon vos instructions.

Lorsque les formalités de la livraison furent accomplies, comme il était l'heure de déjeuner, M. Malone invita tous les officiers à luncher avec lui dans un des hôtels de Hoboken, leur offrit le cigare des dernières cordialités et, l'agape close, les remit à l'escorte chargée de les conduire au lazaret d'Ellis Island.

Pendant ce temps, des équipages américains s'installaient dans les paquebots dégermanisés où, depuis lors, ils brossent, grattent, peignent, astiquent à qui mieux mieux. La machinerie, que les Allemands avaient eu soin d'endommager, nécessitera de grosses réparations, mais les ingénieurs assurent qu'aux approches de l'été la flotte entière, ressuscitée et rebaptisée, sera en mesure d'appareiller pour l'Europe, avec les premières troupes.

Le vœu du jeune Campbell va devenir une réalité.

VIII. — LES COULEURS FRANÇAISES

Mercredi, 11 avril.

J'ai dit comme la mer découpe et cisèle le paysage, aux alentours d'Annapolis : elle le fouille, à proprement parler, en tous sens. Vous pensez vous en être écarté de très loin, l'avoir perdue derrière des successions de collines, et, brusquement, elle brille à vos pieds, enchâssée dans un creux de vallon verdoyant, ainsi qu'une perle liquide dans une émeraude. En explorant, ce tantôt, la campagne, je suis tombé au crépuscule sur une de ces anses profondes et secrètes, qui, dans son miroir introublé, semblait refléter encore toute la solitude, tout le mystère de l'Amérique des âges indiens. Ne sachant au juste comment regagner la ville par le plus court, j'ai cherché une habitation où me renseigner. Il n'y en avait qu'une, et sur l'eau même, contre la berge : c'était, en effet, un *house-boat*, une de ces maisons flottantes dont les pêcheurs de la Chesapeake font usage à la fois comme d'une embarcation et d'un logis. Je franchis la passerelle de communication et explique mon embarras à la famille en train d'achever son repas du soir :

— Donnez-moi une minute, me répond obligeamment le père, un type classique d'Oncle Sam, les lèvres rases, mais le menton orné d'une barbiche à deux pointes : je vous mettrai moi-même sur le chemin.

Et, après m'avoir avancé une chaise :

— Nous parlions de la guerre... Avez-vous aussi, dans vos parages d'Annapolis, remarqué le signe?

— Quel signe?

— Celui qui s'est montré sur l'horizon, vers les onze heures, dans la nuit de samedi à dimanche... Les gens d'Arundel, à

une lieue d'ici, ont prétendu qu'il avait la forme d'une croix. Nous, quand nous l'avons aperçu, mes garçons et moi, en allant poser les filets, il nous est apparu sous l'aspect d'un arc-en-ciel très pâle, d'un arc-en-ciel lunaire. Arc ou croix, d'ailleurs, il n'importe : c'est, en tout cas, la manifestation que Dieu est avec l'Amérique dans cette guerre, n'est-il pas vrai?

Le propos du Marylandais m'a instantanément ramené en Bretagne, où un phénomène identique se produisit dans l'automne de 1914. Lors de la grande marée de septembre, les femmes de Port-Blanc vaquaient le long des grèves à la pêche nocturne du lançon, quand, levant la tête, elles virent tout à coup se dessiner sur les nuages, dans la direction du large, une immense courbe d'argent, jetée comme un pont de lumière entre deux des Sept-Iles : émerveillées par le prodige, elles se prosternèrent dans le sable humide, en criant : « Nos hommes seront vainqueurs ! » Je raconte l'histoire à mon hôte qu'elle est si propre à confirmer dans son sentiment. Sa famille et lui s'entre-regardent quelques moments en silence :

— Ça, fait-il, excusez ma question, mais en quel pays est-ce, la Bretagne?

— En France.

— Seriez-vous Français?

— Je le suis.

— Oh ! bien, cela va donc vous intéresser d'apprendre que vos couleurs sont entrées, ce soir, dans la Baie.

Je répète machinalement après lui :

— Nos couleurs?... Dans la Baie?...

— Bleu, blanc, rouge, oui !... Demandez à mes fils... Le croiseur qui les arbore est mouillé dans le grand chenal... Au reste, de la traverse que je vais vous indiquer nous pourrons distinguer son feu.

Nous sortons. Le jour se meurt en teintes évanescentes de topaze et d'améthyste dans la mystérieuse lagune marine, et les bois où nous pénétrons sont déjà noirs de nuit. Au sommet d'un raidillon, les arbres cessent : nous avons atteint la lisière des cultures. L'homme s'arrête :

— Vous êtes sur la route. Ces lumières toutes proches sont celles d'Annapolis... Et maintenant, retournez-vous... Ce fanal, là-bas, dans le Sud-Est, c'est votre croiseur.

Je suis le mouvement de son doigt, et, en clignant des yeux,

je finis par discerner dans le lointain des eaux assombries le tremblotement d'une lueur minuscule, incertaine, à peine perceptible. Ce n'est qu'un point igné, moins que rien; mais, pour moi, la vastitude des ténèbres commençantes en est comme incendiée. Le cœur me saute dans la poitrine : la France, toute la France est là!

Le temps de remercier mon guide, et je m'enfuis d'une course annoncer la nouvelle à ma femme. Celle-ci me guette du perron, dans le cadre éclairé de la porte. Elle a reconnu mon pas sur le gravier de l'allée, et, avant que j'aie proféré un mot, me lance d'un accent joyeux :

— La *Jeanne d'Arc* est ici !

Comment le sait-elle? Par un billet du contre-amiral Eberlé qui m'écrit : « Votre marine, toujours galante, vient jusque chez nous au-devant de la nôtre : le croiseur cuirassé *Jeanne d'Arc* est en rade. Je fais visite demain après-midi à son commandant, avec mon état-major. Persuadé que vous aurez plaisir à vous retremper parmi des compatriotes, je vous propose de nous accompagner et vous donne rendez-vous sur la cale de l'Académie à deux heures précises, si vous n'avez pas d'autre engagement. » Ah! que je vous sais donc gré, amiral, de me ménager pareille joie ! J'aurais tous les engagements du monde qu'ils ne compteraient pas pour un fêtu, en comparaison.

Jeudi, 12 avril.

J'ai rêvé dans la nuit que j'étais au Port-Blanc avec le pêcheur marylandais à tête d'Oncle Sam, que nous gravissions ensemble, à la brune, un des *crec'hs*, un des épaulements pierreux de cette côte de Manche, et que, de la cime, nous assistions au plus fantastique des spectacles : toute une flotte de vaisseaux mastodontes, battant pavillon américain, défilait sous un arc-de-triomphe en clair de lune, traînée, eût-on dit, par une jeune fille qui marchait sur la mer en déployant un pennon aux couleurs de France.

— Ce sont, commentait le pêcheur, les cent quatre-vingt-onze bateaux allemands saisis en Amérique : ils vont débarquer à Brest des milliers et des milliers de nos « boys » en kaki, et Jeanne d'Arc pilote en personne le convoi...

Ce matin, dans la rue d'ordinaire si calme, des gens s'interpellent sous nos fenêtres :

— Hello ! Avez-vous vu les marins français ?

Il en est donc descendu à terre ? Nous sortons dans l'espoir de les rencontrer. Il fait gai soleil ; des souffles légers éventent les feuillages déjà bruissants. L'avenue qui mène à la grille de l'Ecole a des profondeurs ombreuses de tunnel végétal. Comme nous y arrivons, un « col-bleu » en débouche, nous faisons route avec lui. Chemin faisant, nous bavardons, ou plutôt je l'incite au bavardage. Ses paroles n'ont rien d'historique, certes : avec quelle avidité pourtant je les bois ! Ceux-là qui ont connu les longues expatriations pendant la guerre me comprendront... Et, au demeurant, si ! Ce matelot quelconque appartient à la grande histoire : n'est-il pas de l'équipe à qui restera désormais acquis l'enviable honneur d'avoir, la première, renoué, à cent quarante ans d'intervalle, l'ancienne fraternité d'armes de la marine française et de la marine des États-Unis ? Il nous narre comme quoi la *Jeanne d'Arc*, partie de France en septembre 1916, sous les ordres de l'amiral Grasset, a erré des mois dans l'Atlantique à la recherche d'un « raider » allemand « qui n'a montré ni son avant, ni son arrière ; » comme quoi, après avoir ainsi « bourlingué par des temps de chien, » elle est entrée au mouillage à la Martinique « où on a moisi ; » comme quoi, elle a été ensuite expédiée aux Bermudes, pour y contempler des rochers « pas très différents, ma foi ! de ceux des Triagoz ; » comme quoi, elle y a été rejointe un beau jour par un cuirassé anglais, le *Léviathan*, ayant à son bord l'amiral Browning ; comme quoi, enfin, les deux croiseurs ont fait cap, de conserve, sur l'Amérique... A Hampton Roads, en aval de la Baie, on a débarqué les amiraux qui ont immédiatement pris le train pour Washington ; puis la *Jeanne d'Arc* a remonté le chenal, tandis que le *Léviathan*, lui, « se tirait des hélices, » et voilà !

... A deux heures précises, la pétrolette affectée au service spécial du « superintendant » a démarré du quai académique. Elle ne fend pas l'eau, elle la frôle, semble-t-il, comme une libellule. Nous longeons au vol des mufles d'énormes caïmans gris, qui sont des contre-torpilleurs au repos, glissons dans l'ombre de la *Reina-Mercedès*, — une capture de la guerre espagnole, déchue au rang de ponton, — et piquons vers le large. Les rives, de chaque côté, vont s'écartant, bientôt réduites, dans la distance, à un liséré de verdure tendre que souligne un

liséré de sable ocreux. Passé le phare de Greenbury dont la structure a la forme d'un colombier pour oiseaux de mer, nous sommes dans une véritable Méditerranée aux petites vagues courtes et frisottantes. Devant nous, dans le poudroiement doré de l'horizon, s'estompe une silhouette d'un bleu vaporeux, qui peu à peu se matérialise et prend corps : c'est la *Jeanne-d'Arc*. Elle nous a elle-même repérés, car cinq ou six notes de clairon rebondissent jusqu'à nous sur l'eau sonore et font tressaillir en moi chacune des fibres de mon être. Sa masse grandit, grandit, s'érige maintenant, à trois, puis à deux encâblures, en une puissante forteresse d'acier bruni. Comme elle se présente par le travers, on distingue le moindre détail de sa coque, de ses agrès. Tout un champ de coquelicots fleurit aux bérets de ses hommes de bordée, groupés sur la « plage » d'arrière. Et voici qu'au-dessus d'eux, à la drisse du mât d'artimon, grimpe agilement une chose ailée, vivante, frémissante, qui soudain flamboie d'une triple flamme dans le ciel d'or, — le drapeau! Les officiers américains se sont découverts pour lui rendre son salut. Un d'eux se penche à mon oreille :

— Comme elles sont belles et nobles, vos couleurs françaises!

J'ai la gorge trop serrée pour répondre; toute mon âme s'est réfugiée là-haut, dans les plis de l'étamine sacrée et palpite avec elle dans l'espace... Lorsque nous accostons au pied de l'échelle, le contre-amiral Éberlé pousse la courtoisie jusqu'à vouloir que je le précède :

— S'il vous plaît... Vous êtes mon hôte.

— Pardon, nous ne sommes plus en Amérique, nous sommes en France. Je suis chez moi.

Chez moi! Je ne croyais pas, en vérité, si bien dire. Durant les présentations, à la coupée, il suffit que le commandant Juin articule le nom du « médecin principal Aurégan » pour que je me sente tout à coup replongé dans mes sources premières, aux plus purs, aux plus poétiques jours de ma lointaine enfance villageoise :

— Seriez-vous des Aurégan de Ploumilliau, par hasard?

Il en est. Et, sans nous être jamais vus, nous nous reconnaissons. Encore qu'il soit plus jeune ou moins âgé que moi de quelques années, nous avons le même passé, riche des

mêmes souvenirs. Les évocations se pressent sur nos lèvres; la réalité actuelle s'est dissoute, évanouie; nous revivons le divin autrefois, nous reconstruisons autour de nous les paysages aimés, nous ressuscitons les chers fantômes... Un timonnier, la main au béret, nous réveille de notre somnambulisme à deux :

— Messieurs, le champagne est servi.

Dans le salon tendu de vieux rose, où se joue le scintillement du soleil renvoyé à travers les hublots par les vagues, les deux marines, unies désormais pour une tâche commune, se portent un toast réciproque, gravement, simplement, sans discours ni apparat :

— A la grande Amérique! prononce le commandant Juin.

— A la glorieuse France! réplique le contre-amiral Éberlé.

Le docteur Aurégan et moi, en choquant nos verres, nous nous permettons d'ajouter tout bas :

— Et à notre vieux Ploumilliau!...

Sur le désir de mes nouveaux amis, je laisse le « superintendant » repartir sans moi et m'attarde une couple d'heures de plus auprès d'eux. Suspendus depuis un semestre entre les deux hémisphères, ils ont soif de savoir où en sont les événements dans l'un comme dans l'autre, car, pendant toute leur fastidieuse odyssée, ils ont été privés de journaux et presque de lettres. J'improvise à leur intention une chronique sommaire des faits les plus marquants; eux, à leur tour, me retracent les misères de leur longue errance : la bourrasque à jet continu; la sarabande des objets dans les chambres étroites, encriers, livres, souliers dansant une gigue effrénée de la table au lit et du parquet au plafond; la nuit, défense d'allumer, la vie à la lanterne sourde dans les dédales oscillants du pont; et, brochant sur le tout, la perpétuelle incertitude du lendemain, le risque incessant d'être torpillé... Aussi, quel soulagement quand ils ont appris qu'à cette course sans but on imprimait enfin une orientation, et qu'ils étaient dépêchés quelque part pour y servir à quelque chose! L'Amérique leur est apparue comme une terre promise. Ils y ont été accueillis, dès Hampton Roads, avec un enthousiasme d'autant plus significatif qu'il ne s'adressait manifestement qu'à eux seuls, à l'exclusion de leurs collègues anglais. On avait des paroles de politesse pour les marins du *Léviathan*, mais le cri du cœur était pour ceux de

la *Jeanne-d'Arc*. L'amiral Browning en conçut-il de l'aigreur? Toujours est-il qu'aussitôt débarqué, il enjoignit à son bateau de quitter incontinent les eaux américaines et de rebrousser chemin sur Halifax. Pendant que les matelots britanniques viraient de bord au milieu de l'indifférence universelle, la ville entière acclamait nos « cols-bleus, » tout de suite adoptés comme des frères par les « blue jackets. » Sentimentalement du moins, la coopération navale entre la France et l'Amérique était déjà plus qu'établie...

Lundi, 16 avril.

Dernier jour d'une mémorable semaine qui aura été proprement, pour Annapolis comme pour nous, celle de la *Jeanne d'Arc*. Entre le croiseur français et notre foyer américain d'Ogle Hall a fonctionné de façon quotidienne ou peu s'en faut une sorte de va-et-vient moral. J'ai vécu dans la communion de mes compatriotes des heures profondes, des heures ineffaçables. Je ne puis songer à les fixer toutes. Mais comment passer sous silence certaine soirée du vendredi 13 avril? Il y a, quoi qu'on en dise, des vendredis 13 qui sont fastes.

Dans l'après-midi, les dames d'Annapolis avaient organisé une séance de cinéma pour les hommes de l'équipage qui étaient de permission à terre, et l'on m'avait demandé, à cette occasion, de leur adresser quelques mots dans leur langue, avec prière, surtout, d'obtenir d'eux qu'ils chantent *la Marseillaise*. Je leur fis donc un court « speech » en français; puis, comme la plupart des faces que j'avais devant les yeux étaient indubitablement frappées à l'effigie de la Bretagne, je ne manquai pas de terminer par une demi-douzaine de phrases en breton, — ce qui me valut, à moi, sous la forme d'un « triple ban » trois fois répété, le plus retentissant des succès oratoires, et aux Annapolitains une *Marseillaise* braillée d'une telle ardeur que les murs de la salle, j'imagine, en répercutent encore les échos. Le soir, nous dînions sur la *Jeanne d'Arc* avec l'état-major du navire et descendions ensuite finir la veillée au carré des officiers, — le « coin de la jeunesse, » comme l'appelait le commandant Juin, « un joyeux ménage de garçons, » comme le qualifiaient eux-mêmes ses occupants. Assis autour d'une table de réfectoire, sous les poutrelles de fer d'une pièce basse, dans un clair obscur à la Rembrandt, nous

causions à bâtons rompus, tout en dégustant le café, voire les liqueurs variées, que versait à la ronde l'enseigne imberbe préposé au rôle de la « demoiselle de la maison. » A propos d'une réception offerte, ce même après-midi, aux aspirants du bord par leurs camarades de l'Académie navale, et où ils s'étonnaient de s'être très vite trouvés *at home*, nous en étions venus à disserter des affinités à base celtique de l'âme française et de l'âme américaine. Ces messieurs avaient été particulièrement touchés du culte, sinon de l'idolâtrie, que l'on semblait afficher partout pour notre langue. Cela m'induisit à leur conter une de mes expériences les plus caractéristiques de conférencier français aux États-Unis.

C'était en 1907, à Minnéapolis, dans le Nord, presque sur la frontière canadienne, en plein cœur de janvier, par un froid de loup et quelque trois ou quatre pieds de neige. Malgré l'intempérie, le public était accouru nombreux et, comme à son habitude, écoutait avec ferveur. Mais les plus visiblement intéressées étaient deux vieilles dames situées au premier rang, deux vénérables jumelles aux pommettes en fleur sous des cheveux aussi blancs que la neige du dehors : leur attention paraissait captivée au point que leurs lèvres imitaient le mouvement des miennes. La conférence terminée, une d'elles me confia, en anglais, qu'à leur âge et par cette saison, elles n'avaient pas hésité, sa sœur et elle, à braver un trajet de quatre heures en chemin de fer pour y assister. Je crus devoir m'enquérir si elle leur avait donné toute satisfaction.

— Oh! fit-elle avec une humilité exquise, — nous étions certaines, par avance, de n'en point comprendre une syllabe. Mais nous avons eu ce que nous désirions si fort, depuis si longtemps : nous avons entendu la musique de la langue française...

Ce fut un lieutenant de vaisseau qui se chargea de tirer la moralité de mon récit, en s'écriant :

— Voilà des choses dont on aurait besoin de se douter en France!

Et le commandant en second déclara :

— A votre place, moi, j'aurais embrassé les deux bonnes vieilles.

Il n'était pas loin de minuit quand nous nous décidâmes, non sans regret, à clore cette intime veillée de France, au

large de la Chesapeake, et à « lever l'ancre. » Le docteur tint absolument à nous faire la conduite. Sur le pont, nous croisâmes la bordée qui montait prendre le quart. L'instant d'après, nous étions installés bien à l'abri sous la capote du canot à vapeur, ces messieurs nous jetaient de la coupée un dernier bonsoir, et le mécanicien mettait en marche. L'immense firmament américain étincelait, comme chamarré de constellations. La mer respirait à peine : le calme était infini. Tout à coup, au moment où nous venions de doubler l'avant de la *Jeanne d'Arc*, une voix jeune, — la voix de quelque gabier de quart, — enfreignant à demi la rigoureuse consigne du silence, commença de moduler en sourdine un chant populaire léonnais, familier à toute la Bretagne bretonnante :

En Finister me zo bet ganet,
En Kastel-Pol e-man va bro (1)...

Nous prêtâmes l'oreille, mystérieusement émus.

— Vous parliez de la musique de la langue française, dit le docteur Aurégan. Et celle-ci donc! Quelle suavité n'a-t-elle pas!

Rappelé à l'ordre probablement, le chanteur s'était déjà tû. Mais sa mélopée interrompue se continuait, se prolongeait en nous, réveillait au plus secret de notre être le chœur subtil des nostalgies. La nuit américaine s'était attendrie de mélancolie bretonne, les cloches d'Is tintaient sous les eaux...

L'amiral Grasset rentre, ce soir, de Washington où les journaux annoncent que tous les détails de la coopération des trois marines ont été réglés d'un consentement unanime, et, avant l'aube de demain, la *Jeanne d'Arc* sera en route pour la France. Nous avons, ses officiers et nous, échangé nos adieux. Le docteur Aurégan s'en est allé le dernier : je l'ai accompagné jusqu'à la grille du « yard » académique et, là, nous nous sommes donné rendez-vous à son manoir natal de Kerdu, au pays de notre commune enfance. Mais nous reverrons-nous jamais? Il a dû se le demander comme moi-même, lorsque nous nous sommes séparés. « La mer est si grande, » et ces temps sont si remplis d'aléas!... De retour à Ogle Hall, j'ai trouvé ma femme

(1) L'adaptation française traduit :
Je suis natif du Finistère,
A Saint-Pol j'ai reçu le jour..!

qui tressait en une seule gerbe les fleurs dont les partants l'ont comblée :

— Nous les consacrerons aux morts de College Hill, me dit-elle.

College Hill est un petit promontoire herbeux, dressé à l'issue de la ville, sur un des souples bras de mer qui enserrent Annapolis de leur fluide étreinte. Un monument funéraire le couronne, — une large stèle de pierre blanche dans laquelle est encastré un bas-relief de bronze représentant une jeune fille debout entre un soldat et un marin couchés, à qui elle tend des palmes. Derrière elle, dans le fond, des gardes françaises défilent, le mousquet sur l'épaule. La dédicace porte : « En tribut de gratitude aux vaillants soldats et marins de France qui tombèrent en ce lieu pour l'indépendance de l'Amérique. Puisse la mémoire de leurs exploits se perpétuer à jamais ! » Au pied de la stèle règne un banc semi-circulaire où, les soirs d'été, des amiraux, des commodores en retraite ont coutume de venir humer, dans la fraîcheur saline, l'arome affaibli de leurs anciennes navigations. Nous y avons pieusement déposé notre offrande florale, en associant à cet hommage envers la France d'il y a cent quarante ans la pensée de la France d'aujourd'hui avec qui l'Amérique va combattre à son tour, et, cette fois, pour l'indépendance du monde.

A. Le Braz.

(A suivre.)

LA BATAILLE
DES MONTS DE FLANDRE
(avril-mai 1918)

I. — LA BATAILLE DE LA LYS (9-16 avril).

La 5 avril, après quinze jours d'une lutte gigantesque, l'offensive allemande s'arrêtait. Le flot, comme disait Foch, venait mourir devant Amiens. La rupture ne s'était pas faite entre l'armée française et l'armée britannique. L'ennemi arrivait sur l'Avre à bout de course, en grand désordre, et offrant sur sa gauche un flanc dangereusement vulnérable dont nous pouvions être tentés de profiter. Le 7 avril, dans la nuit, le bruit du canon se réveillait plus au Nord. Le 9, à huit heures du matin, les Allemands attaquaient sur un front de 15 kilomètres, entre la Lys et le canal de la Bassée.

Nous n'avons sur cet épisode excentrique de la campagne, que les Allemands appellent la bataille d'Armentières et les Anglais celle de la Lys, que des renseignements incomplets. A distance, les raisons de cette manœuvre inexplicable ne sont pas plus claires qu'au premier jour. Si ce fut, comme tout porte à le croire, une manœuvre de circonstance, quelles étaient les circonstances à la date du 7 avril?

Des cinq armées anglaises qui tenaient le front face à l'Est, du saillant d'Ypres à Moreuil, la IVe (Rawlinson) sortait de la bataille fort malmenée, la Ve (Gough) anéantie. Pour tenir sur la Somme, le maréchal Haig avait dû y faire venir douze divisions retirées en hâte du front des Flandres et découvrir sa gauche pour renforcer sa droite. Ces divisions avaient été,

faute de réserves fraîches, relevées dans leurs anciens secteurs par des troupes épuisées. Nul n'ignore que c'était alors en Angleterre le moment aigu de la crise des effectifs. L'armée anglaise, pour quelques mois, se trouvait dans un état tragique. Dans ces conditions, était-elle capable de supporter un nouvel assaut? En écrasant la gauche anglaise après la droite, les Allemands ne faisaient qu'achever l'adversaire : l'ouvrage était à moitié fait, il n'y avait qu'à redoubler les coups. L'armée anglaise s'offrait d'elle-même à cette espèce de « poursuite. » Ainsi l'ennemi, par un brusque changement de direction, poursuivait en réalité le même dessein fondamental, qui est la destruction des forces de l'adversaire.

Voilà l'explication logique de la bataille, pour ceux qui veulent de la logique partout et qui admettent que tous les plans allemands se tiennent. Il est impossible, en effet, de fournir la preuve positive que cette action secondaire n'a pas été prévue dans le dessein original et tenue en réserve pour le cas où la manœuvre initiale n'aurait pas donné tout ce que l'état-major en attendait, ou au contraire, en cas de succès, pour en consommer l'effet par la déroute anglaise.

Deux faits semblent cependant contredire cette hypothèse. Il suffit de jeter les yeux sur l'ordre de bataille allemand en face de la gauche anglaise, pour constater toutes les apparences d'une action improvisée. On sait que cette partie du front est occupée par deux armées, la IVe (Sixt von Arnim) de la mer à la Lys, la VIe (von Quast) au Sud de cette rivière; elles forment le groupe d'armées du Kronprinz de Bavière. Pour la nouvelle attaque, les Allemands ont concentré, entre le canal d'Ypres à Commines et le canal de la Bassée, vingt-sept divisions, dont six en réserve. De ces vingt-sept divisions, sept tenaient normalement le secteur le 28 mars. D'où vient le reste? Dix descendent du front des Flandres, où on ne laisse qu'un rideau, cinq autres remontent du front de Lens, prélevées par conséquent sur les secteurs les plus voisins et massées rapidement sur place comme pour une grosse affaire locale. Cinq divisions seulement proviennent de la réserve générale. Il est clair que Ludendorff n'a consenti à y puiser qu'à regret et de la manière la plus parcimonieuse. Tout semble montrer qu'il n'y a eu là, dès l'origine, qu'une improvisation, un raccord imprévu sur le thème initial.

On aurait pu le déduire presque certainement de l'étude elle-même des manœuvres de Ludendorff. Rien n'est plus contraire aux méthodes de ce joueur puissant, rien ne ressemble moins à sa « manière » et ne porte moins sa marque que ce genre d'actions divergentes et pour ainsi dire anarchiques. Ce qui le caractérise au contraire, c'est la vigueur des partis-pris et le système des masses poussé jusque à l'extrême. Les trente-quatre divisions de Hutier opposées le 21 mars aux neuf divisions de Gough, voilà un coup de Ludendorff. Ce coup est d'ailleurs parfaitement dans la doctrine de Napoléon. De tous les stratèges contemporains, Ludendorff est peut-être le plus rigoureusement classique... Il est donc bien peu vraisemblable qu'un homme de cette école placé en face de Foch qui se concentre derrière Amiens, ait répondu à cette menace par un déploiement latéral, reproduisant la faute célèbre de l'archiduc Charles à Landshut.

Le mot de l'énigme est peut-être que cette manœuvre inattendue correspond à certaines divergences de vues qui se sont produites plus d'une fois dans le commandement ennemi. L'unité de commandement, dont l'Allemagne s'est montrée si vaine, n'a été bien souvent chez elle autre chose qu'un mot. L'autorité même d'Hindenburg n'est guère qu'une façade. Elle a été difficilement acceptée par les états-majors rivaux des deux kronprinz. On assiste pendant tout le cours de la guerre à deux séries d'opérations tout à fait différentes : les unes massives, de type classique, montées en force suivant la pure doctrine de Moltke, les autres consistant en attaques alternées, dispersées selon une formule qui relève de la stratégie d'amateurs. Toute l'histoire de la guerre oscille ainsi, chez nos ennemis, entre le parti des professionnels et le parti des courtisans. Les premiers l'avaient emporté le 21 mars : pour quelques jours, Ludendorff avait obtenu carte blanche. Mais Ludendorff manqua son coup. Cet échec rendit toute sa force à la cabale des impatients. La bataille du 9 avril marque le début de ces actions capricieuses où allait s'égarer la campagne échappée des mains de Ludendorff.

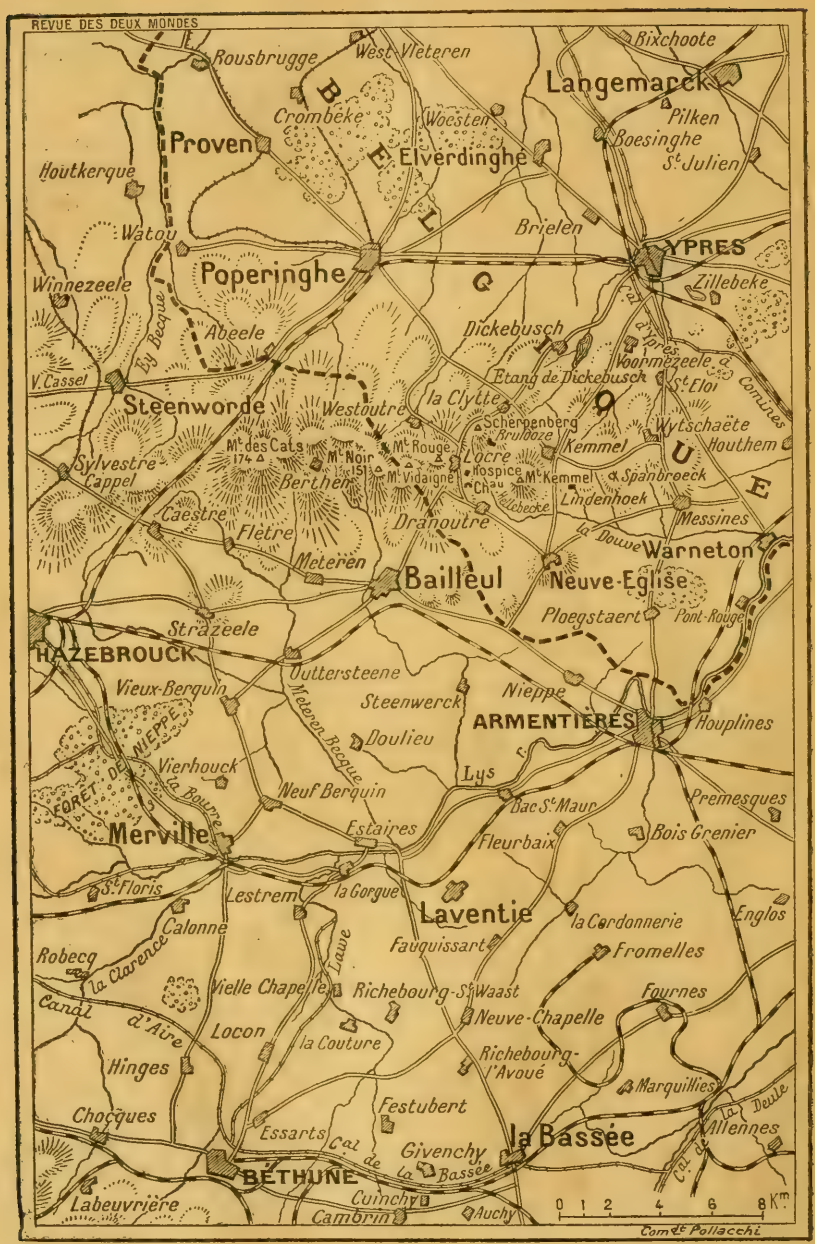
Le mauvais génie des Allemands permit que cette méthode réussît, pour leur perte.

Tout les servait. Du côté des Anglais les lignes, on l'a vu, n'étaient tenues alors que par des troupes très éprouvées.

C'étaient des divisions, à peine grossies en route de renforts expédiés d'Angleterre à la hâte, peu homogènes encore, et qu'on envoyait se refaire dans des secteurs calmes. Au centre, dans le secteur immédiatement au sud d'Armentières, vers le village de Bois-Grenier, se trouvaient insérées des troupes portugaises, fatiguées par un long séjour aux tranchées et d'ailleurs mal instruites de la guerre moderne. Elles allaient être relevées par une division anglaise. C'est sur elles que porta l'attaque. Un de ces brouillards d'ouate, comme il s'en élève le matin dans ces régions imprégnées d'eau, et qui ne laissent paraître que les têtes des saules, les cîmes des peupliers, les faîtes des maisons flottant sur une mer de vapeurs blanchâtres, dissimula l'ennemi ; les assaillants parvinrent inaperçus à quatre mètres des mitrailleuses. La surprise fut complète. Les Anglais, comptant peu sur la force de cette partie du front, avaient préparé, pour le cas où elle serait enfoncée, des bretelles destinées à limiter latéralement l'irruption de l'ennemi et à la coincer sur les flancs. La brèche s'ouvrit si vite que les bretelles ne purent être occupées à temps. La 51e division britannique qui se trouvait au repos, arrivant de la Somme, à huit kilomètres à l'arrière, fut attaquée, surprise dans ses cantonnements par les avant-gardes allemandes à dix heures du matin, moins de deux heures après le début de la bataille. Dans la soirée, l'armée Quast, partie de la ligne Richebourg-l'Avoué-Neuve-Chapelle-Fauquissart-Bois-Grenier, venait border le cours de la Lawe et atteignait la Lys d'Estaires à Bac-saint-Maur. Le front fut emporté comme une toile d'araignée.

Les Allemands ont publié le récit de la manœuvre. Tout se passa, dans cette journée du 9 et la suivante, comme dans un assaut de boxe où l'ennemi jouerait successivement des deux poings.

Le poing gauche, c'était l'armée Quast. Elle formait cinq colonnes, que le chroniqueur allemand compare effectivement aux cinq doigts de la main. La colonne la plus faible, figurant le petit doigt, devait simplement faire flanc-garde au Sud-Ouest, du côté de Givenchy. Les trois doigts principaux s'avancent en éventail ; ce sont, du Sud au Nord, le corps Kraevel, qui reste accroché par sa gauche devant Festubert, le corps Bernhardi, marchant sur La Couture et Richebourg-Saint-Vaast, enfin le corps Carlowitz, marchant sur Laventie en direction



CARTE POUR LA BATAILLE DES MONTS DE FLANDRE

d'Estaires. La dernière colonne, celle que commandait le général von Stetten, représentant le pouce, devait d'abord serrer derrière la colonne Carlowitz, puis se déployer face à droite et faire conversion au Nord, en direction de Fleurbaix, débordant ainsi Bois-Grenier et Armentières par le Sud. Tout cet ingénieux mécanisme fonctionna à merveille, avec une virtuosité impeccable. Le lendemain, pendant que la VIe armée opérait le passage de la Lys, la IVe, celle du général Sixt von Arnim, prolongeait l'action au Nord, entre Armentières et Ploogstaert, pour étendre le front de bataille et prévenir l'arrivée des réserves anglaises qui pouvaient s'opposer au passage de la rivière. Trois nouveaux corps d'armée, les groupements Eberhardt, Marschall et Sieger, participaient à cette attaque. C'est le poing droit qui s'abattait après le gauche. Armentières, débordée par le Nord et le Sud, noyée de gaz, écrasée d'obus, devenait intenable et tombait le 11 avril. Ce même jour, les Allemands à leur gauche enlèvent Neuf-Berquin et Merville, à leur droite Nieppe et Steenwerck. Le lendemain, ils prennent Calonne et viennent border les lisières de la forêt de Nieppe, tandis que par leur droite ils marchent sur Bailleul, dont Quast emportait les premières défenses. Le 14, Eberhard et Marshall attaquent par l'Est et s'emparent de la crête de Wytschaete. Le 15, après de durs combats, les Allemands complètent ce succès en prenant les gros points d'appui de Meteren et de Bailleul. Ils avaient, en six jours, avancé de vingt-cinq kilomètres en profondeur, creusé dans les lignes alliées une poche dangereuse, qui mettait dans une situation très fragile le saillant d'Ypres, au point que les Anglais, dès le 13 avril, se voient contraints, pour ne pas demeurer trop en flèche, de rectifier leur front et d'en évacuer une partie. Ils avaient pris 400 canons, des milliers de mitrailleuses, un matériel immense, des approvisionnements de toute sorte (valant plus d'un milliard) et 20 000 prisonniers.

Dans ces limites, l'opération était une très belle affaire. Elle rapportait un succès éclatant, un gain de terrain considérable, un affaiblissement sensible des forces britanniques. L'armée allemande, en quelques jours, venait de reprendre aux Anglais beaucoup plus que ceux-ci n'avaient réussi à leur arracher l'année précédente en cinq mois de batailles acharnées dans les Flandres. Ce nouveau coup, suivant de si près celui du

21 mars, achevait de désorganiser toute l'aile gauche anglaise, et les armées Horne et Plumer après les armées Gough et Rawlinson. Une seule restait intacte, celle du centre, la IIIe, occupant le secteur d'Arras, sous les ordres du général Byng. Celle-ci, composée de troupes excellentes, les troupes des Dominions, — les mêmes qui avaient remporté devant Cambrai, en novembre 1917, une des plus brillantes victoires de la guerre, — se trouvait maintenant, par suite du fléchissement sur la Somme et la Lys, dans une position délicate et déjà singulièrement menacée sur les flancs.

A ce moment, l'ennemi eut le choix de reprendre où il l'avait laissée sa grande opération du 21 mars, et son essai de rupture au centre des armées alliées. Mais déjà il n'est plus son maître : ébloui par son succès, il se laisse entraîner dans la poche d'Armentières; il aperçoit soudain l'espoir de l'approfondir et de l'étendre encore : à dix kilomètres de ses lignes, il entrevoit Hazebrouck, gros nœud de voies ferrées, espèce de plaque tournante conduisant à Calais, à Dunkerque, à Ypres ; la chute du saillant d'Ypres, déjà si fortement entamé à sa base, ne coûte plus qu'une légère secousse. Derrière, c'est la côte, c'est toute l'armée belge et toute l'armée Plumer faites prisonnières en rase campagne, ce sont les ports de la Manche et du Pas-de-Calais, tous les liens coupés entre l'Angleterre et la France, bref une victoire écrasante, probablement mortelle pour les forces alliées. Telles sont les perspectives qui s'ouvrent pour l'ennemi au fond de la trouée. L'opération secondaire se développait en cours de route et devenait principale. On se trouvait en mesure de réaliser sur la Lys tout ce qu'on s'était proposé d'obtenir sur la Somme, et peut-être davantage, puisqu'après cette défaite l'armée anglaise ne comptait plus, et que les Alliés avec les ports perdaient la maîtrise de la mer. Ces espérances l'emportèrent. L'ennemi, subjugué par sa propre victoire, s'engouffre dans la poche d'Armentières.

On demeure étonné de cette résolution, quand on considère le terrain sur lequel il s'agissait de s'avancer. Cette partie de la plaine des Flandres, où s'écoule le cours supérieur de la Lys, est en effet comprise entre deux systèmes de hauteurs qui la bornent au Sud et au Nord comme deux murailles parallèles : au Sud, ce sont les collines de l'Artois qui forment de ce côté, jusqu'aux falaises du Boulonnais, un des bastions de la France,

avec ses vieilles places de Boulogne, de Montreuil, de Saint-Pol, de Doullens; au Nord, c'est une chaîne isolée, constituée par une file de collines appelées les Monts de Flandre et qui sont, d'Est en Ouest, le Kemmel, le Mont Rouge, le Mont Noir, le mont Vidaigne, le Mont des Cats, reconnaissable au clocher de sa Trappe, et enfin la grande butte qui porte à son sommet comme une aigrette la charmante petite ville espagnole de Cassel. Cette chaîne singulière, d'un aspect romantique, et qui allait prendre une si grande importance dans la bataille, est un débris du grand plateau artésien, dont elle formait jadis le rebord septentrional, avant d'en être séparée par le cours des événements géologiques.

Quand on se place sur un des points qui constituent cette longue arête, on aperçoit d'abord cette enfilade de hauteurs, puis à droite, c'est-à-dire vers le Sud-Ouest, un large massif sombre, qui est la forêt de Nieppe; ce qu'on devine tout au fond, comme une ligne bleue tracée du pinceau le plus fin au bout de l'horizon, c'est le biseau de la falaise de Vimy, c'est-à-dire les premiers mouvements de l'Artois. Entre ces contours, la plaine que traversent la Clarence et la Lys s'étend comme un golfe limité par un double musoir : en effet, la mer autrefois s'est creusé cette conque. Mais la plaine qui l'a remplacée est déjà une très vieille plaine et non pas, comme au Nord des Monts, une plage formée d'alluvions récentes; c'est une terre émergée depuis un grand nombre de siècles, où ont eu le temps de se produire une foule de tassements, de rides, de plissements. Le relief dans cette molle argile, et surtout vers les Monts, est assez compliqué. Le sol, dans les parties basses, est aqueux, lymphatique, coupé de cent cours d'eau, de fossés, de haies vives qui le rendent, pour une armée, fort malaisément praticable; la moindre averse délaie en boue ces terres grasses. Les rivières y constituent un obstacle permanent pour les ravitaillements. C'est sur ce terrain détestable que l'armée du Kronprinz de Bavière progressait. Les correspondants de guerre allemands célèbrent, non sans raison, cet exploit comme un tour de force. Il faut ajouter qu'une nouvelle immersion, qui a suivi la première apparition du sol, a laissé sur le pays une couche de sable ; cette nappe a disparu de la plaine cultivée, mais elle subsiste sur les hauteurs. Lorsque les Anglais arrivèrent sur la crête de Passchendaële, venant de la plaine

d'Ypres, ils eurent la satisfaction d'y trouver au lieu de leurs marécages ce terrain sablonneux et sec, qui leur parut bien confortable. Cette chape d'un sable couleur de brique a donné sa teinte et son nom au Mont Rouge. Et c'est elle qui sur le Kemmel, quand le bombardement en eut arraché les forêts, apparut comme une chair écarlate sur des épaules écorchées.

C'est dans cet entonnoir que se précipitaient les armées du prince Ruprecht. Elles se déployaient là comme dans une sorte de manège, au fond d'un cirque partout environné de hauteurs dont leur flot venait battre le pied. On a peine à se figurer comment un adversaire de sang-froid peut en venir à se fourrer de lui-même dans ce cul-de-sac. Il est vrai que les Allemands, grisés par un mois de succès, finissaient par ne douter de rien. Ils venaient de vaincre tant d'obstacles qu'ils pouvaient croire que c'était un jeu de faire le reste et de bousculer sur les monts les débris de l'armée anglaise, avant de leur donner le temps de se ressaisir. On a vu de ces forteresses qui semblaient imprenables tomber comme par enchantement. Le tout est une affaire de vitesse et d'audace.

La première condition était d'élargir le saillant à la base. Les Allemands s'y essayèrent tout d'abord par le Sud. Mais là ils se heurtèrent à une des plus belles divisions anglaises, la 55me, dont les lignes ne bougèrent jamais devant Givenchy. Ce roc fut le salut des mines de Béthune. Contenus également à l'Ouest devant la forêt de Nieppe par la division Walker (1re division d'Anzacs), ils prirent le parti de se tourner vers le Nord et de manœuvrer par leur droite, espérant déborder rapidement les monts et réaliser, par la chute soudaine du saillant d'Ypres, une opération fructueuse. C'est une nouvelle phase de la bataille qui commençait.

II. — LES FRANÇAIS A LA RÉSCOUSSE

Cependant le général Foch, investi depuis le 26 mars du commandement suprême, n'avait pas attendu ce péril pour prendre ses mesures. Dès le 9 avril, aux premières nouvelles de la bataille, il accourt à Montreuil où réside le maréchal Haig ; il y revient le 10 à la fin de l'après-midi, après avoir vu le même jour le général Pétain.

Le maréchal Haig fort inquiet de la situation, incertain de

pouvoir tenir, à cause de ses pertes et de la pénurie des réserves anglaises, propose d'évacuer le saillant d'Ypres pour se créer quelques ressources. En outre, il lui faudrait quatre divisions françaises pour relever les siennes. Foch répond au contraire qu'on tient là où l'on est ; qu'une poche dans nos lignes est un accident sans gravité tant qu'on garde solidement les flancs ; mais un recul volontaire serait une imprudence : l'ennemi n'y verrait qu'un aveu de faiblesse, qui ne ferait que le rendre encore plus entreprenant. Du reste, la bataille défensive doit se conduire dans un esprit de stricte économie ; une relève immobilise à la fois les troupes de relève et les troupes relevées : ce n'est pas le moment, quand les réserves alliées sont à peine suffisantes. Tout ce qu'on a de troupes fraîches doit être gardé pour la bataille. Toute dépense superflue ferait le jeu de l'adversaire qui ne peut souhaiter que de nous user. Il faut le contraindre au contraire à s'user lui-même sans résultat, en lui vendant le plus cher possible le terrain, et en tenant à tout prix, à coups de munitions, sans lui offrir en proie que le *minimum* de nos forces vives.

Il est clair qu'en toute cette affaire Foch entend demeurer son maître, ne pas se laisser manœuvrer. Il observe attentivement ce qui se passe sur la Lys, sans se laisser distraire de ce qui peut se passer sur la Somme ou sur l'Oise. Cette attaque dans les Flandres, quand l'adversaire est engagé à fond dans une action de première grandeur avec le dessein avoué d'une décision immédiate, lui paraît à bon droit suspecte. Sans doute l'ennemi n'entend livrer qu'une bataille de fixation : il veut faire diversion, aspirer nos réserves, tirer dans le Nord le signal d'alarme, tandis qu'il médite son véritable coup dans une autre direction. Peut-être les critiques allemands tireront-ils avantage de la circonspection de Foch et de sa prudence, qu'ils prendront pour de l'irrésolution. Ils n'y ont pas manqué, en effet, dans leur presse. Mais on voit aujourd'hui lequel des deux adversaires était dans l'embarras. C'est un jeu médiocre, à la guerre, d'éluder la crise par des feintes et de s'amuser, quand il s'agit de battre l'ennemi, à lui proposer des énigmes.

Cependant, le gros des forces françaises (Vme et Xme armées) se trouvait massé le 9 avril dans la région de Beauvais, prêt à intervenir soit en direction d'Arras, soit en direction de Compiègne. Foch, à tout événement, se borne, le 10 avril, à donner

l'ordre au général Pétain d'appuyer légèrement à gauche et de déplacer son dispositif à une étape vers le Nord. Le lendemain et les jours suivants, il continue de pousser doucement ses têtes de colonnes et, sans modifier l'ordre donné à l'armée anglaise de tenir à tout prix sur ses positions, il lui prescrit de s'organiser en profondeur et détache en avant deux corps de cavalerie (un français et un britannique) pour faire ces retranchements et pour les occuper. En même temps, toujours soucieux de suffire aux affaires locales avec les ressources locales, il demande à l'armée belge de mettre à la disposition du général Plumer, commandant la IIe armée britannique, ses réserves (deux divisions d'infanterie et deux de cavalerie). Le général Gillain, qui avait remplacé la veille le général Ruquoy comme chef d'état-major général de l'armée belge, répondit (13 avril) qu'il ne pouvait le faire sans compromettre Dunkerque. Il consentait toutefois à étendre son front vers le Sud jusqu'à Ypres, ce qui libérait quelques forces anglaises (14 avril). Et le beau combat de Merckem, remporté le 17 avril, montra mieux encore quels services l'armée du roi Albert pouvait rendre à la cause commune.

Mais il devenait évident que l'affaire du 9 avril prenait des proportions de premier plan, et que l'ennemi, emporté par l'événement, allait tout faire pour changer son succès tactique en succès stratégique. C'est l'instant où les Allemands crurent saisir là-haut la victoire, rattraper au vol l'occasion qui ne se retrouve plus, le hasard favorable et le sourire de la déesse qui venait de leur glisser des mains devant Amiens. Illusion fugitive, ils la virent, comme une lueur oblique, danser un moment sur les Monts. C'était une seconde édition d'octobre 1914 qui se reproduisait au printemps de 1918, un renouvellement de la manœuvre qui avait essayé de rejouer sur l'Yser la partie perdue sur la Marne. Le drame, pour quelques jours, changeait brusquement de décor. Ce pays de Flandre, enjeu de tant d'âpres combats, retrouvait son actualité. Il n'y eut plus à s'y tromper le 15 avril, jour où les Allemands enlevèrent aux Anglais Meteren et Bailleul. Le lendemain, quand ils cherchèrent à exploiter ce succès et qu'ils prononcèrent un effort sur la route d'Hazebrouck, pour tourner les Monts par le Sud-Ouest, ils furent bien étonnés de voir en face d'eux des casques bleus et d'avoir affaire aux Français.

Grande fut leur surprise et leur déconvenue, grande en revanche de l'autre côté la confiance et la joie, quand il se répandit dans le pays que les Français arrivaient, qu'ils étaient là! Certes, on ne peut trop rendre hommage à ces magnifiques Anglais qui depuis un mois subissaient stoïquement l'orage, et recevaient tout le poids de la fureur allemande. Tombés de la tempête de mars dans la bourrasque d'avril, ils subissaient le grain comme un phénomène fatal et incompréhensible auquel il n'y a guère à opposer de résistance. Ils traversaient le sort hostile, le front haut, faisant tête, mais sans grand espoir, un peu comme le héros de l'admirable conte de Joseph Conrad, pris dans le typhon.

Les Français, dans cette atmosphère un peu découragée, apportaient un autre élément. Ils apparurent comme des sauveurs. Eux aussi venaient de la bataille, sans un jour de repos, on verra par quel prodige d'activité. Ils venaient d'en voir de dures, et s'apprêtaient sans transition à rentrer dans la bagarre, mais ils avaient, on ne sait comment, pris dans ces temps terribles un sentiment de victoire. Ils ne doutaient pas qu'une fois de plus ils allaient arranger les choses et tout remettre d'aplomb. J'étais sur place : j'ai vu le miracle. Dans ce printemps inquiet, sous ces nuages soucieux, dans l'anxiété singulière de la saison aigre et chagrine, la présence rassurante d'une poignée de nos gens mettait du bleu dans le pays. L'Anglais les accueillit en frères, se sentit secouru. A Cassel, les bataillons de chasseurs défilèrent au milieu des acclamations. Ces troupes rapportaient l'espérance. Dans les campagnes consternées, fuyantes et déjà inondées, où l'eau, suprême ressource des temps d'invasion, commençait de noyer les champs et où c'était depuis cinq jours la grande misère des exodes et des familles vagabondes charriant leurs pauvres hardes, leur détresse sur les routes, l'effet fut incroyable. Un paysan prêt à partir, son bœuf et son cheval attelés devant sa porte à sa charrette toute chargée, apprit que les Français arrivaient, attendit de les voir passer et, sans mot dire, détela.

Comment s'était opéré ce redressement magique qui en deux jours, entre le 12 et le 14 avril, réussissait, en pleine bataille de Picardie, à jeter cinq divisions françaises, dont tout un corps de cavalerie, à l'autre extrémité des lignes, soutenant comme à bras tendu l'armée anglaise exténuée? Il y a là un

exemple de souplesse et de rapidité digne de rester célèbre dans l'histoire des guerres. Foch, après avoir pris la mesure de l'attaque, allait surprendre l'ennemi par la vitesse de la parade. Le raid du 2me Corps de cavalerie (général Robillot) constitue un record mémorable. Retiré de la bataille d'Amiens le 9 avril, après douze jours de combats, alerté le 12 à une heure de l'après-midi dans la région d'Aumale, il arrivait le lendemain aux environs de Saint-Omer et le 15 au matin dans le petit bourg de Steenworde, ayant couvert cinquante lieues en 67 heures, et 120 kilomètres dans la première étape. Qu'un pareil résultat fût possible avec quelques chevaux triés sur le volet, particulièrement résistants et soumis à un entraînement spécial, c'est une chose qu'on aurait discutée en temps de paix entre gens du métier : mais nul n'aurait osé soutenir qu'il le ferait en masse, avec convois et équipages, sur des routes encombrées, sans laisser à la traîne un homme ni un cheval. Pour ceux qui se demandent ce qu'a fait la cavalerie pendant la guerre, cette performance est une réponse. Peut-être rien n'a-t-il plus manqué aux Allemands, au cours de la dernière campagne, que quelques bons corps de cavalerie.

Ce n'est pas la première fois que le Corps de cavalerie exécutait ce voyage : il l'avait déjà fait, au temps de la « course à la mer » et de la première « mêlée des Flandres. » Il se retrouvait donc en pays de connaissance. C'était, comme autrefois, ce pays de longues routes bordées d'ormes ou de peupliers, et pavées au milieu de ce ruban de chaussée qu'encadrent des fondrières, d'où leur vient en flamand le nom de *steenstraete*. C'était, comme alors, sur ces routes et sur tous les chemins, l'immense remue-ménage et le branle-bas des grandes batailles : des allées et venues de convois et de troupes, un coudoiement de chariots et de trains d'artillerie, des passages d'émigrants, des colonnes d'infanterie qui montent ou descendent, Anglais coiffés de la salade élégante à bords plats, poilus portant la bourguignote, le tout s'écoulant comme deux fleuves qui chemineraient en sens inverse, et au-dessus desquels apparaissaient, tanguant, fumant, soufflant, les bâches des camions mastodontes. C'était encore une fois, à cet étrange carrefour de peuples qu'est la Flandre, comme une rencontre de deux mondes. On voyait les Anglais avec leurs attelages luisants, gras, bien nourris, leurs cuivres fourbis, leurs har-

nais astiqués, leurs carrosseries lavées au pétrole, bref avec cet air de luxe qui donne à leurs voitures le style d'un équipage de maîtres. Auprès de ce train fastueux, nos trains régimentaires font bien chétive mine : bêtes maigres, mal tenues, sans soin, et ces véhicules crottés qui prennent tout de suite l'aspect des carrioles dont se servent les paysans pour aller à la foire; un air de laisser-aller et de bohême et cependant, au fond des yeux, la gloire et l'aventure...

Je ne résiste pas au plaisir de détacher quelques pages d'un précieux journal inédit que j'ai sous les yeux, rédigé par le chef d'état-major d'une des trois divisions Robillot. On y trouvera cent détails vifs, piquants, des vues sur la situation qui prennent, à un an d'intervalle, un intérêt d'histoire.

15 avril. — Ce matin, nos ordres donnés, visites aux généraux anglais des environs. Comme toujours, accueil très aimable; impossible de l'être davantage; pourtant nous éprouvons une cruelle déconvenue. Une des premières choses que nous annonce le général commandant le 22e C. A. W. (1), c'est qu'il abandonne demain tout le saillant de Passchendaële, — tout le gain de 1917! Il dit que c'est pour diminuer son front et se faire des réserves, qu'il n'en avait aucune... Partout la même antienne, c'est à croire que ces gens-là sont 40 000 sur le front! Au 9e C. A. W., même refrain : c'est inimaginable et réellement inquiétant, quand à l'heure actuelle nous estimons que les Boches disposent encore au moins de quarante divisions fraîches...

Le soir, un officier français, détaché au service de presse du G. Q. G. anglais, nous dit que cette question des réserves anglaises était réellement grave ; que les Anglais, depuis l'offensive, avaient subi des pertes extrêmement lourdes, qu'il estime à 180 000, tant prisonsonniers que tués ou blessés. Enfin, il arrive des renforts nombreux d'Angleterre; mais un général anglais me disait : « Ce qui manque à l'Angleterre, ce sont les officiers... »

Un officier de l'état-major du C. C. (2), en liaison avec la IIe armée britannique, nous disait aussi que l'armée anglaise souffre d'une pléthore de services : tout est en services, au détriment des troupes. C'est ainsi que le chef du premier bureau d'un C. A. W., — général d'ailleurs, — nous disait : « C'est très curieux : en France, vous poussez les troupes dans les trains, et vous ne vous occupez qu'ensuite de les ravitailler! » Comme j'avais besoin de ses ravitaillements

(1) Cette lettre désigne les troupes britanniques.
(2) Corps de cavalerie.

qu'il m'offrait de fort bonne grâce, du reste, je me suis contenté de répondre que nous courions au plus pressé...

Le soir, le général Mesple (2) et moi avons été invités à dîner chez le général commandant le 22e C. A. W... Tout en étant simple, ce dîner avait son chic anglais et son confortable... La conversation a roulé sur le général Foch... Quant à la fin de la guerre, ils estiment que les Boches seront *knockout* au printemps prochain (*sic*), quand les Américains seront en ligne...

En attendant, le but de notre *steeple-chase* était de nous amener dans la région des Monts. Les plaines de Flandre ont quelques verrues qui émergent brusquement du sol, avec un commandement de 60 ou 80 mètres... Au point de vue militaire, la position de ces pitons a une importance capitale, surtout pour la défense des côtes. Nous allons donc concourir à l'organisation et à la défense des Monts. Sera-ce le rocher où va déferler et se briser la vague allemande? Je le crois, je l'espère, mais ce sera dur, très dur. Ces animaux ont des divisions à revendre : il en rapplique de tous les côtés et, si notre compte est exact, il y en aurait encore une soixantaine à détruire...

16 avril. — Nous avons trouvé sur les pentes Est et Sud des Monts une masse d'Anglais grouillant de tous côtés, mais c'est plutôt une cohue qu'une troupe organisée : des états-majors de division sans brigades, des brigades sans régiments, des régiments sans brigades ; une chatte n'y retrouverait pas ses petits.

Notre artillerie est en batterie sur les Monts : aujourd'hui 3 200 coups, — formidable! Comme nous sommes loin des tirs de 1914 ! A Rozelieures, le groupe avait tiré 600 coups, mais cela semblait un maximum. A Ypres, nous tirions dans les 700 à 900 coups, un jour 1 200 ; mais nous n'en touchions guère que 600 à 700 par jour ; nous courions à une catastrophe. Les temps sont bien changés ; nous tirons cinq fois plus, les munitions arrivent en masse.

En même temps que nous, arrivent les 133e et 28e divisions (françaises). C'est un appoint déjà sérieux, mais le Boche aussi est en nombre : on signale trois divisions fraîches débarquées hier à Armentières, dont le Corps alpin, corps d'élite. Il faut donc s'attendre à un effort du Boche. Depuis deux jours, ses progrès sont minces ; pourtant hier il a pris Neuve-Église et Bailleul.

Il s'agit d'étouffer dans l'œuf cette attaque que nous pressentons ; notre artillerie, ainsi que l'artillerie britannique, fait des tirs de concentration préventifs sur tous les couverts, toutes les haies, les bois et malheureusement aussi sur les villages...

17 avril. — Nuit agitée. Obus à gaz.

(2) Commandant la 6e division du 2me Corps de cavalerie.

On apprend dans la soirée que les Boches avaient essayé d'attaquer en masse, mais que leur attaque a avorté, écrasée dans l'œuf par nos tirs d'artillerie.

18 avril. — Nuit calme. Le Boche encaisse. Nous faisons du harcèlement perpétuel.

Il se confirme que l'attaque boche est un gros insuccès, *c'est-à-dire que c'est la fin de l'offensive boche, qui sait?...*

Les renforts continuent d'affluer ; voilà la 34e division, puis on annonce la 154e, la 39e : c'est le 20e corps qui rapplique.

Le maréchal Haig a dit au lieutenant Madinier, en français : « Je connais la 6e D. C. pour l'avoir vue à l'œuvre; c'est une belle division, et je suis heureux de l'avoir vue venir. » Notre artilleur (1), en outre, reçoit de chauds remerciements pour le concours intelligent qu'il a prêté aux Anglais. Nous allons, nous Français, définitivement relever les Anglais et tenir les Monts. Il est certain que notre présence a été pour les Anglais un puissant réconfort moral, un stimulant ; notre 75 fait merveille dans le barrage. Mais il faut reconnaître que, jusqu'à ce jour, les premières lignes ont toujours été tenues par les Anglais et qu'ils ont su résister à la poussée allemande. Je crois que si les Allemands n'avaient pas fait une poche brusque en enlevant pour ainsi dire les divisions portugaises, les Anglais par leurs propres moyens auraient résisté à la poussée allemande.

La situation ici semble tout à fait recollée et les Allemands ne monteront pas sur les Monts. — Ce n'est d'ailleurs pas un lieu de délices, certes non! Nos trois brigades, qui y sont depuis notre arrivée, y ont éprouvé des pertes cruelles par le marmitage perpétuel. Il a fallu s'enterrer, et c'est encore plus long qu'on ne pense.

20 avril. — Rien de nouveau.

21 avril. — Nos cavaliers rentrent au repos, près de Wormhout. Ils ne l'ont pas volé!... Il y a un empilement de troupes formidable sur ces fameux monts, pas la plus petite place vide. *Il n'est pas douteux d'ailleurs que notre rôle est fini.* Nous l'avons, soit dit sans nous flatter, brillamment joué, et notre arrivée après cette performance a soutenu le moral de nos alliés d'une manière merveilleuse...

On suit dans ces notes charmantes la figure changeante de la bataille, sa physionomie mobile, l'arrivée de nos réserves, les Allemands hésitant, tâtant le terrain de côté et d'autre, surpris de nous rencontrer dans toutes les fissures et de voir la situation se consolider d'heure en heure sur les Monts.

(1) Commandant l'artillerie de la division.

Après l'angoisse des premiers jours, on respire. Mais la partie n'est pas finie : cette accalmie dans la bataille ne peut être qu'une éclaircie. Foch sait bien que les Allemands n'en resteront pas là ; leurs dernières tentatives n'étaient que des coups de sonde, ils reviendront en force et ne vont pas pour si peu se tenir pour battus. Mais on ne juge bien que sur place. Foch, les 16 et 17 avril, passe deux jours à Blandecques, au quartier général du général Plumer ; il a vu le roi des Belges et le général Gillain à Houthem. Il a retrouvé, lui aussi, ce pays bien connu, ses anciens compagnons, ses amis de l'Yser.

Comme alors, son parti est pris. Il ne s'est pas alarmé de la poche créée par les Allemands, — c'est un trou dans les parties molles qui ne tire pas à conséquence, — mais un pas de plus risquerait de faire lésion dans des organes vitaux : sur la route de Calais ou dans la région des mines, il n'y a plus de terrain à perdre. Donc, c'est « la défense pied à pied du territoire qui est à réaliser. » En une page, dans un de ces ordres d'une densité de sens extraordinaire qui le caractérisent, Foch en trace le programme : organisation de lignes défensives répétées, action de l'artillerie lourde, répartition des troupes et des batteries en profondeur ; la dernière énergie dans toute la défense.

En bon français, ceci veut dire : se défendre en attaquant. Le moment n'est pas venu de passer à l'offensive. Mais une défensive passive ne mène à rien. Il faut menacer l'ennemi, l'inquiéter, le contraindre à dépenser ses forces, le fixer à son tour. Si c'est un calcul des Allemands de nous avoir attirés dans le Nord, nous l'empêcherons inversement par notre attitude agressive de se retourner ailleurs. Au point de vue local, s'il s'agit de la défense des monts, la seule façon de les conserver est de les défendre en avant : il est donc essentiel de nous élargir à la base et de reprendre les points d'appui qui écarteront l'ennemi à bonne distance des hauteurs. Ainsi nous reprendrons l'ascendant, nous rendrons à l'ennemi la tâche difficile et nous ferons si bien qu'il s'en dégoûtera. De toute façon, ce résultat ne peut être atteint qu'en redoublant d'activité : ne pas laisser à l'adversaire un moment de repos, l'empêcher de préparer de nouvelles attaques, lui contester tout le temps les avantages acquis, lui faire une guerre de chicanes et l'user, en attendant mieux.

Ce n'est pas pour autre chose que Foch s'est décidé à distraire

50 000 hommes de sa masse de manœuvre. La mission de la cavalerie, arme d'arrière-garde et de sacrifice, était d'accourir au secours des Anglais, de les recevoir sur des secondes lignes, au besoin de s'y substituer à eux. Mais l'infanterie française est faite *pour la bataille* : Foch n'immobilise pas cinq divisions sur les monts, sans autre intention que de relever des troupes anglaises. S'il a constitué à cet endroit une pareille force, c'est pour en faire quelque chose. Sans doute, ce petit groupement est trop faible pour une action de grande envergure ; c'est juste ce qu'il faut pour la contre-attaque, seule méthode qui vaille pour une défensive active. Le moment paraît bien choisi, à l'heure où les Allemands montrent des signes de fatigue et viennent d'essayer quelques échecs sanglants.

Les Anglais ont rempli leur rôle en usant le premier effort de l'ennemi, mais ils ne sont plus capables eux-mêmes d'offensive. Foch les remplace par des troupes fraîches. Il constitue les forces françaises en un détachement enchâssé dans l'armée Plumer et placé sous les ordres du général de Mitry, un de ses anciens lieutenants sur l'Yser, et qui venait de jouer un rôle très brillant à Moreuil, comme commandant du VIe Corps. Le Détachement d'armée du Nord fonctionne à Esquelbecq le 19 avril. Le troisième acte de la bataille commençait.

III. — LA BATAILLE DU KEMMEL

Nous avons laissé les Allemands le 15 avril au pied des monts, et nous avons vu, les jours suivants, les trois tentatives différentes qu'ils ont faites pour les déborder : le 16 par le Sud-Ouest, en perçant par la route d'Hazebrouck, — c'est l'attaque repoussée par le général Valentin et sa division *la Gauloise* (133e), accourue aux côtés de la 34e division britannique. Le 17, les Allemands attaquent à la fois par le Nord-Est, en direction de Poperinghe, et par le Sud, en partant de Bailleul-Neuve-Église, de manière à former les deux branches d'une pince qui se refermerait sur Ypres : la branche droite se brise à Merckem contre les Belges, qui font 800 prisonniers, la branche gauche contre les Anglais (34e, 49e et 19e divisions). Le 18, nouvelle tentative en partant cette fois par l'Est, de la crête de Wytschaëte : l'ennemi essaie d'aborder le Kemmel ; il échoue devant la 28e division (général Madelin).

Mais les Allemands n'ont pas coutume de s'arrêter à moitié. Leur succès même a eu l'effet de les placer dans une impasse, d'où il leur faut maintenant sortir absolument. La possession des monts leur est d'autant plus nécessaire qu'ils se heurtent, le même jour, au Sud du champ de bataille, à la résistance inflexible de la division Strickland (1re division britannique). Ils décident donc de faire un effort violent et d'emporter les monts de force, en y mettant le prix et en prenant le taureau par les cornes.

Du côté de l'Est, la chaîne des monts de Flandre se termine par un gros massif qui domine tout le pays et que, par les temps clairs, on aperçoit d'aussi loin que de Bray-dunes ou des Moëres, par-dessus l'immense étendue de la plaine du Nord : c'est le Kemmel. Quand on l'aborde du côté de l'Ouest, en arrivant par le couloir où se trouve le village de Locre, on aperçoit une large pyramide tronquée, s'élevant en pentes douces avec la molle inclinaison des flancs d'un tas de sable, et que surmonte une dalle plate, une table calcaire de sept à huit cents mètres. Ce plateau supérieur est formé en réalité de deux sommets : celui du Nord culmine à 152 mètres, au cabaret de Bellevue; le second, au Sud-Ouest, n'atteint que 130 mètres : c'est le petit Kemmel. Au Nord-Est du sommet et au pied de la pente de sable, le village de Kemmel flanque la position. Tout le massif est entouré de ruisseaux qui découlent des monts et l'isolent par le pied comme une île. Le principal coule au Sud du Kemmel; c'est un affluent de la Lys, où il se jette à Warneton, et qui sépare le Kemmel de la crête de Bailleul. On l'appelle la Douve. La Douve reçoit à son tour quelques ruisseaux secondaires qui descendent des pentes du Kemmel : le plus important pour l'histoire de la bataille est celui qui sépare le Kemmel du Mont Rouge, et qu'on appelle le Hellebeek. C'est là que se trouve le village de Locre, qui forme le réduit de toute la position. Sur ce versant, les flancs du Kemmel sont assez étroits et même profondément ravinés à la base; du côté de l'Est, au contraire, ils se continuent par un glacis, qui court d'Ouest en Est le long de la vallée de la Douve et se relie, à une lieue plus loin, à la crête de Wytschaete-Messines. On sait que cette crête est un des mouvements de terrain, une des deux houles contraires qui rident la plaine flamande et qui entourent Ypres d'une faucille de collines.

A l'endroit où la crête de Wytschaete se soude à ce long promontoire de Lindenhoeck qui descend du Kemmel, se trouve un moulin, le moulin de Spanbroeck. On sent l'importance de ce point.

Tout ce massif boisé, aéré et un peu sauvage tranche vivement sur l'ensemble de la contrée environnante. Il domine cette grande plaine agricole et manufacturière, les cultures, les fermes, les usines d'Armentières et de Lille, comme un être d'une autre espèce géologique; il forme, sur le terre à terre de cette grande fourmilière, un élément de poésie. C'est un grain de musc qui parfume le potager des Flandres. Ce tertre modeste occupe les imaginations; il est devenu, sous le chaume méfiant des fermes du plat pays, le thème d'un folk-lore rustique. Sa forme familière, comme celle des vieilles ruines, — et qui n'est, en effet, qu'une ruine de la nature, — est enveloppée de légendes. C'est là que s'est tenu, au temps des Gueux, le premier prêche. De nos jours la montagne s'est peuplée de villas : les charmants villages de Locre, de Dranoutre, de Kemmel, étaient un rendez-vous dans la belle saison. Les Anglais y avaient construit quelques observatoires, au temps où leurs lignes passaient au pied de la crête des Flandres; leurs cavaliers avaient donné à chaque coin des noms de Hyde Park, de Cheapside, de Daylight Corner, géographie de sentiment qui se superpose à l'autre. De ce belvédère, on découvre à ses pieds, comme sur la carte, tout le panorama des Flandres depuis Lille, toute proche, et les flèches de Courtrai, jusqu'au phare de Dunkerque et au clocher d'Ostende. Le roi Albert, pendant les longueurs mélancoliques de son exil, aimait, roi sans royaume, à contempler de là-haut la vision, le doux fantôme de la patrie.

Nos lignes, depuis la perte de Wytschaete, passent par Dranoutre, longent par le Sud le pied du Kemmel et dominent en balcon la vallée de la Douve, le long de cette arête de Lindenhoeck que je viens de décrire. Nous tenons donc la ligne de changement des basses pentes du Kemmel et la crête militaire de l'arête de Lindenhoeck, jusqu'à 200 mètres au Nord du moulin de Spanbroeck où subsistent les traces d'une puissante guerre de mines. Nos positions traversent perpendiculairement les anciennes organisations britanniques face à la crête de Messines. Mais ce champ de bataille, lors de l'avance anglaise de 1917, était devenu camp de repos; il en reste un tas de

détritus pareils aux décombres d'un champ de foire, baraques, écuries, anciens abris, anciens dépôts qui obstruent le terrain et le défigurent, constituent autant d'obstacles, de complications, de défilements ou de nids à surprises.

C'est sur cette ligne que, depuis le 16 avril, la division Madelin avait arrêté les Allemands. Formée de ces sérieux Lyonnais, de solides Savoyards, cette 28e division avait déjà un beau passé. A Thiaumont, au Chemin des Dames, à la Malmaison où elle avait gagné sa fourragère, dans les circonstances les plus dures, c'était la troupe des missions difficiles. Il lui manquait la gloire. Est-ce la gloire qui l'attendait sur le Kemmel? Au seuil de la frontière, devant nos plaines captives du Nord, un espoir agitait les cœurs. La division arrivait d'Alsace, brusquement transportée en trois jours, fraiche, prête à tout, heureuse de se donner tout entière, exaltée par le sentiment de ces instants critiques. Était-ce le moment attendu de la contre-attaque victorieuse, le moment de bousculer l'ennemi? Déjà on découvrait les cheminées de Lille. Déjà, dans les regards, que d'impatience et de tendresse!

Cependant les Allemands, après leur échec du 18, se préparent à un nouvel effort. La possession du Kemmel leur est indispensable comme préface à l'occupation des monts. De là notre canon tient sous le feu toutes les lignes d'Armentières à Wytschaete, fait à l'ennemi la vie dure. Pas un mouvement possible au fond de cette impasse, tant que nous disposons sur son flanc de cet emplacement de batteries et de cet observatoire. Pour cette attaque, l'ennemi forme rapidement une masse de choc, composée de cinq divisions fraîches retirées d'Alsace et de Lorraine, dont deux divisions d'élite, la 4e bavaroise, que commande le prince Franz, frère du roi de Bavière, et le Corps alpin, un des corps célèbres de l'armée, un de ceux qui ont été partout, en Tyrol, en Serbie, à Verdun, en Argonne, deux fois en Roumanie, et qui ont pris en novembre une part décisive à la bataille de Tolmino. On observe en même temps un accroissement menaçant du nombre des batteries; celles-ci sont réparties en deux groupes principaux, l'un à l'Est, l'autre au Sud-Ouest, de façon à croiser leurs feux, auxquels se superpose celui d'un groupe intermédiaire, écrasant la position de face, tandis qu'un dernier groupe, au Nord, exerce par derrière une action latérale. On signale d'Armentières plus de vingt

mortiers autrichiens en voyage pour le front. Enfin nos aviateurs ne comptent pas, à l'arrière des lignes ennemies, moins de vingt-trois escadrilles. Comme à Verdun, le commandement allemand a décidé de frapper un coup d'une brutalité inouïe : il a réuni tous les moyens pour faire vite et pour emporter le morceau.

En face de ces cinq divisions, deux françaises : la 154e (Breton) face au Sud, de Dranoutre au Petit Kemmel, barrant la vallée du Hellebeek, et la division Madelin, qui occupe le Kemmel et la crête de Lindenhoeck, en liaison à gauche avec la 9e britannique. Nos deux autres divisions, plus à l'Est, la 34e (Savatier) devant le château de Locre et la 133e à notre extrême droite, sont en dehors du secteur d'attaque. La 39e (Massenet) est en cours de débarquement; les cavaliers toujours en réserve sur les monts.

On est donc dans cette situation : deux troupes en présence, également combatives, également animées de l'esprit offensif, les Français décidés à faire lâcher prise aux Allemands, les Allemands résolus à forcer le passage et à monter sur le Kemmel. Les ordres des deux côtés étaient catégoriques. La crise ne pouvait plus tarder.

Comme il arrive dans ces cas-là, elle prit la forme d'une bataille de rencontre. Elle prélude, le 22 et le 23 avril, par de petites attaques au Nord de Bailleul, où les Allemands cherchent à s'assurer quelques avantages de position, afin d'améliorer leur base de départ. De notre côté, nous poursuivons énergiquement notre plan d'offensives partielles, de coups de main ayant pour but d'enlever à l'ennemi cette base de départ et de le rejeter dans la Douve. Ces petites opérations de sûreté sont tout à fait dans la manière de Foch qui, dans ses leçons, en a fait un des traits essentiels de sa méthode. Elles s'exécutent à peu de frais, par surprise, sur des points choisis, avec peu de monde à la fois. Il s'agit de gêner l'ennemi en s'emparant d'un point d'appui, de le harceler, de faire des prisonniers, d'obtenir des renseignements, de nous assurer d'un tremplin pour un nouveau bond. L'un de nos premiers objectifs était ce moulin de Spanbroeck, placé à ce point d'intersection dont j'ai montré l'importance, où le système du Kemmel vient se souder aux collines d'Ypres; de là, on peut monter une nouvelle opération sur Wytschaete et couvrir ainsi solidement le saillant d'Ypres par le Sud.

La petite attaque projetée se fit vers onze heures du soir dans la nuit du 24 au 25 avril. Par un feldwebel fait prisonnier le matin même, on connaissait déjà la présence du Corps alpin sur le front de la division (1). Un nouveau prisonnier fait au cours de la nuit ajouta qu'il se préparait une violente attaque par les gaz pour cinq heures du matin. Les précautions furent aussitôt prises, et le tir de contre-préparation déclenché sur-le-champ sur les lignes allemandes. Mais notre progression nocturne avait eu pour effet d'allonger nos barrages. L'attaque allemande allait nous assaillir sur des positions incertaines, mal reconnues et mal assises. La division, déjà en ligne depuis neuf jours, avait perdu un millier d'hommes et 25 officiers. Mais elle avait déjà repoussé deux assauts : le moral était magnifique.

A deux heures trente, le matin du 25, la préparation allemande commençait. C'était une préparation sur le type de Verdun, mais d'une puissance passant de loin les plus monstrueux écrasements de Thiaumont et de la cote 304. Tous les témoins s'accordent pour dire qu'ils n'avaient jamais vu une pareille densité et une si horrible concentration de feux. Ce qu'elle offrait de particulier, comme le prisonnier l'avait dit, c'était la proportion énorme d'obus toxiques. La nature de ces gaz n'était pas celle de l'ypérite, qui s'attache au sol et le rend inhabitable pour longtemps; c'étaient des gaz nouveaux, à effet subit, passager, produisant une grande gêne de la respiration, une sensation soudaine d'accablement et de torpeur. C'est le système du cambrioleur qui sans tuer son ennemi le stupéfie par un narcotique. Cette vapeur sournoise s'abattait principalement sur la région des batteries, formant nappe sous les bois, dans les fonds de ravins; les artilleurs durent travailler pendant des heures avec le masque. Vers trois heures, le feu roulant sembla redoubler de furie. Les obus tombent à raison d'une centaine à la minute. Vers cinq heures trente, une pluie de torpilles du plus gros calibre s'ajoute au fracas de l'artillerie et achève d'anéantir les malheureux groupes de combat de la première ligne. Au même instant, une rafale de mitrailleuses

(1) Le corps alpin, signalé à l'arrière le 16 avril, avait pris part à l'attaque du 17 (voir plus haut), mais sans avoir donné à fond. Il ne paraît avoir engagé qu'un ou deux bataillons du Leibregiment, et est mis au repos du 19 au 23 avril dans la région de Lille, quand les Allemands décident l'affaire du Kemmel.

lourdes et légères enveloppe la montagne d'une nuée de plomb. Enfin, dernière surprise et peut-être la plus terrible, à tous ces feux de la terre se mêlent ceux du ciel : une effroyable charge d'avions, comme une cavalerie de tempête, vient mitrailler nos hommes à bout portant, semer dans les arrières la terreur et les bombes, frapper, démoraliser les imaginations. Cet emploi de l'aviation en masse fut peut-être le trait saillant de la bataille, l'élément d'inconnu qui provoque la surprise par une invention de terreur et de péril inédits. Tout le jour, on vit tournoyer et bondir leurs ailes gigantesques, au-dessus des fumées et des nuages de poussière, comme des oiseaux de mer rasant les vagues dans une bourrasque. On en compte plus de quatre-vingts sur le front d'un seul régiment. Ainsi s'exécutait l'ordre de Ludendorff, qu'on ne force pas le succès à coups d'hommes, mais que le grand moyen de combat est toujours la puissance des feux. Au matin les flancs du Kemmel apparurent chauves, nus comme après un incendie. Les Allemands, par le luxe prodigieux de leur machinerie, avaient produit ce cataclysme mêlé d'apparitions dans le ciel et de cette noire fantasmagorie.

L'attaque se prononça sous une brume épaisse, un peu avant six heures. Les Allemands, suivant une tactique invariable, avaient monté l'affaire en tenaille, par un double mouvement débordant, les divisions du groupe Sieger marchant d'Ouest en Est sur le village de Kemmel, celles du groupe Eberhardt devant les rejoindre à Locre par la vallée du Hellebeek. A notre gauche (Nord), à la jonction avec l'armée anglaise, la progression allemande put être contenue plusieurs heures; à neuf heures, le 22e régiment tient encore les ruines du village et le petit bois au Nord-Est, en liaison avec la droite anglaise; le général Madelin envoie un bataillon de son régiment de réserve (le 99e) pour dégager ces éléments et maintenir la liaison qui commence à fléchir. Ce mouvement, découvert par l'ennemi, ne parvient pas à déboucher; la 9e division anglaise est rejetée peu à peu dans la cuvette marécageuse qui, entre le Kemmel et Ypres, forme l'étang de Dickebusch. Pourtant, une auto-mitrailleuse réussit à atteindre les lisières du village, où elle appuie la résistance.

Au centre, la situation était plus difficile. Le 30e régiment était submergé par le nombre entre six et sept heures, les

premières pentes du Kemmel envahies, et le barrage allemand se fixait déjà sur la crête, enfouissant nos mitrailleuses. Les armes ne fonctionnaient plus. A ce moment, le colonel Borne, commandant le 99e, désigne un de ses bataillons en réserve sur le Kemmel qu'il lance, en dépit des barrages, à la charge sur les pentes Sud. La contre-attaque, menée à fond de train, bouscule l'ennemi sur un terrain semé de cadavres, jusqu'à sa ligne de départ; mais là elle se heurte à une deuxième vague allemande qui partait au même moment, accompagnée d'une ligne de mitrailleuses légères, de petits minenwerfer et soutenue de batteries mobiles de 37 et de 77. Cette nouvelle vague est détruite devant notre groupe de contre-attaque par les dernières mitrailleuses en état de tirer, mais sur la gauche elle parvenait à aborder le village. Peu après, une troisième vague atteint la crête du Kemmel, où l'on se bat corps à corps. Le colonel Borne jette alors sa dernière compagnie pour essayer de prendre les assaillants à revers. Il revenait, vers neuf heures, à son poste de commandement qui se trouvait dans une petite sape à l'Ouest de la crête. Elle était déjà envahie. Le colonel put s'éloigner avec deux ou trois officiers, poursuivi par les balles.

En effet, vers la droite, il s'était passé un incident grave. Profitant de la rupture du 30e régiment, le Corps alpin avait complètement débordé l'aile gauche de la division voisine (154e) et, par une infiltration audacieuse, à la faveur de la brume et des défilements du terrain, des couverts, des épaves de baraquements anglais dont j'ai parlé plus haut, se glissait d'abri en abri, gagnait la vallée du Hellebeek. On se souvient que cette vallée forme un ravin fort encaissé, qui tourne le Kemmel par l'Ouest. Dès sept heures du matin, l'ennemi parvenait par là jusqu'à la région de nos batteries, les attaquait à la mitrailleuse. Ces batteries, criblées de balles, durent, tout en se défendant, amener les avant-trains, replier ce qu'elles purent de leurs pièces au galop et faire sauter les autres. Un groupe dut détruire ses douze pièces; le lieutenant Freydier-Dubreuil, après avoir tiré à vue sur l'infanterie allemande jusqu'à la hausse de 700 mètres, brûlé toutes ses munitions, réussit à atteler et à ramener sa section. Les officiers anglais se battirent à la carabine; on parle de corps à corps où les servants assommèrent les Boches à coups de culasses. Les Anglais firent sauter vingt-cinq canons lourds. A neuf heures du matin, l'ennemi atteignait

Locre et se rendait maître de ce réduit. Il en était aussitôt chassé par la 154e division et gardait seulement l'hospice, à 1200 mètres au Sud dans la vallée.

Cette manœuvre du Corps alpin décidait du succès de toute l'opération. On ne pouvait plus songer qu'à coiffer sur place l'attaque ennemie avec le peu qu'on avait à lui jeter à la tête; il fallait lui barrer le débouché de la vallée, lui interdire l'accès des pentes situées à l'Ouest et le chemin de la plaine d'Ypres. Sur ce chemin, s'élève en arrière du Kemmel la butte aiguë du Scherpenberg, espèce de cône bizarre dont on reconnaît de loin la silhouette cornue, placée en dehors de la rangée des Monts de Flandre comme une sorte de serre-file. Le pied de cette butte est bordé en avant par la route de Bailleul à Ypres, qui après avoir franchi le col du Kemmel à Locre, passe au carrefour de La Clytte et à l'étang de Dickebusch. C'est sur cette ligne que se recueillent peu à peu les débris de la malheureuse 28e division, réduite à la force de deux bataillons, et que viennent appuyer peu à peu, pour achever de boucher le trou, des groupes de cavaliers à pied sous les ordres du général Forqueray. Vers onze heures, la situation se stabilise dans cet état.

Cependant, le général Massenet (39e division), alerté à dix heures trente à Winnezeele, fait connaître au général Madelin qu'il se porte au secours et que ses colonnes déboucheront entre cinq et six heures du soir. Des rapports d'aviateurs anglais prétendent que des Français résistent encore sur le Kemmel. A trois heures de l'après-midi, à cinq heures, ils ont cru voir, assurent-ils, de petits groupes bleu horizon isolés, encerclés, continuer à se battre sur la crête et dans le village. Il y a encore là-haut de la France qui s'opiniâtre. L'un des témoins affirme même qu'il a reconnu — drapeau? cocarde? — on ne sait quoi de tricolore. Que penser de ces fables qui surnagent dans les catastrophes? Que croire de ces illusions qui colorent le malheur? Ce rayon d'espoir, ce drapeau fantôme qui palpite avec les dernières lueurs du jour, c'était le mirage d'une volonté qui ne consent pas à sa défaite. Et en effet, sur le front de la hauteur où tant de courage fut écrasé, l'immense sacrifice laisse quelque chose d'immortel et l'héroïsme devient poésie.

IV. — LA BATAILLE DE LOCRE

La division Massenet, retardée en chemin, entrait en ligne à la nuit close, avec l'ordre de reprendre le Kemmel et de délivrer les camarades qui peut-être y tenaient encore. Les Allemands, exaltés par leur avantage de la matinée et que leurs chefs stimulent sans mesure, reprenaient leur mouvement à la même heure. Les deux attaques eurent pour effet de s'annuler mutuellement. La 39e division avait pu dépasser à peine les lignes de la journée. L'attaque reprise le lendemain dans des conditions hâtives, ne donna pas de résultats. Mais l'intervention rapide de cette belle troupe en avait produit un très grand. Elle avait empêché l'ennemi de profiter de sa victoire. La progression allemande est arrêtée sur les jarrets. Il s'ensuivit deux jours d'accalmie relative dont nous sûmes profiter pour nous organiser; à notre gauche, les Anglais eurent le temps de rectifier à loisir leurs positions en avant d'Ypres afin de les raccorder aux nôtres.

Mais les Allemands n'ont pas dit encore leur dernier mot. L'Empereur assistait à la prise du Kemmel : un message capturé sur un chien de liaison nous apprend sa présence. Le même jour Ludendorff a essayé de reprendre son offensive sur la Somme, et s'est fait battre. L'ennemi est donc engagé de plus belle dans le Nord, où depuis quinze jours il ne recueille que des succès. L'affaire du Kemmel ne vient-elle pas de lui rapporter à elle seule 6000 prisonniers, 53 canons et 200 mitrailleuses? Ce triomphe retentit dans toute l'Allemagne. Des hauteurs du Kemmel, l'Allemagne aperçoit, au delà de l'ourlet pâle des dunes, le ciel pâle éclairé du reflet de la mer. Plus qu'un dernier obstacle à vaincre : il suffit de s'emparer de la butte du Scherpenberg pour prendre à revers la file des Monts, la tourner par le Nord, marcher sur Poperinghe, bousculer tout ce qui est au Nord d'Ypres, l'acculer en désordre à la côte. Sans relève, séance tenante, comme c'est son usage quand il veut exploiter un succès, l'ennemi pousse en avant son monde, en lui donnant juste le temps de souffler et de se renforcer encore en artillerie.

L'attaque, après une préparation qui dura toute la nuit, se déclencha le 29 avril à sept heures sur 14 kilomètres de front,

depuis les pentes Sud du Mont Vidaigne jusqu'au Nord de l'étang de Dickebusch, tout le long de la route d'Ypres à Bailleul. Elle avait ordre de pousser aussi loin que possible et, comme entrée en jeu, de prendre au moins le Mont Vidaigne et le pic du Scherpenberg. Ce fut un échec sanglant. Aux deux extrémités, les lignes ne bougèrent pas : à la gauche, les Anglais (21e, 49e et 25e division) tinrent bon contre trois assauts. A droite, sur les pentes du Vidaigne, notre 34e division demeura inexpugnable dans le parc et le château de Locre (à une lieue au Sud du village, sur la route de Bailleul). Un basque, Leys, fameux tireur de lièvres, abattit de suite dix-sept Allemands. Au centre l'ennemi fut plus heureux. Il pénétra à la jonction des divisions Breton et Massenet, enleva le village de Locre et atteignit même à un kilomètre plus au Nord, le carrefour de la route de Westoutre. Mais le village est repris par un capitaine du 4e dragons qui, travaillant avec ses hommes en manches de chemise, aperçoit le reflux des fantassins, s'élance la pelle dans une main, le revolver de l'autre et, avec ses vingt cavaliers, retourne la situation. Il ne restait de l'avance ennemie qu'une poche étroite à la tête du ravin du Hellebeek, vers le cabaret de Brulooze. L'ennemi, épuisé, ne renouvela pas ses attaques.

Mais depuis la chute du Kemmel, Foch avait monté sa riposte. Il était revenu le 27 à Blendecques. En quatre jours, arrivent cinq divisions nouvelles. La 31e (Martin) monte en ligne dès le 29 au soir, relève en plein combat la 154e. Une compagnie du 81e régiment dépasse le village de Locre et parvient à l'hospice, grand amas de bâtisses autour d'un jardin de couvent formant un second village à 1 200 mètres du premier. Cette troupe surgit à l'improviste au milieu de la cour et y fait plus de cent prisonniers, appartenant à cinq régiments de trois divisions différentes, une prussienne, une d'Ersatz et une bavaroise. Ce mélange d'unités peint la confusion de l'ennemi.

L'essai de percée sur Poperinghe par le couloir de Locre avait fait un *fiasco* complet. Ce village commande une sorte d'isthme qui forme verrou dans la vallée, et qui est la ligne de partage entre les ruisseaux qui descendent au Sud vers la Douve, au Nord vers Dickebusch et la cuvette d'Ypres. C'est sur cette ligne d'arrêt que se fixe la bataille. Elle se passe désormais en oscillations de faible amplitude autour de cette

crête. Dans la nuit du 30 avril au 1er mai, la 39e division réduit la poche de Brulooze. L'hospice de Locre passe de mains en mains. Chassés le 30 avril, nous y rentrons dans la nuit du 3 mai pour deux heures, et le perdons de nouveau. Le 4 et le 5 mai, une série de petites offensives générales sur tout le front nous rend des fermes, des points d'appui qui consolident nos positions. Dans toutes ces actions, c'est nous qui avons l'initiative. L'offensive ennemie est définitivement brisée. Le 18 mai, après une préparation de dix minutes, nous attaquons au Sud de Dickebusch sur un front de deux kilomètres et faisons cinq cents prisonniers. Brillante action, où s'illustre une fois de plus la « division des *as*, » la fameuse division Philipot. L'ennemi ne réagit pas. La bataille des Flandres est finie.

V. — LES BRAVES GENS

Ainsi s'achève, sans conclure, cette bataille étrange et un moment si menaçante. Pendant quinze jours, dans ce tragique printemps de 1918, c'est là que se joua le destin. Aujourd'hui, tous ces lieux sont enveloppés du même suaire de solitude et de silence. Ils sont repris par la paix de l'immense cimetière, dans la majesté de mort des lieux où s'est faite l'histoire. Comment s'expliquer à distance que ces champs, ces hauteurs aient été l'obsession et le tourment du monde, comme l'image lumineuse projetée sur l'écran qui remplit un moment l'attention des foules, et qu'une autre bientôt remplace? Douaumont, Vaux, le mont Kemmel, collines qui tour à tour ont été les points sensibles de l'univers! Comment comprendre à présent leur puissance d'émouvoir et leur pathétique éphémère?

Peut-être qu'aujourd'hui, parmi tant de préoccupations nouvelles, ces choses paraissent déjà lointaines. La guerre s'efface vite dans le passé. Mais au retour du premier anniversaire, il est juste d'avoir un souvenir pour l'héroïsme des mauvais jours, qui prépara les jours heureux de maintenant. Il a eu le rôle ingrat et n'a pas connu la fortune. Mais il a été la condition du salut. Belges qui à Merckem avec six bataillons en battaient quinze allemands, Anglais stoïques, qui tant de jours soutinrent seuls le poids de la lutte, Français qui sortaient d'une bataille pour courir à une autre, marchaient

à l'ennemi sans canons, parce que leurs canons n'avaient pas eu le temps de suivre; cavaliers de Robillot dont le raid égalera dans l'histoire les charges de Lassale, division « *la Gauloise,* » accourue la première au péril, division lyonnaise qui défendit huit jours le Kemmel contre cinq divisions allemandes et se laissa engloutir tout entière dans le naufrage de la position, il est temps de rendre honneur à votre abnégation. Dans ces instants d'angoisse, vous avez permis de tenir. Au milieu des hommages qui couronnent vos frères plus heureux, notre reconnaissance ne souffre pas qu'on vous oublie. Nous vous devons le salut qu'on doit aux « braves gens. »

Sans doute, cette partie défensive de la campagne semble moins brillante que la seconde; elle ne sera pas moins admirée de l'avenir. Ces jours terribles furent la ruine des ambitions allemandes. C'est ce que savaient tous nos soldats. C'est ce qui les soutient dans ces dures épreuves : jamais ils ne perdent courage, parce qu'ils mesurent le mal qu'ils font à l'ennemi et leur propre supériorité. Tous signeraient ces lignes sur le combat de Locre, qui terminent le journal auquel j'ai emprunté quelques pages : « 30 avril. Hier, gros succès pour nos armes. D'ores et déjà les monts sont sauvés. D'ailleurs, la grosse artillerie française rapplique. Un monde fou partout. Les routes sont noires. Une fois de plus, le Boche a manqué son coup. Les journées du 4 avril devant Moreuil, du 17 devant Breteuil, du 25 avril devant Hangard, du 29 devant Locre, *sont quatre journées de victoire et nous devrions pavoiser.* »

Mais cette courte et violente passe d'armes offre un autre intérêt. Elle a pesé lourdement sur la suite de la campagne. Elle intriguera les critiques. Peut-être y verront-ils, parmi les actions de la guerre, une de celles qui caractérisent le mieux la méthode des deux adversaires : d'un côté, la manœuvre allemande montée *a priori*, au mépris des intentions du partenaire, qui ne comptent plus; de l'autre, la parade de Foch, sa contre-manœuvre rapide, une concentration de la dernière heure qui déjoue au moment précis les desseins de l'ennemi : la lutte, en un mot, de la souplesse contre la brutalité. L'exemple demeurera classique.

Mais il y a plus. On peut se demander si cet épisode n'est pas à l'origine de la catastrophe étonnante qui, en si peu de mois, conduisit au désastre l'armée de Hindenburg. Il se peut

que pour l'avenir ces quinze jours de la bataille des Flandres marquent dans l'histoire de la campagne de 1918 la principale péripétie. On voit les Allemands arrêtés devant Amiens, chercher quatre jours après une brusque diversion dans le Nord. Ils réussissent, ce succès les amène dans un cul-de-sac; ils veulent en sortir, remportent au Kemmel un gros succès, puis sont de nouveau arrêtés définitivement. Cependant ils s'enferrent : chaque nouveau combat les engage à augmenter la mise; en trois semaines, ils ont engagé dans cette diversion 49 divisions, c'est-à-dire le tiers de leurs forces combattantes. De cette saignée l'armée allemande ne se releva pas.

Il y eut enfin une conséquence plus grave et de portée incalculable. A partir de la bataille du 9 avril, c'en est fait en Allemagne de l'unité de direction. Le bonheur de cette opération latérale fait abandonner le principe de l'unité de manœuvre, pour une méthode toute contraire d'attaques divergentes, à communiqués éclatants, à gras butins et à pillage, dont la bataille du 27 mai est l'exemple le plus mémorable. Nous savons aujourd'hui que l'affaire d'avril devait avoir une suite et se conjuguer le 24 juillet avec la reprise d'offensive en Champagne. (Toujours, on le voit, ces coups à la gloire des Kronprinz). Elle fut décommandée par suite de notre contre-offensive, — parce que Foch à cette heure est le maître du jeu et que c'est à lui maintenant d' « abattre, » — mais ce plan, s'il avait été exécuté, n'était-il pas le type même de ces actions doubles, que condamnent tout l'art et toute l'expérience de la guerre? Que fût-il arrivé, si l'affaire du 9 avril avait échoué? Son succès décida de celui de la campagne. A dater de ce jour, l'Allemagne se précipite dans cette voie d'attaques incohérentes, d'offensives à sensation, de surprises, de coups de théâtre et de hasards qui devait, en deux mois, la mener à l'abîme.

LOUIS GILLET.

UN CONGRÈS DE LA PAIX

IL Y A CENT ANS [1]

Depuis que l'Europe est constituée en grands États, c'est une loi de son évolution, ou au moins un fait d'expérience, qu'au début de chaque siècle elle a été amenée par une longue suite de bouleversements à tenter en commun une réorganisation générale de ses territoires et un essai de perfectionnement de son droit public. Sans remonter jusqu'au « Grand Dessein » de Henri IV, les conférences de Paris, où elle vient de chercher à fixer les conditions nouvelles de son existence, ont pour précédents naturels le Congrès d'Utrecht (1713), qui mit fin aux longues guerres de la Succession d'Espagne et le Congrès de Vienne (1815), qui liquida l'héritage de l'époque révolutionnaire et impériale. De ces grandes assises diplomatiques, destinées à modifier si profondément l'ordre européen, ce sont les dernières dont l'histoire, renouvelée par une récente publication, nous est le plus exactement connue ; ce sont celles aussi qui, par la similitude de certaines situations, appellent les plus instructifs rapprochements avec les événements auxquels nous assistons aujourd'hui.

I

C'est le 11 avril 1814 que les représentants des puissances coalisées avaient pris acte de l'abdication de Napoléon ; dès le 23, ils signèrent avec la France un armistice dont les prin-

(1) Commandant M.-H. Weil, *Les Coulisses du Congrès de Vienne;* 2 vol. in-8, Paris, Payot, 1917.

cipales dispositions passèrent dans un traité définitif conclu moins de cinq semaines après (30 mai).

Comme celui du 11 novembre dernier, l'armistice du 23 avril avait pour objet avoué de mettre fin aux hostilités; en réalité, il préjugeait déjà les stipulations de la paix future, car la ligne de démarcation qu'il traçait entre les armées belligérantes avait un caractère beaucoup plus politique que militaire. Les unes et les autres devaient se retirer en deçà des limites de l'ancien royaume de Louis XVI, telles qu'elles existaient au 1er janvier 1792. Par cet arrangement, la France renonçait sans doute aux places fortes et aux territoires où flottait encore son drapeau au delà des Alpes et du Rhin; mais elle en voyait revenir les garnisons et les troupes, et achetait à ce prix, avec la libération de ses prisonniers des précédentes guerres, l'évacuation immédiate par les Alliés de sa capitale et de ses provinces de l'Est : avantage inappréciable, lorsqu'on se rappelle les douleurs prolongées de l'occupation prussienne après 1871, et dont le bénéfice fait honneur à l'habileté de Talleyrand, qui l'avait obtenu.

Les négociations de paix ne semblaient plus désormais devoir soulever de difficultés, puisque cet accord préliminaire venait d'en fixer avec précision les bases territoriales. Elles donnèrent lieu pourtant à des discussions propres à montrer avec quelle élasticité un peuple vaincu peut se ressaisir et en imposer à ses adversaires, s'il garde lui-même l'état d'âme d'un vainqueur. Les Alliés avaient invoqué avec tant de solennité contre Napoléon le principe de l'équilibre européen que, pour paraître le respecter, ils se défendaient de vouloir anéantir la France et s'étaient même laissés entraîner à des déclarations répétées, quoique assez vagues, sur l'opportunité de lui accorder un léger arrondissement de territoire comme compensation aux larges annexions projetées par eux-mêmes. Dans une première entrevue avec leurs représentants (9 mai), les plénipotentiaires français, d'Osmond et Laforest, s'en prévalurent pour réclamer au nom de leur pays une large bande de territoire située au Sud d'une ligne tirée d'Ypres à Spire, et englobant les villes de Courtrai, Mons, Namur, Arlon, Luxembourg, Sarrelouis, Kaiserslautern et Landau; elle comprenait, avec une population d'un million d'âmes, une barrière de forteresses dont de récents événements ont démontré la valeur pour la

sécurité de la France. Si modérée que nous paraisse cette revendication, elle a été qualifiée d'impudente *(unverschämt)* et d'inouïe *(unerhört)* par les historiens allemands qui l'ont relatée; lorsqu'ils l'entendirent formuler pour la première fois, les plénipotentiaires prussiens levèrent les bras au ciel, en protestant qu'elle dépassait de beaucoup l'étendue des dédommagements promis à la France. On finit par transiger en lui accordant quelques acquisitions partielles au delà des frontières de 1792 : en Belgique, les sources de l'Oise (Philippeville et Marienbourg); en Allemagne, Sarrelouis et Landau, avec une partie du bassin de la Sarre ; dans le Jura, le pays de Gex; sur les Alpes, les arrondissements de Chambéry et d'Annecy. L'Angleterre, de son côté, se taillait sa part dans le domaine colonial qu'elle avait conquis. Un congrès général devait enfin se réunir à Vienne dans un délai de deux mois pour compléter les dispositions du traité, mais sur les bases qu'arrêteraient entre elles les puissances coalisées contre la France.

L'on aperçoit au premier coup d'œil l'étendue des sacrifices auxquels celle-ci devait consentir, à la suite de ses défaites. Elle voyait sa situation territoriale définitivement réglée, sans espoir de l'améliorer dans un congrès où elle assisterait passivement au partage de ses dépouilles, en vertu d'accords conclus sans elle et contre elle. — Si la haine de ses adversaires n'avait été que trop prévoyante sur ce point, elle semblait en revanche être restée en défaut lorsqu'ils avaient négligé de faire figurer la levée d'une contribution de guerre et la nécessité d'une occupation militaire parmi les garanties nécessaires à prendre contre le pays vaincu. Ce n'était point toutefois la faute des Prussiens accourus à la curée, et dont les représentants présentèrent à leurs collègues français une note de 160 millions, pour fournitures de guerre impayées entre 1807 et 1812. Ils en furent pour la honte de leur rapacité. Leurs prétentions rencontrèrent d'abord la répugnance d'Alexandre et échouèrent ensuite devant l'insurmontable résistance de Louis XVIII : ce dernier déclara que, plutôt que d'y céder, il se laisserait interner aux Tuileries, comme autrefois Pie VII au Vatican; il ajouta même que, tous comptes faits, il aimerait mieux dépenser 300 millions pour combattre les Prussiens que 100 pour les satisfaire. Quant à la question de l'occupation militaire, l'armistice du 23 avril l'avait déjà résolue par la négative.

Lorsque les souverains de Prusse et de Russie rentrèrent en vainqueurs dans leurs capitales, après la campagne, ils y trouvèrent un accueil dont la froideur fut attribuée à leur faiblesse envers la France. Quelques semaines après, quand leurs ministres se rendirent à Vienne, ils recueillirent sur leur passage à travers l'Allemagne les mêmes marques de désapprobation. On ne leur pardonnait pas d'avoir compromis par leurs ménagements la victoire que les militaires avaient gagnée par leur valeur, et de laisser debout la puissance qu'ils auraient dû abattre et enchaîner pour toujours.

II

L'ouverture du Congrès avait été primitivement fixée au 1er juillet 1814; des ajournements successifs en firent retarder la convocation jusqu'au 1er octobre. Contrairement à une thèse communément acceptée, et reprise tout récemment par la presse américaine, jamais assemblée représentative des intérêts européens ne se réunit sous de plus favorables auspices, n'éveilla de telles espérances et n'invoqua d'aussi nobles principes. Jamais les expressions de « paix durable » ou de « paix de justice » ne revinrent plus fréquemment dans les documents diplomatiques. D'autre part, l'opinion ressentait une telle lassitude de la guerre, un tel désir de voir substituer le régime du droit à celui de la force qu'elle faisait un crédit illimité aux hommes d'État investis de la mission de le fonder.

Cet élan d'optimisme général devait vite faire place à un désenchantement croissant. Le Congrès se laissa peu à peu entraîner du terrain des principes sur celui des intérêts, des projets de réorganisation générale aux disputes particulières de territoire, de la recherche des solutions définitives aux compromis temporaires ; il se sépara, alors qu'il était déjà regardé comme « une source d'embarras et d'amertume pour tout le monde, » sans laisser, au témoignage de Gentz, « aucun acte d'un caractère plus élevé, aucune grande mesure d'ordre et de salut public qui pût dédommager l'humanité d'une partie de ses longues souffrances. » Comment expliquer ce contraste entre ses prétentions et ses résultats?

La demi-faillite de son œuvre tient peut-être à ce qu'on lui demandait une perfection qui se rencontre rarement dans les

affaires humaines ; mais on peut en trouver des causes plus immédiates dans l'insuffisance de ses méthodes de travail, — dans l'influence de certaines personnalités dominantes, — et enfin dans les dissentiments profonds des grandes Puissances.

La première de ces faiblesses tenait à la composition même du Congrès. Comme il avait pour objet de reviser tous les changements survenus en Europe pendant vingt ans de bouleversements, tous les États étaient intéressés à ses décisions et s'y étaient fait représenter : les plus puissants par leurs souverains en personne ou leurs premiers ministres, les plus petits par un plénipotentiaire commun à plusieurs. Au total les missions des maisons souveraines comprenaient 90 membres, celles des médiatisés allemands, 53 : et ce chiffre, déjà si élevé, ne comprenait pas les nombreux avocats officieux des princes dépossédés, dont la présence faisait comparer Vienne à « une espèce de port franc où l'on accordait entrée libre à toutes les maisons qui avaient fait faillite. »

Paralysés d'abord par leur nombre, les membres du Congrès l'étaient également par l'étendue du programme soumis à leurs délibérations. Ils n'avaient point seulement à soutenir des revendications particulières, mais à résoudre des questions de droit public ou parfois d'ordre humanitaire, telles que celle de la traite des noirs, soulevée par l'Angleterre. Plusieurs d'entre eux les abordaient sans la liberté d'esprit nécessaire pour les résoudre, se trouvant liés par un véritable mandat impératif, représenté en l'espèce par des traités particuliers passés en 1813 entre la Prusse, la Russie, l'Autriche, la Bavière, et le Wurtemberg, coalisés contre Napoléon. Les arrangements territoriaux que préjugeaient ces accords conserveraient-ils leur valeur lorsque le moment serait venu de procéder au remaniement général de la carte de l'Europe ? Ce point soulevait les mêmes controverses que plus tard à la Conférence de Paris les conventions conclues en 1915 et 1916 pour l'attribution des côtes de l'Adriatique ou le partage de l'Asie-Mineure en zones d'influence.

Cette complexité d'intérêts et de composition rendait fort malaisée la tâche du Congrès, lorsqu'il eut à régler la procédure de ses travaux. Tous les États représentés, auraient-ils, comme semblait l'exiger le droit public, une part égale à ses délibérations ? C'eût été introduire la confusion dans ses

séances, en donnant aux plus petits une importance légale disproportionnée à leur force réelle. Il fallut, pour parer à ce danger, se résigner à ne leur laisser qu'un rôle consultatif, confier aux grandes puissances les solutions qui intéressaient toute l'Europe et enlever au Congrès le caractère d'assemblée délibérative, pour en faire un simple lieu de rendez-vous destiné à faciliter les échanges de vues entre les divers plénipotentiaires. Restait à déterminer quelles seraient ces Puissances directrices. Les Alliés de Chaumont (Angleterre, Russie, Prusse, Autriche) prétendaient faire survivre leur ligue au détrônement de Napoléon et prendre à eux seuls des décisions auxquelles les autres États n'auraient plus qu'à souscrire. On sait comment Talleyrand sut déjouer ce calcul, et les amener au cours de deux séances orageuses (30 septembre-8 octobre) à s'adjoindre les quatre autres signataires du traité de Paris (France, Suède, Espagne et Portugal) pour former une « commission préparatoire, » chargée d'ailleurs de rédiger de simples propositions.

Cette dernière concession ne représentait guère pour Talleyrand qu'une satisfaction de forme. En fait, le Congrès ne se réunit jamais en assemblée plénière; secondé seulement par quelques commissions spéciales, le « Comité des Huit » prit aussitôt et garda la haute main sur ses délibérations, comme le « Comité des Dix » à la Conférence de Paris. Lorsqu'en janvier 1815 l'urgence de certaines affaires lui eut imposé la nécessité de promptes décisions, il se concentra, par l'exclusion de la Suède, de l'Espagne et du Portugal, en un « Comité des Cinq, » dont l'activité rappelle celle du récent « Conseil des Quatre » chefs de gouvernement. Il reprit ensuite sa composition primitive, et ses membres signèrent seuls l' « Acte final » du Congrès, formé d'ailleurs de la simple juxtaposition de traités particuliers. Ces tâtonnements successifs avaient eu pour effet de sensiblement ralentir l'activité de l'assemblée.

Les suites auraient pu peut-être en être évitées, ou au moins atténuées, par l'autorité morale d'un homme d'État assez qualifié pour remplir cet office de « dictateur diplomatique » dont nous avons vu récemment l'institution recommandée comme aussi utile que celle d'un généralissime militaire. L'idée en fut agitée à Vienne même. Metternich, le plus en vue des ministres dirigeants de la coalition, semblait au premier abord destiné par l'autorité de son titre comme par sa

réputation d'adversaire heureux de Napoléon. Malheureusement, son prestige, grandi dans le mystère des chancelleries, s'évanouit bientôt au grand jour des discussions publiques.

A défaut d'un ministre, la direction morale du Congrès aurait-elle pu être prise par l'un des chefs d'État venus en personne à Vienne? L'opinion se félicitait à l'avance, comme d'une heureuse innovation, de l'impulsion que leur influence ne manquerait pas d'imprimer aux travaux de l'assemblée. Parmi eux, elle espérait baucoup d'Alexandre, qui y arrivait avec l'auréole de libérateur de l'Europe, en était resté l'idole et aspirait à en devenir le restaurateur. A l'épreuve, sa présence à Vienne apparut bientôt comme un embarras plutôt que comme un stimulant. Il y apportait, en effet, la prétention d'avoir été le seul souverain de la coalition à faire la guerre pour une idée, puisqu'il l'avait prolongée deux ans après avoir repoussé l'invasion et épuisé ainsi son unique grief contre Napoléon. Il s'en prévalut pour afficher à Vienne des exigences dont l'étendue ne tarda pas à contraster trop visiblement avec l'insuffisance des titres personnels qui auraient pu les justifier.

Il avait sans cesse à la bouche les expressions d' « idées libérales » ou de « lumières du Siècle; » mais il hasardait en même temps des déclarations comme celle-ci : « Les convenances de l'Europe sont le droit; » ou encore : « Vous me parlez toujours de principes; je ne sais ce que c'est. » A l'entendre, son unique préoccupation eût été le « bonheur des peuples, » au moins des peuples d'Occident; mais, séparé d'eux par la largeur de l'Europe comme par la distance d'une civilisation, il ne connaissait leurs besoins qu'à travers des rapports intéressés ou des idées préconçues. Il affectait un caractère chevaleresque, une fidélité à toute épreuve à sa parole, un dédain profond pour les « scribes » ou les « diplomates » et répétait volontiers : « Je ne suis qu'un soldat et je n'entends rien à la politique. » Cette profession de foi lui servait tour à tour à se dérober aux argumentations trop pressantes et à justifier un entêtement qui n'excluait, ni un sens très averti de ses intérêts, ni même des volte-faces utiles à ses projets. Aussi sa popularité subit-elle une éclipse dont la soudaineté contraste singulièrement avec l'enthousiasme qui l'avait d'abord accueilli. Pendant les derniers temps de son séjour, le gouvernement autrichien se vit forcé, pour lui épargner les insultes de la foule, de

tripler la garde de police qui protégeait ses promenades.

La considération qui échappait à Metternich et à Alexandre devait aller à un troisième personnage dont son habileté finit par faire l'arbitre du Congrès. Le plénipotentiaire français, le prince de Talleyrand, avait rencontré à son arrivée toutes les préventions qui s'attachaient à son passé d'ancien serviteur de Napoléon et à sa situation de représentant d'un pays vaincu ; il eut l'art d'imposer à la fois sa personne et sa mission par le désintéressement et par la logique de sa politique. Alors qu'on dénonçait autour de lui les désirs de revanche de la France, il proclama son intention de ne rien réclamer pour elle en dehors des limites du traité de Paris. Aux convoitises particulières dont l'ouverture du Congrès avait signalé le déchaînement, il fut le seul à opposer une doctrine cohérente, propre à résoudre toutes les questions en litige et à concilier tous les intérêts en présence. A la distance d'un siècle, cette doctrine apparaît sans doute comme dépassée par les événements; elle n'en garde pas moins une valeur pratique qui tient au sens bien français de la mesure dont elle était inspirée, à son caractère de compromis entre les excès de la force et les exagérations d'un idéalisme outré.

Elle reposait sur le double principe de la « légitimité » et de l' « équilibre. » La légitimité, c'était le droit pour les princes dépossédés de recouvrer leur couronne ou leurs États, s'ils n'avaient pas souscrit aux violences dont ils avaient été les victimes; il en résultait que l'Europe devait être reconstituée, au moins dans ses grandes lignes, sur les bases de son état territorial avant les bouleversements révolutionnaires. — Quant au principe de l'équilibre, Talleyrand lui-même le définissait comme « le rapport entre les forces de résistance et les forces d'agression des divers corps politiques. » En termes moins abstraits, il conduisait à combattre en Europe les progrès des grandes puissances, dont la force représentait une tentation inconsciente pour elles-mêmes et une menace permanente pour leurs voisins; à tenter de les neutraliser les unes par les autres, en établissant entre elles une certaine balance de forces; à favoriser enfin la formation à leurs côtés de petits États, qui pussent servir de barrières aux débordements de leurs ambitions. Ce principe avait inspiré en France toute la politique de l'ancien régime et rempli longtemps en

Europe cet office de régulateur qu'on voudrait attribuer aujourd'hui à la « Société des Nations. » L'avenir seul montrera s'il présentait moins de garanties pour le maintien de la paix.

Tandis que Talleyrand annonçait son intention sincère de le défendre, les Alliés de Chaumont ne l'avaient proclamé que pour servir des intérêts égoïstes. Peut-être d'ailleurs seraient-ils parvenus, en raison de leur prépondérance, à imposer leurs vues, s'ils n'avaient été eux-mêmes profondément divisés. Ils ne s'étaient entendus à Paris que contre un retour offensif de la France, en plaçant sur ses flancs un Royaume des Pays-Bas grossi de la Belgique, une Suisse neutralisée, un Piémont agrandi de Gênes, avec l'Autriche comme arrière-garde ; mais leurs ambitions particulières devaient se heurter sur la plupart des autres questions territoriales à résoudre.

Pour empêcher ces divergences de vues de dégénérer en conflit, les Alliés de Chaumont auraient eu intérêt à consentir dès le début aux sacrifices auxquels ils devaient se résigner par la suite, à aborder avec décision les questions en litige, pour les trancher avec promptitude par des concessions réciproques : ils se seraient ainsi présentés au Congrès avec un programme commun, auquel Talleyrand n'aurait eu qu'à souscrire. Faute de résolution, ils préférèrent suivre d'autres voies. Éviter de s'expliquer dans l'illusion de mieux arriver à s'entendre, effleurer tous les problèmes sans les résoudre, ajourner au lendemain ou laisser au hasard la solution des plus importants, placer au premier plan ceux dont l'étude devait couronner et non inaugurer leurs travaux, telles furent les méthodes dilatoires par lesquelles ils se flattèrent longtemps de tromper à la fois l'activité du Congrès et l'attente du public. Tandis que le pays vaincu allait en profiter pour prendre une revanche diplomatique de ses désastres militaires, l'opinion devait s'en montrer profondément découragée.

III

Les Viennois croyaient en septembre, sur la fois d'un propos prêté à Metternich, que le Congrès serait aussitôt convoqué et terminerait ses opérations en quatre semaines. Leur confiance reçut de sérieuses atteintes quand ils en virent l'ouverture nominale reportée du 1er octobre au 1er novembre ; quand ils

eurent vent des discussions qui avaient marqué l'introduction de Talleyrand dans le concert européen; quand surtout d'inévitables indiscrétions leur eurent révélé la profondeur des dissentiments qui séparaient les Alliés de Chaumont. Dès le mois de septembre, c'était une opinion assez répandue dans les salons politiques que ceux-ci « feraient comme les pères du Concile de Nicée, qui décidèrent la question de la Trinité à coups de poing; » ou en d'autres termes que cette assemblée de la paix aurait pour résultat immédiat une nouvelle guerre. Les plus optimistes prévoyaient qu'elle se séparerait très prochainement, après avoir constaté son impuissance à rien conclure : « Le Congrès n'est pas autre chose, déclarait un témoin, qu'un entr'acte dans la grande tragédie de l'histoire universelle, qu'un armistice dans le *bellum omnium contra omnes.* » « C'est une mauvaise pièce dont l'auteur est sifflé, ajoutait crûment un confident de l'envoyé prussien, Humboldt. » Loin de se calmer en novembre, les inquiétudes publiques se trouvèrent entretenues par le mystère impénétrable qui entourait les séances des Huit et qui faisait dire à un plaisant : « Rien ne transpire. Ces messieurs ont honte de laisser voir qu'on ne fait rien. »

Au mécontentement causé par ces lenteurs s'ajoutaient des récriminations inspirées au public par le trouble croissant que la présence de tant d'illustres personnages apportait dans son existence matérielle. On se plaignait alors à Vienne, autant qu'à Paris un siècle plus tard, du renchérissement de la vie et des difficultés financières. L'argent jeté dans la circulation par des hôtes opulents et généreux faisait monter le prix de tous les objets de première nécessité. Les fêtes continuelles données en leur honneur entraînaient pour les dames des frais de toilette dont elles se plaignaient moins vivement encore que leurs maris. Pour couvrir enfin les frais de la somptueuse hospitalité qu'elle offrait aux souverains et à leurs ministres, la Cour avait dû recourir, soit à une contribution qu'on appelait ironiquement *Burgeinquartierungssteuer* (Impôt du casernement au Palais impérial), soit à une émission nouvelle, ajoutée à tant d'autres, de 500 millions de papier-monnaie, et dont tous ressentaient les inconvénients.

En décembre, la nécessité apparut à tous d'aboutir enfin, en liquidant les questions de Saxe et de Pologne, les plus

importantes et les plus épineuses de celles qui restaient en suspens. Gardant jusqu'au dernier moment l'espoir de les résoudre sans la France, et de rompre à cet effet l'union intime de la Russie et de la Prusse, Castlereagh, premier plénipotentiaire anglais, et Metternich s'adressèrent confidentiellement, le premier à Alexandre pour le faire renoncer à ses projets sur la Pologne, le second à Hardenberg pour les lui faire combattre, en offrant à tous deux le sacrifice de la Saxe comme prix de leur complaisance. Ces tentatives maladroites ayant eu pour unique résultat de découvrir les intentions secrètes de leurs auteurs et de resserrer les liens qu'elles avaient pour objet de relâcher, il fallut en finir par où on aurait dû commencer, et remplacer les échanges de vue partiels par des négociations en règle.

Elles devaient être facilitées par le rapprochement que les circonstances imposèrent alors aux adversaires du bloc russo-prussien. Indifférent jusqu'alors au sort de la Saxe, Castlereagh se joignait désormais à l'Autriche, peut-être sur des instructions venues de Londres, pour en soutenir le maintien. De son côté, Talleyrand multipliait ses efforts pour dissiper les dernières préventions inspirées par son pays, renouvelait ses protestations de désintéressement territorial, développait les principes généraux qui servaient de règle à sa conduite, et ralliait les petits États autour de la cause de l'équilibre, qu'il déclarait représenter. Quand il eut suffisamment avancé ce travail de préparation morale et surmonté les dernières répugnances qu'on éprouvait à le mêler aux grandes affaires du Congrès, les puissances se trouvèrent rangées en deux camps bien tranchés, et aussi unies dans l'un que dans l'autre.

A partir de ce moment, les événements devaient se précipiter pour les entraîner à une rupture ouverte. Annoncée par deux notes (10-19 décembre), où l'Autriche et la France affirment à nouveau le droit pour le roi de Saxe de conserver son trône ; rendue probable par une contre-note (20) où la Prusse persiste à réclamer sa dépossession, sauf à l'indemniser sur la rive gauche du Rhin, cette rupture devient un fait accompli quand se réunit pour la première fois (31) une « commission de statistique » chargée d'examiner de plus près le nombre d'habitants des territoires contestés et de tenter un dernier effort de conciliation. Les militaires prussiens y montrent une telle intransigeance, y tiennent un langage tellement agressif

que Castlereagh court exhaler son indignation chez son collègue de France, auquel il déclare fièrement que l'Angleterre ne recevra de lois de personne. Saisissant avec empressement une occasion attendue avec impatience, ce dernier lui persuade qu'une alliance de leurs deux pays avec l'Autriche rabattra promptement les prétentions russo-prussiennes : le projet en est aussitôt dressé, soumis à l'approbation de Metternich, augmenté d'une clause qui oblige les puissances contractantes à mettre 150 000 hommes au service de la cause commune, et transformé le 3 janvier 1815 en traité définitif.

Aussitôt après y avoir apposé sa signature, Talleyrand laissa éclater sa joie dans une lettre où il en expliquait au Roi les avantages : « Maintenant, Sire, s'écriait-il, la coalition est dissoute, et elle l'est pour toujours ; non seulement Votre Majesté n'est plus isolée en Europe, mais Elle a déjà un système fédératif tel que cinquante ans de négociations ne sembleraient pas pouvoir parvenir à le lui donner. Elle marche de concert avec deux des grandes puissances... Elle sera bientôt le chef et l'âme de cette union formée pour la défense des principes qu'elle a été la première à proclamer. » Pour apprécier si ce chant de triomphe était justifié, il suffit de s'imaginer un instant quelle impression profonde produirait actuellement en Europe une alliance de l'Allemagne écrasée avec l'une des Puissances de l'Entente contre les autres. Lors de l'ouverture du Congrès, la France se trouvait isolée, traitée en vaincue, presque en pestiférée ; Talleyrand avait réussi, non seulement à forcer le blocus diplomatique formé autour d'elle, mais à dissocier la coalition sous laquelle elle avait succombé. Ce résultat faisait ressortir, en même temps que son habileté, les maladresses et les fautes auxquelles il en était redevable. Pour ne rien vouloir céder de leurs prétentions respectives, ses partenaires au Congrès n'avaient pu l'empêcher de profiter de leurs discordes et de les opposer les uns aux autres ; aggravant leur imprudence par leur irrésolution, ils avaient compté sur le temps pour résoudre des questions qui exigeaient une action énergique et de prompts sacrifices. L'égoïsme de leurs convoitises et les atermoiements de leur politique portaient les fruits qu'on en pouvait attendre : trois mois après avoir proclamé l'éternité de leur union, ils se voyaient acculés à un conflit ouvert et conduits à deux doigts d'une guerre entre alliés

IV

Ils n'eurent pas besoin toutefois d'en venir à cette extrémité, car aucun d'eux ne voulait prendre la responsabilité d'une conflagration générale au moment où ils prétendaient apporter à l'Europe les bienfaits de la paix; de leur côté, les Russes et les Prussiens se montrèrent plus accommodants en voyant leurs adversaires devenir plus résolus. Le différend fut apaisé, comme il aurait dû l'être dès le début, au moyen d'un compromis. La Prusse se contenta des deux tiers de la Saxe, après en avoir réclamé la totalité, la Russie, de son côté, lui abandonna quelques morceaux de la Pologne, en gardant tout le reste. — Quelques marchandages de détail retardèrent jusqu'au milieu de février la répartition définitive des territoires en litige. Presque à la même date, la question de Naples, la dernière qui parût de nature à susciter de sérieuses difficultés, se trouva résolue par un coup de tête du principal intéressé. Croyant sa cause perdue devant le Congrès, Murat préféra recourir aux armes pour sa défense, appela l'Italie à l'indépendance, et provoqua contre lui une exécution militaire qui aboutit au rétablissement des Bourbons sur leur ancien trône.

Après avoir ainsi traversé la crise décisive de son existence, le Congrès n'eut plus à régler que des affaires qui exigeaient plus de patience que de décision. Avant d'en finir avec son histoire, il convient toutefois de rappeler comment il a résolu deux questions destinées à engager l'avenir pour plus d'un siècle, et auxquelles de récents événements ont prêté un singulier intérêt d'actualité.

La première avait été soulevée par les discussions relatives au sort de la Saxe. La Prusse attachait un tel prix à l'annexion de ce pays qu'elle proposait d'en indemniser le Roi avec une souveraineté nouvelle, formée de territoires disponibles sur la rive gauche du Rhin, et comprenant tout le Luxembourg, l'ancien évêché de Trèves, la région de Malmédy et enfin Bonn comme capitale. Dans la pensée de Hardenberg, cette création, qui englobait 700000 habitants, aurait dû être complétée par celle d'un autre État, d'importance moitié moindre (276 000 âmes), constitué plus au Nord entre la Meuse et le Rhin, et destiné à la maison de Nassau en échange de ses possessions

westphaliennes. De cette manière, la Prusse aurait été séparée de la frontière française par deux petits États intermédiaires.

Si elle renonçait à s'étendre sur la rive gauche du Rhin, elle tenait toutefois à en occuper solidement la vallée, et Hardenberg motivait ce désir sur des considérations utiles à retenir à l'heure actuelle : « Il est essentiel pour la sûreté de la Prusse, écrivait-il, que le Rhin lui soit donné. Mais rien ne me semble plus fâcheux que de faire une frontière du cours d'un fleuve : c'est là un principe de division militairement insuffisant, politiquement dangereux. Les deux rives doivent appartenir à la même puissance. C'est pourquoi la Prusse réclame formellement, à gauche du Rhin, entre Mayence et Wesel, une « lisière » de largeur variable, mais comprenant environ 422 000 habitants. »

Malgré cette dernière précaution contre une invasion possible, on peut s'étonner de voir la Prusse renoncer d'elle-même, lors de sa recomposition, à ce rôle de « Sentinelle du Rhin » qu'elle devait revendiquer plus tard avec tant d'âpreté. C'est en France surtout que nous nous sommes habitués à soutenir la nécessité de ne pas laisser son territoire en contact immédiat avec notre frontière : il est curieux de constater que ce soit là une idée d'origine toute prussienne, professée par toute une école de publicistes et d'hommes d'État. Dès 1813, dans un mémoire sur la future constitution allemande, le baron de Stein préconisait la formation sur le Rhin d' « un nouvel État intermédiaire, qui serait le bastion de l'Allemagne contre son ennemie naturelle. » Un peu plus tard, à Francfort (décembre), après un entretien avec lui, Humboldt fondait la même thèse sur une théorie complète des « États-tampons » destinés à prévenir par leur interposition les chocs possibles entre les grandes nations militaires. Après la victoire enfin, les principaux ministres et généraux prussiens, réunis à Paris pour délibérer en commun sur la reconstitution de leur monarchie (29 mai 1814), résumèrent dans un mémoire officiel des conclusions partant de ce principe « qu'il était préférable de ne pas laisser la Prusse en contact immédiat avec la France. » En réalité, ainsi qu'ils eurent mainte occasion de l'expliquer, ils tenaient moins à l'extension qu'à la consistance de leurs territoires et à l'augmentation qu'à l'homogénéité de leurs populations. A ce double point de vue, pouvaient ils

hésiter entre les provinces saxonnes et les provinces rhénanes : les unes voisines du cœur de la monarchie, dont elles auraient porté la frontière jusqu'à la limite naturelle des Monts de Bohême; les autres séparées de la capitale par une longue distance comme par une solution de continuité, difficiles à défendre en raison de leur éloignement et de leur situation excentrique; les premières, protestantes de religion, purement allemandes de race et d'esprit; les secondes, catholiques, voisines de la France, pénétrées par son influence comme par les souvenirs de sa domination et par cela même plus difficiles à assimiler? On s'explique donc que l'annexion en ait eu pour partisans principaux les plénipotentiaires anglais, désireux pardessus tout de confier à une Puissance militaire la garde d'une solide barrière stratégique contre la France.

Si on n'avait accepté à Berlin cette solution que comme un pis-aller, n'était-elle pas également contraire à l'intérêt de notre pays, et Talleyrand, en repoussant la combinaison qu'avaient voulu y substituer à la dernière heure les ministres prussiens, n'a-t-il pas commis une faute destinée à peser pendant un siècle sur notre politique extérieure? Ne valait-il pas mieux en effet placer entre la Sarre et le Rhin, à quelques marches de notre capitale, un petit État qu'un grand, un souverain nécessairement inoffensif qu'une Puissance de premier ordre, qui servait alors d'avant-garde à l'Europe? Ne valait-il pas mieux la Prusse sur les flancs de la Bohême, dans une situation qui aurait accru sa rivalité avec l'Autriche, que sur les frontières de la France? Telle est la question dont le débat a longtemps divisé les divers historiens du Congrès. La lumière qu'y projettent les événements actuels semble permettre de la résoudre définitivement dans un sens favorable à Talleyrand. Il a pu prêter à la critique par le retard et l'insuffisance des informations qu'il a transmises à Louis XVIII sur les propositions prussiennes; il n'a pas manqué de prévoyance en les repoussant. Consentir au transfert forcé du roi de Saxe sur le Rhin, c'était d'abord pour lui renoncer au bénéfice de ce principe de légitimité à la défense duquel il devait toute l'autorité morale si péniblement acquise au Congrès. Satisfaire les convoitises de la Prusse dans l'Allémagne centrale, c'était en former une monarchie compacte, au lieu d'un État coupé en deux tronçons, dont Voltaire comparait plaisamment la forme

à celles d'une « paire de jarretières; » c'était enfin favoriser la réalisation de ses rêves anciens de suprématie germanique et avancer peut-être d'un quart de siècle son œuvre de 1866. Sur ce point, l'ardeur sincère que ses ministres mettaient à préférer la Saxe au Rhin représentait pour un adversaire clairvoyant la plus instructive des contre-indications.

Cet inconvénient du moins n'aurait-il pas été compensé par la sécurité qu'eût donnée à la France la constitution sur ses frontières du Nord-Est d'un État-tampon destiné à se mouvoir dans son orbite? Le sort du Luxembourg, et même de la Belgique, dans la dernière guerre, vient de montrer quels faibles obstacles des créations de ce genre peuvent opposer à l'offensive déterminée d'une puissance envahissante. Il ne faut pas oublier d'autre part que Talleyrand avait pris la précaution d'empêcher toute contiguïté immédiate entre les territoires de la France et de la Prusse; c'est un fait trop peu connu, et qui resterait oublié, si lui-même ne l'avait pas relevé, qu'ils ne sont devenus limitrophes que par le second traité de Paris (20 novembre 1815) : d'après l'acte final du Congrès de Vienne, ils devaient être séparés par une zone rectangulaire de terrain, étendue entre Sarrebrück et Trêves sur la rive droite de la Sarre, peuplée de 70 000 âmes et dévolue à l'Autriche pour compléter les dédommagements promis à certains princes allemands. En toute impartialité, la politique suivie sur ce point par Talleyrand semble donc, avant d'être justifiée par l'avenir, avoir répondu à la fois à la logique de sa situation et aux intérêts de son pays.

Après avoir tracé les frontières des divers États allemands, il restait à leur donner une organisation commune. Ce fut le rôle d'une commission spéciale, dont les travaux remplirent les dernières semaines du Congrès. A l'heure actuelle, son œuvre n'est plus qu'un souvenir, mais conserve pourtant cet intérêt d'avoir représenté, dans un cadre restreint et avec des peuples de même race, un essai de « Société des Nations, » c'est-à-dire une tentative pour unir des souverainetés distinctes en un seul corps politique, au moyen d'obligations et de garanties réciproques. Selon que l'on avait surtout en vue les intérêts communs du corps germanique ou les intérêts particuliers de ses membres, on pouvait le reconstituer d'après deux types, que les théoriciens du droit public désignaient par les appellations de *Staatenbund* (Confédération d'États) ou de *Bundesstaat*

(État fédératif). La première conception ne répondait guère qu'à une alliance permanente, conclue contre les agressions du dehors et les discordes intérieures, entre des États qui gardaient la plénitude de leur souveraineté, et dont l'organe commun était réduit à un titre honorifique et à une influence morale. D'après la seconde, réalisée par la Prusse après 1866, ils abdiquaient une partie de leurs droits entre les mains d'un pouvoir central, supérieur et distinct, possédant des institutions et des ressources propres, disposant d'une force légale pour trancher leurs différends et d'une force armée pour leur imposer ses décisions.

De ces deux solutions, la première était celle des patriotes allemands, et le plus autorisé d'entre eux, le baron de Stein, comptait la réaliser en restituant à l'Autriche l'ancienne dignité impériale, accompagnée d'attributions plus étendues que par le passé. Insensible à l'éclat d'un titre dont il était déjà revêtu dans ses domaines héréditaires, l'empereur François en redoutait surtout les obligations et les responsabilités. Il déclina donc l'offre qu'il avait reçue, mais avec la ferme intention d'empêcher qu'elle pût profiter à d'autres. Par un appel habile aux sentiments particularistes des petits États allemands, il réussit donc à faire échouer les diverses combinaisons successivement proposées pour partager le pouvoir suprême, soit avec la Prusse par la formation de deux Confédérations du Nord et du Sud, soit avec les royaumes secondaires par la division de l'Allemagne en cinq cercles, ayant chacun à sa tête un État dominant. — Le résultat de ces manœuvres apparut dans l'Acte constitutif de la Confédération germanique (8 juin) : le texte en portait qu'un lien permanent unirait à l'avenir les princes « souverains » de l'Allemagne. L'adjonction de cette simple épithète avait une portée que précisaient deux articles subséquents. L'un (3) assurait une complète égalité de droits à tous les membres de la Confédération ; l'autre (7) exigeait l'unanimité des suffrages pour le règlement des questions les plus importantes qu'ils pussent avoir à résoudre.

Ces restrictions rendaient impossible en fait l'exercice de l'autorité fédérale. Les conséquences devaient s'en dérouler au cours du siècle, aussi favorables à la France que désastreuses pour l'Allemagne : c'étaient, pour l'une, la sécurité de ses frontières assurée jusqu'à la réalisation de l'unité germanique ;

pour l'autre, trente années d'impuissance et de stagnation (1815-1848), deux d'anarchie (1848-1849), et pour terminer une crise organique aboutissant à une guerre fratricide. Considérée comme expérience de droit public, cette tentative apparaît à distance comme moins heureuse qu'instructive ; elle montre qu'une société d'États ne peut s'établir et fonctionner avec tous ses avantages que si chacun d'eux se dépouille au profit de tous d'une partie de ces droits de souveraineté que les nations modernes considèrent comme l'attribut le plus précieux et la garantie de leur indépendance.

S'il fallait chercher une excuse aux fautes commises par les auteurs de la constitution germanique, on la trouverait dans les circonstances au milieu desquelles ils durent en achever l'élaboration. Le débarquement de Napoléon à Fréjus, dont ils apprirent la nouvelle le 6 mars, les força de précipiter la marche de leurs travaux et de les achever au bruit des armes.

Si leur œuvre de réorganisation européenne a été condamnée par le temps, les utiles sujets de réflexion qu'elle nous offre nous enlèvent pourtant le droit de la considérer comme entièrement stérile. Les désillusions même auxquelles elle a donné lieu sont de nature à nous mettre en garde contre l'exagération d'espoirs fondés sur la méconnaissance des imperfections inhérentes à toute œuvre humaine. Des compromis auxquels elle a abouti ressort cette évidence qu'un principe unique est impuissant, si général soit-il, à résoudre la diversité des problèmes internationaux et que l'application théorique doit en être tempérée par une conciliation opportune entre les intérêts en présence. Enfin, les difficultés auxquelles le Congrès a été exposé par suite de ses lenteurs mettent en relief cette vérité, trop souvent méconnue, que les mêmes qualités de décision font les succès diplomatiques et les victoires militaires; et que c'est une périlleuse méthode de s'en remettre au temps pour terminer des différends qu'il est souvent plus propre à envenimer qu'à apaiser.

ALBERT PINGAUD.

REVUE LITTÉRAIRE

UN RENOUVEAU DU ROMAN ROMANESQUE (1)

M. Paul Bourget, dans la préface qu'il a donnée au roman de M. Gérard Bauër, *Sous les mers*, écrit : « Il y a là du mouvement, de la force, une belle tenue de style, et surtout ce que j'ai apprécié très particulièrement : de l'imagination. L'imagination! C'est la faculté maîtresse du romancier, ou plutôt ce devrait l'être... » On a pris l'habitude, — et l'habitude est si reposante! — de considérer M. Paul Bourget comme un psychologue et puis comme un moraliste catholique : alors, on s'étonne de le voir déclarer l'imagination « la faculté maîtresse du romancier; » pour s'étonner plus commodément, on oublie toute la gaieté d'imagination qu'il y a dans ses derniers romans, par exemple, et dans *Némésis*. Le roman, dit-il, est un genre littéraire extrêmement souple; et certes on ne finirait pas de compter les variétés de ce genre qui sont nées depuis un demi-siècle chez nous. Cependant un genre littéraire, et même libre, a ses règles ou, du moins, car ce mot n'est plus à la mode, ses « conditions » qu'il ne saurait méconnaître sans se dénaturer. Ainsi, la poésie ne se passe point d'émotion; le roman, d'imagination. Voici deux romans : *les Trois Mousquetaires* et *Bouvard et Pécuchet*. Dans son roman, Flaubert a « dressé une encyclopédie de la sottise instruite et, en réduisant au minimum l'intrigue, les incidents, les passions, enfin toute la partie imaginative, » il a « failli dénaturer l'art du roman. » *Les Trois Mousquetaires* du « génial » Dumas, c'est « une prose enlevée à la va-vite; les caractères sont à peine schématisés;

(1) *Sous les mers*, par Gérard Bauër, préface de Paul Bourget (l'Édition française illustrée); — *Kœnigsmark*, par Pierre Benoit (Emile-Paul); du même auteur, *l'Atlandide* (Albin Michel).

l'invraisemblance est continue : quels organismes humains ont jamais suffi à des aventures comme celles des quatre amis chevauchant à la poursuite des ferrets de diamants dont l'absence perdrait la Reine? Pas de paysage; pas de descriptions. Et c'est une merveille de récit. C'est un magnifique roman. » Si d'ailleurs vous préférez *Bouvard et Pécuchet*, peut-être n'avez-vous pas tort : ou bien, si vous avez tort, continuez! Toujours est-il que, le roman, « c'est d'abord une histoire contée » et que « le don de s'imposer à l'imagination par l'imagination est proprement celui du conteur. » Le romancier ne serait donc qu'un « amuseur? » Eh! c'est déjà très joli; et, si vous refusez l'honnête amusement d'un conte aimable et qui n'essaye que de vous plaire, vous avez trop d'orgueil ou d'autres divertissements.

Il n'y aurait pas beaucoup à chercher, et il n'y faudrait pas de malice, pour trouver dans l'œuvre de M. Paul Bourget, dans son œuvre de critique et de romancier, une idée assez différente de celle-là, touchant la littérature et le roman : différente et, je ne dis pas, contradictoire. Quand il écrit à présent : « L'observation, l'analyse, la discussion d'idées s'y surajoutent... » à cette « histoire contée » qu'est le roman, « et donnent plus ou moins de valeur à cette histoire; mais il faut qu'il y ait une histoire et il faut qu'elle soit contée; » il indique la façon de résoudre l'apparente contradiction. Et il écrit aussi : « Le roman, non seulement ne se dénature pas, mais il s'enrichit, lorsque le conteur donne de la portée à son récit, pourvu encore une fois qu'il le maintienne dans le mouvement de la vie. » L'on peut réduire ces formules à n'être que de sages conseils : redoutez, ô romanciers, d'ennuyer votre lecteur; l'observation, l'analyse et la doctrine, toutes seules, sans l'attrait d'une histoire bien contée, ne le tiendront pas en éveil. Mais l'auteur des *Essais de psychologie contemporaine*, dans l'étude qu'il fait de romanciers tels que Flaubert, Stendhal, Ivan Tourguéniev et les Goncourt, et l'auteur de *Mensonges* ou du *Démon de midi* ne semble pas admettre que « l'observation, l'analyse et la discussion des idées, » la doctrine même, ne soient, pour ainsi parler, que des ornements bons à « enrichir » une histoire. Quel est, en somme, le principal, ou bien l'histoire, ou bien les idées? Selon vos goûts et votre choix, vous préférerez *les Trois Mousquetaires* ou *Bouvard et Pécuchet*.

Sous l'influence du positivisme et de la science appliquée à toutes choses, appliquée même à ce qui n'est pas son affaire, il s'est produit, dans le dernier tiers du siècle précédent, une vive réaction,

méthodique et acharnée, contre le romantisme. On inventa le réalisme; on l'inventa, comme on invente, après deux ou trois mille ans de littérature, ceci ou cela : on retrouva le réalisme. Le roman fut chargé de peindre la réalité. Les romanciers se partagèrent la réalité, les villes et les campagnes, les ouvriers, les bourgeois, le clergé, le monde élégant. La littérature devint une enquête immense et méticuleuse. Les littérateurs se mirent à la recherche des documents ; l'imagination n'était pas en faveur. Du reste, on l'a remarqué, les meilleurs romanciers réalistes avaient beaucoup plus d'imagination qu'ils ne le croyaient : voire, ils avaient l'imagination romantique. Toujours est-il que leur volonté scientifique, et fût-elle assez maladroite, a modifié le roman pour longtemps. Un peu plus tard, il y eut, contre le positivisme, une réaction des philosophes ou penseurs, métaphysiciens et moralistes. Le roman, qui s'était accoutumé à suivre la pensée contemporaine, s'éprit de philosophie; nous avons eu le roman psychologique, et positiviste encore à sa manière, puis le roman métaphysique et le roman moral, et politique et social. Une extraordinaire profusion des idées, et de toutes sortes, et venues de partout, se répandit et gagna en grand désordre le roman. Les théoriciens pullulèrent, et les apôtres. Il n'est pas une vérité, il n'est pas une erreur qui n'ait eu ses romans. Et le roman fut la bataille des idées. Quand on relisait alors, dans la préface de *Bérénice :* « La principale règle est de plaire et de toucher, » et, dans la *Critique de l'École des femmes :* « Je voudrais bien savoir si la grande règle de toutes les règles n'est pas de plaire, » il fallait conclure à la futilité de Racine et de Molière !

Peut-être allons-nous voir, en notre pays, la littérature se dégager de maints soucis dont naguère on l'avait chargée et revenir joliment à son ancien désir de plaire. Il y a comme un renouveau du roman romanesque. On l'aperçoit dans l'œuvre qu'a louée M. Paul Bourget, et sous le charme de laquelle il a un peu incliné au plaisir du conte sa philosophie de la littérature; et dans l'œuvre d'un jeune romancier qui, dès son début, montre une singulière netteté d'intentions, M. Pierre Benoit, l'auteur de *Kœnigsmark* et de *l'Atlantide.*

Le roman de M. Gérard Bauër, *Sous les mers*, a ses héros en Allemagne pendant la guerre. Ils font la guerre, et le plus abominablement : car ils sont officiers de marine, et à bord d'un sous-marin, pirates, meurtriers de femmes et d'enfants, camarades de ceux qui ont coulé le *Lusitania ;* ils coulent un navire-hôpital, quant à eux. Comment nous intéresser à de telles gens? L'un des pirates est bien

exactement un Boche, le capitaine von Hartig : nous le détesterons. L'autre, non ; car il est de nationalité allemande, mais de race et d'âme plus douce, l'aimable et triste rêveur Levinski, un Polonais. Dans sa jeunesse, il a souhaité la vie hasardeuse, au grand air de l'Océan. La guerre éclate : il est lieutenant de vaisseau ; on le désigne pour second du sous-marin l'*U-51*, capitaine von Hartig. Et ces deux hommes, qui ont à vivre côte à côte et qui sont ensemble au même travail, font un contraste bizarre et douloureux. Levinski a l'horreur de sa tâche; mais l'autre commande : il obéit. Et la souffrance de Levinski serait un épisode de « grandeur et servitude militaires, » si l'auteur n'avait eu un dessein plus romanesque : l'auteur nous fait aimer son Levinski pour les malheurs qu'il endure. Ce Levinski est amoureux. Sa bien-aimée n'est pas digne de lui. Et n'est-elle pas digne de lui, l'infortunée Maria Lesser, de son vrai nom Maria Lassievitch? Elle a commis des fautes lamentables ; elle a été servante au bar ; et, parmi ses amants, elle se souvient de von Hartig. Maintenant, quasi rangée, elle a un emploi dans la police et l'espionnage : l'une de ses fiches a eu cette conséquence de faire désigner le bon Levinsky pour l'*U-51*. Levinski devrait la mépriser et haïr. Il ne sait rien d'elle et ne veut rien savoir d'elle : il l'aime. Et elle aussi vient à l'aimer, de l'amour le plus délicatement pur. Changer ainsi? N'attendez pas une romantique anecdote de réhabilitation morale. Tout simplement, Maria dit : « La souffrance prépare plus à l'amour qu'elle ne vous en garde... » Elle n'essaye pas d'analyser davantage son changement; l'auteur non plus ne l'essaye pas. Maria aime Levinski; et Levinski aime Maria. Il est Polonais d'origine; et elle, par sa mère, est d'origine russe : par sa mauvaise chance, elle est une enfant perdue. Ils ne sont Allemands ni l'un ni l'autre et leur mutuel amour sera bouleversé par la guerre allemande. L'*U-51* qui mène Levinski sur les mers commettre des assassinats qui le chagrinent, et le vilain métier qui mène Maria aux pires hontes, ce sont deux fatalités. Mais l'auteur n'a pas destiné son ouvrage à montrer que nos existences dépendent d'une puissance taquine ou cruelle. Qu'a-t-il montré? Ces deux êtres et l'aventure qui les sépare, qui les rapproche et les réunit dans la mort.

Au temps du réalisme, nous aurions eu la description du sous-marin, des appareils, de la manœuvre. M. Gérard Bauër se contente de quelques indications nécessaires. Et, quand le sous-marin voyage en surface, M. Bauër ne décrit pas très longuement les paysages. Mais, en peu de mots, il peint les paysages et les âmes qui les

regardent. Après la nuit monstrueuse où l'*U-51* coula le navire-hôpital, au petit jour Levinski se lève et monte sur la passerelle : « La mer était calme, paisible et comme innocente... » C'est ainsi que Levinski l'a vue : assurément von Hartig l'aurait vue d'autre façon, vide, sans proie, insignifiante. M. Bauër peint des âmes. Mais un romancier résolument psychologue, avec le thème de ce roman, nous eût offert une étude de l'âme allemande, de ses velléités plus récentes : M. Bauër ne s'est pas enfoncé dans ces abîmes. Il a inventé ses personnages; il les a lancés vivement au péril de vivre : et, quand ils auraient eu l'air de languir, il leur a multiplié les occasions de s'animer. Il les animait aussi de son amitié, qu'il ne dit pas et qu'il donne à sentir. Il a de la sympathie pour Levinski; pour Maria, un peu d'amour. Son imagination fait le roman : sa tendresse en est la chaleur intime. Sa tendresse le retarderait, son imagination l'amuse; mais il va très vite et, avec une discrétion très élégante, il vous échappe ou serait sur le point de vous échapper : vous le suivez pourtant. Il est habile et feint de ne pas l'être. Son extrême rapidité a, l'on ne sait comment, les grâces de la nonchalance.

L'imagination de M. Pierre Benoit, c'est une joie exubérante et qui, l'on ne sait comment, ne paraît pas déraisonnable. Dans chacun de ses deux romans, il y a plus d'incidents que n'en subissent les héros de vingt épopées. Quelle abondance! Il y a des amours, des meurtres et des rencontres comme les hasards ne sont pas, ordinairement, assez futés pour en produire. Il y a de l'invraisemblance, mais si agréable qu'au lieu de vous choquer elle vous enchante. Et vous ne dites pas que c'est impossible; vous ne dites rien : vous êtes content. Vous attendez, avec une impatience qui sera bientôt satisfaite. On vous ménage des surprises, et qui passent toute espérance.

« Ces vieux châteaux de la Saxe galante et du Hanovre électoral, ces gothiques palais, mornes et silencieux au dehors, féeriques au dedans, avec leurs lambris d'or massif, leurs tentures de brocart, leurs lourdes portières de tapisseries, quel étrange et fantastique spectacle ne deviennent-ils pas pour nous? La tragédie s'y confond avec la pastorale ; à chaque porte heurte l'intrigue ; le long des corridors à demi éclairés, l'amour mène sa sarabande... » Cela se lisait dans la *Revue des Deux Mondes* il y a plus de soixante ans, sous la signature de Blaze de Bury, lequel racontait l'histoire de Kœnigsmark et de Sophie Dorothée. Le roman de M. Pierre Benoit s'appelle *Kœnigsmark ;* et il raconte l'histoire de ce beau Scandinave, mais en

huit ou dix pages : et le reste, c'est l'histoire d'un jeune homme qui, de nos jours, a des aventures analogues. Ce jeune homme, Vignerte, l'a échappé belle : un peu plus, il entrait à l'École normale et devenait un professeur ; ah ! quel ennui ! Mais l'Université l'a méconnu. Il a de l'énergie et quelque ressemblance avec les gentils garçons très hardis qu'on trouve dans Balzac et, si l'on veut, avec Lucien de Rubempré. De bonnes gens s'intéressent à lui et lui procureraient un emploi : cent soixante-quinze francs par mois pour enseigner l'histoire à des bambins; et l'on ne vous défend pas d'ajouter à vos appointements le salaire des répétitions. Mais, au café-concert, Vignerte rencontre un ancien camarade, Ribeyre, l'un de ces camarades qui n'ont pour vous aucune espèce d'amitié : — Douze mille cinq cents francs pour être, dans le grand-duché de Lautenbourg-Detmold, le précepteur du prince héritier ?... C'est convenu. Et Vignerte s'aperçoit que, « dans la vie, il peut arriver qu'un indifférent fasse pour vous davantage qu'un ami. » Donc, il part ; et, notre contemporain, si la Grande-duchesse de Lautenbourg-Detmold a l'obligeance de l'aimer, le voici tout prêt à jouer les Kœnigsmark. L'aimera-t-elle ? En tout cas, il l'aime. Il l'aime avant de l'avoir vue : quand il l'a vue, c'est une folie. Elle s'appelle Aurore-Anna-Éléonore. Elle est née princesse Tumène : et cela ne vous dit rien, parce que vous n'avez guère voyagé ; mais, si vous alliez à Kara-Koroum, à Samarkande ou, plus près, à Tiflis, on vous dirait qu'un prince Tumène eut des querelles avec Ivan le Terrible et que des princes Tumène étaient déjà décapités au temps d'Iaroslav le Grand. Le plus récent prince Tumène, père d'Aurore-Anna-Éléonore, on l'a vu dans les cabarets de Montmartre où de charmantes filles le célébraient sous le nom de Lili. Aurore n'a pas été bien élevée. Puis elle a épousé le Grand-duc de Lautenbourg Rodolphe. Celui-ci est mort; on a dit qu'il était mort en Afrique : passons ! Le grand-duc est mort, vive le grand-duc. Aurore épousa le grand-duc Frédéric-Auguste, frère du défunt. Le prince héritier n'est pas son fils, mais seulement le fils du Grand-duc. Elle n'a point de fils et, comme elle entend la vie conjugale, n'en aura point. Vignerte, au château de Lautenbourg-Detmold, ne rêve que d'Aurore : elle le dédaigne. Il rage; et, pour occuper son triste loisir de cœur, il fouille la bibliothèque et les archives du château. Ce qu'il cherche, c'est un document relatif à son maître Kœnigsmark : et ce qu'il trouve, c'est un document relatif au Grand-duc Rodolphe. Trouvaille excellente, et non pour l'érudit, mais pour l'amoureux. Ce document, il le communique à la Grande-duchesse.

Elle lui donne rendez-vous. Quelle femme ! Et qui bientôt le tutoie, et qui parle français comme en plein Montmartre dans les cabarets de nuit : leçons de Lili ! Et, la suite, si je la racontais, je copierais cent pages de M. Pierre Benoit : cent pages que l'on ne peut résumer ; car elles sont un résumé tout à fait extraordinaire d'événements si drus, si fortement liés qu'il n'en faut pas ôter un seul, ou bien tout se détraque. Mais, au palais de l'Herrenhausen, le cadavre de Kœnigsmark fut mis dans la chaux derrière une plaque de cheminée : voilà ce qu'ont révélé à Vignerte les archives de Lautenbourg. Alors, il songe à voir un peu ce qu'il y a, derrière les plaques de cheminées, à Lautenbourg. Il découvre de la chaux et, dans la chaux, un tibia : une manie de ces vieux châteaux de l'Allemagne électorale et galante ! Ce tibia, regardez-le, porte une marque de fracture ancienne. Or, le défunt grand-duc Rodolphe, un jour, s'était cassé la jambe : Vignerte le sait par la Grande-duchesse. Alors, c'est le tibia de Rodolphe. Et Rodolphe n'est pas mort en Afrique. Rodolphe est mort à Lautenbourg. Qui l'a tué ? N'en doutez pas : Ulrich de Boose, l'amant de la Grande-duchesse. Et la Grande-duchesse n'a-t-elle point envie d'examiner le tibia ? Vignerte l'amène, la nuit, par des corridors sombres, à la cheminée intéressante. Mais le grand-duc Frédéric-Auguste, — n'est-ce pas lui qui a fait tuer son frère ? et Ulrich de Boose, son homme d'action, n'était pas l'amant de la grande-duchesse, — le grand-duc a mis le feu à Lautenbourg. En peu de minutes, le château n'est qu'un brasier. De cette façon rude, le grand-duc anéantit le tibia de son frère, les archives indiscrètes, maints souvenirs et témoignages... Tout cela, M. Pierre Benoit le sait de Vignerte lui-même. Vignerte n'a donc pas succombé, dans l'incendie ? Que non ! Mais il a bien failli être tué en duel, — un duel atroce ! — par son rival auprès de la grande-duchesse, un von Hagen. Aurore est arrivée tout juste à point pour empêcher le combat : voire elle inflige à von Hagen trente jours de forteresse. Avant la fin des trente jours, il a quitté la forteresse et paraît devant Aurore, qui se fâche : « Savez-vous qu'une chose, une seule, peut interrompre des arrêts infligés par moi ? — Je le sais, Altesse. — Et que cette chose est... — Est la guerre. » La guerre est déclarée, en effet. Quelle guerre ? va-t-on se demander. Mais la Grande guerre ; et nous sommes en 1914. Alors Vignerte ne pourra pas rentrer en France ? Mais si ! Car la grande-duchesse a promptement fait de l'emmener en automobile jusqu'à la frontière. Il passe la frontière ; il est chez nous ; il est lieutenant ; il se bat comme un parfait

héros de chez nous. Il raconte à M. Pierre Benoit son aventure. Un soir, le régiment s'est emparé d'un prisonnier. Ce prisonnier s'appelle Ulrich de Boose... Ulrich de Boose, l'assassin du grand-duc Rodolphe!... Il faut que Vignerte le voie. Et l'on va chercher Vignerte. Il vient: mais, quand il n'est plus qu'à peu de distance, un obus le tue.

Le roman de *l'Atlantide* nous conduit au centre du désert africain. L'on a lu probablement le *Critias* ou, du moins, le seul fragment qui reste de ce dialogue; et l'on sait que l'Atlantide, selon la croyance des Grecs, était une île depuis longtemps disparue. Deux officiers français, le capitaine Morhange et le lieutenant Saint-Avit l'ont retrouvée. C'est leur expédition que raconte M. Pierre Benoit. L'Atlantide, nos deux compatriotes l'ont retrouvée au centre de l'Afrique, passé le pays des Touaregs. Une île, au centre de l'Afrique?.. Il n'est pas interdit de croire que le Sahara fut, en son jeune temps, une mer : il n'est pas interdit de supposer qu'au milieu de cet e eau l'île avait, comme on dit, sa place au soleil. Seulement, l'eau s'est retirée. Le sable a moins de routes encore que la mer : et l'on cessa, voici plusieurs milliers d'années, d'aller à l'Atlantide. Ce n'est plus maintenant qu'un château formidable, où demeure la descendante de Neptune, Antinéa, belle d'une beauté surprenante et qu'il est impossible d'oublier quand on l'a vue : « Une sorte de jeune fille mince, aux longs yeux verts, au profil d'épervier. Un Adonis plus nerveux. Une reine de Saba enfant, mais avec un regard, un sourire comme on n'en a jamais vu aux Orientales. Un miracle d'ironie et de désinvolture. » Elle a des lettres; et des livres d'autrefois ou récents traînent auprès d'elle. Or, elle en prit un, qu'elle ouvrit au hasard : « C'est l'indicateur des chemins de fer de l'Ouest, dit-elle. Quelle lecture admirable, pour quelqu'un qui ne bouge pas! Il est cinq heures et demie du soir. Un train, un train omnibus, est arrivé, il y a trois minutes, à Surgères, dans la Charente-Inférieure. Il en repartira dans dix minutes. Dans deux heures, il arrivera à La Rochelle. Comme c'est bizarre, ici, de songer à ces choses! Tant de distance... Tant de mouvement; tant d'immobilité!... » Elle est charmante. Elle a d'autres passe-temps. Un vieux sacripant, Cegheïr-ben-Cheïkh se promène aux alentours de son royaume et lui amène les explorateurs français, anglais, italiens et de toute nationalité, qu'il rencontre et qui lui paraissent dignes de complaisance. On les nettoie. Antinéa les agrée ou les refuse. Ceux qui l'ont vue ne l'ont pas oubliée. Mais ils n'ont rien dit. Rare discrétion d'un voyageur et d'un amant!... C'est qu'ils ne sont pas revenus. Les amants de la

belle Antinéa, dès qu'ils ont perdu leur nouveauté, on les tue; puis on les embaume ou plutôt, par un procédé de galvanoplastie, on les couvre d'orichalque : relisez le *Critias* et vous saurez, de l'orichalque, ce qu'en savent les personnes qui ne sont pas allées au royaume d'Antinéa. Il y a, dans le palais d'Antinéa, une salle de marbre rouge, bien éclairée, où sont dressées et honorées cinquante-trois statues ou cadavres d'orichalque. Le lieutenant Saint-Avit, devant être admis auprès de la reine, a visité la salle de marbre rouge : il est informé de sa destinée; il ne cherche pas à l'éviter...

Mais je renonce à résumer *l'Atlantide*; et je n'aurais pas dû résumer *Kœnigsmark*. Je l'ai tenté, croyant alors que le plaisir que j'avais pris à ma lecture venait de l'anecdote ingénieuse et de la péripétie perpétuelle. Or, l'anecdote et la péripétie, au résumé, se flétrissent comme des fleurs coupées. Ces livres sont jolis dans le détail; faut-il en citer une page? Non : ces échantillons ne donneraient pas le sentiment juste et singulier de ces livres, de leur attrait bizarre. M. Pierre Benoit, qui est un assez bon écrivain, n'est pas un écrivain parfait qu'on ne craigne de desservir en citant l'une de ses pages. Comme son récit ne s'attarde guère, il ne s'attarde pas au plus bel arrangement des mots. Et les idées? L'on serait dupe, si l'on cherchait une philosophie dans *Kœnigsmark* et *l'Atlantide*. Mais, si vous demandez : — Pourquoi M. Pierre Benoit nous a-t-il raconté de si extravagantes aventures? — il ne voulait que vous amuser; lisez-le, vous direz qu'il a su le faire. Et même si vous aimez les romans de « simple vérité, » où il est doux de reconnaître l'aspect divers et fuyant de la vie; et même si les romans d'analyse vous ont appris que le caprice de nos âmes est plus varié que tous les paysages; et même si vous êtes un vieil idéologue épris de dialectiques ravissantes, *Kœnigsmark* et *l'Atlantide* vous seront un plaisir extrême.

Je ne sais pas très bien pourquoi. Mais, si *Kœnigsmark* et l'*Atlantide* ont ce prestige, au moins subissons-le très volontiers.

Peut-être étions-nous un peu las de l'idéologie, de la psychologie et de l'observation. Nous avons eu de l'idéologie, de la psychologie et de l'observation, depuis longtemps, à profusion. Peut-être commencions-nous à nous ennuyer joliment de ce qu'on nous donnait, depuis des années. Et nous voici, prêts à l'ingratitude. Un écrivain qui ne se propose que de nous amuser, quel ami! Tant d'autres dissimulaient mal un programme d'enseignement. Peut-être la littérature n'est-elle pas une chose si grave : et sa nouvelle frivolité a des grâces intelligentes.

Ce qui est drôle, c'est qu'on ne s'attendait pas que la frivolité fût le caractère de la littérature au lendemain de la guerre opiniâtre et à la veille d'une paix qui sera certainement laborieuse. Après tant de bouleversements, disait-on, les forces du pays seront toutes consacrées à la réparation générale : on traçait à la littérature un plan de belle activité dans l'œuvre unanime; et l'on a vite lancé de fortes hypothèses, qui auront le sort de toutes hypothèses, qui se réaliseront, ou ne se réaliseront pas, au gré de causes si nombreuses et cachées qu'un mot les résume assez bien, le hasard.

Et les sceptiques répondaient : — Après la guerre, la littérature sera ce qu'elle était avant la guerre, tout bonnement. Les guerres ne modifient pas la littérature; et le poète principal du Premier empire, le contemporain de l'épopée napoléonienne, c'est Millevoye!

Les prophéties, quand elles ne sont pas, disait jadis Ernest Havet, « de l'histoire où l'on a mis les verbes au futur, » les prophéties montrent surtout l'imprudence d'un homme. Sur le léger indice de quelques romans agréables et qui ont été accueillis avec empressement, gardons-nous de croire que nous devinons la littérature prochaine. Du moins y peut-on chercher, avec une curiosité sage et tremblante, les signes, — et non tous les signes, seulement quelques-uns, qui possiblement s'effaceront ou qui se perdront parmi beaucoup d'autres, — les premiers signes de la pensée qui se prépare et qui d'ailleurs subira maintes tribulations.

L'esprit d'une époque se révèle assez bien par les héros de ses romans ; et l'Enfant du Siècle, toute une époque l'a aimé, qui reconnaissait en lui sa mélancolie. Les héros de M. Pierre Benoit ne sont pas du tout mélancoliques ; et c'est leur entrain qu'on admire, ou qui étonne quelquefois. Raoul Vignerte, ce qu'il entreprend, au château de Lautenbourg-Detmold, le rend digne d'un rôle dans un roman de cape et d'épée. Il ne redoute aucun péril, et même il aurait honte de mener une existence qui ne fût guère périlleuse. Il ne redoute que le tranquille ennui, la sécurité des jours pareils. Il a bien fait de ne pas entrer à l'École normale et de renoncer à la philologie. Cependant, il a gardé de ses jeunes études le goût de l'histoire; mais il utilise l'histoire à ses fins particulières : et ses trouvailles relatives au comte de Kœnigsmark lui seront le moyen d'organiser l'intrigue où il s'agite. Et Saint-Avit, le héros de *l'Atlantide*, quand on lui montre les cadavres des amants que la belle Antinéa ne voulut pas laisser courir après qu'elle eut cessé d'en être curieuse, il n'a point envie de s'en aller : pas du tout! mais il se félicite d'avoir devant lui une courte vie « inté-

ressante ; » il a pitié des « misérables petites vies » que traînent ses camarades, officiers comme lui, dans des villes de garnison. Vignerte méprise la mélancolie de Musset, probablement aussi la tristesse d'Olympio et tout cela qui est du temps perdu : il estime les adolescents de Balzac, venus de province à Paris, bien résolus à conquérir la capitale. Saint-Avit ne hait pas Fabrice de *la Chartreuse de Parme* et n'écarte le souvenir de ce hardi garçon que pour n'avoir pas l'humiliant chagrin de l'imiter. Vignerte et Saint-Avit ne consentent à imiter personne et toléreraient mal la pensée que le monde est vieux et qu'on y recommence toujours la même aventure à peine un peu changée par l'effort de chacun. Saint-Avit s'est échappé du programme qu'Antinéa inflige à ses amants. A-t-il peur de mourir? Mais non ! C'est l'assurance de mourir et c'est le programme si régulier qui lui semble fastidieux. Sa fuite ne le dispense pas du risque de mourir et lui remplace une certitude morne par le risque, plus aguichant. Une petite négresse, Tanit-Zerga, plus belle que la nuit, l'accompagne et meurt dans le désert atroce illuminé de mirages. Un couteau de chasse est l'instrument qu'il emploie pour creuser une fosse dans le sable : « Quand tout fut prêt, je voulus revoir le cher petit visage. J'eus une courte défaillance. Vite, je ramenai sur la face brune le haïk blanc et je déposai dans la fosse le corps de l'enfant... » C'est un peu la mort d'Atala; c'est un peu la mort de Manon Lescaut. Saint-Avit, par bonheur, n'y songe pas : autrement, il n'aurait point enseveli Tanit-Zerga. Mais Galé, une mangouste, avait suivi Tanit-Zerga dans le désert : « Et je voulus la caresser. Elle me mordit la main, puis, ayant sauté dans la fosse, se mit à gratter, écartant furieusement le sable... » De sa carabine, Saint-Avit tue la mangouste ; puis il la couche sur le cou de Tanit-Zerga. Et ce ne sont plus les funérailles d'Atala ou de Manon Lescaut : la nouveauté de la vie et de la mort est sauvée ! Saint-Avit retournera au palais d'Antinéa, mourir après un temps de brèves délices : « Je ne veux, dit-il, rien savoir d'autre, ni si les champs fleurissent, ni ce qu'il adviendra du simulacre humain. Je ne veux pas le savoir. Ou plutôt, c'est parce que j'ai une vision trop exacte de cet avenir que je prétends m'anéantir dans la seule destinée qui en vaille la peine : une nature insondée et vierge, un amour mystérieux... » Vignerte et Saint-Avit sont de jeunes hommes que leur énergie amuse et qui pratiquent éperdument cette vertu, célèbre dans l'Italie de la Renaissance : la *virtù*, qui n'est pas ce que les personnes douces et craintives entendent par la vertu.

Je me souviens qu'au début de la guerre, dans une réunion d'amis,

quelqu'un demandait : « Combien de temps y a-t-il entre le moment où l'on amorce la grenade, avant de la lancer, et le moment où elle éclate ? — Deux ou trois secondes. » Un romancier, le maître du roman psychologique, dit : « Évidemment, ce n'est pas une arme pour Amiel ! » La guerre n'était pas une aventure pour Amiel ; et ce n'est pas au milieu des catastrophes que la méditation trouve ses favorables circonstances.

Peut-être n'a-t-on pas eu raison d'attendre, pour les lendemains de la guerre, une littérature extrêmement réfléchie. Peut-être aussi, à la guerre, les combattants ont-ils vu la psychologie ancienne en défaut, les âmes réagir et agir d'une autre façon, plus soudaine et capricieuse, moins raisonnable, et enfin les spontanéités supprimer les dialectiques. Peut-être la philosophie, qu'un sage a définie la méditation de la mort, parut-elle une chose un peu ridicule et comique, sur les champs de bataille où l'on mourait si promptement et sans nulle méditation préliminaire. Nous ne sommes pas informés à merveille des sentiments, des opinions et des velléités auxquels a pu donner lieu la vie extraordinaire que notre jeunesse a menée pendant plus de quatre ans. Ce que j'essaye d'analyser n'est qu'incertitude ; et, si je le fais avec maladresse, au moins faut-il accueillir avec aménité ce qui nous déconcerte : une littérature imprévue, en tout cas, nous la désirions.

Si les jeunes écrivains ont le goût du romanesque, peut-être l'ancien roman devenait-il ennuyeux. Sans doute n'ont-ils pas tort de vouloir que la littérature soit amusante : ils nous ramènent à une vérité qu'on n'aurait pas dû méconnaître. Et, s'ils ne chargent pas la littérature et le roman du soin de répandre des idées, les moralistes eux-mêmes s'en consoleront, notant que la littérature, avec tout son grand zèle, répandait beaucoup plus de folie que de bon sens. Et puis, l'apostolat n'est pas exactement l'affaire de la littérature. C'est aux époques de désordre, que tout le monde se mêle de gouverner le pays, les masses, les consciences : mieux vaut confier ce travail aux spécialistes, plutôt qu'à des romanciers ou poètes. Peut-être nos jeunes écrivains croient-ils le temps de l'ordre commencé ; laissant à qui de droit la métaphysique, la philosophie sociale et morale, enfin la recherche des magistrales disciplines, peut-être nous feront-ils présent d'une littérature sagement anodine et délicieusement divertissante.

André Beaunier.

LA JOURNÉE DU 7 MAI

A VERSAILLES

Le grand quartier général des armées alliées se trouve actuellement à Versailles, boulevard de la Reine, au « Trianon-Palace, » qui, pendant la guerre, a servi d'hôpital pour les troupes britanniques. C'est là que les délégués allemands ont été convoqués pour connaître les conditions de la paix qu'ils ont demandée après la défaite de l'Allemagne et de tous ses complices autrichiens, hongrois, bulgares et turcs. Cette démarche de l'ennemi battu étant un résultat militaire, que nous devons au courage de nos soldats et à la science de leurs chefs, on a voulu que cette notification, qui est encore un acte de guerre, eût lieu dans un établissement militaire, sous le fanion du maréchal de France, commandant en chef, qui a conduit nos armées à la victoire.

Un poste de chasseurs alpins, en tenue de campagne, garde la grille de l'hôtel. Les consignes sont très sévères. Nul n'est admis au grand quartier général sans une autorisation spéciale et motivée.

Dans la rayonnante beauté de cette journée historique, on dirait que le goût instinctif de notre race suffit à mesurer avec une justesse parfaite l'attitude et l'allure de chacun. La foule ne se plaint pas d'être maintenue à une certaine distance, aux abords du grand quartier général. Elle attend patiemment les hommes d'État qui vont donner une consécration finale aux succès de nos hommes de guerre...

Tout à coup, une acclamation s'élève, douce, affectueuse, profondément touchante à force de sincérité enthousiaste et de discrétion quasi diplomatique. On a reconnu les moustaches blanches, la figure énergique de M. Clemenceau, dans une automobile qui passe entre deux haies de têtes découvertes, de visages souriants, et se

range, après un savant virage, devant le perron de l'hôtel Trianon. Le président du Conseil descend de voiture, très alerte, plus juvénile que jamais. On entend la voix du lieutenant qui commande la compagnie du 26e bataillon de chasseurs à pied, rangée dans la cour, face à la porte d'entrée, pour rendre les honneurs : « Présentez armes ! » M. Clemenceau, très pressé, se dérobe à la poursuite d'une nuée de reporters-photographes qui essaient de braquer sur lui toute une batterie de kodaks. Il se dirige tout droit vers la salle de la séance, respectueusement salué par les officiers de service. On sent qu'il a hâte d'en finir. Son allure fait comprendre qu'il a réuni la Conférence pour une séance de travail et non point pour une cérémonie d'apparat. Pareillement, les plénipotentiaires alliés arrivent, avec une ponctualité militaire, à l'heure indiquée, dans des autos conduites par des soldats. On reconnaît, on salue, on acclame au passage le Président des États-Unis, que le colonel House a précédé de quelques instants. La compagnie d'honneur présente les armes à toutes les délégations, que le directeur du protocole et le préfet de Seine-et-Oise reçoivent au haut du perron.

Voici M. Pachitch, le doyen des plénipotentiaires alliés, vieillard à longue barbe blanche ; M. Vénizélos, souriant et silencieux, avec ses deux collaborateurs, M. Politis, M. Romanos, Parisiens d'Athènes et Athéniens de Paris ; M. Orlando, affable et cordial, visiblement heureux d'être revenu parmi nous ; M. Lloyd George, resplendissant de bonne santé ; sir Robert Borden, vers qui s'empressent les officiers d'état-major du corps canadien ; M. Bratiano, vigoureux et jeune ; M. Balfour, figure robuste et pensive de Celte écossais ; M. White, grave et doux ; M. Pichon, M. Cambon, M. Klotz, M. Tardieu, dont les traits nous sont familiers. Le maréchal Foch, très acclamé, passe en revue, rapidement, les chasseurs de la compagnie d'honneur et serre la main de l'officier qui les commande, un glorieux mutilé de la guerre, le lieutenant Pietri. La Belgique, le Japon, le Siam, le Brésil, la République tchéco-slovaque ont arboré leurs couleurs nationales aux autos de leurs plénipotentiaires. Un fanion de pourpre, écussonné d'un aigle blanc aux ailes éployées, annonce le président Paderewski, la Pologne ressuscitée... Il est 2 h. 20. Les Allemands sont convoqués pour trois heures.

La salle du Congrès est vaste, largement éclairée, toute blanche. La lumière du ciel bleu entre à flots par les hautes baies vitrées. De sorte que les limites de ces quatre murs sont prolongées par les lignes d'un paysage où l'ingénieux arrangement des parterres, des

futaies et des charmilles compose à l'arrière-plan d'un drame plein d'images émouvantes un décor fait à souhait pour le plaisir des yeux. Tout cet espace libre donne une impression d'affranchissement. La vue s'étend au loin, en de riantes perspectives, au delà du lieu pathétique et de l'instant solennel, par les échappées d'un parc aux profondeurs mystérieusement belles. On voit des ondulations de pelouses fraîches, un frémissement de feuillages touffus, un luxe de verdures neuves et de floraisons printanières, comme si la nature éternelle et de nouveau rajeunie voulait mêler aux derniers actes de l'immense tragédie, proche du dénouement, les consolantes images du renouvellement et de la renaissance.

Les tables des plénipotentiaires sont recouvertes de drap vert et arrangées en rectangles, conformément aux dimensions de la salle.

Ce que les délégués des Puissances alliées voient devant eux, en pleine lumière, au bout de cette vaste salle claire, en face de la table où siège M. Clemenceau, premier plénipotentiaire de France, président de cette assemblée, ce sont les places encore vides, réservées aux envoyés de l'Empire allemand, qui, dans quelques minutes, viendront demander la paix dans cette même ville de Versailles où fut célébré en grande pompe, il y a quarante-huit ans, le triomphe insolent des Hohenzollern.

Dès qu'on a su, par téléphone, que le colonel Henry, chef de la mission française auprès de la délégation allemande, a quitté l'hôtel des Réservoirs, amenant dans quatre automobiles, les six délégués, MM. le comte de Brockdorff-Rantzau, ministre d'Empire pour les Affaires étrangères, le docteur Landsberg, ministre d'Empire à la Justice, M. Johann Giesberts, ministre d'Empire pour les Postes, le premier bourgmestre Leinert et le docteur-professeur Walter Schücking, on a vu aussitôt notre directeur du protocole M. William Martin, introducteur des ambassadeurs, se diriger vers l'entrée de l'hôtel, sous le péristyle, afin d'y remplir, avec son tact habituel et sa correction coutumière, les devoirs d'une charge qui jamais n'exigea de ce diplomate, expert en l'art des nuances, un sens plus délicat de la parole à dire, du silence à observer ou du geste à faire.

En même temps, les hommes de la compagnie d'honneur, n'ayant plus à présenter les armes à personne, se retirent par files à droite, au commandement du lieutenant Pietri, qui leur accorde un bon moment de pause et de récréation dans le beau jardin vert où les petits chasseurs bleus, casqués d'acier, ayant formé les faisceaux et

prenant leurs ébats auprès des parterres de myosotis, ressemblent presque à une gentille troupe d'écoliers en vacances.

C'est exactement à 3 h. 3 que les membres de la délégation allemande descendent de leurs automobiles pour gravir le perron de l'hôtel Trianon, et pénétrer dans la galerie qui conduit à la salle du Congrès. D'un geste courtois et mesuré, sans rien dire, le directeur du protocole, introducteur des ambassadeurs, debout, tête nue, au haut du perron, a répondu poliment au salut automatique, gêné, des plénipotentiaires d'outre-Rhin et leur a fait signe de le suivre. Le doyen des huissiers du ministère des Affaires étrangères, correct et impassible, très décoratif avec sa face rasée, son habit noir, sa chaîne d'argent au cou, son épée au côté, sa culotte courte et ses bas de soie, son bicorne sous le bras droit, marche devant le cortège. Ce respectable doyen rappelle seul par son costume, par son allure, par une sorte de majesté répandue dans toute sa personne, l'époque des diplomates du Congrès de Vienne et le temps lointain où le prince de Talleyrand réglait en personne tous les détails de l'étiquette des chancelleries. Toutefois, rien n'a été négligé pour que les plénipotentiaires ennemis fussent traités avec tous les égards compatibles avec l'état de guerre que l'armistice a suspendu, et qui ne prendra fin qu'après la signature de la paix. A l'Allemagne, qui n'a pas montré plus d'humanité dans ses victoires éphémères que de dignité dans sa défaite finale, la France et ses Alliés épargneront les humiliations dont les Allemands vainqueurs n'eussent pas manqué de nous accabler. Bismarck, au mois de septembre 1870, dictait à son secrétaire, Moritz Busch, les pages féroces de ses *Mémoires*, où l'on voit que Jules Favre, au sortir des entretiens du château de Ferrières, « avait l'air égaré, abattu, presque au désespoir; » que ce pauvre homme « poussait de profonds soupirs, levait les yeux au ciel », que même « il s'était maquillé, » et cent autres traits du même goût. Nous ne sommes pas de ceux qui disent avec le cynique chancelier du Kaiser Guillaume Ier : « En politique, il n'y a pas de place pour la pitié. »

Aurions-nous pu compter sur la pitié du comte Ulrich von Brockdorff-Rantzau, si la marche du général von Kluck à travers la Belgique, le mouvement du prince Ruprecht sur la frontière des Vosges, la ruée du Kronprinz sur Verdun avaient abouti, selon les directives du grand état-major de Berlin, à l'encerclement de la France, à la prise de Paris, à une autre paix de Versailles, achevant par notre ruine totale les catastrophes de l'Année terrible? On en peut douter,

à voir le profil raidi, les sourcils froncés, le regard aigu, les lèvres minces, retirées sous la moustache courte, le menton obstiné, l'hostilité visible, l'air autoritaire, l'allure très allemande de ce diplomate pâle, qui passe vite, en redingote boutonnée et chapeau rond, mais que l'on n'eût pas été surpris, en d'autres temps, de rencontrer sous la tunique et le casque à pointe de la garde prussienne, où il fut effectivement lieutenant de réserve du premier régiment des grenadiers à pied. L'ancien ministre de Guillaume II à Copenhague, devenu le secrétaire d'État des Affaires étrangères de la Révolution allemande, est visiblement animé d'une passion intérieure qu'il a beaucoup de peine à maîtriser. Derrière cette Excellence socialiste, issue d'une authentique lignée de l'ordre équestre du Holstein, les quatre collègues du *Herr Graf*, apparemment pénétrés de l'idée de la hiérarchie qui les subordonne à un homme de caste féodale et d'ancien régime, nous montrent des figures de bourgeois « sozialdemokrates » ou d'intellectuels du *Vorwaerts*, peu connus hors de leurs groupements professionnels et qui, portés sur la scène politique par l'avènement de Friedrich Ebert, « président d'empire, » de David, de Scheidemann et des autres représentants du socialisme impérial, n'ont pas tardé à prendre le pli des anciens fonctionnaires du Kaiser. L'un d'eux a une grosse barbe rousse. Un autre se fait remarquer par un costume digne des touristes que dessina le crayon de Hansi.

La porte vitrée de la salle du Congrès s'ouvre à deux battants. Le doyen des huissiers du ministère des Affaires étrangères annonce d'une voix forte, bien timbrée :

— Messieurs les plénipotentiaires de l'Empire allemand.

Le comte de Brockdorff-Rantzau et ses collègues entrent d'un pas qu'ils essaient d'affermir, regardant fixement devant eux, vers la table vide, qui est réservée à leur délégation. Le personnel de leur secrétariat, composé surtout de professeurs et de conseillers de cour ou de commerce, leur service de presse, leurs interprètes sont là, au fond de la salle, déjà installés devant une table recouverte d'une étoffe rouge. Les plénipotentiaires ennemis reconnaissent leurs places, marquées sur le drap vert de leur table, par six petits carrés de carton, portant ces mots calligraphiés : *Délégation allemande*. Ils vont s'asseoir sur leurs chaises cannées, lorsqu'ils s'aperçoivent que tous les assistants, d'un mouvement spontané, se sont levés. Alors, sans avoir l'air de bien comprendre le sentiment qui nous dicta ce geste de silencieuse dignité, ils restent un instant debout et s'inclinent devant l'assemblée, qui ne donna pas en vain cet exemple de haute politesse.

C'est alors que le président de cette assemblée d'hommes d'État et de chefs de peuples, M. Clemenceau, ayant à sa droite M. Wilson, président des États-Unis d'Amérique, à sa gauche M. Lloyd George, premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, autour de lui les représentants des puissances alliées et le maréchal Foch, commandant en chef des armées victorieuses, prononce, debout, dans un silence chargé d'émotions et de souvenirs, les paroles attendues. Sa voix est brève, nette, son débit est rapide, son accent est aussi ferme que pénétrant. On le sent saisi jusqu'au fond de l'âme par la poignante gravité de cette minute, par la dramatique portée de cette échéance qu'en des jours critiques il n'espérait peut-être pas si proche et si conforme aux arrêts de l'éternelle justice.

Ce n'est ni le temps ni le lieu des longs discours. Il s'agit d'un règlement de compte. Ce compte, ouvert de peuple à peuple, est terriblement lourd. Il sera payé. Les conditions de la paix demandée par l'Allemagne sont inscrites dans un livre qui sera remis tout à l'heure au chef de la délégation allemande. La procédure adoptée pour les observations relatives à ces conditions ne comportera pas de discussions verbales. Les observations devront être présentées par écrit. Les représentants des puissances alliées et associées ne sauraient admettre aucune discussion sur leur droit de maintenir les conditions de fond de la paix telles qu'elles ont été arrêtées. Ils ne pourraient prendre en considération que les suggestions d'ordre pratique que les plénipotentiaires allemands pourraient avoir à leur soumettre. Telle est la pensée clairement indiquée, sous des formes polies, par M. Clemenceau, président de la Conférence de la Paix.

M. Clemenceau résume son allocution en ces termes : « Ce volume, que va vous remettre M. le secrétaire général de la Conférence, vous dira quelles conditions nous avons déterminées. Pour étudier ce texte, toutes facilités vous seront nécessairement accordées, sans parler des procédures de courtoisie qui sont d'usage chez tous les peuples civilisés. »

En écoutant cette allocution, et tandis qu'elle est traduite successivement en anglais et en allemand par MM. Mantoux et Laperche, officiers interprètes, les délégués ennemis sont immobiles et s'efforcent de paraître impassibles. M. de Brockdorff-Rantzau est assis à peu près au milieu de leur table, ayant à sa droite le *Reichsjustizminister*, Otto Landsberg, l'*Oberburgermeister* Leinert, le banquier Melchior, à sa gauche le ministre Johann Giesberts, député d'Essen au Reichstag, et le docteur Walter Schücking, professeur de droit public

à l'université de Marbourg. Celui-ci, les bras allongés sur la table, les mains croisées, la tête penchée, semble particulièrement accablé.

Le Livre de la Paix est un fort volume in-quarto, de plus de 400 pages, recouvert d'une reliure blanche, qui porte ce double titre : *Conditions de paix*; *Conditions of peace*. Ayant reçu de M. Dutasta, ambassadeur de France à Berne, secrétaire général de la Conférence, l'exemplaire destiné à la délégation allemande, le comte de Brockdorff-Rantzau place cet exemplaire devant lui, sans l'ouvrir, et pose, d'un mouvement sec, ses gants sur la couverture blanche. Ensuite, d'un geste lent, il lève la main droite, deux doigts en l'air, faisant signe qu'il veut parler. Le président Clemenceau lui donne aussitôt la parole. Le chef de la délégation d'Empire entreprend de lire tout haut, en allemand, un papier dactylographié, pour lequel il ajuste sur ses yeux une paire de grosses lunettes à monture d'écaille. On remarque qu'il parle assis, comme si Son Excellence était hors d'état de disposer de toutes ses forces physiques. Quoi qu'il en soit, son discours est prononcé d'une voix sourde et comme lointaine, sur un ton distant, avec une froideur et une monotonie d'élocution qui ne seraient pas autres s'il s'agissait d'obtenir, de la part d'un tribunal respecté, le maximum d'antipathie.

Cette déclaration officielle, soigneusement rédigée en style convenu, en formules dépourvues d'action persuasive, s'annonce, tout de suite, comme une formalité diplomatique. Si M. de Brockdorff-Rantzau, en restant jusqu'au bout diplomate allemand, à la manière d'un Jagow ou d'un Bernstorff, a voulu déplaire aux plénipotentiaires des Puissances alliées, notamment aux représentants de l'Amérique et de l'Angleterre, à M. Wilson, à M. Lloyd George, à M. Balfour, on doit dire qu'il a parfaitement réussi dans ce dessein. L'impression générale est nettement défavorable. Il s'arrête, après ses premières phrases, pour laisser à deux interprètes, placés derrière lui, le temps de traduire en français et en anglais son exorde. « On n'entend rien! » observe M. Clemenceau, prêtant vainement l'oreille à une version française qui manque de clarté. Et M. Clemenceau ajoute : « Que l'interprète vienne auprès du bureau! » Les deux collaborateurs du comte de Brockdorff-Rantzau obéissent à cette invitation, et sont guidés vers leur nouvelle place par le secrétaire général de la Conférence. Alors, se tenant debout, devant le bureau où siègent MM. Clemenceau, Wilson et Lloyd George, ils vont translater, phrase par phrase, le discours de leur chef. C'est d'abord un aveu de défaite, la reconnaissance solennelle de la victoire de la France et

de ses fidèles alliés. On entend ces mots : « ... La force des armées allemandes est brisée... Nous ne nous faisons point d'illusion sur l'étendue de notre défaite, sur le degré de notre impuissance. *Nous connaissons la puissance de la haine que nous rencontrons ici...* » Ainsi l'aveu de la défaite est aussitôt suivi d'une manifestation très germanique. En effet, qui ne sait que l'Allemand a toujours mis une espèce de point d'honneur et de gloriole à se proclamer haï de tout l'univers? C'était une des forfanteries de Bismarck...

Or, si l'on regarde la physionomie de ceux qui, dans cette salle, entendent tour à tour, en allemand, en français, en anglais, cet écho de la phraséologie bismarckienne, où trouve-t-on l'expression de cette haine dont parle l'envoyé d'Ebert et de Scheidemann? Voici les délégués belges, dont la patrie a été ensanglantée, ruinée, pendant près de cinq ans, par l'Allemagne, violatrice des traités : l'un d'eux, M. Vandervelde, en présence de ses collègues, MM. Paul Hymans et Van den Heuvel, demandait à la Conférence de la paix, réunie en séance plénière, le 14 avril dernier, que les Allemands fussent admis le plus tôt possible, après la signature du nouveau traité, au Congrès international du Travail, à Washington! Voici M. Pachitch, patriarche de la Serbie en deuil, et nos hommes d'État, chargés des justes revendications de notre France, qui est fière de sa victoire, mais qui pleure, hélas! sur dix-sept cent mille tombeaux. Ces hommes ont le visage empreint d'une gravité attristée, où se mêle l'austère satisfaction que donne à leur conscience le sentiment d'un devoir de justice à remplir sans faiblesse. Lequel d'entre eux, en vérité, respire cette fureur de haine? N'en trouve-t-on pas plutôt l'expression visible à des signes certains, dans le ton de cette diatribe savamment étudiée, mais vraiment trop connue, qui nous répète, une fois de plus, les récriminations souvent adressées, même en temps de paix, à la France pacifique par l'Allemagne belliqueuse, provocante, agressive?

M. de Brockdorff-Rantzau reprend ses argumentations en allemand. C'est d'abord un essai de plaidoyer en faveur du peuple allemand qui, dit-il, « était convaincu qu'il menait une guerre défensive. » Tandis que le ministre des Affaires étrangères de l'Empire socialiste d'Allemagne, naguère encore ministre impérial en Danemark, où il fit fermer impérieusement, malgré la neutralité danoise, les détroits de la Baltique, s'efforce de faire retomber sur ce qu'il appelle « l'impérialisme de tous les États européens » et la « politique de revanche » toutes les responsabilités d'une « maladie » qui aurait « empoisonné

l'Europe » et « atteint sa crise aiguë dans la guerre mondiale, » le sourire silencieux de M. Venizélos en dit long sur cette théorie d'université germanique. Le président du Conseil des ministres de Grèce se trouvait à Munich au moment où l'Allemagne nous a déclaré la guerre : il revenait de Bruxelles où avait été décidée une conférence avec le grand-vizir de Turquie, en vue d'une entente et de la solution de la question des îles de l'Archipel. Témoin des scènes dont M. Allizé, alors ministre de France en Bavière, rendit compte à son gouvernement, il sait à quoi s'en tenir sur le prétendu pacifisme de l'Empire allemand. M. de Brockdorff-Rantzau parle ensuite de la mobilisation russe qui « ôta, dit il, aux hommes d'État la possibilité de la guérison et remit la décision entre les mains des pouvoirs militaires. » Les diplomates présents sont trop au courant de l'histoire de ces cinq dernières années, pour oublier la démarche conciliante que l'ambassadeur de Russie à Berlin fit auprès du chancelier Bethmann-Hollweg, par ordre de M. Sazonoff, afin de déclarer que les précautions militaires prises dans les arrondissements d'Odessa, Kiew, Moscou et Kazan n'étaient à aucun degré dirigées contre l'Allemagne et ne préjugeaient pas non plus des mesures agressives contre l'Autriche-Hongrie...

C'est ainsi que les objections viennent en foule à l'esprit des auditeurs de cette harangue. On éprouve d'ailleurs quelque difficulté à suivre les développements de l'orateur allemand, son discours étant morcelé, à chaque instant, par la double traduction en anglais et en français. Il lit une phrase. Puis, il attend qu'on la traduise dans les deux langues. Cette procédure donne des loisirs à ceux qui n'ont pas besoin de ces versions successives. Par exemple, le premier plénipotentiaire de l'État tchéco slovaque, M. Carel Kramar, qui comprend très bien la langue allemande, ayant été accusé, jugé et même condamné à mort en cette langue, profite de ces instants de répit pour prendre connaissance du traité. Lentement, posément, il coupe les grandes pages du livre avec un coupe papier d'ivoire, et tourne les feuillets, aussi tranquille que s'il étudiait un ouvrage de Sorel ou de Vandal dans la bibliothèque de notre École des sciences politiques dont il fut un des élèves les plus distingués.

Maintenant M. de Brockdorff fait cet aveu :

« Nous sommes prêts à confesser les injustices que nous avons commises. Nous ne sommes pas venus ici pour atténuer la responsabilité des hommes qui ont conduit la guerre au point de vue politique et économique et pour nier les crimes commis contre le droit des

gens. Nous renouvelons la déclaration qui, au début de la guerre, a été faite au Reichstag allemand : il a été fait tort à la Belgique, et nous voulons réparer ce tort. »

Cet acte de contrition annonce la « réparation » des massacres de Dinant-sur-Meuse, de Visé, de Thamines, d'Aerschot, et sans doute aussi des ruines de Louvain. Mais comment réparer l'irréparable?

La fin du discours de M. Brockorff-Rantzau est un développement sur le droit, sur la justice, sur la nécessité d'améliorer le sort des classes laborieuses, sur la « protection internationale de la vie, de la santé des travailleurs, » avec une mention élogieuse des principes du président Wilson et des vues sur la cité future... L'attitude du ministre travailliste Barnes et du délégué socialiste Vandervelde, les regards de M. Wilson, fixés directement, obstinément sur le visage pâle du chef de la délégation allemande, prouvent, avec une saisissante netteté, que ces considérations, au moins inattendues, ne sont pas du goût des personnes à qui elles sont particulièrement adressées.

Et c'est fini. M. Clemenceau demande, d'une voix nette, si quelqu'un a encore des observations à présenter. Le comte de Brockdorff-Rantzau répond en français : « De notre côté, non. » La séance est levée. Les Allemands sortent de la salle, les premiers, ayant apparemment hâte de s'en aller. La pâleur croissante de leur chef indique une violente crise intérieure. Les autres conservent la même physionomie atone, inexpressive dont ils ne se sont pas départis dans tout le cours de cette séance historique où l'on sentait planer quelque chose de supérieur aux hommes et comme la présence invisible d'une Némésis vengeresse.

Tandis que les Allemands s'en vont, dans l'émouvant silence de cette fin d'audience, un jeune aspirant de l'armée française, presque un enfant encore, rose et blond, mais déjà formé par l'expérience de la guerre, grand et fort sous le bleu horizon de sa vareuse ornée de la fourragère aux couleurs de la médaille militaire, dit à un camarade :

— Nous venons de voir un dominateur dominé.

Et il ajoute :

— C'est aujourd'hui l'anniversaire du torpillage de la *Lusitania*.

GASTON DESCHAMPS.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Nous en sommes toujours réduits à ne connaître que par les journaux allemands, c'est-à-dire à ne connaître que très imparfaitement, — en tout cas, très indirectement, par retraduction d'une traduction, — le texte même des conditions de paix. Si donc nous voulons aujourd'hui revenir sur ce sujet (il n'en est pas d'autre qui soit digne d'occuper l'opinion, pour peu qu'on ait conscience de la gravité unique du moment dans l'histoire), il nous faut aussi reprendre le « résumé » des 440 articles, qui est le seul document dont l'usage public soit jusqu'ici autorisé. Du reste, nous n'avons aucune raison de le considérer *a priori* comme infidèle, ni même comme tendancieux, ainsi qu'on l'insinue d'un certain côté, car nous n'en savons rien, et il se pourrait que ce fût l'insinuation qui serait tendancieuse. De toute manière, il y a du moins une chose pour laquelle le résumé est sûrement exact à la lettre, et se confond avec le texte : le protocole du préambule, l'énonciation des hautes parties contractantes. On ne saurait passer outre sans se sentir invité à des réflexions qui vont loin.

Ce protocole est conçu de la sorte : « Les États-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, Puissances désignées dans le présent Traité comme les Principales Puissances alliées et associées, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, etc... (suit l'énumération de vingt-deux États constituant, avec les principales Puissances ci-dessus, les Puissances alliées et associées), d'une part, et l'Allemagne, d'autre part... »

« *Et l'Allemagne, d'autre part.* » L'Allemagne, d'un mot, d'un trait et d'un bloc. Toute l'Allemagne, non seulement unie, mais une. Une délégation, un gouvernement, une nation, un État, un *Reich*, une Allemagne. L'Allemagne au-dessus des Allemagnes, ou plutôt

par-dessus les Allemagnes et sans elles. C'est nous qui le disons. Nous n'avions jamais encore explicitement reconnu ce phénomène récent, l'œuvre bismarckienne, contre laquelle protestait et se dressait à l'avance, avec l'intérêt évident de l'Europe, notre politique séculaire. Nous le reconnaissons, au lendemain de notre victoire. Nous faisons plus que de le reconnaître et même que de le consacrer, de le continuer, de le perpétuer : nous l'accroissons. L'ancien régime n'était que « l'Empire allemand; » ni en 1871, à Versailles, dans la galerie des Glaces, quelque violent désir qu'en eût exprimé le roi de Prusse, ni plus tard, pendant les quarante-huit années qu'a duré cet Empire, aucune bouche allemande n'a proféré officiellement, aucune main allemande n'a écrit officiellement autre chose que « l'Empire allemand. » Il est vrai que peu à peu l'usage s'était introduit, dans la langue molle et complaisante des chancelleries, moitié par ignorance, moitié par distraction, de donner en plein visage à Guillaume II, qui humait l'encens, de « l'Empire d'Allemagne » et de « l'Empereur d'Allemagne. » Mais c'était pure politesse, flatterie un peu courtisane, et le soin avec lequel les princes ses confédérés évitaient d'y tomber, l'avertissait qu'il n'en était rien; que, s'il était incomparablement le premier des souverains allemands, il n'en était pourtant que le premier, et que, s'il y avait un Empire allemand, il persistait en revanche à y avoir dans l'Empire d'autres Allemagnes que la Prusse. D'en être demeuré à l'adjectif, de n'avoir pu s'élever au substantif, cela marquait justement qu'il restait dans l'Empire de 1871 de l'imparfait et de l'inachevé. Les institutions le criaient plus haut encore que le titre. En dehors de sa vraie fonction, de sa qualité de « Suprême seigneur de la guerre, » l'Empereur n'était que le président de l'Empire (et c'est ce qui a rendu assez facile le passage des Hohenzollern à Ebert), ne se séparait pas du *Bundesrath*, ou Conseil fédéral, et, dans le fait, comme l'indiquait déjà son nom, gardait et portait partout un caractère précaire, restreint et conditionnel; l'Empire allemand, de par la constitution autant et plus que de par le vocabulaire, était fondamentalement fédératif. Il n'y avait d'Empire allemand que dans la Confédération des États allemands, d'Empereur allemand que dans le Conseil fédéral des princes allemands, d'Allemagne enfin que dans l'association et par la coopération des Allemagnes. Ce n'est pas là une phrase arrondie pour bien faire; c'est une vérité, l'image de la réalité, sur laquelle il serait académique et vain de construire une thèse de droit, mais il aurait été légitime et efficace de composer une attitude politique.

Supposons que l'Allemagne n'ait pas été vaincue. Qu'aurions-nous eu, ou qui aurions-nous eu devant nous? L'Empereur allemand, bien entendu; mais non pas l'Empereur isolé, solitaire en sa majesté : l'Empereur dans l'Empire et avec l'Empire; c'est-à-dire l'Empereur allemand, les princes allemands, le peuple allemand; pratiquement, constitutionnellement, l'Empereur et son gouvernement, son chancelier, ses ministres, ses représentants de tout ordre; le *Bundesrath*, Conseil fédéral, assemblée des plénipotentiaires des princes; le Reichstag, parlement de la nation. Au contraire, l'Allemagne est battue, Guillaume déserte, les trônes s'écroulent. Qu'est-ce qui échappe à ce grand naufrage, ou qu'est-ce qui remonte de l'abîme, et à qui allons-nous donc parler? Plus de *Reich* allemand impérial, mais un *Reich* allemand républicain; au lieu d'un président qualifié empereur, un président ainsi qualifié, mais plus empereur peut-être que l'autre, en ceci du moins qu'à côté de lui on n'aperçoit pas, ailleurs que sur le papier d'une constitution provisoire, le moindre organe fédératif. Si bien que l'Allemagne aussi est beaucoup plus l'Allemagne qu'elle ne l'était du temps de l'ancien régime; ce n'est plus une union qui se cherche dans le Bundesrath; c'est une unité qui s'affirme dans l'Assemblée nationale de Weimar.

Il faut lui rendre cette justice qu'en son désastre elle n'en a point perdu le sens; son unité est la première chose qu'elle s'est efforcée de sauver; d'où la hâte même qu'elle a mise à convoquer cette assemblée et l'énergie qu'elle déploie pour imposer ses directions. Lorsqu'il s'agit de négocier, le président Ebert et son chancelier Scheidemann, au nom du *Reich* républicain, détachent aux Puissances alliées et associées le comte de Brockdorff-Rantzau, diplomate prussien, renforcé de ministres prussiens, tandis que l'armée prussienne, sous Noske, après avoir, en Prusse même, étouffé les dissidences, fait la police de la Saxe et la conquête de la Bavière. C'est ce qui, naturellement, organiquement, pour ainsi dire, vient se concréter dans la formule : « Et l'Allemagne, d'autre part. »

Par une espèce de réaction spontanée, l'Allemagne, dès qu'elle s'est sentie chanceler, a tâché aussitôt de se couvrir en ce point vital : son unité. Mais nous, c'est précisément là que, d'un mouvement aussi rapide, nous aurions dû porter la pointe. Nous aurions dû profiter de ce qu'en fait il n'y avait plus de Bundesrath en Allemagne, l'ancien Conseil fédéral s'étant dissous et ce qui doit en tenir lieu dans la nouvelle constitution étant informe encore, pour exiger la présence, la mention et la signature au traité, des États particuliers.

Puisque l'Empire allemand était renversé, et qu'à l'égard des tiers, il n'en pouvait subsister plus en fait qu'il n'en avait jamais existé en droit, nous aurions dû réclamer au moins le retour au *statu quo* d'avant le mois de janvier 1871. Nous aurions dû retrouver dans la Galerie des Glaces tous les personnages connus, y rassembler les successeurs de tous les protagonistes, acteurs et figurants de la double tragédie, regarder s'y refléter, derrière le visage défait de l'Empire allemand, les visages divers et multiples de toutes les Allemagnes. C'eût été le symbole du travail accompli, le signe durable de la victoire, la preuve que nous tenions finalement la paix française. Toutes les Allemagnes à Versailles, et notre frontière militaire au Rhin, c'étaient les deux conditions de notre sécurité permanente. Une grande occasion a été perdue : nous ne les avons pas. A leur place, nous avons une promesse d'alliance britannique et une promesse d'alliance américaine. Gardons-nous d'en médire ou seulement de ne point les estimer à tout leur prix. Néanmoins il suffit que telle soit en dernière analyse la garantie qui nous est accordée pour qu'on puisse dire avec raison, comme quelqu'un nous l'a dit, que nous avons moins une paix française qu'une paix anglo-saxonne.

Le mot est vrai, il pourrait paraître sévère; aussi voudrions-nous que tout le monde comprît bien dans quel sentiment nous le répétons. Nous ne nous plaignons pas, — ce serait trop absurde! — tout à l'opposé, nous nous réjouissons de ce supplément de force qui nous vient, nous viendra ou nous viendrait d'amis, d'alliés ou d'associés, éprouvés au feu des communes batailles, si ce n'est qu'un supplément, et si, en même temps que nous nous reposerons sur eux, nous ne cessons de veiller nous-mêmes, *pro parte virili*. Il n'est pas douteux que l'Allemagne (puisqu'il y a toujours une Allemagne), si elle sait que la Grande-Bretagne et les États-Unis sont résolus et engagés à nous défendre, y regardera, non à deux fois, mais à dix fois ou à cent fois avant de nous attaquer. De là comme un cercle d'intangibilité tracé à une certaine distance autour de nous, et, de notre côté (je reprends l'expression que j'employais l'autre jour), une formidable puissance d'intimidation, d'inhibition, de pression et de contrainte morale. Pourtant, faisons une hypothèse. Admettons que l'Allemagne, avec un cynisme qui n'est pas sans exemple dans son histoire, étouffe cette impression de terreur relative, se rassure par la pensée que les États-Unis et même l'Angleterre sont plus loin du Rhin qu'elle ne l'est de Paris, que certainement elles arriveront, mais qu'en attendant qu'elles arrivent elle a le temps de réussir son mauvais coup : la conclusion

immédiate de notre brève méditation est qu'il est bon et beau d'être soutenu et comme porté au bout de deux bras robustes; mais que, s'ils ne sont pas tout tendus, il est prudent de garder, fût-il plus mince, son poing bien fermé et bien armé : c'est que les alliances sont nécessaires, mais qu'elles ne sont pas suffisantes. D'ailleurs, cette hypothèse d'une nouvelle attaque allemande n'est ni la seule ni la plus vraisemblable; il se peut parfaitement que l'Allemagne, sans recourir à une agression, se borne à nous apporter une résistance passive, n'exécute point le traité, et nous dise : venez l'exécuter vous-mêmes. Ce cas est-il prévu, et, alors, l'alliance se déclencherait-elle?

Quoi qu'il en soit, nous sommes si heureux du supplément de force et de garantie que nous apportent les paroles de M. le Président Wilson et de M. Lloyd George, que nous voudrions le voir se corroborer encore d'un autre complément. Nous voudrions qu'il ne manquât personne à l'alliance occidentale, pour toutes sortes de raisons : d'abord, pour lui donner la plénitude de son pouvoir à l'extérieur; ensuite, pour lui donner, avouons-le, un équilibre intérieur. En termes clairs et positifs, nous souhaitons que l'alliance franco-anglo-américaine soit étendue à l'Italie. En termes non moins clairs et non moins nets, la paix anglo-saxonne entraîne pour nous, comme conséquence forcée, l'union latine.

De grands groupements ethniques se seront constitués par cette guerre, qui devait libérer les petites nationalités; et peut-être, en effet, en sortiront-elles libres, mais rapprochées par les origines, les affinités, par la race. Il y aura demain un bloc anglo-saxon : les questions qui risquaient d'y faire une fissure, comme celle de la liberté des mers ou celle du partage des colonies allemandes, n'ont pas même été soulevées. Il restera un bloc germanique, que nous aurons assez de peine à empêcher de se grossir des débris allemands de l'Autriche. Il n'est pas impossible, malgré les tendances divergentes de ses molécules, qu'à la longue il se forme un bloc slave. Et la France, que pèsera-t-elle entre ces colosses, avec ses quarante millions d'habitants? Mais le bloc latin y pèserait son poids, surtout, si, après l'Italie, il se réagrégeait l'Espagne.

Ce qu'il faut retenir et avoir constamment devant les yeux, c'est que voici non plus seulement les nations, mais les races rangées à côté et en face les unes des autres, et que c'est entre elles désormais que va se jouer le jeu de ce monde. La race latine restera-t-elle seule séparée, sinon divisée? Nous n'en demandons pas l'alliance contre

l'alliance, mais l'alliance dans l'alliance ; l'union latine, avec l'union anglo-saxonne, dans l'alliance occidentale, qu'elle complèterait et couronnerait. Tant que l'Italie au moins n'en est pas, l'Occident, de la mer du Nord à la Méditerranée, n'oppose au premier contact du barbare qu'une demi-barrière. Il est donc urgent et indispensable que l'Italie entre dans cette alliance, y soit appelée et ramenée. On le sait, il y a des difficultés, et chacun ne fait pas toujours ce qu'il faudrait pour les aplanir ; bien des maladresses commises et bien des susceptibilités froissées, de part et d'autre, les aigrissent; mais combien elles sont minimes, en comparaison du résultat qu'à l'avantage réciproque, on tirerait d'un loyal accord ! Pour une minute d'agacement, irait-on compromettre quatre années de sacrifices ? C'est le moment d'avoir de la patience, de n'avoir pas de nerfs, de toucher les choses dans leur réalité et de les mesurer dans leurs proportions. Ceux qui connaissent un peu profondément l'esprit italien savent que c'est un miroir qui demeure froid en réfléchissant des gestes courroucés et que ne brouille pas le souffle des verbes de flamme. On ne leur fera pas croire qu'à l'heure même où il importe le plus qu'il soit parfaitement limpide, la passion en ternisse l'acier. Dans les formations de l'Europe, telles qu'elles s'élaborent, l'Italie verra d'un œil infaillible qu'après ce qu'elle a fait, après ce qu'elle n'a pas fait avec les rancunes qu'elle s'est suscitées et les sympathies qu'elle s'est acquises, elle a une place, qui est, comme eût dit Dante, « sa place, sa place, sa place, » et qu'elle n'en a qu'une.

Cet examen de conscience terminé, retournons-nous vers l'Allemagne. Jusqu'à ces derniers jours, il semble qu'elle n'avait pas encore compris sa situation. Ce qui le montre, entre autres choses, c'est une étrange confidence du leader démocrate Haussmann : « Le 15 janvier, rappelle-t-il, j'ai déclaré à un Anglais haut placé que l'Allemagne était prête à négocier avec les parlementaires anglais, tels que lord Buckmaster, lord Runciman, lord Lansdowne, lord Haldane. Les députés Fehrenbach, Ebert, Haussmannn étaient prêts à délibérer avec eux. » Ainsi, il y a cinq mois, deux mois après l'armistice, l'Allemagne, par la bouche d'un Allemand de marque, osait émettre la prétention de choisir non seulement ses plénipotentiaires, mais les nôtres. Maintenant même, elle n'a pas abandonné celle de discuter, de procéder à coups de mémoires et de contre-propositions : M. de Brockdorff-Rantzau en est à sa dixième note, et ce n'est, dans son idée, qu'une introduction. Cela fait, et quand, pendant la quinzaine réglementaire et la huitaine de grâce, ils auront, ses collègues et lui,

ergoté tout à leur aise, signeront-ils? M. Scheidemann jure que non, et le catholique Erzberger se démène comme un diable dans un bénitier. Mais il s'est tant agité depuis 1914, en des convulsions si contradictoires! Le plus probable est qu'après des manifestations plus ou moins éclatantes, poussées plus ou moins loin, au premier, au deuxième ou au septième tour des trompettes de Jéricho, peut-être même sans que les trompettes sonnent, ils signeront. Il y aura de feintes retraites, de fausses démissions, des sorties et des rentrées, des substitutions de personnel, et des pudeurs alarmées qui se rejetteront sur des vertus plus accommodantes. Il serait dans l'ordre qu'on nous jouât la comédie de la crise ministérielle insoluble : où trouver un gouvernement qui veuille signer cette paix « intolérable, inacceptable? » Les socialistes indépendants eux-mêmes, Haase lui-même à leur tête, déclinent, avant qu'on les en charge, une pareille responsabilité. Les majoritaires protestent, les conservateurs protestent, les libéraux et radicaux protestent; mais, pour finir, quelqu'un signera; et l'on assure que l'État-major ne le déconseille pas : dans le fond, il s'attendait à pis. La véritable question, par conséquent, la question intéressante n'est point: « Les délégués allemands signeront-ils? » Mais bien : « Ce traité qu'elle aura signé, en maugréant, l'Allemagne l'exécutera-t-elle? Si elle ne l'exécute pas honnêtement, docilement, de bonne volonté, avons-nous les moyens de l'obliger à l'exécuter? »

La défense sera savante et compliquée. Nous l'avons dit : un des points faibles de la paix comme on nous la présente tient à ce fait que, le gage de notre créance étant dans le travail de l'Allemagne, nous nous trouvons par là intéressés à lui permettre de produire, et que nous sommes ainsi entraînés à relever son industrie au détriment de la nôtre : ce que, dans l'instant, nous rattraperons ou récupérerons d'un côté, ne le perdrons-nous pas de l'autre, pour toujours ou pour longtemps? L'Allemagne va devenir un marché d'aliments et de matières premières dont la capacité d'absorption ne sera limitée que par sa capacité de paiement; elle se nourrira d'abord, et ne nous restaurera qu'ensuite. Principalement, elle s'entretiendra, et ne réparera que subsidiairement. Mais ce n'est pas tout, et sa défensive se fera volontiers offensive. Après avoir essayé vainement de procéder par « désagrégation externe » entre les États de l'Entente, les Allemands essaieront de procéder par « désagrégation interne » de chacun de ces États, et tenteront d'ameuter contre une paix « impitoyable » nos socialistes, dont plusieurs seraient capables de vouloir rendre aux ombres de Bebel et de Liebknecht le père leur politesse

de 1871 : espérons qu'en ce cas leur démonstration resterait aussi platonique que le fut celle de leurs modèles allemands. Au dehors, on peut prévoir que, pour répondre à l'alliance occidentale (étendue, comme elle doit l'être, à l'Italie et à la Belgique) et contrebalancer la perte de ses colonies, l'Allemagne dessinera une énergique tentative d'exploitation de la Russie et de l'arrière-Russie, qu'elle seule a pu organiser dans le passé, à moins que, dans l'avenir, elle n'y soit devancée par les États-Unis et le Japon. Entre temps elle exhibera l'épouvantail du bolchevisme ; mais espérons que, dans ce temps-là, les gouvernements de l'Entente et le gouvernement associé auront contre ce fléau une politique. Pour le quart d'heure, si nous n'en parlons plus, c'est que nous avons renoncé à comprendre; quant à ce que nous croyons deviner, il ne nous paraît pas opportun de le dire.

Déjà l'Allemagne prend les devants, et, de même qu'elle déclare le traité « inacceptable, » n'étant pas très certaine de ne pas l'accepter, elle le déclare « inexécutable. » Mais s'il ne dépend que d'elle qu'il soit accepté, il devrait dépendre de nous qu'il fût exécuté. Or, cela n'en dépend que trop peu, et c'est ce qu'il y a, dans ce traité même, de plus regrettable. Nous avons eu beau lire et relire tous ces jours-ci le texte, ou, puisqu'il est secret, le résumé qui fait foi ; nous y avons trouvé plus d'un motif de confirmer, pas un de reviser notre premier jugement. C'est une paix forte avec des parties faibles : c'est une trame très serrée avec de grands trous. C'est une paix qu'on eût pu, autrefois, appeler « boîteuse et mal assise, » parce qu'elle est mal proportionnée, et que ses moyens ne sont pas en rapport avec ses conditions, et à d'autres égards encore. Elle contient, en ses clauses territoriales, trop de cotes mal taillées, de compromis, ouvre trop de *vie di mezzo*, coupe trop de poires en deux. Mais le propre des cotes mal taillées est qu'elles sont mal taillées pour les deux parties, et le défaut des compromis est de ne satisfaire personne. Donner à l'un et refuser à l'autre, c'est faire, dit-on, un ingrat et un mécontent; mais partager entre les deux, c'est faire deux mécontents et deux ingrats; ils accuseront toujours l'arbitre de n'avoir laissé à chacun qu'une coquille. L'inconvénient du système apparaîtra mieux quand on connaîtra avec plus de détails les arrangements relatifs à l'Europe orientale, Pologne, Tchéco-Slovaquie, Yougo-Slavie, Macédoine, à l'Asie mineure, etc. ; quand, au traité avec l'Allemagne, seront venus s'ajouter les traités avec l'Autriche, la Hongrie, la Turquie, la Bulgarie. Il est permis de craindre que la nouvelle Eu-

rope, reconstruite par la Conférence selon les plans changeants et incertains des Trois, des Quatre ou des Cinq, ne renferme encore beaucoup plus de germes de guerre que l'Europe de 1914.

Mais on entend par avance la réponse : Peut-être, mais ces germes avorteront. La Société des Nations y aura pourvu. Pour faire la guerre, il faut une armée. Quelle armée aura l'Allemagne même, instigatrice et provocatrice de toute guerre? A peine cent mille hommes, qui n'iront pas pieds nus, mais qui, engagés pour douze ans, rompus au pli de la profession, l'exerceront routinièrement, en fonctionnaires plus qu'en factionnaires, avec la placidité d'une police. Il y a une réponse à cette réponse, et c'est qu'à ces cent mille hommes ne se bornera pas la force armée de l'Allemagne : ce n'est que ce qu'on en verra, mais de ne pas être vu n'empêchera pas d'être ce qu'on ne verra pas. Ces cent mille hommes apparents, mis en vue, passés en revue, montrés, ne seront que les cadres ; dans ces cadres, l'Allemagne réintroduira au besoin les trois ou quatre millions de vétérans qui sont revenus à peu près valides de cette guerre, et elle y glissera toute sa jeunesse. Pour le lui interdire, il faudrait des moyens de contrôle et de surveillance que le traité ne nous donne pas. Nous ferons bien, à tout événement, d'être sur nos gardes et de faire comme si l'Allemagne, un jour, devait avoir et aligner en face de nous les restes de son ancienne armée, plus la nouvelle.

N'insistons pas sur les clauses financières : elles nous suffiraient, si elles se suffisaient à elles-mêmes et si toute leur valeur n'était pas dans leur application. Ce qui leur manque le plus, ce n'est pas que tous les comptes n'y soient pas réglés, que, par exemple, comme on le leur reproche, les frais de guerre n'y soient pas compris, que le total soit arrêté à une centaine de milliards, alors qu'il devrait s'élever à plusieurs centaines. Leur vraie faiblesse, à elles aussi, est dans l'absence de garanties. Elles pourraient être prises comme elles sont, pourvu qu'étant ce qu'elles sont, nous soyons sûrs qu'il dépend de nous qu'elles soient exécutées. Malheureusement, nous n'avons guère que le titre nu, sans le mandat exécutoire. Voilà le tribunal, et voilà la condamnation ; voilà, peut-être, l'huissier, mais où sont les gendarmes?

Tout ravive cette impression : c'est une paix en même temps forte et faible ; trop douce pour ce qu'elle a de dur, assez dure pour qu'elle eût dû n'avoir rien de doux. Elle-même, tout entière, dans son ensemble, est un moyen terme, un compromis, une cote mal taillée. On y sent deux inspirations, deux courants, deux directions d'intention·

elle porte en elle une contradiction intime. Tantôt elle part comme une paix de réconciliation et aboutit à une paix de châtiment ; tantôt elle part comme une paix de justice et aboutit à une paix d'indulgence. C'est la peine de mort avec la loi de sursis. Osons dire que là est la pire et pour nous la plus dangereuse faiblesse. Envers l'Allemagne plus qu'envers n'importe quelle autre nation, étant donné son caractère fixé par les siècles, on ne peut user que de *medicine forti*. L'Allemagne s'étonne qu'on ne croie pas à la nouvelle expression de ses prétendus sentiments nouveaux. Répliquons-lui par le vieux mot : « Race née pour le mensonge. » Elle va, dit-elle, collaborer dans la paix à la justice et au meilleur ordre du monde. Répliquons-lui par cet autre vieux mot : « Les Germains à la proie. » Mais il n'est pas besoin de réveiller ces antiques sentences, qu'elle pourrait considérer comme des injures : la réplique, c'est elle-même qui l'a donnée tout récemment. « A l'avenir encore, a proclamé du haut de son fauteuil présidentiel M. Fehrenbach, les femmes allemandes enfanteront, et ces enfants rompront les chaînes de l'esclavage; ils essuieront la honte dont on veut nous couvrir. Aujourd'hui aussi, comme dans les jours heureux, ce sont les mots : *l'Allemagne, l'Allemagne au-dessus de tout*, qui pour nous prévalent... » Ici, un petit mouvement sur les bancs de l'extrême Extrême-Gauche, et M. Fehrenbach reprend, en atténuant : « Ces mots qui ne furent jamais l'expression d'un orgueil égoïste, mais seulement le reflet de l'amour de notre patrie. »

Ces mots, cependant, ces mots incorrigibles, ces mots éternels, les Alliés les entendent-ils ? Pour nous, qui sommes le plus près, et qui les avons entendus, nous ne pouvons pas, nous ne devons jamais les oublier. Il n'est plus temps de récriminer, de chercher si l'on aurait pu faire mieux. La paix est ce qu'elle est; mais, dans les faits, elle ne sera pas seulement ce qu'elle est dans son texte. Elle est plastique et pragmatique; elle sera ce que nous la ferons; elle vaudra ce que nous saurons la faire valoir. Telle qu'elle est, il faudra la maintenir et la développer de jour en jour, article par article, avec une fermeté qui ne se laisse pas surprendre. En somme, c'est plus ou c'est moins qu'une paix « mal assise, » c'est une paix « debout. »

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant.

RENÉ DOUMIC.

LETTRES D'EXIL

(1870-1874)

A Monsieur Verrion.

Pollone, 14 octobre 1870.

Mon cher ami,

J'ESTIME ainsi que vous ma candidature impossible.

La seule question pour moi est de savoir si je ne profiterai pas des élections pour adresser quelques paroles à la France, sous prétexte de candidature. Cela dépendra des circonstances dans lesquelles on se trouvera alors.

Je rédige, en effet, un livre sur mon ministère (1). Il sera aussi concluant que mon *19 janvier* pour les hommes de justice. Quant aux autres, je m'en préoccupe moins que jamais. Que m'importent leurs clameurs! Ainsi on m'affirme qu'on m'accuse d'avoir emporté plusieurs millions. Or, comme j'ai placé les trois quarts de la petite dot de ma femme dans ma maison de Passy, qui probablement sera brûlée pendant le siège, en dehors de ma propriété de Saint-Tropez qui me coûte et ne me rapporte rien, il ne me restera que quelques milliers de francs, de quoi vivre dans la médiocrité, pendant quelques mois, jusqu'à ce que j'aie trouvé le moyen de me créer des ressources. Les plus acharnés, quand ils me verront condamné au labeur quotidien, reconnaîtront bien que je suis sorti de mon ministère comme autrefois de ma préfecture, non pas avec des millions, mais avec des dettes. S'ils ne le reconnaissent pas, tant pis pour eux; je n'ai besoin de certificats d'honnêteté de personne.

(1) Ce livre, commencé en octobre 1870, fut abandonné par Émile Ollivier l'année suivante et il ne fut repris qu'en 1894 sous le titre de *l'Empire libéral.*

L'Empereur n'a pas voulu la guerre : il ne l'a pas cherchée, et si, au point de vue militaire, il a commis des fautes personnelles (ce que j'ignore), au point de vue politique, il n'a fait que suivre l'opinion publique.

Je partage vos anxiétés sur l'avenir. Quant à moi, je resterai immuable jusqu'à la fin de ma vie. Je continuerai à mettre la question de forme de gouvernement au second rang, à combattre l'opposition systématique, même si elle est dirigée contre ceux qui ne me l'ont pas épargnée; et, quoique trouvant la forme républicaine la plus correcte et la plus logique, dès qu'un gouvernement quelconque sera sorti des libres volontés de la nation, que son nom soit empire, république, légitimité, orléanisme, je l'aiderai sans arrière-pensée, tant qu'en assurant l'ordre il poursuivra l'amélioration, par la liberté et par la science, du sort des humbles, des pauvres, de ceux qui souffrent et qui pleurent. Je le combattrai de toutes mes forces dès qu'il s'écartera de ce but, auquel je resterai fidèle malgré les injustices et les abandons du peuple.

A Monsieur Ernest Adelon.

Moncalieri, 25 novembre 1870.

Cher ami,

Vos lettres m'intéressent ; elles me sont un tableau vivant de cette pauvre France dont je suis désolé de ne pouvoir partager de plus près les douleurs. Mais tous mes amis du Midi me supplient de ne pas venir, que ce serait une témérité inutile. Je me résigne.

Notre vie est vraiment monastique : le travail le matin jusqu'à midi. Après le déjeuner, une promenade sur les hauteurs avoisinantes; puis encore le travail, la lecture des journaux, des lettres bien rares! A peine de loin en loin une visite reçue ou rendue. Je passe les journées entières sans dire autre chose que quelques paroles affectueuses autour de moi, ou ces banalités que la bouche prononce sans que l'esprit y ait une part. Les jours où la brume ne nous enveloppe pas, nous avons devant nous, à nos pieds, le Pò, les plaines du Piémont et l'admirable ligne des Alpes, déjà brillante de neige. Humboldt prétendait qu'il avait peu vu de spectacles comparables. Mes yeux s'attachent avec mélancolie sur ces belles montagnes dont

l'insensible beauté répond bien à ma disposition intérieure. Il ne peut s'agir de bonheur, ni même de calme, en ces jours de malheur; mais j'éprouve un apaisement dans cette solitude. Dans les premiers jours, je me suis trouvé comme fou de douleur; mes cheveux ont blanchi; j'entendais les cris des mourants et les malédictions de deux peuples me poursuivaient. N'ai-je commis aucune faute? N'ai-je pas fléchi? J'ai alors repassé minute par minute avec anxiété tous les jours de ces délibérations intérieures; je me suis traduit moi-même devant un tribunal plus sévère que celui devant lequel mes plus cruels ennemis auraient pu m'envoyer; je me suis accusé, je me suis défendu aussi, et, après bien des luttes, j'ai prononcé sur moi-même que j'avais rempli mon devoir, que je n'avais eu pour mobile ni le désir de conserver le pouvoir, ni celui de gagner la gloire, mais uniquement la préoccupation de conserver forte et intacte dans son honneur notre pauvre patrie. Depuis ce temps, j'ai moins souffert; j'ai pu lire, travailler, méditer. Maintenant je suis remonté, plein de décision, et mon âme s'est retrouvée.

Je ne me fais cependant pas d'illusion : la vie publique m'est fermée pour longtemps, peut-être pour toujours. Du reste, la nécessité de gagner le pain quotidien, après les ruines qui vont détruire notre petit patrimoine, m'obligerait à la délaisser, alors même que j'aurais la possibilité de m'en mêler encore. Je veux seulement, avant de m'en aller, déposer mon bilan et présenter mes comptes. C'est à quoi je me prépare. Mais comme je n'ai pas mes documents français et que, d'autre part, 1870 n'est que la conséquence de 1859 et 1866, je me suis mis, étant en Italie, à creuser 1859. Seulement, avec ma manie de pénétrer au fond des choses, de 1859 je suis allé à 1849, puis à 1814; des faits, j'ai été conduit aux idées, des actes aux paroles, et me voilà maintenant plongé au milieu des Moniteurs du pays, des Balbo, des Gioberti, des livres d'histoire, des documents diplomatiques, comme si je n'avais d'autre souci dans la vie que de savoir ce qu'étaient réellement Charles-Albert ou Cavour. Deux bons amis, Valerio et Castelli, me procurent tous les livres qui me sont nécessaires. De telle sorte que, moi aussi, je vis avec les morts.

Ma seule consolation, et celle-là est abondante, me vient des êtres chers qui m'entourent.

A Robert Mitchell, prisonnier en Allemagne.

Moncalieri, 23 décembre 1870.

Je ne sais si je dois désirer votre échange. Je suis si épouvanté du désordre qui règne dans l'action française ! Je ne puis comprendre que les républicains aient si mal pris leur temps pour faire une révolution. Si l'on voulait continuer la guerre, un gouvernement établi y eût eu bien plus de facilités, et en un mois il eût obtenu plus de ressources que les démagogues n'en ont mis sur pied depuis quatre mois avec une déperdition de forces incalculable !

Je comprends encore moins Bismarck. Je le croyais un grand esprit, un Cavour : ce n'est qu'un emporté. Comment n'a-t-il pas saisi la chance unique de belle immortalité qu'il a eue à Sedan ? Supposez-le à ce moment offrant la paix, sans demander ni la Lorraine ni l'Alsace. La France se le serait tenu pour dit et la paix était assurée pour plusieurs générations; la Prusse avait à la fois la gloire du présent et celle de l'avenir. Ah ! si la Fortune nous avait souri, comme j'aurais autrement usé de la victoire ! comme je me serais borné à demander le désarmement des hommes et des forteresses ! Je ne sais pas pourquoi Dieu m'a maudit assez pour me refuser l'occasion de témoigner à notre ennemi le Prussien une magnanimité égale à celle que j'ai montrée à l'Empereur mon persécuteur. Je ne murmure pas, je me soumets, je me résigne : je ne méritais sans doute pas ce bonheur ; il est réservé à un autre. *In manus tuas, Domine.*

A Monsieur le comte de Beust.

Moncalieri, 23 décembre 1870.

Monsieur le chancelier,

J'aurais besoin des documents que vous avez communiqués à vos Chambres, et comme je ne connais personne à Vienne, je prends la liberté de vous prier de me les faire expédier.

Quelle belle occasion vous avez laissé perdre de venger le désastre de Sadowa ! La France, si la guerre continue à lui être défavorable, ne sera affaiblie que pour un temps. Mais quelle

sera la situation de l'Autriche après qu'elle aura subi la manière insolente dont le roi de Prusse vient de déchirer le traité de Prague et de prendre le vieux titre des Habsbourg? Comment défendrez-vous ses Allemands contre l'attraction germanique et ses Slaves contre l'attraction slave? La France seule pouvait, maintenant que l'Italie n'est plus entre elle et vous, être votre alliée fidèle, constante, loyale, des bons et des mauvais jours. Tous chez nous pensaient de même à votre égard et vous nous avez abandonnés après tant de promesses de concours! Excusez ce cri de douleur et croyez à mes sentiments de haute considération.

A Ernest Ollivier.

Moncalieri, 24 décembre 1870.

Il me semble qu'en Italie l'opinion s'est modifiée. J'ai lu l'autre jour dans *la Perseveranza* un article admirable en notre faveur. Au moment où, dans notre malheureuse patrie, les écrivains officiels et officieux, aveuglés par la haine de parti, affaiblissent cette juste cause par des capitulations diplomatiques plus humiliantes que les capitulations militaires, j'ai été touché de trouver dans un écrivain étranger une appréciation si éclairée de la vérité des faits. Ni l'Empereur, ni son ministère n'ont cherché la guerre; la Prusse seule l'a voulue, provoquée, après l'avoir longuement préméditée. C'est pour nous y obliger qu'elle a organisé la candidature Hohenzollern avec le mystère d'un complot, et, cette candidature écartée sans qu'elle y eût contribué en rien, elle a commis envers nous un de ces actes qu'aucune nation n'a jamais supportés sans signer sa déchéance morale et politique.

Lorsque nous avons été surpris par cette agression, nous opérions à l'intérieur une transformation sans précédent dans notre histoire; à l'extérieur, nous cherchions à apaiser les dissentiments et à donner à la paix la garantie d'un désarmement. Si l'Empereur et le ministère avaient voulu des prétextes, est-ce qu'ils en manquaient? Est-ce qu'ils avaient besoin d'attendre la candidature Hohenzollern? L'affaire des Danois du Sleswig n'offrait-elle pas plus qu'un prétexte de guerre? Quant à moi, après avoir pendant douze ans soutenu le droit des nationalités et condamné toutes les ambitions sur le Rhin, je

ne me serais dans aucun cas prêté à une guerre de conquête. Mais combien peu reconnaîtront ces vérités qui, un jour, auront une évidence historique, même en Allemagne, si, comme je l'espère, la cupidité n'y a pas éteint l'esprit de Gœthe et l'âme de Beethoven. Quelle malédiction auprès du vulgaire que la défaite! Il faut savoir se taire et attendre.

A la princesse Wittgenstein.

3 janvier 1871.

Ma chère princesse,

Votre lettre a été la bienvenue et je me hâte d'y répondre. Je ne dirai rien des événements : ils sont cruels; mais, comme vous, je suis très persuadé qu'ils auront d'autres effets que ceux qui apparaissent. Après des épreuves plus ou moins longues, la France retrempée reprendra ses destinées auxquelles l'Allemagne se montre manifestement incapable de succéder, par l'infériorité morale qu'elle révèle en même temps que sa force matérielle. Je la croyais moins forte selon le monde et plus grande selon Dieu, plus généreuse, plus magnanime. Du reste, il vaut mieux qu'il en soit ainsi et que nous nous rachetions nous-mêmes par les larmes et par le sang.

Il m'a paru peu digne de voir qui que ce soit en ce moment sur ce plateau de Moncalieri, aux villas toutes dépeuplées l'hiver; j'en ai choisi une et je suis venu m'y enfermer comme dans un cloître. Mon père et Daniel sont venus nous y rejoindre et nous vivons là entre nous, sans aucune relation extérieure, tout entiers au travail, à la retraite. Je m'occupe de mon livre sans savoir quand je le publierai et, sans doute, cela ne sera pas prochainement. Jusqu'à ce que la paix soit revenue, je n'ai qu'à me taire et à subir avec un esprit de douceur et de résignation les insultes, les mauvais jugements et les persécutions.

Que deviendrai-je après cela? Voilà la troisième fois qu'au moment où je vais, après tant d'épreuves, toucher au port, je suis saisi par la vague et rejeté en pleine mer. Je vais donc de nouveau me remettre à ramer. Pendant un temps plus ou moins long, je ne pourrai rien tenter en politique, à cause de l'impopularité qui, en France surtout, s'attache aux vaincus. Je profiterai sans doute de cet exil pour reprendre ma robe d'avocat et assurer un patrimoine à mes enfants. Tant que je

ne pourrai pas exécuter ce projet, il est probable que je resterai éloigné. Il faut, dans certaines occurrences, savoir éviter à ses amis l'ennui de vous renier.

A la comtesse d'Agoult.

11 janvier 1871.

Je ne savais que vaguement où vous étiez, première cause de mon silence ; ensuite ma fatigue extrême, mon chagrin ; puis l'habitude que j'ai prise de ne faire le premier pas vis-à-vis de personne. En veillissant, quand on ne devient pas très âpre, on devient très miséricordieux et on s'accommode le mieux qu'on peut aux humeurs diverses des hommes, à leurs faiblesses. Or, la principale est de ne plus connaître les vaincus. Pourquoi contrarier ce goût si naturel?

Votre lettre m'a fait grand plaisir : il y règne une sérénité qui, aujourd'hui, est dans mon cœur, et un espoir qui n'y est pas encore. Plus j'envisage en philosophe observateur ce terrible moment, semblable à celui où Machiavel se trouva en 1527, *dove la pace è necessaria e la guerra non si può abbandonare*, plus je suis partagé en un double sentiment : devant tant de docilité, de patience, d'héroïsme, de sacrifices dans notre peuple, mon âme ranimée s'abandonne aux pensées d'espérance; devant l'ignorance, la présomption, le décousu de nos chefs politiques, mon âme abattue ne donne plus accès qu'au découragement. Quoi qu'il arrive (et je donnerais ma vie pour que ce fût la victoire), l'entreprise d'accroître les désastres d'une invasion par ceux d'une révolution restera une des plus folles de l'histoire!

A Monsieur Bourrelly.

Moncalieri, 14 janvier 1871.

Mon cher ami,

Je vous remercie de votre lettre affectueuse. Je suis en effet très calme, préparant un livre qui mettra au néant pour l'histoire, les accusations ineptes et lâches dont on me poursuit pour n'avoir pas laissé insulter la France, et pour avoir obéi à la pression impérieuse de l'immense majorité. Du reste, l'opinion publique est une telle prostituée que je m'inquiète médio-

crement de ce qu'elle pense de moi. Voilà bientôt six mois que je vis seul, sans voir personne, méditant, travaillant, et savourant la vérite de la parole de l'Imitation : *Cella continuata dulcescit.* Si j'avais de quoi vivre sans travailler, je resterais ainsi jusqu'à la fin de ma vie. Malheureusement n'étant point dans cette situation, il faudra que je revienne aux réalités : ce sera dur. Si j'étais moins engagé dans les choses publiques, je renoncerais pour toujours à la vie publique. Je m'en tiendrai éloigné le plus que je le pourrai ; et grâce à mon impopularité, ce sera très long : mais dès qu'un devoir se présentera à moi, et que je pourrai rendre service à cette pauvre Patrie, que j'adore d'autant plus qu'elle est malheureuse, je sacrifierai mon repos, ma santé, ma fortune ; quel que soit le dégoût que j'ai pour les luttes politiques, j'y rentrerai courageusement.

Le mieux eût été de ne pas faire une révolution et de ne pas joindre les calamités d'une guerre intérieure à celles d'une lutte extérieure. Maintenant ce qu'il y aurait de mieux, ce serait d'essayer consciencieusement une république sensée, avec deux Chambres non permanentes, un président. Les excès des démocrates, les intrigues des partis, les instincts monarchiques du pays le permettront-ils ? Quant à moi, mon parti est pris ; quel que soit le gouvernement que la France se donne, je l'aiderai, je le seconderai. Jamais je ne serai le complice d'une révolution. A mes yeux, ce serait une scélératesse. Cette conduite n'est nullement incompatible avec une fidélité personnelle à l'Empereur, le seul du régime pour lequel j'éprouve un sentiment affectueux. Comme je le plains, ce pauvre homme ! Quelles fautes ne seraient pas effacées par l'expiation qu'on lui impose ! L'a-t-on assez outragé, méconnu, vilipendé, déchiré, calomnié depuis plusieurs mois ; après l'avoir tant adulé, célébré, acclamé !

Je ne forme aucun projet : de quelque temps encore, je ne puis penser à rentrer en France : la haine universelle s'attache trop à mon nom. J'attendrai. Cela passera comme tant d'autres choses...

Au duc de Gramont.

Moncalieri, 17 janvier 1871.

Je reçois votre lettre parfaitement intacte et je vous remercie du télégramme. Tant que je ne pourrai pas étudier toutes

les pièces, il y aura toujours quelques points sur lesquels je n'aurai pas de certitude, surtout lorsque les pièces n'auront pas passé par mes mains déjà.

Du reste, voici comment je travaille. Comme éléments j'ai ma mémoire, les notes sommaires que je prenais chaque soir ou que ma femme prenait pour moi, le *Journal officiel*, vos lettres, enfin les documents étrangers. Avec ces éléments je vais faire une première reconnaissance dans le sujet, grouper les faits et leurs motifs sans me préoccuper du style ni du contrôle mathématique des détails. Ce premier travail fini, dès que j'aurai mes documents et les vôtres, je ferai une refonte générale et minutieuse. L'été venu, il faudra que nous nous rencontrions pendant huit jours quelque part et que nous arrêtions les lignes, puis je rédigerai définitivement, de manière à être prêt à publier au printemps prochain, sauf à différer si l'heure ne me parait pas propice. Je voudrais faire une œuvre de vérité et aussi une œuvre d'art, dans laquelle l'aridité des faits serait relevée par des souvenirs intimes, des portraits, et à travers laquelle circulerait une discussion serrée. L'Empereur, en prenant l'initiative dans ses brochures de raconter mes conversations, m'a autorisé à raconter les siennes ; je le ferai avec respect, mais librement. Je n'omettrai pas notamment de mentionner le déjeuner où Mme Waleska nous tournait le dos et l'Impératrice affectait de ne pas nous regarder parce que nous nous contentions de la renonciation du Père Antoine. Je suis parfaitement décidé, après tant de sacrifices faits à un gouvernement qui, pendant la plus grande partie de sa vie, m'a persécuté, à ne pas en faire un dernier en immolant mon honneur.

A Monsieur Jouanet.

10 février 1871.

Ne désespérons pas ! Il serait criminel de désespérer de la patrie. Aimons-la, cette chère et belle patrie d'autant plus qu'elle est plus malheureuse, et profitons de nos épreuves individuelles pour nous améliorer nous-mêmes, pour devenir plus justes, plus miséricordieux, afin que par nous la France se relève et brille de nouveau après s'être guérie de sa présomption et surtout de l'esprit révolutionnaire qui a été sa calamité jusqu'à présent.

Je ne sais encore quand je reviendrai (dans le Midi). On me dit que je suis toujours l'objet de la haine universelle. J'attends donc que des jours plus calmes soient venus et que les gens sensés se soient rendu compte que ce n'est ni l'Empereur ni moi qui avons voulu la guerre, que c'est la Prusse qui l'a voulue, cherchée, qui nous y a contraints, et que l'Empereur et moi avons fait tout ce qui est humainement possible pour l'éviter.

Quant à vous, restez tranquille. Ne prenez même pas la peine de me défendre; ce serait inutile : c'est un torrent qu'il faut laisser tarir sans essayer de l'arrêter.

A Monsieur Amédée de Jonquières.

27 février 1871.

Cher ami,

Ne croyez pas que j'aie été insensible à votre bonne lettre ou blessé par sa franchise. Aucune franchise ne m'a jamais blessé et celle de mes amis n'a eu pour résultat que de m'attacher davantage à eux. Seulement je suivrai votre conseil, et, même pour vous répondre, je ne rentrerai pas dans le domaine politique d'où j'espère être sorti pour bien longtemps, sinon pour toujours. Si l'Empereur a commis des fautes, est-ce le moment de les relever? n'est-il pas plus généreux de ne se rappeler que ses bonnes et grandes qualités, son humanité, sa douceur, sa bonté, son amour de la France et du peuple, le courage avec lequel il a renoncé à son pouvoir personnel, et surtout ses malheurs, les injures dont on l'accable, les trahisons dont on l'entoure, les infamies qu'on accumule contre lui? Pauvre, pauvre homme! Moi, je lui pardonne tout et je n'ai pu retenir mes larmes en lisant sa dernière proclamation qui est simplement admirable.

J'ai bien souffert à contempler les désastres de la patrie et chaque coup qui atteignait nos malheureux soldats me retentissait au cœur. J'ai cru que je ne m'en relèverais jamais. C'est l'injustice qui m'a rendu à moi-même. Quand j'ai appris que, de tous côtés, on m'accusait, on me poursuivait de haine et de calomnies, qu'on voulait faire retomber sur moi seul la responsabilité d'une guerre que j'avais tout tenté pour éviter, je me suis révolté, et cette révolte m'a soulevé de terre, redonné le

courage et mis dans une assiette forte et patiente d'où je ne suis plus sorti.

Maintenant que deviendrai-je ? Comment renouerai-je une vie que je brise pour la troisième fois ? Aussi longtemps que je pourrai, je vivrai dans la méditation et l'étude. Si mes ressources matérielles, qui se rattachent presque toutes à l'affaire de Suez, venaient à me manquer, Dieu ne m'abandonnera pas assez pour me refuser les moyens de ne pas manquer à mes devoirs. Je redeviendrai avocat stagiaire comme il y a vingt ans, et peut-être trouverai-je encore, pour me faciliter ma tâche, l'appui d'un nouveau Vatimesnil : car c'est à ce digne homme, je ne l'oublierai jamais, que je dois ma grande affaire de Guerry contre Berryer, comme c'est à Montalembert que je dois ma nomination à l'Académie.

Je ne vous remercie pas de votre fidélité à un ami vaincu : ce serait marquer que j'en ai été surpris, tandis que j'en étais sûr.

A Monsieur Castelli.

Moncalieri, 4 mars 1871.

Nous voilà dans l'abîme (1). Nous en sortirons et nous aussi nous entrerons un jour à Berlin. La seule pensée de ma vie sera désormais de préparer ce jour. Je n'ai souci ni de dynastie, ni de république, ni même de liberté. Une seule pensée, une seule passion, un seul but : la revanche nationale. Le monde fera bien de se hâter de jouir de cette paix, car il verra une bien autre guerre ! — Ou la France périra ou deviendra un État de second ordre, ou elle reprendra sa place et punira l'Allemagne. Dieu veuille que ce soit cette fois avec l'aide de l'Italie !

Au directeur de la Correspondance Slave *à Prague.*

14 mars 1871.

Monsieur,

Laissez-moi, quoique vaincu, vous exprimer ma reconnaissance pour la sympathie persévérante que vous avez témoignée à la France dans la malheureuse crise qu'elle traverse. J'en

(1) Après la capitulation de Paris.

suis d'autant plus touché que je suis convaincu que c'est par l'alliance fraternelle et militaire de la race slave et de la race française que les principes de justice prévaudront de nouveau dans le monde.

Vous m'avez honoré autrefois de l'envoi de votre journal. Si vous vouliez continuer à me l'expédier, vous m'obligeriez, car je tiens à suivre vos affaires de près.

Croyez à ma cordiale sympathie pour vous et pour votre œuvre.

A Monsieur Bourrelly.

Moncalieri, 29 avril 1871.

Mon cher ami.

Nous sommes toujours dans l'attente, et mon père et Adolphe qui devaient partir ces jours-ci suspendent leur départ jusqu'à ce que cette affaire de Paris se termine. La victoire de Versailles est certaine ; mais elle peut être plus ou moins prochaine ou plus ou moins sanglante.

Tout ce qui se passe est bien trouble et bien triste. Cependant je ne désespère pas, nous sommes revenus de plus loin. Mais je suis de plus en plus frappé de ce fait que le règne d'une liberté paisible, ce vœu permanent de la nation, n'a été empêché que par la révolte des minorités et je me préoccupe de trouver les moyens de sauvegarder les droits sans cesse méconnus de la majorité. En Amérique, il faut protéger la minorité contre l'oppression de la majorité. Chez nous, c'est la majorité qui a besoin de protection contre l'intolérance factieuse des minorités. Si nous ne remédions pas à cela, *finis Galliæ.* Si je trouve, j'indiquerai le résultat de mes recherches dans un livre à titre de testament politique, car je considère ma carrière active comme close. La haine des partis que j'ai été sur le point de vaincre, ne me pardonnera pas.

Vôtre de cœur. E. O.

Je crois à l'échec de la Commune, surtout à cause de sa conduite. Elle renonce à la terreur, elle n'en a plus l'audace. Or, comme la terreur a été son origine, sa raison d'être, sa force, comme, sans la fusillade de la place Vendôme, elle mourait dans son berceau, elle est perdue, dès qu'elle abandonne l'auxiliaire qui l'a fait naître et s'établir.

C'est la punition des mauvaises causes, qu'elles ne peuvent se rapprocher du bien, sans périr. Ce contact en les purifiant les consume.

A Madame Singer.

26 mai 1871.

Ma chère amie,

Vous voulez donc que je vous parle politique.

Eh bien! finissons-en d'abord. En ce qui concerne vos objections à ma conduite, il y aurait trop à dire; je me borne à écarter d'un mot, trois de vos affirmations.

1° La prétendue négation de Benedetti n'a aucun sérieux. Je vous enverrai sur ce point une brochure non signée de Gramont, tirée à cent exemplaires, qui vous éclairera.

2° Je n'avais pas à me plier aux volontés guerrières de l'Empereur, car elles n'existaient pas. Ce pauvre homme ne voulait pas plus de guerre que moi, et il ne l'a acceptée comme moi que parce qu'il n'a pu faire autrement. La guerre a été *imposée* par Bismarck. Cela deviendra plus clair que la lumière du jour avec le temps.

3° Me retirer au moment du péril, c'eût été une lâcheté. Je suis sans doute dévoué à la cause de la paix, mais je le suis plus encore à celle de l'honneur, et je ne m'occupe jamais, dans mes décisions, du profit ou de la gloire personnelle. Tout ce qu'on débite sur ces événements n'est qu'un ramassis de mensonges, de calomnies. Avec le temps, la vérité se fera sur notre rôle comme sur celui de Bismarck et chacun sera remis à sa place : je ne redoute rien de cette épreuve.

Quant à mes idées sur la forme actuelle à donner au gouvernement, les voici. Il n'y a rien d'absolu en matière de gouvernement. Le meilleur est celui qui s'adapte le mieux à la situation morale et politique d'un peuple, et qui le conduit le mieux à son but. Quel est le but que doit poursuivre la France, si elle ne veut pas périr ou pourrir, — ce qui est pis? — La revanche.

Il ne s'agit plus de liberté, ni de bien-être, il s'agit d'être. Il faut arracher Strasbourg à la Prusse, et aller imposer la paix à Berlin. Toute autre politique serait une politique de honte, d'abjection, de suicide. Attendons aussi longtemps que cela sera nécessaire, mais préparons-nous sans distractions à cette

sainte guerre. Je pense donc que le meilleur gouvernement sera celui qui opèrera une concentration plus énergique du pouvoir, pour mieux la préparer et la faire.

Quel sera le vengeur? Je ne le vois pas poindre. Le Duc d'Aumale peut-être? peut-être un sous-lieutenant qui rêve dans une mansarde. Quel qu'il soit, je suis à lui, et j'étudie pour lui la guerre. Je n'ai plus qu'une pensée qui brûlera mon cœur jusqu'au dernier soupir : obtenir justice de l'iniquité de l'Allemagne.

Voilà pour le côté extérieur de notre situation. A l'intérieur, il s'agit de socialisme et d'ultramontanisme. La lutte est entre les deux. Le socialisme est à l'hôtel de ville et l'ultramontanisme à Versailles. Qui les domptera l'un et l'autre? Je voudrais que ce fût la république, mais elle n'aura pas assez de force. Les d'Orléans, pas davantage. Ici se présente la chance des Bonaparte ou du Césarisme. Je lis l'histoire romaine; je suis épouvanté des analogies, et je me demande si le Césarisme n'est pas la forme nécessaire des Démocraties. Je repousse cette tentation, mais elle est bien forte.

Maintenant, parlons de nous.

La pensée de votre fils ne m'a pas quitté; mais je le croyais avec Mac Mahon et je ne savais où et à qui m'adresser pour avoir de ses nouvelles et des vôtres. Quant à votre sœur, c'est moi qui ai à me plaindre plus qu'elle. Je lui ai écrit à Trouville, elle ne m'a pas répondu, et comment aurais-je su qu'elle était à Bruxelles, tandis que par Saint-Tropez, elle pouvait toujours savoir où j'étais. Mais ne récriminons pas. Soyons sans arrière-pensée, à la joie de nous retrouver et de nous aimer. Cette joie est immense en moi, et à son intensité je juge de la blessure cruelle que m'eût été votre froideur. Vous êtes un de ces êtres rares sans lesquels la vie me serait une dureté. Et je me réjouis à l'idée d'être obligé, par mon impopularité et par la haine publique qui s'attachera longtemps encore à moi, à la douce nécessité de me concentrer et de me réduire à ces vieilles amitiés d'autrefois, à mes amitiés des jours d'obscurité. M'y voilà revenu, à ces jours! Pendant bien longtemps, je vais être à l'écart de tout; mais ma proscription aura de délicieuses compensations, puisque votre fidélité ne s'est pas laissé ébranler ni déconcerter par le flot de calomnie, de bassesse, de haine qui s'est déchaîné sur mon pauvre nom. Ne vous fati-

guez pas à le défendre; laissez, laissez dire, mais dans votre cœur, réservez-lui toujours un petit coin mystérieux.

Depuis mon départ de France, ma vie se résume en deux mots : la solitude et le travail. Voulant ne voir absolument personne et n'ayant d'ailleurs que très peu d'argent à dépenser, je me suis installé à Moncalieri dans une petite villa. Mon père et mon fils, chassés du Var par les fureurs démagogiques, sont venus me rejoindre : et nous avons vécu là, étroitement entre nous, refusant de recevoir les visites. Au lieu de me lamenter, je me suis mis résolument au travail et j'ai fait d'énormes travaux. Un d'eux est le récit complet de la guerre de 70, au point de vue politique. Bien entendu, je ne songe pas à le publier et de *longtemps;* mais c'est fait.

Le printemps venu, j'ai quitté Moncalieri, trop chaud, et je suis venu m'installer dans la Suisse piémontaise, charmante contrée dans laquelle il n'y a que des prairies, des châtaigniers et de braves gens. Je compte y demeurer jusqu'en octobre. Si, à cette époque, j'ai pu réunir quelques sous, j'irai faire une course en Italie, puis j'irai passer l'hiver à Saint-Tropez. Je veux pendant bien longtemps m'éloigner de tout, rester étranger à tout et fuir surtout Paris. Il faut qu'on m'oublie et que, quand je reparaîtrai, on dise : mais nous le supposions mort!

J'ai été préfet, commissaire, député, ministre à mon corps défendant. Si j'entre de nouveau dans la vie publique, ce sera comme autrefois, parce que j'y serai forcé, et non pas parce que je l'aurai recherché.

Malgré tout, je ne désespère pas, notre pays est revenu de plus loin : il se relèvera. Quant à moi, ne fussé-je jamais plus rien d'officiel dans les affaires, je trouverai moyen d'être utile, et mes années de retraite ne seront peut-être pas perdues. C'est dans une situation semblable que Machiavel a écrit *le Prince*. Et qui sait? Ce qui a paru une chute, n'est peut-être que le commencement de ma *vraie* grandeur.

Dans ce temps où tout homme veut être quelque chose, n'est-ce pas un bon exemple à donner que de s'accommoder de n'être plus qu'une goutte d'eau inconnue dans la mer qu'on dominait autrefois.

A l'Empereur Napoléon III.

Pollone, 8 juin 1871.

Sire,

Si vous étiez sur votre trône, je ne vous dérangerais pas pour vous annoncer un événement de ma vie privée. Mais il me semble qu'actuellement, c'est vous envoyer un témoignage d'attachement que de vous annoncer que ma femme vient de me donner un fils. Dieu lui fera la grâce, je l'espère, de travailler à la régénération de sa patrie.

Je lis dans les journaux que Votre Majesté songe à abdiquer en vue des événements futurs. Il y a, en effet, dans le nom de Napoléon, une puissance qu'il est difficile de croire épuisée. Guizot l'a dit : « L'expérience a révélé la force de ce nom. C'est beaucoup d'être à la fois une gloire nationale, une garantie révolutionnaire et un principe d'autorité. Il y a là de quoi survivre à de grandes fautes et à de longs malheurs. » Mais quels que soient les événements, croyez-m'en, ne vous condamnez pas vous-même par une abdication, qui, d'ailleurs, ne faciliterait rien. Gardez le titre que vous avez mérité par tant de services rendus à la France, au peuple, à la civilisation.

Quoi qu'il arrive, restez jusqu'au bout l'Empereur. *Stantem mori oportet.*

A Mme Singer.

Pollone, 14 juin 1871.

Je n'ai jamais menti de ma vie et si Thiers m'avait dit que nous n'étions pas prêts, j'en conviendrais volontiers. *Mais je l'affirme sur l'honneur, jamais il ne m'a rien dit de pareil.* Du reste, depuis que l'affaire Hohenzollern s'est compliquée, je n'ai causé avec lui qu'une fois, en présence de quelqu'un qui confirmera mon démenti. M. Thiers se trompe (1). Je n'ai rien dit et je ne dirai rien de très longtemps, mais le temps de dire viendra. Je ne veux pas prononcer une parole qui soit de nature à affaiblir ceux qui tiennent le pouvoir. Je consens encore à

(1) *L'Empire libéral* donne les lettres de tous les membres du Cabinet du 2 janvier, affirmant que M. Thiers ne leur a jamais dit que nous n'étions pas prêts.

être le bouc émissaire d'Israël. Je n'ai rien à me reprocher, j'en ai la conscience, je suis calme; le jugement des autres m'importe peu et je puis attendre. Je demande à mes amis d'avoir, en ce qui me concerne, la même philosophie et de ne pas se fatiguer à me défendre. Le temps, qui est galant'uomo, s'en chargera.

Je comprends la répulsion que vous inspirent mes idées. Autant que vous, je déteste la guerre; mais comme je suis persuadé que la France est finie, si elle ne se relève pas militairement, et comme je suis sûr qu'elle le peut, je ne comprends pas d'autre politique que celle de la revanche. Il vaut mieux s'exposer à périr que de végéter dans la boue. Et nous ne périrons pas!

A la Comtesse de Magnac.

20 juin 1871.

Chère amie,

On félicitait Michel-Ange de la naissance d'un neveu. Il répondit : « Lorsqu'un homme naît, il faut pleurer, ce n'est que lorsqu'il meurt après avoir bien vécu qu'il faut se réjouir. » Je pense ainsi. La naissance de mon fils me préoccupe donc plus qu'elle ne me réjouit. Ces jours-ci, il est un peu souffrant. Il me serait dur cependant de perdre cet enfant de mes heures d'affliction, cet enfant de la terre étrangère. Qu'il soit fait selon ce qui est écrit, car plus que jamais, c'est en Dieu que je place et ma paix et mon espérance.

Il se peut que parmi les personnes réellement *intelligentes*, je ne sois plus attaqué, mais comme elles sont peu nombreuses, je reste pour la multitude l'objet de l'exécration et pendant de longues années, si ce n'est toujours, ma vie sera toute de retraite, d'obscurité. Mais vous savez mieux que personne qu'il n'y a là rien qui me soit effrayant. Thérèse m'aidera à passer ces années de vie intérieure comme elle m'a aidé à traverser ces mois de douleur, et mes amis aussi me seront fidèles, et tant pis pour ceux ou celles qui ne le seront pas. Daniel est avec moi, ainsi que mon père. Il se porte bien, travaille bien, quoiqu'il soit passionnément joueur. Il est ouvert, intelligent. J'espère en janvier lui mettre un Virgile en main.

Ma maison de Passy est souillée, mais sauvée. La Commune

l'occupait et allait y mettre le feu lorsque les troupes sont arrivées. Ils ont scié en deux mon coffre-fort et volé les quelques meubles ou tableaux qu'on n'avait pas eu le temps d'enlever.

A la princesse Wittgenstein.

7 septembre 1871.

Ma chère princesse,

A mon retour, je trouve votre lettre. Je viens de faire une course dans les montagnes avec le prince Napoléon après avoir passé chez lui quelques jours avec la princesse Clotilde, le prince Humbert et autres personnages intéressants. Pendant ce séjour, j'ai arrangé bien des choses et j'en ai préparé d'autres. « Dis à Ollivier, a écrit l'exilé de Chislehurst au prince, qu'il a toujours une grande part dans mes affections. » Il ne doute pas, du reste, de son retour en France.

Mon père est arrivé heureusement à Saint-Tropez, et il y a emmené son petit-fils. Ils ont été plutôt bien reçus. Je songe maintenant à mon établissement d'hiver. M'établir dans une ville ne me sourit pas. A Rome surtout, que je choisirais, cela doit être bien difficile. Mais voici à quoi je pense : m'installer à Frascati de manière à me trouver à proximité de Rome, sans y être. A cette époque, les villégiatures doivent être abandonnées et on doit pouvoir trouver pas trop cher une petite maison ou un *quartiere* dans une maison avec un jardin. Que pensez-vous de la possibilité de ce projet en votre qualité de Romaine?

A M. Patin, secrétaire perpétuel de l'Académie française.

7 septembre 1871.

Monsieur et cher confrère,

Vous ne devez pas douter de l'impatience que j'éprouve à prendre possession du fauteuil que je dois à la bienveillance de l'Académie. Cependant je viens vous prier d'obtenir pour moi que ma réception soit retardée le plus longtemps possible et que celle de mes confrères postérieurement nommés la précède.

En priant l'Académie de me laisser dans le silence jusqu'à ce que l'effervescence qu'excite mon nom soit apaisée, je me préoccupe de l'intérêt de mes confrères autant que du mien et

j'espère qu'ils accueilleront ma démarche comme une première preuve de ma cordiale gratitude.

Permettez-moi de vous dire combien je regrette de n'avoir pu joindre ma voix à celles qui vous ont élevé à la place d'honneur dont vous êtes si digne et agréez l'assurance de mes sentiments dévoués (1).

ÉMILE OLLIVIER.

A Monsieur Biard d'Aunet.

8 septembre 1871.

La question que vous me posez sur le suffrage universel est fort sérieuse. Le suffrage universel est la forme, la manifestation de la démocratie; détruire le suffrage universel, le mutiler, équivaut à mutiler ou à détruire la démocratie. Je considère cette entreprise comme *au-dessus des forces de qui que ce soit.* Le suffrage universel peut être mieux organisé, ses modes de fonctionnement peuvent être perfectionnés, mais il serait malaisé de le supprimer. Je n'ose même pas penser que cela serait désirable, car j'ai bien souvent trouvé plus de bon sens chez le paysan qui ne sait pas lire que chez le boutiquier censitaire ou l'ouvrier mi-lettré des villes.

Le mal de notre pays n'est pas dans le suffrage universel, mais bien plutôt dans le mépris où l'on tient ses décisions. Je suis persuadé qu'il n'y a qu'un moyen de sortir du gâchis actuel, c'est de lui faire nettement appel et de traiter ensuite comme séditieux quiconque résistera à son jugement. L'essentiel est que l'appel soit loyal et direct. Les assemblées constituantes sont une illusion et une sottise. Les plébiscites seuls peuvent *constituer;* ensuite les assemblées organisent le pouvoir constitué par la nation. *A toute société il faut un principe d'autorité :* je cherche vainement où il pourrait être en dehors du suffrage

(1) Extrait du *Peuple souverain* — 15 novembre 1871. « Nous pouvons absolument garantir le fait suivant : M. Ollivier vient d'adresser au secrétaire perpétuel de l'Académie française une lettre *que nous avons sous les yeux* et dont voici *à peu près* le sens : « Monsieur, le bruit court que ma réception à l'Académie va être indéfiniment ajournée. Je viens protester contre une semblable résolution de mes nouveaux confrères. Je ne crois pas que pareil procédé ait jamais été employé avec un académicien qu'on aurait dû commencer par consulter. J'ai *besoin* de prononcer mon discours, c'est ma justification et ma *glorification* politique et *il faut* que je le prononce au plus tôt. Agréez, etc. »

universel. Je le place, quant à moi, au-dessus de la République, de l'Empire, de toutes les formes de gouvernement, et l'unité de ma vie est dans le respect que j'ai toujours témoigné pour ses volontés, même lorsque j'avais essayé de les déterminer autrement.

A Ernest Ollivier.

Pollone, 9 septembre 1871.

Je ne songe pas à rentrer en France, non que j'aie le moindre danger à courir, mais je mets ma dignité à rester silencieusement loin des hommes et des choses. — Je ne me présente pas au Conseil général et je ne suis présenté par personne. Les journaux ont fait trop d'honneur au cœur de mes compatriotes. Si une nomination spontanée m'eût touché comme marque d'affection, elle m'eût fort gêné dans mes études en interrompant trop tôt ma chère solitude où je compte rester tout l'hiver au moins.

Je ne mettrai pas Daniel au collège. Sans doute il faut qu'un enfant s'habitue aux rudesses humaines. Mais il y a deux méthodes : la première de les acquérir soi-même, la seconde de s'élever si fort au-dessus qu'elles ne vous atteignent pas. C'est la dernière que j'essaierai avec mes enfants. Pour les aguerrir à des souffrances futures, je ne veux pas leur imposer la souffrance présente; je ne veux pas que, cailloux roulés au milieu d'autres cailloux grossiers, ils perdent leur forme propre, leur pureté d'imagination et de cœur. Il me semble qu'avoir placé Daniel auprès de son grand-père comme une joyeuse fleur sur des années sombres, c'est l'avoir, en quelque sorte, consacré aux dieux protecteurs de la vie et avoir préparé, pour ses jours à venir, les influences heureuses et les destins propices.

A Démosthène Ollivier.

20 septembre 1871.

Mon cher père,

Ce que tu me racontes de Saint-Tropez me cause une grande peine, non à cause de la chose en elle-même, mais à cause du retentissement qu'elle peut avoir sur ta santé. Si tu supportais sans trop souffrir cette épreuve, je m'en moquerais. Il est évident

que c'est un complot organisé, sur un mot d'ordre, entre les démagogues du lieu pour te faire quitter le pays et m'empêcher d'y revenir. Il ne faut pas que tu courbes ta tête sous ces faits. Comme ils sont lâches, dès qu'ils verront que tu résistes, ils se calmeront. La manière de résister est de se tenir tranquille, et d'éviter pendant quelque temps d'aller à Saint-Tropez. Puis, nous verrons. Mais il va de soi que je n'entends pas que tu prennes trop sur toi pour supporter une vie trop dure. Si tu en souffres, écris-le-moi franchement et tu pourras, soit venir nous rejoindre, soit aller habiter ma maison de Passy (plutôt nous rejoindre, car Passy aurait d'autres inconvénients.)

Je ne veux pas t'imposer une épreuve que je ne partage pas. Seulement, ne pars pas sans m'avoir prévenu, afin que nous ayons le temps de tout organiser. Je suis maintenant parfaitement détaché de Saint-Tropez. Si tu trouves à le vendre, entre en négociations, et si tu le veux, parles-en à Lignon (notaire). Nous achèterions quelque chose hors de France.

Je te le répète, consulte tes forces, soutiens cette lutte le plus que tu le pourras, mais ne te surmène pas, et dès que tu te sentiras défaillant, avertis-m'en et nous organiserons notre vie à nouveau. Je ferai tous les sacrifices pour cela. L'essentiel est que tu passes en paix les jours qui te restent, et je ne veux pas que, par considération pour moi, tu t'imposes des ennuis. Tâche seulement de savoir qui est à la tête de tout cela, car enfin les jours de la justice reviendront, et envoie tout de suite au préfet et au procureur de la République la lettre incluse. Tu verras que cela produira un bon effet. Et surtout, ne te décourage pas, ne t'affecte pas. Tout cela n'aura qu'un temps. Encore un peu de patience et de philosophie, nous serons à la fin.

Soigne-toi; prends parfois de l'arsenic pour relever tes forces, et surtout ne t'afflige pas. Il pouvait nous arriver bien plus de malheurs qu'il ne nous en arrive : nous pouvions être sans pain, sans asile. Ne songeons qu'aux maux que nous avons évités et non à ceux qui nous frappent. Et si tu le peux, pour moi, pour Daniel, pour notre tradition, que je referai glorieuse, — j'en suis sûr, — sois ferme et résiste, et domine cette misérable tempête par la douceur, la philosophie et la patience et par le souvenir de ma bien tendre et bien profonde affection. E.

A Monsieur Nothomb, à Bruxelles.

28 septembre 1871.

Monsieur,

Vous désirez connaître mon opinion sur le droit d'acquérir et de posséder, à accorder éventuellement aux cultes, en cas de la séparation absolue de l'Église et de l'État? Je vais m'efforcer de vous satisfaire.

Quel est le fond de la doctrine qui sépare l'État de l'Église? Cette idée : l'État est incompétent pour statuer sur les choses religieuses; elles sont au delà et au-dessus de sa compréhension aussi bien que de sa sphère d'action ; elles échappent à sa prise, elles se gouvernent elles-mêmes sous l'œil de Dieu et par son inspiration; les cultes n'entrent dans la compétence de l'État qu'autant que, descendus de leur spiritualité dogmatique, ils empruntent pour se manifester les institutions sociales communes, la propriété, le testament, l'achat, l'association. L'État doit alors s'occuper d'eux, mais uniquement pour leur assurer le bénéfice et leur imposer le frein des règles communes à tous les citoyens. Dans la théorie qui unit l'Église à l'État, la législation de l'Église est spéciale; elle crée des droits privilégiés compensés par les servitudes, telles que la censure préalable ou le *placet* royal. Dans la théorie qui sépare l'Église de l'État, il n'y a qu'une législation générale dont l'Église doit supporter les exigences, mais aussi invoquer les *libertés*.

Ainsi le mariage doit-il être civil? La théorie qui associe l'Église à l'État répond oui ou non, selon que, dans l'union, la force est à l'Église ou à l'État. La théorie de la séparation répond : Cela ne me regarde pas; l'État n'attribue les effets *civils* qu'aux mariages qu'il a *constatés* (car ce n'est pas l'État qui crée le mariage : pour les juriconsultes, c'est le *consensus;* pour les croyants, c'est le sacrement). Du reste libre à chacun de se marier à l'église avant d'aller à la mairie, ou même après y être allé ou même de ne se marier qu'à l'église.

De ces prémisses découle la réponse à la question que vous me posez. Oui, dans la théorie de la séparation absolue, les cultes doivent avoir la faculté d'acquérir et de posséder, à la condition de se soumettre aux règles de droit commun qui constituent la législation générale, soit des individus, soit des

associations. J'ajoute aussitôt que ces règles doivent être telles qu'en protégeant l'intérêt social de la circulation des biens, elles rendent facile, et dans tous les cas possible, la faculté de posséder et d'acquérir, sans laquelle la séparation absolue, c'est-à-dire avec la suppression du budget des cultes, serait pour l'Église la persécution et non la liberté. Or, s'il est des penseurs pour lesquels la séparation n'est qu'un moyen de détruire la religion, pour d'autres elle n'est que le moyen de l'ennoblir, de la rendre plus agissante, plus aimable et plus bienfaisante. Je suis de ces derniers, car je demeure de plus en plus convaincu que supprimer la religion dans notre monde de fragilité, ce serait, dans l'atmosphère morale, comme si, dans l'atmosphère matérielle, on éteignait tout à coup le soleil. Toute lumière, toute chaleur, toute beauté, toute espérance, toute consolation et toute résignation disparaîtraient, et nous laissât-on Vénus et même Saturne, leur scintillement, quelque brillant qu'il semble au rêveur, ne rappellerait, ni pour lui ni pour les êtres humains, l'action du Père de la Vie, comme dit Bossuet.

A Jean Wallon.

18 octobre 1871.

Mon cher Wallon,

J'enverrai votre livre (1) au Prince (Napoléon). Je l'ai lu avec un vif intérêt. Comme tout ce que vous faites, c'est noble, chaleureux, éloquent, nourri de faits, très instructif. Dans ce moment je ne suis pas à ce diapason. Je trouve les catholiques libéraux, les révolutionnaires et surtout les Gallicans, si plats et si laids que je ne puis me courroucer contre les Jésuites. Une telle grandeur morale m'apparaît dans ce vieillard du Vatican, livré, trahi, bafoué, que je ne puis plus critiquer le Syllabus. Les Dœllinger et autres, qui profitent du moment de l'adversité, du reniement, de l'accablement, pour se révolter, m'inspirent un sentiment invincible de tristesse et d'éloignement; et, somme toute, je suis bien plus près d'être ultramontain que vieux-catholique ou franc-maçon. Le Pape maintenant, dans sa détresse héroïque, me paraît le véri-

(1) Dirigé contre le Pape, le Syllabus et les Jésuites.

table représentant de la liberté morale dans le monde, et c'est avec respect que j'accueillerais sa bénédiction.

J'ai aperçu, en effet, dans les journaux la lettre du docteur Hyacinthe. Je n'en ai retenu que le lieu d'où elle est datée : Munich! et les lettres noires qui la reproduisent m'ont paru aussitôt dévorées par des lettres de sang, les lettres du discours dans lequel Dœllinger célèbre les victoires de la Prusse.

A Paul Dalloz.

Pollone, 4 novembre 1871.

Il y a bien des choses sur lesquelles je voudrais revenir avec vous; mais c'est là matière à paroles plus qu'à lettres. Nous reprendrons tout cela au coin du feu un jour. Quand? Pas encore. Si je pouvais être de la moindre utilité en quoi que ce soit, j'arriverais en hâte; car, bien que mes cheveux aient blanchi de tant d'épreuves nationales, je ne me suis jamais senti plus de vigueur d'esprit et de décision, et je voudrais avoir l'occasion de montrer à mon pays, par un grand sacrifice, de quel tendre et profond amour je lui suis dévoué. Mais que ferais-je maintenant? Suspect à tous, impopulaire, maudit, j'userais, en la dépensant avant l'heure, une volonté qui, les événements redevenus propices, pourra n'être pas sans action. Le jour arrivera où, malgré les défaites, on reconnaîtra que nous n'avons été que les gardiens de l'honneur national, que la guerre a été voulue, préméditée, provoquée froidement par Bismarck, jugée nécessaire par la France ; alors le pays nous rendra sa confiance. Cela est désirable pour lui plus encore que pour nous. Comme l'a dit magnifiquement Bossuet, « si le monde loue le bien, tant mieux pour lui. » Dans le présent, d'ailleurs, que faire? Je regarde tout de loin avec un vif intérêt. Ma solitude ici est complète. Les neiges vont nous clore bientôt dans notre retraite rustique au pied des châtaigniers dépouillés, et, pendant plusieurs mois, notre seule distraction sera de contempler le tapis blanc qui couvrira les plaines du Piémont. Vous ne sauriez croire la douceur d'une pareille vie, malgré son âpreté extérieure, et le repos qu'on éprouve, après avoir été tant agité, à être inerte, passif, ignoré, vaincu, sous la main de Dieu tout entier au conseil du livre de consolation : « Portez bien votre croix et votre croix vous portera. »

*A Madame de S****

Pollone, 14 novembre 1871.

Mes lettres vous sont-elles une consolation, me demandez-vous? — Pour en juger, sachez quelle est notre vie. — D'abord ne croyez pas que nous soyons dans le pays où fleurit l'oranger. Nous habitons un coin de montagnes charmant l'été, très rude l'hiver. Il est encore délicieux. Les châtaigniers sont jaunes d'or, les cerisiers tout empourprés et, entre ces deux couleurs, mille nuances douces, charmantes. Les haies du chemin sont plus éblouissantes qu'au printemps. Il n'y avait que le tronc des bouleaux qui mît un peu de blanc dans le paysage, mais à présent, du haut des montagnes qui nous abritent la neige met ses lumineuses clartés. Bientôt elle va nous atteindre, puis elle descendra dans la plaine qu'elle couvrira pendant des mois. Les habitants sont doux, empressés, polis; nous n'en fréquentons aucun, quoique nous échangions quelques paroles avec la plupart, sauf un pauvre savant, cloué sur son fauteuil à la force de l'âge depuis des années. C'est un esprit très distingué; pour abréger les heures de sa douloureuse existence, il fait de beaux travaux sur la lumière. Il admire beaucoup Foucault et, quand je lui ai dit que je l'avais connu, il a été tout joyeux.

Notre maison est isolée, à l'extrémité du village, au milieu d'un pré couvert d'arbres fruitiers et encadré au dehors par des noyers et des châtaigniers. Elle domine les plaines du Piémont et de la Lombardie, et l'on peut répéter toute la journée le cri de l'armée française, lorsqu'elle découvrit un panorama pareil: *Italiam! Italiam!* En effet on voit l'Italie jusqu'aux Apennins; mais on ne s'y trouve pas, on est dans les Alpes. Nos journées se déroulent avec une imperturbable régularité. Le matin, je lis une page de l'*Imitation* en attendant les lettres et les journaux. C'est l'heure vivante, douce ou triste, suivant ce qui nous vient du cher pays et des amis laissés au loin. Les réponses faites, le travail commence. A midi et demi, nous l'interrompons et, pour peu que le temps soit tolérable, nous allons courir sur les collines pendant deux heures. A ce moment se placent les interminables causeries, les projets, les retours sur le passé, les examens de conscience, les joyeuses expansions, si nous sommes contents; les consolations si nous ne le sommes pas.

Avons-nous, par exemple, reçu une lettre d'un indulgent confesseur, pleine des grâces de son âme, nous célébrons les beautés de la nature humaine. Avons-nous appris que, sans motifs, C... m'a injurié en pleine Académie, ou qu'une iniquité de plume ou d'action a été accomplie dans notre France, nous dissertons sur les défaillances humaines, et, en s'épanchant, notre mélancolie s'évapore. Au retour, pendant que Thérèse s'occupe du petit, je vais m'asseoir à côté du paralytique et je passe une heure à le distraire : c'est l'heure du prochain.

Avec tout cela quatre heures et demie sont arrivées. Alors nous nous enfermons et je travaille avec véhémence jusqu'à huit heures du soir : c'est l'heure féconde. Nous nous interrompons à huit heures pour une collation. Après quelques instants de repos, nous commençons la lecture en commun. Nous avons lu successivement les *Provinciales*, le *Discours sur l'Histoire Universelle*, le *Siècle de Louis XIV*, les *Études* de Mérimée sur Rome. Maintenant et pour longtemps nous en sommes à ce livre unique, dans lequel Tacite et Molière sont réunis : les *Mémoires* de Saint-Simon. L'heure du repos arrivée, nous envoyons un souvenir aux parents et aux amis et nous remercions Dieu.

Comprenez-vous maintenant combien vos lettres sont les bien reçues? C'est le plus doux écho que puisse nous envoyer la patrie.

A Madame d'Agoult.

Pollone, 18 décembre 1871.

Chère Madame,

Vous avez bien fait de ne pas m'envoyer Littré, Courcelles-Seneuil et *tutti quanti*. Je n'aurais pas lu ces profonds docteurs. A mon avis, il n'y a d'instructif sur la politique que les livres de ceux qui ont agi et supporté la responsabilité. Ce sentiment de la responsabilité crée vraiment en nous une nouvelle âme, et en outre on ne connaît les choses dans leur réalité que lorsqu'on en est le conducteur : le spectateur le plus éclairé ne peut deviner. Quelle action peut exercer par exemple sur mon esprit l'avis de M. Littré? S'il s'agissait de grammaire, à la bonne heure, mais sur une question politique? Le pauvre savant n'y entend rien. La moindre ligne du plus mince

homme d'État ayant manié les affaires me touche davantage.

Pourquoi Machiavel est-il l'unique, l'inimitable, celui qui a tout compris, tout expliqué, et pourquoi y a-t-il dans ses pages immortelles, dont la lecture me plonge dans les ravissements les plus ineffables de l'esprit, une substance que les siècles en se succédant n'ont pas dévorée? C'est que son génie avait été fécondé par la pratique des affaires. Il avait parcouru les principales cours d'Europe et d'Italie, fait péniblement à cheval toutes les routes. Il avait agi, porté le fardeau politique pour son compte et pour celui des autres; enfin il avait été proscrit, exilé, vaincu, et son expérience lui avait donné la clef de l'expérience des autres. Les mêmes raisons expliquent la supériorité de Guicciardini, dont les *Ricordi* et l'étude sur le *Risorgimento* de Firenze, inférieurs en style aux œuvres de Machiavel, l'égalent pour la perspicacité et la profondeur. Notre malheur est d'avoir été régentés par des rêves creux : et nos idées sont fausses à cause de l'inexpérience de leurs créateurs. Royer-Collard, Tocqueville, Benjamin Constant lui-même, et tous les autres petits dieux de cette Église, voilà qui nous a tout brouillé. Autant d'idoles à renverser de leur piédestal à coups de pierres. Les seuls politiques qui aient compris quelque chose aux réalités depuis 89, sont Mirabeau, Danton, Carnot, Napoléon, de Serres dans son second ministère, Villèle, tant qu'il est resté maître de son parti, Casimir Périer sous Louis-Philippe, Lamartine jusqu'aux *Girondins* et après 48, dans la deuxième partie de sa vie. M. Guizot n'y a jamais rien compris. Quant à Thiers il a été fourvoyé par trente ans d'opposition. Quand le temps en sera venu, j'attaquerai vigoureusement tous ces sujets; on me sifflera : c'est que j'aurai raison.

Mais pour en revenir à tous les Littré passés, présents et futurs, en vérité leur prétention est divertissante. Est-ce que l'on sait parler d'amour si on n'a pas aimé? Pourquoi des théoriciens, des abstracteurs de quintessence plus ou moins assommants, auraient-ils des vues politiques? Ils ne peuvent que déraisonner et ils ne s'en font pas faute. Pourquoi voulez-vous que je leur demande des conseils? Ah! grand Dieu, j'en suis plein moi-même et tout prêt à leur en donner.

Vos perspectives belliqueuses ne me semblent pas justifiées. Rien n'annonce même de la froideur entre la Prusse et la Russie. Une guerre entre l'Autriche et la Russie aurait plus de

probabilités : elle ne me paraît cependant pas imminente et dans ce cas la Prusse aurait pour la Russie les complaisances que celle-ci a eues à son égard dans la guerre contre nous.

A Madame Singer.

Pollone, 27 décembre 1871.

Pourquoi rêveriez-vous de la jeunesse? Il y a mieux à faire : la retenir. La jeunesse du corps est charmante, mais ce n'est pas la seule. Celle de l'âme, intellectuelle et aimante, n'est pas moins belle, et si j'avais à choisir entre Lamartine écrivant *Graziella* au milieu des douleurs rhumatismales et un jeune débauché de vingt ans guettant la femme de chambre de sa mère, je préfèrerais Lamartine, je le trouverais plus jeune. Cette jeunesse-là ne dépend ni des accidents extérieurs ni des lois physiques ; elle est en notre pouvoir ; nous sommes à même de la prolonger aussi bien que de la créer et elle est savoureuse autant que l'autre est brutale, égoïste, évaporée ; si elle a moins d'effervescence et d'agitation, elle a des lointains plus étendus et des retentissements plus profonds.

Aussi, madame la sceptique, qui souriez en lisant ces sentimentalités, je vous souhaite, pour tout vœu de nouvel an, de rester toujours jeune. Vous le serez pour moi tant que vous me garderez votre affection. En ce qui me concerne, il y a si longtemps que je considère une vieillesse verte et saine comme l'âge le plus poétique et le plus beau, que je ne m'épouvante pas du pas nouveau que je fais vers cette couronne de la vie. Dans les courses de montagne il y a un moment unique, c'est lorsqu'on arrive au sommet qu'on poursuit depuis des heures : on y jette une vue ravie sur les plaines et sur les lacs; entre deux fatigues, on est heureux. Ainsi est la vieillesse : la halte enchantée entre la fatigue de la vie et celle de la mort.

Mon histoire de l'Académie est très simple : pour Lamartine d'abord, pour l'Académie, pour Augier, pour moi, il m'a paru souhaitable qu'un homme de tempête ne parlât pas d'un homme de tempête au milieu d'une tempête, et j'ai spontanément écrit à l'Académie pour demander le retard de ma réception. M. Patin m'a répondu par un assentiment très affectueux. J'en suis là. Plus tard, je m'entendrai avec Augier sur l'époque. Je désire que ce ne soit pas avant l'hiver de 1873. Je suis si

heureux d'être mort, oublié, en dehors des luttes et des discussions! Si par mon intervention je pouvais empêcher certaines sottises, j'aurais des remords de mon repos; mais comme je n'y puis rien, je me livre sans trouble à mon inclination.

*A Madame de S***.*

Pollone, 29 décembre 1871.

... Notre petit pays est en ce moment admirable. Les montagnes, ainsi que la plaine étendue à leurs pieds, sont toutes blanches, d'une blancheur pure, suave, fraîche autant que votre âme et plus que la verdure du printemps. Lorsque le soleil pose ses rayons sur ce voile de pudeur et de grâce dont s'enveloppe la terre, qu'il l'illumine et lui donne des teintes chastement brillantes, l'on rêve des demeures divines et l'on entend dans soi et dans l'air des accents ineffables. Sous un brouillard ces étendues blanches donneraient l'impression sinistre de l'inflexible, sous la lumière elles n'expriment plus que la sérénité paisible de l'infini. Aussi la pensée se maintient-elle naturellement en haut sans fatigue et sans effort. Et dans quel temps cela fut-il plus nécessaire?

Je demande au Dieu tout-puissant et tout miséricordieux de vous combler de ses dons pendant l'année nouvelle, pour vous et pour cette jeune plante qui mêle ses parfums aux vôtres; pour la mère vaillante, image en tout de la femme forte de Salomon; pour cette sœur, grandie à vos côtés, dont la vivacité s'unit à votre douceur comme la fleur rose du laurier s'unit au feuillage vert. Que vos heures se poussent les unes les autres comme la vague pousse la vague aux jours de calme, d'un mouvement égal, continu, harmonieux, et que le souvenir fidèle que vous gardez aux êtres chers, déjà partis, vous donne la grâce de ne pas connaître en cette prochaine année l'angoisse des séparations dernières.

*A Madame de S***.*

Pollone, 18 janvier 1872.

Je m'oppose à ce que nos lettres dégénèrent en discussions politiques. Cependant, hélas! laissez-moi vous dire une chose. L'Empereur est détesté, ou, du moins, n'a plus aucun pre-

tige ; il a tué la légende de son oncle... Pourquoi alors ne pas faire un appel au peuple? Le bonapartisme serait détruit d'un coup et pour toujours. La légitimité l'est déjà. Ne resteraient plus dans la lice que la république et la monarchie constitutionnelle et le différend serait vite vidé ; notre pays serait vraiment pacifié...

Mon cœur se soulève de dégoût lorsque je lis certains noms au bas de certaines injures et que je vois si empressés au reniement ceux qui étaient si empressés à l'adulation. Pour les hommes politiques aussi il devrait y avoir une pudeur, et on devrait chasser de tous les lieux honnêtes ceux qui se montrent si impitoyables envers les souverains malheureux dont ils ont naguère sollicité les faveurs et les sourires. Pour mon compte, je me sens maintenant disposé à toutes les indulgences : quelles que soient leurs imperfections ou leurs erreurs, ils sont tellement supérieurs à tous ceux qui les ont suivis! Quant à la république, il faut être aveugle pour ne pas voir qu'elle n'aura qu'un effet : l'organisation du socialisme, la dépravation des villes atteignant celle des campagnes, les haines sociales, les appétits déchaînés, des sécurités malfaisantes, des haltes dangereuses, des trêves perfides, l'instabilité, l'illusion! Nous en viendrons à la lutte du riche et du pauvre comme au temps des Gracques et de Marius.

Pardonnez-moi cette digression. Je m'oublie. Je veux réprimer les mouvements de ma nature indomptée et défendre à mon âme bien souvent bondissante de s'échapper jusqu'à l'heure et au jour où Dieu lui dira : Parle ! ou plutôt rugis sur ces aveugles, sur ces félons, sur ces amollis! Oh ! qu'alors je lâcherai, comme un torrent aussi véhément que celui sorti des lèvres de Job, les flots que je contiens et qui s'accumulent en silence !

Mais venons à des pensées plus douces. Quel que soit l'avenir, il est inutile de le devancer et de s'en tourmenter. Il y a dans l'*Imitation* une belle page sur ce sujet : « A quoi sert de vous inquiéter de ce qui doit arriver, si ce n'est qu'à vous causer tristesse sur tristesse? A chaque jour suffit son mal. Il est vain de se troubler de choses futures qui, peut-être, n'arriveront jamais... » L'équivalent de ces paroles se trouve dans le Florentin Guicciardini : « La sagesse trop inquiète de l'avenir est blâmable, car les choses du monde sont soumises à des acci-

dents si variés que rarement il arrive ce que les hommes même sages ont supposé devoir arriver. » Ainsi le même conseil vient du moine mystique qui s'est tellement caché en Dieu que les hommes ignorent son nom et de l'ami et émule de Machiavel, un des politiques les plus froids de Florence. Il faut s'estimer heureux dès qu'on a devant soi quelques mois, en jouir le mieux qu'on peut et ne pas devancer les périls par les terreurs. La prévoyance n'est pas exclue pour cela; elle est réservée à ceux qui gouvernent. C'est d'eux que La Bruyère s'occupait lorsqu'il a dit : « Ne penser qu'à soi et au présent, source d'erreur en politique. »

J'ai beaucoup pensé à vous le 1er janvier, à vous, aux chères habitudes d'autrefois, à ce serrement de main, à ce sourire ami que je n'ai pas recueillis depuis si longtemps. Des nuages légers flottaient dans le ciel et ajoutaient les mélancolies de la nature aux regrets intérieurs. Je me suis rappelé alors la crise d'angoisses dans laquelle j'étais comme submergé il y a un an. A côté des malheurs éprouvés, j'ai évoqué ceux dont j'avais été préservé. J'ai parcouru des yeux les êtres chers dont je suis entouré et qui m'enveloppent de leur charme. J'ai pensé que si vous étiez éloignée, vous me restiez fidèle et plus attachée peut-être qu'aux jours prospères. Alors j'ai béni Celui dont la main ne s'est étendue sur moi que pour me redresser, et, quand la nuit venue, les nuages se sont dissipés pour découvrir les étoiles, les belles étoiles que David aimait, j'ai senti dans mon cœur des étoiles s'allumer, et j'ai attendu et j'ai espéré comme on attend, comme on espère dans la jeunesse, sans savoir quoi et sans savoir pourquoi.

ÉMILE OLLIVIER.

(A suivre.)

POUR MOI SEULE[1]

PREMIÈRE PARTIE

Sur le toit de tuiles rousses que je vois de ma fenêtre, une fumée voudrait monter, que rabat le grand vent. Elle bouillonne au sortir de la cheminée noire comme un jet d'eau sans force; elle se couche et s'échevèle. En la regardant, je pense à beaucoup de choses que je ne saurais pas bien dire. Certes, j'ai de l'instruction. A Paris, j'ai suivi des cours. Je lis quelquefois. Et l'on m'a toujours affirmé que je fais bien les lettres. Mais il est difficile de connaître ce que l'on éprouve et de l'exprimer exactement.

Je voudrais cependant m'y appliquer. Les journées sont longues et ma sœur Guicharde me décharge de tout le soin de la maison. En ce moment (c'est aujourd'hui samedi), elle s'occupe en bas à changer le papier bleu sur les planches du buffet. Elle est prompte dans ses gestes, et les vaisselles déplacées font en se heurtant un tapage qui inquiéterait bien mon mari, plus ménager que moi-même, et qui devrait peut-être m'émouvoir.

Seule dans ma chambre, devant ce papier que je viens de prendre, je me trouve toute sotte, comme on dit ici. Et qu'est-ce que je vais raconter, puisqu'il ne s'est rien passé qui ne fût au dedans de moi? Cependant, je voudrais essayer... Ce sera bien ordinaire sans doute, et tourné maladroitement, mais personne n'en pourra rire et le feu seul connaîtra ces pages, quadrillées de bleu, après que mon écriture les aura couvertes.

(1) *Copyright by* André Corthis, 1919.

Notre maison est sombre et froide avec un seul étage et de très grands greniers. Point de jardin. Une cour seulement, par derrière, nous sépare de la chapelle désaffectée d'un ancien couvent; un acacia maigre y puise un peu de vie. Ses branches balancées touchent à nos fenêtres et s'allongent de l'autre côté jusqu'aux petits vitraux jaunes et bleus; ses fleurs, flétries presqu'en naissant mais cependant odorantes, recouvrent au printemps avec la même abondance notre toit aux fortes lucarnes et le toit ovale que surmontent encore la cloche et la croix. Pas de vue de ce côté et pas de vue sur la rue, qui est étroite. Elle s'appelle la rue des Massacres en souvenir d'horribles choses qui s'accomplirent là pendant les guerres de religion... Mais ce n'est pas ainsi que je dois commencer.

Il y a cinq ans que je suis venue dans cette ville, il y en a quatre que je suis mariée et que j'habite cette maison. Les premiers jours...

Ah! ce n'est point encore cela. Vais-je enfin y parvenir? Tout à l'heure ils m'appelleront pour le souper et je n'aurai pas écrit quatre lignes. Il me faudrait les premières phrases; le reste sera bien facile... Cette fois, j'ai trouvé; voici qui est vraiment pour moi le commencement de tout.

Je me souviendrai ma vie entière du jour où maman nous raconta son histoire.

***

Nous étions à Paris alors, quelques mois après la mort de mon père, et nous occupions rue des Feuillantines ce petit appartement propre et triste où j'avais toujours vécu. Un brouillard vert, traversé d'or, flottait entre les branches des arbres lointains où commençaient de naître les premières feuilles. Penchée à la fenêtre ouverte, je les regardais; je regardais le ciel, bleuâtre sous ses voiles gris, étirés déjà et prêts à se rompre, et je dis tout à coup :

— Maman, n'est-ce point cette année que nous irons à la campagne dans votre pays?

— Ferme la fenêtre, Alvère, dit maman. Je m'enrhume et tu vas prendre froid.

— Mais il ne fait plus froid... c'est le printemps.

Cependant j'obéis. Guicharde, avec des ciseaux qui grinçaient, taillait sur la table un corsage d'étoffe noire. Nous étions

dans la salle à manger où se passaient nos journées, car il n'y avait pas de salon et nos deux chambres étaient obscures et petites. Je me rappelle ces pauvres meubles que nous avons dû vendre, car ils ne valaient pas ce que leur transport eût coûté, le bureau de mon père, dans un coin, avec le papier à lettres et les livres de comptes, les six chaises dont le cuir très usé commençait à blanchir, et la petite étagère à côté du buffet bas où les vieux journaux étaient rangés soigneusement, près de quelques boîtes ayant contenu des poudres ou de la mercerie, vides, mais fort propres, et qui pouvaient servir un jour.

— J'aimerais bien aller dans votre petite maison, maman. J'ai rêvé cette nuit des trois figuiers autour du bassin et du potager en terrasse d'où l'on voit toute la plaine avec le Rhône, et les Alpes au loin, quand l'air est bien limpide, après les grandes pluies.

— Avec nos pauvres rentes, dit Guicharde, nous pourrions là-bas vivre mieux qu'à Paris. J'ai payé les œufs quatre francs ce matin et nous n'aurons pas de dessert à dîner parce que les châtaignes se finissent et que les confitures ont augmenté encore.

— Hélas! soupira maman, ce serait mieux sans doute. Oui, ce serait mieux...

Elle secouait la tête. Une détresse profonde qui montait de son cœur serré à son pauvre visage faisait trembler et se crisper chaque muscle sous la peau mince et pâle. Des larmes montaient à ses yeux toujours beaux.

— Ce serait mieux, je me le répète souvent. Mais je n'ose pas retourner là-bas. J'ai peur de « les » revoir. « Ils » lui ont fait trop de mal. « Ils » m'ont trop fait souffrir.

Elle parlait des parents de mon père, nous le savions. Nous savions que la misère de notre vie était due à cette laide colère qu'ils avaient sentie en voyant un des leurs épouser une fille pauvre et de naissance presqu'ouvrière. Et sans les avoir jamais vus, comme nous les haïssions, ces Landargues, de Saint-Jacques, directeurs des grandes carrières de Saint-Jacques au bord du Rhône où mon père aurait dû faire sa fortune comme chacun des fils de cette famille y faisait la sienne depuis plus de deux cents ans! Cependant nous ne redoutions point de nous trouver en leur présence. Guicharde, point timide et dure dans ses rancunes, souhaitait le plaisir insolent de les bien

regarder et puis de détourner la tête en gonflant une bouche méprisante, et moi je ne jugeais pas qu'ils valussent ce sacrifice que nous leur faisions, de n'occuper point une maison qui nous venait des parents de maman et dont le loyer ne nous coûterait rien.

— Vraiment, dit ma sœur, interrompant son ouvrage et s'asseyant au bord de la table, le temps serait venu, je crois, de prendre une décision. Pourquoi nous obstiner à rester ici et que pourrions-nous regretter de Paris? Nous ne voyons jamais personne, nous ne prenons pas un plaisir, et nous mangeons très mal, quoique dépensant pour notre nourriture beaucoup d'argent.

— Je sais, soupirait maman, je sais bien.

J'insistais à mon tour.

— Le jardin nous donnerait quelques légumes. Nous pourrions porter des souliers de toile avec des semelles en corde, qui ne coûtent pas bien cher. Et le bon air de Lagarde nous ferait à toutes tant de bien!

— Oui, oui, disait maman... l'air est bon... mais les gens ne le sont pas...

— C'est ridicule, s'exclama Guicharde, tout à fait ridicule. Ces Landargues, en somme, ne sont pas tout le pays.

— Mais, dit maman, et jamais elle ne m'avait paru si humble et si découragée, ce ne sont pas seulement les Landargues, c'est tout le pays que je redoute.

— Tout le pays, répéta Guicharde, — et comme elle n'éprouvait rien qu'avec violence, elle n'était pas en ce moment surprise, mais stupéfaite. — Vous redoutez tout le pays!... Et pourquoi cela?

— Parce que tu étais déjà au monde depuis plusieurs années quand je me suis mariée, ma petite fille, et que là-bas, les gens le savent bien.

Maman dit cela sans baisser la voix. Elle avait porté son secret trop longtemps et maintenant elle le laissait aller devant nous, simplement, parce que le cœur s'ouvre de lui-même comme font les mains quand elles sont trop lasses et que toute la volonté ne peut plus servir de rien. Elle ne parut pas gênée du silence qui suivit ses paroles, et le petit soupir qu'elle poussa était comme de soulagement... Je la regardai, et, dans

cette seconde, me rappelant toutes les sévérités de notre éducation, les livres défendus, les coiffures sans fantaisie, les belles phrases impérieuses sur l'honneur féminin, je sentais, je le crois bien, plus de trouble encore que de désespoir et je ne pouvais plus rien comprendre... Mais Guicharde avait dix ans de plus que moi. Elle posa doucement ses ciseaux. On eût dit qu'elle écoutait quelque chose, et sûrement se lamentaient autour d'elle toutes les détresses qui s'étaient un jour levées autour de notre mère. Et puis elle se jeta vers elle, l'enveloppa de ses deux bras, et glissant sur les genoux :

— Oh! maman, ma pauvre maman! gémit-elle, sur un ton de tendresse que n'avait jamais eu sa voix un peu rude.

*
* *

Maman appuya sa tête sur l'épaule de Guicharde et se laissa bercer ainsi. Dans le silence, j'entendais rouler une lente et lourde voiture sur les pavés de notre rue. Un fouet claquait allégrement, mais on devinait bien qu'il ne touchait pas aux bêtes et rythmait seulement au-dessus de leur fatigue une chanson entraînante. La fenêtre était demeurée ouverte. Un petit souffle faisait doucement trembler sur la table l'étoffe que tout à l'heure taillait Guicharde.

— Vous comprenez, disait maman rêvant à mi-voix, tout inconsciente et apaisée, quand je suis entrée à l'usine pour y tenir certains comptes, ils étaient tous très aimables pour moi. Il y avait le père Landargues qui vivait encore, mais ne s'occupait plus de grand'chose. Et puis Mme Landargues qui faisait tout marcher. Elle avait déjà les cheveux blancs, à cette époque, et aussi étincelants que peut l'être au soleil la cime du mont Ventoux, et la figure bien fraîche, mais pas trop bonne, avec une bouche toute serrée et sans lèvres, et des yeux gris, très durs. Il y avait aussi Robert, le fils aîné qui était veuf et déjà bien malade, et puis son fils, le petit François.

Elle réfléchit et calcula :

— Il doit bien avoir plus de trente-cinq ans aujourd'hui. C'est lui qui sera l'héritier de tout.

Je m'étais rapprochée d'elle, moi aussi ; je m'appuyais maintenant à son fauteuil et moins effrayée, quelquefois, doucement, j'embrassais ses cheveux. Elle continuait, lentement et comme heureuse que nous fussions enfin ses confidentes :

— Ils étaient bien aimables pour moi au début, oui, et même ils avaient l'air assez simple et de ne pas trop s'en croire. Ils m'ont invitée deux fois à déjeuner... Mais après, oh ! après ! quand ils ont vu que Georges devenait amoureux de moi...

Tout maigre et consumé que fût son visage, tout enveloppé de misérables cheveux gris, qu'il paraissait jeune en ce moment avec cette flamme qui se levait soudain au fond des yeux, ces yeux de maman un peu gris, un peu bleus, verdâtres quelquefois, d'une couleur indécise, hésitante, eût-on dit, et timides comme l'était ce cher être tout entier ! qu'il paraissait jeune, ce visage, à se tourner ainsi vers l'amour d'autrefois !

— Alors, voilà, vous comprenez, mes petites... Moi, vous le savez, j'étais la fille d'un menuisier, bien artiste, c'est vrai, et qui aimait les livres, et qui savait parfaitement réparer les vieux meubles, avec leurs pieds tordus et toutes leurs petites sculptures, mais enfin, un ouvrier tout de même, et qui employait seulement deux ouvriers. Et Georges, c'était M. Georges Landargues, le second fils des Landargues, de Saint-Jacques... Alors, ses parents à lui, n'est-ce pas, c'était bien naturel qu'ils ne soient pas très contents... Après seulement ils auraient pu être moins méchants. Oh ! oui... après... parce que voilà... quand Guicharde a été sur le point de venir au monde, nous sommes partis tous les deux pour Paris à cause du scandale... tout le monde savait... et nous ne pouvions plus rester au pays. Ma mère était bien en colère. Elle m'aurait gardée cependant, je le crois, parce que... le mal, c'est avec un Landargues que je l'avais fait, et les Landargues, dans notre région, vous ne pouvez pas savoir ce que c'est comme importance... Mais c'est mon père qui ne pardonnait pas... Une fille bien élevée comme j'avais été, avec de l'instruction et toutes ces habitudes de dame qu'on m'avait données...

— Maman, disait Guicharde quand elle se taisait, la tenant toujours serrée comme un enfant et lui caressant la joue de ses lèvres, ma petite maman.

— ... Oh ! ma grande... si tu savais... la honte... Comme ça peut faire du mal, mal comme de se couper ou de se brûler, aussi fort... seulement ça ne guérit pas... Alors nous sommes venus à Paris, dans une petite chambre d'abord, presque misérable. Georges n'avait pas voulu demander un sou à ses parents parce qu'ils lui avaient dit sur moi et sur lui de trop

vilaines choses... Il a travaillé, mais il connaissait seulement les carrières et comme il faut commander à trois cents ouvriers. Dans les tissus, il n'y entendait rien, et dans la porcelaine non plus, ni dans l'ameublement. Il a essayé de tout ça. Il ne gagnait pas grand'chose. Un hiver nous étions trop malheureux. Il a écrit à sa mère. Elle a répondu : Si tu renonces à tout le reste de l'héritage, que tu ne mérites pas, et si je dois n'entendre plus jamais parler de toi, je veux bien te donner cent mille francs... Naturellement il a renoncé... Cent mille francs... pensez donc...

— Tout de même, dit Guicharde qui était pratique.

— Ah!... il fallait voir où nous en étions... A cause de ces cent mille francs pendant quelques mois nous avons été bien heureux. Georges me disait : je cherche une bonne affaire, et j'y entrerai comme associé. Je ne sais pas bien être employé. Je n'ai pas été dressé à ça... mais comme patron, tu vas voir... Et il a bien trouvé l'affaire; seulement, elle était mauvaise et les cent mille francs ont failli être perdus. On a pu en sauver les trois quarts; mais nous avions eu si peur... si peur, que nous ne voulions plus risquer rien. Nous les avons placés en fonds d'État pour être tranquilles et votre père a trouvé chez Marpeau cette petite place de caissier où il est resté plus de vingt ans, jusqu'à sa mort...

Nous savions certains de ces détails, mais les plus familiers aujourd'hui étaient pour nous comme les inconnus et nous écoutions avec un étonnement triste et passionné cette histoire nouvelle...

Guicharde baissa la voix pour demander :

— Et alors, maman... votre mariage?...

— Voilà, dit-elle. C'est quand mon père allait mourir. Il ne voulait pas me revoir et j'en avais du chagrin... Georges, — il était si doux... et un peu craintif aussi... comme moi! — il espérait toujours que sa mère pardonnerait, et qu'elle autoriserait notre mariage. Comme il avait été très bien élevé, il ne pouvait pas se passer de ce consentement... Il me le disait et je le comprenais bien. Mais il a fini par se rendre compte qu'elle le détestait pour la vie et que sa colère contre lui, rien ne pouvait la faire plus grande. Alors, un jour, après en avoir bien parlé, nous sommes partis tous les deux pour la mairie et pour l'église sans rien dire à personne. Comme à Paris on

m'appelait déjà Madame Landargues, ça n'a rien changé, mais tu te rappelles bien, Guicharde? c'est ce matin où, quand nous sommes rentrés, nous t'avons apporté la belle poupée avec sa robe rose, et il y avait un gâteau pour le dessert tout couvert de crème glacée et de fruits confits.

— Mais oui, dit Guicharde, je me rappelle très bien... J'étais si contente!... Ah! c'était pour cela le gâteau et la poupée... On ne sait pas comprendre quand on est petit.

Maman se redressa dans son fauteuil, et regardant par la fenêtre le ciel et ces vilains toits gris qui commençaient de devenir bleus :

— Voilà, dit-elle encore... voilà... Vous comprenez, mes petites, pourquoi je vous ai élevées comme j'ai fait. Deux heures tous les matins dans une petite pension du quartier. Et je vous conduisais moi-même, et j'allais vous chercher. Comme instruction, c'était bien suffisant puisque je ne voulais pas que vous fassiez aucun travail qui vous aurait éloignées de moi... Ah! non! j'avais trop peur... Dans toutes ces maisons où l'on emploie des jeunes filles, dans tous ces bureaux, c'est mon histoire qui recommence... Non!... non!... Je ne voulais pas... J'aimais mieux que vous ne gagniez aucun argent. J'aimais mieux notre misère et vous garder là, près de moi, toujours... Alors, si je vous ai élevées bien sévèrement, si j'avais peur de tout, des amies, des livres, des théâtres, de la rue, si vous vous êtes toujours bien ennuyées, vous comprenez maintenant, il ne faut pas m'en vouloir...

Elle n'avait pas su nous dire de bien grands mots et elle n'attendait pas que nous lui en disions. Mais je crois que depuis longtemps elle éprouvait un grand besoin de ne plus nous mentir sur elle-même, et presque vieille déjà, languissante et affaiblie, de se remettre entre nos mains. Elle se pressait maintenant contre Guicharde, et quelquefois contre moi, avec une tendresse touchante et rassurée. Nous étions désormais ses confidentes et son soutien. Et quand, ce même jour, un peu plus tard, ma sœur, dans sa sagesse, eut décidé qu'un passé aussi lointain, suivi des années les plus honorables, ne pouvait vraiment nous empêcher d'organiser notre vie selon la raison et l'économie, elle approuva aussitôt, obéissante et résignée.

***

La maison de mon grand-père le menuisier était au cœur même de la très vieille ville. D'autres maisons la pressaient ; son toit se confondait parmi des toits inégaux. Le soir de notre arrivée, au sortir de la petite gare, quand maman étendant le bras nous dit : c'est là ! nous ne vîmes rien d'abord au flanc de la colline qu'un enchevêtrement de tuiles, couleur d'amandes brûlées, sur de petits murs couleur de rouille et de miel. Le clocher carré de l'église portait, visible à tout le ciel dans une belle couronne de fer forgé, sa plus grosse cloche, et toutes les cheminées des maisons s'élevaient vers lui, surmontées chacune de deux briques, inclinées et unies par leur pointe comme sont les doigts roides des saintes en prière dans les sculptures primitives et dans les tableaux d'autrefois.

C'était à la fin d'avril et, comme le vent soufflait, il faisait encore froid. La nuit tomba dans le temps que nous gravissions le chemin qui monte. Par les petites rues tournant sous des voûtes, par les petites places qui s'empanachent d'un gros orme ou de trois acacias, nous gagnâmes la ruelle où s'ouvre notre maison. Le vent plus fort y coulait comme une lame et déchirait les poumons. Nos valises liées de cordes et le gros sac de moleskine où étaient nos provisions de route, tout alourdi de verres et de bouteilles qui résonnaient à brinqueballer ainsi et à se heurter les uns contre les autres, nous coupaient les doigts. Et personne ne nous attendait que la simple maison mise en état par une servante de quinze ans que Guicharde avait engagée par lettres adressées à la mairie deux semaines auparavant.

Il fallut heurter trois fois, et cette fille enfin se décida à nous ouvrir. Elle avait l'air niais et bon, la gorge déjà hardie dans un corsage à raies roses, et de fausses pierres vertes, enchâssées de cuivre, pendeloquaient à ses oreilles. En nous voyant, elle demeura bêtement à rire sur le seuil sans même songer à nous débarrasser. Mais déjà, dans les autres maisons, des rideaux se soulevaient derrière les vitres verdâtres des petites fenêtres. Une porte s'entr'ouvrait. Quelqu'un, d'un balcon, se penchait vers nous. Une voix souffla :

— La femme de Georges Landargues, avec ses deux filles.

— Entrons, dit maman, entrons vite.

Et elle passa la porte, toute roide et violente de gestes, avec une sorte de courage désespéré. Mais Guicharde, sur le seuil, demeura derrière elle ; elle fixa les fenêtres derrière lesquelles frissonnait sournoisement une curiosité sans bienveillance et j'eus l'impression que son dur et hardi regard faisait se détourner, derrière les rideaux fanés, d'autres regards invisibles. Ensuite elle entra à son tour et la petite servante referma la porte. Je dis tout bas :

— Nous sommes chez nous.

Je regardai le couloir que remplissait l'escalier de bois, les deux portes ouvertes, à gauche sur la salle qu'enfumait une lampe coiffée de jaune, à droite sur la cuisine où flambaient de menues branches dans une large et noire cheminée... Déjà Guicharde relevait la mèche de la lampe, ouvrait les placards, s'inquiétait de la façon dont passeraient par l'escalier trop étroit nos malles que l'on devait porter le lendemain. Maman se taisait. Il me semblait qu'elle baissait la tête et serrait les épaules. Elle s'approcha d'une fenêtre qui devait donner sur le jardin et regarda la nuit. Elle tremblait doucement. Peut-être elle pensait à ces rideaux soulevés sur son arrivée et peut-être ce qui se chuchotait à cette heure, dans les maisons obscures, venait jusqu'à elle.

— Je n'aurais pas dû revenir ici, dit-elle.

— Mais puisqu'il était impossible de faire autrement, remarqua Guicharde, avec son bon sens un peu brusque.

Et elle demanda une bougie pour monter aux chambres.

Maman soupira :

— C'est vrai !

Résignée, elle s'assit devant la table où le couvert était mis. Elle avait retiré sa jaquette noire garnie de faux astrakan, mais elle conservait son petit chapeau de crêpe tout déformé et déplacé par le voyage. Je le lui fis remarquer.

— Enlevez-le, maman. On dirait que vous n'êtes pas chez vous, et que vous allez repartir.

Aussitôt elle obéit avec une tranquillité douce.

— C'est vrai, tout de même, dit-elle, que je suis chez moi... m'y voici donc revenue, dans ma maison...

Elle me montra dans un coin une chaise de paille, très basse, dont le simple dossier portait en relief trois abeilles, sculptées dans une couronne d'olivier.

— Tu vois, c'est là que je m'asseyais quand j'étais toute petite.

Et elle me montra encore, près de la fenêtre, une table carrée avec des pieds en torsade qui luisaient sous la lampe :

— C'est là que j'écrivais mes devoirs. J'y ai préparé mon certificat d'études. Après, je faisais surtout des comptes. C'est mon oncle Jarny qui m'apprenait. Il avait été caissier à Paris dans une grande maison de tissus.

Elle se tut, regardant de nouveau la fenêtre, et ce qu'elle voyait maintenant, je le savais bien, était au delà des meubles et des murs... Sa tristesse, en ce moment, me pénétra jusqu'au désespoir. Son pauvre cœur saignait et pleurait dans mon cœur, et doucement, je passais ma main sur la petite main si pâle. Mais Guicharde entrait à grands pas. Parlant des malles, elle déclara :

— Elles passeront, mais il faudra prendre garde à ne pas érafler le mur.

Derrière elle venait la servante Adélaïde portant la soupière et nous prîmes place pour le repas. Nous n'avions pas grand'-faim. La lampe continuait de fumer et d'éclairer mal. A travers l'odeur de sa mèche grésillante l'odeur humide et morte des vieilles pierres et des vieux plâtres tenus trop longtemps dans l'ombre nous devenait sensible. La grande force du vent se pressant contre les murs menaçait de faire crouler cette pauvre demeure. Dans son grondement des lanières claquaient qui, semblait-il, retombaient sur nos cœurs tressaillants. Par instant, il semblait s'apaiser. Mais de ces silences nous venait une oppression plus grande, car nous sentions bien qu'il était toujours là, couché sur la maison, l'enveloppant de sa force pour bondir et siffler de nouveau dès qu'il aurait bien pris son repos effrayant. La fatigue maintenant pesait sur nous au point que nous ne pouvions plus parler. Et cependant il fallait s'y efforcer, car dans le silence insupportable nous étions sur le point de sangloter.

— Vous verrez, demain, disait maman, la vue est très belle.

Et elle disait aussi, toute fiévreuse de la honte retrouvée ici, vivante encore après ces trente années, et ne redoutant pour nous, parmi toutes les misères, et ne souhaitant pour nous, parmi tous les bonheurs, que le mal ou le bien qui nous pouvaient venir du formidable jugement d'autrui :

— Votre vie désormais doit être si sérieuse et si retirée que personne ne puisse jamais rien dire de vous. Il est bien certain que personne ici ne songera à vous épouser. Vous n'avez donc pas à vous inquiéter des jeunes gens. Vous aurez peu de plaisir, mes pauvres petites, mais si vous pouvez un jour être considérées comme j'aurais tant voulu continuer de l'être, vous serez tout de même bien heureuses.

Ainsi ne cessait-elle, par toutes ses paroles et par l'horreur de son exemple, de nous enseigner la sagesse... Et je comprenais bien que cette prudente morale selon laquelle depuis l'enfance était réglée toute notre vie, irait, dans cette vil e étroite, se resserrant chaque jour davantage autour de mes scrupules et de mes docilités...

***

Les premiers jours à Lagarde ne furent pas aussi tristes que nous le pouvions redouter. Toutes nos fenêtres ouvraient sur la campagne et le beau paysage habitait avec nous. Cela nous amusait d'avoir un jardin, suspendu sur la plaine, d'où l'on voyait la route, et le Rhône un peu plus loin, et les longues et sèches collines qui changent de couleur tout le long du jour. Enfin l'accueil que nous recevions des petites gens et de la modeste bourgeoisie où fréquentait de son vivant ma grand'-mère maternelle, curieux sans doute, n'était point hostile. Comme l'avait dit Guicharde, cette pauvre histoire était bien lointaine et tant de dignité avait suivi !

Maman cependant préférait ne point sortir. Elle prit l'habitude de le faire seulement le dimanche pour se rendre à la première messe, par convenance, car elle avait peu de religion. Guicharde, ayant de suite pris en main toute la maison, décidant de tout et le faisant bien, se rendait au marché chaque matin avec cette petite fille qui nous servait et ne faisait guère d'autre promenade. Et je m'en allais seule à la découverte de la ville, dédaignant les rues neuves, la mairie blanche, l'école avec ses vitres claires, mais recherchant dans le vieux quartier aux pavés aigus les palais où vécurent des cardinaux et des capitaines dont les plus pauvres gens savaient me dire les beaux noms sonores, les ruelles où de petites portes cintrées s'ornent d'un visage dont le temps avide a mangé les lèvres ou d'une acanthe fruste, les places étroites, les balcons de fer forgé

portant dans leurs entrelacs des initiales ou des devises. Une fois pourtant, je descendis tout le faubourg, je passai devant la Cloche qui est la propriété des Landargues, et j'aperçus la longue et haute maison où je n'entrerais jamais, à travers des grilles, des arbres et des fleurs. — Une autre fois, sur la route, Mme Landargues, ma grand'mère, passa près de moi dans sa voiture basse que traînaient deux chevaux blancs. Je vis ses cheveux de neige, ses yeux durs, son voile en dentelles... Et ce furent les seuls événements de ma vie à Lagarde jusqu'au jour où je rencontrai pour la première fois mon cousin François Landargues.

*
* *

Je l'avais quelquefois aperçu de loin, marchant sur le cours ou sur le quai du Rhône ; on m'avait dit son nom, et je savais le reconnaître; mais je lui parlai seulement quatre mois après mon arrivée, sur la place, le jour de la foire. Auprès de la fontaine, un platane étêté laissait couler le soleil, et l'eau brasillante ne se pouvait regarder; mais, tout autour, les beaux arbres pressaient leurs feuilles abondantes et les vendeuses de légumes étaient assises là, sur de petits bancs ou sur des sacs pliés, avec leurs paniers éclatants rangés devant elles. Un peu plus loin, les marchands forains avaient disposé leurs tentes et leurs tréteaux. Des jupons roses et bleus, des corsages à rayures, à pastilles ou à fleurs, des chemises solides, des rubans violets, des ceintures à boucles, pavoisaient les petits éventaires criards et gais, immobiles dans l'air lourd, tout imprégnés, semblait-il, de chaleur et de beau temps. On vendait aussi des colliers et des broches, des chaussures de cuir ou de corde, des couteaux, des parfums... Et je m'en allais sur le cours dans l'ombre qui dansait parce qu'un petit souffle venait de se lever au milieu des feuilles épaisses. Il y avait tant de monde et l'on se pressait si bien que personne aujourd'hui ne faisait attention à cette fille de Georges Landargues que tant de curiosités d'habitude continuaient de suivre. Je la revois s'en aller ce matin-là, avec sa robe à pastilles et son simple chapeau rond. Elle ne me semble pas être moi-même. Elle n'est pas devenue ce que je suis. Et souvent, malgré les années passées, il me semble qu'elle est toujours là, dans le soleil d'un matin de juillet, au milieu d'une

grande foule de gens qui la heurtent et la dédaignent, et que, jusqu'à ma vieillesse, jusqu'à ma mort, elle restera ainsi, craintive et s'émerveillant du beau temps, et laissant son cœur battre en attendant de vivre.

Parmi tous ces marchands, certains venaient du Nord et d'autres de l'Alsace, et d'autres d'un Midi plus lointain que le nôtre. J'en vis même un qui était d'Espagne et qui offrait des dentelles. Je m'approchai de celui-là, non pour lui acheter rien, car j'avais juste dans ma bourse deux francs donnés par Guicharde pour faire emplette d'un petit panier d'osier à une bohémienne qui se tenait près du pont, mais cela m'amusait de voir onduler ces grandes dentelles, fixées à des cordes tendues par quelques épingles ou des pinces de bois. L'homme était brun avec de beaux yeux, et dans ses phrases engageantes et prestes mêlait de la plus divertissante manière quelques mots du parler de Provence à tous les mots de son pays. Près de lui se tenait une petite femme au chignon luisant et tressé qui portait aux oreilles de grands anneaux d'argent. La voiture qui les menait sur les routes était derrière eux, avec sa fenêtre carrée dont un ruban rouge serrait les rideaux blancs... Et j'imaginais cette voiture passant un beau soir la frontière lointaine et s'en retournant vers les villages dorés sur la terre qui brûle et ne porte point de verdure...

A ce moment, la foule me rapprocha d'une jeune femme qui habitait au bas de la ville et s'appelait Julie Bérard. Elle n'avait point une conduite sérieuse, portait des chapeaux singuliers qui laissaient bien voir ses cheveux éclatants, et maman m'avait bien recommandé de toujours détourner la tête quand je passerais à ses côtés. J'avançai d'un pas pour m'éloigner d'elle. Elle glissa derrière moi et je l'entendis qui disait, répondant à quelqu'un :

— Voyons François... vous vous moquez! Vous savez bien que vous n'avez plus de cadeaux à me faire... Tenez : offrez donc plutôt de ces dentelles à votre petite cousine Alvère Landargues, qui les examine avec tant de soin.

Cela fut dit contre mon oreille et je ne pus me tenir de me retourner. J'entendis le rire de Julie Bérard qui s'éloignait bien vite et je vis devant moi l'héritier des Landargues de Saint-Jacques, le petit-fils de ma grand'mère arrogante, mon cousin François Landargues. Il était assez grand, très maigre,

d'allure élégante. Je savais que sa santé, comme celle de son père, était mauvaise; mais, me trouvant aujourd'hui l'examiner de si près, je m'étonnais cependant que son visage rasé, très pâle, fût déjà marqué de rides profondes. La bouche un peu forte et longue avait de l'arrogance dans le gonflement de sa lèvre et de l'amertume au pli de ses coins un peu tombants. Le regard un peu voilé ne se pouvait définir. Et tout ceci d'ailleurs ne le faisait point déplaisant.

Présentés comme nous venions de l'être par cette folle de Julie Bérard, je crois bien que nous étions aussi mécontents l'un que l'autre. Mais nous étant regardés curieusement, puis regardés encore, il nous devenait bien impossible de nous en aller sans rien dire. François Landargues, qui avait naturellement plus de hardiesse, parla le premier :

— Eh! bien, ma petite cousine, demanda-t-il avec une désinvolture aimable, ne nous dirons-nous pas bonjour?

Je prononçai, les lèvres serrées :

— Bonjour, monsieur.

Il continua poliment :

— Ma tante Georges est-elle en bonne santé? Et votre sœur?

— Elles vont bien, merci.

Des femmes, s'approchant pour acheter des dentelles, me repoussaient vers le milieu du cours où la circulation est plus libre. Dans ma gêne, je ne voulais pas m'arrêter et François Landargues marchait auprès de moi.

— Vous êtes ici depuis deux mois, je crois?

— Depuis quatre mois.

— Pour l'été?

— Pour toujours.

Il s'étonna :

— Pour toujours!... A votre âge... Comme vous allez vous ennuyer!

Il me regardait avec une attention plus indiscrète. Il regardait ma taille et tout mon visage.

— ... C'est gentil, n'est-ce pas? de nous être rencontrés. Cela me fait plaisir. Et j'espère bien que nous nous reverrons.

A ce moment, le docteur Fabien Gourdon, que je ne connaissais pas encore et qui est aujourd'hui mon mari, traversait le cours avec un de ses amis. Je sus plus tard que cet ami remarqua :

— Elle n'est vraiment pas laide, cette petite Landargues, la fille du pauvre Georges.

— L'ai-je déjà vue? dit dédaigneusement Fabien Gourdon. En tout cas, je ne l'ai pas même regardée.

— François Landargues n'y met point tant de mépris. Il la regarde; il lui parle même, et fort aimablement.

— Monsieur François Landargues parle à ces femmes! s'étonna le docteur.

Et je sus aussi que tout de suite, et malgré qu'à cette distance il ne pût bien juger de moi, il ajouta :

— En vérité, celle-ci est charmante. Monsieur François a d'ailleurs le goût fort bon.

*
* *

Guicharde s'emporta quand elle connut cette rencontre; mais maman, après les premières exclamations, n'ajouta plus un mot. Pendant le repas, elle fut distraite jusqu'à se couper trois fois du pain, tandis que les morceaux intacts demeuraient devant elle. Un peu plus tard, ayant à écrire une lettre pour que l'on nous portât un chargement de bois, elle demeura plus d'une heure devant sa table parce que les petites pensées consacrées à cette besogne étaient bousculées dans son esprit et mises de côté par d'autres pensées. Et dans la journée, profitant d'un moment où ma sœur était absente, elle vint s'asseoir auprès de moi. J'étais sur la terrasse avec mon métier à dentelle et, pratiquant le seul art que l'on m'eût appris, je tissais les points délicats du vieux Flandre avec soixante fuseaux de buis.

— Alors, demanda maman, après avoir hésité plus de cinq minutes, c'est bien vrai qu'il t'a parlé de moi avec politesse et qu'il a demandé de mes nouvelles?

Elle n'avait pas besoin de le nommer. Je tordis quatre fils, piquai une épingle à leur entrecroisement et je pus répondre avec calme :

— Mais oui, maman, bien vrai, je vous assure.

— C'est étonnant, dit-elle.

Et je vis, malgré toute son application à l'indifférence, qu'une petite joie orgueilleuse montait à son visage.

Un peu plus tard, et bien que le silence entre nous eût été assez long pour qu'elle eût tout loisir de changer de pensée, elle demanda encore :

— Et... tu es bien sûre qu'en parlant de moi il n'a pas dit « votre mère » ou « madame Georges »... mais bien... « ma tante. »

— Tout à fait sûre. Cela m'a surprise... et en même temps...

— Oui, dit-elle, n'est-ce pas, cela t'a fait plaisir... Oh!... d'ailleurs.

Tout heureuse, elle rapprocha sa chaise de la mienne.

— Lui est très simple, tu sais, et très gentil. Je suis sûre qu'il nous verrait bien, si ce n'était sa grand'mère. Tout enfant, je me rappelle, il me riait sur le cours quand je le rencontrais, et quand je suis devenue veuve, je sais qu'il voulait m'écrire, mais Mme Landargues le lui a défendu. Il est assez aimé dans le pays. Les gens parlent de lui comme ils parlaient autrefois de ton père. C'est-à-dire, pas tout à fait... tu comprends... mon Georges était encore plus simple... mais enfin...

Parce qu'elle me parlait ainsi, j'osais dire :

— Il m'a plu...

Elle ne parut point du tout choquée de cette libre opinion.

— Si tu le rencontres encore, sois bien aimable, ma petite fille. N'aie pas l'air de courir après lui, naturellement. Il faut garder sa dignité. Mais il ne faut pas non plus être désagréable. S'il te salue, réponds avec un petit sourire ; s'il veut s'arrêter pour te parler, arrête-toi aussi et ne passe pas comme une qui fait semblant de mépriser le monde. Certainement, je ne ferai jamais d'avance aux Landargues, mais, s'ils veulent se remettre avec nous, il serait maladroit de leur tourner le dos...

Petites paroles de maman, pauvres mots ingénus et remplis d'imprudence, quel encouragement vous étiez à ce que, déjà, je désirais secrètement, et comme je me rappelle, mêlée à ma trouble joie de ce soir-là, l'odeur des pauvres jacinthes qui fleurissaient en bordure de nos cardons et de nos choux!

*
* *

Je fus trop lasse le dimanche qui suivit le jour de la foire pour me lever de bon matin et me rendre à la messe de sept heures, et ma lassitude était un mensonge ; mais les paroles de maman empêchaient que j'en eusse trop de confusion. François Landargues, généralement, assistait à la grand'messe ; et me retrouver devant François Landargues, n'était-ce pas désormais

pour moi comme une espèce de familial devoir? Je le revis donc et je vis aussi pour la première fois d'assez près ma grand'mère, Mme Landargues.

C'était une très vieille femme, fort belle et pas attirante, avec ces cheveux éblouissants dont maman nous avait parlé, cette bouche droite et serrée, ces yeux sans bonté. Tout mon cœur se souleva contre elle plus violemment encore qu'il n'avait jamais fait. François se tenait à ses côtés, attentionné à la soutenir. Dans la confusion de la sortie, il ne parut pas m'apercevoir et ne me salua pas. Et je m'en revins avec ma confusion par la rue solitaire de la Tête Noire et par la rue des Quatre-Vents, me méprisant aussi fort que mon orgueilleux cousin avait pu le faire. Je me jugeais maintenant si sotte que je ne me pouvais plus supporter. Tous mes sentiments, tout moi-même était envahi d'une irritation qui me faisait mal et je ne tournais pas au fond de moi une pensée qu'il ne m'en vînt une espèce de brûlure. La résolution même de ne plus m'occuper de François Landargues ne m'était d'aucun apaisement. Et peut-être est-ce pour cela que je ne m'y arrêtai pas...

Certes, je ne retournai plus le dimanche à la grand'messe; mais s'il fallait aller chercher un panier de fraises ou de prunes chez cette Orphise qui possède, sur le chemin des carrières, un si fécond verger, je ne permettais point que cette peine fût prise par Guicharde ou par Adélaïde. Et je m'attardais chez la maraîchère, à entendre ses bavardages plus longtemps sans doute qu'il n'était nécessaire. Devant sa porte le chemin qui monte est défoncé par les voitures des carriers. Dans la boue durcie par l'été, écrasée çà et là et réduite en poussière, parmi les traces lourdement appuyées des gros chevaux de trait, il advenait souvent qu'un sabot plus fin avait frappé son croissant léger. — « Évidemment, pensais-je, c'est en voiture que François Landargues se rend aux carrières, c'est en voiture qu'il en revient. » — Et j'écoutais, croyant entendre sonner ce sabot étroit derrière les yeuses aux troncs noirs et tourmentés. Je me rappelle... je me rappelle... Et je me rappelle aussi comme j'allais souvent me promener dans les bois de la Chartreuse où les Landargues possèdent autour d'une maison isolée qu'habite un vieux garde plusieurs dizaines d'hectares plantés en rouvres et en acacias. Je marchais seule et lentement. La terre était rouge entre les sombres feuilles dures des arbres bas et des

buissons serrés. J'atteignais la vallée ronde et bien fermée au fond de laquelle la Chartreuse repose dans le mystère de son abandon. Je m'asseyais sur quelque tronc abattu; je voyais au-dessous de moi les petites cellules régulières, leurs toits couverts en tuiles vernissées, brunes et bleues, et miroitant comme de beaux pigeons; leurs jardins délaissés tout comblés et débordants de sauvages verdures. Et, ne pouvant me décider à rentrer encore : « Cet air est bon à respirer, » me disais-je à moi-même pour me justifier d'être là...

*
* *

... Ce n'est pas sur le chemin des carrières que je devais revoir François Landargues, ni dans les bois de la Chartreuse, mais un jour où, par hasard, je ne pensais pas à lui, sur la place ronde et silencieuse autour de laquelle se recueillent les maisons des chanoines. Il sortait d'une de ces maisons, inhabitée aujourd'hui, mais où, je le savais, Mme Landargues naquit et passa sa jeunesse. Au-dessus du portail de bois peint en brun et percé d'un petit judas, les pierres du mur s'élèvent pour former un arceau roman. La serrure de fer forgé, très vieille et noire, est fixée par des clous taillés à facettes. François Landargues fit jouer une grosse clef dans cette serrure, puis, l'en ayant tirée, mais la gardant à la main sans doute pour ne pas déformer les poches de son veston en fine étoffe grise, il se tourna et se trouva juste en face de moi.

Je vis bien que d'abord, la main levée vers sa tempe, il pensait simplement me saluer; cependant, m'ayant bien regardée et souriant de voir que j'avais rougi, il s'arrêta; et tout de suite familier :

— Bonjour, dit-il, ma petite cousine.

Puis tendant la main :

— Allons, nous sommes amis, donnez-moi la vôtre.

J'obéis. François sourit encore. Il y avait dans ce sourire quelque chose qui déplaisait et attirait en même temps, il y avait de la satisfaction et du dédain, une ironie sans bonté qui demeurait le fond même de son âme, une tristesse de malade qui n'était pas moins sincère. Aujourd'hui, retrouvant ce sourire dans ma pensée qui le conserve exactement, je sais l'expliquer, me semble-t-il, mais je sais bien aussi qu'à ce moment, je ne

pouvais le comprendre, et que, passant sur moi, il faisait toutes confuses mes petites pensées.

— Profitons de cette seconde rencontre pour faire un peu mieux connaissance. Le voulez-vous? Venez donc vous asseoir sur le banc du vieil ormeau; personne ne nous verra. La place est déserte, les chanoines sont à l'office, et si leurs servantes nous guettent en ce moment, derrière les grilles de ces fenêtres, elles racontent tant de choses, les dignes femmes, que personne n'y fait plus attention.

Peut-être plus que moi, à cause de cette rupture si profonde entre nos familles, se préoccupait-il en ce moment de ce qui se pourrait dire. S'étant rassuré lui-même à ses rassurantes paroles, il répéta :

— Venez.

Un banc circulaire tournait autour de l'ormeau gigantesque, vieux de trois cents ans, que l'on avait dû ceinturer de fer pour que son écorce vide et crevassée n'achevât pas de s'ouvrir et qu'il ne mourût point. François alla s'y asseoir, mais je demeurai debout devant lui. Alors, me pénétrant d'un regard aigu et trouvant tout de suite les paroles qui me pouvaient retenir, il déclara :

— J'ai parlé de vous à ma grand'mère.

Ceci me toucha en effet, mais en me blessant, et ce fut peut-être parce que s'autorisant de notre parenté pour me traiter aussi familièrement, il n'allait pas cependant jusqu'à dire « notre » grand'mère. Ma bouche se serra. Je regardais fixement à l'autre bout de la place une petite fleur jaune qui montait entre deux pierres.

— Vous en êtes fâchée. Pourquoi?

Il me reprit la main. La sienne était chaude et maigre, très sèche, et ses doigts caressants glissaient sur mon poignet. Je ne sus pas tout de suite me dégager.

— Pourquoi? Ma grand'mère a été dure envers les vôtres, je le sais. Mais elle est très âgée maintenant. Il faudra la comprendre, et lui pardonner.

Le demandait-elle? Je ne pus empêcher cette espérance de se lever dans mes yeux et je suis bien sûre à présent que François comprit mon regard et qu'il s'en amusa.

— Il le faudra... oui, il faudra... un jour... plus tard. Pour l'instant, aux premiers mots que j'ai dits de notre rencontre,

elle s'est emportée si fort que je n'ai pas osé continuer.

Alors, pourquoi me parler d'elle? J'allais, je crois, le demander; mais à ce moment, d'une maison qui est celle-ci où j'habite aujourd'hui, dans la rue des Massacres, un homme sortit et monta vers nous : le docteur Fabien Gourdon.

Plusieurs fois déjà je l'avais rencontré sur le cours ou dans les ruelles, sans prêter à sa personne plus d'attention qu'il ne m'en accordait à moi-même, et je remarquai seulement aujourd'hui son visage large et brun, un peu lourd, que ne parvenait pas à affiner la barbe noire taillée en pointe, et sa façon de marcher, assurée certes, mais d'une assurance sans désinvolture et, semblait-il, un peu appliquée. Son vêtement de coutil brun était extrêmement soigné, sportif, avec une ceinture serrant bien la taille, et les guêtres qu'il portait sur de fortes chaussures étaient trop belles, d'un cuir trop neuf, trop jaune et trop éclatant. Déjà tout près de nous, avant que de sourire ou de saluer, se redressant encore, frappant le sol avec plus de force, il observait François, puis moi-même, et les fenêtres autour de la place d'où peut-être on le regardait. Et il y avait dans toute sa personne, contrastant singulièrement avec sa robustesse un peu lourde, quelque chose d'inquiet et de prétentieux.

— M. Landargues, dit-il, — et d'abord cet homme si dédaigneux de moi m'avait saluée très bas, — je vous ai vu de ma fenêtre et je n'ai pu résister au plaisir de venir vous serrer la main.

— Trop aimable, docteur, dit François.

— Votre santé est bonne?

— Excellente. Mon bon vieux Fardier, — il parlait avec nonchalance, mais il me parut que son œil fin s'égayait d'une ironie presque méchante, — me soigne parfaitement, vous le savez.

— Je sais... je sais, dit Gourdon. Un peu de rouge était monté à ses joues brunes, mais il ajouta aussitôt presque humblement : La valeur de mon excellent confrère est grande... très grande.

L'ironie de François n'était pas demeurée dans ses yeux : elle relevait maintenant le coin de sa bouche pâle. Ayant respiré un peu plus fort et regardé une fois encore tout autour de lui, Gourdon continuait, et le ton de ses moindres paroles marquait une politesse extrême.

— Je veux espérer que Mme Landargues, elle aussi, se porte bien. J'ai fait l'autre dimanche quelques trouvailles nouvelles qui, je crois, pourraient l'amuser.

— Eh bien! docteur, il faut les lui porter.

Et se tournant vers moi, il daigna expliquer :

— Le docteur Gourdon est un archéologue remarquable. Il fait chaque dimanche dans les bois qui sont derrière les carrières des fouilles qui donnent, ma foi, de bons résultats. Il trouve des poteries et des médailles. Les médailles surtout amusent ma grand'mère. Elle dit toujours à Gourdon qu'il devrait faire un rapport à l'Académie de Privas.

— Elle me fait cet honneur, dit le docteur.

— Eh! bien, conclut François, tendant la main, et lui donnant son congé, c'est entendu. Portez vos petites machines à la Cloche un de ces jours. Je vais annoncer votre visite et si par hasard je me trouve là, je vous ferai goûter de mon Châteauneuf. Au revoir.

Mais comme l'autre, m'ayant de nouveau respectueusement saluée, allait s'éloigner, François le retint, et, du bout de sa canne, touchant les guêtres trop neuves :

— Dites-moi... si je ne suis pas indiscret... où donc les avez-vous achetées? Elles sont superbes.

— Chez Luscassé, à Avignon, dit négligemment le docteur.

— Ah! parfait... Je me disais aussi... il me semblait reconnaître le modèle.

Il l'accompagna longuement de son regard moqueur. L'ayant vu disparaître sous la voûte profonde de la rue des Quatre-Vents, il se mit à rire et son rire était méchant.

— Le plat personnage! dit-il en haussant les épaules. Honnête homme certes et très scrupuleusement... mais plat... plat jusqu'à la bassesse et jusqu'à la sottise. Je ne puis souffrir cela et je ne puis souffrir cette admiration qu'il affecte d'avoir, — qu'il a peut-être réellement, — pour moi, pour ma famille, nos amis, notre argent. Il comprend tous mes goûts, il les apprécie, il les partage. Il n'est pas riche et tient à son argent assez âprement. Cependant le voici maintenant qui fréquente chez mon bottier, et il le fera bientôt sans doute chez mon tailleur, quitte à souper pendant un mois de tomates et de pois chiches. Ce garçon n'est point un sot, mais la mesquinerie de son esprit, la misère de ses ambitions me sont insupportables.

Savez-vous quel est le rêve de Gourdon? le but de sa vie? la hantise de ses jours, l'image de la fortune et la forme de la gloire?... Devenir mon médecin, celui de ma grand'mère et des quelques familles importantes de la contrée qui sont de nos amis. Cela vous fait sourire... C'est que vous ne connaissez pas encore bien la province et ces vieilles familles de petites gens chez qui la même âpreté, la même ténacité se poursuivent à travers les siècles. Il y a trois cents ans qu'on trouve le nom des Gourdon sur les registres de Lagarde. Je connais un peu leur histoire et je m'amuse à constater qu'ils se ressemblèrent tous, petits notaires, petits magistrats, petits médecins, médiocres, prudents, serviles, plats devant la noblesse d'alors comme celui-ci est plat devant moi, s'accrochant à elle, comme celui-ci voudrait s'accrocher à nous, et recevant, si besoin en était, les coups de pied, chapeau bas, comme celui-ci reçoit l'ironie en plein visage. Vous l'avez vu... Il sait quand je lui parle ne point entendre le ton, mais seulement les paroles qui sont évidemment selon la politesse. — Et il ne bronche pas quand je lui vante Fardier qui me soigne depuis ma naissance et qu'il déteste, dont il compte les années, observe les maladies, attend la mort...

Tout en parlant, avec une volubilité presque fiévreuse, âpre, mordant, méchant et se réjouissant de l'être, François Landargues continuait de rire et de hausser les épaules. Brusquement, il s'interrompit.

— Ah! dit-il, laissons tout cela, et ces gens de Lagarde si ennuyeux!... Je m'ennuie, si vous saviez, je m'ennuie!

Une mélancolie soudaine et qui le faisait plus charmant, apaisait tout son visage.

— Vous me parlerez de Paris, n'est-ce pas? Je n'ose pas y retourner parce que j'ai la peur absurde, honteuse d'y mourir tout d'un coup, seul, comme est mort mon père. Mais vous en arrivez, vous le sentez encore.

Ses narines pâles s'élargissaient et son visage, penché vers mon épaule, était tout près du mien.

— Dites-moi, n'allez-vous jamais sur le chemin de Saint-Étienne? Il longe le Rhône. Personne n'y passe jamais et l'on s'y croirait aux premiers temps du monde.

— J'y suis allée une fois.

— Il faut y retourner... Jeudi, par exemple, vers cinq

heures, n'est-ce pas? Quand la chaleur commence à tomber

— Guicharde se fâchera.

— C'est votre sœur? Elle ne me plaît pas, je l'ai aperçue deux fois et je lui trouve l'air méchant. Vous n'avez besoin de rien lui dire.

— Cependant...

— Ah! que d'hésitations, fit-il avec impatience. Quel âge avez-vous donc?

— Vingt-quatre ans.

— Alors, vous êtes vraiment un peu ridicule. Mais vous êtes aussi tout à fait charmante, et je vous pardonne. C'est bien entendu, n'est-ce pas : à jeudi, sur le chemin de Saint-Étienne. Au revoir, Alvère... Ne vous scandalisez point une fois de plus. « Mademoiselle » est bien cérémonieux entre gens de la même famille qui renoncent aux hostilités, et « ma cousine » sent par trop sa province.

— Au revoir.

— Appelez-moi François, je vous prie.

— Au revoir, François.

— Et dites-moi à jeudi.

— Je ne le dirai pas.

— Soit, mais vous viendrez, et c'est l'essentiel. A jeudi, Alvère.

Il partit, désinvolte et las, souple dans sa démarche, mais courbant malgré sa jeunesse ses épaules trop étroites. Un instant, je demeurai sous le vieil ormeau dont l'ombre était ronde à mes pieds comme le cercle magique des enchantements...

Et cette rencontre-là fut suivie de toutes les autres.

* * *

J'allai le jeudi sur ce chemin de Saint-Étienne qui semble un chemin des premiers temps du monde, tant le fleuve tumultueux et les arbres pressés y ont de désordre et de sauvagerie, et je retournai peu de jours après dans la vallée où repose la Chartreuse abandonnée; mais cette fois je n'étais plus seule et je n'observais plus l'ombre bourdonnante, les pierres sèches où glisse la couleuvre. François Landargues tenait mon bras et s'y appuyait quelquefois. Il ne me parlait pas d'amour, il ne m'en a jamais parlé; mais chaque jour plus confidentiellement,

cela du moins me paraissait ainsi, nous nous entretenions un peu de moi et beaucoup de lui-même.

Il ne croyait à rien, ni en lui, ni hors de lui, ni sur la terre, ni ailleurs. Je crois qu'il était très intelligent; je crois aussi que sa maladie, affectant tout à la fois le cœur et les nerfs, lui donnait une grande amertume et des irritations par lesquelles s'était détruit tout ce qu'il pouvait avoir de tendresse. Et je crois enfin qu'il restait seulement capable, dans ses goûts et ses désirs, d'une certaine violence sèche et passionnée. Mais comment le juger aujourd'hui et que pouvait valoir mon petit jugement d'alors? Je sais seulement que certaines de ses phrases et de ses façons me déplaisaient jusqu'à ne pouvoir le cacher, et je sais que j'en rapportais d'autres au fond de ma pensée pour en entretenir jusqu'au moment de le revoir ce trouble émoi qu'il m'inspirait.

Il disait trop souvent et avec une trop parfaite sincérité :

— Je ne suis capable d'aimer personne. Mes parents moins que les autres, parce que je les connais mieux. Et je n'ai pour moi-même que peu de sympathie.

Mais il disait aussi :

— Je ne suis qu'un malheureux. J'ai des heures d'abattement qui vont jusqu'au désespoir. Cela me fait du bien, Alvère, ces promenades avec vous, et de voir votre indignation si gentille quand je dis ce que je pense, et d'entendre quelquefois vos petits mots raisonnables.

Je rentrai chez moi toute incertaine et enfiévrée. Maman était assise dans son fauteuil. Avec des bouts de laine de toutes couleurs, achetées par écheveaux dépareillés aux bonnetiers ambulants, elle nous tricotait pour l'hiver d'étranges pèlerines; nous ne pourrions évidemment les mettre que dans la maison, mais elles seraient chaudes et peu salissantes. Elle me demandait :

— D'où viens-tu encore, ma petite fille? Je n'aime pas à te voir courir seule et si tard dans la campagne. J'ai peur pour toi des mauvaises rencontres.

— Laissez donc! intervenait Guicharde. La campagne est sûre et Alvère, à pied, ne peut aller bien loin; la marche lui fait du bien. Voyez comme ses yeux brillent et comme elle est animée!

Le regard qu'elle posait sur moi était tout plein d'une ten-

dresse déjà maternelle; quelquefois, il se mêlait à cette tendresse une espèce de pitié douloureuse et je connaissais alors que Guicharde était dans ses mauvais jours. A trente ans passés, elle souffrait de n'avoir pas connu de joie et de n'avoir pas de joie devant elle. Le plus souvent elle triomphait de cette amertume; mais il advenait parfois qu'elle en fût tout envahie et suffoquée. A sa peine se mêlait je ne sais quelle fureur de l'éprouver qui faisait ses yeux presque effrayants. Alors, n'imaginant ma vie que semblable à la sienne, elle étranglait de sanglots en me regardant. J'étais elle-même avec dix ans de moins, et je ne sais vraiment sur laquelle de nous deux elle s'apitoyait le plus. Mais alors, elle se fondait toute d'indulgence et de douceur et je la chérissais plus pour ces instants éperdus que pour toute sa raison qui cependant nous était précieuse.

— Laissez... Cela lui fait du bien... Où as-tu été ce soir, Alvère?

Je le disais, et toujours avec franchise, mais je ne disais pas qui j'avais rencontré. Le soir seulement, me glissant auprès de maman déjà couchée, tandis que Guicharde vérifiait en bas la fermeture des portes et des volets, j'avouais tout bas :

— J'ai revu François Landargues.

— Encore!... s'émerveillait ma pauvre maman. A-t-il au moins été bien aimable?

***

Un jour vint cependant où je sentis que cette confidence ne m'était plus possible : le jour où, pour la première fois, les lèvres de François touchèrent ma joue, puis mes lèvres, là-bas, près des ruines abandonnées de cette villa où tint sa cour le beau cardinal Julien de la Rovère. Alors mes promenades dans la campagne devinrent plus fréquentes, mais je cessai d'en indiquer l'endroit et, si j'étais montée vers les sauvages collines, je vantais au contraire les chemins humides et bas qui vont retrouver les ruisseaux de la plaine. Mais si j'étais allée dans la plaine, je parlais des rochers de Mornas et de leurs belles couleurs de cuivre rouge et blond. Je mentais et je n'en avais point de déplaisir. Je n'avais pas de bonheur non plus. Une espèce de révolte me soulevait, mais je la tournais vers ma mère et vers Guicharde, et c'est d'elles que je jugeais nécessaire de me défendre.

Ainsi passèrent le mois d'août et les jours de septembre. François devenait plus avide de me voir et moi de le retrouver, et si nous marchions côte à côte dans les chemins brûlés par l'été finissant, ou si nous allions nous asseoir dans les bois sur la terre odorante et broussailleuse, il nous advenait de laisser se prolonger entre nous un redoutable silence. Il m'oppressait soudain ; j'avais l'impression de m'y débattre, et, voulant qu'il se dissipât, je disais au hasard n'importe quelle petite phrase brusque et ridicule. Alors, François me regardait avec son irritant et douloureux sourire et il me prenait dans ses bras.

***

Il voulut une fois me mener dans ces bois d'où la vue est si belle et qui s'étendent au delà des carrières.

Je le retrouvai à la fontaine de Tourde. Il n'avait pas voulu prendre sa voiture, ne se souciant pas qu'un de ses serviteurs pût connaître nos rendez-vous, et nous gagnâmes le sommet de la montagne par un chemin pierreux et roide où les sauterelles abondantes qui se levaient sous nos pas faisaient en retombant le bruit de la grêle. Les petits chênes à cet endroit étaient durs et rabougris. Aucune ombre ne nous protégeait et je voyais se soulever les épaules de François qui haletait un peu sous le pesant soleil.

Enfin nous aperçûmes les grandes carrières montrant leurs blancheurs fraîches et leur profondeur sombre dans le rocher déchiré. Mais mon compagnon ne me conduisit pas de ce côté et je le suivis sur le chemin d'où l'on voit la plaine avec ses villages nager dans une vapeur bleue. Bientôt nous entrâmes dans le bois. La terre était couverte déjà de feuilles tombées. Il se levait de leurs amas des souffles brûlants et l'on eût dit que, toutes craquelantes et sèches, elles n'étaient point consumées par les ardeurs du ciel, mais par un feu qui continuait de brûler sous la terre. François semblait triste et las et, me taisant avec lui, je laissais doucement sa main trop chaude caresser mon bras nu.

Or, dans cette solitude profonde, comme nous traversions une sorte de clairière, je fus surprise d'apercevoir un homme qui fouillait la terre d'un long bâton ferré. Il était vêtu misérablement d'un vêtement amolli qui avait la couleur flétrie, des feuilles tombées. Et sous son feutre aux bords fatigués,

avec ses bottes déformées, blanchâtres et fendillées, j'eus d'abord bien de la peine à reconnaître le docteur Fabien Gourdon. Mais François n'eut point cette hésitation. Une joie cruelle éclaira soudain son visage souffrant. Il s'approcha; et savourant bien la confusion de l'autre, honteux d'être surpris ainsi dans sa tenue misérable de braconnier :

— Eh bien! docteur, demanda-t-il, elles sont bonnes, les trouvailles d'aujourd'hui?

— J'arrive seulement, dit Fabien Gourdon.

Il souffrait dans sa vanité si visiblement qu'il en avait rougi. Cependant son regard, déférent toujours quand il se levait sur mon compagnon, m'enveloppait de cette déférence et il s'y mêlait une espèce d'admiration sincère et presque violente. François, impitoyable, examinait le vieux feutre, les vieilles bottes, le vieux vêtement.

— Bonne chance, dit-il enfin sans s'attarder davantage. Songez, docteur, et le pli se formait à sa bouche ironique, que l'Académie de Privas attend votre mémoire. Ne la faites donc pas languir.

Et sous les petits chênes, quand nous nous fûmes éloignés, il se mit à rire méchamment comme il avait ri déjà sur la place ronde où sont les maisons des chanoines.

— Ah..., disait-il, ce Gourdon!.. que de qualités!... Économe, n'est-ce pas, je vous l'avais bien dit, prétentieux et économe, avare peut-être même, le charmant garçon! Il ne se soigne point pour lui-même, mais pour l'impression qu'il veut produire. Quand il pense n'avoir personne à étonner, il se néglige honteusement. Vous avez pu l'admirer... Le moindre de mes gardes, dans les bois de Valbonne, est mieux tenu que lui... Ah! qu'il était vexé, qu'il avait de raison de l'être et que cela est bien fait! Vous avez remarqué ses bottes, Alvère... Sûrement, celles-ci ne viennent pas de chez Luscassé, puisque la maison n'est ouverte que depuis dix ans.

Marchant devant moi, de sa canne il frappait les ronces pour les rompre et que je pusse passer; et il continuait de rire nerveusement. Soudain il se tut, réfléchit un peu, et se retournant:

— Savez-vous, Alvère, me dit-il, je crois bien que le docteur Gourdon est amoureux de vous.

— Amoureux!... dis-je bien étonnée, et pourquoi serait-il amoureux de moi?

— Parce que je vous aime, déclara François avec une nonchalance insolente.

Nous étions maintenant au pied de quelques ruines qui furent autrefois, sur cette hauteur, un château formidable, et nous nous assîmes à leur ombre, déjà longue devant nous. Une espèce de langueur qui venait du temps orageux et de notre fatigue nous pénétrait, et, les membres abandonnés, nous fermions les yeux à demi, dans l'air pesant où les odeurs mêlées de la menthe et du thym étaient lourdes comme un baume. François était très pâle dans la grande lumière, et je crois bien qu'à ce moment sa maladie le faisait souffrir. Un frisson quelquefois passait sur sa joue maigre; ses mâchoires se serraient jusqu'à la crispation.

Je le devinais, ou je l'imaginais, triste aujourd'hui jusqu'à l'angoisse, et je dis très doucement :

— François.

Il se tourna, me regarda en silence, puis brusquement :

— Alvère, me demanda-t-il, est-ce que vous n'en avez pas assez de nos sottes rencontres dans la campagne et de nos promenades d'écoliers?

— Assez?... répétai-je.

Et je ne pouvais pas le comprendre, car je voyais bien à l'ardeur de ses yeux que cet « assez » ne voulait point exprimer la lassitude.

— Oui, poursuivit-il avec cette impatience, cette espèce d'avidité qui suivait ses minutes indifférentes, n'aimeriez-vous point, comme moi, que nous puissions nous voir avec plus de tranquillité?... Voici l'automne : les nuits promptes, et les grandes pluies vont venir... Écoutez, — et sa fiévreuse parole ne me laissait pas le pouvoir de réfléchir, — vous connaissez, sur la place où est l'ormeau, notre vieille maison. Ma grand'mère n'a pas voulu que j'attende sa mort pour en pouvoir disposer : cette maison m'appartient.

— Je sais...

Avec le jour déclinant, les humides odeurs de l'automne commençaient à monter des sous-bois, et dans le ciel, d'un bleu verdâtre et très pur, s'étendaient de paisibles grèves de sable lumineux vers lesquelles nageaient d'autres nuages, d'apparence tourmentée, qui portaient de longues plaies rouges dans leurs masses violettes.

— La bicoque, continuait François, est assez curieuse. Les fenêtres ont encore leurs petits carreaux épais à travers lesquels se déforme le paysage. Vous verrez...

Sa phrase prudente, une seconde, demeurait en suspens.

— Vous verrez, au premier, dans la grande salle, la cheminée avec les deux faunes et de petites salamandres ciselées sur chaque pierre. J'ai fait là ma bibliothèque. Ma chambre est à côté. Je suis capricieux. Quelquefois il me semble mieux respirer dans cette maison que dans l'autre, où nous habitons. Alors je viens m'y installer pour huit jours ou davantage. Tout est prêt toujours pour me recevoir...

Il hésitait encore. Puis brusque, tout à coup, et suppliant :

— Vous viendrez, n'est-ce pas? Dites que vous viendrez, Alvère, dites-le... Ah! je suis malade ce soir, malade et triste. Depuis deux mois nos rencontres sont toute ma joie et le mauvais temps bientôt va les empêcher... Vous viendrez pour que je ne sois pas trop malheureux. Ce serait si simple... le soir, parce que dans le jour on pourrait vous voir entrer; mais le soir, la ville est si sombre... On doit se coucher de bonne heure, chez vous?

Les grands nuages, au-dessus de nos têtes, continuaient d'étirer leurs formes sanglantes. Je les regardai longuement, et, me levant pour partir :

— ... Comment voulez-vous?

— Oh! que vous êtes empruntée! Y a-t-il donc à vos portes des serrures qui grincent très fort? Que redoutez-vous? Vous sortirez et vous pourrez rentrer un peu plus tard sans que personne entende rien. Si vous avez peur, je vous accompagnerai... Vous viendrez... Il faut avoir pitié. Il me semble quelquefois que vous me comprenez bien et cela m'est si doux!... Vous ne savez pas comme je vais les attendre tout le long des journées, ces petits instants du soir que vous voudrez bien me donner! Vous viendrez... vous viendrez...

Sa véhémence savante, toute mêlée d'ailleurs de sincérités douloureuses, m'étourdissait un peu et il le voyait bien.

— Quel jour? dites-moi quel jour?

— Ah! ne fixons pas de jour, m'écriai-je.

Déjà je courais dans le chemin. François marchait derrière moi, mais paisiblement et sans me poursuivre. Quand je fus dans le bois, j'eus peur de me perdre. Je m'arrêtai pour

l'attendre. Je me retournai. Et l'air de contentement que je vis sur son visage me blessa d'une façon que je devais me rappeler bien souvent.

*
* *

Je me rappelle aussi, deux semaines après ce jour-là, un autre jour... François m'avait dit : « Je vous attends demain ! » Et ce demain était venu. Il pleuvait. C'était une de ces pluies d'automne abondantes et furieuses qui défoncent les routes et font s'écrouler dans la campagne les maisons fragiles, aux murs de terre et de cailloux. Je pensais :

— Si cela continue, je n'irai pas. Je ne pourrai pas y aller, et il le comprendra. On reconnaîtrait demain la trace mouillée de mes pas dans le couloir. On s'étonnerait de mes vêtements mouillés.

Et de chaque rafale, de chaque ruissellement plus fort s'écrasant sur le toit, giclant les murs, menaçant de crever les vitres, je tirais une espèce d'apaisement. Mais, vers le milieu de la journée, les gros nuages qui se précipitaient en remontant vers le Nord, cessèrent d'être suivis par d'autres nuages. Une teinte d'un gris doux et vite blanchissant s'égalisa dans le ciel. Le vent tomba. Avec une angoisse qui suspendait ma vie, je regardais s'éclaircir ces dernières brumes; bientôt, le bleu pur du ciel transparut au-dessous; peu à peu, les taches qu'il formait s'étendirent, se multiplièrent, et ce terrible azur, l'emportant enfin, remplit tout mon horizon, des toits les plus proches, ruisselants encore et lumineux, jusqu'aux lointains sommets dont les chemins, et les arbres, et les pierres même, semblait-il, devinrent visibles.

Adélaïde ouvrit les fenêtres. Une odeur délicieuse montait de la plaine. On y retrouvait les aromes mêlés de la terre pénétrée d'eau et de toutes les herbes, mais par-dessus leur délicatesse la saveur plus forte de la menthe humide semblait perceptible aux lèvres et les faisait s'entr'ouvrir.

Je sortis sur la terrasse, et Guicharde vint avec moi. Le soleil déjà bas, qui maintenant se montrait, envoyait vers nous d'insoutenables brûlures, et l'ardeur qu'il avait tenue cachée durant cette triste journée cherchait en ces dernières minutes à se dépenser toute. De nos trois figuiers aux platanes de la route se répondaient des oiseaux éperdus. Mais bientôt

sifflèrent au loin les petites chouettes crépusculaires. Bientôt le croissant pâle de la lune devint plus clair que le ciel.

Guicharde soupira :

— La nuit sera belle.

Elle avait son visage tourmenté, ses yeux durs des mauvais jours. Et je lui en voulus, car toute cette souffrance qu'elle me laissait trop bien voir me permettait d'imaginer en ce moment que n'importe quelle autre souffrance lui serait préférable. Très bas au-dessous de nous, la vieille Mélie marchait dans son jardin étroit; elle s'arrêtait et secouait la tête devant les petits choux d'hiver, plantés de la veille, et tout écrasés par la pluie. Plus bas encore, sur la route, une petite fille menait au bout d'une corde une chèvre grise. La bête affamée se cabrait au long des haies, ruisselantes encore, et secouait les branches avec une fureur avide.

— Cette enfant est trop sotte, remarqua Guicharde. Elle devrait attendre que la feuille et l'herbe soient plus sèches pour mener paître sa chèvre. Elle la fera crever. Si j'étais sur la route, je le lui dirais.

J'admirais comme de petits soucis la pouvaient facilement distraire de ses tristesses. Même quand l'emportaient des rêves un peu désordonnés, son bon sens demeurait toujours là et lui portait secours aussitôt.

A son exemple, je cherchais, moi aussi, dans tout ce qui nous entourait, quelque chose à quoi pût s'attacher mon attention. Mais je vis seulement, derrière la petite gardeuse de chèvre, trois hommes qui marchaient sur la route. C'étaient des ouvriers de la carrière; je le reconnus à leurs chaussures et à leurs vêtements qu'avaient blanchis les poudres de la pierre, et je ne pus que penser :

— Sûrement, avec cette grande pluie, il ne sera pas allé là-bas aujourd'hui. Il est resté chez lui, dans cette maison; il m'a attendue... il m'attend.

Hélas! tout me ramenait vers lui et il n'y avait plus à me défendre. De la salle à manger, maman, qui mettait le couvert avec Adélaïde, nous cria :

— Prenez garde aux moustiques!

Et quoique je n'en eusse pas senti un, je répondis :

— Vous avez raison. Je rentre. On ne peut pas tenir ici...

Je montai dans ma chambre; je mis une blouse fraîche et me recoiffai avec soin. Pauvre toilette naïve, pendant laquelle mon cœur battait avec tant de force que je croyais l'entendre. Quand je fus assise à table, maman remarqua ces recherches et Guicharde dit en riant :

— As-tu l'intention, Alvère, de suivre la mode anglaise et de t'habiller chaque soir avec tant de soin?

Puis elle observa raisonnablement :

— Cette blouse est charmante, mais se chiffonne vite. Tu aurais mieux fait de la conserver fraîche pour dimanche.

— On pourra la repasser de nouveau.

— Oui, dit maman, mais cela finit par brûler le fil.

Elles discutèrent à ce propos des avantages de l'amidon cuit sur celui qui ne l'était pas et comparèrent la durée des tissus de toile et des étoffes de coton. Durant tout le repas, nous nous entretînmes ainsi de petites choses, et cela m'était bon. Mais que ce repas fut bref! Jamais il ne m'avait paru aussi misérable qu'après le potage on pût se nourrir d'un légume seulement et de quelques fruits. Vingt minutes! notre souper ne durait que vingt minutes! Ensuite, la table desservie, Guicharde prenait son carnet de comptes et maman son tricot. Elles se taisaient. Et j'avais peur de ce silence qui allait venir; je le sentais se former autour de moi, tout plein de pensées redoutables, d'émotions trop violentes, de résolutions immédiates et que je ne connaissais pas encore.

— Guicharde, suppliai-je, si nous faisions une partie de loto?

— Demain, mon petit. Ce soir, j'ai mon relevé de la quinzaine et je voudrais pourtant me coucher de bonne heure.

— Moi, dit maman, j'ai déjà sommeil. On dort bien par ces premiers froids.

Il me fallut donc prendre un livre et je m'assis entre elles. L'heure passa. Les longues aiguilles de maman se mouvaient lentement entre ses mains somnolentes. Enfin, Guicharde serra son carnet dans la poche profonde de son tablier noir; elle se leva pour mettre à leur place, au coin de la cheminée, l'encrier et la plume, et puis elle sortit pour aller fermer la grosse porte du vestibule et la petite porte de la cuisine. Éperdument je prêtais l'oreille. Mais les serrures, chez nous, toujours huilées avec soin ne faisaient aucun bruit. Cette complicité, prévue

cependant, me parut étonnante ; elle préparait, appelait et décidait tout.

— Comme ce sera facile de sortir ! pensai-je... comme il sera simple de rentrer !

Et désormais il me parut que je n'hésitais plus. « Allons, pensai-je, dès qu'elles vont être couchées... » J'attendais fiévreusement le retour de Guicharde. Elle parut enfin, alla jusqu'à la fenêtre, s'assura que les volets tenaient bien et que le vent, s'il se levait cette nuit, ne les pourrait rabattre.

— Eh bien ! dit-elle, ayant achevé d'accomplir toutes ces petites besognes, nous montons?

Je croyais bien maintenant être tout impatience. Je croyais ne pouvoir assez rapidement me séparer d'elles, et cependant je suppliai :

— Pas encore.

— Oh ! si ! déclara maman. Je n'en puis plus, mes petites; mes yeux se ferment.

Déjà elle se soulevait dans son fauteuil et Guicharde, debout, préparait nos bougeoirs au coin de la table. Je les regardai l'une et l'autre, et je suppliai tout bas :

— Ne me laissez pas sortir ce soir... ne me laissez pas sortir...

Maman se pencha sur le bras d'acajou, couvert de vieux velours, qui nous séparait l'une de l'autre.

— Sortir !... Tu avais donc l'intention de sortir ?... à cette heure-ci !

Mais à Guicharde les mauvais rêves de la journée avaient donné de subtiles et amoureuses clairvoyances. Elle gronda, toute haletante de trouble et de sévérité :

— Pour aller retrouver qui ?

— Alvère ! cria maman.

Et malgré que je tinsse mes yeux fermés, je sus toute l'horreur qui lui jaillissait au visage. La tête droite, sans me cacher de mes deux mains qui demeuraient jointes au bord de la table, je pleurais en silence, et le tremblement incessant de mes épaules, secouant mon être tout entier, faisait passer sous mon front d'insupportables douleurs. Je ne sais combien de minutes cela put durer et je ne sais ce qu'elles purent à ce moment comprendre, ces deux femmes silencieuses que pénétrait ma souffrance... Je ne sais ce qu'elles purent comprendre,

l'une avec ses souvenirs, l'autre avec ses regrets, chacune avec sa peine, qui venait de l'amour. Maman dit très bas :

— Ma pauvre petite...

— Ma petite, dit Guicharde.

Chacune me touchait au bras et je dus écarter mes deux mains pour les leur donner. Je tenais toujours mes yeux serrés, je pleurais toujours. Cependant je m'apaisais peu à peu, et c'est elles maintenant dont je sentais les pauvres mains trembler passionnément dans les miennes.

*
* *

La pluie tombe depuis huit jours. Nous serons bientôt en décembre. Une odeur froide, qui semble venir des pierres trempées d'eau et prêtes à se dissoudre, — pierres des vieux murs ruisselants, pierres des pavés entre lesquelles bondissent de petits flots ininterrompus, monte de toute la ville. Une danse enragée et lourde, qui menace de tout enfoncer, ne cesse de bondir et de piétiner là-haut les tuiles des vieux toits. Il y a dans ce bruit, pressé et continu, je ne sais quelle monotonie affolée qui étourdit, engourdit, et mêle à la somnolence un insupportable malaise. — Automne tout pareil à celui d'alors, à l'automne qui suivit ce soir où je n'allai pas chez François Landargues, pour supporter le mal qui vient de vous, il faudrait être au fond de soi très riche ou d'une entière pauvreté. Mais je suis également loin de la force et de la stupeur. Les médiocres comme moi ne savent que sentir.

...Nul jour ne se détache entre les mornes jours qui suivirent. Je ne vois pas ce temps derrière moi comme une suite d'heures formant des semaines avec leurs dimanches. C'est une seule masse grise et pesante comme ces vapeurs qui roulent en novembre sur les prairies crépusculaires. Le temps était mauvais ; la nuit tombait vite. Émue encore des confidences que j'avais dû lui faire, maman me considérait trop souvent avec une frayeur désolée. Et puis elle fermait les yeux, et la méditation qu'il lui fallait subir creusait en quelques minutes son visage si pâle et si fin. C'est elle, dans ces moments, qui portait mes remords et elle ne se consolait point de tout ce que sa chair et son âme avaient mis en moi de faible et de passionné. — Elle ne me parlait de rien d'ailleurs. J'avais supplié qu'il en fût ainsi, elle admettait ma prière, et le nom des Landar-

gues qui, dans nos heures provinciales, revenait jusqu'alors assez souvent entre nous, n'était plus jamais prononcé.

Je ne me plaignais d'aucune peine, je n'en voulais point éprouver, et, m'appliquant à rire souvent, je mettais toute ma bonne volonté à m'occuper sans cesse et utilement, aidant au ménage comme à la couture, pliant le linge et préparant les pommes et les figues pour les conserves de l'hiver. Mais ma souffrance que semblaient écarter tant de petits gestes, dès qu'ils s'interrompaient, revenait aussitôt se serrer contre mes épaules, et tout mon mal, se remuant avec force, étirait ses griffes au dedans de moi. D'une imagination ou d'une mémoire tout à la fois inlassable et épuisée, je cherchais François, ses phrases durant nos rencontres, ses regards et ses gestes. Et souvent je chérissais tout de lui, ses tristesses et ses sourires, et jusqu'à ce cœur sec, jusqu'à ces méchancetés douloureuses; mais souvent aussi, le comprenant plus clairement, je n'avais plus pour lui que de la répulsion.

Deux fois déjà, dans la rue Puits-aux-Bœufs et sur le quai du Rhône je l'avais revu. On ne me permettait plus de sortir seule, je ne le demandais pas; Guicharde chaque fois marchait auprès de moi. Et sans presser ni ralentir le pas, il avait salué, d'un geste indifférent, laissant toutefois s'attacher sur moi un regard d'où ne venaient ni regrets, ni prière, mais seulement, blessante de cette façon aiguë qu'il savait trop bien faire sentir, la plus méprisante ironie. M'aimait-il, m'avait-il aimée? et moi-même?... Mais les jours passèrent et je commençais de ne plus bien connaître les causes de ce grand tourment qui m'occupait encore... Lui-même peu à peu s'en allait de moi. Et je me rappelle, comme le printemps allait venir, les belles heures que je passais à la fenêtre de ma chambre, qui était la plus petite au bout du couloir blanchi à la chaux. Quel bonheur me venait alors de mon cœur vide, paisible et léger! Le soleil disparaissait derrière les monts de l'Ardèche, et devant moi, du ciel où s'étaient dissous les derniers rayons, au fleuve qui le recevait avec eux, la couleur du miel occupait tout l'espace.

Pauvres âmes que les petites et les ignorantes comme la mienne, tour à tour paisibles et brûlées, savourant leur folie, appréciant leur sagesse, et ne sachant jamais bien où il leur convient de s'établir!

***

Le printemps fut aigre et changeant comme il est souvent dans nos pays, avec des coups de vent glacé qui secouent sur leur tige et font tomber les fleurs naissantes, et des soleils si chauds que le blé vert semble s'allonger dans la minute que l'on met à le regarder. Je recommençais de sortir seule dans les petites rues qui tournent autour de la maison et j'apercevais quelquefois le docteur Gourdon. Il venait là pour soigner l'enfant d'un charpentier, atteint de tuberculose osseuse et auquel s'intéressait Mme Livron qui est fort riche, et grande amie de la vieille Mme Landargues. Il me saluait avec un grand respect et me regardait longuement.

Un jour, il me parla. C'était devant la « Maison des Têtes, » où trois seigneurs et quatre dames, du temps du roi François Ier, sculptés merveilleusement dans la pierre brunie, penchent au-dessus des fenêtres à croisillons leurs têtes coiffées de plumes ou de perles. La rue est malpropre et fort étroite. Au moment que je passais auprès du docteur, je glissai sur une pelure de pomme et manquai de tomber. Il étendit le bras pour me retenir et, comme je le remerciais en riant de ma maladresse, il rit avec moi. Ensuite, il me demanda si ma santé était bonne, et s'informa avec un grand intérêt de ma mère qu'il apercevait quelquefois le dimanche et qu'il trouvait, me dit-il, un peu pâle et fatiguée. Je répondis qu'elle était, en effet, d'une santé fragile, et nous demeurions l'un devant l'autre, ne sachant plus bien ce qu'il fallait ajouter.

Alors, ayant, me parut-il, hésité légèrement, il me demanda :

— Y a-t-il longtemps, mademoiselle, que vous n'avez-vu M. François Landargues?

La question n'était que banale. Elle me troubla cependant, car je ne l'attendais point et je répondis : « Très longtemps, » avec une indifférence excessive et maladroite. Fabien Gourdon ne fut point assez délicat pour ignorer mon trop visible malaise :

— Oh! dit-il, baissant un peu la voix, je vous demande pardon d'avoir réveillé des souvenirs...

— Il n'y a pas de souvenirs, ripostai-je.

— A la bonne heure! approuva Gourdon.

Et il soupira, parce qu'il supposait sans doute que j'avais le

cœur gros et qu'il tenait à me rendre évidente toute sa sympathie :

— Que voulez-vous!... Il était bien à prévoir que Mme Landargues, si intransigeante, ne permettrait pas à son petit-fils de se marier selon sa tendresse!

Avait-il donc pu croire que François désirait m'épouser? Je fus touchée, et cela me flatta de découvrir chez quelqu'un cette pensée qui ne m'était jamais venue. Je regardai mieux Gourdon. Il était admiratif, pitoyable et sincère. Alors je pensai qu'il était honnête de cœur et de cerveau, et je le fus sans doute moins que lui, car, ayant fait un geste vague qui pouvait marquer un grand détachement pour ces choses déjà lointaines, je ne le détrompai pas.

***

Quelques jours plus tard, maman, ayant rendu visite à Mme Périsse qui était veuve d'un notaire de Vaizon et lui montrait de la sympathie, en revint tout agitée : elle avait rencontré là le docteur Gourdon qui, fort aimablement, lui avait demandé la permission de la venir voir. Elle ne pouvait comprendre cet événement dont elle ne cessa plus de discuter avec Guicharde et toutes deux, aidées d'Adélaïde, commencèrent de grands nettoyages dans notre salon qui était une pièce humide et sombre, où nous n'entrions jamais, meublée d'un canapé d'acajou, de quatre fauteuils et d'un petit guéridon.

Mais Fabien Gourdon ne leur laissa pas le temps de le mettre en état; il arriva deux jours plus tard et nous dûmes le recevoir sur la terrasse et lui offrir simplement une de nos chaises de paille que, d'ailleurs, il déclara excellente. Il dit aussi que notre vue était la meilleure du pays, notre jardin le mieux soigné, et il ne cessait d'appeler maman « madame Landargues, » mettant à prononcer ce nom une déférence qui la flattait extrêmement. Je vis tout de suite qu'il lui plaisait beaucoup et qu'il plaisait à Guicharde. Il s'en aperçut de son côté, et, prolongeant sa visite qui dura plus de deux heures, il nous apprit dès ce jour-là, complaisamment, sur lui-même tout ce qu'il était possible d'en savoir.

Il nous parla de ses fatigues, de ses malades, et de son dévouement. Il nous parla de sa famille, de son enfance, de sa mère, qui, restée veuve très jeune, l'avait élevé. Ses vertus,

nous déclara-t-il, et sa bonne entente de toutes choses étaient remarquables. « C'était une femme d'ordre; chez nous une servante n'aurait pu manger un croûton de pain en sus de sa ration sans qu'elle s'en aperçût. » Il déclarait encore : « C'était une femme pratique. » Et il nous racontait comment, quand il avait dix-huit ans, elle avait discuté avec lui du choix d'une carrière, comme ils avaient pesé les moindres dépenses, escompté dans les bénéfices que le pays est assez malsain, en somme, avec la chaleur et le grand vent et que ces chauds et froids qui font longtemps tousser les malades autorisent le médecin à de fréquentes visites. Ces calculs lui inspiraient une grande admiration et il les offrait à la nôtre. On voyait bien qu'il continuait de les pratiquer et menait tous ses actes avec une prudence étroite et réfléchie.

J'enviais ma mère et ma sœur de savoir si bien l'écouter, avec toutes les marques d'un contentement sincère, un peu penchées et modestement repliées sur elles-mêmes, et les mains jointes au bord de leurs genoux. Pour moi, pendant ce temps, j'étais tout occupée de me défendre contre un souvenir, le souvenir du jour où Fabien Gourdon m'avait saluée pour la première fois, dans l'ombre ronde du gros orme où François Landargues était à mes côtés...

Les paroles de François à ce moment, le rire de François m'obsédaient au point que, pour ne plus les entendre, il me venait l'envie de presser mes deux mains contre mes oreilles; sentant peut-être au fond des jours futurs ce qui se préparait pour moi, j'aurais voulu supplier Fabien Gourdon de ne point parler ainsi quand certaines de ses phrases, plus déplaisantes que les autres, me semblaient trop bien justifier d'autres phrases ironiques et dédaigneuses... Et ce fut surtout quand, revenant à sa famille, il se mit à parler de tous ces Gourdon, établis à Lagarde depuis plus de trois cents ans.

— Noblesse bourgeoise, affirma-t-il, mais plus ancienne que bien d'autres, et de très grand mérite.

Et, non sans orgueil, il entreprit de nous conter l'histoire des plus considérables d'entre ces ancêtres. L'un d'eux, médecin, attaché pendant six mois à la personne d'un marquis de Saint-Restitut, qui fut ambassadeur du roi en Italie, l'accompagna dans ses voyages et Fabien visiblement en sentait encore la gloire. Un autre, notaire, eut, vingt ans durant, la

confiance d'un puissant descendant des seigneurs de Mornas. Et cela était beau comme une légende... « Petites gens, avait dit François, petites vanités, grandes platitudes... » Et me les dépeignant avec son rire mauvais tels qu'il me fallait bien les connaître aujourd'hui, serviles et médiocres, ne cessant de tourner, dans leur avidité vaine, autour de la puissance et de la richesse, n'avait-il pas dit encore : « La race est immuable et celui-ci leur ressemble?... »

Souvenirs détestables! Sur la terrasse paisible que baignait le soleil d'avril, aux côtés de maman et de Guicharde si doucement satisfaites, je continuais de me défendre contre eux. Et de toute ma force, imitant la sagesse de mes chères femmes, je m'appliquais à considérer tout ce que cet homme nous apprenait de sa famille et de lui-même, selon les apparences qu'il en voulait donner et qui étaient excellentes.

*
* *

Maman prit à cette visite tant de plaisir qu'elle osa prier le docteur de revenir. Il le fit la semaine suivante et désormais fréquenta chez nous très régulièrement. Selon ses occupations, il arrivait quelquefois à l'heure de midi quand, par les beaux jours du printemps, la maison la plus modeste sent les fraises et le pain chaud. Il venait plus souvent vers le soir, quand les rondes chauves-souris commencent de tourner et de palpiter autour du figuier, pareilles à de petits cœurs obscurs et frémissants. Un matin qu'Orphise nous avait offert une poule encore savoureuse, maman le pria de partager notre repas. Le soir il resta si longtemps qu'on ne pouvait plus voir quand il partit les maisons de la plaine; il n'y avait plus d'éveillé devant nous que le grand Rhône et sa course bondissante qui voulait emporter avec elle, mais ne savait que briser en éclats la douceur des étoiles.

Après qu'il était parti, Guicharde et maman demeuraient longtemps silencieuses. Elles évitaient de me parler de lui et je voyais bien qu'une espérance trop belle les oppressait l'une et l'autre. Cependant elles s'inquiétaient si je paraissais rêver à mon tour et Guicharde me disait : Allons à la feuille.

Car pour augmenter de quelques dizaines de francs nos petites rentes, elle avait décidé, comme on dit à Lagarde, de « faire des vers à soie. » Elle avait acheté trois onces de graine

et les magnans venaient d'éclore. Nous avions installé les « canisses » qui les portaient dans un petit bâtiment de la terrasse où mon grand-père autrefois avait son atelier; nous y faisions de grands feux de broussailles et de branches et trois fois le jour, dans les champs inclinés qui couvrent la colline, nous allions prendre aux mûriers ronds leur feuille épaisse et tendre qui nous mouillait les doigts.

La terre était toute frissonnante de sa vie nouvelle et, pour aller d'un arbre à l'autre, nous devions prendre bien garde de ne pas fouler l'orge et le blé nouveaux qui sortaient de terre. L'acacia aux fleurs fragiles, le micocoulier qui, pendant quelques jours, dans son immense et neigeux épanouissement, semble n'avoir plus de feuilles, le roncier rose et les quelques fleurs de grenadier qui rayonnent çà et là dans les jardins provençaux étaient tout éclatants de leurs belles couleurs et d'un tumulte d'abeilles. « Écoute-les, disais-je à Guicharde, écoute les abeilles. » Et nous entendions aussi, de l'autre côté du fleuve, sur la grande route, les sonnailles nostalgiques des longs troupeaux qui de la Camargue remontent vers les Alpes pour y passer la saison chaude. Elles résonnent de l'aube au soir pendant ces jours de printemps. Et la poussière que font lever tant de bêtes en marche traîne au-dessus des platanes réguliers et semble dans le grand soleil un nuage plus bas que les autres et comme alourdi d'un or plus pesant.

... Or, un jeudi de grande lessive où Guicharde avait dû rester à la maison, j'étais allée seule à la feuille et, portant au bras le grand panier où s'entassait ma récolte, je revenais lentement par le roide chemin qui monte à la ville. J'eus la surprise de voir ma sœur qui descendait ce chemin presque en courant. Sans doute elle venait au-devant de moi; car elle s'arrêta en me voyant. Elle avait sa blouse de toile qu'elle portait seulement dans la maison et point de chapeau. Elle me cria :

— Viens vite!

— Qu'est-ce qu'il y a donc?

Sa présence et son agitation m'effrayaient. Quand je fus près d'elle, elle me saisit le bras; et elle riait en me regardant avec des larmes plein les yeux.

— Non! n'aie pas peur. Viens vite, maman t'attend.

— Mais qu'y a-t-il?

— Maman te dira.

Dans notre marche rapide, je sentais les bonnes odeurs du printemps glisser sur mon visage comme deux mains qui l'eussent enfermé. Nous entrions dans la ville. Le bleu qui coulait du ciel pénétrait par les fenêtres ouvertes jusqu'au fond des maisons. Les miroirs accrochés le recueillaient pour en répandre la bienfaisance à travers les sombres pièces ; de beaux cuivres luisaient sur les meubles luisants.

— Guicharde, c'est du bonheur?

— Tu vas savoir.

Quand nous fûmes à notre porte, elle cria : « La voilà! » et j'entendis maman qui courait dans la salle. Elle se jeta dans mes bras, elle m'entraîna ; et quand Guicharde eut refermé la porte derrière nous :

— Alvère!... le docteur Gourdon est venu tout à l'heure te demander en mariage.

Elles se mirent à pleurer l'une et l'autre, tandis que, m'appuyant au bord de la table, je tournai les yeux vers le beau ciel qui pénétrait aussi notre maison.

— Un mari pour toi, un mari! disait maman, grave jusqu'à la ferveur et joignant les mains.

— Un mari!... répétait Guicharde.

Elles me pressaient contre elles, puis, s'écartant un peu, me regardaient tout éblouies. On eût dit qu'un miracle avait passé sur moi.

— Tu l'aimes, n'est-ce pas, tu l'aimes? demandait Guicharde.

Et maman disait gravement :

— Ah! comme il te faudra l'aimer!

Il devait, me dirent-elles, revenir le soir même pour chercher ma réponse, dont il ne doutait pas. Avant qu'il ne fût là et comme la nuit déjà commençait de descendre, je m'en allai dans notre jardin et je m'assis au bord du bassin sur la margelle de briques. Tout mon cœur s'emplissait de bonne volonté; cependant mes paupières étaient lourdes et je baissais les yeux. La lune reposait comme une perle au fond de l'eau noire et, quand un souffle passait, elle tremblait et semblait se dissoudre en petits flots pressés et magnifiques.

André Corthis.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LE FRONT DE L'ATLAS

SÉJOUR A MARRAKECH

II[1]

I. — LE PALAIS DE BA AHMED

Très loin de la forêt de cèdres, dans un palais, dont je suis le seul hôte, avec les pigeons qui roucoulent sur les toits de tuiles vertes et s'abattent dans les cours dallées de marbre, autour des vasques, pour y boire... Comment suis-je arrivé ici, dans cette demeure de féerie, par delà l'étonnant pays lunaire aux milliers de cratères éteints? En automobile sans doute; ou plutôt, j'ai dû m'asseoir sur le tapis magique qui, dans les histoires arabes, abolit les distances et transporte par miracle aux pays les plus charmants... Me voici devenu sultan, pacha, que sais-je? héros d'une aventure merveilleuse, le maître d'un domaine enchanté.

La grâce, la fantaisie, le hasard semblent avoir été les seuls architectes de ce lieu. C'est un dédale, une suite tout à fait désordonnée de cours de marbre et de jardins, autour desquels s'ouvrent des chambres d'un luxe céleste, angélique, avec de hautes portes qui montent jusqu'au toit, toutes peintes de fleurs, d'étoiles, d'arabesques; des mosaïques dont les couleurs semblent briller sous de l'eau qui ruisselle; des bandeaux de

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril.

plâtre sculptés par une imagination qui semble ne s'épuiser jamais; des plafonds, tantôt arrondis en dôme, tantôt en forme de carène, tantôt creusés de grottes d'où descendent des stalactites d'or, d'azur, de vermillon, tantôt plats, traversés de cent poutrelles menues, toujours jonchés de mille fleurs, merveilleux parterres aériens, qui ne connaissent pas de saison, et placés là-haut tout exprès pour distraire une rêverie sans pensée étendue sur un coussin.

Il y a une cour de dimension royale, avec deux ou trois jets d'eau; et d'autres plus petites avec une seule vasque de marbre ; et d'autres entourées d'une arcade en forme de cloître, sous laquelle s'ouvrent les hautes portes peintes et les petits volets minutieusement enluminés ; et d'autres recouvertes d'un toit, qui ne reçoivent de lumière que par de minuscules verres de couleur enchâssés dans une dentelle de stuc, et où les yeux habitués à la grande clarté du dehors sont un moment à reconnaître le jet d'eau, les portes peintes, tout le mystère précieux qui se cache ici loin du jour.

Il y a des jardins qui ressemblent non pas aux jardins de chez nous, mais à d'énormes caisses d'orangers enfoncées dans le sol, en contre-bas d'allées brillantes, toutes pavées de mosaïques, de rosaces et de fleurs d'émail. De ces parterres profonds jaillissent avec les orangers, couverts en ce moment de leurs fleurs et de leurs fruits, les cédrats qui laissent pendre des lanternes jaune citron, des cyprès qui s'élancent deux ou trois fois plus haut que les petits toits verts qui entourent ces jardins, des bananiers, des lilas du Japon, les cassies aux houppettes d'or parfumées, des daturas, des géraniums, un fouillis de plantes rustiques dans le plus complet désordre, comme si le jardinier avait dit à ces arbres et à ces fleurs : « Voici l'espace que je vous ai donné. Pas une herbe ne poussera hors des quatre carrés au-dessous des allées brillantes, réservées aux zelliges qui sont vos sœurs d'émail; mais là où vous êtes chez vous, croissez à votre fantaisie : je vous abandonne à Dieu... »

Et tout cela embaume, et tout cela verdoie et brille, les fruits des arbres, les fleurs des parterres, les rosaces des allées, les bouquets des portes peintes un peu fanés par le soleil et dont les ors s'écaillent, les tuiles vertes des toits, et les mille couleurs qu'on voit luire dans la pénombre des chambres et,

aussi dans ces précieuses alcôves ménagées sur un côté du jardin, et où le maître du logis venait avec ses femmes prendre le thé, écouter de la musique, regarder passer la lune entre les fuseaux des cyprès.

Tout fait ici de l'harmonie : la géométrie et le désordre, l'abandon et l'artifice où l'émail et la fleur peinte se mêlent à la vivante, cette nature presque rustique et cette élégance fardée, cette solitude et ce silence qu'anime au croisement des allées, comme le maître d'orchestre de ce concert diapré, un jet d'eau sous un jasmin. Voici la poésie, voici l'art, voici le signe de toute belle chose : une volonté, une règle, un espace de tous côtés circonscrit, et dans ces bornes étroites un infini de liberté.

Qu'il est donc malaisé de peindre avec justesse ces beautés de l'Orient ! On dit : les choses sont ainsi ; il y a là une allée, des orangers et des cyprès, il y a là un jet d'eau, une vasque de marbre, une étoile de zelliges ; et, quand on a dit tout cela et situé exactement chaque objet, l'oranger n'a plus de parfum, le cyprès ne s'incline plus avec sa grâce adolescente, les oiseaux se sont tus, les mille étoiles du jasmin ont disparu dans le feuillage, et les grandes portes paradisiaques ont refermé avec effroi leurs vantaux d'or et de carmin sur les chambres de silence et d'ombre qui font penser à des auberges où ne descendraient que des rêves... A inventorier ces beautés si familièrement charmantes, si peu étonnées d'être là, si peu surprises de faire ensemble leur concert silencieux, plein de notes divines, si maniéré et si modeste à la fois, on a l'air d'un pédagogue qui cherche à découvrir, sous la lampe, ce qui fait le charme de quatre vers aériens d'un poète de la Perse.

Et comment les mots de chez nous ne s'égareraient-ils pas en parlant des choses d'ici ! Ici toute pompe est familière, toute grandeur coquette, toute beauté un peu mièvre. Avec cela, le naturel a toujours de la dignité, l'abandon n'est jamais vulgaire. Ce qui chez nous jure d'être ensemble, se trouve ici tout naturellement accordé. La grande cour, dallée de marbres blancs et verts, s'entoure d'une galerie de bois d'un bleu déteint, passé, d'une rusticité presque pauvre. De hautes et frêles graminées poussent sur les toits de tuiles vertes qui couvrent les pièces enchantées. L'eau s'échappe des vasques, ruisselle, et baigne le marbre majestueux. D'innombrables pigeons vont et viennent sur les dalles chauffées au soleil, et dans ce silence

inhabité leur promenade lustrée, noble, familière et roucoulante, est encore ce qui donne le mieux à mon esprit la mesure de la majesté du lieu.

Entre tous ces endroits charmants, un labyrinthe d'étroits couloirs, dont une porte où un esclave peut aisément barrer l'entrée; des murs nus, blanchis à la chaux; et dans le plafond un trou carré, traversé de barreaux de fer, par où descend la lumière. Pas la moindre décoration, comme si les corridors de cette vaste demeure n'avaient pas été achevés. Évidemment l'esprit arabe n'éprouve pas comme le nôtre le besoin d'une perfection totale. A quoi bon décorer un lieu où la vie ne séjourne pas? Ces couloirs nus sont à l'image de ce pays où de grands espaces vides séparent des endroits pleins d'agrément et de civilisation. Le sentiment qui tant de fois a inspiré la poésie arabe, le plaisir de retrouver l'eau courante, la verdure et l'ombre après le bled embrasé, guide aussi les architectes dans la construction des palais. C'est à dessein que dans les salles les plus richement décorées, la muraille reste toujours nue et blanche entre les mosaïques, qui règnent dans le bas, et le bandeau de plâtre qui porte sur sa dentelle la somptuosité du plafond. Et la même raison veut sans doute qu'entre ces cours et ces jardins on laisse ainsi les corridors à leur triste abandon, afin de multiplier le plaisir d'arriver à l'improviste dans un de ces enclos enchantés.

Pour qui fut bâti ce palais qui semble le vestige d'un âge qui n'a jamais existé, et où tout aurait été gentillesse, grâce, musique, poésie? Pour quelle femme divine, pour quel poète charmant?... Mais non, tout cela date d'hier. Ce palais fut construit pour le moins poète des hommes, le grand vizir Ba Ahmed, qui fut, il y a quelque vingt ans, dans la jeunesse d'Abd el Aziz, le vrai maître du Maroc. C'était un demi-nègre, né de l'union baroque d'un Noir et d'une femme juive. Laid, un énorme ventre sur des jambes courtes et maigres, mais fort intelligent, autoritaire, impitoyable, faisant donner la bastonnade au jeune Abd el Aziz, toujours suivi, quand il sortait dans la ville, de gardes qui appréhendaient rudement et traînaient en prison tout passant assez hardi pour jeter les yeux sur le Vizir. Dans je ne sais laquelle de ces pièces fastueuses, du matin jusqu'au soir, il donnait des audiences, expédiait les affaires, sans même quitter, au moment des repas, le divan où il était accroupi.

On posait devant lui les innombrables plats qui composent l'ordinaire d'un grand seigneur marocain ; il s'empiffrait de nourriture, car il était vorace ; et repu, s'endormait sur place, pour recommencer une heure plus tard son accablante besogne de fonctionnaire diligent.

Pendant ce temps, autour de lui, un peuple d'ouvriers s'empressait à achever ou à embellir sa demeure, emplissant l'air du bruit de leurs pilons et des chansons qui accompagnent le tassement du mortier sur les terrasses. Jamais rien n'était au goût de ce nègre fastueux, de ce demi-sémite toujours insatisfait, qui brûlait de l'orgueil de se dépasser lui-même. A tout moment il fallait jeter bas une chambre pour en bâtir une autre, remplacer une cour par un jardin, détruire des mosaïques, démolir un plafond, recommencer sans cesse ces choses si légères, si remplies de fantaisie qu'elles semblent avoir été créées dans l'allégresse avec une divine insouciance.

Le matin du jour où il mourut, ses médecins, craignant que le bruit le fatiguât, commandèrent aux ouvriers de suspendre leur besogne. Mais le moribond, n'entendant plus travailler autour de lui, fut saisi d'une violente fureur. Tout le monde dut se rendre à sa tâche ; et il rendit le dernier soupir dans le bruit des pilons et de la mélopée indéfiniment répétée par les faiseurs de terrasses :

Les oiseaux nous regardent travailler,
Mais c'est le maître qui paiera (1).

***

Tout au fond d'un lointain jardin secret, rempli comme un vase trop plein d'une végétation folle de bananiers, de physalis, de daturas et d'orangers, une petite porte en ogive s'ouvre dans une bâtisse qui domine assez bizarrement, d'une hauteur de trois étages, ce palais à ras de terre. On monte un escalier brutal, et là-haut se découvre un spectacle si grandiose que, du coup, s'effacent de l'âme toutes les charmantes choses d'en bas : une immense étendue rosée de murailles et de terrasses, une large ceinture verdoyante d'oliviers et de palmiers, et là, tout près, l'Atlas éblouissant de neige, pareil à une gigan-

(1) Ce palais de la Bahia sert aujourd'hui de résidence au général Lyautey quand il vient à Marrakech.

tesque vague, suspendue au bord d'une plage avec sa frange d'écume, et dans l'émotion, semble-t-il, d'un mouvement arrêté qui va reprendre et s'écrouler tout à coup. Entre les verdures des palmiers et la blanche vague menaçante, aucun pli de terrain, aucun accident du sol, rien que la plaine nue, et soudain le puissant élan de cette masse formidable, où l'on devine à des miroirs de glace de foudroyantes cassures, des à pic vertigineux, des brutalités effroyables, et aussi des mouvements d'une douceur infinie où le bleu des lointains semble se diluer dans la neige.

De l'autre côté de l'horizon, une longue suite de collines, baignées dans une chaude lumière, et qui, à défaut de l'air sublime des hautes cimes qui leur font face, ont reçu de la nature la grâce, les formes heureuses, le divin mensonge des couleurs. Il y a bien cent kilomètres entre ces collines et l'Atlas, mais l'air est si transparent que toute distance s'efface : l'immense plaine disparaît; la grande ville de terre séchée semble avoir juste la place de loger ses maisons et ses jardins dans cette vaste étendue, et l'on dirait que le dernier palmier effleure la neige des cimes avec ses branches balancées.

Je ne sais pourquoi les Arabes appellent cette ville Marrakech la Rouge, car cette nappe de murailles, cuites et recuites par le soleil, a plutôt la couleur d'une feuille longtemps roulée par l'automne, et, dans ses plus grands excès, ne dépasse jamais le rose tendre ou le vermeil. Pas une fumée, pas un bruit. Rien que le cri des émouchets qui planent et tournoient, et tout à coup, montant de ce silence, le long braiement désespéré d'un âne qu'on aurait abandonné dans des ruines... Vu de là-haut, le beau palais du sombre Ba Ahmed, la charmante Bahia, n'est qu'une suite de terrasses bossuées, tachées de chaux, de toits encombrés d'herbes folles, d'espaces vides d'où surgissent quelques pointes de cyprès. Le regard plonge à demi dans les patios qui se pressent à l'entour, uniformément pareils, uniformément misérables, creusés comme des alvéoles dans un rayon de miel. Et ces cellules habitées, cette multitude de cubes posés les uns près des autres, qui forment à perte de vue jusqu'à la ceinture des jardins une géométrie indéchiffrable de tours carrées et de terrasses, c'est cela la grande ville du Sud, où le Berbère, habitué à la tente et au gourbi, a fait l'essai de la vie citadine, sans arriver vraiment, depuis huit

siècles qu'il a construit ces murailles, depuis huit siècles que des millions et des millions d'hommes y ont vécu, à bâtir autre chose qu'un immense camp de boue séchée, où la famille habite encore, avec une simplicité antique, dans la société de l'âne, de la poule et du mulet.

De ce vaste monceau de terre mille fois remué par les hommes, mille fois redevenu poussière, et inlassablement redressé en murailles et en maisons, surgit une haute tour de pierre, carrée, brûlée par le soleil, prodigieusement isolée dans sa solitude aérienne, avec ses quatre boules d'or enfilées à son sommet, — la haute Koutoubia, qui domine de plus de soixante-dix mètres cette ville à ras du sol, et vers laquelle s'acheminent depuis huit siècles les ambitions, les désirs et toutes les pistes du Sud... Derrière de hauts murs crénelés qui entourent d'immenses cours vides, montent des pointes de cyprès et les toits verts du palais des sultans, que prolonge, à perte de vue, un jardin presque aussi grand que tout le reste de la ville, et d'où l'on voit surgir, au-dessus d'une forêt d'oliviers et d'orangers, d'autres toits verts, d'autres cyprès, et ces palmiers échevelés qui semblent éventer les neiges... Là-bas, ces toits en pyramide, couleur d'une turquoise morte, c'est le sanctuaire de Sidi-Bel-Abbès, le patron de la ville, autour duquel se rassemble un peuple étrange (tel qu'on en chercherait vainement un pareil dans aucun autre endroit du monde), un peuple de six mille aveugles, avec sa loi, ses confréries, son trésor et sa misère, — six mille aveugles qui tâtonnent et promènent leurs ténèbres sous cette lumière éblouissante...

Une autre enceinte, d'autres murailles, d'où rien de vivant ne surgit, ni un toit vert, ni un feuillage. Seules des cigognes immobiles montent la garde sur les créneaux dévastés. Là fut naguère, il y a trois siècles, un des plus beaux palais du monde, bâti par le Sultan el Mansour le Doré, et dont la charmante Bahia avec toutes ses gentillesses ne donne qu'une pauvre idée lointaine. On y voyait étinceler des onyx de toutes nuances, des marbres venus d'Italie, des colonnes couvertes d'or fin, des mosaïques dont les couleurs simulaient des parterres fleuris ou les riches broderies d'un manteau, des plafonds de cèdre ajouré, des jardins, des miroirs d'eau, des fontaines. Rien de ces merveilles n'existe plus, que cette grande enceinte rouillée autour de cette solitude, où la poésie murmure :

Demeures qui brillez dans ces vallons,
Vous n'êtes plus peuplées.
Vous ne formez plus qu'un désert,
Dans lequel les oiseaux gémissent de tous côtés,
Cessant parfois leurs plaintes
Pour les reprendre aussitôt.
J'ai interrogé un de ces oiseaux
Qui, le cœur rempli de chagrin et de terreur,
Se tenait à l'écart.
Pourquoi, lui ai-je dit, gémis-tu et te plains-tu?
— Parce que, me répondit-il, le temps heureux a fui
Et ne reviendra plus.

Autour de moi, c'est le complet silence; l'immense ville semble aussi déserte que le palais d'El Mansour. Rien que les cris des émouchets qui continuent leurs jeux. Et comme le soir vient, de tous les points de l'horizon accourent de grands vols d'ibis blancs, qui vont se rassembler pour la nuit dans les jardins du Sultan, au bord de deux grands miroirs d'eau, où le reflet des cimes neigeuses de l'Atlas se mêle au reflet des oliviers. Ils passent au-dessus de ma tête, pareils à des pensées heureuses, et le battement de leurs ailes donne presque l'illusion d'un souffle d'éventail sur la joue. Pour la fête du crépuscule, les petites collines charmantes se revêtent chacune d'une robe de soie différente, rose, mauve, bleue, violette, amaranthe. La grande plaine, au pied de l'Atlas, est déjà envahie de teintes bleuâtres et glacées, mais les cimes reçoivent encore l'étincelant adieu du jour. La ville entière prend la couleur de ces gâteaux de miel, dont elle offre déjà l'image avec ses milliers d'alvéoles. La haute Koutoubia rougeoie, comme éclairée par une flamme intérieure. Du côté du couchant, sur le fond doré du ciel, les palmiers semblent jaillir d'un désert de sable aérien. Dans ce vaste espace de lumière, borné d'un côté par des neiges et de l'autre par du feu, tout se transforme de seconde en seconde, s'avive, se dépasse en éclat, multiplie les couleurs et les feux d'artifice, puis s'apaise, s'éteint : la montagne devient morte et sombre; les petites collines ne semblent plus que des tas de cendres laissés par le grand incendie du soir, et à leur pied, les tuiles vertes, maintenant sans reflets, de Sidi-Bel-Abbès font monter au cœur la tristesse de penser qu'autour de ces murailles, des milliers de regards éteints sont exilés de ce

bonheur qui se répète ainsi autour d'eux inlassablement tous les soirs.

Alors je redescends dans la profondeur du palais, avec cette vague inquiétude que laisse ordinairement le spectacle d'une excessive beauté. En bas, les patios encore tièdes, les jardins parfumés, remplis d'une ombre presque triste, les cours de marbre vides et leurs jets d'eau qui montent pour personne, les verdures prisonnières, et toutes ces fleurs peintes qui semblent sourire à des visages absents. Après les magnificences de là-haut, c'est un repos, presque un soulagement, de se retrouver maintenant au milieu de ces gracieux enclos, de se ressaisir soi-même, de se sentir peu à peu libéré de l'accablant esclavage que la nature grandiose d'ici impose brutalement à l'esprit, dès qu'on a mis le pied hors de ces endroits fermés. Un palais comme celui-ci, c'est une prison peut-être, mais une prison qui délivre. Le regard n'y rencontre que choses menues et parfaites, où tout est artifice et pure création de l'esprit.

Ces portes décorées de fleurs qui ne sont pas des fleurs, d'étoiles qui ne sont pas des étoiles et qui ont des couleurs d'oiseaux de paradis, ces jardins qui ne sont pas des jardins, ces lignes qui s'emmêlent avec une souplesse et une liberté sans fin, tout cet irréel précieux qui n'emprunte rien, ou presque rien, à la réalité des choses et ne paraît avoir d'autre objet que lui-même, me découvre mieux à présent sa nécessité profonde, si bien cachée sous sa grâce... O sagesse de l'art arabe qui renonce délibérément à suivre servilement la nature dans son tumulte et sa diversité, et qui pour exprimer la beauté mouvante des choses, a inventé l'arabesque, ce flexible dessin, cette géométrie sans loi, ce pur caprice où l'imagination se joue avec la même aisance que, là-haut, tout à l'heure, les émouchets passaient et repassaient dans l'éclat changeant du soir!

II. — LA PLACE FOLLE

Dès que j'ai mis le pied hors de ce précieux palais, c'est l'infinie monotonie de la brique, de la boue séchée, le labyrinthe des murs ruineux, gonflés de ventres énormes, fendus d'inquiétantes lézardes, ravinés à leur base par le torrent invisible du temps, et qui tiennent debout par miracle.

Un dédale inextricable de ruelles, d'impasses, de longs

couloirs voûtés, ramifiés à l'infini, qui vont se perdre comme des racines dans la masse confuse des maisons. Partout des blocs éboulés, où se dessinent encore les formes d'une habitation, des vestiges de vie semblables à des coquilles vides; de grands espaces à demi abandonnés, et où pourtant on vit encore, comme après un cataclysme; et à côté, de solides demeures qui ont un air de forteresse et de mystérieuse puissance, avec des vestibules profonds où dorment les esclaves, entre les grandes jarres pleines d'eau et les marches de brique qui servent de montoir aux cavaliers. Là-dedans, des portes de cèdre, dont on ne sait jamais si elles vont s'ouvrir sur un palais, une masure, une écurie, ou le tombeau d'un saint; de petites armoires de murailles, protégées par un auvent, où tout le long du jour, un marchand vient s'incruster au milieu de ses pains de sucre, de sa bougie, de son beurre rance, derrière sa balance rouillée. Parfois un fronton magnifique, avec tout un riche décor de fleurs, de zelliges et de cèdre sculpté : ce n'est qu'une fontaine, dont la splendeur étonne dans cette ville où se marque si peu le goût de séduire le passant, et qui semble quelque souvenir d'une cité disparue, de proportions grandioses, si tout avait été ainsi à la mesure de ces fontaines.

Des quartiers couverts de roseaux, qui menacent de vous tomber sur la tête comme tout le reste de la ville, abritent du soleil une activité primitive qui n'a pas varié depuis des centaines d'années. Depuis des centaines d'années, les vendeurs de babouches, brodées comme des mitres, sont accroupis dans leurs armoires pareilles à des tabernacles étincelants d'argent et d'or; les dévideurs de soie font tourner leurs roues légères au milieu de leurs écheveaux couleur d'oiseaux des îles; les teinturiers suspendent au-dessus de la rue leurs laines et leurs soies, encore fumantes de la cuve. Depuis des centaines d'années, le marchand de dattes, de noix, d'amandes, de henné, pareil à quelque idole rustique, trône au sommet de ses denrées, sa cuiller de bois à la main, pour servir de loin le client; des forgerons dignes de Velasquez, le torse nu, les cuisses nues, déjà sombres de peau, rendus presque noirs par la poussière du charbon, ruissellent de sueur devant leur forge, et dépensent la force d'Hercule pour battre quoi? le petit fer d'un âne; des enfants pleins d'adresse, gracieux en dépit de la teigne qui les ravage presque tous, tiennent jusqu'au milieu de

la rue l'extrémité des longs fils avec lesquels leurs patrons, assis dans l'ombre de l'échoppe, fabriquent la couture d'un burnous... Depuis des centaines d'années ! Et peut-être, demain, toute cette petite activité va s'effondrer en poussière... Je ne sais pourquoi les peintres, éternellement tourmentés de vastes ambitions, dédaignent, comme des sujets trop au-dessous de leur génie, ces petits métiers charmants. Ah! puisse-t-il venir tout de suite, l'humble peintre génial de ce vieil Orient familier ! Tous les petits métiers l'attendent, et dans le moment même où j'écris, j'entends la voix de cet autre artisan de la vie marocaine, la voix de l'âne qui l'appelle.

Parmi ces trafics puérils, sous ces treillages de roseaux, dont les lumières et les ombres font les délices du photographe, circule une foule prodigieusement vivante, fruste, primitive, souple et brutale à la fois, d'une familiarité plaisante que rien de vulgaire n'enlaidit, l'œil éveillé, les dents blanches, le corps divinement à l'aise dans sa demi-nudité ou ses lainages aux grands plis. Gens venus de tous les coins du bled, de la montagne et de la plaine, avec leurs ânes, leurs mulets et leurs chameaux : Berbères, Arabes, nègres et demi-nègres, toutes les teintes de la peau, depuis la couleur du pain cuit jusqu'à « la plus sombre livrée du soleil éblouissant. » Tout ce monde vaque à ses affaires, un poignard au côté, avec des pensées, des désirs, des besoins, que je traverse sans les comprendre. Et toujours le flot me ramène à une place étrange, où cette population rustique, chaque jour renouvelée, s'arrête ou s'accroupit autour de choses qui l'enchantent, et qui me retiennent, moi aussi, pendant des heures, attentif comme un ignorant devant un grand livre ouvert.

Oui, vraiment, une place étrange, sur laquelle les montagnes, accourues du fond de l'horizon, penchent leurs têtes neigeuses, pour regarder ce qui se passe. Toute l'âme du Sud se trouve ici présente, au milieu de cercles curieux qui se font et se défont avec la mobilité des fumées. Il y a le cercle du charmeur de serpents qui s'agite, l'écume aux lèvres, les cheveux dénoués autour du sac de cuir d'où sortent les cobras noirs et luisants. Le charmeur bondit autour d'eux, les excite avec sa baguette, célèbre en litanies violentes et rapides les vertus mystérieuses de la terre, dont les serpents sont pénétrés plus qu'aucun être vivant. Furieusement, il fait rouler sur son cou

sa tête aux longs cheveux épars, pendant que les tambourins s'exaspèrent et que les bêtes, dressées sur leur queue, suivent ses gestes frénétiques d'un lent mouvement imperceptible, souverainement orgueilleux, de leur tête plate et gonflée. C'est une cérémonie sacrée, avec vingt péripéties, dont je ne saisis que le dehors qui se déroule ainsi devant moi. A tout moment, le magicien laisse là ses reptiles, pour s'intéresser aux secrets d'un homme ou d'une femme qui sort de l'auditoire, s'accroupit devant lui et murmure sa confidence. Enfin, dernier acte du drame, le furieux mord le serpent et mord ensuite son client; ou bien saisissant le cobra, il le lui place dans les mains, puis sur le cou, comme un foulard glacé, puis sur la poitrine, entre le burnous et la peau, et l'abandonne là; tandis que, dans le délire des tambourins déchaînés et de tout le cercle qui prie, les paumes étendues, il se démène, vocifère et couvre son patient d'une bave magique, qui mousse en abondance à ses lèvres.

Il y a le cercle de celui qui arrive à cheval au milieu d'un public déjà rassemblé par un compère, et qui du haut de sa bête efflanquée, marquée sur son poitrail blanc d'une main de Fatma peinte au henné, se met à faire un discours. Que dit-il du haut de sa bête? Ma foi, je n'en sais rien. Mais je le vois tout à coup sauter à bas de son cheval; et comme pris d'un furieux délire, — ou plutôt d'un extraordinaire appétit, — se précipiter sur un sac plein d'herbe et de paille hachée, attaché au cou de sa monture, le vider sur le sol, triturer l'herbe et la paille, et convoquant tous les saints de l'Islam au festin qu'il prépare, avaler le tout (je l'ai vu) à l'admiration du public et à la consternation du cheval qui, la tête penchée sur son maître, regarde avec mélancolie ce picotin si inutilement gaspillé.

Il y a les cercles des conteurs, toujours élégamment vêtus, qui débitent d'interminables poèmes, en frappant à intervalles réguliers deux ou trois coups nerveux sur un petit tambourin, pour bien scander le rythme et réveiller les esprits. Les longs gestes des doigts, de la main et des bras, les attitudes du corps si parfaitement élégantes, les longs glissements sur les pieds nus ou le passage balancé d'un pied sur l'autre, toute cette mimique est fixée par une caïda séculaire, comme dans une figure de ballet. Et les fureurs voisines du charmeur de serpents ne gênent ni les auditeurs, ni le protagoniste de ce divertissement raffiné et, ma foi, tout académique.

Il y a le cercle du commentateur aveugle, qui arrive, vers cinq heures du soir, du lointain Sidi Bel Abbès, une petite gaule d'une main, en s'appuyant sur l'épaule de l'enfant qui voit pour lui. Au pied d'une haute muraille nue, devant laquelle se tient, chaque matin, le marché aux pigeons, ses auditeurs accroupis, immobiles et silencieux, l'écoutent commenter un passage du Coran ou les traditions du Prophète, d'une voix monotone, toujours pareille à elle-même, comme les lettres d'un alphabet, sans s'arrêter une seconde, ni faire un autre mouvement que remuer, du haut en bas, avec une autorité mécanique, la petite baguette dont il s'accompagne en marchant, et qui semble le conduire dans ses explications comme elle le conduit dans la rue.

Il y a le cercle de Belrouth « la Puce, » surnom qui exprime à merveille tout ce qu'il y a de mobile, de rapide, de piquant, d'insaisissable, dans cet incomparable comique. Le ventre déjà un peu lourd sous un jersey de coton blanc, un étroit caleçon de couleur qui s'arrête à mi-cuisses, les jambes nues et spirituelles, une chechia pointue sur la tête comme un serviteur du Sultan, l'œil d'une merveilleuse malice, la barbe poivre et sel d'un homme qui aurait oublié de se raser depuis quatre ou cinq jours, tel apparaît Belrouth, comédien, mime surtout, dont les expressions de visage, d'une variété infinie, et jamais grimaçantes, sont de l'art le plus parfait. Quand il ne rit pas, on sourit; quand il sourit, on rit; quand il rit, on éclate; quand il pleure, c'est du délire! Dans cette ville où les mendiants pullulent, avec des tares d'une hideur incroyable, il a l'art de découvrir, chaque jour, un mendiant plus extraordinaire que les autres. Il le présente à son public, trouve le moyen de le faire plaindre et de rire de lui tout ensemble, appelle sur son infortune la miséricorde d'Allah, et place la représentation sous le patronage du malheureux qui, tout le long de la séance, reste là, accroupi dans ses haillons, entre les babouches du farceur et son orchestre de tambourins, exposé aux yeux de tous avec ses plaies, ses bosses, ses ulcères, sa folie, ses yeux perdus, et jetant par sa présence, au milieu de scènes comiques d'une paillardise énorme, une note d'horreur qui n'étonne personne, mais qui parfois m'a forcé, bien à regret, je l'avoue, de m'écarter du spectacle.

Il y a le cercle des danseurs chleuhs, petits garçons ou

jeunes gens, vêtus de longues robes aux manches largement ouvertes, sur lesquelles est jetée une chemise blanche transparente, qui tombe jusqu'à leurs pieds nus. Une ceinture de femme, en cuir brodé de soie, marque légèrement les hanches. Au côté, le poignard et la boîte d'argent où l'on enferme les amulettes, suspendus à l'épaule par une cordelette brillante, dont la teinte s'harmonise avec la couleur de la robe. Les sourcils, les yeux peints; un anneau d'argent à l'oreille; sur le front, une frange de cheveux bien lustrée avec de l'huile; deux grosses touffes sur les tempes; le reste de la tête rasé, à l'exception de deux longues tresses noires, emmêlées à des fils de laine qui se balancent sur le dos ou sont retenues à la ceinture. Avant la représentation, enveloppés des pieds à la tête dans leurs djellabas grisâtres, le capuchonr abattu sur le visage, ils se dérobent aux regards comme des objets d'un grand prix. Aux premiers sons du tambourin, ils se lèvent, se dépouillent de leur terne chrysalide et apparaissent dans tout l'éclat de leur toilette équivoque. Les uns chantent d'une voix de tête suraiguë, que je n'ai entendue qu'ici, en s'accompagnant de rebecs à la musique aigrelette ; les autres dansent, en faisant sonner entre leurs doigts trois castagnettes de bronze, grandes comme des pièces de deux francs. Ils dansent, ou plutôt tournent en rond, dans une promenade rythmée par un léger mouvement des chevilles et des hanches, que vient rompre tout à coup une volte rapide, un brusque tournoiement du corps, un battement plus pressé des pieds nus sur la terre fraîchement arrosée, ou bien quelque figure compliquée, — deux groupes qui se forment, s'emmêlent, se perdent, se retrouvent, tombent aux pieds les uns des autres, se relèvent, s'offrent et se refusent dans un mouvement un peu sauvage, plein d'harmonie, de grâce, de sensualité voilée. Puis tout revient à son rythme paisible, et la lente promenade à petits pas frémissants reprend sa cadence balancée, dont le charme monotone tient l'auditoire envoûté. Envoûté, jusqu'au moment où l'un des petits danseurs, apercevant dans le public un personnage, qu'à sa mise il juge fortuné, bondit, s'élance hors de la ronde, va danser pour lui seul, et reçoit, un genou en terre, une piécette d'argent, mouillée de salive, sur le front.

Il y a les bateleurs du Sous, disciples de Si Ahmed ou Moussa, acrobates sans grand génie, qui feraient sourire de

dédain un amateur de music hall. L'autre jour, dans la foule des burnous qui les regardait travailler, j'avisai deux spectateurs vêtus de redingotes minables, la tête couverte d'un fez, les pieds dans des godillots. C'était eux-mêmes des Ahmed ou Moussa qui avaient fait le tour de l'Europe dans un cirque forain, usage assez fréquent chez les gens de leur confrérie. Ils me racontèrent leur histoire. Quand la guerre éclata, leur cirque était à Lille : les Allemands les firent prisonniers ; on les dirigea sur Dresde ; et là, ô merveilleuse utilisation des compétences, ces baladins du désert furent employés pendant quatre ans à enseigner les dialectes du Sous à un professeur boche !

Vingt autres cercles se font et se défont autour de quelque extravagant, qui avale à longs traits de l'eau bouillante, ou s'enfonce dans la bouche un cierge de poix enflammé. Et ces danses, ces chants, ces musiques, ce bruit sourd de tambourin, ces contorsions et ces sorcelleries, tout ce plaisir primitif, dans ce qu'il a de plus égaré, de plus trouble, de plus voluptueux, s'accompagne inlassablement de gestes religieux, de mains tendues pour la prière, d'invocations à Allah et à tous les saints de l'Islam, d'*Amen* et d'*Amen* encore mille fois répétés, de doigts qu'on porte à sa tête, puis à son front, puis à ses lèvres, de saluts et de baisers à l'infini mystérieux — en sorte que cette place folle entend, au long de la journée, plus de prières qu'une mosquée.

Ce lieu de la frénésie et du plaisir, on l'appelle Djema El Fua, la Place de la Destruction, soit pour rappeler le souvenir d'une formidable tuerie qui aurait eu lieu en cet endroit, soit à cause de l'habitude qu'on avait, jusqu'à ces dernières années, d'accrocher là les têtes coupées des rebelles, au-dessus d'un mur bas et ruineux. Mais entre eux, les indigènes ne nomment cette place que la place du Trafic, pour éviter le mauvais sort qui ne manque jamais d'accompagner certains mots de fâcheux augure.

Et en effet, cent commerces s'agitent autour de ces spectacles et de ces sorcelleries : marchands de tout et de rien, d'orge verte, de pierres à chaux, de bois ou de paille hachée, qui se tiennent assis dans l'ombre de leurs ânes debout sur trois pattes (la quatrième est entravée) ; marchands d'oranges, de citrons, de cédrats, de grenades, de tous les produits d'une terre qui abonde en fruits admirables, dès qu'un peu d'eau vient la toucher ; vendeurs de cotonnades, qui se promènent

en tenant étalée, comme un épouvantail, entre leurs bras étendus, quelque chemise à la mode marocaine, où l'on voit, peinte en bleu, la marque de fabrique, un lion, une locomotive en quelque liberté avec sa torche et ses rayons ; fripiers et brocanteurs, qui surveillent de l'œil une quincaillerie sans nom, des caftans usagés, de vieilles soies passées, des restes d'uniformes qui ont vu la Somme et Verdun, quelques boîtes de conserves vides, une gamelle, quatre boutons et quelquefois moins encore ; femmes effondrées dans leur haïck devant des bracelets d'argent, ou de petites pièces de cotonnade blanche, brodées de quelques fleurs de soie ; matelassiers qui épouvantent, quand on voit auprès d'eux les lots de chiffons innommables dont ils bourrent leurs coussins ; savetiers qui, à l'abri de quelque vieille natte suspendue à un roseau, s'emploient à redonner la vie à des babouches sans espoir ; vendeurs de sauterelles cuites, d'œufs durs saupoudrés de cumin, de pois chiches, de fèves grillées ; marchandes de soupe accroupies devant une énorme marmite entourée de chiffons graisseux ; marchands d'agglomérats étranges faits de sucre, d'amandes, de dattes, de raisins, et de grains de millet ; droguistes assis devant des peaux de chat, des ailes de chouettes et d'éperviers, des dépouilles de bêtes séchées, lézards, caméléons aux vertus infinies comme leurs couleurs changeantes ; sorcières du Sénégal qui brassent l'avenir dans une corbeille d'osier, pleine de coquillages blancs et noirs, affreux à voir comme des yeux arrachés à leurs orbites ; mendiantes rassemblées autour d'un méchant tapis, sur lequel on jette en passant un sou, un fruit, un oignon, et dont les voix plaintives chantent, pendant des heures, d'interminables litanies, qui vont rejoindre dans la confusion des bruits tous les autres appels à la divinité.

Aux deux bouts de la place, des tentes rapiécées comme un burnous de Derkaoui, forment des îlots de chiffons parmi cette foule mouvante. Là-dessous, l'amateur de guimbri pince son instrument devant une tasse de thé ; le joueur d'échecs se penche au-dessus de son échiquier, les fumeurs se passent entre eux la petite pipe de kif ; le barbier rase une tête avec un méchant couteau de fer qu'il aiguise sur son bras, et auquel il donne un fil que n'a jamais connu mon rasoir, ou bien il fait une saignée, pose une ventouse, opère un œil avec une désinvolture à vous donner la chair de poule.

Sous les pieds de la foule, monte une poussière qui sent le crottin d'âne, la sueur et la paille hachée, comme tout le reste de la ville, et qui devient parfois si épaisse, au crépuscule, à l'heure de la grande frénésie, que tout cela prend un air de cauchemar et de fantasmagorie. Ces formes blanches qui circulent très silencieusement, ou restent debout immobiles, semblent n'être retenues à la réalité que par le bruit forcené des tambourins. Quelques bâtisses européennes, jetées au bord de cette place, prennent leur part à ce délire. La poste avec sa couronne de fils, le magasin du quincaillier, la Banque, le Glacier, le Café de France, la boutique de cycles, les voitures de louage avec leurs cochers espagnols, toutes ces choses d'un autre monde paraissent alors aussi baroques que les cercles magiques, et le directeur de la Banque et la marchande de journaux plus fous encore que le sorcier!...

III. — LE TOMBEAU DES SAADIENS

Pas bien loin de la place folle, sous les hautes murailles rouillées du palais d'El Bedi, qui n'est plus qu'un immense espace vide, s'élève au milieu des orties une petite bâtisse ruineuse. Du dehors, on n'en voit rien que deux petits toits verts qui semblent se confondre avec les toits d'une mosquée voisine, et l'on pourrait passer et repasser indéfiniment dans ce coin de la ville, sans soupçonner que le plus beau trésor du Moghreb se cache ici dans une gangue de boue. Oh! ce n'est pas bien grand, cela ne tient pas beaucoup de place dans l'immense ville de boue séchée! Mais sans doute faudrait-il aller jusque dans les cités légendaires de la Perse ou de l'Inde, pour trouver rien d'aussi parfait, une réussite aussi heureuse que le précieux coffret de cèdre, de marbre et de plâtre sculpté, enfermé derrière ces murs.

C'est au fond d'un petit enclos, emprisonné comme un puits, entre les murs de la mosquée et la haute enceinte édentée du palais d'El Mansour. Partout l'herbe et l'ortie; quelques tombes jetées au hasard, et de gros boulets de pierre qu'on dirait tombés du ciel... Deux pavillons bien délabrés dressent dans cette solitude leurs murs terreux et leurs toits verts, mal assurés sur des poutres de cèdre qui tremblent dans la maçonnerie. Rien n'annonce extérieurement la splendeur,

ni même un luxe quelconque, si ce n'est un portique, fort mal en point lui aussi, que soutenaient jadis deux colonnes de marbre, dont l'une, encore debout, est posée la tête en bas, et dont l'autre, gisante dans l'herbe, est remplacée par une béquille de bois grossièrement équarrie. Un palmier très solitaire se penche au milieu de cet oubli, comme prêt à s'écrouler lui aussi.

Aucune porte ne défend l'accès de ces pavillons ruineux. On passe de plain-pied des orties de l'enclos dans une chambre merveilleuse, au milieu de laquelle sont posées sur le sol, d'une façon tout à fait inattendue, trois tombes qui ressemblent à trois longs cercueils de marbre. Autour de ces trois tombes, s'élancent des colonnes, sur lesquelles s'appuient des arcades et la haute voûte d'un plafond étincelant de reflets d'or et de couleurs passées. Une simplicité, une proportion admirables. Cela rappelle les plus beaux ouvrages de l'art grec ou de la Renaissance italienne. Et tandis que l'esprit se réjouit de l'harmonie de ces lignes, les yeux découvrent avec enchantement une décoration murale d'une richesse, d'une variété, d'une fougue incomparable. Pas un marbre, pas une surface, pas un caisson de cèdre, pas une faïence où ne se déploie une imagination vraiment déconcertante en ressources et en ingéniosité. Il faudrait des jours et des jours pour épuiser un détail infini, qui deviendrait peut-être lassant par sa prodigalité, si la contemplation ne trouvait son repos dans le calme de l'ensemble. Entrelacs, ruisseaux, nids d'abeilles, panneaux couverts d'une écriture dont les lettres se nouent et se dénouent, s'emmêlent et se poursuivent, comme dans nos vieilles tapisseries les lévriers et les lièvres bondissants, tableaux de plâtre ajouré, stalactites, sceaux de Salomon, araignées du Prophète, étoiles et soleils de zelliges, tous les motifs habituels de la décoration moresque se retrouvent ici, mais avec une telle abondance et tant de bonheur dans l'invention, que tout cet art formel et volontaire, le plus éloigné de la réalité qui se puisse concevoir, fait vibrer ces murailles et les anime, pour ainsi dire, de la vivante chaleur de l'esprit.

Dans cette chambre et dans les chambres voisines, moins belles parce que moins bien conservées mais encore très magnifiques, partout d'autres stèles funéraires, les mêmes longs cercueils ivoirins, sculptés, fouillés d'inscriptions merveilleuses,

tous de la forme d'un bateau renversé la quille en l'air sur une plage, les uns très longs, faits, semble-t-il, pour des corps gigantesques, les autres, tout petits, à la mesure d'enfants nouveau-nés. Là reposent quelques-uns des princes saâdiens qui vécurent, il y a trois cents ans, dans le palais détruit d'El Bedi. Si l'on en croit le Nozhet el Hadi, la Récréation du Chancelier — titre charmant pour un livre d'histoire! — le premier personnage enterré là, et qui fit de cet enclos un endroit sanctifié, serait le bienheureux patron, le pôle brillant, le maître dans la vie droite, la source de vérité, Abou Abdallah Sidi Mohammed ben Seliman Eldjezaûlì, l'auteur fameux d'un petit recueil de prières en l'honneur du Prophète. Et après lui le chérif Abou Abdallah Elkaim, qui chassa les Portugais des forteresses du Souss où ils s'étaient établis; le chérif Aboulabbas et ses enfants garçons et filles, massacrés par le caïd Ali ben Abou Bekr Azikki, gouverneur de Marrakech; le chérif Abou Abdallah Mohammed Eccheikh, assassiné par les Turcs; le chérif Moulay Abdallah qui pratiquait l'alchimie, au mépris du proverbe : « Il y a trois choses que vous devez éviter, car elles vous entraîneraient à trois autres choses : ne buvez pas de sirop, vous seriez amené à boire des spiritueux; abandonnez la recherche de la pierre philosophale, cela vous conduirait à la sophistication et à la fraude; surtout évitez le commerce des vieilles femmes, vous voudriez ensuite en fréquenter de trop jeunes; » le chérif Aboulabbas Moulay Ahmed El Mansour, le Doré, gloire de la dynastie saâdiennne, et qui mourut, empoisonné peut-être par un de ses fils au moyen d'une figue fleur, à l'instigation d'une esclave concubine, l'orgueilleuse Elcheizourân ; son fils le prince Zidan qui rendit l'âme dans son lit; le chérif Abou Mérouan Abdelmalek, objet de scandale par l'abus qu'il faisait des boissons fermentées, et que sa garde de renégats chrétiens assassina un jour qu'il était ivre; le chérif Eloualid, grand amateur de musique, égorgé lui aussi par ses chrétiens renégats; le chérif Moulay Mohammed Eccheickh, qui, dans les délices d'El Bedi, oubliait ses devoirs de Sultan sous l'ombrage des cognassiers, près d'une femme drapée dans des robes couleur de safran et de piment; enfin, le chérif Moulay Elabbas, dernier des princes saâdiens, traîtreusement mis à mort par ses oncles de la tribu des Chébanâ.

Cette effroyable histoire de sang n'est écrite nulle part dans

cette chapelle fleurie. Tout y est grâce, repos, harmonie. Les inscriptions qui couvrent les murailles et les tombes, n'enferment dans leurs lignes, d'une fantaisie divine, que des phrases pompeuses et vides, des louanges hyperboliques, une poésie de convention où rien ne rappelle les tragédies saàdiennes et ces luttes fratricides « à faire blanchir les cheveux et à rendre caducs des enfants à la mamelle » dont cette ville de Marrakech fut le théâtre sanglant. C'est toujours la même rapsodie qu'il faut lire sous cette calligraphie d'une distinction suprême :

Salut au mausolée, enveloppé de miséricorde,
Et dont la tombe est ombragée par les nues!
Les effluves de la sainteté s'en dégagent
Comme un parfum,
Et par lui les brises soufflent jusqu'à nous.
A cause de ta mort,
Le soleil de la foi s'est obscurci,
Et les sept sphères se sont voilées de ténèbres.
Les piliers de la gloire se sont écroulés de douleur
Et les sept cieux ont tremblé,
En apprenant la nouvelle de ton trépas.

Dans tout ce pieux bavardage, qu'est devenue la réalité brutale? Manifestement les poètes n'ont été occupés qu'à jeter des fleurs sur des tombes. La tradition leur commandait de n'écrire sur ces marbres et ces murailles que des choses apaisées et apaisantes. Et puis eux-mêmes pouvaient-ils imaginer rien d'autre? L'inspiration arabe ne s'est jamais épanouie que dans le lyrisme amoureux. A croire ces inscriptions, ce ne sont pas des princes frénétiques, brutaux, sensuels, passionnés du pouvoir, souvent d'un sadisme cruel, qui sont enterrés là, mais des amants malheureux, de pieux imans, des poètes. Et les pigeons et les colombes, tous les oiseaux de la tendresse qui entrent par les portes ouvertes, sont chez eux, parmi ces tombes où la poésie musulmane n'a développé que les entrelacs gracieux de sa rêverie un peu fade sur de tragiques destins.

Dans cette brillante chapelle, l'essence même du génie arabe semble reposer, comme à Florence l'esprit de la Renaissance dans la chapelle des Médicis. A Fez, on ne serait point surpris de rencontrer cette merveille. Mais ici, à Marrakech, dans cet immense fondouk d'ânes, de mulets et de chameaux! Ce petit

enclos plein d'orties apparaît comme un cap de civilisation, l'extrême pointe de l'art moresque profondément enfoncée dans le primitif et le barbare. Que ce soit justement là que soit venu s'épanouir ce qu'a produit de plus parfait la civilisation andalouse dans toute l'Afrique du Nord, cela remue au fond de la mémoire l'énorme poussière du passé, anime d'une vie singulière le souvenir de choses mortes. Des notions qui apparaissaient invraisemblables, et quasi fabuleuses, lorsqu'on les lisait dans les livres, retrouvent leur crédibilité et un air tout naturel. On se remémore, sans en être autrement étonné, qu'au temps où ces chambres funéraires étaient dans leur première fraîcheur, il y avait à Tombouctou une université florissante et des bibliothèques qui comptaient plusieurs milliers de volumes... Une chapelle comme celle-ci permet à l'imagination de jeter de longues passerelles sur de grands espaces vides et d'étendre bien au delà de l'horizon, où nous les bornons d'habitude, les grandes réussites de la civilisation musulmane.

N'importe ! ce chef-d'œuvre délicat est ici en exil. C'est une relique d'un inestimable prix, mais c'est une relique, un magnifique accident, quelque chose comme un de ces lacs brillants que la mer laisse derrière elle à la marée descendante. Pour trouver une tombe qui soit vraiment à l'image de cette ville déjà saharienne qui, en dépit de quelques beaux vestiges, reste toujours un grand camp de nomades, il faut sortir de cet enclos, faire trois cents mètres de chemin, longer un mur de boue, et jeter un regard au travers des planches mal jointes d'une misérable porte rapiécée. On aperçoit alors, sous l'ombre d'un bel abricotier, quelques briques assemblées sans beaucoup d'art et badigeonnées d'une couche de chaux qui s'écaille. Là dort Yousef ben Tachefin, qui fonda Marrakech et conduisit ses hordes de guerriers au visage voilé à la conquête de Grenade et de Cordoue. Bien souvent des mains pieuses ont tenté d'élever les murs d'une Goubba au-dessus de son tombeau. Mais toujours l'illustre mort, habitué à l'espace et à la vie sous la tente, a fait sauter d'un coup de pied ce qu'on édifiait sur sa tête, ne pouvant supporter au-dessus de son sommeil que le toit mouvant des feuilles.

IV. — UN GHETTO MAROCAIN

Quand on a longtemps erré dans cette ville musulmane, bien poussiéreuse, bien délabrée, mais vaste et aérée, remplie d'une belle humanité qui sent la montagne et le bled, quel dégoût de tomber dans le Mellah ! C'est un des lieux les plus affreux du monde. Là s'entassent quinze à vingt mille Juifs, dans un espace infiniment trop étroit pour leur vie pullulante. Ce ne sont que caftans noirs sordides, calottes crasseuses, cheveux gras tirebouchonnant sur les joues ou bien pommadés, travaillés en boucles, en franges, en mèches ramenées autour de la calotte noire avec une recherche de l'élégance qui fait peur ; têtes ravagées par toutes les variétés de teigne qui dégoûtent le passant et ravissent le spécialiste ; yeux chassieux, clignotants, purulents, mal ouverts qui semblent sortis d'une cave et s'effrayer du jour ; barbes incultes, chairs blafardes ou colorées d'un rose de poupée. En vain le regard cherche-t-il à se poser sur quelque chose de propre. Par une fatalité incroyable, les denrées elles-mêmes, un fruit, une orange, un citron, une bougie, du sucre, tous ces objets dont le nom seul éveille une idée de fraîcheur, prennent ici l'air sale et malade. Dans les chambres groupées autour d'une cour intérieure, d'innombrables familles mêlent dans une promiscuité ignoble leur vermine, leurs maladies, leurs animaux, leurs enfants. De la porte qui donne accès dans les couloirs et les cours jusqu'au fond de ces taudis, c'est une agitation, un grouillement sordide autour de matelas immondes, parmi des plats et des cruches cassées, dans une odeur de fumier, de sang de poulet, et les relents de la maya, cette eau-de-vie de figues, de raisins et de miel qu'on boit à pleins verres au Mellah.

Le plus affreux, c'est l'école, où, dans l'odeur inexprimable, des grappes d'enfants pressés les uns contre les autres comme des mouches sur un papier ou des têtards dans une mare, ânonnent les textes hébraïques, pleurent, crient, s'abandonnent sans vergogne à tous les besoins de la nature, autour de vieux maîtres dégoûtants, qui conservent jusque dans l'extrême vieillesse un air d'enfance abrutie. Ah ! l'horrible verger d'enfants ! Et comme il fait comprendre ce mot d'un rabbin qui disait :

« En Israël, il y a trois sortes de gens : les Israélites, les Juifs et les Juifs du Maroc. »

En sortant des quartiers arabes, on quitte une civilisation d'un caractère aisé, insouciant, ami du plaisir et du repos, enfantin jusque dans sa gravité et son désir du gain, pour trouver ici un monde effroyablement affairé. Tout ce Mellah s'agite, trafique, se marie, vit et meurt, sans paraître soupçonner son étonnante abjection. Bien plus, de cette ignominie s'élève une sorte de gaîté satanique, un immense mépris pour tout ce qui n'est pas juif, un orgueil qui brûle en secret sous la servilité et la crainte. Et sans doute est-ce pour cela qu'au milieu de tant de misères le regard s'épouvante et le cœur ne s'émeut pas... L'autre jour, dans le souk des cuivres, je regardais un de ces Juifs, vieillard septuagénaire, aveugle, demi-nu, occupé à faire tourner une roue au fond d'une échoppe, éclairée par les feux verts et jaunes des métaux qu'on étame. Pauvre Samson aveugle! Comment demeurer insensible? Il semblait là depuis des siècles, attelé à cette roue comme à la roue de l'infortune. Et pourtant, ce qui affligeait le plus, ce n'était pas le spectacle de cette misère particulière, c'était de penser qu'il ne fallait rien moins que l'excès de cette détresse pour faire naître un sentiment qui partout ailleurs, au Mellah, est étouffé sous le dégoût...

Quand naguère je traversais les ghettos de Galicie, de Bohême et de Hongrie, et que je voyais ces Juifs sordides dans leurs souquenilles boueuses, je me disais : « S'ils me semblent si dégradés, si horribles, c'est qu'ils sont de misérables Orientaux, transportés à des centaines de lieues de leur ciel éclatant, dans des régions froides et brumeuses. Ils m'apparaîtraient sans doute tout à fait différents dans leurs contrées natales, loin de cette boue qui couvre leurs vêtements, loin de ces glaces où ils grelottent. Là-bas, dans leur pays de lumière, ils doivent retrouver, j'imagine, quelque propreté, quelque noblesse... » Et justement c'est le contraire! Ici, ils se découvrent plus sales, plus vermineux qu'en Europe. Leurs robes noires, leurs calottes crasseuses attristent plus encore sous ce soleil éclatant. Et il leur manque à tous irrémédiablement la nostalgie de quelque Orient perdu que je croyais, là-bas, apercevoir au fond des yeux...

Le patriarche de cet enfer hébraïque est le bonhomme Cor-

cos, l'argentier des Sultans, le millionnaire du Mellah. Je vais chez lui quelquefois, pour l'entendre raconter les histoires d'un vieux Maroc, qu'il connaît comme personne et qu'il raconte avec un détachement ironique, bien étranger à l'Islam. Sa maison est une des rares qui soient propres au Mellah. On y entre par une cour remplie de la paille hachée dont se nourrissent ânes et mulets. Au milieu, une haute, une immense balance, faite pour peser des centaines de kilos, se dresse avec son fléau, comme un gibet à deux branches. Dans un coin, un réduit sombre, meublé d'un coussin déchiré et d'un petit bureau sans pieds pour écrire accroupi. C'est là que travaille le bonhomme, qu'il traite les affaires courantes, qu'il paye, reçoit, compte et mesure. Il me prend la main, et par un étroit escalier, nous gagnons un balcon de bois qui domine la cour intérieure. On entrevoit au fond des chambres des berceaux balancés par de grosses matrones aux bras nus, des matelas sur lesquels sont couchés de vieilles gens qui ont l'air à l'agonie. Qui sont-ils? D'où viennent-ils? D'autres pièces offrent un aspect bourgeois de très vieille maison de province, avec leurs petits placards vitrés, chargés de verrerie, de porcelaines, d'objets d'argent; des lits, des armoires à glace, une machine à coudre; mais sur les murs blanchis à la chaux quelque arbre de Jessé ou les Lions de Juda, grossièrement peinturlurés, rappellent qu'on n'est pas ici chez le notaire de Ruffec ou d'Amboise.

Il faudrait être Balzac, pour décrire ce logis, pour retrouver les couleurs et les ombres avec lesquelles il peignait quelque vieil intérieur de Saumur ou de Limoges; les grandes fortunes commençantes, la maison d'un père Grandet ou d'un Sauvial tout occupé de ses affaires, tandis que sa fille perd son âme à lire *Paul et Virginie;* ces demeures où des drames se jouent entre des générations qui ne se comprennent plus... Cette maison est remplie d'enfants qui grandissent près de ce vieillard, sans se douter encore que bientôt cette vie leur apparaîtra aussi bizarre, aussi lointaine qu'elle me l'apparaît à moi-même. Qui connaîtrait bien ce logis pourrait se faire une idée des transformations profondes qui se préparent dans la juiverie du Maroc. Déjà les fils du bonhomme ont abandonné le vieux costume traditionnel pour les vêtements européens : ses petites-filles jouent du piano, parlent français, sont élevées chez « les

sœurs, » et habillées à la mode de Paris transformée par Marrakech. Mais lui reste fidèle aux antiques usages, garde l'antique vêtement et les babouches noires et le foulard bleu à pois blancs jeté par-dessus la calotte et noué autour du menton.

Pendant qu'il me raconte avec aménité la suite compliquée des intrigues, des trahisons, des meurtres qui sont l'ordinaire de l'histoire moghrabine, le bruit de la machine à coudre, les notes hésitantes d'un piano accompagnent son récit. Ses petites-filles viennent nous saluer avec une gentille révérence et des phrases polies qui sentent le couvent. Dans la cour, l'égorgeur rituel saigne un poulet qui crie. Par la fenêtre ouverte, arrivent d'une école voisine où l'on enseigne le français, des phrases comme celles-ci, qui entraînent l'esprit dans un rêve dément, et que répètent, comme un verset de la Loi, les enfants du Mellah : « Nos ancêtres les Gaulois... » ou bien encore :

Mon père, ce héros au sourire si doux...

Alors tout danse devant moi, les deux Lions de Juda, l'arbre de Jessé sur le mur, et la fausse pendule peinte et sa clef peinte elle aussi, pendue à un clou imaginaire. Je n'écoute plus le père Corcos; je n'entends plus ni le piano, ni la machine à coudre, ni les cris du poulet : je n'ai d'oreilles que pour ces phrases folles, qui résonnent d'une façon tout à fait extravagante dans ce ghetto saharien.

V. — LE DÉPART DES ASKRIS

Le rendez-vous est pour quatre heures du matin.

J'ai le temps; le muezzin n'a pas encore chanté. J'avance avec ma lanterne dans les rues tout à fait noires. Un peu de fraîcheur règne encore sur la grande ville obscure, qui d'ici quelques instants, dès que le soleil aura franchi les cîmes de l'Atlas, va devenir une vaste chose brûlante. Pas le moindre braiement d'âne ; pas encore un cri de coq. Silence aux portes des mosquées. Silence devant les fontaines, si agréablement animées tout le jour par le va-et-vient des enfants et des âniers porteurs d'eau. Dans les bassins tranquilles, sous les voûtes de brique ou les hauts portiques de cèdre, les génies, dont l'imagination marocaine peuple le monde des eaux, semblent prison-

niers du sommeil. Les portes des quartiers sont fermées, les gardiens endormis dans leur niche souterraine; au bout de chaque rue, je pousse un gros loquet de bois, j'entrebâille la porte massive, radoubée en maints endroits, comme la carcasse d'un vieux bateau qui aurait vogué sur les siècles, et qui s'ouvre en gémissant. Je me glisse dans une autre rue, et me voici dans un petit cimetière, d'une cinquantaine de tombes, qui entourent la qoubba d'un des sept patrons de Marrakech. Des dormeurs sont couchés entre les tertres, recroquevillés dans leurs haillons, pour se défendre du froid de la nuit et se protéger des mouches, qui vont jaillir en bataillons innombrables avec le premier rayon du jour. L'endroit est propice au sommeil, tranquille, à l'écart de la rue; ces tombes musulmanes, aux pans doucement inclinés, font d'agréables oreillers, et le Saint qui règne ici ne peut qu'envoyer d'heureux songes à tous ces gens qui paraissent sortis un instant de leurs tombeaux pour y rentrer à l'aurore.

Soudain, au milieu des ténèbres, une voix sonore s'élève de quelque minaret tout proche, perdu dans la masse des maisons. Est-ce le chant de la résurrection? Ah! cela y ressemble, tant c'est inattendu au milieu de ce silence, parmi tous ces corps endormis... Ce n'est pas, comme dans le jour, la courte phrase gutturale qui appelle à la prière, c'est l'adieu au croissant, l'enterrement de la nuit, un long chant plein d'ardeur, qui se développe en roulades sans fin, tantôt chanté par quelque vieux muezzin, enroué d'avoir ainsi jeté depuis quarante à cinquante ans la même prière du haut du même minaret, tantôt léger et nuancé, quand c'est la voix d'un jeune homme, — mais toujours imprévu dans son caprice, toujours un peu déconcertant pour nos oreilles étrangères et vraiment d'un autre monde, si ce chant vous arrive à travers les brumes d'un sommeil qu'il pénètre sans le troubler.

La voix qui m'accompagne, est une vieille voix usagée, pleine de trous, de précipices; et pourtant, rien qu'à écouter ce vieux rossignol de mosquée, l'imagination s'émeut, les murailles tombent devant moi et laissent entrevoir en songe tout ce qu'elles cachent avec tant de soin de choses véritablement belles ou simplement gracieuses, dont l'agrément est fait du demi-abandon où leurs propriétaires les laissent glisser doucement, de l'imprévu d'une vigne, d'un cyprès, d'un figuier,

qui, dans la décrépitude et le renoncement d'alentour, fait jaillir sa force neuve et sa grâce toujours vivante.

Au lieu de réveiller la ville, il semble que ce chant religieux l'endorme plus profondément, d'un sommeil qui ne ressemble pas au sommeil de nos cités d'Europe toujours fiévreux et en travail. Le sommeil de cette ville a quelque chose d'enfantin, comme ses métiers et son trafic, comme ses pensées elles-mêmes et tout l'ensemble de sa vie.

L'interminable roulade me perd un instant sous une voûte, me rejoint à la sortie du tunnel, et brusquement se tait. De grands cris douloureux jaillissent à la fois de tous les côtés de la ville. Puis le bruit s'efface de l'air. De nouveau, les murailles élèvent leurs remparts impénétrables autour du mystère qu'elles abritent, et ma lanterne n'éclaire plus que de la boue séchée qui s'écroule...

Très exactement, à quatre heures, j'arrive au lieu du rendez-vous, dans la cour du fondouk qui sert de caserne aux Askris.

Ces Askris sont des mercenaires, vaguement dressés à l'européenne, qui, pour vingt-cinq sous par jour, s'habillent, se nourrissent, assurent la police de la ville et prennent part, à l'occasion, aux expéditions dans le bled, comme c'est le cas aujourd'hui. Ce matin, je dois partir avec une centaine d'entre eux et le lieutenant qui les commande, pour rejoindre dans l'Atlas une colonne de soldats français et des contingents indigènes qui se rassemblent près du poste de Tanant. En arrivant dans le fondouk, je trouve tout le monde occupé, parmi les pigeons et les poules, à charger sur des mulets les mitrailleuses, les caisses de cartouches, deux petits canons de montagne, des tentes, des couffins, des bouillottes, et des gargoulettes. Tout était prêt pour le départ, lorsqu'on nous avertit que cinq de nos Askris, pour éviter la corvée d'une expédition fatigante, étaient allés se réfugier dans l'écurie du Pacha, sous les pattes des chevaux, — ce qui est, comme chacun sait, un asile aussi inviolable que la qoubba d'un marabout. Il fallut courir après eux, les tirer de leur sommeil, palabrer un grand moment pour les persuader de nous suivre, et le soleil était levé depuis longtemps déjà, quand nous fîmes en musique, au son des tambours, des clairons et des musettes, notre sortie du fondouk.

Une foule de femmes voilées, riant et bavardant un peu haut, nous attendaient à la porte. Laides, jolies? sait-on jamais? dans ces paquets de mousseline et de laine? Mais quels yeux, quels bras charmants! Dès que les Askris apparurent, bien minablement vêtus de défroques européennes, — vestes kaki, jambières dépareillées, godillots trop larges pour leurs jambes maigres et nerveuses de grands garçons mal nourris, — toutes ces Aïcha, ces Zara, ces Yasmin, poussèrent des youyous d'allégresse, et traînant dans la poussière leur haïck de laine et leurs babouches fatiguées, brodées de fils d'or et d'argent, elles accompagnèrent les soldats, échangeant avec eux de petits cris d'adieu, de cette voix aigrelette et murmurante, qui sort du voile de mousseline comme un pépiement d'oiseau.

A mesure qu'on s'éloigne de l'enchevêtrement des ruelles qui forment le cœur de la ville, des chemins plus larges s'en vont entre des murs de jardins, derrière lesquels les arbres et les plantes sont soustraits aux regards aussi jalousement que les femmes. Toutes ces pistes poussiéreuses aboutissent aux remparts, dont la masse formidable, flanquée d'un millier de tours carrées, encercle Marrakech. Autour de cette énorme muraille, qui s'allonge sur plus de trente kilomètres, ébréchée dans ses tours, édentée dans ses créneaux, mais d'une allure toujours grandiose, les jardins de palmiers et d'oliviers font presque de tous les côtés une seconde enceinte à la ville. Quelquefois, ces jardins s'approchent jusqu'à toucher la muraille, et les palmiers penchent leurs têtes sur les créneaux délabrés, et dans le bleu du ciel les branches toujours frémissantes se mêlent à la terre rosée qui s'effrite. Mais le plus souvent, au pied des murs et des tours, s'étend un terrain vague, d'un extraordinaire aspect. Partout des trous béants, dont la terre est rejetée sur les bords, des excavations profondes qui ont servi naguère à creuser des galeries par où arrivent de très loin des eaux de source à Marrakech. Beaucoup de ces aqueducs souterrains se sont effondrés au cours du temps; on a creusé de nouveaux trous, et tous ces orifices de puits, vivants ou morts, bouleversent le terrain, le hérissent d'étranges pustules. Ajoutez à ce chaos des monticules aux profils bizarres, formés des immondices rejetées par les siècles hors de la ville; des cimetières sans clôture, où les chiens viennent, la nuit, fouiller avec leurs pattes; quelque mausolée solitaire; un arbre mara-

bout avec ses branches épineuses, couvertes de chiffons et de touffes de cheveux; une rigole d'eau vive venue on ne sait d'où, les berges escarpées d'un oued, profond de plusieurs mètres, sur lequel est jeté de loin en loin une arche de pont romantique, faite à souhait pour illustrer quelque tragique histoire espagnole. Entre ces bosses, ces trous, ces précipices, une piste tortueuse où passent quelque troupeau de chèvres, de moutons ou de vaches, des burnous derrière des ânes, des femmes qui vont laver à la seguia de la laine ou du grain. C'est à la fois animé et solitaire, vivant et mort; cela ne ressemble qu'à soi-même, et, sans qu'on sache pourquoi ni comment, ce désordre poussiéreux fait une harmonie saisissante avec le grandiose de la muraille et le charme bucolique des jardins... Ailleurs, plus de palmiers, plus d'oliviers; rien que l'immensité nue, — verdoyante au printemps, complètement brûlée l'été, — d'où l'on voit de loin accourir les longs chapelets des puits, semblables à des cratères minuscules, qui apportent dans leurs profondeurs l'eau, la vie, la fraîcheur à la ville et aux jardins. Et tout au fond du paysage, l'Atlas, la grande vague resplendissante de son écume neigeuse qui ne s'écroule jamais sur la plaine...

Le matin, comme presque toujours en été, la montagne demeure invisible, voilée, escamotée par la brume. Sur toute sa longueur, la muraille, frappée en plein par le soleil, resplendit sans aucune ombre. Les grosses tours carrées, qui s'avancent en saillie tous les trente mètres environ, semblent s'être enfoncées, anéanties dans la masse de terre uniformément dorée. Devant nous, la plaine immense, pareille à un sombre miroir de cailloux gris étincelants. Il est sept heures du matin. Les rênes brûlent dans les doigts; on commence à regretter l'ombre de toute la boue séchée qu'on laisse derrière ces murs de feu; avec une vague inquiétude, les yeux éblouis par la lumière mesurent l'espace embrasé qu'il va falloir traverser sous ce ciel sans merci, pendant des heures et des journées, pas à pas, mètre par mètre, à l'allure d'un homme à pied, sur un cheval qui dort déjà...

JÉRÔME et JEAN THARAUD.

(A suivre.)

AUTOUR

DE LA

CORRESPONDANCE DE BOSSUET

I

BOSSUET ÉTUDIANT A PARIS ET CHANOINE A METZ

I. — L'ÉDITION NOUVELLE DE LA CORRESPONDANCE

La correspondance de Bossuet, que les abbés Urbain et Levesque font paraître depuis 1909 dans la collection des *Grands Écrivains de la France*, se continue avec une ponctualité qui en fait prévoir la fin prochaine (1). En même temps, les mêmes éditeurs publient ailleurs, aussi promptement que les circonstances le permettent, une revision critique et un recueil plus complet des *Sermons*, *Panégyriques* et *Oraisons Funèbres* (2). Deux écrits de Bossuet, — théologiques, mais d'une belle théologie lumineuse et accessible à tous, — ont été réédités récemment par MM. Pératé et Vogt avec une riche exégèse (3). Si ces publications partielles doivent entraîner

(1) Le tome X de la *Correspondance* de Bossuet (Paris, Hachette, 1916, nouvelle édition publiée sur les manuscrits, les copies les plus authentiques et les plus anciennes impressions, avec variantes, notes, notices, portraits) va jusqu'à la fin de l'année 1698.

(2) *Œuvres oratoires*, édition critique de l'abbé J. Lebarq, revue et augmentée par Ch. Urbain et E. Levesque (Paris, Desclée, de Brouwer et Cie et Hachette, t. I, 1914; t. III, 1917).

(3) *Traité de la Concupiscence*, édition conforme à l'édition originale, avec une introduction et des notes, par M. André Pératé. Paris, Bloud, 1908. — *Exposition de la doctrine de l'Église catholique*, publiée par l'abbé Albert Vogt, professeur à l'Université de Fribourg (Suisse), Paris, Bloud, 1911.

celle de tout le reste des ouvrages de Bossuet, félicitons-nous que l'œuvre totale du plus parfait des prosateurs français et d'un penseur religieux si considérable nous soit donnée, enfin, d'une façon digne de lui et de la France.

Et si, par surcroît de bonheur, d'autres réparations, non moins longtemps attendues, se réalisaient?... Voici que l'on songe à rééditer, avec le même souci d'authenticité, d'intégrité, d'exactitude, Bourdaloue et Malebranche (1). On poursuit la publication des *Mémoires* de Richelieu et de ses *Lettres*. On pense à rassembler celles de Louis XIV. Mais comme les autres classiques les plus éminents ont déjà paru, et que les auteurs du second ordre, souvent plus piquants, avaient depuis longtemps bénéficié de la curiosité des fureteurs (2), finirons-nous donc, en ce XXe siècle, par « avoir » tout notre XVIIe?

Ce ne sera pas trop tôt sans doute. Il ne faudrait pas que cela fût trop tard.

Ce n'est pas seulement pour la « gloire, » — quoique la conservation de la gloire littéraire d'une nation ne soit jamais une vanité; — il y va encore, osons le dire, de plus vitaux intérêts. Dans l'énorme lutte présente, les attentifs ont mieux pu voir le prix de notre passé intellectuel, et ses bienfaits. Ce passé nous a valu ou des fidélités, ou des retours plus honorables encore. Or, les étrangers, qui parfois en connaissent, souvent en estiment mieux que nous les trésors, ne désirent que d'en connaître davantage, et ils s'étonnent un peu de notre insouciance à les répandre largement dans le commerce intellectuel du monde.

A nos érudits, par leurs publications savantes, de répondre à ce regret... Et à nous, biographes, critiques, historiens, aidés et assurés par des préparations documentaires dont l'absence ou l'insuffisance a si souvent paralysé ou stérilisé nos conjectures, à nous de travailler avec le propos délibéré, non pas sans doute de fixer *ne varietur* et sans appel, mais du moins d'établir aussi solidement que possible, soit la biographie

(1) Bourdaloue, par l'abbé Griselle, sous les auspices de l'Académie française, — Malebranche, par D. Roustan, professeur au lycée Louis-le-Grand, sous les auspices de l'Académie des Sciences morales et politiques.

(2) On peut voir la liste de ces collections aux pages 30-52 du *Manuel bibliographique de la Littérature française* de G. Lanson. Signalons spécialement celles du *Cabinet du Bibliophile*, de la *Librairie des Bibliophiles*, de la *Société des textes français modernes*, de la *Société de l'Histoire de France*.

personnelle, soit surtout l'histoire intellectuelle et morale de chacun de ces Maîtres français, en qui l'étranger ne demande pas mieux que de voir encore des éducateurs. A nous de dégager, avec une précision plus confiante, des textes exhumés, enrichis, purifiés par les érudits dont nous dépendons, tout ce qui est d'éléments contrôlés, de traits authentiques, par quoi puisse se compléter, avec le minimum d'hypothèse, le vrai portrait de nos grands hommes et le bilan définitif de leur apport à la pensée humaine.

Nous voudrions dans ce dessein parcourir la correspondance de Bossuet.

Malheureusement, de la première moitié de sa vie, — celle, justement, qui le plus peut-être nous attire, celle où sa personnalité se construit de matériaux fortuits ou d'acquêts voulus, — il reste bien peu de lettres par lui écrites ou reçues. Ces papiers de quarante-deux ans ne tiennent que les deux tiers d'un volume. Dès lors, si nous voulons faire ressortir le lien des idées éparses qui apparaissent seules dans la correspondance de cette période, — si nous voulons aussi préparer l'intelligence de la correspondance, bien plus abondante, postérieure à 1670, — force nous sera de recourir aux travaux critiques des enquêteurs modernes... Travaux fort variés du reste, enquêteurs singulièrement consciencieux, — n'ayant pas toujours le souci, tandis qu'ils fouillent autour de la grande statue, de n'en point égratigner le piédestal, — mais ayant toujours, ce qui est mieux, le souci de la vérité (1).

II. — LA PREMIÈRE LACUNE DE LA CORRESPONDANCE DE BOSSUET : BOSSUET JEUNE

Et voici la première lacune : antérieurement à la vingt-quatrième année de Bossuet, rien. Toute chance est-elle perdue de retrouver quelque chose? On est bien tenté de le croire quand on voit, à chaque page de la collection nouvelle, les

(1) La littérature bossuétique, déjà riche des recherches de MM. Gandar, Gazier, Urbain, Levesque, Jovy, Strowski, Griselle et autres que nous citerons en leur lieu, s'est accrue récemment de deux biographies : celle de M. l'abbé Bremond, et celle, dont il a été parlé ici, de M. Dimier ; toutes deux originales, la première peut-être un peu trop. Mais c'est surtout la *Revue Bossuet*, publiée par M. l'abbé Levesque de 1900 à 1911 (en 8 volumes), qui nous soutiendra, pleine comme elle l'est de textes nouveaux.

preuves de l'ingéniosité fureteuse des éditeurs et de leurs explorations de tous les « nids » possibles d'inédits. Au moins qu'il soit entendu que, si nous n'avons rien, c'est peut-être que tout a été détruit ou perdu, mais ce n'est sans doute pas qu'il n'y eût rien. De cette absence, pour la jeunesse de Bossuet, de toutes traces de relations sociales, gardons-nous de nous faire de cette époque de son existence une fausse idée, — l'idée d'une vie tout intérieure, étroitement laborieuse, muette parce que murée aux souffles du dehors.

Toute seule, — vous le savez bien, — la vraisemblance y répugnerait. Comment! il n'aurait pas goûté la société humaine, celui qui, si souvent, plus tard, en célébra la douceur avec une éloquence émue? Il se serait abstrait des événements ambiants, il n'eût pas participé aux curiosités discursives de la jeunesse intelligente, le panégyriste de saint Bernard, celui qui a peint les envols impétueux, les ambitions illimitées et chimériques des Jeunes, en des termes que l'on sent tout pleins d'une expérience d'hier et qui sonnent comme une confession?

Puis, que l'on ne se trompe pas sur la façon de vivre des humanistes ou des théologiens d'alors, et des doctes compagnies où ils se groupaient. Que leurs titres désuets, leurs programmes d'études abstruses, leurs coutumes et costumes, latins et scolastiques, ne nous fassent pas illusion. Ils n'étaient pas séparés de leur temps. Les gros murs de leurs couvents ou collèges, de leurs sciences et de leur piété, avaient des fenêtres sur une actualité qui, en ce temps-là aussi, valait la peine d'être regardée et ouïe. Une tradition rapporte que Bossuet arriva de Dijon, pour commencer ses cours à Navarre, le jour même où Richelieu, après avoir fait tomber ses dernières têtes, rentrait à Paris par la brèche ouverte à sa « maison roulante. » Je ne vous prie point de croire que, dès ce jour-là, au débotté, Bossuet ait couru voir la dernière « entrée » du terrible cardinal. Mais j'admets fort bien, sur les souvenirs de lui que recueillit plus tard son bon secrétaire l'abbé Ledieu, que, quelques jours après, il ne manqua pas d'assister à la pompe funèbre du cardinal, dont « l'impression, » nous dit l'abbé, « lui demeura très avant. »

Durant les sept années suivantes, mettons que Bossuet, candidat d'abord à la licence ès arts, puis au baccalauréat théologique, et pensionnaire au Collège de Navarre, n'ait voulu

être que l'écolier qui « prépare » ses examens et ses concours, tout aux classiques latins et grecs d'abord, puis aux Pères de l'Église et aux théologiens; — mettons que, dans cette assiduité absorbée, il ait réalisé le *bos suetus aratro* que plaisantaient ses moins studieux camarades... Mais, en 1648, la Fronde éclate. Or, de 1648 à 1650 précisément, ce sont, pour lui, les deux années d'interruption obligée des cours qui s'interposaient entre le baccalauréat et la licence; — deux années pendant lesquelles les clercs étudiaient en liberté. — D'aucuns même, plus frivoles, comme Rancé, chassaient, faisaient des armes (1). Bossuet, lui, voyagea en prêchant; il alla à Metz, où son père lui avait fait une « position; » à Dijon, dans son pays natal. Sur les routes de province, il dut voir ce qu'on voyait alors, et qui était souvent lamentable, les miséreux de Callot, agonisant le long des chemins. Mêlé déjà ainsi à la vie provinciale, il le fut aussi à la vie de ce Paris qui fut bien six ou sept ans en demi-révolution permanente. Dans les inquiétudes des jours d'émeute, il eut lui-même un petit rôle. « Procureur » de la communauté des bacheliers du Collège, il gardait à la ruelle de son lit des sacs de farine.

Notez enfin qu'il n'y avait pas que la politique, et ses accidents plus ou moins graves, pour remuer alors et aérer rudement « l'enseignement supérieur » et le « quartier latin. » En ces temps de luttes, les dissensions religieuses ne chômaient pas non plus : Jansénisme contre Molinisme, moines et clergé séculier, Jésuites et Université, Ultramontains et Gallicans. Entre ces différents groupes adversaires, les motifs surgissaient, quotidiens, d'excitation et de combat, et les occasions non seulement de controverses doctes, mais d'altercations injurieuses, de procès en justice, de rixes même. En 1642, la question de la collation des grades agita si vivement ce petit monde que, — nous dit avec tristesse l'historien de l'Université, M. Jourdain, — « les effets en furent ressentis jusque dans les exercices scolaires. » Je le crois bien : au collège d'Harcourt, les élèves gallicans, très exaltés, jouaient publiquement, en une espèce de « drame satyrique, » *le Procès des Jésuites*, tandis que leurs régents semaient le bruit que les disciples de Loyola travaillaient à affamer Paris en exportant le blé à l'étranger.

(1) Voyez le P. Marie-Léon Serrant, *L'Abbé de Rancé et Bossuet*, Paris, Téqui, 1903, et sur ce premier Bossuet, Strowski, *Revue Bossuet*, II, p. 88 et suivantes.

Sous les bonnets carrés et les amples simarres, ils vibraient et criaient, maîtres et élèves, tout comme des citoyens modernes. ces « hommes d'autrefois. »

III. — UNE JOURNÉE DE FRONDE SORBONIQUE : LE DOCTORAT ILLÉGAL DE BOSSUET.

Qui sait si Bossuet ne vibrait pas alors plus qu'aucun autre, puisque celui que Sainte-Beuve et Renan eussent peut-être appelé, — comme on appela je ne sais quel scolastique, — « le docteur solennel, » fut amené, dans un de ses actes théologiques, à faire figure d'insurgé...

Le Collège de Sorbonne, fier de son antiquité et de ses privilèges médiévaux, fortifié et enrichi par Richelieu, écrasait les autres maisons de science d'une prééminence altière et taquine. Le Collège de Navarre, puissant aussi, en frémissait. Or, en 1650, Bossuet allait soutenir cette seconde thèse de la licence théologique dont, précisément, la Sorbonne exigeait que la soutenance eût lieu chez elle et suivant un protocole où s'étalaient, avec une minutie impatientante, ses prétentions à la primauté (1). Le prieur de Sorbonne ouvrait, en grande pompe, en présence d'invités officiels, la série des examens. De chaque soutenance, il trônait comme président. Il exigeait que préalablement « les bacheliers lui présentassent leur thèse signée, avec les « preuves » à l'appui. Il occupait un siège d'honneur, il argumentait la tête couverte, il haranguait majestueusement le soutenant. Et celui-ci, en s'adressant à lui, devait l'appeler avec respect, tout comme le bedeau : *Dignissime domine Prior*, encore que le prieur pût n'être qu'un bachelier comme lui, pas plus âgé, pas plus qualifié. Ainsi l'avaient réglé la Faculté et le Parlement par plusieurs arrêts dont s'indignait Navarre.

Qui, mieux que Bossuet, sujet d'élite, était propre à réclamer une fois de plus, et avec éclat, contre ces servitudes humiliantes? Ses maîtres lui en confièrent, il en accepta la délicate mission (2). Et donc, d'abord, quand, avant la soutenance, il

(1) Gréard, *Nos adieux à la Vieille Sorbonne*, p. 122-130.

(2) L'abbé Levesque, *Revue Bossuet* (oct. 1900). — L'abbé P. Féret, *La Faculté de théologie de Paris. Époque moderne*, t. III (1904), p. 25-28. — Gréard, ouvrage cité, p. 121 et suiv.

est obligé d'aller « conférer » avec le prieur de Sorbonne, l'abbé Gaston Chamillard son condisciple, il se fait prier pour lui soumettre les textes justificatifs de sa thèse. Ensuite, c'est de les signer qu'il refuse, et il ne les signe qu'en protestant officiellement par-devant deux notaires amenés par lui dans le cabinet du « tyran. »

Arrive le jour de la cérémonie publique. Les *Sorboniques* étaient très courues. « Une licence de théologie de Paris, — écrit le Père Quesnel, — est, dans le genre des exercices de la littérature, un des plus beaux spectacles du monde, par le concours des savants de tout ordre qu'elle rassemble, ainsi que par l'intérêt des débats qu'elle soulève. » Aux étrangers de marque, « on offrait le spectacle d'une Sorbonique, comme à la cour une représentation de gala. » Ces jours-là, dans les collèges, les professeurs congédiaient leurs élèves pour « ne point manquer » la fête.

A plus forte raison, lorsque, comme le mercredi 9 novembre 1650, la fête promettait une bataille. Nombreux et sans doute bruyant fut le cortège qui, ce matin-là, sorti du Collège de Navarre, longea l'église Saint-Étienne et l'abbaye Sainte-Geneviève, descendit entre les collèges de Montaigu et de Lisieux, par la rue Saint-Étienne-des-Grès, puis par les rues Saint-Jacques, des Cordiers et de Sorbonne, jusqu'à la grande salle des Actes (1). Le récipiendaire était escorté du Grand-maître même de Navarre, Nicolas Cornet, et du docteur Jacques Pereyret, conduisant une troupe de bacheliers : tels marchaient en ce temps, contre le Mazarin, Monsieur le Prince ou le Coadjuteur. On commence. Et dès que Bossuet a ouvert la bouche, il viole le protocole. Au président, l'abbé Chamillard, qui l'écoute en arrêt, il ne dit pas : *Dignissime Prior:* il dit, une fois, *Doctissime Prior*, et ensuite, tout simplement, tout cavalièrement : *Domine Prior*, — *Monsieur le Prieur.* — Donc il refuse à la Sorbonne l'hommage de vassalité qu'elle réclame. Protes-

(1) Il y avait encore, ce semble, au long de la Montagne Sainte-Geneviève, deux itinéraires possibles : rue des Amandiers (devant le collège des Grassins), rue des Sept-Voies, rue de Reims (devant le collège du même nom), rue Saint-Symphorien (devant Sainte-Barbe) pour rejoindre la rue Saint-Étienne-des-Grès ; — ou, s'il était possible, ce que j'ignore, d'entrer dans la Sorbonne par les derrières, les rues Fromentel, du cimetière Saint-Benoît (le long du collège de Plessis), la rue Saint Jacques et la rue des Poirées. Voyez le pittoresque plan de Gomboust, où l'on prend une si juste idée de ce dédale de la docte montagne.

tation et retraite du président offensé, tandis que le Grand-maître de Navarre, du haut des « escoutes, » — c'est-à-dire de la tribune grillée où il a le droit de siéger invisible, — crie à ses bacheliers de n'avoir pas égard à cette retraite et d'argumenter selon l'usage avec le candidat. Mais Chamillard revient avec le renfort des collègues qu'il est allé recruter à l'issue de la messe. Tumulte; l'acte est interrompu. Et ce sont cette fois les « Navarristes » qui sortent, remontent la rue de Sorbonne et s'en vont au grand couvent des Jacobins, rue des Grès, proche le collège de Cluny, continuer sous le portrait de saint Thomas cette Sorbonique schismatique. Du reste, les « Sorbonistes » courent après eux, accompagnés d'huissiers pour constater le scandaleux exode, et, le lendemain, ils attaquent en Parlement une thèse dont la soutenance fut si scandaleusement vicieuse. Ils avaient le droit pour eux. Les juges, — Mathieu Molé, premier président, Omer Talon, avocat général, — n'étaient pas tendres pour les Frondes, même doctorales. Bossuet dut comparaître, devant la Grand'Chambre jugeant à huis clos, et plaider sa cause. Pour que cette haute cour, tout en condamnant l'insubordination des gens de Navarre, lui conservât, « sans tirer à conséquence, » le bénéfice de sa thèse, il fallut d'abord, sous le manteau, des négociations conciliatrices, et, ensuite, un effort approprié de sa jeune éloquence. Le futur docteur de l'Église faillit n'être pas docteur de l'Université.

Bien entendu, ces aventures lui profitaient. Il y avait tous les ans, à l'issue de la licence, une sorte de séance de clôture où les jeunes théologiens, devenus *viri theologici*, comme on disait, fêtaient leur libération des études en une dernière solennité oratoire et joyeuse. On y célébrait les événements de l'année scolaire et les personnages notoires; on mêlait aux doctes mercuriales des épigrammes aiguisées. Toute l'Université, le Parlement, l'Hôtel de Ville étaient conviés. Ce fut le héros de la tumultueuse Sorbonique du 9 novembre, que les bacheliers élurent, pour cette cérémonie, « orateur. » Et le thème que traita, dans une des allocutions qui lui incombaient, cet « homme du jour » du quartier latin, — « Craignez Dieu, honorez le Roi, » — était encore, on le voit, d'une actualité faite pour de nouveau le mettre en relief. « Grands Dieux, que ce jeune homme ira loin! » s'écriait, après l'avoir entendu,

un professeur de rhétorique au collège de Lisieux : *Hic juvenis, Numina! quantus erit!* (1).

IV. — BOSSUET ÉTUDIANT « RÉPANDU »

A ces petits faits, significatifs, ajoutons ce que nous a depuis longtemps appris l'abbé Le Dieu, et ce que les recherches modernes ont confirmé, sur les rapports sociaux et les succès mondains de Bossuet.

Au Collège de Navarre, les fils des grandes familles politiques, militaires, financières, diplomatiques, abondaient autant qu'aux Jésuites. Bossuet y est rejoint par Rancé. Là aussi, il connut Nicolas Colbert et il eut, comme petit cadet, Charles-Maurice Le Tellier; avec tous deux il se lia. Mais c'est surtout, ce semble, grâce à sa famille qu'il pénétra immédiatement, et par plusieurs avenues, dans la haute société du temps.

De cette famille des Bossuet et des Mochet, établie depuis le XVIe siècle et avec honneur dans les grandes places de la magistrature et du barreau, tous les membres, tant en Bourgogne qu'à Paris, ont de belles « relations. » L'émigration en Lorraine d'un grand-oncle de Bossuet, de qui nous aurons à parler plus loin, — celle d'un oncle à la mode de Bretagne à Cahors, — les ont étendues. Son père, le conseiller Bénigne, soit à Dijon, soit à Paris, soit à Metz, prolonge et diversifie ces fréquentations profitables. Même, à les rechercher, il pèche par excès, s'il en faut croire une note de police : il « fait trop de visites » et « court » les gens en place. Cette diffusion et cet entregent de ses ascendants valent à Jacques-Bénigne l'amitié des Condé, celle des Du Pas de Feuquières (2), amis et alliés des Arnauld; c'est par l'un de ces derniers, dit-on, qu'il est introduit au sanctuaire des « Précieux, » à la « Chambre bleue. » A Paris, il a retrouvé l'oncle de Cahors parvenu, enrichi : François Bos-

(1) Le docteur Guillaume Marcel. — Floquet, *Études*, t. I, p. 13 et suiv., avait bien raconté ces épisodes, mais ils deviennent plus nets par les textes qu'a publiés la *Revue Bossuet*, I, p. 223 et suiv. : protestation faite par-devant notaires par Bossuet contre les exigences du prieur de Sorbonne et procès-verbal de la soutenance troublée.

(2) Probablement Henri sieur d'Harbonnière, conseiller d'honneur au Parlement de Metz, l'un des onze enfants du célèbre homme de guerre et diplomate protestant, Manassé du Pas-Feuquières, lieutenant général au pays messin en 1631, gouverneur de Verdun en 1636, gendre d'Isaac Arnauld de Corbeville. Les six fils de Manassé furent catholiques, deux d'entre eux furent d'Église.

suet, le petit président à la Cour des Aides du Quercy, est à présent Bossuet de Villers, « Bossuet le Riche; » il est « partisan, » « fermier, » secrétaire du Conseil d'État et ami de Fouquet. Le frère de Jacques-Bénigne est employé chez ce gros homme d'affaires. Familiers l'un et l'autre du salon de Mme Bossuet, leur tante, il en résulte, probablement pour les deux frères, l'accès à la cour du Surintendant; et pour le jeune abbé tout au moins, l'entrée chez la mère de Fouquet, « femme d'œuvres, » sainte et puissante, que toutes les gazettes charitables du temps nomment aussi souvent que la duchesse d'Aiguillon ou que Marie Lumagne. Par la même voie encore, peut-être, il fréquente la marquise de Sénecey, plus tard gouvernante du jeune roi et de « Monsieur, » ainsi que la comtesse de Fleix, sa fille. Celles-là sont de grandes dames, bien en cour, « en belles places, » toutes deux « bonnes amies » d'Anne d'Autriche.

Quant aux gens de lettres, — qu'il frôle aux mêmes lieux, et aux hôtels de Nevers et de Vendôme, — ne donnons pas sans doute dans le travers de ces biographes qui, jaloux de revendiquer pour Bossuet tous les triomphes, veulent que le grand homme en puissance, apparemment déjà visible et deviné, ait eu pour admirateurs et patrons, dès ses premiers pas dans la vie, tous les génies du siècle. Abstenons-nous de donner cette ampleur au succès de « prêchoterie » salonnière qu'il remporta un soir devant eux, et qui, sans le jeu de mots de Voiture, ne serait pas plus entré dans l'histoire que ceux qu'obtenaient, devant les mêmes cénacles, d'autres petits prodiges : par exemple, son compagnon d'études et émule, l'abbé de Rancé. Il paraît sûr cependant, qu'il fut apprécié par Mgr Cospeau, dominicain évêque, théologien orateur, et vers ce temps conseiller d'Anne d'Autriche; — par Mgr Godeau, bel esprit converti, de poète léger promu poète lyrique, académicien, et par surcroît membre de la Compagnie du Saint Sacrement; — par tout ce groupe de lettrés religieux qui, sur les traces de Guez de Balzac, de Senault, de Chapelain, de Conrart, réalisaient avec gravité la fusion de la culture antique avec l'esprit chrétien.

J'ai nommé la secrète « Compagnie » pieuse que les malveillants nommaient alors la « Cabale des Dévots, » et dont les vues furent d'une si belle hardiesse, l'activité si merveil-

leuse (1). Est-ce par Godeau ou par Mme Fouquet que Bossuet y fut appelé? En tout cas, il est presque certain qu'il fut alors mis en contact avec saint Vincent de Paul, de cette sainte ligue un des ouvriers les plus actifs ou des plus suggestifs conseillers. Et ce qu'il y a de sûr, c'est que le petit abbé beau diseur est admis alors aussi, peut-être, dans cette « Compagnie des Mardis, » pépinière d'orateurs à l'usage des villes que l'ingénieux organisateur de la prédication catholique avait voulu joindre à sa Société de missionnaires des campagnes. Or, n'oublions pas qu'en ce temps-là, « Monsieur Vincent » n'est plus seulement l'apôtre modeste des peuples, mais qu'il est aussi le représentant le plus puissant de l'Église à la Cour. Président du Conseil de conscience de la Régente, — ministre, peut-on dire, de sa dévotion et de sa charité, il est une manière de grand chef du catholicisme vainqueur. L'approcher, le voir en exercice, c'était avoir la révélation de l'action et de la fécondité catholique, maîtresse de l'influence et touchant au pouvoir.

Toujours est-il qu'il y a eu, dès la première période de la vie de Bossuet, avec un certain nombre d'aventures et d'initiations parfois bruyantes, déjà militantes, toute une sociabilité quasi mondaine. Je le répète après bien d'autres, parce que c'est là une préface, un prologue, par où s'expliquent bien des choses d'ensuite. De ce « départ » de Bossuet, on a déjà dit excellemment autrefois, — Floquet, Gandar, Bersot, Sainte-Beuve, — les conséquences intellectuelles et morales. Mieux encore à présent l'on peut les préciser.

Conséquences, d'abord, sur sa foi. De cette « action » précoce vient ce qu'Ernest Bersot estimait tellement chez Bossuet : le « bon sens. » Insistons : le bon sens pratique. Ils auront effet sur sa doctrine, ces premiers contacts avec la vie, non pas, bien entendu, pour altérer la pureté de sa foi, mais, si j'ose dire, pour l'oindre, pour mettre autour d'elle l'huile à la fois sainte et humaine de la conciliation. Au moment où il reçoit des livres ses idées essentielles, il voit aussi ce qu'est la société existante. Chez lui, dès lors, la doctrine n'entrera pas dans un « esprit pur, » mais dans une intelligence avertie déjà de la vie. Et elle y entrera non pas raide et abstraite, mais

(1) Cf., dans la *Revue*, 1903-1909 (5e pér., t. XVI et LIV).

— grâce à ces leçons de choses initiales dont l'empreinte est toujours si forte, — pénétrée doucement de la nécessité, qui s'impose au christianisme, de tenir compte de la réalité. Un « lévite » enfermé dans le temple, un *scholar* muré dans ses livres, n'ont, — si du moins ils ont jamais existé en cette pureté typique, — rien de commun avec le théologien à l'air libre qu'il est. Notez, sur quoi, même aux époques et sur les points où Bossuet sera plus tard si impérieux, se fondera principalement son intolérance. Sur des prétentions à une infaillibilité d'ordre intellectuel? Sur l'orgueil des préférences d'école ? Non. Sur des raisons d'ordre pratique. C'est comme « dangereux » qu'il détestera Richard Simon, et les Cartésiens, et Fénelon ; il les combattra au nom de certaines « utilités, » maîtresses auxquelles tout doit céder, même les considérations de pensée, même les textes, s'ils en ont qui les encouragent, et qui les égarent.

De là, aussi, la couleur de la piété de Bossuet. Ses premiers rapports avec la société polie étaient flatteurs. Il aurait très bien pu imiter les jeunes clercs qui, vers la même époque, furent provisoirement accaparés par ce grand monde marchant alors d'une si belle allure, qui furent séduits par ses élégances et par ses plaisirs : Rancé, Le Camus, Pontchâteau. Ceux-là s'y plongèrent, je ne dis pas dans les bas-fonds, mais à fond, — et ils eurent, plus tard, besoin, pour s'en retirer, du violent coup de barre de la « conversion. » Lui, non. Ce Bourguignon, bourgeois et un peu rude, ne sera pas atteint de mondanité proprement dite. J'assurerais bien qu'il ne promena pas dans les salons, comme Rancé, la vanité d'une chevelure frisée et poudrée, d'un justaucorps violet, de jabots de dentelles et d'émeraudes aux manchettes (1). Mais je conviendrais aussi sans difficulté que, dans ces milieux, il ne se déplut point. Les souvenirs de l'abbé Le Dieu nous renseignent à cet égard. Vous vous souvenez de ce portrait, gauche et joli, que le bon abbé fait du « jeune Bossuet, » frais, avenant et souriant, « plein d'agrément et de bonnes grâces, » ayant avec « toute la beauté du visage les manières les plus engageantes... Quel feu! Quelle vivacité!... » Quel esprit « poli et orné de toutes sortes de grâces des Anciens! » Il était « dans cette fleur

(1) Voir le P. Serrant, *ouvrage cité*, p. 27-20..

de son âge, le plus propre à plaire aux yeux du monde... »

Or sans doute, à cette réussite que ses dons avenants lui valent il ne fait pas grise mine. Tout en « s'attachant solidement à l'état ecclésiastique » et à acquérir en conscience « la piété, la douceur, » les qualités professionnelles, il se laisse choyer. Et cette satisfaction innocemment amusée teindra aussi son mysticisme. Janséniste de raison chrétienne, il pourra l'être; janséniste d'âme, il ne le sera point Il ne craindra pas le « siècle » comme un monstre. Il ne se dira pas tout le temps à lui-même, comme son contemporain, Armand du Cambout de Coislin (l'abbé de Pontchâteau) : « *Fuge! tace! quiesce!* Fuis l'ennemi! tais-toi! tiens-toi coi! » Il ne fixera pas sur les murs de sa chambrette les images dont l'ardent port-royaliste blindait intérieurement sa cellule : par exemple, « d'un saint Jérôme pensif, avec ces paroles : « *Solus sedebam, quia comminatione replesti me :* Je me suis retiré dans la solitude parce que vous m'avez rempli, Seigneur, de la terreur de vos menaces. » Le siècle ennemi, il le regardera en face, il le hantera sans peur et sans remords. Il concevra, au moins dans ses débuts, comme possible dans le christianisme la vie heureuse et son sourire. A l'intense et essentielle méditation de la brièveté de nos jours et de la fragilité de nos bonheurs, il joindra tout de suite une sorte d'*eudémonisme* chrétien, et la conception d'un Dieu bon, qui n'a pas fait le monde pour qu'on en sorte, qui permet à la piété et à la vertu l'accueil et la satisfaction de ce désir d'être heureux, planté par lui au cœur de l'homme. Pour avoir de bonne heure connu le monde, il ne le croira pas incompatible avec le salut.

De là encore, — car il n'est pas oiseux de s'attarder à dégager ces essentielles semences, — de là ce tour spécial de la conduite de vie de Bossuet et le premier pli d'une « souplesse » qui lui a été tant reprochée par des inflexibles altiers. S'il n'a pas eu d' « os, » comme l'en accusaient les Tréville et les Arnauld, je n'en sais rien, et sa correspondance nous donnera, je crois, l'occasion d'en appeler de cette rigueur Mais ce qu'il apprit sans doute très tôt, — et faut-il l'en blâmer? — c'est à n'avoir pas d'ongles, ce qui est très différent, ni de pointes, ni d'inutiles résistances et d'intransigeances irritées et irritantes. Dès vingt ans, il vit le « grand monde » et ses hiérar-

chies (1), ses intérêts, ses passions et ses préjugés, ses partialités enfin. Quand il allait chez les Feuquières, il n'entendait sans doute pas dire de bien de ses anciens maîtres de Dijon, les Jésuites. Quand il sortait de chez la comtesse de Fleix, il entendait flétrir Port-Royal. Son ami Nicolas Colbert, sur les affaires publiques, ne lui parlait pas le même langage que le père de son futur ami Charles-Maurice Le Tellier. Il se rendait compte qu'entre ces extrêmes, le bon serviteur de l'Église devait, pour l'amour du bon ordre comme pour le bon exemple, se résigner à des contacts qu'il ne choisit pas, subir des contradictions qui résistent, accepter des transactions qui s'imposent. Il se rendait compte que la vertu et la vérité, malgré leur droit, cheminent en un chemin où il faut « grimper » avec effort. On n'admirera jamais trop cette belle page du *Panégyrique de saint Bernard*, le « Portrait de la Jeunesse. » Or c'est à vingt-quatre ans, remarquez-le, qu'il est capable de juger avec cette raison calme et haute, son *moi* d'hier, le « jeune homme de vingt-deux ans, » qui s'imagine que la vie n'aura pour ses espoirs infinis que des complaisances, pour sa bonne volonté que des couronnes. Voilà ce qu'il faut se rappeler soigneusement, et poser au seuil de sa vie, pour la comprendre en ses démarches et ses succès divers, pour ne pas s'étonner plus qu'il ne convient des uns ni des autres, pour les juger en équité.

Mais, sans aller si loin, il y avait d'autres conséquences, plus prochaines, à tirer de cette adolescence, qui ne fut, de 1642 à 1652, ni close ni morne, de ces premières armes parfois un peu tapageuses à travers des milieux agités, de ces exploits oratoires tentateurs. Il y avait à prévoir que, si, dès 1652, Bossuet quittait Paris, il y reviendrait... En vain, son père, provincial sans doute ambitieux, peut-être même, nous l'avons vu, intrigant, mais modeste en son entregent et limité dans ses ambitions, lui a préparé une carrière analogue

(1) C'est ainsi que l'abbé de Rancé avait obtenu, dès 1648, de l'archevêché de Paris et de la cour de Rome, la permission de se faire ordonner *extra tempora*, avec dispense d'âge, sans observer les « interstices : » il reçut en trois jours, des mains du coadjuteur Paul de Gondi, les ordres mineurs, le sous-diaconat et le diaconat. C'est ainsi encore qu'à la licence de 1652, Bossuet ne fut, malgré ses succès et sa notoriété, classé que le troisième après l'abbé de Rancé, premier, et l'abbé Chamillart, le prieur de Sorbonne, second. « Selon un usage très ancien, on ne tenait pas compte du mérite pour assigner *le premier lieu*, mais de la *qualité* du sujet. » — Le P. Léon Serrant, *ouv. cité*, pp. 1, 19, 21 et 22.

à celle de ses frères et sœurs. En vain, il ménage à Jacques Bénigne à Metz, — tout de même qu'à son frère Claude à Toul, — une de ces confortables hermines canoniales où lui-même, une fois veuf, il enveloppera sa vieillesse en retraite. Les débuts du futur orateur dans la capitale ont été trop engageants, ses succès trop prometteurs, ses liaisons trop pleines d'offres et de perspectives, pour qu'il quitte Paris sans chance — ou plutôt sans fatalité — de retour. Déjà, en 1652, il ne tiendrait qu'à lui d'y rester. Nicolas Cornet, l'un de ses professeurs les plus puissants, lui offrait sa succession de Grand-maître de ce Collège de Navarre pour lequel il s'était si brillamment compromis. Il n'accepte pas, cependant, et il va prendre à Metz la place qui l'attend.

V. — BOSSUET A METZ. — LE PROCÈS DE SON CANONICAT. — LE GALLICAN NAISSANT

C'est, précisément, la première lettre du nouveau recueil de la Correspondance (1) que ces souvenirs préliminaires nous aident à comprendre, et, si besoin, à excuser.

Elle est un peu déconcertante, en effet, et presque désobligeante, cette première lettre. Elle contrarie probablement les admirateurs de Bossuet autant que la dédicace à Montauron fâche ceux du grand Corneille. C'est aussi une dédicace : Bossuet, docteur, offre à l'évêque de Metz la dernière de ses thèses. Or, l'évêque de Metz est alors Henri de Verneuil, évêque singulier. Fils naturel de Henri IV, comblé dès sa naissance d'opulents bénéfices, il a, disent les moqueurs, « pris dans l'Église plus d'abbayes que d'ordres. » Il est tonsuré, tout juste. Il n'est pas même un de ces prélats hommes politiques, de diplomatie ou de guerre, qui, comme Ossat, Sourdis ou Marca, rachètent leur fortune d'Église en faisant, dans le siècle, œuvre bonne. Il n'est qu'un débauché, simplement. L'acte le plus régulier de sa vie, ce sera, en 1659, à soixante-sept ans, de déposer sa mitre pour épouser la duchesse de Sully.

Or, à ce fantoche, le docteur et prêtre Jacques Bénigne prodigue, en vérité, les louanges. Il exalte sa « grandeur d'âme, » quasi divine... : « *Superis, ut ita dicam, proximum,* » et son « amour non vulgaire pour la théologie ; » — il célèbre le sang

(1) (5 juillet 1651). *Serenissimo Principi Henrico Borbonio, Episcopo metensi, S. R. I. Principi.*

royal qui coule pour moitié dans ses veines. Dirons-nous que c'était le style habituel? Mais c'est le devoir et l'art du génie d'échapper à certaines servitudes un peu viles... Que le cas de Henri de Verneuil ne scandalisait alors personne? J'en doute. Je crois bien deviner ce que, au seul point de vue canonique, M. Singlin et M. Vincent pensaient de « grandeurs » de cette sorte, dont, au reste, je ne vois pas beaucoup d'exemples parmi ce clergé français du XVIIe siècle, qui était depuis assez longtemps déjà en voie d'épuration (1). Et en admettant même que devant cette prélature, légale après tout et concordataire, un ecclésiastique discipliné pût faire sans scrupule des génuflexions protocolaires, quel besoin pour Bossuet de rappeler au public quelle était la première soûrce de la fortune de Mgr de Verneuil (2)? — Sans chicaner, convenons que Bossuet n'a pas, à cette date, le sens de l'exacte mesure. Il en manquera peut-être d'autres fois encore.

Seulement, ce qu'il ne faut pas lui reprocher, c'est le geste, ni, non plus, si je puis dire, la quantité d'encens. Et cette indulgence, ce sont justement les circonstances de la jeunesse de Bossuet qui nous la commandent.

Quand il écrit cette lettre, il possède à Metz, depuis 1642, le titre, la charge et les revenus de chanoine. Comment les avait-il reçus? Longue histoire, dont les éléments furent rassemblés, il y a longtemps, par Floquet, mais de laquelle, peut-être, à plusieurs points de vue, on n'a pas tenu assez de compte.

Bossuet n'avait pas encore dix ans, quand sa famille s'était transportée de Bourgogne en Lorraine. Lors de la création, en 1633, par Louis XIII, du Parlement de Metz, le grand-oncle de Bossuet, Antoine Bretagne, en avait été nommé premier président. Choix intelligent, par parenthèse, car ce qu'il y avait alors à faire dans le pays de Metz, de Toul et de Verdun, c'était de maîtriser, avec une douceur ferme, le particularisme féodal,

(1) Je n'en vois guère qu'un seul : l'archevêque de Reims, Henri de Lorraine, duc de Guise, qui épousa, en 1639, Anne de Gonzague sa cousine. Quant à Nicolas François, cardinal de Lorraine, évêque de Toul, qui se maria en 1634, avec sa cousine Claude, ce fut, on le sait, par « des raisons d'État et pour la gloire de sa maison, » comme s'exprime le P. Benoît, capucin, historien de Toul; autrement dit, pour sauver la race.

(2) A la date où Gaston Henri de Verneuil naquit, la marquise de Verneuil ne pouvait plus espérer, depuis douze mois, d'être reine de France, Henri IV étant remarié. — Cf. le P. Gazeau, *Études*, juin 1869, p. 915.

l'attachement aux privilèges et aux immunités anciennes, et, au besoin, les velléités, plus grognonnes que malicieuses, de fronde locale qui pourraient se faire jour dans ce « monde de petits souverains » des Trois Évêchés. C'est précisément ce que Bretagne, « blanchi dessous les fleurs de lis et vieilli dans l'écarlate, » avait déjà fait, avec succès, dans cette Bourgogne, — remuante, elle aussi, tout autant que loyale.

Le reste de la famille n'avait pas manifesté moins de zèle discipliné, pas moins de dévouement au service du Roi. Plusieurs de ses membres furent donc admis à suivre Antoine Bretagne à Toul, où le Parlement fut vite transféré, entre autres, le père de Bossuet, Bénigne, lequel ne pouvait être décemment et légalement autre chose que substitut à Dijon, où les Bossuet, les Mochet, les Bretagne surabondaient.

Installé là, — vraisemblablement pour la vie, vu son âge, — Bénigne Bossuet, avec cette adresse que j'ai déjà rappelée, travailla à y rassembler et fixer ses enfants (1). Dès 1639, à son aîné Claude, il procurait un canonicat à l'église cathédrale de Toul (2). Et pour Jacques Bénigne, qui, lui aussi, était destiné à l'Église (dès huit ans, on le sait, il avait reçu la tonsure), il guettait un autre canonicat. Ce n'était pas gibier facile. Les bénéfices ecclésiastiques étaient tellement convoités et disputés partout! Et quoique, en théorie, donnés à l'élection, ils étaient, si souvent, attribués déjà par avance quand la vacance devenait effective et connue! Tel fut, précisément, le cas, lorsque en 1640, se présenta l'occasion au chapitre de l'Église cathédrale de Metz, « chapitre puissant et copieux, » comme écrivait en ce temps-là Abraham Fabert (3). Le chanoine Jean Berton, qui mourait le 12 octobre 1640, avait, — depuis douze ans! — transmis son canonicat au sieur Saintignon, par voie de *coadjutorerie*. Il avait pris, sous prétexte de santé, un remplaçant avec *succession future*. C'était une procédure dont certains chapitres, celui de Metz en particulier, réclamaient le privilège.

Mais les privilèges, sous l'ancien régime, en se mêlant, s'opposaient. Les Chapitres revendiquaient aussi, presque tous,

(1) Voir pour tous les faits qui suivent, l'exposé (un peu tendancieux) de Floquet, *Etudes*, t. I ; Emmanuel Michel, *Histoire du Parlement de Metz*, 1845; *Biographie du Parlement de Metz*, 1853.

(2) Une des sœurs de Bossuet, Marguerite, entra en 1658, à quatorze ans, chez les Dominicaines de Toul, sous le nom de sœur Saint Alexis (Floquet, I, 543-544)

(3) Abraham Fabert (père du maréchal), dans le *Voyage du Roy à Metz*, 1610.

un autre droit, le *droit du tournaire*, — c'est-à-dire le droit, pour le chanoine qui était « de tour de semaine, » de disposer, au nom du Chapitre, sans contrôle, durant un certain délai, des bénéfices qui deviendraient ou seraient devenus vacants au cours de son hebdomadaire magistrature. « Par fortune, » — comme dit le plus bossuétiste de tous les biographes de Bossuet, l'érudit Floquet, — « par fortune, » le 12 octobre 1640, le tournaire se trouvait être « un bon ami » des Bossuet, messire Jean Royer. « Quelle favorable occasion de servir le conseiller Bénigne! » Il faut croire pourtant que Jean Royer n'avait pas eu, tout de suite, cette présence d'esprit affectueuse, puisque ce ne fut qu'un bon moment après qu'il songea à exercer, en faveur de Jacques Bénigne, son droit de nomination. Il était encore temps, paraît-il; seulement, pour faire valoir cette désignation, il fallait de la part de l'intéressé une action en justice.

Que le lecteur moderne, qui n'aime pas, — qui même, si je puis dire, n'estime pas, — les procès, ne se scandalise point de voir dans la vie de Bossuet, dès treize ans, un procès, qui ne sera pas le dernier. Sous l'ancien régime, même aux emplois publics où l'on était *nommé*, comme la mise en possession définitive dépendait souvent d'une cour de justice, elle pouvait être attaquée, elle devait être défendue. A plus forte raison quand il s'agissait d'emplois *électifs*. Voilà pourquoi tant d'honnêtes gens pacifiques du XVIIe siècle ont un « casier » judiciaire, et, dans leur biographie, des factums d'avocat qui les diffament ou les glorifient. En ce qui concerne les prébendes canoniales des Trois Évêchés, le Parlement, par un arrêt de 1635, s'était attribué le droit d'en investir les postulants qui lui paraîtraient les mieux fondés en droit. Saintignon, quoique déjà admis à la présence au chapitre de Metz et assis dans sa stalle, avait dû, après la mort de son bienfaiteur Berton, requérir, le 6 novembre 1640, le Parlement de le « reconnaître. » Jacques-Bénigne Bossuet, ou son mandataire (car alors il était encore sur les bancs à Dijon et faisait sa seconde au collège des Godrans), dut à son tour recourir le 20 novembre à la haute cour. Mais, lui, c'était en qualité de « demandeur, » « d'appelant comme d'abus, » — d'attaquant.

Quelles étaient, devant la justice, ses chances? Gardons-nous ici de toute partialité, en faveur du génie, contre les

contemporains qui, ne le prévoyant pas, ne l'ont point ménagé. Le succès de la lutte était fort douteux, et il devait l'être.

Car, du point de vue spirituel, entre les deux procédés en conflit, — le droit exercé par le chanoine titulaire décédé de se choisir un *coadjuteur*, et le droit revendiqué par le chanoine *tournaire* de disposer des charges vacantes pendant son « règne, » — y avait-il une grande différence de qualité morale? Chacun d'eux n'était-il pas un trafic prévaricateur, ici, fortuit et rapide, là, de longue haleine et prémédité? L'un et l'autre n'empêchaient-ils pas le libre accès des ecclésiastiques les plus dignes, et le libre choix du Chapitre tout entier? A ne regarder la chose que de haut, Jacques Bénigne et Erric de Saintignon se valaient. Saint Charles Borromée ou Mgr Pavillon les eussent pu renvoyer dos à dos.

On pouvait donc se mettre au point de vue réaliste de l'utilité. Mais alors, franchement, n'était-ce pas moins à Bossuet, métèque bourguignon, que devait légitimement aller la sympathie du Chapitre messin, qu'à Saintignon, homme du pays, présent, déjà connu? Puis, l'intérêt du Chapitre était plutôt le sien. Ce que, partout, tous les chanoines désiraient principalement, c'était d'être maîtres, individuellement, de leur propre charge et d'en tirer le maximum de lucre et de satisfactions d'amour-propre. Le droit de prendre un coadjuteur, droit qui permettait à chaque chanoine de calculer à loisir et d'adjuger au plus offrant, était à la fois plus flatteur pour leur vanité et plus rémunérateur pour leur bourse que ce « droit du tournaire, » que beaucoup d'entre eux n'auraient peut-être jamais à exercer.

De plus, au Parlement, la faveur n'était pas, ce semble, acquise au fils du collègue. Peut-être bien trouvait-on un peu encombrante la famille de ces immigrés. Un Jacques Bretagne était chanoine, avait été grand doyen et grand archidiacre de Toul. Un Jean Bretagne devenait abbé de Saint-Gorgon de Metz. Un Claude Bretagne, abbé de Haute-Seille. Charles Bretagne devait en 1665 succéder à Jean Bretagne. Les Bretagne abusaient. On le faisait sentir aux Bossuet. De plus, pour habile qu'il fût, le père de Jacques Bénigne n'en était pas moins honnête. Les mérites mêmes d'énergie qui l'avaient fait envoyer à Metz et à Toul par le Roi, n'étaient pas toujours faits pour plaire aux magistrats du crû. Ce Dijonnais,

que les rapports secrets trouvaient parfois trop aimable, était peut-être d'autres fois trop raide (1) : par exemple, il poursuivait sans complaisance le lieutenant du gouverneur de Nomeny, pour attentat à main armée.

Quoi qu'il en soit, nous constatons que, dès le commencement de novembre 1640, le Parlement s'était hâté d'acquiescer à la requête de Saintignon; et que, le 2 mai 1641, six mois après avoir été saisi de la protestation de Bossuet le fils, et de sa contre-candidature, il admettait encore son concurrent à prêter le serment auquel étaient tenus les pourvus de canonicat.

Il s'agissait donc de faire se déjuger la Cour souveraine.

Qu'à cela l'autorité du premier président d'alors, — qui était justement un cousin des Bossuet, Claude Bretagne, fils d'Antoine, — ait été inutile, il y aurait sans doute quelque naïveté à le croire. Mais il serait malveillant aussi de supposer que les raisons n'y furent pour rien. Elles y furent, au contraire, selon toute apparence, pour beaucoup. Car ces « raisons » que pouvaient chuchoter le père et le cousin de Bossuet, et que crièrent, très haut, ses avocats, n'étaient autres, prenons-y garde, que les grandes idées directrices du siècle (2).

Songez à l'œuvre essentielle du Catholicisme français de ce temps, à cette « réformation » raisonnable et pieuse à laquelle travaillaient ensemble laïques et ecclésiastiques pieux depuis Bérulle, Bourdoise et saint François de Sales, depuis les États généraux de 1614, depuis Marillac et Richelieu. Songez d'autre part, à ce propos délibéré d'unité, d'abord instinctif au XVIIe siècle, puis très conscient, et qui tendait à mettre le plus exactement possible l'Église sous la main de l'État, par des évêques disciplinés, fonctionnaires, et de plus en plus partici-

(1) Nous aurons à reparler de la fermeté de cet « homme d'honneur et de bon sens » dans ses rapports avec Charles Colbert, agent de Mazarin, en 1658 (d'après Robinet de Cléry, *Bulletin du Musée historique de Mulhouse*, 1905). D'autre part, le nombre même des démarches que fit le conseiller Bénigne à Paris auprès des grands de la Cour ou du Parlement, pour obtenir le retour à Metz du Parlement transféré à Toul depuis 1636, donne l'impression que les Bossuet cherchaient, avec quelque affectation, à se rendre utiles.

(2) Voyez sur toutes ces questions Thomassin, *Ancienne et nouvelle Discipline de l'Église*, part. I, I, II, ch, 32-23 : le *Traité des matières bénéficiales*, 1721 p. 567; Héricourt, *Les lois ecclésiastiques* 1721, p. 330, 336 et suiv.; Guyot, *Répertoire de Jurisprudence*, t. III (1784), p. 610 et suiv. (Ordonnance de Louis XIII en 1629); Georges Picot, *Histoire des États généraux*, t. II, p. 231; IV, p. 321 et suivantes.

pants de l'autorité du pouvoir central... A ce double égard, la cause de l'abbé bourguignon était la bonne. On s'en rend bien compte lorsque, grâce principalement au résumé qu'en fit l'avocat général Louis Frémyn, on parcourt les arguments de l'avocat de Bossuet contre la prise de possession dont Bossuet veut et va détrôner Saintignon.

« Ne sont-elles pas à la fois ridicules, scandaleuses et absurdes, ces *coadjuteureries ?* — Scandaleuses, car ce sont en réalité des ventes et achats d'un bien sacré, et comme l'a bien dit le Concile de Trente, des marchés « simoniaques. » — Ridicules, car qu'est-ce que cela, *le coadjuvat d'un chanoine ?* A quoi bon un coadjuteur, un aide, à ce dignitaire oisif qui n'a point charge d'âmes, point à prêcher, point de sacrements à distribuer aux fidèles, et de qui les obligations sont si légères : chanter deux heures par jour les louanges de Dieu dans sa stalle subobscure; assister à l'office, si encore il ne s'en dispense pas, comme le font, on le sait, fort librement les chanoines, « sous prétexte qne les chantres gagés suffisent... » Et l'avocat de Bossuet s'égaie. « Voyons! qu'on ne nous en impose pas avec les « devoirs et fonctions » de ces prétendus « esclaves de la règle : *Canonicus a canone!* » Où est-il ce chanoine idéal de l'étymologie? Qu'on le montre, cet « oiseau rare! »

Il est illogique enfin, au regard de tout droit, ce droit prétendu, qu'a exercé indûment Jean Berton. Un chanoine ne doit pas pouvoir « adopter » une personne pour la constituer, arbitrairement et par avance, héritière d'un de ces bénéfices qui ne lui appartiennent pas et dont le bon sens juridique, — ecclésiastique ou laïque, n'importe, — réprouve également la transmission héréditaire. Le défenseur de Jacques Bénigne parle sur ce point le même langage que, trente ans plus tôt, sous Louis XIII, le prévôt Robert Miron.

Mais il parle aussi le langage des légistes du nouveau règne, celui d'Omer Talon, de Le Bret et de Bossuet lui-même, plus tard. Il parle en gallican. Saintignon s'appuyait sur ce que le statut canonial messin de 1611 était conforme à « l'autorité du Pape » qui tolérait et approuvait les coadjuteurs de chanoines. « Que vient faire ici le Pape? » réplique à peu près textuellement le défenseur de Bossuet. « Le Pape a-t-il pu déroger aux Concordats comme aux Conciles? Ce serait là une toute-puis-

sance funeste : les Français ne l'admettent point... La main-mise de Saintignon est un *abus*, un délit, dont, sans nous soucier de ces patronages d'outre-monts, nous appelons en vertu de *cette liberté française, refuge et asile de ceux que l'injustice, couverte d'un prétexte de religion, persécute.* Contre ce délit, nous nous armons de ces protestations salutaires, grâce auxquelles *le Roi est reconnu maître chez lui*, et sans lesquelles, devant le bon plaisir de la Cour de Rome, « *il ne nous resterait que l'obéissance* (1). »

Et voilà l'ampleur que les Bossuet donnaient à leur cause, généralisée, — devenue, ainsi que l'écrira plus tard Louis Frémyn, « une cause toute publique, » une affaire « d'État. » Tels furent les arguments qui finirent par donner gain de cause à Bossuet, le 27 juin 1641, et qui firent de l'arrêt rendu en sa faveur plus qu'un précédent de jurisprudence, une sorte de proclamation de principes, dont, pas plus tard que l'année suivante (25 février 1642), le Parlement de Paris s'inspira dans un arrêt nouveau, rendu derechef, contre les prétentions du Chapitre de Metz, revenant à la charge en une affaire analogue (2).

Et en effet, c'était, ce Chapitre, le vrai vaincu, dans l'obscure personne d'Erric de Saintignon, débouté.

Mais maintenant, et c'est à quoi j'en veux arriver, pense-t-on que ce Chapitre prit aisément et rapidement son parti de sa défaite? Ce serait mal connaître et l'âpreté des luttes

(1) Et encore : « Saint Bernard dit que le mépris des prêtres de son temps ne venait que de l'usurpation du pape Eugène sur les libertés de l'Église gallicane. » *Tolle usurpationem, invenies nostram citramontanam ecclesiam fortem in fide, pacificam in unitate, devotam in obedientia.* Ainsi il ne faut point alléguer en ce rencontre la toute-puissance du Pape. S'il était véritable que le Pape peut déroger à tous les conciles, il faudrait bannir la liberté de l'Église de France et reconnaître que sa puissance ne recevant point de bornes, *il ne nous reste que l'obéissance.* » *Décisions de plusieurs notables questions traitées à l'audience du Parlement de Metz séant à Toul, par Messire Louis Fremyn... conseiller du Roi en ses Conseils et son premier avocat général audit Parlement.* Toul, 1644.

(2) Voir l'ouvrage cité ci-dessus, p. 11-19. « Depuis, — dit Fremyn, — pareille difficulté s'étant présentée au Parlement de Paris pour raison de l'aumônerie de l'Église cathédrale de Metz, dont la connaissance avait été renvoyée audit Parlement de Paris..., le pourvu par mort de ladite aumônerie a été maintenu contre celui qui avait été pourvu par coadjutorie. Et le Chapitre de Metz s'étant pourvu au Conseil du Roy pour faire casser tant l'arrêt de Metz que celui de Paris, les parties ont été mises hors de cause et de procès. *Et ainsi les coadjutories sont absolument éteintes.* » (Jugement du Parlement de Paris, du 25 février 1642.) Cf. Emmery, *Recueil des arrêts du Parlement de Metz.* I. 508 et suivantes.

ecclésiastiques de tous les temps, et les rancunes tenaces de ces milieux provinciaux qui s'acharnaient alors à disputer à l'unité monarchique des bribes de libertés, bonnes ou mauvaises. Dix ans, soyons-en sûrs, n'éteignirent pas la querelle; en 1651, le parti de Jean Berton et de Saintignon durait et rechignait encore. Et alors, vous le voyez bien, c'est à l'adresse de ce parti, c'est contre lui qu'elle fut écrite, en 1651, cette lettre de Bossuet au duc de Verneuil, successeur diminué, mais révéré par habitude, des anciens princes-évêques de Metz, qui s'étaient donnés en 1555 à la France; et, de plus, « oncle bien-aimé » du roi Louis XIV; et enfin, quoique évêque indigne, l' « évêque » tout de même, le représentant dans le domaine ecclésiastique de l'autorité du Roi Très Chrétien, de l'autorité épiscopale, de l'autorité de l'Église nationale.

D'autant plus que cette thèse, que Bossuet dédiait avec tant d'emphase au duc de Verneuil, cette thèse, notez-le, n'était pas insignifiante ni en son contenu ni en son esprit. Ne le rappelons ici que pour mémoire, mais il conviendra fort que nous ne l'oubliions point par la suite : elle révélait une tendance anti-ultramontaine non dissimulée (1).

Un savant jésuite, étudiant cette thèse, en 1869, dans un très intéressant article, y a signalé, non sans raison, « soit dans les idées qu'elle exprime, soit dans celles qu'elle passe sous silence, » des opinions gallicanes déjà formées. Comment, se demande en effet le jeune bachelier Bossuet, par quelles voies et moyens Jésus-Christ a-t-il fondé et fortifié la cité de Dieu sur la terre, l'Église? Pour qu'elle ne périsse jamais, il y a infusé la force du Saint-Esprit; mais quels sont les « vases » du Saint-Esprit? Pour que les peuples ne fussent jamais flottants ni incertains de savoir où est l'Église et ce qu'est sa doctrine, quels organes a institués d'abord sa prévoyance? Le Saint-Siège? la primauté de Pierre? Non. Il a institué les *Évêques*, pour qu'ils présidassent aux Églises et qu'en chacune d'elles, ils tinssent le flambeau et le gouvernail. Telle fut, au début, la fonction des Apôtres, desquels dériva ensuite toute la lignée des Évêques, *Episcoporum series universa.* » Ainsi donc,

(1) Soutenue par lui le 9 juillet 1651, sous la présidence (cela n'est pas indifférent à noter), de Pierre Bedacier, évêque d'Augustopolis, qui, sous Henri de Verneuil, administrait réellement le diocèse de Metz. — Sur la doctrine de cette thèse, voir l'article du P. Gazeau, dans les *Études* (1869), p. 916-919.

à la racine de l'autorité doctrinale, au premier rang de la hiérarchie, à la base de la solidité catholique, Bossuet, dès vingt-deux ans, plaçait, non le Pape, mais les Évêques. Sa thèse, passée inaperçue, entamait pourtant et diminuait la prérogative du Saint-Siège ; elle attestait chez Bossuet les mêmes opinions que chez son heureux avocat de 1640.

On voit donc toutes les raisons qu'il avait de faire cette dédicace à Mgr le duc de Verneuil et de la faire aussi violemment élogieuse. Bossuet déclarait ainsi à la fois sa gratitude, son dévouement, — et ses convictions. Arrivant à Metz pour longtemps, il s'y classait d'abord et s'y posait nettement en champion gallican de l'œuvre d'unification centralisatrice du Souverain. Cet hommage ultra-généreux au chef du diocèse précisait, comme un manifeste, avec sa victoire passée, son attitude future. Sûrement, à faire savoir qu'il était du côté de l'évêque, il mettait quelque excès de confiance, quelque outrance de défi ; eût-il pu donner les preuves qu'il était depuis si longtemps, — *dudum*, — le client du triste Monseigneur, et n'y avait-il pas une complaisance excessive à se réclamer publiquement comme de son *præsidium* ordinaire, de ce protecteur taré ? Il faut avouer du reste que, dès l'année suivante, le prélat récompensa son panégyriste en lui conférant une dignité nouvelle : l'archidiaconat de Sarrebourg. En tout cas, nous saisissons bien, je pense, le sens de cette lettre un peu étrange, qui restera peut-être longtemps au seuil de la Correspondance. Elle est, si nous pouvons dire, la carte de visite de Bossuet, — favori du pouvoir royal et épiscopal, arrivant à Metz, — à l'adresse tout ensemble des parlementaires de Toul ou de Metz, qui tout bas tenaient rancune à son père, et des chanoines revêches, tentés de regarder de travers le jeune et brillant intrus qui allait devenir pour longtemps leur collègue et cohabitant effectif.

VI. — BOSSUET S'INSTALLE A METZ

C'est à la fin de juin 1652 que le jeune docteur de Sorbonne, ordonné prêtre à Paris le 16 mars, entra à Metz, — où il était déjà venu à plusieurs reprises (1), — cette fois pour

(1) Notamment pour y recevoir le diaconat (21 septembre 1649) des mains de Mgr dom Pierre Bédacier, suffragant de Metz.

s'y établir. Où prit-il domicile ? (1). Ne le cherchez point dans ses lettres : l'épistolographie du XVIIe siècle n'a, pour ainsi dire, jamais de ces précisions. Se fixa-t-il dans une maison de la rue aux Ours, qui, nous dit-on, faisait partie du temporel de sa prébende canoniale ? Ou dans un des bâtiments qu'occupa plus tard cette communauté de la *Propagation de la Foi*, au développement et à la direction de laquelle nous le verrons participer ? La tradition, il y a cinquante ans, y désignait encore son logement... Et c'eût été alors dans la rue des Écoles, « entre Taison et Jurue, à mi-hauteur de Taison. » Ou bien fut-il tout simplement, avec ses sœurs Mme de Chasot et Madeleine Bossuet, l'hôte ou le locataire de son père dans un immeuble que celui-ci avait dû acheter à Metz, sur la paroisse Saint-Gorgon, avant le transfert, qui devait durer si longtemps, du Parlement à Toul ? Et alors, il nous faudrait chercher la maison de Bossuet dans la rue des Clercs ou la rue Nexirue (2).

Il habita en tout cas au cœur et presque au sommet de la ville, entre la « Place, » le Palais, l'Évêché et la « Citadelle, » sur ce plateau escarpé où les voitures avaient peine à gravir les rues étroites et tortueuses; où les vieux hôtels demi-forteresses, avec leurs murs énormes, leurs cours encloses, leurs passages secrets, leurs toits à créneaux, dressaient encore les souvenirs orgueilleux du moyen âge, de l'indépendance ombrageuse de la Ville et de la combattivité des Paraiges, — confirmant ainsi, j'imagine, le jeune petit-neveu d'Antoine Bretagne en son héréditaire monarchisme...

C'était aussi la partie la plus intellectuelle et la plus recueillie de la grande cité commerçante et militaire. Dans ce petit carré bordé d'églises et d'abbayes : — la Cathédrale, Saint-Gorgon, Saint-Sauveur, Sainte-Reinette, Saint-Arnould, Saint-Victor, — des bourgeois, des rentiers, des gentilshommes, des veuves, habitaient les maisons sévères, en pierre de taille jaune que noir-

(1) Sur cette question, voir Bégin, *Guide de l'Étranger à Metz*, 1834, p. 99, le *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de la Moselle*, 1867 (Communications de MM. Durand et Abel) ; — l'abbé Poirier, *Documents généalogiques d'après les registres des paroisses* ; — Ed. Sauer (*La Croix de Lorraine*, 1900) ; — Barbé, *A travers le Vieux Metz : les maisons historiques*, 1913 ; — Jovy, *Recherches sur Bossuet*, p. 157.

(2) Le local où la vieille Académie de Metz, fondée en 1760, tient ses séances est dans l'enceinte de l'ancien couvent des Prêcheresses ou Dominicaines.

cissait le temps. Dans les boutiques voûtées à plein cintre, travaillaient des artisans artistes, des orfèvres, ou bien des libraires. Les rues des Clercs et Nexirue étaient, nous dit-on, « en ce temps-là, très silencieuses et recherchées par les magistrats et les chanoines. »

Or, sans doute, dans ce cadre provincial, Bossuet put parachever en soi la foi, la piété, la doctrine. Là, il étudia d'une façon, non pas assurément aussi complète qu'un Père Pétau ou qu'un Saint-Cyran, mais très honorable pourtant, ces Pères de l'Église grecque et latine, — latine surtout, — dont les alluvions superposées et les apports en son esprit ont été décelés à travers ses sermons, par Sainte-Beuve, Nisard, Eugène Gandar, le Père de la Broise, avec une précision de géologues... Mais pas plus à Metz qu'à Paris ce recueillement ne fut un isolement. Si les chanoines, parmi lesquels son père l'avait implanté de haute lutte, faisaient encore la moue à ce parvenu malgré eux, ils durent bientôt reconnaître qu'il remplissait plus que suffisamment tous les devoirs, même les plus absorbants, de sa charge.

ALFRED RÉBELLIAU.

(A suivre.)

LES TROUPES NOIRES
PENDANT LA GUERRE

Ce qui fut la Grande Guerre est déjà le passé. Comme après la bataille, on fait l'appel des survivants pour de nouveaux combats, chaque peuple sorti de la tourmente commence à dresser son bilan. Le nôtre est lourd. En face d'un passif comme notre France n'en a jamais enregistré, elle n'a guère encore à inscrire que ce mot : la Victoire. Mais il brille d'un éclat si vif, il enclot des réalités latentes si splendides, que nous avons le droit de graver au seuil de notre porte le « *Salve* » des ancêtres romains, sous les pas de la déesse qui réintègre notre demeure.

Droit qui implique tout naturellement, en contre-partie, des devoirs spéciaux pour nous, les éternels gardiens de la paix latine sur le Rhin : *Si vis pacem*... Quels furent les facteurs du triomphe? Quelle est leur valeur relative dans l'ensemble de notre force? Questions urgentes à délimiter, à situer à leur exacte place dans l'ensemble de nos possibilités de demain. Or, parmi les composantes inattendues du succès, s'est révélée, non point encore décisive, mais déjà beaucoup mieux qu'utile et partant en rang fort honorable, l'aide militaire apportée par nos Colonies : quelque 600000 soldats ou ouvriers. Ce fut une découverte. Le dogme de la guerre courte, qui fit, pour sa bonne part, si longue la grande Guerre; aussi, confessons-le, notre proverbiale ignorance d'arpents de « neige » ou torrides, devenus aujourd'hui de vastes empires, auraient, voici seulement cinq ans, fait qualifier de « divagations » l'idée même de

compter sur ces forces lointaines. La nécessité nous contraignit d'y faire appel et, parmi elles, à l'une des plus à portée, comme aussi des plus effectives : les Troupes Noires.

Leur place s'est au cours de la guerre, sans cesse faite plus large, dans les rangs de nos poilus. Sans encombre, le plastique paysan soudanais s'est adapté aux conditions de la lutte européenne. En sa main rude, les armes du dernier modèle ont remplacé l'arc et les flèches des aïeux. A sa bonne face amusée, il sut sans épouvante fixer le masque contre les gaz, étonné seulement que des demi-dieux blancs fussent des ennemis si sauvages. Il n'en perdit pour si peu, ni son fatalisme, ni sa bravoure ataviques.

En 1918, dès que les beaux jours eurent ramené sur notre front Nord-Est les bataillons sénégalais qui avaient hiverné sous des cieux plus cléments, plus que jamais, ils ont fait parler d'eux. Dans Reims en cendres, mais inviolée ; sur la Marne ; au Mont de Choisy, la rage allemande s'est brisée à leur fougue, à leur ténacité indomptables. De dépit, les journaux d'outre-Rhin avaient pris le parti de s'en tirer par des sarcasmes et de se venger, à grand renfort de plaisanteries balourdes, des échecs humiliants pour des *stosstruppen*. De leur côté, nos Africains ne se privèrent point de récidiver. A toutes les minutes du dernier quart d'heure, la presse fut pleine de leurs prouesses.

Les évoquer en tête de cette étude, c'est, semble-t-il, la commencer par la fin. Elles apparaissent, en effet, comme une conclusion, un résultat d'expérience auquel la pratique de la guerre a mené. Elles mettent un point final à dix années d'une lutte opiniâtre, semée de controverses et d'objections non toujours dépourvues d'un certain byzantinisme, où se perdit parfois le sens de réalités profitables au pays. Nous sommes ainsi, défaut ou qualité, peu importe : crainte de ne point atteindre d'abord au parfait, notre dilettantisme national, une fois de plus, avait négligé l'excellent.

Il y a, d'ailleurs, un précédent, et fort remarquable. A leur chef, le colonel de Wimpffen, ami personnel de Napoléon III, les tirailleurs algériens durent, contre vents et marées, d'être « essayés » pour la première fois, en Europe, devant Sébastopol. Du résultat de l'expérience sortirent les « turcos » légendaires de Wissembourg, puis de la dernière guerre, troupe de choc par excellence.

C'est la même aventure qui advint aux troupes noires, — certes aujourd'hui en nombre respectable dans nos rangs, — mais cependant restées embryonnaires au regard de ce qu'elles auraient pu et dû être, puisqu'au demeurant elles ont gagné maintenant, les armes à la main et sans appel, le procès qu'on avait mis peu d'empressement à leur laisser plaider.

En ces jours de victoire, ne récriminons point. Nul ne doit être incriminé parmi les hommes de bonne volonté et de bonne foi, sans doute, qui crurent pouvoir discuter l'affaire sur pièces et non d'après expérience personnelle. Le Soudan, c'est si loin !... On ne crut pas assez les ouvriers de la première heure, ni leur maître à tous, l'apôtre, qui, corps et âme, s'était voué à cette tâche de salut public : suppléer à nos forces faiblissantes par la force noire, issue d'un demi-siècle d'épopée africaine.

L'IDÉE ET SES PROMOTEURS

Née à l'époque de Fachoda, la conception première des troupes noires réunit à l'origine les noms du général de Galliffet, alors ministre de la Guerre, et des généraux, — en ce temps capitaines, — Mangin, retour de la Mission Marchand, et Gouraud, vainqueur de Samory. Du temps passa. L'idée resta sans suite. Mais, en 1908, le lieutenant-colonel Mangin, devenu chef d'état-major de l'Afrique occidentale, la reprit, en prévision cette fois d'une conflagration européenne. Ses propositions, fortement recommandées par ses chefs hiérarchiques, les généraux Audéoud, commandant supérieur des troupes de l'Afrique occidentale française, et Archinard, commandant le corps d'armée des troupes coloniales, chaleureusement et à deux reprises signalées aux bureaux de la Guerre par le général de Lacroix, généralissime désigné, n'obtinrent, malgré les avis conformes du gouverneur général de l'Algérie, du Résident général de Tunisie et du général Voyron, un des doyens de nos guerres coloniales, aucune réponse.

Ce silence détermina le lieutenant-colonel Mangin à saisir l'opinion par la voie de la presse en septembre 1900. L'effet fut immédiat. Un véritable foisonnement d'articles, d'interviews quelques-uns étonnés, mais, pour la grande majorité, favorables, jeta brusquement la question des troupes noires en pleine actualité. Des hommes politiques en vue donnèrent de retentis-

santes consultations sur l'avenir promis à ces espoirs imprévus de renforcement militaire. On se mit de toute part à découvrir l'Afrique, non parfois sans la plus ingénue des incompétences, même parmi « ceux du plus haut étage. » D'un ministre aujourd'hui défunt, il demeurera sur ce sujet d'inoubliables aperçus. Peu importait : le branle était donné, l'affaire « lancée » dans le public. Sur l'intervention, puissamment efficace, de MM. Paul Doumer, rapporteur général du budget, et Delcassé, on passa, sans autre retard que celui afférent au vote de la loi de finances, acquis seulement, cette année 1909, en avril, aux premières réalisations.

Elles prévoyaient la création et l'installation, en Algérie, de deux bataillons dits « d'expérience » et l'envoi en Afrique occidentale d'une mission chargée d'y jauger le rendement probable de ce réservoir humain. Composée, outre son chef, le lieutenant-colonel Mangin, de quatre fonctionnaires ou officiers coloniaux, elle s'embarquait, le 18 mai 1910, à Bordeaux où le dernier rentré de ses membres, — le signataire de ces lignes, — y faisait retour le 3 février 1911. Toute notre Afrique occidentale avait été visitée. D'une estimation née d'une intime collaboration, constatée par procès-verbaux sous signatures, entre l'administration locale, les indigènes et la Mission, il résultait qu'une propagande appropriée et bien menée, quelques minimes avantages aussi à concéder aux tirailleurs, assureraient vraisemblablement un contingent annuel d'environ 40 000 volontaires. Chiffre destiné à croître si la « réclame » de l'affaire (indispensable à remplacer notre service de recrutement, en ces pays sans état civil) était bien faite parmi un peuplement que la paix française, la diffusion du vaccin et une polygamie utilitaire et non de luxe multiplient rapidement. Sur ces données, le colonel Mangin (1) envisagea en 1911, officieusement, — car, chose curieuse, il ne fut *jamais officiellement* par la suite chargé de mettre en œuvre sa propre conception, — la création, en quatre années, de sept divisions et d'un « réservoir » destiné à les alimenter.

Quel mauvais génie entrava le développement méthodique de ce programme? Demandons-le à l'esprit d'impréparation de notre avant-guerre. En tout cas, le fait patent, c'est ceci : des

(1) *L'Organisation des Troupes noires*, par le colonel Mangin, Bibliothèque des Marches de l'Est, Paris, 1911.

deux bataillons « d'expérience » prévus dès 1910, en Algérie, le second ne fut créé qu'en 1913. On accrut bien de quelques autres, — onze en tout, — les unités noires en service au Maroc. Mais, absorbés par les nécessités de la conquête et de l'occupation, ils ne constituaient pas, à proprement parler, une force disponible pour l'Europe. Si bien que l'« Armée Noire, » matière à d'interminables controverses, comptait en août 1914, non pas, divisions et réservoir, de 200 à 240 000 hommes, qu'elle eût dû mettre en ligne, mais les deux seuls bataillons d'Algérie : c'était un record d'impuissance. N'eût-il point de suites? Hélas! rien ne se perd, surtout les fautes. Maintenant que la valeur de nos Sénégalais est non plus contestée, mais constatée, on peut bien dire que la présence à Charleroi de 100 000 d'entre eux, sinon plus, soldats de métier, de deux ans au moins de services, encadrés de vétérans vieillis sous le harnois, troupe sans réservistes, appelée telle quelle d'Algérie sur télégramme de mobilisation, eût vraisemblablement pesé son poids dans la bataille, voire en ses suites. Le choc de la Marne se serait, par exemple, produit sur l'Aisne, refoulant le flot allemand jusqu'à la Meuse : les documents saisis en 1917, lors de notre offensive d'avril, n'ont-ils pas révélé que là aurait été la première ligne de résistance en cas de retraite ennemie? Ainsi, au second mois de la guerre, notre pays eût peut-être été sauvé de l'invasion... Conjecture chimérique? Qui sait? Regrettons, en tout cas, que tout commencement d'exécution lui ait été interdit par d'éternels « parlages, » comme dirait notre actuel Président du Conseil. Et puis, pourquoi, de parti pris, renoncer au gravier de Cromwell?

UN DOUBLE SACRIFICE (1914)

Ce fut donc sous cette forme rabougrie, les deux bataillons « d'expérience, » que les vastes projets d'Armée Noire soutinrent l'expérience suprême. Si minime flot humain dans l'océan des multitudes qui s'affrontaient, pour prouver sa vaillance, que pouvait-il espérer? Le sacrifice, spécialité précisément du soldat noir. La fortune lui en échut, dès l'automne de 1914, dans les brumes glacées des Flandres.

Venu d'Orléansville et de Laghouat, le 2e bataillon, — bataillon Debieuvre, — arrivé le premier, prenait contact avec l'ennemi à Reims, à la fin de septembre.

Le feu de l'artillerie, dit le rapport de son chef, particulièrement de la grosse, ainsi que ses effets étaient inconnus de lui. Il n'en a ressenti aucune surprise et on peut dire qu'il s'en est amusé. Journellement, le bataillon était arrosé nuit et jour, par des bordées de shrapnells et d'obus de gros calibres. Dès le deuxième jour, les noirs s'en amusaient.

De Reims, on s'en alla à la Maison-Blanche, près d'Arras, et de là, le 2 novembre, à Linghen, proche la célèbre « Maison du passeur. » Le 3, sur l'Yser, le bataillon attaquait « en terrain complètement découvert comme un tapis de billard, coupé de 50 mètres en 50 mètres par des canaux de 4 à 5 mètres de large et de 2 mètres de profondeur.

Il a dû faire pour cette attaque une des choses les plus difficiles à la guerre, même pour une troupe très manœuvrière : un déploiement sur l'oblique face à droite, sous le feu de l'artillerie ennemie, en terrain absolument découvert et coupé de canaux, la droite à 10 mètres en avant de son dernier couvert.

Ce déploiement n'aurait pas été possible pour une troupe d'instruction moyenne. Les Sénégalais l'ont fait homme par homme sous un feu effroyable d'artillerie, d'infanterie et de mitrailleuses, en subissant relativement peu de pertes. De huit heures du matin à la tombée de la nuit, le bataillon est resté sous un feu des plus violents... Pas un homme n'a bronché et la progression en avant a continué sans à-coups... Pour couvrir le flanc gauche du bataillon découvert, je dus faire faire, sous le feu, une série de mouvements à deux compagnies et à la section de mitrailleuses pour les placer en échelon vers ma gauche. Ce mouvement fut exécuté comme sur le terrain de manœuvres... Le matin, alors que, de toutes les patrouilles que j'avais poussées de l'avant, pas une n'était rentrée (elles avaient toutes été anéanties), le bataillon a repris l'offensive contre les tranchées allemandes. Il a fait de même le soir et le lendemain matin, pendant trois nuits et deux jours...

Le 9 novembre, les hommes descendent de tranchée le matin, trempés jusqu'aux os. Le soir, à 8 heures, le bataillon est reporté en avant pour faire une attaque sur le flanc de l'ennemi. Il est renforcé par trois compagnies de tirailleurs algériens mises à ma disposition. En pleine nuit, sous le brouillard glacial, il faut franchir de nouveau des canaux de 50 en 50 mètres. Je mets huit heures pour franchir 800 mètres. J'ai à ma disposition une section du génie pour couper les fils de fer allemands. Je dois faire démonter les portes et les persiennes d'une maison d'éclusiers pour franchir les canaux. Lorsqu'un

canal est franchi, on transporte les portes au suivant et ainsi de suite. A cinq heures du matin, je forme une colonne d'attaque sur cinq lignes à 150 mètres de l'ennemi : il n'a pas éventé le mouvement.

Je forme les deux premières lignes avec les Sénégalais. Les tirailleurs algériens forment des échelons demi-débordants et la réserve. Le dispositif est placé face à son objectif et les lignes sur un rang sont déclenchées à 50 mètres de distance. Ordre est donné de ne pas tirer et de ne pas pousser un cri. La consigne est fidèlement observée. Nous arrivons sur les fils de fer allemands que le génie coupe. Nous sommes accueillis par une décharge formidable qui couche la première ligne par terre. La deuxième la dépasse et entraîne les survivants. Les tirailleurs foncent dans les fils de fer. Un corps à corps terrible est livré sur la tranchée avec les chasseurs à pied allemands. Les tirailleurs sont tirés dans la tranchée par les pieds. Quelques-uns se noient dans le canal garni de fils de fer qui la précède. Quand le bataillon se replie, nous restons trois officiers, cinq sous-officiers et cent vingt hommes.

Les débris du bataillon prennent à nouveau la tranchée et, quelques jours plus tard, à la suite de nouvelles pertes, le bataillon est licencié, faute de combattants...

Je reste seul sur le front avec quatre sous-officiers.

Ainsi mourut au champ d'honneur le deuxième bataillon d'Algérie. La fin du premier, — bataillon Brochot, — revêtit une si farouche grandeur que cette tragédie *sui generis* n'a point de précédent dans l'histoire. Elle n'y peut non plus avoir de réplique. La chose advint à Dixmude. De ce nom prestigieux, M. Charles Le Goffic a fait, en quelque sorte, la propriété privée de nos fusiliers marins. A l'ombre du monument de gloire qu'il leur a dressé, l'équitable avenir voudra cependant qu'il y ait place pour leurs camarades de bataille, les Sénégalais du bataillon Brochot. Ils défendaient, le 10 novembre, entre des troupes belges à gauche et le cimetière de Dixmude à droite, des tranchées sur lesquelles vinrent foncer de furibondes attaques. Tournés aux ailes, ils virent rouler sur eux, les encerclant, la marée grise hurlante. Deux solutions : se rendre ou se faire tuer. Mais la première, n'est-ce pas? ce n'est pas à faire. J'ai rapporté jadis l'extraordinaire histoire, advenue en Mauritanie, du « trente-huitième. » Héros qui n'a pas d'autre nom et qui est à jamais anonyme. Dernier survivant de trente-sept camarades, tués avant lui pour sauver des mains de Ma-el-Aïnin, le marabout célèbre, un convoi surpris, le « trente-huitième »

mourut lui aussi sur place. Des trente-huit cadavres qu'on releva, quel était le sien ? On ne le sait, on ne pourra pas le savoir. Mais quand les renforts arrivèrent, on constata seulement que les trente-huit fusils étaient hors de service. Le dernier tirailleur tombé les avait brisés, pour que pareil trophée ne demeurât point à l'ennemi. Puis, désarmé, le héros ignoré avait attendu la balle mortelle.

Cet esprit d'abnégation, les noirs l'avaient apporté d'Afrique. Il est inséparable d'eux : ils l'ont dans le sang et c'est tradition de race. Décidés à périr, voici comment ceux de Dixmude firent leur mort. Cernés, peu à peu, la rage du combat, l'ivresse du sacrifice consenti les soulevaient au-dessus d'eux-mêmes. Une fureur sacrée, une hystérie mystique et contagieuse les posséda, libérant l'esprit de la matière. Le souffle d'Azraël passa, soudant leurs âmes en une âme collective suprahumaine. Alors, ceci advint qui passe l'imagination, qui est un prodige. Réminiscence dix fois millénaire émergée tout à coup du tréfond commun à la race, appel mystérieux du sang, on ne sait. Mais une force élémentaire, de nature, s'empara, fit bloc de ces surhommes qui vivaient déjà dans la mort. Progressivement, leurs voix qui crachaient à l'ennemi colère, haine et mépris, dans leurs cent idiomes africains s'unirent, se confondirent, en une mélopée surgie de tous leurs langages, et qui pourtant n'était d'aucun. D'un rythme puissant, lent, lentement accéléré, formidable, terrible, ce cantique de guerre et de mort inconnu, né là subitement et qui ne put être au monde que cette fois, emplit la bataille, la domina. Si étrange, si terrifiante en était la majesté sauvage qu'elle éteignit tous les fracas. Stupide, l'ennemi écoutait, contemplait. Un instant, une trêve de terreur religieuse régna, où seul montait de la terre au ciel le pæan funèbre des *morituri* noirs. Mais eux, pleins d'un délire sacré, emportés dans l'extase, ils se ruèrent, frappant et tuant, arrachant yeux et chair, du fer, des ongles et des dents. L'Allemand est toujours le Boche. Pour en finir de ces demi-dieux en furie, il amena ce qui, en Prusse, est l'*ultima ratio regis :* du canon. A cinquante mètres, la mitraille faucha la chair noire. Sous les volées, mourant pour toujours avec les morts, l'hymne unique s'affaiblit, puis se tut. Mais il a droit à d'éternels échos dans l'histoire...

*
* *

Les deux unités préparées en Algérie pour participer à un conflit européen ne furent pas toutefois les seules troupes sénégalaises engagées en 1914 sur notre front. Les mesures énergiques prises sans retard au Maroc par le général Lyautey avaient libéré du monde et permis l'envoi en Europe de forces employées dans le protectorat chérifien. Du nombre, se trouvait, notamment, le 3e bataillon du Maroc, — bataillon Frèrejean, — venu de Taza en Champagne, puis, par autobus, dans les Flandres. Mis, le 24 octobre, à la disposition du général d'Urbal, commandant la 8e armée, il y forma régiment, sous les ordres du commandant Pelletier et, après mise hors de combat de ce dernier, du commandant Frèrejean, avec les deux bataillons d'Algérie, dont il partagea le sort : comme eux, sur l'Yser, il fondit tout entier dans la bataille. Ce serait tomber dans des redites que d'en narrer le détail. Quelques autres corps venus du Maroc suivirent un peu plus tard. A tous ceux de cette origine, s'applique cette remarque du connaisseur qu'est le colonel Debieuvre, qu'ils ont « fait bonne figure. Très aguerris, on aurait pu leur reprocher (mais personne ne l'a fait) un manque de fini dans l'instruction. »

Malheureusement, on ne put s'en tenir à ces unités solides. L'impréparation d'avant-guerre portait ses fruits. A bon droit, les spécialistes des troupes noires avaient-ils, dès longtemps, redouté par avance l'emploi probable, sous le fouet des nécessités, non plus de troupes dressées, mais de « bandes de recrues » noires sur les champs de bataille européens : résultat fatal de la précipitation succédant à l'inertie.

La mobilisation eut en effet, comme au Maroc, sa répercussion en Afrique occidentale. M. Merlaud-Ponty, gouverneur général de cette patrie des troupes noires, s'efforça tout aussitôt de rattraper un temps qui n'avait pas été perdu par sa faute. Ramassant ce qu'il put trouver de forces disponibles à sa portée, au Sénégal, en Mauritanie, dans le bas Soudan, il s'en servit pour encadrer ce qui se rencontra de recrues, ouvriers sans travail, flâneurs de profession béant au soleil sur les quais de Dakar. Du tout naquit un régiment, qui s'embarqua tel quel pour la France. Il contenait, comme tout autre effectif, de l'excellent et du pire, mélange dont l'emprise spéciale de notre dis-

cipline sur les noirs eût donné avec le temps une troupe égale à d'autres. Mais, à peine arrivés à Marseille, dégrossis au camp de Carpiagne, les Sénégalais du « régiment Lavenir, » — nom de leur premier colonel qui leur resta, — étaient, sous la poussée des événements, jetés en pleine fournaise, en Champagne. La guerre se chargea d'y séparer le bon grain de l'ivraie. A une autre troupe voisine, quelque peu hésitante, le capitaine Poupart, tué glorieusement depuis, pouvait véridiquement s'écrier : « Allons! les gars! encore un effort! Tenez! Voyez les camarades noirs tenir! » Oui, mais d'autres, noirs aussi, qui débutaient là dans le métier des armes, tenaient moins bien que leurs anciens. S'enfuirent-ils? Point. Tourbillonnant seulement sous la mitraille, pelotonnés en petits paquets, ils formèrent peu à peu une masse hébétée, inerte, sourde aux commandements, incapable *d'agir* n'importe en quel sens, avance ou retraite : mentalité passive de foule. En l'état, ils étaient inutilisables. Toutefois, ce ne fut que pour un temps. Très rapidement, l'accoutumance leur vint des grosses marmites qui font, en définitive, plus de bruit que de mal et des balles qui chantent quand elles ne frappent point. La guerre leur donna ses leçons les plus profitables, celles qui se prennent au son du canon. A cette école, les progrès vont vite. Les leurs, il faut croire, étaient confirmés, puisque, le 24 octobre, mis en camions automobiles, ils étaient transportés en toute hâte près d'Arras, à la Maison-Blanche, où ils débarquaient le 25, à la chute du jour. Entre la capitale de l'Artois et les Allemands, plus rien d'autre que des tranchées vides. Dans la hâte et la nuit, pas de reconnaissance possible d'un terrain qu'il fallait, sur toute chose, occuper. Gagnant vers l'ennemi d'une parallèle à l'autre, puis en pleins champs, tant qu'on trouva place nette, on avança, un bataillon en réserve, deux en ligne. Une meule flambait à l'horizon. Sous l'hypnose de cet unique point rougeoyant, mécaniquement les hommes se resserraient, se tassant dans le rang. Soudain, un fulgurant éclair : à bonne portée, une mousquetade infernale, fusils, mitraille et mitrailleuses, dessina le zigzag de la tranchée allemande. Quand il s'éteignit, une jonchée de noirs gisait à terre : la surprise avait duré quelques secondes. A côté, quelques « jeunes, » effarés, se couchèrent. Mais la charge, commandée sur-le-champ, enleva la majeure partie des survivants, les jetant sur l'ennemi. Le flot vint, sans

force, mourir à sa tranchée, puis reflua : les Allemands étaient trop, les Sénégalais trop peu. Ils firent retraite sans panique, jusqu'à leurs lignes, et là, grossis de leurs réserves, s'arrêtèrent et, inébranlables, tinrent. Six fois dans la nuit, le régiment Lavenir, que commandait alors le colonel Mérienne-Lucas, contre-attaqua, payant son large écot de sang. Le résultat, on le connut par les gazettes allemandes. De ce ton dépité, inimitable, dont le « Boche » convient de déceptions forcées, elles reconnurent que les troupes noires étaient de « bonnes troupes, » « se battaient bien » et que jamais les leurs « n'avaient été attaquées avec autant de fureur » qu'en cette occasion. En fait, pour le moment où la garde lui en avait été confiée, le « régiment Lavenir » avait sauvé Arras.

Par quelle iniquité du sort ou des hommes, cet épisode parfaitement honorable servit-il à jeter l'anathème sur ce corps infortuné? Ne le recherchons pas. Toujours est-il que décimé et redécimé, vide d'hommes et de cadres, pour ce fait et, le froid venant, retiré du front, envoyé au Maroc se reformer, il fit route au sein d'une imméritée légende de couardise. L'avenir portera plus tard son flambeau sur cet épisode encore trop souvent exploité contre ce régiment infortuné. Un autre eût-il fait beaucoup mieux en pareille occurrence?

DANS L'ENFER DE GALLIPOLI

Je me suis étendu sur ces débuts des troupes noires avec un détail disproportionné, semble-t-il, à leurs effectifs d'alors. C'est qu'à la vérité, ces moments de leur histoire ont été d'une importance capitale. Si les initiés, nos officiers de l' « épopée africaine, » n'avaient jamais douté que leur soldat noir dûment dressé égalât tout autre en valeur *européenne*, l'opinion générale, moins avertie, l'avait, en sa grande majorité, attendu aux actes. Cette fois, le doute n'était plus permis, la vérité se faisait jour. On fit donc appel pour l'expédition des Dardanelles au fond et à l'arrière-fond des disponibilités utilisables. Hélas! ce n'était guère : quelques bataillons que le Maroc put encore rendre, quelques recrues grappillées en Afrique occidentale. Crainte de refaire sans cesse le même récit, je ne dirai rien de ce que furent dans cette morne campagne, mal conçue et plus mal conduite, les troupes noires, égales là aussi à elles-mêmes

tant qu'il y eut, dans leurs rangs, des soldats pour de bon. Je ne résiste point cependant à la tentation de citer le document suivant, lettre pathétique d'un de nos généraux spécialistes des troupes noires, alors colonel d'un régiment mixte colonial (1) et qui, comme tel, exécuta la diversion sur la rive asiatique du Bosphore :

Presqu'île de Gallipoli, le 17 mai 1915... La bourrasque terrible, grâce à laquelle nous avons pris pied de vive force sur la terre turque, a commencé le 25 avril et vient de prendre fin. Période de cauchemar, vécue dans la fatigue, l'insomnie, la chaleur le jour, un froid glacial la nuit, dans le piaulement constant des balles mauvaises, le ronflement strident des marmites, le râle des shrapnells... Ce bout de presqu'île a été un véritable enfer, un creuset diabolique dans lequel ont fondu nos beaux régiments heurtant du front des masses fanatisées, conduites par des officiers allemands excellents, précédées par des *imans*, menant le Croissant à la charge contre la Croix. Les ordres d'opérations ramassés par nous sur le corps d'officiers turcs tués, sont d'une énergie sauvage.

Le 25 avril, à 5 h. 30 du matin, nous arrivions à l'entrée des Dardanelles. A mon beau ...e colonial, l'honneur d'ouvrir le feu. Nous débarquons de vive force, à onze heures du matin... Débarquement sous une fusillade enragée et une averse d'obus de 210 dont le premier tombe juste dans une embarcation pleine et tue, broie trente-huit hommes... Mes Sénégalais ne s'affolent point, sautent dans l'eau jusqu'au cou, mettent baïonnette au canon et, en une noire marée, irrésistible, enlèvent le fort de Koum Kalé.

J'arrive avec le deuxième échelon (blanc) : même manœuvre... J'escalade [un haut talus] en trois bonds : on ne sent plus la fatigue en ce cas. La marée blanche me suit, baïonnettes hautes, et déferle sur le fort, derrière les Sénégalais, sur le village qui est sur les talons des Turcs en fuite.

J'organise la défense et prépare le débouché.

Balles, marmites à volonté. Chacun sourit. On s'habitue vite. Et la journée se passe en lutte acharnée qui redouble la nuit sous les assauts incessants de 10 000 Turcs (31e, 32e, 39e régiments, toute la division d'Erenkeui) bombardement varié, sans répit. On se bat à bout portant, derrière un mince réseau de fil de fer que j'ai pu faire établir d'urgence. A l'aurore, près de 2 500 cadavres turcs jonchent mes abords. J'ai pris des clichés qui seront effroyables. Le combat diminue d'intensité. Nous faisons 500 prisonniers terrorisés par

(1) Comprenant, selon le cas, un ou deux bataillons noirs sur trois ou quatre bataillons.

notre 75. Le soir, à huit heures, nous recevons l'ordre de rembarquer... Notre opération est une simple feinte qui nous coûte 17 officiers et 780 hommes. Un obus lourd, à neuf heures, nous tue soixante hommes, en blesse autant, volatilise mes bagages en criblant mon ordonnance de trois éclats...

L'opération délicate du repli et du rembarquement réussit à merveille. Pendant son cours, une balle me traverse le bras gauche... rien de cassé... première blessure...

Le premier mai, au soir, nous sommes campés depuis trois jours en deuxième ligne, sur un mamelon faisant suite au point de débarquement face au Nord. Devant nous, une petite plaine, celle de Morto-Bay. Au dela, d'autres hauteurs montent en pentes douces vers le haut sommet d'Achi-Baba, qui domine la région. Notre première ligne est sur ces pentes, le ...e colonial mixte à gauche. Un combat furieux, commencé le 1er à huit heures du soir en masses profondes, a crevé la ligne mince d'un bataillon sénégalais au feu depuis quinze heures. Ordre au ...e colonial d'aller à la rescousse. Nous partons en hâte.

Nous sommes au pied des hauteurs, au bas d'une falaise de trente à quarante mètres. Au haut, une fusillade enragée, des cris, des vociférations. Derrière, cinq batteries tirent à toute volée dans un flamboiement continu. Une fièvre d'enfer dans l'obscurité.

Nous grimpons la falaise. Les Turcs sont là à cinquante mètres, poussant leur charge victorieuse avec une énergie farouche. Il n'y a pas à tergiverser, ni à faire calculs ni problèmes... « Allons, mes Marsouins, en avant : A la baïonnette ! » Et mon premier bataillon (européen) part comme une trombe, avec un élan magnifique. Mes Tirailleurs sénégalais suivent avec la même vigueur. Le lieutenant-colonel Vacher, commandant le ...e mixte, luttant désespérément avec une poignée d'hommes, fait sonner la charge de son côté et nous ramenons les Turcs, non seulement jusqu'à nos tranchées perdues, mais à huit cents mètres au delà...

...La 1re division, partie de France à 14000 hommes, a perdu, en dix jours de bataille, 200 officiers et 9 000 hommes... Je suis parti de Toulon avec 54 officiers et 3 000 hommes, le 4 mars. Il reste, le 9 mai, *quatre* officiers (dont moi, deux fois blessé), et 900 hommes. Mon troisième bataillon (Sénégalais), parti à 1 000 hommes environ est à 250.

Le morceau était dur. Il l'est encore. Derrière leurs tranchées, nous retrouvons les Turcs de Plewna et de Tchataldja.

DEVANT VERDUN (1916)

Cependant que les derniers bataillons noirs instruits s'usaient au feu sans recomplètement possible, le rêve de la guerre courte s'évanouissait, sinon dans tous les esprits, du moins chez les plus clairvoyants, devant les faits. La conception nouvelle d'une guerre d'usure, à forme inédite et fin imprévisible, très probablement longue, faisait surgir des problèmes insoupçonnés, au premier rang desquels se plaçait l'angoissante question des effectifs. « Les Allemands font la guerre avec du matériel ; nous, avec des poitrines humaines ! » formule lapidaire en laquelle M. Paul Doumer, partant demander au tsar Nicolas II des divisions de secours, me résumait une situation dont beaucoup commençaient à s'inquiéter. Mais où trouver des hommes ? Les visites d'exemptés et de réformés avaient fourni, hormis ceux qu'aucune loi ne pourrait sortir d'embuscade, à peu près leur plein rendement. Éléments qui pressurés de nouveau n'arriveraient jamais à combler en nombre ni en qualité les brèches grandissantes de nos rangs. Classe pour classe, les contingents allemands connus et croissants iraient chaque année dépassant les nôtres, en constante diminution.

Nos ressources paraissaient donc toucher à leurs limites... à moins qu'un large tour d'horizon sur nos domaines fît découvrir que la France moderne est limitée au Sud, non plus par la Méditerranée, mais par le Congo et que, de son sang généreusement versé, huit lustres durant, étaient nées, aux quatre coins du monde, des Frances nouvelles. Là, cinquante millions d'apprentis-Français, sans doute, inconscients de nos deuils, mais sauvés par nous cependant de la sauvage emprise allemande, bénéficieraient, à la paix, de notre victoire. Quoi de plus juste que de les faire participer à nos sacrifices ? D'ailleurs, pourquoi, les y associant, ne pas, dans la mesure du possible, leur en expliquer la sainteté ? Ainsi, cessant de réduire notre expansion mondiale à cette question d'ordre purement économique, la funeste « mise en valeur » de notre empire, profitable à quelques potentats d'affaires bien en cour, replacerions-nous cette revanche de nos déceptions européennes sous son vrai jour, qui est sans phraséologie humanitaire, tout bonnement humain, dans la plus belle acception du mot et de notre

rôle. Équité et intérêt s'accordaient donc pour demander à nos populations exotiques l'aide dont la mère-patrie en péril ressentirait très vite le besoin : en fait, des centaines de mille hommes, solides paysans d'Asie et d'Afrique, s'agrippant côte à côte avec leur frère, le paysan de France, à sa glèbe sainte.

Cette conception coloniale peut-être inattendue n'entra point dans les vues de tous. Aux premières ouvertures que j'en fis, il me fut péremptoirement répondu : « Nous mettrons en ligne pour le printemps de 1916 huit bataillons, huit beaux bataillons sénégalais, pas un de plus!... » Huit ? Pourquoi huit? Ce chiffre arbitraire, de hasard, mesurait-il la capacité de notre réservoir noir ou les limites de nos facultés d'absorption? Le moment paraissait mal choisi pour une expérience de malthusianisme militaire.

Deux députés jeunes, pleins de la fièvre d'énergie que leur valait la pratique de la guerre vécue dans la troupe, y parèrent. L'un d'eux, M. Pierre Masse, y avait conquis sa croix de guerre et ses galons de capitaine, il fut, plus tard, sous-secrétaire d'État à la Justice militaire; l'autre, le regretté Maurice Bernard, tué depuis en avion, faisait la campagne comme lieutenant de chasseurs à pied. De vues échangées résulta une proposition de loi, déposée le 16 septembre 1916, par MM. Pierre Masse, Maurice Bernard et Maurice Ajam. Prévoyant la création d'une armée indigène tirée de toutes nos colonies, hormis l'Afrique du Nord, elle y instituait en fait, par des moyens appropriés, un système de mobilisation inédit, capable de provoquer et d'absorber la contribution humaine maxima de nos possessions à la défense nationale. A ces projets, adhérèrent sans retard, publiquement et même avec éclat, les plus illustres de nos grands soldats coloniaux, créateurs de notre empire d'outre-mer, les généraux Archinard, Gallieni, alors gouverneur de Paris, et Pennequin, enfin des écrivains convaincus qui s'étaient renseignés *de visu*, en tête desquels il faut placer M. Paul Adam. Au cours d'un long entretien seul à seul, ménagé dans une maison amie, avec M. Briand, je pus, en outre et tout à loisir, lui exposer les conséquences fécondes de travaux dont, pendant la paix, le général Mangin l'avait d'ailleurs tenu au courant. Le Président du Conseil ne cacha point l'intérêt considérable qu'il attachait à la question : elle était assurée de trouver en lui, personnellement et comme chef du gou-

vernement, un ferme appui. Si jamais affaire se présenta sous de favorables chances d'aboutir, c'était bien celle-ci, semblait-il. Or, il n'en fut rien. Ce n'est ni le lieu, ni le moment de révéler comment des influences politico-financières, plus aveugles encore sur leurs vrais intérêts que sur ceux du pays, mais toutes-puissantes dans certains milieux coloniaux, la firent échouer. La « loi Masse » qui, votée, nous eût valu au bon moment un écrasant et peut-être décisif surcroît de forces, succomba sous leurs coups. Rapportée par M. Maurice Bernard, le 12 novembre 1915, devant la Commission de l'armée, qui l'adoptait à l'unanimité, sa carrière, sans cause apparente, s'arrêta brusquement à cet éphémère triomphe. Ne nous demandons pas pourquoi...

Entre Chambre et Sénat, elle disparut. Concassée en fragments d'où, soigneusement, toute conception générale était bannie, elle servit, grâce à l'appui de M. Clemenceau, président de la Commission sénatoriale de l'armée et à l'énergie de M. Henri Bérenger, rapporteur de cette assemblée, à fabriquer une série de décrets, spéciaux à chaque Colonie. Celui qui, pratiquement, eut charge de fournir à nos troupes noires d'Europe, est du 9 octobre 1915. Des confidences officieuses faites à la presse, notamment au *Temps*, il ressortait tout de suite que la caractéristique de l'effort auquel la menace de la loi Masse avait contraint de consentir, serait, pour l'Afrique noire, une limitation voulue du recrutement fixé à 50 000 hommes. C'était toujours mieux que les « huit beaux bataillons » d'antan. Mais, levé à la hâte, par des méthodes qui s'en ressentaient, ce contingent dut être dépaysé immédiatement. Il tombait en France au cours d'un hiver, rude même sur la Côte d'Azur, poudrée de frimas cette année là, et s'installa dans des cantonnements insuffisants et de fortune. Même en ces conditions spécialement défavorables, il put, dans les quelques mois qui précédèrent la campagne d'été, en 1916, s'amalgamer avec ce qui restait de vieux tirailleurs et donner un nombre important d'unités : combattantes ou de *marche ;* dites d'*étapes*, au contraire, quand, formées de recrues trop novices, elles n'étaient utilisables qu'à l'arrière et au besoin comme « réservoir » d'effectifs.

*
* *

Une douzaine de bataillons purent prendre une part non pas

seulement active, mais glorieuse, aux opérations, constamment réalimentés par les corps de seconde ligne. A l'époque, la presse rapporta avec force détails les exploits des Sénégalais, à Barleux, à la Maisonnette, devant Péronne, lors de l'offensive du général Fayolle sur la Somme, et devant Verdun, notamment à Douaumont, au cours des opérations que menait le général Mangin. J'ai sous les yeux de curieux rapports de fin de campagne d'où ressortent avec une singulière netteté le fort et le faible des jeunes troupes que nous avions un peu hâtivement engagées, capables, néanmoins, d'un rude travail.

Dans l'attaque du 24 octobre, y lisons-nous, les troupes noires mises à la disposition du groupement D. E. (groupement Mangin) se composaient des 43e et 36e bataillons de tirailleurs sénégalais à quatre compagnies chacun et de deux compagnies de Somalis (2e et 4e) du 1er bataillon de tirailleurs somalis.

L'un de ces bataillons, le 36e, avait été engagé le 4 septembre dans l'attaque des Carrières (1 200 mètres au Nord de Souville).

Le bataillon... avait disposé trois compagnies pour l'attaque. Une compagnie en soutien aux Carrières était chargée en outre de défendre les Carrières elles-mêmes. A sept heures, l'attaque s'est déclenchée. Les tirailleurs sont sortis des trous d'obus et ont marché exactement comme ils le faisaient à l'exercice. Mais la débandade a commencé dès que les premiers Boches affolés s'enfuyaient vers les Carrières. Plusieurs tirailleurs furent atteints par le feu de leurs camarades. Des scènes analogues continuèrent pendant toute la durée de l'assaut. Aucun prisonnier ne fut ramené a l'arrière et ils auraient pu être très nombreux.

Le tir de barrage terrible d'artillerie et le feu des mitrailleuses furent évidemment une des causes essentielles du repli des tirailleurs. Il y en eut cependant une autre : les Boches avaient fui devant eux. Ils avaient « gagné la bataille. Moi y a partir repos. » Voilà ce que répondaient beaucoup d'entre eux quand on les obligeait à s'arrêter aux Carrières. Certains groupes ont été vus autour de trous d'obus où se trouvaient plusieurs tués allemands, se faisant à eux-mêmes des commandements d'escrime à la baïonnette qu'ils exécutaient sous le feu; c'était la danse de guerre après la victoire. D'autres lançaient des grenades dans des trous et se penchaient sur le bord pour voir l'effet de l'éclatement.

Il est évident qu'avec de vieux tirailleurs connaissant mieux le français, mieux instruits, ces faits ne se seraient pas produits et beaucoup de pertes auraient été évitées.

Une autre lacune de leur instruction était qu'ils n'avaient jamais

vu de mitrailleuses et qu'ils n'avaient pas assez lancé de grenades. Beaucoup se sont blessés eux-mêmes avec ces engins (rapport du commandant G.).

Le document précédent n'est pas dépourvu de pittoresque. Il démontre, en tout cas, le degré d'inexpérience et la jeunesse d'une troupe menée en cet état, dans la bagarre terrible de Douaumont et y ayant telle attitude qu'on voudra, hormis la fuite.

Quelques précisions encore.

Au 24 octobre (1916), dit un autre rapport, l'instruction [du ...e bataillon] n'avait pu être très améliorée. Il ne savait encore se servir ni de mitrailleuses, ni de fusils-mitrailleuses, ni de grenades...

Ces troupes étaient des troupes de dépôt et avaient été employées comme travailleurs dans le secteur du groupement jusqu'au début d'octobre. Dans ces conditions, il n'était point prudent de les engager en première ligne.. Aussi le commandement résolut-il de les mettre en deuxième ligne. C'est donc dans cette situation que les bataillons furent engagés le 24 octobre..

Au moment de l'attaque, les compagnies sénégalaises sont sorties des parallèles de départ sans hésitation, avec beaucoup d'entrain et de courage, à l'admiration de tous les chefs qui les ont commandées. L'une d'entre elles, même, la compagnie D., s'est lancée à l'assaut en première ligne dans des conditions particulièrement difficiles. Le signal de l'attaque venait d'être donné, le 4e bataillon du régiment d'infanterie coloniale du Maroc (1) auquel était rattachée la compagnie D. sortait de la parallèle, lorsqu'il fut assailli par des feux très violents de mousqueterie et de mitrailleuses. Un instant d'hésitation se produit dans la ligne. Le commandant M. et les officiers des compagnies poussent les hommes en avant, aidés de quelques gradés et hommes de troupes magnifiques de courage. Les deux compagnies de tête du bataillon se reportent en avant. Mais un trou s'est produit dans la ligne : un groupe ennemi s'est glissé à la faveur du brouillard dans le centre du bataillon. La compagnie sénégalaise D. n'hésite pas. Elle se précipite en avant, attaquant ainsi en première ligne. Grâce à sa courageuse intervention, la résistance allemande est brisée après un corps à corps acharné.

Ce magnifique élan des Sénégalais ne devait pas se ralentir pendant la progression. Partout, ils font preuve de beaucoup d'allant et

(1) Le régiment qui, de toute l'armée française, compte le plus grand nombre de citations.

d'impétuosité dans le choc, même contre les mitrailleuses en action. C'est ainsi qu'au moment où le centre de la ligne d'attaque de la ...e division, quittant le ravin du Bazil, son premier objectif, arrivait sur le versant ouest de la Fausse-Côte, toute la ligne accueillie par des feux de mitrailleuses, stoppa. Devant l'intensité du feu, les hommes de la première ligne se couchent dans les trous d'obus et la fusillade s'engage. Les 1re et 3e compagnies de tirailleurs sénégalais, placées en deuxième ligne, *continuent à progresser*. Elles arrivent à hauteur de la première vague d'assaut, la franchissent dans une ruée superbe et se précipitent sur les mitrailleuses allemandes qu'elles enlèvent. Entraînée par le magnifique élan des Sénégalais, toute la ligne se relève, les Allemands jettent leurs armes et se rendent. Toute la position allemande est enlevée...

Les unités indigènes coloniales qui ont pris part à l'attaque de Douaumont, conclut le rapport général, étaient composées de recrues non instruites... Des cadres manquaient en général d'expérience et peu de gradés avaient vu le feu. Beaucoup venaient de la cavalerie et n'avaient des indigènes qu'une pratique toute récente. En outre, ces bataillons n'avaient pas de mitrailleurs et leurs tirailleurs étaient peu familiarisés avec le fusil-mitrailleur et l'obusier V. B. (1). On ne pouvait donc songer à laisser groupés les bataillons... et chaque compagnie indigène formait la quatrième compagnie d'un bataillon européen. Ces compagnies furent, en général, placées en seconde ligne. Mais, après avoir atteint le premier objectif, *la seconde ligne passa la première*, puis la dépassa et marcha sur l'objectif définitif. Ces compagnies indigènes se trouvaient ainsi en première ligne, après avoir exécuté sous le feu une manœuvre assez délicate.

L'expérience du 24 octobre s'est donc déroulée sur une très vaste échelle et nous avons, sur la conduite des Sénégalais et des Somalis, l'opinion d'un grand nombre d'officiers supérieurs qui les ont commandés directement au feu. Elle est unanime et parfaitement concluante et nous savons que des bataillons sénégalais, peu instruits, composés de jeunes recrues et encadrés médiocrement, peuvent être amalgamés avec de bonnes troupes européennes, que ces troupes soient métropolitaines ou coloniales (et cette dernière circonstance élargit singulièrement leur possibilité d'emploi). Ainsi utilisées, les unités indigènes de nos colonies donnent des résultats supérieurs à ceux qu'on pouvait attendre. Elles introduisent dans les régiments européens une émulation de bon aloi. Elles y apportent leur fougueuse ardeur au combat corps à corps. Elles y prennent rapidement les qualités manœuvrières qui leur manquent au début.

(1) Ou tromblon V. B. Engin qui se monte à l'extrémité d'un fusil Lebel et que le départ d'une cartouche met en action.

Il est possible d'envisager leur groupement par bataillon après leur accoutumance aux effets de l'artillerie moderne, — accoutumance indispensable à toute troupe quelle que soit son origine, — et après confirmation de leurs qualités de manœuvre. Mais, pour pouvoir s'alimenter en spécialités de toute nature, les bataillons sénégalais ont besoin d'un réservoir européen. Non qu'il soit impossible aux noirs de devenir mitrailleurs, téléphonistes, etc..., mais parce que nous devons improviser une organisation inexistante et que le temps nous manque pour former un nombre suffisant de spécialistes. Le bataillon sénégalais devra donc faire partie d'un régiment européen.

Nous arriverons ainsi à corser nos effectifs en donnant un bataillon sénégalais à chacun des régiments d'infanterie de certaines divisions auxquelles un rôle spécialement offensif aura été réservé. Il y a d'ailleurs intérêt à laisser à ces bataillons leur effectif de campagne de 250 hommes et une section hors rang très étoffée en spécialités.

Les douze ou treize millions d'habitants que compte l'Afrique occidentale française peuvent certainement nous donner 200 000 soldats en moins d'un an. Ce sont là des ressources précieuses, dont nous avons l'utilisation certaine et qu'il est impossible de négliger.

J'arrête là ces citations. Elles sont suffisamment probantes pour démontrer avec éclat la valeur de forces que nous avons mis bien longtemps à découvrir. Au demeurant, c'est un assez beau rêve pour des paysans du Niger, venus six mois plus tôt au bureau de recrutement, que d'avoir pu, fût-ce un instant, servir d'entraîneurs à nos poilus de Verdun...

LES NOIRS ET L'OFFENSIVE DU 16 AVRIL 1917

Notre Afrique noire est une terre immense et sans chemins.

Les milliers de kilomètres s'y franchissent, pour la plus grande partie à pied, des contrées riches d'hommes aux artères fluviales ou ferrées, rares encore, qui mènent aux ports d'embarquement pour l'Europe.

Le plein effet des mesures de recrutement décidées à la fin de 1915 et mal conduites, je l'ai dit, ne se fit donc sentir dans son résultat pratique, l'entrée en ligne d'un nombre important de bataillons, qu'au cours de 1917. La préparation s'effectua comme l'hiver précédent, sur notre côte d'Azur, à l'entour de Fréjus, en Algérie-Tunisie et, initiative moins heureuse, au camp trop froid et trop humide du Courneau, non loin de Bor-

deaux. Cette installation improvisée d'un effectif relativement considérable, — un peu plus de 50 000 hommes, — n'alla point sans quelques difficultés.

La matière recrutable noire est ce qu'elle est. Elle a ses qualités, sobriété, rusticité, insouciance, mais aussi ses défauts et ses sensibilités : nosologie particulière, propension à certaines affections et non à d'autres, notamment à celles des voies respiratoires quand l'acclimatement est brusqué. Bref, la troupe noire est, physiquement, plus solide à divers égards, moins à d'autres, que la troupe blanche : elle en est différente. Un tel état de fait impose des données inéluctables à son dressage et à ses conditions d'instruction. Les négliger serait la coucher sur un lit de Procuste.

Créer de véritables villes noires de plusieurs milliers d'habitants en quelques mois et dans l'état de guerre de notre main-d'œuvre ne fut pas une minime affaire. La direction des troupes coloniales du Ministère de la Guerre s'y mit de tout cœur et réussit à résoudre à temps et suffisamment le problème : le pays lui en doit une assez belle reconnaissance. Sans doute, ne put-elle réparer parfaitement le temps antérieurement perdu et quelques lacunes en résultèrent-elles dans l'instruction de certaines unités sénégalaises. Mais, elle n'en livra pas moins cependant aux armées d'opération, à la fin de mars 1917 vingt-six bataillons noirs, — 30 000 hommes environ, — dont certains, notamment les six qui composaient les 57e et 58e régiments d'infanterie coloniale (colonels Jacobi et Debieuvre), forts chacun de plus de 3 500 hommes, n'avaient peut-être pas leurs égaux, à l'époque, dans toute la masse de manœuvre constituée pour la campagne de printemps.

L'offensive du 16 avril, a soulevé naguère et soulève aujourd'hui trop de polémiques pour qu'un profane s'avise d'y toucher. Je crois cependant pouvoir, sans en provoquer de nouvelles, et en me plaçant à un point de vue purement objectif, affirmer que le général Nivelle se proposait comme but la destruction de cette absurdité stratégique, le front, où, enlizés depuis trois ans, nous subissions, au prix de pertes considérables, la volonté envahissante de l'ennemi et l'obnubilation de toutes nos qualités offensives de race guerrière dans l'espace et le temps. Cette fin supposait naturellement des moyens appropriés de grande envergure, tout à fait confor-

mes au grand principe de bon sens napoléonien : attaquer partout et voir venir. L'exécution de cette manœuvre gigantesque, menée par les Anglais et nous d'Arras à l'Argonne, mettait en œuvre plusieurs armées. Celle à laquelle revenait le rôle principal, la VIe, massée de Soissons à l'Ouest de Reims, et comprenant tout près d'un demi-million d'hommes, était confiée au général Mangin. Elle devait emporter d'assaut le formidable bastion, dit « Chemin des Dames, » machiné comme un théâtre, d'où, enterrée depuis 1914 dans les creutes de l'Aisne, l'armée allemande avait fait, à longue distance, échec à nos poussées en Champagne et sur la Somme et virtuellement menaçait nos communications vers l'Est et Paris : la preuve douloureuse devait en être administrée en mai 1918.

Le choc était escompté formidable et nécessitait des troupes supérieurement mordantes.

... A Fismes, dans un vaste jardin aux fraîches pelouses sous de grands arbres, une jolie habitation Louis XIII, moitié villa, moitié château, un grand cabinet clair, aux murs couverts de cartes. C'était alors le Quartier Général du général Mangin. J'ai eu le rare honneur d'y entendre, le 10 avril, développer le plan probable de la bataille et les dernières instructions qu'il y exposait à ses généraux : un assaut brutal, irrésistible, sitôt le pilonnage achevé. Après quoi, vers Laon, vers Saint-Quentin la place libre, l'espace reconquis et la poursuite aux talons de l'ennemi en déroute. A l'effort premier, de rupture, la force noire était spécialement prédestinée. L'aveugle ruée du Sénégalais dans le feu sur le fer tendu, c'est militairement sa raison d'être. Trois corps d'armée : le 1er colonial, en crochet offensif au nord, à l'Est de Soissons, le 6e et le 2e colonial jusqu'au plateau de Craonne, face au Chemin des Dames, formaient la ligne d'attaque.

Ces grandes unités se partageaient inégalement les bataillons noirs, deux seulement, les 27e et 29e, affectés au 6e corps et y formant, avec des chasseurs à pied, l'infanterie de la 127e division.

Une fatalité semble vraiment avoir pesé sur cette bataille. Une paradoxale prolongation de l'hiver éternisait sur la campagne des bises aigres et des tempêtes de neige. Revenant du Midi, où les premiers rayons du soleil printanier les réchauffaient déjà, les noirs s'enlizaient au front, dans cette boue

liquide spéciale aux tranchées, « la flotte », que les flocons fondants maintenaient à une température voisine du gel. La veillée des armées, en ses dernières heures, fut cruelle aux pauvres diables d'Africains, immobiles et transis dans leurs parallèles de départ.

L'assaut leur fut une délivrance. A l'aube, leurs vagues bondirent d'un élan qui creva, comme une balle un cercle de papier, la première ligne allemande : affaire de quelques quarts d'heure. De cinq à sept kilomètres, à travers un réseau de défenses dont l'aspect résumé au plan directeur confond, étaient franchis. Des chefs allemands filaient en débandade... On sait que le flot français noir et blanc, alors vainqueur, se trouva subitement arrêté. A dix heures, il était figé par ordre devant la deuxième ligne allemande, hérissée de mitrailleuses, de creutes machinées, de trous d'obus organisés. Cet arrêt fut fatal aux noirs. Ils passèrent journée et nuit dans l'immobilité de cachettes, bouts de tranchées, abris de fortune sous un vent glacial qui rasait le plateau. Dans leurs « godillots » détrempés, racornis, chaussure inhabituelle, qu'une absurde manie d'uniformité administrative avait tenacement imposée, leurs pieds gigantesques, resserrés, gelèrent faute de circulation du sang. A la relève du 2e corps colonial, le 18, des milliers de Sénégalais ne purent suivre. Telle fut l'étendue du mal, que des bataillons entiers se trouvèrent passagèrement désorganisés. Pour comble d'infortune, évacués les premiers, parce que les premiers en ligne, les noirs furent égaillés par les transports sanitaires sur tout l'arrière du front, de Berck-sur-mer à Neuchâteau en Lorraine. La gelure, grâce à la saison, fut heureusement superficielle et les cas graves, très rares. Le remède eût pu se donner moins loin, en quelques jours, à portée des unités. La dispersion des Sénégalais était à peu près inutile. Quand, guéris, ils rejoignirent leurs corps, le général Mangin ne commandait plus son armée. En outre, les projets d'offensive à grande envergure étaient officiellement abandonnés.

Partant, plus de raison pour maintenir cette masse de choc sous la main du plus capable de s'en servir. A la fin de mai 1917, les bataillons noirs étaient disséminés et répartis sur tout le front. Des divisions qui les reçurent, certaines s'en trouvèrent fort empêchées. On s'y étonna même de leur voir des fusils : peu connus de leurs nouveaux chefs, ils furent d'abord employés

comme unités de travailleurs. Progressivement, de tâches obscures, réparations de routes, escortes de prisonniers, d'aucuns, appréciés à l'usage, regagnèrent le rang de troisièmes bataillons, de quatrièmes compagnies dans des formations anémiées tenant des secteurs tranquilles. Ceux qui, par chance, se trouvèrent accolés à des troupes coloniales blanches ne sortaient pas de leur milieu. Honorablement parmi elles, ils participèrent, notamment autour de Verdun, aux rares opérations de de cette campagne sacrifiée. En fait, cette lugubre année 1917, si riche de promesses, faillit aux troupes noires comme au reste.

LES SÉNÉGALAIS EN 1918

Retirés du front aux abords de l'hiver, complétés à l'aide de recrues tard venues, d'hommes pris aux unités dites d'étapes, les bataillons sénégalais du recrutement 1915-1916 allèrent se reformer dans les camps du Midi, cette fois supérieurement organisés, et dirigés par un des généraux coloniaux, qui, pour s'être servis magnifiquement des noirs sur les champs de bataille, les connaissent le mieux. Des mains de ce soldat énergique sortirent les belles formations dont les Allemands ont pu, au printemps de 1918, éprouver la solidité. Composées d'hommes comptant presque tous au moins deux ans de services, elles réalisaient un outil de guerre propre à toutes les besognes : les faits, une fois encore, l'ont prouvé.

Croirait-on cependant, malgré le passé, que certaines préventions subsistaient encore contre nos noirs à l'heure même de s'en servir? Un général colonial illustre en recueillait, non sans étonnement, les échos fort exactement deux jours avant l'attaque allemande du Chemin des Dames : « Les Sénégalais, lui affirmait-on, redoutent l'artillerie!... » Certes, comme tout le monde, mais pas davantage. A cette affirmation, passée pour quelques-uns en dogme au-dessus de tout examen, les noirs devaient d'être placés en secteur calme, le 27 mai dernier : à Reims. Or, s'en emparer, entrait dans le plan des surprises allemandes.

Entre la cité martyre et Soissons, piliers antiques des portes de Paris, le flot germain s'étranglait au passage. Nos troupes de première ligne soutenaient une lutte inégale quand les Séné-

galais, alertés, survinrent. Le soldat allemand redoute son adversaire noir, plus grand, plus fort, plus agile que lui, fougueux et friand de la lame, du combat d'homme à homme et qui lui rend sans scrupules, généreusement, coup pour coup, s'arrangeant d'ailleurs le plus possible pour frapper le premier : révélations que nous devons aux feuilles allemandes, à leurs criailleries à forme humanitaire contre l'emploi des troupes noires et aussi aux correspondances saisies. Le contact repris en 1918, à Reims, avec ces bataillons tout neufs, frais éclos d'un repos de six mois, entraînés à point, fut, aux assaillants, une désagréable surprise. Ils n'insistèrent pas : leur coup était manqué. Ils comptaient revenir en nombre à la charge. L'agence Wolff voulut bien expliquer au monde que « les Français renonçaient à garder Reims, où ils ne maintenaient que des nègres et des coloniaux. » Avis prémonitoire de la seconde attaque, déclenchée le 12 juin, à l'Est de la ville. Un furieux assaut en donnait à l'ennemi une des clés, le fort de la Pompelle, où, fiévreusement, il commença de s'organiser. Mais cette fois encore, il avait compté sans son hôte : une ruée sénégalaise, lancée à corps perdu, l'en chassait, si violente et meurtrière qu'elle coupa court à tout retour offensif.

Les rodomontades des sans-fils rendaient l'échec cuisant. Pour en atténuer le dépit, force était d'en passer par une attaque sérieuse. Le 18 juin, le Kronprinz donnait l'ordre d'en finir coûte que coûte. L'affaire, montée sans regarder aux moyens, prenait cette fois, de l'envergure. Sur vingt-cinq kilomètres d'Ouest en Est, de Vrigny à La Pompelle, trois divisions de première ligne assaillirent le pourtour circulaire de nos défenses visant, au centre, la cité, que tenait une de nos divisions métropolitaines encastrée, à sa gauche, d'Ornes à Vrigny, à sa droite, de Sillery à la Pompelle, entre deux divisions coloniales. Violente et coutumière préparation par obus asphyxiants, contrebattue supérieurement par nos batteries frappant au plein de masses ennemies impatientes de l'assaut libérateur. Son insuccès toutefois fut magistral. Tout l'effort allemand se rompit sur nos avancées sans même entamer nos premières lignes. En un seul point, au Nord de Sillery, l'ennemi s'infiltra quelque peu sous bois. Succès éphémère. Découvert, pris à partie par une foudroyante contre-attaque sénégalaise, il détala sans demander revanche. C'était, une fois de plus, Reims sauvée, et, rivaux

des poilus et marsouins, leurs modèles, les noirs y avaient pris leur large part : « Nous luttions, écrivait un officier allemand, fait prisonnier quelques jours plus tard, contre ces soldats nègres qui tiennent comme des murs, attendent les nôtres à cinq mètres et se jettent dessus. »

La surprise du Chemin des Dames amena, comme on sait, les Allemands en quatre jours de l'Ailette à la Marne. La trombe envahissante balaya les campagnes en plein labeur. Terrorisées, les populations s'étaient enfuies : cortèges d'épouvante marchant droit au Sud, vers les ponts. Sur la route de Château-Thierry, une interminable colonne de fugitifs. Derrière elle, des débris effrités de nos régiments décimés, débordés, petits groupes allant sans débandade, l'arme à la bretelle, au fil des routes, comme tout le monde. Suivant, mais ne poursuivant pas, à faible distance, sans s'arrêter ni se hâter, poussant devant elles les vaincus, arrivaient les avant-gardes allemandes. En ville, un spectacle de folie collective : dans les rues, sur les ponts, une foule sans guides, sans chefs, tourbillonnait, piétinant sans avancer, appelant au secours les soldats, les submergeant dans ses remous, paralysant soi-même sa défense. Mer humaine où l'ennemi, tirant à mitraille des hauteurs au Nord de la ville, sema la panique et la mort. Dans ce tumulte, fendant la foule, voici qu'un homme arrive : général qu'une légendaire traversée de l'Afrique a jadis illustré. Son énergie, sa bravoure sont célèbres. Il se jette au-devant des groupes de soldats, les accroche, les harangue : « Vous savez qui je suis, leur crie-t-il, montrant ses étoiles, la plaque de grand-officier qui scintille sur sa poitrine. Pour vous, pour ces gens, pour la France, mes enfants, arrêtez-vous ; demi-tour et tenez! Il le faut! J'amène du secours : ma division me suit!... » Peine perdue. En vain, les hommes tentent de se rassembler. Aveugle, la foule tourne sur elle-même, passe en torrent, entraînant les soldats dans ses flots. Or, la division, hélas! était loin. Elle roulait en automobiles, encore à des lieues en arrière et le général n'avait avec lui, en avant-garde, que trois bataillons dont un de noirs. N'importe! Avec cela, il barrera la route. La petite troupe bouscule la cohue, remonte le courant. En pointe extrême, dans les fières ruines du château, il installe ses Sénégalais. Consigne : n'en pas bouger, défendre la place sans recul, jusqu'au sacrifice. Elle fut tenue. Le flot alle-

mand battit vainement les vieilles murailles, laissant quelque répit à la ville où l'évacuation put s'organiser. La rage des assaillants s'épuisait à la ténacité des noirs. Contre cette poignée d'hommes il fallut des renforts. Sans plus de résultats. Une division entière s'y brisa. Entre temps, les nôtres arrivaient et quand le ...e bataillon sénégalais reçut son ordre de relève, il sortit en bel ordre, emmenant ses morts et ses blessés, à la barbe des Allemands stupéfaits du nombre de leurs adversaires.

En de rares allusions, ces prouesses ont transpiré dans le public : les Sénégalais souvent à la peine, ne sont pas toujours à l'honneur. Ils n'ont guère jusqu'ici bénéficié des renseignements « de source autorisée » abondamment fournis sur d'autres corps. En revanche, il fut dit et l'on a laissé, sur leur compte, s'accréditer une légende. Les troupes noires auraient, les 11 et 12 juin, à Courcelles et sur le plateau de Méry, défoncé l'armée von Hutier, sauvé Compiègne et la route de Paris. *Amicus Plato, sed magis amica veritas.* La vérité m'oblige à dire qu'en ces glorieuses journées, nos Sénégalais n'étaient représentés que par un seul des leurs : le fidèle et dévoué Baba Koulibaly, ordonnance du général Mangin.

LA QUESTION DE LA FORCE NOIRE

La douloureuse année 1917, néfaste à tant d'égards, encombrée de querelles politiques, ne fut pas favorable aux questions militaires. La mode était de les envisager d'un point de vue pacifique, voire pacifiste. Les remous de ces ondes asphyxiantes avaient submergé pour un temps les velléités de recrutement noir. Il fut implicitement admis que plus une recrue ne serait demandée à notre Nigritie peuplée de quelque trente millions d'âmes, dont, tant manœuvres que soldats, cent mille à peine avaient été amenés en Europe. En revanche, des intérêts à façade économique, peut-être pas tous publics, s'accommodaient fort bien d'une intensification imposée à l'exportation des fournitures de guerre, dont la liste est évidemment élastique. Conception naïve ou tyrannique au choix, tout à fait dans la norme d'ailleurs de nos conceptions coloniales surannées.

L'avènement du cabinet Clemenceau remit les choses en place. Aux commissions sénatoriales de l'Armée et des Affaires

extérieures, qu'il avait présidées, notre actuel Premier avait vu s'amasser sur nous le formidable orage auquel la trahison russe allait nous obliger à faire tête. Toujours préoccupante, la question des effectifs devenait, du coup, la plus lourde de ses responsabilités. Notre heure était venue, comme disait M. Lloyd George, « de carrer les épaules et de serrer les dents, » appelant à l'aide toutes nos ressources.

Nombre de personnalités politiques, comme on sait, n'avaient pas souscrit aux sanctions prises, en mai 1917, contre le général Mangin, auquel on ne pouvait « reprocher, écrivait M. Clemenceau à un personnage important dans l'État, que d'être un soldat. » Appréciation garante d'une estime sur laquelle les récriminations d'un certain parti à la Chambre dispensent de secret. Un des premiers soins du nouveau Président du Conseil, en prenant la conduite des affaires, fut de faire procéder à l'examen de notre recrutement colonial. Les résultats de cette enquête conduisirent à l'établissement d'un programme nouveau d'action. Il en sortit huit décrets datés du 14 janvier 1918, lourds d'une nouvelle moisson de baïonnettes africaines. Le 8 février suivant, le *Bayerischer Kurier*, feuille officieuse répandue dans l'Allemagne du Sud, en exprimait son déplaisir, s'en émouvant au nom, bien entendu, « du droit et de l'humanité, » intéressés, paraît-il, à ne pas laisser battre les sauvages à peau blanche, destructeurs de Louvain et de Reims, par d'honnêtes paysans venus des bords du Niger, mais noirs.

La place manque ici à l'examen des mesures d'exécution prises par l'Administration des Colonies. Toutes témoignent d'une grande bonne volonté. D'aucunes, de quelque candeur. Peu de médaillés militaires soudanais, par exemple, échangeront, espérons-le, après la campagne, contre la qualité, sans emploi dans leurs brousses natales, de citoyen français, la renonciation à leur millénaire statut personnel, qui est hiérarchie familiale solide et polygamie propice à multiplier les fils à leur foyer. Ils feraient marché de dupes. L'heure n'est point venue de toucher aux sources de peuplement, en ces pays où, de par la traite européenne d'antan, les conquérants noirs et la nature demesurée encore invaincue, les morts sont allés si vite! Toutefois, des dispositions prises, l'une, toute nouvelle, foncièrement libérale, fut, elle seule, plus efficace que toutes les autres réunies. Les opérations de recrutement avaient, en

effet, été remises à une mission spéciale, dirigée par un Commissaire de la République, choisi dans le Parlement, M. Blaise Diagne. Esprit délié, supérieurement intelligent, ce Sénégalais disert, voire éloquent, a longuement vécu en France. De l'immense Afrique Occidentale, il ne connaissait guère que le vestibule, le Bas-Sénégal. Mais M. Diagne, étant noir lui-même, jouissait sur tous les fonctionnaires possibles européens d'un avantage inégalable. Il le comprit fort bien et, multipliant sa force, il composa sa mission de ses frères de race : jeunes gens appartenant aux premières familles de notre Afrique Occidentale, anciens élèves de nos lycées, engagés simples tirailleurs à la mobilisation, aujourd'hui officiers à la pointe de l'épée, chevronnés, cités, légionnaires, tel le prince Aïd-el-Kader Mademba, délicat poète à ses heures, et ses frères, fils du vieux roi de Sansanding, Mademba, notre fidèle ami de six lustres. Faisant prêcher la croisade de recrutement par de tels apôtres, fort habilement, M. Diagne la *nationalisait* dans la race, qu'il associait à l'œuvre de libération commune. L'effort demandé cessait d'être un inintelligible impôt du sang, à fins lointaines, hors de vues, exigé par menaces et souverainement impopulaire. C'était le consentement obtenu de la masse du peuple qui là, comme partout, plus que partout même, en l'absence d'État fort, seul existe, mais qu'il faut savoir entraîner : retour par d'autres voies du recrutement volontaire, si facile à provoquer et éduquer depuis dix ans, pour l'acheminement au système régulier des classes.

Il est possible aujourd'hui de révéler, pour la confusion de certains augures, les effectifs recrutés avec certitude de les voir s'accroître : 73 000 hommes en quatre mois. Ils avaient dépassé toutes les prévisions que M. Angoulvant, le distingué Gouverneur général de nos Afriques noires, se croyait fondé à concevoir. Forçant eux-mêmes les barrages, ils amenèrent même un instant à envisager l'absorption régulière, par organes permanents, de nos disponibilités noires africaines, arrachées jusqu'alors sans méthode et par à-coups. Ces débuts auraient ménagé par la suite aux Allemands de pénibles surprises, conditionnant, dans une certaine mesure, les éventualités militaires que 1919 nous a épargnées ; à nos poilus, d'âge rassis, il eût pu être bon alors, pour les longues étapes de victoire, d'assurer de jeunes compagnons.

*
* *

Ainsi, évoluant hors de ses prémisses, la question des troupes noires s'est développée, pour ainsi dire de force, sous la poussée des événements : péniblement, la fonction aura créé l'organe. Là aussi, la conception de la guerre totale a mis du temps à se faire jour : trois ans d'une lutte vitale, féroce, le fer allemand sur notre poitrine. Retard qui n'a pas permis la formation de l'armée noire en divisions de choc qu'avait rêvée son auteur. Mais, au moins, la force noire intercalant aux heures des luttes suprêmes et des derniers assauts des hommes parmi les nôtres, a pu prendre sa part méritée de la plus noble tâche : le salut de la plus belle patrie par les plus beaux soldats. C'est par la porte de la victoire que ces nouveaux fils de la France seront entrés dans sa maison, lui rendant au centuple son sang répandu pour leur libération.

De l'expérience menée à bonne fin et acquise aujourd'hui, reste à tirer cette conclusion pratique : la guerre a révélé un facteur nouveau de puissance française : la Force Noire, dont la valeur générale, tant européenne que coloniale, éprouvée maintenant, ne peut plus être mise en doute. Il doit donc être exploité au même titre que nos autres éléments de puissance. Parce qu'il en est un d'abord. Par simple raison d'équité ensuite. Inconsciemment sans doute, très réellement cependant, nos populations noires ont participé aux bénéfices de la victoire. Elle les a sauvées de l'abominable esclavage colonial allemand. Il est donc juste qu'elles participent à nos communes charges militaires. Ainsi, motifs de droit et de fait se réunissent pour nous obliger à accroître, dans la mesure du possible extrême, le développement de nos recrutements noirs, par delà la durée des circonstances actuelles.

Leur emploi est d'ailleurs immédiat, si même, une fois encore, il n'est déjà tardif. Il y a sur la rive gauche du Rhin, plus outre demain peut-être, de vastes gages territoriaux ou économiques allemands, qui sont et seront longtemps à garder. Qu'un bataillon noir y veille, c'est un bataillon blanc, de nos soldats de France, ouvriers, laboureurs, libéré pour des tâches productrices : manquent-elles dans nos régions dévastées? C'est aussi l'étude technique et approfondie de la valeur militaire noire, étude poursuivie dans la paix sereine, pour écarter

le cauchemar de ce qui pourrait être un jour la plus grande Guerre : plus forts nous serons, moins aussi nous serons menacés. La route est large, devant notre mission mondiale, nationale et civilisatrice, orientée dans ces voies : il suffit de voir pour réaliser à temps. De cet avenir fécond, la première heure sonne.

Camarades que la terre africaine a gardés, vous qui dormez là-bas votre éternel sommeil en vos tombes anonymes et sans date, qu'ensevelissent encore, fossoyeurs verdoyants du dernier oubli, les hautes herbes des hivernages ; exilés que nulle mère, nulle épouse ne viendra pleurer, consolez-vous de n'avoir pas vu resplendir la grande aube ! Votre labeur obscur, vos souffrances sans témoin l'ont préparée. Vos cendres ont germé en moissons de soldats et leurs phalanges se sont ébranlées derrière vos ombres ! Précurseurs, vous avez participé à la revanche !

A ces absents, gardons aussi, en ces jours de triomphe, la part d'indéfectible reconnaissance qui leur est due. Ouvriers de la plus grande France, ils auront été, avant la première heure, les bons artisans de la victoire. Ils ont droit que l'épée resplendissante de la patrie sauvée trace sur leur tombe lointaine les mots du repos mérité.

ALFRED GUIGNARD.

LES DERNIÈRES ANNÉES D'ALEXANDRE III

1890-1894

NOTES ET SOUVENIRS

I

Au début de 1890 (1), les relations de Berlin avec Saint-Pétersbourg conservaient leur caractère de cordialité; mais celles de la République française avec le gouvernement russe étaient devenues plus confiantes, grâce aux efforts persévérants de Laboulaye. « La France est nécessaire à l'équilibre européen, lui disait Giers ; mon souverain en est si convaincu qu'il s'est toujours inspiré de cette nécessité dans ses rapports avec l'Allemagne. Il en sera dans l'avenir comme dans le passé. » C'était le triomphe de la politique de paix fondée sur le rapprochement de la France avec la Russie.

Le Cabinet de Paris était animé de la même conviction que le gouvernement impérial. Il venait encore une fois de se transformer. Le 17 mars, M. de Freycinet, tout en conservant le portefeuille de la Guerre qu'il détenait dans le ministère précédent, avait repris la présidence du Conseil et appelé M. Ribot au quai d'Orsay, où, dans les cinq dernières années, huit titulaires s'étaient succédés, sans pouvoir s'y maintenir au delà de quelques mois. Désormais l'Alliance franco-russe aura dans le gouvernement français des partisans résolus, avec, à leur tête, le président Carnot. Au mois de mai, l'Empereur ayant exprimé à Laboulaye l'espoir de voir la confiance rester la base

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre 1918 et du 15 mai 1919.

des relations entre la France et la Russie, l'ambassadeur est chargé de lui déclarer que cet espoir répond entièrement aux sentiments de Carnot et aux intentions de ses ministres. Ce langage, non moins que celui du Tsar, constitue la preuve qu'au cours des deux années précédentes, la situation entre les deux pays s'est sensiblement améliorée, période heureuse où les rares causes de mécontentement ont été facilement dissipées par suite des services que la France avait rendus à la Russie, et en prévision de ceux qu'elle lui rendrait encore en l'aidant à secouer le joug financier de l'Allemagne, à conjurer les effets de la campagne entreprise contre les valeurs russes par la Bourse de Berlin, et ensuite en contribuant pour une large part à l'amélioration de son organisation militaire.

Parmi les motifs de mécontentement, il y avait eu, en 1889, l'affaire Atchinof, qui causa quelque émoi dans les chancelleries quand elle se produisit. Cet Atchinof, un Cosaque, se proposant d'entreprendre une active propagande de la religion grecque orthodoxe et de l'influence russe en Abyssinie, avait recruté à cet effet quelques popes, leurs femmes et leurs enfants. Le 18 janvier, il débarquait avec son monde, sous le drapeau commercial russe, à Sagallo, sur un territoire soumis au protectorat de la France. Ses compagnons étaient armés de quatre-vingts fusils à répétition et d'une mitrailleuse. Le gouverneur dut lui signifier que des armes ne pouvaient être introduites dans nos possessions. Atchinof refusa de reconnaître notre autorité, en alléguant, d'une part, que ce territoire lui avait été cédé en toute souveraineté par le sultan de Tadjourah, et, d'autre part, que la mission qu'il remplissait lui avait été confiée directement par le Tsar. Sur ces deux points, il ne disait pas la vérité, et le gouvernement russe, en réponse aux questions que nous lui avions posées, infligea à ces assertions un démenti formel, en déclarant officiellement qu'il se désintéressait de cette entreprise.

C'était le ministre Goblet qui dirigeait à Paris la politique étrangère; il eut le tort de ne tenir compte en cette circonstance que de notre droit, et, ardent à le faire respecter, d'oublier combien sont promptes à s'éveiller les susceptibilités religieuses du peuple russe. L'amiral Olry, qui commandait dans ces parages, reçut l'ordre de déloger la mission, en employant au besoin la force, et chargea de l'exécution le commandant

Véron, qui ne pouvait qu'obéir. Le 17 février, après avoir envoyé un ultimatum à Atchinof et n'ayant pas reçu de réponse, cet officier lança sur Sagallo des obus qui tuèrent des femmes et des enfants. Ce malheur, qui, avec un peu plus de modération et de prudence, aurait été évité, eut par toute la Russie un bruyant retentissement.

C'est de la bouche même de l'Empereur, à un bal de cour, que Laboulaye en reçut la nouvelle; il n'eut aucune peine à démontrer que ce déplorable événement était le résultat d'un malentendu, et l'Empereur parut se contenter de cette explication, ne méconnaissant pas qu'en cette affaire la principale responsabilité devait être attribuée à l'auteur de l'entreprise plus encore qu'aux autorités françaises qui n'auraient pu tolérer qu'elle fût exécutée jusqu'au bout. Il avoua même qu'Atchinof n'était qu'un aventurier : « Par ses mensonges, il a indignement trompé ses compagnons. Un officier que j'avais chargé d'aller le mettre à la raison devait partir demain. Maintenant c'est trop tard. C'est de Constantinople que j'enverrai quelqu'un pour rapatrier ces malheureux. » Malgré cette réponse conciliante, il laissa la presse russe accuser les marins de la République d'avoir manqué de prévoyance et d'humanité. Il fallut, pour mettre un terme à cette campagne, une communication officielle du gouvernement impérial, présentant l'affaire en des termes propres à diminuer ce que l'opinion appelait les torts de la France. L'incident s'oublia, mais le ressentiment national ne se serait pas aussi vite dissipé si, dans le bombardement, des popes avaient péri; heureusement, tous avaient eu la vie sauve, ce qui facilita l'apaisement. Au surplus, les Russes comprirent bientôt que ce n'était pas le moment de se brouiller avec la France. Outre qu'elle facilitait leurs emprunts, exerçait une active surveillance sur les nihilistes réfugiés sur le territoire de la République, l'état de l'Europe imposait à l'Empire des Tsars l'impérieuse nécessité de maintenir l'entente qui de plus en plus se créait entre les deux pays.

Depuis que l'Autriche, expulsée de l'Allemagne et de l'Italie, n'avait d'autre champ pour sa politique que l'Orient et les Balkans, l'antagonisme dans lequel cette situation la plaçait vis-à-vis de la Russie, qui ne pouvait permettre la création d'un second Empire slave, divisait forcément l'Europe en deux

camps. On ne pouvait être à la fois l'allié de la Russie et l'allié de l'Autriche. Bismarck, malgré tout son savoir-faire, n'était pas parvenu à rapprocher les deux Empires; tous ses efforts s'étaient brisés le jour où Alexandre III avait compris qu'en acceptant les combinaisons du chancelier, il ferait les affaires de l'Allemagne, mais non les siennes. Là où Bismarck avait échoué, son successeur, le comte de Caprivi, pourrait-il réussir? On ne le croyait pas. Sa loyauté militaire et les habitudes de son esprit le mettaient hors d'état de jouer un rôle machiavélique. Il avait dit un jour : « Je n'abandonnerai pas l'Autriche et je ne tromperai pas la Russie. » Donc, deux camps existaient et Alexandre se serait trouvé seul dans le sien s'il n'avait eu la France à son côté. Il s'en rendait compte avec une fermeté et une prévoyance révélatrices de la transformation que dix ans de pouvoir avaient opérée dans son esprit.

Ce qui prouve que ce n'est pas à la légère qu'il a pris ces résolutions, c'est l'opinion qu'il exprimera à Laboulaye, en 1891, à la veille du jour où se concluera l'alliance.

« Il y a des gens, observe-t-il, pour s'étonner que la Russie qui représente le principe monarchique, soit en termes amicaux avec la République Française; mais je ne suis pas de leur avis. D'abord, votre régime est devenu très convenable, de même que votre Président est très honorable. Et puis, je ne vois pas comment ils seraient remplacés; la France est satisfaite de ses institutions et n'a pas envie d'en changer. Il n'y a rien à dire qu'à lui souhaiter la stabilité ministérielle qui lui manque encore. » Voilà certes des déclarations bien inattendues dans la bouche qui les formule et lorsqu'on se rappelle les préventions, les préjugés, les défiances d'Alexandre III envers la forme républicaine, on ne peut qu'être surpris de le voir reconnaître que les mérites ou les défauts d'un gouvernement résultent moins de sa forme que des principes dont il s'inspire.

La conversion d'Alexandre était d'ailleurs de fraîche date, car l'année précédente, étant à Berlin, il disait non sans amertume à Jules Herbette, ambassadeur de France en Allemagne : « Il faut souhaiter qu'il y ait chez vous dorénavant moins d'instabilité ministérielle et de divisions de partis. » — « Sire, avait répliqué Herbette, la préoccupation persévérante de reconstituer nos forces militaires est toujours restée au-dessus

des compétitions et des variations politiques. » — « C'est vrai, mais cela ne suffit pas. » Quelques mois plus tard, il n'est plus aussi exigeant. C'est que tout, dans son entourage, a contribué à l'entraîner de plus en plus vers la République Française en dehors même des circonstances qui lui ont montré de quel prix serait pour lui un rapprochement avec elle.

S'il consulte Giers, celui-ci lui avoue qu'il ne voit rien qui creuse un fossé entre les deux pays. « Nous devons, dit-il à l'Empereur, nous réjouir de l'état de la France, de l'esprit de plus en plus modéré de ses institutions. » En répétant ces propos à Laboulaye, il ajoute : « S'il n'y a rien de signé entre nous, c'est tout comme. » L'Ambassadeur constate à cette occasion que la France et la Russie, malgré les efforts de l'Allemagne pour les séparer, ne cessent de resserrer les liens qu'elle voudrait briser. Il constate encore que rien de ce qui se passe en France n'est indifférent à la Russie. Partout éclate et s'affirme la sympathie qu'elle ressent pour la nation française. Il fait remarquer que toute trace de théâtre allemand a disparu de Saint-Pétersbourg et que les trois scènes de la capitale sont occupées par des troupes françaises. Il n'est pas étonnant que dans cette atmosphère la mentalité de l'Empereur se soit modifiée et d'autant plus que le gouvernement de la République se prodigue pour lui être agréable et utile.

A cette date, Alexandre a décidé que son fils le grand-duc héritier Nicolas partira avec son frère cadet le grand-duc Georges, au mois d'octobre suivant, pour faire le tour du monde. Aussitôt des ordres sont donnés de Paris pour que dans les possessions françaises par où passeront les jeunes princes, il soit fait envers eux assaut d'égards, de prévenances et de soins. Lorsqu'un peu plus tard, la santé précaire du cadet l'oblige à interrompre son voyage et lorsque les médecins conseillent pour lui un hivernage à Alger, ses parents sont assurés que, pendant son séjour dans notre grande colonie, aucune marque de sollicitude ne lui fera défaut. Au commencement de janvier, les mêmes témoignages se renouvellent à l'occasion de la mort du prince Nicolas de Leuchtenberg. Laboulaye apporte aux souverains les condoléances du gouvernement de la République, en rappelant que le défunt était le petit-fils d'Eugène de Beauharnais. Mais ce ne sont là que des démonstrations de

courtoisie qui prouvent avec quel intérêt la France suit les événements de Russie.

Elle lui rend des services plus positifs. Elle tient déjà depuis plusieurs mois sous la surveillance la plus active les nihilistes qui, ayant fui le territoire impérial, sont venus chercher un asile à Paris. A l'improviste, en mars 1890, le ministre de l'Intérieur Constans est averti par sa police que ces incorrigibles conspirateurs se livrent secrètement à la fabrication d'engins explosifs avec l'intention d'aller les utiliser contre le tsar. Un matin, l'Ambassadeur impérial Mohrenheim arrive tout ému chez le ministre, lui confirme ce renseignement, lui révèle même que quelques-uns de ces engins sont enterrés dans le Bois de Boulogne, en attendant que les conspirateurs puissent les transporter à Saint-Pétersbourg, ce qu'ils espèrent pouvoir faire prochainement.

On était alors au mois de mai; le président Carnot allait partir pour une tournée dans l'Est et dans le Midi. Le départ était fixé au 21 et le ministre de l'Intérieur devait accompagner le chef de l'État :

« Mais votre éloignement, mon cher ministre, dit avec inquiétude l'ambassadeur, n'entraînera-t-il pas un relâchement dans la surveillance? Ces malfaiteurs n'en profiteront-ils pas pour s'enfuir et pour réaliser leurs criminels projets? — Rassurez-vous, je les connais tous; aucun d'eux ne peut échapper. Mais il convient d'attendre pour les arrêter qu'on puisse les prendre en flagrant délit de fabrication et saisir leurs engins en même temps que leurs personnes. Tout ce qui doit être fait sera fait en temps utile. »

Le 26, alors que Constans n'était pas encore de retour, il y eut à l'ambassade de Russie une nouvelle alerte. Mohrenheim arrivait tout effaré chez M. Ribot, ministre des Affaires étrangères, et lui faisait part de ses nouvelles craintes. M. Ribot s'empressait de les transmettre à Constans qui, de Chaumont où il se trouvait alors, écrivait :

« Je veux être à Paris quand ils seront arrêtés afin, s'il se produisait des interpellations à la Chambre, de pouvoir y répondre. Mais j'y serai demain dans la soirée. Qu'on prépare tout pour procéder aussitôt aux arrestations. »

Les choses se passèrent ainsi qu'il l'avait ordonné, et le 29, au lever du jour, toute la bande était sous les verrous; ses

papiers étaient saisis en même temps que les instruments meurtriers qu'elle avait fabriqués et dont les expériences auxquelles ils furent soumis dans les bois de Meudon produisirent des effets foudroyants. De tous les services que nous avions déjà rendus à la Russie, c'est peut-être celui dont Alexandre III se montra le plus reconnaissant. Il le dit à Laboulaye, avec une effusion qui ne permettait pas de mettre en doute sa sincérité.

Ainsi ce n'était pas seulement l'intérêt qui, de plus en plus, le rapprochait de la France ; c'était aussi la gratitude et, dans une âme comme la sienne, ce lien sentimental n'était pas le moins fort ni le plus facile à briser.

Cette gratitude ne tarda pas à se manifester par l'empressement qu'il mit à répondre à un désir exprimé par le gouvernement français. Des grandes manœuvres des troupes russes devaient avoir lieu aux environs de Varsovie à une date prochaine. Deux armées se rencontreraient, commandées l'une par le général Gourko, l'autre par le général Dragomiroff; Guillaume II, avec une suite nombreuse, devait assister à ces opérations auxquelles aucun étranger, si ce n'est ses officiers, n'avait été convié. Laboulaye fut chargé de demander qu'exception fût faite pour le général de Boisdeffre, ancien attaché militaire à Saint-Pétersbourg et maintenant chef de l'État-major. La réponse ne se fit pas attendre ; l'autorisation fut accordée avec un empressement qui en doublait le prix.

Les manœuvres avaient été fixées à la seconde quinzaine d'août; les troupes qui devaient y prendre part étaient concentrées à Tsarkoé-Sélo; le 13, le camp fut levé après une bénédiction solennelle des drapeaux, et les troupes partirent pour Narva. Les empereurs Alexandre et Guillaume les suivirent de près, le souverain allemand accompagné de son frère le prince Henri de Prusse, du prince Adalbert de Saxe-Altenbourg, du chancelier de Caprivi, du comte d'Eulenbourg, des généraux von Hahnke et de Wittich et du conseiller Lecanus. Le général de Boisdeffre et ses aides-de-camp figuraient dans l'escorte du Tsar. Guillaume s'y rapprocha de lui et parut se plaire à l'entretenir des questions qui pouvaient les intéresser l'un et l'autre ; mais c'est surtout de la part d'Alexandre qu'il fut l'objet d'attentions particulières, ce qui ne fut pas agréable aux Allemands.

D'autre part, et presque au même moment, s'ouvraient secrètement entre Paris et Saint-Pétersbourg les premières négociations qui, à trois ans de là, devaient aboutir à l'alliance franco-russe. Déjà elles avaient eu un prologue. Peu de jours après la constitution du ministère où M. de Freycinet avait pris la présidence du Conseil et conservé le portefeuille de la Guerre, l'ambassadeur de Russie avait fait auprès de lui une démarche officieuse et secrète à l'effet de savoir si le gouvernement français serait disposé à faire fabriquer des fusils pour le compte du gouvernement impérial dans sa manufacture d'armes de Châtellerault. La réponse ayant été aussi favorable que rapide, on ne tarda pas à s'entendre, ce qui donnait lieu pour la suite aux rapports les plus cordiaux entre les États-majors des deux pays; ces rapports devaient rester longtemps dans l'ombre, mais ceux qui les connaissaient voyaient sans appréhension les efforts multiples de Guillaume II pour maintenir entre lui et l'empereur Alexandre la cordialité au moins apparente, sous laquelle l'un et l'autre dissimulaient plus ou moins leurs véritables sentiments. Ceux d'Alexandre devenaient de jour en jour plus précis et plus nets, comme si des scrupules de sa conscience, de ses perplexités et de ses hésitations, se fût élevée peu à peu une lumière plus vive qui lui montrait maintenant où était le véritable intérêt de son empire. Il est vrai qu'à défaut de cette lumière, les événements tendaient de plus en plus à cette démonstration. L'alliance austro-allemande dans laquelle les ténébreux calculs de Bismarck et les ambitions néfastes de Crispi étaient parvenus à introduire l'Italie, expirait au mois de juin 1891 et, dès le mois de mars, on avait acquis l'assurance dans les gouvernements européens qu'elle serait renouvelée.

Puis, se produisait tout à coup un incident qui, sans doute, ne résultait que d'un désir exprimé par l'impératrice-douairière d'Allemagne, veuve de Frédéric III, mais qui pouvait être interprété comme une provocation de son fils susceptible de déchaîner la guerre entre l'Empire et la République française.

A l'improviste, dans la seconde quinzaine de février, elle arrivait à Paris, incognito soi-disant, mais en de telles conditions que presque aussitôt sa présence n'était plus ignorée. Les détails de l'événement ont fait trop de bruit et sont encore trop présents à toutes les mémoires pour qu'il soit nécessaire de les

rappeler ici. L'ambassadeur Mohrenheim en avait été le témoin et en envoya à de Giers un récit circonstancié. Son rapport lui valut la réponse suivante du ministre russe :

« Nous avons pris connaissance avec le plus vif intérêt des détails que vous nous avez donnés sur les incidents de ce voyage plus osé que sage et dont le but était facile à deviner. La conduite du gouvernement français a été on ne peut plus correcte et on ne peut plus courtoise ; ce voyage ne pouvait amener qu'un froissement de plus entre les deux pays en réveillant d'un côté des souvenirs douloureux et en causant de l'autre une blessure d'amour-propre. »

De Giers, qui n'ignorait pas que Guillaume II avait ordonné les mesures préparatoires de la mobilisation, prêt à franchir la frontière si sa mère était l'objet de quelque avanie, exprimait l'espoir que ce nuage se dissiperait et que les mesures prises par l'empereur Guillaume ne seraient pas de longue durée. Il ajoutait ensuite : « L'entente cordiale qui s'est établie si heureusement entre la France et la Russie est la meilleure garantie de la paix. Tandis que la Triple Alliance se ruine en armements, l'accord intime des deux pays est nécessaire pour maintenir en Europe une juste pondération des forces. »

Au reçu de cette lettre qui arriva le 8 mars à Mohreinheim, il l'apporta tout courant au ministère des affaires étrangères. Il n'avait pas voulu, dit-il à M. Ribot, attendre jusqu'au mercredi suivant, jour de la réception diplomatique, pour lui donner connaissance de ces déclarations d'une si grande importance dans les circonstances présentes. Il lui fit remarquer que jamais le gouvernement russe n'avait parlé avec autant de netteté : « L'accord entre les deux pays est maintenant solide comme du granit. »

Il n'en est pas moins certain, que la paix du monde avait été en péril. L'impératrice devait quitter Paris le 27 février pour se rendre en Angleterre, et déjà une légion de patriotes s'était donné rendez-vous à la gare du Nord, résolue à manifester. M. de Freycinet dans ses souvenirs dit avec raison que si les cris injurieux qui avaient salué l'arrivée du roi d'Espagne à Paris en 1883, s'étaient renouvelés, on serait entré dans l'irréparable. Ce danger fut conjuré par les dispositions que prit le gouvernement français. Le train impérial qui devait se mettre en route à onze heures du matin, partit à dix heures et quand les manifestants se présentèrent devant la gare, il était

trop tard pour qu'ils pussent réaliser leur dessein. Lorsque Guillaume en eut reçu l'assurance, il contremanda les préparatifs qu'il avait ordonnés ; on n'a jamais su s'il l'avait fait avec satisfaction ou avec regret. L'Entente franco-russe sortait de cette épreuve plus forte que jamais et c'était peut-être le cas d'écrire comme le faisait un diplomate : « A quelque chose, malheur est bon. »

Peu de jours après, Alexandre signait un décret qui conférait au président Carnot la grand-croix de Saint-André, la plus haute des distinctions honorifiques de l'Empire, à laquelle était attaché le privilège d'autoriser ceux à qui elle est accordée à porter toutes les autres. Il y avait déjà quelque temps que, sur l'initiative prise par Laboulaye, une négociation s'était ouverte sur cet objet à l'insu du Président de la République. L'Empereur s'y était immédiatement montré favorable et l'exécution de sa promesse était considérée comme prochaine : « Ce sera le couronnement de ma carrière en Russie, » disait Laboulaye à Giers. L'accomplissement de cette promesse, après les incidents auxquels avait donné lieu la présence à Paris de l'Impératrice douairière d'Allemagne, prenait un caractère tout particulier de sympathie, de confiance et d'union.

II

A ce moment, aboutissait une autre négociation, entreprise par M. de Freycinet et par Barbey, ministre de la marine, et dont Laboulaye s'était fait l'intermédiaire à Saint-Pétersbourg. Il était chargé de demander au gouvernement impérial si l'envoi de notre escadre au Nord dans la Baltique lui serait agréable et agréerait à la marine impériale en la mettant en rapports avec la marine française. L'offre avait été acceptée sur-le-champ, mais l'exécution remise à une époque relativement éloignée. Le jour où Laboulaye alla porter à l'Empereur les remerciements du président Carnot pour la croix de Saint-André, Alexandre lui déclara spontanément qu'il serait heureux de voir l'escadre du Nord mouiller dans la Baltique et s'arrêter sur les côtes de Russie ainsi que le lui avait proposé notre gouvernement. Il indiqua la fin de juillet comme la date qui lui serait la plus agréable car c'était celle de la fête de l'Impératrice qui tombait le 3 août. Il en était bientôt convenu

ainsi. Jamais témoignages de confiance et d'amitié ne s'étaient prodigués de la part du gouvernement russe avec autant d'abondance et de bonne grâce; mais ils étaient loin d'être épuisés; d'autres devaient suivre et prouver combien le Tsar maintenant attachait de prix à l'entente devant laquelle il avait si longtemps hésité.

A la fin du mois d'août 1890, le général de Boisdeffre, après avoir passé quinze jours au camp de Tsarkoe-Sélo et assisté aux manœuvres de Narva, était au moment de rentrer à Paris. Les impressions qu'il rapportait de son séjour auprès d'Alexandre III et de Guillaume II justifiaient amplement le conseil donné par Laboulaye au gouvernement de la République d'insister pour obtenir du gouvernement russe la présence du général de Boisdeffre à ces manœuvres. Mais il souhaitait davantage et croyait que l'heure était venue où le rapprochement de la France et de la Russie qui, après avoir longtemps paru une illusion, se fortifiait peu à peu, devait prendre une forme plus décisive et plus active : « Après les bons procédés par lesquels nous facilitons l'armement de l'infanterie russe, écrivait Laboulaye, il n'y a plus, semble-t-il, qu'un pas à faire pour entrer dans la place. »

C'était aussi l'opinion du général de Boisdeffre. Il pensait que sa mission devait avoir pour effet de franchir ce pas. Il avait eu journellement des entretiens avec le ministre de la Guerre russe et le général Obroutcheff, chef de l'État-major général, et désormais le contact était établi entre les États-majors généraux. Il ne pouvait que se consolider, puisque des deux côtés, on envisageait l'hypothèse d'une action militaire commune dans le cas d'une attaque contre la Russie ou contre la France. Laboulaye faisait spirituellement remarquer à ce propos que c'était un assez singulier hasard qui faisait que cet utile résultat eût été obtenu pendant le cours d'une ambassade civile à Saint-Pétersbourg : « Les partisans d'une ambassade militaire doivent voir qu'il ne faut pas être trop absolu à cet égard et que nos officiers savent toujours remplir leur tâche, quelle qu'elle soit, en restant dans leur compétence. »

Ainsi dans sa pensée comme dans celle de Boisdeffre, les bases d'une entente existaient dès maintenant. Mais, durant les mois qui suivirent, les circonstances ne se prêtèrent pas à ce qu'on allât plus loin. C'est seulement au mois de juillet de

l'année suivante, lors du renouvellement de la Triple-Alliance, l'hypothèse étant envisagée alors d'une accession indirecte de l'Angleterre, que, dans une conversation intime, de Giers et Laboulaye étaient amenés à se demander si la situation nouvelle faite par cet événement à la France et à la Russie, ne rendrait pas désirable un pas de plus dans la voie de l'entente. Cette ouverture porte la date du 18 juillet 1891; elle répondait aux désirs du gouvernement français et le ministre des Affaires étrangères, M. Ribot, déclarait, dès le 24, que le Cabinet dont il faisait partie sous la présidence de M. de Freycinet, ministre de la Guerre, recevrait dans l'esprit le plus favorable les propositions qui pourraient lui être faites. S'il se rendait bien compte des dispositions de Giers, l'accord qu'il s'agissait de conclure devrait se réduire aux termes les plus simples : « Il nous paraîtrait quant à nous suffisant de convenir, d'une part que les deux gouvernements se concerteraient sur toute question qui pourrait mettre en cause le maintien de la paix et d'autre part, qu'il serait entendu que si la paix était effectivement menacée par l'initiative d'une des puissances de la Triple-Alliance, la France et la Russie prendraient sans aucun retard les mesures nécessaires pour prévenir toute surprise. » Des pourparlers, qui furent menés rapidement, s'engageaient aussitôt à Saint-Pétersbourg et le 5 août, l'accord était fait sur le principe d'un échange de vues entre les deux gouvernements. C'est sur cette base qu'allaient se poursuivre les négociations qui devaient aboutir à la convention militaire de décembre 1893.

Ces négociations dont l'initiative était due à Laboulaye, ce n'est pas lui qui devait y prendre part. Depuis déjà quelques semaines, des motifs d'ordre privé avaient exigé son retour et sa présence en France pour un temps assez long et sa démission avait été le résultat de l'embarras dans lequel il s'était trouvé. Sa décision était prise depuis le mois de mars; il avait même été chargé de demander à M. de Giers si la Russie voudrait qu'il eût un général pour successeur. « Sa Majesté s'en remet complètement au Gouvernement français du choix qu'il fera, avait répondu Giers, et nous aurons une confiance absolue dans l'appréciation que vous nous donnerez vous-même de votre successeur. Si vous nommez un général, nous n'avons rien contre, mais ne vous croyez pas obligés de le faire. »

Laboulaye ayant demandé quel serait le successeur, M. Ribot

lui avait répondu : « Partez simplement en congé et vous présenterez ultérieurement vos lettres de rappel. » C'est ainsi qu'aux mois de juillet et d'août 1891, il se retrouvait à Saint-Pétersbourg, prêt à en repartir après avoir amorcé la négociation dont nous venons de parler.

Le 10 août, il prit congé de l'Empereur. Il savait déjà par de Giers que le principe d'une entente avec la France était arrêté, mais que la forme à donner à cette entente restait encore à examiner. Alexandre le lui confirma :

« Il ne faut rien précipiter, dit-il; ce n'est pas par le télégraphe qu'on peut préciser les termes d'un accord; agir ainsi serait très dangereux. Le baron de Mohrenheim qui doit être consulté viendra à Pétersbourg et je pense qu'au mois d'octobre ou de novembre, nous verrons plus clair dans la situation. »

Laboulaye partit trois jours plus tard, mais à peine arrivé à Paris, alors qu'il croyait que son rôle en Russie était fini, M. Ribot l'invitait à y retourner pour représenter la France aux fêtes de Cronstadt et répondre ainsi à un désir exprimé par l'Empereur dans un entretien qu'il avait eu avec M. Flourens, l'ancien ministre des Affaires étrangères, qui voyageait alors en Russie. A cette époque, le nouvel ambassadeur de France venait d'être désigné; c'était le marquis de Montebello, diplomate de carrière qui avait déjà occupé des postes importants et à qui était réservé l'honneur de signer la convention militaire de décembre 1893, après avoir pris la plus active part aux longs et laborieux pourparlers qui la précédèrent. Mais il n'avait pas encore présenté ses lettres de créance; il attendait à Paris ses instructions et son ordre de départ; l'Empereur considérait comme inopportun qu'il représentât la France au cours des manifestations auxquelles donnerait lieu la présence de la flotte française dans la Baltique et comme juste que ce grand rôle fût tenu par Laboulaye, metteur en œuvre de ce mémorable événement. Laboulaye s'empressa de déférer à l'invitation qui lui était adressée; elle constituait pour lui une récompense qui couronnait au delà de ses espoirs sa mission en Russie.

Ces fêtes de Cronstadt, je renonce à les raconter ici; elles ont eu un retentissement non encore oublié. L'accueil fait à nos marins à Cronstadt, à Moscou, à Saint-Pétersbourg, l'enthousiasme des populations sur le passage de l'amiral Gervais et de ses officiers, leur réception à Péterhof, la visite de l'Empereur

à bord du *Marceau*, son toast à Carnot, *la Marseillaise* jouée sur sa demande devant lui, devant la famille impériale et écoutée debout, les formes nombreuses et diverses sous lesquelles ont fraternisé à la face du monde deux grandes nations, ce sont là des souvenirs désormais fixés dans la mémoire des hommes et entrés dans l'Histoire comme le premier tableau d'un épisode magique dont la venue de l'escadre russe en France devait fournir le second. Contentons-nous de rappeler que ces fêtes produisirent en Europe un effet foudroyant et que partout, elles furent considérées comme le gage d'une politique de paix.

A la Tribune du Parlement austro-hongrois, le ministre comte Kalnocki le déclarait et ajoutait qu'il n'y avait rien de changé dans le monde. A Berlin, le chancelier Caprivi tenait le même langage; il voyait dans l'événement la restauration de l'équilibre européen. Le même jour, à Bapaume, à l'inauguration du monument élevé à la mémoire du général Faidherbe, M. Ribot pouvait justement affirmer que l'entente de la Russie avec la France apportait une garantie nécessaire à l'équilibre général. Enfin son caractère pacifique était encore démontré par la visite qu'en quittant la Russie, la flotte française fit à la reine d'Angleterre.

Mais il ne suffisait pas que le rapprochement des deux pays se traduisît par un accord dont les termes d'ailleurs n'étaient pas encore arrêtés et précisés. Nous avons dit plus haut que M. de Freycinet, ministre de la Guerre, souhaitait ardemment qu'il fût complété par une convention militaire et tel était le but que devait poursuivre, au cours de sa mission, le marquis de Montebello. Le gouvernement russe n'était pas encore décidé à entrer dans cette voie. Il semblait vouloir s'en tenir à l'accord arrêté déjà en principe. Mais une circonstance particulière commença à changer ses dispositions; M. de Giers fut amené en France par l'état de sa santé. Il était à Paris au mois de novembre 1891, MM. de Freycinet et Ribot eurent avec lui d'importants entretiens confidentiels; le ministre russe y fit preuve d'une disposition très favorable à leurs vues, tout en laissant entendre que rien ne pressait, aucune menace de guerre ne pesant actuellement sur l'Europe. Au mois d'août précédent, il avait vu le roi d'Italie et lui avait expliqué comment le renouvellement de la Triple-Alliance était la cause du rapprochement qui venait de s'opérer entre la Russie et la France. Du reste, il était

convaincu que ni l'Allemagne ni l'Autriche ni l'Italie ne songeaient à la guerre. Il en avait reçu l'assurance des trois gouvernements et il ne doutait pas de leur sincérité.

Il est vrai que l'Allemagne regrettait de n'avoir pas profité de l'occasion qui s'offrait à elle d'attaquer la France en 1887, mais, n'en ayant pas profité, elle jugeait que le bon moment était passé et elle ne songeait plus à prendre les armes. C'était aussi l'opinion des ministres français, mais M. de Freycinet croyait nécessaire de convenir d'avance en pleine paix des mesures que pourrait imposer une brusque déclaration de guerre. M. de Giers reconnut que quoiqu'à son avis, la Triple-Alliance fût surtout défensive, la guerre pouvait éclater par surprise et qu'il serait sage de ne pas se laisser saisir au dépourvu. Il fallait, néanmoins, ne pas pousser les choses avec trop d'activité et tenir compte de la volonté de l'Empereur de ne rien décider qu'après de longues réflexions. Il n'y avait pas, pour l'instant, péril en la demeure. Alexandre s'appliquait à maintenir avec l'Allemagne des rapports tolérables. Tout récemment, rentrant à Saint-Pétersbourg, il n'avait pas voulu s'arrêter à Berlin, parce qu'il se sentait trop irrité contre Guillaume pour pouvoir lui faire des politesses. Se composer un visage eût été au-dessus de ses forces et il avait préféré ne pas laisser d'équivoque sur ses dispositions.

Les détails que nous rappelons sont extraits des rapports qui figurent dans le Livre Jaune, publié récemment par le gouvernement de la République et dans lesquels on peut suivre jour par jour, étape par étape, la marche des négociations vers l'Alliance. Nous ne croyons pas utile d'y faire d'autres emprunts. Il faut cependant en retenir que, durant ces conversations préliminaires, toutes les questions susceptibles de créer des difficultés ou des malentendus entre les nouveaux alliés, avaient été examinées à fond et donnaient lieu à des échanges de vues satisfaisants pour l'un et pour l'autre.

Il en fut notamment ainsi en ce qui concernait la question d'Orient. Giers déclara très nettement que l'Empereur de Russie était parfaitement résolu à ne rien entreprendre contre le sultan.

Nous en avons assez dit pour montrer combien favorable à la politique française était le terrain où allait avoir à évoluer Montebello chargé de suivre ces importantes négociations.

Quoique tenu de se conformer aux instructions de son gouvernement, il aurait plus d'une fois à prendre des initiatives et à encourir des responsabilités.

A peine est-il besoin de rappeler comme un hommage à sa mémoire qu'il y a eu unanimité pour reconnaître le tact et la prudence avec lesquels il avait manœuvré. L'œuvre était pour lui d'autant plus difficile qu'il était étranger aux questions militaires et qu'en fait, c'est par des militaires qu'elles devaient être traitées. On lui avait même envoyé à cet égard un collaborateur, le général de Boisdeffre, déjà mêlé aux premiers pourparlers et qui devait les continuer avec les généraux russes désignés à cet effet par l'Empereur; ce qui n'empêcha pas qu'il y prit lui-même une part très active ainsi que le prouvent ses dépêches.

Il était arrivé à Saint-Pétersbourg au mois de décembre 1891 et le 10 de ce mois, il était reçu officiellement par l'Empereur. Dans son rapport de ce jour, il se loue de l'accueil qui lui a été fait; l'Empereur s'est montré plein de bonne grâce pour lui, il lui a rappelé que son père a représenté la France en Russie sous l'empereur Alexandre II et lui a exprimé le désir d'entretenir avec lui les mêmes rapports de confiance et d'amitié qui avaient caractérisé ces relations. Mais Montebello ne dissimule pas la surprise qu'il a éprouvée en voyant l'Empereur, « bien qu'il se soit permis de lui tendre un peu la perche, » garder le silence sur les derniers événements. Non seulement il n'en a pas parlé, « mais son embarras était si grand qu'il lui a fallu quelques instants pour se remettre et engager la conversation. »

Le lendemain s'entretenant avec Giers, il lui a fait part de son étonnement.

« Ne vous étonnez pas, lui a répondu le ministre, la timidité de l'Empereur est telle que dans une première entrevue, il n'aurait pas osé aborder un sujet de cette importance. Mais vous pouvez vous rassurer, il attendait votre arrivée avec impatience; il est heureux que votre Gouvernement vous ait choisi et vous ne tarderez pas à avoir des preuves de sa confiance. Notre Empereur, malgré sa grande timidité, sait quand il le faut parler avec une netteté et une fermeté dont nous sommes parfois nous-mêmes effrayés. Lorsque le moment sera venu, vous entendrez aussi de sa bouche un langage dont vous n'aurez pas à vous plaindre. »

Tel est le point de départ des négociations qui ne se dénouèrent qu'à deux ans de là. Les principaux acteurs en sont : du côté de la France, à Paris, le Président Carnot, MM. de Freycinet et Ribot et leurs successeurs au Quai d'Orsay MM. Deville, Casimir Périer, le général de Miribel, chef d'État-Major général; à Saint-Pétersbourg le marquis de Montebello, le général de Boisdeffre assisté du colonel Moulin ; du côté de la Russie et sous les ordres d'Alexandre III, le ministre Giers, les généraux Obroutcheff et Vannowsky et l'ambassadeur impérial Mohrenheim. C'est entre ces personnages qu'eurent lieu les études préliminaires et que furent prises les décisions successives proposées à l'agrément de l'Empereur et au Président de la République française.

Rappelons enfin qu'elles furent poursuivies dans le plus grand secret, ainsi que l'avait demandé Alexandre. Elles n'ont été connues dans leurs détails qu'à une date récente par la publication du Livre Jaune où se trouvent relatés les nombreux incidents qui en retardèrent la conclusion. Mais ces deux années ne furent pas perdues pour l'Alliance, elles donnèrent lieu à des manifestations qui, de plus en plus, la rendaient inévitable.

C'est ainsi, par exemple, qu'il fut décidé par l'Empereur au mois d'août 1893, que l'escadre russe, sous les ordres de l'amiral Avelane, irait à Toulon, pour rendre à la flotte française la visite faite par celle-ci à Cronstadt. La décision impériale fut exécutée en septembre et donna lieu à de nouveaux échanges de sympathies et d'amitiés. Les Parisiens n'ont pas oublié la présence des marins russes aux obsèques du maréchal de Mac Mahon. A ce moment, par suite de la saison et de l'absence de l'Empereur, les négociations de Saint-Pétersbourg avaient été suspendues, mais, dès le début de décembre, elles étaient reprises au point où elles avaient été laissées, c'est-à-dire tout proche de leur fin.

Le 19, Montebello, rentré de congé, fut reçu par l'Empereur. Il était chargé de lui remettre, avec une lettre autographe, le grand cordon de la Légion d'Honneur conféré à son frère, le grand-duc Paul, par le Président de la République. Après avoir exprimé sa gratitude, l'Empereur déclara qu'il avait été profondément touché de l'accueil fait aux officiers de la Marine impériale à Toulon et à Paris. « Devant une semblable mani-

festation de deux grands pays se sentant attirés spontanément l'un vers l'autre, personne n'oserait bouger. »

Il ne croyait pas d'ailleurs qu'il fût juste d'accuser les Français de préparer la Revanche; il n'en voyait nulle part la preuve.

« Vous ne seriez pas de bons patriotes si vous ne conserviez pas la pensée que le jour viendra où vous pourrez rentrer en possession de vos provinces perdues; mais entre ce sentiment trop naturel et l'idée d'une provocation, il y a loin et vous avez maintes fois prouvé, vous venez de le montrer encore, que vous voulez la paix avant tout et que vous saurez attendre avec dignité. »

Il semble que, dans cette audience, l'Empereur se soit donné pour but d'exposer à l'ambassadeur de la République toutes les raisons pour lesquelles il se félicitait d'être en rapport avec la France. Il fit même allusion à « l'admirable attitude » du Président de la Chambre des Députés, M. Charles Dupuy et de la Chambre elle-même, le jour où une bombe avait été jetée dans l'enceinte parlementaire. Montebello entendit, au cours de cette audience, le langage le mieux fait pour flatter son orgueil de Français. L'Empereur s'abstint de lui parler des négociations en cours, mais il n'en fut pas surpris, car il savait qu'elles touchaient à leur terme et que ce n'était plus qu'une affaire de jours.

Le 27 décembre, en effet, il recevait de Giers une lettre « très secrète, » dans laquelle celui-ci lui annonçait, « d'ordre suprême, » que le projet de convention militaire élaboré par les États-majors russe et français, tel qu'il avait été approuvé en principe par l'Empereur, pouvait être considéré désormais comme définitivement adopté dans sa forme actuelle. Ce projet, signé en août 1892 par Obroutcheff et Boisdeffre, constituait donc un traité définitif et couronnait en les complétant tous les arrangements précédents.

A ce titre, la convention militaire devait être revêtue de la signature de l'ambassadeur de France et de celle du ministre des Affaires étrangères de Russie. C'est le 31 décembre que, le traité ayant reçu la sanction suprême de l'Empereur, les deux diplomates le signèrent. Giers, ayant pris la plume, fit le signe de la croix et, les yeux au ciel, parut se recueillir dans une courte prière. Et comme Montebello le regardait étonné, il dit : « Je viens de demander à Dieu d'arrêter ma main si,

contre toutes mes prévisions, contre l'évidence de ma raison, cette alliance doit être funeste à la Russie. » Sa main ne fut pas arrêtée et même elle ne trembla pas. Ainsi se réalisait le projet conçu par Laboulaye sept ans avant. A la suite d'un long échange de services et à travers les incidents et les péripéties dont nous avons tracé le tableau, le rapprochement qu'il avait souhaité était opéré, la main de la Russie tombait dans celle de la France, attirées l'une vers l'autre par la réciprocité des intérêts.

Depuis la catastrophe qui a renversé la dynastie des Romanoff et paralysé les effets de l'Alliance franco-russe au moment où la guerre nous permettait d'y trouver un secours et d'en ressentir les bienfaits, il est devenu de mode dans certains milieux politiques d'en contester l'utilité. On est allé jusqu'à dire qu'elle nous avait fait plus de mal que de bien. De tels propos révèlent un singulier manque de mémoire; ils sont la négation de l'évidence. Avant l'Alliance, la France était isolée, exposée aux coups du militarisme prussien et peut-être à l'indifférence des autres nations, comme elle l'avait été en 1871. Mais au lendemain du jour où les fêtes de Cronstadt avaient révélé l'entente, prologue de l'Alliance, la situation s'était transformée, l'isolement avait cessé et désormais se trouvaient en présence les deux camps indispensables à l'équilibre européen. La convention de décembre consacrait cet état de choses, mais longtemps encore, elle devait être ignorée, sauf des personnages qui l'avaient préparée et s'étaient engagés sur l'honneur à ne pas la divulguer. Aussi n'attache-t-on aucune importance significative à certains faits qui se produisent et qui cependant, pour ceux qui savent, prouvent qu'entre la Russie et l'Allemagne il y a quelque chose de changé.

Au mois de mars 1894, le général de Werder, ambassadeur allemand à Saint Pétersbourg, donne un grand bal auquel l'empereur Alexandre a promis d'assister. Le général ayant été l'ami de son grand-père et de son père, il n'a pu refuser l'invitation, et d'autant moins que, l'année précédente, il avait honoré de sa présence une fête donnée en son honneur à l'ambassade de France. Jusqu'à ce moment, il était d'usage que l'Empereur et les grands-ducs, lorsqu'ils se rendaient chez les ambassadeurs des pays où ils avaient des régiments à titre honoraire, en portassent l'uniforme; mais cette fois un ordre

spécial du Tsar enjoint aux grands-ducs de revêtir l'uniforme russe pour aller chez le représentant de l'Allemagne, et c'est en uniforme russe que lui-même s'y présente. Il marque mieux encore son intention en se retirant avant le souper, au grand dépit de son amphitryon. Ce sont là de menus faits, mais ils témoignent de la volonté d'affirmer la préférence qu'il accordera désormais au gouvernement de la République française. Naturellement, sa conduite en cette circonstance est commentée dans les chancelleries, sans que personne soupçonne encore que les deux gouvernements se sont alliés par une convention militaire.

Lorsqu'au mois de juin 1894, le président Carnot est assassiné à Lyon, on est frappé de la forme particulièrement émouvante des condoléances de la cour de Russie. Giers, parlant de la victime, la qualifie de « chef vénéré de la nation amie » et invite les populations russes à prier pour elle. Les chancelleries n'y voient cependant que la confirmation de ce que l'on savait déjà depuis les fêtes de Cronstadt. Pour ce qui les a suivies, on reste dans l'ignorance; elle existait encore lorsque mourut Alexandre III, et il en fut de même sous le règne de Nicolas II et en 1899, lors du voyage à Saint-Pétersbourg de M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères. Ce voyage avait pour but d'obtenir du Tsar une modification au traité primitif, jugée indispensable par le gouvernement français. Ces choses, répétons-le, ne devaient être révélées que plus tard, et, comme elles appartiennent à une autre période et à un autre règne, nous nous contenterons d'y faire allusion, voulant prouver seulement que, jusqu'à la fin, le fils d'Alexandre III est resté fidèle aux engagements pris par son père. Ce sera prouvé et archiprouvé quand ce règne et les événements tragiques qui l'ont caractérisé seront mûrs pour l'Histoire, et ce sera aussi pour la mémoire de l'infortuné souverain, indignement calomnié, l'heure de la justice et de la revanche.

III

Au mois d'août 1894 et presque à l'improviste, la santé de l'empereur Alexandre donnait lieu à des nouvelles alarmantes. Depuis quelques semaines, on le savait mal remis d'une attaque d'influenza, mais personne n'avait soupçonné la gravité des

malaises dont il se plaignait. Sa santé, robuste jusque-là, sa force exceptionnelle, sa prestance que l'âge n'avait pas diminuée, cet âge même qui était encore celui où l'homme reste en possession de toute sa vigueur, faisaient illusion et avaient contribué à éloigner la crainte de le voir mourir prématurément. Mais voici que, brusquement, l'état s'aggravait; de jour en jour, les complications survenaient dans la santé du souverain à qui, jusque-là, semblait promise une longue existence. On voit alors les inquiétudes se multiplier dans son entourage et se répandre rapidement dans l'empire.

Ces inquiétudes ne s'inspirent pas seulement du péril qui menace la vie du Tsar, elles s'inspirent aussi des appréhensions qu'ont éveillées aux premières nouvelles de sa maladie l'insuffisance de son fils ou, pour mieux dire, l'ignorance dans laquelle on était de ce qu'il valait moralement et intellectuellement. On ne savait rien de lui, rien, si ce n'est cependant que, contrairement à la méthode employée par Nicolas Ier et Alexandre II envers leur héritier, Alexandre III avait systématiquement tenu le sien à l'écart des affaires et qu'en conséquence le futur Empereur n'avait pu se préparer à l'immense et lourde tâche qui allait lui incomber.

Les inquiétudes sur la santé du souverain augmentaient d'heure en heure. Au mois de septembre, les médecins constataient une albuminurie intermittente et soupçonnaient une lésion du côté du cœur. En quelques semaines, l'Empereur avait maigri de cinquante livres, ses pieds gonflaient, il ne pouvait plus supporter de chaussures; enfin, symptôme plus alarmant, il s'endormait à table. Il pouvait cependant travailler encore un peu, et dans son entourage, on l'y poussait afin de le distraire.

Ce qui le préoccupait surtout, au milieu de ses souffrances, c'était le prochain mariage de son fils, qu'il aurait voulu célébrer avant de mourir. Alors âgé de vingt-cinq ans, le grand-duc héritier était fiancé depuis quelque temps à la princesse Alix de Hesse, quatrième fille du grand-duc régnant de Hesse-Darmstadt, Louis IV, et d'Alice d'Angleterre, fille aînée de la reine Victoria. Née en 1872, elle venait d'atteindre sa vingt et unième année; sa sœur aînée, Victoria, avait épousé le prince Louis de Battenberg; la cadette, Élisabeth, le grand-duc Serge Alexandrowitch, et Irène, la troisième, le prince Henri de Prusse. Leur mère étant morte en 1878, leur grand'mère, la

reine de la Grande Bretagne, s'était chargée de leur établissement ; Alix, la plus jeune de ses petites-filles, avait bénéficié de la même tutelle et lui devait de devenir l'épouse du futur Empereur de toutes les Russies.

Ce n'était pas la première fois que les Romanoff s'alliaient à la maison de Hesse : Alexandre II, et plus tard l'un de ses fils, le grand-duc Serge, y avaient choisi leur épouse. Ces alliances matrimoniales avec la même famille, d'abord favorablement acceptées, avaient cessé d'être populaires, en raison surtout de la pauvreté des princesses, qui obligeait l'Empereur à faire tous les frais du mariage, y compris le trousseau et les diamants. « La mouche de Hesse, disait-on, s'est abattue sur le blé russe. » On s'explique maintenant pourquoi la nouvelle des fiançailles de Nicolas avait causé d'abord quelque déception dans le monde de la Cour. Mais cette impression s'était effacée rapidement, tant ce qu'on disait de la future Impératrice était à son avantage et, d'une manière générale, on regrettait que les noces n'eussent pas eu lieu avant la maladie de l'Empereur.

Cependant, ce n'est pas seulement à cette maladie qu'était dû le retard que l'Empereur était le premier à déplorer ; la jeune princesse avait longtemps hésité à donner son consentement, d'abord parce qu'il lui répugnait de changer de religion et qu'elle avait manifesté sa répugnance en refusant par deux fois de recevoir un pope, envoyé de Saint-Pétersbourg pour la préparer à passer du luthérianisme à la confession orthodoxe, et ensuite parce qu'elle avait appris qu'une liaison existait entre le grand-duc et une danseuse polonaise. Sur ce point, elle fut bientôt rassurée par les preuves formelles qui lui furent données de la rupture de cette liaison. Sur la question religieuse, elle fut plus résistante et, pour la décider à embrasser l'orthodoxie, il ne fallut rien moins que l'insistance de l'empereur Guillaume II. Il se transporta à Darmstadt pour la chapitrer et lui faire entendre qu'en montant sur le trône de Russie, elle se mettrait à même d'être utile à l'Allemagne et qu'en conséquence elle devait, en sa qualité d'Allemande, ne reculer devant aucun moyen pour s'assurer la brillante destinée qui s'offrait à elle. Au moment où l'empereur Alexandre était aux portes de la mort, les difficultés apportées au mariage de son fils étaient aplanies et le mariage eût été célébré si la maladie du souverain n'avait obligé à le retarder.

Elle l'avait surpris à Varsovie. Le 2 octobre, il en partait pour la Crimée avec l'Impératrice. En arrivant le 5 à Livadia, celle-ci lui proposa de faire venir d'Allemagne un spécialiste des maladies du cœur dont elle avait déjà reçu les soins. Il écarta cette offre par un refus formel, en alléguant que son médecin ordinaire lui suffisait. Elle prétexta alors de la nécessité où elle se trouvait de consulter le spécialiste allemand pour elle-même et pour le général Richter, chef de la maison militaire. Le personnage étant arrivé, l'Empereur se décida à le voir et, sur son conseil, il consentit à aller passer l'hiver à Corfou où des ordres furent aussitôt envoyés pour y préparer son installation. Là, il pourrait prendre un repos complet et jouir d'un climat plus chaud que celui de la Crimée. Son beau-frère, le roi de Grèce, qui se trouvait alors dans sa famille à Copenhague, partit aussitôt pour Corfou afin de le recevoir. Mais en passant à Vienne, il laissa entendre que l'état d'Alexandre était désespéré et, de son côté, le comte Benckendorff, grand-maître de la maison impériale, en arrivant à Corfou, exprimait la crainte que l'Empereur ne pût quitter Livadia. Cette crainte allait se réaliser. Le 16 octobre, force était de décider que l'Empereur ne se déplacerait pas et que le grand-duc héritier, Nicolas, qui devait aller à Darmstadt passer quelques jours auprès de sa fiancée, devait renoncer à ce voyage. C'est elle qui irait à Livadia. Quant à lui, sous la surveillance de son oncle, le grand-duc Wladimir, il commençait à gouverner.

Le 20, tout espoir de conserver une existence si précieuse à la Russie étant perdu, tous les membres de la famille impériale partaient pour Livadia où, durant quelques jours encore, on allait vivre dans des alternatives angoissantes auxquelles s'associait par toute la Russie la partie pensante de la nation qui ne se dissimulait pas que le fardeau du pouvoir serait sans doute trop lourd pour les épaules destinées à le porter.

« Que sera ce nouveau monarque? se demandait-on. Pour gouverner la Russie, il faut une intelligence et une volonté. Alexandre III possède l'énergie; son fils est timide et craintif. Élevé avec sévérité, il n'a pas eu de jeunesse. A vingt-six ans, il ne sait rien de la vie que la famille où il a grandi à l'ombre de l'autorité paternelle. Sa petite taille achève de donner l'impression d'un adolescent peu capable de gouverner un grand peuple. »

Néanmoins, après les obsèques, le premier jugement porté sur Nicolas II devenait plus bienveillant; ceux qui l'approchaient lui reconnaissaient une maturité d'esprit qu'ils n'avaient pas soupçonnée. On racontait que les rares conseils qu'il avait reçus *in extremis* de son père lui avaient profité et qu'il avait pris, vis-à-vis de sa mère, l'engagement de s'y conformer. Sur ce dernier point, on ne disait que la vérité. Pendant les premières années de son règne, il suffira pour inspirer ou modifier ses résolutions qu'elle lui dise : « Ton père aurait fait ceci; ton père n'aurait pas fait cela. »

Au lendemain du mariage, la jeune impératrice bénéficie d'une égale transformation du sentiment public à son égard. Elle a charmé tout le monde, même le roi de Danemark, qui n'avait pas vu avec plaisir son petit-fils épouser une princesse allemande. Le prince Lobanoff écrit : « La nouvelle impératrice est tout à fait charmante et certains traits du bas du visage qu'on lui reprochait et qui semblaient un peu durs quand sa physionomie est au repos, se transforment dans son sourire et l'impression qu'on en garde est gracieuse. » Mais ces éloges ne s'adressaient qu'aux agréments extérieurs de la souveraine et restait à savoir ce qu'elle valait moralement et ce qu'elle serait dans l'avenir.

Ainsi que je l'ai dit plus haut, je considère que l'heure n'est pas venue, vu l'obscurité des événements qui se sont déroulés en Russie dans ces dernières années, de raconter l'histoire du règne de Nicolas II. C'est un devoir pour l'historien de n'entreprendre cette histoire que lorsqu'ils seront mieux connus et lorsqu'il pourra faire une sélection équitable entre les commentaires calomnieux qui ont dénaturé les intentions et les actes du souverain et la vérité sur ce qu'il a voulu et entrepris. Mais je ne crois pas manquer à ce devoir en laissant entendre qu'aux approches de la catastrophe qui a brisé la dynastie des Romanoff, la compagne du tsar n'a pas réalisé les espérances qu'avaient conçues ses admirateurs lors de l'avènement de Nicolas. On sait que le mariage n'eut lieu que lorsque déjà le jeune tsar était couronné depuis trois semaines Quels qu'aient été les jugements qu'on portait alors sur l'impératrice, il n'apparaît nulle part que personne ait jamais prévu qu'elle pourrait être accusée un jour d'avoir été le mauvais génie de son époux, ce dont on l'accuse aujourd'hui. L'avenir nous éclai-

rera sur ce point, mais, dès maintenant, elle doit bénéficier comme lui, d'une part, du doute qui règne encore quant à la légitimité des reproches qu'on leur adresse et, d'autre part, de la cruauté de leur destin. Contentons-nous de rappeler que lorsque Nicolas II est investi de la redoutable puissance autocratique, étant si peu préparé à l'exercer, on se demande dans les gouvernements européens s'il restera fidèle à la politique suivie par son père.

L'incertitude à cet égard était d'autant plus permise que, le ministre Giers, conseiller éclairé et fidèle d'Alexandre III était condamné par l'état de sa santé à quitter le pouvoir et qu'on ne savait encore quel serait son successeur. Mais bientôt on se rassurait; le manifeste impérial, publié le 2 novembre, après avoir désigné comme héritier le grand-duc Georges, frère puîné de l'Empereur, jusqu'au jour où celui-ci aurait un fils de son mariage, déclarait que le nouveau souverain suivrait obstinément la politique pacifique de son père et, pour prouver qu'il n'en voulait pas changer, il demandait à Giers, qui lui avait apporté sa démission, de conserver encore ses fonctions pendant quelque temps. Il faisait donner les mêmes assurances au gouvernement français. Recevant sir Franck Lascelle, ambassadeur de la Grande-Bretagne, il écoutait avec complaisance les propos que lui tenait ce diplomate, qui rêvait dans l'avenir une Angleterre réconciliée sur tous les points avec la France et la Russie et contractant avec elles une alliance qui serait la plus sûre garantie de la paix.

En même temps, il faisait à son oncle le prince de Galles, venu pour assister aux obsèques d'Alexandre III, le plus affectueux accueil. Il est vrai que le futur Édouard VII se conduisait avec beaucoup de tact et de dévouement.

« On l'a remarqué, est-il dit dans un rapport, il a su se rendre utile avec discrétion au milieu du grand désarroi causé par la catastrophe. Il a donné avec simplicité des conseils judicieux sur ce qu'il y avait à faire et on lui a été reconnaissant de son rôle tout amical. La reine Victoria a fait preuve aussi de beaucoup de sympathie et d'affection pour les jeunes souverains. »

Bien que l'auteur de ce rapport, tout en reconnaissant qu'il y avait là des sentiments personnels qui assurément avaient leur importance, déclarât qu'ils ne pouvaient primer les intérêts nationaux, on peut voir dans ces incidents l'origine de l'Entente

cordiale que la guerre de 1914 devait transformer à quelques années de là en une alliance effective. Enfin, comme dernière preuve de son désir de s'attacher à consolider l'accord que son père avait contracté avec la France, l'empereur Nicolas, ayant accepté la démission de son ministre des Affaires étrangères Giers, désignait pour le remplacer le prince Lobanoff, qui était alors ambassadeur en Autriche-Hongrie et venait d'être désigné en la même qualité pour le poste de Berlin.

Lobanoff avait toujours fait profession d'aimer notre pays et par conséquent le choix impérial qui lui donnait la succession de Giers, était significatif. Il était encore à Vienne lorsqu'il le connut confidentiellement. Aussi Guillaume II étant venu dans cette capitale, l'ambassadeur trouva un prétexte pour s'abstenir de le voir et le Kaiser partit sans avoir appris cette nomination. Il fut très mécontent de ne pas avoir Lobanoff auprès de son gouvernement. Le nouveau ministre des Affaires étrangères de Russie disait plaisamment à ce propos : « L'empereur d'Autriche n'a pas été satisfait quand j'ai été nommé à Berlin ; voilà l'empereur d'Allemagne furieux de me voir aller à Saint-Pétersbourg ; cela fait compensation. »

Mais ce qui avait une autre importance que cette réflexion railleuse, ce fut la déclaration que, le 5 mars 1895, avant de quitter Vienne, Lobanoff fit à un de ses collègues du corps diplomatique :

« Je ne suis pas encore à Pétersbourg et je ne puis rien dire de la part de l'Empereur. Mais à la suite des nombreuses conversations que j'ai eues avec lui, lors de mon dernier voyage, je puis vous donner l'assurance qu'il a la ferme volonté de suivre la politique de son père. Vous pouvez le dire. Vous connaissez mes sentiments. Or j'estime qu'il y a pour un ministre des Affaires étrangères une nécessité qui s'impose, c'est non seulement d'exprimer les opinions de son souverain, mais de les partager. Quand il n'en est plus ainsi, le ministre doit donner sa démission ou le souverain le remercier. Si l'Empereur vient de me choisir, c'est que mes idées politiques sont conformes aux siennes et qu'il pense comme moi que l'intérêt de la Russie est de continuer la politique étrangère suivie par Alexandre III. L'empereur Nicolas se maintiendra dans cette voie, malgré les attractions dont il pourra être l'objet. Cela n'empêchera pas les actes de courtoisie et les échanges de

politesse qui sont d'usage entre les nations et les cours souveraines. Je suis d'avis qu'il faut les pratiquer largement jusqu'à la veille du jour où l'on cesse d'être d'accord. Mais il faut faire une distinction entre les devoirs de famille aussi bien que les relations amicales qui existent entre les souverains et le maintien des relations que l'intérêt politique a créées; la France peut être certaine que la situation actuelle est ce qu'elle était avant la mort d'Alexandre III et le restera. »

Il n'y a pas lieu d'excursionner plus loin dans les débuts du nouveau règne et il nous suffira de rappeler pour finir que si le jeune empereur entendait ne rien changer dans la politique extérieure de l'empire, il opéra, à peine sur le trône, une réforme radicale dans la politique intérieure en supprimant le régime policier qui pesait sur ses sujets et qu'avaient rendu nécessaire les attentats nihilistes au temps d'Alexandre II. Cette réforme, émanée de l'initiative personnelle de Nicolas, suscitait de toutes parts d'immenses espoirs et inspirait une confiance que malheureusement, à quelques années de là, ses propres fautes, en présence d'événements imprévus, devaient cruellement démentir.

ERNEST DAUDET.

LE CONSEIL NATIONAL

D'ALSACE ET DE LORRAINE

Au moment où les revendications légitimes de l'Alsace et de la Lorraine paraissent en voie d'obtenir gain de cause, il n'est pas sans intérêt de mettre sous les yeux du public l'histoire du « Conseil national d'Alsace et de Lorraine, » nom que porte la deuxième Chambre du Parlement alsacien-lorrain depuis que le coup d'État du 11 novembre 1918 remit entre ses mains le pouvoir souverain. Issue du suffrage universel, elle est encore le seul organe qui représente réellement la population de nos nouvelles provinces. Son histoire, peu connue en France, permettra d'apprécier le rôle de cette assemblée qui a rendu de grands services, et qui, en nous transmettant son pouvoir, nous a tracé la voie que nous devions être amenés à suivre.

I

Cette Chambre est la première, — et jusqu'ici la seule, — qui, en Alsace et en Lorraine, ait été élue au suffrage universel. La défiance qu'elle inspirait aux dirigeants de l'Empire apparut clairement dans l'ensemble des pouvoirs qu'ils se réservèrent en vue d'étouffer toute velléité d'indépendance. Si la constitution qu'ils rédigèrent et firent voter par le Reichstag en 1911 octroyait un Parlement à la Terre d'Empire, celle-ci n'en resta pas moins gouvernée par un « statthalter, » simple agent de l'Empereur qui le nommait et le révoquait à son gré. Le Reichstag avait vainement proposé au Conseil fédéral que le statthalter fût nommé à vie, ce qui lui eût assuré une indépen-

dance relative. L'Empereur nommait encore la moitié des trente-huit membres de la Chambre Haute. L'autre moitié comprenait les évêques de Strasbourg et de Metz, le président du Consistoire supérieur de l'Église de la confession d'Augsbourg, le président du Comité synodal de l'Église réformée, un délégué des Consistoires israélites, le président de la Cour d'appel de Colmar, un professeur de l'Université, des représentants des conseils d'agriculture départementaux, des conseils municipaux et des chambres de commerce de Strasbourg, Metz, Colmar et Mulhouse Ce petit Sénat conservateur, où le gouvernement s'assurait la majorité, devait, suivant l'expression du chancelier de Bethmann-Hollweg, « être coûte que coûte un rempart contre toute politique non allemande dans la Terre d'Empire » (1).

Seule, la deuxième Chambre ou Chambre basse, élue pour cinq ans au suffrage universel, marquait un progrès considérable sur le régime antérieur, où le pays n'était représenté que par une délégation (Landesauschuss) élue au suffrage restreint, partie à deux et partie à trois degrés. La deuxième Chambre comptait soixante membres répartis en quatre groupes : les Lorrains (onze), le Centre (vingt-huit), les libéraux (dix) et les socialistes (onze). Les Lorrains et le Centre, généralement associés, constituaient la majorité. Le 6 décembre 1911, dans son discours d'ouverture, le président, M. Ricklin, déclarait : « Nous commençons la première session du Parlement d'Alsace-Lorraine, de ce Parlement que le peuple alsacien-lorrain s'est donné sur la base du suffrage universel, égal et secret, et non seulement l'Allemagne, mais le monde politique tout entier, ont les yeux fixés sur nos délibérations. » La deuxième Chambre ne devait pas tarder à justifier les inquiétudes que les conservateurs prussiens avaient exprimées lors de sa constitution.

Le 7 décembre 1912, elle interpelle le gouvernement sur les raisons qui ont provoqué l'annulation de commandes, d'une valeur de plusieurs millions, faites par l'office impérial des chemins de fer à la Société alsacienne de constructions mécaniques. Cette entreprise française qui, depuis l'annexion, avait transporté une partie de son exploitation à Belfort, a gardé à Grafenstaden, près de Strasbourg, son ancienne usine où elle occupe plus de deux mille ouvriers, parmi lesquels « les indi-

(1) *Journal d'Alsace-Lorraine*, 1911, n° 3.

gènes sont pris plus volontiers que les Allemands. » Son directeur, M. Heyler, « combat dans la commune tout ce qui est Allemand et tout ce qui tient au germanisme. » On l'accuse d'avoir laissé, dans une fête, déployer le drapeau français et chanter *la Marseillaise*, et d'avoir aidé des ouvriers, reconnus bons pour le service militaire en Allemagne, à partir pour Belfort. Malgré le long réquisitoire du sous-secrétaire d'État, M. Mandel, la Chambre vote un ordre du jour dans lequel elle « blâme de la façon la plus énergique l'attitude du gouvernement d'Alsace-Lorraine. » Elle exige qu'à l'avenir ce gouvernement « défende les intérêts alsaciens-lorrains de la manière la plus efficace et emploie tous les moyens pour réparer le dommage qu'il a causé à la Société alsacienne. »

Ce langage, auquel le gouvernement n'est pas habitué, indique qu'il y a quelque chose de changé dans la Terre d'Empire. La seconde Chambre a pris conscience d'être l'interprète du pays. Elle n'hésite donc pas à intervenir quand les événements de Saverne mettent aux prises l'autorité civile et l'autorité militaire. Le 15 janvier 1914, à la suite d'une interpellation qui a duré trois jours, elle vote à l'unanimité un ordre du jour reprochant au gouvernement de n'avoir pas montré plus d'énergie pour obtenir satisfaction des offenses faites au peuple alsacien-lorrain, et réclamant l'autonomie du pays, la réforme de la justice militaire, et une limitation du pouvoir militaire conforme aux idées modernes.

Aussi, dès que, par suite de la mobilisation et de l'état de siège, tous les pouvoirs sont réunis entre les mains de l'autorité militaire, celle-ci déclare qu'elle empêchera le renouvellement de « certaines séances agitées du Landtag. » Il est donc impitoyablement bâillonné par un régime que, quatre ans plus tard, dans une déclaration collective, les députés alsaciens-lorrains devaient juger en ces termes : « Le régime militaire, avec un absolutisme dénué de tout égard, a étouffé toute la vie politique du pays, suspendu l'organisation des partis, supprimé les libertés d'association, de réunion et de la presse, et même dépouillé le Landtag d'Alsace-Lorraine de ses droits constitutionnels. Ainsi, pendant quatre ans, on a rendu impossible l'expression de toute opinion politique » (1).

(1) *Strassburger Neue Zeitung*, 25 octobre 1918.

En 1915, la convocation du Landtag fut subordonnée aux conditions suivantes : la session ne durerait pas plus d'une semaine; dans les séances plénières et dans les commissions, on n'exercerait aucune critique contre les mesures militaires; enfin, il ne serait fait mention d'aucune question politique, de quelque nature qu'elle fût. En fait, la session fut si courte que le Landtag n'eut que le temps de voter les crédits sans aucune discussion. Le haut commandement posa les mêmes conditions pour la session de 1916. Sur l'opposition des partis de la seconde Chambre, il fut finalement convenu que la discussion serait permise dans des séances strictement confidentielles de la commission du budget. Les procès-verbaux de ces séances, récemment imprimés (1), nous donnent l'écho des plaintes émouvantes que provoqua la barbarie avec laquelle l'Alsace et la Lorraine étaient traitées par l'autorité militaire.

Celle-ci, avant la guerre, dans ses rapports secrets au Cabinet militaire de l'Empereur, n'avait cessé de dépeindre l'Alsace-Lorraine comme un pays ennemi. Dès la mobilisation, les autorités civiles durent prévenir leurs administrés qu'il suffirait qu'un coup de fusil fût tiré d'une maison pour qu'elle fût aussitôt incendiée et son propriétaire fusillé. Il en résulta que les troupes allemandes, arrivant dans ce pays surexcitées par la crainte de la trahison qu'on évoquait sans cesse autour d'elles (2), se laissèrent immédiatement entraîner à de sauvages répressions. A Bourtzwiller, sous prétexte qu'un coup de feu avait été tiré sur un soldat, on fusilla sans la moindre enquête sept habitants pris au hasard et manifestement innocents. Puis, au milieu de la nuit, on réveilla toute la population pour la faire défiler, mains levées, devant les cadavres de ces victimes. Enfin, on incendia une cinquantaine de maisons. Des scènes analogues et encore moins justifiées se déroulèrent à Saint-Moritz, Dalheim et Schweighausen. Des mesures spéciales étaient prises à l'égard des soldats alsaciens-lorrains.

(1) *Vertrauliche Verhandlungen der Budgetkommission der zweiten Kammer des Landtags für Elsass-Lothringen in den Kriegsjahren 1916, 1917 und 1918.* Strasbourg, Vve Berger-Levrault, 1919.

(2) Les troupes, en passant le Rhin, reçurent l'ordre de charger les armes... A Dornach, un paysan ayant offert de l'eau aux soldats, un officier, le revolver chargé, aborde l'homme avec ces mots : « Sauvez-vous dans votre maison; tout ce que vous nous offrez est empoisonné. » *Vertrauliche Verhandlungen*, p. 119.

Quant à la population civile, les commandants militaires des cercles avaient le droit absolu de faire déporter, où il leur plaisait dans l'Empire, toute personne suspecte d'attachement à la France (1). La manière de voir des autorités militaires se résume dans la réponse que le général Gaede, commandant l'armée, adressait à un des vice-présidents de la deuxième Chambre, qui était venu intercéder en faveur de la population de l'Alsace-Lorraine : « Dans toute cette population il court comme un fluide de trahison. » Faut-il s'étonner qu'un pays ainsi traité ait montré une aversion de plus en plus vive contre ses maîtres?

Au début de 1917, les milieux pangermanistes, si influents dans l'Empire, inquiets de l'état d'esprit que la multiplicité des condamnations révélait dans le Reichsland, inclinaient de plus en plus à supprimer l'autonomie relative dont ce pays jouissait depuis 1911. Ils parlaient ouvertement d'attribuer la Lorraine à la Prusse, la Basse-Alsace à la Bavière, et la Haute-Alsace au grand-duché de Bade ou au Wurtemberg. En démembrant ces provinces, on diminuait leur capacité de résistance, et on espérait que chacune d'elles serait rapidement absorbée par l'organisme germanique auquel elle servirait de proie. Des négociations étaient déja engagées à ce sujet dans le *Bundesrath*, le conseil fédéral où les divers États allemands devaient régler entre eux le sort de la Terre d'Empire avant de faire ratifier leur décision par le Reichstag. Sans doute une vive opposition de celui-ci était à prévoir, mais ne céderait-il pas, si on réussissait à le convaincre que le salut de l'Empire était attaché à cette mesure?

Lorsqu'on apprit au milieu de mai la convocation du Landtag d'Alsace-Lorraine, un journal officieux, la *Strassburger Post*, supposa qu'il s'agissait de faire connaître au pays les termes d'un accord, qui aurait enfin été conclu entre la Bavière et la Prusse (2). Autour de ce pays réduit au silence, se livraient des marchandages que plus tard un journal allemand décrivait en ces termes : « La censure remplissait très strictement son office. Toutes les affaires d'Alsace-Lorraine étaient soustraites à la discussion. Le Statthalter avait tellement res-

(1) Parmi les notables qui furent soumis à ce traitement, on peut citer M. Zimmer, maire de Thionville et membre de la deuxième Chambre.

(2) *Elsässer* du 18 mai 1917.

treint la liberté de parole dans le Landtag d'Alsace-Lorraine que celui-ci renonçait à dire un mot sur les demandes de crédit présentées par le gouvernement. Mais, dans les chancelleries des États confédérés, on parlait et on écrivait d'autant plus sur la Terre d'Empire qu'on espérait gagner quelque chose à son partage. Il n'y a pas longtemps que Beck, ministre des Cultes en Saxe, essaya d'obtenir de la Bavière et du Wurtemberg la peau d'ours de Lithuanie, en échange des raisins verts d'Alsace-Lorraine (1). »

C'est dans cette lourde atmosphère d'inquiétude que, le 6 juin 1917, s'ouvrit la cinquième session du Landtag. Les membres libéraux du gouvernement impérial, et surtout le chancelier, M. de Bethmann-Hollweg, cherchant à défendre la constitution de l'Alsace-Lorraine contre cette coalition de convoitises, mirent tout en œuvre pour obtenir des Chambres une déclaration de loyalisme. Du côté de la Chambre haute, toujours dévouée au pouvoir, la chose était facile. Son président, le docteur Hoeffel, dans son discours de clôture de la session, célébra les bienfaits du régime allemand : puissant développement de l'agriculture et de l'industrie, rapide accroissement des communications, progrès vers la solution des problèmes sociaux et politiques. Puis il insista sur les liens économiques, ethnographiques et linguistiques qui unissaient l'Alsace-Lorraine à l'Empire. Mais que valaient ces déclarations d'une Chambre dont la moitié des membres était nommée par l'Empereur?

C'est sur la Chambre basse que le gouvernement concentrait tous ses efforts. Dans une réunion confidentielle il fit proposer, par un membre libéral allemand, une déclaration de loyalisme à l'Allemagne. L'abbé Müller répondit qu'on ne pouvait demander aux Alsaciens une déclaration de ce genre, après leur avoir fait subir tant de mauvais traitements, qui les avaient littéralement jetés dans les bras de la France. Le secrétaire d'État M. de Tschammer, qui assistait à la délibération, désavoua aussitôt l'initiative qu'il avait provoquée et, devant l'opposition qui se manifestait de la part du Centre, des socialistes et des Lorrains, la proposition échoua.

Cependant l'impatience du gouvernement de Berlin était

(1) *Leipziger Abendzeitung*, citée par la *Freie Presse* du 4 novembre 1918.

telle qu'il paraît avéré que pendant cette session M. de Bethmann-Hollweg, revenant d'un voyage au grand quartier général, s'arrêta à Strasbourg pour réchauffer le zèle de ses subordonnés. Enfin, le président de la Chambre basse, le docteur Ricklin, crut nécessaire de sauver, par cette concession, l'avenir politique du pays. Le 12 juin, pour la clôture de la session, il fit, sans l'assentiment de ses collègues, un discours dont il porte seul la responsabilité. Après avoir invoqué les « indicibles souffrances » de l'Alsace-Lorraine, il disait : « La population de l'Alsace-Lorraine repousse absolument l'idée que cette atroce effusion de sang soit continuée à cause d'elle ; elle n'aspire à rien de plus qu'à développer l'avenir de sa culture, de ses intérêts économiques et politiques en maintenant dans son union indissoluble avec l'Empire allemand, la situation particulière à laquelle elle a droit. » Il conclut en réclamant l'égalité de droits avec les autres États de l'Empire.

Ces paroles furent écoutées en silence et avec surprise par ceux des membres de l'Assemblée qui étaient encore présents. (Beaucoup, surtout parmi les Lorrains, éventant le piège, étaient déjà sortis). Seuls deux ou trois socialistes allemands, entre autres M. Emmel, dirent : « Très bien. » Cette faible manifestation fournit le prétexte attendu pour invoquer l'approbation de l'assemblée.

Ces déclarations, immédiatement exploitées par la politique allemande, qui les fit connaître au monde entier, laissèrent dans l'esprit des hommes politiques français une trace ineffaçable. L'ignorance où l'on était de la véritable situation ne permit pas de distinguer la cause du Landtag de celle de son président ni de reconnaître les mobiles de celui-ci. Il avait cherché à atteindre l'opinion publique allemande, et cette tentative provoqua quelque appréhension de la part du gouvernement de Strasbourg, à en juger par le rapport que le Statthalter, M. de Dallwitz, adressait à M. de Bethmann Hollweg, chancelier de l'Empire. Après avoir signalé « l'appréciation erronée de l'état d'esprit du pays d'Alsace-Lorraine et du Landtag, provoquée dans l'opinion publique allemande par la manière dont les discours des deux présidents ont été répandus, » il ajoutait : « Mais si, après l'attitude générale dans la dernière session, de l'écrasante majorité des députés du Landtag *(nach dem Gesamtverhalten der überwiegenden Mehrheit der Landtags-*

abgeordneten in der letzten Tagung), on ne peut que reconnaître de nouveau qu'un règlement définitif de la situation politique de la Terre d'Empire devra avoir lieu avant ou tout au moins immédiatement après la conclusion de la paix, il faut à mon avis s'abstenir d'organiser, sans nécessité absolue, des manifestations propres à empêcher le Reichstag d'approuver les mesures qu'on devra introduire plus tard. Il me semblerait bien plus indiqué de renseigner confidentiellement les représentants des États confédérés, ainsi que des personnalités qualifiées du Reichstag, sur le véritable état de choses, pour les préserver de l'illusion qu'après la guerre le maintien des conditions actuelles permettrait de créer un état d'esprit favorable à l'Allemagne et une adhésion intime au germanisme. »

Si le Statthalter dénonçait ainsi les sentiments français de la majorité du Landtag, pourquoi celui-ci devait-il, aux yeux du gouvernement français, être responsable de l'initiative prise par M. Ricklin? Fallait-il faire porter à tous la faute d'un seul? Contre l'injustice de ces jugements sommaires, qui ne tiennent pas compte des circonstances, l'opinion de l'Alsace et de la Lorraine s'est maintes fois élevée. « Qu'on ne s'acharne pas, dit-elle, à sonder nos reins et nos cœurs à une époque où nous étions livrés à nous-mêmes. Si on veut fouiller cette époque, qu'on le fasse au moins pour y trouver les beaux gestes, qui sont innombrables, et qu'on ignore les faiblesses qui étaient inévitables... Qu'on ait confiance en nous, nous avons mérité cette confiance et nous en sommes dignes » (1).

II

C'est seulement au moment de sombrer sous ses défaites et sous la défection de ses alliés que l'Empire se résigna à accorder l'autonomie à l'Alsace-Lorraine. Le 5 octobre 1918, le nouveau chancelier, le prince Max de Bade, en exposant son programme au Reichstag, déclarait que « l'Empire est essentiellement un État fédéral, dont chaque membre détermine en toute indépendance sa constitution intérieure, droit auquel l'Alsace-Lorraine, elle aussi, peut prétendre d'une façon absolue. » Déjà on annonçait, dans les couloirs, que la Terre d'Empire

(1) *Journal d'Alsace-Lorraine*, 30 mars 1919.

allait recevoir un ministère composé d'Alsaciens et présidé par M. Hauss, député alsacien du Centre. Celui-ci, catholique originaire de la Basse-Alsace, connaissant bien la France (il avait fait une partie de ses études à Clermont-Ferrand) (1), était un des membres les plus en vue du parti autonomiste. Le 9 octobre, M de Dallwitz, qui avait combattu de toutes ses forces ces projets d'autonomie, abandonnait le poste de statthalter, et M. de Tschammer résignait ses fonctions de secrétaire d'État. Avec eux abdiquait cette politique pangermaniste qui, en traitant l'Alsace-Lorraine en pays ennemi, avait tant fait pour y raviver la haine de l'Allemagne.

En même temps, on apprenait que la mission d'instaurer en Alsace-Lorraine le régime parlementaire avait été confiée à M. Schwander. Protestant, originaire d'une famille modeste de la Haute-Alsace, M. Schwander était depuis 1906 maire de Strasbourg. Son esprit d'initiative et ses facultés d'organisation avaient imprimé à la ville un remarquable essor. Assisté d'un secrétaire d'État, M. Hauss, et de plusieurs sous-secrétaires d'État, il devait diriger les affaires jusqu'à ce que la population du pays eût désigné elle-même l'homme qui resterait à la tête du gouvernement. Il gardait provisoirement le titre de Statthalter, qui pourtant ne convenait plus guère à ces nouvelles fonctions. Il avait l'intention de convoquer le Landtag au bout d'une semaine, dès qu'il se serait entendu avec les partis sur l'attribution des portefeuilles des sous-secrétaires d'État (2). On citait déjà les noms de M. Peirotes, socialiste, pour les finances, de M. Burger, libéral, pour la justice, de l'abbé Müller, du Centre, pour les cultes et l'instruction publique, et de M. Forèt, maire de Metz, du Centre, pour l'agriculture. Mais successivement tous les partis, le Centre, les Lorrains, les socialistes et les libéraux refusèrent, sous prétexte que l'incertitude de la situation leur commandait l'expectative. Ainsi ils refusaient d'aider à l'établissement de ce régime qui depuis trente ans avait été le but de leurs efforts! Il ne leur suffisait plus d'être maîtres chez eux. Le premier usage qu'ils voulaient faire de leur liberté était de se donner à la France.

(1) *Der Elsässer*, 23 octobre 1918; M. Hauss fut un des fondateurs du Théâtre alsacien. Il écrivit plusieurs pièces dans ce dialecte où les Alsaciens voyaient un moyen d'exprimer leur autonomie.

(2) *Freie Presse* du 14 octobre 1918.

Par un admirable retour des choses, c'étaient maintenant leurs oppresseurs qui les conjuraient d'accepter l'autonomie. Le 16 octobre, dans une réunion des députés d'Alsace-Lorraine au Reichstag, les Allemands proposèrent de lire à la tribune une déclaration collective où tous les députés de la Terre d'Empire réclameraient pour elle le droit de régler elle-même son sort. M. Peirotes répondit qu'il avait réclamé ce droit pendant toute sa carrière politique et même pendant les plus mauvais jours de la guerre, mais il refusa de s'associer à ses anciens adversaires, si tardivement convertis à son programme. L'abbé Delsor fit une déclaration dans le même sens (1).

Le gouvernement impérial espérait-il encore arracher au président du Landtag une déclaration analogue à celle de l'année précédente? M. Ricklin, de passage à Berlin, fut invité à se rendre chez M. Lewald, sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur. Celui-ci, avouant ses efforts en vue de décider l'Alsace-Lorraine à se prononcer par plébiscite en faveur de l'Allemagne, annonça la formation imminente d'un ministère composé de députés alsaciens-lorrains, parmi lesquels M. Peirotes. M. Ricklin répondit qu'il ne croyait pas que M. Peirotes acceptât jamais d'entrer dans un ministère dont l'objet déclaré était de conserver l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, puisqu'il estimait que la majorité de la population souhaitait le retour à la France Il ajouta qu'à son propre avis, en cas de plébiscite, la séparation de l'Alsace-Lorraine et de l'Empire allemand serait votée par 90 pour 100 des voix, parmi lesquelles au moins 75 pour 100 se prononceraient en faveur de la réunion à la France. A un autre sous-secrétaire d'État, qui demandait quel serait, s'il fallait opter entre l'Allemagne et la France, le résultat d'un vote secret du Landtag, le président de cette assemblée répondit que les quatre cinquièmes des députés voteraient contre l'Empire allemand (2).

Enfin, pour donner à ses sentiments une manifestation publique, — et effacer autant que possible l'impression laissée par les paroles qu'il avait prononcées en 1917, — M. Ricklin, « au nom du groupe alsacien-lorrain, » fit le 23 octobre au Reichstag la déclaration suivante au sujet des réformes si hâtivement introduites : « Sans doute le gouvernement allemand

(1) *Freie Presse* du 28 et du 30 octobre 1918.
(2) *Elsässer* du 5 novembre 1918.

attend une évolution favorable à l'Allemagne dans l'état d'esprit des Alsaciens-Lorrains. Nous considérons comme notre devoir de conscience de dire au peuple allemand toute la vérité, pour ne laisser se former à cet égard aucune illusion trompeuse. La vérité est que tout ce qui sera entrepris dans ce sens, soit ici, soit par le gouvernement de Strasbourg, ne pourra, dans l'état actuel de la question, exercer aucune influence importante sur l'opinion de l'Alsace-Lorraine, telle qu'elle s'est développée pendant la guerre... Nous considérons que le mandat que nous avions reçu de nos électeurs, d'obtenir pour le pays l'autonomie d'État confédéré, est dépassé par les événements. » Après lui, un autre député alsacien, M. Haegy, se prononça dans le même sens. Ces déclarations n'étaient pas sans risques, car le haut commandement, en prévision d'une offensive française voulait faire évacuer la moitié de l'Alsace-Lorraine. Il trouvait naturellement des arguments dans chaque manifestation de sympathie des populations à l'égard de la France.

Qu'allait faire le gouvernement impérial, puisque parmi les Alsaciens et les Lorrains, il ne réussissait pas à trouver de concours? MM. Schwander et Hauss allèrent vainement à Berlin au commencement de novembre offrir leur démission. Le gouvernement les assura de sa confiance et les engagea à continuer à chercher des collaborateurs. Cependant les journaux proclamaient à l'envi que l'Alsace-Lorraine ne voulait pas de l'autonomie et de la neutralité, qu'elle attendait son retour à la France. La *Freie Presse* écrivait le 9 novembre : « S'il peut y avoir quelques Alsaciens qui n'écartent pas de prime abord l'idée de la neutralité, la population d'Alsace-Lorraine, dans sa grande majorité, veut que l'Alsace-Lorraine soit réunie à son ancienne patrie. Pour ceux qui connaissent la situation il ne peut y avoir aucun doute à ce sujet. »

L'*Elsässer*, organe du Centre, écrivait de son côté le 11 novembre : « Nous rappelons la promesse solennellement donnée par le maréchal Joffre : « Nous respecterons vos « libertés, vos traditions et vos croyances... » Aussi les partis de la seconde chambre ont-ils, presque à l'unanimité, rejeté toute solution qui pouvait être interprétée contre la France... Nous revenons à la France. Elle décidera si notre population doit ou ne doit pas confirmer par un plébiscite notre réunion; aussi bien ce que l'on a vu dans ces derniers jours était déjà un plé-

biscite. » En effet, les manifestations en l'honneur de la France s'étaient succédées à Strasbourg pendant les journées du 9 et du 10 novembre, qui, par ailleurs, étaient si fécondes en événements.

Le 9 novembre, on apprenait à la fois la remise des conditions de l'armistice aux plénipotentiaires allemands, l'abdication de l'Empereur et la proclamation de la République à Munich. Déjà depuis quatre jours, la révolution, qui avait éclaté dans les équipages de la flotte, se propageait en Allemagne. De Kiel et de Hambourg, des trains de matelots armés partaient pour proclamer la république sociale dans toutes les villes importantes. Un de ces trains de matelots, malgré la fusillade qui fut dirigée sur lui à Kehl, et qui fit quelques victimes, arriva à Strasbourg dans la nuit du 9 au 10, occupa la gare, le poste de la place Kléber, et força le gouverneur à démissionner. Entre temps, les autorités militaires avaient reçu du Grand Quartier Général l'ordre d'éviter à tout prix une effusion de sang. Aussitôt, sous la direction des socialistes allemands Böhle et Riehl, se forma un conseil d'ouvriers et de soldats qui s'installa à l'hôtel de ville, prit possession de l'administration municipale, et institua dans les casernes le régime de la Garde Rouge. Il releva de ses fonctions le président de la police Lautz (trop tard malheureusement pour empêcher la destruction des principaux dossiers). Puis il adressa à la population une proclamation où il disait que « le pouvoir réactionnaire avait pris fin » et qu' « une nouvelle ère commençait. » Pendant ce temps, dans les rues, les officiers se laissaient arrêter par les soldats qui arrachaient leurs insignes et brisaient leurs épées. Pas un seul cas de résistance ne fut mentionné.

Dans cette matinée du 10 novembre, le conseil municipal, essayant de sauver ses pouvoirs, se réunit à l'hôtel de ville pour « démocratiser l'administration. » Il élut maire le chef du parti socialiste, M. Peirotes, qui déclara adhérer au Conseil des ouvriers et des soldats. Le conseil municipal élut ensuite une commission de huit membres. Celle-ci, sous la présidence du maire, devait s'associer au Conseil des ouvriers et des soldats qui, de son côté, élut un président, M. Rebholz, et un comité exécutif de treize membres pour prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité de la ville. Il devenait en effet urgent d'arrêter les pillages et les désordres. Déjà les magasins mili-

taires des approvisionnements et de l'habillement étaient mis à sac par une populace qui, livrée à elle-même après tant de privations, faisait craindre tous les excès. Le Conseil des soldats avait fait mettre des mitrailleuses en batterie sur les principaux points de la ville. Mais ce gouvernement révolutionnaire, allemand par son origine et par la majorité de ses membres, ne cachait pas ses tendances anti-françaises. Il recevait deux adhésions bien caractéristiques : celles du général von Süsskind, commandant la région, et du colonel von Holleben, chef du gouvernement, dont les représentants devaient assister à toutes les délibérations. Le pays se laisserait-il dominer jusqu'au bout par un régime qui ne reposait que sur la force militaire ? Tous les pouvoirs créés par l'Empire s'étant écroulés avec lui, un seul droit subsistait : celui de la Chambre qui tenait son mandat directement du pays, par le suffrage universel.

III

Depuis quinze jours les journaux avaient annoncé que les Chambres seraient convoquées le 12 novembre par ordonnance impériale *(auf allerhöchster Verordnung)* (1), sans doute pour recevoir notification de l'autonomie qui leur serait octroyée. Dès le 9 novembre, le président de la Chambre basse, M. Ricklin, faisait savoir au Statthalter que cette Chambre, à la suite d'une délibération de ses groupes, déclarait décliner la convocation impériale et se réunir de sa propre initiative le 12 novembre.

Mais à la suite des événements du 10, la plupart des membres de la seconde Chambre s'assemblèrent d'urgence dans l'après-midi du 11, et adressèrent à la population de l'Alsace-Lorraine la proclamation suivante :

« Les membres de la deuxième chambre du Parlement d'Alsace-Lorraine, réunis ici aujourd'hui, se sont constitués en Conseil national d'Alsace et de Lorraine et ont nommé une délégation administrative provisoire composée des membres suivants : Burger, justice et cultes ; Heinrich, agriculture ; Imbs, prévoyance sociale ; Iung, finances ; Meyer, travaux publics ;

(1) *Elsässer* du 30 octobre. Officiel.

Dr Pfleger, intérieur et instruction publique; Peirotes et Ricklin (1), sans portefeuille.

« Le Conseil national et la Délégation attendent de la population de l'Alsace et de la Lorraine qu'elle accueille avec confiance cette administration issue de ses représentants élus, et qu'elle fasse tout pour faciliter leur tâche dans cette période de transition qui sera probablement très courte...

« Le Conseil national fait à tous les employés du pays un devoir de rester à leur poste et de continuer leur emploi comme ils l'ont fait jusqu'à présent...

« Les lois pénitentiaires restent en vigueur...

« Le Conseil national accorde pleine amnistie à tous les condamnés politiques. »

Ces deux derniers paragraphes indiquent nettement que le Conseil national agit dans la plénitude de la souveraineté. Il en use de la même façon que l'Assemblée nationale en 1871, où M. Thiers ne reçut le pouvoir exécutif qu'en vertu d'une délégation révocable. Révolution mémorable dans l'histoire de l'Alsace et de la Lorraine, qui, pour la première fois depuis quarante-huit ans, deviennent maîtresses de leurs destinées!

Ce coup d'État ne rencontre pas de résistance.

Le président de la Chambre avise officiellement le statthalter que la deuxième Chambre a pris le pouvoir et nommé un ministère. M. Schwander s'incline. Il n'était que le Vice-Empereur : après l'abdication de Guillaume II, quelle autorité lui reste-t-il? La même communication est faite au Conseil des soldats. Celui-ci, en majorité allemand, ne s'oppose pas à la formation du nouveau pouvoir, mais il est nettement hostile à la continuation des manifestations francophiles qui se déroulent depuis deux jours dans la ville (2). Il menace d'intervenir, exigeant même la suppression des drapeaux et des cocardes aux couleurs françaises. Le Conseil national doit donc renoncer à l'acte d'adhésion immédiate à la France qui avait été primitivement projeté.

Le lendemain, à l'ouverture du Conseil national, le président déclare : « Au gouvernement qui avait été nommé par

(1) M. Ricklin se retira dès le lendemain du gouvernement, mais, sur la proposition de M. Peirotes, fut élu président du Conseil national (*Strassburger Neue Zeitung* du 13 novembre.)

(2) *Strassburger Neue Zeitung*, 11 novembre.

l'Empereur le bouleversement de l'Empire a retiré la base légale de ses droits. Ainsi la population de l'Alsace et de la Lorraine a hérité du pouvoir public, que notre Chambre, issue du peuple, a non seulement le droit, mais le devoir d'exercer. Nos collègues réunis hier ici se sont vus contraints par les événements à se constituer en Conseil national, et à élire une délégation administrative pour assurer l'expédition des affaires. » Cette délégation s'associe immédiatement au Comité exécutif du Comité des ouvriers et des soldats, avec lequel elle a un membre commun, M. Imbs. Les deux corps déclarent agir en pleine conscience de la gravité de leur tâche, qui consiste « à éviter la continuation de la misère et de l'effusion du sang, à maintenir l'ordre et à créer un état digne d'un peuple libre. »

Pendant ce temps le Conseil des ouvriers et des soldats fait hisser à la tour de la cathédrale un énorme drapeau rouge qui doit annoncer à toute l'Alsace le triomphe du socialisme. Quinze ans auparavant, dans une proclamation électorale, M. Peirotes avait écrit : « Nous hisserons le drapeau rouge sur la vieille cathédrale d'Erwin,... et aucun pouvoir au monde ne pourra plus le faire descendre. » La réalisation de ce programme inspire au président du Conseil des ouvriers et des soldats une déclaration enthousiaste (1) : « Le drapeau rouge sur la cathédrale prouve que la théorie socialiste a vaincu le pouvoir du capitalisme et de la réaction. » Il y voit le symbole de la réconciliation universelle, et s'adresse à la population de l'Alsace et de la Lorraine pour qu'elle ne trouble pas la retraite des troupes allemandes.

Enfin, pour la France, « le jour de gloire est arrivé. » Ses soldats, par toutes les routes de la Lorraine, par tous les cols des Vosges, commencent leur marche dans la terre promise. Ceux qui ont pris part à cette marche triomphale, qui ont vu l'accueil que chaque village d'Alsace et de Lorraine fit à ses « libérateurs, » comme les appelaient les inscriptions répétées sur tous les arcs de triomphe, n'oublieront jamais ce défilé au milieu des acclamations, dans les rues pavoisées, sous le regard des portraits d'ancêtres qui, placés devant les fenêtres, semblaient assister à la réalisation de leur rêve.

Les sentiments dont cette population déborde, ne se trou-

(1) *Freie Presse*, 15 novembre.

vera-t-il personne pour aller les exprimer à Paris? Le Conseil National n'enverra-t-il pas son président à la Chambre des Députés où, quelques jours auparavant, deux députés de l'Alsace-Lorraine ont eu les honneurs de la séance (1)? Quel mémorable spectacle que celui du représentant de l'Alsace et de la Lorraine venant apporter à la tribune du Palais-Bourbon l'hommage de fidélité de son pays! Parlant au nom d'une assemblée souveraine, il dirait que la république d'Alsace et de Lorraine se donne librement à la France, comme la république de Mulhouse a fait en 1798. Quels rapports de confiance s'établiraient aussitôt entre le gouvernement français et ce Conseil National qui a tant de titres à le guider dans la tâche difficile de la réorganisation de nos nouvelles provinces! L'honneur de faire cette belle déclaration reviendrait naturellement au président du Conseil National, si M. Ricklin ne portait la tare de son funeste discours de clôture de la session de 1917. C'est seulement le 27 novembre qu'on le remplace par l'abbé Delsor. Il est trop tard. Depuis la veille, le gouvernement français, ne recevant rien de l'Alsace et de la Lorraine, a formé à Paris un Conseil supérieur dont les membres, désignés en partie par les commissaires de la République, et en partie par la Conférence d'Alsace et de Lorraine, ne sont à aucun titre les mandataires de la population indigène.

Du moins peut-on encore espérer que le Président de la République viendra au milieu des représentants de l'Alsace et de la Lorraine consacrer le retour de ce pays à la France. On lui télégraphie : « Les élus du suffrage universel de l'Alsace et de la Lorraine, constitués en Assemblée Nationale, ont appris avec bonheur que le Président de la République va faire aux provinces rendues à la France par la vaillance des armées françaises et alliées l'honneur de sa visite... L'Assemblée Nationale se joint d'avance aux hommages de respect que le pays vous rendra et aux témoignages d'attachement qu'en votre personne il donnera à la Patrie retrouvée. »

En attendant la visite présidentielle, l'Assemblée nationale,

(1) Le 11 novembre, l'abbé Wetterlé et M. Weil, sur la proposition de M. Albert Thomas. Il était facile, dès le 15 novembre, d'aller de Strasbourg en France, comme le prouve le voyage de MM. Ehrmann et Karcher qui, à cette date, se rendirent en automobile à Nancy pour signaler au préfet, et indirectement à M. Clemenceau, l'urgence du ravitaillement de l'Alsace et de la Lorraine. (*Strassburger Neue Zeitung* du 19 novembre).

dans sa séance du 5 décembre, vote à l'unanimité la déclaration suivante, qui, présentée par tous les groupes de la Chambre, sera affichée dans toutes les communes d'Alsace et de Lorraine : « Les députés d'Alsace et de Lorraine, issus du suffrage universel et constitués en Assemblée nationale, saluent avec joie le retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France, après une longue et cruelle séparation. Nos provinces seront fières de devoir à la Mère-Patrie retrouvée, avec la sauvegarde de leurs traditions, de leurs croyances et de leurs intérêts économiques qui leur a été solennellement garantie par les chefs de l'armée victorieuse, une nouvelle ère de liberté, de prospérité et de bonheur.

« L'Assemblée nationale, préoccupée de ne laisser subsister, ni en France, ni chez les nations alliées, ni chez les neutres, ni chez l'ennemi, le moindre doute sur les sentiments véritables des Alsaciens et des Lorrains, constate que l'agitation neutraliste était l'œuvre d'une infime minorité ou d'agents allemands, et déclare solennellement que, fidèle interprète de la volonté constante et irréductible de la population de l'Alsace et de la Lorraine, exprimée déjà en 1871 par ses représentants à l'Assemblée de Bordeaux, elle considère à jamais comme inviolable et imprescriptible le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la famille française. L'Assemblée nationale estime comme un devoir, avant de s'ajourner, de proclamer à son tour : la rentrée de l'Alsace et de la Lorraine dans le droit, leur rattachement à la France indiscutable et définitif. »

L'Assemblée qui abdique ainsi sa souveraineté pour n'opposer aucun obstacle à la fusion de la petite patrie dans la grande, est en droit d'attendre la reconnaissance du gouvernement français. Le Président de la République vient à Strasbourg le 9 décembre. Il va à l'Hôtel de Ville et en plein air, sur le Broglie, il harangue la foule. Mais son programme ne comporte pas de visite au palais du Conseil national.

Cependant celui-ci estime que son rôle n'est pas fini. Sans doute il a renoncé au pouvoir législatif. Mais les erreurs qu'il voit commettre de toutes parts lui montrent combien ses avis peuvent encore être utiles. Aussi, le 19 décembre 1918, adresse-t-il cette requête au Président du Conseil :

« Pour ne laisser subsister aucun doute sur ses intentions,

le Conseil national d'Alsace et de Lorraine, qui s'est adjoint quelques anciens députés du Reichstag, reconnaît tout d'abord qu'il n'a plus le pouvoir législatif et que la pensée de le réclamer à nouveau lui est complètement étrangère.

« Le Conseil national déclare ensuite qu'il ne revendique pas pour l'Alsace et la Lorraine les privilèges d'un État autonome en dehors de l'unité française.

« Cela étant posé, le Conseil National ne croit pas outrepasser les droits des élus du suffrage universel en se regardant encore comme représentant la démocratie alsacienne et lorraine ; il estime que son concours serait utile à l'idée française et au gouvernement de la République, et espère par là maintenir l'élan initial du pays vers la Patrie.

« Le Conseil National manquerait dès lors à son devoir, s'il n'attirait pas l'attention de M. le Président du Conseil sur les points suivants.

« L'Alsace et la Lorraine ont eu jusqu'ici, à Strasbourg, dans le ministère d'Alsace-Lorraine, une administration centrale pour toutes les questions fiscales, scolaires, judiciaires, cultuelles, etc., qui n'étaient pas du ressort de l'Empire. Même certaines administrations impériales, comme les chemins de fer, les assurances ouvrières, avaient à Strasbourg des directions revêtues de pouvoirs assez étendus.

« Le Conseil National ne voit pas sans une certaine inquiétude le passage trop rapide de ce régime au régime strictement départemental, qui ferait dépendre trop directement les commissaires départementaux des services établis à Paris.

« Le Conseil National se permet donc d'émettre le vœu :

1°) Que le Haut Commissariat soit revêtu de pouvoirs qui lui permettront de régler, à Strasbourg même, les questions interdépartementales si nombreuses et si urgentes dans notre pays.

Il en résulterait une unité de vues et de directions à laquelle le Conseil National attache une grande importance dans cette période de transition, et sans laquelle une désorganisation de tous les services ne tarderait pas à se produire.

Le Haut Commissaire serait aussi l'instance à laquelle la population et les organismes sociaux interdépartementaux pourraient, le cas échéant, adresser leurs réclamations, leurs projets de réformes, etc.

2°) Afin de faciliter l'œuvre de transition, le Conseil National est prêt à donner son avis sur les mesures à prendre. Il craint en effet que certaines influences ne se fassent sentir qui ne tiennent pas assez compte de la mentalité et des besoins du pays. Quarante-sept ans d'un régime spécial ne sont pas sans avoir laissé des traces profondes dans l'esprit public.

« Le Conseil National croit donc agir dans l'intérêt de la cause française en proposant sa coopération à l'œuvre qui nous tient à cœur à tous ; ce concours préviendrait peut-être des mesures inopportunes ou prématurées.

« En soumettant ces observations, le Conseil National croit répondre aux intentions si bienveillantes à l'égard de l'Alsace et de la Lorraine, que M. le Président du Conseil a bien voulu exprimer, dans son discours à la Chambre des députés.

« La présente requête a été adoptée par le Conseil national à l'unanimité, le 19 décembre 1918.

Pour le Conseil national
Le Président.

Le 14 janvier, le Président du Conseil répond au Haut-Commissaire de la République à Strasbourg :

« En me transmettant une motion qu'avait remise entre vos mains une délégation du « Conseil national d'Alsace et de Lorraine, » vous m'avez rendu compte de la réponse que vous avez faite, sur le moment même, aux membres de cette délégation.

« Toutefois, on manifeste la crainte que le passage d'un régime à l'autre soit trop rapide : les membres du Conseil national souhaitent que, pour ménager cette transition d'une manière pleinement conforme aux intérêts de la démocratie alsacienne et la plus propre à seconder leur élan vers la mère-patrie, on recoure à leurs avis.

« Déjà, votre réponse à la délégation du Conseil a bien montré que vous recueilleriez toujours avec empressement les avis dont, à titre personnel, chacun de ses membres voudra bien vous faire profiter. Vous vous êtes en outre fort justement félicité des relations cordiales déjà nouées avec la plupart d'entre eux. Mais vous avez insisté aussi sur l'impossibilité de reconnaître au Conseil national, en tant que corps, une autorité quelconque.

« Les sentiments du Gouvernement ne sont point autres.

« Il tient particulièrement à dire que, jusqu'au jour, — qu'il veut aussi proche que possible, — où la Lorraine et l'Alsace, enfin réintégrées, auront leurs représentants au Parlement français, il n'omettra point le devoir de puiser des avis auprès de tous les représentants locaux et bien qualifiés de leurs intérêts. Il leur a déjà fait leur place légitime, dans le conseil institué à la Présidence du Conseil par le décret du 26 novembre. C'est une voie dans laquelle il entend persévérer. Ceci lui paraît rendre sans objet une assemblée du Conseil national. »

Malheureusement, dans ce Conseil supérieur d'Alsace et de Lorraine, dont le pouvoir exécutif nommait directement ou indirectement tous les membres, les Alsaciens ne voyaient qu'un fâcheux souvenir de la Chambre haute de la constitution de 1911. M. Blumenthal, qui avait appartenu jadis à cette Chambre haute, et qu'un décret venait de faire entrer au Conseil supérieur, déclarait mélancoliquement, le 16 février, dans *l'Éclair* : « Que voulez-vous que fassent des Assemblées présidées par les responsables de l'état actuel et composées de membres qui sont ou fonctionnaires ou choisis par les commissaires eux-mêmes? » De son côté, l'organe socialiste, la *Freie Presse*, écrivait le 17 février : « Le Conseil national existe toujours et a offert ses services au Gouvernement. Il suffit qu'à Paris on marche dans cette voie pour qu'on apaise beaucoup de plaintes actuellement formulées. »

Ces citations suffisent à indiquer l'état d'esprit qui régnait à cette époque, et qu'on ne pourrait analyser sans tomber dans le domaine de la politique. Telle n'est pas notre intention. Nous nous bornerons à remarquer que le nouveau régime a déjà fait droit, dans une large mesure, aux vœux dont le Conseil national s'était fait l'interprète. Quant à l'objet que nous nous proposions en commençant cette étude, il sera atteint si nous avons réussi à montrer comment le Conseil national n'a pas cessé, depuis sept ans, de représenter l'Alsace et la Lorraine, dont il a défendu les droits, parfois dans les circonstances les plus tragiques, et dont il a enfin, par un acte solennel, scellé la réunion à la France.

JEAN DE PANGE.

REVUE SCIENTIFIQUE

LES PROGRÈS DE LA T. S. F. ET LA GUERRE

La censure officielle et aussi cette censure que tout bon Français considérait comme un devoir d'exercer sur ses paroles et ses écrits, tant qu'on se battait, ont laissé longtemps dans l'ombre la plus grande partie des « coulisses » de la guerre. Ces puissants acteurs qu'étaient les combattants ayant pour l'instant quitté la scène, voici que de toutes parts les curiosités se précipitent, armées de lanternes qui ne sont pas toutes sourdes, afin de scruter et de découvrir les coulisses que dissimulait la bataille derrière ses décors grandioses.

Maintenant que les gueules des canons cachent, de nouveau avec une politesse pacifique, leur bâillement terrible derrière le cuir fauve des couvre-bouches, voici que mille gens se découvrent soudain une âme impétueuse de stratégiste et même de stratège. Et les révélations se succèdent, s'accumulent, se heurtent, pas toujours désintéressées, mais toujours passionnées, sur les petits détails, faits et gestes qui accompagnèrent et déterminèrent peut-être naguère les directions données aux grandes houles de la bataille.

A côté de ces petits « dessous » psychologiques, politiques et stratégiques de l'action, restés longtemps mystérieux et qui pour être sainement jugés exigent peut-être l'œil hypermétrope de l'histoire, il en est de non moins passionnants à d'autres égards, et sur lesquels une prudence justifiée, — mais qui eût gagné parfois à être plus avertie, — a jeté longtemps le voile du mystère, ce voile que les poètes nous décrivent comme très sombre, mais qui typographiquement est d'une blancheur immaculée.

Je veux parler de ces applications, — naguère insoupçonnées, —

de la science à la guerre, — qui ont véritablement révolutionné la technique militaire, et par elle la tactique elle-même. A côté de la chimie qui, en dehors même de sa veille maîtrise des explosifs, a apporté des engins et méthodes de combat sur lesquelles je reviendrai prochainement, la physique est certainement de toutes les sciences celle qui a le plus transformé le combat, celle qui a le plus contribué à faire qu'un général en chef ou même un simple chef de bataillon de 1914, supposé qu'il ait pu être brusquement transporté au milieu d'une bataille de 1918, eût été à la fois stupéfait et profondément dépaysé.

J'ai déjà eu l'occasion ici même de signaler et d'exposer, — autant que faire se pouvait, — quelques-unes de ces applications belliqueuses de la physique, notamment à propos des tirs à longue portée des Berthas, à propos du repérage des batteries par le son, des sous-marins, de la technique aéronautique, des explosifs, de la recherche électrique des projectiles dans l'organisme, etc.

Il est quelques autres applications physiques, d'un intérêt non moins puissant et dont je voudrais dire quelques mots, maintenant qu'on peut le faire sans inconvénients.

Parlons d'abord de la T. S. F. L'étude en est intéressante du point de vue de la guerre, parce que si l'art de la guerre a profité de la T. S. F., celle-ci a également beaucoup profité de la guerre et un grand nombre de ses perfectionnements récents ont été dus sans doute aux recherches amenées par elle.

A la guerre plus peut-être que dans d'autres domaines, le mot célèbre : « savoir, c'est pouvoir, » est vrai et c'est de là précisément qu'est venue l'importance pour les belligérants de la T.S.F. dont les ondes ont été sur les fronts comme ailleurs le meilleur, et le plus fidèle agent de renseignement, parce que sa portée est infiniment supérieure à celle des signaux optiques et acoustiques, et parce que, au contraire des moyens télégraphiques ordinaires, il n'est pas à la merci des vicissitudes d'un bombardement.

On s'est demandé, à propos de la plupart des inventions et des perfectionnements techniques de la guerre, s'ils avaient été plus utiles aux ennemis qu'à nous-mêmes. Certains auront une tendance à penser, que, par suite de la rapide diffusion des progrès techniques de l'un à l'autre belligérant, la balance a dû être égale et que finalement il s'est passé ce qui aurait eu lieu en l'absence de toute invention. Étant donné la faculté remarquable d'adaptation des Allemands et leur talent d'organisation et de mise au point rapide, qui était beau-

coup moins entravé que chez nous par mille rouages bureaucratiques encrassés, j'estime pour ma part que, en l'absence de tous progrès (qui ont toujours plus ou moins pour effet de suppléer à la valeur des hommes), nous aurions été au contraire et au moins pendant les trois premières années de guerre, infiniment plus aptes à battre l'ennemi. Si les combattants n'avaient été armés que des épées, des lances et des flèches antiques, il n'est guère possible de douter que les Allemands, bientôt très inférieurs en nombre à leurs ennemis, auraient été battus dès 1915 ou 1916. Il est pourtant un progrès que j'estime avoir été sans doute plus utile aux Alliés qu'aux Allemands et c'est précisément la T.S.F. Si en effet on peut penser qu'au front ses services (que je décrirai tout à l'heure) se sont à peu près balancés d'un côté et de l'autre de la barricade, il n'en est plus de même si on considère les relations du front avec les gouvernements, et des gouvernements entre eux, ce que j'appellerai le front diplomatique. Tout compte fait, la liberté de télégraphier partout assurée aux Allemands comme à nous-mêmes par la T.S.F. nous a été plus profitable qu'à eux, d'une part, parce que les Alliés étaient séparés les uns des autres par la mer ou les territoires ennemis, tandis que ceux-ci étaient contigus; d'autre part, parce que les communications par T.S.F. avec les pays d'outre-mer ont eu pour nous, mais non pour l'ennemi, la sanction d'un afflux assuré et réglé, en dépit des sous-marins, de marchandises et de soldats. Au contraire, sans la T.S.F., ces communications n'eussent pas été assurées télégraphiquement, étant donné que les sous-marins ennemis eussent naturellement coupé les câbles transocéaniques.

D'ailleurs pour leurs relations avec les États Unis, tant que ceux-ci restèrent neutres, la T. S. F. fut pour les Allemands d'une nécessité vitale. A cet égard, la *Review of the Foreign Press* de l'armée anglaise vient de donner quelques renseignements intéressants sur la grande station hertzienne de Nauen ; elle nous apprend en particulier que cette station a expédié en 1915 et 1916 près de 4 millions de mots à travers le monde. Quel statisticien recherchera, quel était dans ce total les pourcentages des vérités et des... contre-vérités?

Eh bien ! tous ces perfectionnements, ces portées immenses obtenues et qui permettaient par exemple aux États-Unis de télégraphier dès le premier jour à 10 000 kilomètres (le quart du tour de la terre à l'équateur) au moyen de la station installée par eux il y a deux ans à Hawaï, cette sensibilité énorme des appareils qui permettait au front des portées étonnantes avec des appareils de puissance insignifiante,

tout cela est dû à une invention, mise d'abord au point par les physiciens américains et qui s'appelle l'*audion*.

C'est grâce à l'*audion* que la portée des ondes hertziennes a été multipliée, c'est grâce à lui que les innombrables signaux hertziens peuvent s'entrecroiser dans l'espace sans se brouiller.

Il faut donc, bien que le sujet soit un peu ardu et d'un exposé assez malaisé dans le langage courant, que je décrive un peu le principe de l'audion. Je prie les lecteurs avertis d'excuser ce que ma description aura d'un peu sommaire et d'imparfaitement rigoureux par un désir d'éviter, autant que faire se peut, le réseau barbelé du vocabulaire technique.

L'*audion* est simplement une petite lampe à incandescence à filament métallique dans laquelle règne, comme dans les lampes courantes du commerce, un vide assez élevé, et qui a ceci de particulier qu'à côté du filament, et à quelques millimètres, se trouve dans la lampe une petite plaque de métal (qui est plane dans les audions allemands, cylindriques dans les nôtres, mais ceci n'est qu'un détail). Si on réunit extérieurement par un fil métallique cette petite plaque et le filament sur le circuit d'une pile, il ne passe aucun courant, la lampe étant éteinte, car le vide qui sépare la plaque et le filament est isolant. Le circuit est ouvert, comme on dit dans l'argot électricien. Mais sitôt qu'on allume la lampe, il n'en est plus de même : le filament incandescent émet, par millions, des projectiles microscopiques chargés d'électricité négative, des *électrons*, qui se précipitent sur la petite plaque.

Le vide cesse d'être isolant grâce à cette circulation de matière qui porte l'électricité du filament à la plaque, de même que le courant des voyageurs est continu entre les chemins de fer de France et d'Angleterre grâce aux navires qui vont des uns aux autres. Autrement dit, quand la lampe électrique est allumée, le circuit filament-pile-plaque est fermé. — Supposons alors qu'on ait interposé entre le filament et la plaque un petit grillage métallique placé dans la lampe, on aura réalisé l'*audion*, qui est une sorte de lampe électrique à trois électrodes. Le petit grillage métallique interposé entre le filament de la lampe et la petite plaque est relié à l'extérieur à l'antenne de réception d'un poste de réception, et alors il arrive ceci :

Les ondes hertziennes reçues par l'antenne et par le petit grillage sont en somme des courants alternatifs très rapides, c'est-à-dire alternativement positifs et négatifs. Or, il est clair que, selon que le

grillage sera chargé d'électricité négative ou positive, il repoussera ou favorisera le bombardement des électrons qui vont du filament à la plaque dans la lampe allumée.

Il en sera ainsi, puisque, ainsi que les psychologues, mais aussi les physiciens l'ont remarqué, les électricités de même nom se repoussent et de nom contraire s'attirent.

Ces *électrons*, ces projectiles minuscules vont très vite; ils ont une vitesse d'au moins *10 000 kilomètres par seconde* (cela fait du 36 millions de kilomètres à l'heure, cela représente la distance du soleil à la terre parcourue en quatre heures!). En supposant la distance du filament à la plaque égale à 1 centimètre, il faut donc à ces électrons *moins d'un milliardième de seconde* pour franchir cette distance.

Or, les ondes entretenues employées en T. S. F. ont une fréquence généralement inférieure à 1 million par seconde. Cela veut dire que le petit grillage de l'audion est alternativement chargé d'électricité positive et négative moins de un million de fois par seconde. Par conséquent, le courant qui passe grâce aux électrons dans le circuit filament-pile-plaque peut suivre facilement toutes les fluctuations du courant de T. S. F. du petit grillage intermédiaire. En branchant sur ce circuit une source d'énergie électrique et un téléphone, il permet d'amplifier autant qu'on veut, tout en les suivant fidèlement, les fluctuations électriques de l'antenne.

Autrement dit, l'*audion* est une sorte de relai amplificateur permettant de multiplier autant qu'on veut l'énergie à la réception des signaux hertziens ; les *relais* connus auparavant, tel que le relai des appareils télégraphiques ordinaires, n'auraient rien pu faire de pareil à cause de leur inertie, de leur lenteur qui les condamnait à l'immobilité en présence des alternances extrêmement rapides des ondes hertziennes. Car avant que ces relais-là aient eu le temps de bouger, les ondes auraient eu le temps de changer maintes fois de sens.

Je m'excuse de ce que cet exposé du fonctionnement de l'audion comme relai peut avoir à la fois de simpliste pour les techniciens, — ce n'est pas pour eux que j'écris, — et d'un peu ésotérique pour nos autres lecteurs. Ceux qui ont des notions élémentaires d'électricité me comprendront, je crois.

En résumé, en permettant d'amplifier à la réception les ondes reçues, l'audion a multiplié les portées antérieures de la T. S. F., et à portées égales il ne nécessite plus que des antennes beaucoup plus

courtes et des sources électriques beaucoup moins puissantes que naguère.

Le phénomène sur lequel est établi cet appareil : émission par tout métal incandescent de particules électrisées négativement, s'appelle l'« effet Édison, » du nom de celui qui l'a découvert.

L'effet Edison a d'ailleurs eu d'autres applications curieuses. L'une des plus ingénieuses qu'on me permettra de décrire ici incidemment, puisque l'occasion s'en présente, est le tube à rayons X de Coolidge.

Le grand inconvénient de la plupart des tubes à rayons X classiques est la difficulté de régler et de connaître à chaque instant l'intensité de ces rayons, intensité dont la variabilité incontrôlable a de nombreux inconvénients pour les applications physiques et médicales. Grâce à l'effet Edison, cette difficulté est résolue très élégamment dans les tubes Coolidge. Dans les tubes à rayons X ordinaires, on sait que les rayons sont produits par les électrons qui provenant de la cathode du tube vont bombarder une électrode disposée en fouet qui, sous l'influence de ce bombardement, entre en vibration en émettant des rayons X. Dans ces tubes les électrons servent de véhicule à un courant électrique traversant le tube. Dans l'ampoule Coolidge au contraire ces électrons sont produits en chauffant la cathode au moyen d'une résistance électrique auxiliaire. L'émission des électrons étant rigoureusement fonction de la température, on peut régler et connaître à volonté l'intensité de cette émission et partant celle des rayons X, simplement en réglant le chauffage de la cathode.

Pour en revenir à la radiotélégraphie, l'*audion* a en outre apporté la solution si longtemps cherchée du secret en T. S. F. et il permet de recevoir une communication donnée à l'exclusion des autres qui pourraient la brouiller. Voici comment. Pour que cela soit réalisé, il faut qu'il y ait, comme on dit, *syntonie* entre le poste émetteur et le poste récepteur, c'est-à-dire qu'ils soient accordés et que celui-ci ne soit influencé que par les ondes d'une longueur bien déterminée émises par le premier. Autrement dit, il faut qu'il y ait résonance entre eux, comme il y a résonance entre une note de piano et un diapason donné par une série de diapasons placés à quelques mètres. Or, grâce à la plasticité d'emploi de l'*audion*, on peut régler celui-ci pour que le téléphone attenant ne soit sensible qu'à une onde de fréquence donnée. Et cela est d'autant plus facile que les ondes entretenues dont l'*audion* assure et amplifie si bien la réception (et qu'avant lui on ne savait pas recevoir) favorisent beaucoup mieux la

résonance que les ondes interrompues et amorties qu'envoyaient les anciens appareils émetteurs de T. S. F. à étincelles rares.

C'est ainsi, par exemple, qu'à la Tour Eiffel une série d'*audions* branchés sur *une seule antenne* permettent de recevoir simultanément à des téléphones différents et indépendamment les messages de New York, de Pétrograd... et de Berlin.

J'ajoute (sans entrer dans d'autres détails) que l'*audion* permet d'amplifier les ondes hertziennes non seulement à la réception, mais aussi à l'émission, qu'il a revêtu des formes infiniment variées, qu'il a reçu parallèlement des noms divers et étrangement empruntés à un grec de laboratoire qui eût fait frémir Homère : audion, kenotron, pliotron, dynatron... j'en passe et de moins beaux. Mais il s'agit de satisfaire ici la physique et non l'étymologie.

Quoi qu'il en soit, cet exposé à la fois incomplet et barbare suffira, je pense, pour comprendre que les progrès accomplis dans la T. S. F., grâce à l'*audion*, ont quelque chose de féerique et qu'à côté de cette petite lampe merveilleuse, celle d'Aladin n'était qu'un méchant jouet d'enfant.

Et maintenant nous arrivons au rôle de la T. S. F. au front.

Chose curieuse, avant la guerre on n'envisageait la sans-fil comme ne devant servir que dans la période de mouvement des armées en attendant l'installation des fils. Or c'est le contraire qui a eu lieu et une fois de plus les devins ont eu tort... Le métier de prophète est devenu bien a éatoire au siècle où nous sommes. Il est arrivé qu'une fois les fronts stabilisés, les fils du téléphone et du télégraphe ordinaire ont été si fréquemment disséqués par les bombardements qu'on a été peu à peu amené à doter l'infanterie de postes portatifs de T. S. F. qui ont rendu de merveilleux services. Tous les appareils d'un poste, réunis dans une caisse portative, pesaient à peine quelques kilos. De petits accumulateurs portatifs fournissaient les étincelles oscillantes à de petites antennes de quelques dizaines de mètres de long tendues au-dessus du sol et transmettant les ondes à des portées largement suffisantes pour les besoins de la zone de combat.

La grande question : empêcher les signaux de plusieurs postes voisins de se brouiller réciproquement ou d'être brouillés par l'ennemi, a été résolue en variant la longueur des ondes des divers postes (qui dépend entre autres de celle de leurs antennes) et aussi en accordant à volonté le poste de réception avec le poste qu'il veut écouter au moyen de l'*audion*.

Mais si la T. S. F. fut utile pour les liaisons de l'infanterie, elle a été tout à fait indispensable pour celles de l'aviation; car, entre un avion qui vole et la terre, ce ne sont pas les obus, c'est une nécessité inéluctable qui empêche de tendre des fils.

Au début de la guerre, les avions qui avaient besoin de communiquer avec leur point de départ et qui étaient surtout les avions de réglage d'artillerie (ce furent aussi plus tard les avions d'infanterie) le faisaient par des évolutions convenues. Certaines courbes décrites par eux dans l'air voulaient dire que le coup était long, court, ou au but. Ce procédé était lent, incommode, ne permettait pas de signaux non convenus d'avance et enfin était inapplicable par temps de brume et dans l'obscurité. A peu près les mêmes défauts ont limité l'usage des signaux lumineux ou fusées de diverses couleurs que, des deux côtés de la barricade, on a employé ensuite pour la signalisation par avions. La T. S. F. qui n'a pas tardé à supplanter ces procédés échappe à ces inconvénients et elle permet de dire explicitement tout ce qu'on voit et de signaler les incidents non prévus.

Ainsi, dans certains avions la source électrique des ondes de T. S. F. était une petite dynamo actionnée soit directement par le moteur, soit par une petite hélice placée en avant du fuselage et que le déplacement de l'avion dans l'air fait tourner. Ces deux dispositifs ont leurs avantages. La petite hélice actionnée par le vent a l'inconvénient d'augmenter un peu la résistance à l'avancement; en revanche, elle actionne la dynamo, même en cas de panne ou d'arrêt (vol plané) du moteur. On aura d'ailleurs une idée de l'énergie que peut fournir ainsi l'air, si j'indique que, dans la génératrice allemande Flieg 1917, la petite hélice tourne à une vitesse de 4 500 tours par minute pour une vitesse de l'avion dans le vent égale à 150 kilomètres à l'heure.

Les ondes hertziennes produites sont lancées dans l'espace par un fil d'antenne, d'une cinquantaine de mètres généralement, que l'aviateur déroule sous lui et dont il règle à volonté la longueur, ce qui contribue à éviter dans un secteur donné le brouillage des appareils voisins. Si l'émission des T. S. F. par avion est facile, en revanche, la réception par avion des messages du sol est plus délicate à cause du bruit du moteur. Elle a pourtant été résolue grâce à l'audion, qui a permis de remplacer dans beaucoup de cas, pour communiquer avec les avions, l'ancien procédé des signaux optiques et jeux de panneaux blancs ou colorés étendus sur le sol.

Des difficultés considérables existaient d'ailleurs pour la réception en avion « au son », c'est-à-dire au téléphone qui est le récep-

teur habituel ; ces difficultés provenaient surtout du bruit parasite de l'hélice et du moteur. On les a tournés par divers artifices et notamment par celui-ci qu'ont utilisé les Allemands : le courant de réception de l'antenne de l'avion passe dans un petit fil métallique très fin tendu entre les pôles d'un aimant puissant. Chaque fois que le courant, redressé au besoin par un *audion*, passe dans le fil, celui-ci (qui constitue avec l'aimant ce qu'on appelle un « galvanomètre à corde ») est déplacé en vertu de l'action bien connue des aimants sur le courant. Or, ce fil recouvre au repos une petite fente lumineuse que l'aviateur observe à travers un viseur à prisme. Chaque fois qu'une onde est reçue, il voit donc la fente lumineuse pendant un temps plus ou moins long qui correspond aux points et traits de l'alphabet Morse. La réception de la T. S. F. à l'oreille est donc remplacée ainsi par une réception à l'œil que le bruit de l'hélice ne peut aucunement gêner.

Une autre application curieuse de la T. S. F. à l'aéronautique de guerre est son emploi pour « faire le point » d'un aéronef, lui faire connaître sa position et diriger sa marche.

Le procédé est assez simple en somme ; il se rattache aux méthodes dites *radiogoniométriques* (il n'est pas besoin d'être très helléniste pour comprendre ce mot) connues des physiciens dès longtemps avant la guerre. Cette méthode a été utilisée constamment par les zeppelins pour se diriger au cours de leurs raids. Elle est applicable aussi aux avions, et naturellement aux navires munis de T. S. F. qu'elle peut dispenser complètement de « faire le point » par les procédés astronomiques et chronométriques habituels.

Imaginons un aéronef envoyant à un moment donné, d'un point de l'atmosphère, une série continue d'ondes hertziennes par son antenne. Si une station réceptrice située en un point donné recueille ces ondes et a un moyen de savoir de quelle direction elles proviennent, elle saura que l'aéronef est dans cette direction.

Or ce moyen existe : on sait en effet que lorsqu'on se sert, comme antenne réceptrice, d'un fil formant une sorte de cadre fermé, l'intensité de la réception est maxima lorsque ce cadre est orienté dans le plan des ondes reçues et minima dans la direction perpendiculaire. La station réceptrice (admettons que ce soit par exemple la Tour Eiffel) dispose d'une série d'antennes en forme de cadres réglés sur les ondes de l'aéronef, et qu'on peut faire pivoter jusqu'à ce que l'intensité des ondes reçues et écoutées au téléphone soit maxima. Imaginons en outre une seconde station (par exemple

le poste de T. S. F. de Lyon) située à une certaine distance de la première et opérant de même. Elle déterminera, elle aussi, une direction suivant laquelle se trouve l'aéronef. Or le recoupement de ces deux directions, — que les deux stations se communiquent téléphoniquement ou télégraphiquement, — fournit immédiatement la latitude et la longitude exacte de l'aéronef et il ne reste plus qu'à les lui faire connaître radiotélégraphiquement. N'est-elle pas élégante, simple et étrange cette méthode qui consiste pour un aéronef perdu dans l'espace et dans la nuit à demander sa propre situation à une station éloignée? N'est-ce pas une des plus jolies applications de la physique à la guerre... demain à la paix?

Le téléphone lui-même est devenu aujourd'hui un des bénéficiaires de l'*audion*, car, grâce à celui-ci, l'intensité des courants téléphoniques peut être considérablement multipliée. C'est ainsi que, grâce à l'audion, le problème de la téléphonie à grande distance par câbles sous-marins ou souterrains, naguère insoluble, est en voie d'être résolu.

Mais ceci nous éloignerait de notre sujet. Ce qui nous y ramène au contraire, c'est l'emploi de l'*audion* pour améliorer les communications téléphoniques au front de combat. Grâce à l'*audion* amplificateur et à sa grande sensibilité, des lignes téléphoniques coupées ont vu rétablir leur transmission, sans réparation, simplement en enfonçant en terre les deux tronçons du fil coupé alors que la coupure était très étendue.

Dans un ordre d'idées voisin, il me reste à parler de la T. P. S., mode de liaison nouveau qui a rendu de grands services dans la seconde partie de la guerre, et qui, bien qu'imité ensuite par l'ennemi, a été mis au point surtout par les techniciens français et notamment par le général Ferrié, directeur de la télégraphie militaire.

La T. P. S. (il y a eu beaucoup d'initiales dans cette guerre... en attendant la grande finale) est une méthode télégraphique. Les Champollion de la hiéroglyphie militaire nous diront que ces trois lettres mystérieuses sont les initiales de la *Télégraphie par le sol* et nous voilà tout de suite éclairés sur la nature du nouveau moyen de communication dont il s'agit.

Les Allemands l'ont employé après nous, mais aussi bien que nous ; ils ont fait à son sujet des instructions dont une très détaillée du général von Galwitz est tombée naguère entre nos mains. On peut donc en parler librement, d'autant que la guerre est finie,..... pour le moment du moins.

La T. P. S. est une méthode télégraphique qui est en somme intermédiaire entre la T. S. F. et la télégraphie ordinaire par câble. Elle a ceci de commun avec la T. S. F. que les deux stations communiquantes ne sont pas réunies par fil. Mais tandis que dans la T. S. F. les ondes sont transmises à travers l'air, dans la T. P. S. les courants électriques particuliers qui sont utilisés sont transmis à travers le sol. Ces courants sont tout simplement des *courants d'induction*. J'ai, je crois, déjà expliqué ici ce qu'est l'*induction*.

Les philosophes nous enseignent qu'elle est une certaine manière de raisonner où une chose est suggérée par une autre. Eh bien ! pareillement, et pour reprendre une comparaison qui s'impose, un courant électrique d'induction est un courant suggéré, si j'ose dire, par un autre. Par exemple, chacun sait que si un courant électrique passe dans un fil, il se produit dans un autre fil parallèle et placé à une certaine distance un courant brusque dit courant induit, chaque fois que le premier courant varie brusquement, commence ou cesse. Et alors on comprend que si on place en un certain point, sur le sol, un fil de quelques dizaines de mètres dont les deux extrémités sont fixées dans la terre de manière à fermer le circuit; si on fait circuler dans ce fil un courant électrique à interruptions assez rapides tel que celui d'une bobine de Rhumkorff, ces variations produites à volonté, par exemple au moyen d'un Morse, causeront des courants induits dans un fil plus ou moins parallèle placé à une certaine distance et permettront d'envoyer des signaux.

L'expérience montre que les courants qui sont les agents de ce nouveau mode de liaison sont des courants induits se propageant surtout par le sol, et aussi, — mais très partiellement, — des courants de conduction à travers celui-ci. De là le nom de la T. P. S. La nature du sol influe d'ailleurs beaucoup sur la propagation, et un sol légèrement humide et bon conducteur de l'électricité donne les plus grandes portées et les meilleurs résultats. C'est ainsi que le sol des terrains boisés, qui est très mauvais pour la pose des antennes de T. S. F., est très favorable à la T. P. S. et que les deux procédés se complètent admirablement.

L'avantage de la T. P. S. sur la T. S. F. est que ses bases posées au sol ou même enterrées sont bien moins vulnérables que les antennes toujours plus ou moins soulevées de la T. S. F. En revanche, pour une même énergie génératrice, celle-ci porte beaucoup plus loin. On a d'ailleurs réussi à porter à plusieurs kilomètres, grâce à l'emploi de *l'audion amplificateur*, la limite d'emploi courant de la

T. P. S., et l'un des plus tragiques et plus récents épisodes où elle ait rendu des services est l'affaire du Plémont où des cuirassiers encerclés réussirent par ce moyen à envoyer leurs dramatiques messages jusqu'à la dernière extrémité.

La T. S. F. n'a pas servi seulement à la liaison, c'est par son moyen, et toujours avec le concours de l'*audion* que, dans les deux camps, on a capté couramment les communications téléphoniques de l'adversaire, ce qui a obligé finalement dans la plupart des secteurs à ne plus téléphoner qu'en langage convenu, *cryptophoniquement*, si j'ose dire. Les courants très variables qui parcouraient les fils téléphoniques de l'avant fournissaient en effet dans le sol des courants induits qui pouvaient être recueillis par les fils de la T. P. S. insidieusement placés dans la tranchée adverse.

Telles sont quelques-unes des applications les plus curieuses que la T. S. F. et les branches qui l'avoisinent dans l'électricité ont eues dans la guerre. N'est-elle pas étrange et suggestive, cette utilisation belliqueuse de ces ondes invisibles et muettes qui ceignent la terre de leur houle silencieuse, et qu'on nous avait présentées, naguère, lorsque nous écoutions les douces ânonneries des utopistes, comme ne pouvant et ne devant jamais servir qu'à des fins pacifiques? La vérité, c'est qu'il n'est aucune des conquêtes de la science..., et peut-être aussi des autres domaines où bouillonne l'esprit humain, qui ne puisse ainsi que le sabre de M. Prudhomme servir à des fins déterminées ou au besoin les combattre. Il n'y a pas de bons ou de mauvais outils ; il n'y a que de bons ou de mauvais travaux, et surtout de bons ou de mauvais artisans.

CHARLES NORDMANN.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française : *Les Perses*, traduction en vers de MM. Silvain et Jaubert. — Odéon : *Le Crime de Potru*, pièce en trois actes et un prologue, de M. Charles-Henry Hirsch. — Théatre Sarah-Bernhardt : *Napoléonette*, comédie historique de MM. André de Lorde et Jean Marsèle, d'après le roman de Gyp.

Les dieux, amis des Grecs, ne jugèrent point que ce fût assez de leur donner la victoire à Salamine. Ils voulurent que parmi les combattants se trouvât un des plus grands poètes de ce temps-là et de tous les temps. Alors la Grèce victorieuse reçut un genre de récompense, dont seule une race guerrière et artiste pouvait goûter tout le prix : dans ce décor d'une nature encore toute meurtrie par les dévastations de l'envahisseur, devant ce paysage marin où venaient à peine de mourir les derniers bruits de la bataille, elle assista à cette splendide et délicate apothéose d'elle-même qu'est la tragédie des *Perses*. Nous pourtant, après vingt-cinq siècles, nous n'avons pas cessé d'entendre l'immense lamentation qui emplit de deuil et de honte le palais de l'ennemi vaincu.

Les Perses sont sans doute le plus beau chant de triomphe qui ait jailli d'une poitrine humaine, le plus large, le plus soutenu, et en même temps le plus noble, le plus pur, digne du peuple qui, vers la même époque, taillait dans le marbre les blanches *Victoires*, restées sans égales au ciel de l'art. C'est le plus magnifique poème inspiré par la victoire, non par son ivresse, mais par son enthousiasme grave et réfléchi. MM. Silvain et Jaubert ont pensé que, dans l'atmosphère d'aujourd'hui, il prendrait une sorte d'actualité, et qu'au lendemain de l'épreuve dont nous sommes, nous aussi, victorieusement sortis, il éveillerait en nos âmes d'intimes et pathétiques résonnances. Ils ont eu grandement raison. Avant donc d'assister à la représentation

de la Comédie-Française, remettons-nous en mémoire le vieux chef-d'œuvre. Jadis Ronsard relut en trois jours l'*Iliade* d'Homère; il la relut en grec : il était bien heureux. Contentons-nous de l'honnête traduction d'Alexis Pierron, qui est d'ailleurs une excellente traduction, loyale et simple. Pour faire jaillir le rapprochement, nous n'aurons nul besoin de nous livrer à un pénible exercice et de forcer les choses. Les ressemblances se dégageront d'elles-mêmes, parce que les grandes situations se retrouvent pareilles dans l'histoire des peuples, comme les grands sentiments sont les mêmes qui en tout temps font battre le cœur humain. Deux civilisations se sont heurtées, au rivage fatidique de Salamine; et de même deux cultures, aux bords de la Marne. Et si jadis on entendit courir sur la mer des sirènes ces paroles sacrées : « Allez, ô fils de la Grèce, délivrez la patrie, délivrez vos enfants, vos femmes et les temples des dieux de vos pères et les tombeaux de vos aïeux. Un seul combat va décider de tous vos biens! » — c'est la même voix anonyme et collective, et c'est le même esprit de la race qui, un matin de septembre 1914, inspirait l'ordre fameux en vertu duquel une troupe qui ne pourrait plus avancer devrait se faire tuer sur place.

Ce qui donne sa grandeur à la pièce d'Eschyle, c'est son caractère non pas seulement patriotique, mais religieux. Remarque curieuse. Pour une fois la tragédie grecque, qui avait coutume d'évoluer dans le passé légendaire et de s'installer au cœur même des mythes sacrés, prenait son sujet en pleine actualité; or, jamais le lien qui la rattache à la religion n'avait été plus fortement marqué. Une idée domine l'œuvre tout entière, y revient sans cesse, l'explique, la vivifie, une idée qui en est l'âme : c'est l'idée de la Némésis, de la Jalousie des dieux, si souvent mal interprétée et dont M. Paul Bourget, dans son dernier roman, nous rappelait le vrai sens, d'après le livre du savant Édouard Tournier. Expression de la nature des choses, elle n'est autre que cette loi de l'équilibre d'après laquelle rien de ce qui est excessif ne saurait être viable. Nulle explication de l'univers ne convenait mieux au génie des Grecs, fait de mesure et d'harmonie. En accord avec les règles du goût, se confondant avec le principe même de l'art, elle est la condamnation du kolossal. Aussi bien, la jalousie des dieux ne doit pas s'entendre de leur méchanceté; mais, gardiens de l'ordre universel, c'est leur fonction de veiller à ce que l'homme ne s'enhardisse pas à le déranger. Le champ qui s'ouvre à son action comme à sa pensée est assez large. Qu'il s'efforce d'être complètement humain : ce sera la source

d'actions belles et bienfaisantes. Vouloir être plus qu'humain, est le rêve d'un fou que sa folie mène au crime. Un tel vertige ne s'empare pas seulement des individus : il peut gagner une foule et s'étendre à un peuple tout entier. Tel fut le cas des Perses ; la même mégalomanie, qui avait affolé Xerxès, les atteignit de sa contagion : le châtiment ne pouvait manquer de s'abattre sur eux.

C'est pourquoi un funeste pressentiment étreint les cœurs des vieillards restés à l'arrière. Ils évoquent l'image de leur formidable armée. Archers, cavaliers, soldats de toutes armes ont afflué de tous les points du royaume. « La royale armée, dans sa marche destructrice, a déjà touché au continent... Tout cède devant le fougueux maître de la populeuse Asie. Par terre et par mer son immense armée s'élance vers les plaines de la Grèce... Quelle bravoure pourrait soutenir le choc de ce vaste torrent d'hommes? Quelles barrières assez puissantes arrêteraient les flots de cette mer irrésistible? » C'est la ruée. C'est le torrent de l'invasion. Il en vient de partout, interminablement, et le flot, qui ne cesse de s'écouler, a déjà en partie submergé la résistance. Jamais on n'avait vu un tel déploiement de forces, un tel appareil de puissance plus qu'humaine... Et voilà justement ce qui donne à penser aux sages vieillards et qui inquiète leur prudence. Trop est trop. « Quel mortel échappera aux perfides trahisons de la Fortune? Quel est l'homme au pied agile qu'un bond heureux mettra hors du piège? Caressante et flatteuse d'abord, la calamité attire les humains dans ses rêts. » Car les succès trop faciles et l'excessive prospérité, qui excitent l'ambition et invitent à la folie des grandeurs, sont autant de moyens qu'emploie la Némésis pour provoquer ces grandes catastrophes destinées à remettre les choses en place et rétablir l'ordre dans l'univers.

Autre forme du même pressentiment : le songe d'Atossa. On sait que les songes, si fréquents dans la tragédie grecque, n'y sont pas un ornement, une machine poétique : ils expriment le lien qui subsiste entre le monde d'ici-bas et celui de l'au delà, incomplètement séparés l'un de l'autre dans cette jeunesse des temps imprégnée de surnaturel. Les morts continuent d'entretenir les vivants dans le silence des nuits : le songe est la parole des voix qui se sont tues. Les vivants, à leur tour, conversent avec les morts qu'ils appellent à leur aide. C'est elle-même, Atossa, qui, tout à l'heure, donnera aux vieillards le conseil d'évoquer l'ombre de Darius. Pour le moment, elle est toute à ce songe qui vient de la bouleverser : elle a dans les yeux l'image de ces deux femmes qui lui sont apparues personnifiant

deux races et deux civilisations. L'une, attelée docilement au char du maître, s'enorgueillissait de sa servitude: l'autre, cabrée, a rejeté son frein et brisé son joug. C'est comme l'annonce et la préfiguration d'un désastre dont la menace est dans l'air.

« Le miracle de Salamine, » ainsi pourrait s'intituler l'immortel récit que débite le messager et qui vaut les plus belles narrations historiques. L'idée même en est de faire ressortir ce quelque chose de supérieur au nombre, à la puissance du matériel, aux combinaisons même de la stratégie, qui est : le « miracle. » « Un dieu déployant ses vengeances, quelque fatal génie fondant sur nous, voilà quelle a été la cause première du désastre. » La supériorité numérique était du côté des barbares, et combien écrasante! « Mais un dieu a mis le poids de nos destins et des leurs sur une balance inégale et c'est ainsi que notre armée a dû périr. » Le poète n'entend pas diminuer par là le mérite de ceux que, soldat, il a vus à l'œuvre. Il a pu mesurer ce que la patrie doit à la science des chefs et à la valeur des combattants : est-ce une raison pour méconnaître cet autre facteur, impondérable et mystique, dont les plus grands capitaines savent que la victoire ne peut se passer? Que n'a-t-on pas dit chez nous contre ce terme de « miracle de la Marne, » jailli spontanément de la conscience nationale dans l'effusion de notre reconnaissance? On a prétendu qu'il était injurieux pour nos généraux et nos soldats. C'était, disait-on, une manière de les dépouiller de la gloire qui leur revenait, en attribuant à une intervention surnaturelle un succès dû aux causes les plus naturelles, et qui sont : l'excellence de nos méthodes de guerre et le moral de nos troupes. Ceux qui raisonnaient ainsi, le faisaient dans la meilleure intention, soucieux uniquement de rendre à notre admirable armée toute la justice qui lui est due. Mais ils prouvaient par là qu'ils n'étaient très familiers ni avec l'idée de miracle, ni même avec l'idée de victoire. Ce n'est porter atteinte au mérite de personne, de constater qu'il y a une « partie divine » de la guerre. Napoléon le savait et les Grecs avant lui. Et Xerxès allait l'apprendre à ses dépens, ayant eu soin de tout disposer pour ne rien perdre du spectacle de sa propre débâcle. « Il s'était assis en un lieu d'où l'armée tout entière se découvrait à sa vue : c'était une colline élevée, non loin du rivage de la mer. » *Guillaume à sa tour monte...*

L'Ombre de Darius ne sort du tombeau que pour préciser le sens de l'événement. Nous sommes habitués à rencontrer dans la poésie antique, — nous les avons vues dans Homère et nous les rever-

rons dans Virgile, — ces Ombres d'abord vaines et inconsistantes, qui, peu à peu, vivifiées par notre lumière, reprennent corps et retrouvent la force de prophétiser. Mal éveillé de l'éternel sommeil et mal instruit des choses de la terre, Darius commence par interroger ; puis, quand il a été mis au courant du désastre, il le juge avec le regard du voyant qui des faits remonte aux causes, et, par delà les contingences, découvre le principe et la loi.

C'a été de tout temps la grande difficulté, de concilier la prescience divine avec la liberté humaine. Si notre destinée est écrite de toute éternité, comment pouvons-nous en être les artisans responsables ? La doctrine de la Némésis n'omet pas cet aspect du problème : elle fait de nos malheurs le châtiment de nos fautes. Xerxès a péché par orgueil et il périt victime de son orgueil. Ceux qui, avant lui, s'étaient succédé sur le trône des Perses, lui avaient donné l'exemple de la modération : par sa folie, il a perdu l'héritage qu'ils lui avaient légué. L'armée perse paye la peine de son impiété : « Ils n'ont pas craint, dans cette Grèce envahie, de dépouiller les images des dieux, d'incendier les temples. Les autels sont détruits, les statues ont été arrachées de leurs socles et brisées en morceaux. » Maître et serviteurs sont solidaires et quand Xerxès viendra, se frappant la poitrine et déchirant ses vêtements, mener le deuil du royaume dont il a été le fléau, leurs lamentations pourront se répondre. La leçon de toute la pièce tient dans ces lignes : « Mortels, il ne faut pas que vos pensées s'élèvent au-dessus de la condition mortelle. Laissez germer l'insolence, ce qui pousse c'est l'épi du crime : on moissonne une moisson de douleurs. » Je ne crois pas que plus noble langage ait été jamais tenu devant un vainqueur.

Une tragédie ainsi conçue n'a presque rien de commun avec l'art du théâtre tel que devaient le comprendre nos maîtres du XVIIe siècle, et tel même qu'allaient le pratiquer, au propre temps d'Eschyle, un Sophocle et un Euripide. On a dit d'*Œdipe Roi* que c'est un mélodrame supérieur, une pièce admirablement « bien faite. » *Les Perses* sont une lamentation sur une grande infortune, une méditation sur un grand exemple. Tragédie toute lyrique, d'une simplicité de lignes qui exclut les péripéties, et dont l'austère beauté est faite de l'éclat des images qui traduisent à nos yeux des pensées éternelles.

Cela explique qu'à la façon dont *les Perses* nous ont été présentés par la Comédie-Française, ils n'aient éveillé en nous rien qui ressemble à cet enthousiasme dont il paraît qu'à Athènes tous les spectateurs furent embrasés. Non, nous n'avions, ce soir-là, aucune

envie de courir à la frontière, qui heureusement n'avait aucun besoin d'être défendue. Mais nous nous demandions comment il se pouvait faire que du chef-d'œuvre grec il eût passé si peu dans l'actuelle transcription. Cela tient, je crois, en partie, au caractère lyrique de l'œuvre d'Eschyle. Certes, les vers de Jules Lacroix dans sa traduction d'*Œdipe Roi* sont à peine des vers ; pourtant la beauté de l'original subsiste : c'est qu'elle ne dépend pas uniquement de la forme, et qu'elle réside aussi bien dans le mouvement de l'action et dans la gradation des sentiments qui nous étreignent d'une angoisse grandissante. Mais la beauté d'une œuvre lyrique ne se sépare pas de la valeur, du style et des vers : elle ne s'accommode pas de la médiocrité. J'estime qu'une prose fidèle eût mieux valu. Traduire Eschyle en vers ! A moins d'être un très grand poète, il est sage de ne pas s'en mêler.

L'interprétation, comme la mise en scène, est sans éclat. Je ne vois à signaler que M. Albert Lambert qui a très bien dit le récit de bataille, et M. de Max qui vient, à la fin de la pièce, chanter, danser et faire mille folies devant le tombeau de Darius.

Le moment était-il parfaitement choisi pour mettre à la scène un soldat qui, un soir de ribote, a tué son sergent? La pièce que vient de représenter le théâtre national de l'Odéon, *le Crime de Potru*, tirée d'un de ses romans par M. Charles-Henry Hirsch, a pour héros un soldat meurtrier de son sergent, et nous attendrit sur le sort de ce pauvre diable : — c'est l'assassin que je veux dire, non la victime.

Donc le soldat Potru a tué son sergent. S'il l'avait tué pour le voler, il y aurait à redire. Mais loin de ce brave garçon toute pensée intéressée ! Il avait bu ce soir-là : ce n'est pas un crime. Encore y a-t-il la manière : rien de plus touchant que la cause des libations abondantes auxquelles se livre Potru. Il aime Toinon, sa payse ; l'absence lui est intolérable ; alors, il noie son chagrin dans le vin : c'est classique. Comme il regagne la caserne en compagnie de son camarade Charonneau, un sergent vient à passer. Au lieu de passer tout simplement, ce gradé insiste. Il fait à Potru des remarques désobligeantes sur les zigzags de sa démarche. Il manque de tact. Ne va-t-il pas jusqu'à le menacer de le punir? Alors Potru lui passe sa baïonnette au travers du corps. Voilà... Tel est le crime de Potru, si l'on peut appeler cela un crime.... Charonneau, qui n'a pas empêché Potru de commettre son crime, intervient, le crime une fois commis : il nettoie dans la terre la baïonnette ensanglantée et la graisse

bien proprement. Après quoi, les deux compères, dégrisés, rentrent à la chambrée et se couchent.

L'enquête sur la mort du sergent ne donne pas de résultats. Il n'en serait donc rien de plus, si Potru eût été seul le soir du crime. Il était avec Charonneau : une idée infernale est en train de germer dans l'esprit de ce Charonneau, qui n'est pas, comme Potru, un brave et honnête garçon, mais un paresseux et un coureur de filles. Revenu au pays, il va se livrer à un affreux chantage sur Potru et toute la famille Potru, car les Potru sont riches. Ce chantage empoisonne la vie de Potru, qui, sans cela, estimé, aimé de tous, honnête et laborieux, bon fils, époux modèle, réunirait toutes les conditions du bonheur. La peur qu'inspire à Potru ce chantage, c'est toute la pièce. Il y aurait un moyen : ce serait de se débarrasser de Charonneau, comme Macbeth se débarrassa de Banquo. Mais vraisemblablement Potru n'a pas lu Shakspeare. De plus, il a une conscience : mauvaise condition, quand on a commis un crime. Son secret lui pèse. Le fait est qu'il le confie peu à peu à tout le monde et que bientôt c'est le secret de Polichinelle. Il le confie à son grand-père, type de vieux paysan autoritaire, gardien jaloux de la tradition, à cheval sur l'honneur du nom, et qui ne plaisante pas. Instruit de la chose, le vieillard en tire cette conclusion qu'il faut à tout prix empêcher Charonneau de causer. Potru a fini par épouser Toinon : à elle aussi, il avoue. Apprenant que Potru a tué son sergent, cette bonne épouse ne va pas pour si peu cesser de l'aimer : elle le plaint, c'est-à-dire qu'elle l'en aime davantage. Vraiment il n'y a qu'un trouble-fête : c'est Charonneau. Comment clore le bec à Charonneau ? Nul doute que le grand-père n'en trouve, dans sa caboche solide et rusée, un sûr moyen. Conseillé par un grand avocat de Rouen, il suggère à Charonneau qu'en dénonçant Potru, il risquerait d'être lui-même inculpé comme complice. Charonneau se taira ; Potru recouvrera la tranquillité ; un petit Potru, dont on nous annonce la naissance prochaine, continuera l'honorable lignée des Potru. Tout sera pour le mieux.

Et le sergent ?

Quel sergent ?... Celui qui a été tué ?... Eh bien mais, puisqu'il est tué, il ne réclamera pas...

Ces choses se débitent dans l'obscurité presque complète où sont noyées la salle et même la scène, comme au cinéma. En somme, un gros mélodrame où manque ce qui fait d'ordinaire l'intérêt de ce genre de pièces, je veux dire l'intérêt de curiosité, puisque nous savons, dès le premier acte, quel cadavre il y a entre Potru et Cha-

ronneau. Dans le mélo d'autrefois, au dénouement le crime était puni. Ici, l'assassin n'est pas puni, son complice pas davantage : les temps ont marché.

La pièce est jouée par la troupe de l'Odéon dans la note conventionnelle adoptée pour la paysannerie de théâtre.

Au théâtre Sarah-Bernhardt, une aimable comédie historique d'après le roman de Gyp : *Napoléonette*.

On sait comment, à force d'esprit, de drôlerie, de verve et de fantaisie, Gyp a tenu et gagné cette gageure : rendre sympathique cet être insupportable qui s'appelle un enfant mal élevé. Naguère, dans un de ses plus fameux albums, Gavarni nous avait présenté le type de l'enfant terrible .C'est celui qui, à table, au nez de l'invité ahuri, désignant le poulet qu'on vient de servir, demande : « Est-ce le petit crevé de ce matin que t'as dit qu'ce serait toujours assez bon pour lui ? » C'est celui qui, à cheval sur les genoux d'un visiteur, lui tient ce propos : « Dis-donc, Mossieu, comment qu'tu fais ? Maman dit que tu coupes les liards en quatre. Ça doit être joliment difficile. » Etc. Il ne rate pas une occasion de dire précisément ce qui n'est pas à dire. Il fait fuir les amis de la maison ; il met ses parents dans un continuel embarras : un fléau pour une famille ! Gyp en a fait une bénédiction pour le genre humain. C'est un joli tour de force.

Le procédé est le plus ingénieux qui soit et le plus simple : il consiste à doter l'enfant de toutes les qualités dont on voit trop souvent que les grandes personnes sont dépourvues. Gyp imagine que l'enfant a reçu en partage le bon sens, l'équité, la noblesse, une droiture, un goût du bien, un sentiment de la justice distributive qui ne se trompe jamais. Tous ces dons merveilleux, l'enfant les possède de naissance et d'instinct. Son esprit va, de lui-même, au vrai et au bien : malheureusement, l'éducation intervient et le fait dévier. Parlez-nous d'une nature d'enfant qui n'a pas été déformée par l'éducation ! Ses mauvaises manières et l'incorrection de son langage sont les meilleurs garants d'une bonté naturelle restée à l'état pur et que rien n'est venu altérer.

Alors le petit Bob et autres « amours d'enfants », se promènent à travers la société comme des manières de justiciers, distribuant l'éloge et le blâme, démasquant l'hypocrisie, raillant la vanité déjouant les combinaisons de l'amour-propre et de l'intérêt, s'élevant au-dessus des artificielles convenances, remettant chacun à sor

rang et chaque chose à sa place. Tout cela, bien entendu, par boutades, saillies, fusées de rire, avec une gaminerie impayable et une légèreté de touche délicieuse. Dans ces exquises œuvrettes de Gyp, l'enfant personnifie la nature en opposition avec la convention sociale. Quand ils voulaient faire la satire de la société, les littérateurs d'autrefois en chargeaient le paysan du Danube ou le Huron. L'amusante nouveauté est de l'avoir confiée à un gamin en culottes courtes et à un petit bout de femme.

Et cela est si bien d'aujourd'hui! C'est l'achèvement de cette apothéose de l'enfant qui s'est poursuivie à travers tout le siècle dernier. Moins on avait d'enfants et plus on augmentait l'importance de l'enfant. On le gâtait, on se gênait pour lui, on se pliait à ses caprices. Et c'était déjà très joli; mais le chef-d'œuvre, c'est d'avoir fait de ce gamin le sage de la famille.

Bien entendu, je ne critique pas et surtout je n'insiste pas. L'espiègle création de Gyp est toute fantaisie : ne chicanons pas avec notre plaisir. Le petit Bob a ravi et ravira des générations de lecteurs. Je remarque seulement que, charmant dans les livres de la spirituelle romancière, le type l'est beaucoup moins dans la réalité. Des enfants qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas, qui se permettent de juger les gens et vous lâchent des impertinences en plein visage, il y en a et nous en connaissons tous. Mais nous ne les aimons guère. Encore leur en voulons-nous moins à eux-mêmes qu'à l'absurde faiblesse des auteurs de leurs jours. Les parents d'autrefois, qui n'y allaient pas par quatre chemins et n'y allaient pas de main morte, leur appliquaient une bonne paire de gifles. Ainsi s'exprimait leur opinion.

Dans *Napoléonette*, Gyp a eu l'idée d'encadrer dans un décor d'autrefois son type favori. Elle a, si j'ose dire, transporté dans l'histoire son petit Bob. Napoléonette en est comme une sœur aînée. Cette filleule de Napoléon fait éclater dans l'ennui de la Cour de Louis XVIII sa fougue, son indiscipline, sa gaieté pétillante, sa belle franchise et son adorable gaminerie. Tout le monde a lu le roman où Gyp, pour notre plus grande joie, s'est essayée au genre historique. MM. André de Lorde et Jean Marsèle en ont tiré une pièce de théâtre en cinq actes et un prologue. Oublions donc le roman et suivons la pièce, telle qu'elle se déroule sur la scène du théâtre Sarah-Bernhardt.

Au prologue, le canon de Waterloo. Le colonel de Sérignan est frappé à mort. Près de lui, sa fille, âgée de seize ans, qui l'a suivi aux armées, et qui sert comme lancier sous un nom et sous un uniforme d'emprunt. Au premier acte, dix huit mois après, nous retrou-

vons la jeune fille à la Cour de Louis XVIII. Elle est élevée par son oncle et sa tante de Sérignan, deux ganaches. Ses incartades indignent et désespèrent ces deux vénérables momies, tandis qu'elles ravissent le vieux roi, sceptique et homme d'esprit. Elle va jouer, dans les affaires politiques et parmi les intrigues de cour, un rôle sur lequel jusqu'ici nous n'avions pas été suffisamment renseignés par les historiens de la Restauration. Déjà les ultras conspirent, aidés dans leurs mauvais desseins par Mme du Cayla. Cette dame artificieuse et perfide a promis d'obtenir de la complaisance de son royal amant qu'il lui livre des papiers compromettants de la dernière gravité. Mais Napoléonette veille. Elle a tout entendu. Et c'est elle, la filleule, l'admiratrice de Napoléon, qui va sauver le Roi! Telle est son humeur chevaleresque. Elle obtient du Roi qu'il lui confie les fameux papiers, et, pour les mieux garder, elle les porte ostensiblement dans son sac à main, à une soirée chez Mme de Rémusat, où elle danse, chante et se grise, ou plutôt fait semblant de se griser, afin de mieux duper les conspirateurs. A travers ces aventures et d'autres de même sorte, enlèvement du Roi, coups de pistolet, etc., Napoléonette conserve son imperturbable bonne humeur, semant sur son passage les termes d'argot comme autant de perles. « Sire, ne vous laissez pas embobiner, » dit-elle au Roi. Et à elle-même : « Ça va barder. » Sous Louis XVIII, déjà !... Tout cela un peu long et compliqué, mais gai et amusant, un peu enfantin, mais très bon enfant.

Mlle Danjou a obtenu un grand succès pour le brio avec lequel elle enlève le rôle de Napoléonette. Et M. Numès a dessiné une silhouette tout à fait remarquable de Louis XVIII placide et ironique.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le programme de la quinzaine écoulée entre la fin de mai et le début de juin, a été plus varié, sinon plus chargé, que celui des quinzaines précédentes. L'Autriche est entrée en scène, et la tragi-comédie allemande elle-même s'est corsée par l'apparition subite de la République rhénane. Dans la foule même qui, à l'extérieur, assiège le théâtre avec une curiosité un peu anxieuse, des frémissements, pour ne pas dire des frissons nouveaux, ont couru, une certaine agitation mêlée de quelque inquiétude. Si tout drame est un conflit de passions ou un débat de conscience, celui que représente à Versailles, sous le titre : *Signeront-ils ?* la troupe de M. le comte de Brockdorff-Rantzau en est à sa péripétie, et peut-être en sera-t-il à son dénouement quand cette chronique paraîtra. Tout s'est d'abord développé conformément au scénario. Comme le délai primitivement fixé, qui devait expirer le jeudi 22 mai, touchait à sa fin, le président de la délégation allemande a demandé un supplément de réflexion, et, en conséquence, huit jours de plus, jusqu'au jeudi 29, lui ont été accordés. C'était, dans l'esprit de M. de Brockdorff, autant de gagné, puisque, témoin de l'embarras des Puissances alliées et associées, acteur ou comparse dans les grandes et petites intrigues qui travaillent à le compliquer, le premier plénipotentiaire allemand en est réduit à faire ou à servir une politique « catastrophique. » Toujours pour gagner du temps, accroître les embarras, élargir les trous de la toile et y passer le poing afin de la déchirer, il a versé sur les Quatre une pluie de papier, par-dessus le déluge de notes dont il avait déjà couvert la table de la Conférence.

Il fallait s'y attendre : tout a été repris point par point, *ab ovo*, et, bien entendu, contesté. L'Allemagne prétend nous enseigner quelles doivent être, d'après les principes du Président Wilson et selon notre propre aveu, « les bases juridiques de la paix. » Et, naturellement,

elle soutient que ce n'est pas sur ces bases que nous avons construit. Elle élève une « protestation générale contre la paix de violence. » Puis elle discute les responsabilités et les réparations, expose comment elle imagine la Société des Nations et conçoit le droit de libre disposition des peuples, ce qui l'amène à des conclusions auxquelles on ne saurait refuser, en somme, le mérite de la netteté, et dont voici les principales : « Les territoires occupés doivent être évacués, par échelons, dans l'espace de six mois. Au cas où la Ligue des peuples se réaliserait, l'Allemagne doit y être admise comme membre avec des droits égaux. L'Allemagne doit administrer ses colonies en qualité de mandataire de la Ligue des peuples. Les dispositions pénales sont repoussées, et on renouvelle la proposition d'instituer une cour de justice neutre, chargée de juger toutes les violations des lois et coutumes de la guerre. »

Traduisons en deux mots, en deux phrases plus brèves : l'Allemagne ne se reconnaît pas coupable. Elle ne se reconnaît pas battue. Ni restitutions, ni réparations, ni garanties. Tout au plus consent-elle, condescend-elle à traiter avec les alliés d'égal à égal et à leur offrir, — derrière le spectre rouge, — une paix blanche.

La rage d'écrire de M. le comte de Brockdorff-Rantzau et de ses collaborateurs, de la carrière ou de la chaire, ne s'est d'ailleurs pas épuisée à noircir les 143 feuillets des *Observations de la délégation allemande sur les conditions de la paix*. La pluie de notes n'a pas depuis lors cessé de tomber. Mais la pièce de beaucoup la plus intéressante, la plus significative, le document psychologique, est la lettre d'envoi dont le président de la délégation allemande a fait accompagner son volume même. Dans la lettre se découvre l'esprit. Pourquoi dire qu'il s'y découvre? Il ne s'y cache pas, il s'y étale; et ce qui, chez d'autres, eût été amer et impertinent, est ici, à la prussienne, insolent et cynique.

Ce sont, pour débuter, agneaux bêlants à l'abattoir : « Nous étions venus à Versailles en nous attendant à recevoir des propositions de paix sur les bases convenues. Nous avions la ferme volonté de faire tout ce qui dépendrait de notre force pour satisfaire aux obligations acceptées par nous. Nous espérions la paix du droit qu'on nous avait promise. Nous fûmes consternés en lisant dans le projet de traité quelles conditions la force victorieuse de l'adversaire exige de nous. » Un traité aussi dur, l'Allemagne est dans l'impossibilité de l'exécuter : de telles exigences « dépassent la force du peuple allemand. »

Tout de suite, la voix se raffermit, le ton se hausse. « On veut

rétablir la Pologne, dit, en substance, M. de Brockdorff-Rantzau; et, pour qu'on puisse la rétablir, on nous demande de renoncer à la Prusse occidentale, à une partie de la Poméranie, à Dantzig; de nous laisser couper de la Prusse orientale, dépouillée de Memel. Mais la Prusse orientale, la Prusse occidentale, la Poméranie sont des territoires essentiellement allemands; Dantzig et Memel sont des villes foncièrement allemandes. En faveur de la même Pologne restaurée et de la Tchéco-Slovaquie à créer, on nous demande encore de renoncer à la Haute-Silésie, « malgré la vie allemande dont elle abonde et bien qu'elle constitue la base même de l'industrie dans toute la partie orientale de l'Allemagne. » A la Belgique, il faudrait céder des districts « où l'élément allemand prédomine. » Le pays de la Sarre « doit être détaché de notre Empire et son rattachement à la France doit être préparé; » mais, lui aussi, il est « foncièrement allemand. » Par là, l'Allemagne sera mutilée dans sa chair; et pourtant, « pareille Allemagne, ainsi morcelée et affaiblie, doit se déclarer prête à supporter tous les frais des adversaires, s'élevant à des sommes qui dépasseraient du double sa fortune nationale et privée... La limite sera fournie par la capacité de paiement du peuple allemand, » uniquement mesurée par sa capacité de travail. C'est l'esclavage perpétuel. Mais, en même temps qu'on force l'Allemagne à travailler sans répit pour payer, on l'empêche de vivre. On lui prend sa flotte marchande, on saisit ses propriétés, ses valeurs étrangères, on ruine son commerce, on confisque toute sa fortune, on s'empare de ses colonies, d'où l'on chasse jusqu'à ses missionnaires mêmes qui n'auront pas le droit « d'y exercer leur profession! » C'est donc pis que l'esclavage : c'est le meurtre, l'assassinat d'une nation! C'est la suppression pure et simple de l'Allemagne, rayée de la carte, puisqu'elle est exclue de la Ligue des nations! En donnant sa signature, l'Allemagne signerait « sa propre proscription, bien plus : son arrêt de mort. »

Sans doute « elle sait qu'il faut qu'elle consente à des sacrifices pour arriver à la paix. » Elle s'est engagée, elle a promis, elle est prête à tenir dans la limite du possible. Mais elle ne peut que le possible. Elle accepte de ne garder qu'une armée de 100 000 volontaires. Elle abandonne tous ses navires de guerre, même ceux que « ses ennemis veulent lui laisser encore. » A la seule condition qu'elle soit admise immédiatement, sans stage et sans pénitence, dans le concert pacifique des peuples de bonne volonté. Quant aux questions territoriales, elle s'en réfère absolument au « programme Wilson. »

L'Allemagne « renonce à ses droits de souveraineté sur l'Alsace-Lorraine, » et se borne à « y désirer un plébiscite libre. » Elle cède à la Pologne « la plus grande partie de la Posnanie, les territoires habités incontestablement par les Polonais et la capitale de Posen. » Elle est prête à lui accorder l'usage, comme ports libres, de Dantzig, Kœnigsberg et Memel, avec l'accès libre à la mer par la Vistule et par les chemins de fer. A la France, elle doit du charbon, et elle est prête à lui en donner, — c'est-à-dire à lui en vendre, — « jusqu'à la réfection des mines françaises. » Mais le charbon seulement, non les mines; ni le sol, ni le sous-sol. « Les parties du Slesvig qui sont en majorité danoises seront cédées au Danemark, à la suite d'un plébiscite. » En échange ou en reconnaissance de quoi, « l'Allemagne demande que le droit de libre disposition soit aussi respecté en faveur des Allemands d'Autriche et de Bohême. » Pour ses colonies, elle est prête « à les soumettre à l'administration en commun de la Ligue des nations, si elle est reconnue comme mandataire de celle-ci. »

Mais voici un gros chapitre : les paiements. L'Allemagne est prête « à effectuer les paiements lui incombant d'après le programme de paix convenu, jusqu'à la somme *maxima* de 100 milliards de marks en or, dont 20 milliards en or jusqu'au 1er mai 1926, les 80 milliards en or restants en traites annuelles sans intérêts. » Elle consent à ce que le « contribuable allemand ne soit pas moins imposé que le contribuable de l'État le plus imposé parmi ceux représentés à la commission des réparations. » Sous la double réserve « qu'elle n'aura pas à faire d'autres sacrifices territoriaux que ceux précités, et qu'elle obtiendra de nouveau toute liberté de mouvement à l'intérieur et à l'extérieur. » En outre, l'Allemagne offre d'apporter « tout son tonnage de commerce à une mise en commun mondiale, de mettre à la disposition des ennemis une partie des cargaisons, qui entrera en ligne de compte pour les dommages à réparer, et de construire pour leur compte, pendant une série d'années, sur les chantiers de construction allemands, un tonnage dont le chiffre dépasse leurs demandes. » Par surcroît, elle est prête à toutes sortes d'obligations secondaires, car le nombre des choses auxquelles elle « est prête » est incroyable, à l'exception de celles qu'on réclame d'elle. Elle est prête surtout à passer l'éponge, à faire comme s'il n'y avait pas eu de guerre, et quelle guerre! comme s'il n'y avait, à cette heure, ni vainqueurs ni vaincus, comme si l'Allemagne de demain n'avait qu'à continuer l'Allemagne d'hier. Pour elle, partie perdue, partie nulle. Le coup n'eût compté que si

elle l'avait réussi. Au total, l'Allemagne ne se résigne à perdre que ce qu'elle n'a pas gagné. Elle veut bien y être du nôtre, mais non du sien.

Il ne serait guère embarrassant de reprendre tous ses arguments et de les réfuter un par un ; mais il y a, dans la position réciproque des Alliés et de l'Allemagne, une réponse beaucoup plus facile et beaucoup plus topique encore, qui est de ne pas répondre. On n'a déjà que trop répondu ou correspondu. On a, en particulier, répondu à la note allemande sur la Sarre, et cette réplique (dans laquelle on a du reste, paru trop aisément admettre le caractère « foncièrement allemand » de la région, n'ayant pas même pensé à objecter que Sarrelouis ne s'est jamais appelé Sarreguillaume) s'est terminée par une concession fâcheuse. On a répondu à une autre note sur la future organisation internationale du travail, et la conclusion de la réponse a été une autre concession à l'Allemagne, à laquelle on a laissé entrevoir qu'on ne la ferait pas attendre longtemps à la porte. Prenons garde que le goût de la polémique chez celui-ci, l'habitude de la controverse chez celui-là, la richesse d'imagination et le vague de l'esprit chez un troisième, n'entraînent les plénipotentiaires de l'Entente à des conversations qui, pour être écrites, n'en seraient pas moins dangereuses, au contraire. Décliner l'entretien, c'est parfait, pourvu qu'on dérobe tout à fait le fer, qu'on refuse à la fois la plume et la langue. Non content d'écrire, le comte de Brockdorff-Rantzau, prolixe même pour un Allemand, désirerait encore parler. Nous induire en cette tentation, c'était, au fond, le véritable objet, le but immédiat et pratique, de sa lettre d'envoi. « Un débat fructueux et utile, remarque-t il captieusement, ne pourrait avoir lieu que par des conversations verbales. Cette paix doit être le plus grand traité de l'Histoire. Il n'y a pas d'exemple que des pourparlers aussi vastes n'aient été menés qu'en échangeant des notes écrites. » A quoi aussi la réponse est facile, catégorique et courte : « Non (en français et en anglais) ! Vous avez maintenant quatre jours pour signer. » Souvenons-nous que l'armistice est du 11 novembre 1918 : si l'on voulait « causer, » voilà plus de six mois qu'il fallait commencer. On est parti de l'idée d'une paix « dictée ; » ce n'est pas au fait d'une paix marchandée qu'on peut arriver.

Cette paix, telle qu'on nous a permis quant à présent de la connaître, ne nous enchante pas, elle ne nous comble pas : avouons-le franchement, elle nous satisfait à peine. Nous ne nous en cachons pas, et nous n'en cachons pas l'insuffisance et les faiblesses. Quand elle sera signée, telle quelle, elle ne sera pas faite. Pendant quinze

ans et plus, ce ne sera pas une paix actuelle, une paix en acte et en être, elle restera une paix en devenir. Pendant quinze ans et plus, elle sera éphémère, « quotidienne, » en ce sens que nous serons obligés, pour la maintenir, de la conquérir chaque jour. Ce n'est pas par un symbolisme vieillot et puéril que le traité sera, suivant l'usage, scellé d'un cachet de cire; et c'est, en effet, une cire qu'il nous met entre les doigts, une cire qu'il nous faudra modeler chaque jour pendant au moins quinze ans. Nous le savons, la tâche était ardue. Entre nos alliés, en face de nos adversaires, nos négociateurs ont fait ce qu'ils ont pu. Aussi voudrions-nous aujourd'hui n'exprimer que les hommages, et taire les critiques; mais enfin nous sentons, et peut-être eux-mêmes, les premiers, sentent-ils tout ce qui leur a manqué. Non point, certes, le sens français : c'est l'éminente dignité de M. Clemenceau, qu'il le possède au suprême degré. Non point, au début, l'esprit de la victoire, mais il est allé, et il devait fatalement aller, à mesure qu'elle s'éloignait, en s'affaiblissant. Il leur a manqué par-dessus tout le sens, pour ne pas dire la science, de l'histoire et le don des vues d'ensemble. Positivement, ils ont reconstruit l'Europe sans la voir : les arbres les ont empêchés de voir la forêt. Leur traité est, dans ses détails, un recueil de bons devoirs de spécialistes, lorsque les compétences ont été consultées, mais il est clair qu'elles l'ont été plutôt, ou qu'elles ont été plus et mieux écoutées, sur les petites que sur les grandes questions. Il n'est point « charpenté, » il n'a pas de ligne : on distingue mal où il va et où il conduit. Néanmoins, tel qu'il est, telles que sont les conditions signifiées solennellement aux Allemands, qu'on n'y touche pas, puisque, en y touchant, loin de les renforcer, on ne ferait que les énerver et détendre davantage. M. de Brockdorff-Rantzau a déterminé un point où il place le *maximum* de ce que peut et de ce qu'accepte l'Allemagne ; tenons pour définitif le *minimum* au-dessous duquel nous ne pouvons pas et nous n'acceptons pas. Pour nous, comme pour l'Allemagne, il y a le possible et l'impossible. Sachons prononcer, sur le ton qui convient, et qui est naturel à M. Clemenceau, le mot qui tranche tout : *Non possumus.*

Dans le discours qu'il a fait lire à Beaune, à l'occasion de la fermeture de « l'université américaine, » M. André Tardieu, tout en reconnaissant que le traité préparé « n'est sans doute point parfait, car il est œuvre humaine, » l'a loué de réunir trois qualités, d'être honnête, d'être commun aux Alliés et associés, autrement dit cautionné par eux tous dans chacun de ses articles, enfin d'être efficace :

de ces trois qualités, nous n'avons de réserve à faire que sur la troisième. Mais sur la troisième, l'efficacité, il n'est pas défendu de marquer une réserve prudente, sans tomber sous le coup des anathèmes que l'orateur a accumulés contre ceux qui ne lui accorderaient pas que le traité à l'élaboration duquel il a pris une part si considérable soit « la plus grande œuvre dont l'Histoire ait le souvenir. » Nous ne sommes certainement pas de ceux, s'il en est, qui, pour « des campagnes politiques, se saisissent d'un acte national » et font ainsi « courir des risques aux amitiés ou aux alliances. » Nous ne croyons pas non plus être de ceux que « les splendeurs de l'avenir n'ont pu détourner du passé » et qui confusément, presque inconsciemment, redouteraient « les rudes lendemains de défaite que des hommes, tels que Wilson et Clemenceau, préparent à toutes les forces d'autocratie, de conservatisme et de réaction. » Et non plus nous ne sommes pas de ceux encore « qui, méconnaissant la loi de l'Histoire, mesurent, après de longues souffrances, le succès et l'avenir d'un peuple au nombre de kilomètres carrés qu'il occupe. » Nous ne nous refusons pas à « comprendre qu'il ne saurait y avoir, pour les nations qui viennent de briser l'œuvre de Bismarck, plus grand discrédit ni plus grave péril que de chercher à ressusciter dans un pays démocratique, l'esprit bismarckien et le matérialisme politique. » Mais il ne faudrait cependant pas prendre des phrases pour des axiomes et des formules pour des réalités. Il ne faudrait pas se persuader sincèrement qu'on puisse fonder « le succès et l'avenir d'un peuple » ailleurs que dans un certain nombre, dans le nombre suffisant et légitime, de kilomètres carrés, ni que le chemin qui mène aux « splendeurs de l'avenir, » doive nécessairement se détourner du passé. L'avenir est le fils du passé : il y a entre eux solidarité, continuité indissoluble, et c'est cela, la « loi de l'Histoire » qu'invoque M. André Tardieu ; mais c'est cela aussi, le sens de l'Histoire dont, précisément, nous reprochons aux démiurges de « la plus grande œuvre dont l'Histoire ait le souvenir » d'avoir un peu manqué. Quoi qu'il en soit, nous leur permettrons volontiers d'être triomphants, si nous sommes assurés de rester victorieux.

Mais nous tenons à en être assurés. Pourquoi ne pas le confesser? L'impression, si vive il y a six mois, s'amortit et s'efface. Les murs de nos villes se couvrent d'affiches dont quelques-unes peuvent sembler excessives, mais il reste celles qui sont apposées officiellement. Dans le même temps que M. Tardieu parlait à Beaune, M. Ribot parlait au Sénat. Le magistral exposé qu'il a fait, au prix d'un effort

qui a un instant dépassé ses moyens physiques, de notre situation financière et des « solutions » que le traité y apporte, a inspiré ou confirmé de justes inquiétudes. Une dette de 200 milliards, un budget annuel d'au moins 16 ou 17 milliards, une population diminuée de 1 500 000 morts et appauvrie de combien de mutilés; tant de choses à refaire : le pays, la race même à reconstituer ; 25 milliards, au bas mot, de pensions à servir, d'ici à 1926, et, au bas mot, 75 milliards de réparations à avancer, dont le tiers durant ces sept années. En face de ce passif, qu'est-ce que le traité met à la charge de l'Allemagne? 25 milliards avant 1921, déduction faite de ce qu'elle devra pour son ravitaillement en aliments et en matières premières et pour les frais d'occupation militaire. « Le reste, remis aux Alliés pour être partagé entre eux, ne nous laissera pas une part suffisante pour payer l'arriéré des pensions militaires et les intérêts des réparations qui courent depuis l'invasion, en tout cas depuis l'armistice, et dont nous sommes débiteurs au regard de nos populations du Nord et de l'Est. » Après 1921, 50 milliards de nouveaux bons, « sur lesquels notre part sera, dit-on, d'un peu plus de la moitié. » En outre, à une date indécise, « lorsque la commission des réparations estimera que l'Allemagne est en état d'en supporter le poids, » une seconde série de bons d'une égale valeur de 50 milliards, dont nous ne recevrons encore qu'une quote-part.

L'Allemagne crie : 100 milliards de marks seulement, 100 milliards en tout; ou je meurs! Mais nous? Nous, les vainqueurs? « A la fin de cette période de sept ans, nous aurons dû emprunter les deux tiers de 75 milliards, soit 50 milliards. Prenons un chiffre moyen : c'est 37 milliards et demi que vous devrez emprunter. Calculez les intérêts de 37 milliards et demi à 6 pour 100 pendant sept ans, vous trouverez 15 milliards. Ajoutez le déficit des pensions, 25 milliards, c'est un total de 40 milliards. » Sur nos épaules; et sur le dos de l'Allemagne? Dans cette période de 1921 à 1926, l'Allemagne ne versera que 1 600 millions par an pendant cinq ans; par conséquent, cela fera 900 millions, au plus, chaque année, pour la part de la France, c'est-à-dire un total de 4 milliards et demi, qui, déduit de nos charges évaluées à 40 milliards, nous laisse un déficit de 35 milliards et demi dont la France sera obligée de faire l'avance. » C'est donc à nous de nous retourner vers nos alliés et associés, et, leur montrant nos plaies saignantes, notre population décimée, nos champs ravagés, nos usines détruites, de dire en toute vérité : Nous ne pouvons pas! La dernière parole de M. Ribot n'est pas une parole de découragement, mais de confiance. « Travaillez! travaillez! con-

seille-t-il. Là est le salut de notre patrie! » La France, toujours probe et laborieuse, travaillera; mais elle s'interroge : Avec quoi? Et elle ne veut pas travailler pour le roi de Prusse, par la faute du peuple de Prusse.

Ce n'est probablement pas le traité avec l'Autriche qui suppléera aux défaillances et comblera les lacunes du traité avec l'Allemagne. Convoqué au château de Saint-Germain, le « chancelier » Renner en a reçu les épreuves par les soins de M. Clemenceau. Si les conditions de paix avec l'Allemagne sont, comme nous l'avons dit, une toile très serrée avec de larges trous, les conditions de paix avec la « République autrichienne » ne sont guère que des trous avec un bord très étroit. Rien des frontières austro-italiennes; pas de clauses financières; pas de clauses militaires; rien qui concerne les « réparations. » Tous ces articles sont « réservés. » M. Karl Renner, attentif à être courtois et déférent pour faire contraste avec son collègue allemand M. le comte de Brockdorff-Rantzau, en soutenant la vieille réputation du Sud, s'est incliné, après un salut et une harangue. Puis, le lendemain ou le surlendemain, il est parti, non sans emporter le fascicule, qu'il étudierait en wagon. Hors de France, il s'est redressé. Quand il reviendra, espérons que les trous seront bouchés, et que les difficultés ajournées seront résolues. C'est une question de savoir si « le temps est galant homme; » s'il faut « donner du temps au temps; » si l'on doit « jouir du bénéfice du temps; » mais, de toute manière, il est certain que le temps a besoin d'être aidé, qu'il ne fait rien et n'arrange rien tout seul. En rejetant dans un tiroir ou dans une armoire les dossiers désagréables, on ne leur ôte pas leur malignité. On ne pourra pas les laisser éternellement dans les vitrines de la salle de l'Age de pierre, où ils ont pris la place du silex brut ou mal taillé.

Mais que de problèmes dont on ne tient la clef que d'une main hésitante! Le problème de Fiume et de l'Adriatique paraît n'approcher d'une solution que pour reculer aussitôt. Quand les Yougo-Slaves consentent, les Italiens s'entêtent, et quand les Italiens se résignent, les Yougo-Slaves se butent. Voilà le danger de se lancer dans des « conciliations » dont chacun veut que le voisin et le rival fasse tous les frais! Il y avait un texte qui valait ce qu'il valait, et qui n'était pas excellent, car, donnant trop à l'un au gré de l'autre, pas assez ni à l'un ni à l'autre à leur gré, il ne satisfaisait personne; mais c'était un texte : il portait la signature d'une au moins des deux parties, et le plus sage, comme le plus commode, aurait été de

ne pas le lâcher, quitte à trouver ensuite des suppléments, des dédommagements, des fiches de consolation : l'Autriche défaite et l'Orient bouleversé n'étaient pas sans en présenter. Si, par hasard, toute combinaison échouant, il fallait à la fin y revenir, comptons les peines perdues, le temps gaspillé, et les épines ajoutées au fagot !

Pourtant, de quelque côté qu'on aborde la situation, elle en est assez hérissée, au dedans et au dehors. Il semble qu'on aperçoive une petite éclaircie en Russie, où se forme et lentement se développe, sous la direction de l'amiral Koltchak, un embryon d'État organisé que les Puissances alliées et associées, après de trop longues hésitations, se disposent à reconnaître. La bête bolcheviste a du plomb dans l'aile, mais elle se débat. Et l'Allemagne, qui tirait les ficelles, en guide apparemment les convulsions. Avec cette espèce d'impudence qui est un des traits de son caractère, M. Erzberger confiait récemment au correspondant d'un journal de Chicago son dessein et ses espérances. « A cette heure, disait-il, se remuent en France des influences très fortes. » Heureusement, sans que nous l'ayons provoquée, la proclamation de la République rhénane est venue à point nommé fournir le révulsif ou l'antidote. Mais méditons sur cet aveu, dépouillé d'artifice, devant de prétendus phénomènes sociaux qui n'ont pas en eux-mêmes d'explication suffisante, et dont la concordance avec le projet de reconnaissance de l'amiral Koltchak par l'Entente autant qu'avec la signature de la paix par l'Allemagne est, qu'il s'agisse de dupes ou de complices, au moins suspecte.

Tout cela, au dedans d'abord, est sérieux, mais peut encore n'être pas très grave, s'il y a un gouvernement.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXIXe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE ET UNIÈME VOLUME

MAI — JUIN

Livraison du 1er Mai.

Pages.

MARCELINE ou *LA PUNITION FANTASTIQUE*, par M. HENRI DE RÉGNIER, de l'Académie française 5

NOTRE INFANTERIE. — II. *DE VERDUN A LA SOMME. — EN 1917*, par M. JOSEPH BÉDIER 32

LE TÉMOIGNAGE DE G. KURTH, par M. GEORGES GOYAU 76

LE GUET-APENS PRUSSIEN EN BELGIQUE, par GODEFROID KURTH 76

LÉONARD DE VINCI. — II. *LE ROMAN DE MONA LISA*, par M. EDOUARD SCHURÉ. 114

PERDUE DANS LA RÉVOLUTION RUSSE (1917-1918). — II, par VERA NARISCHKINE-WITTE 136

LA PASSION DE JEANNE D'ARC, par M. GERMAIN LEFÈVRE-PONTALIS 169

A LA CONFÉRENCE DE LA PAIX. — *PHYSIONOMIE DE SÉANCES*, par M. GASTON DESCHAMPS 191

Mgr BAUDRILLART A L'ACADÉMIE FRANÇAISE, par M. HENRY BIDOU 204

REVUE LITTÉRAIRE. — *LA CRISE DARWINIENNE*, par M. ANDRÉ BEAUNIER . . 208

REVUE DRAMATIQUE. — *LES SŒURS D'AMOUR*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française 220

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques 230

Livraison du 15 Mai.

LE PRINTEMPS TOURMENTÉ. — *SOUVENIRS LITTÉRAIRES (1881-1896)*, par M. PAUL MARGUERITTE 241

NOTRE INFANTERIE. — III. *VERS LA VICTOIRE (1918)*, par M. JOSEPH BÉDIER. 281

QUELQUES GRANDES MINUTES AMÉRICAINES (1917-1918). — I, par M. A. LE BRAZ. 307

LE BUDGET DE LA TOILETTE DEPUIS SEPT SIÈCLES. — I, par M. le Vicomte GEORGES D'AVENEL 335

Pages.

COMMENT JEAN WOUTERS COMPRIT LA GUERRE, par PAUL DARMENTIÈRES . . 361
POÉSIES, par Mme la Comtesse DE NOAILLES 378
LA « LIBRE BELGIQUE. » — *HISTOIRE D'UN JOURNAL CLANDESTIN*, par M. A. van DE KERCKHOVE 385
LE RÈGNE D'ALEXANDRE III. — II, par M. ERNEST DAUDET. 396
NOS ALLIÉS D'EXTRÊME-ORIENT : CHINE ET JAPON (1917-1919), par M. A. GÉRARD. 422
L'EMPRISE ALLEMANDE EN PAYS NEUTRE, par NOËLLE ROGER 444
REVUE SCIENTIFIQUE. — *UNE CROISADE CONTRE LA MALADIE*, par M. CHARLES NORDMANN. 454
M. LE VICOMTE FRANÇOIS DE CUREL A L'ACADÉMIE FRANÇAISE, par M. HENRY BIDOU. 466
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 470

Livraison du 1er Juin.

SOUVENIRS DE MON MINISTÈRE. — I. *LA PREMIÈRE DOUMA (1906)*, par M. A. ISWOLSKY. 481
LE CAFÉ-CHANTANT, par ELISSA RHAÏS. 522
LA RECONSTRUCTION DE L'EUROPE DANUBIENNE, par M. RENÉ PINON. 557
LES « SALONS » DE 1919 ET L'ART DE SE FAIRE PEINDRE, par M. ROBERT DE LA SIZERANNE. 583
QUELQUES GRANDES MINUTES AMÉRICAINES (1917-1918). — II, par M. A. LE BRAZ. 606
LA BATAILLE DES MONTS DE FLANDRE *(AVRIL-MAI 1918)*, par M. LOUIS GILLET. 640
UN CONGRÈS DE LA PAIX IL Y A CENT ANS, par M. ALBERT PINGAUD. 671
REVUE LITTÉRAIRE. — *UN RENOUVEAU DU ROMAN ROMANESQUE*, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 689
LA JOURNÉE DU 7 MAI A VERSAILLES, par M. GASTON DESCHAMPS. 701
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 711

Livraison du 15 Juin.

LETTRES D'EXIL (1870-1874), par M. ÉMILE OLLIVIER. 721
POUR MOI SEULE, première partie, par ANDRÉ CORTHIS. 752
LE FRONT DE L'ATLAS. — II. *SÉJOUR A MARRAKECH*, par MM. JÉROME ET JEAN THARAUD. 794
AUTOUR DE LA CORRESPONDANCE DE BOSSUET. — I. *BOSSUET ÉTUDIANT A PARIS ET CHANOINE A METZ*, par M. ALFRED RÉBELLIAU, de l'Académie des Sciences morales et politiques 823
LES TROUPES NOIRES PENDANT LA GUERRE, par M. ALFRED GUIGNARD. . . . 849
LES DERNIÈRES ANNÉES D'ALEXANDRE III *(fin)*, par M. ERNEST DAUDET. . . . 880
LE CONSEIL NATIONAL D'ALSACE ET DE LORRAINE, par M. le Comte JEAN DE PANGE. 907
REVUE SCIENTIFIQUE. — *LES PROGRÈS DE LA T. S. F.*, par M. CHARLES NORDMANN 927
REVUE DRAMATIQUE. — *LES PERSES*. — *LE CRIME DE POTRU*. — *NAPOLÉONETTE*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française. 939
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 949

Paris. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 54805.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 539 360